BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMITÉ DE RÉDACTION

Pour l'année 1889

MM. Estoublon, directeur de l'École ; **Colin,** professeur agrégé à l'École, avocat à la Cour ; **Lefébure,** conseiller à la Cour, professeur à l'École ; **Prévot-Leygonie,** professeur agrégé à l'École ; **Vincent,** professeur agrégé à l'École.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Zeys, ✲, premier président ; **Flandin,** procureur général ; **Audinet,** agrégé à la Faculté de droit d'Aix ; **Berge,** président du tribunal de Sousse ; **Bourlier,** ✲, député ; **Cabouat,** professeur à la Faculté de droit de Caen ; **Charmont,** professeur à la Faculté de droit de Montpellier ; **Charpentier,** professeur à l'École, avocat à la Cour ; **Chausse,** professeur à la Faculté de droit de Montpellier ; **Chéronnet,** président de la Chambre des défenseurs près la Cour ; **Cuniac,** avocat général ; **Dain,** professeur agrégé à l'École, avocat à la Cour ; **Dannery,** conseiller à la Cour ; **Dedreuil-Paulet,** ✲, président de Chambre ; **Du Champ,** ✲, conseiller de gouvernement ; **Dujarier,** professeur agrégé à l'École ; **Eyssautier,** conseiller à la Cour ; **Fabry,** vice-président du tribunal de Tunis ; **Fermé,** président du tribunal mixte de Tunis ; **Forcioli,** député ; **Geffroy,** ✲, président du tribunal de Tunis ; **Gény,** professeur agrégé à l'École ; **Hamel,** chef de cabinet du gouverneur général ; **Jacques,** sénateur ; **Jacquey,** agrégé à la Faculté de droit de Lille ; **Jonnart,** député ; **Jusserand,** ✲, conseiller d'ambassade ; **Kouri,** chef de section au ministère tunisien ; **Lacoste,** professeur à la Faculté de droit d'Aix ; **Lainé,** professeur à la Faculté de droit de Paris ; **Laynaud,** directeur des Domaines ; **Leclerc,** conseiller à la Cour ; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Letellier,** député ; **Letourneux,** O. ✲, conseiller honoraire ; **Lourdau,** ✲, président de Chambre ; **Mallarmé,** avocat à la Cour, ancien bâtonnier ; **Marsan,** avocat général ; **Monbrun,** ✲, avocat ; **Parisot,** ✲, avocat à la Cour ; **Plédelièvre,** agrégé à la Faculté de droit de Rennes ; **Poivre,** avocat à la Cour ; **Puech,** ✲, président de Chambre ; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Rinn,** O. ✲, conseiller de gouvernement ; **Sauzède,** ✲, président du tribunal civil ; **Tachet,** ✲, ancien président du tribunal de commerce ; **Vandier,** avocat à la Cour ; **Würtz,** avocat général.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

PUBLIÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION

DE MAGISTRATS ET JURISCONSULTES

Divisée en trois parties :

1° Doctrine et Législation ; 2° Jurisprudence ;
3° Lois, décrets, arrêtés, etc.

BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

TOME V. — ANNÉE 1889

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT

Pér 8°
764

ALGER
ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE
—
1889

LA

REVUE ALGÉRIENNE & TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'abonnement : ALGÉRIE, FRANCE et ÉTRANGER, un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. ADOLPHE JOURDAN, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie ou la Tunisie dont un exemplaire aura été adressé à l'École.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. G. C.	Arrêté du général en chef commandant l'armée d'Afrique.
A. I.	Arrêté de l'intendant civil.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100.	Dalloz, *Recueil périodique*, année 1886, 2e partie, page 100.
D. P. R. F.	Décret du président de la République française (Tunisie).
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais*, année 1886, page 102.
Journ. de Robe.	*Journal de la jurisprudence de la Cour d'Alger*, par Eugène Robe.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurispr. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel (Algérie).
O.	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon).
Rev. Alg., 1886. 2. 50.	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 2e partie, page 50.
Sir., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

DOCTRINE & LÉGISLATION

EXPOSÉ THÉORIQUE & PRATIQUE

DU

SYSTÈME TORRENS

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des STRAITS SETTLEMENTS, au Comité de Législation de la colonie

PAR

M. W. E. MAXWELL

« COMMISSIONNER OF LANDS » A SINGAPORE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR

M. R. DE FRANCE DE TERSANT

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES

AVERTISSEMENT

L'Angleterre est l'une des rares contrées de l'Europe où l'on ne trouve, jusqu'à ce jour, aucune organisation générale destinée à porter à la connaissance du public les mutations de propriétés immobilières et les charges qui grèvent les biens fonds. Deux comtés seulement, ceux d'Yorck et de Middlesex, ont été dotés, il y a longues années, d'un régime de publicité rigoureux : le droit de propriété doit y être constaté par une inscription sur un registre, sous peine de nullité du titre vis-à-vis des acquéreurs ou créanciers mortgagés ultérieurs. Ailleurs, les actes autres que les *copyholds* (V. ci-après, § 6, note) ne sont obligatoirement soumis à aucune inscription.

Les titres sont, pour le propriétaire foncier, le seul moyen de prouver son droit de propriété; il n'existe aucun dépôt pu-

blic où les tiers puissent en prendre connaissance. Si le propriétaire ne les communique pas, les tiers sont dans l'impossibilité absolue de se renseigner sur sa situation. Les titres prennent, par suite, une part trop large dans le jeu des transactions (1). Un immeuble ne peut être vendu; un mortgage ne peut être constitué sans que les titres soient livrés à l'acquéreur ou au bailleur de fonds. Lors même que cette précaution a été prise, un doute plane encore sur l'intégrité de la propriété, car il n'est pas démontré qu'elle ne soit pas grevée de rentes foncières, ou démembrée par des donations.

---

(1) Il en est forcément de même dans tout pays où la publicité des transactions immobilières n'est pas organisée, ou même n'existe qu'à l'état imparfait.

En Tunisie, pour les propriétés qui ne sont pas placées sous le régime de la loi du 1er juillet 1885, la livraison du titre est la condition essentielle de toute vente ou prêt foncier. Les inconvénients de ce procédé ne sont ignorés ni des indigènes, ni des Européens. Si un titre vient à s'égarer, la propriété se trouve notablement dépréciée. Tout domaine grevé d'une dette gagée sur le fonds est, en fait, placé hors de la circulation, le propriétaire ne pouvant opérer aucune transaction sans l'assentiment du prêteur. Celui-ci n'est pas moins exposé. Les difficultés qui s'opposent à une étude suffisante des titres, des falsifications trop fréquentes; la multiplicité des titres qui peuvent, sans aucune fraude, exister pour un même immeuble, l'insuffisance des mesures qui assureraient aux actes date certaine, la réalisation du gage toujours aléatoire, sont autant de raisons qui compromettent sa créance, et le portent à compenser, par une prime d'intérêt exorbitante, ce qui manque à la sécurité du prêt. Aussi le crédit territorial n'existe-t-il qu'à l'état rudimentaire. Il se développera à raison de l'extension que prendra le système inauguré en 1885.

En France, un régime qui laisse à peu près dénuée de sanction l'inexécution de la loi sur la transcription, qui n'assujettit à aucune formalité extérieure les transmissions s'opérant par décès, conserve encore une grande importance aux titres. La plupart des actes de vente constatent la remise des titres à l'acquéreur. Aucune mutation immobilière, aucun prêt hypothécaire ne peuvent être conclus sans que l'acquéreur ou le prêteur ait consulté les titres. La consolidation de la propriété ressort bien moins des renseignements fournis par les bureaux d'hypothèques que de l'étude approfondie des titres. Il en résulte, dans les transactions, une gêne, une lenteur, une aggravation de charges, une incertitude qui aboutit fréquemment à une impossibilité si le prêteur est astreint (comme le Crédit Foncier, par exemple) à exiger la preuve de la solidité du droit de propriété.

Avec un régime normal les titres deviennent non pas inutiles, mais faciles à suppléer par les documents déposés dans les bureaux d'hypothèques. Dans le système germanique ou australien, la perte d'un titre n'est qu'un accident facilement réparable. Le détenteur du titre peut toujours justifier de sa situation hypothécaire, et les tiers, pour la connaître, n'ont pas besoin de s'adresser à lui : les bureaux fonciers possèdent à cet égard des renseignements complets et authentiques.

La propriété foncière ne présente donc « ni la sécurité absolue qu'elle offre dans les pays où nul acte intéressant un immeuble ne vaut qu'après avoir été inscrit sur le registre foncier, ni même la sécurité relative que lui donne, en France, la loi du 23 mars 1855 sur la transcription. » (V. E. Lehr : *Éléments du droit civil anglais.)*

Les colons anglais, pénétrés de l'idée que le développement de leur fortune exige, pour les transactions immobilières, des voies rapides et économiques, en même temps que sûres et irrévocables, ont, depuis longtemps, cherché et réalisé une amélioration aux lois de leur patrie.

L'infériorité où la métropole se trouvait maintenue n'a pas manqué d'éveiller l'attention des pouvoirs publics. De nombreux projets de lois ont été proposés au Parlement pour étendre à toute la Grande Bretagne la publicité des actes translatifs de droits immobiliers. Mais ce fut seulement en 1875 que le gouvernement parvint à faire voter par les Chambres une législation encore bien incomplète. Le *Land Transfer Act* de 1875, de peur de troubler la possession des propriétaires fonciers, ne fut pas rendu obligatoire. La loi crée seulement une faculté avantageuse pour ceux qui sauront et voudront en profiter. Le Registrar statue en premier ressort sur la validité des titres de propriété ; l'immatriculation peut être requise par toute personne qui achète un immeuble en fief simple *(estate in fee simple)*, ou qui a droit *at law* ou *in equity* à un semblable immeuble, ou qui a la capacité nécessaire pour le vendre. (E. Lehr *op. cit.)*.

Cette législation, qui laisse à peu près de côté l'intérêt des prêteurs sur hypothèque, ne pouvait donner et n'a pas atteint, en fait, les résultats qui en étaient espérés. Le gouvernement de la Grande Bretagne a repris, en 1878, l'enquête sur le régime de la propriété foncière. Reconnaissant l'insuffisance des modifications apportées à la loi de 1875 par les lois de Lord Cairn de 1881 et 1882, qui assimilent, dans une certaine mesure, au plein propriétaire le tenancier à vie, et par plusieurs autres lois récentes (1), le Lord Chancelier a refondu dans un projet de Code immobilier, déposé le 23 février 1888 (2), le

(1) V. notamment : *the Conveyancing Act of 1881; — the Settled Land Act of 1882; — the Judicature Acts; — the Married Women's property Act; — the Bankruptcy Act; — Exposé des motifs du projet de loi du 23 février 1888.*

(2) *Bill intituled : An Act to simplify Titles and facilitate the Transfer of Land in England*, ordered to be printed 23 rd February 1888.

D'après l'exposé des motifs, ce projet de loi a pour objet principal de codifier les dispositions éparses dans la loi de 1875 et les lois ultérieures, et en outre : 1° de rendre obligatoire l'enregistrement de chaque immeuble

Land Transfer Act de 1875 et toutes les lois postérieures; le nouveau régime imposerait à tout acquéreur l'obligation de faire immatriculer l'immeuble transféré.

L'adoption de ce projet fera entrer définitivement l'Angleterre dans la voie où l'ont, depuis trente ans, précédée plusieurs de ses colonies, suivant en cela l'exemple de la majeure partie des États européens.

Les études qui se poursuivent en Angleterre méritent de fixer l'attention des jurisconsultes français. Bien que le Code civil, révisé par la loi du 23 mars 1855, ait cherché à organiser en France le régime hypothécaire, la question de la publicité est loin d'y avoir reçu une solution définitive. Les inconvénients et les dangers de notre droit hypothécaire, signalés, dès le début, par quelques-uns des législateurs qui ont pris part à la codification de 1804, ont été, depuis, mis en pleine lumière par la doctrine et la jurisprudence. L'essence des critiques formulées durant les quarante premières années d'exercice a été recueillie dans l'enquête opérée en exécution de la circulaire de M. le Garde des Sceaux du 7 mai 1841 (1). Néanmoins la législation actuelle ne remédie que dans une mesure encore insuffisante aux lacunes signalées par cette enquête. La loi du 23 mars 1855 constitue un progrès important vers la publicité des droits réels. La loi sur l'hypothèque

---

lors du premier transfert qui en sera opéré; 2° d'assurer, à l'avenir, la préférence aux mutations et aux charges enregistrées; 3° de créer un titre qui soit la représentation réelle de l'immeuble; 4° de rendre le titre inattaquable cinq ans après l'acomplissement des formalités de publicité (purge); 5° d'assimiler les droits du simple possesseur à ceux du tenancier à vie; 6° d'instituer un fonds d'assurance; 7° d'assimiler la législation relative aux immeubles à celle qui concerne les meubles; 8° de réglementer les substitutions. — Il convient d'en rapprocher les documents suivants :

Return. Registration of Tittes (Australian colonies), 8 may 1872; — *Report. Land Titles and Transfer*; 24 june 1879; — *Return. Registration of Titles (British colonies)*; 10 may 1881. — *Supplementary Return to an Address of the Honourable The House of Commons, dated 26 August 1880; Colonial Office*, August 1881.

(1) *Documents sur le régime hypothécaire* (M. Persil), 3 vol. 1844; — Ce recueil, admirablement coordonné, est la source la plus fréquemment utilisée par les innombrables ouvrages publiés, depuis lors, sur la question hypothécaire, et dont M. Georges Rondel a donné une nomenclature à la suite de son livre *La Mobilisation du sol en France*; Paris, 1 vol. 1888. — V. aussi l'introduction au titre des Privilèges et Hypothèques dans le *Cours de droit civil* de M. E. Accolas; — et une étude toute récente de M. Flour de Saint-Genis, Conservateur des hypothèques : *Le Crédit territorial en France, et la Réforme hypothécaire* : Le Havre, 1 vol. 1888.

légale de la femme, dont le projet, plusieurs fois déjà amendé par les deux Chambres, vient d'être adopté en deuxième lecture par le Sénat (séance du 29 octobre 1888), marquera, dans la même voie, un nouveau pas en avant. Mais le principe qui se dégage de ces dispositions demande à être plus largement développé. Il reste aussi à réglementer la spécialité du gage qui, proclamée par la loi du 9 messidor an III, a été restreinte, par la loi du 11 brumaire an VII et par le Code civil, à l'hypothèque conventionnelle.

Les défectuosités du régime actuel sont aujourd'hui d'autant plus sensibles qu'une crise économique pèse lourdement sur la propriété foncière au moment même où les nécessités budgétaires, loin de permettre des dégrèvements, exigent au contraire que l'État demande, aux différentes sources de produits tout ce qu'elles sont susceptibles de donner. La révision du Code hypothécaire ne se présente donc plus comme une question d'intérêt théorique : elle s'impose comme le seul moyen d'alléger la situation des propriétaires fonciers sans porter atteinte aux intérêts du Trésor.

Mais, si l'urgence en est unanimement publiée, l'entente est loin d'être faite sur les voies qui permettront d'obtenir l'amélioration désirée.

Parmi les systèmes proposés, celui qui est en vigueur dans les pays de *droit germanique* et dans les colonies anglaises de l'extrême Orient, celui-là même dont le Parlement anglais doit tenter une adaptation aux coutumes de la Grande Bretagne, est recommandé comme approchant le plus de la perfection (1).

---

(1) On sait que ce régime a pour base les *livres fonciers* doublés d'un *cadastre* qui est à la partie matérielle de la propriété ce que le livre foncier est à la partie juridique.

Voici la liste d'un certain nombre d'États qui ont adopté le principe du *livre foncier :*

Russie ; — Autriche et Dalmatie (V. *Bulletin de législation comparée*, 1876, p. 343 ; 1879, p. 464 ; 1881, p. 515) ; — Bade (1810 à 1822) ; — Angleterre (comtés d'Yorck et de Middlesex) ; — plusieurs cantons de la Suisse (1829) ; — Espagne (1860) ; — Suède (1875) ; — Saxe (1863-1868) ; — Saxe Weimar (1836) ; — Saxe Altenbourg (1852) ; — Saxe Cobourg (1860) et Gotha (1859) ; — Schwartzbourg Sondershausen (1857) ; — Reuss (1857-1873) ; — Hesse (1852) ; — Mecklembourg (1851) ; — Oldenbourg (1876) ; — Brunswick (1878) ; — Hambourg (1878) ; — Lubeck (1872) ; — Prusse (1872) ; — Australie méridionale (1858) ; — Victoria et Queensland (1861) ; — Tasmanie (1861) ; — Nouvelle Zélande (1870) ; — Australie Occidentale (1874) ;

Ce système fait converger toutes les conventions et tous les faits intéressant la propriété immobilière en un point unique : le bureau des titres de propriété. Il remplace les actes authentiques, les transcriptions, les inscriptions par une formalité unique : la mention sur le *titre de propriété*.

Le *titre de propriété* condense tout ce qui concerne un immeuble déterminé : il en fournit, au moyen d'un plan (1) et d'une description exacte des limites, l'image matérielle et définitive; il contient, en outre, la mention obligatoire de tous faits ou contrats affectant l'objet, la nature ou l'étendue du droit de propriété, c'est-à-dire qu'il retrace l'état juridique de la propriété. Vis-à-vis des tiers, tout ce qui s'y trouve inscrit fait foi complète; tout ce qui n'y figure pas n'a aucune existence légale.

Ce régime exclut nécessairement l'hypothèque occulte, ainsi que tout privilège dispensé de l'inscription. La loi pourvoit par d'autres moyens à la protection des incapables.

Une purge préalable à l'établissement du titre permet de

— Colombie Britannique (1877) ; — Iles Fiji (1877) ; — Iowa ; — Tunisie (1885).

La législation qui est à l'étude pour l'Alsace-Lorraine est, comme celle de la Tunisie, un essai de fusion entre le système des livres fonciers et le Code civil français (V. rapport de M. Gunzert sur *les Projets de lois soumis à la délégation d'Alsace-Lorraine dans la session de 1885 ; Projets de lois ; Motifs des projets de lois*, 3 vol. Strasbourg, 1885).

Enfin, parmi les États qui n'ont pas encore adopté le livre foncier, la Sardaigne, les États du Pape, la Hollande, la Belgique, la Bavière Rhénane, la Suisse ont amélioré la publicité hypothécaire du Code civil par des mesures plus précises et plus efficaces que la loi du 23 mars 1855.

L'Angleterre (V. ci-dessus) et le Luxembourg (V. M. Émile Worms : *De la Propriété consolidée*, chap. IV) poursuivent actuellement, bien que par des voies différentes, des réformes semblables.

(1) La partie cadastrale, qui est d'une si grande importance pour la détermination des propriétés et pour les finances publiques (V. M. Georges Rondel, *op. cit.*, chap. III § 1er), a été l'objet des préoccupations les plus sérieuses des législateurs Allemand et Suisse.

En Tunisie également, le cadastre organisé sur des bases solides d'après les études de M. Wautot, Vérificateur du cadastre en France, et dirigé avec compétence par un ingénieur français, promet de rendre les plus utiles services à la colonisation. Le Service Topographique est l'auxiliaire indispensable de la Conservation de la Propriété foncière. Grâce à la certitude des méthodes qu'il emploie, il supprime, pour l'avenir, toutes contestations sur les limites des héritages, et ces résultats sont obtenus avec une économie qui n'enlève rien à la précision (V. les règlements du Service Topographique dans le volume contenant les *Lois et Décrets relatifs à la Propriété foncière*, Tunis, 1886).

n'admettre au bénéfice de la loi foncière que des immeubles dont les limites sont définitivement fixées, et dont la propriété est irrévocable. Une vérification attentive de l'identité et de la capacité des parties précède toute inscription ultérieure, de manière que la formalité ne soit donnée qu'à des droits pouvant être considérés comme certains. Grâce à cette double précaution, la loi peut prononcer l'inviolabilité du titre et garantir les tiers contre toute éviction, sous la seule condition qu'ils aient traité, de bonne foi, avec l'ayant droit indiqué par le titre.

Bien entendu, l'inscription opérée sur le titre n'a ce caractère d'irrévocabilité qu'au regard des tiers. Entre parties contractantes une convention n'est valable que si elle est inscrite; mais l'inscription n'empêche pas que la convention ne puisse être attaquée. Seulement, jusqu'à ce qu'une décision judiciaire intervienne, le danger qui menace le droit apparent du titulaire inscrit est signalé sur le titre par une *prénotation*. Si un tiers avait, antérieurement à cette prénotation, un droit acquis, il ne serait pas touché par l'issue du procès quelle qu'elle fût. Si, au contraire, il avait traité postérieurement à la prénotation, il ne pourrait plus opposer sa bonne foi.

L'action réelle de la partie qui obtient l'annulation d'une inscription peut donc, à raison de droits acquis par des tiers, se trouver parfois transformée en une simple action personnelle en dommages-intérêts. C'est une conséquence rigoureuse, mais nécessaire du principe de publicité qui exige quelquefois le sacrifice de l'intérêt d'un seul à l'intérêt de tous.

Toutefois, cette situation ne peut se présenter que fort rarement : l'examen auquel les actes sont soumis avant l'inscription tarit la source de la plupart des litiges. Au surplus, pour assurer la pleine efficacité de l'action personnelle, au cas où le débiteur est insolvable, la loi donne à la partie lésée un recours soit contre le Conservateur, soit contre un fonds d'assurance constitué au moyen d'une taxe payée par tout inscrivant, soit même contre l'État (1).

---

(1) Sur le *Système Germanique* et le régime des colonies anglaises connu sous le nom d'*Act Torrens*, consulter : M. A. Dain : *Le Système Torrens; son application en Tunisie et en Algérie ; Revue Algérienne*, 1885, 1. 284 ; — M. Cauwès : *Précis d'économie politique ;* — M. Émile Worms, professeur à la Faculté de droit de Rennes : *De la propriété consolidée ;* 1 vol., 1888, Dentu ; — M. Georges Rondel, avocat à la Cour d'appel de Paris : *La Mobilisation du sol en France* ; 1 vol., 1888, Arthur Rousseau ; — M. Paul Gide : *Annuaire de Législation Étrangère*, 1873, p. 212 ; — M. Charles Gide : *Étude sur l'Act Torrens*, 1886; — M. Lahuppe : *La Réforme Économique*, 1877 ; —

Il existe, on le voit, une étroite analogie entre ce mode d'opérer l'inscription et la pratique introduite, pour les radiations hypothécaires, par la jurisprudence française, interprétant l'article 2157 du Code civil. Le Conservateur se trouve érigé en juge responsable de la validité des actes en vertu desquels l'inscription doit disparaître: s'il les accepte, sa décision est sans recours, aucune autorité ne pouvant faire revivre, dans la plénitude de ses effets, une inscription radiée. Il est certainement moins délicat, moins périlleux d'admettre à l'inscription un acte de mutation que d'opérer une radiation: et, de même que, chez nous, le service des radiations fonctionne avec une régularité pleinement satisfaisante, et ne donne lieu qu'à des recours relativement fort rares, de même, dans les pays soumis au régime des livres fonciers, il est presque inouï qu'une inscription ait été la cause d'une lésion sérieuse et que des procès aient été gagnés contre le fonds d'assurance.

Un double du titre de propriété, délivré au propriétaire, le met constamment à même de connaître sa situation hypothécaire, et d'en justifier au besoin. Un jeu de répertoires et de tables alphabétiques permet, sans renoncer à fournir des renseignements hypothécaires sur les individus, de délivrer le bilan exact d'un immeuble déterminé.

Le service hypothécaire se prête ainsi à toutes les exigences du mouvement des affaires, et répond à tous les besoins des propriétaires fonciers et des tiers.

Tel est aussi, dans ses lignes essentielles, le régime inauguré, par décret beylical du 1er juillet 1885, en Tunisie (1) où

M. Yves Guyot: *Le Journal des Économistes et le Globe*, 1882-1888; — M. Challamel: *Deux études sur les Cédules hypothécaires;* Paris, 1878; *Des Procédés de mobilisation de la Propriété foncière*, une broch., Paris, 1888; — M. Paul Cambon: *Rapport sur la Loi foncière Tunisienne,* en tête du *Recueil des Lois et Décrets concernant la Propriété foncière;* Tunis, 1886; — V. aussi, à la fin de l'ouvrage précité de M. Rondel, l'intéressante énumération des ouvrages qui, depuis un siècle, ont traité de la question hypothécaire et du Crédit foncier.

(1) V. le texte de cette loi dans le *Recueil* précité, et dans la présente *Revue*, 1885. 1. 145. La tentative faite par le Protectorat est généralement appréciée d'une manière très favorable. « L'ensemble de cette loi, écrit M. G. » Rondel, due à l'initiative de M. Cambon, qui en avait pris l'idée dans les » publications de M. Yves Guyot, doit être approuvé sans réserves... Il » serait à souhaiter que l'exemple de la Tunisie ait été suivi par nos autres » grandes colonies, en attendant qu'on modifie à son tour le régime foncier » de la mère-patrie. Suivant M. Paul Leroy-Beaulieu, « la propriété fon- » cière a trouvé, en Tunisie, sa formule plus nette, plus précise et plus » complète qu'en France. » *Op. cit.*, p. 209. — V. dans le même sens,

ses premiers résultats ont été satisfaisants et démontrent pleinement qu'aucun obstacle matériel ne saurait entraver le fonctionnement des livres fonciers dans un pays soumis à une législation dérivée du Code civil.

La simplicité et l'économie (1) réalisées par les législations

---

M. P. Foncin : *Revue Bleue*, 9 janvier 1886 ; — *Revue des Deux Mondes*, janvier et février 1888 ; — *La République Française*, 8 et 9 janvier 1888 ; — *Journal Général de l'Algérie*, depuis le 11 juin 1887 ; — *Revue Foncière de Tunisie*, février et mars 1888 ; — M. Pascal : *La Colonisation en Tunisie : Lettres à la Société des Études Coloniales*, Tunis, 1886, lettre IV ; — M. P. Leroy-Beaulieu : *l'Algérie et la Tunisie*, p. 363 ; et ses intéressantes correspondances au *Journal des Débats* ; — M. de Lanessan : *la Tunisie* ; — M. Léon Donnat : *Deux Institutions à introduire en Algérie (Act Torrens et Homestead)*, Paris, 1888 ; — *Répertoire périodique de l'Enregistrement* : mai 1888 ; — M. E. Worms, *op. cit.* ; — M. G. Rondel, *op. cit.* ; — M. E. Fallot, *Notice sur la Tunisie* ; Tunis, 1888 ; p. 93 ; — *Annuaire général de l'Algérie, 1888* ; etc. — Les indigènes saisissent aussi parfaitement les avantages d'une législation qui, tout en respectant ceux de leurs usages auxquels ils sont le plus attachés, donne aux transactions la sécurité qui leur a fait défaut sous l'ancien régime. V. le commentaire de la loi du 19 Ramadan 1302 : *Recherches sur la concordance de la Jurisprudence Musulmane avec la Loi Immobilière*, publié avec l'adhésion du Gouvernement tunisien, par le Cheikh Mohamed Es Senoussi, Rédacteur à l'*Ouzara* ; texte arabe, Tunis, imprimerie du *Raïd et Tounsi*, 1888.

(1) Une obligation hypothécaire de 17,000 piastres (environ 10,200 fr.)

	coûte en Tunisie :		coûte en France, *au minimum* :		
Timbre de l'original ou minute. .	102 fr.	20	1 fr.	20	
id. de l'expédition.	»	»	3	60	
id. des bordereaux	»	»	1	20	
id. du registre des dépôts . .	»	18	»	24	
id. id. d'inscription .	»	90	1	80	
id. de la reconnaissance de dépôt.	»	»	34 fr. 68	» 60	129 fr. 19
Droit d'inscription.	10	20	12	75	
Taxe du fonds d'assurance.. . . .	10	20	»	»	
Salaires du conservateur	13	20	1	20	
Honoraires du notaire : minute . .	»	»	102	»	
id. expédition	»	»	3	»	
État individuel (en le supposant négatif, et délivré contre un seul débiteur)	»	»	1	60	
Droit d'enregistrement.	»	»	127	50	

Si l'on fait abstraction des taxes indépendantes du régime hypothécaire, c'est-à-dire, en Tunisie, du droit de timbre proportionnel, et, en France, du droit d'enregistrement. en voit qu'en Tunisie, la formalité coûte 0, 34 p. °/₀ ; tandis qu'en France et dans des conditions d'économie qui se rencontrent

australienne et tunisienne ont séduit l'Administration de l'Algérie, qui s'en est approprié les traits principaux et, depuis deux ans déjà, est en instance pour obtenir la révision, dans le même sens, de ses lois sur la propriété foncière (1).

Ces tentatives, les travaux récents des économistes, spécialement ceux de MM. Paul et Charles Gide, de M. Yves Guyot, de M. Challamel, les études journalières des publicistes (2) ont vulgarisé en France le système des livres fonciers, et accentué le courant qui tend à la révision du Code hypothécaire.

Mais si le système Torrens a trouvé de zélés défenseurs, il a aussi ses détracteurs. Ses avantages les plus précieux paraissent à certains esprits des inconvénients ou des dangers. Un succès de trente années n'a pas suffi pour le relever de l'accusation d'être une utopie irréalisable. On lui reproche notamment :

D'être essentiellement facultatif ;

De ne pas faire précéder l'inscription d'un contrôle suffisant pour protéger le véritable propriétaire contre les résultats d'une formalité qui peut le dépouiller irrévocablement ;

D'exagérer la mobilité du sol ;

---

rarement dans la pratique, la dépense est de 1 fr. 29 p. %, c'est-à-dire près de quatre fois plus forte.

La proportion est la même pour les mutations immobilières.

Or, en Tunisie, la sécurité du créancier inscrit est complète.

En France, il peut, malgré la prudence la plus éclairée, être évincé ou primé par des droits antérieurs au sien, mais qui se révèleront postérieurement à son inscription.

(1) V. le *Projet de Loi sur le Régime de la Propriété foncière en Algérie*, préparé par M. Tirman, Gouverneur Général, et le rapport présenté par M. A. Dain, au nom de la commission (Alger. Giralt, 1886). V. aussi le *Discours* prononcé par M. Tirman à l'ouverture du Conseil Supérieur de l'Algérie (14 novembre 1887).

(2) V., indépendamment des ouvrages cités dans les notes précédentes : M. Trémoulet, *La rénovation du cadastre ;* Paris, Debons et Cie, 1878 ; — M. P. Leroy-Beaulieu : *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1886 ; — *Bulletin de Statistique du Ministère des Finances*, juin 1885 ; — *Journal des Débats*, février, avril, mai, juin 1885 ; articles de MM. Gabriel Charmes et Leroy-Beaulieu ; — *Journal Officiel Français* : Comptes rendus de la *Réunion de la Société d'économie politique*, 29 août 1883 ; — du *Congrès des Sociétés Savantes à la Sorbonne, section des Sciences Économiques et Sociales*, 28 et 29 avril 1886 ; — *Le Petit Journal*, 18 octobre 1888 ; — *Revue critique de législation*, février 1888 ; — *La Réforme Cadastrale*, Revue mensuelle fondée en 1885.

D'être ruineux à la fois pour le Trésor public et pour les notaires ;

D'être matériellement inapplicable dans un pays où la terre est morcelée à l'infini, comme elle l'est en France.

D'abord, il est hors de doute que personne ne songe à emprunter purement et simplement la loi de l'une des colonies australiennes pour l'implanter en France. Mais il n'est pas interdit de penser qu'étudié de près par les jurisconsultes français, adapté au degré d'avancement de notre civilisation et de notre situation économique, perfectionné, si l'on veut, grâce aux moyens d'action dont disposent, en France, le personnel administratif et le corps des officiers publics, ce mécanisme simple, économique, expéditif, ne rende d'utiles services aux propriétaires fonciers (1).

Les critiques élevées contre le système ne paraissent pas avoir une portée bien sérieuse. Plusieurs tomberaient d'elles-mêmes si la législation des colonies anglaises était mieux connue. Un coup d'œil sur la pratique d'un service fait quelquefois plus pour l'intelligence des textes que de longues pages d'explications théoriques. Aussi nous a-t-il paru qu'il ne serait pas sans intérêt de reproduire une étude faite, il y a quelques années, par un spécialiste, dans les principaux centres où l'Act Torrens est en vigueur. M. Maxwell, qui dirige, à Singapore, le Service de la Propriété foncière, a été chargé par le Gouverneur de la colonie de rechercher le

(1) Le Gouvernement vient de donner une preuve non équivoque de l'intérêt qui s'attache, pour lui, à la solution de ces questions, en instituant un comité chargé d'organiser, à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1889, un *Congrès International de la Transmission de la Propriété Foncière* (Arrêté du 5 décembre 1888 ; *Journal Officiel* du 6 décembre 1888).

Les membres de ce comité sont :

MM. Bétolaud, Avocat ; Bompart, Conseiller municipal ; Boulanger (E.), Sénateur ; Boutin, Directeur Général des Contributions Directes ; Bufnoir, Professeur à la Faculté de Droit ; Christophle, Gouverneur du Crédit Foncier ; Dain, Professeur à l'École de Droit d'Alger ; Deloncle, Publiciste ; Denormandie, Sénateur ; Donnat, Conseiller municipal ; Dreyfus (Ferdinand), ancien Député ; Duplan, Président de la Chambre des Notaires ; Duverger, Professeur à la Faculté de Droit ; Foville (de), Chef de la Statistique au Ministère des Finances ; Gérardin, Professeur à la Faculté de Droit ; Gide, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier ; Guyot (Yves), Député ; Léveillé, Professeur à la Faculté de Droit ; Martin-Feuillée, Député ; Méliodon, Secrétaire Général du Crédit Foncier ; Michel (Léon), Agrégé à la Faculté de Droit ; Millerand, Député ; Ribot, Député ; Sabatier, Député ; Tiphaigne, Directeur Général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

meilleur régime à introduire dans les établissements du détroit de Malacca. Après s'être rendu successivement à Ceylan, Adélaïde, Melbourne, Sydney, Hobart et Brisbane, il a présenté ses observations dans un rapport concluant à l'introduction du système Torrens dans les provinces de Singapore, Penang et Wellesley; ses propositions, adoptées par le Comité de législation et par le Gouverneur, ont été le point de départ de la législation actuellement en vigueur dans la colonie (1). Le rapport de M. Maxwell, émanant d'un témoin oculaire, répond à la plupart des craintes qu'a fait concevoir la prévision de l'essai, en France, d'un régime analogue à celui de l'Australie.

On y voit que la *faculté* n'est nullement un principe inhérent à ce régime. Sir R. Torrens n'avait pas conçu primitivement l'immatriculation facultative. Elle ne s'est introduite qu'à titre de moyen d'éprouver la valeur d'un système qui soulevait, au début, d'énergiques protestations, et seulement pour les propriétés aliénées par la Couronne antérieurement à la nouvelle loi. Elle disparaîtra certainement tôt ou tard pour faire place à l'obligation absolue (2).

Le contrôle des actes présentés à l'inscription est organisé avec un soin extrême. Qu'elles soient confiées au Registrar General ou aux officiers ministériels qui l'assistent, les investigations sont toujours approfondies. La rareté des recours contre le fonds d'assurance, le soin que mettent les agents à défendre cette caisse contre des réclamations mal fondées en sont la preuve manifeste.

Grâce à la vérification des actes, à la suppression des charges occultes et des autres causes d'éviction en tant qu'elles seraient opposables aux tiers de bonne foi, le titre peut être proclamé inattaquable. C'est ce que décident les lois

---

(1) *Ordinances enacted by the Governor of the straits settlements during the year 1886;* Singapore, 1 vol. 1887. Nous donnons le titre de ces ordonnances à la fin du rapport de M. Maxwell, § 239, note.

(2) De même, en Tunisie, la faculté de soumettre les immeubles à la loi de 1885 a été un moyen ingénieux de mettre immédiatement en vigueur une législation protectrice de la propriété, et que les circonstances auraient indéfiniment ajournée si l'on eût cherché à la rendre obligatoire. Les tendances de l'Administration Tunisienne sont suffisamment indiquées par le décret du 22 juin 1888 (*Revue Algérienne*, 1888. 3. 146), qui généralise la disposition antérieure du cahier des charges imposant aux acquéreurs de biens *habous* l'obligation de faire immatriculer leurs immeubles. — V. aussi : *Revue Foncière de Tunisie*, 16 février 1888.

australiennes, donnant ainsi une solidité absolue au droit du propriétaire. Or, assurer le droit du propriétaire foncier, c'est élargir ou plutôt faire naître pour lui le crédit territorial; c'est dégager et permettre la mise en œuvre de la valeur accumulée dans le sol; c'est rendre accessibles aux petits propriétaires les établissements de Crédit foncier, avec les bénéfices attachés aux prêts à long terme remboursables par annuités.

Est-ce donc là mobiliser, ou, pour employer le néologisme le plus récent, monétiser le sol? (1) Bien loin de là : celui qui trouve à emprunter à un taux raisonnable n'a pas besoin de vendre son immeuble. S'il emprunte pour améliorer le fonds, pour perfectionner son outillage, pour construire, il s'attachera d'autant plus à la terre qu'il l'aura fécondée, et qu'elle rémunèrera mieux ses travaux.

Le développement du crédit territorial tend donc à fixer la propriété. Si le régime Torrens favorise l'extension du crédit immobilier, comment serait-il en même temps la cause de ruine que l'on cherche à faire entrevoir?

Sans mobiliser le sol, on peut, on doit chercher à faciliter les transactions immobilières, et le moyen le plus simple, le plus réalisable, consiste certainement à diminuer les frais énormes qui font aujourd'hui d'une vente ou d'un emprunt une opération onéreuse.

L'activité des transactions immobilières, aussi bien que l'abondance des affaires mobilières, est un indice certain de prospérité. L'exemple de quelques spéculateurs malheureux qui sombrent à la Bourse n'a jamais été une preuve que tous les acheteurs de titres fussent condamnés à la ruine. De même, l'imprudence de quelques propriétaires fonciers qui abuseront de la facilité d'emprunter ou de vendre ne saurait faire condamner un système qui peut contribuer au développement de la richesse publique.

La clarté du titre, l'inutilité des recherches sur les origines de la propriété, la diminution et la simplification des procès doivent être pour les propriétaires une source d'économie

(1) Il faut se garder de confondre la *monétisation* du sol avec la facilité de circulation qui doit être accordée aux immeubles et aux droits réels immobiliers. Au premier système paraissent se rattacher deux projets de loi récemment soumis au Parlement, l'un par M. Fleury, député de l'Orne, le 19 juin 1883, l'autre par M. Dethou. Le second système, qui compte beaucoup plus de partisans, est celui que mettent en œuvre les lois germaniques, l'Act Torrens et la loi tunisienne.

équivalant à un véritable dégrèvement. Mais elle n'entraînerait pas pour le Trésor une sérieuse diminution de recettes. Dans le système Torrens, toute convention fait l'objet : 1° d'un acte ; 2° d'une mention opérée sur le titre par le Conservateur. L'acte peut être assujetti à des taxes variant d'après la nature de la convention (1). La mention sur le titre donne lieu à des salaires proportionnés à l'étendue de la responsabilité qu'elle met en jeu. Il n'y a là rien qui ne puisse se concilier avec le système d'impôts en vigueur en France.

Si une réduction de recettes était à craindre, elle porterait sur le papier timbré dépensé aujourd'hui pour les justifications relatives à l'origine de propriété, charge fort lourde pour les parties, parce qu'elle se répartit entre un petit nombre d'individus, mais dont le produit n'entre certainement que pour une faible somme dans les 160 millions que le timbre rend annuellement au Trésor français. Cette diminution de ressources ne serait-elle pas avantageusement compensée par l'impossibilité de dissimuler aucune mutation, si l'on proclamait ce principe que nul n'est propriétaire et ne peut conférer un droit réel, tant que son nom n'est pas inscrit sur le titre ?

Faut-il répéter que la responsabilité pécuniaire de l'État n'est jamais engagée par une inscription erronée ; que le fonds d'assurance couvre cette responsabilité ; qu'au surplus, la simplicité des transactions s'exerçant sur un titre qui est constamment purgé ne laisse place qu'à des procès rares et peu coûteux ?

La même raison qui permet d'affirmer que les ressources budgétaires ne sont pas atteintes par le régime australien

---

(1) En Australie, un impôt *ad valorem*, acquitté sous forme de timbres mobiles, est perçu sur tout bail, mortgage, vérification de testament, etc. Ce droit est complètement indépendant des taxes et salaires payés pour les formalités prévues par le système Torrens. Il est analogue au droit d'enregistrement, qui, en France, est entièrement distinct des droits et salaires versés aux bureaux d'hypothèques (V. l'intéressante communication due à l'extrême obligeance de M. Bramston, ancien Maître des titres en Queensland, actuellement Secrétaire au Ministère des Colonies, à Londres : *Revue Foncière de Tunisie*, 26 janvier 1888). Toutefois, ce droit est toujours modique. A Singapore, on perçoit sur les ventes de toute nature un droit gradué fixé à 50 *cents* pour les valeurs inférieures à 100 livres ; un dollar et demi pour les valeurs de 100 à 250 livres ; 3 dollars pour les valeurs de 250 à 500 livres ; et, ensuite, un dollar et demi pour chaque somme de 250 livres ou fraction de 250 livres en sus (Ordinance n° X de 1885. — Cecil C. Smith.)

démontre que les notaires n'ont rien à craindre de son adoption. D'une part, rien ne s'oppose à ce que leur ministère soit rendu obligatoire. D'autre part, malgré la latitude laissée aux colons australiens de rédiger eux-mêmes les actes en la forme sous seings privés, la plupart de leurs conventions sont dressées par les officiers publics. Toutes les fois que les parties ne peuvent ou ne veulent écrire elles-mèmes leurs actes, c'est chez l'officier patenté qu'elles se rendent. Le recours à l'entremise plus ou moins officieuse des hommes d'affaires est interdit, pour la plus grande régularité des actes et le plus grand avantage des officiers publics. Ceux-ci perçoivent des honoraires gradués suivant les valeurs énoncées dans les actes ; leur travail est simplifié dans une large mesure par la clarté du titre de propriété et par l'usage des formules imposées par la loi ; et le contrôle auquel les actes sont soumis au bureau des titres restreint incontestablement leur responsabilité.

Qu'aurait donc à redouter de l'introduction en France de règles analogues la corporation des notaires? Confidents et conseils des parties, ne sont-ils pas, dès à présent, les rédacteurs nécessaires des actes mêmes pour lesquels leur ministère n'est pas obligatoire? De tout temps, les ventes d'immeubles, les baux, d'autres contrats qui ne le cèdent en rien ni en intérêt présent, ni en gravité pour l'avenir des familles, aux donations ou aux emprunts hypothécaires, ont pu être réalisés par actes sous seings privés. Quel préjudice en est-il résulté pour les notaires? Les ventes ne sont-elles pas néanmoins l'un des éléments les plus fructueux de l'activité des études? Loin de conduire les parties à écrire elles-mêmes leurs actes, une instruction plus étendue leur fait mieux comprendre quel intérêt elles ont à faire dresser leurs conventions avec tout le soin nécessaire par les hommes compétents. C'est dans les classes les plus éclairées que les notaires comptent leurs plus fidèles clients. Leur intérêt évident, comme celui des propriétaires, comme celui du Trésor, est dans une simplification des lois qui réveillerait l'activité des transactions.

Quant à l'objection tirée du morcellement de la terre en France, elle n'est pas beaucoup plus sérieuse. Dans les colonies australiennes, les propriétés immatriculées sont loin d'avoir, en moyenne, l'étendue considérable qu'on leur suppose. Dans la Nouvelle Galles du Sud, 81,430 propriétés immatriculées de 1872 à 1881 représentent seulement 9,664,118 acres, soit en moyenne un peu moins de 48 hectares chacune.

Dans les possessions du détroit de Malacca, spécialement dans l'île de Singapore dont presque toute la surface est cultivée en jardins, les lots des colons sont fort petits, très nombreux, de forme rarement régulière, ce qui n'empêche ni M. Maxwell de conclure à une adaptation du système Torrens, ni le Gouvernement de la colonie d'entreprendre les réformes proposées.

Il importe donc peu qu'en France on compte actuellement 150 millions de parcelles. La réunion sur un même titre de toutes les parcelles contiguës appartenant au même propriétaire réduirait évidemment ce chiffre dans une notable proportion, et il est probable que l'ouverture d'un titre de propriété pour chacun de ces groupes de parcelles ne formerait pas des archives plus encombrantes que celles des conservations actuelles (1). En tout cas, l'un des avantages du système serait, les nouveaux registres une fois établis, de n'en pas augmenter le nombre dans une aussi forte proportion que le fait le régime actuel, les morcellements de propriétés, qui seuls nécessiteraient l'ouverture de nouveaux titres, étant relativement assez rares. Dégagé de la besogne matérielle des transcriptions, des inscriptions, des états, du travail écrasant des recherches si souvent infructueuses parmi les comptes multiples ouverts à des homonymes, le personnel des conservations suffirait à régulariser un nombre de transactions infiniment plus considérable, et pourrait consacrer à l'étude des actes, à l'examen de la capacité des parties, le temps aujourd'hui absorbé par le labeur sans utilité des copies textuelles.

En résumé, s'il existe en France un obstacle à la réforme hypothécaire, il ne réside ni dans les complications matérielles de la manutention, ni même dans une appréhension pour les intérêts budgétaires. La difficulté est d'ordre purement juridique: elle consiste dans une incompatibilité absolue entre le principe de publicité et des usages qui tolèrent l'hypothèque occulte et générale, et qui rendent opposables aux tiers les rapports, les réductions, les résolutions. Quelque sérieux qu'il soit, le problème n'est pas insoluble. D'autres législations l'ont heureusement résolu. Il en sera de même en France le jour où l'on voudra aborder franchement la réforme. Ce jour-là, le mécanisme actuel des conservations d'hypothèques sera définitivement condamné. L'on doit donc se préoccuper, dès maintenant, d'un système qui puisse avantageusement

(1) Comp. M. de Saint-Genis, *op. cit.*, p. 196.

remplacer l'ancien. En publiant le rapport de M. Maxwell, nous espérons contribuer à détruire quelques-uns des préjugés répandus sur les méthodes qu'emploie le régime Torrens et les résultats qu'on en peut espérer.

R. DE FRANCE DE TERSANT.

Revue Algérienne, 1889, 1re partie. 2

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADELAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS » (1)

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore.

1. — La loi anglaise sur la propriété foncière, telle qu'elle existait à la date de la fondation de chaque colonie, forme l'un des éléments de la législation appliquée dans l'Australie Continentale et dans les îles de la Tasmanie et de la Nouvelle Zélande.

2. — Le *titre* de propriété est constitué par l'ensemble des « *deeds* » (2) relatifs à un même immeuble. Il a pour point de

(1) Les Anglais désignent sous ce nom, à raison de leur situation géographique sur le détroit de Malacca, les îles de Singapore et de Penang, les provinces de Wellesley et de Malacca, dont l'ensemble forme un Gouvernement.

(2) Les « *deeds* » auxquels, pour éviter toute confusion, nous conservons leur nom anglais, au lieu d'employer le mot « acte » qui y correspond grammaticalement ; les *deeds* ont conservé en Angleterre toute la valeur qu'ont, en France, les actes notariés.

Au sens actuel du mot, le *deed* est un écrit sur papier ou sur parchemin, dûment scellé et délivré, et destiné à prouver que la personne dont il émane a donné son consentement aux énonciations qu'il contient.

(Ce renseignement, ainsi que la plupart de ceux qui seront donnés, en note, sur quelques points de droit anglais, est emprunté à l'ouvrage de M. E. Lehr, intitulé : *Elèments du droit civil anglais*. V. notamment n° 376.)

départ une concession ou un bail consenti par la Couronne ; il est complété par les contrats passés entre les parties, à chacune des transactions ultérieures.

Toute mutation exigeant un nouveau *deed*, les titres devinrent de plus en plus compliqués, si bien que les difficultés et les frais occasionnés par la vente d'un immeuble ne furent bientôt pas moindres aux colonies qu'en Angleterre.

Chaque mutation nécessitait un examen approfondi des *deeds* par des praticiens spéciaux. Ceux-ci faisaient un résumé du titre (1) et se livraient à de délicates et pénibles recherches dans les archives des bureaux d'enregistrement pour s'assurer qu'une précédente convention n'avait pas été dissimulée. Il était impossible d'arriver à la certitude. Dans les cas les plus favorables, l'acheteur n'avait, de la validité du titre, d'autre garantie que la parole de son homme d'affaires.

3. — A une époque déjà ancienne relativement à la date de la fondation des colonies précitées, l'enregistrement des *deeds* y fut institué. Le système différait d'une colonie à l'autre ; mais il était généralement admis que, pour la validité du *deed,* un duplicata ou un résumé de chaque acte devait être déposé au bureau d'enregistrement, de manière qu'il fût possible de suivre la trace de toutes les transactions.

Les documents s'accumulaient, d'ailleurs, rapidement ; et, même avec de bonnes tables, une recherche méthodique, en vue de constater l'état juridique d'un titre déterminé, était un travail long et laborieux.

---

(1) V. E. Lehr, *op. cit.*, 394 et suiv.

Il est à peine nécessaire de mentionner qu'en France, la situation ne diffère pas sensiblement de celle qui est indiquée au texte. Toute convention relative à un immeuble (vente, affectation hypothécaire, etc.), nécessite un examen spécial de chacun des actes ou faits qui constituent l'origine de la propriété, et un compte-rendu détaillé de ce travail est inséré dans les actes. Il en résulte que les actes prennent de jour en jour plus de développement, et que chaque mutation est l'occasion d'un travail long, périlleux, ruineux pour les parties. L'examen fait lors d'une précédente mutation ne dispense pas l'acquéreur actuel de recommencer tout le travail. Une erreur échappée au cours de la première investigation, une appréciation différente des faits, des événements ultérieurs même, peuvent remettre en question la solidité du droit de propriété précédemment considéré comme suffisamment établi. La purge seule pourrait donner une véritable sécurité aux transactions immobilières. Mais, à raison des frais excessifs qu'elle entraîne, elle n'est presque jamais remplie sur les acquisitions de peu d'importance. Elle n'est pas toujours accomplie pour les propriétés considérables ; enfin, abstraction faite du privilège accordé au Crédit foncier, elle n'est pas même autorisée pour les prêts hypothécaires.

4. — Les frais qui, légalement, atteignaient la vente et l'achat d'un immeuble, étaient écrasants. Chacun des actes, s'ajoutant aux *deeds* dont l'enchaînement formait la preuve du droit de propriété, augmentait le coût des transactions ultérieures.

5. — Profondément impressionné par l'énormité des charges qui pesaient sur les colons australiens, du fait de la législation anglaise, M. TORRENS (aujourd'hui Sir ROBERT R. TORRENS K. C. M. G.) proposa, en 1857, pour South Australia, un système dont il est l'auteur, et qui n'est autre qu'une adaptation du régime suivi pour les mutations de navires. Réduit à son principe essentiel, il substitue un titre constitué par des inscriptions sur un registre au titre constitué par les *deeds*.

6. — Le premier acte législatif dans lequel ait pris corps le système « destiné à simplifier la législation sur le transfert et » l'engagement des *francs tènements* (1) et autres droits » réels immobiliers » est la loi de South Australia du 2 juillet 1858.

L'expérience eut bientôt démontré la nécessité de modifier plusieurs points de détail. La loi fût rapportée, amendée, puis de nouveau promulguée en 1861. Les lois qui régissent aujourd'hui la propriété foncière en South Australia portent les nos 8 de 1861 et 128 de 1878.

7. — Le succès et la popularité du système Torrens, en South Australia, conduisirent bientôt les autres colonies australiennes à l'adopter.

---

(1) Le principe fondamental du droit anglais, en matière de propriété immobilière, est que toutes les terres relèvent de la Couronne, médiatement ou immédiatement. Le souverain en a le domaine direct et absolu. Les possesseurs effectifs n'en ont que le domaine utile. Les terres sont, entre leurs mains, de simples fiefs de la Couronne. Le domaine utile leur confère, d'ailleurs, aujourd'hui, des droits presque aussi étendus que s'ils avaient la propriété : les *freeholders* n'ont plus besoin, pour l'exercer, d'aucune investiture, ni d'aucun renouvellement d'investiture de la part de la Couronne. (E. Lehr. *op. cit.*, n° 224.)

On oppose le *freehold* (*franc tènement* ou franc fief) au *copyhold* qui est une terre tenue en vertu d'une copie du registre d'une cour seigneuriale. Le titre du *copyholder* consiste, en effet, en une copie d'un registre sur lequel on inscrit toutes les opérations concernant le *manoir* dont relève le bien. Celui qui possède ce titre n'a pas un franc tènement, mais une possession précaire, qui prend fin au gré de chacune des parties. (*Ibid.*, nos 321 et s.).

8. — Dans le gouvernement de Victoria, une mesure analogue était prise dès 1862. Elle a été modifiée depuis par *l'Ordonnance sur le transfert des immeubles* (n° 301 de 1886), aujourd'hui encore en vigueur.

9. — La colonie de New South Wales a adopté le système Torrens en 1862. Les lois actuelles sur la matière portent les nos 9 de 1862, 7 de 1873, et 18 de 1878.

10. — En Queensland, les lois foncières en vigueur portent les nos 14 de 1861 et 18 de 1877.

11. — En Tasmanie, une législation analogue est depuis longtemps adoptée. Le système Torrens y est mis en œuvre par la loi n° 16 de 1861, amendée par les lois nos 1 de 1863, 17 de 1867 et 9 de 1878.

12. — New Zealand adopte le système en 1870. V. *Loi sur les mutations immobilières de 1870,* et lois modificatives de 1871, 1874, 1876 et 1880.

13. — En Western Australia, la mesure ne fut réalisée que longtemps plus tard, par la loi n° 13 de 1874, et les lois modificatives nos 17 de 1878, 17 de 1879 et 23 de 1880.

14. — Le système Torrens a été également introduit dans la colonie de la Colombie Britannique et aux îles Fiji.

15. — Les lois et la pratique diffèrent, dans chaque colonie, sur divers points de détail; mais les principaux traits du système sont partout identiques.

16. — Il doit être entendu, tout d'abord, que le bureau des Titres de propriété établi pour les formalités d'immatriculation ne doit, en aucune façon, s'immiscer dans les attributions du service des Domaines, qui est chargé de la vente des biens de la Couronne, de la perception des rentes assises sur les immeubles et de la préparation des actes de concession.

17. — Dans la plupart des colonies, le bureau des Titres de propriété est une section du service du Registrar General. Il est institué pour mettre en œuvre une procédure spéciale qui permet à tout propriétaire, s'il le désire, de vendre ou d'engager son immeuble sans recourir à un mode de transmission incommode et suranné. Sa mission ne commence que du jour où il existe un titre de propriété.

18. — Le bureau des Domaines de la Couronne n'en reste pas moins un service important, qui gère les propriétés de l'État jusqu'à l'aliénation, c'est-à-dire jusqu'à la délivrance d'un acte de concession, époque à laquelle commence l'œuvre du bureau des Titres de propriété.

Il est indispensable de bien mettre ce point en lumière, pour faire comprendre ce qui suit dans une colonie de la Couronne qui diffère si profondément, par son organisation, des colonies australiennes.

19. — Le système Torrens donne aux propriétaires de terrains aliénés par la Couronne avant la promulgation de la loi la faculté d'adopter une législation qui soustrait définitivement leurs biens à l'application de l'ancien système de mutations par *deeds*, et les astreints aux règles d'une nouvelle procédure.

Nous nous bornerons à donner, dans ce rapport, une esquisse des effets généraux que produit, dans une colonie, la mise à exécution d'une loi foncière basée sur les principes de la législation sud-australienne. Des notes complètes et détaillées, des commentaires seront mieux placés en tête d'un projet de loi quand sera venue l'heure d'en soumettre un au Comité de législation des *Straits Settlements*.

20. — L'immeuble, une fois placé sous le nouveau régime, ne peut plus y être soustrait. A partir de ce moment, toutes les transactions qui le concernent doivent être établies suivant les règles tracées par la nouvelle loi.

21. — Les terres aliénées et non placées sous le régime Torrens restent soumises au droit commun. Les mutations, contrats de mortgage, etc., qui s'y rattachent, sont toujours passés dans l'ancienne forme, et sont enregistrés au bureau du Registrar General.

22. — L'ancien et le nouveau système de transfert et d'enregistrement subsistent donc l'un à côté de l'autre.

23. — (1) « Les terres achetées de la Couronne postérieurement à l'introduction, dans une Colonie, de la loi sur la propriété foncière passent, *ipso facto*, sous le régime de l'Act

---

(1) (*) Les paragraphes 23 à 29 sont extraits (mutatis mutandis) d'un *Manuel de la législation sur les mutations immobilières. (New Zealand)*.

(*) Les notes marquées d'une astérisque se trouvent au pied du rapport de M. Maxwell.

Torrens. La concession de la Couronne est immatriculée, conformément à cette loi, sans que le concessionnaire ait à faire aucune démarche.

» Par suite, l'ancien système de mutation ne peut être appliqué à un immeuble acheté de la Couronne après l'introduction du système Torrens : toute convention relative à cet immeuble doit être passée suivant les règles spéciales à la propriété immatriculée.

24. — » Quant aux autres immeubles, ils peuvent être placés sous le régime nouveau à la requête des intéressés. La réquisition, avec les *deeds*, est déposée au bureau des titres de propriété, où le titre est soumis à l'examen d'agents spéciaux.

» S'il est reconnu que le titre, sans réunir toutes les conditions de perfection théorique, est cependant à l'abri de toute éviction et de toute contestation, l'immeuble est placé sous le régime de la loi nouvelle, et le propriétaire, ou ses ayants droit, reçoivent un certificat de titre.

» Il n'est, d'ailleurs, pas impossible qu'un certificat de titre soit, par erreur, délivré à une personne qui n'y a pas droit, et que de sérieux intérêts soient lésés.

» En pareil cas, la personne qui a subi le préjudice a, contre le gouvernement, un recours en dommages-intérêts. Pour constituer un fonds susceptible de faire face à de telles réclamations, la loi établit une taxe d'un demi-penny par livre (0,20 °/₀) sur la valeur de tout immeuble placé sous le régime de la loi.

» A la délivrance du certificat de titre, les anciens *deeds*, s'ils concernent exclusivement l'immeuble immatriculé, sont annulés et conservés au bureau. S'ils sont, en même temps, relatifs à d'autres propriétés, ils sont restitués au titulaire après que chaque pièce a été revêtue d'une mention qui l'annule en ce qui concerne l'immeuble soumis à la loi.

» En tout cas, ils ne peuvent plus être d'aucun usage relativement à l'immeuble immatriculé, du moment où le certificat de titre est la preuve décisive du droit reconnu à la personne dont il porte le nom. Le certificat de titre emporte, en quelque sorte, la garantie, par l'État, de la perfection du titre : il est inattaquable et irrévocable.

25. — » Un certificat de titre est délivré à toute personne investie d'un *franc tènement* dont elle est en possession (1)

(1) Le franc tènement (freehold) est dit *in possession* ou *in expectancy* suivant que le tenancier en est actuellement investi, ou que l'immeuble fait

actuelle et qui est immatriculé. Chaque certificat est établi en double. L'un des doubles est remis au propriétaire ; l'autre est conservé au bureau des titres de propriété. Les certificats conservés au bureau forment le registre-matrice qui, suivant l'expression de M. Torrens, est le pivot sur lequel tourne tout le mécanisme. Chaque certificat porte le numéro du volume et du folio du registre-matrice.

» Les actes de concession (1) des immeubles achetés de la Couronne depuis la mise à exécution de la nouvelle loi sont également dressés en double : l'un des exemplaires est relié dans le registre-matrice. Ces actes de concession sont, à tous égards, assimilés aux certificats de titre.

26. — » De la sorte, on ne saurait le nier, le titre est infiniment simplifié. Mais comment perpétuer les effets de cette simplification ? C'est le problême que la loi cherche à résoudre.

27. — » En vue de faciliter les transactions, des formules imprimées de vente, de mortgage, de bail et autres contrats sont mises à la disposition du public dans les bureaux des titres de propriété. Toute personne pourvue d'une instruction moyenne peut, sans peine, remplir les formules dans tous les cas ordinaires, et n'a pas besoin de recourir aux offices d'un praticien. Si un propriétaire, détenteur d'un certificat de titre, désire vendre la totalité du terrain qui en est l'objet, il remplit une formule imprimée dite *memorandum de transfert* à un acquéreur. Le document est présenté au bureau, et mention de la vente est faite par le fonctionnaire compétent sur les deux originaux (2) du certificat de titre. L'acheteur, au moyen de la mention inscrite sur le titre, est exactement dans la situation où se trouvait le précédent propriétaire.

---

seulement l'objet d'un droit d'expectative. (E. Lehr, *op. cit.*, n° 222). Il y a deux sortes d'expectative : le droit de retour *(reversion)*, et le droit de réversibilité *(remainder)*.

(1) Il ne faut pas attacher au mot *concession* l'idée d'une libéralité gratuitement faite par le gouvernement. Dans les Colonies anglaises, les biens domaniaux sont réellement vendus aux colons, et ceux-ci en paient toujours le prix, soit comptant, soit au moyen d'une rente annuelle. Mais l'idée féodale que le souverain conserve un droit seigneurial, une sorte de domaine éminent sur toutes les terres de l'Empire, se traduit jusque dans la dénomination des actes d'aliénation : *Crown grants*.

(2) (*) L'un des originaux est déposé avec le transfert ; l'autre demeure toujours au bureau, étant relié dans le registre-matrice dont il forme un feuillet. La « mention » est une courte annotation ; elle se fait en quelques lignes.

» Si la mutation porte seulement sur une partie de l'immeuble qui fait l'objet du certificat, cette partie est décrite dans le memorandum de transfert. La mutation est annotée sur les deux doubles du certificat original ; un nouveau certificat est délivré à l'acquéreur pour la partie vendue, et le certificat original est revêtu d'une mention annulative en ce qui concerne la même partie.

» Il en est ainsi pour la vente de tout franc tènement, et l'on voit que, de cette façon, toute personne investie d'un franc fief placé sous le régime de la loi Torrens n'a jamais à exciper, comme preuve de son droit, que d'un seul document, quel que soit le nombre des mains par lesquelles ait passé la propriété; et ce document renferme la preuve absolue, le titre inattaquable de la propriété qui y est décrite.

28. — » Si le propriétaire désire mortgager son immeuble, le louer ou le donner en garantie du paiement d'une somme d'argent, il dresse, en double, un memorandum de mortgage, de bail, de nantissement, suivant la formule prescrite par la loi, qu'il modifie, s'il y a lieu, de manière à la plier aux circonstances spéciales de chaque affaire. Il présente le memorandum au bureau des titres de propriété; mention de la transaction est faite, par le préposé compétent, sur le certificat de titre et sur le registre matrice. Cette mention constitue l'inscription de la convention, et une annotation revêtue de la signature et du sceau du fonctionnaire compétent rappelle cette inscription sur les deux doubles de la convention. Cette annotation forme la preuve authentique de l'inscription; un des doubles du memorandum est enliassé au bureau; l'autre est remis au créancier ou au locataire.

» Le certificat de titre fait, alors, connaître que le détenteur de l'immeuble est titulaire d'un bien grevé d'un mortgage, d'un bail, d'un nantissement; tandis que le duplicata de la convention établit d'une manière précise la nature du droit du créancier ou locataire auquel il est remis.

» Chaque intéressé n'a et ne peut avoir qu'un seul document, et ce document prouve d'une manière décisive la nature du droit du porteur; et, quant à ce droit, le titre est irrévocable.

» Si le créancier mortgagé est désintéressé, une simple quittance est écrite au dos de l'acte de mortgage conservé par le créancier. Elle est présentée au bureau, et le remboursement est mentionné sur le certificat de titre. Ainsi se trouve évité l'un des inconvénients les plus saillants de l'ancien système. Il n'est guère d'opération plus difficile à comprendre,

pour des esprits simples, que la nécessité, imposée par ce système, de rédiger un acte de rétrocession lors du paiement d'une créance garantie par un mortgage (1).

» Sous le régime de la loi Torrens, *le mortgage* n'emporte pas transmission du *legal estate*; et cependant la sécurité du mortgagé est aussi complète que si la transmission eût été réelle. Dès lors disparaît la nécessité d'un acte de rétrocession à l'époque du paiement de la créance.

» En cas de résiliation d'un bail, il suffit de le présenter au bureau, revêtu de la mention « *résilié* » signée du bailleur, du preneur et des témoins ; et le fonctionnaire compétent annote la résiliation sur le certificat de titre.

» Les mortgages ou les baux peuvent être cédés par voie d'endossement (2) au moyen d'une formule très simple.

» Sous le régime nouveau, le mortgage implique le pouvoir de vendre et le droit de forclusion. — Le bail implique l'obligation de payer le loyer et les impôts, de tenir l'immeuble en bon état de réparations, et la faculté, pour le bailleur, d'entrer dans les lieux loués, de s'assurer de l'état des réparations, et de reprendre son bien à défaut de paiement du loyer, ou en cas d'inexécution des conventions. Toutes ces stipu-

---

(1) En Angleterre, il n'existe pas d'hypothèque conventionnelle proprement dite. Pour garantir au prêteur la restitution de ce qui lui est dû, l'emprunteur lui transmet la possession légale (legal estate) d'un immeuble et stipule qu'en cas de remboursement du prêt dans un certain délai, cette possession sera restituée. Ce contrat est appelé *mortgage*. Le prêteur, ou *mortgagé*, n'entre pas toujours en possession réelle de l'immeuble; mais rien n'empêche qu'elle lui soit donnée. Faute de remboursement au jour convenu, l'immeuble est définitivement acquis au prêteur, d'après le droit strict de la *common law*. Mais pour que le débiteur ou *mortgageur* ne soit point dépouillé d'un immeuble important par suite d'un prêt minime, les *cours d'équité* sont autorisées à interposer leur autorité. Si le mortgageur offre le paiement de sa dette et fait assigner le mortgagé devant l'une de ces cours, il peut, même après avoir encouru la dépossession, en droit strict, jouir, en équité, de la faculté de rachat. Mais, dans tous les cas, réellement ou fictivement, le créancier est nanti de l'immeuble mortgagé, d'où la nécessité, lors du remboursement de la créance, d'une rétrocession par le mortgagé au mortgageur. (E. Lehr., *op. cit.*, nos 502 et suiv.)

(2) Pour interpréter sainement ce passage, il ne faut pas perdre de vue que l'*endossement* n'est pas seulement une cession écrite par les parties sur l'acte constitutif de l'obligation. Une telle convention n'aurait, dans le système Torrens, aucune valeur par elle-même. Les conventions ne sont obligatoires, même pour les parties qui les ont signées, qu'après inscription sur le titre de propriété. (V. notamment § 30.) L'endossement est spécialement la mention faite par le Registrar General, sur le titre de propriété, d'une convention déposée dans ses bureaux. (V. ci-après § 127.)

lations peuvent être omises ou modifiées au gré des parties.

» Pour éviter des longueurs, la loi établit des formules sommaires dont il peut être fait usage dans les baux ou les mortgages, et dont elle fixe la signification dans des définitions explicites. Ainsi, dans un bail, les mots : « ne peut, sans au- » torisation, changer la destination, ou sous-louer, » signifient : il est convenu « que ledit locataire ne peut et ne doit, » durant le bail, changer la destination des lieux, transférer, » léguer, sous-louer, ni rien de tel, par aucun acte ou con- » trat; permettre que les terres ou constructions mention- » nées dans le présent, ni aucune partie d'icelles, reçoivent » une autre destination, soient transférées, léguées, sous- » louées par quelque personne que ce soit, sans que le consen- » tement écrit dudit bailleur ait été, au préalable, obtenu. »

» 29. — Ainsi toute personne investie d'un franc tènement dont elle est en possession reçoit, si sa propriété est soumise à la loi Torrens, un certificat de titre ou un acte de concession sur lequel sont rappelés tous les mortgages, baux, charges, ainsi que leur mainlevée ou résiliation.

» Si le propriétaire transmet la totalité de ses droits, mention de la mutation est faite sur le certificat, et le nouveau propriétaire reçoit le titre annoté de toutes les charges qui grèvent l'immeuble. Le nouveau titulaire peut, toutefois, s'il le préfère, obtenir un nouveau certificat délivré à son propre nom. Dans ce cas, l'ancien certificat est annulé, et mention des baux ou mortgages qui grèvent l'immeuble est reportée sur le nouveau certificat.

» Si le titulaire cède une partie seulement de l'immeuble, son certificat est annulé jusqu'à due concurrence, et l'on établit, pour la partie aliénée, un nouveau certificat sur lequel est également reportée la mention des droits qui s'appliquent à cette partie.

» Les conventions relatives aux baux et aux mortgages sont mentionnées sur le double du bail ou du mortgage retenu par le locataire ou le mortgagé, et aussi sur le feuillet convenable du registre-matrice.

» De la sorte, les préposés ou les personnes qui ont à faire des recherches peuvent, d'un coup d'œil, embrasser la série des conventions relatives à chaque propriété, tandis que chaque intéressé peut voir, sur l'unique document qu'il détient, l'étendue précise de son droit. »

(A suivre.)

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1888

Agriculture et commerce

14 janvier. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi ayant pour objet de modifier la quotité des droits de douane applicables en Algérie aux tabacs fabriqués d'origine étrangère (1). — Renvoyé à la commission des douanes.

Le projet de loi a été rédigé sur la plainte des fabricants algériens, qui ont demandé à être protégés contre la concurrence faite par les tabacs manufacturés d'origine étrangère. L'exposé des motifs constate que, par suite des bas prix auxquels les manufactures de l'Allemagne et de la Suisse sont arrivées à vendre ces produits, la consommation des tabacs étrangers a pris une importance considérable. « Ces importations, dit le gouvernement, sont préjudiciables à la culture du tabac, qui constitue une ressource importante pour la colonisation. Cette concurrence est encore nuisible à l'Algérie en ce qu'elle comprend l'existence d'une nombreuse population ouvrière. Les fabricants de tabac d'Alger ont établi, par la présentation de leurs livres devant le conseil supérieur du gouvernement, qu'ils ont dû réduire des quatre cinquièmes le nombre des ouvriers qu'ils employaient avant que la concurrence étrangère eût acquis l'intensité qu'elle a aujourd'hui. »

En conséquence, le gouvernement propose le relèvement de la taxe actuelle. Il y a aujourd'hui pour les cigares et autres tabacs fabriqués importés en Algérie un droit unique de 41 fr. 60 les 100 kilogs. Au lieu de cette taxe unique, le gouvernement, en raison de la différence de valeur existant entre les tabacs à fumer (*scaferlati*), à priser et à mâcher, d'une part, et les cigares et cigarettes d'autre part, propose deux tarifs distincts. Aux termes du projet, le droit d'importation en Algérie des tabacs fabriqués, autres que ceux expédiés en France par les manufactures nationales, est fixé comme suit : tabacs à fumer, à priser et à mâcher, 150 francs les 100 kilogs net ; cigares et cigarettes, 200 francs les 100 kilogs net.

On avait eu d'abord l'intention d'élever la taxe à 250 francs pour la première catégorie de tabacs, et à 500 francs pour la seconde. « Mais l'administration des douanes a fait remarquer que la faiblesse de l'effectif de son personnel sur les frontières de l'Algérie — côté du Maroc et de la Tunisie — lesquelles offrent une étendue de plus de 800 kilomètres — la mettrait dans l'impossibilité de combattre la fraude, qui, sans grande importance aujourd'hui que la taxe est de 41 fr. 60 seulement, prendrait des proportions considérables lorsqu'il s'agirait d'un droit six fois plus élevé. »

1er mars. — Loi ayant pour objet d'interdire la pêche aux étrangers dans les eaux territoriales de France et d'Algérie (2).

22 mars. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi tendant à réserver au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie (3).

---

(1) Exposé des motifs, *J. off.*, p. 34, ann. 2,259.

(2) Projet adopté par le Sénat le 24 novembre 1885 (V. *Rev. Algér.*, 1886. 1. 39), présenté à la Chambre le 23 février 1888, et adopté après déclaration d'urgence le 24 février 1888. — V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 40.

(3) Exposé des motifs, *J. off.*, p. 422, ann. 2569 ; rapport de M. Félix Faure déposé le 30 juin 1888, *J. off.*, p. 909, ann. 2860.

Ce projet de loi est ainsi conçu :

« Art. 1er. — La navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français. »

Art. 2. — L'article 9 de la loi du 19 mai 1866 est et demeure abrogé en ce qu'il a de contraire à la présente loi.

Le gouvernement rappelle, dans l'exposé des motifs, qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 19 mai 1866, relative à la marine marchande, la navigation entre la France et l'Algérie peut s'effectuer sous tous pavillons ; mais un très grand nombre de chambres de commerce de nos ports maritimes ont demandé, dans ces derniers temps, que la navigation entre la France et l'Algérie fût désormais assimilée au cabotage et réservée par conséquent au pavillon national.

« La réforme dont il s'agit, continue l'exposé des motifs, considérée par ces assemblées comme l'utile complément de la loi du 29 décembre 1884, qui a rendu applicable en Algérie le tarif général des douanes de la métropole, aurait l'avantage d'assurer un nouvel élément de fret à nos navires caboteurs, très éprouvés par la concurrence de nos voies ferrées. »

Toutefois le gouvernement fait remarquer que la mesure soumise à l'approbation de la Chambre n'aura son effet qu'après le 1er février 1892, date de l'échéance des traités de commerce et de navigation qui accordent aux Etats contractants le bénéfice de la disposition inscrite dans l'art. 9 de la loi du 19 mai 1866. Mais il estime que la réforme n'en produira pas moins dès maintenant des résultats très appréciables en supprimant la concurrence des marines étrangères auxquelles la France n'aura pas concédé le traitement de la nation la plus favorisée en matière de navigation.

Le rapport déposé par M. Félix Faure sur le bureau de la Chambre des députés au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi contient un tableau du mouvement de la navigation entre la France et l'Algérie en 1866, et indique comment se répartit le trafic qui revient aux divers pavillons. M. Félix Faure montre la partie pratique de la disposition proposée : « Il s'agit, dit-il, d'un trafic de 32,000 tonnes, dont une partie assez forte reviendrait dès maintenant à notre marine marchande, et dont le reste lui serait assuré pour le cas où les traités en vigueur ne seraient pas renouvelés après leur expiration. »

La chambre de commerce de Constantine s'est élevée contre le projet de loi.

Elle allègue d'abord que les relations commerciales seraient entravées momentanément par l'insuffisance du matériel naval dont disposent les compagnies de navigation. Mais la commission de la Chambre des députés pense que la date encore éloignée à laquelle la loi serait appelée à produire tout son effet laisse aux intéressés la faculté de compléter leur matériel suivant les nécessités. D'ailleurs, ajoute le rapport, l'accroissement de fret résultant de l'application de la loi ne serait pas tellement considérable, proportionnellement au trafic qui s'opère entre la métropole et la colonie, que les besoins ne puissent être assurés dès maintenant (d'après le tableau inséré dans le rapport, le trafic par navires français, en 1886, a été, à l'entrée, de 994,097 tonnes, et, à la sortie, de 1,256,120 tonnes, tandis que le trafic par navires étrangers a été, la même année, de 32,767 tonnes à l'entrée et de 31,049 tonnes à la sortie).

La chambre de commerce de Constantine objecte, en second lieu, que la loi « aurait pour effet de mettre l'agriculture et le commerce algériens à la merci des compagnies, qui se syndiqueraient pour imposer des conditions de transport telles que toutes relations avec la France deviendraient impossibles. » La commission de la Chambre des députés ne partage pas cette crainte : elle considère que le trafic avec l'Algérie par navires français s'effectue principalement par les lignes subventionnées dont le port d'attache est à Marseille. « Or, dit M. Félix Faure, le gouvernement aura toujours le pouvoir d'exercer un contrôle sur leurs prix de fret pour éviter, le cas échéant, qu'elles abusent de la suppression très limitée de la concurrence du pavillon étranger. »

18 juillet. — Loi ayant pour objet l'ouverture au ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1888, d'un crédit de 500,000 fr. pour combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux agriculteurs victimes de leurs ravages en Algérie (1).

8 novembre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi ayant pour objet d'approuver le régime douanier spécial pour les importations de la Tunisie en France.

Aujourd'hui les produits tunisiens importés en France sont soumis au tarif général ; ils sont frappés des taxes les plus élevées que comporte notre tarif douanier. « D'un autre côté, observe le gouvernement, presque partout ailleurs qu'en France les produits tunisiens sont admis moyennant le paiement de droits modérés fixés par les conventions. » Il en résulte que les ports français sont fermés, ou à peu près, aux produits de nos colons, qui sont contraints, pour trouver des débouchés, de se tourner vers d'autres pays que la métropole.

Aussi, tandis que les importations de France en Tunisie augmentent chaque année, le mouvement des importations de la Tunisie en France se ralentit considérablement. En 1884, la part proportionnelle de la France dans l'ensemble des exportations de la régence était de 71 °/₀ (on espérait alors voir réduire d'un moment à l'autre les droits que réclamaient nos douanes); en 1885 la part de la France tombe à 33 °/₀, en 1886 à 17 °/₀.

C'est l'Italie principalement, lit-on dans l'exposé des motifs, qui, grâce à la modification du tarif qu'elle applique aux provenances tunisiennes, a détourné à son profit le courant de ces exportations. « Ainsi la Tunisie a exporté en 1885-1886 pour 5,600,000 fr. de blé. Il en a été expédié pour environ cinq millions, soit la presque totalité, en Italie, pour 114,000 fr. seulement en France. » En ce qui concerne les huiles, « la Tunisie en a exporté, pendant la même période, pour 4,800,000 fr. Sur cette somme, deux millions figurent au compte de l'Italie, 654,000 fr. seulement à celui de la France ». Quant aux vins, ils sont frappés à leur entrée en France d'une taxe presque prohibitive ; « il ne reste d'autre ressource à nos colons que d'abandonner leur exploitation, perdre le fruit de leur travail et de leur esprit d'entreprise, ou d'expédier leurs vins en Italie où ils sont frappés d'un droit encore très fort, mais inférieur pourtant à celui qu'ils paient en France, et auquel ne vient s'ajouter qu'un fret peu important ».

A côté des plaintes que cette situation provoque de la part de nos colons, le gouvernement signale les vœux que nos principales chambres de commerce, notamment celles de Paris et de Marseille, ont émis en faveur de la modification de l'état de choses actuel. Il parle des pétitions que lui ont adressées des industriels du département des Bouches-du-Rhône pour obtenir l'admission en franchise des huiles tunisiennes. Il fait ressortir le préjudice que, relativement aux pâtes alimentaires, les droits imposés aux blés tunisiens causent aux industriels et aux consommateurs français, sans avantage sérieux, ajoute le gouvernement, pour nos producteurs ruraux.

C'est en s'appuyant sur ces diverses considérations qu'il propose un régime spécial pour les importations de France en Tunisie.

Il demande l'admission en franchise pour les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après désignés : céréales, huiles d'olive et de grignon, animaux des races chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine, volailles mortes ou vivantes, gibier mort ou vivant. — Le même régime, dit l'art. 1er du projet, étant appliqué aux articles similaires de provenance française à leur entrée en Tunisie.

---

(1) V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 180. — Projet présenté par le gouvernement à la Chambre le 17 mai 1888, *J. off.*, p. 676, ann. 2690, et adopté par la Chambre le 19 juin 1888 sur le rapport de M. Thomson, du 16 juin 1888, *J. off.*, p. 799, ann. 2797, et par le Sénat le 3 juillet 1888, sur le rapport de M. Merlin, du 28 juin 1888, *J. off.*, p. 368, ann. 415.

Le gouvernement voudrait, en second lieu, que les vins et spiritueux tunisiens fussent simplement frappés du droit de 3 0/0 *ad valorem* auquel sont soumis à leur entrée en Tunisie les vins et spiritueux français. Ce droit pourrait être converti en un droit spécifique de 0 fr. 75 par hectolitre.

D'après l'art. 3 du projet, les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes payeraient à leur entrée en France les droits auxquels les articles similaires provenant de France seraient assujettis à leur entrée dans la régence ; et le gouvernement aurait la faculté de transformer, pour le tarif d'importation en France, les droits *ad valorem* en droits spécifiques équivalents.

En outre, il serait convenu que, si le gouvernement beylical effectuait ultérieurement des dégrèvements ou exemptions sur l'importation de certains produits en Tunisie, le bénéfice de ces exemptions ou dégrèvements serait appliqué par le gouvernement de la République aux articles similaires d'origine et de provenance tunisiennes à leur entrée en France.

22 décembre. — Le gouvernement présente au Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la chambre de commerce d'Alger à emprunter un million en vue de concourir aux frais de construction d'un palais consulaire à Alger, et la perception d'une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes pour faire face à l'amortissement de cet emprunt (1).

Armée

25 juillet. — Loi accordant à titre de récompense nationale une pension à M. le docteur Maillot, ancien médecin inspecteur et président du conseil de santé des armées (2).

Finances

22 décembre. — Le gouvernement présente au Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à autoriser la ville de Mustapha (département d'Alger) à emprunter une somme de 1,200,000 francs (3).

Indigénat

27 juin. — Loi prorogeant pour une période de deux années la loi du 28 juin 1881, qui a conféré aux administrateurs des communes mixtes, en territoire civil, la répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat (4).

---

(1) Projet présenté à la Chambre le 12 juillet 1888, *J. off.*, p. 1016, ann. 2947, et adopté par elle le 20 décembre 1888, sur le rapport de M. Sabatier, du 17 décembre 1888. — Rapport de M. Merlin au Sénat le 28 décembre 1888.

(2) *J. off.*, 26 juillet 1888. — Proposition adoptée par la Chambre le 10 juillet 1888, sur le rapport de M. Letellier, du 7 juin 1888, *J. off.*, p. 724, ann. 2757, et par le Sénat, le 18 juillet 1888, sur le rapport de M. Merlin, du 16 juillet 1888. — V. *Rev. Algér.*, 1886. 9. 40.

(3) Projet présenté à la Chambre le 7 décembre 1888, et adopté par elle le 20 décembre 1888, sur le rapport de M. Ducher, du 15 décembre 1888. — Rapport de M. Mauguin au Sénat le 26 décembre 1888.

(4) V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 153.

Instruction publique

22 février. — Loi autorisant le département d'Alger à emprunter une somme de 5,721 francs pour le payement des réparations effectuées à l'école normale de garçons de Mustapha (1).

23 novembre. — Loi autorisant la ville d'Oran à emprunter la somme de 68,020 francs pour travaux d'installation et d'aménagement d'un collège de jeunes filles (2).

Naturalisation

17 juillet. — M. Michelin dépose un rapport sommaire sur la proposition ayant pour objet de conférer les droits de citoyen français aux musulmans indigènes algériens (3).

Régime législatif

14 décembre. — La Chambre prend en considération une proposition de MM. de la Ferronays, d'Aillières, etc., ayant pour objet de substituer en Algérie le régime législatif au régime des décrets (4).

Travaux publics

30 mai. — Loi approuvant un traité passé entre la compagnie Franco-Algérienne et la compagnie de l'Ouest-Algérien pour l'exploitation par cette dernière des lignes concédées à la première (5).

17 novembre. — Loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'État, une avance de 3,000,000 de fr. offerte par la ville de Mostaganem (département d'Oran), pour l'exécution au port de cette ville des travaux autorisés par la loi du 29 août 1855 ; 2° d'autoriser les voies et moyens destinés à permettre à la ville la réalisation de ses engagements (6).

P. Lacoste.

---

(1) V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 34. — Projet adopté par la Chambre le 4 février 1888, sur le rapport de M. Lechevallier, du 31 janvier 1888, *J. off.*, p. 170, ann. 2343, et par le Sénat le 17 février 1888, sur le rapport de M. Le Mounier, du 10 février 1888, *J. off.*, p. 29, ann. 75.

(2) *J. off.* 24 novembre. — Projet présenté par le gouvernement à la Chambre le 15 octobre 1888, adopté par la Chambre le 29 octobre 1888, et adopté par le Sénat le 15 novembre 1888, sur le rapport de M. Le Mounier, du 8 novembre 1888.

(3) *J. off.*, Doc. parl. Ch., p. 1061, ann. 2977. — V. *Rev. Algér.*, 1886. 1. 16.

(4) Proposition déposée le 14 juin 1888, *J. off.*, p. 755. ann. 2783 ; rapport sommaire de M. Albert Duchesne, du 26 novembre 1888.

(5) V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 135. — Projet présenté par le gouvernement à la Chambre le 29 mars 1888, *J. off.*, p. 576, ann. 2611 ; adopté par la Chambre le 27 avril 1888 sur le rapport de M. Crozet Fourneyrou, du 26 avril 1888, *J. off.*, p. 643, ann. 2660, et par le Sénat le 25 mai 1888, sur le rapport de M. Peaudecerf, du 22 mai 1888.

(6) *J. off.*, 18 novembre. — V. *Rev. Algér.*, 1888. 3. 16. — Adoption du projet par le Sénat le 25 octobre 1888.

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADÉLAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS »

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore.

30. — La citation qui précède contient un exposé fort clair des effets généraux du transfert par voie d'inscription. On ne saurait trop insister sur ce point que ce n'est pas la rédaction du memorandum de transfert, de bail ou de mort-gage, mais *l'inscription au bureau des titres de propriété*, qui peut modifier le titre (1). Aucun acte, jusqu'à ce que l'inscription ait été effectuée suivant les formes prescrites par la loi, ne peut conférer ni droit de propriété, ni aucun autre droit réel sur un immeuble immatriculé, ni le grever d'un mort-gage ou d'une autre charge. Mais, au moyen de l'inscription, le droit de propriété ou tout autre droit réel prend corps, et la transaction, quelle qu'elle soit, devient parfaite et peut sortir à effet. L'inscription prend rang à partir du moment où l'acte est déposé, et non pas à partir du moment où s'effectue l'opération matérielle de l'écriture sur le registre.

(1) C'est là le principe du droit germanique (*principe de légalité*). Il n'a pas prévalu dans la loi tunisienne. Moins rigoureuse sur ce point, la loi du 1er juillet 1885 admet, comme le code civil français, que la convention oblige les parties contractantes du jour où elle a été conclue, mais qu'elle n'est opposable aux tiers que du moment où elle est inscrite. Cette manière de voir est incontestablement plus logique que la première ; mais la loi perd par là une sanction d'une efficacité absolue.

31. — La publicité qui doit s'attacher à un mort-gage ordinaire est quelquefois éludée, sous l'ancien système, par un mort-gage établi en *equity*. L'immatriculation ne permet pas ce mode d'engagement. Mais la terre peut faire l'objet d'un véritable mort-gage en *equity*, d'un nantissement, par le simple dépôt de l'acte de concession ou du certificat de titre. Les explications suivantes concernant la pratique suivie en matière de mort-gage en *equity* sont extraites d'un opuscule récemment publié par Sir R. Torrens (1):

« L'emprunteur rédige un acte de mort-gage en la forme ordinaire, soit pour une somme déterminée, soit, comme il arrive la plupart du temps, pour la somme qui restera due d'après la balance d'un compte à établir ultérieurement. Cet acte, avec le certificat de titre, est remis au prêteur, qui n'en fait pas faire l'inscription, mais signifie défense d'inscrire aucune autre convention relative à l'immeuble durant quarante jours ou tout autre délai déterminé, à partir du moment où le Registrar lui aura notifié, au domicile élu, l'intention d'inscrire le mort-gage. Le registre-matrice est alors émargé, au feuillet convenable, d'une croix à l'encre rouge et du numéro de l'opposition. Au reçu de la notification, ou dans le délai susindiqué, le prêteur peut transformer son mort-gage en *equity*, en un droit inscrit : il lui suffit de présenter au bureau du Registrar le contrat de mort-gage et le certificat de titre. »

32. — L'un des principes les plus importants de la loi Torrens, principe qui doit être scrupuleusement respecté si l'on veut conserver au système le caractère de simplicité qui est la première condition du succès, c'est l'exclusion du *trust* (fidéicommis) (2). Aucune mention d'un trust ne peut être faite sur le registre ; aucun acte instituant un trust ne peut être inscrit. L'inscription ne peut avoir pour objet qu'un transfert pur et simple, effectué dans les conditions ordinaires; et les

(1) (*) *An essay on the transfer of land by registration.* London : Cassel, Peter, Galpin et C°.

(2) L'institution du *trust* tient dans le droit anglais une place considérable et n'a pas d'équivalent dans notre législation. La langue juridique française n'a même pas d'expression qui corresponde au mot anglais « *trust* ». On traduit souvent ce mot par celui de *fidéicommis* qui, pris dans son sens étymologique, en donne une idée assez nette. Le *trust* est, en effet, un bien confié aux soins et à la bonne foi d'une personne, au profit et pour l'usage d'une autre. Jamais celui qui en a la garde et l'administration, jamais le *trustee* ne peut tirer du bien aucun bénéfice ni profit personnel (E. Lehr, *op. cit.*, n° 401).

cessionnaires, quand bien même ils auraient charge de fidéicommis, sont considérés, à tous points de vue, comme étant propriétaires inscrits.

Un acte instituant un trust peut, néanmoins, être déposé au bureau du Registrar, pour y être conservé en lieu sûr. La rédaction d'un tel acte sauvegarde les intérêts des bénéficiaires, et le dépôt au bureau du Registrar en assure la conservation et permet de s'y reporter au besoin. Cette mesure prévient les fraudes qui sont à redouter lorsque le titre détenu par les *trustees* porte les mots : « sans clause de survie ». Elle empêche, en effet, que l'immeuble puisse être vendu par quelques-uns seulement d'entre les *trustees* dont les noms sont enregistrés, et sans une autorisation spéciale de la Cour suprême.

Toute personne nantie d'un droit sur un immeuble qui a fait l'objet d'un *trust* peut former opposition à l'inscription de toute convention qui ne serait pas en harmonie avec le trust déposé au bureau du Registrar ; dans quelques colonies, le préposé est, par le fait de l'opposition, chargé de veiller aux intérêts des bénéficiaires.

Ces précautions ne peuvent, bien entendu, porter aucune atteinte au principe, qui doit être rigoureusement maintenu : le *trustee*, étant le propriétaire inscrit, peut conférer un titre inattaquable à la personne avec laquelle il traite, et les bénéficiaires, malgré l'opposition qui peut prévenir la fraude et la violation du trust, n'ont pas de meilleure garantie que la bonne foi des *trustees*.

33. — Tel est le système qui, dans les colonies australiennes a, en grande partie, remplacé l'ancien mode de mutation incommode, lent, incertain et coûteux. Le succès, Sir R. Torrens l'a démontré, « est consacré par une expérience de plus de » 20 ans, durant lesquelles plus de 539,000 conventions de » toute nature ont reçu la formalité ; et telle est la simplifica- » tion réalisée que les frais ne se chiffrent plus par livres, » mais par schillings ; que les délais ne se comptent plus par » mois, mais par jours. »

34. — L'on peut, à première vue, être tenté de croire que le système Torrens enlève à une corporation nombreuse et puissante une notable partie de ses travaux, pour les donner à un service de l'État.

L'expérience a prouvé, au contraire, que les officiers ministériels, s'ils coopèrent franchement au développement des réformes projetées, conservent et voient même s'accroître la part qui leur revient dans le travail des mutations. La besogne

est plus simple et moins coûteuse ; mais les transactions sont plus nombreuses.

On a constaté, en South Australia, au moment où la mesure fut mise à exécution, une opposition manifeste de la part des officiers ministériels ; une hostilité dont les effets se font sentir aujourd'hui encore, non seulement en South Australia, mais dans d'autres colonies. Cette opposition n'a peut-être pas lieu de nous surprendre ; mais elle entretient contre les défenseurs du nouveau système une jalousie mal fondée, et qui a nécessité, dans le service même, l'introduction d'une section dirigée par des officiers ministériels.

Dans l'Australie Méridionale, la Nouvelle Galles du Sud et le Tasmanie, l'immatriculation est confiée à une commission de trois membres : le Chef du service des titres de propriété (assisté de deux solicitors) et deux assesseurs ; — dans la colonie de Victoria et l'Australie Occidentale, elle est confiée au Commissaire des titres (avocat) ; en Queensland, au Registrar General (assisté du Maître des titres, avocat); dans la Nouvelle Zélande, au Registrar de district et au Vérificateur, conjointement (le Vérificateur est un avocat ou un solicitor).

35. — Tant qu'il existe des propriétés non immatriculées et par conséquent des titres constitués par des *deeds*, plus ou moins nombreux, qu'il faut vérifier, il est évident que l'on ne peut se dispenser de recourir à des hommes de loi au courant du système de mutation anglais. Mais un immeuble, une fois immatriculé, ne fournira plus, si ce n'est dans des cas exceptionnels, aucun élément aux études des membres de l'administration pris parmi les officiers ministériels. En effet, la vérification du titre qui doit précéder l'immatriculation est définitive et, le certificat une fois délivré, tout le système se réduit à un jeu de tables alphabétiques.

36. — Néanmoins, en South Australia, chacun des actes présentés à l'inscription est soumis à un solicitor attaché à l'administration, qui l'examine avant qu'il soit inscrit. Dans la colonie de Victoria, au contraire, cet examen est confié à un agent qui n'a point la qualité d'officier ministériel, et qui décide si les actes peuvent ou non être admis à l'inscription. Dans les cas douteux, l'acte est renvoyé, pour avis, à un Vérificateur.

En Queensland, la pratique s'était établie dans le même sens que dans la colonie de South Australia. Mais les commissaires qui, en 1879, furent chargés de fournir un rapport sur le fonctionnement du service n'aperçurent pas l'utilité de com-

muniquer chaque acte à un officier ministériel ; aujourd'hui, c'est au Registrar General adjoint qu'il incombe de s'assurer si un acte peut ou non être inscrit.

37. — La préparation de tous les actes ordinaires sur les formules déterminées par la loi est une opération simple et peu coûteuse. Elle peut être confiée à des personnes prises en dehors des officiers ministériels. C'est ce que démontre clairement l'exemple de South Australia, où ce travail est accompli, la plupart du temps, par des *courtiers en immeubles* brevetés suivant les règles tracées par la loi immobilière et qui paraissent jouir auprès du public d'une confiance égale à celle qu'on accordait aux avocats sous l'ancien régime.

Du reste, si les praticiens n'ont pas pénétré à fond tous les détails de la loi, ils peuvent occasionner les plus graves difficultés aux agents de l'administration : ces derniers peuvent être obligés de refuser maintes et maintes fois, pour vice de forme, les documents présentés.

Tout ce que l'on veut établir ici, c'est que, dans la pratique du système Torrens, on ne se heurte à aucune difficulté technique qui ne puisse être facilement surmontée par un homme ayant une instruction moyenne.

Dans les autres colonies, les courtiers en immeubles sont inconnus : la préparation des actes relatifs aux biens immatriculés revient aux solicitors. Il se présente au surplus nombre de circonstances, telles que la rédaction des actes ayant pour objet l'institution d'un *trust*, des requêtes tendant à l'inscription d'une transmission, etc., qui exigent une connaissance approfondie de la loi, de la jurisprudence, et dans lesquelles il pourrait être dangereux de se confier à un courtier.

38. — L'inscription des *trusts* semble avoir pris quelque extension dans la colonie de Victoria (1). Si ce principe vient

(1) (*) Depuis la promulgation de la loi *The transfer of land statute* (Victoria), le service des Domaines a continué de délivrer des actes de concession, des baux et des quittances du trésor à des personnes qu'il désigne dans ces pièces comme *trustees*, exécuteurs, administrateurs, suivant les cas. Dans ces diverses hypothèses, le registre-matrice doit, aujourd'hui, faire mention du *trust*. De plus, le Registrar est requis, dans certaines circonstances, d'inscrire au registre-matrice un memorandum portant que le propriétaire inscrit n'a que les pouvoirs d'un fidéicommissaire.

(V. art. 73, 105 et 107 de cette loi, et art. 14 de *l'Administration act* de 1872). Dans les divers cas dont il s'agit, le propriétaire inscrit est appelé « Propriétaire à titre spécial » et ses rapports avec le bureau des titres sont régis par des règles particulières. — (Sedgefield : *Pratique du bureau des titres à Victoria*, p. 20).

à se développer, il introduira dans le régime foncier une conception de théorie pure au détriment de la simplicité et de la certitude. Or, le vœu de tout partisan du système Torrens doit être de conserver leur simplicité originelle aux rouages du bureau des inscriptions ; d'en faire une machine à inscrire et à cataloguer toutes les dévolutions du titre de propriété ; d'arriver à des transactions sur les immeubles aussi simples et aussi peu coûteuses que les transactions sur les navires ou sur les actions d'une société.

« L'exclusion des *trusts* s'est imposée au regard de la dette » consolidée de la Grande Bretagne qui s'élève à près de 800 » millions de livres ; des actions dans toutes les sociétés » privées des possessions anglaises ; des parts d'intérêts dans » les navires de tout l'Empire. Pour ces diverses valeurs, la » propriété se prouve par une inscription : pour aucune, le fidéi- » commis n'est autorisé. Pour prévenir la violation des trusts, » il n'est pas de moyen plus simple et plus efficace que ceux » établis par la loi foncière » (*Manuel de législation immobilière, — New-Zealand*).

39. — Le bureau des titres de propriété le meilleur, le mieux agencé, serait, dans une colonie où toutes les propriétés seraient immatriculées, celui où les inscriptions s'effectueraient par pure routine ; où l'exactitude mécanique serait seule nécessaire ; où la science des hommes de loi serait le moins souvent mise à contribution.

40. — On a vu que l'usage d'inscrire les *trusts* est un danger, parce qu'il complique les écritures, parce qu'il détruit la simplicité originelle du titre de propriété.

Une autre cause serait non moins préjudiciable à la pleine efficacité du système Torrens : elle attirera sans doute, tôt ou tard, l'attention des législateurs des diverses colonies.

Les immeubles aliénés avant la modification du régime foncier ne passent sous l'application du nouveau système que sur l'initiative personnelle du propriétaire, de sorte qu'aujourd'hui encore, les territoires occupés, dans chaque colonie, ne sont immatriculés qu'en partie.

Pour les immeubles non soumis à la loi Torrens, l'on doit toujours recourir aux *deeds* passés dans l'ancienne forme, et enregistrés suivant les anciens procédés.

Cette situation nécessite un service d'enregistrement pour chacune des deux méthodes, et par conséquent deux administrations distinctes, deux séries de registres et de tables, une énorme accumulation d'archives.

Le seul remède à cet état de choses est la renonciation au principe de faculté et l'adoption de mesures obligatoires qui n'auraient, d'ailleurs, rien de vexatoire, puisqu'une expérience de 20 années a démontré la supériorité du nouveau système. L'on pourrait fixer une période durant laquelle l'unité de méthode devrait être réalisée dans telle colonie où prévaut aujourd'hui le dualisme.

41. — Une autre considération peut encore nuire à la popularité de la mesure auprès des populations australiennes. C'est la difficulté (dans quelques colonies, on peut dire l'impossibilité) de soutenir avec succès une réclamation contre le fonds d'assurance. La loi a entouré ce fonds de tant de précautions qu'il est presque impossible au réclamant d'obtenir une indemnité, lors même qu'il a éprouvé un dommage.

L'admission d'une réclamation équivaut à la preuve d'une erreur commise par l'administration ; elle est, naturellement, combattue par tous les expédients légaux.

Il serait, je crois, à la fois juste et politique que le pouvoir exécutif admît et payât une indemnité lorsqu'une lésion est le résultat évident du jeu du système ; il doit, en pareil cas, renoncer à une défense basée sur des moyens purement techniques, sur la lettre seule de la loi.

42. — Les statistiques suivantes permettent de se rendre compte des travaux accomplis, dans quelques colonies, par le service des titres de propriété.

VICTORIA

(Extrait de l'*Annuaire de Victoria pour 1881-1882*, p. 347.)

Comparativement à 1880, l'année 1881 accuse, au point de vue de l'action de la loi immobilière *(Transfer of land statute, 29 Vict. n° 301)*, un développement considérable. Le tableau qui suit présente les transactions pour chacune des deux années :

		1880.	1881.
Réquisitions d'immatriculation.	nombre	865	1.256
Superficie des biens auxquels elles s'appliquent.	acres (1)	50.764	64.990
Valeur — — —	livres (2)	1.018.150	1.451.193

(1) Un hectare (mesure française) correspond à 2 acres 4,711,431 (mesure anglaise).

(2) La livre anglaise vaut, en moyenne, 25 francs.

Certificats de titres délivrés.	nombre	10.066	13.977
Transferts, mortgages, baux, décharges, résiliations, etc.	id.	18.015	23.993
Propriétaires enregistrés.	id.	311	36
Autres transactions (non compris les copies de pièces)	id.	20.234	22.310
Formules vendues.	id.	226	369
Salaires encaissés	livres	26.579	34.570

Les propriétés immatriculées, à la fin de 1881, étaient d'une superficie totale de 8,557,614 acres ; d'une valeur estimative, au jour de l'immatriculation, de 22,391,876 livres. La superficie des immeubles concédés et vendus, à la même époque, était de 12,614,400 acres. D'où il suit que les deux tiers environ des propriétés aliénées par la Couronne, dans cette colonie, étaient soumis à la loi Torrens.

NEW SOUTH WALES

(Extrait de la *Statistique de New South Wales pour 1881*, p. 312.)

RELEVÉ, POUR UNE PÉRIODE DE 10 ANNÉES, DES RÉQUISITIONS D'IMMATRICULATION, SALAIRES, ETC. :

Années. —	Nombre des réquisitions. —	Surfaces. — acres	roods	perches	Valeurs. — livres	Salaires. — livres	s.	d.
1872	229	35.459	0	23	157.376	3.460	14	11
1873	251	31.207	1	18 1/4	335.289	4.340	17	9
1874	288	26.369	0	15	362.403	4.686	5	2
1875	256	21.398	1	7 1/2	229.258	6.029	6	6
1876	241	6.514	2	2 1/4	220.166	6.429	11	10
1877	240	6.801	3	37	210.431	7.376	5	4
1878	203	7.524	1	32 3/4	153.195	8.185	1	9
1879	138	19.168	3	34	157.146	8.439	18	9
1880	191	14.774	3	6 1/4	205.616	10.843	17	8
1881	298	17.515	0	20	701.804	15.051	12	9

RELEVÉ DU NOMBRE DES TRANSACTIONS INSCRITES CONFORMÉMENT A LA LOI TORRENS DURANT LES ANNÉES 1876 A 1881 :

Années.	Nombres.	Valeurs.
1876	4.551	2.272.170 L.
1877	5.428	3.563.576
1878	6.238	4.358.326
1879	6.788	5.844.311
1880	8.725	8.658.149
1881	11.008	9.305.286

RELEVÉ POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANNÉES DU NOMBRE ET DE LA SUPERFICIE DES CONCESSIONS DE LA COURONNE..., ETC., IMMATRICULÉES.

Années.	Nombre des concessions.	Surfaces.			Valeurs.		
1872	3.637	173.922 a.	3 r.	11 p.	187.783 l.	17 s.	6 d.
1873	3.454	237.879	3	25 1/2	248.792	1	6
1874	4.080	280.355	2	5	326.228	18	9
1875	9.830	834.956	0	35	848.883	1	10
1876	5.275	660.011	3	4	671.353	18	11
1877	9.107	1.174.286	1	16 1/2	1.204.648	3	0
1878	13.303	2.039.163	1	14 1/2	2.068.908	4	10
1879	19.655	2.784.520	0	37	3.063.849	3	9
1880	5.683	569.160	0	9 1/4	653.779	8	10
1881	7.406	909.866	2	36	1.002.402	12	9

SOUTH AUSTRALIA

(Extrait de la *Statistique de South Australia pour 1881*, p. 105.)

RELEVÉ, POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANNÉES, DU NOMBRE DES TRANSACTIONS INSCRITES AU BUREAU DES TITRES DE PROPRIÉTÉ, ET DE LA VALEUR DES IMMEUBLES IMMATRICULÉS :

Années.	Nombres.	Valeurs.
1872	7.334	475.046 L.
1873	8.069	788.576
1874	8.701	606.050
1875	10.336	632.102
1876	12.964	899.976
1877	15.034	737.410
1878	16.489	750.140
1879	16.768	670.138
1880	18.336	788.346
1881	21.494	1.035.952

QUEENSLAND

(Extrait du « *Rapport, en date du 14 août 1880, présenté par le Registrar General, concernant l'application de la loi immobilière, de 1861 à 1877* » — p. 6).

TABLEAU DES TRAVAUX ACCOMPLIS AU BUREAU DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DURANT UNE PÉRIODE DE 18 ANS 1/2, — JANVIER 1862-30 JUIN 1880.

	Nombre des agents y compris le Registrar general	Salaires payés et autres dépenses du bureau	Taxes encaissées au bureau non compris celle du fonds d'assurance	Nombre total des transactions
1862. . . .	9	1.380 l 0 s 0 d	1.445 l 19 s 5 d	2.965
1863. . . .	10	2.100 0 0	2.479 19 5	6.646
1864. . . .	12	2.436 0 0	3.837 2 5	9.562
1865. . . .	12	2.916 0 0	4.501 7 2	11.919
1866. . . .	11	3.636 0 0	4.922 6 3	11.846
1867. . . .	10	3.180 0 0	4.053 18 8	8.698
1868. . . .	9	2.754 0 0	3.195 2 10	6.359
1869. . . .	11	2.885 0 0	3.225 17 7	6.976
1870. . . .	10	2.191 0 0	2.769 13 10	6.098
1871. . . .	11	1.713 0 0	2.963 7 9	5.822
1872. . . .	9	1.920 0 0	2.805 7 10	6.194
1873. . . .	9	2.581 0 0	3.594 13 1	7.500
1874. . . .	10	2.868 0 0	4.613 15 11	10.252
1875. . . .	12	3.350 0 0	4.437 13 10	11.497
1876. . . .	12	3.884 0 0	4.539 18 5	11.079
1877. . . .	12	4.449 0 0	5.246 1 8	11.937
1878. . . .	12	4.728 14 10	5.716 10 8	13.722
1879. . . .	12	4.230 1 4	5.300 10 2	14.505
1880 (6 mois jusqu'au 30 juin). .	13	1.988 11 4	2.687 11 9	6.758

TASMANIE

(Extrait d'un *Rapport en date, à Hobart-Town, du 20 novembre 1880, présenté par le Conservateur des titres en Tasmanie, sur l'exécution de la loi foncière*).

Au 31 décembre 1879, il avait été délivré 5,241 certificats de titre et 5,082 titres de concession, pour 12,600 acres de terrains urbains, et 702,041 acres de propriétés rurales, évalués 1,442,941 livres. Il avait été inscrit 2,274 mort-gages garantissant 913,259 livres ; 2,785 transferts, concernant 4,451 acres de terrains urbains, et 274,962 acres de propriétés rurales, d'une valeur de 639,926 livres ; 1,005 décharges de mort-gages ayant garanti 372,878 livres ; 112 cessions de mort-gages garantissant 57,429 livres ; 112 baux pour 98 acres de terrains urbains et 49,696 acres d'immeubles ruraux.

NEW-ZEALAND

(Extrait du *Rapport annuel sur les mutations d'immeubles et l'enregistrement des deeds pour 1881-1882.)*

TABLEAU DES TRAVAUX ACCOMPLIS ET DES SALAIRES PERÇUS AUX BUREAUX D'ENREGISTREMENT DES TITRES EN NEW-ZEALAND, DURANT LES DOUZE MOIS EXPIRANT LE 31 MARS 1882.

Population de la colonie.	484.864
Nombre de réquisitions d'immatriculation. . . .	1.201
Nombre de transferts	7.715
Nombre de mort-gages.	5.883
Recettes (non compris le fonds d'assurance). . .	23.586 livres.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ A ADÉLAÏDE

(SOUTH AUSTRALIA)

43. — Après avoir esquissé le plan général de la législation qui a régénéré le régime de la propriété foncière, il est nécessaire de décrire, avec quelques détails, l'organisation des bureaux auxquels est confiée la mise en œuvre du système. On a choisi, comme type, le bureau d'Adélaïde, parce que c'est celui qui a été fondé le premier et qui, à divers points de vue, a servi de modèle pour les créations ultérieures. On donnera, en notes, quelques indications sur la pratique des autres colonies, lorsque ces renseignements paraîtront offrir de l'intérêt.

44. — En South Australia, il n'y a qu'un seul bureau central pour toute la colonie. Les facilités de communications qu'offrent la poste et le télégraphe permettent au bureau unique établi à Adélaïde d'effectuer les formalités sans délais excessifs, sans préjudice pour le public, bien que les propriétés soient, parfois, éloignées de plusieurs centaines de milles (1).

---

(1) (*) New-Zealand est la seule des colonies où des bureaux de district aient été institués. Des Registrars de district y ont été créés par arrêté du Gouverneur agissant en vertu de ses pouvoirs constitutionnels.

45. — Le personnel du *Lands titles and general Registry Department* à Adélaïde, comprend (1) :

(1) (*) TABLEAU COMPARATIF DU PERSONNEL DU SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DANS QUATRE COLONIES
(Extrait du *Rapport des Commissaires aux titres de Queensland* (1879), p. 13.)

QUEENSLAND	NEW SOUTH WALES	VICTORIA	SOUTH AUSTRALIA
Registrar general préposé, en même temps, aux actes de l'état civil, au service de la statistique, etc.	Registrar general (mêmes fonctions qu'en Queensland).	Registrar general et Registrar des actes de la Cour suprême. La statistique forme un service à part.	Registrar general et Registrar des marques de fabrique. L'état civil forme un service distinct.
Maître des titres.	2 commissaires aux titres. 3 vérificateurs des titres. Commis vérificateurs. Commis auxiliaires.	Commissaire aux titres. 5 ou 6 vérificateurs.	2 solicitors.
Registrar general adjoint.	Registrar adjoint pour les deeds.	Registrar adjoint.	Registrar adjoint. Second Registrar adj.
1 géomètre. 1 géomètre auxiliaire.	1 géomètre en chef. 1 géomètre adjoint. 4 géomètres ordinaires.	Géomètre en chef avec quatre commis.	1 géomètre. 2 géomètres adjoints.
1 commis principal. 5 commis titulaires. 3 ou 4 surnuméraires.	1 commis aux dépôts. 1 commis aux dépôts, surnuméraire. 1 commis chargé de la correspondance. 1 commis chargé des inscriptions. 3 autres commis.	Plus de 40 commis dont les attributions ne sont pas détaillées. 12 surnuméraires.	Principal clerc remplissant les fonctions de 3e Registrar adjoint. Commis chargé des mutations. Commis dirigeant les recherches. Commis effectuant les recherches. 6 commis. Commis tenant les tables.
Facteur, remplissant parfois l'office de commis.	Registrar general adjoint. Caissiers. Commis. Portefaix. Facteurs.		Portefaix. 4 garçons de bureaux.

DÉNOMINATION.	ÉMOLUMENTS.
1 Registrar general.	800 livres.
2 Solicitors, à 800 livres l'un.	1.600 —
1 Registrar general adjoint.	600 —
1 Second Registrar general adjoint.	450 —
1 Géomètre.	500 —
1 Principal clerc, secrétaire et 3e Registrar général adjoint.	425 —
1 Caissier.	410 —
2 Géomètres adjoints (385 et 330 livres) *(a)*	715 —
1 Commis aux mutations et aux recherches *(b)*.	330 —
1 Commis aux recherches *(b)*.	330 —
1 4e Registrar général adjoint *(g)*.	280 —
1 Commis *(g)*.	270 —
1 Archiviste	260 —
1 Commis *(a)*.	220 —
1 Id. *(c)*.	200 —
1 Id. *(e)*.	180 —
1 Id. *(c)*.	160 —
1 Id. *(c)*.	160 —
1 Id. *(a)*.	160 —
1 Id. *(f)*.	160 —
1 Id. *(d)*.	150 —
1 Id. *(c)*.	100 —
1 Portefaix *(h)*	150 —

Les emplois qui précèdent sont établis à titre définitif. Ceux qui suivent sont provisoires et temporaires.

DÉNOMINATION.	ÉMOLUMENTS.
1 Commis *(c)*.	150 livres.
1 Id. *(h)*.	160 —
1 Id. *(f)*.	100 —
1 Id. *(e)*.	100 —
1 Id. *(g)*.	100 —
1 Surnuméraire *(c)*	50 —
1 Commis *(c)*.	100 —
1 Portefaix *(h)*	30 schillings par semaine.
1 Commis *(c)*.	80 livres.
1 Id. *(f)*.	100 —
1 Id. *(c)*.	80 —
1 Relieur.	160 —

(a) Assiste le Registrar general ; est chargé de tous les documents renvoyés pour être rectifiés.

(b) Sous les ordres des solicitors.

(c) Sous les ordres du Registrar general adjoint ; inscrivent les transferts, etc.

(d) Sous les ordres du géomètre en chef.

(e) Sous les ordres du secrétaire ; reçoivent les pièces et les restituent aux parties.

(f) Tiennent le journal et les tables.

(g) Employés, sous la direction des deux Registrars adjoints, aux formalités d'enregistrement d'après l'ancien système.

46. — Ce personnel peut, du reste, se modifier suivant les besoins du service.

47. — Indépendamment des traitements énumérés plus haut, les frais accessoires comprennent :

Salaires de commis employés à des travaux exceptionnels.	400	livres.
Frais divers, imprévus.	75	—
Expéditions des certificats de titres.	1.500	—
Fournitures de bureaux, timbres-poste, etc.	1.150	—
Total des dépenses prévues.	13.211	livres.
Evaluation totale des recettes.	23.000	—

48. — Le service des titres de propriété occupe, à Adélaïde, une aile d'un vaste bâtiment récemment construit pour les administrations publiques.

Au rez-de-chaussée, l'on trouve :

Le cabinet du Registrar general ;
La salle des dépôts ;
Le géomètre en chef ;
Le Registrar adjoint ;
Le Registrar adjoint chargé des deeds ;
Les bureaux où s'effectuent les inscriptions ;
La salle du livre-journal et des tables alphabétiques ;
La salle où se font les recherches ;
Les archives (à l'épreuve du feu).

Au premier étage sont :

Les Solicitors ;
Les Vérificateurs ;
La salle du Conseil ;
Les commis ;
Les géomètres auxiliaires.

49. — Chaque salle est pourvue d'un vaste coffre-fort à l'épreuve du feu, ou de caisses pour la préservation des documents qui circulent d'un étage à l'autre.

50. — Les opérations du Bureau des Titres peuvent être étudiées sous quatre chapitres.

I. — Immatriculation des immeubles aliénés par la Couronne depuis la mise à exécution de la loi sur la propriété foncière.

L'archiviste est gardien des salles blindées, des registres-matrices et de tous les autres documents qui y sont déposés. Il a sous ses ordres les agents désignés par le signe (*h*), qui lui transmettent les demandes du public, et celles des employés du bureau.

II. — Immatriculation des biens acquis antérieurement à la même époque.

III. — Inscription des mutations et autres conventions relatives aux propriétés immatriculées.

IV. — Enregistrement des *deeds* d'après l'ancien système (*Loi* 8 de 1841) qui régit encore les propriétés non immatriculées.

I

Immatriculation des immeubles aliénés par la Couronne depuis la mise à exécution de la loi snr la propriété foncière.

51. — Dans la colonie de South-Australia, tout immeuble aliéné par la Couronne depuis le 1er juillet 1858 est soumis aux règles établies par la loi sur la propriété foncière.

52. — Avant la délivrance du titre de concession qui est préparé dans les bureaux du Service topographique, l'acquéreur doit retirer, du Trésor, la quittance de son prix d'achat.

53. — Lorsque le titre de concession est prêt à être délivré (généralement six semaines ou deux mois après le paiement du prix), il est adressé, en deux exemplaires, par le chef du service topographique au bureau des titres de propriété où l'immatriculation est effectuée : l'un des doubles est relié dans le registre matrice ; l'autre est remis au concessionnaire ou à une personne dûment autorisée par celui-ci et sur production de la quittance du trésor (1).

54. — Jusqu'à la délivrance du titre de concession, toute transaction concernant l'immeuble nouvellement aliéné peut être enregistrée au bureau des titres de propriété, au moyen d'une mention sur la quittance du Trésor, qui remplit ainsi, temporairement, l'office du titre de concession. A cet effet, la quittance est produite avec le memorandum de transfert, mortgage, bail ou tout autre acte dont on désire assurer l'effet.

55. — La quittance, ainsi que l'acte ou duplicata de l'acte sont conservés au bureau après émargement convenable ; quand viendra le moment de placer dans le registre le titre de

(1) (*) Dans quelques colonies, le double destiné à la partie est sur parchemin, et celui qui reste au bureau, sur papier.

concession de l'immeuble qui a fait l'objet de la convention, chacune des mentions relatives aux actes passés dans l'intervalle sera reportée, de la quittance du Trésor, sur le titre de concession, suivant les règles ordinaires (Act nº 128 de 1878, art. 18). Un espace est réservé, au pied du titre de concession, pour la mention des contrats qui, postérieurement à la vente par la Couronne, affecteront la propriété. *Le titre de concession* est exactement semblable, sous ce rapport, au *certificat de titre* dont il sera parlé plus loin; il a les mêmes dimensions; une copie de ce document, comme on l'a déjà dit, forme un feuillet du registre matrice.

56. — Chaque titre de concession est mentionné sur le livre journal; on suit, à cet égard, les règles qui seront exposées ci-après, à l'occasion des certificats de titre. Le titre prend le numéro du volume et du feuillet du registre matrice dans lequel il est classé.

57. — Un volume du registre matrice consiste en 250 feuillets (1), correspondant à 250 duplicata des titres de concession ou des certificats de titre qui ont été délivrés aux propriétaires. Ils sont classés et numérotés dans l'ordre chronologique des immatriculations.

Traduit par M. R. DE FRANCE DE TERSANT.
Conservateur des hypothèques.

(A suivre).

---

(1) (*) En South Australia, un volume du registre matrice renferme indifféremment des titres de concession et des certificats de titre. Dans quelques autres colonies, chaque sorte de documents est reliée séparément. Dans la colonie de Victoria, les doubles des certificats et titres de concession formant le registre matrice ne sont pas reliés. Ils sont classés dans des portefeuilles numérotés, contenant chacun 200 documents. Un portefeuille correspond ainsi à un registre. On prête à ce mode de classement l'avantage de faciliter les inscriptions à faire sur les documents, les commis n'ayant pas à manipuler constamment de lourds volumes. Mais, d'un autre côté, il est évident que les pièces ainsi classées sont plus exposées à s'égarer ou à être frauduleusement altérées que lorsqu'elles sont reliées en volumes.

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADÉLAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS »

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore (1).

II

Immatriculation des propriétés acquises avant la mise à exécution de la loi.

58. — Toutes personnes qui, isolément ou collectivement, ont été investies d'un *fief simple, at law,* ou *in equity*, peuvent demander l'immatriculation de leur propriété.

59.— En principe, la demande doit être faite directement au bureau des Titres de propriété, par le propriétaire lui-même. Mais, en fait, tout le soin de ces affaires est confié aux *Solicitors* ou aux *courtiers brevetés*, praticiens expressément institués par la loi foncière (art. 106), et dont les travaux sont rémunérés d'après un tarif déterminé par la loi (2).

60. — La forme de la réquisition est tracée par la loi (**). Ce document est directement apporté au bureau, dans la salle des dépôts, ou bien y est envoyé par la poste.

---

(1) V. *suprà,* p. 1 et 33.

(2) (*) Cette institution est spéciale à South Australia. Ailleurs, il n'a pas paru nécessaire de créer, pour ce travail, une classe spéciale de praticiens.

(**) Comme appendice de son rapport, M. Maxwell donne les modèles de

61. — *Tarifs*. — Tous les frais doivent, dans tous les cas, être consignés d'avance ; la première obligation de l'agent qui reçoit les réquisitions est de s'assurer que la somme déposée est liquidée conformément au tarif prescrit (1).

La consignation est mentionnée sur un registre à souche imprimé (2) ; elle est répartie sous différents titres. Un ticket détaché de la souche et la somme qui y est indiquée sont remis au caissier, qui en fait définitivement recette sur son registre.

62. — La réquisition est ensuite mentionnée sur un registre spécial tenu par numéros d'ordre, et divisé en colonnes où sont inscrits les renseignements nécessaires. Ce registre est terminé par une table des noms des requérants.

63. — La réquisition n'y est mentionnée que si elle remplit les conditions exigées par la loi. Le préposé doit, à cet effet, s'assurer qu'elle est suivie d'un certificat signé par le requérant ou son Solicitor, et portant que la demande est conforme aux prescriptions de la loi (3). (Loi foncière, art. 107).

---

toutes les formules usitées à Adelaïde, soit pour la rédaction des actes, soit pour la manutention des bureaux. Il n'a pas paru indispensable de les reproduire ici : les modèles d'actes, qui sont à peu près identiques pour tous les pays où le système est en vigueur, ont été imprimés à la suite du texte de l'une des lois australiennes publiée par le *Bulletin de Statistique* du Ministère des finances (juin 1885). Quant aux modèles des registres et aux formules des inscriptions qui y sont portées par les agents, ils sont, pour le public, d'un intérêt secondaire et il est facile de les suppléer. Rappelons seulement que, dans le système Torrens, et quant à la partie formelle, tout est prévu par la loi et réglé d'avance jusque dans les détails. Aucune place n'est laissée à l'initiative individuelle, et l'on obtient de cette rigoureuse discipline les résultats les plus précieux au triple point de vue de la régularité des actes, de la sincérité des déclarations, de l'uniformité et de la ponctualité des opérations immobilières. Il est hors de doute que, dans ces conditions, les procès ne peuvent qu'être à la fois plus rares et plus simples, et que la législation nouvelle est un pas immense vers la distribution d'une justice prompte et économique.

(1) (*) On se sert actuellement, à Victoria, de timbres pour l'acquit de ces taxes.

(2) (*) En New South Wales, le registre à souche est divisé en trois parties : une partie est remise au clerc du Solicitor ou à toute autre personne qui paie les frais, et une autre partie est transmise au Receveur. En Queensland, un registre de quittances remplace le registre de tickets. La quittance originale est remise à la personne qui verse les fonds, et la souche est annotée, par le caissier, du montant de la consignation.

(3) (*) Cette formalité, considérée comme inutile, a été supprimée à Victoria.

64. — La réquisition contient aussi un tableau des actes qui sont en la possession du requérant, ou dont il est détenteur et qui constituent ou concourent, à quelque degré, à former le titre. Elle fait connaître, en outre, les noms des propriétaires voisins, et les autres circonstances de l'affaire (1). Un résumé du titre doit être fourni à la demande du préposé (2) (Id. art. 15).

65. — Le requérant peut, en outre, être tenu de déposer un croquis ou un plan de la propriété qu'il veut faire immatriculer ; l'exactitude de ce plan doit être certifiée, conformément à la loi, par un géomètre breveté (Id. art. 103).

66. — Les actes énumérés au tableau et le plan certifié, s'il a été exigé, doivent accompagner la réquisition. L'employé qui les reçoit doit examiner si les titres déposés sont bien ceux dont le tableau contient la désignation (3).

---

(1) (*) A raison de la multiplicité des actes dont l'ensemble forme le titre, et pour faciliter l'étude des origines de propriété, le vendeur est tenu, en Angleterre, de remettre, à ses frais, à l'acheteur, un résumé de tous les titres translatifs de propriété concernant les biens à vendre. Ce résumé s'étendait autrefois à une période de 60 ans. Depuis la loi sur les ventes d'immeubles de 1874, il ne porte plus que sur les 40 dernières années. (E. Lehr, nº 395).

(2) (*) Dans la colonie de Victoria, on n'exige pas le résumé. On le considère comme étant seulement une source de dépense pour le requérant et un surcroît de travail pour les agents qui ont à l'examiner. On a adopté la pratique des anciens notaires, qui faisaient la vérification sur les titres mêmes. (*Avis du commissaire aux titres*, — Victoria, 1869).

(3) (*) Une vérification approfondie du titre exige, parfois, la production de pièces qui sont entre les mains d'un tiers : le Registrar General peut ordonner cette production sous peine d'amende (Art. 12 de la loi de 1861).

Dans la colonie de Victoria, le Commissaire aux titres a fait publier un avis ainsi conçu : « Si quelques-uns des *deeds* qui composent l'ancien titre ne sont pas rapportés, le requérant épargnera du temps et des correspondances s'il s'entend avec les détenteurs de ces actes pour qu'ils les déposent au bureau, à l'appui de la réquisition. Si le détenteur hésitait à faire cette communication, il doit être bien prévenu que l'article 25 de la loi autorise le juge, sur simple requête, à contraindre les personnes qui ont en leur possession ou en leur garde des pièces ou preuves se rapportant à un titre, ou relatives aux charges pesant sur l'immeuble qui fait l'objet de la réquisition, à les déposer au bureau des titres pour y être examinées, et cela sous telles conditions ou tels dommages-intérêts que fixera le juge. Il suffira de bien faire connaître cette disposition pour prévenir les difficultés qui pourraient s'élever à l'occasion des demandes de pièces. »

67.— La réquisition et les pièces à l'appui sont placées dans une chemise fortement doublée sur laquelle sont écrites les indications suivantes :

Numéro de la réquisition ;

Nom du requérant ;

Montant des frais consignés (1).

68. — Le dossier est alors préparé pour la première phase de la procédure, et il est adressé au Géomètre en chef.

69. — Celui-ci inscrit sur un registre la réquisition, la date de la réception, etc.

70. — Il a pour mission d'examiner la description des parcelles de terre qui est donnée dans la réquisition ; de s'assurer que les limites sont nettes et bien définies. S'il a été remis un plan, il le compare avec les autres plans qui se trouvent au bureau, afin de reconnaître si le requérant ne cherche pas à se faire attribuer un immeuble autre que celui dont il est manifestement titulaire.

71. — Pour mettre les propriétaires voisins (2) en demeure de présenter, s'il y a lieu, leurs réclamations contre les limites réclamées par le requérant, le géomètre fait des extraits sommaires du plan qui accompagne la réquisition. Ces extraits seront ultérieurement, si la demande est prise en considération, adressés par la poste, et par les soins du Secrétaire, aux intéressés, ainsi qu'on le verra plus loin (V. § 81). Dans quelques circonstances, un croquis distinct est envoyé au conseil du district ou de la localité où est situé l'immeuble (3).

---

(1) (*) Dans d'autres colonies, la suscription du dossier rappelle la date du dépôt.

Dans la colonie de Victoria, tous les documents sont renfermés dans une chemise ou formule-minute sur laquelle toute la série des formalités est mentionnée en regard de titres imprimés d'après les indications du Commissaire.

Dans la Nouvelle-Galles du Sud, un petit tableau imprimé est collé sur la chemise pour recevoir les dates auxquelles sont atteintes les diverses phases de la procédure.

(2) (*) Ceux-ci ont dû être désignés dans la réquisition. (V. *suprà*, § 64 et *infrà*, § 81).

(3) (*) L'usage d'envoyer des croquis aux propriétaires voisins et aux conseils de districts est suivi en New South Wales, mais non dans la colonie de Victoria, où la description donnée dans l'avis que l'on publie est considérée comme suffisante.

72. — Quand la réquisition a été visée par le Géomètre, comme preuve de régularité au point de vue des attributions spéciales de cet agent, le dossier est transmis aux préposés chargés des recherches.

73. — Ceux-ci font les recherches au moyen des tables du bureau (sur lesquelles, avant l'application de la loi foncière, étaient mentionnés tous les actes enregistrés et où sont encore portées toutes les transactions concernant les immeubles non immatriculés). Ils suivent ainsi toute la filière des transactions enregistrées et relatives à l'immeuble dont l'immatriculation est demandée.

74. — Ils sont, jusqu'à un certain point, guidés dans leur travail par le sommaire des actes énoncés au tableau qui est inséré dans la réquisition, et par le résumé du titre (s'il a été fourni).

La mission du Vérificateur entraîne une lourde responsabilité. Si, par sa faute, une irrégularité du titre passe inaperçue, la décision de la commission peut léser quelque intérêt et donner ouverture à une action en indemnité contre le fonds d'assurance.

75. — Ses investigations terminées, le Vérificateur en rend compte en marge d'un résumé sommaire du titre qu'il envoie avec tout le dossier à l'un des Solicitors (1).

---

(1) (*) Ils prennent, dans plusieurs autres colonies, le titre d'Examinateurs.

Dans la colonie de Victoria, l'Examinateur fait lui-même un sommaire ou résumé du titre. Ces sommaires sont numérotés et enliassés à part, de manière que l'on puisse se reporter aux résultats d'une vérification déterminée, sans avoir à dépouiller tout le dossier.

« L'Examinateur, sous la direction du Commissaire aux titres, lit et étudie tous les actes et toutes les justifications du droit de propriété qui sont donnés à l'appui de la réquisition ; dresse un résumé ou sommaire de chaque acte ; réclame les actes ou plans non fournis, mais nécessaires pour compléter la chaîne des dévolutions et déterminer d'une manière précise l'immeuble dont l'immatriculation est demandée ; il rédige un bulletin de recherches contenant une description sommaire de l'immeuble et rappelant la découverte, amenée par les recherches, d'actes précédemment enregistrés, de charges inscrites, de dettes non payées. Il réclame, après la rédaction de ce certificat, la production des documents enregistrés et non déposés, et mentionne la demande dans le résumé ; il donne son avis sur le titre et, dans les cas simples, prépare le projet de publication. Puis, il soumet l'affaire au Commissaire pour avoir ses instructions. Il émet également son opinion sur toutes les questions relatives aux transferts, baux et mortgages, et généralement sur tout ce qui concerne les biens immatriculés. Il exécute, d'une manière générale, toutes les instructions du Commissaire aux titres. » *(Instructions officielles.* — Victoria.)

76. — Le Solicitor examine la réquisition, les *deeds* et le résumé; demande, de temps à autre, par l'intermédiaire du Registrar General, quelque justification complémentaire et adresse aux Commissaires aux titres un rapport concluant à l'admission ou au rejet de la demande. Ce rapport est généralement très bref; il est écrit au pied de l'extrait fourni par le Vérificateur.

77. — La commission des titres de propriété se compose : du Registrar General, président de droit, et de deux assesseurs pris en dehors de l'administration ; elle se réunit une fois la semaine pour délibérer sur les réquisitions. Chacun des assesseurs reçoit une indemnité de deux guinées par séance (1).

78. — Les Commissaires examinent chaque réquisition, la comparent au rapport des Solicitors, arrêtent le texte des publications prescrites par la loi, l'extension qui doit être donnée à la publicité, le délai à courir entre la publication de la demande et la délivrance du certificat de titre, ou, s'il y échet, rejettent entièrement la demande. Dans toutes leurs délibérations, ils prennent l'avis des Solicitors qui assistent aux séances de la commission.

79. — Immédiatement après la séance, le procès-verbal des délibérations (2) est remis, en minute, au Secrétaire, avec les dossiers des affaires sur lesquelles il a été statué. Laissant de côté les réquisitions rejetées, le Secrétaire inscrit sur un registre tenu dans son cabinet celles dont la publication a été ordonnée.

80. — Ces réquisitions sont réunies sous forme de tableau, comme il est d'usage pour les publications, et l'état, ainsi préparé, est transmis à l'imprimerie du Gouvernement (3) qui

---

(1) (*) En New South Wales, la rémunération des Commissaires qui ne font point partie de l'administration est réglée, d'après un tarif gradué, suivant la valeur des propriétés à immatriculer.

Des commissions extra-administratives n'existent qu'en South Australia, New South Wales et Tasmanie. — V. ci-dessus, § 34.

(2) (*) A Victoria, le Commissaire rédige sa décision en termes aussi concis que possible, sur la chemise décrite plus haut (V. § 67, note); ce mode de procéder épargne les minutes et expéditions des procès-verbaux, etc.

(3) (*) A Victoria, les copies sont autographiées au bureau même.

fournit immédiatement le nombre d'épreuves indispensable pour l'usage qui sera indiqué tout à l'heure. La publication est faite dans le plus prochain numéro du Journal du Gouvernement (1).

81. — Le Secrétaire doit notifier la demande d'immatriculation aux propriétaires voisins de l'immeuble désigné dans la réquisition (2). La notification résulte de l'envoi à chaque riverain, par lettre recommandée, d'un avis imprimé; d'une copie, également imprimée, du tableau des réquisitions; une astérisque est placée en regard de la réquisition sur laquelle on désire appeler l'attention du destinataire. L'on y joint, en outre, un extrait du plan qui accompagne la réquision.

82. — Semblable avis, avec croquis, est adressé au Conseil du district dans le ressort duquel est situé l'immeuble objet de la réquisition (3).

83. — Si l'immeuble dont l'immatriculation est demandée est occupé par une personne autre que le requérant, cette personne doit aussi être prévenue.

84. — Le tableau des réquisitions est dûment publié lorsqu'il a été inséré au Journal du Gouvernement, dont l'affichage emporte expressément notification.

85. — Le Secrétaire (4) conserve les dossiers pendant un délai que fait connaître la publication. Les publications et les notifications adressées aux personnes que l'on suppose le plus directement intéressées à connaître la procédure sont destinées à les mettre en demeure de présenter leurs réclamations. Les réclamations sont présentées, le cas échéant, sous forme d'oppositions *(caveat)*.

---

(1) (*) Dans l'État de Victoria, les publications relatives à la propriété foncière paraissent dans les journaux locaux, à tour de rôle, et non dans le Journal du Gouvernement.

En New South Wales, les annonces sont faites à la fois dans le Journal du Gouvernement et dans l'un des journaux publiés à Sydney, et quelquefois dans les journaux de province.

(2) (*) V. *suprà*, § 71.

(3) (*) Cet usage n'est pas suivi dans la colonie de Victoria.

En New South Wales, l'avis et le plan sont adressés au greffe du tribunal de paix dans le ressort duquel est situé l'immeuble, pour y être affichés dans un endroit apparent.

(4) L'emploi du Secrétaire est spécial à South Australia. Dans les autres colonies, ses fonctions sont dévolues à un Registrar adjoint ou à un autre employé.

86. — Une opposition peut être adressée par la poste au Secrétaire, ou déposée sur son bureau.

87. — Au reçu d'une opposition, le Secrétaire la communique aux solicitors qui, si elle est régulière en la forme, et semble admissible, à première vue, la parafent et la renvoient au secrétariat. L'opposition est alors mentionnée dans la colonne convenable du registre des réquisitions (1), et elle est classée au dossier de l'affaire. Le Secrétaire prépare un avis d'opposition qu'il soumet à la signature du Registrar General, et l'adresse au requérant ou à son représentant.

88. — D'après la loi, l'opposition est forclose au bout d'un mois si, durant ce délai, une action n'a pas été intentée devant la Cour Suprême (2).

89. — Si aucune opposition n'est présentée dans le délai fixé par les Commissaires, ou si les oppositions qui se produisent sont rejetées, ou si l'action devant la Cour Suprême n'est pas introduite dans le délai d'un mois, rien n'empêche plus le Registrar General de délivrer le certificat de titre.

90. — Les annotations faites sur le registre du Secrétaire lui permettent de reconnaître si toutes les prescriptions de la loi ont été remplies, si toutes les conditions requises sont réunies, et si, par suite, le certificat peut être établi.

91. — Il communique encore le dossier aux Solicitors pour qu'ils dressent le projet des mentions qui doivent trouver place sur le certificat.

92. — Le projet est généralement rédigé par un des commis chargés des recherches ; mais il est revu par un Solicitor qui le parafe pour en attester la régularité.

---

(1) Dans la colonie de Victoria, la mention est faite sur la couverture du dossier (V. § 67, note).

(2) Ici, la preuve de la légitimité de la réclamation incombe à l'opposant, et le principe est le même dans la plupart des autres colonies. Néanmoins, en New South Wales, l'art. 23 de la loi 26 Vict. nº 9, portant que l'opposant doit engager l'instance dans le délai de trois mois, a été modifié par l'art. 4 de la loi 41 Vict. nº 18. D'après les nouvelles dispositions, l'opposant n'est pas obligé d'introduire une action en justice pour établir le bien fondé de la réclamation. C'est au requérant à présenter une requête pour obtenir une décision de la Cour Suprême.

L'équité de cette mesure est tout au moins sujette à controverse.

93. — Après quoi, un certificat de titre sur parchemin est dressé en double (1). Les écritures du certificat et le plan colorié qui est établi au recto du titre, sont l'œuvre de dessinateurs qui sont payés 3 schillings par certificat (en double) et 1 schilling par plan en sus des deux premiers (2).

94. — Le travail des dessinateurs est examiné par le Géomètre, qui doit en avoir reconnu l'exactitude avant que le certificat soit soumis à la signature de Registrar General.

95. — Une dernière vérification est effectuée, c'est-à-dire que les Vérificateurs s'assurent, par une nouvelle recherche dans les archives, qu'aucune convention relative à l'immeuble n'a été réalisée suivant le système ancien, depuis le dépôt de la réquisition.

96. — Le Registrar General avertit, une semaine à l'avance, au moyen d'affiches très apparentes placées dans son bureau, qu'il va délivrer et signer le certificat : c'est une dernière mise en demeure à tout intéressé de former opposition (art. 183 de la loi de 1861) (3).

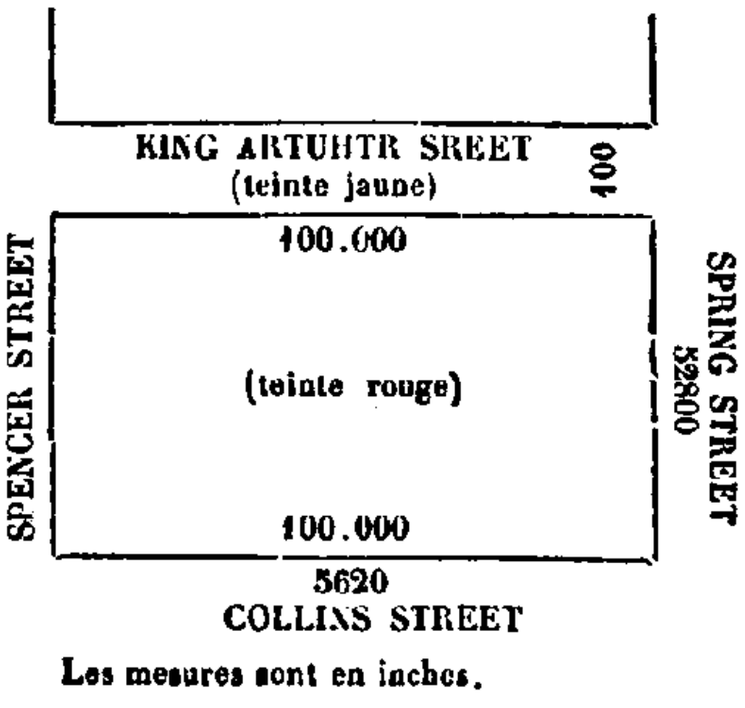
97. — Après avoir été signé et revêtu du sceau du Registrar general, le certificat est mentionné sur un livre journal avec des numéros de référence au volume et au folio du registre-matrice. Les mêmes numéros sont inscrits sur le certificat même.

98. — Le certificat est alors prêt à être délivré. L'un des doubles est conservé au bureau, et relié dans le registre matrice dont il forme un feuillet ; l'autre double est porté dans la salle des dépôts, pour être remis à la partie.

---

(1) (*) Dans quelques colonies, le double destiné à être relié dans le registre matrice est sur papier.

(2) Ces plans consistent généralement en une figure géométrique très simple sur laquelle sont posées des teintes plates. L'exemplaire que nous avons sous les yeux est reproduit ci-contre à mi-grandeur. La simplicité de la configuration du terrain explique la modicité de la rémunération.



(3) (*) Cette formalité n'est pas prescrite en New South Wales, et dans plusieurs autres colonies.

*

99. — Il en est pris note sur une table alphabétique spéciale, et la copie est conservée dans cette salle jusqu'à ce qu'elle soit réclamée (1).

100. — Le titulaire, ou plus ordinairement le Solicitor ou le courtier, se rend au bureau, compulse la table (qui reste sur un pupitre à la disposition du public), et, s'il y trouve mention du document qui l'intéresse, il le réclame ; on le lui remet, et il en donne décharge en signant dans une colonne réservée sur la table alphabétique.

101. — Le journal sert à former la table provisoire où sont portés, par ordre dictionnairique, les noms des titulaires avec référence au volume et au folio du registre-matrice où se trouve le certificat de titre ou l'acte de concession (2).

102. — La table provisoire consiste en une série de volumes dont un ou plusieurs sont consacrés à chaque lettre de l'alphabet ; ils ne sont pas reliés ; les feuillets (de papier pot) collés sur toile, pour prévenir les détériorations que causerait une manipulation incessante, sont réunis par un lacet passé dans un œillet inséré à l'un des angles.

103. — Tantôt une feuille entière ou même plusieurs feuilles sont nécessaires pour les inscriptions à faire sous un même nom ; tantôt il y a place, sur la même feuille, pour plusieurs noms. Une forte couverture de carton protège chaque volume ou liasse contres les avaries et porte, en grosse capitale, la première lettre des noms qui y sont contenus.

104. — De nouvelles feuilles peuvent être intercalées à volonté ; il suffit de délier le lacet et de classer le nouveau feuillet à son rang alphabétique.

105. — Tous les cinq ans, la table provisoire est refondue en une table définitive dressée sur parchemin (3).

---

(1) (*) Un usage différent s'est établi dans la colonie de Victoria. La table aussi bien que le registre des dépôts n'existent pas. Les documents susceptibles d'être délivrés sont énoncés dans des affiches placardées au bureau, où le public peut en prendre connaissance.

(2) (*) Dans la colonie de Victoria, tous les certificats et les actes à inscrire passent par la salle des tables alphabétiques.

(3) (*) Les tables décrites ci-dessus ne sont employées que dans les colonies de Victoria et de New South Wales. Ailleurs d'autres systèmes ont été adoptés.

106. — Lorsque le certificat est signé par le Registrar General, l'immeuble est définitivement passé sous le régime de la loi Torrens ; il est inscrit à la table des propriétés immatriculées et il est désormais interdit au Registrar General adjoint d'enregistrer, d'après l'ancien système, aucune convention relative à cet immeuble. Ce préposé mentionne sur le dernier acte relatif à la propriété la date de l'immatriculation, et le numéro du volume et du folio où est inséré le certificat.

107. — Il ne reste plus qu'à indiquer la destination des *deeds* et autres pièces déposées par le requérant ; ils sont frappés d'un timbre portant le mot « annulé » et classés, avec tous les autres papiers concernant l'affaire, dans la chemise qui les renfermait durant l'instruction. Le dossier est revêtu du nom de la personne à laquelle a été délivré le certificat, de la date et du numéro du certificat (volume et folio).

Les dossiers sont déposés aux archives par liasses d'un nombre déterminé.

108. — Un *deed* peut contenir la preuve d'un droit réel ou personnel qui ne figure pas sur le certificat de titre ; il peut conserver, par suite, une valeur, indépendamment de celle qu'il avait quant à l'immeuble immatriculé ; il est alors revêtu d'une mention annulative en tant qu'il se rapporte à la propriété qui fait l'objet du certificat de titre, et restitué au propriétaire.

III

Inscription des conventions relatives aux immeubles immatriculés.

109. — Un principe essentiel de la loi sur la propriété foncière, c'est qu'une transaction concernant un droit sur un immeuble immatriculé n'a de valeur légale qu'autant qu'elle est inscrite. Ce n'est pas la signature des parties, mais l'inscription qui fait naître le lien de droit. Un acte non inscrit n'apporte au titre aucune modification (1).

---

(1) La loi australienne, de même que le droit germanique, n'admet pas qu'un droit réel (droit *adversus omnes*) puisse être créé ou transmis, même au regard des parties contractantes, par l'effet de la convention, sauf à ne prendre force, vis-à-vis des tiers, qu'au moyen d'une formalité extrinsèque (inscription ou transcription). Elle décide que l'existence même de la convention dépend de la formalité.

110. — Les principaux faits ou conventions qui doivent être notifiés et inscrits au bureau des titres de propriété pour conférer un titre valable à la personne qui prétend s'en prévaloir, sont :

La mutation de propriété ;
Le bail ;
L'encumbrance ou charge (1) ;
La cession d'un bail ;
— mortgage ;
— encumbrance ;
La résiliation de bail ;
La décharge du mortgage (2) ;
Le pouvoir général (3) ;
La transmission par contrat de mariage ;
— suite de faillite ;
— testament ou par succession ;
— décision de la Cour Suprême.

Attributions, baux et mortgages.

111. — La partie qui requiert l'inscription d'une vente doit en produire un original ; le mortgage pour être inscrit, doit être présenté en double ; le bail en triple expédition (4).

Le droit français, sauf quelques exceptions, esi plus libéral ; il admet que la convention lie les parties du jour où elles ont pu la connaître, c'est-à-dire que les contractants sont obligés du jour où ils ont fourni leur consentement, et que le contrat est opposable aux tiers du jour où il a été porté à leur connaissance par un moyen légal de publicité. Telle est la distinction sur laquelle se basent les théories de la transcription, des sociétés, etc. (V. *suprà*, note 12).

(1) On appelle spécialement *encumbrance* ou *charge* une somme d'argent dont le paiement grève certains biens meubles ou immeubles *(personnel* ou *real estate),* en vertu d'une disposition expresse du possesseur de l'*estate.* (Lehr, n° 583).

(2) (*) Dans quelques colonies, on inscrit également l'extension du mortgage.

(3) (*) Dans la colonie de Victoria, le pouvoir général (*power of attorney*) (**) est enregistré d'après l'ancien système. D'autres colonies, notamment New Zealand, suivent les mêmes règles que l'Australie Méridionale.

(4) (*) En double seulement dans les autres colonies.

(**) La transmission à un tiers des droits ou obligations résultant d'un contrat n'est pas toujours laissée à la libre disposition des parties.

En matière de droits contractuels, en droit commun, le bénéfice d'un contrat qui constitue une *chose in action* ne peut être cédé à un tiers de manière à lui permettre d'agir en son propre nom contre le débiteur. Le cessionnaire ne peut agir qu'au nom du cédant ou de ses représentants, en vertu d'une procuration écrite. C'est là le *power of attorney*. (V. E. Lehr, n^os^ 759 et suivants).

112. — Les actes présentés à l'inscription sont reçus par le Secrétaire (1), qui les examine ou les fait examiner par un de ses commis. S'il les trouve conformes aux prescriptions de la loi, sans ratures, convenablement attestés par les témoins, certifiés « bons pour être inscrits », par les parties intéressées ou par un Solicitor, ou par un courtier; si le plan y est joint, ainsi que le certificat de titre ou le titre de concession.

113. — L'employé compétent dresse la note des frais à consigner (2). Le Receveur encaisse cette somme et les documents sont transmis au Géomètre adjoint (3). Celui-ci examine le plan et la désignation des parcelles; compare les indications de l'acte à celles du certificat, et s'assure de leur concordance. Après quoi, il vise les pièces et les adresse aux Solicitors pour la vérification définitive (4). En cas de difficulté il en référerait au Géomètre en chef.

114. — Les Solicitors s'assurent qu'aucun obstacle ne s'oppose à l'inscription; ils comparent, à cet effet, l'original et les duplicata; recherchent si l'acte est suffisamment clair et explicite; si les parties ont la capacité légale de contracter. Au cas de l'affirmative, ils parafent l'acte pour en certifier la régularité; au cas contraire, ils demandent, par l'intermédiaire du Registrar General, que l'erreur soit rectifiée ou les défectuosités réparées.

115. — Après l'examen du Solicitor, l'acte revient au Registrar general pour l'inscription.

116. — Il est alors émargé de la date et de l'heure de la remise au Registrar General, et inscrit dans la salle des dépôts, sur le livre journal où il prend un numéro d'ordre. Ici, l'on

---

(1) (*) Ou par un commis d'ordre. (V. *suprà*, note 38).

(2) (*) Dans la colonie de Victoria, ces frais sont acquittés au moyen de timbres.

(3) (*) L'examen du géomètre n'est nécessaire que si la propriété doit être divisée. Lorsque le propriétaire vend la totalité de ses droits, cette formalité est supprimée.

(4) (*) V. *suprà*, § 36. Il est manifestement inutile de soumettre tous les documents aux Vérificateurs. Dans d'autres colonies, le Receveur ou le Géomètre les adressent directement au Registrar General adjoint pour l'inscription. C'est seulement en cas de difficultés spéciales que le Vérificateur est consulté.

tient, pour les transferts, mortgages, etc., un journal distinct de celui qui sert à l'inscription des certificats de titres et actes de concession (1).

117. — L'on procède ensuite à la préparation de la mention d'inscription, c'est-à-dire d'une brève indication des circonstances qui peuvent modifier le titre (transfert, mortgage, bail, mutation par décès, etc.). Elle est écrite sur le titre de concession ou sur le certificat de titre qui a été déposé avec l'acte, et sur le titre de concession ou le certificat de titre correspondant qui forme un feuillet du registre-matrice (2).

118. — Chaque mention, après avoir été soigneusement vérifiée et collationnée doit être signée par le Registrar General ou son délégué.

119. — L'acte qui a fait l'objet de l'inscription est lui-même émargé, sous la signature du Registrar General adjoint, d'un certificat d'inscription rappelant le volume et le folio du registre sur lequel est faite la mention d'inscription avec la date et l'heure de la formalité.

120. — Semblable annotation est faite sur le livre journal, dans la colonne réservée à cet effet; puis au moyen de ce journal, on sert la table de la manière indiquée plus haut.

121. — Après l'inscription, le memorandum de transfert n'est plus d'aucune utilité pour le cessionnaire, puisqu'au lieu de cette pièce, il reçoit un nouveau certificat de titre, ou, s'il le préfère (quand l'immeuble entier a été vendu), l'acte de concession ou le certificat original, revêtu de la mention de transfert (3). Aussi, en cas de transfert, le contrat est-il retenu au bureau. En cas de mortgage ou de bail, l'on y conserve un duplicata de l'acte sur lequel il est fait mention de la charge

---

(1) Dans d'autres colonies, tous les documents sont portés au même journal.

(2) Dans les colonies de New South Wales et de Queensland, l'usage de griffes humides et de presses à imprimer a, en grande partie, remplacé les écritures pour les mentions sur les certificats de titres, etc. En South Australia, toutes les mentions sont manuscrites.

(3) Dans la colonie de Victoria, un nouveau certificat est établi dans tous les cas, même lorsque le cessionnaire acquiert la totalité de l'immeuble. Cette manière de faire a l'inconvénient de multiplier sans nécessité les certificats et ne peut qu'encombrer le registre-matrice.

et qui est contresigné par les Solicitors, le Géomètre adjoint, etc... Cette pièce est enliassée par un commis des archives, et placée à son ordre numérique dans un casier.

122. — Les documents à remettre aux parties, notamment la copie ou les copies de l'acte, le cas échéant, ainsi que le certificat de titre ou le titre de concession, sont transmis à la salle des dépôts pour être remis aux propriétaires.

123. — Ils sont inscrits sur une table alphabétique qui reste ouverte sur le bureau, à la disposition du public.

124. — Toute personne qui a demandé l'inscription d'une transaction et déposé les pièces nécessaires a le droit de venir au bureau et de chercher à la table si ses papiers sont de retour. Au cas de l'affirmative, elle signe, dans la dernière colonne de la table, une décharge de ses pièces et les retire.

125. — Un livret de caisse, tenu dans la salle des dépôts, reçoit également un numéro de référence au registre matrïce; il est servi, jour par jour, au moyen de bulletins de dépôts, et comparé avec le livre de caisse du Receveur.

126. — Lorsqu'un fief simple est aliéné, le dossier est transmis par les Solicitors (1) au Géomètre; un certificat de titre est établi de la manière déjà décrite, et délivré à l'acquéreur au lieu et place du memorandum de transfert.

127. — Le transfert peut aussi être effectué par *endossement*, c'est-à-dire que la totalité de l'immeuble décrit dans un certificat de titre peut être transférée au moyen d'une simple mention inscrite sur le certificat original qui est ensuite restitué à l'acquéreur. Ce procédé est moins dispendieux que la rédaction d'un nouveau certificat (2).

---

(1) Ailleurs, par le Registrar general adjoint. V. *suprà*, § 113.

(2) (*) V. § 121, note. Dans la colonie de Victoria, le transfert par voie d'endossement n'est pas autorisé. Un nouveau certificat est délivré à chaque mutation. New South Wales suit les errements de South Australia.

D'un autre côté, dans la colonie de Victoria, un certificat partiellement annulé jusqu'à concurrence d'une fraction de l'immeuble aliénée peut-être restitué au propriétaire et continue à servir de titre pour le reliquat. Cette règle paraît préférable à celle qui a été adoptée en South Australia et New South Wales, où le propriétaire doit se faire délivrer un nouveau certificat pour le reliquat, ou laisser au bureau son titre partiellement annulé, la délivrance du nouveau certificat étant ajournée en vue d'aliénations nouvelles.

128. — Quand la mutation porte sur partie seulement d'un immeuble, l'acquéreur reçoit un certificat pour la portion acquise, et le vendeur a le choix soit de laisser au bureau l'ancien titre, annulé quant à la portion vendue, s'il a l'intention de vendre ultérieurement le reliquat, soit de réclamer un nouveau certificat pour la partie de l'immeuble qu'il conserve, l'ancien certificat étant alors complètement annulé.

129. — Un propriétaire a-t-il l'intention de morceler ou de lotisser un terrain, il dépose au bureau des Titres de propriété un plan dressé en double et certifié par un géomètre breveté, et présentant distinctement les rues et les lots désignés par des numéros ou par des signes.

130. — Les actes déposés au bureau pour être inscrits peuvent, d'ordinaire, être restitués aux parties trois jours après le dépôt (1).

Cession, etc. de mortgages, baux, encumbrances.

131. — Les mortgages, encumbrances, baux, peuvent être cédés par simple endossement écrit sur la copie de l'acte constitutif qui se trouve aux mains du bénéficiaire, et dûment inscrit (2).

132. — Pour résilier un bail, il suffit d'y apposer le mot « résilié », avec la signature du locataire ; le mot « accepté », avec la signature du bailleur ; l'attestation des témoins, suivant les règles prescrites, et de le présenter à l'inscription.

133. — La décharge d'un mortgage résulte de la quittance de la somme garantie qui est écrite au pied de l'acte constitutif, signée par le créancier, attestée par un témoin et dûment inscrite (3).

---

(1) (*) S'il y a lieu de délivrer un nouveau certificat, le délai est nécessairement plus long.

(2) (*) Dans la colonie de New South Wales, une formule spéciale est établie pour ces transferts. Les formules varient, du reste, fréquemment, selon les vues des Solicitors qui pratiquent dans les différentes localités.

En New Zealand, l'attestation d'un témoin est exigée.

(3) (*) Dans la colonie de Victoria, le mot « déchargé » et la date sont inscrits sur l'acte, au bureau même.

Mutations par décès.

134. — A la mort du propriétaire d'un immeuble immatriculé, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur adresse au Registrar General une requête tendant à être inscrit en qualité de propriétaire. Il produit à l'appui de sa demande le duplicata du certificat de titre et l'acte d'homologation (1) ou des lettres qui le nomment administrateur. Ces pièces sont reçues, mentionnées au registre des dépôts, vérifiées suivant les formes analogues à celles qui ont été indiquées plus haut à l'occasion des transferts; une mention d'inscription est faite sur le registre-matrice et sur la copie du titre; elle rappelle la date du testament; celle de l'homologation ou des lettres d'administration, la date et l'heure du dépôt, la date du décès, etc. Cela fait, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur devient le propriétaire inscrit : il détient l'immeuble à titre de fidéicommis pour le compte des véritables bénéficiaires. Son titre remonte fictivement au jour de la mort du propriétaire décédé. L'inscription est mentionnée sur l'homologation du testament ou sur les lettres d'administration, etc. (2).

135. — Il y a lieu également à production devant le Registrar General d'une réquisition accompagnée de la preuve du décès etc., lorsque le survivant des *joint-tenants* (3) où le bénéficiaire d'un droit de retour ou de réversibilité (V. ci-dessus, page 23, note 1) désire, après l'extinction des droits du tenan-

(1) *Probate.* — On appelle *probate* l'acte par lequel le tribunal compétent reconnaît l'authenticité d'un testament, et ordonne qu'il soit donné suite aux dernières volontés que le testateur y a consignées (E. Lehr, nº 932).

(2) (*) Dans l'Australie méridionale, le bureau des Titres de propriété délivre un titre à l'exécuteur testamentaire, à l'administrateur ou curateur des biens dépendant de successions *ab intestat*, et lui laisse le soin de s'entendre avec les ayants droits. Dans quelques autres colonies, la mutation par décès d'un franc-fief nécessite, de la part de l'héritier de droit commun, du légataire ou du *Tenant by curtesy*, une réquisition semblable à la demande d'immatriculation ; il dépose le certificat de titre ou l'acte de concession ; le testament, l'homologation ou les preuves de la qualité en laquelle il agit, et, en cas de succession, *ab intestat*, la justification de sa qualité d'héritier. La demande est publiée et, s'il ne survient pas d'opposition, un certificat est délivré en temps et lieu.

(3) La tenure est dite conjointe, lorsque deux ou plusieurs personnes acquièrent un même bien en même temps, au même titre et par le même acte, pour le posséder ensemble, leur vie durant, et recueillir successivement, par droit de survivance, la part des droits des prémourants. A l'égard des tiers, les tenanciers conjoints sont censés ne former qu'une seule personne. Entre eux, ils ont des droits distincts, mais respectivement égaux. (E. Lehr, nº 484).

cier viager, se faire inscrire comme propriétaire de l'immeuble ou du droit réel.

136. — Une femme inscrite en qualité de propriétaire est réputée, après le mariage, conserver l'immeuble pour son usage séparé, à moins qu'une inscription n'ait été faite au registre-matrice conformément aux règles ci-après.

On sait que le mari a la faculté de se faire inscrire en qualité de copropriétaire de droit de tout immeuble que la femme ne détient pas pour son usage séparé. Il adresse à cet effet au bureau des titres de propriété une requête appuyée d'un certificat de mariage authentique, et concluant à l'annulation du certificat de titre existant. Le registre-matrice est annoté des noms et qualités du mari, de la date du mariage, du lieu où il a été célébré, des date et heure du dépôt des justifications.

Moyennant quoi, le préposé peut délivrer un nouveau certificat de titre sur lequel le mari est désigné comme copropriétaire.

137. — Si le propriétaire inscrit d'un immeuble ou d'un droit réel tombe en faillite, ou souscrit un abandonnement à ses créanciers, les abandonnataires ou les *trustees* sont en droit de se faire inscrire comme propriétaires. Ils requièrent le Registrar General de mentionner sur le registre-matrice les conditions de leur droit, dont ils ont, bien entendu, le devoir de fournir la preuve. Mention en est faite sur le titre de propriété, et les *trustees* deviennent propriétaires de l'immeuble ou titulaires du droit qui appartenait au failli ou à l'auteur de l'abandonnement.

138. — Les règles tracées pour l'inscription des transferts (*suprà*, §§ 111, 124), s'appliquent également aux mutations par décès.

Forclusion (du mortgage).

139. — La forclusion, sous le régime de la loi Torrens, ne nécessite pas le recours à un tribunal de droit commun (1). A

(1) On a vu plus haut (page 26, note 1) que le débiteur qui a constitué un mortgage est considéré, en droit strict, comme ayant cessé d'être propriétaire de l'immeuble mortgagé. Lorsque le débiteur ne rembourse pas la dette à l'échéance, le créancier, pour obtenir la propriété définitive de l'immeuble, n'a qu'à introduire devant la Haute Cour une action en forclusion. Le débiteur, mis en demeure de s'acquitter dans un délai déterminé, s'il ne s'exécute pas au jour dit, est déclaré déchu de son droit de rachat, et, la forclusion prononcée, le mortgagiste reçoit de la Cour l'autorisation de conserver définitivement l'immeuble (E. Lehr, nº 535).

défaut de paiement six mois après l'échéance, le mortgagiste inscrit, s'il désire user de son droit, présente au Registrar General une requête à fin de forclusion. Il rappelle le défaut de paiement à l'échéance, fait connaître que l'immeuble a été mis en vente après publications ; qu'il n'a pas été fait d'offres suffisantes pour couvrir le montant de la dette garantie par le mortgage, les intérêts et les frais ; que le mortgageur a été dûment prévenu de l'intention du mortgagiste d'introduire l'action en forclusion. Ces allégations sont appuyées d'un certificat délivré par l'officier ministériel qui a mis l'immeuble aux enchères.

140. — La requête est soumise au Commissaire aux titres de propriété ; le Conseil ordonne une nouvelle tentative d'adjudication et fixe, pour la mise aux enchères, un délai qui ne peut être inférieur à un mois. S'il ne se produit, durant ce temps, aucune offre suffisante pour couvrir la dette garantie par le mortgage, en principal intérêts et dépens, un certificat de titre attribue définitivement la propriété au créancier mortgagiste.

141. — Le Registrar General annonce, sept jours à l'avance, son intention de signer le certificat ou ordonnance de forclusion, et tout intéressé est admis à former opposition (1).

Perte ou destruction d'un certificat ou d'un acte de concession.

142. — En cas de perte d'un certificat de titre ou d'un acte de concession, le propriétaire peut obtenir un « certificat provisoire » (2) qui est délivré par le bureau des Titres de propriété et consiste en une copie exacte du titre de propriété inséré dans le registre-matrice et, s'il y a lieu, des mentions qui s'y trouvent inscrites. La loi prescrit la rédaction d'une déclaration rappelant les circonstances de la perte, et spécifiant le titre adiré ; lorsque les Commissaires ont accueilli la demande, une publication annonce la prochaine délivrance du certificat provisoire.

143. — Toute personne peut demander et obtenir, moyennant un salaire modique, copie d'un acte inscrit concernant un immeuble immatriculé ; cette copie fait foi devant tous tribunaux.

---

(1) (*) Cette formalité n'est pas indispensable dans les colonies de Victoria et de New South Wales (V. *suprà*, § 96).

(2) (*) Appelé, à Victoria « certificat spécial ».

Nouveaux certificats.

144. — Un propriétaire inscrit, s'il désire un certificat de titre libre de toutes mentions révélant des engagements ou des transactions devenues sans effet, peut faire annuler son certificat actuel, et en recevoir un nouveau à peu de frais.

145. — Pareillement, un propriétaire inscrit peut faire annuler deux ou plusieurs certificats relatifs à des immeubles contigus, et réunir le tout en un seul certificat.

Il lui est également loisible de faire annuler un certificat unique et de se faire délivrer autant de certificats nouveaux qu'il désire faire de subdivisions dans son immeuble. Il lui suffit, dans l'un et l'autre cas, de payer les droits établis.

Recherches.

146. — Toute personne peut, en acquittant les taxes exigibles, se faire communiquer le registre-matrice et y faire des recherches aux jours et heures fixés.

Le droit est de 2 schillings pour une recherche ordinaire, c'est-à-dire si le volume et le folio du registre sont indiqués ; si ces renseignements ne sont pas fournis, il est dû, comme pour une recherche générale, 5 schillings.

147. — La personne qui désire faire une recherche demande, dans la salle des dépôts et contre païement du salaire, un ticket pour une recherche. Ce ticket est un petit bulletin imprimé extrait d'un registre à souche ; il suffit de le représenter pour être admis dans la salle des recherches où se trouvent les registres et les tables (1).

Traduit par M. R. DE FRANCE DE TERSANT,
Conservateur des hypothèques.

(*A suivre*).

(1) (*) Dans la colonie de New South Wales, un commis dirige ordinairement les recherches.

Ailleurs, les clercs des solicitors peuvent se faire communiquer les registres et font eux-mêmes les recherches.

FRANÇOIS CHARVÉRIAT

L'École de droit et la *Revue Algérienne* viennent d'être une seconde fois cruellement frappées. François Charvériat, professeur de droit romain, a succombé le 24 mars dernier, foudroyé en quelques jours par la terrible maladie qui nous avait ravi, il y a trois ans, notre collègue Élie Jujat, emporté comme lui dans toute la force de la jeunesse et de l'intelligence, loin du pays natal, et, comme lui, laissant dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu de profonds regrets.

Jean-François-Joseph CHARVÉRIAT était né à Lyon le 7 octobre 1854. Il fit ses études au lycée de cette ville. Bachelier ès lettres et ès sciences en 1872, licencié ès lettres un an après, il est, dès cette année même, couronné par la Faculté des lettres pour un mémoire sur *L'École romantique*. La Faculté de droit de l'État, où il a préparé sa licence, lui décerne, à son tour, en 1876, un premier prix de droit romain et une mention de droit français. Il lui faut alors suspendre ses études pour accomplir son temps de service militaire au 52e régiment d'infanterie, à Grenoble. Il en sort après une année et suit les cours de doctorat, tout en prenant part aux manœuvres comme officier de réserve du 30e régiment. Reçu docteur en droit, avec mention spéciale d'éloges, en 1880, il obtient le titre d'agrégé au concours de 1884, et rentre provisoirement, en cette qualité, à la Faculté qui avait été le témoin de ses labeurs et de ses succès, qui aurait voulu le conserver — M. le Doyen le disait il y a quelques jours sur sa tombe — et dans laquelle il eût été heureux de se fixer à jamais. Les exigences du service en décidèrent autrement, et Charvériat fut désigné pour l'École d'Alger, où il devint titulaire d'une chaire de droit romain et, quelques mois plus tard, fut chargé en outre du cours de droit maritime.

Est-il besoin que je rappelle ici les qualités d'esprit et de cœur qui faisaient de celui que nous pleurons le modèle

des maîtres et le modèle des amis? Ses élèves se souviendront longtemps de sa parole claire et précise, intentionnellement un peu lente afin de leur permettre de recueillir avec soin et sans fatigue le fruit de leçons mûrement préparées, de ses patients efforts aux conférences pour les armer contre les dangers de l'examen, et, le jour de l'épreuve arrivé, de son inépuisable indulgence pour ceux qui s'en étaient rendus le moins dignes. Et nous, ses collègues, pourrions-nous jamais oublier cette nature bonne et généreuse, ce caractère toujours bienveillant, cette physionomie calme, franche et ouverte, miroir d'une belle âme!

Professeur consciencieux et sûr, Charvériat était en même temps un érudit. Chercheur infatigable, il travaillait et travaillait sans cesse, réunissant dans un ordre admirable, pour les exploiter un jour, des documents sans nombre. La préparation de ses deux cours et de ses conférences, les travaux du Conseil général des Écoles, où il était l'un de nos représentants, lui laissaient encore des loisirs pour des notes de jurisprudence dans cette *Revue* et dans les *Annales du droit commercial*. Mais c'est principalement l'histoire et les institutions de l'Algérie qui avaient attiré son esprit d'investigation. Le discours qu'il prononça à la séance solennelle de rentrée de 1885 sur *L'assimilation des indigènes dans l'Afrique romaine*, et qui fut très remarqué, lui avait suggéré l'idée d'une étude plus approfondie sur les origines et les mœurs des populations kabyles de ce pays. La mort ne lui a pas permis de l'achever.

Il ressentait déjà les premières atteintes du mal qu'on le voyait encore à son poste, résolu à faire son devoir jusqu'au bout. Mais la fièvre avait brisé ce corps si robuste et si plein de santé; ses forces s'épuisaient; il dut se résigner au repos.... pour s'endormir bientôt de l'éternel sommeil.

Il laisse à la digne compagne de son existence, qui, elle aussi, possède toutes les vertus, un fils qui était sa joie, et qui sera la consolation de sa famille infortunée, si de pareilles douleurs se peuvent consoler!

Robert ESTOUBLON.

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADÉLAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS »

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore (1).

IV

Enregistrement des deeds d'après l'ancien système dans les bureaux du Registrar General

148. — Le système anglais pour la transmission des immeubles est encore en usage pour les propriétés non immatriculées. La loi locale exige l'enregistrement de tous les *deeds*.

149. — D'après la loi nº 8 de 1841 (South Australia), tous deeds, mutations, contrats écrits autres que les baux de moins de trois ans, les testaments, les jugements (autres que ceux rendus au profit de Sa Majesté), ayant trait à un immeuble, sont dénués de toute valeur au regard de l'acquéreur ou du mortgagiste subséquent, s'ils n'ont été enregistrés.

150. — L'enregistrement se fait par *memorial* (bordereau). Le *memorial* est un précis de l'acte, rédigé suivant une for-

(1) V. *suprà*, p. 1, 33 et 49.

mule déterminée et dont les éléments essentiels sont indiqués par la loi. Le memorial est apporté avec l'acte au bureau d'enregistrement; il est rapproché du *deed* par le Registrar General. Si le memorial est régulier, un certificat d'enregistrement est écrit sur l'acte, qui est ensuite remis au déposant.

151. — Les memorials sont reliés en volumes dans l'ordre chronologique : la dimension du parchemin ou du papier sur lequel ils sont écrits est fixée par la loi.

152. — Indépendamment de l'enregistrement par memorial, les parties peuvent, si elles le désirent, faire « enrôler » les actes en déposant au bureau d'enregistrement une copie littérale sur parchemin de la dimension prescrite.

Cette copie est examinée et, si elle est trouvée exacte, un certificat d'enrôlement est écrit sur l'original et sur la copie. La copie est reliée dans le volume des deeds enrôlés. Cette formalité dispense les parties de produire les deeds ou d'en fournir des copies certifiées.

153. — Les testaments peuvent être déposés au bureau d'enregistrement pour y être conservés. Ils doivent être sous enveloppe scellée par le testateur.

154. — Des tables alphabétiques distinctes sont tenues pour les memorials des testaments, des deeds et des jugements.

155. — Toute personne peut consulter un memorial, ou un deed, en payant un léger droit de recherche.

Adaptation aux « Straits-Settlements » du système Torrens pour le transfert par voie d'inscription.

156. — La superficie de Singapore et des petites îles est de 143,947 acres; celle de Penang et de la province de Wellesley, de 271,360 acres; celle de Malacca, de 423,280 acres.

Les lots des colons sont très petits, fort nombreux et rarement rectangulaires.

157. — La plus grande partie du territoire est aujourd'hui aliénée. L'Attorney General établit « qu'il ne reste plus de réserves assez importantes et d'emplacements avantageux,

susceptibles d'être vendus pour la création de villes ou même de villages ». (Rapport de l'Attorney General sur les *Straits-Settlements*, 1880.)

158. — En Australie, les seules propriétés qui soient immatriculées sont les fiefs simples.

Avant de proposer l'introduction du système Torrens dans une colonie asiatique, il est nécessaire de résoudre cette question : « Quel est le genre de *tenure* (1) sous lequel sont » actuellement occupés les immeubles? Est-ce une tenure » particulière et spéciale comme il en existe aux Indes ou à » Ceylan ; ou bien les propriétaires possèdent-ils en vertu » d'une investiture de la Couronne? Et, dans ce cas, la » tenure est-elle à titre de *freehol* ou à titre de *leasehold*? » (V. *suprà*, note 5.)

159. — Singapore, Penang et la province de Wellesley étaient inhabitées ou à peu près, lorsqu'elles furent érigées en territoires anglais. Tous les titres émanent de la Compagnie des Indes Orientales (2) ou de la Couronne.

Dans la presqu'île de Malacca, tous les titres écrits ont la même origine ; mais, dans quelques districts, les terres étaient tenues, sans titre écrit, d'après un système de tenure locale fort simple d'ailleurs, et qui ne peut donner lieu à aucune difficulté.

160. — Quant à la nature des titres, les termes des aliénations consenties par le gouvernement local, la forme des documents réalisant ces aliénations, ont souvent varié suivant les conceptions des administrateurs.

Quelques détenteurs sont nantis de francs fiefs libres de toute rente ou condition ; d'autres ont obtenu des concessions à charge de payer une rente ; certaines concessions ont été données à condition que le quart des terres serait défriché dans un délai de cinq ans, sous peine de déchéance pour la totalité ; d'autres sont de simples baux pour des périodes variant de 10 à 999 années, et payent une légère redevance.

---

(1) On désigne sous l'expression féodale de *tenure* le mode suivant lequel le possesseur d'une terre, le *tenancier* ou le *tenant* possède le fief dont il est investi ; les diverses sortes de tenure constituent des *estates* différents. *Estate, status* marque l'état, la position dans laquelle se trouve le possesseur par rapport à son domaine, la nature du droit qui lui compète sur ce domaine. (V. *suprà*, note 5. — E. Lehr, n° 219.)

(2) (*) Jusqu'en 1858.

161. — Des concessionnaires ou leurs ayants droit détiennent des immeubles, quoique les conditions de la concession n'aient pas été remplies. Des locataires de la Couronne ou leurs cessionnaires sont demeurés en possession de leurs terres, bien que la durée exprimée dans le bail soit expirée depuis longtemps.

162. — Un grand nombre de colons ont été autorisés à occuper et à défricher des immeubles avec convention qu'ils recevraient un titre définitif aussitôt qu'ils auraient fini de défricher et fait dresser le plan cadastral. Ils ont un droit évident à recevoir ultérieurement un titre de concession ou de bail.

163. — Enfin, l'on ne peut douter que beaucoup de personnes ne se soient emparées, sans droit, de terres domaniales et n'en aient conservé la jouissance, ayant, jusqu'à ce jour, échappé à toutes les recherches. Ce sont, la plupart du temps, des gens qui, possédant quelques parcelles de terre, ont sciemment usurpé des espaces considérables et occupent aujourd'hui des surfaces supérieures à celles auxquelles ils ont droit.

164. — On doit admettre, sans difficulté, à l'immatriculation le *leasehold* aussi bien que le *freehold*. Mais la régularisation de ces titres n'apporterait qu'un remède très insuffisant au mal que S. Exc. le Gouverneur signalait dans une dépêche au Secrétaire d'État des Colonies en date du 15 décembre 1880. Et ceci m'amène à examiner la première des graves questions que soulève l'introduction du système Torrens dans les *Straits Settlements* :

« Le service des titres de propriété doit-il être confié à une » administration entièrement distincte du Service des Domai- » nes comme on l'a fait en Australie (V. *suprà*, §§ 16-18), ou les » deux services peuvent-ils être concentrés dans les mêmes » mains ? »

Cette dernière hypothèse, si elle se réalisait, opérerait une scission complète entre l'organisation projetée et celle de l'Australie.

165. — La gestion du Service des Domaines dans les *Straits Settlements* a été défectueuse : quelques années d'expérience en ont rendu visibles les insuffisances et les lacunes que S. Exc. a relevées en ces termes :

(a) Des morcellements, des transferts, des mortgages ont

été effectués sans être soumis à l'enregistrement, de sorte que le Service des Domaines ne retrouve plus la trace des débit-rentiers ;

(b) Il est, dès lors, impossible d'établir exactement le rôle des rentes ;

(c) Il en résulte, pour le Gouvernement, une perte qui, dans les provinces de Penang et de Wellesley seulement, excède 138,000 dollars par an ;

(d) Il n'existe pas de concordance entre les contenances indiquées par les titres et celles occupées par les détenteurs d'immeubles ;

(e) Des usurpations sont commises sur les terres domaniales ;

(f) Une confusion générale règne dans le service ; le défaut de méthode, l'insuffisance du personnel préposé à l'administration des immeubles et à l'établissement du cadastre, ne laissent aucun espoir de recouvrer les revenus arriérés.

166. — Pour remédier à cet état de choses, il faut mieux qu'un bureau d'enregistrement où la formalité sera donnée aux titres de tous les immeubles aliénés par le Gouvernement. La réforme capitale à introduire est celle des règles suivant lesquelles on dresse les plans, on délivre les actes de concession et les baux.

Il faut une organisation sérieuse qui permette de découvrir les détenteurs de biens domaniaux, les débiteurs de rentes qui, actuellement, se soustraient à l'obligation du paiement.

Les deux réformes : 1° création d'un Service de Titres de propriété auquel seront confiées les mutations par voie d'inscription selon le système Torrens ; 2° réorganisation du Service des Domaines, peuvent-elles être confiées à une même administration, sous un chef unique ; ou bien doivent-elles être poursuivies séparément ?

167. — Dans la suite de ce travail, je supposerai que tout ce qui a trait à la « question immobilière » a été remis aux mains d'un seul agent, chargé à la fois de la gestion des Domaines, conformément à la loi n° X de 1837, et du Service des Titres. Mais, avant de donner un aperçu du système que je crois devoir proposer, je préciserai quelques points de détail sur lesquels nous aurons à nous écarter de la loi et de la pratique australiennes.

Immatriculation et inscription obligatoires (1).

168. — L'immatriculation conformément aux système Torrens, mais obligatoire, tel est le plan proposé par S. Exc. le Gouverneur.

En Australie, l'inscription des actes relatifs aux immeubles immatriculés est obligatoire : non pas que les parties s'exposent à une pénalité en éludant l'inscription; mais l'inscription seule donne aux actes la validité et crée le lien de droit.

Mais le propriétaire n'est pas astreint à faire immatriculer ses biens; il peut, s'il le préfère, les laisser soumis à l'ancien système d'enregistrement des *deeds*.

169. — Il est évident pour moi que le gouvernement des *Straits Settlements* ne trouverait aucun avantage à laisser aux détenteurs la faculté de placer ou non leurs immeubles sous le régime de la loi foncière. Dans les colonies australiennes, ceux qui ont inauguré le système Torrens avaient la possibilité de faire appel par la voie du Parlement et de la presse à des populations qui ne le cèdent en rien, au point de vue de l'intelligence, à celles d'aucune autre contrée du monde civilisé. L'événement a prouvé qu'il suffisait de placer sous les yeux des propriétaires l'exposé des avantages à recueillir, pour qu'ils adoptassent, de leur propre mouvement, le nouveau système. L'obligation à laquelle Sir R. Torrens a songé un moment n'a donc pas semblé nécessaire. Et cependant, j'ose dire que, dans un avenir plus ou moins rapproché, il sera préférable de l'imposer, plutôt que de conserver la dualité de systèmes qui est, pour les colonies, la source d'un surcroît de dépenses. (V. *suprà*, § 40.)

170. — Mais quelle chance avons-nous, dans les *Straits Settlements*, d'impressionner nos tenanciers malais, chinois ou indiens, par le bienfait, si indiscutable qu'il soit, d'un titre inattaquable, formé d'un seul document sur lequel sont inscrites, de temps à autre, toutes les conventions?

Dans une société asiatique, la mesure doit être obligatoire,

---

(1) Rappelons qu'en Tunisie, l'immatriculation est, dès aujourd'hui, obligatoire pour certaines catégories d'immeubles, et le deviendra tôt ou tard pour toute propriété située dans l'étendue de la Régence.

Cette réforme est la base essentielle du relèvement, dans la Colonie, du crédit immobilier; elle est le préliminaire indispensable des opérations de tout établissement de Crédit foncier.

V. dans le *Journal des Économistes* (Mars 1889) une remarquable notice de M. G. Chastenet sur *La Propriété Foncière en Tunisie.*

comme le sont tant d'autres lois édictées pour le bien des populations.

171. — Il existe deux moyens de forcer les propriétaires à soumettre leurs titres à la vérification et à demander la délivrance d'un certificat de titre, l'annulation des anciens *deeds*, et l'inscription de leurs noms sur le registre-matrice.

172. — Le premier est d'introduire dans la loi une disposition portant qu'après une date déterminée, aucun deed, contrat de mutation ou document quelconque (autre, toutefois, qu'un testament) ne pourra opérer le transfert, le mortgage, ou aucune autre transaction relative à un immeuble situé dans la colonie ; que le seul moyen légal d'effectuer ces transferts, etc. est de demander d'abord la délivrance d'un certificat de titre (ce qui implique, du reste, la vérification des titres, l'annulation des anciens *deeds*, l'inscription sur le registre des noms du propriétaire), puis de transférer, mortgager, etc. selon les règles prescrites par la loi. Cette méthode est celle que Sir Robert Torrens avait proposée pour South Australia, en 1861.

173. — De la sorte, toutes les terres aliénées dans la colonie passeraient, tôt ou tard, sous le nouveau régime. Les mutations par deeds étant abolies, lorsqu'un immeuble changerait de mains, il faudrait bien le faire immatriculer. Mais, comme l'immatriculation ne serait pas obligatoire pour le propriétaire qui ne se propose ni de vendre, ni de mortgager, un certain nombre de propriétés resteraient en dehors du régime jusqu'à la mutation par décès, c'est-à-dire pendant un demi-siècle et plus.

174. — La seconde méthode est celle qui a été conçue pour l'une de nos colonies d'Asie — Ceylan — ; elle serait peut-être susceptible d'appropriation aux besoins des *Straits Settlements* (1).

Le Chef du Service Topographique fait dresser le cadastre d'une division de la colonie; les plans font ressortir distinctement les propriétés privées et les domaines de la Couronne. Toutes personnes sont tenues de lui fournir les renseignements et les pièces qu'il demande, sous peine d'une amende de 5 livres.

Ce travail terminé, le Gouverneur déclare la division cadas-

(1) (*) Ordonnances de Ceylan, nos 8 de 1863 et 5 de 1777, encore en vigueur.

trée; le Registrar General examine toutes les réclamations concernant les immeubles qui s'y trouvent compris; il a eu soin, préalablement, de dresser un tableau des parcelles et d'aviser les parties qu'elles avaient à se présenter et à faire valoir leurs prétentions. Les contestations sont soumises à un arbitrage, ou tranchées par le Registrar General, le conseil des parties entendu.

Sa décision est définitive: ii ne peut en être fait appel que devant la Cour Suprême et dans un délai de dix jours.

Lorsque toutes les enquêtes sont terminées, les résultats en sont réunis en forme de tableau et affichés pendant six mois. Durant ce délai, les réclamations peuvent encore être produites et examinées. A l'expiration des six mois, l'immatriculation est effectuée, et les certificats délivrés aux ayants droit.

175. — Quand l'immatriculation est rendue obligatoire soit par l'une des deux méthodes précitées, soit par toute autre, il est évident qu'il doit exister tout au moins deux classes de certificats de titre.

Lorsqu'elle est facultative, comme en Australie, certains détenteurs d'immeubles sont dans l'impossibilité de faire immatriculer leurs biens: les requêtes sont rejetées à raison des défectuosités irréparables que contiennent les titres. Qu'arriverait-il de ces titres sous le régime de l'obligation? Ils peuvent être ce que les hommes d'affaires appellent un bon titre de possession, sans réunir les conditions que le gouvernement doit exiger pour les déclarer inattaquables.

176. — La solution proposée par S. Robert Torrens était d'immatriculer l'immeuble, et de délivrer au requérant un certificat de « possesseur inscrit », qui lui permettrait de détenir l'immeuble, non pas à titre irrévocable comme le ferait un « propriétaire immatriculé », mais sous réserve des conditions, droits, intérêts et actions auxquels il aurait pu être assujetti avant la formalité.

177. — Si le cadastre des *Settlements* mérite confiance et s'il est suffisamment avancé, il n'existe aucun motif de ne pas adopter simultanément les deux méthodes d'immatriculation obligatoire.

Il serait toutefois nécessaire, avant d'abolir le système de mutation par *deed*, d'avoir, dans chaque province, un bureau des titres de propriété en mesure de vérifier les titres produits, avant la délivrance des certificats et l'inscription des conventions.

La loi pourrait aussi décider des vérifications d'ensemble et la délivrance de titres par districts ou par divisions, ainsi qu'on l'a proposé pour Ceylan. Toutefois, le système auquel on s'est arrêté pour cette île est, à certains points de vue, défectueux, et ne devrait pas être trop servilement copié.

Si, au contraire, le service topographique est hors d'état de donner satisfaction aux demandes qui peuvent affluer, en même temps, de divers points de la Colonie, le premier projet est impraticable et la seule voie qui reste ouverte est la constitution de la propriété par district, telle qu'on l'essaye à Ceylan.

178. — Dans cette dernière hypothèse, la rapidité des progrès de l'immatriculation dépendrait uniquement des forces du personnel employé aux opérations topographiques.

179. — L'obligation imposée en matière d'immatriculation soulève une autre question.

En Australie, certains frais sont à la charge du propriétaire qui désire placer son immeuble sous le régime de la loi foncière. La dépense n'est pas onéreuse : il n'y a rien à objecter à la mesure qui la fait peser sur les propriétaires tant que la formalité est facultative.

Mais l'exigibilité des frais se concilierait-elle avec l'obligation de faire immatriculer ? La loi peut-elle dire à un tenancier qui se contente de son titre actuel : « Vous allez non seulement soumettre votre titre à un examen ; annuler vos *deeds*, accepter un nouveau titre conforme aux nouvelles dispositions arrêtées ; mais vous allez encore payer au gouvernement les frais de chacune des formalités prescrites ? ».

180. — Je ne pense pas que l'on doive exiger du requérant aucuns frais (en dehors de ceux du plan), lorsque le titre produit consiste en un document unique — concession ou bail originaire, — ou lorsque les transferts, morcellements, etc., toutes les dévolutions successives ont été enregistrées ; que des bornes durables ont été placées, et que toutes les dispositions de la loi XVI de 1839 ont été respectées.

Lorsque le titre résulte de documents non enregistrés, ou lorsque les limites sont indécises, les frais de régularisation peuvent, à mon avis, être à bon droit exigés avant la remise d'un titre inattaquable.

181. — La charge apparente qu'imposerait au Gouvernement l'avance des frais serait certainement plus que compensée

par l'augmentation des redevances qu'amènerait la découverte des arrérages impayés (V. la dépêche de S. Exc. le Gouverneur, du 15 décembre 1880, § 28), une nouvelle répartition des rentes assises sur les immeubles morcelés (rapport de l'Attorney General, §§ 102 et 107), la reconnaissance des terres domaniales détenues sans autorisation, et dont la Couronne pourrait, comme à Ceylan, faire payer moitié de la plus value. (V. *infrà*, § 199).

Bureaux de district.

182. — Examinons une autre question : « Devons-nous instituer un bureau d'inscription central, ou bien un bureau par district ? »

De toutes les colonies d'Asie, New Zealand est la seule qui ait adopté des bureaux régionaux. En South Australia, Victoria, New South Wales, Queensland, Western Australia, Tasmanie, tout le travail est concentré dans un bureau central établi au chef-lieu de chaque colonie.

Je maintiens l'opinion exprimée dans ma lettre du 7 novembre 1882, que le rattachement de toutes les affaires à un bureau central créé à Singapore serait impraticable, et qu'il faut établir des bureaux régionaux à Penang et à Malacca. La distance par mer de Singapore à Malacca est de 120 milles, et, de Singapore à Penang, de 380 milles. Il n'existe, entre ces villes, aucune communication par voie de terre ; les communications télégraphiques par câble sous-marin sont d'un prix très élevé, comparativement aux taxes des lignes terrestres d'Australie, et les transmissions par la poste sont moins fréquentes et moins régulières que celles des Colonies Australiennes.

La nécessité d'envoyer toutes les réquisitions et toutes les pièces de Malacca ou de Penang à Singapore, pour les faire inscrire, serait fatale au succès de l'entreprise, irait directement contre l'idée première du système. Si le gouvernement ouvre un bureau où les affaires puissent être traitées avec une célérité suffisante, par des personnes au courant des besoins locaux, les indigènes seront heureux de s'y rendre ; mais ils ne comprendraient pas qu'on leur demandât d'envoyer par la poste des documents d'une importance capitale à des agents qui résideraient dans une autre province dont ils ne savent rien ou bien peu de chose.

183. — Dans la Nouvelle-Zélande, le Gouverneur a le pouvoir de créer, pour l'application de la loi, et par arrêté publié

au journal officiel, des bureaux de district, d'en nommer les titulaires, d'en modifier de temps à autre les circonscriptions, de former de nouveaux districts ou de supprimer ceux qui existent. Une dizaine de districts ont été, je crois, créés dans ces conditions. Une disposition analogue pourrait être utilement insérée dans l'ordonnance dont il sera ci-après question et qui devrait être rendue pour les *Straits Settlements*.

184. — L'une des difficultés que rencontrera la création d'un bureau spécial dans chaque district sera la nécessité de nommer autant de Vérificateurs (avocats ou solicitors) qu'il y aura de districts. Elle ne peut être évitée. Les titres doivent être examinés dans le district où ont été enregistrés, durant les années antérieures, les mutations qui les concernent, c'est-à-dire à Penang, pour les titres des provinces de Penang et de Wellesley, et à Malacca, pour les titres de la province de Malacca.

Traduit par M. R. DE FRANCE DE TERSANT,
Conservateur des hypothèques.

(*A suivre*).

BIBLIOGRAPHIE

ÉTUDE SUR LE CONFLIT DES LOIS SPÉCIALES A L'ALGÉRIE,

par Léon Dunoyer, avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit. — 1 vol. in-8°, Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1888.

La théorie du conflit des lois soulève en Algérie des problèmes nombreux et complexes. Les principes généraux du droit international privé suffisent à les résoudre, lorsque le conflit s'élève entre la loi française et les lois nationales des étrangers fixés en si grand nombre sur notre sol ; sauf quelques particularités spéciales à la condition des étrangers en Algérie, le droit commun est pleinement applicable.

Il n'en est plus ainsi lorsque le conflit s'élève entre la législation de la métropole et les lois ou coutumes locales que notre conquête a respectées. Nous n'avons pas seulement laissé aux indigènes leurs lois personnelles, en ce qui touche la condition des personnes, les droits de famille et les successions ; dérogeant en leur faveur au principe que le sol français doit être soumis à la loi française, nous avons longtemps admis que les immeubles possédés par des indigènes seraient régis par la loi personnelle du propriétaire ; en telle sorte que le même immeuble, suivant la condition de son propriétaire, pouvait être tour à tour soumis à la loi française et à la coutume locale. C'est là une situation toute spéciale à l'Algérie et l'on devine les complications que peut engendrer cette application successive à un même immeuble de deux lois différentes et souvent antagonistes. Vainement, pour résoudre ces conflits, chercherait-on les éléments de décision dans la théorie traditionnelle des statuts (1). Il a fallu, pour une situation qui n'avait pas de précédents, puiser des règles nouvelles dans la législation locale et il ne paraît pas que la jurisprudence ait encore édifié une théorie définitive.

Un docteur de la Faculté de droit de Paris, M. Léon Dunoyer, a été attiré par ces problèmes de la législation algérienne et il a entrepris d'écrire ce chapitre encore inédit de la science du droit international privé. Le sujet était si vaste qu'on aurait souhaité voir l'auteur limiter sur un point spécial le champ de ses recherches. Son travail y eût gagné en originalité et en pro-

(1) V. notamment à ce sujet *Introduction au droit international privé, contenant une étude historique et critique de la théorie des statuts et des rapports de cette théorie avec le Code civil*, par Armand Lainé, professeur-adjoint à la Faculté de droit de Paris. — T. 1er. — Paris, Pichon, 1888.

fondeur : certaines difficultés auraient été serrées de plus près ; quelques obscurités et des erreurs de détail auraient disparu dans une précision plus grande. M. Dunoyer, voulant présenter un tableau complet, à dû se borner quelquefois à une simple esquisse. Son étude n'en présente pas moins un vif intérêt. Elle initiera les lecteurs de la métropole à des problèmes que très peu de personnes ont l'occasion d'examiner. Les légistes algériens y trouveront coordonnées et groupées des questions que la pratique ramène chaque jour devant eux. M. Dunoyer s'est livré à un examen attentif de la jurisprudence algérienne, dont il suit exactement les efforts et les hésitations ; il a dépouillé avec grand soin tous les arrêts essentiels rendus depuis cinquante ans : à ce point de vue encore, son travail ne présente pas seulement un intérêt doctrinal ; il est d'une utilité pratique immédiate pour les magistrats et les avocats, dont il facilite les recherches.

Indiquons rapidement le plan général de l'œuvre et les questions qui y sont traitées. M. Dunoyer délimite d'abord le champ d'application de la coutume indigène et de la loi française, en s'attachant à montrer dans chaque branche de la législation le progrès lent, mais continu dans le sens de l'assimilation. Il passe successivement en revue le régime pénal, certaines règles de la loi française qui, en raison de leur caractère d'ordre public, s'imposent aux indigènes. Vient ensuite l'étude du statut personnel et de la condition des personnes, avec les tempéraments apportés par la jurisprudence à certaines règles excessives de la loi musulmane. Le régime des biens fournit à l'auteur l'occasion de montrer avec quelle lenteur, au milieu de quelles difficultés, la loi française devient peu à peu applicable aux immeubles indigènes. Ici, M. Dunoyer analyse de près la jurisprudence, montrant ses incertitudes et la contrariété des systèmes adoptés. On peut regretter seulement que son choix entre les opinions contraires ne soit pas plus nettement décidé ; l'auteur expose plutôt qu'il ne critique et discute, là où l'on souhaiterait plus d'indépendance d'esprit et des doctrines mieux arrêtées.

Les règles relatives aux contrats, à la procédure, à la compétence sont l'objet d'une analyse succincte, mais exacte. L'auteur insiste sur les difficultés que soulève la compétence des juridictions musulmanes et sur les controverses nombreuses qu'ont provoquées les remaniements successifs de cette partie de notre législation.

Après avoir ainsi fait la part des deux législations, l'auteur aborde, dans les chapitres II et III, les conflits qui peuvent résulter de la renonciation consentie par les indigènes à leurs lois personnelles. Cette renonciation se produit sous deux formes : par la naturalisation, qui entraîne abdication complète et définitive du statut personnel ; par une option partielle, qui ne s'applique qu'à une classe spéciale de droits.

M. Dunoyer étudie successivement l'option de juridiction, réglementée par les lois de compétence, et l'option de législation, consacrée seulement

par les textes en matière de contrats et étendue ensuite par la jurisprudence aux questions d'état et de statut personnel; il s'étend longuement sur le fondement et les conséquences de cette jurisprudence qui ne s'est assisé qu'après de longues controverses.

La naturalisation des indigènes, les conflits de statuts personnels qui peuvent s'élever, au sein d'une même famille, entre parents soumis à des lois différentes nous montrent les difficultés que soulève une lacune de notre loi algérienne : la naturalisation du chef de famille indigène, n'entraînant pas changement de statut personnel pour sa femme et ses enfants mineurs, multiplie les occasions de conflit. Ces aperçus sont complétés par une étude d'un intérêt surtout théorique, relative aux conflits qui peuvent naître entre les différents statuts indigènes.

Tel est le résumé des questions qu'embrasse M. Dunoyer dans un livre qui sera consulté avec fruit en France aussi bien qu'en Algérie. Il faut le féliciter de n'avoir pas reculé devant une tâche qui devait paraître d'autant plus lourde à un légiste étranger au milieu où ces problèmes se posent. On doit souhaiter que cet exemple trouve des imitateurs et que l'étude de M. Dunoyer suscite des monographies approfondies sur l'une de ces questions difficiles dont il nous a présenté la synthèse. C'est une entreprise bien faite pour tenter quelques-uns des élèves de l'École de droit d'Alger qui vont demander le titre de docteur aux Facultés de la métropole.

A. D.

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADÉLAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS »

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore (1).

L'Enregistrement d'après la loi indienne n° XVI de 1839.

185. — J'arrive au mode d'enregistrement des *deeds* pratiqué, aujourd'hui encore, dans les *Straits Settlements.* Il est à souhaiter que l'on connaisse à l'avance les éléments que fourniront, pour les vérifications, les registres où sont enregistrées les transactions.

Il a été expliqué plus haut (§§ 3 et 148) que l'enregistrement de tous les *deeds* au bureau du Registrar General a été, de bonne heure, pratiqué dans les colonies australiennes; que l'on dépose, à cet effet, le *deed* même, ou un *memorial* ou précis. Il s'ensuit qu'une recherche effectuée dans les archives permet de retrouver, sans trop de peine, toute la suite des conventions relatives à un immeuble.

(1) V. *suprà*, p. 1, 33, 49 et 71.

Existe-t-il, dans les Straits Settlements, quelque chose qui corresponde à cette institution ?

Dans son rapport, l'Attorney General s'exprime ainsi (§ 84) : « Le seul enregistrement en vigueur chez nous est celui que » prescrit l'art. 11 de la loi immobilière n° XVI de 1839, modi- » fiée par les ordonnances n° II de 1871 et n° V de 1875. C'est » une formalité dont l'objet, purement administratif, est de » fournir aux Collecteurs de rentes le moyen de suivre la » trace des débit-rentiers, de sauvegarder les droits de la Cou- » ronne ; il est expressément déclaré qu'elle n'a, sur le titre, » aucun effet. »

L'enregistrement a, néanmoins, été établi dès 1830, dans les conditions prévues par le Gouverneur, assisté du Conseil colonial. Dans les titres de concession délivrés de 1829 à 1847, on lit cette clause : « A l'avenir, les ventes, cessions ou sub- » divisions de l'immeuble désigné dans le présent titre n'au- » ront de valeur qu'après avoir été inscrites sur le registre du » bureau des Domaines de la province de Wellesley, ou dans » tout autre bureau que le gouvernement désignera à cet » effet ». Il est regrettable que cette clause ait été omise dans les actes de concession et les baux délivrés postérieurement à 1847.

186. — L'art. 11 de la loi n° XVI de 1839 est ainsi conçu :

« Art. 11. — 1° Toute mutation immobilière opérée par acte entre vifs ou par décès, postérieurement au 1er janvier 1840, sera enregistrée suivant les règles ci-après :

» 2° Le prétendant droit au transfert ou à l'héritage se présentera personnellement ou par mandataire au bureau du Collecteur, et demandera l'enregistrement de la mutation. Il produira l'acte de concession ou de bail originaire, avec l'acte de vente ou tout autre *deed* de transfert, lequel doit être rédigé en langue anglaise et suivant la formule déterminée par le Collecteur, ou, s'il s'agit d'une succession, l'homologation ou les lettres d'administration avec l'original ou une copie du testament s'il en a été fait un ; mention de la mutation sera faite sur le registre, qui rappellera, en termes clairs, la date et les autres circonstances de la transaction ;

» 3° Aucune mutation ne sera enregistrée avant que le Collecteur se soit assuré que les limites de l'immeuble sont bien définies par des bornes solides. Les parties dont le titre a été admis à l'Enregistrement doivent maintenir les bornes en bon état de réparations, de manière qu'elles assurent, en tout temps, la fixité des limites de chaque concession. Le détenteur ou l'occupant qui, volontairement, néglige d'entretenir

les bornes en parfait état, paiera une somme triple des frais occasionnés par la plantation des repères que sa faute aura rendus nécessaires.

» Le remplacement des bornes sera fait par le Collecteur. Le montant de l'amende sera recouvré de la manière et dans les conditions prévues par la loi pour les rentes.

» Le détenteur ou occupant sera tenu de laisser libre accès sur l'immeuble aux agents du Gouvernement chargés d'inspecter les bornes, de mesurer et de déterminer les limites ; le détenteur, l'occupant ou toute autre personne qui aura mis obstacle à la mission de ces agents ou leur aura résisté sera passible des peines portées à l'art. 4 de la présente loi ;

» 4° Le Collecteur est autorisé à percevoir, au compte du Gouvernement, à titre de rémunération de l'enregistrement, une taxe de 4 roupies, plus 1 roupie pour la recherche sur le registre, et 2 roupies pour la délivrance d'un extrait du registre ;

» 5° L'enregistrement d'une mutation ne peut, par lui-même, opérer le transfert, ni fournir aucune preuve légale quant au titre de propriété ; il ne peut même pas être invoqué pour corroborer, modifier, ou écarter un droit qui viendrait à faire l'objet d'une action judiciaire. Mais aucun *deed* ayant pour objet la vente ou le transfert d'une propriété et dressé postérieurement au 1er janvier 1840 ne sera considéré comme valable par les agents du Gouvernement, ni admis comme preuve devant aucun tribunal, s'il n'a été enregistré au bureau du Collecteur, de la manière prescrite par le présent article. De même, aucune homologation de testament ou lettre d'administration ne sera reçue comme preuve d'un droit de propriété sans avoir été enregistrée. »

187. — Il est évident que cet article seul est insuffisant pour créer un bon système d'enregistrement de *deeds*. Le cessionnaire retardera l'enregistrement jusqu'à ce qu'il ait besoin de produire son titre devant un agent du Gouvernement ou devant une Cour de justice. L'enregistrement ne procurant aucun avantage, il ne faut pas s'étonner que bon nombre d'indigènes préfèrent n'y pas recourir, s'épargner une formalité qui ne leur assure qu'un bénéfice peu appréciable, et occasionne une dépense très réelle de 4 roupies.

Il en eût été tout autrement, si la loi avait prononcé la nullité d'un acte non enregistré vis-à-vis de l'acquéreur subséquent.

Comparons la loi indienne à la législation correspondante des autres possessions anglaises.

La loi sur l'enregistrement en South Australia, promulguée deux ans plus tard (1841), contient 31 articles. Elle exige l'enregistrement de tous *deeds*, conventions ou contrats écrits autres que les baux de moins de trois ans, de tous testaments et legs, et prescrit, à cet effet, le dépôt d'un *memorial* au bureau d'enregistrement, ainsi que la représentation de l'acte original qui doit être rapproché du *memorial*. Tout instrument non enregistré est nul au regard de l'acquéreur, du mortgagiste, etc. subséquent. Les jugements doivent également être enregistrés. La dimension et la formule des *memorials* sont réglées avec détails aussi bien que le système des tables alphabétiques. Les recherches sont autorisées, et des copies peuvent être délivrées par le préposé, moyennant paiement d'un salaire.

Un autre article spécial prévoit l'enregistrement des *warrants of attorney* (1), *cognovit*, actes de ventes de biens meubles. (V. *suprà*, §§ 148-155.)

188. — A Ceylan, chaque notaire est tenu de dresser et transmettre au Registrar des immeubles de son district, le 15 de chaque mois ou plus tôt, un duplicata de tout *deed* ou autre instrument (sauf les testaments ou codicilles) passé ou reconnu devant lui, ou certifié par lui durant le mois précédent. Il y joint un relevé en double, et certifié par lui, de tous ces documents, et fournit, en même temps, une copie du relevé au Registrar des immeubles (Ordonnance 2 de 1877).

189. — Ces exemples suffisent pour faire comprendre la déplorable infériorité de la législation des *Straits Settlements* vis-à-vis des autres colonies, dans une matière aussi grave que les mesures destinées à prévenir les mutations d'immeubles secrètes et frauduleuses.

190. — Au regard de la propriété foncière, l'enregistrement des transferts conformément à loi n° XVI de 1839 semble avoir toujours été considéré, dans les *Straits Settlements*, comme purement facultatif. Dans un rapport qui m'a été fourni, je lis que le nombre des transferts enregistrés au bureau des domaines de Singapore, du 1er janvier 1877 au 31 décembre 1881, c'est-à-dire pendant une période de cinq ans, a été de 3,059. Le nombre des mortgages enregistrés durant la même période a été de 317. On ne peut admettre un seul instant que ces chiffres représentent exactement le nombre des transactions qui se concluent à notre époque. Je n'ai aucun renseignement sur Penang et sur Malacca.

(1) Sorte de reconnaissance de dette. (V. E. Lehr, n° 553.)

191. — Mais en quoi consiste cet enregistrement, si incomplètement pratiqué dans les *Straits Settlements ?* Dépose-t-on un double du transfert ou du mortgage, ou bien un *memorial* qui en contienne l'analyse ? Peut-on, au moyen d'une recherche, retrouver rapidement une transaction donnée ?

Si je ne me trompe, l'enregistrement n'est autre chose qu'une mention, en une seule ligne, sur un registre ; il n'est point tenu de table alphabétique ; il est impossible de retrouver promptement une formalité, à moins que la personne qui désire faire la recherche ne fournisse des données telles que la date ou le numéro de l'inscription. Un examen des registres du bureau des Domaines fera connaître si cette assertion est ou non exacte.

192. — Un excellent usage est, je crois, suivi au bureau des Domaines dans les *Straits Settlements.* C'est la conservation au bureau d'un duplicata de l'acte de concession ou de bail consenti au détenteur de l'immeuble. Si ces pièces ont été soigneusement conservées et reliées par ordre de dates, il eût été bien facile d'y mentionner, de temps en temps, les conventions successives se rapportant à l'immeuble et enregistrées au bureau. Cela même n'a pas toujours été fait, et il est impossible de connaître, au moyen des documents du bureau, l'état certain d'un titre donné.

Puisque l'on reconnaissait depuis longtemps, en principe, l'utilité de la conservation au bureau d'un double des titres, il est surprenant que l'on n'ait jamais songé à requérir le dépôt de copies des actes de transfert, mortgage, etc.

193. — Jusqu'à 1870, il n'existait dans la colonie aucune loi qui rendît obligatoire l'enregistrement des *warrants of attorney,* des ventes d'objets mobiliers, etc. Mais, à cette date, des dispositions en ce sens furent insérées dans l'ordonnance concernant les débiteurs, et le soin d'enregistrer ces documents échut au bureau d'enregistrement de la Cour Suprême. Il serait intéressant de rechercher si ce bureau opère les enregistrements et tient les tables d'une manière plus satisfaisante que le bureau où sont enregistrées les transactions immobilières (1).

194. — Nous n'avons donc, jusqu'à ce jour, aucun système

(1) (*) J'ai recueilli et j'indique ci-dessous le nombre des actes enregistrés à la Cour Suprême de Singapore. Je n'ai pas reçu de renseignements de Penang et de Malacca.

1877 : 1,377 ; 1878 : 1,381 ; 1879 : 1,255 ; 1880 : 1,383 ; 1881 : 1,365.

d'enregistrement efficace pour les *deeds*. Cette lacune aura de graves conséquences lorsqu'il s'agira d'immatriculer, conformément au Système Torrens, les immeubles situés dans les *Straits Settlements*. Nous manquerons, en effet, d'éléments pour suivre les précédentes dévolutions du titre, si fréquentes dans les colonies australiennes, et pour découvrir les innombrables fraudes que des gens sans scrupules ont commises ou cherchent à commettre, grâce aux facilités que leur offre une législation défectueuse.

Immeubles de la Couronne.

195. — L'on devra, au moment d'établir l'immatriculation, s'attacher à prescrire des mesures qui puissent protéger les biens de la Couronne. La première de ces mesures sera la reconnaisance des biens domaniaux. Or c'est une tâche extrêmement ardue, à raison de la déplorable organisation qui a subsisté jusqu'à présent, que de découvrir ce qui est ou non propriété de la Couronne.

196. — Dans une dépêche du 20 janvier 1882, Lord Kimberley réclamait une sérieuse enquête pour faire connaître l'étendue des terres domaniales susceptibles d'être occupées, et non encore aliénées. L'on ne peut songer, pour se procurer ce renseignement, à soustraire de la superficie entière de chaque « Settlement » le nombre d'acres actuellement aliénés par voie de concession ou de bail, après avoir été cadastrés. Ce travail ne donnerait aucune idée de l'étendue des immeubles aliénés et de ceux qui peuvent encore être occupés.

Le Service Topographique est, depuis tant d'années, au-dessous des besoins de la colonie, qu'une grande partie des terres occupées en vertu d'autorisations régulières n'est pas encore cadastrée ni, par conséquent, aliénée, encore bien que les occupants doivent recevoir un titre après confection du cadastre.

197. — Il n'existe ici aucun employé correspondant aux Agents du Gouvernement ou aux Agents auxiliaires de Ceylan. Nous n'avons pas de procédure sommaire qui permette de punir les usurpateurs de terres domaniales. Aussi n'est-il pas rare de voir des colons, fatigués d'instances inutiles auprès des services du Domaine et du Cadastre, ou négligeant de faire aucune demande à ces services, prendre possession d'immeubles domaniaux, les défricher, les cultiver sans crainte d'être découverts et punis.

198. — Le rapport de l'Attorney General mentionne (§ 70) une récente ordonnance (nº 15 de 1876), qui remédierait aux usurpations de biens de la Couronne. Mais j'oserai dire que le remède est difficile à appliquer et ne donnera aucun résultat. La procédure proposée est celle-ci :

L'Attorney General adresse à la Cour Suprême un réquisitoire suivi d'assignation, de comparution, de plaidoiries, de tout le formalisme usité devant la plus haute juridiction de la colonie.

199. — Comparons à cette procédure les règles si pratiques tracées par l'ordonnance de Ceylan (nº 12 de 1840) : compétence est donnée au tribunal de district ; le premier acte de la procédure est une enquête avec audition de témoins suivant des formes sommaires. Si la décision du tribunal est contraire au défendeur, il doit déguerpir dans les quatorze jours, sous des peines variant de 5 livres d'amende à quatorze jours de prison.

Les colons qui, sans autorisation, ont occupé un terrain pendant moins de dix années, peuvent en obtenir du Gouvernement la concession, moyennant le paiement d'une somme égale à la moitié de la plus-value.

Le surveillant qui, ayant connaissance d'une usurpation, ne la révèle pas, est passible d'une amende de 10 livres.

200. — Plus sommaire encore est la loi australienne. En South Australia (loi pour la détermination des domaines de la Couronne, nº 86 de 1877), toute personne qui détient illégalement une terre domaniale, soit qu'elle y réside, soit qu'elle y élève une construction ou une hutte, qu'elle défriche, clôture, cultive une partie quelconque, est passible, à la première contravention, d'une amende n'excédant pas 10 livres ; à la seconde, d'une amende n'excédant pas 20 livres, mais qui ne peut être inférieure à 10 livres ; à toute contravention subséquente, d'une amende qui ne peut être supérieure à 50 livres ni inférieure à 20 livres. Aucune poursuite ne peut être exercée pour une seconde ou subséquente contravention, jusqu'à l'expiration d'un délai de quatorze jours pleins à partir de la date de la précédente condamnation.

201. — Des dispositions tout aussi simples et sommaires atteignent l'occupant qui s'abrite sous le couvert d'une location, d'une permission, d'une tolérance expirée ou annulée, et qui continue néanmoins à détenir l'immeuble sans nouvelle autorisation.

202. — Les autres colonies australiennes sont dotées en cette matière, d'une législation analogue. (V. lois de New South Wales, 25 Vict., n° 2, art. 32; et 39 Vict., n° 13, art. 44.)

203. — Il est indispensable d'adopter quelques dispositions de ce genre lorsqu'on entreprend d'immatriculer toute une région. Rien ne peut être plus dangereux que de requérir, à tout empiétement, l'intervention du premier magistrat de la colonie. Le recours, dans chaque affaire, à la Cour Suprême occasionnerait des procès sans fin et des dépenses incalculables. La procédure compliquée établie par l'ordonnance sur les procès de la Couronne, bien qu'elle date seulement de 1876, n'est nullement appropriée aux besoins de la colonie.

204. — Les empiétements sur les propriétés domaniales ne peuvent être efficacement réprimés que par une administration représentée dans chaque district. C'est à l'absence d'une telle organisation qu'est due l'extension des usurpations, l'impunité des coupables. Si l'on excepte la police et un très petit nombre de gardes forestiers, le Gouvernement n'a, hors des villes, aucun agent salarié. Les fonctions des Collecteurs de revenus domaniaux auxquels les sous-Gouverneurs ont en fait, délégué la direction des bureaux des Domaines, de 1867 à 1879, les retiennent presque exclusivement à la ville. Ils n'ont pas de surveillants qui puissent porter leurs ordres ou fournir des rapports périodiques. Quant aux gardes forestiers, leurs obligations et leurs pouvoirs ne sont pas définis par la loi.

Les Conseillers-Résidents sont, depuis quelques années, investis, à Penang et à Malacca, des fonctions de Commissaires, conformément à la loi n° X de 1837. Mais ils sont presque entièrement absorbés par la police, de même que le *Penghulus* ou surveillant malais; ils ne reçoivent aucun traitement, et il serait impossible de leur infliger, comme aux surveillants en Ceylan, une amende pour négligence de quelques détails de leur service. (V. *suprà*, § 199.)

205. — Pour assurer une protection suffisante aux domaines de la Couronne, le recouvrement des rentes domaniales, l'accomplissement des innombrables formalités qu'exigera l'immatriculation obligatoire opérée par district (V. § 174), il est, suivant moi, nécessaire de créer des agents régionaux,

complètement distincts du service administratif de la colonie. Je proposerais de les faire assister par un corps de surveillants rétribués, nommés par le Gouverneur, et dont la responsabilité serait déterminée par la loi. Les agents régionaux seraient subordonnés aux Conseillers-Résidents, ou au Commissaire des immeubles à Singapore, selon ce qui sera décidé ultérieurement.

206. — A défaut d'une pareille organisation, il serait à craindre que, même après l'immatriculation, les détenteurs d'immeubles ne vinssent à empiéter de nouveau au delà de leurs limites légitimes; que, sans autorisation, les usurpateurs, s'emparant des biens de la Couronne, n'abattissent les poteaux indicateurs placés par le Gouvernement, n'ayant à redouter que les tournées intermittentes des gardes forestiers envoyés par les bureaux de la ville.

207. — Je sais combien il est difficile de trouver, parmi les natifs, des surveillants en qui l'on puisse avoir confiance. Dans une colonie relativement jeune, la population est une masse hétérogène d'immigrants de nationalités diverses, ou de leurs descendants. L'on n'y trouve pas cette administration autochtone, communale ou régionale, dont les Gouverneurs européens ont su tirer si grand avantage aux Indes, à Ceylan, à Java. Mais il est très possible de créer graduellement un système analogue par sélection des hommes les plus influents. Nous devrions les rémunérer convenablement; récompenser les bons services; les traiter nous-mêmes avec une considération marquée, qui habituerait les populations au respect de leur emploi.

208. — Je suis persuadé qu'en ouvrant, dans l'administration, une carrière honorable aux jeunes gens des meilleures familles, d'une honorabilité notoire, nous nous attacherons une classe qui fournit aujourd'hui aux sociétés secrètes leurs membres les plus influents et les plus dangereux pour nous.

209. — Un préposé anglais à la tête de chaque district, un corps de surveillants rétribués constitueront un service suffisant pour venir efficacement et promptement à bout de toutes les difficultés que soulèvera, dans chaque district, la reconnaissance des propriétés, si cette opération est prescrite par la loi.

210. — En parlant des domaines de la Couronne, je n'ai envisagé, jusqu'à présent, que les usurpations de terres non aliénées. Je dois cependant indiquer un autre point.

Le gouvernement acquiert quelquefois des immeubles, soit pour cause d'utilité publique, soit par déchéance, etc. Si l'on n'a pas tenu l'état exact de ces acquisitions, ou si quelque service spécial n'est pas chargé de la conservation de ces immeubles, il est à craindre, à raison des changements fréquents du personnel européen, que des transactions n'aient été perdues de vue, que des usurpateurs n'aient réoccupé des immeubles, ne se les soient appropriés sans droit. C'est là une des conséquences fâcheuses de l'absence d'une administration régionale (1).

211. — Il serait utile de rechercher quels immeubles ont été, durant les seize dernières années, acquis par le Gouvernement dans un but d'utilité publique ; en quelle forme le titre est établi ; à quel service est nominalement affecté l'immeuble, et qui en a la possession effective.

212. — En outre, il existe certainement des personnes qui sont restées en possession d'immeubles, bien que les conditions de la concession n'aient pas été accomplies, ou que le terme du bail soit arrivé. En pareil cas, une organisation sérieuse pourrait seule protéger efficacement les intérêts de la Couronne. (V. *suprà*, § 201, ce qui est relatif à South Australia.)

213. — Il me reste à examiner brièvement quelques points qui devront faire l'objet d'une réglementation.

Répartition des rentes foncières entre les parcelles d'immeubles morcelés.

214. — L'Attorney General établit, dans son rapport (§§ 101 et 107), que le rôle des rentes, pour chaque *Settlement*, est encombré de cotes insignifiantes dues par des sous-locataires

---

(1) (*) Je me souviens qu'étant magistrat dans la province de Wellesley, en 1874, je pris possession, au nom du Gouvernement, d'un terrain nécessaire à l'accès d'un pont projeté sur la rivière Prai. Le pont ne fut pas construit, et le terrain est, aujourd'hui, occupé. Est-ce avec ou sans autorisation du Gouvernement ?

qui ont acheté de petits lots à un locataire du Gouvernement, et qui sont chargés d'une part proportionnelle de la rente principale assise, à l'origine, sur l'immeuble entier. « Nous connaissons, dit l'Attorney General, des cas où l'immeuble, grevé d'une rente de 10 ou 15 dollars, a été morcelé en une centaine de lots et même plus. La rente, répartie entre les acquéreurs, serait de 10 ou 15 *cents*, somme qui vaut à peine d'être recouvrée ; tandis que personne ne se refuserait à payer 1 dollar par an, pour recevoir de la Couronne un bon titre de propriété. »

Il sera nécessaire que la loi confère au Commissaire le pouvoir de réviser, avant la délivrance des certificats de titre, la répartition des rentes assises sur les immeubles morcelés. Elle disposerait que la rente annuelle sera, dans tous les cas, un multiple de 10 cents ; qu'elle ne sera jamais inférieure à 50 cents, et que la commission ne pourra, lors de l'immatriculation, majorer de plus de 50 cents une rente actuellement établie. On ne rencontrera, vraisemblablement, aucune difficulté de ce chef.

Revendication par le Gouvernement des biens délaissés, mais tenus, en vertu de concessions anciennes, par des personnes aujourd'hui disparues.

215. — La colonie renferme, spécialement à Singapore, des immeubles depuis longtemps abandonnés, et qui sont retournés à l'état de jungles. Il ne manque pas de gens disposés à les acquérir ; et le Gouvernement reçoit, de temps à autre, des demandes en ce sens. Mais, en se reportant aux archives du Cadastre, on découvre qu'ils ont été aliénés il y a longues années, bien que la trace des propriétaires soit perdue. Il serait certainement avantageux pour la colonie que ces immeubles pussent être mis en valeur. Mais le Gouvernement n'a pas le droit de disposer de biens régulièrement aliénés. Je proposerais de faire donner, par la loi, au Gouvernement de la colonie, le pouvoir de prononcer la confiscation de toute terre abandonnée et qui, depuis trois ans, n'aurait été ni défrichée, ni cultivée. Un avis inséré, trois mois à l'avance, dans le journal officiel annoncerait la déchéance de tout propriétaire qui ne se serait pas fait connaître dans ce délai, et n'aurait pas formé opposition. Ce mode de procéder serait conforme aux lois et coutumes des contrées voisines de la Malaisie. Les biens confisqués seraient vendus, et le prix pour-

rait être réclamé par le concessionnaire primitif, pendant un délai de six ans, à partir de la vente.

Immeubles de Malacca : perception des dîmes.

216. — Il est difficile, avec la législation actuelle, de recouvrer la dîme des grains récoltés, dans la presqu'île de Malacca, sur les immeubles possédés suivant le statut local. Ce fait a contribué, dans une large mesure, à l'échec des agents qui se sont succédé à Malacca, et qui ont tenté d'amener les Malais, détenteurs d'immeubles placés sous le régime de la loi indigène, à transformer leurs dîmes et à accepter des titres écrits, suivant les règles établies par les colonisateurs. Un paysan élude-t-il le paiement de la dîme, il a l'immeuble pour rien, et il sait qu'il n'a rien de mieux à espérer d'aucun autre système. J'ai toujours été d'avis que le seul moyen d'abolir la « tenure indigène », à Malacca, serait d'assurer, par une action énergique, le paiement de la dîme des céréales, et je recommande, à ce sujet, le procédé introduit à Ceylan par l'ordonnance nº XII de 1840.

Traduit par M. R. DE FRANCE DE TERSANT,
Conservateur des hypothèques.

(A suivre).

DE L'APPLICATION DES LOIS FRANÇAISES ET DE LA PROMULGATION EN ALGÉRIE (1)

Autonomie et assimilation sont deux mots dont on a grandement abusé, en parlant d'administration algérienne. Assimilateurs, tous les Français d'Algérie le sont, en réalité, sans le vouloir. Venus dans ce pays avec les mœurs et les habitudes françaises, ils y ont naturellement transplanté les institutions de la métropole ; la conquête en était à peine terminée qu'ils se sont empressés de l'organiser à l'image de la mère-patrie ; ce qui fait que l'on y trouve aujourd'hui, comme en France, des départements, des préfets et des conseils généraux, des arrondissements et des sous-préfets, des communes, des maires et des conseils municipaux, une cour d'appel, des tribunaux de première instance et des justices de paix, des régies financières et des trésoriers payeurs généraux, etc., et que tout cela agit et fonctionne d'après des règles généralement calquées sur celles qui sont appliquées dans la métropole.

Cependant il s'est présenté des cas où il a bien fallu adopter des règles différentes : ce pays ne ressemble à la France ni par son climat, ni par ses productions, ni par ses habitants. Si partisan que l'on soit de l'assimilation, il faut bien le reconnaître et devenir dès lors un peu autonomiste, autrement dit tenir compte des conditions particulières dans lesquelles il se trouve.

C'est parce qu'il avait senti dès l'origine l'impossibilité d'une assimilation complète que le gouvernement insérait dans l'ordonnance du 22 juillet 1834, portant organisation de l'administration de l'Algérie, un article 4 ainsi conçu : « Jus-
» qu'à ce qu'il en soit autrement décidé, les possessions fran-
» çaises dans le nord de l'Afrique seront régies par nos ordon-
» nances. »

Prise à la lettre, cette disposition signifiait évidemment que le chef de l'État (d'ailleurs autorisé à cet effet par la loi du 24 avril 1833), se réservait de régler toutes choses en Algérie par des ordonnances ayant force de lois. La colonie ne pouvant être immédiatement soumise au régime législatif de la

(1) V. sur la même question : Ménerville, *Dictionnaire de la législation algérienne*, t. I, II et III, v° *Promulgation ;* Sautayra, *Législation de l'Algérie*, préface ; Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie.*

métropole, cela était rationnel. Mais, en bonne logique, afin de prévenir toute difficulté, il aurait fallu édicter aussitôt les lois spéciales auxquelles Français, indigènes et étrangers allaient être forcés d'obéir. On ne le fit pas, ou du moins on ne le fit qu'incomplètement, et les tribunaux, ayant à juger en l'absence de textes précis, se trouvèrent fort embarrassés. Obligés de suppléer au silence du législateur, ils en sont venus à poser les principes suivants :

PREMIÈREMENT. — *En ce qui concerne les lois générales de la métropole, antérieures à la conquête et à l'ordonnance du 22 juillet 1834 :*

Ces lois, destinées à protéger les Français dans leurs personnes et dans leurs propriétés, sont devenues obligatoires en Algérie par le seul fait de la conquête et de l'occupation, sans qu'il soit besoin d'une promulgation spéciale (1). Elles n'ont toutefois pu être appliquées que dans la mesure où les circonstances de temps et de lieu le permettaient (2). Et quand elles se trouvent en conflit avec les lois et règlements propres à l'Algérie, ce sont ces derniers qui doivent nécessairement l'emporter (3).

DEUXIÈMEMENT. — *En ce qui concerne les lois générales de la métropole, postérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834 :*

Ces lois ne sont pas, de plein droit, applicables en Algérie : elles doivent, pour y devenir exécutoires, être l'objet d'une promulgation spéciale, lorsque le législateur n'en a pas autrement ordonné (4).

Il faut faire exception toutefois pour les lois qui modifient ou abrogent des lois déjà exécutoires en Algérie : celles-là sont applicables de plein droit sans promulgation spéciale, à moins de disposition contraire (5).

---

(1) *C. d'Alger*, 11 avril 1850, 11 décembre 1861, 1er juillet 1871, 23 octobre 1873, 2 décembre 1876, 11 novembre 1887 ; *Cass.*, 5 mai 1862, 4 février 1863, 17 août 1865, 17 novembre 1865, 15 juillet 1865, 25 janvier 1883.

(2) *C. d'Alger*, 4 juin 1873 ; *Cass.*, 4 février 1863, 17 novembre 1865, 15 juillet 1868, 5 janvier 1871, 4 août 1881.

(3) *C. d'Alger*, 23 octobre 1874 ; *Cass.*, 4 février 1863, 17 août 1863, 17 novembre 1865.

(4) *C. d'Alger*, 20 mai 1864, 7 juin 1880, 10 décembre 1880, 2 mars 1886; *Cass.*, 17 novembre 1849, 1er décembre 1863, 5 janvier 1871, 30 janvier 1879, 4 août 1881, 5 novembre 1884, 29 mai 1886; *Cons. d'État*, 17 novembre et 1er décembre 1876.

(5) *C. d'Alger*, 28 février 1844, 15 janvier 1857, 7 octobre 1859, 21 janvier 1861, 30 juillet 1861, 7 août 1865, 25 octobre 1865, 22 avril 1881, 23 avril 1884, 18 février 1888; *Cass.*, 7 août 1865, 5 novembre 1884, 22 juin 1886, 15 juillet 1886, 7 et 23 mars 1887, 1er août 1887.

Seulement cette exception doit être renfermée dans de justes limites, et, si elle est admissible pour les lois qui ne contiennent qu'une modification partielle à une loi déjà exécutoire en Algérie, on ne doit pas l'étendre à celles qui, comme la loi du 8 décembre 1883, par exemple, abrogent toutes les dispositions contraires aux leurs et introduisent, dans une organisation donnée, de profondes innovations (1).

On a bientôt fait de dire que cette théorie est indécise et flottante et que les restrictions qu'elle admet annihilent à peu près les principes qu'elle pose. Reste à savoir si, dans les conditions où elle s'est formée, elle pouvait être différente. Forcé de déclarer, en l'absence de toute disposition précise, par quelle loi était régi le procès qu'il avait à juger, le magistrat français devait naturellement se tourner vers la loi française et lui demander les éléments de sa décision. Mais il ne pouvait cependant fermer les yeux au bon sens et vouloir appliquer cette loi malgré tout, quand la situation spéciale du pays y répugnait absolument. Comme dans tous les cas où le juge est obligé par le vice, le silence ou l'obscurité des textes de s'improviser législateur, il devait être porté à user d'une certaine liberté, et, à l'exemple du préteur ancien, à rendre des jugements où la loi était, selon les cas, simplement appliquée, ou complétée, ou corrigée. C'est ce qu'il a fait, et, si la théorie qui ressort de ses multiples décisions n'a pas toute la rigueur d'un texte longuement élaboré, la faute en est moins à lui-même qu'au législateur, dont il a dû assumer le rôle.

Il s'en faut d'ailleurs que son travail ait été complètement inutile. Nous y trouvons, au contraire, trois principes dont nous serions d'avis de faire les fondements de la loi ou du décret qui devra tôt ou tard être rendu pour régler la question. Ces trois principes sont les suivants :

I. Les lois générales de la métropole, antérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834, sont applicables de plein droit en Algérie, alors même qu'elles n'y ont pas été spécialement promulguées.

II. Les lois et règlements propres à l'Algérie ont pu valablement déroger aux lois métropolitaines.

III. Les lois générales de la métropole postérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834 ne deviennent applicables en Algérie qu'après y avoir été l'objet d'une promulgation spéciale.

Ces deux derniers principes s'imposent d'eux-mêmes à

(1) *Cass.*, 5 novembre 1884.

quiconque admet avec nous que la situation de l'Algérie ne comporte pas et ne comportera pas de longtemps une assimilation complète avec la métropole. Le premier a été discuté (1), et théoriquement il nous paraît, en effet, discutable. Mais, comme il est depuis longtemps admis dans la pratique, il est trop tard pour le contredire et le mieux est de le consacrer tout simplement.

Restent deux restrictions à ces principes :

1° Les lois de la métropole n'ont pu être appliquées en Algérie que dans la mesure où les circonstances de temps et de lieu le permettaient ;

2° Les lois qui modifient ou abrogent les lois de la métropole déjà applicables en Algérie y deviennent elles-mêmes exécutoires de plein droit, sans promulgation spéciale, pour peu que les lois modifiées ou abrogées soient antérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834 (c'est la théorie de la Cour de cassation) et même si elles sont postérieures à cette ordonnance (c'est la théorie de la Cour d'appel d'Alger).

La première de ces restrictions a pu avoir sa raison d'être dans le passé, alors que l'organisation du pays n'était pas encore assez parfaite pour permettre l'exécution intégrale des lois françaises et qu'on n'avait cependant point d'autre texte à appliquer. Mais elle doit évidemment disparaître aujourd'hui.

La seconde restriction a été imposée au magistrat par une pensée d'assimilation. Ayant à appliquer en Algérie certaines lois de la métropole, il s'est dit qu'il y avait tout avantage à prendre ces lois dans leur forme la plus récente, qui doit être également réputée la plus parfaite. L'idée était louable en soi ; mais elle était grosse de conséquences. Comme la législation française antérieure à l'ordonnance du 22 juillet 1834 est considérable, qu'elle touche à presque toutes les matières, la législation postérieure ne fait guère que la modifier plus ou moins profondément. En vertu de la règle posée, elle devrait donc être presque tout entière applicable en Algérie, sous la réserve des lois et règlements propres à la colonie. Le magistrat a hésité devant cette déduction rigoureuse, à cause des inconvénients qui en seraient résultés dans certains cas ; il a voulu distinguer entre les modifications partielles et les remaniements complets et exclure ceux-ci de toute application en Algérie. Mais où finit la modification partielle ? Où commence le remaniement complet ? Il ne l'a pas dit et il serait sans doute impossible de le dire d'une manière nette et précise. Le parti le plus sage est dès lors d'abandonner la distinction

(1) Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie*.

proposée et aussi la règle elle-même, puisqu'il est reconnu qu'elle peut avoir des inconvénients dans l'application.

Pour l'avenir, cela ne présente pas de difficulté : il suffit de décider qu'aucune loi ne sera plus exécutée en Algérie qu'après y avoir été déclarée applicable et promulguée. Mais, pour le passé, deux solutions se présentent : ou bien consacrer simplement le système de la jurisprudence, en stipulant que les lois qui ont modifié ou abrogé les lois antérieures déjà déclarées applicables dans la colonie y sont devenues exécutoires de plein droit sans promulgation spéciale, ou bien prendre la peine d'énumérer en détail soit les lois applicables, soit les lois inapplicables, si cela paraît plus court. La première solution simplifie la tâche du législateur, mais elle complique celle du juge, puisqu'elle laisse subsister l'incertitude présente ; la seconde simplifie, au contraire, la tâche du juge, mais elle complique celle du législateur, puisqu'elle l'oblige à examiner de près toutes les lois qui ont été rendues depuis l'ordonnance du 22 juillet 1834 et à faire un choix parmi elles. C'est cependant à cette dernière solution que nous serions d'avis de donner la préférence, parce que, le triage une fois fait, elle aurait sur l'autre l'avantage de la netteté. Elle permettrait, en effet, de connaître exactement toutes les lois applicables à l'Algérie ; et, si des oublis venaient à être commis, il serait facile de les réparer par une promulgation supplémentaire.

En dehors des lois modificatives ou abrogatives d'autres lois déjà déclarées applicables en Algérie, il en est un certain nombre que la jurisprudence considère comme exécutoires dans la colonie, alors même qu'elles n'y ont pas fait l'objet d'une promulgation spéciale. Ce sont :

1° Les lois ou plutôt les décrets qui ont fixé la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises ;

2° Les lois sur l'administration de l'armée et de la marine ;

3° Les lois de douanes qui ont été déclarées applicables à l'Algérie ;

4° Les lois qui ont été faites spécialement pour l'Algérie.

Les lois rentrant dans ces quatre catégories étant très faciles à reconnaître, nous croyons qu'il n'y a, pour le passé, qu'à consacrer à leur égard la théorie de la jurisprudence, sans prendre la peine de les énumérer en détail. Mais, pour l'avenir, nous serions d'avis de n'admettre, même en ce qui les concerne, aucune exception à la règle générale que nous avons ci-dessus posée et d'après laquelle une loi ne devient exécutoire en Algérie qu'après y avoir été déclarée applicable et promulguée. Il est d'ailleurs à peine besoin d'ajouter que

cette règle s'appliquerait tout entière aux deux premières catégories et seulement quant à la promulgation aux deux dernières.

En ce qui touche la promulgation, c'est actuellement par l'insertion au *Bulletin officiel du gouvernement général* qu'elle s'effectue (décret du 27 octobre 1858, art. 1 et 2 ; arrêté du gouverneur général du 14 janvier 1861). Mais, avec les facilités présentes des communications entre la colonie et la métropole, ce mode de promulgation pourrait être avantageusement modifié. Rien n'empêcherait que l'organe principal de promulgation fût, ici comme en France, le *Journal officiel*, le *Bulletin officiel* étant maintenu pour la promulgation des actes qui ne paraîtraient pas au *Journal officiel* ou qui émaneraient de l'administration locale. Seul le délai de promulgation, tel qu'il a été déterminé par le décret du 11 novembre 1870, devrait être augmenté, parce que les arrondissements d'Algérie sont beaucoup plus vastes que ceux de France et que les communications y sont moins rapides. Au lieu d'un jour franc après l'arrivée au chef-lieu d'arrondissement, ce délai pourrait être porté à trois jours. Et il va de soi que, pour rendre possibles les constatations matérielles, les sous-préfets devraient être abonnés d'office au *Journal officiel* comme au *Bulletin* et tenus d'inscrire exactement sur un registre spécial les dates d'arrivée à leur sous-préfecture de l'un et de l'autre recueils.

Si ces diverses solutions étaient admises, il semble que la question de promulgation en Algérie se trouverait notablement simplifiée. Le texte considéré porterait-il une date antérieure à l'ordonnance du 22 juillet 1834? Point de doute : il serait applicable en Algérie. Porterait-il une date postérieure? Point de doute encore, s'il avait fait l'objet d'une promulgation spéciale dans la colonie, s'il rentrait dans l'une des quatre catégories des lois dispensées de promulgation, ou bien encore s'il était compris au nombre des lois modificatives ou abrogatives déclarées exécutoires en Algérie. Dans tout autre cas, il devrait être écarté. Quant aux textes à venir, ils ne seraient applicables qu'autant qu'ils auraient été déclarés tels et promulgués dans les formes voulues.

Le décret du 26 août 1881 sur la réorganisation administrative de l'Algérie semble admettre un autre système. Il dit, en effet, à son article 2 : « Les lois, décrets, arrêtés, règlements » et instructions ministérielles qui régissent en France ces » divers services (les services placés par l'art. 1er sous l'au-

» torité directe des ministres compétents) s'appliquent en » Algérie dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles » il n'a pas été dérogé par la législation spéciale du pays. » Cela revient à dire que les textes qui régissent en France les services rattachés n'ont besoin, pour devenir exécutoires en Algérie, ni d'y être déclarés applicables, ni d'y être promulgués. C'est déjà ce que décidait en d'autres termes l'ordonnance du 22 juillet 1834, art. 6, § 2, en ce qui concernait l'administration de l'armée et de la marine. Ce système a l'avantage d'épargner en bien des cas des formalités de promulgation ; mais il peut aussi avoir l'inconvénient de rendre certains textes prématurément exécutoires dans la colonie, si l'on oublie de les y déclarer inapplicables. D'autre part, il n'est pas toujours facile de déterminer bien exactement les textes qui *régissent les services rattachés*. La loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des juges consulaires, en est un exemple. On pouvait croire qu'elle devait être appliquée en Algérie comme en France, le service de la justice française relevant directement du ministère compétent depuis le décret du 10 décembre 1860 (art. 5). Cependant la Cour de cassation a décidé le contraire par son arrêt du 5 novembre 1884, « attendu que le décret du 26 août 1881 n'a supprimé le » principe de la nécessité d'une promulgation spéciale que » pour les lois et décrets relatifs aux services qui y sont énu- » mérés et parmi lesquels ne figure pas l'organisation de la » justice consulaire. » En d'autres cas, l'hésitation est encore plus grande ; et nous ne voyons qu'un moyen d'y mettre un terme, c'est de maintenir rigoureusement le principe que nous avons posé : « A l'avenir, aucune loi, aucun décret ne sera exécutoire en Algérie qu'après y avoir été déclaré applicable et promulgué. »

Ce sera, en réalité, une bien petite affaire que de relever chaque jour au *Journal officiel* les lois et décrets faits pour la France qui ne seront pas, par leur texte même, déclarés applicables à l'Algérie : un bureau du gouvernement général s'en chargera volontiers. Ce premier dépouillement opéré, il faudra, il est vrai, distinguer les textes à rendre exécutoires dans la colonie de ceux qui devront être laissés de côté, besogne parfois délicate, mais pour laquelle il sera tout indiqué de demander l'avis des services intéressés ; après quoi, le Conseil de gouvernement pourra être consulté, puis le dossier envoyé à Paris, avec les propositions du gouverneur général.

A Paris, ce dossier sera examiné dans les bureaux du

ministère compétent, soumis même, s'il en est besoin, au Conseil d'État. Mais, l'instruction terminée, qui aura qualité pour rendre un texte de loi applicable à l'Algérie? Le législateur seul, représenté par les deux Chambres, ou bien le législateur et le chef de l'État concurremment? Cela revient à se demander qui a qualité pour dicter des lois à l'Algérie. Question grave et qui attend encore une solution précise. Dans la pratique, ce sont tantôt des lois et tantôt des décrets qui statuent, pour l'Algérie, sur des points qui seraient, en France, du domaine exclusif des lois. C'est une loi, par exemple, celle du 5 avril 1884 (art. 164) qui a fixé le régime des communes de plein exercice de l'Algérie; mais c'est un décret, celui du 23 septembre 1875, qui règle le fonctionnement et les attributions des Conseils généraux. C'est par une loi, celle du 17 juillet 1883, que sont fixées les conditions de classement et de déclaration d'utilité publique des chemins de fer d'intérêt local et des tramways; mais c'est par deux décrets, celui du 5 juillet 1854 et celui du 19 mars 1886, que les mêmes conditions sont déterminées en ce qui concerne les chemins vicinaux et les chemins ruraux. C'est une loi, celle du 30 août 1883, qui a fixé la composition de la Cour d'appel et des tribunaux d'Algérie ainsi que le traitement des divers magistrats; mais c'est un décret, celui du 17 avril 1889, qui a déterminé les attributions de la même Cour et des mêmes tribunaux en matière de justice musulmane. En fait, le seul principe qui soit respecté, c'est celui qui veut qu'aucune dépense nouvelle ne soit mise à la charge du budget de l'État que par un vote du Parlement. En toute autre circonstance, le choix entre la loi et le décret n'est soumis à aucune règle précise : le Parlement statue s'il est saisi de la question par le gouvernement ou par l'initiative des députés; sinon, c'est le chef de l'État.

On a déjà plusieurs fois tenté de mettre un terme à cet état de choses. M. Albert Grévy, quand il était gouverneur général de l'Algérie, disait, dans un rapport au ministre de l'intérieur qui porte la date du 3 novembre 1880 (1) : « Tout le monde » reconnaît que le régime des décrets, en tant que système » général de législation, a fait son temps. Mais la situation » exceptionnelle de l'Algérie, les nécessités que comporte la » colonisation, les conditions particulières dans lesquelles » s'exercent l'administration et le gouvernement du pays ne » permettent pas d'y appliquer, d'une manière absolue, les » règles qui président en France aux actes législatifs. Il faut,

(1) V. Sautayra, Hugues et Lapra, *Législation de l'Algérie*, t. II.

» par des principes largement posés, déterminer pour l'Algé-
» rie le domaine de la loi, celui du décret, celui de l'arrêté
» gouvernemental. J'ai dit qu'il paraissait sage, indispensable
» de distraire du domaine du législateur métropolitain, dont
» elles absorberaient le temps, la discussion et la solution
» d'une foule de questions locales relatives notamment à la
» colonisation et à l'administration des indigènes. »

M. Jacques, sénateur d'Oran, n'admet point cette dernière restriction dans une proposition de loi qu'il a déposée sur le bureau du Sénat, le 17 mai 1883 (1). Il demande qu'on suive en Algérie les mêmes règles qu'en France, comme le montre la disposition suivante :

« Art. 1er. — L'art. 4 de l'ordonnance royale du 22 juillet 1834
» est abrogé.

» Les affaires algériennes seront désormais réglées par des
» lois, des décrets rendus en Conseil d'État, des décrets pré-
» sidentiels ou des arrêtés ministériels, conformément aux
» principes du droit commun et selon les distinctions admises
» dans la législation de la France métropolitaine. »

Une autre proposition de loi déposée à la Chambre des députés par MM. de la Ferronnays, d'Allières et autres, le 14 juin 1888 (2), est conçue dans le même esprit :

« A partir du 1er juillet 1889, dit l'art. 1er de cette proposi-
» tion, le régime spécial des décrets est supprimé en Algérie
» dans toute l'étendue du territoire civil, qui est désormais
» placé sous le régime de la loi. »

Nous craignons que les auteurs de ces deux dernières propositions ne s'exagèrent les avantages de la suppression du régime des décrets. Que tous les décrets faits pour l'Algérie ne soient pas parfaits, cela est hors de doute. Mais on pourrait peut-être citer des lois qui soient dans le même cas. En réalité, la valeur d'un texte législatif tient bien moins à la qualité de ceux qui le votent qu'à la compétence de ceux qui le préparent; et il est clair qu'il ne suffit pas d'être sénateur ou député de la France métropolitaine pour connaître à fond les affaires de l'Algérie. L'élaboration des lois et décrets par des personnes compétentes, voilà ce qui importe surtout. La suppression du régime des décrets pourra venir plus tard; mais nous ne voyons pas ce qu'on y gagnerait pour le moment. Même la mobilité qu'on a tant reprochée à ce régime n'est pas sans avantages. Dans un pays en voie de transformation, la loi ne doit pas rester stationnaire; il est bon

(1) V. *Journ. off.* 1883, Doc. parlem., Sénat, p. 791.

(2) V. *Journ. off.* 1883, Doc. parlem., Chambre, p. 755.

qu'elle puisse être tenue constamment au courant des changements et des progrès, ce qui deviendrait très difficile avec l'adoption d'un régime législatif exactement calqué sur celui de la métropole.

Pour ces divers motifs, nous croyons qu'il serait sage de maintenir jusqu'à nouvel ordre au chef de l'État le pouvoir de régler par des décrets, en Algérie, ce que des lois seules peuvent régler en France. Les Chambres en viendront tôt ou tard à se prononcer sur cette question qui leur est soumise. Mais, en attendant, le chef de l'État doit, à notre avis, continuer à exercer ses pouvoirs actuels tant qu'ils ne lui auront pas été formellement retirés. Nous avons cru bien faire en insérant à cet égard une réserve explicite dans le projet par lequel se termine ce travail. Ce projet est lui-même dans notre pensée un projet de décret ; mais il est clair qu'il pourrait aussi devenir, au besoin, un projet de loi.

Toutes les dispositions qu'il contient se trouvent maintenant justifiées par les explications qui précèdent, sauf celle de l'art. 1er qui, après avoir maintenu la législation spéciale de l'Algérie, abroge les arrêtés pris par le gouverneur général en vertu de l'art. 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834. La jurisprudence applique encore quelquefois ces arrêtés, jugeant que leurs dispositions « doivent continuer à recevoir » exécution jusqu'à ce qu'ils aient été réformés par l'autorité » supérieure (1). » Cependant ils n'ont pu être pris qu'*à titre provisoire, dans des cas extraordinaires et urgents :* il semblerait donc rationnel de les considérer aujourd'hui comme tombés en désuétude, étant donné surtout qu'ils font le plus souvent double emploi avec des dispositions des lois de la métropole, rendues applicables à l'Algérie. C'est pour cette raison que nous proposons de les abroger formellement.

(1) *Cass.*, 9 janvier 1857.

PROJET

ART. 1er. — Est maintenue la législation spéciale de l'Algérie contenue dans les lois, décrets et arrêtés encore en vigueur.

Sont toutefois abrogés les arrêtés pris par les gouverneurs généraux, par application de l'art. 5 de l'ordonnance royale du 22 juillet 1834.

ART. 2. — Les lois et décrets faits pour la métropole qui n'ont pas été contredits par la législation spéciale de l'Algérie et qui ont été promulgués en France à une date antérieure à celle de l'ordonnance du 22 juillet 1834 continueront à être appliqués en Algérie.

ART. 3. — Les lois et décrets faits pour la métropole qui y ont été promulgués antérieurement à la date du présent décret, mais à une date postérieure à la même ordonnance, ne sont pas applicables en Algérie, à moins qu'ils n'y aient été l'objet d'une promulgation spéciale.

Néanmoins il est fait exception à cette règle :

1° Pour les décrets qui ont fixé la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises ;

2° Pour les lois sur l'administration de l'armée et de la marine ;

3° Pour les lois de douanes qui ont été déclarées applicables à l'Algérie.

ART. 4. — Sont déclarés applicables en Algérie, alors même qu'ils n'y auraient pas fait l'objet d'une promulgation spéciale, les textes dont suit l'énumération.

(Ou bien :) tous les textes de lois et décrets rendus pour la métropole dans l'intervalle compris entre l'ordonnance du 22 juillet 1834 et la date du présent décret, à l'exception de ceux dont l'énumération suit.

ART. 5. — Les lois et décrets faits spécialement pour l'Algérie y sont devenus exécutoires, alors même qu'ils n'ont pas été insérés au *Bulletin officiel du Gouvernement général*.

ART. 6. — A l'avenir, la promulgation des lois et décrets en Algérie sera soumise aux règles suivantes :

Les lois et décrets faits spécialement pour la colonie y deviendront exécutoires à la suite de leur publication au *Journal officiel* dans le délai fixé par le décret du 15 novembre 1870, augmenté pour chaque arrondissement de deux jours.

Il en sera de même des lois et décrets faits pour la France dont le texte portera qu'ils seront applicables en Algérie.

Quand ils ne contiendront aucune disposition de cette nature, les lois et décrets faits pour la France ne seront pas applicables en Algérie. Mais jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé, ils pourront, comme par le passé, être déclarés applicables à l'Algérie par des décrets spéciaux qui deviendront exécutoires dans les conditions ci-dessus indiquées.

ART. 7. — Le *Bulletin officiel du Gouvernement général* est maintenu comme organe auxiliaire de promulgation. Par le seul fait de leur insertion dans ce Bulletin, les textes applicables en Algérie seront valablement promulgués dans le délai ci-dessus fixé au deuxième paragraphe de l'art. 6, quand ils n'auront pas déjà paru au *Journal officiel*.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont abrogées.

L. HAMEL,

Chef de cabinet

du gouverneur général de l'Algérie.

LE SYSTÈME TORRENS

LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES OPÉRÉES PAR VOIE D'INSCRIPTION SUR LE TITRE. — NOTES SUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE A ADÉLAÏDE (SOUTH AUSTRALIA). — PROJET D'APPLICATION DU MÊME SYSTÈME DANS LES

« STRAITS SETTLEMENTS »

RAPPORT présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des Straits settlements, au Comité de Législation

PAR

M. W. M. MAXWELL

Commissionner of Lands à Singapore (1).

Propriétés appartenant à des femmes mariées.

217. — L'état de femme mariée a, dans la colonie et dans la législation actuelle, d'importantes conséquences au point de vue du titre de propriété.

L'ordonnance nº V de 1880 consacre le droit de l'épouse musulmane à posséder des biens pour son usage séparé ; elle ne les soumet à aucun contrôle de la part du mari.

Quant aux femmes mariées appartenant à d'autres religions, elles sont soumises à la loi anglaise, telle qu'elle était avant les récentes modifications. C'est une question qui se pose devant le Gouvernement, de savoir s'il convient de rendre exécutoire, dans la colonie, la loi de 1882, sur les propriétés appartenant à des femmes mariées ; d'étendre, par conséquent, aux femmes de toutes les nationalités les privilèges jusqu'ici réservés aux femmes musulmanes ; et de donner aux sujets anglais qui résident dans la colonie les droits dont ils jouiraient dans les Iles Britanniques.

(1) V. *suprà*, p. 1, 33, 49, 71 et 85.

Notaires.

218. — En 1878, lors de la promulgation du Code de procédure civile des *Straits Settlements*, des dispositions spéciales réglèrent l'admission des notaires. (Ordonnance n° V de 1878, art. 23-29.)

219. — Les avocats, les Solicitors près la Cour Suprême, les notaires en fonctions près de la même Cour, ont seuls le droit d'exiger un salaire pour la rédaction ou même la préparation d'un *deed* relatif à des valeurs mobilières ou immobilières. Toute personne qui usurperait leurs attributions serait passible d'une amende de 250 dollars.

Cette loi me paraît critiquable à plus d'un point de vue.

220. — Quelques personnes peuvent, sans doute, être admises à l'emploi de notaire par la Cour Suprême, après enquête sur leur honorabilité, et après examen de leur capacité par un Comité que désigne la Cour. Toutefois, les renseignements qui m'ont été fournis établissent que, depuis la date de l'ordonnance, il n'a été pris, en dehors de la profession ministérielle, à Singapore, qu'un seul notaire (décédé depuis) ; et à Penang, que trois notaires (dont l'un n'exerce pas). Pour diverses raisons, les dispositions de l'ordonnance relatives aux notaires sont restées à peu près à l'état de lettre morte ; il n'y a, dans la colonie, pas plus de trois personnes, en dehors des avocats et Solicitors, qui puissent dresser un acte et en percevoir les honoraires.

J'insiste pour l'abrogation des articles de l'ordonnance précitée relatifs aux notaires.

221. — Il serait, selon moi, préférable, dans l'intérêt des habitants de la colonie, dont la plupart ignorent totalement la langue anglaise, d'autoriser le Commissaire aux immeubles à breveter des notaires, tant pour remplir les formules usitées dans le système Torrens, que pour rédiger les actes ordinaires.

Cadastre.

222. — J'ai toujours considéré (V. § 178) que les progrès de l'immatriculation dépendraient uniquement de l'état d'avancement du Cadastre. Cet avis a été pleinement adopté par S. E. le Gouverneur (1). Il est inutile d'entreprendre des immatri-

(1) (*) « Il ne faut pas oublier qu'un Cadastre bien fait doit précéder

culations, d'organiser de nouveaux services, si l'œuvre de constitution de la propriété et l'obligation d'immatriculer peuvent être paralysées par le manque de géomètres. Il ne faut pas oublier que, dans la colonie, on trouve à peine quelques géomètres libres, et que les propriétaires sont presque toujours obligés de s'adresser au Service Topographique de l'État pour tout ce dont ils ont besoin. Il en serait tout autrement si les praticiens libres avaient la faculté de consulter le plan cadastral officiel, si l'on publiait, pour la vente, des cartes lithographiées à diverses échelles, et si l'on déterminait, dans chaque district, des points géométriques en nombre suffisant. Je crois que l'application de la loi Torrens procurera un travail suffisant à des géomètres actifs (qui devront, bien entendu, être brevetés par le Chef du Service Topographique); mais je suis certain aussi que le nombre des géomètres du Gouvernement devra être considérablement augmenté.

223. — J'insiste de la manière la plus pressante auprès du Gouvernement sur la nécessité de rétablir l'emploi de Chef du Service Topographique avec des attributions distinctes, entièrement indépendantes de celles d'Ingénieur de la colonie, avec lesquelles elles sont aujourd'hui confondues.

Voies et moyens.

224. — Avant d'indiquer mes propositions concernant l'organisation du personnel nécessaire pour mettre en œuvre le nouveau système d'administration des Domaines et d'immatriculation, je rappelle que l'état de choses actuel est dû à l'insuffisance des moyens développés durant les années écoulées. La colonie ne peut espérer trouver les affaires dans l'ordre où elles seraient, où elles devraient être du moins, si les ressources suffisantes avaient été précédemment allouées pour faire face aux dépenses nécessaires; elle ne peut espérer introduire l'ordre désirable, établir un système efficace, si elle ne se prémunit d'un personnel convenable.

225. — Dans la dépêche précitée, S. E. le Gouverneur rapporte que des pertes importantes ont été subies par le trésor : que les dommages les plus sérieux pour le public dans le

---

toute colonisation. Il est malheureusement évident qu'à ce point de vue il nous reste beaucoup à faire. » (Discours de S. Exc. Sir Fred. A. Weld, K. C. M. G., à la Commission législative ; 26 septembre 1882.)

passé, et aujourd'hui encore, découlent de l'insuffisance des moyens mis à la disposition des Services du Domaine et du Cadastre. A Singapore, « le personnel s'est trouvé dans l'im-
» possibilité de s'acquitter de sa tâche, et, en thèse générale,
» l'état de confusion déplorable du service provient de ce que
» les obligations les plus graves incombent à un personnel
» faible, mal payé, à tous points de vue insuffisant; en d'au-
» tres termes, à ce que les agents sont réduits à la dernière
» misère. » Ces observations s'appliquent, avec la même force, aux autres *Settlements*.

226. — Il est donc manifeste que, pour arriver à une réforme utile, le personnel du service qui sera créé doit être suffisamment nombreux et bien rémunéré.

227. — Je trouve dans une statistique publiée au Livre Bleu de la colonie qu'en 1881, les revenus fonciers ont produit 198.716,36 dollars, bien que les dépenses au titre du « Service des Domaines » n'aient été que de 17.592,61. Si une somme d'impôts aussi considérable a pu être recouvrée par un personnel aussi faible, la raison en est que les Collecteurs placés dans chaque province à la tête du Service font personnellement la plupart des recouvrements; mais l'avis de tous ceux qui ont des rapports avec le Service des Domaines est qu'avec des agents plus nombreux les recettes seraient beaucoup plus importantes.

228. — Le simple rapprochement des revenus fonciers et des frais de perception démontre qu'il reste un large champ où se mouvoir pour accroître les moyens d'action du Service. Les développer, j'ai de bonnes raisons de le croire, serait la voie la plus sûre pour améliorer les produits immédiatement et dans une large mesure, bien que je n'aie, quant à présent, aucune base qui me permette d'évaluer exactement la proportion qui pourrait s'établir entre l'amélioration des recettes et l'augmentation des dépenses que je suis obligé de recommander.

229. — Il serait nécessaire de diviser, dans chaque *Settlement*, le Service immobilier en deux sections : 1° Perceptions; 2° Inscriptions; et d'instituer, pour la province de Wellesley, une Administration spéciale.

230. — J'estime que le personnel indispensable devrait comprendre:

EMPLOIS	SINGAPORE	PENANG	PROVINCE DE WELLESLEY	MALACCA	TOTAL
	ÉMOLUMENTS (en dollars)				
Commissaire aux immeubles.....	7.200				
SECTION DES PEPCEPTIONS					
Collecteurs des rentes foncières (1)....	3.000	3.000	3.000	3.000	
Premier clerc (2).....	1.200	1.200	1.200	1.200	
Second clerc.....	900	900	900	900	
Troisième clerc.....	540	540	540	660	
Quatrième clerc.....	420	420	420	540	
Cinquième clerc.....	»	»	»	360	
Caissier et Écrivain malais (3).....	»	360	360	360	
Gardien de bureaux.....	»	120	»	»	
Surveillants.....	168	84	84	168	
Punkah-Pullers.....	144	72	72	72	
SECTION DES INSCRIPTIONS					
Registrar et Examinateur (4).....	4.200	4.200	4.200	4.200	
Registrar adjoint (5).....	2.400	2.400	»	2.400	
Géomètre (6).....	2.400	2.400	»	2.400	
Géomètre auxiliaire,.....	900	900	900	900	
Premier clerc et Registrar adjoint pour les *deeds*.....	1.200	1.200	»	1.200	
Second clerc.....	780	780	»	780	
Troisième clerc.....	660	660	660	660	
Quatrième clerc.....	540	540	540	540	
Cinquième clerc.....	540	540	»	540	
Commis pour enregistrement des mutations, à 600 dollars chacun.....	1.200	1.200	»	1.200	
Relieur.....	480	480	»	480	
Surveillants.....	168	168	84	168	
Punkah-Pullers.....	144	144	72	144	
Totaux.....	29.184	22.308	13.032	22.872	87.396
FRAIS ACCESSOIRES					
Gardes forestiers, aides, porteurs d'avis, etc. (7).....	3.000	2.500	2.500	3.000	
Commis supplémentaires pour les tables	960	960	960	960	
Salaires des Penghulus (de 10 à 50 dollars par mois).....	2.400	1.800	3.000	3.600	
Fournitures de bureaux.....	1.000	»	»	»	
Totaux.....	7.360	5.260	6.460	7.560	26.640

(1) Avec augmentation annuelle de 180 dollars jusqu'à un maximum de 4,200. — (2) Européen. Augmentation annuelle de 60 dollars jusqu'à 1,800. — (3) Assurera plus de garanties. — (4) Doit être un avocat ou un solicitor. — (5) Avec une augmentation annuelle de 120 dollars jusqu'à 3,000. — (6) Européen. — (7) A supprimer graduellement, au fur et à mesure du développement du service des Penghulus.

231.— Il serait, à mes yeux, de la plus haute importance que les agents eussent intérêt à rester stables dans leurs emplois, au lieu de chercher un avancement dans une autre branche de l'Administration ; tel est le motif pour lequel je demande l'augmentation périodique des traitements les plus élevés.

232. — Le personnel dont je viens de donner le détail semblera à peine suffisant si l'on considère l'immensité de l'œuvre à entreprendre. Je n'ai pu me procurer une évaluation exacte des titres existants qu'il faudra examiner avant de délivrer les certificats. Mais le nombre ne peut être inférieur aux chiffres suivants :

Singapore	20.000	135.000
Malacca	25.000	
Penang	40.000	
Province de Wellesley	50.000	

Le nombre des *deeds* actuellement soumis à l'enregistrement ne saurait être comparé à celui des actes qui seront soumis à l'inscription aussitôt qu'une loi aura rendu obligatoire l'enregistrement des *deeds* (du moins pendant la période d'introduction du régime de l'immatriculation).

233. — En se reportant aux statistiques rapportées sous les §§ 42 et suivants, on verra quelle quantité de titres examinent et inscrivent chaque année les bureaux des titres en Australie. J'espère, en rendant obligatoire l'immatriculation district par district, atteindre le but infiniment plus tôt qu'il ne serait possible de le faire en suivant strictement le système australien.

234. — Si le cadastre des *Settlements* était complet et exact, il serait possible de fixer approximativement le délai nécessaire pour opérer l'immatriculation de toutes les propriétés d'une province. Si ce délai devait être assez court, les trois *Settlements* pourraient être soumis à ce travail l'un après l'autre, et un personnel moins nombreux suffirait à la besogne. Mais il est impossible de fixer même approximativement la date à laquelle tous les titres de propriétés d'un même *Settlement* pourront être vérifiés et immatriculés : aussi, je ne pense pas qu'il y ait avantage à ajourner l'immatriculation de deux *Settlements* dans l'espoir qu'un même groupe d'agents puisse se transporter successivement dans les trois parties de la colonie.

235. — Je sais que ma proposition de doter d'un service distinct la province de Wellesley peut soulever des objections ; mais je ne l'ai formulée qu'après mûre réflexion. La section des Inscriptions devra, néanmoins, relever du bureau de Penang, toutes les mutations, etc. de la province de Wellesley étant actuellement réalisées à Penang.

Nouvelles sources de revenus.

236. — On peut attendre des ressources suivantes une notable augmentation de revenus :

Salaires des formalités (système Torrens) (1) ;

Taxe sur l'enregistrement des *deeds ;*

Sommes à recouvrer sur les détenteurs d'immeubles de la Couronne ;

Arrérages recouvrables grâce à l'organisation proposée ;

Valeur des terres abandonnées, reprises par le Gouvernement ;

Augmentation des redevances dues pour les terrains morcelés.

Bureaux.

237. — Il sera nécessaire de construire, dans chaque *Settlement*, de nouveaux bâtiments pour les bureaux fonciers. Les bureaux actuels consistent généralement en quelques salles au rez-de-chaussée d'un corps de bâtiments où sont installés d'autres services. L'espace est, dès à présent, insuffisant pour le public et pour le classement des archives, et il est impossible de séparer la Section des Recouvrements de celle des Inscriptions, et de trouver place pour la salle des tables et des recherches, à moins de donner une grande extension aux constructions. Les bâtiments provisoires pourront être utilisés pendant l'aménagement des nouveaux bureaux fonciers. Des salles à l'épreuve du feu pour la garde des archives devront être réservées dans les nouveaux édifices.

Projets de lois.

238. — Il ne reste plus qu'à indiquer brièvement les lignes principales de la législation à établir. Pour qu'elle puisse

(1) (*) En South Australia (V. § 17), l'excès annuel des recettes sur les dépenses du bureau des titres de propriété est d'environ 10,000 livres.

répondre aux nécessités qui s'imposent si l'on veut réorganiser la propriété immobilière dans la colonie, il faudra, suivant moi, rendre les ordonnances suivantes :

1° Ordonnance pour réglementer l'enregistrement des actes, testaments, jugements, etc., concernant les immeubles, par voie de dépôt d'un duplicata au bureau foncier. Cette mesure sera indispensable jusqu'au jour où le système Torrens aura été appliqué à tous les immeubles ;

2° Ordonnance pour régulariser l'aliénation et l'occupation des biens de la Couronne ; elle comprendra les dispositions proposées aux §§ 203, 214, 215, 216 du présent rapport ;

3° Ordonnance pour simplifier les lois relatives au transfert et à l'hypothèque des droits réels immobiliers. Elle sera basée sur les principes de la législation australienne et appliquera, dans notre colonie, le système Torrens sur l'immatriculation.

239. — La première et la seconde de ces ordonnances peuvent, je crois, être rendues sans délai. La troisième pourra être promulguée dès que les instruments nécessaires auront été réunis (1).

États indigènes.

240. — A Perak et à Salangor, on a commencé à délivrer en langue anglaise les baux consentis par le Gouvernement. Des registres-matrices des baux et mutations ont été ouverts ; on a imité jusqu'à un certain point le service des *Straits Settlements*. On a ainsi délivré à Perak environ un millier,

---

(1) Conformément à ces propositions, le Gouverneur de la colonie, après avoir pris l'avis du Comité de législation, a rendu les ordonnances suivantes :

O. n° II de 1886 : An ordinance to regulate the alienation and occupation of Crown Lands (19 th january 1886) ; — O. n° IV de 1886 : An ordinance for making better provision for the Collection of the Land Revenue of the Crown (28 th june 1886) ; — O. n° VI de 1886 : An ordinance for simplifying and improving the Practice of Conveyancing, etc. ; — Conveyancing and Law of Property (8 th july 1886) ; — O. n° VIII de 1886 : An ordinance for the Resumption by the Crown of Certain Unsurrendered Rights over Lands in the Setolement of Malacca (5 th August 1886) ; — O. n° IX de 1886 : An ordinance to declare and amend the Law relating to Customary Rights in Land in Malacca (5 th August 1886) ; — O. n° XII de 1886 : An ordinance to amend the Law relating to Bills of Sale (16 th August 1886) ; — O. n° XIII de 1886 : An ordinance to provide for the Registration of Deeds and Other Instruments (19 th August 1886). — 1 Vol., At the Government Printing Office, Singapore, 1887.

et à Salangor deux ou trois centaines de baux. Il a été fait, dans cette voie, si peu de chose, qu'il sera facile, dans les deux Provinces, d'abandonner le régime qui vient d'être inauguré, et d'y substituer le système Torrens. Plus tôt il sera appliqué, et moins l'on aura à refaire. Les baux déjà délivrés seront rapportés et échangés contre des certificats de titre, et l'on ouvrira un Registre-matrice, des Tables et un Journal suivant le système Torrens. Tous les titres émis à l'avenir seront conformes aux exigences de ce système.

Singapore, 5 avril 1883.

W. E. MAXWELL.

Traduit par M. R. DE FRANCE DE TERSANT,
Conservateur des hypothèques.

BIBLIOGRAPHIE

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU COMITÉ DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE (Ministère de la justice et des cultes). — Paris, imp. nationale, 1889, in-8°, XL-718 pages.

Nous tenons à signaler aux lecteurs de la *Revue* cet important travail publié par le Comité de législation étrangère qui fonctionne, depuis le 27 mars 1876, au ministère de la justice. Le droit international public et privé, la législation étrangère occupent aujourd'hui une place trop importante dans les études théoriques de nos Facultés de droit et dans la pratique de nos tribunaux pour que l'on n'applaudisse pas à la publication d'un catalogue méthodique de ces matières, sur l'utilité duquel il serait superflu d'insister.

Ce catalogue comprend 18,000 volumes, formant 4,062 ouvrages, écrits en plus de trente langues sans compter les dialectes. Il signale plus de deux cent cinquante législations différentes. On y rencontre notamment les lois de l'Australie et de l'Islande, de la Russie et du Cap de Bonne-Espérance, du Japon et de la Plata. Toutes les Républiques de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud y sont représentées ainsi que toutes les colonies anglaises, à l'exception toutefois de la Nouvelle-Galles du Sud.

Cette collection est divisée en quatre parties accompagnées de trois tables.

1° *Une partie générale* où sont groupés les ouvrages traitant de la philosophie, du droit, des législations des peuples de l'antiquité et du moyen-âge, du droit ecclésiastique, de l'économie politique et de la statistique. Cette partie pourrait paraître un peu maigre; mais l'éminent président du comité, M. Léon Aucoc, fait remarquer, dans le rapport qui sert de préface à cette publication (1), que le Comité n'a pas voulu constituer une bibliothèque juridique complète. Il était en effet inutile de chercher à faire concurrence aux vastes collections de la bibliothèque nationale et à celles plus restreintes, mais plus spéciales, des bibliothèques de la Faculté de droit de Paris, de la Cour de cassation, du Conseil d'État, de la Cour d'appel, de l'Ordre des avocats, etc. C'est à dessein que cette partie préliminaire a été restreinte aux ouvrages que l'on ne peut ignorer. Cette partie du catalogue, désignée sous la rubrique *Généralités*, comporte six divisions principales, elles-mêmes divisées en plusieurs sections.

2° *Le droit international*, divisé en droit international public et en droit international privé. Les subdivisions sont très simples : textes, ouvrages généraux, ouvrages spéciaux.

(1) *Rapport* au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur les travaux du Comité de législation étrangère et la nouvelle édition du catalogue de la bibliothèque du Comité, par M. Léon Aucoc, président du Comité de législation étrangère, membre de l'Institut.

3° *La législation comparée.* Cette partie est subdivisée en sept grandes sections.

4° *Les législations actuelles.* Les différents États sont classés par ordre alphabétique. C'est la partie principale du catalogue : elle comprend à elle seule 3,188 ouvrages. Pour chaque État on a suivi une classification uniforme : 1° ouvrages d'ensemble ; 2° droit public et administratif ; 3° organisation judiciaire et procédure civile ; 4° droit criminel ; 5° droit civil ; 6° droit commercial ; 7° propriété littéraire, artistique et industrielle. — Ces sept divisions sont elles-mêmes subdivisées en sections qui comprennent : 1° les titres ; 2° les travaux préparatoires ; 3° l'histoire et les commentaires.

Le titre des ouvrages est reproduit intégralement. Celui des ouvrages en langues étrangères est traduit en français à côté du texte. On a indiqué le nombre de pages des ouvrages : cela permet de reconnaître si l'on se trouve en présence d'un ouvrage de longue haleine ou d'une simple plaquette. Le nom de l'éditeur a été omis volontairement, ce qui nous paraît regrettable. Le titre des ouvrages est souvent suivi du sommaire des chapitres qui le composent. Cette transcription est d'une très grande utilité : elle provoque et facilite les recherches. On remarque aussi, à la suite du titre, des renvois très fréquents à d'autres ouvrages ou à des articles de revues. Des notes critiques qui contribuent à donner un cachet scientifique à cette vaste nomenclature accompagnent les ouvrages principaux.

Nous sera-t-il maintenant permis d'avouer qu'après avoir lu cette phrase du rapport de M. Aucoc : « Nous nous sommes attachés à réunir une collection aussi complète que possible de législation algérienne », nous avons éprouvé une certaine déception en parcourant cette section, à laquelle il est naturel que nous nous intéressions tout particulièrement ? Nous y avons en effet cherché vainement les recueils suivants, indispensables à qui veut faire une étude sérieuse de cette législation :

1° Le *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*

2° La collection des *Procès-verbaux du Conseil supérieur de gouvernement* et des *Exposés de la situation de l'Algérie,* publiés chaque année par les soins du gouvernement général.

3° La collection du *Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877-1884, 8 vol.), qui aujourd'hui, grâce aux deux nouveaux volumes dus aux soins de MM. Estoublon et Vincent, professeurs à l'École de droit d'Alger, fait corps avec la *Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence* publiée par cette École (1885-1888, 4 vol.), dont elle forme, en quelque sorte, la première série. (Alger, *Ad. Jourdan*, édit.)

Pour les ouvrages isolés, signalons également comme absents :

Le *Traité élémentaire de droit musulman algérien* (rite malékite), par M. E. Zeys, ancien professeur à l'École de droit d'Alger, aujourd'hui premier président de la Cour d'appel, ouvrage devenu classique, 2 vol. ; (*Ad. Jourdan,* édit.)

L'*Organisation de la justice et du notariat musulmans en Algérie* et Législation applicable en Algérie aux musulmans, par M. Ch. Mennesson, président du tribunal de Sidi-bel-Abbès, 1 vol. ; (Paris, *Challamel,* édit.)

L'*Essai d'un traité méthodique de droit musulman* (École malékite), par M. E. Zeys, t. I, 1er fascicule ; *(Ad. Jourdan.)*

Le *Recueil d'actes judiciaires arabes*, par MM. E. Zeys et Sidi Saïd, 1 vol.; (*Ad. Jourdan.*)

L'*Administration des communes mixtes*, par M. A. de Peyre, chef de bureau au gouvernement général de l'Algérie, 1 vol.; (*Ad. Jourdan.*)

Marabouts et Khouan, étude sur l'islam en Algérie, par M. Rinn, conseiller de gouvernement, 1 vol. avec carte ; *(Ad. Jourdan.)*

La loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie, son interprétation et son exécution. — Des partages et des liquidations en vertu de la loi du 28 avril 1887, par M. A. Poivre, avocat à la Cour d'appel d'Alger, 2 broch. *(Ad. Jourdan.)*

La Société de législation comparée nous avait donné, en 1885, le catalogue de sa bibliothèque. Le Comité de législation étrangère nous donne aujourd'hui le sien. Ces deux publications se complètent mutuellement et présentent aujourd'hui le plus vaste répertoire méthodique qui existe sur les matières du droit international et de la législation étrangère.

La formation de cette bibliothèque n'est d'ailleurs qu'une partie de l'œuvre que le Comité de législation étrangère a entreprise. L'autre partie concerne la traduction des codes étrangers, dont la collection comprend déjà dix volumes. Ce ne sera ni la moins intéressante, ni la moins utile.

L. Paoli,
Bibliothécaire de la Bibliothèque universitaire d'Alger.

RÉGIME PÉNAL DE L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

LE SÉQUESTRE ET LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

Nos moyens de coercition vis-à-vis des indigènes sont souvent dénoncés comme excessifs et comme contraires aux principes de notre droit moderne; un exposé impartial des conditions dans lesquelles s'exercent ces répressions suffit cependant pour démontrer l'inanité d'une pareille assertion.

Nous avons dit ailleurs ce qu'étaient les COMMISSIONS DISCIPLINAIRES (1); nous nous proposons d'étudier ici le mécanisme et l'application en Algérie DU SÉQUESTRE ET DE LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE. Nous espérons prouver que ces mesures de préservation sociale sont absolument nécessaires, toujours légales, justes et plus humaines que certaines dispositions de notre législation métropolitaine.

Les Français qui, de ce côté-ci de la Méditerranée, demandent le maintien du séquestre et de la responsabilité collective, sous réserve de quelques améliorations de détail, sauvegardent à la fois les véritables intérêts de la France, ceux de la colonisation et ceux des indigènes.

I

Le séquestre et la responsabilité collective dans la législation métropolitaine

Lorsqu'en 1792 des Français, refusant d'accepter le nouvel ordre de choses établi par la Constituante, émigrèrent et prirent les armes contre leur patrie, il fallut des mesures spéciales pour atteindre ces absents dont les agissements criminels menaçaient l'existence même de la France nouvelle.

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1885, 1re part., p. 53 et suiv.

C'est alors que, « indignés de voir les biens des émigrés » sous la sauvegarde du pacte social qu'ils s'obstinaient à » violer (1) », l'Assemblée législative vota la première loi de séquestre.

Ce décret-loi du 9-12 février 1792 dit que « l'Assemblée natio- » nale, considérant qu'il est instant d'assurer à la nation l'in- » demnité qui lui est due pour les frais extraordinaires occa- » sionnés par la conduite des émigrés et de prendre les » mesures nécessaires pour leur ôter les moyens de nuire à » la patrie, décide qu'il y a urgence et que les biens des émi- » grés sont mis sous la main de la nation et sous la surveil- » lance du corps administratif. »

Le décret-loi du 30 mars-8 avril 1792 confirme et complète la mesure en disant, art. 1er : « Les biens des Français émi- » grés et les revenus de ces biens sont affectés à l'indemnité » due à la nation. »

Ainsi, au début, ce séquestre n'était pas la confiscation, c'était une dépossession provisoire et une garantie prise en vue de sauvegarder les intérêts de l'État compromis par des manœuvres criminelles. La confiscation ne fut prononcée que par le décret des 2-6 septembre de la même année (2), décret qui n'est que de trois jours postérieur à la loi du 30 août 1792, rétablisssant la confiscation générale (3) pour tous les crimes attentatoires à la sûreté de l'État.

Cette confiscation, le Code pénal de 1810 l'a maintenue dans les principaux cas de crimes contre la chose publique ; et, bien qu'abolie en principe par la charte de 1814, elle ne l'a été réellement que par la charte de 1830, art. 57, et la loi du 28 avril 1832.

Ces précédents sont ceux qui ont inspiré la législation spéciale du séquestre algérien.

On trouve dans l'arrêté gouvernemental du 1er décembre 1840 et plus encore dans l'ordonnance royale du 31 octobre 1845 les mêmes idées et les mêmes dispositions que dans les textes relatifs aux émigrés. L'ordonnance de 1845 ne porte, il est vrai, aucun considérant, mais elle aurait pu parfaitement

---

(1) Termes du préambule du décret des 9-12 février 1890.

(2) « En raison de l'obstination de ces mauvais citoyens et des pertes » incalculables qu'ils font éprouver à la patrie », l'Assemblé décréta (art. 1er) que ces biens étaient « acquis et confisqués à la nation pour lui tenir lieu » de l'indemnité réservée par l'art. 27 du décret du 30 mars et 8 avril. » V. Dalloz, au mot *Émigré*.

(3) Elle avait été supprimée par la loi du 21 janvier 1790.

prendre textuellement ceux du décret de 1792, qui cadrent si bien avec l'objectif politique et financier des peines édictées.

La situation née en Algérie de la conquête de 1830 offrait, en effet, une grande analogie avec celle qu'avait créée en France la révolution de 1789. C'était, des deux côtés, le renversement brutal, au profit d'un régime nouveau, de l'ancien ordre de choses consacré par le temps et la religion.

En France, en 1789, une révolution populaire avait fait sombrer le droit divin, le pouvoir personnel, les privilèges du clergé et de la noblesse au profit de la souveraineté nationale, et des libertés politiques et religieuses. En Afrique, en 1830, une expédition militaire venait de renverser le despotisme trois fois séculaire des beys, et de briser à la fois l'oligarchie turque et la suprématie de l'islam, pour implanter à l'ombre du drapeau français le droit moderne et un gouvernement libéral et démocratique.

En France, le peuple, qui avait fait la révolution et en profitait, proclamait sa légitimité ; en Afrique, les raya musulmans, qui subissaient les Turcs sans les aimer, voyaient dans leur chute la main de Dieu, et, au fond, ils n'étaient pas éloignés d'accepter avec la résignation islamique « la volonté de Dieu », « *Gesta Dei per Francos.* »

Mais, de même qu'en France il y avait des gens qui vivaient du trône, de l'autel et du peuple, de même en Afrique il y avait des gens qui vivaient du dey, de l'islam et des raya. Au sud comme au nord de la Méditerranée, ces gens-là avaient intérêt au maintien de l'ancien état de choses.

Et de même qu'en France, en Bretagne, en Vendée les seigneurs et le clergé avaient été assez habiles et assez influents pour enrôler contre la République leurs anciens clients, de même en Afrique les individualités intéressées à combattre l'occupation française, qui devait briser leurs privilèges, réussirent à soulever à leur profit des groupes entiers de ces raya auxquels nous apportions la paix, la justice et l'émancipation sociale.

Comme les Vendéens et les Bretons, ces raya étaient des croyants, et ce fut en exaltant leurs sentiments religieux qu'on les entraîna au combat et à la révolte. Car chez eux il n'y avait pas même l'idée d'une patrie ou d'une nationalité et ce ne fut jamais l'*étranger* qu'ils combattirent, mais le chrétien.

Pour vaincre ces résistances indigènes, on employa les mêmes moyens qu'en 1792. D'abord le séquestre, simple mesure de garantie, respectant au début (et toujours en principe) les intérêts et les droits individuels, puis finissant par dégénérer peu à peu en une confiscation réelle, comme cela

eut lieu en France. Cependant en 1840 les temps avaient marché, et le mot de confiscation, rayé de notre Code en 1830, ne fut jamais prononcé. Ce fut la jurisprudence seule qui transforma peu à peu le séquestre en une confiscation plus ou moins mitigée.

L'analogie entre la législation née en France de la Révolution de 1789 et celle qui naquit, en Algérie, de la conquête de 1830 va même plus loin.

On sait que les lois de séquestre et de confiscation édictées en 1792, 1793, etc. ne furent pas suffisantes pour assurer l'action du gouvernement républicain quand les manœuvres des émigrés et les agissements de la réaction eurent réussi à lancer dans l'insurrection des groupes entiers de population. Ce fut alors que la Convention édicta la loi du 10 vendémiaire sur la responsabilité des communes. Bien que votée dans un moment de crise, à la veille de l'émeute de St-Roch, cette loi draconienne fut accueillie comme une mesure de préservation sociale parfaitement légitime ; elle est restée dans nos Codes, on l'a encore appliquée en 1871 au moment de l'insurrection de la Commune, et la loi municipale de 1884 l'a reproduite sans grande modification et surtout sans adoucissement.

En Algérie, des circonstances identiques ont forcé le gouvernement d'employer, avec les tempéramments voulus par le milieu, le genre de répression inscrit dans cette loi de vendémiaire ; c'est ce qu'on a appelé « l'application du principe de la responsabilité collective des tribus ». — Cette application s'est faite d'une façon un peu différente : elle a été simplifiée et adaptée au pays ; l'exécution en a été laissée au pouvoir politique et non pas au pouvoir judiciaire ; des circulaires, des arrêtés ont seuls fixé la procédure, mais au fond c'est exactement le même procédé de coercition, et les garanties données aux justiciables ne sont pas moindres de ce côté-ci de la Méditerranée que dans la métropole.

Ces garanties, en matière de séquestre comme en matière de responsabilité collective, sont même déjà de beaucoup supérieures à celles que réclament l'état social, les traditions, le droit coutumier aussi bien que la loi islamique des indigènes intéressés.

La société musulmane a encore les idées qui avaient cours chez nous il y a quatre ou cinq siècles ; et, au moyen âge, chez toutes les nations chrétiennes, la confiscation semblait chose naturelle et de droit strict vis-à-vis des seigneurs, bourgeois et manants félons ou rebelles.

Sous les khalifes arabes, comme sous les émirs berbères aussi bien que sous les Turcs et dans les canoun kabyles, la

confiscation et la responsabilité collective n'ont pas cessé d'être appliquées.

Ces deux pénalités sont si bien dans les mœurs indigènes qu'elles sont prévues et réglementées en droit musulman (1) et dans les canoun berbères.

Et, en effet, pour nos indigènes, vis-à-vis de l'étranger, même musulman, même voisin de tribu, et à plus forte raison vis-à-vis de l'ennemi, du chrétien, « du gouvernement », l'individu n'est rien ; l'entité responsable, la personne civile, la seule qui pense, agit, mérite ou démérite, c'est selon les cas, le groupe familial, la kharouba, la ferka, la tribu ou le soff (2) ; l'individu ne se dégage et n'existe moralement que vis-à-vis de ses parents et ses agnats, en matière de statut personnel ou encore en matière commerciale.

Nous avons, nous, l'action publique s'exerçant au nom de la société contre l'auteur d'un crime et contre ses complices suivant leurs culpabilités individuelles ; l'indigène ne connaît que la vendetta et le droit de représaille, droit qui s'exerce de famille à famille (3).

Au surplus, il n'est pas nécessaire d'évoquer le passé ni de faire appel à des coutumes indigènes que le rôle de la France est de transformer et de modifier dans le sens du progrès. Notre droit moderne et nos lois en vigueur appliquent journellement à des citoyens français le séquestre et la responsabilité collective.

L'article 362 du Code d'instruction criminelle établit le séquestre sur tous les biens du contumace, et ce séquestre n'est levé que lorsque la condamnation de celui-ci est devenue définitive et que l'État a liquidé les frais de justice, d'amende et de dommages-intérêts qui lui incombent.

La responsabilité pécuniaire frappant des gens innocents de fait et d'intention est inscrite dans l'article 1384 du Code civil.

Un haut magistrat algérien, M. l'avocat général Bœrner, le

---

(1) V. Code musulman par Sidi Khelil, traduction de Seignette, sur la responsabilité collective, les art. 1834, 1835, 1836, etc., et en note finale le commentaire de l'art. 1836. — Sur la confiscation, les art. 1909, 1912.

(2) V. Masqueray, *Formation des cités berbères*, p. 21, etc.; Letourneux et Hanoteau, *La Kabylie*, t. III, p. 60, Droit privé intérieur ; p. 106, Droit pénal du village, etc.

(3) Sidi Khelil, traduction de Seignette, 1754 : « La vindicte légale appartient à l'agnat le plus proche en degré de l'offensé, suivant l'ordre établi pour la dévolution du patronage, sauf que l'aïeul et les frères sont, en cette matière, au même degré. »

faisait remarquer, en ces termes, dans la solennité officielle d'une séance de rentrée de la Cour d'appel (1) :

« La responsabilité collective n'est-elle pas édictée dans le » Code civil lui-même, et ne pourrait-on pas élever contre » l'article 1384 les objections que l'on fait à la responsabilité » collective des indigènes ? »

On peut même affirmer qu'elle soulève des objections beaucoup plus graves ; la loi métropolitaine est assurément plus dure pour le citoyen français qui paie de ses deniers la faute de son préposé ou de son domestique que ne l'est la législation algérienne qui atteint l'indigène membre d'une collectivité familiale reconnue coupable dans son ensemble.

Les articles 106, 107 de la loi toute récente du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale déclarent les communes civilement responsables des dégâts résultant de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire ; le paiement intégral desdits dommages étant d'ailleurs réparti entre tous les habitants domiciliés suivant un rôle spécial établi au prorata des taxes réunies des quatre contributions directes.

N'est-ce pas là la responsabilité collective de la tribu ? Les termes dont se sert le législateur et les circonstances qu'ils précisent ne se retrouvent-ils pas dans les lois, décrets, circulaires ou arrêtés spéciaux aux indigènes ?

De même pour le séquestre.

Le Code d'instruction criminelle, en édictant cette mesure vis-à-vis du contumace, entend atteindre celui qui, par sa fuite, se soustrait à la responsabilité individuelle d'un crime *présumé* à sa charge, crime dont la réparation exige entre autres choses le paiement des frais de justice, d'amendes et de dommages-intérêts aux victimes.

Le séquestre algérien frappe l'indigène reconnu coupable ou complice d'un crime *de telle nature* que sa part de responsabilité individuelle ne peut être ni dégagée, ni poursuivie. La réparation de ce crime exigeant le paiement des frais de répression militaire, des dommages causés, des amendes encourues, le séquestre intervient comme garantie. Lorsque, ensuite, dans les délais légaux, l'indigène n'a pas réussi à purger cette espèce de contumace morale et que la punition est devenue définitive, l'État liquide les frais, et, quand le paiement est effectué, il lève le séquestre.

---

(1) Discours de rentrée, 1er octobre 1880.

Ainsi, dans tous ces cas d'application de responsabilité collective ou de séquestre, il n'y a entre la métropole et l'Algérie qu'une différence de forme et de procédure; on verra plus loin que cette différence est, en somme, tout à l'avantage des justiciables indigènes. Car l'action gouvernementale ou mieux encore une jurisprudence administrative bien fixée et des circulaires inspirées par des considérations politiques ou humanitaires tempèrent et atténuent les effets de la peine; l'administration qui punit se préoccupe toujours de ne pas excéder les forces des contribuables. Au contraire, en France, les tribunaux ne peuvent qu'appliquer la loi, leur objectif est avant tout la réparation *intégrale*, judiciaire et pécuniaire de l'infraction commise ou du dommage avéré, et cela, en faisant le plus souvent abstraction des facultés de l'individu atteint, qui est frappé dans ses biens présents et dans ceux qui pourront lui échoir pendant une durée de trente ans.

Ce n'est pas tout: Qu'en France un contumace soit à même de prouver son innocence après que sa condamnation sera devenue définitive, sans parler des frais et difficultés à peu près insurmontables que rencontrera sa réhabilitation de par les tribunaux, arrivera-t-il jamais à se faire rembourser quelque chose des sommes payées avec le produit de son séquestre? En Algérie, rien n'est plus facile; un certain article 32 de l'ordonnance royale de 1845 permet « nonobstant » toutes déchéances ou tout rejet de réclamation » la restitution de ceux de ces biens séquestrés qui sont encore aux mains du domaine de l'État.

Quand, dans une commune de France, des individus *domiciliés* mais absents, innocents de fait et empêchés, ou même foncièrement hostiles au désordre réprimé par la responsabilité collective, essaient de se soustraire au paiement de la contribution spéciale, que de difficultés encore dresse devant eux la procédure des tribunaux (1), si tant est que cette exonération soit admissible avec la loi de 1884, qui n'en mentionne même par la possibilité, comme le faisait la loi du 10 vendémiaire (2) ! En Algérie, l'exonération du séquestre ou de la

---

(1) Une personne digne de foi, nous citait le fait d'une commune d'Alsace qui, en 1870, à la suite d'une manifestation antisemitique et de pillage collectif d'un magasin, avait été frappée au nom de la loi de vendémiaire. Bon nombre de juifs n'avaient pas réussi à dégager légalement leur responsabilité anonyme et ils avaient dû payer leur quote part dans les dommages-intérêts attribués aux victimes du désordre.

(2) *Loi du 10 vendémiaire*, an IV. — Art. 4 : « Les habitants de la commune ou les communes contribuables qui prétendraient n'avoir pris aucune part aux

responsabilité collective est de droit pour certaines catégories d'indigènes et peut être prononcée en faveur des autres dans des conditions aussi simples que pratiques.

Nous reviendrons plus loin sur ces garanties données aux indigènes ; il nous suffit ici de les constater et de les énoncer.

Si d'ailleurs la législation algérienne relative au séquestre et à la responsabilité collective était ce que disent ses détracteurs, elle n'aurait pas été consacrée à nouveau par les législateurs républicains de 1874, lors du vote de la loi relative aux incendies.

La commission (1) qui a présenté cette loi à la Chambre des députés a été unanime pour consacrer et pour étendre à de nouveaux cas ces mesures de répression. Cependant cette commission comprenait des députés notoirement arabophiles. Mais les répugnances qu'ils pouvaient avoir à s'écarter de la procédure métropolitaine sont tombées devant les explications de leurs collègues de la députation algérienne.

Il n'est pas sans intérêt à ce propos, et il est même nécessaire pour placer la question sur son véritable terrain, de rappeler ici les principales considérations qui ont inspiré la commission, dont le rapporteur et le président était l'honorable M. Ernest Picard.

« Les moyens de défense, disait le rapport, doivent être » proportionnés aux agressions ; la France doit aux Français » d'Algérie, avant tout, une protection efficace. Quand la ré- » pression individuelle est impuissante, la loi peut recourir à » la responsabilité collective. Loin de s'opposer à cette doc- » trine, les principes de notre droit la consacrent. La respon- » sabilité collective des tribus en cas d'incendie de forêts n'est » qu'une application du principe de la responsabilité des com- » munes en temps de troubles.

---

délits, et contre lesquels il ne s'élèverait aucune preuve de complicité ou de participations aux attroupements, pourront exercer leurs recours contre les auteurs et complices des délits. » V. Dalloz, *v° Commune*, p. 395 et suiv. not. § 2721-2780.

La loi du 13 avril 1884 est moins explicite en faveur des particuliers, dont le droit à l'exonération semble cependant primordial ; par contre elle l'est d'avantage en faveur de la commune, qui en vertu de l'art. 109 « peut exercer son recours contre les auteurs et complices du désordre. »

(1) MM. Ernest Picard, président, Bourceau, secrétaire, Canivet, Clapier, baron de Barante, Toupet des Vignes, colonel Denfert Rochereau, Colas (Constantine), Gusman Serph, Monnot-Arbilleur, Warnier (Alger), Jacques (Oran), Bastide, Martin des Pallières, de la Sicotière.

» Cette responsabilité collective se justifierait encore au » besoin par l'état de la propriété en Algérie. Les indigènes » n'y connaissent encore que la propriété collective ; la cons- » titution de la propriété individuelle est décrétée, mais elle » est loin de sa réalisation, et les recours individuels seraient » également presque toujours impossibles et illusoires.

» Aussi la commission tout entière s'est rendue à cette » nécessité, elle a pensé qu'il y avait lieu d'édicter de nouveau, » en territoire civil comme en territoire militaire, le prin- » cipe déjà proclamé d'ailleurs de la responsabilité collective, » tout en recommandant à l'esprit de justice du gouverne- » ment de ne pas exagérer dans l'exécution les effets de » cette arme puissante, et de ne l'employer que dans les cas » spécifiés dans la loi, pour la répression des crimes et pour » la protection de nos nationaux.

Et ailleurs :

» Le séquestre est une voie d'exécution indispensable pour » percevoir les amendes collectives et pour atteindre les » vrais coupables en intéressant la tribu à la répression.

» Le séquestre produit une grande et nécessaire impression » sur l'esprit des indigènes en leur montrant par des actes » visibles que le gouvernement a la volonté et la puissance » de sévir. Le gouvernement et la commission ont été d'avis » d'introduire dans la loi cette disposition salutaire. »

Dans l'exposé qui va suivre des textes et de la jurisprudence en vigueur, on verra que cette applicàtion du séquestre et de la responsabilité collective faite par les représentants du pouvoir politique ne viole jamais les grands principes de droit et d'équité qui inspirent notre législation nationale et que rappelait la commission de 1874.

Sans doute, des critiques peuvent encore être motivées et des améliorations sont désirables. Nous étudierons les unes et les autres.

II

Le séquestre individuel de guerre avant 1871
Séquestre individuel

L'oligarchie turque renversée en 1830 avec le dernier dey n'avait dans la régence ni racines, ni sympathies, et elle redoutait bien plus les représailles des indigènes que les exigences

des vainqueurs. Cependant, depuis trois siècles, elle détenait le pouvoir, et, aux yeux de tous, elle était l'autorité traditionnelle, dans un pays où la tradition est souveraine. Cette oligarchie se composait d'ailleurs de fonctionnaires, d'agents et de soldats énergiques, admirablement disciplinés, rompus au commandement comme à l'obéissance, et qui, sans patrie comme sans scrupules, étaient prêts à bien servir tout maître assez fort pour les tenir en main et assez riche pour les payer.

Le général comte Clauzel, un des hommes les plus éminents parmi ceux qui ont gouverné l'Algérie, n'avait pas tardé à se rendre un compte exact de la situation. N'ayant ni instructions précises, ni moyens d'action suffisants, il pensa, avec raison, que le plus sage était encore de prendre la succession du dey et d'utiliser, dans la mesure du possible, les rouages et les hommes de l'ancien gouvernement, sans imposer de suite une forme française à une organisation qui ne visait alors que des musulmans africains. D'un autre côté, il reconnut aussi très vite, et par expérience, qu'il n'y avait aucun fonds à faire, aucun parti à tirer des maures citadins, race intrigante et sans capacité dont le concours ne pouvait que déconsidérer l'autorité de la France aux yeux des indigènes influents.

Comme conséquence de cette politique, un des premiers actes du comte Clauzel fut de prendre, à la date du 30 septembre 1830, un arrêté prononçant la prise de possession par l'État français de tous les biens immeubles ayant appartenu à l'ancien gouvernement, et précédemment occupés par le dey, les beys et les fonctionnaires turcs qui, refusant de reconnaître le nouvel ordre de choses, avaient émigré.

En fait et en droit, ces immeubles étaient *vacants et sans maître*, puisqu'ils avaient été volontairement abandonnés, sans esprit de retour, par leurs anciens propriétaires, qui, en émigrant, s'affirmaient comme renonçant définitivement aux garanties et aux sauvegardes stipulées en faveur de leurs personnes et de leurs propriétés par les § 4 et 5 de la convention du 5 juillet 1830. L'arrêté du 30 septembre était donc, en somme, respectueux des principes généraux de nos lois françaises et du droit international. Sa rédaction était nette, formelle et ne pouvait donner naissance à aucune instance judiciaire venant mettre en échec l'autorité du général qui avait signifié aux vaincus la volonté et les droits de la France.

Si quelque erreur se produisait dans l'application, le général en chef était seul juge du maintien ou de la levée de la mainmise effectuée par le domaine. En 1830, c'est-à-dire au lendemain de notre débarquement, et dans les circonstances nées de la conquête, ce régime était le seul qui pût être compris

des sujets barbaresques, habitués de longue date à ne pas discuter les mesures de leur gouvernement.

Malheureusement, la hauteur de vues du général Clauzel, son initiative et sa perspicacité en des matières ignorées de la métropole, provoquèrent la jalousie et le mauvais vouloir des deux départements ministériels ayant alors plus spécialement à s'occuper de l'Algérie : la guerre et les affaires étrangères.

En même temps, les journaux de l'opposition, encore plus mal renseignés que le cabinet, blâmaient tout ce qui se passait en Algérie et faisaient une réclame intempestive et non fondée au général Berthezène, présenté, on ne sait vraiment pourquoi, comme ayant eu une part prépondérante dans la victoire de Staouéli et la prise d'Alger.

Le cabinet ne comprit pas alors que les affaires coloniales doivent être traitées avec suite et, comme les affaires de politique étrangère, soigneusement tenues à l'abri des fluctuations de la politique intérieure ; le général Clauzel fut rappelé et remplacé par l'incapable Berthezène.

Aussitôt la réaction commença ; au lieu de continuer à affirmer notre autorité par des ordres simples, pratiques, adaptés aux circonstances de fait et au milieu indigène appelé à les exécuter et à les apprécier, on entra dans la voie néfaste des réglementations spéculatives rédigées sans tenir compte ni des mœurs, ni des habitudes de ceux à qui elles s'adressaient et faites uniquement pour donner satisfaction à nos idées françaises.

En dehors de quelques maures intrigants et peu recommandables qui convoitaient d'anciens immeubles beylikaux, l'arrêté du 8 septembre avait paru tout naturel à l'ensemble de la population indigène. Cependant, le 21 mai 1831, le ministre de la guerre prescrivait la révision de ce document.

En conséquence, un nouvel arrêté fut pris, le 10 juin 1831, par le général Berthezène. Il reproduisait le précédent avec quelques nuances de rédaction et les trois modifications suivantes :

1° A l'incorporation dans le domaine de l'État des immeubles jadis *occupés* par le beylik, il substituait « la mise sous le séquestre des biens possédés » par l'ancien beylik ;

2° Il ouvrait aux particuliers un recours devant la commission administrative contre les décisions prises et spécifiait explicitement que les discussions entre tiers restaient dans le ressort des tribunaux ordinaires ;

3° Il prescrivait le versement des amendes à la caisse des douanes et non plus à celle du payeur général de l'armée.

Ce n'était ni pour octroyer de nouvelles garanties aux vaincus, ni pour se donner le plaisir d'une rédaction plus juridique que le gouvernement métropolitain avait fait prendre ce nouvel arrêté. C'était un gage qu'il voulait donner en France à ce groupe d'opposants qui réclamait hautement l'abandon de l'Algérie — et on leur donnait ce gage sans se soucier peu ou prou de l'effet qu'il produirait de ce côté-ci de la Méditerranée.

Les indigènes, qui, par les juifs et les maures des villes, étaient au courant de nos hésitations, ne se trompèrent pas un instant sur la portée de cet acte. Ils y virent la renonciation officielle de la France aux propriétés de l'ancien beylik dont on assurait seulement la conservation et la disponibilité en vue d'une remise ultérieure au sultan de Stamboul. C'était pour eux la suite logique de la convention du 18 décembre 1830, qui avait remis au bey de Tunis la province de Constantine (1), et la confirmation des bruits, qui couraient dans le Titery et ailleurs, que l'expédition d'Alger avait été faite par la France, sur *l'ordre* et pour le compte de la Porte Ottomane, faisant châtier, par le plus puissant de ses vassaux chrétiens, les deys et les janissaires devenus indépendants de leur suzerain musulman.

Dans cet arrêté, il y avait, du reste, quelque chose d'incompréhensible pour les indigènes, c'était ce fait d'un général en chef, d'un conquérant permettant aux vaincus d'appeler de ses actes devant une commission composée d'agents subalternes. Évidemment ce ne pouvait pas être là un acte émanant d'un chef d'État indépendant : le général en chef ne remplaçait pas le dey, car jamais on n'avait appelé des actes des beys devant qui que soit. Le général en chef n'était donc qu'un modeste serviteur de cette France à qui son attitude correcte vis-à-vis de la Sublime Porte avait valu un traitement privilégié en Algérie, alors que les berglierbeys ou les pachas d'Alger étaient encore dans la main des Turcs de Stamboul, seuls juges en dernier ressort de ce qui se faisait en leur nom.

Ces opinions et ces raisonnements peuvent nous paraître aujourd'hui puérils et absurdes, mais alors ils étaient acceptés et proclamés entre musulmans barbaresques avec une entière conviction.

Aussi cet arrêté était-il une grande faute à l'époque et dans le milieu où il devait porter.

---

(1) On sait que le rejet de cette convention par le roi et le conseil des ministres fut une des causes qui entraînèrent le rappel du général Clauzel.

Nous ne tardâmes pas à ressentir les effets de cette imprudence, et, en présence des menées hostiles des vaincus, qui partout relevaient la tête, le général Berthezène dut, un mois plus tard, prendre des mesures excessives, dont la rigueur et l'arbitraire contrastaient singulièrement avec les prétendues garanties stipulées dans l'acte du 10 juin 1831.

En effet, le 11 juillet de la même année, un arrêté prononçait l'expulsion de la régence de tout individu « convaincu *d'avoir tenu des propos alarmants* » et, en cas de rentrée sur le territoire, « *sa condamnation à mort comme ayant conspiré contre la sûreté de l'État.* »

Le même jour un autre arrêté, visant à la fois celui du 8 septembre 1830 et celui du 10 juin 1831, s'exprimait ainsi :

« Considérant que, si cette mesure, résultant du droit que » donnait la conquête, de disposer des propriétés des Turcs » n'a pas été appliquée, dans le principe, aux individus de » cette nation restés depuis l'occupation française dans le » territoire de la régence, ce n'était qu'à la condition de justi- » fier l'exception dont ils étaient l'objet par une conduite » exempte d'intrigue et d'opposition à l'administration fran- » çaise ; — Considérant que, par une conséquence naturelle » des motifs qui ont prédominé dans l'adoption de cette me- » sure, les Turcs résidant dans l'étendue de la régence qui » *violeraient leurs promesses et manqueraient aux engage-* » *ments pris par eux envers l'autorité française* (?) perdent » leurs droits au bénéfice de cette exception ;

» Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 10 juin relatif au sé- » questre des immeubles appartenant aux Turcs s'applique aux » individus de cette nation qui, quoique résidant dans le ter- » ritoire de la régence, se feraient remarquer par *leur esprit* » *d'opposition contre l'autorité de la France.* »

Ce qu'il y avait surtout à retenir dans ce document, si étrangement rédigé, c'était, en dehors de sa portée politique, la non abrogation de l'arrêté du 30 septembre 1830 implicitement visé. Ce fait avait son importance, car il permettait, si l'idée d'occupation de l'Algérie prévalait un jour, de remédier à l'insuffisance de l'article 1er de l'arrêté du 10 juin et de considérer comme réellement domaniales et incorporées au domaine de l'État les propriétés de l'ancien beylik. C'est ce qui fut fait : une décision du ministre de la guerre, en date du 17 septembre suivant, prescrivait de vendre tous les immeubles inutiles aux besoins des services publics; puis des arrêtés successifs, visant toujours celui du 30 septembre 1830,

affectèrent régulièrement aux casernements et aux différents services administratifs de l'État les biens utilisables de l'ancien beylik.

Ces premiers arrêtés ne visaient que les Turcs, dont la cause semblait à beaucoup nettement séparée de celle des indigènes. Mais, quand dans les conseils du roi on fut bien décidé à conserver l'Algérie et quand le général en chef eût été remplacé par un gouverneur général, les indigènes ne tardèrent pas à être atteints à leur tour par les mêmes mesures de séquestre.

Ce fut en 1840 (1) que les premiers arrêtés de séquestre furent pris à leur encontre : successivement ils atteignirent Cherchell, Coléa, Blida. Mais déjà la forme de ces documents a changé : le gouverneur *n'ordonne* plus brièvement comme le général en chef, il explique ses arrêtés par des considérants explicites :

« Considérant que les habitants indigènes de la ville de....
» qui n'ont pas reparu depuis la prise de cette place ont
» abandonné leurs propriétés pour se joindre aux ennemis de
» la France... ;
» Que les maisons terres et jardins de.... ne peuvent rester
» dans un état complet d'abandon... ;
» Que *l'État* possède sur le territoire de.... des propriétés
» qu'il importe de mettre en culture... ;
» Qu'il importe d'autre part de donner à la population euro-
» péenne qui se fixe en Afrique des établissements qui puissent
» subvenir aux besoins de la colonie ; »

Suivait le texte de l'arrêté prononçant « le séquestre et la réunion au domaine de l'État » de tous les biens non réclamés dans le délai d'un mois.

Au surplus, ces trois arrêtés semblaient n'avoir et n'avaient en réalité pour objectif que la création de centres au moyen de l'utilisation immédiate des biens vacants et disponibles. Ils ne réglaient rien des conditions pratiques et juridiques de ce séquestre assez naïvement confondu avec une « réunion au domaine de l'État. » On n'était cependant plus ici, comme en 1830, en présence des biens de l'ancien beylik et de ceux des fonctionnaires turcs ayant quitté la régence, mais en présence d'indigènes présents dans le pays et ayant leurs intérêts connexes avec ceux qui, restés dans les villes, avaient droit à notre protection.

Un règlement était nécessaire pour définir au juste les effets de ce séquestre, pour poser les règles des juridictions

(1) Arrêtés de séquestre du 30 sept. et du 1er oct. 1840.

compétentes, et enfin pour dégager les droits des tiers, fixer la procédure relative aux réclamations, etc.

On le comprit, et le gouverneur prit l'arrêté du 1er décembre 1840, qui confirme et maintient le séquestre apposé sur les propriétés des indigènes et en détermine les effets.

Cet arrêté du maréchal Valée, bien qu'ayant été soumis sans doute au ministre de la guerre qui est nommé dans divers articles, est loin d'être un modèle de clarté et de rédaction. La pratique ne tarda à mettre en relief ses obscurités et ses défectuosités ; aussi, en 1845, fut-il remplacé par l'ordonnance royale du 31 octobre, portant règlement sur le séquestre, « le comité de législation du conseil d'État entendu. » Ce document, élaboré avec soin et rédigé par des gens du métier, ne laisse rien à désirer au point de vue de la forme et de la clarté ; ses 33 articles, beaucoup plus courts et plus précis que les 28 articles de l'arrêté de 1840, en reproduisent expressément toutes les dispositions essentielles, sauf une seule qui a été supprimée : « la prime offerte en 1840 (art. 9) aux dénonciateurs des biens séquestrés dissimulés. »

L'ordonnance royale du 31 octobre 1845 est toujours en vigueur ; elle a été complétée en 1871 par un arrêté du pouvoir exécutif et en 1874 par une loi de l'État, mais elle n'a pas été modifiée. Toutes les mesures de séquestre prises depuis 1845 l'ont été en se conformant strictement aux prescriptions édictées ; il importe donc de bien comprendre la valeur et l'esprit de ce document organique, que ne connaissent certainement pas ceux qui, en France, demandent si imprudemment la suppression du séquestre algérien.

Si on laisse de côté les mesures de régularisation relatives aux arrêtés particuliers antérieurs à 1845, les détails de procédure réglés avec le soin et la précision qui caractérise en France tous les règlements d'administration publique, l'ordonnance royale se réduit aux grandes lignes suivantes :

« Le séquestre ne peut être prononcé définitivement que » par un arrêté motivé du gouverneur, le conseil de gouver- » nement entendu (1). — Dans ce conseil figurent les chefs de » la justice et d'autres hauts fonctionnaires civils ou mili- » taires ayant, de par leurs services, aujourd'hui surtout, une » indépendance réelle vis-à-vis du gouverneur. »

Les trois seuls motifs pouvant donner lieu à ces arrêtés de séquestre sont (2) :

(1) Ord. roy., art. 11.
(2) Ord. roy., art. 10.

« 1° Avoir commis des actes d'hostilité soit contre les » Français, soit contre les tribus soumises à la France, ou » prêté, soit directement, soit indirectement, assistance à » l'ennemi, ou enfin entretenu des intelligences avec lui ;

» 2° Avoir abandonné, pour passer à l'ennemi, les propriétés ou les territoires qu'ils occupaient (après trois mois » d'abandon non autorisé). »

Et depuis la loi de 1874 :

« 3° Avoir allumé des incendies qui par leur simultanéité » ou leur nature dénotent de la part des indigènes un concours préalable et peuvent être assimilés à des faits insurrectionnels (1). »

L'indigène frappé a un délai d'un an, à partir de l'arrêté le visant, pour introduire une demande en décharge, dans laquelle il doit établir qu'il n'est pas l'individu désigné dans l'arrêté ou qu'il ne s'est pas rendu coupable des faits énumérés ci-dessus (2). La demande, dont il est donné récépissé, est examinée en conseil de gouvernement et il est statué avant un délai légal de six mois (délai qui dans la pratique est toujours infiniment plus court).

La réunion définitive au domaine de l'État n'a lieu que deux ans après les publications en arabe et en français des arrêtés apposant le séquestre. Sauf dans le cas d'abandon en masse de ville ou territoire, auquel cas l'autorité peut ordonner la main-mise dès que l'arrêté est définitif.

Quant aux droits des tiers vis-à-vis des séquestrés, ils sont du ressort du conseil de gouvernement — et, s'ils se produisent après la remise des biens à l'indigène, la réclamation est de la compétence des tribunaux ordinaires — sans recours possible contre l'État.

Enfin, pour terminer et couronner la réglementation par une disposition d'une bienveillance extrême, l'article 32 s'exprime ainsi :

« Nonobstant toutes déchéances et tout rejet des réclama- » tions, les biens séquestrés pourront, tant qu'ils seront dans » les mains du domaine, être remis par nous, par grâce » spéciale et en vertu de notre pleine autorité, aux anciens » propriétaires ou à leurs héritiers, qui les reprendront dans » l'état où ils se trouveront et sans aucune restitution des » fruits perçus. »

---

(1) Loi du 17 juillet, art. 6, § 3.

(2) Ord. roy., art. 25, 26, 3 et 5.

Dans la pratique, cette remise gracieuse, qui a été souvent prononcée, a lieu par décret, sur la proposition du gouverneur général, le conseil de gouvernement entendu.

L'instrument organique réglant la législation du séquestre est, on le voit, empreint d'un sentiment d'équité très grand; ce n'est nullement une loi d'exception ne laissant ni recours, ni garantie aux malheureux qu'elle frappe. Nous verrons plus loin que la jurisprudence réglant l'application de cette législation adoucit encore d'une façon très sérieuse les sévérités de la mesure.

Jusqu'en 1871, et en vertu de l'article 12 de cette ordonnance de 1845, il était prescrit que les arrêtés prononçant le séquestre publieraient, en arabe et en français, les noms des individus atteints par le séquestre et, si cette publication n'était pas possible immédiatement, elle devait faire l'objet d'un arrêté complémentaire pris ultérieurement, toujours le conseil de gouvernement entendu. C'était, en effet, un gros travail quand la mesure frappait un groupe nombreux ; mais, par suite de la mansuétude de l'administration militaire, les arrêtés de séquestre étaient pris très rarement contre des collectivités importantes, et la plupart de ces arrêtés ne visaient guère que des individualités marquantes ou de petits groupes dont l'hostilité avait un caractère exceptionnel de ténacité et de persistance. A tort ou à raison, le séquestre était alors bien moins apposé en vue de châtier les coupables qu'en vue de « faire des exemples » qu'on pensait devoir être d'un grand effet sur les populations.

C'est ainsi qu'à Zaatcha le séquestre ne frappa que 113 propriétaires du ksour, soit 99 familles de ksouriens (1), 12 indigènes des nomades (Ahl ben Ali) et un cheik des Dehenna. Cependant la garnison rebelle de Zaatcha s'était maintenue, dès le début, aux chiffres de 578 à 600 fusils constamment renouvelés par les contingents de 25 tribus, entièrement et activement complices de la résistance, car, au jour suprême de l'assaut final, il y eut 461 chefs de famille tués, et ces 461 individus appartenaient à plus de 21 tribus.

La même chose s'est passée lors des autres insurrections

---

(1) On peut cependant affirmer qu'en dehors de la famille de Bouzian, chef et promoteur de l'insurrection, les paisibles ksouriens de Zaatcha, pris dans un engrenage fatal dont ils ne pouvaient se dégager, étaient moins coupables et méritaient moins d'être punis que ces 25 tribus qui vinrent pendant deux mois faire le coup de feu contre nous, harceler nos camps et ravitailler les assiégés de vivres, de munitions et de combattants ; mais, toujours, l'humble et utile ksourien a payé pour le nomade, son dur maître.

antérieures à celle de 1871, dans l'Aurès, dans la petite Kabylie, dans le Sud-Oranais; partout une fraction minuscule, un hameau, une famille étaient seuls frappés de séquestre au milieu d'un pays insurgé; la grande majorité des groupes rebelles n'était punie que de contributions de guerre, châtiment moins afflictif et d'un effet moins durable.

Le séquestre de 1845 frappant tous les biens meubles et immeubles des individus dénommés dans les arrêtés, l'administration reculait devant l'application d'une mesure qui, étendue sur des tribus entières, aurait eu pour corollaire la radiation définitive des contribuables de toute une région.

On cherchait donc à ne faire que des exemples en ne frappant que les meneurs ou les gens les plus compromis.

Mais plus tard, quand on était mieux renseigné, quand le temps avait fait son œuvre d'apaisement, on reconnaissait que dans le groupe choisi comme exemple il y avait bien des gens qui n'avaient été qu'entraînés et avaient en somme été beaucoup moins coupables que les autres groupes, simplement punis d'amende. Alors, après une période, plus ou moins longue suivant les circonstances et la conduite tenue par les séquestrés, on finissait par lever le séquestre pesant sur les survivants. De là ces nombreuses mesures de clémence consignées dans les bulletins officiels, de 1859 à 1866, mesures qui n'étaient pas sans soulever bien des critiques; en réalité, dans la plupart des remises de peine, il y avait plus d'équité que d'indulgence, mais il était difficile de bien s'en rendre compte.

En somme, avant 1871, il y avait souvent des défectuosités dans le mode d'application de l'arrêté de 1845, et cela, parce que dans la pratique on s'était écarté du principe qui domine en droit l'apposition du séquestre. De ce qui devait n'être qu'une simple mesure de garantie on avait fait une véritable pénalité qui, ne comportant ni degré, ni tempérament, ne laissait le choix qu'entre une confiscation souvent excessive ou une indulgence parfois peu justifiée.

Nous dirons plus loin comment en 1871 on a remédié à cet état de choses.

Louis RINN,
Conseiller de gouvernement.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

PARTAGES ET LICITATIONS INDIGÈNES (Loi du 28 avril 1887 et décret du 5 juillet 1888), par M. L. Mathiss, avoué à Mostaganem.

La disposition de la loi du 26 juillet 1873 qui soumet à la loi française, dans des conditions déterminées, la *transmission contractuelle* des immeubles entre indigènes musulmans, sous la réserve qu'il ne sera pas dérogé au statut personnel ni aux règles de succession des indigènes entre eux, a donné lieu à de graves difficultés relativement aux partages et licitations des successions musulmanes.

Le législateur avait commis la faute grave de laisser à la procédure musulmane le monopole des partages et licitations, même quand il se trouvait dans la succession musulmane des immeubles soumis au statut réel français. Les titres français, dont la délivrance est une opération si laborieuse, devaient fatalement disparaître à bref délai; la loi avait oublié d'assurer la conservation de son œuvre.

La jurisprudence de la Cour d'Alger, en affirmant par plusieurs arrêts importants la compétence exclusive des cadis dans les partages de succession, devait amener une réaction. Le décret du 10 septembre 1886 vint conférer aux notaires le droit exclusif de procéder aux partages des successions musulmanes dans lesquelles il y a des immeubles. Cette fois, on ne distingue même pas entre les immeubles soumis au statut réel français et ceux qui sont restés sous l'empire du droit musulman.

C'est dans ces conditions qu'est intervenue la loi du 28 avril 1887, qui est une loi de procédure. Mais on s'aperçoit bien vite qu'au lieu de simplifier la question, elle l'a compliquée. M. Mathiss nous présente, dans une brochure intéressante, les divergences d'opinion qui se sont produites et les différents systèmes qui ont successivement prévalu en jurisprudence; il nous amène à cette conclusion que les questions de compétence soulevées en cette matière sont inextricables et nécessitent l'intervention du législateur.

L'auteur n'a pas la prétention d'apporter la solution de toutes les difficultés que soulève l'application de la loi de 1887 et que la pratique révèle chaque jour.

« Il a, dit-il, borné son ambition à signaler les principaux écueils, à poser aussi clairement que possible les questions soulevées, en indiquant les solutions intervenues et leurs sources. »

Les difficultés particulières de la matière sont telles que les officiers ministériels éprouvent une grande répugnance à s'en occuper, craignant d'engager leur responsabilité, et on peut dire que jamais les indigènes ne sont autant demeurés dans l'indivision que depuis la législation nouvelle.

M. Mathiss s'efforce également de démontrer, dans cet ordre d'idées, l'insuffisance du tarif édicté par le décret du 5 juillet 1888.

Ce travail, fait avec une grande compétence de la matière, mérite d'attirer l'attention de tous les praticiens. Des efforts communs permettraient peut-être d'obtenir, sur ces graves questions, l'attention des pouvoirs publics. C'est le but que s'est proposé M. Mathiss en faisant cette publication que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs.

L. C.

RÉGIME PÉNAL DE L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

LE SÉQUESTRE ET LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE (1)

III

La responsabilité collective en Algérie.

Tant que la responsabilité collective et le séquestre n'ont été que des procédés de fait employés en Algérie par les chefs de l'armée pour affirmer notre conquête et assurer *manu militari* l'action du commandement ou la sécurité du pays, il ne pouvait et il ne devait y avoir, pour l'emploi de ces pénalités, d'autres considérations que l'intérêt de la France et le bien du service.

Les sentiments de droiture, d'équité et de justice que développe, à un si haut degré chez les chefs, l'habitude et la pratique des devoirs militaires étaient de sûrs garants de la bonne application de ces puissants moyens de coercition.

Il suffit pour s'en convaincre de relire les circulaires du maréchal Bugeaud qui, le premier, posa les règles du principe de la responsabilité collective appliquée aux indigènes, règles qu'ont maintenues sans modifications sensibles ses divers successeurs. Un seul, le prince Napoléon, voulut, au nom de théories inapplicables, supprimer cette responsabilité collective (2); il ne réussit qu'à faire mettre en échec le principe d'autorité, à créer le désordre et, suivant sa propre expression « à faire perdre confiance dans la réalité des progrès accomplis par notre domination ». Il dut forcément modifier sa décision première (3), et son successeur (4) s'empressa de ressaisir d'une main plus ferme ces droits régaliens que, dans un intérêt supérieur de sécurité et d'ordre publics, un

(1) V. *suprà*, p. 121.

(2) Décision ministérielle du 24 novembre 1858, *Bulletin officiel*. V. *Rev. Alg.*, 1885, 1re part., p. 84.

(3) Instruction ministérielle du 28 décembre 1858, *Bulletin officiel*.

(4) Circulaire ministérielle du comte Chasseloup-Laubat, 8 mai 1859, *Bulletin officiel*.

gouvernement n'abdique jamais vis-à-vis des étrangers ou de certaines catégories de ses regnicoles.

Au surplus, cette application du principe de la responsabilité collective était infiniment moins draconienne qu'on l'a dit. Voici en quoi elle consistait :

Lorsque, dans un milieu indigène, loin de toute surveillance et de tout contrôle permanent des agents français, un crime avait été commis intéressant notre autorité ou la sécurité générale, et que l'auteur ou les auteurs n'avaient pu être découverts, il était donné à la tribu ou fraction dont la responsabilité était engagée un délai de deux mois pour désigner ou livrer les coupables; sinon, une amende collective, déterminée d'après la gravité du crime commis et d'après les impôts payés par la collectivité, était imposée et aussitôt mise en recouvrement.

Les crimes isolés et qui n'atteignaient que les intérêts privés ne devaient point, en principe, et aux termes des instructions souvent répétées, être punis de l'amende collective. Sans doute, dans la pratique et au début, il y eu des exceptions ; cela était inévitable, car la ligne de démarcation entre les crimes intéressant les particuliers placés sous notre protection plus nominale qu'effective et ceux pouvant indirectement porter atteinte au prestige même de notre protectorat était assez difficile à arrêter : les uns et les autres exigeaient souvent au même degré des répressions immédiates et d'un caractère sommaire que seul pouvait donner l'application du principe de la responsabilité collective. Ces exceptions apparentes à la règle n'en étaient souvent que la confirmation.

La circulaire du maréchal du 2 janvier 1844 (1), après avoir rappelé la solidarité étroite qui lie les membres d'une collectivité indigène, disait déjà : « Nous devons maintenir et affirmer » la solidarité des tribus ; mais il ne faut appliquer à tous la » punition méritée par un seul qu'à la dernière extrémité. »

La circulaire du 12 février 1844 ajoutait : « Si nous avons » dû conserver la terrible législation de la responsabilité des » tribus comme le seul moyen de maintenir une bonne police » dans un pays qui n'a pas toutes les combinaisons multiples » de notre administration civile et judiciaire, *les commandants militaires ne doivent en user qu'avec une extrême* » *modération et lorsque les nécessités politiques ou de sécurité publique sont parfaitement démontrées.* »

Dans le début, ce furent les commandants des divisions (2)

---

(1) V. *Bulletin officiel.*

(2) Art. 18 du règlement formulé dans la circulaire du 12 février 1844.

qui infligèrent les amendes collectives ; à partir de 1858, ce fut le ministre de l'Algérie, puis le gouverneur.

L'instruction ministérielle du 28 décembre 1858, qui rapportait en réalité la décision du 24 novembre portant « suppression de la responsabilité des tribus et des amendes collectives », disait : « Je ne veux plus d'amendes collectives dans le sens » de la circulaire du gouverneur général du 2 janvier 1844, » c'est-à-dire comme moyen d'administration et de police, et » comme moyen de répression pour les crimes dont les au- » teurs sont restés inconnus. Cependant j'admets que dans » certains cas la responsabilité et la solidarité des tribus doi- » vent être invoquées : c'est lorsqu'il s'agit de faits généraux, » de crimes commis avec une sorte de complicité collective » par un grand nombre de coupables, et lorsque le châtiment » individuel est tout à fait impossible. La circulaire du 2 jan- » vier 1844 peut même être appliquée dans les contrées où » notre autorité n'est pas encore établie d'une façon normale » et où *l'abandon de ce système de répression équivaudrait à* » *une abdication de notre souveraineté.*

» Cependant une restriction a dû être faite pour que les » punitions collectives fusent soumises à la sanction minis- » térielle. Cette formalité, rendue nécessaire par la suppres- » sion des fonctions de gouverneur général, ne peut entraîner » aucun inconvénient, puisque, toutes les fois que la respon- » sabilité des tribus est invoquée, un délai de deux mois est » accordé pour la découverte des coupables... »

En réalité, dans la pratique, les collectivités bénéficient toujours, pour s'expliquer et se justifier, d'un délai plus long que le délai indiqué dans le document ministériel.

Chaque fois, en effet, qu'un crime est commis, il fait tout d'abord l'objet d'une enquête administrative et souvent d'une information judiciaire. Ce n'est que lorsque l'administrateur, civil ou militaire, a acquis la certitude que l'action judiciaire est impuissante à assurer la répression nécessaire qu'on se décide à recourir à ce mode de répression ; encore ne le fait-on jamais, aux termes des instructions en vigueur, sans avoir réuni les chefs et les notables et sans les avoir une dernière fois prévenus que, s'ils persistent dans leur mutisme, le gouverneur va être saisi d'une demande d'application de responsabilité.

Si cette dernière tentative échoue, l'administrateur fait alors son rapport et formule sa demande, qui, après avoir subi l'examen des intermédiaires hiérarchiques, arrive à Alger, où, depuis 1879, elle est, en fait, toujours soumise au conseil de gouvernement. Souvent le gouverneur, avant de saisir le

conseil de l'affaire, renvoie le rapport à l'administrateur pour complément d'instruction. Au conseil, le premier président et le procureur général examinent les affaires de l'espèce avec un soin particulier, car ils n'aiment pas voir mettre ainsi en relief l'impuissance de l'action judiciaire dont ils ont la haute direction : leur amour-propre professionnel leur inspire souvent des arguments ou des propositions qui donnent une autre direction aux recherches effectuées et font encore renvoyer l'affaire.

Si au contraire le conseil estime que la responsabilité collective est nécessaire, le gouverneur prend un arrêté visant les instructions ministérielles précitées, et le délai de deux mois ne court que du jour où cet arrêté est notifié aux cheiks et notables réunis à cet effet.

Étant donné, d'une part, ces précautions et ces lenteurs, de l'autre, l'étroite solidarité qui unit les membres d'une collectivité indigène, on voit que cette terrible peine de la responsabilité collective est en somme bien anodine.

Elle est en outre très efficace, non pas pour faire dénoncer le coupable, mais pour empêcher le retour des actes d'hostilité ou de malveillance analogues à celui dont on poursuit la répression.

En veut-on un exemple topique? Au début de l'établissement des lignes télégraphiques, on constatait de très nombreuses interruptions ayant pour origine la fracture intentionnelle des isolateurs et la rupture des fils qui, une fois à terre, étaient brisés à coups de pierre. C'étaient les bergers et enfants indigènes qui prenaient pour cible ces isolateurs de porcelaine blanche brillant au soleil; on en vit de cassés ainsi en face de douars qui cependant niaient toute participation au délit constaté. Jamais un des coupables ne fut livré par les parents ou les chefs indigènes, mais l'application, d'abord fréquente, d'amendes collectives, dans les conditions ci-dessus indiquées, a empêché les faits de se renouveler. Aujourd'hui, et depuis plus de douze ou quinze ans, les bris d'isolateurs sont devenus excessivement rares même dans les endroits où la surveillance est à peu près nulle en raison de l'éloignement des centres européens.

On pourrait citer d'autres séries de faits relatifs aux bornes limites, aux signaux goédésiques, aux voies ferrées, et enfin aux voyageurs isolés, qu'ils soient ou non fonctionnaires.

L'application de ce principe de la responsabilité collective, dans les conditions déterminées par les instructions ministérielles susvisées, est d'ailleurs devenue excessivement rare. Nous en avons donné la raison en indiquant tout-à-l'heure la répugnance qu'avaient les chefs de la justice à voir ce sys-

tème substitué, même exceptionnellement, à l'action judiciaire. On en est venu à vouloir faire prédominer le principe que cette responsabilité collective — en dehors des cas d'incendies de forêts, cas sur lesquels nous reviendrons — ne pouvait et ne devait être appliquée qu'en territoire de commandement, c'est-à-dire en territoire d'exception.

Cette doctrine a été examinée et discutée en 1883 devant le conseil de gouvernement, mais elle n'a pas prévalu. On a fait remarquer, non sans raison, que les territoires civils ne sont pas d'une façon absolue des territoires de droit commun, puisque les indigènes y sont soumis à des réglementations spéciales ; que le régime des communes mixtes, qui forment la majeure partie de ces territoires civils, a plus d'analogie avec celui des territoires de commandement qu'avec celui de la métropole; que, dans ces communes mixtes, le gouverneur reste toujours armé de pouvoirs exceptionnels, tels que le droit d'interner, de déplacer et de cantonner par mesure de police des groupes demi-nomades. On a fait aussi valoir que la loi de 1874, sur les incendies de forêts, avait implicitement consacré ce principe de la responsabilité collective, car en édictant cette pénalité dans des cas déterminés, et sans distinction de territoire, elle n'a pas entendu innover une pénalité, mais simplement viser un mode de répression déjà en usage, et qu'elle a imposé d'une façon énonciative et non pas limitative.

Se rendant à ces raisons, le conseil de gouvernement, le 1er juin 1883, émit, à l'unanimité (1), l'avis que : « En cas de banditisme, le principe de la responsabilité collective peut être appliqué aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire, dans les conditions indiquées par la circulaire non abrogée de M. Chasseloup-Laubat, en date du 8 mai 1859. »

Cet avis était sage ; il affirmait le principe d'autorité qu'il importe, en Algérie, de ne jamais affaiblir vis-à-vis des indigènes. Il était conforme à la loi, au droit et au fait.

Au droit, car lorsque l'on compulse les divers décrets réglant les pouvoirs et attributions du gouverneur général, on les voit tous se terminer par la formule habituelle : « Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret ». Or, en remontant la chaîne de ces divers documents, on arrive en fin de compte à l'ordonnance royale du 1er septembre 1834, où l'on retrouve explicitement énoncés un certain nombre de droits gouvernementaux qui n'ont pas cessé d'être en usage, encore bien qu'on ne les trouve écrits nulle part ailleurs, et

(1) Moins une abstention, celle du gouverneur intéressé.

parmi lesquels sont les pouvoirs de haute police (art. 15) (1). D'ailleurs, le gouverneur est aussi bien le gouverneur des territoires civils que le gouverneur des territoires militaires, et, pour tout ce que la loi ne définit ni ne limite, ses pouvoirs restent les mêmes dans les deux territoires.

Ces pouvoirs, on le comprend, sont surtout nécessaires vis-à-vis des indigènes non citoyens et vis-à-vis des étrangers, qui, n'ayant ni les mêmes droits ni les mêmes aspirations que les Français d'origine, doivent être soumis à une action gouvernementale directe et effective dont n'ont pas besoin nos concitoyens, appelés à se mouvoir librement dans les limites tracées par les lois qu'ils se sont volontairement données.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs de cette théorie, le gouverneur n'a jamais fait en ces derniers temps qu'un emploi excessivement restreint de ces pouvoirs de haute police que confirme l'avis susvisé du 1er juin 1883. En recherchant avec soin, on ne trouve depuis cette époque qu'une seule application de la circulaire du 8 mai 1859. Elle eut lieu à propos d'une attaque à main armée commise dans la commune mixte de Nedroma sur une caravane marocaine. La collectivité coupable fut, sur l'avis conforme émis le 14 mars 1884 par le conseil de gouvernement, punie d'une amende de 3,084 francs, destinée en partie à couvrir les pertes des étrangers pillés sur notre territoire.

Le 10 août et le 11 septembre 1884, le conseil reconnut bien encore la nécessité de punir d'une amende collective une tribu de Fedj-Mezala (Constantine), coupable d'avoir mis en coupe réglée une forêt de l'État ; mais, en présence d'un complément d'instruction ayant mis en relief le bon esprit des populations et l'inanité d'une répression qui se serait traduite par une amende de 0 fr. 25 cent. par tente, et qui aurait été imposée dix-huit mois après les faits délictueux, le conseil, tout en affirmant le principe du bien fondé de la punition collective, déclara qu'en l'espèce et en tout état de cause il était plus polique de s'abstenir de toute répression.

Le gouverneur, d'ailleurs, il faut bien le dire, n'entendait appliquer la responsabilité collective que lorsqu'un intérêt supérieur le lui commandait. L'avis du conseil de gouvernement, conseil purement consultatif et composé de fonctionnaires, ne lui semblait pas suffisant pour faire taire les doutes et les cri-

(1) Et aussi : — Les relations directes du gouverneur avec les États musulmans voisins et les agents consulaires des puissances étrangères en Algérie (art. 13) ; — Le droit de faire et de signer des arrêtés gouvernementaux (art. 14.) ; — L'origine de l'envoi des rapports mensuels aux ministres, etc.

tiques que soulevait, chez les doctrinaires ou les gens d'opposition, l'application de cette responsabilité collective.

Il s'en était entretenu avec les députés de l'Algérie, et ceux-ci, certains d'être soutenus par le sentiment à peu près unanime des électeurs algériens, présentèrent, en 1884, un projet de loi « tendant à étendre et à préciser les conditions de l'ap-» plication du principe de la responsabilité collective aux » crimes et délits de droit commun intéressant la sûreté de » l'État, le principe d'autorité ou la colonisation. »

Le rapport fut même déposé, mais, après avoir tâté le terrain parlementaire, la députation, dont un membre (1) était hostile au projet, retira son rapport. En cela la députation eut raison, car les questions algériennes sont trop mal connues en France et trop peu sympathiques aux députés métropolitains pour quelles puissent être comprises et utilement discutées.

L'idée du gouvernement algérien et de sa députation était cependant excellente et logique. Le principe de la responsabilité collective est en effet inscrit dans la loi du 17 juillet 1874 sur les incendies de forêts, et, quelle que soit la gravité de ces incendies, il est d'autres manifestations coupables par lesquelles les indigènes, sans tomber sous le coup du séquestre, menacent au moins aussi gravement les intérêts de la France et de la colonisation.

Contre ces manifestations, il conviendrait d'avoir les mêmes armes que celles données par la loi de 1874 contre les incendiaires de forêts ; car les raisons invoquées par le rapporteur de la loi de 1874 restent les mêmes, quelle que soit la nature du délit, « quand il est besoin d'une protection efficace et » quand la répression individuelle est impuissante. »

» ..... L'amende collective, disait le rapporteur de la loi de » 1874 a un double caractère, c'est une peine, c'est aussi quel-» quefois une réparation obtenue *manu militari*. Dans ces con-» ditions, il a paru nécessaire à la commission d'établir net-» tement les principes et de faire la part des responsabilités.

» Le gouverneur général est investi, pour prononcer les » amendes collectives, d'un pouvoir discrétionnaire ; sa liberté » d'action doit rester entière ; les considérations politiques » seules doivent l'emporter quand il examine l'opportunité, » la nécessité et la mesure du châtiment qu'il inflige.

» Telle est en substance l'économie de la loi soumise aux » délibérations de l'Assemblée ; elle n'a point rencontré dans » la commission de contradicteurs, et presque toutes ses dis-

(1) M. Sabatier, *La Question de sécurité*, Jourdan, édit.

» positions ont été l'objet d'un vote unanime : ce n'est pas
» que les membres de la commission mettent en oubli les
» principes de la responsabilité individuelle et soient dis-
» posés à méconnaître à l'endroit des populations indigènes
» les règles éternelles de la justice, mais c'est au nom de ces
» principes mêmes qu'ils trouvent urgente et légitime la loi
» proposée.

» La conquête a ses lois. Elle emploie la force pour imposer
» le droit comme pour résister aux retours offensifs de la
» barbarie. A ceux qui l'attaquent la torche à la main, elle
» répond en donnant à la justice les moyens d'exécution que
» le pouvoir militaire a dans la main.

» Dans une société où l'individu est absorbé par la tribu,
» où la propriété individuelle n'existe pas, elle n'invoque pas
» seulement les lois qui règlent en France la responsabilité
» individuelle et la propriété ; ces lois seraient impuissantes.

» Elle édicte les mesures que la nécessité commande, con-
» vaincue que les pouvoirs qu'elle confie au gouvernement
» ne seront pas tournés contre l'humanité et la justice, mais
» qu'ils serviront, sans faiblesse, l'intérêt supérieur de la
» politique française en Algérie. »

Ces arguments ne sont pas les seuls qui puissent être invoqués en faveur de la légitimité des répressions collectives ; on en trouverait encore de nombreux dans l'exposé des motifs des lois qui ont conféré des pouvoirs disciplinaires aux administrateurs, et aussi dans l'impuissance où se trouvent partout en Algérie les pouvoirs judiciaires vis-à-vis des coalitions religieuses ou politiques des indigènes, coalitions que seuls les pouvoirs administratifs sont en mesure de connaître, d'apprécier et de réprimer (1).

En résumé, aujourd'hui, la responsabilité collective est applicable en Algérie : — 1° en toutes circonstances intéressant la sûreté de l'État, la sécurité générale et la colonisation (instructions ministérielles du 8 mai 1859) ; — 2° en cas d'incendies de forêts (loi du 17 juillet 1874).

Louis RINN,
Conseiller de gouvernement.

(A suivre.)

(1) V. dans la *Revue* de 1885 les articles sur les *Commissions disciplinaires*.

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

D'APRÈS LA LÉGISLATION RÉCENTE

(Loi du 26 juin et décret du 13 août 1889. — Décret du 29 juillet 1887).

La loi sur la nationalité française, promulguée le 26 juin dernier, répond à des vœux souvent exprimés, et exercera une influence salutaire sur l'avenir de l'Algérie (1).

C'est en 1882 que M. Batbie avait déposé sur le bureau du Sénat la proposition de loi que les Chambres viennent de voter; son auteur n'avait guère voulu que grouper, compléter et éclaircir sur certains points des dispositions éparses dans des textes trop nombreux; mais, remaniée successivement par le Conseil d'État, le Sénat et la Chambre des députés, la loi est sortie de ces transformations avec une toute autre portée. Ses principales dispositions ont pour but de fondre progressivement dans la masse de la population française les étrangers établis à demeure dans notre pays, qui y trouvent à peu près les mêmes avantages que les nationaux, tout en échappant à leurs plus lourdes obligations, particulièrement au service militaire.

Or, l'application de cette loi ne sera nulle part plus fréquente et plus utile qu'en Algérie. Dans notre colonie, en effet, les étrangers forment presque la moitié de la population européenne : cette proportion est même dépassée dans la province d'Oran, et leur nombre s'accroît plus rapidement que celui des Français. Il y a là un péril dont la gravité est

(1) La loi du 26 juin 1889 peut se diviser en deux parties. La première est tout entière fondue dans le Code civil. Elle se compose de l'art. 1, qui modifie les art. 7 à 10, 12 et 13, 17 à 21 du Code civil; la deuxième comprend les art. 2 à 6, qui restent en dehors du Code. Nous citerons les articles modifiés du Code civil de la façon suivante : C. civ. art... N. R... et les autres articles de la loi par leur numéro.

V. le texte de la loi dans la *Revue Algérienne*, 1889. 3. 85.

depuis longtemps reconnue. Pour le conjurer, on ne peut songer à des mesures restrictives, qui éloigneraient les étrangers de l'Algérie, au grand détriment de la colonisation ; c'est en en faisant des Français qu'il faut diminuer leur nombre. Le sénatus-consulte de 1865 n'y a pas réussi : les étrangers n'ont pas profité de la naturalisation plus facile qui leur était offerte. Pour obtenir un résultat, il est nécessaire, non pas d'imposer, mais de conférer d'office à ceux qui sont nés en Algérie la nationalité française : c'est la pensée qui avait inspiré un projet de loi élaboré en 1884 par l'École de droit d'Alger (1) et transmis par le gouverneur général au garde des sceaux. Ni le gouvernement, ni le Sénat (2) n'avaient tout d'abord voulu l'accepter. La Chambre des députés en avait été saisie par un député d'Alger (3), quand le vote définitif de la loi sur la nationalité a consacré, pour la France entière, le principe dont on réclamait, en Algérie, une application particulière. Une législation spéciale est devenue dès lors inutile à cet égard ; il a suffi de soumettre l'Algérie au droit commun. C'est ce qu'a fait la loi nouvelle, mais en même temps elle a respecté, pour la naturalisation, le régime exceptionnel qu'elle a trouvé établi en Algérie.

Son art. 2 est ainsi conçu :

« La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de
» la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.
» Continueront toutefois de recevoir leur application, le sé-
» natus-consulte du 14 juillet 1865, et les autres dispositions
» spéciales à la naturalisation en Algérie. »

La nationalité française se trouve ainsi, en Algérie, soumise à deux lois différentes : la loi du 26 juin 1889, complétée par le décret du 13 août de la même année ; le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et ses annexes (4).

---

(1) *Étude sur la naturalisation des étrangers en Algérie*, par M. Alfred Dain — suivie du projet préparé par l'École de droit. — *Revue algérienne*, 1885. 1. 1.

(2) Sénat, séance du 7 février 1887. — Rejet de l'amendement de MM. Jacques et Forcioli. — *Journ. off.* du 8 février.

(3) Proposition de loi déposée par M. Letellier à la Chambre des députés, le 25 janvier 1887. — *Journ. off.* Documents parlementaires. — Chambre. — Session ordinaire de 1887, p. 265.

(4) Décret du 5 mai 1866, art. 11 à 20.

Nous étudierons d'abord les innovations de la loi nouvelle qui offrent en Algérie le plus d'intérêt, et nous rechercherons comment elle doit se combiner avec le sénatus-consulte de 1865 : c'est notre but principal.

Dans une seconde partie, nous rapprocherons de la législation en vigueur en Algérie celle qui régit en Tunisie la nationalité française, et particulièrement le décret du 29 juillet 1887, sur la naturalisation dans la Régence de Tunis.

§ I

ALGÉRIE

Nous ne voulons pas analyser ici toutes les dispositions de la nouvelle loi; nous nous contenterons d'en signaler les deux points de beaucoup les plus importants en Algérie : la nationalité des individus nés en France de parents étrangers; l'acquisition de la nationalité française.

I. *Nationalité des individus nés en France de parents étrangers.*

Les effets de la naissance sur le sol français ont toujours été régis en Algérie par le droit commun : le Code civil et les lois qui l'ont modifié ou complété (1). La loi du 26 juin et le décret du 13 août sont donc, sur ce point, entièrement applicables dans la colonie. Tout ce qu'ils disent de la France doit aussi s'entendre de l'Algérie.

Dans notre ancien droit, et jusque pendant la période révolutionnaire, tout individu né en France était Français *(jus soli)*. Le Code civil consacra le principe opposé *(jus sanguinis)* : pour être Français il fallut être né de parents français; l'étranger né en France eut seulement le droit, en venant y fixer son domicile, de réclamer à sa majorité la nationalité française (C. civ., art. 9). Ce système est irréprochable en théorie ; l'expérience a montré qu'il présente, dans la pratique, un sérieux inconvénient : c'est que les étrangers nés et domiciliés en France ne réclament jamais la qualité de Français, et, de fait, souvent même de droit, restent sans nationalité. Pour remédier à cette situation, les lois du 7 février 1851

(1) Loi des 22-25 mars 1849. — Loi des 7-12 février 1851, art. 1.

et du 16 décembre 1874 ont déclaré Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né. Cela n'a pas suffi ; en France, comme en Algérie, on demandait d'aller plus loin et d'appliquer, dès la première génération, la règle qu'on n'avait suivie que pour la seconde : c'est ce que fait la nouvelle loi. D'après l'art. 8 (N. R.) du C. civ., les individus nés en France de parents même étrangers sont Français, mais leur situation n'est pas toujours la même, et il faut les diviser en trois catégories :

1° Individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés (C. civ., art. 8-3°. N. R.). Ils sont Français définitivement et sans pouvoir abdiquer cette qualité. Le droit d'option que leur accordaient les lois de 1851 et de 1874 est supprimé ; ceux même qui étaient déjà nés lors de la promulgation de la la loi ne pourront plus l'exercer à l'avenir.

Cette innovation ne nous paraît pas suffisamment justifiée : la loi impose ainsi la nationalité française à des étrangers que le hasard seul peut avoir fait naître en France aussi bien que leurs parents ; elle est d'ailleurs, pour l'avenir, sans grande utilité : la plupart du temps, comme nous allons le voir, les étrangers nés en France resteront Français et transmettront cette nationalité à leurs enfants.

2° Individus nés en France d'étrangers qui n'y sont pas nés (C. civ., art. 8-4°. N. R.). — Ils sont Français, mais à la condition d'être domiciliés en France à leur majorité : ce sont en effet les individus établis en France, et non pas ceux qui y sont simplement nés, qu'il est utile de déclarer Français. De plus, ils peuvent, avant l'expiration de l'année qui suit leur majorité, abdiquer cette qualité, pour réclamer la nationalité de leurs parents.

La loi ne leur impose pas la nationalité française, mais elle renverse, pour ainsi dire, le système du Code civil. D'après le Code, les étrangers nés et domiciliés en France doivent, pour devenir Français, en manifester expressément l'intention : c'était souvent par ignorance ou par négligence qu'ils ne remplissaient pas cette formalité ; aujourd'hui, c'est pour cesser d'être Français qu'ils doivent déclarer leur volonté : on espère qu'ils s'en abstiendront. Cette même force d'inertie qui les tenait éloignés de nous servira, au contraire, à les en rapprocher.

Ces individus sont Français sous deux conditions résolutoires : — Qu'ils soient domiciliés en France à leur majorité ; — Qu'ils ne réclament pas, à cette époque, la nationalité de

leurs parents. Ils perdent donc dans deux cas la nationalité française:

a) Si, au moment de leur majorité, leur domicile est fixé hors de France. Aucune déclaration n'est alors exigée d'eux. Ils sont réputés n'avoir jamais été Français; c'est ce qui résulte des termes mêmes de la loi:

« Sont Français... : 1° Tout individu né en France d'un » étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié » en France....»

b) Ils peuvent encore perdre la nationalité française en réclamant expressément celle de leurs parents.

Ils deviennent alors étrangers, tout en conservant leur domicile en France.

Leur déclaration est reçue par le juge de paix du canton où ils résident, et, à l'étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires français (1). Elle est soumise à plusieurs conditions:

— Elle doit être faite dans l'année qui suit la majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, ou, plus exactement, comme nous le verrons, au moment de l'appel sous les drapeaux, qui aura lieu généralement avant l'expiration de l'année qui suit la majorité (2). D'autre part, le mineur peut renoncer, par anticipation, au droit qui lui appartient de réclamer, à sa majorité, la nationalité étrangère : la déclaration en est faite pour lui par son père, sa mère, ou son tuteur autorisé par le conseil de famille (3).

— Le réclamant doit prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents, au moyen d'un certificat délivré par le gouvernement de son pays: formalité empruntée à la loi du 16 décembre 1874 et qu'il n'est pas toujours facile de remplir. Il doit également justifier qu'il a satisfait à la loi militaire de son pays d'origine, — s'il y a lieu, c'est-à-dire si cette loi lui impose certaines obligations. Cette exigence nouvelle préviendra le calcul de ceux qui déclineraient la nationalité française pour s'exempter, en France, du service qu'ils n'accompliraient pas non plus dans leur pays.

L'option pour la nationalité étrangère produit un effet rétroactif. La qualité de Français est perdue dans le passé aussi bien que pour l'avenir. Cela résulte des termes de la loi : « Sont Français... tout individu né en France d'un étranger... » à moins que, dans l'année qui suit sa majorité... il n'ait » décliné la qualité de Français. » Donc, si cette condition

(1) Décret du 13 août 1889, art. 6 (*Rev. Alg.* 1889. 3. 127.)

(2) Loi militaire du 15 juillet 1889, art. 11 (*Rev. Alg.* 1889. 3. 90.)

(3) Décret du 13 août 1889, art. 11.

résolutoire se réalise, il n'est pas Français et ne l'a jamais été ; Ces expressions, d'ailleurs, sont empruntées à la loi du 7 février 1851, qui a toujours été interprétée en ce sens ; enfin, s'il en était autrement, l'individu né en France aurait été Français, contre sa volonté, jusqu'à sa majorité : ce que le législateur n'a pas voulu.

Les étrangers déjà nés en France et encore mineurs sont devenus Français par la promulgation de la loi ; elle a voulu remédier, dès à présent, à une situation dangereuse, et elle n'atteindrait pas son but si elle ne s'appliquait qu'aux enfants à naître ; d'ailleurs le texte s'exprime au présent : « Sont Fran- » çais... » (1). Quant aux individus déjà majeurs lors de la promulgation de la loi, ils ont passé l'âge où ils pourraient décliner la nationalité française, et, comme elle ne saurait leur être imposée, ils resteront définitivement étrangers.

3° Individus nés, sur le territoire français, de parents étrangers qui n'y sont pas nés, et qui, à leur majorité, ne sont pas domiciliés en France (C. civ., art. 9. N. R.). — Ils sont réputés étrangers de naissance ; mais l'ancien art. 9 C. civ. est maintenu, à leur profit, avec quelques modifications. Ils ont le droit d'acquérir la nationalité française. Pour cela, ils doivent faire, devant nos agents diplomatiques ou consulaires à l'étranger, leur soumission de fixer leur domicile en France, s'y établir effectivement dans l'année qui suit et réclamer expressément la qualité de Français, par une déclaration que reçoit le juge de paix (2).

Cette déclaration doit être faite avant l'âge de 22 ans, c'est-à-dire avant l'expiration de l'année qui suit l'âge de la majorité, tel qu'il est fixé par la loi française ; elle peut être faite pour les mineurs par leur père, leur mère, ou leur tuteur autorisé du conseil de famille.

Elle n'a pas d'effet rétroactif. La qualité de Français n'est acquise que pour l'avenir (C. civ., art. 20. N. R.). Sous l'empire du Code civil, la jurisprudence s'était prononcée, à tort croyons-nous, en sens contraire (3).

La législation antérieure (4) permettait à l'étranger né en

(1) Ces expressions sont reproduites de la loi de 1851, qui était interprétée en ce sens. V. de Folleville, *De la naturalisation*, p. 142 ; Douai, 18 déc. 1854, Sir. 55. 2. 263.

(2) Décret du 13 août 1889, art. 6 à 9,

(3) V. cep., pour la solution que la loi a adoptée, Alger, 2 déc. 1886. (*Rev. Alg.* 1886. 2. 449).

(4) Loi du 25 mars 1849.

France de réclamer à tout âge la nationalité française, s'il avait satisfait à la loi du recrutement : c'était une faveur accordée à des individus qui avaient montré leur attachement à la France et qui peut-être se croyaient Français. La loi présente se place à un autre point de vue. Préoccupée d'accroître le nombre des Français, elle décide que tout étranger né en France qui satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité est irrévocablement Français.

Il faut ici combiner la loi sur la nationalité avec la loi militaire du 15 juillet 1889, qui est applicable, sous certaines réserves, en Algérie (1). D'après son art. 11, « Les individus » nés en France d'étrangers et résidant en France sont portés, » dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux » de recensement de la classe dont la formation suit l'époque » de leur majorité telle qu'elle est fixée par la loi fran- » çaise... » (2). Ils peuvent alors soit réclamer contre leur inscription, en invoquant leur extranéité, au plus tard lors de leur convocation au conseil de révision, soit s'abstenir de réclamer; d'autre part, ils peuvent, à ce moment, ou bien être étrangers, ou bien être Français, sous condition résolutoire, par suite de leur naissance en France.

Ils sont étrangers. Le fait de se soumettre au tirage au sort équivaut alors pour eux à la déclaration prévue par l'art. 9 du C. civ., et ils deviennent Français ; si, au contraire, ils se font rayer de la liste du recrutement, ils sont déchus, bien que l'année qui suit leur majorité ne soit pas encore écoulée, du droit de réclamer la nationalité française. C'est la seule hypothèse qu'aient prévue la loi sur la nationalité et la loi militaire ; elle sera cependant infiniment rare. En effet, si les individus nés en France d'étrangers y sont domiciliés, ils sont Français sous condition ; s'ils n'y sont pas domiciliés, ils ne doivent pas être portés sur les tableaux du recrutement et ce n'est que par erreur qu'ils peuvent y figurer.

Ils sont Français, mais ont le droit de réclamer une nationalité étrangère. Le cas n'est pas prévu, mais il faut admettre *a fortiori* qu'en se soumettant au tirage au sort ils perdent le droit d'abdiquer la qualité de Français. S'ils veulent se faire

---

(1) Cf. art. 81.

(2) V. le texte complet de cet article *Rev. Alg.* 1889. 3. 92. Bien que la loi militaire ait été promulguée plusieurs semaines après la loi sur la nationalité, elle se réfère, par une inadvertance évidente, à la législation antérieure. On ne peut donc appliquer l'art. 11 qu'avec les changements que la dernière loi a rendus nécessaires. Par exemple, son § 1 ne peut s'appliquer qu'aux individus déclarés Français, en vertu de l'art. 8-4° C. civ. (N. R.).

rayer, ils doivent réclamer la nationalité étrangère en observant les conditions que nous avons indiquées précédemment. Ainsi, comme on l'a déjà observé, le délai qui leur est accordé pour prendre parti ne dure pas toute l'année qui suit leur majorité ; il expire lors de la convocation devant le conseil de révision.

Dans les deux cas, le fait de se soumettre à la loi du recrutement est considéré comme une adhésion tacite, mais énergique, à la nationalité française. Il serait contradictoire de se soumettre à la plus lourde charge qui pèse sur les Français et de vouloir, en même temps, rester étranger.

Cette règle ne s'appliquera pas cependant à une catégorie d'étrangers nombreuse en Algérie. D'après le traité du 6 janvier 1862, les Espagnols domiciliés en France y doivent le service militaire, s'ils ne prouvent pas l'avoir accompli en Espagne, et il en est de même, réciproquement, des Français domiciliés en Espagne. Les Espagnols qui se soumettent en France au service militaire ne peuvent être présumés accepter la nationalité française, puisqu'ils y sont assujettis comme Espagnols ; il résulte de là, à notre avis, que, même après le tirage au sort et le conseil de révision, ils peuvent décliner la nationalité française, jusqu'à l'expiration de l'année qui suit leur majorité ; et, d'autre part, il leur suffira, pour y être admis, de prouver qu'ils ont satisfait en France à la loi militaire (1).

En résumé, la plupart des individus nés de parents étrangers et domiciliés en Algérie seront désormais Français ; il est permis de croire qu'ils n'useront pas souvent du droit de réclamer la qualité d'étrangers. Mais, pour connaître exactement leur condition, il reste à savoir si, Français d'après la loi française, ils n'auront pas quelquefois une autre nationalité d'après la loi du pays de leurs parents. Cette coexistence de deux nationalités pourrait soulever des difficultés entre la France et les autres États, qui prétendraient protéger ceux qu'ils considéreraient toujours comme leurs sujets, ou réclamer d'eux certaines obligations. La solution de cette question se trouve dans les lois étrangères. Nous passerons en revue celles qui régissent les groupes les plus nombreux en Algérie : les Italiens, les Espagnols, les Maltais et les Allemands.

---

(1) Signalons, en passant, une autre conséquence du traité de 1862 : les Français domiciliés en Espagne ne perdront pas la nationalité française pour avoir fait dans ce pays leur service militaire.

Italiens. — Les Italiens établis, même à perpétuelle demeure, en Algérie, et leurs enfants à toutes les générations conservent leur nationalité. Ils ne peuvent la perdre que par une déclaration expresse qui sera, sans doute, fort rare. Toutefois, ceux qui auront effectivement accompli en Algérie le service militaire (et ce sera la grande majorité) (1) cesseront par le fait même d'être Italiens. Ils deviendront Français (2).

Espagnols. — Comme les Italiens, les Espagnols fixés en Algérie gardent leur nationalité et la transmettent à leurs enfants. Les jeunes gens ne la perdront pas lorsque, en conséquence du traité de 1862, ils auront servi dans l'armée française. « Toutefois, d'après l'art. 26 du Code civil espagnol, » les Espagnols qui transfèrent leur domicile dans un pays » étranger où, sans autre circonstance que celle de leur résidence, ils sont considérés comme naturels, devront, pour » conserver la nationalité espagnole, déclarer que telle est » leur volonté à l'agent diplomatique ou consulaire espagnol, » qui devra les inscrire sur le registre des Espagnols résidant. » Peut-être appliquera-t-on cette règle aux enfants nés en France ou en Algérie et qui sont Français par cela seul qu'à leur majorité ils ont conservé leur domicile en France. S'il en est ainsi, il ne se produira pas de conflit entre la loi espagnole et la loi française (3).

Anglo-Maltais. — La loi anglaise permet à toute personne née à l'étranger d'un père sujet de l'Angleterre de renoncer à la nationalité britannique, lorsque la loi du pays où elle est née lui en confère une autre. Cette renonciation résulte d'une déclaration expresse, faite à l'époque de la majorité.

Les Maltais nés en Algérie ont ainsi un moyen de se mettre en règle avec la loi anglaise et de ne conserver que la nationalité française. On peut craindre, il est vrai, qu'ils en usent rarement (4).

Allemands. — La plupart du temps, les Allemands nés en Algérie n'auront pas d'autre nationalité que la nationalité française. En effet, la nationalité allemande se perd par un séjour de dix ans à l'étranger. Les pères l'auront donc le plus souvent perdue, soit avant la naissance de leurs enfants, soit

---

(1) La grande majorité des hommes. Mais c'est surtout leur nationalité qui peut soulever des difficultés, puisque les femmes suivent celle de leurs maris.

(2) C. civ. italien, art. 4 et 11.

(3) C. civ. espagnol, 1888, art. 17, 29 et 26.

(4) Loi du 17 mai 1870, art. 4.

au moins avant leur majorité; et, dans ce dernier cas, les mineurs suivent la condition de leur père (1).

Nous avons insisté sur la condition des individus nés en France de parents étrangers, parce que l'application de la nouvelle loi a, sous ce rapport, un intérêt capital en Algérie, mais sans offrir rien de particulier. Il en est autrement pour l'acquisition de la nationalité française. Elle est régie, en Algérie, tout à la fois par le droit commun et par une législation exceptionnelle. Il faut déterminer leurs domaines respectifs.

II. — *Acquisition de la nationalité française.*

La nationalité française peut s'acquérir : — par la naturalisation ; — par la réintégration ; — par une déclaration devant l'autorité compétente ; — par le mariage, pour la femme qui épouse un Français.

La naturalisation seule a fait l'objet du sénatus-consulte de 1865. Les autres modes d'acquisition ont toujours été réglés, en Algérie comme en France, par le Code civil. La nouvelle loi s'appliquera donc, sur ces différents points, en Algérie. Elle n'a d'ailleurs que légèrement modifié le Code.

La réintégration (C. civ., art. 18 et 19. N. R.) est réservée aux Français qui ont perdu leur nationalité. Cependant le bénéfice en est refusé à ceux qui ont pris du service militaire à l'étranger. Dans tous les autres cas, elle peut être accordée par décret sous une seule condition : l'établissement du domicile en France.

Le droit de réclamer la nationalité française par une déclaration devant l'autorité compétente est accordé, nous l'avons déjà dit, aux individus nés en France de parents étrangers, lorsqu'ils ne sont pas réputés Français de naissance. Il appartient aussi aux enfants nés de Français qui ont perdu cette qualité (C. civ., art. 10. N. R.). Ils peuvent l'exercer à tout âge, et même pendant leur minorité par l'intermédiaire de leur père, de leur mère ou de leur tuteur; mais ils en sont déchus s'ils excipent de leur extranéité pour se faire rayer des listes du recrutement : cela revient à dire que, si ces individus sont nés et résident en France, c'est au moment de l'appel sous les drapeaux qu'ils doivent choisir entre la nationalité française et celle de leurs parents.

(1) Loi du 1er juin 1870, art. 13 et 21.

L'acquisition de la nationalité française produit, dans ces deux hypothèses, les mêmes effets qu'au cas de naturalisation : nous les retrouverons bientôt.

La naturalisation des étrangers en Algérie était, jusqu'à présent, soumise exclusivement au sénatus-consulte du 14 juillet 1865. La loi plus récente de 1867 ne s'était pas appliquée dans la colonie. La loi du 26 juin (art. 2) maintient en vigueur le sénatus-consulte; il ne faut pas croire cependant qu'elle n'ait rien changé aux règles de la naturalisation ; elle est, en effet, applicable en Algérie, même en cette matière, sur tous les points que le sénatus-consulte n'a pas traités.

La loi règle les conditions et les effets de la naturalisation ; le sénatus-consulte n'en règle que les conditions : la loi seule déterminera donc en Algérie les effets de la naturalisation ; le sénatus-consulte n'en régira que les conditions; encore n'exclura-t-il pas entièrement l'application de la loi, qui peut se concilier avec lui toutes les fois qu'elle est plus favorable à la naturalisation.

Il faut ainsi distinguer les conditions et les effets de la naturalisation.

Conditions (C. civ., art. 8-5°. N. R.). — D'après la loi du 26 juin, la naturalisation est accordée aux étrangers, par décret, après enquête sur leur moralité. Ils doivent, avant de l'obtenir, avoir résidé en France pendant un certain temps : dix ans, trois ans ou un an, suivant les cas.

Tout étranger peut être naturalisé lorsqu'il justifie d'une résidence non interrompue pendant dix ans. — S'il avait été préalablement autorisé à fixer son domicile en France, la naturalisation peut lui être accordée après trois années ; — Enfin, l'étranger qui a obtenu cette autorisation peut être naturalisé au bout d'un an : — s'il a épousé une Française ; — s'il a rendu à la France des services importants, ou s'il a été attaché, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les pays de protectorat français ; — et dans plusieurs autres cas où sa présence en France est considérée comme utile au pays, par exemple s'il y a créé des établissements industriels ou des exploitations agricoles.

Le sénatus-consulte diffère de la loi sous deux rapports principaux : — il permet à l'étranger d'obtenir la naturalisation après trois années de résidence en Algérie, même sans avoir été autorisé à y fixer son domicile ; — en revanche, il ne prévoit pas que ce délai puisse, en aucun cas, être abrégé et réduit à un an.

Le sénatus-consulte reste en vigueur : par conséquent, tout étranger pourra être naturalisé en Algérie après trois ans de résidence ; c'est là, du reste, sa principale disposition et celle qu'on a surtout voulu maintenir. On ne saurait, sans la contredire directement, exiger soit une résidence de dix ans, soit une autorisation préalable de domicile.

Mais la loi de 1889 est applicable en Algérie ; on doit l'observer toutes les fois qu'elle n'est pas incompatible avec le sénatus-consulte : les étrangers pourront donc être naturalisés, au bout d'un an, dans les cas fixés, lorsqu'ils auront été préalablement autorisés à établir leur domicile en France ou en Algérie. Cette hypothèse, en effet, n'est pas celle que le sénatus-consulte a prévue. L'abréviation du stage de résidence n'est pas contraire à son texte : il parle des étrangers simplement domiciliés en Algérie ; il s'agit, dans la loi, de ceux qui y sont domiciliés avec autorisation. Elle est encore moins contraire à son esprit ; le sénatus-consulte a voulu rendre la naturalisation plus facile en Algérie qu'en France; il serait fort peu rationnel de se montrer en même temps plus sévère dans la colonie, et précisément envers ceux qui méritent le plus de faveur.

On fera peut-être une objection. Ces mêmes raisonnements auraient dû conduire à admettre en Algérie la naturalisation exceptionnelle après un an de résidence qu'avait introduite la loi de 1867 ; or on ne l'a jamais fait. Mais les lois de la métropole ne peuvent s'appliquer aux matières qui appartiennent à la législation spéciale de l'Algérie — et la naturalisation est du nombre — que si elles en manifestent expressément la volonté. La loi de 1867 était muette à cet égard ; la loi de 1889, au contraire, est, nous le savons, déclarée applicable à l'Algérie ; elle a donc une toute autre portée, et l'on ne peut, pour l'interpréter, tirer aucun argument de celle qui l'a précédée.

Enfin une dernière raison paraît ne pas laisser de doute sur les intentions du législateur. Une des circonstances qui permettent d'obtenir la naturalisation après un an de domicile est d'avoir été « attaché, à un titre quelconque, au service » militaire dans les colonies et les protectorats français. » Or il est impossible de croire que les auteurs de la loi n'aient pas songé précisément à l'Algérie et à la légion étrangère qui y tient garnison. Autrement, on aboutirait à cette conséquence singulière : les étrangers qui auraient servi la France en Tunisie pourraient être naturalisés après une année ; ceux qui auraient servi en Algérie ne le pourraient pas.

La France, d'ailleurs, ne peut trouver que des avantages à s'assimiler rapidement, lorsqu'ils en sont dignes, les étrangers qui, par leurs services, ou par les établissements industriels ou agricoles qu'ils fondent, contribuent à la prospérité de la colonie. Mais l'autorisation préalable de domicile sera bien rarement sollicitée en Algérie, et l'on aurait obtenu des résultats plus certains en ne l'exigeant pas. C'est ce que l'École de droit avait proposé dans le projet dont nous avons déjà parlé.

Effets (C. civ., art. 12 et 18. N. R. — Loi du 26 juin 1889, art. 3). — Le sénatus-consulte de 1865 ne parle pas des effets de la naturalisation ; il indique seulement, en termes généraux, qu'elle confère les droits de citoyen français. On a toujours suivi, sous ce rapport, les mêmes règles en Algérie qu'en France, et il faudra, par conséquent, appliquer la nouvelle loi. Les modifications qu'elle contient concernent : — 1° Les conséquences de la naturalisation relativement à la femme et aux enfants du naturalisé ; — 2° L'étendue des droits politiques qui lui sont reconnus.

1° Fidèle à son idée générale, la loi élargit les effets de la naturalisation à l'égard de la femme et des enfants mineurs de celui qui l'obtient.

Jusqu'à présent, au moins dans l'opinion que nous croyons la plus exacte, la naturalisation du mari n'avait pas d'effet pour sa femme. Désormais, celle-ci pourra, sur sa demande, être naturalisée par le décret qui confère à son mari la nationalité française, sans avoir à justifier personnellement d'aucun stage de résidence.

Les enfants mineurs avaient seulement le droit, en fixant leur domicile en France, de réclamer à leur majorité la nationalité de leur père ; désormais, ils deviendront de plein droit Français, en même temps que leur père ou leur mère. Mais la loi leur permet, comme aux enfants nés en France et aux mêmes conditions, de réclamer leur nationalité d'origine. Ils doivent faire cette déclaration dans l'année qui suit leur majorité, et, au plus tard, au moment de satisfaire à la loi du recrutement (1). La loi française se trouve ainsi, mieux que par le passé, en harmonie avec plusieurs lois étrangères, par exemple, avec celle de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Angleterre, d'après lesquelles les enfants mineurs d'un père naturalisé à l'étranger doivent suivre sa condition.

---

(1) Loi du 15 juillet 1889, art. 11.

Les enfants majeurs pourront, s'ils le demandent, obtenir la naturalisation par le même décret que leur père ou leur mère, mais sans aucune condition personnelle de stage. La loi du 7 février 1851 leur était plus favorable, puisqu'elle leur permettait de réclamer, dans l'année qui suivait la naturalisation, la nationalité de leur père.

2° La loi de 1889 rétablit, dans une certaine mesure, la distinction entre la grande naturalisation et la naturalisation ordinaire. L'étranger naturalisé ne peut être élu aux Assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Dira-t-on que cette restriction apportée aux droits politiques des naturalisés contredirait, en Algérie, le sénatus-consulte de 1865, qui leur accorde, sans exception, les droits de citoyen français? Cette objection ne nous arrêtera pas. Le sénatus-consulte, en parlant, sans autres détails, des droits de citoyen, s'est référé aux lois qui en règlent l'exercice, qui déterminent, par exemple, les conditions d'éligibilité aux Chambres; ce n'est pas sous ce rapport qu'il a entendu favoriser spécialement les étrangers en Algérie. D'ailleurs, c'est immédiatement après avoir dit (art. 2) : « Le sénatus-consulte de 1865 continuera à recevoir son application » que la loi ajoute (art. 3) : « Néanmoins l'étranger naturalisé n'est éligible etc... » Elle a donc eu en vue la naturalisation spéciale à l'Algérie, aussi bien que celle de droit commun, et il serait fort peu raisonnable d'établir, à cet égard, une différence entre elles.

Le décret du 13 août 1889 règle la procédure à suivre pour l'acquisition de la nationalité française : il s'appliquera en Algérie dans la même mesure et avec les mêmes distinctions que la loi dont il est le complément.

Pour la naturalisation ordinaire, régie par le sénatus-consulte de 1865, on suivra les formes actuellement en usage, d'après le décret du 5 mai 1866. L'art. 2 de notre loi, en effet, maintient en vigueur, avec le sénatus-consulte de 1865, les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie.

Pour la naturalisation exceptionnelle, accordée après un an de domicile autorisé, la réintégration, la réclamation de la nationalité française, régie par la loi de 1889, on suivra la procédure prescrite par le décret du 13 août.

Enfin, la femme ou les enfants majeurs doivent joindre leur demande de naturalisation à celle de leur mari, de leur père ou de leur mère. Les formes de cette demande accessoire seront donc les mêmes que celles de la demande princi-

pale, et réglées comme elles, suivant les cas, par la législation algérienne ou par le droit commun.

Avec la naturalisation des étrangers, le sénatus-consulte de 1865 a organisé celle des indigènes de l'Algérie. Notre loi n'a pas eu à s'en occuper, et cependant elle devra, croyons-nous, produire, même en cette matière, certaines conséquences indirectes. Le sénatus-consulte n'a pas prévu les effets de cette naturalisation pour la femme et les enfants mineurs. On suit, dès lors, les principes généraux applicables à l'acquisition de la nationalité française ; or ces principes sont modifiés, et la même analogie qui faisait considérer, jusqu'à présent, la naturalisation des indigènes comme individuelle nous conduit aujourd'hui à la solution contraire. Les enfants de l'indigène naturalisé, encore mineurs d'après la loi musulmane qui régit leur statut personnel, acquerront avec lui les droits de citoyen français. C'est, du reste, le système déjà suivi dans d'autres colonies : aux Indes françaises et en Cochinchine (1). Quant à la femme, la faveur que la loi lui accorde en la dispensant du stage personnel de domicile est sans objet en Algérie, et elle devra toujours solliciter elle-même la naturalisation.

Eugène AUDINET,
Professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix.

(A suivre.)

(1) Décret du 25 mai 1881, art. 1.

BIBLIOGRAPHIE

JURISPRUDENCE ALGÉRIENNE DE 1830 A 1876, publiée par M. Robert Estoublon, Directeur de l'École de droit d'Alger. — Tome Ier (1830-1848), 1 vol. gr. in-8°. — Alger, *Ad. Jourdan*, libraire-éditeur.

Il n'existait jusqu'à ce jour aucun recueil complet de la jurisprudence algérienne depuis ses origines. La première publication de ce genre est l'ouvrage du président de Ménerville intitulé *Jurisprudence de la Cour impériale d'Alger*, en matière civile et commerciale, de 1834 à 1854. Ce n'est qu'en 1859 que M. Robe commençait le *Journal de la jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger*. En 1877, sous le titre *Bulletin judiciaire de l'Algérie*, paraissait un nouveau recueil dû à la collaboration d'avocats du barreau d'Alger, et qui s'est arrêté en 1882. En 1885, l'École de droit d'Alger commençait, à son tour, la publication de la *Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*. On voit les lacunes que présentait cette série de recueils. Des décisions émanées des premières juridictions instituées en Algérie depuis la conquête jusqu'à la création du tribunal supérieur, en 1834, il n'existait de traces dans aucun recueil. De 1834 à 1859, néant.

M. Estoublon, directeur de l'École de droit d'Alger, a entrepris de combler ces lacunes. Tout d'abord, et avec la collaboration de l'un de ses collègues à l'École de droit, M. Vincent, il a ajouté au *Bulletin judiciaire* deux volumes pour les années 1883 et 1884, reliant ainsi ce *Bulletin* à la *Revue algérienne*, de façon que les deux ouvrages réunis forment à ce jour un recueil non interrompu des treize dernières années. M. Estoublon ne s'en est pas tenu là. Il a commencé la publication d'un nouveau recueil intitulé *Jurisprudence algérienne de 1830 à 1876*. Cet ouvrage formera cinq volumes dans lesquels seront exclusivement rapportées les décisions importantes, en toute matière, des diverses juridictions de l'Algérie et de la métropole, rendues par application de la législation française algérienne, et aussi de la législation musulmane. Nous aurons donc prochainement une collection complète de la jurisprudence algérienne, composée de trois séries d'ouvrages se faisant suite : *Jurisprudence algérienne de 1830 à 1876; Bulletin judiciaire de l'Algérie de 1877 à 1884; Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*, à partir de 1885. Chacun de ces recueils sera accompagné d'une table générale de l'ouvrage.

Le tome premier de la *Jurisprudence algérienne* (1830-1848) vient de paraître; il sera suivi, sous peu, d'un second volume allant de 1849 à 1859. Un grand nombre des décisions contenues dans le premier volume, notamment celles rendues par la Cour de justice et le tribunal supérieur, par le Conseil d'administration, par le Conseil du contentieux, par les Conseils de direction, sont complètement inédites. Beaucoup de ces décisions, bien que de date ancienne, présentent encore aujourd'hui un intérêt d'actualité pratique. Nous citerons, entre autres, celles intervenues dans des questions de procédure, de compétence, d'applicabilité des lois françaises, de domaine, de séquestre. D'autres, si elles se réfèrent à des textes abrogés, n'en sont pas moins intéressantes à consulter pour qui veut se rendre compte des origines et des développements d'une législation dont elles sont le vivant commentaire. Le texte des décisions enregistrées a été pris et scrupuleusement vérifié par l'arrêtiste lui-même dans les minutes des greffes et les archives des administrations; et, chose non moins essentielle dans un recueil de ce genre, le plus grand soin a été apporté à la rédaction des sommaires ou notices, au point de vue de l'exactitude et de la précision.

A. L.

LA NATIONALITÉ FRANÇAISE EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

D'APRÈS LA LÉGISLATION RÉCENTE

(Loi du 26 juin et décret du 13 août 1889. — Décret du 29 juillet 1887) (1).

---

§ II. — *Tunisie.*

La Régence de Tunis ne fait pas partie du territoire français et constitue toujours une souveraineté distincte. La loi du 26 juin 1889 ne s'appliquera douc pas en Tunisie. L'art. 2, qui la déclare applicable en Algérie et dans quelques autres colonies, ne mentionne pas et ne pouvait pas mentionner les pays de protectorat. Mais, d'un autre côté, placée sous le protectorat de la France, elle se rattache à ce pays par un lien qui ne permet pas de la considérer à tous égards comme un État étranger; cela explique que, d'après le décret du 29 juillet 1887, l'indigénat ou la résidence en Tunisie remplacent

---

(1) La première partie de ce travail, insérée dans la *Revue,* p, 149 et suiv., contient une inexactitude qu'une lecture plus attentive du Code civil espagnol de 1888 a permis de rectifier. Page 157, il faut lire :

Espagnols. — Comme les Italiens, les Espagnols fixés en Algérie conservent leur nationalité, et leurs enfants sont Espagnols d'origine. Toutefois, d'après l'art. 19 du Code civil espagnol, « les enfants de père ou » de mère espagnols, nés hors d'Espagne, doivent déclarer, dans » l'année qui suit leur majorité ou leur émancipation, s'ils veulent » jouir de la qualité d'Espagnols que leur accorde l'art. 17... » ... Ceux qui se trouvent à l'étranger feront cette déclaration devant » les agents diplomatiques ou consulaires du gouvernement espagnol. » Il paraît bien résulter de là que, à moins d'accomplir cette formalité, ils ne seront pas considérés comme Espagnols. Le conflit sera donc bien rare entre la loi espagnole et la loi française. — Il ne pourrait se produire que si un individu avait fait devant les agents espagnols la déclaration nécessaire pour jouir de la nationalité espagnole et avait négligé de faire devant les autorités françaises celle qui est requise pour perdre la qualité de Français.

dans une certaine mesure la résidence en France pour faire acquérir la qualité de Français.

Trois sortes de nationalité coexistent en Tunisie : la nationalité française, qui est celle de l'État protecteur ; la nationalité tunisienne, qui est celle de l'État protégé ; enfin les diverses nationalités étrangères. Sont étrangers ceux qui ne sont sujets ni de la France ni de la Tunisie. Nous rechercherons : 1° Quels sont, parmi les Européens nés en Tunisie, les Français d'origine ; 2° Comment les indigènes tunisiens et les étrangers domiciliés en Tunisie peuvent être naturalisés français.

I. *Français d'origine.* — La Tunisie n'est pas la France. La naissance sur le territoire de la Régence ne confère donc pas et ne permet même pas de réclamer la qualité de Français. Pour naître Français en Tunisie, il faut être issu de parents français. Les enfants de parents étrangers n'auront aucun droit particulier à la nationalité française, mais, comme nous allons le voir, l'acquisition de cette nationalité est facilitée à tous les étrangers.

II. *Naturalisation.* — On comprend aisément quel intérêt nous aurions à voir devenir Français les indigènes de la Tunisie et surtout les Européens qui y sont fixés ; mais on ne peut leur imposer, ni même leur attribuer d'office cette nationalité ; et il faut s'en remettre à leur bonne volonté — assez problématique du reste — pour profiter de la naturalisation que la France leur offre libéralement. Le décret du 29 juillet 1887 a organisé en Tunisie la naturalisation des indigènes et des étrangers ; la loi du 26 juin 1889 a abrégé le stage de résidence en France au profit des étrangers qui auront été attachés au service militaire dans les pays de protectorat.

A. *Décret du 29 juillet 1887* (1). — Ce décret règle seulement les conditions de la naturalisation en Tunisie. Nous devrons aussi en déterminer les effets.

Conditions. — Les conditions de la naturalisation pour les indigènes tunisiens et pour les étrangers rappellent, avec des différences importantes, celles que le sénatus-consulte de 1865 a établies en Algérie.

(1) V. le texte de ce décret *Rev. Alg.* 1887. 3. 155. Les observations qui vont suivre s'appliquent également à un autre décret du 29 juillet 1887, relatif à la naturalisation au Tonkin et en Annam.

Les sujets tunisiens peuvent être naturalisés lorsque, pendant trois ans, ils ont servi dans les armées françaises de terre ou de mer, ou rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le trésor français. Ils peuvent même être naturalisés sans avoir servi dans ces armées ou rempli ces fonctions civiles, lorsqu'ils ont rendu à la France des services exceptionnels.

Les étrangers, domiciliés en Tunisie, peuvent être naturalisés en justifiant de trois ans de résidence soit en Tunisie, soit en France ou en Algérie et en dernier lieu en Tunisie. Ce délai peut être réduit à un an au profit de ceux qui auront rendu à la France des services exceptionnels, qui ne sont pas d'ailleurs autrement spécifiés.

La demande en naturalisation est adressée au contrôleur civil, qui fait une enquête et donne son avis, et le résident général la transmet, avec son avis, au ministre des affaires étrangères ; le président de la République statue par décret ; enfin la naturalisation des individus attachés au service de la France est affranchie de tout droit de sceau.

Ces conditions, on le voit, s'écartent notablement du droit commun.

D'abord — et c'est là le point capital — les sujets tunisiens ou les étrangers fixés en Tunisie, peuvent être naturalisés sans avoir jamais résidé sur le territoire français, dont la Régence ne fait pas partie. La résidence en Tunisie se trouve ainsi assimilée à la résidence en France; elle produit même des effets plus étendus. L'étranger établi en France ne peut être naturalisé qu'au bout de dix ans, s'il n'a pas été autorisé à y fixer son domicile ; en Tunisie, comme en Algérie, il peut être naturalisé après trois ans de séjour. En France et en Algérie, la naturalisation exceptionnelle n'est accordée après un an de résidence que si l'étranger avait obtenu préalablement l'autorisation d'établir son domicile en France. Cette formalité n'est pas exigée en Tunisie.

Ces faveurs sont, en elles-mêmes, très justifiées. Sont-elles légales ? Cela est fort douteux. Les conditions qu'un étranger doit remplir pour acquérir la nationalité française sont fixées par la loi ; un décret ne peut pas les modifier. On objectera qu'on a toujours reconnu au chef de l'État le droit de régler par décret, dans les colonies et les pays de protectorat, même les matières qui sont de la compétence du pouvoir législatif; mais, si cette pratique est légitime, c'est seulement dans le cas où les décrets ne doivent avoir d'effets que dans l'intérieur de la colonie ; or, la naturalisation acquise en Tunisie sera valable même en France. Le décret admet les Tunisiens

ou les étrangers naturalisés « à jouir des droits de citoyen français, » sans ajouter : en Tunisie ; et, d'ailleurs, un même individu ne peut être Français en Tunisie et étranger en France ; la nationalité française est une, et celui qui l'a acquise peut partout en revendiquer les droits. Notre décret produira donc en France ses conséquences, conséquences qui, régulièrement, ne sauraient résulter que d'une loi ; cela est si vrai qu'un acte législatif seul — le sénatus-consulte de 1865 — a réglé la naturalisation en Algérie. Dans d'autres colonies on s'est contenté d'un décret, mais cet excès de pouvoir ne rend pas plus légitime celui qui, à notre avis, a été commis pour la Tunisie.

Nous ne prétendons pas, bien entendu, que le décret de 1887 doive être rapporté ; mais nous souhaitons qu'une loi le confirme de son autorité.

Effets. — L'art. 1er du décret déclare que les étrangers et les sujets tunisiens naturalisés jouiront des droits de citoyen français. Il faut même remarquer que, à la différence de ceux de l'Algérie, les indigènes de la Tunisie acquièrent non seulement les droits de citoyen, mais la nationalité française. Le texte ne s'explique pas autrement sur les effets de la naturalisation. Dès lors, on doit croire que ses auteurs ont voulu les régler d'après le droit commun. La naturalisation devait donc, en 1887, conférer immédiatement tous les droits de citoyen, et ne s'appliquer qu'au naturalisé seul : sa femme et ses enfants mineurs n'y étaient pas compris. Sur ces deux points, nous savons que la nouvelle loi a apporté des changements ; mais la loi ne s'applique pas en Tunisie ; quel système faut-il donc suivre à l'avenir ?

Une solution nous paraît tout d'abord certaine. Les étrangers et les indigènes tunisiens naturalisés ne sont pas immédiatement éligibles aux assemblées législatives, et n'acquièrent cette aptitude qu'après un délai de dix ans, qu'une loi spéciale peut réduire (loi du 26 juin 1889, art. 3). A cet égard, il importe peu que la loi ne soit pas faite pour la Tunisie ; c'est en France qu'elle s'appliquera, puisque les élections législatives n'auront lieu qu'en France ou dans les colonies. De plus, le texte qui restreint les droits de l'étranger ne distingue pas suivant les conditions dans lesquelles il a acquis la naturalisation. Enfin, comme nous l'avons déjà fait remarquer pour l'Algérie, à propos du sénatus-consulte de 1865, si le décret accorde les droits de citoyen aux étrangers ou aux Tunisiens naturalisés, ce ne peut être qu'en conformité avec les lois qui règlent la jouissance et l'exercice de ces droits ;

d'ailleurs, il ne serait pas logique de les conférer d'une façon plus complète à ceux-là précisément dont la naturalisation offre le moins de garanties.

Quelles seront pour la femme et les enfants mineurs du naturalisé les conséquences de la naturalisation acquise en Tunisie? La question est beaucoup plus douteuse parce que c'est en Tunisie même que ces conséquences doivent se produire. Il faut, croyons-nous, faire une distinction. Les enfants mineurs du naturalisé acquerront désormais, en Tunisie, la nationalité française; sa femme et ses enfants majeurs ne pourront pas être naturalisés par le même décret sans satisfaire personnellement aux conditions requises de résidence. L'apparente contrariété de ces décisions se justifie aisément.

La dispense du stage de résidence, accordée à la femme et aux enfants majeurs, est sans doute une conséquence de la naturalisation du mari ou du père, mais leur naturalisation est cependant distincte de la sienne, puisqu'elle nécessite de leur part une demande particulière; or, pour qu'ils pussent, en Tunisie, obtenir la naturalisation sans remplir les conditions exigées par le décret de 1887, il faudrait que la loi nouvelle eût sinon dérogé, du moins ajouté à ce décret, ce qui est inadmissible, puisqu'elle ne s'applique pas en Tunisie.

Au contraire, les enfants mineurs acquièrent la nationalité française sans avoir besoin de la demander; c'est pour eux un effet immédiat de la naturalisation de leur père. On peut l'admettre sans rien ajouter au décret, qui ne s'est pas expliqué sur ces conséquences. Il suffit d'attribuer à la naturalisation toute la portée dont elle est susceptible, et rien ne paraît plus conforme à la volonté du législateur, qui, en introduisant en Tunisie la naturalisation, lui aura donné son étendue normale. Au surplus, il faudra réserver, comme en France, aux enfants mineurs le droit de réclamer à leur majorité leur nationalité d'origine. La déclaration se fera devant les juges de paix ou les agents qui en remplissent les fonctions (1).

Cette solution, certaine, à notre avis, dans l'état actuel de la législation, est en soi fort peu satisfaisante. Il n'y a pas de bonnes raisons pour donner à la naturalisation d'autres effets en Tunisie qu'en France. C'est un motif de plus pour réclamer en cette matière l'intervention de la loi.

B. *Loi du 26 juin 1889.* — La nouvelle loi n'a pas mis fin à la situation peu régulière qui existe en Tunisie. Elle ne s'est pas appropriée, pour les confirmer, les dispositions du décret

(1) Décret du 13 août 1889, art. 6.

de 1887 ; elle ne les a pas non plus abrogées. Toutefois, la condition des étrangers fixés dans nos protectorats n'a pas entièrement échappé à l'attention du législateur ; il a voulu aussi leur faciliter l'acquisition de la nationalité française.

« Peuvent être naturalisés :

» Les étrangers admis à fixer leur domicile en France après » un an... s'ils ont été attachés à un titre quelconque » au service militaire dans les colonies ou les protectorats » français. » (C. civ., N. R. art. 8, 5°.)

Ainsi, pour l'étranger qui a été attaché au service militaire en Tunisie, le stage de résidence peut être réduit à un an, mais pourvu qu'il ait été autorisé à fixer son domicile en France. A première vue, il semble que cette disposition n'ait pas d'intérêt, et que, en l'inscrivant dans le Code, on ait oublié l'existence du décret de 1887, qui est beaucoup plus favorable à la naturalisation ; il n'exige, en effet, aucune autorisation de domicile, et se contente d'une simple résidence, non pas même en France, mais en Tunisie, résidence qui peut être réduite à un an. Cependant ces deux dispositions ont chacune leur intérêt particulier.

L'application de la loi sera utile à certains étrangers qui ne pourraient pas demander celle du décret. En effet, le décret permet d'accorder la naturalisation aux étrangers résidant en Tunisie au moment où ils la sollicitent ; ceux qui ayant servi en Tunisie sans être naturalisés sont venus s'établir en France n'en auraient plus le bénéfice ; ils pourront, au contraire, profiter de la loi de 1889 pour obtenir la nationalité française, s'ils sont, au moment de leur demande, domiciliés en France depuis un an, avec autorisation du gouvernement.

La loi se montre même, sur un point, plus facile que le décret ; elle réduit le stage de résidence à un an en faveur des étrangers qui ont été attachés au service militaire en Tunisie ; pour leur accorder cette réduction, le décret exige qu'ils aient rendu à la France des services exceptionnels. Il y a plus : la loi permet même de naturaliser ces étrangers sans qu'ils aient eu en France de résidence effective. D'après l'art. 8 C. civ. (N. R.), emprunté d'ailleurs à la loi de 1867, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français est assimilé à la résidence en France. Le service militaire est une fonction, au moins pour les officiers ; peut-être cette expression ne s'applique-t-elle pas bien aux soldats, mais on ne peut distinguer entre les uns et les autres. On se conforme donc à l'esprit de la loi, sans s'écarter de la lettre, en attribuant au service militaire dans les armées françaises à l'étranger le même effet qu'à l'exercice de fonc-

tions civiles. L'étranger qui sert en Tunisie dans notre armée et qui désire devenir Français peut donc solliciter l'autorisation d'établir son domicile en France ; un an après l'avoir obtenue, si, pendant ce temps il a continué d'appartenir à l'armée, il pourra être naturalisé bien qu'il n'ait pas achevé les trois ans de résidence qu'impose le décret de 1887 (1).

Il est à peine besoin de dire que les effets de la naturalisation seront alors ceux que détermine la loi du 26 juin. La femme du naturalisé pourra donc devenir Française par le même décret que son mari, sans remplir personnellement aucune condition de résidence.

Eugène AUDINET,
Professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix.

(1) Cette disposition de la loi du 26 juin s'inspire d'une proposition de loi déposée à la Chambre le 10 juin 1886, d'après laquelle les étrangers qui avaient fait partie de l'armée française dans les colonies ou pays de protectorat pouvaient être naturalisés sans aucune condition de domicile.

RÉGIME PÉNAL DE L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE

LE SÉQUESTRE
ET LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE (1)

Nous avons dit les règles d'exécution en vigueur en ce qui concerne les peines prononcées en vertu des instructions ministérielles ; quant à celles employées en vertu de la loi de 1874, elles sont exposées dans le texte même de ce document, articles 5 et 6 :

« Art. 5. — En tout territoire, civil ou militaire, indépen-
» damment des condamnations individuelles encourues par
» les auteurs ou complices des crimes et délits ou contra-
» ventions, en cas d'incendie de forêts, les tribus et les douars
» pourront être frappés d'amendes collectives dans les formes
» et suivant les conditions ci-après.

» Art. 6. — Ces amendes seront prononcées par le gou-
» verneur général, en conseil de gouvernement, sur le vu des
» procès-verbaux, rapports et propositions de l'autorité ad-
» ministrative locale, les chefs de tribus ou de douar préala-
» blement entendus par ladite autorité.... »

Le délai de deux mois, dont il est question dans la circulaire de 1859, n'est plus formulé ; mais, dans la pratique, l'espace qui s'écoule entre l'incendie et la répression est toujours beaucoup plus long ; la procédure suivie ajoute encore des garanties à celles formulées dans la loi.

Ainsi, l'incendie est constaté par les procès-verbaux et rapports des agents du service forestier, depuis le garde, qui le premier arrive sur les lieux, jusqu'au conservateur, qui analyse, approuve ou corrige les dires de ses subordonnés. En même temps, l'autorité locale, administrateur civil ou militaire, rédige son rapport, qui est soumis à l'examen des chefs hiérarchiques, et dresse à part le procès-verbal des observations échangées entre lui et les notables indigènes.

(1) V. *suprà*, p. 121 et 141.

La gendarmerie, quand elle peut arriver en temps utile sur les lieux, fait aussi de son côté un rapport distinct.

Lorsque ces documents ne semblent pas suffisamment probants, le gouverneur nomme une commission spéciale, présidée quelquefois par un conseiller de gouvernement, le plus souvent par le préfet ou son secrétaire général. Le conservateur des forêts, le directeur des domaines en font partie, et la commission va sur place examiner chacun des incendies et entendre les explications des agents locaux des forêts et de l'administration, ainsi que des notables indigènes, et aussi des colons ou concessionnaires de forêts intéressés dans les incendies ou pouvant fournir des indications utiles. Cette commission fait ensuite son rapport particulier qui est joint au dossier déjà établi.

A Alger, ce dossier est examiné à nouveau dans les bureaux du gouvernement général, puis remis au conseiller rapporteur, qui, avant de soumettre l'affaire au conseil de gouvernement, a toute facilité pour se procurer les renseignements, plans et indications diverses nécessaires à la manifestation de la vérité.

Au conseil de gouvernement, la discussion amène encore parfois des remises pour instruction complémentaire, et, lorsque l'avis est donné et qu'il conclut à la responsabilité collective, on peut affirmer sans crainte que l'arrêté qui prononce la peine a préalablement donné aux indigènes toutes les garanties possibles de justice et d'équité.

Et si cet arrêté est sans appel, il n'est pas forcément définitif et n'a pas non plus la rigidité inflexible d'un arrêt de tribunal; il admet des tempéraments, souvent il prononce explicitement des exemptions nominatives en faveur de personnalités restées en dehors de la collectivité coupable. D'autres exemptions peuvent encore être prononcées après l'arrêté primitif, qui reste ainsi amendable et réformable pendant un temps plus ou moins long, dans des conditions excessivement larges et bienveillantes, que nous examinerons plus en détail lorsque nous étudierons la jurisprudence commune aux répressions collectives visées dans la loi du 17 juillet 1874.

Il nous suffit d'avoir montré ici que l'application de cette responsabilité collective est entourée de précautions qui excluent toute idée d'arbitraire et qu'elle est soumise à une procédure qui donne aux individualités aussi bien qu'à la collectivité entière toutes les garanties compatibles avec la nécessité qu'il y a de conserver à cette répression le caractère politique d'une mesure affirmant, au premier chef, le principe de l'autorité de la France sur ses sujets musulmans.

IV

Le séquestre collectif

Lorsque, le 25 mars 1871, un arrêté de M. Alexis Lambert vint frapper de séquestre El-Mokrani, bachaga de la Medjana, et par provision les nombreuses tribus déjà insurgées ou prêtes à entrer dans le mouvement, on vit bien vite l'impossibilité où l'on était, d'ores et déjà, de fournir les listes nominatives prévues par l'ordonnance royale de 1845 visée dans l'arrêté précité. D'autre part, l'opinion publique, alors très surexcitée, avait présent à l'esprit le peu de rigueur apporté dans l'application des mesures de séquestre précédemment édictées ; elle voulait cette fois que la punition atteignît tous les coupables sans exception et d'une façon effective. On ne pouvait le faire qu'en agissant contre les collectivités entières et en exemptant de ces mesures de rigueur les individualités restées dans nos rangs, individualités qui, dans certaines tribus, n'étaient que des unités peu nombreuses et faciles à reconnaître.

Ces nécessités furent de suite comprises par l'amiral de Gueydon, qui, le 9 avril 1871, était débarqué à Alger en qualité de gouverneur général (1). Le 16 mai, il demandait des rapports à tous les chefs de colonne et de circonscription et, dès le 7 juin, une commission était instituée à Alger pour l'examen des questions soulevées par l'établissement du séquestre sur les biens des indigènes revoltés. Un président de chambre à la Cour, M. Marion, était à la tête de cette commission, composée de personnes parfaitement en situation de concilier les principes du droit avec les exigences particulières au pays et aux circonstances (2). Plusieurs fois, l'amiral intervint dans cette commission, et, avec l'autorité que lui donnaient son incomparable bon sens et son tempérament politique, il la fit en peu de temps aboutir à des conclusions équitables et pratiques.

Le principe qui se dégage nettement des discussions fut que le séquestre, tout en restant la garantie matérielle du paiement de la contribution de guerre imposée aux tribus rebelles,

---

(1) Nommé par décision du pouvoir éxécutif du 29 mars 1871.

(2) Elle comprenait : MM. Marion, président ; Patras, conseiller à la Cour ; Rouchier, avocat général ; le docteur Warnier, ancien préfet ; Tellier, secrétaire général de la préfecture ; Boby de la Chapelle, inspecteur des domaines ; Depienne, vérificateur des domaines. V. *Bulletin officiel*, 1871, p. 236.

devait être une répression collective, une sorte d'application plus sévère du principe de la responsabilité collective en usage pour la répression des crimes anonymes.

Puis, comme, d'autre part, il était impossible de songer à retenir les terres de toutes les tribus insurgées sans exposer les populations à mourir de faim, et qu'il était juste de tempérer la punition collective, en raison de la présence de nombreux non coupables qu'il était impossible de dégager, la commission admit le principe qu'il pourrait être fait remise aux collectivités d'une partie des territoires séquestrés lorsqu'elles auraient accompli toutes les conditions imposées, garanties précisément par ledit séquestre.

Ce fut en s'appuyant sur le rapport de cette commission que le gouverneur général obtint du chef du pouvoir exécutif l'arrêté du 15 juillet 1871, qui, tout en confirmant expressément les règles posées par l'ordonnance royale du 31 octobre 1845, créait un *séquestre collectif territorial* pour lequel il n'était plus nécessaire de fournir les états individuels et les listes nominatives prévus par les articles 10 et 12 de ladite ordonnance.

Ce séquestre collectif, visant l'ensemble de la tribu, sans mettre en relief telle ou telle personnalité, pouvait d'ailleurs, d'après la teneur même de l'arrêté, être appliqué concurremment avec l'ancien séquestre visant nominativement les individualités plus particulièrement compromises.

Dès lors, les nombreux arrêtés qui se succèdent à mesure que l'insurrection s'étend appliquent concurrremment les deux genres de séquestre; ils sont tous formulés de la même façon: l'article 1er appose le séquestre collectif sur les biens de la fraction visée, l'article 2 applique le séquestre individuel sur des personnalités nominativement désignées, et l'article 3 énumère les exemptions quand il y en a.— C'est ainsi que furent frappées 313 collectivités, d'une superficie totale de 2,589,608 hectares. La répression atteignait ainsi tous les coupables, mais l'État était fort embarrassé de cet immense territoire séquestré, dont il ne pouvait songer à assurer l'administration effective et dont, d'ailleurs, il n'avait pas le droit de disposer d'une façon absolue avant le délai de deux ans imposé par l'article 28 de l'arrêté du 31 octobre 1845, délai pendant lequel les séquestrés conservent la nue propriété de leurs biens et sont admis à faire cesser le séquestre en prouvant leur non culpabilité.

D'un autre côté, le Parlement avait, par une loi du 21 juin 1871, accordé 100,000 hectares des meilleures terres disponibles aux Alsaciens-Lorrains désireux de conserver leur na-

tionalité, et les colons réclamaient en même temps une extension considérable des territoires de colonisation ; satisfaction ne pouvait être donnée qu'en prélevant sur les biens séquestrés les espaces les mieux situés au point de vue de la colonisation et de la défense des nouveaux centres à créer.

Enfin, il ne fallait pas se dissimuler non plus qu'un grand nombre de ces arrêtés de séquestre, pris pour la plupart sur les indications sommaires de chefs de colonne en opérations de guerre et souvent mal renseignés, comportaient bien des erreurs dont le redressement s'imposait impérieusement à notre équité, car il était bien évident que, malgré son bon vouloir, la commission de séquestre siégeant à Alger, dont l'avis était toujours visé dans ces arrêtés, n'avait pas à distance une sûreté d'indications suffisante.

S'inspirant de ces diverses considérations, l'amiral gouverneur prescrivait d'abord, par une circulaire en date du 11 septembre (1), de laisser aux mains des propriétaires ou usufruitiers présents, sur leurs biens, les terres frappées de séquestre, toutes précautions d'ailleurs étant prises pour affirmer les droits de l'État au moyen de locations régulières consenties à des prix infimes.

Cette première mesure ayant assuré les ensemencements de la campagne agricole 1871-1872, et l'insurrection paraissant à peu près terminée, on put reviser en toute connaissance de cause les premiers arrêtés et aviser aux moyens de rendre disponibles les superficies mises par la loi à la disposition de l'immigration alsacienne-lorraine et celles nécessaires à l'extension de la colonisation déjà existante.

Au mois de janvier 1872, le conseil supérieur avait émis l'avis que le meilleur moyen de se procurer, dans un délai aussi rapproché que possible, les terres nécessaires consistait à proposer aux tribus de se racheter des conséquences à terme du séquestre moyennent l'abandon immédiat d'une partie du territoire séquestré ou le paiement d'une somme d'argent devant être affectée à l'achat de terres dans les périmètres sur lesquels devaient se porter les efforts des nouveaux colons.

En territoire arch, c'est-à-dire de propriété collective, rien de plus simple et de plus sûr que ces transactions, puisque la djemâa avait qualité pour traiter ; mais, en territoire melk, le conseil estima qu'il fallait procéder par une série de transactions successives avec les propriétaires melk, autorisés à se racheter moyennant des prix en argent; la somme totale

(1) *Bulletin officiel*, 1871, p. 197.

produite par ces rachats individuels devant servir à payer *l'expropriation* des terrains reconnus nécessaires à l'établissement des périmètres de colonisation.

Telle fut l'origine des « taxes de rachat de séquestre », expression passée depuis dans le langage administratif.

Après avoir pris l'attache du ministre des finances, l'amiral gouverneur, par un arrêté du 2 avril 1872, institua, dans chacune des deux provinces d'Alger et de Constantine, une commission spéciale (1) chargée d'étudier les questions multiples se rattachant à l'apposition du séquestre, commission dont les attributions furent précisées par une série d'instructions (2) entrant ensuite dans de nombreux et de nouveaux détails à mesure que l'expérience révélait des situations imprévues ou des cas particuliers.

« A la fois commissions de justice et commissions de transaction », elles devaient examiner sur place le bien-fondé des arrêtés de séquestre, compléter et rectifier les listes des indigènes exemptés et de ceux frappés nominativement, conclure avec les tribus des conventions donnant des terres ou de l'argent, et les déclarant libérées du séquestre collectif après la remise de ces terres ou de cet argent et le paiement de la contribution de guerre précédemment fixée.

Les principes qui se dégageaient tant de ces instructions que des opérations de ces commissions étaient les suivants :

1° Chaque collectivité insurgée devait, pour être admise à se racheter des effets du séquestre, fournir en terre ou en argent le cinquième de la valeur de ses propriétés immobilières ;

2° Le rachat n'était pas admis pour les indigènes frappés du séquestre nominatif ;

3° Les conventions étaient partout passées avec les djemâa,

---

(1) Un conseiller à la Cour président, un délégué de la commission départementale et à défaut un conseiller de préfecture, un directeur des domaines, un officier des affaires indigènes, membres permanents, et en outre, mais seulement dans l'étendue de leurs circonscriptions, un conseiller général, un sous-préfet ou un officier commandant de cercle, maire, administrateur. V. *Bulletin officiel*, 1872, p. 159.

(2) Plusieurs de ces instructions ont été imprimées ou autographiées, mais non insérées au *Bulletin officiel*. — On peut citer : l'instruction du 17 avril 1872, la seule qui figure au *Bulletin officiel* (p. 194), puis celles des dates ci-après : 26 juin 1872. — 18 octobre 1872. — 2 décembre 1872. (Signé : de Gueydon). — 12 août 1873. — 13 septembre 1873. — 26 septembre 1873. — 25 octobre 1873. — 27 mars 1874. — 27 juillet 1874. (Signé : Chanzy).

mais, dans les tribus melk, les indigènes présents étaient consultés et mention était faite qu'ils abandonnaient au domaine de l'État, francs et quittes de toute charge, les terrains situés dans le *prélèvement*, la djemâa s'engageant à les indemniser en terre ou en argent de tout ce qui excédait le cinquième de leur avoir. En cas de refus des indigènes, il devait être procédé à l'expropriation régulière au nom de l'État, mais à la charge de la djemâa ;

4° En cas de présence sur ce prélèvement d'immeubles appartenant à des non séquestrés, ceux-ci, bien entendu, conservaient la jouissance et la possession de leurs biens, mais la djemâa était tenue de parfaire la superficie ou la valeur totale du prélèvement déterminé.

Sur 313 collectivités atteintes par le séquestre, 146 furent admises à se racheter en argent, moyennant des sommes fixées approximativement (1) et formant un total de 6,226,000 francs.

46, admises à se racheter en terre et en argent, devaient payer des soultes se montant à 2,700,000 francs.

121 se rachetaient en terre seulement, moyennant l'abandon de 240,000 hectares environ, sauf règlement ultérieur, soit des indemnités auxquelles elles pouvaient avoir droit si on avait pris un *prélèvement* excédant la valeur de 1/5 de leur territoire, soit du paiement d'une soulte en cas d'insuffisance constatée de la valeur du *prélèvement*.

Les actes destinés à constater ces transactions furent établis entre les commissions et les djemâa, puis soumis à l'approbation du gouverneur général, après avis du conseil de gouvernement.

En même temps, l'administration livrait à la colonisation ceux des territoires cédés qui se prêtaient le mieux à l'installation des colons. La situation des collectivités vis-à-vis de l'État aussi bien que des indigènes compris dans le *prélèvement* et qui seuls en supportaient provisoirement le poids devait être réglée ultérieurement.

Ces diverses opérations durèrent jusqu'en mai 1873, c'est-à-dire jusqu'au départ de l'amiral.

En réalité tout ce travail avait dû être fait très hâtivement, et le seul résultat acquis était l'installation, d'ailleurs bien défectueuse, des colons sur quelques-uns des territoires disponibles.

---

(1) Il fallait faire vite, et on avait calculé à raison de 50 fr. par hectare de terre de culture, 10 fr. par hectare de parcours, 20 fr. par olivier, 5 fr. par figuier ou autre arbre fruitier en état de rapport.

La procédure administrative que nous avons indiquée, et qui semblait a priori donner satisfaction à la légalité et à l'équité, n'était qu'une conception théorique qui, dans la pratique, aboutissait à un état de choses peu satisfaisant. Les indigènes étaient incapables de comprendre le mécanisme de cette procédure, les transactions n'étaient en somme que des « papiers » que les indigènes signaient avec la morne résignation des vaincus, et sous la pression de menaces réitérées ne leur laissant la faculté ni de savoir ce qu'ils signaient, ni de saisir ce à quoi ils s'engageaient. « Nous » sommes vaincus, vous êtes les maîtres, nous ne pouvons » plus vous résister, pourquoi ces papiers puisque vous » pouvez prendre tout, et que vous nous dites que si nous » refusons de signer vous prendrez tous nos biens et que » vous nous déporterez ? — Qui vous empêche de le faire de » suite ? »

Puis l'amiral voulait qu'on allât vite, et les agents d'exécution, sans cesse stimulés, pressaient leurs travaux et produisaient beaucoup, mais en tenant peu compte des instructions et en sacrifiant trop souvent les garanties des indigènes à la rapidité d'exécution.

Cet état de choses et ces défectuosités n'avaient pas échappé à l'amiral, qui, au moment de son départ, avait commencé la réorganisation du bureau chargé à Alger de la direction et de la surveillance des opérations du séquestre ; mais ce fut en réalité le général Chanzy qui dut reprendre cette étude laborieuse.

Un rapport établi par le chef du bureau politique (1), à la date du 13 juillet 1873, faisait en effet ressortir :

« 1° Que les commissions de séquestre n'avaient pas toujours tenu compte suffisamment de la nécessité d'assurer les moyens d'existence aux collectivités séquestrées ;

» 2° Que les innocents se trouvaient généralement confondus avec les coupables et souvent même bien plus mal traités lorsque leurs biens étaient compris dans les périmètres cédés à la colonisation ;

» 3° Que, malgré les engagements pris par les djemâa dans les conventions, les indigènes atteints collectivement, mais frappés au delà de leur part contributive, n'avaient encore reçu aucune indemnité et allaient être contraints de s'expatrier ; que l'attribution des indemnités en nature dans leurs tribus d'origine équivaudrait d'ailleurs à une sorte de loi agraire répartissant entre tous les membres de la collectivité

(1) Dénommé alors : Section des affaires indigènes de l'état-major général.

les terres restant après les prélèvements faits au profit de l'État et des innocents ; que cette combinaison entraînerait un bouleversement complet dans l'assiette de la propriété et paraissait impraticable, en Kabylie surtout ;

4° Que, parmi les questions à résoudre, les plus importantes et les plus urgentes étaient :

(A) Régler le sort des individus séquestrés collectivement et dont les terres avaient été prises pour la formation du périmètre de colonisation.

(B) Arriver à indemniser d'une manière juste et convenable les indigènes qui n'avaient pas pris part à l'insurrection et dont les biens avaient été pris par la colonisation (1).

Des études furent prescrites d'urgence dans le but de trouver une solution ; on espéra un instant l'avoir trouvée dans l'application simultanée de la loi du 26 juillet 1873, qui venait d'être promulguée, et on crut qu'on pourrait à la fois procéder à la régularisation du séquestre, à la constatation et à la constitution de la propriété. L'expérience fut tentée, et les résultats eussent été bons si on avait eu assez d'argent et assez d'agents en état d'accomplir une pareille mission sur les 313 collectivités, représentant une superficie de 2,639,600 hectares, la plupart à lever et à cadastrer.

On dut renoncer à ce mode de procéder. Mais de l'ensemble des études faites on arriva à dégager par d'autres moyens des principes et des règles donnant en pratique comme en théorie une satisfaction aussi complète que possible aux observations formulées.

Sans entrer dans le détail des opérations qui furent alors prescrites, nous pouvons et nous devons en indiquer ici les grandes lignes, ne serait-ce que pour mettre en relief une fois de plus les procédés bienveillants qui, en Algérie, tempèrent toujours vis-à-vis des indigènes les mesures répressives même les plus sévères.

Voici comment s'exprimait à cet égard le général Chanzy (2) :

« Suivant l'économie générale de l'ordonnance du 31 octobre 1845, le séquestre individuel doit avoir pour conséquence la ruine *absolue, radicale* des indigènes atteints par cette mesure répressive. Leurs biens de nature mobilière tels que troupeaux, récoltes, créances, de même que leurs immeubles, tombent sans réserve sous la main-mise du domaine. »

(1) Contrairement aux instructions *formelles* de l'amiral. V. plus haut.

(2) Circulaire du gouverneur général, du 25 octobre 1873, signée Chanzy.

« ..... Mais nous ne pouvons dépouiller de la totalité de ses ressources la famille de ces individualités. Notre politique et notre sécurité nous obligent à maintenir la répression dans les limites que l'humanité fixe aux nations civilisées. »

Pour ce faire, « le service des domaines, de concert avec l'autorité publique locale et la djemaâ, détermine la quantité de terres rigoureusement nécessaire pour assurer l'entretien de ces familles. »

« Ces terres sont alors l'objet de baux annuels à prix réduits » et elles sont choisies sur les terrains inutilisables pour la » colonisation », de préférence hors de la tribu d'origine, car, pour des raisons politiques faciles à justifier, « l'éloignement » des indigènes frappés de séquestre individuel doit être con- » sidéré comme la règle et leur maintien (dans leurs tribus) » comme une faveur exceptionnelle (1). »

Ajoutons de suite, pour en finir avec le séquestre individuel, qui n'atteint que les familles des meneurs et des chefs d'insurrection, qu'en 1877 un décret du 30 juin a autorisé les indigènes séquestrés nominativement à la suite de l'insurrection de 1871 (ou leurs héritiers) à acheter, à prix fixé *ad valorem* par l'administration, celles des terres détenues par eux à titre de locataire et même celles dont le domaine n'avait pas encore pu disposer à cette date. Cette mesure de haute clémence fut prise par décret visant l'article 27 de l'ordonnance de 1845 ; ce fut là une mesure gracieuse destinée à apurer la situation des insurgés de 1871, n'allant pas au delà du fait visé et n'engageant pas l'avenir.

Le règlement des questions relatives à l'application du séquestre collectif était plus délicat et plus complexe.

La tâche fut répartie par arrondissement ou cercle, entre les administrateurs civils ou militaires ; leur travail de revision, ou plutôt de *liquidation*, expression qui devint le terme officiel, eut pour base première les conventions signées, dont la teneur devait être respectée. Ce ne fut, en effet, que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles que des modifications furent admises au contrat primitif, mais toujours dans un sens favorable aux indigènes et afin d'assurer les moyens d'existence des collectivités.

Tout indigène exempt de séquestre fut traité « absolument comme un Européen ». Il n'y eut plus de déplacement dans les périmètres de colonisation que lorsque les propriétés des non

---

(1) Circulaire du 25 octobre 1873.

séquestrés se trouvèrent constituer des obstacles insurmontables à la colonisation, et dans ce cas seulement on procéda par expropriation régulière ou par transaction amiable et bienveillante.

Les prélèvements furent l'objet de reconnaissances cadastrales et estimatives, ayant pour base la valeur des immeubles au moment du séquestre, valeur établie soit par des rapprochements avec des actes réguliers passés vers cette époque, soit par les estimations des djemâa. Ces dernières estimations étaient souvent encore les meilleures et les plus justes, car ces djemâa savaient que leurs déclarations relatives au prélèvement devaient servir de point de repère pour les estimations du reste du territoire.

Chaque tribu eut ainsi son compte de liquidation assuré avec une netteté et une exactitude mathématiques (1).

Sur un autre état, celui-ci nominatif, chaque indigène eut également son décompte individuel fait avec beaucoup de soin et de précision, et se résumant en un chiffre à payer ou à recevoir selon que l'ensemble de la valeur des meubles et immeubles laissés en sa possession excédait ou n'atteignait pas les 4/5 de son avoir total.

Ces états une fois arrêtés étaient mis en recouvrement suivant les voies de droit, sous la responsabilité des djemâa.

En 1878, un rapport imprimé publiait en détail les résultats de la liquidation du séquestre apposé à la suite de l'insurrec-

---

(1) Voici le *chema* d'un compte de liquidation.

La valeur totale du territoire de la tribu est de 520,000 fr., d'où il y a lieu de déduire 20,000 fr. valeur des terres frappées du séquestre individuel et appréhendées en totalité — soit donc 500,000 fr.

Le cinquième à payer, pour rachat, est de 100,000 fr.

La valeur du prélèvement en terre est de 60,000 fr.

Mais la tribu a reçu, pour compensation à des dépossédés, 15,000 fr. d'immeubles frappés du séquestre nominatif ; elle a donc à payer à l'État : 100,000 — 60,000 + 15,000 fr., soit 55,000 fr.

D'autre part, il y a sur le prélèvement des indigènes auxquels il n'a pu être donné de compensation et qui sont entièrement dépossédés pour une valeur de 25,000 fr., alors qu'en droit, ils n'auraient dû l'être que de $\frac{25\,000}{5}$. Au lieu donc d'avoir à contribuer au paiement de la soulte de rachat, ils ont droit à la valeur des 4/5 de ce qui leur a été pris, et la djemâa, outre sa soulte de rachat, a encore à payer 20,000 fr. de soulte d'indemnité, soit dans le cas actuel 55,000 + 20,000 — sommes qui sont versées au domaine, mais dans deux caisses différentes, la seconde devant être distribuée de suite aux ayants droit.

tion de 1871, insurrection dont la répression se résume dans les chiffres suivants :

313 tribus ou douars insurgés, représentant une population totale de 761,030, occupant, en dehors du Sahara, une superficie de 2,589,608 hectares (1), ayant une fortune immobilière estimée à 91,948,450 fr., ont, d'une part, payé comme contribution de guerre 36,582,298 fr. ; et, d'autre part, elles ont abandonné à l'État, toute déduction faite des compensations données, 446,406 hectares, valant 18,693,093 fr. et elles ont payé au trésor 7,933,860 fr.

C'est en résumé 63,212,251 fr. (2) que l'insurrection de 1871 a coûté aux indigènes — soit 63 millions en chiffre rond, car il faut tenir compte des non valeurs ainsi que des rectifications et remises de détail qui ont eu lieu — et qui ne sont pas encore complètement terminées.

La responsabilité des retards dans les règlements des comptes n'incombe pas du reste à l'administration ; l'application de la législation a été faite avec toute la diligence possible, et, au fur et à mesure du complet paiement de la contribution de guerre et des soultes fixées, les tribus jadis insurgées ont vu leur séquestre levé. Pour le plus grand nombre, cette levée a eu lieu dès 1875, mais pour d'autres elle a été retardée soit par la résistance de quelques mauvais payeurs récalcitrants ou ruinés dont il a fallu, en fin de compte, liquider la situation, soit par des dépossessions qui ont nécessité des avertissements et des temporisations, soit par des remises ou décharges que l'équité imposait. Le séquestre est levé aujourd'hui sur 307 collectivités (3). Mais il en reste encore 7 dont la liquidation n'a pu être terminée parce que de nouveaux séquestres ont été apposés en 1879 et 1881, à la suite d'incendies de forêts, et ont nécessité des remaniements dans les décomptes établis ou en cours d'exécution.

En effet, pendant que se poursuivait ce long travail de la liquidation du séquestre apposé a la suite de l'insurrection

---

(1) C'est le chiffre de la superficie des territoires atteints par le séquestre collectif qui n'a porté que sur les tribus du Tell et des Hauts-Plateaux. Pour avoir le chiffre total des insurgés en 1871, il faut ajouter au moins 23,000 individus des populations sahariennes. En admettant 1 combattant pour 5 habitants, c'est à 156,826 combattants que nous avons eu devant nous.

(2) Sur cette somme ou plus exactement sur la contribution de guerre 19,000,000 fr. ont été attribués aux victimes de l'insurrection.

(3) V. l'Exposé de la situation au conseil supérieur de gouvernement sous la rubrique « Séquestre », et spécialement l'année 1888, p. 306.

de 1871, le Parlement édictait la loi du 17 juillet 1874, qui autorisait le gouverneur général à apposer le séquestre sur les tribus reconnues coupables d'incendie de forêt. Cette loi détermine en ces termes l'application de la mesure :

« Lorsque les incendies par leur simultanéité ou leur » nature dénoteront de la part des indigènes un concert » préalable, ils pourront être assimilés à des faits insurrec- » tionnels et en conséquence donner lieu à l'application du » séquestre conformément aux dispositions actuellement en » vigueur de l'ordonnance du 31 octobre 1845. »

Cette disposition n'est en somme qu'une aggravation de l'article 10, dans lequel l'ordonnance précitée énumère les cas où le séquestre peut être apposé. Elle a été introduite dans la loi par un amendement de M. le sénateur Lucet (1), amendement qui fut accepté par la Chambre des députés, laquelle estimait avec le rapporteur, M. Ernest Picard, que « le séquestre est une voie d'exécution indispensable pour » percevoir les amendes collectives et pour atteindre les vrais » coupables en intéressant la tribu à la répression. »

« Le séquestre, ajoutait le rapporteur, produit une grande » et nécessaire impression sur les indigènes en leur montrant » par des actes visibles que le gouvernement a la volonté et » la puissance de sévir ; le gouvernement et la commission » ont donc été d'avis d'introduire dans la loi cette disposition » salutaire. »

Cette loi de 1874, visant explicitement les dispositions *en vigueur* de l'ordonnance royale de 1845, consacrait ainsi l'application aux indigènes tant du séquestre nominatif que du séquestre collectif.

Cette mesure, qui n'avait été au début qu'un expédient et un procédé complémentaire des opérations de conquête, prenait, par le fait de cette haute sanction, l'importance d'une loi d'État, et devenait une mesure organique devant peser définitivement sur les indigènes et assurer au gouvernement les moyens d'action nécessaires pour donner la sécurité aux colons et pour conserver les richesses de la France algérienne.

De là la nécessité d'apporter dans le mode d'exécution de cette mesure une régularité et une impartiale justice excluant toute possibilité d'arbitraire.

Ces préoccupations furent la cause principale des quelques retards que rencontra la liquidation du séquestre apposé à la

---

(1) Sénateur de Constantine.

suite de l'insurrection de 1871 ; mais elles aboutirent à la création d'une jurisprudence aujourd'hui nettement dégagée des incertitudes et des tâtonnements du début, jurisprudence aussi impartiale que libérale et qui témoigne des sentiments de bienveillance et d'équité dont tout le monde en Algérie est animé vis-à-vis des indigènes.

Louis RINN,
Conseiller de gouvernement.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

HUIT JOURS EN KABYLIE, — A TRAVERS LA KABYLIE ET LES QUESTIONS KABYLES, — par François CHARVÉRIAT. — *Plon*, 1889.

Au mois d'avril dernier, M. le directeur de la *Revue*, adressant quelques mots d'adieu à François Charvériat, déplorait que la mort ne lui eût pas laissé le temps de publier un ouvrage sur la Kabylie, auquel il mettait la dernière main. Le livre était achevé, il vient de paraître, et ce n'est pas sans émotion que je prends la plume pour le présenter à nos lecteurs.

Ce petit volume remet à vif les profonds regrets de ceux qui ont connu notre cher collaborateur et ami. Il l'a écrit comme il parlait, avec sa franchise aimable, sa verve toujours indulgente pour les hommes et les choses, si bien qu'en suivant le récit, on croit l'entendre raconter lui-même une de ses nombreuses expéditions en Kabylie.

Il y a pour ceux qui font en Algérie un séjour prolongé bien des questions intéressantes à étudier sur place. Cette race arabe qui nous environne, que nous coudoyons, dont le développement accuse une progression rapide et peut-être inquiétante, deviendra-t-elle un jour française de cœur? Finira-t-elle par se fondre avec les éléments européens qui la pénètrent ? En attendant la réalisation d'un idéal devant lequel se dressent tant d'obstacles, quel effet produira le contact de notre civilisation ? A ces questions d'un intérêt pratique éclatant se rattachent étroitement le régime de la colonisation, le rôle de l'État, les forces de l'initiative privée. Le problème de l'assimilation des indigènes conduit à l'étude de leur organisation sociale, de leur législation, de leur religion surtout qui résume tout le reste, en un mot de ce qui fait leur affinité ou leur répulsion pour l'élément novateur qui peu à peu s'infiltre dans leur masse.

Tel était le vaste champ d'études qui passionnait Charvériat. Toutes ces questions le préoccupaient si fort qu'il ne se contentait pas de les étudier dans les livres. Il avait ouvert à leur sujet une véritable enquête, s'adressant de préférence aux hommes qui avaient pu vivre en contact direct et prolongé avec les Arabes, et soumettant leurs renseignements au contrôle le plus rigoureux. Lui-même parcourait le pays dans tous les sens, admirant les paysages, qu'il a su rendre avec une intensité d'expression et une délicatesse de touche bien personnelles, mais surtout étudiant curieusement les habitants et leurs conditions d'existence. Voilà comment il avait réuni, pendant ses cinq années de séjour en Algérie, une riche collection de documents, dont il aurait pu, si Dieu l'avait laissé vivre, extraire plusieurs

volumes pleins d'intérêt. Un seul petit livre nous reste, mais il a le précieux et rare mérite d'offrir sous la forme la moins prétentieuse du monde beaucoup plus de vues profondes et originales que n'en promet son titre modeste.

La Kabylie surtout attirait Charvériat. Ceux qui ont vécu dans son intimité savent avec quelle ardeur il s'intéressait à tout ce qui touche ce pays. Outre que la race batailleuse des Kabyles, avec son long passé d'indépendance, lui paraissait un objet d'étude particulièrement digne d'attention, il voyait dans cette région, conquise au prix de tant d'efforts, un merveilleux champ d'expérience pour la propagande directe de la civilisation française. Le coran, ce grand ennemi de tout progrès en pays musulman, est implanté là de plus fraîche date et moins solidement que partout ailleurs en Algérie. Les Kabyles sont en général plus intelligents que les Arabes, plus souples, plus travailleurs, plus sédentaires, par conséquent plus rapprochés de nous. En revanche la population indigène est en Kabylie d'une telle densité que l'établissement des colons européens se heurte presque partout à l'impossibilité d'occuper une terre à peine suffisante pour nourrir ses habitants. Si c'est là une région où les tentatives d'assimilation s'imposent, quels ont été jusqu'à ce jour leurs résultats et quel sera leur avenir ?

Ces questions reviennent à chaque page du livre si modestement intitulé : *Huit jours en Kabylie*. Charvériat, qui avait fait onze voyages d'exploration dans ce pays, avait choisi l'une de ces excursions pour en faire le cadre vivant dans lequel viennent se placer, comme au courant de la plume, des observations pénétrantes sur la race, ses qualités et ses défauts ; sur la constitution de la famille, du village, de la propriété ; sur l'administration française, ses pouvoirs, ses procédés. Tout cela, écrit sans effort, dans un style d'une correction élégante, discrètement poétique parfois sous l'impression des magnifiques paysages kabyles, ne ralentit pas le récit du voyage, et lui donne un intérêt plus sérieux. Voilà donc un livre utile même pour ceux qui connaissent l'Algérie, mais surtout pour les trop nombreux Français qui l'ignorent. Ils y pourront trouver l'occasion de visiter l'une des plus curieuses parties de notre belle colonie sous la conduite d'un guide également éloigné des enthousiasmes naïfs et des dénigrements systématiques. Charvériat aimait beaucoup l'Algérie, et il avait une perception très nette des idées fausses qui sont trop répandues sur son compte. Pour nous, ces quelques pages, écrites à la veille de sa mort, sont un précieux souvenir de l'ami parfait que nous avons perdu.

G. Prévot-Leygonie.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

13 novembre 1888

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873 : — Titre notarié ou administratif, délivrance de nouveaux titres ; — Opérations du titre II, production du titre notarié ou administratif, obligation. — Conflit du titre notarié ou administratif avec le titre définitif, purge générale du titre II, déchéance, pouvoir des tribunaux.

La loi du 26 juillet 1873 (art. 3, § 3 et art. 17) ne prescrit la délivrance de titres nouveaux que lorsque l'existence des droits de propriété privative n'est pas constatée par des actes notariés ou administratifs, c'est-à-dire par des titres français (1).

Le propriétaire muni d'un acte notarié ou administratif qui constate, en même temps qu'il l'établit, son droit privatif à un immeuble déterminé, n'est point soumis aux prescriptions de la loi du 26 juillet 1873 et ne peut être compris parmi les « intéressés » pour lesquels, d'après l'article 8 de la dite loi, les insertions et publications ordonnées aux diverses phases des opérations du commissaire enquêteur constituent une mise en demeure d'avoir à produire tous les documents et témoignages utiles à l'établissement de leurs droits (2).

---

(1) Ce point est constant en doctrine et en jurisprudence. — V. Alger, 24 juil. 1876 (*Revue Algér.*, 1887. 1. 112) ; 5 fév. 1878 (*Bull. jud. Algér.*, 1878, p. 361 ; *Rev. Algér.*, 1887. 1. 114) ; 27 avril 1880 (*Bull. jud. Algér.*, 1881, p. 175 ; *Rev. Algér.*, 1887, 1. 116) ; 28 juin 1880 (*Bull. jud. Algér.*, 1881, p. 116 ; *Rev. Algér.*, 1887. 1. 117) ; 15 juil. 1881 (*Bull. jud. Algér.*, 1882, p. 36 ; *Rev. Algér.*, 1887. 1. 120) et, sur pourvoi, Req., 6 nov. 1882 (*Bull. jud. Algér.*, 1884, p. 38 ; *Rev. Algér.*, 1887. 1. 124) ; Alger, 2 avril 1884 et 28 fév. 1887 (*Rev. Algér.*, 1887. 2. 101 ; 31 janv. 1887 (*Rev. Algér.*, 1887. 2. 114) ; 16 février 1887 (*Rev. Algér.*, 1887. 2. 163) ; 17 janv. 1888 (*Rev. Algér.*, 1888. 2. 123). — Conf. Circ. gouv. gén. 27 fév. 1885 (*Rev. Algér.*, 1885. 2. 349, note).

(2) L'arrêt précité du 5 février 1878 pose en principe qu'il suffit qu'une propriété ait été l'objet d'un acte notarié, administratif ou judiciaire, pour

Si ces droits sont contestés par des individus qui, n'ayant que des titres musulmans ou des actes de possession à invoquer, ont procédé devant le commissaire enquêteur et finalement obtenu la délivrance de nouveaux titres, c'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les contestations élevées entre les divers prétendants à la propriété, mais sans qu'ils soient liés par une prétendue présomption de déchéance absolue qui découlerait des dispositions de l'article 18 de la loi précitée (1).

(Eddiouani Esseric et consorts c. Dupuy et autres)

Par acte administratif du 10 août 1857, le préfet d'Alger, représentant le domaine de l'État, a concédé aux sieurs Mohamed El Srer, Mohamed et Ahmed ben Chaben ben Louna, Ahmed ben Khelil Oulid Dermench et à la dame Khédidja bent Dermench, auteurs des exposants, à titre gratuit, et au besoin à titre de restitution ou de compensation, des immeubles ruraux, provenant de séquestre sur leur tête et situés sur le territoire de la commune de Miliana. Ces immeubles comprenaient, d'après la désignation même du titre de donation, une terre labourable de 9 hectares 8 ares 14 centiares, située banlieue de Miliana, au quartier Sidi Seba, et trois parcelles d'une contenance de 7 hectares, 78 ares, 65 centiares dans la plaine du Chélif. Le 20 juin 1877, le gouverneur général

---

rendre inutiles les formalités prescrites par la loi du 26 juillet 1873. Un arrêt du 2 avril 1878 (*Bull. jud. Algér.*, 1884, p. 23) décide que, lorsqu'un tribunal est saisi d'un litige entre deux parties qui invoquent un acte notarié ou administratif, relativement à un immeuble sis dans un territoire désigné pour recevoir l'application de la loi du 26 juillet 1873, il n'y a pas lieu de surseoir jusqu'à la délivrance des titres provisoires.

(1) La solution que donne la Chambre civile à cette grave question est contraire à celle qu'avait consacrée la jurisprudence de la Cour d'Alger depuis cinq années. V. Alger, 2 avril 1884 (cassé par l'arrêt ci-dessus) (*Bull. jud. Algér.*, 1884, p. 113 ; *Rev. Algér.*, 1887. 2. 101) ; 23 déc. 1884 (*Rev. Algér., eod. loc.*) ; 28 fév., 19 avril et 18 juin 1887, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 101. 209 et 436).

Cette doctrine a été soutenue, dans cette *Revue*, par M. Eyssautier : *Le statut réel français en Algérie* (1887. 1. 99 et suiv.). — Elle a été combattue, dans cette même *Revue*, par M. Dain : *Du conflit des titres délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 avec un titre français administratif, judiciaire ou notarié* (1887. 1. 259), par M. Poivre : *La loi du 26 juillet 1873, son interprétation et son exécution*. (V. *Rev. Algér.*, 1888. 1. 49) ; *Du conflit des titres notariés ou administratifs avec les titres nouveaux* (1 broch. 16 p.), et par M. Robe (*Commentaire de la loi du 26 juillet 1873*, p. 173), qui, dans le même ouvrage, avait émis d'abord une opinion opposée (p. 123).

de l'Algérie prit un arrêté prescrivant la mise à exécution de la loi du 26 juillet 1873 dans un certain nombre de territoires, et notamment dans le territoire indigène de Miliana. — Le commissaire enquêteur désigné, M. Picquot, rendit, le 8 octobre 1877, une ordonnance annonçant son transport à Miliana, pour procéder aux opérations prévues par la loi de 1873 dans les territoires déterminés par l'arrêté du gouverneur général. L'enquête eut lieu, et, le 31 janvier 1881, l'administration des domaines délivrait aux consorts Ben Brahim un titre définitif de propriété sur : 1° un terrain de 9 hectares, 87 ares, 10 centiares, dénommé Sidi Seba, situé banlieue de Miliana, à Aïn-Berkouk ; 2° un terrain de 30 ares, 60 centiares, dénommé également Sidi Seba et attenant au précédent. C'était un des immeubles ayant fait l'objet de l'acte de 1857. — Les sieurs Eddiouani et consorts protestèrent contre cette attribution de leur propriété à des étrangers. Ils introduisirent une demande en revendication devant le tribunal de Blida tant contre les consorts Ben Brahim que contre le sieur Dupuy, à qui ceux-ci avaient revendu les terrains concédés, dès le 15 mars 1882.

Par jugement du 21 mars 1883, le tribunal fit droit à leur demande, ordonna leur réintégration dans l'immeuble, et prononça la nullité de la vente de 1882, par ce motif que les titres délivrés en exécution de la loi de 1873 n'étaient pas opposables aux propriétaires munis de titres notariés ou administratifs.

Sur l'appel, la Cour d'Alger, par arrêt du 2 avril 1884 (*Bull. jud. Algér.*, 1884, p. 113, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 101), réforma le jugement. Elle déclara les sieurs Eddiouani et autres déchus de leur droit de propriété, faute par eux d'avoir présenté leur réclamation dans les délais prescrits par les articles 14 et 18 de la loi du 26 juillet 1873. Elle repoussa, en outre, les conclusions des intimés tirées de l'irrégularité de l'arrêté du gouverneur général et de l'inapplicabilité de cet arrêté au terrain litigieux.

Les consorts Eddiouani se sont pourvus en cassation contre cet arrêt et ont présenté à l'appui de leur pourvoi les observations suivantes :

1er Moyen. — *Violation et fausse application des articles 3, 14, 16, 17 et 18 de la loi du 26 juillet 1873.*

Pour se rendre compte de la question résolue par la Cour d'Alger, il importe de rappeler l'économie et les dispositions de la loi du 26 juillet 1873.

Antérieurement à cette loi, la propriété était régie, en Algérie, tantôt par la loi française, tantôt par la loi musulmane, suivant qu'il s'agissait d'actes où intervenait un non musulman ou d'actes passés entre musulmans seulement (Ord. 26 sept. 1842, art. 37. — L. 16 juin 1851, art. 16).

La loi de 1873 a entendu faire disparaître cette distinction ; elle a entendu en outre soumettre tout le sol algérien au régime de la propriété française (art. 1er), et notamment au régime de publicité organisé par la loi de 1855 sur la transcription. Mais c'est là une transformation qui ne peut s'accomplir que lentement. Aussi, l'article 2 distingue-t-il, à cet égard, trois classes de transactions immobilières. Les deux premières comprennent les transactions entre individus régis par des statuts différents, et les conventions entre musulmans relatives à des immeubles situés dans des territoires ayant été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846, ou dans ceux où la propriété a été constituée par voie de cantonnement. — Toutes ces conventions sont d'ores et déjà soumises au régime de la loi française au même titre que les conventions entre Français. — Restent les transactions immobilières entre musulmans, partout ailleurs que dans les deux sortes de territoires que nous venons de rappeler. Le § 3 de l'article 2 décide que la loi française leur deviendra applicable au fur et à mesure de la délivrance des titres de propriété. La première opération à faire, en effet, avant de rendre les lois françaises applicables à la propriété du sol, c'est de constituer cette propriété.

Aussi la constitution de la propriété est-elle l'objet direct de la loi de 1873. Le principe en est posé dans l'article 3, et les détails en sont développés au chapitre II, qui y est exclusivement consacré. — « Dans tous les territoires, porte l'article 3, autres que ceux mentionnés au § 2 de l'article précédent, lorsque l'existence de droits de propriété privée non constatés par acte notarié ou administratif aura été reconnue par application du titre II ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires. Tous les titres délivrés formeront, après leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres » ; — Cette formule est à retenir. — Sur tous les territoires où la propriété n'a pas encore été constituée par une opération d'ensemble, soit en exécution de l'ordonnance de 1846, soit par voie de cantonnement, il devra être procédé à la délivrance de titres nouveaux, destinés à remplacer les titres indigènes, sauf, par une exception qui n'est que trop justifiée, le cas où il existe déjà un titre français, c'est-à-dire un acte notarié ou administratif, comme fondement de la propriété individuelle. — Le chapitre II de la loi n'est que le développement de ce principe général posé par l'article 3. — La procédure qui y est décrite peut se résumer à grands traits comme il suit : Un arrêté du gouverneur général désigne les circonscriptions territoriales devant être soumises aux opérations de constitution de la propriété. Il est nommé un commissaire enquêteur, qui se rend sur les lieux, consulte tous les titres et documents, tant ceux qu'on lui présente que ceux qu'il trouve dans les dépôts publics, et dresse un procès-verbal de ses opérations. Trois mois sont accordés aux intéressés pour prendre connaissance du procès-verbal et fournir leurs observations. Ce délai expiré, le commissaire enquêteur retourne sur les lieux, vérifie les réclamations et arrête ses conclusions. « Sur le vu de ces conclusions, porte l'article 17, et pour tout ce qui se rapporte à la contestation, à la reconnaissance et à la confirmation de la

propriété possédée à titre privatif *et non constatée par acte notarié ou administratif*, le service des domaines procédera à l'établissement des titres provisoires de propriété au nom des individus dont les droits ne seront pas constatés. » Un nouveau délai de trois mois est accordé aux intéressés pour contester les attributions faites par le service des domaines, mais cette fois à peine de forclusion : « A l'expiration du délai, porte l'article 18, les titres non contestés deviennent définitifs ; ils sont immédiatement enregistrés et transcrits aux frais des titulaires par les soins du service des domaines. Ils forment, à dater du jour de leur transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, comme il est dit à l'article 3. »

Les dispositions de la loi de 1873 ainsi analysées, la question du procès actuel devient facile à saisir. La propriété des exposants était constatée, on se le rappelle, par un acte administratif. Le service des domaines a-t-il pu, au mépris de cet acte, délivrer à des tiers un titre provisoire portant sur leur propriété, et ce titre a-t-il pu devenir définitif faute de constatation de leur part dans le délai de l'article 17?

Il semble que la question ne puisse même pas s'élever et qu'elle soit résolue, comme l'avait pensé fort justement le tribunal de Blida, par le texte même. Il ne peut être délivré de titres nouveaux que pour les propriétés *non constatées par acte notarié ou administratif :* la loi prend soin de le répéter deux fois, à l'article 3, qui pose le principe général, et à l'article 17, qui en règle l'application. Or, c'est la délivrance du titre nouveau provisoire qui fait seule courir le délai de forclusion. — Donc, le propriétaire muni d'un titre administratif ne peut jamais être forclos, puisqu'il n'a pas pu être délivré de titre provisoire sur sa propriété.

L'arrêt attaqué, pourtant, en décide autrement. Voici son raisonnement : Il résulte simplement de l'article 17, suivant la Cour d'Alger, que les immeubles dont la propriété est constatée par des actes notariés ou administratifs ne sont point assujettis à la délivrance d'un titre nouveau; mais il ne dispense pas les propriétaires de ces immeubles de faire valoir leurs droits dans les formes et les délais prescrits. Bien au contraire, la loi de 1873 a appelé tous les intéressés sans distinction à contester les conclusions du commissaire enquêteur (art. 14 et 16) et les titres provisoires délivrés par l'administration des domaines (art. 18). Ce dernier article établit un délai de forclusion sans distinguer entre l'origine des droits réclamés; il place sur la même ligne les droits dérivant de la loi française et les droits fondés sur la loi musulmane, et prononce la déchéance contre tous sans distinction, faute par les intéressés de les avoir fait valoir dans le délai prescrit;

Ainsi l'arrêt reconnaît bien que le commissaire enquêteur doit s'arrêter devant un titre notarié ou administratif; il suppose seulement que c'est aux propriétaires de ces titres à les produire ; que, s'ils ne les produisent pas, le service des domaines peut régulièrement établir un titre provisoire, et que, s'ils ne contestent pas ce titre provisoire, il devient définitif dans les termes de l'article 18. Il nous paraît au contraire résulter du texte comme de l'esprit général de la loi de 1873 que le seul fait de l'existence d'un titre notarié ou administratif met obstacle à l'établissement d'un titre provisoire portant sur le même fonds, et frappe de nullité toutes les opérations qui ont pour origine la délivrance de ce titre provisoire.

Nous en trouvons la preuve, avant tout, dans la disposition générale de

l'article 3. Cet article, qui pose un principe sans entrer dans aucun détail de procédure, porte qu'il sera délivré des titres nouveaux partout où l'existence de droits de propriété privée *non constatés par acte notarié ou administratif* aura été reconnue. Ainsi, d'une manière absolue, il n'y a pas de titre nouveau à délivrer quand la propriété *est constatée* par acte notarié ou administratif.

C'est bien aussi ce que suppose l'article 17. *Il n'y a pas* de titre notarié ou administratif : en conséquence, il est procédé à l'établissement d'un titre provisoire que les intéressés sont appelés à contester ; l'article 18 ne spécifie pas quels sont ces intéressés, et il n'avait pas à le faire, puisqu'il ne peut plus servir, dans les prévisions du législateur, qu'à des propriétaires fondant leurs droits sur des titres arabes.

Le législateur de 1873 n'a donc distingué que deux hypothèses : *il y a* des titres notariés ou administratifs, ou *il n'y en a pas*. Mais que décider si le commissaire enquêteur et le service des domaines, malgré l'existence de ces titres, et contrairement à la loi, ont procédé à l'établissement de titres nouveaux, comme s'il s'agissait d'une propriété arabe ? — En ce cas, la loi de 1873 se trouve avoir été appliquée à un cas où elle n'aurait pas dû l'être, et le titre délivré n'a pas plus de valeur que si les opérations du commissaire enquêteur avaient porté sur des propriétés françaises, ou sur des propriétés constituées en exécution de l'ordonnance de 1846 ou par voie de cantonnement.

Si, en effet, un titre provisoire a été délivré hors des conditions de la loi, c'est là une erreur, une violation de la loi, une faute de l'administration. De quel droit en voudrait-on faire supporter les conséquences au propriétaire ? — Il est tenu, dit l'arrêt attaqué, de produire ses titres. C'est une erreur. — Les articles 11, 14, 15 et 16 de la loi donnent *droit* à tout intéressé de fournir ses observations, soit pendant l'enquête, soit sur le procès-verbal d'enquête : ils ne l'y obligent point, et ils ne prononcent *aucune forclusion* : la déchéance n'est édictée qu'à l'article 18, qui ouvre un nouveau délai aux réclamations *après* la délivrance des titres provisoires. — Jusqu'à cette délivrance donc, *aucune* obligation n'incombe aux propriétaires. Par contre, l'administration est tenue de rechercher avant tout les documents qui existent dans les dépôts publics, et de s'entourer elle-même et d'office de tous les renseignements qui peuvent l'éclairer. Ainsi l'article 10 de la loi fait une obligation au commissaire enquêteur de requérir de tous les dépositaires des états ou registres servant à la perception de l'impôt la communication de tous les documents en leur possession ; il devra, aux termes de l'article 11, rapprocher ces documents des revendications qui seront formulées par la suite. Quant aux titres notariés et surtout aux titres administratifs, il n'est même pas besoin de requérir personne pour les retrouver. — L'administration des domaines, qui procède à la délivrance des titres provisoires, a entre les mains tout au moins les doubles des titres *qu'elle a délivrés*, et auxquels elle a été partie contractante. Elle ne peut pas prétexter d'ignorance quand elle concède, en 1880, une propriété déjà concédée en 1857 par le préfet, agissant au nom du domaine de l'État. Le législateur de 1873 n'a même pas supposé qu'une pareille erreur fût possible, et c'est pourquoi il n'en parle pas : il a peut-être trop présumé de l'infaillibilité de l'administration. S'il avait prévu le cas, et s'il avait résolu la question par un texte, il n'aurait jamais songé un instant à rendre le propriétaire victime d'une pareille faute.

Sur quoi repose, en effet, toute l'économie de la loi de 1873? — Ici la question s'élève, et il faut la considérer d'ensemble. La loi de 1873 a eu recours, pour la constitution de la propriété en Algérie, à des moyens extrêmes, d'une rigueur exceptionnelle, justifiés d'ailleurs par les conditions du pays, mais qui ne trouvent leur équivalent, sur le sol de la métropole, que dans les lois de l'époque révolutionnaire. Elle déclare des propriétaires déchus de leurs droits, faute d'avoir réclamé dans un court délai. Elle ordonne la délivrance de titres nouveaux qui *purgent la propriété*. C'est là une mesure tout à fait exorbitante du droit commun. Le Code civil ne permet de purger de cette manière que des droits d'hypothèque légale occultes, à raison même du privilège dont jouissent ces droits d'être dispensés de la publicité. Quant à la purge des hypothèques ordinaires, c'est un remboursement, sous réserve du droit de surenchère; et cela même est considéré comme excessif par beaucoup de législations qui n'admettent pas que le créancier puisse subir cette contrainte. Mais la purge *de la propriété* est sans exemple et serait sans justification dans toute législation où le droit de propriété repose sur des fondements solides. Cette mesure extraordinaire trouve sa raison en Algérie, parce que la propriété foncière y était tellement incertaine que les procédés ordinaires et réguliers n'auraient pas suffi à la dégager de cette incertitude. Ce qui explique, ce qui justifie la loi de 1873, c'est l'état de la propriété arabe, c'est la nécessité de convertir la propriété arabe en propriété française.

Cela étant, le législateur de 1873 n'a jamais pu viser autre chose, dans son article 3 et dans son chapitre II, que la *propriété arabe*. C'est ce qui ressort de toutes les lignes de la loi, de l'exposé des motifs et de la discussion. Nous croyons devoir nous abstenir de citations. La confusion inextricable de la propriété arabe est un lieu commun; toute la législation sur la propriété algérienne a pour but d'y porter remède. C'est là le mal auquel la loi de 1873 a décidé de mettre un terme. — Mais un titre délivré par l'administration française n'est pas un *titre arabe*, c'est un *titre français*, et le premier de tous. C'est un titre tel que le législateur de 1873 en veut établir sur toute la surface de l'Algérie. Et ce serait le droit de propriété résultant d'un pareil titre, joint à une longue et paisible possession, qui se trouverait frappé de déchéance au bout de plus de vingt ans, faute par le propriétaire d'accomplir une formalité imposée après coup? Si la loi de 1873 décidait pareille chose, elle ne serait plus justifiable. Au lieu d'assurer la propriété, elle l'ébranlerait, elle multiplierait les incertitudes au lieu de les faire cesser. Elle ferait régner l'arbitraire et introduirait ce précédent gros de conséquences du mépris des conventions passées sous la garantie de la loi française ou même sous la foi du gouvernement français, partie au contrat. Alors même que le texte de la loi de 1873 offrirait une ambiguïté quelconque *a priori*, nous affirmerions qu'il n'a pas cette portée, qu'il ne peut pas l'avoir.

Au besoin cette interprétation serait confirmée par la tradition. L'ordonnance du 21 juillet 1846, qui avait une autre portée et organisait un tout autre système que la loi de 1873, mais qui avait néanmoins beaucoup de points communs avec cette loi, obligeait aussi les propriétaires à la production de leurs titres pour les faire déclarer réguliers en la forme, et prononçait une déchéance en certains cas contre ceux qui ne les avaient pas produits. Or, l'article 8 de cette ordonnance porte que « le conseil du conten-

tieux déclarera réguliers en la forme les titres remontant avec date certaine à une époque antérieure au 5 juillet 1830, et constatant le droit de propriété, la situation précise, la contenance et les limites de l'immeuble. » Il s'en suit forcément que l'ordonnance ne visait que *des titres arabes*, autrement elle aurait déclaré en bloc tous les titres français irréguliers par voie de prétérition, ce qui ne supporte même pas la discussion.

Enfin, le sens de la loi de 1873 est encore confirmé au besoin par l'article 33. Cet article décide que la loi ne s'applique pas aux biens séquestrés ; il ajoute que, néanmoins, si le séquestre est levé sur tout ou partie de ces biens, des titres individuels sont immédiatement délivrés aux intéressés dans les formes ci-dessus prescrites. Cette disposition ne vise, il est vrai, que les main-levées de séquestre postérieures à la loi, mais il fournit un argument qui n'est pas sans force en ce qui concerne les main-levées antérieures, car la législation antérieure soumettait les main-levées de séquestre à des formalités de vérification très analogues à celles que prescrit la loi nouvelle. Les réclamants devaient, aux termes de l'article 13 de l'arrêté du 1er décembre 1840 (Ménerville, v° *Séquestre*, t. I, p. 613), justifier de leurs droits par pièces ou titres authentiques ayant date certaine antérieure à la promulgation de l'arrêté, et le texte ajoutait que seraient admis comme authentiques tous actes reçus ou certifiés par un officier public institué ou reconnu par l'autorité française. Ainsi, toute main-levée de séquestre a été nécessairement l'occasion d'une instruction, d'une vérification de titres, avant comme après la loi de 1873. L'acte qui en fait foi est un *titre nouveau* destiné à remplacer les titres antérieurs. Le titre délivré, dans l'espèce, aux auteurs des exposants, en 1857, exprime même que la concession est faite gratuitement et au besoin à titre « de restitution ou de compensation. » Les parcelles sont désignées avec soin et un plan est joint au titre. Ainsi la main-levée du séquestre a toujours eu et conserve encore le caractère d'une *reconstitution* de la propriété. C'est pourquoi les actes dressés en exécution de la main-levée devaient être tenus pour définitifs ; les soumettre à une révision nouvelle aurait été non-seulement une inconséquence, mais une injustice.

En résumé, la loi de 1873 a exempté de ses prescriptions les actes notariés et administratifs, et cela d'une manière absolue, et non pas sous la condition d'une production dont l'obligation n'est écrite nulle part : le propriétaire muni d'un titre de cette nature conserve son droit, même à l'encontre d'un nouveau propriétaire auquel le domaine aurait illégalement délivré un titre définitif, par une application inexacte et injustifiée de l'article 18 de la loi.

Nous n'examinerons pas ici la question de savoir à quel moment les propriétés résultant d'actes notariés ou administratifs seront soumises à la loi française. La loi contient à cet égard une lacune, et divers systèmes ont été soutenus (V. notamment une note de M. Desnosse, inspecteur du service de la propriété indigène, au *Recueil de la Cour d'Alger*, juin-juillet 1884, p, 164). Constatons seulement que la difficulté s'élève dans tous les cas, même en adoptant la thèse que les titres de cette espèce font obstacle à l'application des opérations administratives, et forment, par conséquent, une catégorie de titres ne rentrant dans aucune des classifications de l'article 2. — On ne saurait donc tirer de cette considération aucune objection contre le pourvoi.

2me MOYEN. — *Violation de l'article 2, § 2 et de l'article 3, § 3 de la loi du 26 juillet 1873.*

La loi du 26 juillet 1873 était encore inapplicable, dans l'espèce, pour un autre motif: c'est que, d'une manière générale, les opérations prescrites par cette loi ne pouvaient pas être entreprises sur le territoire de la commune de Miliana.

Le motif de l'exemption n'est pas tiré ici seulement de la nature des immeubles, mais de la situation légale de la région tout entière.

L'article 3, § 2 de la loi dispose que des titres nouveaux seront délivrés au propriétaire « dans tous les territoires autres que ceux mentionnés au § 2 de l'article précédent. » — Or, le § 2 de l'article 2 mentionne « les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance royale du 21 juillet 1846, et ceux où la propriété a été constituée par voie de cantonnement.» — Faut-il entendre cette exception dans un sens strict, et dire que, partout où il n'y a pas eu application de l'ordonnance de 1846, ni constitution par voie de cantonnement, la loi de 1873 est applicable ? Une pareille interprétation conduirait à l'absurde. Il s'en suivrait, par exemple, que la ville d'Alger, dont le sol n'a jamais été soumis ni à l'ordonnance de 1846, ni au cantonnement, pourrait faire l'objet des opérations prescrites par la loi nouvelle ; or, il suffit d'énoncer cette proposition pour en reconnaître l'impossibilité. — L'ordonnance du 21 juillet 1846, qui a organisé un premier système de vérification des titres de propriété, ne s'appliquait qu'aux propriétés *rurales* (art. 1er). Etaient formellement exceptés par l'article 1er lui-même, un grand nombre de communes du district d'Alger, les communes de Blida, d'Oran et de Mostaganem, et le territoire communal et civil de Bône. Des arrêtés spéciaux du gouverneur devaient déterminer les territoires où les opérations seraient entreprises. En fait, elles n'ont eu lieu que dans les arrondissements d'Alger, d'Oran, de Blida et de Bône, sous les réserves spécifiées ci-dessus, et dans le territoire de La Calle (V. les arrêtés dans Ménerville, t. I, p. 596-597). — Un décret du 20 mars 1849 avait décidé qu'il serait procédé aux opérations de vérification dans le territoire de Constantine et de sa banlieue. Mais ce décret a été rapporté, le 24 mars 1852, par ce motif remarquable que « la propriété était parfaitement constituée et que la vérification des titres était sans objet. » (V. Sautayra, *Législation algérienne*, note sous l'art. 2 § 2 de la loi du 26 juillet 1873). — Quant au cantonnement, c'est une opération administrative qui n'était fondée sur aucun texte, qui a pris fin avec le sénatus-consulte du 22 avril 1863, et qui n'a eu qu'une application très limitée (Sautayra, *ibid.*) — Il existe, on le voit, bien des territoires en Algérie où la propriété est parfaitement constituée, bien qu'il n'y ait jamais été fait usage ni de l'ordonnance de 1846, ni du cantonnement. C'est même précisément parce que la propriété y était parfaitement constituée qu'il n'a pas été besoin de procéder à sa constitution par l'un ou l'autre de ces modes Le législateur de 1846 a lui-même soustrait divers territoires, pour cette raison, aux mesures qu'il édictait, et l'administration algérienne, s'inspirant justement de son esprit, a jugé utile de prescrire l'application de l'ordonnance partout où le résultat cherché était déjà atteint. — Il faut donc, de toute necessité, raisonner par *a fortiori*. Partout où la propriété était *à constituer*, et où elle n'a point été constituée, ni par application de l'ordonnance de 1846, ni par

voie de cantonnement, la loi nouvelle peut recevoir son exécution. Mais partout où la propriété était *constituée*, et où il ne pouvait être question, pour cette raison même, d'appliquer l'ordonnance de 1846, ni de procéder au cantonnement, à bien plus forte raison faut-il écarter la loi de 1873. — Aussi la loi de 1873 ne s'applique certainement pas dans les communes de l'arrondissement d'Alger désignées à l'article 1er de l'ordonnance de 1846, ni dans les communes de Blida, d'Oran, de Mostaganem et de Bône. Elle ne s'applique certainement pas non plus dans la ville et banlieue de Constantine, où il a été jugé et déclaré inutile de procéder aux opérations de l'ordonnance.

D'une manière générale, elle ne s'applique pas dans les districts où la propriété individuelle a été constituée, spécialement dans ceux où elle a été constituée par l'autorité française. — Or, à Miliana, tout le territoire qui constitue aujourd'hui la commune a été séquestré sur les indigènes dès la prise de la ville par l'armée française ; une dépêche ministérielle du 7 mai 1855, transcrite sur tous les titres de concession, a prescrit au préfet d'Alger d'opérer la restitution, par actes de donation réguliers, de toutes les terres séquestrées qui n'avaient pas été affectées à des services publics. C'est en exécution de cette dépêche que des titres de propriété ont été délivrés dans toute l'étendue de la commune. Il s'en suit que la propriété est constituée à Miliana et sur tout le territoire de Miliana par des titres domaniaux. Aussi ce travail a-t-il été cadastré en 1869 : chaque parcelle a son propriétaire, muni d'un titre émanant du domaine de l'État. — Assurément, il n'aurait pu être question, dans ce territoire, de procéder aux opérations de l'ordonnance de 1846, encore moins à un cantonnement, qui n'eût pas été même concevable sur un point où la propriété collective avait disparu complétement. — Si la propriété individuelle n'y a pas été constituée par l'un des deux modes déterminés par l'art. 2, § 2 de la loi de 1873, c'est qu'elle avait été constituée déjà d'une manière qui ne laissait plus place à aucune opération nouvelle.

Le raisonnement *a fortiori* que nous venons d'indiquer a donc au territoire de Miliana une application tout à fait directe. — La loi de 1873 a pour but essentiel et incontestable de transformer la propriété arabe en propriété française, de remplacer les titres incertains, ambigus et contradictoires par des titres en bonne forme et inattaquables. — Or le législateur n'a pu prescrire cette opération que dans les territoires où le travail n'était pas déjà fait. Partout où la propriété est individuelle et fondée sur des titres domaniaux, le territoire est par cela même et nécessairement soustrait aux opérations de la loi de 1873. — Autrement cette loi remettrait en question la propriété française et les titres français, ce qu'il n'est pas possible d'admettre (V. trib. de Constantine, 27 mai 1882. *Bull. jud. Algér.*, 1882, p. 204.)

3e MOYEN. — *Violation de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1873 et du principe de la séparation des pouvoirs.*

Enfin, la désignation faite par le gouverneur général de la circonscription territoriale dans laquelle devaient avoir lieu les opérations de la loi de 1873 était irrégulière.

En effet, cette désignation est ainsi faite dans l'arrêté du gouverneur géné-

ral du 20 juin 1877, rendu en exécution de l'article 8 de la loi ; — « Territoire indigène de Miliana. » — Cette expression ne correspond à aucun objet précis dans la langue administrative. Il n'y a pas des « territoires indigènes » spécialement délimités et formant des circonscriptions. L'arrêté du 20 juin 1877 manquait donc de la condition essentielle imposée par l'article 8 de la loi : il ne déterminait pas les circonscriptions territoriales qui seraient soumises aux opérations de la loi. — Faut-il dire que cette expression « territoire indigène » comprenait tout le territoire possédé par des indigènes et séquestré en 1840 ? — Mais, comme nous venons de l'expliquer, ce territoire a fait l'objet de donations domaniales en 1857. Il n'y a plus, à proprement parler, dans la commune de Miliana de territoire indigène, c'est-à-dire de territoire où la propriété soit restée constituée à l'état indigène, si ce n'est une faible parcelle, le territoire des Beni-Menassers, à l'ouest de la commune, qui n'a jamais été compris dans le séquestre ni dans les donations de 1857, et où la propriété est demeurée soumise au régime de la propriété arabe. L'expression « territoire indigène » ne pouvait s'entendre que de cette parcelle, ou de tout territoire encore non cadastré, situé hors la commune. — Une désignation précise des quartiers soumis aux opérations de la loi se rencontre pour la première fois dans un avis du directeur des domaines du 5 juin 1880 (inséré au *Mobacher*, n° 2124). A ce moment, les opérations préliminaires étaient terminées, les titres provisoires établis. Cet avis est celui qui est prescrit par le dernier paragraphe de l'article 17 de la loi. Il était manifestement trop tard pour réparer l'insuffisance de la désignation de l'arrêté de 1877. — Mais, de plus, cette désignation est encore trompeuse, car l'avis s'exprime ainsi : « territoire indigène de Miliana, fraction des Hammama, El-Amasseur, Oued-Rehane, Zugala et Aïn-Berkouk. » Or, l'immeuble en litige n'est situé dans aucun de ces quartiers, il est situé à Sidi Seba.

L'arrêt attaqué a examiné cette difficulté : mais il l'écarte en considérant que le nom de quartier Sidi Seba n'est point indiqué dans les titres : « que ceux de ces titres délivrés par l'administration des domaines désignent les immeubles comme situés à Aïn-Berkouk, qu'ils sont inscrits sous les n^{os} 1065 et 1065 *bis* du plan de cette localité, et sont compris dans le territoire indigène de Miliana ». — L'erreur de la Cour est à peine croyable. — Nous produisons le titre de concession de 1857. — L'immeuble y est désigné comme suit : « Une terre labourable, d'une superficie de 9 hectares, 38 ares, 14 centiares, située dans la banlieue de Miliana, *au quartier Sidi Seba*. — Comment l'arrêt a-t-il pu dire que le quartier Sidi Seba n'était point indiqué dans les titres ? — Si les titres délivrés par l'administration des domaines portent les immeubles comme situés à Aïn-Berkouk, c'était une erreur de plus dont les exposants ne sauraient être victimes. — Les désignations de 1880 n'ont fait, on le voit, qu'aggraver la confusion déjà produite par l'arrêté de 1877.

Ainsi les territoires avaient été désignés de la manière la plus insuffisante ; et, si la désignation employée avait un sens, elle excluait les propriétés des exposants, qui, sur la foi même des actes administratifs, n'ont pas pu se croire atteints par des opérations qui n'englobaient que le *territoire indigène* proprement dit. — La Cour d'Alger aurait donc dû décider que l'arrêté de 1877 ne désignait pas les propriétés des exposants ; qu'en tout cas, il ne s'expliquait pas clairement, et, qu'à raison même de cette ambi-

guïté, il était irrégulier, ainsi que toutes opérations qui avaient suivi. — Tout au moins aurait-elle dû renvoyer devant l'autorité administrative pour faire fixer le sens des termes de cet arrêté, sens qui était contesté. — En décidant, par interprétation de ce texte, qu'il s'étendait à la propriété litigieuse, elle a violé les articles de loi ci-dessus visés.

A ces arguments, la défense a répondu par le mémoire suivant :

1er MOYEN. — *Prétendues violation et fausse application des articles 3, 14, 16, 17 et 18 de la loi du 26 juillet 1873.*

I. — Dans sa session de 1880, le conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie, se fondant sur ce que « l'expérience avait fait connaître la nécessité de modifier, de compléter et d'interpréter divers points de la loi du 26 juillet 1873 », a émis le vœu que l'administration entreprit l'étude des modifications à apporter à cette loi. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 6 juillet 1881, a chargé une commission de cinq membres d'élaborer un projet de révision. Cette commission était composée de MM. Sautayra, premier président de la Cour d'Alger ; Pompéï, procureur général ; Vignard, conseiller de gouvernement ; Perrioud, directeur des domaines, et Robe, bâtonnier de l'ordre des avocats. Ces noms, on ne saurait le contester, étaient en cette délicate matière synonymes de science, d'expérience et d'autorité. — Trois projets furent rédigés, l'un par MM. Sautayra et Robe, l'autre par M. Vignard, le troisième par M. Perrioud. Ils furent imprimés, distribués et donnèrent lieu à une vaste enquête suivie sur toute l'étendue du territoire algérien. Ce n'est pas le lieu d'entrer dans les détails, très intéressants d'ailleurs, de cette enquête (1). La commission en coordonna les résultats, et présenta, dans la session de 1882, au conseil supérieur un projet de loi modifiant et complétant la loi de 1873. Les débats s'ouvrirent sous la direction du gouverneur général de l'Algérie. Ils furent très longs, très complets, très passionnés même et donnèrent naissance aux discussions les plus savantes. La majorité du conseil se rangea à cette opinion que la loi de 1873 renferme « des défectuosités, de l'obscurité dans la rédaction et quelque confusion dans l'ordre de ses articles ; ces défauts, auxquels la meilleure des lois n'échappe pas, peuvent être amoindris et même disparaître par une interprétation attentive et une application large et éclairée. » — En conséquence, on se borna aux modifications nécessaires sur quelques points importants sur lesquels les opinions s'étaient réunies, modifications tendant principalement à réaliser une meilleure répartition des terres entre les ayants droit indigènes et une plus grande rapidité dans l'exécution par l'abréviation des délais. Le délai de trois mois prévu par les articles 14 et 18 fut réduit à 45 jours. Les articles cités plus haut, sur lesquels porte le pourvoi, furent adoptés sans autres modifications, à l'exception de l'article 3, dont toutefois les deux derniers paragraphes, les seuls qui nous intéressent, ne furent point modifiés. — Enfin,

(1) V. le rapport présenté au nom de l'École de droit d'Alger par M. Dain.

dans la séance du Sénat du 4 décembre 1884, le gouvernement, pour donner suite à ses travaux préparatoires, a présenté un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1873. Ce projet ne touche point aux articles de cette loi sur lesquels porte spécialement le pourvoi.

II. — Il est aisé de comprendre le but que nous nous sommes proposé en traçant le rapide exposé qui précède. Par la part importante qu'il a prise, avec M. le premier président Sautayra, à l'étude des modifications à apporter à la loi de 1873, M. Robe, auteur d'un commentaire de cette loi auquel nous aurons plus d'une fois recours, a vu croître l'autorité déjà très grande de son nom, et confirmer, au moins sur les points qui nous occupent, les interprétations qu'il avait données. D'autre part, si la loi de 1873 présente en quelques parties, comme on l'a reconnu, des difficultés d'interprétation, des lacunes ou des obscurités, les débats auxquels ont donné lieu les divers projets de modification à apporter à cette loi doivent jeter une vive lumière sur son esprit et sur son sens véritable. Si dans les explications fournies, dans les critiques exprimées ou même dans les nombreux systèmes mis en avant, nous retrouvons une trace des théories et de la thèse du pourvoi, cette thèse y gagnera une confirmation que les demandeurs ne paraissent point avoir recherchée. Dans le cas contraire, nous aurons montré qu'elle est isolée, sans force véritable, inspirée uniquement par les besoins de la cause et qu'elle doit être rejetée. Nous aurons par le fait même justifié la jurisprudence de la Cour d'Alger.

III. — Il nous paraît inutile de reprendre après les auteurs du pourvoi l'analyse de la loi du 26 juillet 1873, sur la propriété en Algérie. S'il était nécessaire de résumer ce qu'il importe de connaître sur l'état de cette propriété, sur la législation qui la régissait avant la loi de 1873, sur le but enfin que s'est proposé cette nouvelle loi, nous n'aurions qu'à renvoyer à l'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi dont nous avons parlé et dont le Parlement est actuellement saisi. Qu'il nous suffise de relever, en passant, une assertion inexacte, ou tout au moins incomplète du pourvoi. — « La constitution de la propriété, y est-il dit, est l'objet direct de la loi de 1873. » D'où la conclusion, implicite d'abord, et plus tard soigneusement développée, que cette loi ne saurait s'appliquer aux propriétés déjà constituées. La conclusion, on le voit, ne manque pas d'importance. Or, ouvrons simplement la loi de 1873. Nous y trouvons au titre II, après les dispositions générales, deux chapitres prescrivant des opérations bien distinctes : l'une, le chapitre I : « De la procédure relative à la constatation de la propriété privée », l'autre, le chapitre II : « De la procédure relative à la constitution de la propriété individuelle dans les territoires de propriété collective. » Cette opposition des mots *constatation* et *constitution*, trop facilement confondus par le pourvoi est déjà pleine de conséquences que nous déduirons plus loin. Parlant de la loi de 1873, dans l'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi dont il a saisi les Chambres, le gouvernement s'exprime ainsi : « Le but que s'est proposé cette loi et l'œuvre dont elle a voulu l'accomplissement peuvent être ainsi précisés : Mettre la propriété indigène sous le régime de la loi française ; *reconnaître* et *constater* les droits individuels dans les territoires de propriété privée ; *constituer* la propriété individuelle dans les territoires collectifs. Dans l'un comme dans l'autre cas, délivrer aux ayants droit des titres formant le point de départ unique de la propriété. »

Puisque tel était le but incontesté de la loi de 1873, voyons s'il était dans l'intention du législateur, s'il était même possible aux agents chargés d'exécuter la loi de laisser en dehors de toute vérification les titres antérieurs, notariés ou administratifs, ainsi que le soutient le pourvoi.

IV. — Nous ne fuirons pas en effet le terrain sur lequel on nous appelle, et, bien que la question, si simple en apparence, en laquelle le pourvoi s'efforce de se résumer, soit en réalité trop générale et ait le grand tort de ne pas s'appliquer à l'espèce, nous voulons la reproduire pour la discuter.

« La propriété des demandeurs, consorts Eddiouani, étant constituée, à ce que l'on prétend, par acte administratif, le service des domaines a-t-il pu, *au mépris de cet acte* (!) délivrer à des tiers un titre provisoire portant sur leur propriété, et ce titre a-t-il pu devenir définitif faute de contestation de leur part dans le délai de l'article 18? »

Il semble, à l'énoncé de cette question, qu'il faille uniquement rechercher la valeur, devant l'application de la loi de 1873, des titres notariés ou administratifs produits par les indigènes.

C'est, en effet, ce que nous examinerons en premier lieu. Mais, à côté de cette question, très importante, s'en dresse une autre qui n'a pas donné lieu aux mêmes difficultés, mais qui a en revanche le mérite de s'appliquer plus réellement à l'espèce du pourvoi. C'est la question de savoir (et nous la discuterons en second lieu), ce qu'il advient quand aucun titre n'a été produit en temps utile, dans les délais de la loi, par les indigènes.

V. — « Il est bien entendu que les immeubles qui reposent sur des actes notariés ou administratifs sont néanmoins soumis aux opérations du commissaire enquêteur jusques et y compris l'article 16; car ces opérations ont pour *but de constater la nature du droit et l'*IDENTITÉ *de la terre.* » — Telle est l'opinion qu'a formulée M. Robe au début de son *Commentaire sur la loi de 1873* (p. 123) ; elle a son importance, puisqu'elle établit tout au moins la nécessité de la production des titres devant le commissaire enquêteur ; mais elle est incomplète : M. Robe s'était arrêté à mi-chemin et n'avait pas fait produire à ces prémisses leur conséquence logique. Il n'a pas tardé, d'ailleurs, avec une sincérité qui l'honore, à reconnaître son erreur. « Nous avions d'abord pensé, dit-il, en interprétant l'article 3, que du moment où le commissaire enquêteur avait constaté dans son procès-verbal, suivant l'article 16, l'existence du titre authentique, l'immeuble qui en fait l'objet était remis au droit commun, et que l'empire de la loi spéciale cessait ; mais, après un second examen, nous croyons devoir abandonner cette opinion, et, ce qui nous y détermine surtout, c'est que l'on ne saurait nier que le propriétaire apparent, avec titre authentique antérieur, peut être contesté comme tous autres, d'abord en exécution de l'article 15; ensuite, comme son titre n'a en réalité qu'une valeur provisoire tout le temps qu'il est attaquable, il s'en suit qu'il peut encore être contesté dans les termes et délais de l'article 18, comme s'il était un véritable titre provisoire. (Voilà bien des arguments dans ce passage qui répondent directement aux objections du pourvoi). — « En un mot, les porteurs de titres administratifs, judiciaires ou notariés sont soumis aux réclamations prévues à l'article 15 et aux contestations de l'article 18. » (Robe, *Commentaire de la loi de 1873*, p. 173). — Faut-il en donner la raison? Le même auteur nous la fournit dans un autre passage (p. 152) du même ouvrage : « Nous sommes en pays musulman et, de plus, en pays de populations arabes

encore primitives, où le titre littéral n'a jamais été nécessaire à la preuve des conventions, où les témoignages et les pièces de notoriété ont toujours joui d'une valeur, non supérieure, comme on le soutient quelquefois à tort, mais suffisamment considérable pour être dangereuse... Par conséquent la possession aura une grande puissance dans la reconnaissance du droit privé.»

On peut rapprocher de ces observations celles que M. l'avocat général Cammartin formulait dans un discours qu'il prononçait, en 1875, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel d'Alger. Parlant de l'ordonnance de 1846, cet honorable magistrat disait : « Des titres français avec plans ont été substitués aux titres indigènes, puis les choses ont repris leur cours : les successions se sont ouvertes; des transmissions ont eu lieu; les actes des cadis ont succédé, avec leur imperfection et leur incertitude, aux titres délivrés par le domaine, et ces titres... n'ont eu qu'une valeur éphémère, qui, en excitant nos regrets, doit aussi nous servir de leçon. »

Cette opinion de M. Robe n'est point une opinion isolée ; elle se trouve reproduite dans les procès-verbaux de la commission de la propriété indigène (Séance du 5 décembre 1882). Un des membres de cette commission, M. Vignard, qui a été un des premiers chargé de l'application de la loi de 1873 et qui a dû s'en occuper tout particulièrement, soit sur le terrain, soit dans les bureaux, serre de plus près encore les difficultés soulevées par le pourvoi. Nous ne pouvons résister au désir de le citer : « Il est dit au troisième alinéa de l'article 3 de la loi de 1873 : « Lorsque l'existence de droit de propriété privée non constatés par acte notarié ou administratif aura été reconnue par application du titre II ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires. » — Cette même prescription se retrouve dans l'article 17. — Il en résulte forcément que les droits de propriété privée constatés par acte notarié ou administratif, dans les territoires soumis aux enquêtes, ne donneront pas lieu à la délivrance de titres nouveaux. — Cela paraît fort simple au premier abord. La pratique a démontré le contraire. Quand il s'est agi de déterminer les immeubles qui, d'après le texte ci-dessus reproduit, ne devaient pas donner lieu à la délivrance de titres nouveaux, les embarras ont surgi. — Les uns ont été d'avis que cette mesure d'exception comprenait tout immeuble qui, à une époque quelconque, avait fait l'objet d'un acte notarié ou administratif. Les autres ont soutenu qu'il ne s'agissait que des immeubles pour lesquels cet acte tiendrait exactement lieu du titre qui, sans lui, eût été délivré, c'est-à-dire qu'il devrait s'appliquer à la possession au moment de l'enquête et aux propriétaires existants. — La solution de cette question présente d'autant plus d'intérêt qu'elle est liée à une seconde non moins importante. L'article 2 dispose que les lois françaises ne seront appliquées aux transactions immobilières entre musulmans, pour les conventions relatives aux immeubles désignés à l'article 3, qu'au fur et à mesure de la délivrance des titres de propriété. — Or, si l'on ne délivre pas de titres pour une partie de ces immeubles, il paraîtrait, à première vue, que ceux qui seraient dans ce cas ne devraient jamais être soumis à la loi française; c'est du moins la déduction que certaines personnes ont tirée du rapprochement des textes précités. — Quant à nous, nous pensons que, si la rédaction des articles 2 et 3 n'est pas assez précise et demande à être révisee, l'esprit général de la loi indique que la seconde opinion doit, jusque-là, être adoptée, parce qu'elle ne laisse aucun immeuble dans une situation inférieure à celle des autres. — Nous com-

prenons difficilement comment un acte notarié ou administratif, établi à une époque quelconque, et qui, depuis, aurait été remplacé par des actes de cadi, exempterait une propriété de la délivrance d'un titre nouveau. Nous ne voyons pas, du moment où cet acte ne s'appliquera pas à la situation présente, en quoi il justifierait une dérogation à la règle. — La loi parle de constatation des droits existants. — Prenons-nous une propriété qu'un indigène aurait acquise par acte notarié ou que l'administration lui aurait donnée soit à titre d'échange, soit à titre de concession? Depuis, elle est passée en plusieurs mains, par actes consentis devant des cadis, ou bien elle est échue, après son décès, à ses héritiers, et a été l'objet de partages faits et constatés par des magistrats indigènes. — Que restera-t-il de l'acte français? Pourra-t-on dire qu'il constate les droits des propriétaires? S'il ne les constate pas, la loi ne prescrit-elle pas formellement de lui délivrer un titre? — Il y a un dilemne auquel on ne peut échapper. — Ou le propriétaire présente un acte français constatant ses droits, et il n'y a pas lieu de lui délivrer un autre titre. — Ou cet acte ne constate pas ses droits, et l'administration doit les lui garantir, comme la loi le lui prescrit, par la délivrance d'un titre. — Car, en somme, la loi de 1873 a pour but de dégager la propriété de toutes les incertitudes et les obscurités qui la déprécient, de l'établir sur une base sûre et uniforme. Après son application cette propriété doit, partout, présenter le même caractère et être entourée des mêmes garanties *(Projet de la loi dressé par M. Vignard*, p. 9 et 10).

Le sentiment de M. Perrioud, cherchant pour la loi nouvelle une rédaction plus claire, plus catégorique, est semblable à celui de M. Vignard indiquant, avec sa haute expérience, l'esprit de la loi de 1873. Il veut, lui aussi, que les titres qui seront produits « s'appliquent *nominativement* aux propriétaires actuels et constatent leurs droits personnels. » (V. p. 11 de son projet, sous l'art. 2). Et il ajoute, en note : « Si le titre authentique n'est applicable qu'indirectement au propriétaire actuel, il n'est pas suffisant pour dispenser des opérations constitutives de la propriété. »

VI. — Voilà qui est clair, voilà qui est précis, voilà qui est pratique et juridique à la fois, étant données les conditions de la propriété indigène en Algérie. — Appliquons ces règles aux consorts Eddiouani. Ils ont produit, supposons-le, dans les délais, devant le commissaire enquêteur, l'acte administratif du 10 août 1857. Cet acte s'applique-t-il à eux personnellement, nominativement? Pas le moins du monde. Ils reconnaissent que les concessionnaires primitifs sont décédés, disparus. Il y a eu, de leur propre aveu, transmission ou dévolution héréditaire réglée par le droit musulman. Premier point à vérifier : première incertitude sur le droit actuel de propriété. Cet acte, au moins, s'applique-t-il à la possession au moment de l'enquête? En d'autres termes, y a-t-il identité entre le terrain concédé en 1857 et le terrain revendiqué en 1877? Cette identité n'existe pas : il n'y a pas concordance dans les superficies. Une partie du terrain délimité par l'acte de 1857 est actuellement à l'état de cimetière musulman et n'est plus comprise dans la réclamation. Second point à vérifier : seconde source de difficultés et de doutes pour le commissaire enquêteur. Enfin cette prétention n'est-elle infirmée par aucune revendication contraire? N'y a-t-il aucun indice de droits opposés? Le commissaire enquêteur, arrivé sur les parcelles litigieuses, consulte le cadastre et le plan qui l'accompagne, revisés en 1868, il y a près de 10 ans, et il trouve ces parcelles

portées au nom de Mohamed ben Brahim ben Ahmed, alors encore vivant. Il provoque les revendications, et celui-ci, en présence du cadi (un des consorts Eddiouani), se déclare propriétaire.

Ne poussons pas plus loin, pour le moment, la conséquence de ces faits ; mais disons, avec M. Robe, que le titre de 1857 vaut tout au plus comme titre provisoire, contestable et contesté : que le commissaire enquêteur sera libre de l'écarter, sous la réserve de l'action judiciaire des tiers qui se croiraient lésés ; ajoutons, avec MM. Vignard et Perrioud, que le titre, ne « s'appliquant plus à la possession au moment de l'enquête et aux propriétaires existants », est sans valeur devant l'œuvre de souveraine constatation que poursuit la loi de 1873.

VII. — Mais est-ce vraiment au mépris de l'acte de concession de 1857 que l'administration des domaines a délivré un titre de propriété, d'abord provisoire, puis définitif, aux consorts Ben Brahim ? Y a-t-il eu de la part des demandeurs, les consorts Eddiouani, production de cet acte et revendication quelconque de leur prétendu droit de propriété ? Ils sont forcés de reconnaître que c'est seulement en juin 1882, c'est-à-dire cinq ans après l'ouverture de l'enquête, seize mois après l'établissement du titre définitif de propriété, qu'ils se sont avisés pour la première fois d'élever leur revendication. — Donc l'acte de 1857, quelle qu'en soit la valeur (et nous avons vu ci-dessus qu'elle était à peu près nulle), n'a pas été produit en temps utile. La propriété, dont le titre n'a pas été présenté, n'a pas été constatée, ou du moins elle l'a été au profit du possesseur qui a fait valoir son droit dans les délais légaux. Les consorts Eddiouani sont aujourd'hui forclos ; il n'y a plus à discuter cet acte ancien, désormais inexistant. La justice, devant qui on le produit si tardivement, doit le rejeter sans même l'examiner, elle doit refuser d'en apprécier la valeur et la portée. L'opération est définitive. Le point de départ unique de la propriété est maintenant le titre qui a été délivré par l'administration des domaines. Comme le dit M. Robe (*Commentaire*, p, 176), « c'est un droit de propriété tout nouveau qui résulte du titre transcrit ; il ne peut plus être remis en question à l'encontre des bénéficiaires du titre ; ceux-ci sont désormais seuls propriétaires sous la réserve de ce qui est dit à l'article 19. Les tiers ont été prévenus par la publicité avec laquelle les opérations du commissaire enquêteur ont eu lieu ; ils ont fait valoir *ou dû faire valoir* leurs prétentions devant la justice ; toutes les précautions nécessaires ont été prises ; ce qui a été fait doit avoir un caractère définitif ; l'incertitude doit cesser ; ceux qui n'ont pas veillé à leurs intérêts sont justement déchus et le titre leur est opposable. »

VIII. — Voilà cependant, et pour cause, ce que le pourvoi ne veut admettre à aucun prix. Malheureusement ce n'est pas seulement la doctrine qui se prononce en ce sens. C'est aussi la jurisprudence de la Cour de cassation et, d'accord avec elle, la jurisprudence de la Cour d'Alger, qui ont cru nécessaire cette application stricte et irrévocable des déchéances. La Cour de cassation a déjà été appelée à se prononcer elle-même sur cette question, et nous pouvons d'autant mieux en parler que c'est contre des indigènes défendus par l'avocat signataire du présent mémoire que l'arrêt a été rendu. La question était neuve alors, elle était entière ; elle ne l'est plus aujourd'hui. Il s'agissait, il est vrai, d'une application du sénatus-consulte de 1863 et du décret qui en a réglé l'exécution. Mais l'honorable

rapporteur, M. le conseiller Babinet, s'est placé à un point de vue plus général : il a, dans son rapport (1), aussi expressément visé la loi de juillet 1873 que le sénatus-consulte de 1863, et l'arrêt (Req., 8 nov. 1882, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 329) a reproduit en termes formels les considérations tirées de la loi de 1873. Nous allons les exposer pour en permettre l'application au pourvoi.

« Toute considération, disait M. Babinet, de la propriété privée ou de droits sur les immeubles, toute manifestation exigée par le législateur, soit dans un but d'intérêt général, comme dans notre espèce, soit pour l'exécution de travaux publics (lois d'expropriation), soit même pour la liquidation d'un patrimoine privé chargé de dettes (saisie immobilière et ordres), rendent nécessaires des déchéances, des forclusions, lorsqu'on a laissé passer les délais impartis par la loi pour les révélations des droits ou des titres... — Ce n'est pas le caprice du législateur qui impose ces conséquences, c'est la logique et la nécessité. Elles sont l'essence même des opérations que nous venons d'indiquer... — Cela est si vrai qu'on n'a jamais pu prescrire une constatation de la propriété en Algérie sans y joindre une forclusion. On l'avait fait par l'ordonnance de 1846 sur les territoires alors désignés. On l'a fait encore par la loi du 26 juillet 1873, dont les articles 18 et 19 imposent des délais après lesquels les *titres vérifiés* deviennent le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs. »

Remarquons en passant que, par ces mots : « les titres vérifiés, etc. », l'honorable conseiller indique bien que les actes notariés ou administratifs doivent être nécessairement soumis à la vérification; en un mot, il y a, après l'application de la loi, les anciens titres vérifiés et maintenus, et les nouveaux titres définitifs, formant, les uns et les autres, à l'avenir, le point de départ unique de la propriété.

Faute de délais consacrés par des déchéances, dit d'ailleurs M. Babinet, « où serait la sanction, l'efficacité de l'inventaire prescrit? Personne ne se serait présenté devant la commission chargée de vérifier les titres, si l'on avait pu choisir son heure et ajourner indéfiniment la revendication. » D'où la conséquence suivante : « Vous n'avez plus rien de fixe, rien de définitif; vous n'avez rien établi, répartition, titres, tout ce qui devait constituer la propriété stable et invariable devient ou reste provisoire, équivoque, sans cesse attaquable. » La preuve en est dans le procès actuel.

Mais ce qui montre avec toute évidence que les considérations formulées par M. Babinet sont générales et s'appliquent au moins autant à la loi de 1873 qu'au sénatus-consulte de 1863, c'est qu'il résume sa discussion par ce passage fort net, remarque-t-il, de M. Robe (*Commentaire de la loi de 1873*, p. 208). « Ce tiers, qui se présente tardivement, n'est-t-il pas véritablement déchu? N'a-t-il pas personnellement encouru la déchéance? Admettre postérieurement sa revendication contre le *possesseur*, n'est-ce pas le relever de sa déchéance... provoquer les procès et rendre la propriété éternellement flottante? »

Ce sont ces principes généraux qu'a consacrés l'arrêt de la Chambre des requêtes :

« Attendu qu'en 1863, *comme aux diverses époques* où le législateur a

(1) V. ce rapport reproduit *in extenso*, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 330.

voulu constituer la propriété foncière en Algérie, de manière à répondre aux exigences des intérêts publics et privés, le but et les moyens ont été les mêmes ; — « Attendu que le but consistait à substituer à des droits occultes ou à des prétentions menaçantes pour l'avenir *une manifestation immédiate et contradictoire* de tous les titres de propriété, puis, lorsque ces droits et ces titres auraient été reconnus sans lutte, ou débattus, en cas de conflit, devant les tribunaux, à leur donner une nouvelle sanction au nom du gouvernement français, etc.... » ; — « Attendu que les moyens, en 1863 comme en 1846 et 1873, ont consisté dans une large publicité garantissant l'appel de tous les intéressés, dans l'obligation pour les prétendants de réclamer et de revendiquer le sol ; dans l'organisation d'un contrôle et d'une contradiction donnant aux revendications toute leur valeur, enfin dans des délais dont l'expiration assurait pour l'avenir l'acquisition définitive du sol à ceux qui se seraient conformés à la loi, à l'exclusion de tous droits occultes tardivement allégués, etc....»

IX. — La portée de cet arrêt ne saurait être contestée ; elle dépasse de beaucoup l'espèce sur laquelle il avait à prononcer et qui était d'ailleurs aussi favorable que possible, puisque les droits des demandeurs avaient été confirmés par un titre français, en date de 1845, et n'étaient pas contestés dans leur origine. La seule déchéance leur était opposée pour défaut, comme dans le procès actuel, de production de leur titre en temps utile. Contre un pareil arrêt, les objections du pourvoi restent sans force. Dire que la loi de 1873 donne droit à tout intéressé de fournir ses observations, soit pendant l'enquête, soit sur le procès-verbal d'enquête, mais ne l'y oblige point, ce n'est là, en présence de la *mise en demeure* faite par l'article 8 à tous intéressés « d'avoir à réunir tout les documents ou témoignages utiles pour établir leurs droits » et des déchéances édictées par l'article 18, qu'un jeu de mots, dont le rapport de M. Babinet et l'arrêt de la Chambre des requêtes ont déjà montré la fragilité. Ajouter que c'est à l'administration, que c'est au commissaire enquêteur à chercher tous les documents, tous les titres anciens qui peuvent exister dans les dépôts publics, c'est leur imposer une tâche matériellement impossible à remplir ; c'est en outre aller directement contre le texte de l'article 10, qui ne donne au commissaire enquêteur que le droit de *requérir* les seuls documents ayant servi, *pendant les cinq dernières années*, à l'assiette et au recouvrement des rôles d'impôt. Parmi ces documents remontant à cinq ans, espérait-on trouver, en 1877, un acte administratif de 1857 ? A supposer même qu'une pareille enquête *d'office* fût humainement possible, quelle source d'erreurs ! Quel incomparable chaos ! Le commissaire enquêteur, laissé à ses propres lumières et à ses fouilles laborieuses dans les dossiers, aurait fini par établir qu'il y a vingt ans, qu'il y a trente ans, des terrains séquestrés avaient été restitués à tels ou tels indigènes, depuis longtemps décédés. Multipliez les cas, l'enchevêtrement s'accroît, la confusion augmente. Le beau résultat pour la constatation de la propriété, si on la constate sans se préoccuper des possesseurs actuels ! On ne tiendra compte ni des ventes, ni des échanges, ni des prescriptions, souvent si courtes en droit musulman, ni des décès, ni des partages ; on arrivera fatalement, presque toujours, à des contre-vérités.

X. — Enfin le pourvoi, qui au fond pense comme nous sur l'incroyable confusion de la propriété indigène et laisse à ce propos échapper de pré-

cieux aveux, voudrait se tirer d'affaire par une distinction : ces mesures draconiennes, exorbitantes du droit commun, s'appliqueraient à la seule propriété arabe ; mais une terre touchée à une époque quelconque par un titre francais n'est plus une propriété arabe, les actes des cadis se fussent-ils multipliés sur elle depuis lors. La distinction est ingénieuse ; nous n'en avons trouvé aucune trace dans les longs procès-verbaux de la commission de la propriété indigène et du conseil supérieur de gouvernement en Algérie, non plus que dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté au Parlement. Elle aurait encore le mérite de restreindre singulièrement l'œuvre laborieuse de la constatation de la propriété ; car quel est le territoire algérien qui n'a pas été plus ou moins séquestré à une époque ou à l'autre, puis restitué plus tard aux tribus ? — Mais encore faudrait-il que ce titre français fût produit par les intéressés, à moins d'en revenir au système de l'inventaire d'office par les soins de l'administration de tous les titres concédés ou confirmés depuis la conquête. On le voit, une nécessité impérieuse domine cette dificile matière ; c'est cette néceessité qui a inspiré la loi de 1873, c'est elle qui a dicté le rapport de M. Babinet et l'arrêt de la Chambre des requêtes du 8 novembre 1882. Nous ne pouvons que nous incliner devant elle : *suprema lex esto*.

2e Moyen. — *Prétendue violation de l'article 2, § 2 de l'article 3, § 3 de la loi du 26 juillet 1873.*

Ce moyen peut se résumer comme il suit : — La loi de 1873 n'est applicable que là où la propriété indigène n'est pas individuellement constituée. Or, le territoire de la commune de Miliana, à la suite de la levée du séquestre opérée en vertu d'une dépêche ministérielle dn 7 mars 1855, a été restitué aux indigènes à qui par cette occasion des titres réguliers ont été délivrés. La propriété est donc constituée sur ce territoire et la loi de 1873 est sans application à son égard.

Il suit de là que tous les intéressés auraient dû, dès son apparition, attaquer devant la juridiction compétente, pour en obtenir l'annulation, l'arrêté de M. le gouverneur général de l'Algérie prescrivant, en 1877, la mise en exécution de la loi de 1873 sur le territoire de la commune de Miliana. Aucun ne l'a fait. Cet arrêté a été exécuté ; aucune protestation ne s'est fait entendre ; et c'est maintenant que les opérations sont terminées, maintenant que les titres définitifs ont été délivrés et transcrits depuis environ cinq années et qu'ils ont servi eux-mêmes de fondement à des transmissions nouvelles, régulières et transcrites aussi, qu'on vient demander à la Cour de cassation l'annulation de ces opérations, la nullité de ces titres, pour toute cette région ! Car le deuxième moyen du pourvoi ne tend à rien moins.

Mais est-il exact de dire que partout où la propriété était constituée, si l'on entend par là la possession individuelle du sol, il faut écarter, même dans le silence de la loi de 1873, l'application de cette loi ? Nous ne rechercherons point s'il est vrai que la propriété collective ait disparu complètement du territoire de Miliana. Peu nous importe. Il en résultera qu'il n'y aura pas lieu d'appliquer sur ce territoire le chapitre II du titre II, chapitre relatif à la constitution de la propriété individuelle là où elle n'existe que sous la forme collective. La loi restera-t-elle pour cela sans objet ? Il

y a un chapitre 1er relatif à la constatation (et non à la constitution) de la propriété privée, et c'est la procédure qu'il prescrit qui devra être suivie. Nous retrouvons ici une confusion que nous avons signalée dès le début de ce mémoire (III) et que par suite il nous suffit de rappeler. Quant à l'utilité, à la nécessité même de cette constatation, nous renvoyons également à ce qu'en ont dit MM. Robe, Vignard, Perrioud, dont nous avons longuement produit le témoignage autorisé.

Certainement, il faut entendre dans un sens strict l'exception formulée au § 3 de l'article 3 : partout où il n'y a eu ni application de l'ordonnance de 1846, ni opération de cantonnement, la loi de 1873 est applicable. Mais sera-t-elle partout appliquée? Le sera-t-elle nécessairement ? Est-ce une obligation que la loi impose ? Non, c'est une faculté qui est laissée au gouverneur général civil de l'Algérie, les *conseils généraux préalablement consultés* (art. 8). Voilà la vraie garantie qu'on n'arrivera pas aux applications absurbes dont nous menace le pourvoi. Non, la ville d'Alger, bien que n'ayant jamais été soumise ni à l'ordonnance de 1846, ni au cantonnement, ne fera pas l'objet des opérations de la loi de 1873; il ne se rencontrera ni un conseil général pour les réclamer, ni un gouverneur pour les ordonner. Les frais et les complications que de pareilles opérations entraînent sont de surs garants qu'on ne les entreprendra pas à la légère, inutilement et pour le pur amour de l'art. On n'y aura recours que lorsque l'état de la propriété sur un territoire déterminé aura paru au conseil général du département les nécessiter, et encore faudra-t-il que cet avis soit partagé par le représentant du pouvoir central. Il faut bien que dans la pratique cette faculté laissée à l'administration n'ait entraîné aucun abus, aucun danger, car les trois projets de MM. Sautayra et Robe, de M. Vignard et de M. Perrioud ont été unanimes pour la maintenir au gouverneur général, et, dans la discussion qui a eu lieu au conseil supérieur de gouvernement, aucune observation, que nous sachions, n'a été faite sur ce point.

La désignation faite par l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 20 juin 1877, est donc parfaitement légale.

3e Moyen. — *Prétendue violation de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1873 et du principe de la séparation des pouvoirs.*

I. — Il s'agit toujours de la même désignation et du même arrêté ; seulement le reproche change et devient subsidiaire : ce n'est plus la légalité même de l'arrêté qui est en question ; on prétend que la désignation qu'il contient est régulière. « Territoire indigène de Miliana ». Voilà l'expression qu'on critique. Comment l'arrêté devait-il s'exprimer ? On ne nous le dit pas, et nous en sommes toujours réduits aux conjectures. La désignation : « commune de Miliana » fût allée au delà du but que l'on se proposait, puisque la ville même n'était point comprise dans les opérations ordonnées. Sans doute, les gouverneurs ont pu se trouver quelquefois embarrassés pour désigner les territoires que visaient leur arrêtés : toutes les désignations n'ont peut-être pas toujours été légalement claires et précises. Nous ne disons pas cela pour la désignation qu'attaque le pourvoi et qui nous paraît à l'abri de toute critique sérieuse. Mais il n'est pas douteux que la loi de 1873 laisse à cet égard une certaine latitude à l'administration. Seul parmi les auteurs du projet, M. Perrioud s'en est préoccupé,

et il demande que l'arrêté contienne à l'avenir *la désignation, preuve des limites* du territoire soumis aux opérations d'enquête, avec plan périmétrique à l'appui. Il donne justement pour exemple cette désignation : « banlieue de Miliana. » Mais il ne réclame pas qu'il ne soit jamais désigné que des circonscriptions administratives, ce qui le plus souvent serait imperceptible. En ce qui nous concerne, nous ne voyons pas en quoi ces mots : « banlieue de Miliana » eussent été plus précis que ceux-ci : « territoire indigène de Miliana », si cette banlieue n'est pas au préalable elle-même délimitée par un plan périmétrique. Or, il est certain que la loi de 1873 est muette sur ce plan : on ne peut reprocher au gouverneur d'avoir violé une prescription que la loi ne contient pas.

II. — Le pourvoi finit par reconnaître que cette expression « territoire indigène » peut bien désigner tout le territoire possédé par des indigènes autour de Miliana, et, ajoute-t-il, séquestré en 1840. Mais, continue le pourvoi, il n'y a plus à proprement parler de territoire indigène depuis que la levée du séquestre de 1857 a été l'équivalent de la constitution de la propriété. — C'est toujours le même argument que nous rencontrons. — Or, s'il est vrai de dire qu'après l'application de la loi de 1873, il n'y a plus de territoire indigène, puisque, à partir de cette application, les lois françaises et notamment la loi de 1855 sur la transcription sont applicables à la circonscription où les opérations ont eu lieu, peut-on en dire autant des terrains dont le séquestre a été levé par un acte gracieux de l'administration ? Pour tout le monde, et nous renverrons s'il le faut aux doléances déjà citées de M. l'avocat général Cammartin, un territoire, en Algérie, non encore soumis aux lois françaises sur l'établissement et la transmission de la propriété est un territoire indigène. C'est bien là le cas du territoire qui entoure Miliana, et la désignation qui en a été faite n'a pu faire doute pour personne.

III. — Quant aux désignations de quartiers, c'est affaire au commissaire enquêteur, qui règle comme il l'entend la marche de ses opérations. L'arrêté du gouverneur général n'avait point à entrer dans ces détails. Le pourvoi fait à ce propos à la Cour d'Alger une querelle qui provient évidemment d'un malentendu. — L'acte administratif de 1857, si tardivement produit par les consorts Eddiouani, désignait des terrains situés « banlieue de Miliana, au quartier Sidi Seba ». Le titre définitif délivré, en 1881, aux consorts Ben Brahim, défendeurs éventuels, leur attribuait des parcelles de terre dénommées Sidi Seba et situées au quartier d'Aïn-Berkouk. Le nom du quartier ne concorde donc pas. Quelle conclusion veut-on en tirer? Si des deux désignations il y en a une d'exacte et qui mérite la confiance, c'est évidemment la plus récente, faite, le cadastre sous les yeux, à la suite d'une enquête où assistaient le cadi et toute la population de ce quartier et qui au surplus reproduit le nom de Sidi Seba comme dénomination du terrain. Où sont, au contraire, les garanties d'exactitude que présente l'acte administratif de 1857 ? Elles sont assurément bien moindres. D'ailleurs cet acte de 1857, la Cour ne le connaît pas, elle n'a point à rechercher, (et l'arrêt le dit formellement) s'il s'applique ou non à l'immeuble litigieux. Elle ne connaît que les titres définitifs délivrés par l'administration des domaines et dans lesquels elle dit, avec vérité, que le nom de QUARTIER *Sidi Seba* n'est point indiqué ; elle ajoute foi à ses titres, et sur leur témoignage, qui n'est contredit d'ailleurs par aucune preuve contraire, ainsi

qu'elle le constate, elle juge *en fait* que les immeubles litigieux sont situés au quartier d'Aïn-Berkouk, dans le territoire indigène de Miliana ; « Qu'ainsi il n'y a eu et n'a pu y avoir aucun doute sur les territoires compris dans l'arrêté du gouverneur général du 25 juin 1872, et que le commissaire enquêteur a pu régulièrement procéder à l'encontre des immeubles dont s'agit ».

IV. — Cette appréciation est souveraine. Pour la faire réformer, espère-t-on que la Cour de cassation dira que l'immeuble litigieux était situé au quartier de Sidi Seba et non au quartier d'Aïn-Berkouk ? Ou bien qu'il n'existe pas de quartier de ce nom dans le territoire indigène de Miliana ? Ou bien qu'il n'y a pas de territoire indigène ? Ce sont toutes choses qu'il fallait prouver devant la Cour d'Alger. Cette preuve n'a pas été produite, l'arrêt le constate. Aujourd'hui il n'est plus temps.

Enfin il ne faut pas croire que les consorts Eddiouani aient pu rester étrangers ou indifférents aux opérations de la commission d'enquête. Bien au contraire. Il suffit de rappeler que ces opérations ne se font que *sur le terrain*, afin qu'aucune erreur ne puisse être commise ; que le commissaire enquêteur ne s'y trouve pas seul, mais bien entouré de toutes les personnes énoncées dans l'article 11 ; qu'il doit tout d'abord commencer à inviter les propriétaires du lot sur lequel il opère, ainsi que les propriétaires des lots contigus, à se présenter, et qu'il les met en demeure de fournir leurs observations et de justifier de leurs droits (Instruction du gouverneur général Chanzy pour l'exécution de la loi de 1873); que de plus, dans la crainte que les indigènes ne montrent de l'indifférence ou de la mauvaise volonté, une législation spéciale punit des peines de simple police la désobéissance des intéressés aux injonctions qui leur sont adressées en vue de l'exécution de la loi de 1873, et leur défaut non justifié d'*assistance personnelle* à ces opérations (Robe, *Commentaire*, p. 292).

V. — Après avoir vu les garanties si nombreuses que présente la loi, recherchons, pour achever de nous éclairer, s'il est possible, s'il est vrai que les consorts Eddiouani n'aient pas été atteints par ces invitations et ces mises en demeure multipliées. Outre qu'ils habitaient à côté de la parcelle contestée, ils ne sauraient alléguer qu'ils n'ont pas assisté aux opérations du commissaire enquêteur par la raison bien simple (et l'indication de ce fait important nous est fournie par les conclusions des consorts Ben Ahmed Brahim devant la Cour) qu'eux-mêmes ont été déclarés, à la suite de ces mêmes opérations, attributaires de divers immeubles situés dans la zone où se trouve la parcelle de Sidi Seba. Ils ont produit d'autres titres, et ils n'ont pas cru devoir produire celui qu'ils opposent aujourd'hui à M. Dupuy ; c'est évidemment qu'ils n'étaient plus, depuis longtemps, propriétaires de la parcelle en question, portée sur le cadastre au nom de Mohamed ben Brahim ben Ahmed qui la revendiquait. Mais il est une remarque encore plus curieuse et plus décisive, s'il est possible, c'est que parmi les consorts Eddiouani, auteurs du procès actuel, se trouve le cadi de Miliana, le même qui a fait partie de la commission d'enquête et qui, le décès de Mohamed ben Brahim ben Ahmed étant survenu pendant le cours de ces opérations, a délivré à ses enfants l'acte de notoriété qui a servi de base à l'attribution qui leur a été faite. Il ne faut rien moins que la passion processive si connue des Arabes, et leur désir de troubler une acquisition régulière faite par un Européen, pour expliquer que le procès

ait pu être engagé dans ces conditions. Quoiqu'il en soit, on ne saurait les écouter quand ils se plaignent d'une prétendue insuffisance de publicité qui, d'après eux, aurait vicié les opérations. Si leur demande était admise, la loi de 1873 n'aurait reçu en Algérie aucune application qui ne fût également et à meilleur titre attaquable.

M. le conseiller GREFFIER a présenté, dans cette affaire, un rapport dont nous extrayons ce qui suit, en ce qui concerne le premier moyen du pourvoi :

Il s'agit, on le voit par le simple exposé de la question formulée dans la requête et le mémoire des demandeurs, d'un de ces problèmes juridiques qui touchent à la reconnaissance et à l'établissement de la propriété privée et individuelle, en Algérie; problème si difficile à résoudre, si obscur apparemment que le rapporteur d'une des lois les plus importantes de la matière, celle du 16 juin 1851, disait à l'Assemblée nationale de cette époque que « ce serait une histoire à peine vraisemblable que celle des nombreuses et étranges vicissitudes par lesquelles a passé depuis 1830 la propriété immobilière en Algérie, si le Bulletin des actes du gouvernement n'était là pour la raconter lui-même officiellement ». Sans doute depuis cette époque, par la promulgation du sénatus-consulte du 22 avril 1863 et de la loi du 26 juillet 1873, des difficultés graves ont été aplanies, et des obscurités profondes dissipées; et pourtant, quoiqu'une loi plus récente encore, celle du 28 avril 1887, ait été rendue pour éclaircir et simplifier certaines dispositions de la loi de 1873, la question que vous avez à résoudre, une des plus considérables de la matière et qu'un simple article eût pu trancher, est restée indécise encore, et c'est la Cour de cassation qui devra dire le dernier mot.

Vous avez à rechercher quelle est, en présence des titres de propriété privée ou individuelle délivrés à la suite des opérations prescrites par la loi du 26 juillet 1873, la valeur des titres précédemment obtenus ou créés et constatant cette propriété au profit des particuliers, et contre lesquels, d'après l'arrêt attaqué, la loi de 1873 élèverait une déchéance qui irait jusqu'à anéantir avec le titre ancien le droit de propriété qu'il consacre.

Mais on ne peut résoudre cette question sans connaître quelles peuvent être la source et l'origine de ces titres anciens si menacés par la nouvelle loi de 1873, interprétée comme l'a fait l'arrêt attaqué. — (M. le rapporteur fait ici l'historique de ces titres et des lois, décrets et arrêtés dans lesquels ils ont trouvé leur raison d'être et leur valeur juridique. Il rappelle les dispositions du règlement du 1er décembre 1840 et de l'ordonnance du 31 octobre 1845 sur le séquestre, l'ordonnance du 21 juillet 1846, la loi du 16 juin 1851 et le sénatus-consulte du 22 avril 1863, en compare les textes et en expose le but et le mécanisme ; tous ont pour objet et pour résultat la constitution et l'établissement de la propriété privée ou individuelle dans ces territoires de l'Algérie où l'on rencontre des propriétés appartenant nommément à des particuliers, et d'autres propriétés appartenant à des collectivités, tribus et douars, — et il tire de cette étude cette conclusion :)

Ainsi donc, et pour en finir avec cette trop longue étude préliminaire des textes, il nous semble qu'on peut dire qu'au moment où a été promulguée

la loi du 26 juillet 1873, il pouvait exister entre les mains des particuliers, Européens ou indigènes, des immeubles possédés privativement et individuellement en conformité des titres délivrés en vertu : 1° de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ; 2° de la loi du 16 juin 1851 ; 3° de l'application de la mesure du cantonnement ; 4° des ordonnances concernant les biens séquestrés ; 5° du sénatus-consulte du 22 avril 1863, à quoi il faut nécessairement ajouter, les biens et immeubles acquis par des actes passés devant notaire ou par des actes émanés de l'administration française, et, *a fortiori*, par l'effet de décisions judiciaires passées en force de chose jugée, tous actes ou jugements qui constataient avec précision la propriété privée et individuelle. Quelle a donc été la volonté du législateur de 1873, en présence, d'une part, des biens possédés en vertu des titres créés en quelque sorte par ces lois, décrets, actes et arrêtés, et, de l'autre, des biens pour lesquels aucun titre de propriété privée ou individuelle n'avait encore été délivré par l'autorité française ?

Nous voici bien près de la question soumise à la Cour. Nous nous contenterons, pour ne pas empiéter sur la discussion, de vous rappeler le but que la loi de 1873 paraît avoir voulu atteindre et de vous citer les textes principaux de la loi. Elle pose d'abord les principes dans le titre 1er intitulé « *Dispositions générales* ». L'article 1er porte : L'établissement de la propriété immobilière en Algérie, sa conservation et la transmission contratuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que soient les propriétaires, sont régis par la loi française.. Puis l'article 2 ajoute : « Les lois françaises, et notamment celle du 23 mars 1855 sur la transcription, seront appliquées aux transmissions immobilières : 1° à partir de la promulgation de la présente loi, pour les conventions qui interviendront entre individus régis par des statuts différents ; 2° à partir de la même époque, pour les conventions entre musulmans relatives à des immeubles situés dans les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 et dans ceux où la propriété a été constituée par voie de cantonnement ; 3° au fur et à mesure de la délivrance des titres de propriété, pour les conventions relatives aux immeubles désignés en l'article 3 ci-après.» Et que dit cet article 3 ?« Dans les territoires où la propriété collective aura été constatée au profit d'une tribu ou d'une fraction de tribu par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, ou de la présente loi, la propriété individuelle sera constituée par l'attribution d'un ou plusieurs lots de terre aux ayants droit et par la délivrance de titres opérée conformément à l'article 19 ci-après... — Dans tous les territoires autres que ceux mentionnés au paragraphe 2 de l'article précédent (c'est-à-dire qui ont été soumis à l'ordonnance de 1846 ou à la mesure du cantonnement), lorsque *l'existence de droits de propriété non constatés par acte notarié ou administratif* aura été reconnue par application du titre 2 ci-après, des titres nouveaux seront délivrés aux propriétaires. Tous les titres délivrés formeront, après leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres. » L'article 6 complète l'article 3, § 1er, en disant « qu'il sera, en exécution de cet article, et sous la réserve expresse du recours devant les tribunaux stipulé à l'article 18 ci-après, procédé administrativement à la reconnaissance de la propriété privée et à sa constitution partout où le sol est possédé à titre collectif par les membres d'une tribu ou d'un douar. »

La volonté du législateur n'apparaît-elle pas assez clairement dès ce titre

préliminaire ? Il veut que la propriété individuelle et privée soit soumise à la loi française, et pour cela il veut qu'elle repose sur des titres émanant de l'autorité française ; il signale, parmi ces titres, ceux qui auront été délivrés en vertu du sénatus-consulte de 1863, et ceux qui auront été remis aux particuliers à la suite de l'exécution de l'ordonnance de 1846 et de la mesure du cantonnement, puis il indique aussi ceux qui seront délivrés après l'exécution de la loi de 1873 aux indigènes reconnus et déclarés propriétaires des biens ayant fait partie du domaine des tribus et des douars. Mais pour tous les immeubles qui ont été soumis à l'ordonnance de 1846 et au cantonnement aussi bien que pour tous les immeubles dont la propriété privée a été constatée par des arrêtés levant le séquestre, par des actes délivrés en vertu de la loi de 1851, et par des actes notariés ou administratifs, ou plus généralement par des actes français, quel devait être à leur égard l'effet de la loi du 26 juillet 1873 ? Les détenteurs des immeubles nantis de ces titres devaient-ils produire ces titres, soit pour en obtenir de nouveaux, soit au moins pour empêcher que des titres ne fussent délivrés à ceux qui auraient fait valoir à l'enquête des actes musulmans ou des faits de possesssion ? et, s'ils ne faisaient pas cette production, devaient-ils être déchus d'une façon irrévocable de leur droit de propriété même ? Grave question qu'il vous faudra résoudre, car c'est la question même du procès.

Mais souffrez qu'avant d'aborder les faits et l'analyse des moyens présentés par les parties, nous nous arrêtions quelques instants sur les textes de la loi de 1873, afin d'arriver à serrer de plus près le point du litige. Après avoir posé les principes et indiqué son objet, la loi de 1873 trace les règles à suivre pour la délivrance des titres nouveaux qui soumettront les immeubles privés et individuels à la loi française. Elle contient un titre II intitulé : *De la procédure relative à la constatation de la propriété privée et à la constitution de la propriété individuelle*. — *Constatation* de la propriété privée et *constitution* de la propriété individuelle ne sont pas une seule et même chose ; cela est si vrai que le titre II se divise en deux chapitres. Le premier traite de la *constatation* de la propriété privée, le deuxième de la *constitution* de la propriété individuelle. Ce second chapitre est applicable exclusivement aux territoires occupés par les tribus et par les douars, que le sénatus-consulte de 1863 ait ou non été exécuté sur ces territoires ; il s'agit bien là en effet de *constituer* la propriété individuelle, en la faisant sortir du domaine collectif des tribus et des douars ; aussi voit-on le législateur appliquer, dans ce chapitre, à la constitution de la propriété et à la délivrance des titres individuels uniquement les dispositions purement administratives du chapitre 1er, relatif à la constatation de la propriété privée, et laisser à l'administration seule le pouvoir de constituer la propriété individuelle. Cela se comprend bien d'ailleurs. La propriété individuelle est un état tout nouveau à opérer, il faut faire sortir cette propriété de la propriété collective de la tribu et du douar, et c'est l'autorité qui l'a créée et l'impose qui peut seule lui tracer son étendue et ses limites, c'est d'elle que l'*individu* va tenir le droit propre *constitué* sur les ruines du droit collectif.

La propriété privée, au contraire, a son principe et son origine antérieurs à la loi de 1873 ; le gouvernement peut la *constater*, mais non la *créer* ou la *constituer*, et, pour ne pas blesser le droit primordial et sacré de propriété, il ne pourra reconnaître la propriété privée, délivrer des titres

nouveaux qu'en vue soit d'un titre écrit antérieur non contesté et qui toutefois ne sera, d'après l'article 17, ni notarié ni administratif, soit d'une possession pertinemment établie. C'est la raison économique et juridique des dispositions du chapitre 1er du titre II, relatif à la constatation de la propriété en Algérie, par opposition à la constitution de la propriété individuelle sur le territoire des tribus. Cette propriété privée peut avoir besoin de *constatation*, mais non de *constitution* et, dans tous les cas, c'est de la constatation même que ressort la constitution; aussi l'administration s'arrête-t-elle devant les contestations que cette constatation peut faire surgir, et ce n'est que lorsque les tribunaux ont statué que les titres qui affirment la propriété privée dûment reconnue sont, s'il y a lieu, délivrés par l'administration... Revenons donc à ce chapitre 1er qui traite de la procédure relative à la constatation de la propriété privée. Il y a bien plus que de la procédure dans ce chapitre 1er ; on y trouve aussi les conséquences de cette procédure, on y voit le principe même du droit antérieur de propriété exposé, à la suite d'une simple instruction administrative, à être frappé d'une déchéance absolue...Les articles 8, 9 et 10 tracent la procédure, les appels aux intéressés, les modes de publicité, les pouvoirs du commissaire enquêteur, qui constate les droits de chaque copropriétaire ou de chaque cooccupant, qui dresse un procès-verbal déposé ensuite au greffe de la justice de paix, pendant un délai de trois mois donné à tout intéressé pour prendre connaissance du procès-verbal et y faire ses réclamations. A l'expiration de ce délai, il arrête définitivement ses conclusions.

Puis vient l'article capital, le dix-septième, ainsi conçu : Pour tout ce qui se rapporte à la *constatation, à la reconnaissance et à la confirmation* de la propriété possédée à titre *privatif, et non constatée par acte notarié ou administratif*, le service des domaines, sur le vu des conclusions du commissaire enquêteur, procédera à l'établissement des *titres provisoires de propriété*, au nom des individus dont les droits ne seront pas contestés. « Avis de cette opération est encore publié par la voie des insertions au *Journal officiel* et des affiches.

Enfin l'article 18 clôt la série des opérations et s'exprime ainsi : Trois mois sont accordés à dater de cette publication à toute partie intéressée pour contester devant les tribunaux français de l'ordre judiciaire les opérations et les attributions. A l'expiration de ce même délai, les titres non contestés deviennent définitifs, ils sont immédiatement enregistrés et transcrits ; ils forment, ajoute l'article 18, à dater du jour de la transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, comme il est dit à l'article 3.

Telles sont les dispositions de la loi de 1873, pour la constatation de la propriété privée. On n'y voit, on peut le dire, aucune prescription s'appliquant expressément aux personnes qui sont propriétaires à titre privatif en vertu de titres notariés, ou de titres antérieurement délivrés conformément aux lois dont nous vous avons donné la nomenclature et l'analyse. L'obligation pour ces propriétaires de se présenter devant le commissaire enquêteur pour y faire constater leurs droits, ou bien pour contester et combattre les prétentions d'autres propriétaires réclamants, résulte-t-elle implicitement au moins des textes que nous venons de citer ? On peut dire qu'il y a dans ces textes une lacune que le législateur eût dû faire disparaître par un paragraphe troisième inséré en l'article 2; mais, cependant, on

ne peut se le dissimuler, l'article 17, en spécifiant que la délivrance des titres provisoires n'aura lieu que pour les propriétés *non constatées par acte notarié ou administratif*, fait nécessairement aux propriétaires investis de leur droit par un de ces actes une situation bien différente de celle des détenteurs de titre musulmans, et peut-être est-ce dans cette disposition, toute incidente qu'elle soit, que doit se trouver la base juridique de la solution du problème que nous étudions en ce moment.

Nous donnons maintenant la paroles aux parties dont nous allons analyser les mémoires :

Pour les demandeurs, Me Dareste, à l'appui du premier moyen tiré de ce que l'arrêt attaqué aurait prononcé la déchéance du titre administratif invoqué par Eddiouani Esseric et faisant prévaloir le titre délivré à Ben Brahim, développe l'argumentation suivante :

Antérieurement à la loi de 1873, la propriété était, en Algérie, régie tantôt par la loi musulmane, suivant qu'il s'agissait d'actes où intervenait un non musulman ou d'actes passés entre musulmans seulement (Ordon. du 26 sept. 1842, et loi du 16 juin 1851, art. 76). La loi de 1873 a entendu faire disparaître cette distinction et en principe soumettre tout le sol algérien au principe de la propriété française. Mais elle n'a pas entendu pour cela que toutes les propriétés seraient soumises au grand travail de constitution qu'elle ordonnait. Et d'abord il résulte de l'article 2 que, pour la propriété des immeubles dont les titres relèvent de l'ordonnance de 1846 et du cantonnement, tout est réglé et définitif, et que les musulmans qui en sont propriétaires sont en pleine possession du titre de propriétaires français. C'est seulement pour les conventions relatives aux immeubles indiqués sous l'article 3 que l'application des lois françaises est différée jusqu'au jour où la mesure de la délivrance des titres dont il sera question dans l'article 3 aura eu lieu. Cet article 2 est un texte d'une puissance considérable pour ces immeubles dont l'autorité française a déjà constaté et reconnu la propriété. Les articles 3 et 17 précisent d'ailleurs la situation des propriétaires en vertu de titres français. Ces deux articles distinguent avec une grande énergie les titres français antérieurement délivrés des titres musulmans et autres. L'article 3 porte que dans tous les territoires où ni l'ordonnance de 1846 ni la mesure du cantonnement n'ont été appliquées et où l'existence des droits de propriété privée n'aura pas été constatée par *acte notarié ou administratif*, des titres nouveaux seront délivrés après que le droit de propriété aura été constaté conformément à la procédure organisée par le titre II de la loi de 1873. N'est-il pas manifeste que la procédure dont il va être parlé à ce titre II ne concerne pas les propriétés reposant déjà sur des titres émanés de l'autorité française ? L'article 17 fait avec plus de précision encore la distinction entre les titres de propriété d'origine française et les autres. Pour quelle propriété sera-t-il, sur les conclusions du commissaire enquêteur, procédé à l'établissement des titres provisoires ? Pour la propriété possédée à titre privatif et non constatée par acte notarié ou administratif. Or, ces titres provisoires sont ceux sur lesquels s'établira, s'ils ne sont pas contestés, la base même de la déchéance qu'encourra le propriétaire qui ne se sera pas présenté à l'enquête. Si, d'après les articles 3 et 17, les titres provisoires ne sont pas dressés quand la propriété est constatée par acte notarié ou administratif,

c'est qu'évidemment la loi de 1873 n'est pas applicable à ces propriétés. A la vérité, l'arrêt attaqué essaie de tourner la question en déclarant que peu importe qu'il ne soit pas dressé de titres provisoires quand le droit de propriété est constaté par un acte français ; qu'il est toujours nécessaire que le porteur de ces derniers titres les rapporte au commissaire enquêteur pour qu'il puisse remplir la mission que lui donne l'article 11 de la loi de 1873, vérifier toutes les réclamations, et repousser, s'il y a lieu, celles qui s'élèveraient devant lui sans titre ou possession valable.

Ce système de la Cour d'Alger ne repose ni sur le texte ni sur l'esprit de la loi.

Le texte de l'article 17 s'élève d'abord contre ce système ; il exclut de l'opération les immeubles dont la propriété est constatée par des actes notariés ou administratifs, et le commissaire enquêteur excède les limites de sa mission quand il fait délivrer des titres provisoires qui deviennent définitifs, alors que déjà la propriété privée est constatée par des titres français.

Si l'on veut s'élever au-dessus du texte et approfondir l'esprit de la loi de 1873, ne voit-on pas que cette purge du droit de propriété, et non pas seulement de certains droits réels, comme les hypothèques, est une mesure exorbitante que la situation, trop souvent inextricable, de la propriété arabe a pu commander quand il s'agissait d'une propriété reposant sur des actes musulmans ou des faits de possession incertains et douteux, mais qui cesse d'être possible et justifiable quand l'autorité française a constaté le droit de propriété antérieurement à la loi de 1873 et a mis aux mains du propriétaire l'acte notarié ou administratif qui en prouve l'existence et la constitution. C'est toujours chose grave qu'une déchéance, et ce n'est pas trop d'exiger qu'elle soit écrite expressément dans la loi. L'entendre comme le veut l'arrêt attaqué, c'est tout remettre en question, et les résultats de l'ordonnance de 1846 et du cantonnement de la loi de 1851 et du sénatus-consulte de 1863 ; et cela quand il a été déjà fait de si grands progrès dans la voie tracée par les actes législatifs dont la loi de 1873 peut bien devenir le couronnement mais ne saurait être la négation et la ruine.

Telles sont les raisons principales que fait valoir le pourvoi ; les considérations qu'il ajoute à cette thèse principale ont certainement leur valeur, mais leur portée ne va pas au delà des arguments que nous venons d'emprunter au mémoire.

Pour les défendeurs, Me Bouchié de Belle s'est efforcé, dans son mémoire en défense, de montrer que la Cour d'appel d'Alger était placée mieux que toute autre juridiction pour connaître la législation algérienne et les dispositions qui touchent à l'établissement de la propriété dans la colonie.

La solution de l'arrêt attaqué est, dit la défense, admise en Algérie comme certaine et indéniable, elle n'est que la traduction exacte des jurisconsultes les plus estimés et les plus autorisés. Elle s'est produite, cette opinion, dans les travaux préparatoires du projet qui est devenu, depuis l'arrêt attaqué, la loi du 28 avril 1887. Sans doute, on ne trouve pas dans cette loi la solution de la question même qui nous occupe, mais elle a été agitée et même tranchée, dans le sens de la Cour d'appel d'Alger, par les membres d'une commission extra-parlementaire qui avait été

chargée de préparer cette dernière loi. Les principes auront paru si bien établis par les textes déjà existants de la loi de 1873, qu'on aura cru inutile d'inscrire dans la nouvelle loi un article dont la disposition n'eût rien ajouté aux dispositions précédentes.

Quoi qu'il en soit, l'objet de la loi de 1873 est bien connu: elle a voulu mettre la propriété indigène sous le régime de la loi française, reconnaître et *constater* les droits individuels dans les territoires de propriété collective. Or la réalisation de ce but est impossible dans le système du pourvoi, parce que la mission du commissaire enquêteur ne peut être remplie utilement que par l'examen et la révision de tous les titres; comment, en effet, alors qu'il pourra exister des propriétaires ayant les uns des titres français, les autres des titres musulmans, d'autres encore invoquant la possession, ce commissaire pourra-t-il rapprocher les titres produits des immeubles réclamés et donner un avis ayant quelque utilité, si les possesseurs, les détenteurs de titres arabes seuls se sont présentés ? Et si, des titres provisoires ayant été délivrés à un possesseur suivant les formes légales, le propriétaire à titre français ne s'est point fait connaître, comment ne pas prononcer contre lui la déchéance, à peine d'enlever aux opérations d'enquête leur utilité et de laisser leurs résultats exposés à toutes les conséquences de contestations ultérieures que la loi a voulu éviter par toutes les formalités de mise en demeure qu'elle a accumulées?

C'est ce qu'enseigne, avec toute l'autorité de sa science spéciale, l'auteur de plusieurs écrits sur la propriété en Algérie et d'un commentaire sur la loi de 1873, Me Robe, avocat près la Cour d'Alger ; chose remarquable, ce savant jurisconsulte avait, dans une première édition de son ouvrage, émis l'avis que les détenteurs de titres notariés ou administratifs étaient soumis à la loi de 1873 et devaient au moins produire leurs titres au commissaire enquêteur, sauf à celui-ci à ne pas délivrer de titres provisoires si les premiers étaient suffisants ; mais il a reconnu ensuite qu'il fallait aller plus loin, et, dans le commentaire de l'article 17, il a nettement enseigné que les porteurs de titres administratifs, judiciaires ou notariés étaient obligés de faire les réclamations prévues à l'article 15 et les constatations autorisées par l'article 28; que le titre notarié ou administratif dont ils étaient nantis pouvait bien remplacer le titre provisoire, mais que ce titre pouvait être attaqué dans les trois mois, et enfin que, s'il n'avait pas été produit, la déchéance était le résultat nécessaire de la négligence ou de l'omission volontaire du propriétaire qui le possédait.

C'est là, d'après la défense, une autorité considérable en faveur de la thèse que l'on soutient. Elle n'est pas isolée. Un autre jurisconsulte algérien, M. Poivre, soutient la même thèse, et la Cour d'Alger n'a pas été plus loin que ces auteurs, elle est même restée en deçà de leur opinion. Elle s'est renfermée dans l'article 17, et elle en a très clairement expliqué l'esprit et le texte, en exigeant que, dans tous les cas, le propriétaire même muni d'un titre français le présente au commissaire enquêteur, qui, s'il ne le trouve pas susceptible de contestation, s'abstiendra de délivrer un titre provisoire et mettra fin à l'opération touchant la parcelle dont la propriété sera hors de toute attaque.

Cette jurisprudence serait, suivant la défense, celle de la Cour de cassation, et elle fait grand état d'un arrêt de la Chambre des requêtes du 8 novembre 1882 (*Rev. Algér.*, 1887. 2. 329.), qui aurait reconnu aux titres délivrés

à la suite des opérations de la loi de 1873 la prédominance même sur les titres français, quand les détenteurs de ceux-ci n'ont pas comparu à l'enquête et veillé à la conservation de leurs droits. La loi de 1873 a très sciemment adopté le principe de cette purge du droit entier de propriété par l'accomplissement de toutes les formalités qu'elle prescrit.

Nous croyons, a dit M. le rapporteur en mettant sous les yeux de la Cour l'arrêt de la Chambre des requêtes du 8 novembre 1882, devoir faire remarquer que, dans l'espèce de l'arrêt de 1882, la déchéance aurait été prononcée non contre des porteurs de titres notariés ou administratifs, c'est-à-dire de titres français, mais contre des Arabes qui n'invoquaient contre leur adversaire que des actes musulmans antérieurs et de beaucoup à la conquête, et que, vraisemblablement, cette circonstance avait été d'un grand poids dans la décision de la Chambre des requêtes. Il paraît donc bien, a dit M. le rapporteur en terminant l'examen du premier moyen de cassation, que la question se présente entière et nouvelle devant la Chambre civile, qui dira si la Cour d'Alger a donné une interprétation exacte de l'esprit et du texte de la loi du 26 juillet 1873.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi, tiré de la violation des articles 3, 14, 16, 17 et 18 de la loi du 26 juillet 1873, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que la déchéance prononcée par cette loi s'applique aux droits fondés sur des titres administratifs : — Vu les articles 3, § 3, 17 et 18 de la loi précitée ;

Attendu que la loi du 26 juillet 1873 a pour objet, en terminant l'œuvre commencée par la législation précédente, et en dernier lieu par le sénatus-consulte du 22 avril 1863, de mettre la propriété arabe sous le régime de la loi française ; — Qu'elle prescrit pour la réalisation de ce but : 1° de reconnaître, confirmer et constater les droits individuels des indigènes dans les territoires de propriété privée ; 2° de constituer la propriété individuelle dans les territoires collectifs des tribus et des douars ; 3° de délivrer aux ayants droit des titres privatifs formant le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres ;

Attendu que ni l'esprit, ni le texte de la loi du 26 juillet 1873 ne permettent d'admettre, comme le décide l'arrêt attaqué, que la procédure établie au titre II de cette loi et les déchéances édictées par l'article 18 soient applicables à tous les immeubles de propriété privée « sans aucune distinction entre les origines diverses du droit, et entre les actes destinés à en constater la nature et l'étendue ; »

Attendu, en effet, que l'article 2, § 2 exclut d'abord, d'une façon manifeste, de l'application de la loi les immeubles dépendant des territoires dans lesquels l'ordonnance du 21 juillet 1846

ou les arrêtés de cantonnement ont reçu leur exécution ; — Que, pour les autres immeubles, l'article 3, § 3 ne prescrit la délivrance de titres nouveaux que lorsque l'existence des droits de propriété privative n'est pas constatée par des actes notariés ou administratifs, c'est-à-dire par des titres français ; — Que l'article 17, qui règle la procédure et le mode de délivrance des titres spécifiés au § 3 de l'article 3, dispose que, pour tout ce qui concerne la constatation, la reconnaissance et la confirmation de la propriété possédée à titre privatif, le service des domaines, sur le vu des conclusions du commissaire enquêteur, procédera à l'établissement des titres provisoires de propriété au nom des individus dont les droits ne sont pas contestés, mais qu'il ne prescrit cet établissement de titres provisoires *que lorsque la propriété privée n'est pas constatée par acte notarié ou administratif ;* — Que les titres définitifs dont, aux termes de l'article 18, la délivrance entraîne, après les délais légaux, la déchéance pour les intéressés qui n'ont produit de pièces justificatives ni élevé de contestations contre les titres provisoires ne sont que la confirmation de ces derniers, et qu'en conséquence ils ne peuvent être délivrés que dans les seuls cas où la loi du 26 juillet 1873 prescrit, par son article 17, au service administratif d'établir des titres provisoires ; — Que dès lors le propriétaire muni d'un acte notarié ou administratif qui constate, en même temps qu'il l'établit, son droit privatif à un immeuble déterminé, n'est point soumis aux prescriptions de la loi, et ne peut être compris parmi les *intéressés* pour lesquels, d'après l'article 8, les insertions et les publications ordonnées aux diverses phases de l'opération constituent une mise en demeure d'avoir à réunir et à produire au commissaire enquêteur tous les documents et témoignages utiles à l'établissement de leurs droits ; — Que, si ces droits viennent à être contestés par des individus qui, n'ayant que des titres musulmans ou des actes de possession à invoquer, ont procédé devant le commissaire enquêteur et finalement obtenu la délivrance de nouveaux titres, c'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les contestations élevées entre les divers prétendants à la propriété, mais sans qu'ils soient liés par une prétendue présomption de déchéance absolue qui découlerait des dispositions de l'article 18 de la loi précitée ;

Et, attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué qu'à la suite de la main-levée d'un séquestre établi sur les biens des indigènes de Miliana, les auteurs d'Eddiouani Esseric et consorts, demandeurs en cassation, ont été remis en possession, à titre de propriété privée, de l'immeuble litigieux

par un acte administratif du 10 août 1857, qui a été enregistré et transcrit au bureau des hypothèques de Blida le 22 juillet 1858, bien antérieurement par conséquent aux opérations du commissaire enquêteur ;

D'où il suit qu'en prononçant la déchéance opposée à ce titre par Dupuy et les consorts Ben Brahim, et tirée par ceux-ci de la délivrance à eux faite, le 31 janvier 1881, d'un titre transcrit ultérieurement en exécution de la loi du 26 juillet 1873, la Cour d'appel d'Alger a méconnu le sens des articles 17 et 18 de la dite loi et violé les textes susvisés ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi : — Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger, le 2 avril 1884 ; renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GREFFIER, *rap.* ; CHARRINS, *av. gén.* (conc. conf.). — Mes DARESTE et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

29 novembre 1888

Enchères, entraves, délit, élément constitutif, intention frauduleuse.

L'entrave à la liberté des enchères prévue par l'article 412 du Code pénal constitue aux yeux de la loi un délit et non une contravention, et n'est dès lors punissable que si elle a été accompagnée d'intention frauduleuse (1).

(Grégo Vito c. Min. pub.)

Le sieur Grégo Vito a interjeté appel d'un jugement rendu par le tribunal de Sousse, jugeant en matière correctionnelle, le 8 août 1888, qui, en le déclarant coupable du délit d'outrages à la liberté des enchères et lui faisant application des art. 412, 463, 52 du Code pén., 194 du Code d'inst. crim., l'a condamné à la peine de 250 francs d'amende et aux frais.

---

(1) V. Bordeaux, 26 janv. 1871 (D. P. 71. 2. 232) ; 31 mai 1872 (D. P. 73. 2. 102) ; Cass., 2 fév. 1884 (D. P. 84. 1. 373).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes d'une jurisprudence constante, l'art. 412 du Code pén. prévoit un délit et non une contravention ; — Qu'il faut donc que l'entrave à la liberté des enchères ait été accompagnée d'intention frauduleuse ; — Qu'elle n'apparaît aucunement en l'espèce ; — Que Grégo ne demandait au contraire qu'à ce que la limite du prix maximum posée aux dites enchères ne fût pas maintenue ; — Que d'ailleurs Grégo n'a fait par là que retarder seulement l'ouverture des enchères et que, si l'amin et les autres agents indigènes du marché ont souffert ses criailleries et ses insolences à ce moment, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur faiblesse vis-à-vis de ce personnage qu'ils eussent dû écarter même *manu militari ;*

Par ces motifs : — Infirmant le jugement déféré, — Renvoie Grégo des fins de la poursuite sans dépens.

MM. LOURDAU, *prés. ;* WURTZ, *av. gén.* — Me HONEL, *av.*

TRIBUNAL D'ORAN (1re Ch.)

7 janvier 1889

Consistoires israélites, Algérie, action en justice, mémoire préalable, autorisation de plaider.

En Algérie, les consistoires israélites ne peuvent plaider qu'après autorisation administrative. — Le défaut d'autorisation peut être opposé en tout état de cause et même d'office (1).

Une demande contre un consistoire israélite n'est pas soumise au dépôt d'un mémoire préalable.

(Gorges c. consistoire israélite d'Oran)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le consistoire israélite d'Oran oppose à la demande formée contre lui par Gorges une non recevabilité tirée de ce que le demandeur n'a pas, préalablement à l'introduction de l'instance, déposé un mémoire au greffe du conseil de préfecture ;

Attendu que les seules formalités à remplir, préalablement

(1) Cpr. Trib. de la Seine, 2 janv. 1877 (D. P. 79. 3. 23).

à l'exercice de toute action à suivre devant les tribunaux ordinaires contre un consistoire départemental de l'Algérie, consistent, aux termes de l'article 1er du décret du 10 juillet 1861, dans l'observation des règles tracées par la législation relative à la réorganisation du culte israélite dans la métropole et spécialement par l'article 64 de l'ordonnance du 25 mai 1844 ; — Attendu que ce dernier article se borne à édicter que les consistoires israélites ne peuvent, sans autorisation préalable, intenter une action en justice ou y défendre, accepter des donations et legs, en faire l'emploi, vendre ou acheter ; — Attendu que, non plus qu'aucune autre disposition légale de la métropole, il ne soumet au dépôt préalable d'un mémoire la régularité des assignations signifiées aux établissements publics de cette nature ; — Attendu que les textes de loi qui subordonnent au dépôt préalable d'un mémoire la validité de toute action intentée contre certaines personnes civiles dérogent au droit commun ; — Attendu que l'application de ces textes doit, par suite, être strictement limitée aux matières et aux personnes qu'ils visent expressément ;

Attendu que l'obligation imposée à un établissement public ou d'utilité publique de se faire autoriser à ester en justice ne comporte pas virtuellement l'obligation pour ses adversaires, demandeurs dans un litige, de déposer un mémoire avant de l'appeler en justice ; — Attendu que, si les établissements hospitaliers de la France métropolitaine ne peuvent ester en justice sans autorisation administrative, il est cependant hors de doute que les demandeurs plaidant contre eux ne sont nullement tenus de remettre un mémoire au préfet ; — Attendu que le dépôt du mémoire, dans les matières où il est prescrit, a ordinairement pour effet d'interrompre la prescription, si la demande est formée dans un délai déterminé ; — Attendu qu'il est inadmissible que le législateur ait eu l'intention, sans l'accuser par un texte formel, d'apporter au Code civil, par des dispositions réglementant la procédure civile, des modifications aussi profondes au régime de la propriété tel qu'il a été organisé par ce Code ;

Attendu, d'autre part, que le consistoire israélite du département d'Oran ne justifie pas et n'allègue même pas qu'il ait été autorisé administrativement à défendre à l'action de Gorges ; — Attendu que le défaut d'autorisation administrative peut, de la part des personnes civiles, incapables de plaider sans cette autorisation, être invoqué par elles en tout état de cause, même en appel ; — Que par suite, et dans l'intérêt de toutes les parties en cause, les tribunaux doivent, le cas échéant, relever d'office cette incapacité ;

Attendu, en conséquence, que les conclusions de la partie de Me Saint-Germain sont irrecevables à double titre;

Par ces motifs: — Statuant en premier ressort; — Sans s'arrêter aux dites conclusions lesquelles sont rejetées comme irrecevables; — Déclare recevable la demande de Gorges et, conformément à ses conclusions, dit et ordonne qu'il sera passé outre aux débats sur le fond; — Condamne la partie de Me Saint-Germain aux dépens de l'incident.

MM. MENNESSON, *prés;* EON, *proc. de la Rép.* — Mes ROUIRE et COURTINAT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 décembre 1888

Saisie-arrêt, tiers saisi, administration des postes et télégraphes, paiement, contestation, compétence, évocation, conditions.

Les tribunaux de droit commun sont compétents pour connaître des contestations relatives à des oppositions sur des sommes dues à l'État, à la validité de ces oppositions au regard du tiers saisi, à la régularité ou à l'irrégularité de paiements effectués nonobstant ces oppositions, à l'application éventuelle à l'État des articles 1242 du Code civil et 9 du décret spécial du 18 août 1802;

On ne saurait se prévaloir contre cette solution des dispositions législatives qui interdisent à la juridiction civile d'apprécier le mérite d'actes ou de mesures administratifs et de reconnaître une dette à la charge de l'État.

La juridiction d'appel ne peut évoquer le fond du litige qui lui est soumis lorsque l'intimé n'a pas conclu au fond devant les premiers juges et garde la même réserve devant les juges d'appel.

(Goujon c. administration des postes et télégraphes)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel interjeté par Goujon contre un jugement du tribunal civil de

Bône du 1er février 1881 qui se déclare incompétent pour statuer sur les demandes ci-après spécifiées du dit sieur Goujon contre l'administration des postes et télégraphes; — Et faisant droit au fond sur le mérite de cet appel :

Attendu que, créancier d'une somme de 430 francs et de ses accessoires d'un sieur Senes, entrepreneur de dépêches de Bône à la Calle, Goujon a, par exploit de Rosenfeld, huissier à Bône, du 29 mars 1885, pratiqué une première saisie-arrêt entre les mains du receveur de Bône sur toutes sommes pouvant être dues à son débiteur par l'administration ; — Attendu que, suivant autre exploit de Lançon, huissier à Constantine, le même sieur Goujon a pratiqué pour les mêmes causes une deuxième saisie-arrêt entre les mains, cette fois, du receveur principal de Constantine ; — Attendu qu'il a poursuivi devant le tribunal de Bône la validité de ces deux saisies-arrêts ; — Attendu que, par jugement de défaut du 30 juin 1885, le dit tribunal a prononcé cette validité à l'encontre du sieur Senes seul ; — Attendu que, par exploit de Fournier, huissier à Constantine, le jugement a été notifié au receveur principal des postes de Constantine avec sommation au dit receveur de délivrer le certificat des sommes par lui dues ; — Attendu que ce certificat ne paraît pas jusqu'à ce jour avoir été délivré encore ;

Attendu que, prétendant que, sans tenir compte de sa double opposition, les agents de l'administration avaient payé à Senes une somme de 1,316 francs 66 centimes, Goujon a fait ajourner cette administration devant le tribunal civil de Bône en paiement des causes de ses saisies ; — Attendu que, faisant droit au déclinatoire de celle-ci, le dit tribunal s'est déclaré incompétent ;

Attendu que Goujon demande la réformation de cette décision ; — Que l'administration en réclame la confirmation ; — Qu'elle reproduit devant la Cour son exception d'incompétence ; — Qu'elle la fonde notamment sur ce que les demandes de Goujon tendraient à faire apprécier par la juridiction civile le mérite d'actes ou de mesures administratives et, de plus, à faire reconnaître une dette à la charge de l'État, toutes choses interdites à la dite juridiction par les lois des 16-24 octobre 1790 et 16 fructidor de l'an III ;

Mais attendu qu'il s'agit dans la cause de contestations relatives à des oppositions sur des sommes dues par l'État, à la validité de ces oppositions au regard du tiers saisi, à la régularité ou à l'irrégularité de paiements effectués nonobstant ces oppositions, à l'application éventuelle à l'État, tiers saisi, des dispositions des articles 1242 du Code civil et 9 du

décret spécial du 18 août 1807, et à l'appréciation de la régularité ou de l'irrégularité des actes d'opposition des 29 et 30 mai 1887 à raison de l'observation ou de l'inobservation des prescriptions de la loi se référant soit à la forme des actes d'opposition (article 5 du décret précité du 18 août 1807), soit à la qualité des agents entre les mains de qui les saisies-arrêts doivent être interposées (article 13 de la loi du 9 juillet 1836) ;

Attendu que toutes ces contestations ne constituent en réalité que des incidents de procédure de saisie-arrêt, qu'elles ont pour objet des faits d'une nature purement judiciaire, qu'elles appartiennent donc, comme toute cette procédure, à la juridiction des tribunaux de droit commun ;

Attendu que c'est à tort, par suite, que les premiers juges se sont dessaissis des demandes de Goujon, en se fondant sur les principes invoqués par l'administration, principes vrais en eux-mêmes, mais non applicables dans la cause ; — Qu'il échet de réformer leur décision ;

Attendu que la Cour ne peut en l'état attirer à elle la connaissance du fond du litige, ainsi que la demande Goujon ; — Que l'administration, en effet, n'a pas conclu au fond devant les premiers juges, qu'elle garde la même réserve devant la Cour, que ses défenses n'y sont pas prêtes, que dans tous les cas elles ne sont pas produites ;

Attendu que l'évocation dans de telles circonstances constituerait une violation des droits de la défense et une transgression des dispositions de l'article 473 du Code de procédure civile ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement attaqué ; — Décharge Goujon des condamnations portées contre lui ;

Statuant à nouveau, — Dit la juridiction civile compétente pour connaître des demandes de Goujon contre l'administration des postes ;

Dit qu'il n'y a lieu à évocation de la cause au fond ; — Renvoie pour y être statué la dite cause et les dites parties devant le tribunal civil de Bône, autrement composé ;

Condamne l'administration des postes et télégraphes aux dépens du jugement de première instance seulement et de quittance d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

29 novembre 1888

Presse, injure publique, citation, loi, indication, défense au fond, nullité couverte.

En matière de diffamation ou d'injure, le moyen de nullité tiré de ce que la citation n'aurait pas visé les dispositions de loi invoquées par la poursuite n'est point d'ordre public et doit être soulevé avant toute défense au fond;

Par suite, il n'est pas recevable s'il est opposé pour la première fois en appel (L. 29 juil. 1881, art. 50 et 60) (1).

(Grégo Vito c. Min. pub.)

Le sieur Grégo Vito a interjeté appel devant la Cour d'un jugement rendu par le tribunal de Sousse, jugeant en matière correctionnelle, le 8 août 1888, qui, en le déclarant coupable du délit d'injure publique et lui faisant application des articles 33 de la loi du 29 juillet 1881, 52 du Code pén., 194 du Code d'inst. crim., l'a condamné à la peine de 25 francs d'amende et aux frais.

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche la nullité résultant des art. 50 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 : — Attendu qu'elle n'est invoquée qu'en appel, qu'elle n'est point d'ordre public, et qu'aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 10 février 1883, elle eût dû être opposée avant toute défense au fond, conformément aux dispositions de l'art. 184 C. instr. crim.; qu'il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter;

Au fond : — Adoptant, et quant à la déclaration de culpabilité, et quant à la peine appliquée, les motifs des premiers juges;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement attaqué; — Condamne Grégo en tous les dépens.

MM. LOURDAU, *prés.-rap.;* WURTZ, *av. gén.* — Me HONEL, *av.*

---

(1) En ce sens : Agen, 5 mai 1882 (D. P. 82. 2. 38) ; Besançon, 26 mai 1882 (D. P. 83. 2. 98) ; Civ. cass., 21 juil. 1884 (D. P. 85. 167). — *Contrà* : Paris, 4 fév. 1882 (D. P. 83. 2. 98) ; Crim. rej., 10 fév. 1883 (D. P. 83. 1. 364.)

TRIBUNAL D'ALGER (1re Ch.)

—

1er juin 1887

—

Caution judicatum solvi, sujet allemand, assistance judiciaire, convention internationale du 20 février 1880.

—

Les sujets allemands admis à l'assistance judiciaire en France sont, d'après l'article 3 de la convention internationale du 20 février 1880, dispensés de la caution judicatum solvi (1).

Le tribunal n'a pas à contrôler les conditions dans lesquelles l'assistance a été accordée au demandeur allemand. Il suffit qu'il l'ait obtenue pour que son droit existe avec toutes les conséquences légales qui en dérivent.

(Demoiselle Bachl c. veuve Pelletier)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit de Guerting, huissier à Alger, du 8 janvier 1887, enregistré, la veuve Pelletier a interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix du canton sud d'Alger, du 18 décembre 1886, aussi enregistré, qui l'a condamnée à payer à la demoiselle Bachl une somme principale de 750 fr. pour les causes énoncées au dit jugement, avec intérêts de droit et exécution provisoire ;

---

(1) V. Alger, 27 oct. 1885, *Rev. Algér.*, 1886. 2. 195. — Le tribunal a considéré la convention internationale du 28 février 1880 comme exécutoire en Algérie, bien que n'y ayant pas été spécialement promulguée. — Sur la question de savoir quand une loi de la métropole est obligatoire en Algérie, V. l'étude de M. Jacquey : *De l'application des lois françaises en Algérie* ; l'arrêt de la Cour de cass. du 5 nov. 1884, *Rev. Algér.*, 1885. 2. 1, et la note de M. Jacquey ; l'article de M. Charmont : *De l'inamovibilité de la magistrature d'Algérie devant la Cour de cassation*, *Rev. Algér.*, 1885. 1. 225. V. aussi Alger, 2 mars 1886, *Rev. Algér.*, 1886. 2.187; Cass., 29 mai 1886, *Rev. Algér.*, 1886. 2. 289; Cass., 22 juin 1886, *Rev. Algér.*, 1886. 2. 298, et l'examen critique de M. Charmont, *Rev. Algér.*, 1886. 1. 139 ; Cass., 15 juil. 1886, *Rev. Algér.*, 1886. 2. 408 ; Cass., 7 mars 1887, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 145 ; Alger, 18 fév. 1888, *Rev. Algér.*, 1888. 2. 147 et la note ; Cass., 23 juil. 1888, *Rev. Algér.*, 1888. 2. 391.

Attendu que la dame veuve Pelletier demande incidemment et avant d'aborder le fond que la demoiselle Bachl (sujet allemand) soit tenue de fournir au préalable la caution *judicatum solvi* exigée pour les étrangers par l'article 16 du Code civil; — Attendu que la prétention de la dame veuve Pelletier ne saurait être accueillie en l'espèce;

Attendu, en effet, que la demoiselle Bachl jouit du bénéfice de l'assistance judiciaire; — Attendu que les sujets allemands admis à l'assistance judiciaire en France sont, d'après l'art. 3 de la convention internationale du 20 février 1880, dispensés de la caution *judicatum solvi;* — Que le tribunal n'a pas à contrôler les conditions dans lesquelles l'assistance a été accordée à la demoiselle Bachl; — Qu'il suffit qu'elle l'ait obtenue pour que son droit existe avec toutes les conséquences légales qui en dérivent;

Par ces motifs: — Déboute la dame veuve Pelletier de son exception tendant à faire imposer à la demoiselle Bachl la caution *judicatum solvi;* etc.

MM. LOURDAU, *prés.;* WELTER, *proc. de la Rép.* — Mes SOUBIRANNE et BERLANDIER, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (1re Ch.)

23 mars 1887

Notaire, acte de vente, honoraires, solidarité des parties.

Le notaire, dans un acte de vente, est le mandataire des deux parties; toutes deux lui doivent dès lors solidairement salaire (1);

(1) Il semble difficile d'admettre, en droit, que le notaire, au moins en tant qu'il remplit les actes de son ministère, soit le mandataire des parties, qui sont présentes devant lui, qui stipulent elles-mêmes, et dont il se borne à constater la volonté dans la forme authentique. Aussi la jurisprudence refuse-t-elle d'appliquer au notaire la disposition de l'art. 2001 C. civ., et de lui allouer de plein droit les intérêts de ses avances et de ses honoraires (Civ. cass., 18 mars 1850, Sir. 50. 1. 381 et les arrêts cités; Cpr. Aubry et Rau, IV, § 414, note 3.) — Mais l'inexistence d'un contrat de mandat entre le notaire et les parties n'empêche point que le notaire puisse réclamer solidairement ses honoraires à toutes les parties qui ont figuré dans les actes passés devant lui, par application de la loi du 22 frimaire an VII, art. 31. (Cpr. Aix, 29 fév. 1876, Sir. 77. 2. 115, et les renvois.)

En conséquence, le notaire peut réclamer au vendeur les honoraires qu'il n'a pu, sans qu'il y ait faute de sa part, recouvrer sur l'acheteur (1).

(Lefèvre c. Psaïla)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que dans un acte de vente le notaire est un mandataire chargé d'en constater les conventions; — Qu'il est le mandataire des deux parties; — Que toutes deux lui doivent dès lors solidairement salaire;

Que Psaïla, vendeur d'un fonds de commerce, oppose au notaire qu'il est en faute de ne pas s'être fait payer par l'acheteur; — Mais que le notaire lui répond que l'acheteur, qui ne payait pas comptant et demandait terme et délai au vendeur pour plus de la moitié de son prix, a commencé par chercher à satisfaire avant ledit vendeur; que ce qu'il eût distrait de son prix pour satisfaire le notaire eût été autant de moins pour le vendeur; que dans ces conditions le notaire en se montrant patient vis-à-vis de l'acquéreur avait laissé aux mains du vendeur un capital dont celui-ci avait la jouissance; que lui notaire en se contentant d'une créance à terme ne pouvait être blâmé; que c'est seulement après la faillite de l'acquéreur, lorsqu'il a vu sa créance perdue, qu'il s'est adressé à son autre débiteur; — Attendu qu'on ne saurait voir dans cette conduite une faute du notaire ou un acte de nature à tromper le vendeur;

Que vainement encore dirait-on que, ayant eu entre les mains pendant quelque temps la partie du prix payée comptant, il eût dû retenir ses honoraires sur cette somme; — Qu'on oublie qu'une somme déposée aux mains du notaire dans ces conditions appartient en entier au vendeur qui en a donné quittance, et que ce n'eût été qu'en violant ce dépôt que le notaire eût pu se faire payer; — Que Psaïla, qui accordait terme et délai à son acheteur pour la plus grosse partie du prix de vente, donnait lui-même un exemple de confiance en la solvabilité du dit acheteur qu'il ne saurait reprocher au notaire d'avoir suivi; — Qu'enfin, en ce qui touche son recouvrement vis-à-vis de l'acquéreur, le notaire ne s'est point montré négligent; qu'il a réclamé son dû à maintes reprises; qu'il a seulement montré de la patience, mais que cette patience pouvait être

(1) Cpr. Civ. cass., 9 avril 1850, Sir. 50. 1. 538.

utile au vendeur lui-même en permettant à l'acquéreur de faire marcher avec tous ses fonds disponibles le fonds de commerce acheté;

Par ces motifs : — Déboute Psaïla de son opposition au commandement du 20 novembre 1886 et ordonne que les poursuites seront continuées jusqu'à entier paiement en capital, frais et intérêts, ces derniers courant du jour du commandement; — Le condamne aux dépens.

MM. LOURDAU, *prés.*; WELTER, *proc. de la Rép.*; — Mes DAIN et BLASSELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 novembre 1888

Notaire, cession de créance, paiement du prix.

Lorsqu'un notaire a reçu un acte de cession de créance et que le prix de la cession a été déposé entre ses mains, il peut à bon droit refuser de s'en dessaisir au profit du cédant dans le cas où le débiteur cédé fait au cessionnaire difficulté de payer.

Le cessionnaire ne saurait être admis à suspendre le paiement de son prix de cession que pour des causes sérieuses et justifiées. De simples allégations du débiteur cédé dénuées de toute justification ne sauraient être considérées comme une preuve suffisante de l'inexistence de la créance cédée (1).

(Escoffon c. Grima et Brice)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulière en la forme l'opposition du sieur Escoffon à l'exécution d'un arrêt de défaut congé

---

(1) La cession de créance n'est qu'une forme particulière du contrat de vente: il n'est donc pas douteux que les règles générales de la vente ne soient applicables à la cession de créance toutes les fois qu'un texte exprès ne les écarte pas. Aussi le cessionnaire pourra se prévaloir du droit que l'article 1653 donne à l'acheteur de suspendre le paiement du prix s'il est troublé ou a juste sujet à redouter un trouble ; mais, en ce qui concerne l'application de cette disposition, on a toujours reconnu que la loi, en disposant que l'acheteur ne pourrait suspendre le paiement du prix que s'il avait un *juste sujet de crainte*, a voulu indiquer par ces mots qu'il s'agissait d'un danger sérieux et imminent (V. Aubry et Rau, t. 4, § 356; Marcadé, t. 6, p. 286; Cass., 18 août 1875, Sir. 77. 1. 413.)

de cette Chambre du 6 juillet 1887, confirmatif d'un jugement du tribunal civil d'Alger du 10 novembre 1886; et disant droit, au fond, sur le mérite de cette opposition :

Attendu qu'aux termes d'un acte reçu par Me Brice, notaire à Alger, le 18 septembre 1885, Escoffon a cédé et transporté à Grima, avec garantie, une somme de 5,339 fr. 15, à prendre sur une créance de plus forte somme résultant à son profit d'un jugement du même tribunal civil d'Alger du 7 mai 1883, rendu contre la dame Charlotte-Anaïs Escoffon, veuve Poit, prise tant en son nom personnel que comme tutrice naturelle et légale de sa fille Claire Poit; — Attendu que le sieur Claude Poit, devenu tuteur de la dite mineure en remplacement de la dame veuve Poit, est intervenu au dit acte de cession et y a déclaré, pour sa mineure, accepter cette cession ; — Attendu que, suivant exploit de Périllat, huissier à Boufarik, du 26 septembre 1885, Grima a fait notifier le dit transport à la dame veuve Poit, épouse en deuxièmes noces du sieur Berthelot, et à ce dernier, avec sommation de déclarer s'il existait entre leurs mains des oppositions ou empêchements pouvant paralyser l'effet du transport; — Attendu qu'il a été répondu à cette sommation par les époux Berthelot, ainsi que le porte textuellement l'exploit de notification : « qu'ils n'avaient en mains aucune saisie-arrêt..., mais qu'ils ne devaient pas au sieur Escoffon les sommes par lui cédées, qu'ils lui avaient remis des à-comptes en marchandises ; » — Attendu que, sur le prix de cession, Griva avait versé à Escoffon : 1° dès avant la passation de l'acte, une somme de 1,339 fr., et 2° le jour du dit acte, une autre somme de 1,500 fr.; qu'il restait ainsi débiteur du surplus, soit d'une somme de 2,500 fr. qui avait été laissée par Grima entre les mains du sieur Brice, son notaire; — Attendu que, se prévalant des réponses des époux Berthelot, Grima s'est refusé à verser et à laisser verser par Brice la dite somme de 2,500 fr.;

Attendu qu'Escoffon a dirigé alors tant contre Grima que contre Brice lui-même une double demande en paiement, par voie solidaire, du solde de son prix de cession; — Attendu que cette double demande a été purement et simplement repoussée par le jugement dont est appel; — Mais attendu que, si cette décision est à maintenir au regard de Brice, il n'en saurait être de même au regard de Grima ;

Effectivement, en ce qui concerne Brice : — Attendu qu'en présence des difficultés faites au cessionnaire par l'un des débiteurs cédés, Brice, simple dépositaire des 2,500 fr. restés entre ses mains, ne pouvait, ainsi que le tribunal l'a pensé à bon droit, se dessaisir de cette somme au profit d'Escoffon;

— Attendu qu'aucune disposition soit de la loi, soit des conventions des parties ne l'astreignait à en faire, à ce moment, le dépôt à la caisse des dépôts et consignations; — Attendu que l'action d'Escoffon contre lui n'a donc pas sa raison d'être;

Attendu que, par application à la cause des dispositions de l'article 464 du Code de procédure civile, Brice réclame à ce dernier 500 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que lui aurait causé et que lui cause le procès injuste poursuivi contre lui jusque devant la Cour; — Attendu, à cet égard, que le maintien, d'une part, des condamnations aux dépens prononcées par les premiers juges contre Escoffon et la nouvelle condamnation de celui-ci, d'autre part, aux dépens d'appel suffiront à indemniser Brice des torts et griefs dont il peut avoir à se plaindre; qu'il n'échet pas de lui allouer de plus amples réparations;

En ce qui touche l'action d'Escoffon contre Grima : — Attendu que le rejet pur et simple qu'en a fait le tribunal en l'état des faits de la cause aurait pour conséquence inique, et inadmissible par suite, de dépouiller d'ores et déjà, sans raisons justifiées, d'une manière définitive, le sieur Escoffon du droit de réclamer le solde de son prix de cession; que, privé en effet de toute action contre le cessionnaire, il resterait dépourvu aussi de toute action contre le débiteur cédé; qu'il est de principe que par l'effet de la notification du débiteur cédé le cédant est dessaisi de sa créance, que le cessionnaire en demeure seul investi, et que la personne du débiteur cédé se trouve désormais uniquement liée à celle du cessionnaire (art. 1690 du Code civil); — Attendu que le cessionnaire ne peut exercer d'action récursoire contre son cédant qu'autant qu'il vient à être établi que la créance cédée n'existait pas au moment de la cession ou a cessé d'exister depuis pour des causes antérieures à cette cession; — Attendu que le même cessionnaire ne saurait être admis à suspendre le paiement de son prix de cession que pour des causes sérieuses et justifiées; — Attendu qu'il appartient au juge de reconnaître l'existence de ces causes et d'en apprécier la gravité; — Attendu, dans l'espèce, que Grima ne démontre nullement ni qu'au moment de la cession du 18 septembre 1885 la créance cédée par Escoffon n'existait pas, ni qu'elle ait cessé d'exister depuis; — Attendu que les simples allégations des débiteurs cédés, dénuées de toute justification, allégations rapportées dans l'exploit du 26 septembre 1885, ne sauraient suffire pour faire preuve de cette inexistence de la créance cédée; — Attendu que ces mêmes allégations ne sauraient non plus, en l'état, constituer pour le cessionnaire des raisons suffisantes

de suspendre le paiement de son prix et d'exercer de la sorte, dès maintenant, par cette voie indirecte, une action en recours contre son cédant ;

Attendu que de ce qui précède il suit donc que les premiers juges ont, en l'état des faits du procès, repoussé à tort l'action d'Escoffon contre Grima ;

Par ces motifs : — Dit Escoffon mal fondé dans son opposition, l'en démet ; — Ordonne que l'arrêt attaqué sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne l'opposant envers Brice, pour tous dommages-intérêts, aux dépens de son opposition, etc.

En ce qui concerne l'action du sieur Escoffon contre Grima : — Rapporte l'arrêt attaqué ; — Statuant à nouveau, — Infirme le jugement du 10 novembre 1886 ; — Faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, — En l'état des faits de la cause, condamne Grima à payer à Escoffon la somme de 2,500 francs pour solde du prix de la cession du 18 septembre avec intérêts de droit ; — Déboute Escoffon du surplus de ses demandes contre Grima comme non justifiées ; — Condamne Grima à tous les dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes TILLOY et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 décembre 1888

Compétence, commune, travaux communaux, préjudice, contrat privé. — Rapport d'expert, énonciations, force probante.

Les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour connaître d'une action procédant de contrats privés intervenus entre un particulier et une commune (1).

(1) Sur la compétence, en matière de contrat de droit commun entre des particuliers et l'État, les communes ou toute autre administration publique, V. Alger, 31 déc. 1877 (*Bull. jud Alg.* 1879, p. 17) ; Trib. des conflits, 12 mai 1883 (*Rev. Algér.*) 1885. 2. 158 et la note. — Lorsqu'il s'agit de dommages résultant de travaux communaux. V. Alger, 10 fév. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 260.)

Spécialement, lorsque des conventions, ultérieurement approuvées par l'autorité préfectorale, sont intervenues, au cours d'une expertise, entre un particulier et une commune au sujet de réparations nécessitées par le dommage que les travaux de la commune ont causés à la propriété de ce particulier, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur la demande de ce dernier tendant à l'exécution des réparations convenues, et à la réparation du préjudice résultant de l'exécution ou de l'insuffisance de ces réparations.

Un rapport d'expert qui mentionne des accords intervenus au cours de l'expertise fait foi de ses énonciations, et par suite de l'existence de ces accords et de leur acceptation par les parties.

(Commune de Bône c. Veil.)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'exception d'incompétence de la juridiction civile pour statuer sur le différend des parties, exception repoussée en première instance et reproduite en appel devant la Cour ;

Adoptant les raisons de décider des premiers juges ;

Et en outre : — Attendu que, postérieurement aux accords du mois de novembre 1882, invoqués par le tribunal, il est intervenu aussi, en octobre 1885, entre la commune de Bône et Veil, devant les experts Goujon père, Runnes et Estivalet, d'autres accords, suite des premiers et relatifs toujours à l'exécution sur la propriété de Veil de réparations et de consolidations nécessitées par des dommages résultant des travaux de la dite commune sur ce point ; — Attendu que le rapport des dits experts mentionne ces accords et leur acceptation par les parties ; — Attendu que ces énonciations font foi de ce qu'elles contiennent ;

Attendu que les conventions nouvelles dont s'agit ont été successivement approuvées par l'autorité préfectorale ; — Qu'elles ont même reçu leur exécution ; — Que la commune a pris possession du terrain à elle cédé par Veil sans indemnité ; — Qu'elle y a effectué des travaux convenus ; — Qu'enfin il est allégué et non dénié qu'elle a pris à sa charge et même payé la moitié des frais de l'expertise intervenue entre elle et Veil ;

Attendu que c'est donc non seulement en vertu de la con-

vention de novembre 1882, mais aussi et surtout en vertu des conventions arrêtées devant les experts en octobre 1885, que Veil réclame en réalité aujourd'hui l'exécution des travaux promis et des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé à sa propriété par suite de l'absence de cette exécution ou de l'insuffisance de celle qui a eu lieu ; — Attendu qu'ainsi comprises et définies, les demandes de Veil contre la commune procèdent bien de contrats privés et sont par suite de compétence de la juridiction civile ; d'où il résulte que c'est à bon droit que le tribunal civil de Bône en a retenu la connaissance ;

Par ces motifs : — Dit la commune de Bône mal fondée dans son appel ; — Ordonne que le jugement attaqué sortira son plein et entier effet ; — Condamne la dite commune à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* RACK, *av. gén.* — Mes ROBE et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

31 mars 1887

Relégation, défaut d'assistance d'un défenseur, nullité.

Le jugement prononçant la relégation doit constater à peine de nullité que le prévenu a été assisté d'un défenseur (1).

(Min. pub. c. Mohamed ben Ali Zouaoui)

Infirmation en ce sens d'un jugement du tribunal correctionnel de Blida en date du 4 mars 1887.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* DUPREY, *subst. du proc. gén.;* X..., *av.*

---

(1) C'est en ce sens que s'est déjà prononcée la Cour de cassation : V. Cass. 26 août 1886 (cass. d'un arrêt de la Cour d'Alger du 21 mai 1886). *Rev. Algér.*, 1886. 2. 419. — Conf., Alger, 25 mars 1886, *Rev. Algér.*, 1886. 2. 237.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 décembre 1888

Notaire, honoraires, actes tarifés, actes non tarifés, taxe, compétence, article 38 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, loi du 5 août 1881, application à l'Algérie.

L'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, qui, en Algérie, attribuait compétence à la Chambre du conseil pour taxer les honoraires des notaires, a cessé d'être en vigueur depuis la loi du 5 août 1881, déclarée applicable à l'Algérie.

Aux termes de l'article 3 de la dite loi, qui est devenu, en cette matière, le droit commun de la France et de l'Algérie, le président du tribunal a seul compétence pour taxer les actes notariés (1).

La disposition de cet article comprend les honoraires des actes non tarifés, aussi bien que ceux des actes tarifés.

(Robinot-Bertrand c. comptoir d'escompte d'Aïn-Beïda)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par Me Robinot-Bertrand, notaire à Aïn-Beïda, contre un jugement de taxe rendu, le 24 juin 1887, au profit du comptoir d'escompte de cette localité, par la Chambre du conseil du tribunal civil de Guelma ; — Et disant droit au fond sur le mérite de cet appel :

Attendu que le dit Me Robinot-Bertrand soutient que la Chambre du conseil n'avait pas compétence pour procéder à la taxe des honoraires par lui réclamés pour rédaction définitive de l'acte constitutif de la société du comptoir d'escompte et autres peines et soins dans la même affaire ; — Attendu que cette exception est fondée et que le tribunal l'a rejetée à tort ;

Attendu, en effet, que l'article 35 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, qui établissait la compétence de la Chambre du conseil en cette matière, a cessé d'être en vigueur depuis

(1) V. Alger, 30 déc. 1886, *Rev. Algér.*, 1887. 2. 263 et la note, p. 264.

la loi du 5 août 1881 ; — Attendu que cette loi a remanié, sur ce point, la législation métropolitaine, qu'elle a de plus déclaré applicables à l'Algérie les innovations de ses dispositions ; — Qu'ainsi, aux termes de l'article 173 du décret du 16 février 1807, qui en dernier lieu régissait cette matière dans la métropole, le président du tribunal procédait seul à la taxe des frais et honoraires des notaires ; que néanmoins, suivant une opinion généralement reçue par la doctrine et sanctionnée par la jurisprudence, il n'avait pas la faculté de rendre sa taxe exécutoire ; — Qu'il y avait doute sur le point de savoir si, par application du deuxième tarif du 16 février 1807, l'opposition à cette taxe avait été portée en Chambre du conseil ou en audience publique ;

Attendu qu'aux termes de l'article 35 de l'arrêté ministériel précité, qui réglementait en Algérie la même matière, la taxe des honoraires des notaires était faite, comme sous l'empire de la loi du 25 ventôse de l'an II, article 51, par le tribunal en Chambre du conseil ; — Que ce jugement de la Chambre du conseil ne contenait qu'une déclaration de taxe ; qu'il ne portait pas de condamnation ; — Que l'on se demandait s'il était exécutoire par lui-même et si le notaire pour contraindre sa partie ne devait pas saisir encore le tribunal en audience publique d'une demande en condamnation ;

Attendu que l'article 3 de la loi 5 août 1881 s'exprime aujourd'hui sur tous ces points de la manière suivante : « La taxe des actes notariés, régulièrement faite par le président du tribunal, donnera ouverture à un exécutoire qui sera délivré sur la réquisition du notaire par le greffier ; — Cet exécutoire sera susceptible d'opposition de la part de la partie ; — Les oppositions à taxe seront jugées en audience publique comme en matière ordinaire ; — Les jugements seront susceptibles d'appel dans les délais et formes ordinaires » ; — Que cet article maintient au président le droit de taxer ; — Qu'il lui confie expressément celui de rendre sa taxe exécutoire ; — Qu'enfin il attribue au tribunal jugeant en audience publique le jugement de l'opposition à taxe ;

Attendu que l'article 6, article final de la même loi, contient cette disposition formelle : « La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies ; »

Attendu que l'article 3 de cette loi devient donc, en cette matière, le droit commun de la France et de l'Algérie ; — Que l'abrogation de l'article 35 de l'arrêté ministériel de 1842 est implicite et certaine ; — Qu'il est manifeste que deux lois disparelles et inconciliables règlant la même matière ne peuvent coexister dans le même pays ; — Qu'il est impossible

d'en mélanger les dispositions ; — Que l'une de ces lois dès lors exclut nécessairement l'autre ; — Que la plus récente remplace la plus ancienne *(posteriora prioribus derogant)* ; — Que vainement l'on essaierait de prétendre que les textes algériens et les textes français se réfèrent à des hypothèses différentes ; que l'article 35 de l'arrêté précité vise les honoraires des actes non tarifés et continue à en régir la taxe ;

Attendu que l'article 173 du décret de 1807 investissait les présidents des tribunaux de pouvoirs discrétionnaires pour fixer les honoraires des actes non tarifés ; — Que la loi du 5 août 1881 n'a pas modifié cet état de choses ; — Que ses dispositions comprennent donc les honoraires des actes non tarifés aussi bien que les honoraires des actes tarifés et dès lors ne laissent plus de place, en Algérie, à l'application de l'article 35 de l'arrêté ministériel aux honoraires des actes non tarifés ;

Attendu, en conséquence, que de ce qui précède il faut conclure que dans l'espèce le président du tribunal de Guelma avait seul compétence en vertu des articles 3 et 6 de la loi du 5 août 1881, pour opérer la taxe que le comptoir d'escompte d'Aïn-Beïda demandait, et que par suite c'est à tort et incompétemment que la Chambre du conseil de ce même tribunal a procédé à cette taxe ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement de la Chambre du conseil du tribunal de Guelma, du 24 juin 1887 ; — Décharge l'appelant des dispositions portées en ce jugement ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Dit l'exception d'incompétence proposée par Robinot-Bertrand bien fondée ; — Déclare, en conséquence, la juridiction de la Chambre du conseil incompétente pour prononcer sur la demande de taxe du comptoir d'escompte d'Aïn-Beïda ; — Renvoie, en conséquence, le dit comptoir d'escompte à se pourvoir ainsi qu'il avisera ; — Le condamne de plus aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 avril 1888

Contravention. — Police des garnis. — Excuse de bonne foi.

Le logeur en garni est tenu, en vertu de l'art. 475 § 2 du Code pénal, d'inscrire sur un registre, non seulement les noms des personnes qu'il reçoit, mais encore les noms de celles qui seraient introduites dans sa maison par ses locataires (1).

En matière de contravention, la bonne foi du délinquant ne peut être invoquée comme une excuse (2).

(Min. pub. c. Higy)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 475 § 2 du Code pénal : — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la femme Marie Higy exerce à Bône la profession de logeuse en garni et que, dans le courant du mois de janvier, les filles Barnier avaient passé plusieurs nuits dans son garni, sans avoir été inscrites sur le registre à ce destiné; — Attendu que le tribunal de simple police de Bône a relaxé la femme Higy des poursuites dont elle était l'objet, par le motif que les filles Barnier ont été introduites chez elle par un de ses locataires et qu'elle ne saurait, dès lors, être considérée comme ayant contrevenu à l'art. 475 § 2 du Code pénal; — Attendu que l'excuse de bonne foi proposée par l'inculpée ne saurait être accueillie en matière de contravention de simple police et qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a tout à la fois contrevenu à l'art. 65 du Code pénal, en admettant une excuse non autorisée par la loi, et violé l'art. 475 § 2 du même Code;

Par ces motifs : — Casse, etc.

MM. LŒW, *prés.*; LESCOUVÉ, *rap.*; BERTRAND, *av. gén.*

(1 et 2) L'art. 475 § 2 du Code pénal édicte une peine contre les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies qui auraient négligé d'inscrire, sur un registre tenu régulièrement, les noms et qualités *de toutes les personnes ayant couché ou passé une nuit dans leurs maisons.* En présence d'une disposition aussi générale, on s'explique que la jurisprudence refuse de faire aucune distinction et décide, si rigoureuse que paraisse cette solution, que l'aubergiste est tenu d'inscrire non seulement les noms des personnes qu'il reçoit lui-même, mais encore les noms de celles que ses locataires peuvent introduire chez lui. Mais, cette interprétation étant admise, le contrevenant ne pourra-t-il alléguer aucune excuse? Les auteurs et les arrrêts sont d'accord pour admettre qu'en matière de contravention on ne peut invoquer d'autre excuse que la force majeure : la bonne foi peut être prise en considération lorsqu'il s'agit de déterminer la mesure de la peine, mais elle n'empêche pas l'existence de l'infraction (V. Pau, 29 mai 1886, Sir. 87. 2. 64.; Nîmes, 20 août 1883, Sir. 83. 2. 219; Cass., 28 juil. 1881, Sir. 82. 1. 392: Garraud, *Préc. de dr. crim.*, § 121; Villey, note dans Sirey, 1885. 1. 121).

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 novembre 1888

Propriété : — Construction, terrain d'autrui, propriété du dessus et du dessous, revendication, art. 552 et 553 du Code civil ; — Immeuble situé à Mascara, loi applicable entre musulmans, juridiction compétente ; — Prescription, minorité. — Vente d'immeubles, droit musulman, héritiers aceb, héritiers réservataires.

L'art. 552 du Code civil, qui pose en règle que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, ne fait qu'énoncer un fait conforme à la réalité habituelle des choses et ne crée qu'une présomption qui cède devant les présomptions ou preuves contraires résultant des circonstances ou des titres ;

Il résulte d'ailleurs de l'art. 553 du même Code que la propriété du dessus peut être distincte de celle du dessous ;

Par suite, une maison édifiée sur un terrain appartenant à l'État peut constituer un immeuble distinct, susceptible d'être l'objet d'actions réelles entre ceux qui la détiennent et ceux qui y prétendent droit ;

Spécialement, une demande tendant à la revendication de cette maison est régulièrement intentée contre le possesseur, et ne peut être écartée par ce prétexte que le demandeur n'aurait d'autre droit que celui de réclamer à l'État le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main d'œuvre, alors, d'ailleurs, que l'État n'élève aucune prétention sur cette maison et qu'il ne la possède pas.

La juridiction française est compétente pour statuer entre musulmans sur la demande en revendication d'un immeuble situé à Mascara et, comme tel, régi par la loi française.

En droit musulman, comme en droit français, la prescription ne court pas contre les mineurs.

La règle générale du rite malekite fait cesser la minorité à dix-huit ans, pour les individus des deux sexes.

La vente d'un immeuble héréditaire, consentie par les héritiers aceb ou en leur nom, laisse intacts les droits de la fille, héritière réservataire, sur l'immeuble vendu, alors que celle-ci n'a pas figuré à la vente ou n'y a pas adhéré.

(El Hadj Mohamed ben Zoubir c. Bedra bent Si Mohamed ben Achir).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Si Mohamed ben Achir est décédé laissant pour lui succéder la dame Bedra, sa fille, épouse du sieur El Medjoub ben Achir, et ses cinq neveux enfants de son frère El Medjoub, Mustapha, M'hammed, Dahman, ben Achir et Ahmed ; — Attendu qu'aux termes de la loi musulmane, moitié de sa succession revenait aux neveux du *de cujus*, héritiers aceb, et moitié seulement à sa fille Bedra ; — Attendu que de cette succession dépendait une maison sise au quartier de Sidi Ali M'hamed, composée de plusieurs chambres construites par le défunt sur un terrain dépendant du domaine de l'État, et connu sous le nom d'Erroua ; — Attendu que les faits qui précèdent résultent des documents de la cause, notamment d'un acte de notoriété dressé en date du 8 juillet 1886 par le cadi de Mascara ; — Attendu que leur existence n'est pas d'ailleurs méconnue par les parties en cause ;

Attendu que Bedra réclame aujourd'hui, en sa qualité d'héritière de son père, la moitié indivise lui revenant dans l'immeuble susdésigné ; qu'elle exerce et fait valoir ses prétentions à l'encontre du sieur El Hadj Mohamed ben Zoubir, détenteur actuel du dit immeuble ; — Attendu que celui-ci oppose à l'action de Bedra diverses exceptions ; qu'il prétend notamment : 1° que cette action ne présente en réalité qu'un caractère personnel et mobilier et qu'elle aurait dû être dirigée contre l'État, et 2° qu'en toute hypothèse, d'ailleurs, elle se trouve aujourd'hui éteinte par la prescription décennale, soit musulmane soit française ; — Attendu que le dit El Hadj Mohamed El Zoubir se prévaut au fond du titre en vertu duquel il est en possession de la totalité de la maison dont moitié est revendiquée contre lui ;

Sur la première des exceptions opposées : — Attendu que vainement à l'appui de cette exception l'appelant invoque les dispositions des art. 552 et 555 du C. civ. pour établir que, propriétaire du dessous, l'État est nécessairement propriétaire du dessus ; que dès lors Bedra n'aurait d'autres droits aujourd'hui que celui de réclamer à l'État le remboursement de la valeur des matériaux de la dite maison et du prix de la main d'œuvre et que c'est seulement contre l'État qu'elle aurait pu et dû agir ; — Attendu que la propriété du dessus et celle du dessous peuvent être distinctes et séparées ; — Que

l'art. 553 du même Code, qui suppose qu'un tiers peut acquérir la propriété d'un souterrain ou d'un ouvrage superficiaire, admet ce principe; — Que l'art. 552, dès lors qu'il pose en règle que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, ne fait qu'énoncer un fait conforme à la réalité habituelle des choses et ne crée qu'une présomption qui cède devant les présomptions ou preuves contraires résultant soit des circonstances, soit des titres ; — Attendu qu'il n'est pas méconnu dans l'espèce que le feu sieur Mohamed ben Achir était propriétaire de la maison dont s'agit, pour l'avoir édifiée, avec la tolérance de l'administration, sur le sol de l'État ; — Qu'il résulte du titre d'acquisition d'El Zoubir que celui-ci l'a achetée de Mustapha ould El Medjoub ben Achir distincte et séparée du sol ; — Attendu qu'entre les parties en cause il ne saurait être question de l'application de l'art. 555 invoqué ; qu'en effet, le domaine n'élève actuellement aucune prétention sur la maison ; qu'il ne la possède pas ; — Que dans ces circonstances cette maison constitue un immeuble distinct, pouvant être l'objet d'actions réelles spéciales entre ceux qui la détiennent et ceux qui y prétendent des droits ; — Attendu que Bedra a donc régulièrement intenté contre ben Zoubir, qui a la possession de la dite maison, son action en revendication ; — Que cette action a un caractère essentiellement immobilier ; — Qu'elle a été portée à bon droit devant le tribunal civil de Mascara ; — Qu'elle s'appliquait en effet à un immeuble régi par la loi française à raison de sa situation ; — Que toutes les actions de cette nature, quoique s'exerçant entre musulmans, sont, aux termes des art. 1, 2 et 6 du décret du 10 septembre 1886, de la compétence de la juridiction française de droit commun ;

En ce qui touche l'exception de prescription : — Attendu qu'en droit musulman, aussi bien qu'en droit français, la prescription ne court pas contre les mineurs ; — Attendu qu'il résulte de l'acte de notoriété du 27 octobre 1888 qu'au moment du décès de son père, Bedra n'était âgée que de dix ans ; — Qu'il appert des documents de la cause que ce décès remonte à 1870 ; — Attendu que la prise de possession du terrain vendu a eu lieu en 1871 ; — Attendu qu'en fixant même à dix-huit ans, suivant la règle générale du rite malekite, la majorité de Bedra, celle-ci n'aurait cessé d'être mineure qu'en 1878 ; — Que ce n'est donc qu'à partir de cette époque qu'il y avait lieu dans tous les cas de calculer le délai de dix ans ; — Que ce délai expirait en 1888 ; — Attendu que l'action de Bedra a été intentée dès le mois de mars 1887 ; — Qu'il suit de là que cette action ne se trouvait point encore éteinte par la prescription décen-

nale soit musulmane, soit française, au moment où elle a été introduite ;

Au fond : — Attendu qu'aux termes d'un acte reçu par le cadi de Mascara, le 17 avril 1871, le sieur Mustapha ould El Medjoub ben Achir, agissant tant en son nom personnel que comme mandataire de ses frères, a bien vendu la maison dont s'agit au sieur El Hadj Mohamed ben El Zoubir ; — Mais attendu que la dame Bedra ne figure pas audit acte ; — Qu'il ne résulte d'aucun des documents de la cause qu'elle ait adhéré à cette aliénation ; — Attendu que Mustapha ould El Medjoub n'a pu conférer à son acheteur plus de droits qu'il n'en avait lui-même sur la chose vendue ; — Attendu qu'en sa qualité d'héritier aceb et de représentant de ses frères, héritiers aceb comme lui, il ne pouvait prétendre, ainsi qu'il a été dit plus haut, qu'à la moitié de la maison ; que l'autre moitié appartenait à Bedra, qui, ne l'ayant jamais aliénée, demeure aujourd'hui fondée à la revendiquer ;

Attendu que de tout ce qui précède il suit donc que c'est à bon droit que les premiers juges ont accueilli son action, et qu'il y a lieu dès lors de maintenir leur décision ;

Attendu toutefois que relativement au compte de jouissance que le tribunal oblige Ben Zoubir de rendre à Bedra, il y a lieu de dire que ce compte n'aura pour point de départ que le jour de l'assignation en revendication ; que jusque là en effet il y a lieu de considérer Ben Zoubir comme ayant possédé de bonne foi la totalité de l'immeuble qu'il avait acheté ;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux exceptions susspécifiées de l'appelant, exceptions dans lesquelles il est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Le démet de son appel ; — Confirme le jugement du tribunal de Mascara du 6 juillet 1887 ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Dit toutefois que le sieur Ben Zoubir ne devra compte des loyers ou revenus perçus qu'à partir du 11 mars 1887, date de l'exploit introductif d'instance de Bedra ; — Ordonne l'enregistrement des pièces visées au présent arrêt non encore soumises à l'accomplissement de cette formalité ; — Condamne le dit El Hadj Mohamed ben Zoubir à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (3me Ch.)

13 juin 1888

Louage, bailleur, privilège, cheptel d'autrui, droits du bailleur, preuve, saisie-gagerie, nullité, tiers propriétaire, irrecevabilité.

Les objets garnissant la ferme forment le gage exclusif du bailleur, sans qu'il soit utile de rechercher s'ils appartiennent ou non au fermier (1).

Le cheptel placé sur la ferme d'autrui n'échappe au droit de saisie du propriétaire de la ferme qu'autant que celui-ci a su que le cheptel n'appartenait point à son fermier (C. civ., art. 1813) ;

La preuve de cette connaissance n'est ni recevable ni admissible quand la valeur du cheptel excède 150 francs et que les affirmations de la partie qui revendique le cheptel se heurtent à des affirmations contraires du fermier (2).

La question de validité ou d'invalidité d'une saisie-gagerie est étrangère à celui qui ne prétend qu'à un droit de propriété sur partie des objets saisis ; il ne peut dès lors demander la nullité de ces poursuites.

(Bedecarasburn c. époux Mercier et Ferley)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Ferley et la dame veuve Ferley, sa mère, aujourd'hui décédée à la survivance dudit sieur Ferley son fils et son héritier, occupaient, à titre de locataires des époux Mercier, au moment de la saisie-gagerie dont il va être parlé, une propriété rurale sise au Hameau de l'Oued Cham, arrondissement de Bône ; — Attendu que cette qualité de locataires des époux Mercier n'a jamais été méconnue par les consorts Ferley ; — Attendu que, n'étant pas payés des loyers qui leur étaient dus, les dits époux Mercier ont, à la date du 22 juin 1885, fait pratiquer une saisie-gagerie sur les divers objets mobiliers et animaux pouvant se trouver sur

---

(1) Cpr. Alger, 14 mars 1888, *infrà*, p. 63.

(2) En ce sens : Paris, 31 juill. 1818, Dall. *Rép.*, v° *Louage à cheptel*, n° 46, note 1.

la ferme louée ; — Attendu que, se disant alors propriétaire de partie des animaux saisis, savoir de cinq génisses, de trente et un adjemis, d'un veau, d'une vache noire, d'une autre vache et de son veau et d'un taureau, le sieur Bedecarasburn a dirigé contre les saisissants une demande en revendication avec dommages-intérêts ;

Attendu que cette demande a été repoussée par le jugement dont est appel (Bône, 18 mai 1886) ; — Attendu que ledit sieur Bedecarasburn la reproduit devant la Cour ; — Qu'il persiste à se prétendre propriétaire des animaux par lui revendiqués ; — Qu'il invoque à l'appui de ses dires une convention qui serait intervenue entre les consorts Ferley et lui et qui n'est revêtue pourtant que de sa seule signature ; — Qu'il soutient qu'aux termes de cette convention, qui porte la date du 14 octobre 1882, il avait donné à cheptel aux dits consorts Ferley un troupeau d'une valeur de 1,200 francs, et que jusqu'au jour de la saisie ce bail à cheptel s'est continué par une sorte de tacite réconduction ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2102 C. civ., tous les objets qui garnissent la ferme forment le gage exclusif du propriétaire, qui peut les saisir et les vendre pour en affecter le prix au paiement de ses loyers ; — Attendu, cela étant, qu'il est sans intérêt, dans l'espèce, de rechercher si le revendiquant est ou non propriétaire réel du bétail saisi sur la ferme des époux Mercier, puisque le privilège de ceux-ci prime, dans tous les cas, son droit de propriétaire et lui est préférable ;

Attendu à la vérité que l'art. 1813 C. civ. ouvre au bailleur à cheptel un moyen de se soustraire à ce privilège ; — Que ce moyen consiste dans la notification du cheptel au propriétaire de la ferme ; — Qu'à cet égard ledit art. s'exprime ainsi : « Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il » doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient, sans » quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son » fermier doit » ; — Que, sans doute, il n'est point exigé que cette notification soit expresse ; qu'il est même généralement admis qu'elle peut être remplacée par des équipollents et que les droits du locateur s'arrêtent quand il est établi que celui-ci a su de toute autre manière que le cheptel placé sur la ferme n'appartient pas à son fermier ;

Mais attendu que le sieur Bedecarasburn ne justifie d'abord d'aucune notification expresse de son cheptel aux époux Mercier ; — Qu'il ne justifie pas davantage de faits d'où l'on pourrait induire que ceux-ci savaient par leurs fermiers ou le sieur Cellarié, leur mandataire, qu'un cheptel appartenant à autrui

existait sur leur ferme et que dès lors ils ne pouvaient compter sur ledit cheptel pour le paiement de leurs loyers;

Attendu que l'appelant articule, il est vrai, et offre de prouver des faits qui seraient de nature à permettre ces indications; — Mais attendu que cette preuve n'est ni recevable ni admissible dans l'espèce; — Que, d'une part, en effet, la valeur de la contestation excède 150 francs; — Que, d'autre part, l'exactitude des affirmations du revendiquant sur les points dont s'agit demeure dès maintenant suspecte, ces affirmations se heurtant à des affirmations contraires de la partie saisie; — Qu'ainsi, tout d'abord, dans une lettre adressée à Me Pailhès, défenseur à Bône, le 3 avril 1886, Ferley s'exprime comme il suit: « Je n'ai jamais fait connaître à mes propriétaires que j'avais des bestiaux en cheptel, j'ignore si M. » Bedecarasburn l'a fait »; — Que de plus, Bedecarasburn ayant prétendu qu'il avait remis 5 francs à Ferley pour la conduite des dits bœufs sur la ferme de l'Oued Cham, ce dernier, dans une nouvelle lettre du 26 avril de la même année, a donné à cette assertion un démenti formel en ces termes: « M. Ernest Cellarié ne m'a jamais prêté la somme de 5 francs » pour aller à Soukharas chercher des bestiaux chez le sieur » El Haoussin »;

Attendu que vainement le dit sieur Bedecarasburn essaie, enfin, de s'attaquer à la régularité de la saisie-gagerie des époux Mercier et que, à cet égard, il prétend que la ferme de l'Oued Cham ayant été acquise en réalité pour le compte des consorts Ferley, les dits époux Mercier n'en étaient pas propriétaires et que dès lors ils étaient sans droit pour agir en vertu de l'art. 819 C. pr. civ. contre ceux-ci; — Attendu qu'il est irrecevable dans de tels moyens; — Attendu, en effet, que les questions de validité ou d'invalidité des poursuites lui sont étrangères; que dès lors l'action en nullité des dites poursuites ne saurait lui appartenir; — Qu'elle dépasserait le but auquel il a le droit de tendre; — Que ce but est d'obtenir la restitution d'animaux dont il serait propriétaire et qui auraient été à tort, suivant lui, compris dans la saisie; — Que, pour atteindre ledit but, la loi, dans l'art. 608 C. pr. civ., lui accorde l'action en revendication; que cette action lui suffit;

Attendu que dès les premières années du Code de procédure (arrêt de la Cour de Bruxelles du 3 juillet 1809) la jurisprudence a nettement refusé au revendiquant l'action en nullité, réservant exclusivement cette action à la partie saisie; — Que cette jurisprudence fondée sur les considérations qui précèdent n'a pas varié depuis;

Attendu que, par application à la cause de l'art. 464 C. pr. civ., les époux Mercier réclament à Bedecarasburn une somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts, et ce pour réparation du préjudice subi par eux depuis le jour du jugement dont est appel; — Mais attendu que ce préjudice n'est pas établi ;

Par tous ces motifs : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux offres de preuve, fins et moyens du sieur Bedecarasburn, offres, fins et moyens dans lesquels il est déclaré non recevable, — Le démet de son appel; — Confirme en conséquence le jugement attaqué; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; — Déboute les époux Mercier de leur demande en 1,000 francs de dommages-intérêts supplémentaires; — Ordonne l'enregistrement de la convention du 14 octobre 1882 et des lettres des 3 et 26 avril 1886, visées au présent arrêt; — Prescrit à cet effet, le dépôt provisoire de ces pièces au greffe de la Cour; — Et condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de l'instance d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1er Ch.)

20 mars 1888

Divorce, séparation de corps, conversion, juge rapporteur, nullité, gain de survie.

Le juge rapporteur chargé d'instruire une demande de conversion de séparation de corps en divorce doit assister à l'audience dans laquelle il est statué sur cette demande, et sa présence doit être constatée par le jugement à peine de nullité (1) ;

(1) L'art. 310 § 3 C. civ. (modifié par la loi du 27 juillet 1884) décide que toute demande en conversion d'une séparation de corps en divorce donnera lieu à la désignation par le président du tribunal d'un juge rapporteur : de cette qualité même, il résulte que le magistrat ainsi désigné est chargé d'instruire l'affaire et d'éclairer ses collègues sur la valeur de la demande. Il faudra donc nécessairement qu'il assiste à l'audience dans laquelle cette demande sera jugée; et, s'il assiste à l'audience, sa présence doit à peine de nullité être constatée dans le jugement. La jurisprudence,

L'époux contre qui le divorce a été prononcé, et qui a fait à son conjoint une libéralité à titre de gain de survie, ne perd pas, durant sa vie, la jouissance des biens donnés, mais peut être tenu d'en assurer la restitution par une caution (1).

(Dame E... c. E...).

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche la compétence : — Considérant que l'incompétence alléguée (à raison du domicile de la dame E...) est simplement relative; qu'elle eût dû, par conséquent, aux termes de l'art. 169 C. pr. civ., être proposée préalablement à toutes autres exceptions et défenses ;

Considérant que la dame E... n'a pas proposé cette exception en première instance ; qu'elle a conclu et plaidé au fond et qu'elle n'est donc pas recevable à proposer l'exception dont s'agit pour la première fois devant la Cour ;

En ce qui touche la régularité du jugement attaqué : — Considérant que le jugement de conversion ne mentionne pas que le tribunal de Constantine ait statué sur la demande du sieur E... après avoir entendu le rapport du juge nommé par le président ; — Que, dans le silence du jugement, la formalité substantielle prescrite par l'art. 310 C. civ. doit être présumée omise ; que cette omission, d'ailleurs, est d'autant plus certaine que le juge rapporteur, nommé par l'ordonnance du 16 novembre 1886, n'a pas siégé à l'audience du 15 juin 1887, où

---

en effet, a toujours considéré comme une formalité substantielle l'indication des noms des juges qui ont statué (V. Civ. cass., 4 juin 1811 et 24 nov. 1824, D. A., v° *Avoué*, n° 267 ; Orléans, 11 juin 1858, D. P. 58. 2. 187 ; Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, *Leç. de proc. civ.*, t. 2. n° 301 ; Garsonnet, *Cours de proc. civ.*, t. 3, p. 316. — Conf. Paris, 11 févr. 1886, Sir. 86. 2. 180.)

(1) Le divorce n'enlève rien à celui qui l'a obtenu, mais ne saurait lui conférer de nouveaux avantages. L'époux au profit de qui le divorce a été rendu conserve donc le bénéfice des libéralités qui lui ont été faites par son conjoint ; mais le caractère et les effets de ces libéralités restent les mêmes. Partant, si le droit à la libéralité est subordonné à une condition de survie, il ne s'ouvrira que si le donataire survit à son ex-conjoint ; *pendente conditione*, le donateur conservera la jouissance des biens donnés. Le Code civil, à propos de la clause de préciput (1518), nous donne lui-même cette solution, et décide en outre que le donateur maintenu en possession sera tenu de fournir caution (V. A. Curet, *Code du divorce*, n° 310 ; Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 3, n° 307).

le jugement de conversion a été rendu ; — Considérant, en conséquence, qu'il y a lieu de prononcer la nullité de ce jugement et de statuer sur le fond du litige ;

Considérant que la séparation de corps a été prononcée par jugement du 19 avril 1883, qu'elle a donc duré trois ans ; — Que les faits qui ont motivé cette séparation et les circonstances révélées par les enquêtes sont de nature à rendre impossible à l'avenir tout rapprochement entre les époux E... ;

Sur la demande en paiement d'une somme de 10,000 francs représentant la valeur du mobilier: — Considérant qu'aux termes de l'art. 13 du contrat de mariage, E... a fait donation à l'appelante, à titre de gain de survie, de tout le mobilier garnissant son habitation au moment de son décès ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 300 C. civ., la dame E... conserve les avantages à elle faits par son mari, mais qu'aux termes de l'art. 1518 du même Code, elle n'est pas fondée à exiger actuellement soit la délivrance du mobilier, soit le paiement d'une somme d'argent pour en tenir lieu; que le mobilier doit, au contraire, rester provisoirement à E... à la charge de donner caution ;

Sur la pension alimentaire : — Considérant qu'il résulte des documents produits que l'appelante possède des ressources suffisantes pour assurer sa subsistance et que, dès lors, il n'y a pas lieu de lui allouer la pension qu'elle réclame ;

Par ces motifs : — Déclare nul le jugement de conversion du 15 juin 1887 ;

Et statuant sur les demandes des parties par suite de l'effet dévolutif de l'appel ;

Prononce la conversion en divorce de la séparation de corps existant entre les époux E... aux termes du jugement du 19 avril 1883 ; — Dit qu'il n'y a lieu de renvoyer les parties devant notaire, la liquidation de leurs droits actuels ayant déjà été faite ; — Déclare la dame E... mal fondée dans sa demande en paiement d'une pension alimentaire et d'une somme de 10,000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Dit que le sieur E... sera tenu de fournir caution pour garantir la donation de survie qu'il a consentie aux termes de l'art. 13 de son contrat de mariage ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Et, vu la qualité des parties, compense les dépens.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; LÉNARD, *subst. du proc. gén.* ; — Mes BLASSELLE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

14 mars 1888

Louage, bailleur, privilège, revendication, gage, tiers propriétaire, saisie-revendication, désignation des objets saisis, nullité, moyen nouveau, irrecevabilité.

Le privilège du bailleur sur les objets garnissant la ferme prime les droits de propriété des tiers, ces droits fussent-ils indiscutables (1).

Le bailleur peut conserver son privilège sur ces objets, quand ils ont été déplacés sans son consentement, pourvu qu'il les revendique dans les quarante jours de leur déplacement (C. civ., art. 2102) ;

La saisie-revendication est valable quand même l'ordonnance qui l'autorise ne désigne point d'une manière suffisante les effets qui doivent en être l'objet ;

En tout cas, la nullité de la saisie se couvre par les défenses au fond et ne peut être produite pour la première fois devant les juges d'appel.

(Varlet c. Bornarel)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par le sieur Varlet contre un jugement du tribunal de Blida du 24 mai 1887 ; — Et disant droit au fond sur le mérite de cet appel :

Attendu que, suivant bail sous signatures privées, dûment enregistré à Blida, le 10 août 1883, Varlet a loué à mi-fruits au sieur Bornarel une propriété lui appartenant, dite des Figuiers, et sise au lieu dit de Ali-Gatham ; — Attendu que, créancier de Bornarel pour fermages et avances de récoltes, le dit sieur Varlet a, les 27 et 29 septembre 1884, à Mouzaïaville, en vertu d'une permission du juge, fait procéder, dans la maison Martin Laugier, où demeurait son locataire, à la saisie-revendication d'une jument baie, d'une jument blanche, d'un grand break, d'une charrette, des harnais du break et de ceux de la charrette, tous objets et animaux

(1) Cpr. Req., 17 mars 1873, Sir. 73. 1. 222, D. P. 74. 1. 442 ; Alger, 13 juin 1888, *suprà*, p. 57.

qu'il prétendait avoir été déplacés de la ferme des Figuiers depuis moins de quarante jours; — Attendu que la demoiselle Giraud, qui habitait la dite maison avec le sieur Bornarel, son beau-frère, s'est tout d'abord opposée à cette saisie; — Que, par exploit de Laget, huissier à Blida, du 18 décembre 1885, elle a ensuite intenté contre le saisissant une demande en revendication de la jument baie, de la jument blanche et du poulain; — Attendu que cette demande a été, après enquête et contre-enquête, accueillie par le tribunal de Blida; — Mais attendu qu'il a été mal jugé et que la décision intervenue doit être rapportée;

Attendu, en effet, que tous les objets qui garnissent la ferme sont le gage du propriétaire; — Que le privilège qui grève ce gage prime les droits de propriété des tiers; — Que ceux-ci, même nantis de preuves indiscutables en droit, ne peuvent être admis à faire prévaloir ces droits sur ceux du propriétaire de l'immeuble loué; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2102 C. civ., le bailleur peut saisir les objets garnissant la ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement; qu'il conserve, au moyen de cette saisie, son privilège sur eux lorsqu'il les revendique dans les quarante jours de leur déplacement; — Attendu qu'il est constant, dans l'espèce, que les animaux revendiqués par la demoiselle Giraud provenaient de la ferme de Varlet, que ces animaux en avaient été déplacés depuis moins de quarante jours, sans le consentement de ce dernier; — Que cela résulte des énonciations d'une ordonnance de référé du 29 septembre 1884, versée dans la cause et rendue contradictoirement entre la demoiselle Giraud et le sieur Varlet par le président du tribunal de Blida; — Attendu, cela étant, qu'il était inutile de rechercher, ainsi que l'ont fait les premiers juges, si la demoiselle Giraud était ou non réellement propriétaire des animaux revendiqués par elle, puisque ses droits de propriété, alors même qu'ils eussent été établis, ne pouvaient faire obstacle à l'exercice du privilège du bailleur sur ces mêmes animaux; — Qu'il y avait donc lieu, dans les circonstances de la cause, de repousser purement et simplement, comme mal fondées, les demandes de la dite demoiselle;

Attendu que vainement, de concert avec Bornarel, celle-ci cherche à arguer de nullité la procédure de saisie, alléguant que l'ordonnance qui a autorisé les poursuites ne désignait pas d'une manière suffisante, au vœu de l'art. 827 C. pr. civ., les objets que le propriétaire prétendait avoir été déplacés de sa ferme; — Attendu que ce moyen n'a pas été produit devant les premiers juges; — Attendu que les nullités d'actes

de procédure se couvrent par les défenses au fond; — Attendu que l'art. 827 d'ailleurs n'édicte lui-même aucune nullité pour le cas d'inaccomplissement des formalités qu'il prescrit; — Que cet inaccomplissement peut sans doute servir de base à une résistance du saisi lors de la tentative de saisie, mais qu'il ne saurait jamais justifier ultérieurement l'annulation de la procédure, alors surtout qu'au moment même de la saisie il n'a été de la part du saisi l'objet d'aucune protestation spéciale;

Par ces motifs: — Infirme le jugement attaqué; — Décharge l'appelant des dispositions et condamnations portées contre lui au dit jugement; — Statuant par décision nouvelle, — Dit la demoiselle Giraud et le sieur Bornarel mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions contre Varlet, les en déboute; — Dit que, sans s'y arrêter ni avoir égard, il sera passé outre aux poursuites de Varlet; — Déboute ce dernier de ses demandes en dommages-intérêts comme non justifiées; — Condamne la demoiselle Giraud aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes NEUGASS et DARMON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 décembre 1888

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, parcelle, attribution exclusive, erreur matérielle, partage.

Lorsque, par suite d'une erreur matérielle du commissaire enquêteur, l'administration a attribué définitivement la propriété exclusive de parcelles de terres à celui qui n'avait droit qu'à une part des dites parcelles, et que le titulaire de ce titre définitif a déclaré n'avoir jamais eu l'intention de s'en prévaloir bien qu'il soit inattaquable en droit, c'est à tort que les premiers juges ont cru pouvoir se fonder sur la prétendue mauvaise foi de l'attributaire pour ordonner la vente aux enchères publiques de ce lot et le partage de la somme produite par la vente;

Dans ce cas, il y a simplement lieu de donner acte au dit attributaire de ce qu'il entend ne pas se prévaloir de son titre et d'ordonner le partage du lot en nature s'il est déclaré par lui ainsi partageable.

(Pourcher c. Ayad ben El Hadj Mohamed ben Djelloul).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme et doit être accueilli ; — Attendu que les intimés n'ont pas constitué avoué et qu'il échet de donner défaut contre eux ;

Attendu que Pourcher, devenu par une erreur matérielle titulaire d'un titre définitif délivré par le commissaire enquêteur et lui attribuant la propriété exclusive de deux parcelles portant le n° 1114, déclare n'avoir jamais eu l'intention de se prévaloir de ce titre bien qu'il soit inattaquable en droit ; — Attendu que c'est à tort, par conséquent, que les premiers juges (Orléansville, 8 mars 1887) après avoir contesté la valeur juridique du titre délivré en vertu du titre II de la loi de 1873, ont cru pouvoir se fonder sur la prétendue mauvaise foi de Pourcher pour ordonner la vente aux enchères publiques du lot n° 1114 et le partage de la somme produite par cette vente ; — Attendu qu'il convient seulement de donner acte à Pourcher de ce qu'il entend ne pas se prévaloir du titre dont il est nanti et requérir lui-même non pas la vente du lot n° 1114, lequel est d'après lui partageable en nature, mais le partage en nature aux formes de droit;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier ; — Donne défaut contre les intimés faute par eux d'avoir constitué avoué ; — Dit que c'est à tort que le tribunal a déclaré que le titre définitif établi par le commissaire enquêteur et délivré par le domaine au nom de Pourcher seulement, pour le n° 1114, est entaché de dol et de fraude ; — Dit que Pourcher ne saurait être rendu responsable d'une erreur commise de bonne foi par le commissaire enquêteur ; — Dit que le titre définitif délivré en vertu de l'application du titre II de la loi de 1873 et en l'absence de revendication de la part d'Ayad et Mohamed est inattaquable ; — Donne acte toutefois à Pourcher de ce qu'en raison de l'erreur qui a été commise à cette époque il acquiesce à la portion du dispositif du jugement qui a consacré au profit d'Ayad et de Mohamed un droit de copropriété de moitié sur la parcelle 1114 ;

Infirme pour tout le surplus et met à néant le dit jugement tant dans ses motifs que dans son dispositif ; — Et statuant par nouveau jugé, — Dit que, le partage en nature étant possible, il n'y a pas lieu à licitation ; — Dit que par trois experts désignés par le président du tribunal d'Orléansville, serment préalablement prêté entre les mains de ce magistrat, à défaut par les parties de s'entendre dans les trois jours de

la signification du présent arrêt pour la désignation d'un ou de trois experts, il sera procédé à la formation de quatre lots en nature de la parcelle 1114; — Commet le notaire d'Orléansville pour être procédé au tirage au sort; — Et, vu la nature de l'instance, fait masse des dépens tant de première instance que d'appel et de ceux de partage pour être supportés moitié par les intimés et moitié par l'appelant.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE MOSTAGANEM

13 décembre 1888

Référé, juge de paix à compétence étendue, appel, matière musulmane, compétence.

L'appel des ordonnances de référé rendues par le juge de paix à compétence étendue doit être porté devant le tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire (1);

S'agissant d'une ordonnance de référé en matière musulmane, l'appel de cette ordonnance doit être porté devant la chambre musulmane de ce tribunal (2).

---

(1) Ce point est aujourd'hui hors de conteste. V. notamment : Alger, 30 juill. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 291) et note; 29 avril 1885 (*Rev. Alg.* 1882. 2. 388) et les arrêts rapportés en note.

(2) Cette question ne peut davantage faire difficulté. La juridiction musulmane, étant juge du principal, a seule compétence pour statuer en appel sur les mesures provisionnelles ordonnées par le juge du référé. — Rappelons à ce sujet que, depuis le décret du 10 septembre 1886, qui a introduit la procédure en matière musulmane et investi les juges de paix à compétence étendue du pouvoir de statuer comme juges de référé en cette matière, c'est devant le président du tribunal de 1re instance que, dans le ressort des justices de paix à compétence restreinte, doivent être portés les référés de toute nature en matière musulmane. (V. juge de paix du canton nord d'Alger, 9 août 1887, *Rev. Alg.* 1888. 2. 514, et la note). L'appel des ordonnances du président, comme celui des ordonnances des juges de paix à compétence étendue, sera porté devant la chambre des appels entre musulmans.

(Consorts Ben Chennaf c. El Hadj Mostafa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, chaque partie prétendant à la possession de la terre Moussa ben Farès, El Hadj Mostapha a obtenu de M. le juge de paix de Zemmora une ordonnance de référé nommant un séquestre chargé d'administrer cette terre jusqu'au règlement définitif; — Attendu que cette ordonnance a été rendue en conformité de l'art. 49 du décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane, lequel se réfère aux art. 806 et suiv. C. pr. civ. et au décret du 19 août 1854;

Attendu qu'il est incontestable que l'appel doit être porté devant le tribunal et non devant la Cour; — Qu'en effet, bien que le juge de paix, en Algérie, par suite de la longueur, de la difficulté des communications et de la multiplicité des affaires, soit appelé en vertu du décret de 1854 à faire fonctions de président, il reste tant au point de vue de la discipline et des préséances que de l'ordre des juridictions au même échelon de la hiérarchie judiciaire que ses collègues de la métropole; — Qu'il n'est intervenu, en effet, ni loi, ni décret, ni décision d'aucune sorte lui donnant dans aucun cas un rang plus élevé; — Qu'au contraire, les lois qui règlent l'organisation générale de la justice sont applicables à l'Algérie; — Que, telle étant la situation, l'extension de leur compétence, l'attribution même des fonctions présidentielles constituent un simple accroissement de travail et de responsabilité et non un privilège quelconque pour ces magistrats, etc.; — Que le simple bon sens, en l'absence d'un article formel, démontre que c'est devant la chambre musulmane du tribunal que doit être porté l'appel de l'ordonnance du juge de paix, statuant en matière musulmane;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection tirée de la mention faite, par l'art. 49 du décret, des art. 806 et suiv. C. pr. civ.; — Qu'il n'y a là qu'une indication d'analogie et un simple renvoi aux formes de procédure tracées par nos lois, etc.;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent, renvoie parties et matières devant les juges qui doivent en connaître, etc.

MM. LOUSTEAU, *prés.*; VENAT, *proc. de la Rép.* — M^es^ LISBONNE et MATHISS, *av. pl.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 juin 1888

Commerçant, mineur, émancipation, autorisation, irrégularité, acte de commerce, faillite, compétence, préjudice, dommages-intérêts.

Un mineur n'est pas régulièrement autorisé à faire le commerce lorsqu'au moment de son émancipation il était âgé de moins de 16 ans, cette émancipation, nulle ab initio, *n'ayant pu à aucun moment produire effet ni être rétroactivement validée ;*

Il en résulte que l'engagement souscrit par lui ne peut avoir un caractère commercial ; que la juridiction commerciale est incompétente pour en connaître, et que ce mineur, n'étant pas commerçant, ne peut être déclaré en faillite (1).

Le demandeur de mauvaise foi peut être condamné à des dommages-intérêts (2).

---

(1) La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point. V. Cass., 18 avril 1882, Sir. 83. 1. 161, note de M. Lyon-Caen ; Paris, 2 juin 1885, Sir. 85. 2. 168 ; Alauzet, *Com. du C. de com.* t. 1, n° 48 ; Beslay, *Des com.*, n° 252 ; Boistel, *Préc. de dr. com.*, n° 83 ; Ruben de Couder, *Dict. de dr. com. indust. et marit.*, t. 5, v°. *Mineur*, n° 38 ; Lyon-Caen et Renault, *Préc. de dr. com.*, 2e éd., t. 1, n° 239.

(2) De nombreux arrêts, surtout pendant ces dernières années, dénotent une tendance de la jurisprudence à faire revivre le système romain des peines infligées aux plaideurs téméraires. Il est aujourd'hui constant en pratique que l'exercice d'une action en justice peut donner lieu à des dommages-intérêts, lorsque cette action a été intentée dans des circonstances qui impliquent un abus du droit de saisir les tribunaux et une faute commise.

On admet que l'art. 130 C. pr. civ., qui ne soumet en général la partie qui succombe qu'au paiement des dépens, ne fait pas obstacle à ce qu'elle soit, par application de l'art. 1382 C. civ., condamnée en outre à des dommages-intérêts. Ces dommages-intérêts peuvent être prononcés non-seulement contre le demandeur qui a intenté une action vexatoire ou agi de mauvaise foi, mais contre le défendeur qui a résisté sans raison ou par esprit de chicane. Quelques arrêts vont même jusqu'à décider que le plaideur est tenu de réparer le dommage qu'il a causé en soulevant ou prolongeant le procès par imprudence ou légèreté sans qu'on puisse cependant l'accuser de mauvaise foi (V. Req., 14 août 1882, Sir. 83. 1. 145, note de M. Labbé ; Req., 28 mai 1884, Sir. 85. 1. 61 ; Boncenne, *Proc.*, t. 2, p. 535 ; Chauveau et Carré, *Lois de la proc. et suppl.*, *Quest.* 144 *quater ;* Dutruc, *Suppl. Lois de la proc.* de Carré et Chauveau, t. 1, v° *Domm.-intérêts*, nos 2 et 29 ; Garsonnet, *Cours de proc.*, t. 3, § 449, note 7 ; V. aussi une note de M. Labbé sous Cass., dans Sir. 87. 1. 49, § 3 ; Von Ihering, *Combat pour le droit*, p. 50.

(Chemoul c. Tubiana et Poehner, syndic Chemoul)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que, s'il résulte des documents de la cause que Judas Chemoul alors qu'il a souscrit le billet dont le paiement lui est réclamé était émancipé et autorisé à faire le commerce, il en ressort également que Chemoul n'était pas, au moment de cette émancipation, âgé de 16 ans; qu'il n'avait donc pas, pour la validité de cette émancipation, l'âge requis par la loi; — Considérant que son émancipation, nulle *ab initio*, n'a pu à aucun moment produire effet ni recevoir validation rétrospective; — Qu'il s'en suit qu'aux termes de cette émancipation, Judas Chemoul n'a pu faire acte de commerce, ni valablement contracter des engagements commerciaux; — Que par voie de conséquence la juridiction commerciale était incompétente pour connaitre de la demande en paiement de l'engagement souscrit par lui; qu'il échet de dire nul et de nul effet le jugement intervenu (Blida, 14 janv. 1886), et avec lui d'annuler la déclaration de faillite prononcée contre un mineur non commerçant;

Considérant, en ce qui touche la demande en dommages-intérêts formulée contre le sieur Tubiana à raison du préjudice causé au dit Judas Chemoul par cette déclaration de faillite, que les faits de la cause ne permettent aucun doute que Tubiana, dans la poursuite exercée pour le recouvrement de sa créance, n'ait, en connaissance de cause, agi de mauvaise foi pour amener à l'encontre de son débiteur une déclaration de faillite qu'il savait avoir déjà, à raison de la même dette, été repoussée par arrêt de la Cour d'Alger par le motif de l'état de minorité et de nullité de l'acte d'émancipation de Judas Chemoul; qu'il est constant, en effet, que Tubiana était devenu cessionnaire de ce billet le 25 janvier 1883, c'est-à-dire deux jours avant les poursuites exercées par le sieur Lalouette-Parent, bénéficiaire originaire;

Considérant que Tubiana, repoussé sous le nom de Lalouette-Parent devant le tribunal de commerce d'Alger et devant la Cour, en reprenant en son nom les poursuites devant un tribunal qu'il supposait, avec raison, ignorant des décisions intervenues, dénotait l'âpreté qu'il mettait à voir ce mineur non émancipé frappé d'une déclaration de faillite; que c'est le préjudice, conséquence de cette mesure, qu'il avait nécessairement en vue; qu'il échet en conséquence de dire que les agissements de Tubiana ont, par cette mise en faillite du mineur Judas Chemoul et le jugement peu après inter-

venu, portant clôture de la dite faillite pour insuffisance d'actif, causé à l'appelant un préjudice sérieux dont réparation lui est due ; — Considérant que la Cour trouve dans la cause des éléments suffisants d'appréciation pour évaluer ce préjudice à la somme de 500 francs ;

Par ces motifs : — Dit nul et de nul effet le jugement du 14 janvier 1886 portant déclaration de faillite de Judas Chemoul ; — Décharge le dit Chemoul des condamnations contre lui prononcées, et, en réparation du préjudice causé, condamne Henry Tubiana au paiement envers Judas Chemoul de la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts ; — Ordonne la restitution de l'amende ; — Condamne Tubiana en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes GARAU et BORDET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

19 juillet 1887

Motifs des jugements, moyens, faits d'exécution, défaut de motifs.

Il y a nullité, pour défaut de motifs, de l'arrêt qui ne répond ni en fait ni en droit aux divers moyens invoqués par le défendeur (L. 20 avril 1810, art. 7) (1) ;

Spécialement, les juges ne sauraient écarter, sans y répondre, le moyen tiré par un défendeur de faits d'exécution accomplis par un auteur du demandeur.

(Mohamed ben Salem c. Debono)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le premier moyen du pourvoi ; — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que Debono, acquéreur, en vertu d'une vente à lui consentie par Andocque de Sériège, les 31 janvier et 1er février 1884, par acte notarié, d'une propriété dite ferme de St-Charles, a fait donner au sieur Mohamed ben Salem, qui jouissait comme locataire d'une partie de cette propriété,

(1) Cpr. Civ. cass., 3 août 1887, *Rev. Alg.* 1888. 2. 348, et les renvois.

congé pour le 1er octobre 1884, époque fixée pour la cessation des locations verbales par les art. 1736 et 1774 C. civ.;

Attendu que Mohamed ben Salem a répondu à ce congé: qu'il était locataire de la terre acquise par Debono, non à titre de bail verbal, mais en vertu d'un acte authentique reçu par Me Favereau, notaire à Alger, le 2 juin 1881, déposé au rang des minutes de ce notaire et enregistré, lequel fixait au 1er octobre 1890 l'expiration du bail consenti pour 9 années; — Que Debono ayant, sur la communication qui lui fut faite officiellement en cours d'instance du bail du 2 juin 1881, reconnu que l'acte qui le contenait n'avait point été signé par le notaire Favereau, et qu'il ne portait pas non plus la signature de ben Salem, qui avait déclaré ne savoir signer, soutient que le dit acte ne pouvait valoir ni comme bail authentique, ni comme bail sous seing privé, et n'avait, en conséquence, d'autre caractère et d'autre valeur que ceux d'un bail verbal;

Attendu que Mohamed ben Salem a prétendu que l'acte de bail, si irrégulier qu'il pût être, avait été confirmé et ratifié d'abord par Andocque de Sériège et ensuite par Debono, au moyen de faits d'exécution par lui relevés contre chacun d'eux; que, par conséquent, ceux-ci étaient, aux termes de l'art. 1338 C. civ., réputés avoir renoncé à en poursuivre la nullité; qu'il a, en conséquence, conclu à la main-levée du congé à lui signifié par Debono et à sa maintenue en jouissance des lieux loués jusqu'au 1er octobre 1890;

Attendu que Mohamed ben Salem faisait résulter l'exécution du bail du 2 juin 1881: en premier lieu d'actes intervenus entre Andocque et lui, et de faits accomplis par Andocque, notamment de ce que, le bail litigieux ayant été consenti pour remplacer un bail en cours d'exécution dont le prix de fermage n'était porté qu'à 5,100 fr., Andocque avait non seulement réglé et reçu le montant des fermages dus pour la jouissance antérieure au second bail, mais touché pendant deux années le fermage afférent à ce dernier bail, sur le chiffre élevé par l'acte du 2 juin 1881 à 8,000 fr. par an; — Qu'il concluait de ces faits que le bail, ayant été ainsi exécuté entre Andocque, bailleur et Mohamed ben Salem, fermier, pouvait être opposé à Debono, acquéreur du domaine et devait être respecté par lui;

Attendu que Mohamed ben Salem prétendait en second lieu que Debono lui-même, agissant comme mandataire d'Andocque, avait reçu, avant la vente définitive faite à son profit, plusieurs trimestres de fermage calculé au taux du bail du 2 juin 1881, c'est-à-dire de 8,000 fr.; — Qu'à ce second point de vue encore il concluait à la nullité du congé à lui

signifié par Debono ; — Attendu que sans s'expliquer sur la nature et le caractère des faits accomplis par Andocque de Seriège avant la vente faite à Debono, sans rechercher si ce fait avait eu lieu de la part d'Andocque avec connaissance des vices dont était entaché l'acte du 2 juin 1881, sans enfin apprécier la valeur juridique de ces faits, quant aux rapports de M. Debono, acquéreur, avec Ben Salem, fermier, et aux droits respectifs de l'un et de l'autre au regard du bail en question, l'arrêt attaqué a rejeté la demande de Mohamed ben Salem, par l'unique motif qu'un paiement, reçu par Debono, le 19 mai 1884, du fermage de 8,000 fr. n'impliquait pas qu'il connût l'existence du bail de 1881, ses conditions et sa durée, ni surtout le vice de forme dont il était entaché ; — Qu'il s'en suit que la Cour d'appel d'Alger, n'ayant répondu ni en fait ni en droit au moyen tiré par ben Salem des actes de prétendue exécution accomplis par Andocque et qu'il opposait à Debono comme emportant la preuve de l'existence et de la ratification du bail du 2 juin 1881, n'a point motivé sa décision et a par conséquent violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GREFFIER, *rap.* ; CHARRINS, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et PERRIER, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

13 décembre 1888

Compétence, Tunisie, juridiction consulaire, jugement, exequatur.

Le tribunal français de Tunis est compétent pour ordonner l'exécution en Tunisie des jugements rendus par les anciennes juridictions consulaires de la régence et notamment par les tribunaux consulaires italiens ;

L'exequatur doit être donné sans révision du fond et sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité franco-sarde du 24 mars 1760 (1).

(1) Cpr. trib. de Tunis, 11 févr. 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 126) ; trib. de Tlemcen, 6 mars 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 243) ; trib. de Tunis, 2 févr. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 169) ; 5 janv. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 345) ; Req., 16 nov. 1868 (D. P. 68. 1. 473) et la note ; Civ. rej., 5 mars 1888 (D. P. 88. 1. 365) et la note ; Bordeaux, 8 août 1887 (D. P. 88. 2. 301) et la note.

(Yahia El Haïouni c. Guiseppe Cozensa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Yahia El Haïouni demande que ce tribunal rende exécutoire en Tunisie deux jugements du tribunal consulaire italien de Tunis, en date du 25 août 1882 et du 7 juin 1883, qui ont condamné le sieur Guiseppe Cozensa à lui payer une somme principale de 710 piastres ; — Attendu que le sieur Guiseppe Cozensa conclut à ce que le tribunal se déclare incompétent pour ordonner cette mesure ; — Attendu qu'il soutient à l'appui de cette exception d'incompétence que l'exécution des décisions dont il s'agit devrait être demandée par lettres rogatoires adressées à la Cour d'appel d'Alger, conformément au traité franco-sarde du 24 mars 1760 et à la déclaration interprétative du 10 septembre 1860 ; — Mais attendu que ce traité et cette déclaration ont eu pour but de faciliter l'exécution des jugements entre Français et Italiens ; que leurs dispositions n'ont donc aucun caractère impératif ; et qu'elles n'enlèvent pas aux parties le droit de suivre si bon leur semble la procédure ordinaire en se soumettant au droit commun pour demander aux tribunaux de l'un des deux pays l'exécution des jugements rendus dans l'autre (Voir dans ce sens un arrêt de la Cour de cassation, ch. civ., du 5 mars 1888) ;

Attendu au surplus que les décisions qu'il s'agit d'exécuter émanent de l'ancienne juridiction consulaire italienne de Tunis, et que par suite le traité de 1760 ne leur est pas applicable ; — Attendu, en effet, qu'en vertu d'une convention diplomatique conclue entre la France et l'Italie le 25 janvier 1884 (1) et d'un décret rendu par S. A. le bey le 5 mai 1883 (2) avec l'approbation du gouvernement français, la juridiction des tribunaux consulaires italiens de Tunis a été indéfiniment suspendue et a été transférée aux tribunaux français ; — Attendu que ce changement n'a porté aucune atteinte aux droits antérieurement acquis et que dès lors la juridiction française, substituée aux tribunaux consulaires, doit assurer aujourd'hui en Tunisie l'exécution des décisions rendues autrefois par ces tribunaux ; — Attendu qu'aux termes des art. 545 et 546 du C. pr. civ., cette exécution ne peut être obtenue par la contrainte qu'en vertu d'un ordre émané des tribunaux français ; mais que, pour ne pas violer la règle de la non rétroactivité des lois, cet ordre doit être donné sans révision

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 53.
(2) *Rev. Alg.* 1885. 3. 39, note.

du fond et sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité de 1760;

Attendu que ces principes ont été consacrés par la Cour de cassation dans des cas analogues (Voir notamment un arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1868, D. P. 1868. 1. 473); — Attendu enfin que ce tribunal s'est déjà déclaré plusieurs fois compétent pour ordonner l'exécution en Tunisie des jugements rendus par les anciennes juridictions consulaires et notamment par les tribunaux consulaires italiens; qu'il existe sur ce point une jurisprudence constante sur laquelle il n'y a pas lieu de revenir;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement, se déclare compétent pour ordonner l'exécution en Tunisie des jugements rendus entre les parties le 25 août 1882 et le 7 juin 1883 par le tribunal consulaire italien de Tunis; renvoie l'affaire à l'audience du 18 janvier prochain; condamne le sieur Guiseppe Cozensa aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *juge supp. ff. subst.* — Mes VIGNALE et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

6 décembre 1888

Obligation, Tunisie, intérêts moratoires, loi italienne, application, prescription.

La substitution des tribunaux français aux tribunaux consulaires, en Tunisie, n'a porté aucune atteinte aux droits antérieurement acquis;

En conséquence, et conformément à la convention diplomatique conclue entre la France et l'Italie le 25 janvier 1884 (1), *il y a lieu d'appliquer la loi italienne aux rapports contractuels qui se sont formés sous son empire;*

Spécialement, le débiteur de nationalité italienne qui s'est obligé au paiement d'une somme d'argent par acte souscrit à Tunis, à l'époque où fonctionnaient les tribunaux consulaires italiens, doit les intérêts légaux depuis l'échéance de la dette,

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 53.

encore qu'aucun pacte n'ait eu lieu relativement aux intérêts (C. civ. italien, art. 1222, 1231).

Le fait d'opposer à une demande en paiement de somme d'argent que l'obligation est nulle ou qu'elle a été payée n'emporte pas renonciation au droit d'invoquer la prescription pour les intérêts;

D'après le Code civil italien (art. 2144) comme d'après le Code civil français, les intérêts se prescrivent par cinq ans.

(Debbasche c. Fargion)

JUGEMENT

Attendu que, par exploit du 12 décembre 1887, le sieur Léon Debbasche a régulièrement formé opposition à un jugement de défaut du 21 novembre 1887 le condamnant à payer au sieur Abraham Fargion la somme de 1,600 piastres avec les intérêts à 5 % depuis le 2 juin 1871, date de l'échéance de la dette ;

Attendu, en ce qui concerne le capital, que la créance du sieur Abraham Fargion résulte d'un acte passé, le 2 juin 1870, devant le vice-consul d'Italie à Tunis, par lequel le sieur Léon Debbasche s'est reconnu débiteur envers lui d'une somme de 1,600 piastres pour solde d'une somme plus élevée, et s'est engagé à la rembourser dans le délai d'une année; — Attendu que le sieur Léon Debbasche a soutenu qu'il était mineur au moment où il a souscrit cette obligation et que le sieur Abraham Fargion s'était payé en s'appropriant des bijoux remis en gage ; — Mais attendu que le sieur Léon Debbasche n'a apporté aucune justification à l'appui de ces deux moyens; — Qu'il n'a pas produit son acte de naissance, et que l'acte qui lui est opposé ne contient aucune constitution de gage ; — Attendu que dans ces conditions il a déféré le serment à son adversaire, et que ce serment a été prêté par le sieur Abraham Fargion à l'audience du 29 novembre dernier ;

Attendu, relativement aux intérêts, que l'obligation dont est porteur le sieur Abraham Fargion ne renferme à ce sujet aucune stipulation ; — Mais attendu que le sieur Léon Debbasche est Italien, que l'acte a été souscrit à Tunis, au consulat d'Italie, qu'à cette époque les tribunaux consulaires italiens fonctionnaient encore dans la régence, et que d'après les prévisions des parties c'était devant cette juridiction que devait être poursuivie l'exécution de l'obligation ; — Attendu qu'en raison de ces diverses circonstances les parties sont présumées avoir contracté sous l'empire de la loi italienne, et que suivant leur commune intention la question des intérêts

moratoires devait, comme toutes les autres conséquences de la convention, être réglée par cette loi ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1231 du Code civil du royaume d'Italie « en l'absence d'un pacte spécial, dans les obligations qui ont pour objet une somme d'argent, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution consistent toujours dans le paiement des intérêts légaux ; et ces intérêts sont dus depuis le jour de la demeure, sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte » ; — Attendu que l'art. 1223 du même Code décide que « si l'obligation consiste à donner ou à faire, le débiteur est constitué en demeure par la seule échéance du terme établi dans la convention » ; — Attendu en conséquence que les intérêts moratoires ont couru au profit du sieur Abraham Fargion depuis le 2 juin 1871 date de l'échéance de la dette ; — Attendu que, si depuis cette époque les tribunaux français ont été substitués aux tribunaux consulaires, ce changement de juridiction n'a porté aucune atteinte aux droits antérieurement acquis ; et que, conformément à l'art. 4 de la convention diplomatique conclue le 25 janvier 1884 entre la France et l'Italie relativement à l'exercice de la juridiction française en Tunisie sur les sujets italiens, il y a lieu d'appliquer encore aujourd'hui la loi italienne aux rapports qui se sont formés entre les parties sous l'empire de cette loi ; — Attendu que dans la loi italienne le taux des intérêts moratoires est le même que dans la loi française ;

Attendu que le sieur Léon Debbasche invoque pour les intérêts la prescription ; — Attendu que d'après l'art. 2144 du Code civil italien comme d'après l'article 2277 du Code civil français les intérêts se prescrivent par cinq ans ; — Attendu que le sieur Abraham Fargion soutient vainement que le sieur Léon Debbasche a renoncé implicitement à opposer la prescription pour les intérêts à cause des moyens qu'il a soulevés contre la demande principale ; — Attendu que ces moyens tendaient à établir que l'obligation était nulle ou qu'elle avait été payée, qu'ils n'ont rien d'incompatible avec la prescription, et que la renonciation ne se présume pas ; — Attendu que l'exploit introductif d'instance est du 21 octobre 1887 ; que le sieur Léon Debbasche ne doit donc être condamné qu'aux intérêts qui ont couru dans les cinq années précédentes, c'est-à-dire depuis le 21 octobre 1882 ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, — Reçoit en la forme l'opposition du sieur Léon Debbasche ; — Dit que les intérêts auxquels il a été condamné par le jugement de défaut du 21 novembre 1887 ne courent que depuis le 21 octobre 1882 ; — Maintient pour le surplus ledit

jugement et dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne le sieur Léon Debbasche aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.* ; VIAL, *juge supp. ff. subst.* — Mes CARDOSO et PIÉTRI, *av.*

TRIBUNAL DE MOSTAGANEM

28 novembre 1888

Exploit, remise, date, force probante. — Surenchère du dixième, notification, délai de distance, Algérie, loi du 3 mai 1862, promulgation, applicabilité, ordonnance du 16 avril 1843.

Un exploit d'huissier fait foi jusqu'à inscription de faux du jour de la date de la remise de la copie ; — Spécialement, on ne saurait contester la validité d'une surenchère du dixième en alléguant qu'il était matériellement impossible à l'huissier chargé de notifier la déclaration de faire cette notification à la date indiquée dans son exploit.

L'art. 1033 du C. pr. civ. modifié par l'art. 4 de la loi du 3 mai 1862 est applicable en matière de surenchère du dixième. Aux termes de cet article, le délai fixé par l'art. 2185 du C. civ. à deux jours par 5 myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel du créancier requérant a été réduit à un jour par 5 myriamètres ;

Mais, la loi du 3 mai 1862 n'ayant pas été déclarée applicable à l'Algérie, et n'y ayant pas été promulguée, le délai de distance dans ce pays est celui de un jour par myriamètre, conformément aux art. 37 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ;

C'est conformément aux dispositions de ces articles, toujours en vigueur, qu'il échet de calculer, en Algérie, le délai de distance imparti par l'art. 2185 du C. civ.

(Veuve Sibert c. Priou)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que suivant exploit de Reymondet, huissier à Mostaganem, en date du 18 avril 1888, enregistré, Priou, adjudicataire surenchéri, a fait notifier à la dame veuve Sibert, en sa qualité de créancière hypothécaire des époux Drogoul, un procès-verbal d'adjudication des immeu-

bles appartenant à ces derniers et vendus par eux devant Me Blancheur, notaire, la dite notification faite à fin de purge des hypothèques, conformément aux art. 2183 et 2184 C. civ.; — Attendu que la dame veuve Sibert, usant de la faculté accordé par l'art. 2185 du même Code, a fait, à la date du 29 mai 1888, au greffe du tribunal civil de Mostaganem, une déclaration de surenchère du 10e sur les dits immeubles; que, suivant exploit en date du même jour 29 mai 1888, et par le ministère de Me Cornu, huissier à Cassaigne, elle a notifié cette déclaration de surenchère aux époux Drogoul, vendeurs, avec assignation en validité; — Que, suivant autre exploit de Reymondet, huissier à Mostaganem, en date du 30 mai 1888, pareilles notifications et assignations ont été faites au sieur Priou, adjudicataire surenchéri;

Attendu que les époux Drogoul se joignent à la dame veuve Sibert pour demander qu'il soit passé outre à la vente; — Attendu au contraire que Priou s'y oppose et conteste la validité de la surenchère, en prétendant que les notifications sont nulles comme ayant été faites après le délai prescrit par l'art. 2185 C. civ.; qu'en premier lieu, en effet, il était matériellement impossible que la notification aux époux Drogoul ait été faite le 29 mai 1888 comme le porte l'exploit, c'est-à-dire le même jour que la surenchère, et qu'en second lieu, la dame Sibert n'avait droit à aucun délai en sus des quarante jours impartis par la loi à raison de la distance de 30 kilomètres existant entre le domicile réel, Mostaganem, et Aïn-Tedelès;

Sur le premier moyen: — Attendu que jusqu'à inscription de faux l'exploit d'un huissier fait foi de la date de la remise de la copie, et qu'à son encontre aucune présomption ne saurait dès lors prévaloir;

Sur le deuxième moyen: — Attendu que la doctrine et une jurisprudence constante reconnaissent que la disposition de l'art. 1033 du C. pr. civ., qui fixe le délai des distances, s'étend à la surenchère du 10e, pour laquelle il réduit à un jour par 5 myriamètres le délai qui, d'après l'art. 2185 C. civ., était de deux jours par 5 myriamètres; — Attendu que, si la loi du 3 mai 1862, qui abroge l'ancien art. 1033 C. pr. civ. et en remplace les dispositions par celles de son art. 4 a été promulguée en Algérie, il est certain que Priou est fondé en sa prétention et que la veuve Sibert ne saurait à bon droit invoquer le bénéfice de l'art. 37 de l'ordonnance de 1843; — Attendu qu'il échet dès lors de rechercher: 1° si en principe le législateur de 1862 avait l'intention de rendre les dispositions qu'il édictait applicables aux habitants de l'Algérie, et 2° si en fait elles ont

reçu la promulgation nécessaire pour en assurer l'exécution ;

Attendu, sur le premier point, qu'en réponse à une observation émise lors de la discussion de cette loi par l'honorable M. Millet, député de Vaucluse, au Corps législatif, le commissaire du gouvernement, M. Lacaze, a répondu : — « Quand « nous faisons une loi en France, elle ne devient exécutoire « dans les colonies qu'autant qu'elle est promulguée par « décret spécial, parce que le régime colonial est du régime « du décret. Elle est promulguée purement et simplement » comme elle est promulguée en France ou avec des mo- « difications, etc. » ; — Attendu qu'en présence de cette réponse, il est évident que le législateur laissait au gouvernement le soin de rendre en partie ou en son intégralité son œuvre exécutoire en Algérie, mais que dans tous les cas il n'avait pas personnellement en vue de modifier la législation spéciale de la colonie ; — Attendu qu'à aucune époque cette loi, qui a embrassé dans ses diverses dispositions les lois civiles, commerciales et de procédure, et a constitué une réglementation des délais en toutes ces matières, n'a été promulguée par décret spécial ; — Attendu par suite que l'ordonnance de 1843 qui, en Algérie, d'une manière aussi générale, a dans son art. 37 prescrit les délais à observer, est toujours en vigueur et doit être appliquée ; — Attendu qu'alors qu'on reconnaît que la disposition de l'art. 1033 C. pr. civ. (art 4 de la loi de 1862) a modifié le délai imparti par l'art. 2185 C. civ., il n'y a pas de raison, même plausible, pour ne pas reconnaître et accorder le même effet à l'ordonnance de 1843, qui devait dans une large mesure tenir compte de l'éloignement des centres et de la difficulté des communications ; — Attendu en conséquence qu'il y a lieu d'en faire l'application en l'espèce et de déclarer que la veuve Sibert avait droit, pour notifier la surenchère, outre les quarante jours impartis par l'art. 2185 C. civ., à une augmentation de deux jours, la distance entre son domicile réel et son domicile d'élection étant de 21 kilomètres ;

Par ces motifs : — Sans avoir égard aux moyens de nullité soulevés, déclare bonne et valable la surenchère ; en conséquence ordonne qu'il sera procédé, sur la poursuite de la dame Sibert, après l'accomplissement des formalités voulues par la loi, à la vente aux enchères publiques des immeubles surenchéris, etc.

MM. COMMANDRÉ, *prés.* ; VENAT, *proc. de la Rép.* — Mes LISBONNE et MATHISS, *av. pl.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

31 décembre 1888

Divorce, garde de l'enfant confiée au père, droit de visite de la mère.

Lorsque, à la suite de divorce prononcé aux torts de la femme, la garde de l'enfant issue du mariage a été confiée au père, et que la mère, autorisée à visiter sa fille dans la maison d'éducation où le jugement a ordonné qu'elle serait élevée, a donné à celle-ci de mauvais exemples, il appartient à la justice de prescrire des mesures destinées à empêcher le retour de pareils faits, mais sans que, toutefois, les dites mesures puissent aller jusqu'à empêcher d'une façon absolue la mère de contrôler l'éducation de sa fille et jusqu'à soumettre son droit de visite à des conditions tellement gênantes qu'elles le rendraient, en fait, presque impraticable.

(X... c. Y...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause; qu'en effet, il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé que la dame X... a donné à sa fille des exemples déplorables; — Que, de plus, il est notoire qu'après avoir été autorisée à visiter la jeune X..., elle a, par ses scènes scandaleuses, provoqué le renvoi de celle-ci de la maison de la Légion d'honneur, où elle avait été placée par son père; — Que ces circonstances justifient jusqu'à un certain point la sévérité déployée par le tribunal;

Attendu, toutefois, que le jugement attaqué a, d'une part, ordonné des mesures excessives en empêchant d'une façon absolue la dame X... de contrôler l'éducation donnée à sa fille, et, d'autre part, organisé dans des conditions peu pratiques le mode d'après lequel la mère aurait, deux fois par an, des nouvelles de la santé de la jeune X... et des progrès de son éducation; — Attendu que, à ce double titre, il échet de modifier la décision des premiers juges, tout en la confirmant en principe et ce avec d'autant plus de raison que la jeune X... marche à grands pas vers sa majorité et qu'il y a lieu d'effacer dans son esprit, avant l'époque où elle conquerra sa pleine liberté, le souvenir des mauvais exemples qu'elle a eus sous les yeux;

BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Par ces motifs : — Confirme en principe le jugement du tribunal d'Alger en date du 28 juillet 1888 ;

Infirme en ce qu'il a décidé que X... devrait faire connaître confidentiellement à M. le procureur de la République d'Alger le lieu où il fait élever sa fille, dans le but de permettre à la mère d'avoir au moins deux fois par an des nouvelles de la santé de sa fille et des progrès de son éducation ; — Émendant de ce chef seulement, — Autorise la dame X... à avoir trois fois par an, dans le courant de février, juin et octobre, une entrevue d'une heure avec sa fille au parloir de l'établissement où elle sera placée à chacune de ces époques, à une autre heure que celle où le parloir est ouvert aux autres élèves du dit établissement et à leurs parents ; — Dit que, pour assurer à la dame X... l'exercice de son droit et pour éviter tout contact irritant entre elle et son ci-devant mari, ils devront elle et lui constituer chacun un mandataire spécial ; que, dans les derniers jours des mois de janvier, de mai et de septembre, la dame X... devra par son mandataire faire connaître au mandataire de X... le jour précis du mois suivant qu'elle aura choisi pour l'entrevue autorisée, et qu'en réponse le mandataire de X... devra faire connaitre à celui de la dame X..., et ce dans la huitaine suivante, le lieu où se trouve la jeune X... et l'heure exacte de l'entrevue ; — Dit que chacune de ces entrevues aura lieu en la présence constante de la directrice de l'établissement ; — Autorise X... à s'y faire représenter par une personne de son choix ; — Dit que, si la dame X... s'oublie à une de ces entrevues de façon à produire un scandale quelconque, toute nouvelle entrevue lui sera de plein droit immédiatement refusée, jusqu'à ce qu'il ait été à nouveau statué par la Cour sur les griefs articulés par X..., à charge par lui d'en justifier dans le mois sous peine de déchéance de ce chef ; — Dit que, faute par X... d'obtempérer au présent arrêt, il sera passible de 100 francs de dommages-intérêts par jour de retard, sans préjudice des mesures plus graves qui pourraient être prises contre lui, telles notamment que le retrait de la garde de sa fille ; — Déboute les parties de leurs plus amples fins et conclusions ; — Et attendu que les parties succombent respectivement sur deux chefs de leur demande, fait masse des dépens de première instance et d'appel pour être supportés par moitié par chacune des parties.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LAGUERRE (du barreau de Paris) et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

13 novembre 1888

—

Séquestre, immeuble engagé à titre de rahnia, rachat du séquestre par le créancier, droits du créancier et du débiteur.

—

Lorsqu'un immeuble, engagé à titre de rahnia par son propriétaire, a été plus tard séquestré nominativement sur la tête de celui-ci, puis que, avant que le domaine en eût pris possession, le rachat du séquestre a été opéré par le créancier agissant tant en son nom personnel, comme détenteur de l'immeuble, qu'au nom de son débiteur et comme se portant fort pour ce dernier, ce créancier n'a point acquis de l'État pour son compte individuel et exclusif, et il ne tient de la convention de rachat aucun droit personnel, mais seulement celui de réclamer à son débiteur, en principal, intérêts et frais, le remboursement de la somme qu'il a payée pour l'exonérer du séquestre ;

En conséquence, le débiteur est fondé à rentrer en possession de l'immeuble engagé par lui, moyennant le paiement au créancier de la dite somme, outre celle qu'il avait empruntée.

(Hadj ben El Gueffaf c. Aïssa ben Abdallah)

Aïssa ben Abdallah prétend être créancier de El Hadj ben El Gueffaf et de son fils Abdelkader 1° d'une somme de 250 francs pour argent prêté, 2° d'un sac de blé, 3° d'une somme de 720 francs résultant d'une avance faite à charge de rahnia, sur une terre dite Es-Siour, suivant acte du cadi du 22 septembre 1873. — Les défendeurs nient avoir reçu les 250 francs et appuient leurs dénégations d'un serment; ils ne fournissent aucune explication en ce qui touche le sac de blé; ils déclarent que la terre Es-Siour, donnée au demandeur par l'acte de 1873, est en sa possession, et que même il l'a rachetée de l'État, qui l'avait séquestrée; toutes les parties sont d'ailleurs d'accord à reconnaître qu'El Hadj ben El Gueffaf et

son fils n'ont qu'un droit de moitié à exercer sur la terre Es-Siour. — Le juge de paix d'Aumale, par son jugement du 21 juillet 1887, déclare : 1° que la somme de 250 francs n'est pas due, 2° que le sac de blé est dû et qu'il doit être remboursé une valeur de 20 francs, 3° que la terre Es-Siour, donnée à rahnia le 22 septembre 1873, avait été séquestrée le 24 septembre 1872 sur la tête des consorts Ben Gueffaf ; qu'ils ont donc vendu une chose qui ne leur appartenait pas ; que la vente est nulle ; que depuis, suivant convention du 5 septembre 1878, Aïssa ben Abdallah a acheté de l'État, qui en était devenu propriétaire, la parcelle séquestrée moyennant le prix de 90 francs qu'il a payé de ses deniers ; qu'ainsi Aïssa ben Abdallah est devenu propriétaire incommutable, du chef de l'État et non pas du chef des Ben Gueffaf ; — En conséquence, le jugement condamne les Ben Gueffaf à rembourser à Aïssa ben Abdallah la somme de 320 francs formant la moitié de celle de 640 francs qui est en réalité inscrite dans l'acte de vente du 22 septembre 1873 pour prix de vente de la terre engagée.

Sur l'APPEL des consorts Ben Gueffaf,

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche les 1er et 2e chefs de la demande ; — Adoptant les motifs des premiers juges ;

En ce qui touche le 3e chef : — Attendu qu'il résulte d'une vérification attentive que l'acte par lequel El Hadj ben Gueffaf, son fils Abdelkader et plusieurs autres ont engagé à titre de rahnia, en faveur de Aïssa ben Abdallah, la terre Es-Siour, moyennant le prix de 640 francs, a été dressé par le cadi des Oulad Sidi Aïssa, le 9 février 1869, et non pas le 22 septembre 1873, date de la délivrance de l'expédition versée au dossier ; — Que cette terre a été séquestrée nominativement sur la tête d'El Hadj ben Gueffaf par arrêté du gouverneur général du 24 décembre 1872 inséré au *Journal officiel* du 19 janvier 1873, n° 16 et au *Bulletin officiel* de 1873, n° 467 ; — Qu'ainsi El Hadj ben Gueffaf était encore nanti de ses entiers droits sur cette terre lorsqu'il a consenti la vente à réméré du 9 février 1869 ; — Qu'il n'a donc pas vendu la chose d'autrui ;

Attendu que, sans avoir à rechercher quels pouvaient être sur la terre séquestrée les droits de l'État, qui n'est pas en cause, il suffit de constater en fait que, dans la convention du 5 septembre 1878 conclue entre l'État et Aïssa ben Abdallah, le rachat de cette terre a été opéré en exécution du décret du 30

juin 1877, autorisant les indigènes séquestrés nominativement à la suite de l'insurrection de 1871 à se racheter des effets de cette mesure pour ceux de leurs biens, meubles et immeubles dont le domaine n'a pas encore pris possession ; que ce rachat a été consenti en faveur d'Aïssa ben Abdallah, agissant tant en son nom personnel et comme détenteur de l'immeuble séquestré sur El Hadj ben Gueffaf et Abdelkader ben El Hadj qu'au nom et comme se portant fort de ces derniers ; — Qu'ainsi il résulte manifestement de cette double mention que, dans l'espèce, le domaine n'avait pas encore pris possession et qu'Aïssa ben Abdallah n'a point acquis de l'État pour son compte individuel et exclusif, mais a simplement racheté les terres séquestrées pour son profit et celui des consorts Ben Gueffaf, dont il a pris le fait et cause ; — Qu'il suit de là qu'il ne tient de la convention du 5 septembre 1878 aucun droit de propriété personnel, mais simplement le droit de réclamer aux consorts Ben Gueffaf le remboursement de la somme de 96 francs 40 centimes par lui payée en capital, intérêts et frais pour les exonérer du séquestre provenant de leur fait ; — Attendu que El Hadj ben Gueffaf et son fils Abdelkader offrent dans leurs conclusions d'appel de reprendre la terre en remboursant le prix de la vente et les avances faites par Aïssa ; qu'il y a lieu de leur en donner acte ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement en ce qui touche la somme de 250 francs et le sac de blé ; — Le réforme au contraire en ce qui touche la vente à réméré ; — Dit que cette vente, qui est à la date du 9 février 1869 et non du 22 septembre 1873, est valable et régulière ; — Dit qu'Aïssa ben Abdallah n'a point acquis de l'État, le 5 septembre 1878, la terre Es-Siour séquestrée sur les consorts Ben Gueffaf, mais a simplement racheté le séquestre en son nom comme détenteur et au nom de ces derniers comme ayants droit ; — Donne acte à El Hadj ben Gueffaf et Abdelkader ben El Hadj ben Gueffaf de leur offre de racheter le réméré ; — Dit qu'Aïssa ben Abdallah sera tenu de leur remettre la terre donnée à réméré par l'acte du 9 février 1869, moyennant le remboursement de la somme de 640 francs portée au dit acte et de celle de 96 francs 40 centimes avancée par Aïssa pour le rachat du séquestre ; — Dit qu'il sera fait masse des dépens pour être supportés moitié par l'appelant, moitié par l'intimé.

MM. PUECH, *prés;* MARSAN, *av. gén.* — Mes CHARPENTIER et CHAMBON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 décembre 1888

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, transcription, vente antérieure non transcrite, déchéance de l'acheteur à l'égard des tiers, recours contre le vendeur.

Le titre définitif délivré par le domaine conformément à la loi du 26 juillet 1873 forme, à dater de sa transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de toutes charges et de tous droits réels non révélés par des inscriptions ou des transcriptions antérieures à la délivrance de ce titre (art. 18 et 19);

Et la déchéance édictée par l'art. 19 de ladite loi est absolue et d'ordre public, le but de cet article étant d'affranchir d'une manière radicale la propriété résultant du titre définitif de tous droits non révélés en temps utile, et ce but ne pouvant être atteint s'il fût resté possible d'apporter dans l'application de ses dispositions intentionnellement rigoureuses des tempéraments et des distinctions que leur texte ne comporte pas et qui répugnent à leur esprit ;

Par suite, lorsqu'un immeuble, ayant fait l'objet d'une vente à réméré entre indigènes, a été soumis aux opérations de la loi de 1873, l'acheteur qui n'a pas fait transcrire son acte de vente avant la transcription du titre définitif délivré à son vendeur ne saurait opposer son droit au tiers auquel ce dernier a vendu le même immeuble postérieurement à cette transcription, alors même qu'il aurait fait transcrire le dit acte de vente avant la transcription opérée par le second acheteur; et il ne conserve qu'un droit personnel de créance contre son propre vendeur.

(Consorts Ben Mansour c. consorts Ben Henni).

Le 2 novembre 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ORLÉANSVILLE ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant acte aux minutes de Me Lemoine, notaire à Ténès, en date du 3 novembre 1885, enregistré et transcrit au bureau des hypothèques d'Orléansville le 20 novembre 1885, vol. 59, no 18,

les frères Mohamed ben Henni ont acheté, moyennant un prix de 300 francs, quittancé dans l'acte, du nommé Aïssa ben Miloud ben Kaddour, ayant pour nom patronymique Boudebous, la totalité de trois parcelles de terre sises aux Hennis, portant les numéros 717, 720, 856 du plan du commissaire enquêteur, sous les noms de Eddouan, Eddouambine et Eddouan ; — Attendu que le vendeur était propriétaire de ces immeubles en vertu de l'attribution qui lui en était faite par le service des domaines en exécution de la loi du 26 juillet 1873, suivant titre administratif du 8 septembre 1883, enregistré et transcrit au bureau des hypothèques d'Orléansville le 31 octobre 1883, vol. 4, n° 430 ; — Attendu que les acquéreurs, ayant trouvé les terres qu'ils avaient ainsi achetées occupées par les sieurs El Hadj Maamar ben Mansour, Abdallah ben El Hadj ben Mansour et El Hadj Djilali ben Hamza ben Mansour, ont assigné ces indigènes devant le tribunal civil de céans, suivant exploit du 22 avril 1886, pour s'entendre condamner à déguerpir des immeubles dont s'agit et à 100 francs de dommages-intérêts à titre de restitution de fruits et revenus ;

Attendu que, par conclusions signifiées, les défendeurs soutiennent qu'ils ont eux-mêmes acquis à réméré les terres dont s'agit du même El Miloud ben Kaddour, suivant actes de cadi des 18 février 1857 et 13 mai 1861, enregistrés et transcrits au bureau des hypothèques d'Orléansville le 12 novembre 1885, soit huit jours avant la transcription des titres des demandeurs ; — Que, l'acte d'achat de ces derniers portant expressément qu'ils s'obligent à payer toutes hypothèques et antichrèses pouvant exister sur les immeubles vendus, ils ne sauraient exiger le déguerpissement des défendeurs sans leur rembourser le montant de leurs créances, soit 998 francs pour Hadj Maamar et 1,125 francs, 24 doubles décalitres d'orge et 12 décalitres de blé pour Hadj Djlilali ;

Attendu, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, que la loi du 26 juillet 1873 a été appliquée à la tribu des Hennis ; que les titres définitifs ont été établis le 8 septembre 1883 et transcrits le 31 octobre 1883 ; qu'à partir de cette époque, la loi française a régi les immeubles de cette tribu, et qu'aux termes de l'article 19 de la loi précitée, tout prétendant à un droit réel sur des immeubles situés aux Hennis a dû, à peine de déchéance, faire transcrire ses titres avant la transcription du titre francais, soit, dans l'espèce, avant le 31 octobre 1883 ; — Attendu que les consorts Ben Mansour, pour conserver leurs droits au regard des tiers, devaient donc, à peine de déchéance, faire transcrire leurs titres avant le 31 octobre 1883 ; que cette transcription n'a eu lieu effectivement que le 12 novembre 1885 ; — Que les actes de rhania susrelatés ne sont donc pas opposables aux demandeurs, aux termes des articles 18 et 19 de la loi du 26 juillet 1873, et que les consorts Mansour sont mal fondés à s'opposer à la prise de possession par les demandeurs des immeubles qu'ils ont achetés ;

Attendu que, pour assurer la sécurité de leur achat, les demandeurs ont levé, à la date du 20 novembre 1885, un état des inscriptions et transcriptions contre le vendeur, et que l'état délivré par le conservateur des hypothèques d'Orléansville, le même jour, est absolument négatif ; qu'il est à présumer que les défendeurs n'ont pas, lors de la transcription de leurs titres, indiqué les prénoms et noms patronymiques de leurs débiteurs, et que c'est par suite de ce fait que le conservateur a délivré un certificat négatif ; que, dans tous les cas, les demandeurs ne sauraient être responsables

d'une erreur commise par le conservateur, en supposant que cette erreur ait été commise; que, dans ces conditions, les titres des défendeurs ne leur sont pas opposables ;

Attendu que le tribunal a les éléments suffisants pour apprécier le montant des dommages-intérêts ; qu'une somme de 50 francs est largement suffisante pour couvrir les demandeurs du préjudice à eux causé pour non jouissance pendant une année ;

Par ces motifs : — Dit que, dans les vingt-quatre heures de la signification du présent jugement, El Hadj Maamar ben Mansour et consorts seront tenus de déguerpir corps et biens des parcelles de terre susindiquées, sinon et faute par eux de ce faire, dit qu'ils en seront expulsés par toutes les voies de droit, même par l'emploi de la force publique ; — Condamne les défendeurs solidairement à 50 francs à titre de restitution de fruits et revenus; — Les condamne solidairement aux dépens.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; FABRE, *proc. de la Rép.* ; — Mes FRUCHIER et FOURRIER, *av.*

Sur l'APPEL des consorts Ben Mansour,

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par les consorts Ben Mansour contre le jugement du tribunal civil d'Orléansville du 2 novembre 1886, qui a accueilli contre eux les demandes en déguerpissement des consorts Ben Henni ;

Statuant sur le mérite de cet appel au fond ;

Y adoptant les motifs des premiers juges ;

Et en outre, — Attendu que les dispositions de l'art. 19 de la loi du 26 juillet 1873 sont formelles ; qu'elles édictent une déchéance absolue ; qu'elles ont pour but d'affranchir d'une manière radicale la propriété résultant du titre définitif délivré par le domaine de toutes charges et de tous droits non révélés par des inscriptions ou des transcriptions antérieures à la transcription de ce titre définitif ; — Que ce but n'eût pas été atteint s'il fût resté possible d'apporter dans l'application de ces dispositions intentionnellement rigoureuses des tempéraments et des distinctions que leur texte ne comporte pas et qui répugnent à leur esprit ; — Qu'il s'agit d'une purge d'ordre public ; — Que vainement donc les consorts Ben Mansour font soutenir que tout au moins leur transcription du 12 novembre 1885 leur conserve des droits d'antériorité à l'encontre des consorts Ben Henni sur la terre comprise dans le titre définitif qui leur a été délivré ; — Que d'une part, par le fait de circonstances étrangères aux intimés, cette transcription du 12 novembre 1885 ne s'est pas révélée en temps opportun puisque, sur leur transcription du 20 novembre, le conservateur a délivré à ce dernier un certificat négatif ; — Que d'autre

part, à défaut de transcription des titres arabes des 18 février 1857 et 13 mai 1861 avant la transcription du titre définitif du 31 octobre 1883, les droits des dits consorts Ben Mansour sur les terres objet de ce titre définitif se sont irrévocablement évanouis ; — Que, sans doute, ceux-ci ont conservé contre leur vendeur un droit personnel de créance, mais que ce n'est que contre lui qu'ils peuvent aujourd'hui le faire valoir et l'exercer; qu'ils sont définitivement forclos au regard des détenteurs des terres remises par le domaine ;

Attendu que le concert frauduleux allégué contre les consorts Ben Henni et leur vendeur n'est nullement justifié;

Attendu que les dommages-intérêts alloués par les premiers juges à ces derniers sont suffisants, qu'il n'échet pas dans la cause d'en élever le chiffre ;

Par ces motifs : — Dit les consorts Ben Mansour mal fondés dans leur appel, les en démet ; — Confirme le jugement attaqué, ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* RACK, *av. gén.* — M^es^ DAIN et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

13 novembre 1888

Habous, rite hanéfite, perpétuité, modifications, réserve, constitution ultérieure, nullité.

Si le rite hanéfite n'impose pas nécessairement au habous la règle de la perpétuité, et laisse au fondateur le pouvoir soit de rétablir l'ordre successoral auquel a dérogé ce habous, soit de constituer un autre habous modificatif du premier, ce n'est qu'autant que le fondateur se sera formellement réservé ce pouvoir dans l'acte de constitution (1) ;

Par suite, et en l'absence d'une pareille réserve dans un premier acte de habous, un acte ultérieur modifiant ou annulant la première constitution est nul et sans valeur au regard d'un dévolutaire du premier habous.

---

(1) Cpr. Alger, 25 févr. 1879, *Bull. jud. Alg.* 1884, p. 193 ; 29 nov. 1882, *Bull. jud. Alg.* 1884, p. 195.

(Si Ahmed ben Tahar c. Amar ben El Bouatmam)

Devant le juge de paix de Tablat, Ahmed ben Tahar, petit-fils de feu Ali Gassem, réclamait au sieur Amar ben El Bouatmam une part dans les biens provenant de son grand-père et détenus par ledit Amar. Ce dernier, se fondant sur un acte de habous, concluait au débouté de la demande. Il alléguait que cet acte de habous avait été consacré par un jugement du cadi confirmé par arrêt de cette Cour. — Le juge de paix avait fait droit à ces conclusions, et, se basant sur la chose jugée, avait, par le jugement dont est appel, débouté Ahmed ben Tahar de ses prétentions sur une part dans le patrimoine de son grand-père, qu'il réclamait non seulement comme héritier de celui-ci, mais encore comme dévolutaire d'un habous consenti par Ali ben Gassem en 1869, alors que la constitution du habous consenti par le même, et sur lequel s'appuyait le défendeur Amar ben El Bouatmam, ne datait que de 1877. — Devant la Cour, la question qui se posait était celle de savoir quel était de ces deux habous en conflit celui qui devait prévaloir.

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier et que l'arrêt produit par l'intimé ne saurait être opposé à l'appelant, qui n'y a pas été partie, comme ayant acquis à son égard l'autorité de la chose jugée ;

Au fond : — Attendu que l'acte de habous du 10 août 1869 invoqué par l'appelant, le premier en date des deux actes qui font l'objet de l'examen de la Cour, est établi conformément au rite hanéfite, ainsi qu'il ressort textuellement du dit acte où il est écrit : « Le constituant suit dans sa fondation l'opinion de l'illustre Iman Bou Hanifa » ;

Attendu que le rite hanéfite, moins rigoureux sur ce point que le rite malékite, n'impose pas nécessairement aux habous la règle de la perpétuité ; — Qu'il laisse en effet au musulman constituant habous le pouvoir de le détruire, soit pour en constituer un autre à la place, soit pour établir l'ordre successoral qui avait été modifié par l'acte de habous ; mais que ce pouvoir n'existe qu'à la condition que le constituant s'en soit formellement réservé l'exercice dans l'acte constitutif ; qu'en dehors de ce cas, la règle de la perpétuité reprend tout son empire comme en matière de habous du rite malékite ;

Attendu que, dans l'espèce, le constituant, Ali ben Gassem, dans l'acte de habous du 10 août 1869, a fait insérer la clause expresse que, si l'un des dévolutaires vient à décéder avant

son tour, ses descendants directs occuperont ses lieu et place, sans se réserver la faculté de modifier ou d'annuler plus tard le habous ; — Attendu que le défunt Ali ben Gassem n'a pu valablement le 20 octobre 1877 instituer un second habous, et que ce second habous est radicalement nul et sans valeur au moins au regard de l'appelant qui, n'ayant pas été partie aux décisions judiciaires qui ont pu le consacrer dans une certaine mesure, est fondé à se prévaloir contre l'intimé du premier acte de habous institué par son aïeul ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme et y faisant droit au fond, — Infirme la décision attaquée en ce qu'elle a débouté l'appelant de sa demande en se fondant sur l'autorité de la chose jugée ; — Et statuant à nouveau, dit qu'en vertu du habous du 10 août 1869, Ahmed ben Tahar a droit dans les termes du dit acte à la jouissance des biens dépendant de la succession d'Ali ben Gassem en concurrence avec les dames Aïcha bent Si Amar et Dehbiad bent Ali, à l'exclusion de l'intimé, qui sera tenu de lui délaisser les dits biens.

MM. PUECH, *prés;* HUGUES, *rapp.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et PROBST, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

21 novembre 1888

Midjlès, justice musulmane, région saharienne, composition, art. 9 du décret du 8 janvier 1870, nullité, renvoi.

Est sans valeur juridique l'avis émis par un midjlès illégalement composé en ce que le cadi qui avait statué ne faisait pas partie de ce midjlès ;

Par suite, et l'une des parties le requérant expressément, il échet d'annuler la procédure suivie à partir de la réunion du midjlès, et de renvoyer l'affaire devant le midjlès régulièrement composé.

(Amar ben El Hadj Lakdar c. El Hadja Messaouda bent Ahmed et Fathma bent Aïssa.)

Devant le cadi de Laghouat, les dames El Hadja Messaouda bent Ahmed et Fathma bent Aïssa réclamaient à leur neveu,

Amar ben El Hadj Lakdar, leur part dans la propriété d'un jardin auquel elles attribuaient une valeur capitale de 1,500 fr., provenant de la succession de leur mère, Hadja Khira bent ben Aïssa, et en demandaient le partage. Amar repoussait cette demande en produisant un acte par lequel Hadja Khira lui avait fait donation de ce même jardin. — Le cadi, se basant sur ce fait que le donataire avait, quatre jours après, rétrocédé à la donatrice la jouissance du dit jardin et ainsi n'était pas resté en possession de l'immeuble objet de la donation, a, par jugement du 18 janvier 1887, annulé la donation à lui faite et accueilli la demande des dames Hadja Messaouda et Fathma. — Le jugement a été par les parties soumis au midjlès consultatif de Djelfa, qui a confirmé la décision du cadi.

Amar a interjeté appel. — Devant la Cour, les intimés ont conclu à l'irrecevabilité de l'appel, par application de l'art. 10 du décret du 8 janvier 1870, le litige étant inférieur à 2,000 fr. de capital et l'avis du midjlès étant entièrement conforme au jugement du cadi. — Amar a opposé à cette fin de non recevoir que la demande était indéterminée, car elle portait sur un immeuble, et que par suite ce n'était point sa valeur capitale qu'il fallait considérer pour fixer le degré de juridiction, mais bien le revenu ; et, en second lieu, que le midjlès qui avait revisé le jugement était irrégulièrement composé ; qu'en effet le cadi premier juge n'en faisait pas partie alors qu'il aurait dû le présider aux termes de l'art. 9 du décret du 8 janvier 1870 combiné avec le paragraphe 1er de l'art. 19 du décret du 13 décembre 1866, et que, par suite, son avis ne pouvait avoir aucune valeur. — Les intimés ont alors formellement conclu, pour le cas où la Cour croirait devoir annuler l'avis du midjlès, à être renvoyés devant le midjlès régulièrement composé.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel et sur la composition irrégulière du midjlès : — Attendu qu'il est constant que le cadi Si Ismaël ben Mohamed, qui a rendu le jugement attaqué, ne figure pas parmi les membres du midjlès qui ont revisé ce jugement ; qu'aux termes des art. 19 du décret du 13 décembre 1866 et 9 du décret du 8 janvier 1870, ce cadi, qui n'était ni décédé ni révoqué quand le midjlès s'est réuni, devait le présider ; — Qu'il suit de là que le midjlès était illégalement composé et que son avis ne peut dès lors avoir aucune valeur juridique dans la cause ; — Attendu que c'est à bon droit qu'Amar conteste la vali-

dité de l'avis émis par le midjlès composé contrairement à la loi ; qu'on ne peut, dès lors qu'il le requiert expressément, le priver du droit qui lui appartient d'aller devant le midjlès ; qu'il y a lieu de déclarer sur ce point son appel recevable et, sans qu'il soit nécessaire d'examiner le surplus de ses conclusions, d'annuler toute la procédure suivie à partir de la réunion de cette juridiction consultative, et, sur l'insistance des intimés à retourner devant le midjlès, de replacer les parties en l'état où elles se trouvaient au moment de cette réunion ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel et y faisant droit, annule comme émis par une juridiction illégalement constituée l'avis du midjlès ; renvoie les parties devant le midjlès régulièrement composé.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes TILLOY et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

4 décembre 1888

Compétence des tribunaux français, revendication, immeuble, acte administratif, soulte d'échange, demande mobilière.

La juridiction musulmane est incompétente pour connaître de la demande en revendication d'un immeuble dont la propriété a été établie par un acte administratif, spécialement par un acte d'échange intervenu entre l'État et des indigènes (D. 10 sept. 1886, art. 1, 2 et 6).

Lorsque l'échange a été conclu moyennant une soulte payée par l'État, la détermination des droits des parties dans cette soulte doit se faire conformément à leurs droits dans les immeubles échangés, et nécessite l'appréciation d'un acte administratif, au point de vue de sa valeur et de ses conséquences ;

Par suite la demande tendant à l'attribution de cette soulte ne peut être considérée comme une demande mobilière rentrant dans la compétence de la juridiction musulmane.

(Ahmed ben Tata c. Sliman ben Guerib)

Sliman ben Guerib, agissant tant en son nom personnel qu'au nom d'autres cointéressés, réclamait à Ahmed ben Tata la part lui revenant dans un terrain que l'État lui avait alloué, en échange de propriétés dont il l'avait dépossédé. Il réclamait en outre une somme de 750 francs lui revenant comme soulte d'échange. — Le défendeur prétendait, de son côté, que le demandeur avait reçu les parts et portions lui revenant dans le terrain et dans la soulte. — Le juge saisi fit droit aux prétentions du demandeur relativement aux terrains revendiqués, et condamna le défendeur à lui payer la part lui revenant dans les 750 francs.

Sur l'appel d'Ahmed ben Tata, la Cour a statué comme suit :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les deux parties dans leurs conclusions sont d'accord sur un point : qu'elle reconnaissent que le premier juge était incompétent, aux termes du décret du 10 septembre 1886, pour statuer sur la demande en revendication d'un immeuble dont la propriété était établie par un acte administratif;

Attendu que l'appelant soutient que l'incompétence du premier juge était absolue et s'appliquait non seulement à la question de propriété du terrain revendiqué, mais encore à la demande concernant la somme donnée comme soulte à la suite de l'échange opéré par l'État; — Attendu, sur ce point, que l'intimé prétend que le premier juge était compétent; — Mais attendu que, pour que le premier jugement pût sortir effet à cet égard, il faudrait apprécier les droits des parties dans les terres données en échange, et apprécier la valeur et les conséquences d'un titre administratif; — Attendu que ce serait violer la loi, la somme d'argent réclamée et le terrain revendiqué ayant la même cause, la même origine et donnant aux intéressés le même droit pour leurs parts et portions ;

Par ces motifs : — Dit que la réclamation des 750 francs ne peut être considérée comme une demande mobilière, rentrant dans la compétence du juge saisi; — Par suite, se déclare incompétente sur tous les chefs.

MM. PUECH, *prés.*; DROUIN, *rapp.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes MEUNIER et BALLESTEROS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 février 1889

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du titre II, titre notarié ou administratif, production au commissaire enquêteur, conflit avec le titre définitif, déchéance. — Appel, jugement par défaut contre avoué, délai, point de départ.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi du 26 juillet 1873 que cette loi, dont le but a été d'unifier la propriété du sol algérien en substituant, sans aucune exception tirée de la qualité des personnes, au statut réel musulman le statut réel français avec tous les avantages qu'il procure, s'applique à la terre arabe exclusivement, et ce serait en méconnaître l'esprit que de l'appliquer à la terre qui, devançant la pensée du législateur, s'était déjà francisée par l'initiative privée (1);

Le texte lui-même de la loi consacre ce principe en affranchissant avec le plus grand soin de l'obligation des formalités qu'elle prescrit les droits de propriété constatés par acte notarié ou administratif et en y soumettant tous ceux qui sont simplement assis sur des titres arabes, sans qu'il y ait à distinguer suivant que le propriétaire est un Européen ou un indigène (2) ;

Par suite, le propriétaire d'un immeuble dont le droit repose sur un titre notarié ou administratif, s'il peut avoir intérêt, pour s'éviter des contestations ultérieures, à produire son titre au commissaire enquêteur, ne saurait être astreint à faire cette production sous peine d'encourir la déchéance prononcée par l'art. 18 de la loi précitée, en cas de conflit de son titre avec le titre définitif délivré par le domaine conformément au dit article ; les déchéances étant de droit étroit et ne pouvant être encourues que dans les cas expressément énumérés par le législateur (3).

La disposition de l'art. 443 § 2 C. pr. civ., portant que le délai d'appel courra, pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition ne sera plus recevable, ne s'applique qu'aux jugements par défaut faute de comparaître et non aux jugements par défaut contre avoué (4).

(1, 2, 3) La Cour d'Alger se rallie, par cet arrêt, à la solution consacrée par l'arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 13 novembre 1888 *(suprà*, p. 1). — V. la doctrine et la jurisprudence rapportées en note sous cet arrêt.

(4) Question controversée : V. Dall., *C. de proc. civ. ann.*, art. 443.

(Consorts Mazouni c. Pitaluga)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est recevable en la forme ; — Attendu, sur la recevabilité de l'appel, que le jugement déféré a été rendu par défaut congé contre l'avoué constitué des consorts Ben Omar le 9 mars 1887, qu'il a été signifié à avoué le 2 avril suivant et le 26 du même mois aux dits consorts Ben Omar ; que les délais d'appel n'ont commencé à courir que de ce jour-là ; — Qu'en effet l'art. 443 § 2 C. pr. civ. ne s'applique qu'aux jugements par défaut faute de comparaître et que la signification à avoué ne saurait être le point de départ du délai d'appel, celui-ci ne pouvant courir que du jour où la partie elle-même a connaissance de la décision rendue contre elle ; qu'il suit de là que l'appel relevé le 25 mai par les consorts Ben Omar a été fait dans les délais de la loi ;

Attendu, sur le désistement dont excipe Pitaluga, qu'en admettant même que le cadi eût qualité pour recevoir l'acte du 18 juin 1887, ce qui est contestable, il n'en est pas moins certain que jusqu'à l'acceptation de Pitaluga les consorts Ben Omar avaient la faculté de révoquer leur désistement ; — Attendu en fait que le 4 août 1887, devant le juge de paix de Blida, les appelants, assignés en reprise d'instance de bornage, ont manifesté l'intention de suivre sur leur appel du 25 mai, et ainsi révoqué manifestement leur désistement du même appel ; qu'il échet par conséquent de considérer ledit désistement comme nul ;

Attendu, en ce qui touche l'exception tirée de l'art. 65 C. pr. civ., qu'elle n'est pas fondée, les consorts Ben Omar ayant dans leur exploit introductif d'instance désigné nettement la parcelle litigieuse, et indiqué qu'ils entendaient se prévaloir des titres définitifs qui leur avaient été délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873 ;

Attendu, au fond, que Pitaluga, acquéreur par acte notarié, enregistré le 8 février 1875, d'un jardin sis dans la banlieue de Blida, a été assigné, le 12 septembre 1884, par les consorts Ben Omar en délaissement d'une parcelle de 2 hectares, 71 ares, 30 centiares portant le n° 6142 et qui leur avait été attribuée par le commissaire enquêteur fonctionnant dans le douar, commune de Sidi-Fodhil ; — Que les demandeurs ont produit à l'appui de leurs prétentions les titres définitifs à eux délivrés le 31 mai 1882 ; — Attendu que, Pitaluga excipant de son titre et subsidiairement d'une possession continue de plus de trente ans par lui et ses auteurs, et les consorts Ben Omar se

fondant sur les titres définitifs dont ils sont porteurs, la question se pose de savoir si le premier a encouru la déchéance prononcée par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873, et, d'une façon plus générale, si l'immeuble dont la propriété est constatée par un titre administratif ou notarié est soumis aux formalités de la loi précitée ;

Attendu que la pensée du législateur de 1873 en ce qui touche le conflit du titre définitif délivré par le service des domaines avec un titre français administratif ou notarié doit être recherchée d'abord dans les travaux préparatoires de la loi puis dans la loi elle-même prise dans son ensemble, enfin dans celles de ses dispositions respectivement invoquées par les parties ;

Attendu que la lecture attentive des travaux préparatoires de la loi de 1873 ne laisse subsister aucun doute sur le but poursuivi par le législateur ; qu'il a eu évidemment en vue de substituer, en Algérie, au statut réel musulman le statut réel français, celui-ci étant considéré comme plus avantageux pour les indigènes eux-mêmes, et cette transformation devant dans tous les cas faire cesser un conflit exclusif de toute sécurité dans les transactions immobilières ; — Attendu, en effet, qu'après avoir démontré historiquement que la France avait le droit incontestable de modifier le statut réel musulman, les capitulations, en supposant leur maintien à la suite du traité de la Tafna, à la suite des insurrections de 1864 et de 1871, ayant garanti aux indigènes leurs biens, leur statut personnel, non leur statut réel, l'honorable rapporteur résume en ces termes le projet de loi présenté à la Chambre : — 1° Soumettre la propriété foncière en Algérie à une législation qui la régisse d'une manière uniforme : la législation française de préférence à toute autre ; — 2° Constituer partout la propriété individuelle, afin que la loi édictée puisse être appliquée et produire ses effets ; — 3° Tracer des règles d'exécution dégagées de complication inutile, mais protectrices de tous droits légitimes, pour que l'affranchissement du sol s'opère facilement et promptement ; — 4° Édicter des mesures transitoires afin que les transactions immobilières entre indigènes et Européens ne soient pas suspendues en attendant la délivrance d'un nouveau titre français ; — Attendu que ce programme, nettement délimité, affirme l'intention de soumettre le statut réel musulman à la loi française, aux principes fondamentaux de notre droit public, partout où flotte le drapeau national, de transformer la possession de fait des indigènes, basée le plus souvent sur l'occupation ou la simple jouissance, en une propriété véritable avec tous les avantages civils, politi-

ques, économiques qu'elle procure, de détruire la simple possession collective, instable de sa nature, pour y substituer la propriété privée ; de proclamer ce principe qui domine la loi nouvelle : l'application des lois françaises à l'établissement, à la conservation, à la transmission de la propriété, en abolissant à jamais les exceptions fécondes en incertitudes théoriques et pratiques du droit musulman contraires à la loi française, de franciser, en un mot, le sol algérien partout où il ne l'a pas encore été aux termes du paragraphe 2 de l'art. 3 du C. civ., demeuré lettre morte depuis la conquête de 1830 ; — Attendu que ces idées empruntées textuellement à l'éloquent rapport présenté à la Chambre démontre clairement que la loi nouvelle, faite dans un but d'unification légale, s'applique à la terre arabe exclusivement ; qu'elle est à un degré éminent une loi de sécurité, d'affranchissement ; que ce serait en méconnaître l'esprit que de la transformer en loi d'insécurité, d'oppression à l'égard de la terre qui, devançant l'intention du législateur, s'était déjà francisée par l'effet de l'initiative privée et devait à ce titre non pas voir son principe remis en question, mais servir de type à la terre destinée à être francisée à son tour ;

Attendu que la loi elle-même consacre ces principes ; — Qu'elle indique dans le titre I^er^, sous la rubrique « Dispositions générales », les immeubles sur lesquels à l'exclusion de tous autres s'accompliront les formalités qu'elle organise ; qu'elle énumère au titre II ces mêmes formalités ; qu'au titre III elle établit enfin un régime transitoire destiné à régler la transmission des immeubles indigènes à des Européens jusqu'à la délivrance des titres énoncés à l'art. 17 ; — Attendu que dans les trente-deux articles dont se compose la loi les droits de propriété privée constatés par acte notarié ou administratif ne sont visés que pour être affranchis avec le plus grand soin de toute obligation de toutes formalités sans distinction ;

Attendu d'ailleurs qu'il ne pouvait entrer un instant dans la pensée du législateur, uniquement préoccupé de franciser la terre arabe, d'imposer une charge quelconque, constitution, constatation, production ou délivrance de titres, à la terre déjà française ; — Qu'à la vérité la loi nouvelle cesse de considérer le propriétaire, comme le faisait la législation antérieure, pour ne s'attacher qu'à la propriété, ou mieux encore à l'immeuble lui-même ; qu'elle a eu pour effet notable d'empêcher que cet immeuble, sortant des mains d'un propriétaire français en règle avec son statut réel pour retourner dans les mains d'un propriétaire indigène, ne perdît le bénéfice d'un statut jugé supérieur et destiné à devenir celui du territoire

algérien tout entier ; que pour assurer ce résultat elle a francisé le sol abstraction faite de son propriétaire et réalisé ainsi un progrès d'une importance capitale ; mais que là se borne son influence sur les droits de propriété constatés par un titre notarié ou administratif, et qu'aller au delà c'est sans droit ni raison violenter le législateur en lui prêtant une intention qui ne résulte ni du texte ni de l'esprit de la loi ;

Attendu il est vrai que les appelants se bornent à soutenir que Pitaluga était astreint à produire ses titres au commissaire enquêteur, et que faute de l'avoir fait il a encouru la déchéance prononcée par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 ; — Mais que les arguments qui précèdent s'appliquent à l'obligation dont s'agit comme à toutes les autres ; qu'elle n'est pas écrite dans la loi et qu'elle est manifestement contraire à son esprit ; que la raison se refuse à admettre que l'omission d'une formalité imposée limitativement à certaines personnes dans certaines conditions nettement déterminées puisse, dans le silence de la loi, entraîner l'abolition d'un droit acquis d'une façon définitive et irrévocable ;

Attendu que décider autrement ce serait jeter l'incertitude et la perturbation dans la propriété européenne ; qu'en effet la loi de 1873 ne fonctionne pas simultanément sur le territoire algérien tout entier ; que l'administration, à mesure qu'elle dispose des ressources financières nécessaires, soumet une fraction déterminée du Tell aux opérations de la loi ; que le surplus du territoire, maintenu dans le *statu quo* pendant de longues années, se trouverait ainsi dans une situation privilégiée aussi bien d'ailleurs que les régions d'où par le fait de l'essor de la colonisation privée les détenteurs arabes auraient été totalement évincés ; — Que là la propriété serait en fait à l'abri de toute déchéance et transmissible en toute sécurité sans aucune nécessité de production de titres, alors que cette même propriété, si elle était englobée dans le périmètre d'action d'un commissaire enquêteur, serait exposée à des déchéances, bien qu'elle fût comme les deux précédentes consolidée entre les mains de son détenteur légal par la stricte et complète observation des lois du statut réel français ; — Que, si le législateur de 1873 avait voulu consacrer un système aussi périlleux et établir ainsi des catégories entre des immeubles identiques d'origine, munis de titres identiques, il n'eût pas manqué de l'exprimer en termes formels ;

Attendu que le système d'après lequel le titre français devrait être produit crée d'autres embarras non moins évidents ; qu'ainsi il est hors de doute que si le titre définitif a

été obtenu par fraude la déchéance ne peut plus être invoquée; que l'appréciation des circonstances d'où le propriétaire évincé entend faire résulter la fraude est de nature à soulever des difficultés sans nombre et à compromettre gravement l'unité de la loi, que préconisent les partisans du système contraire; — Que cette unité est assurée en posant en principe, suivant les règles du droit commun, que les déchéances sont de droit étroit, qu'elle ne peuvent être encourues que dans les cas expressément énumérés par le législateur, que le porteur d'un titre notarié ou administratif, étranger du premier jour au dernier à la procédure du commissaire enquêteur, ne peut être évincé que par la déchéance de droit commun basée sur la prescription;

Attendu que l'on objecte encore, pour soumettre le porteur d'un titre administratif ou notarié à la production de son titre, que, à défaut de cette production, le commissaire enquêteur sera dans l'impossibilité de tenir compte des droits de propriété dont rien ne lui révélera l'existence; — Mais que cette objection n'est pas sérieuse; — Qu'en effet les titres de ce genre pour être réguliers sont soumis à la transcription; — Qu'il est obligatoire pour le commissaire enquêteur, aucun texte ne s'y opposant et la prudence le lui conseillant, de procéder aux investigations nécessaires dans les dépôts publics ainsi que l'y astreint l'art. 10 et de se renseigner ainsi sur la situation légale des immeubles où il lui est interdit de constater ou de constituer la propriété et de faire délivrer des titres nouveaux;

Attendu d'ailleurs que le propriétaire d'un immeuble français, averti de la présence du commissaire enquêteur, aura soin, son intérêt le lui commandant évidemment, de produire ses titres, ne fût-ce que pour s'éviter les lenteurs et les dépenses d'un procès; — Qu'en effet, si la déchéance de l'art. 18 ne lui est pas applicable dans le silence de la loi, rien ne s'oppose à ce qu'il agisse par la voie simple et économique de la production de ses titres; qu'ainsi, tout en respectant la lettre et l'esprit de la loi, tous les intérêts sont sauvegardés;

Attendu que si, quittant le terrain des généralités, on examine avec soin les différents articles dont se compose la loi nouvelle, on n'y trouve pas davantage que le propriétaire nanti d'un titre administratif ou notarié soit tenu de le produire;

Attendu tout d'abord que les arguments sur lesquels on tente de fonder le système contraire ne constituent que de simples affirmations dénuées de preuves; qu'il serait permis de les repousser purement et simplement en y opposant des

affirmations dans le sens opposé, et ce avec d'autant plus de raison que le système exclusif de toute nécessité de production s'appuie sur le silence de la loi, tandis que pour astreindre le propriétaire à la production de son titre il faut ajouter à la loi, augmenter le sens et la portée des formalités qu'elle prescrit, y comprendre par voie d'interprétation des immeubles pour lesquels elle n'est pas faite et qui dans tous les cas n'y sont pas visés d'une manière expresse ;

Attendu, si l'on aborde l'examen de ces arguments, qu'ils se réduisent aux suivants :

1° Le titre même de la loi indique qu'elle est relative à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie sans distinction;

Attendu que le bon sens s'oppose à ce que ces mots « sans distinction », qui ne figurent pas au frontispice de la loi, y soient ajoutés, le législateur ne les ayant pas inscrits ; — Que d'autre part il est encore évident qu'il ne peut être question d'établir ce qui est déjà établi, ni de conserver ce qui est déjà conservé, alors surtout que le jour où la propriété indigène sera établie et conservée, elle le sera par les procédés, par les formes de cette loi française déjà appliquée aux immeubles français, auxquels les immeubles indigènes seront dès lors absolument assimilés, l'immeuble français étant le type auquel on se propose de ramener l'immeuble indigène, afin de faire cesser tout conflit entre les deux statuts réels et d'unifier la propriété immobilière en Algérie ;

2° L'article 1er de la loi se sert de l'expression « quels que soient les propriétaires » ;

Attendu que la loi nouvelle, ainsi que l'établissent les considérations générales qui précèdent, s'occupe d'imposer le statut réel français au sol arabe sans avoir aucun égard à la nationalité de ceux qui le possèdent, et cela par application de l'art. 3 du Code civil ; — Qu'ainsi, dès qu'un droit de propriété n'est pas constaté d'après les règles et les formes du droit français, c'est-à-dire par un titre notarié ou administratif, il est soumis à la procédure spéciale organisée par le législateur ; que, si celui-ci s'était servi d'une expression visant exclusivement les propriétaires indigènes, il est hors de doute que le but de la loi eût été manqué et que de nombreux propriétaires étrangers ou même français seraient demeurés sous un régime d'exception ; que bien même l'expression « propriétaires indigènes » eût rendu tous ces derniers sans distinction justiciables du régime nouveau ; qu'alors évidemment le propriétaire indigène lui-même est affranchi de toute obligation dès qu'il est nanti d'un titre notarié ou admi-

nistratif ; qu'ainsi la formule employée est la seule scientifiquement exacte, et qu'elle offre l'avantage incontestable de dispenser le rédacteur de la loi d'une nomenclature périlleuse en ce sens qu'elle peut se trouver incomplète, ou d'une périphrase incompatible avec la concision du langage législatif ; — Attendu que les paragraphes 2 et 3 de l'art. 1er servent de confirmation à cette théorie ; qu'en effet, en indiquant la conséquence à tirer du paragraphe 1er, le texte mentionne uniquement les droits réels, les servitudes, les causes de résolution fondées sur le droit musulman ou kabyle ;

3° Les formalités organisées par la loi nouvelle sont remplies par des fonctionnaires ou des magistrats français et indigènes au moyen de publication dans les deux langues française et arabe à l'égard de toutes personnes sans distinction, au sujet de tous droits immobiliers sans distinction ;

Attendu, en ce qui touche la dualité des fonctionnaires et des magistrats, que, la propriété pouvant résider sur la tête d'un Européen, français ou étranger, celui-ci n'étant d'ailleurs nanti d'aucun titre notarié ou administratif, il était normal de ne pas confier aux fonctionnaires ou juges musulmans seuls le soin de coopérer à l'œuvre du commissaire enquêteur, toujours Français d'ailleurs ; qu'il importe de le faire remarquer, la loi ayant pour but d'assurer en pleine sécurité, dans l'avenir, la transmission contractuelle des immeubles, les acquéreurs éventuels européens, étrangers ou français, ont un intérêt puissant à suivre les opérations du commissaire enquêteur, à se renseigner auprès des autorités locales de tout ordre, et notamment à s'assurer d'une façon constante si telle promesse de vente qui leur a été consentie a des chances sérieuses de se réaliser et si le vendeur indigène remplit avec exactitude toutes les prescriptions de la loi propre à amener ce résultat ; — Attendu, en ce qui concerne les publications dans les deux langues, qu'elles offrent la même utilité et concourent au même résultat ; que l'emploi des deux langues française et arabe était déjà imposé par le sénatus-consulte de 1863 et par le règlement d'administration publique du 23 mai 1863, bien que ce document législatif eût pour visée unique de doter les tribus arabes de la propriété des territoires dont elles avaient la jouissance traditionnelle, et bien que les intérêts de la colonisation européenne y fussent sacrifiés dans un intérêt politique ; — Qu'il importe également de le remarquer, les procès-verbaux de l'enquête sont d'abord établis en langue française, la loi ne pouvant évidemment exiger d'un fonctionnaire français qu'il procède dans une langue autre que la sienne ; que la traduction arabe ne vient qu'à la suite,

pour mettre les intéressés, la plupart indigènes, en mesure de prendre connaissance de ces documents et d'user des voies de recours qui leur sont ouvertes ;

Attendu que, pour soutenir que les formalités de la loi s'appliquent à toutes personnes sans distinction, il faut de toute nécessité introduire dans le texte de la loi des mots, des idées qui n'y figurent pas ; qu'ainsi l'art. 11, en enjoignant au commissaire enquêteur de recevoir les pièces justificatives dont les occupants entendent se prévaloir, doit être entendu dans un sens conforme à la lettre et à l'esprit de la loi ; que l'art. 3, § 3 ayant eu le soin de dispenser les titres notariés ou administratifs de tout renouvellement, et la loi ayant précisément pour but d'imposer ce renouvellement à tous les titres autres que les titres administratifs ou notariés, il est rationnel d'affirmer que la production des pièces justificatives ne peut sérieusement être imposée qu'à ceux qui y ont un intérêt, savoir, celui du renouvellement des titres dont la caducité est prononcée par la loi elle-même, les titres nouveaux devant former le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous autres ; qu'ainsi encore le même article, en obligeant le commissaire enquêteur à constater les revendications dont il est saisi et à vérifier sur le terrain les limites des parcelles réclamées, ne peut s'entendre sans abus des porteurs de titres administratifs ou notariés; qu'en effet les art. 11 et suivants ont pour but d'arriver à la délivrance des nouveaux titres qui serviront de point de départ unique à la propriété ; de fixer les délais dans lesquels les intéressés, c'est-à-dire ceux qui, non porteurs de titres notariés ou administratifs, sollicitent des titres nouveaux, pourront contester ce travail préparatoire et seront frappés de déchéance s'ils n'usent pas dans le délai légal de la faculté de contester qui leur est réservée ; qu'il est évident que pour contester les travaux du commissaire enquêteur il faut avoir intérêt à obtenir un titre provisoire qui conduise au titre définitif ; que l'on n'obtient ce titre que dans le cas où l'on n'en possède pas déjà un, notarié ou administratif, lequel est non seulement dispensé de tout renouvellement, mais non susceptible de ce renouvellement ; — Qu'en un mot, la loi, indivisible dans son contexte, dans les obligations qu'elle impose, dans les déchéances qu'elle prononce, ne peut être considérée comme mettant une production de titres à la charge de ceux qui, n'en ayant pas à recevoir de nouveaux, n'ont rien à contester ; — Qu'ainsi encore, le même article, en se préoccupant de la représentation des mineurs et des intérêts de ceux-ci, vise ceux de ces incapables auxquels l'accomplissement ou

l'omission de ces formalités est profitable ou préjudiciable ; qu'il n'est même pas besoin de faire état des derniers mots de ce paragraphe « les cadis et autres personnes ayant la représentation légale suivant le droit musulman » pour exclure les incapables non musulmans, ces derniers pouvant, s'ils ne sont pas nantis de titres français, avoir à en solliciter, et devant dès lors suivre la procédure de la loi de 1873 ; qu'ainsi l'art. 12, en mentionnant les biens vacants, exclut forcément ceux dont la propriété est constatée par un titre français ; qu'ainsi les articles 13, 16 et 18, par les mots « les intéressés », s'adressent évidemment à ceux qui ont en effet intérêt à la stricte observation des délais légaux, c'est-à-dire à ceux qui ont à solliciter des titres nouveaux, seuls efficaces dans l'avenir ;

Attendu, sans qu'il soit besoin d'épuiser le commentaire de tous les articles de la loi, que l'argument tiré de ce que le législateur impose à toutes personnes l'accomplissement des formalités qu'il a organisées et notamment la production de leurs titres, doit être repoussé par un motif général et péremptoire, lequel a déjà été indiqué ci-dessus, à savoir que la nationalité des propriétaires ou des prétendants droit est indifférente en la matière ; qu'en effet les Français, tout comme les étrangers ou les musulmans, sont soumis à la procédure de la loi nouvelle et notamment à la production de leurs titres dès que ceux-ci ne sont ni notariés ni administratifs, le législateur ayant considéré la situation juridique de la propriété et ne se préoccupant à aucun égard du propriétaire ;

Attendu que, sous le bénéfice de ces observations, il est juste de dire que la procédure s'applique à tous les droits immobiliers sans distinction, pourvu qu'il ne soit pas question de l'appliquer à des droits déjà placés souverainement sous l'égide de la loi française ; — Qu'on ne saurait trop le répéter, la loi de 1873 a eu pour but unique d'unifier la propriété du sol algérien, de la soumettre, sans aucune exception tirée de la qualité des personnes, au statut réel français ; que dès lors soumettre un titre français régulier à une nouvelle vérification, ne fût-ce qu'à une simple production, c'est lui attribuer, en Algérie, un vice d'origine dont il ne serait pas affecté en France, c'est commettre un véritable attentat contre la puissance et la majesté de cette loi française qu'il s'agit précisément de substituer à la loi musulmane dans un but de progrès et de civilisation ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme, le déclare recevable ; — Déclare nul et sans effet le désistement allégué ; —

Déboute Pitaluga de son exception fondée sur l'art. 65 C. pr. civ. et statuant au fond, — Confirme le jugement du 9 mars 1887 dont est appel ; — Déboute en conséquence les consorts Ben Omar de leur demande comme mal fondée ; — Les condamne à l'amende et en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.* (conc. conf.). — Mes DAIN et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

12 novembre 1888

Justice de paix de Palestro, justice musulmane, décret du 10 septembre 1886, application. — Propriété, acte administratif ou notarié, justification, compétence. — Action en partage, opérations de la loi du 26 juillet 1873, sursis.

Le canton de Palestro n'étant pas situé dans les territoires exceptés de l'application du décret du 10 septembre 1886, et aucune des dispositions soit du décret du 4 juin 1885, qui a créé la justice de paix de Palestro, soit de celui du 19 juillet 1886, qui a étendu les attributions de ce juge de paix, n'étant inconciliable avec les prescriptions du décret du 10 septembre 1886, la justice musulmane, dans ce canton, est régie par ce dernier décret (1).

Une exception d'incompétence prise devant la juridiction musulmane de ce que les immeubles litigieux sont régis par la loi française manque de base et ne saurait être utilement examinée, lorsque, s'agissant d'une demande en partage, les parties ne savent pas sur quelles terres devrait porter le partage s'il était ordonné et qu'elles fournissent des indications contradictoires soit sur la nature des immeubles à partager, soit sur les modifications qui auraient été apportées au patrimoine commun par des actes administratifs ou notariés.

---

(1) V. dans le même sens, relativement à la justice de paix de Bouïra, Alger, 18 oct. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 442) et la note.

Il n'y a pas lieu de surseoir au jugement d'une demande en partage par ce motif que les immeubles objet de la demande devraient être prochainement soumis aux opérations de la loi du 26 juillet 1873 (1).

(Ali ben Dahman c. Mohamed ben Dahman)

Dans le courant du mois de juillet 1886, Mohamed ben Dahman, cultivateur aux Ouled-ben-Dahman, tribu des Annals, commune mixte de Palestro, a mandé devant le juge de paix de Palestro Ali ben Dahman, demeurant au même lieu, et a demandé le partage des biens dépendant de la succession de son aïeul, Mahmed ben Dahman, ainsi que le partage des biens donnés en compensation par l'État, tous lesquels biens étaient détenus par ledit Ali ben Dahman. — Celui-ci a répondu que l'héritage de Mahmed ben Dahman avait été partagé entre ses héritiers sans qu'il en eût été dressé acte et qu'il était seul propriétaire des terrains donnés par l'État. — Par jugement du 15 décembre 1887, le juge de paix de Palestro a ordonné le partage de la succession de Mahmed ben Dahman entre tous les ayants droit et commis le greffier notaire de Palestro pour y procéder. — Ali ben Dahman, ayant relvé appel de cette décision, a décliné la compétence de la Cour et sollicité tout au moins un sursis jusqu'après les opérations du commissaire enquêteur dans la tribu des Annals.

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'incompétence :

Sur le premier moyen : — Attendu qu'aux termes de son art. 12 le décret du 10 septembre 1886 est exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874, et des localités de la région saharienne non soumises au régime civil ; — Que le canton de Palestro n'est point situé dans les territoires ainsi exceptés ; — Qu'il demeure donc sujet à la règle commune ; — Qu'on ne trouve ni dans le décret du 4 juin 1885, créant la justice de paix de Palestro, ni dans celui du 19 juillet 1886, étendant la compétence de ce juge de paix, aucune disposition qui soit inconciliable avec les prescriptions du décret du 10 septembre 1886 et qui puisse en empêcher l'application ;

---

(1) V. Alger, 22 mars 1888 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 55).

Sur le deuxième moyen : — Attendu que dans le dernier état de la demande et de leurs conclusions, les parties sont en désaccord en fait sur l'indivision prétendue ; qu'elles ne savent point exactement sur quelles terres devrait porter le partage s'il était ordonné ; qu'elles avancent des indications contradictoires sur la nature de certains immeubles à partager et sur les modifications qui auraient été apportées au patrimoine commun par des actes administratifs ou des aliénations volontaires ; que, devant le premier juge, Ali ben Dahman a même prétendu que toutes les terres données par l'État français en compensation de celles utilisées pour les besoins de la colonisation lui appartenaient en propre et devaient être exclues du partage ; qu'en cet état, l'exception d'incompétence manque de cause et ne saurait être utilement examinée avant que la Cour soit en mesure d'apprécier les indications de fait qui lui font actuellement défaut ;

Sur la demande en sursis : — Attendu que nul n'est tenu de rester dans l'indivision ; qu'en supposant que les immeubles dont le partage est demandé doivent être soumis prochainement à l'application de la loi du 26 juillet 1873, ce qui n'est pas justifié, cette opération peut entraîner des lenteurs et des incidents que les parties ne sont pas tenues d'accepter ; qu'elles peuvent même avoir intérêt à faire exactement déterminer leur partage avant l'arrivée du commissaire enquêteur ; que les demandeurs s'opposent formellement à ce sursis et qu'il ne peut leur être légalement imposé contre leur gré, etc. ;

Par ces motifs : — Dit que le juge de paix de Palestro, saisi par le commun accord des parties d'une contestation relative au partage entre musulmans d'une succession musulmane, était compétent, aux termes de l'art. 7 du décret du 10 septembre 1886 ; — Se déclare compétente pour connaître de l'appel régulièrement interjeté dans les délais du jugement rendu par ce magistrat dans la cause, le 15 décembre 1887 ; — Surseoit à statuer sur l'exception d'incompétence tirée de l'affirmation non justifiée que certains des immeubles à partager avaient été vendus à des tiers Européens et auraient été l'objet d'actes administratifs ou notariés ; — Réserve à cet égard les droits de toutes parties ; — Retient la cause jusqu'à plus ample informé ; — Dit n'y avoir lieu d'ajourner les parties jusqu'à l'application de la loi du 26 juillet 1873 ; etc.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BROUSSAIS et BROQUIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 novembre 1888.

Vente, réméré, contrat pignoratif. — Possesseur de bonne foi, améliorations.

La relocation de la chose vendue consentie par un acheteur à réméré au profit du vendeur ne constitue pas à elle seule une circonstance suffisante pour permettre de croire que la vente à réméré ne sert qu'à déguiser un contrat pignoratif, surtout lorsque cette vente offre à tous autres égards les caractères d'un contrat sérieux (1).

Le possesseur de bonne foi qui a amélioré l'immeuble dont il est évincé ne peut réclamer que la plus-value résultant de cette amélioration (2).

(Giraud c. époux Coutherez et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que rien dans la cause n'établit que l'emprunt fait par Coutherez et la vente à réméré consentie par Mercier à Coutherez ne soient pas sincères ; qu'il suffit pour re-

(1) On admet généralement que l'existence d'un contrat pignoratif déguisé sous l'apparence d'une vente à réméré se reconnaît aux trois caractères suivants : 1° vileté du prix, 2° relocation par l'acheteur au vendeur de la chose vendue, 3° défense faite au vendeur à réméré de céder à des tiers sa faculté de rachat. Mais la réunion de ces conditions n'est par elle-même ni nécessaire ni suffisante : la question est abandonnée à l'entière apprécia-tion des tribunaux. — Ceux-ci peuvent considérer que la vente est sincère alors même que les trois conditions que nous venons d'indiquer se trouvent réunies ; à plus forte raison, peuvent-ils décider de même lorsque deux de ces conditions font défaut. — Lorsqu'il est prouvé que la vente à réméré déguise un prêt sur gage, la jurisprudence française n'hésite pas à l'annuler. Mais en Algérie se pose la question de savoir si le contrat nul comme vente n'est pas valable comme nantissement (V. sur ce point et le précédent Alger, 4 mai 1886, *Rev. Alg.* 1886. 2. 305, et la note.)

(2) Doctr. et jurispr. constantes. L'obligation d'indemniser le possesseur évincé des dépenses qu'il a faites est uniquement fondée sur le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui : or l'enrichissement est ici déterminé par la plus-value (V. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 6, § 177; Aubry et Rau, *Dr. civ.*, t. 2, p. 396 ; Cass., 22 août 1865, Sir. 66. 1. 163 ; Pau, 29 juill. 1868, Sir. 69. 2. 6).

pousser tout soupçon de concert frauduleux de constater que Coutherez a hypothéqué tous ses immeubles pour sûreté du prêt de Gesta; que, bien mieux, il a remboursé les trois quarts de la somme par lui dûe à Gesta au moyen d'un emprunt contracté au crédit foncier; — Attendu que, si la vente à réméré offre tous les caractères d'un contrat sérieux, et par suite susceptible d'opérer le transfert de la propriété de l'immeuble aliéné, il est certain que la relocation de ce même immeuble à son précédent propriétaire n'est pas une circonstance suffisante pour vicier l'acte incriminé, alors surtout qu'elle trouve une explication naturelle dans ces deux faits, que la maison dont il s'agit est disposée pour l'exploitation d'une boulangerie, et qu'il eût été difficile, dans une petite localité comme Bou-Medfa, soit à Coutherez de se procurer un autre locataire que Mercier, boulanger de son état, soit à Mercier de trouver un autre local approprié à son industrie; — Attendu enfin que la vilité de prix alléguée est démentie par le chiffre même de l'adjudication, lequel est inférieur à celui de la vente à réméré, bien que pourtant la clause de réméré, l'hypothèque légale des mineurs Mercier fussent de nature à influer sensiblement sur le prix payé par Coutherez;

Attendu que, la sincérité de l'acte du 17 décembre 1884 une fois admise, et Mercier étant considéré comme un vendeur à réméré, il est hors de doute qu'il a perdu le *jus in re* sur l'immeuble dont s'agit; que la faculté de réméré qu'il s'est réservée a non pas le caractère d'une clause suspensive, mais celui d'une condition résolutoire; d'où cette première conséquence que les inscriptions judiciaires prises par Giraud postérieurement à la vente ne pourraient avoir d'effet que si l'immeuble rentre dans les mains de son débiteur; d'où cette seconde conséquence que Giraud, dans le cas où Mercier n'exercerait pas le rachat, n'aurait d'autre ressource que de s'armer lui-même de l'action en réméré, pour empêcher la caducité de ces deux inscriptions; — Attendu dès lors que les conclusions et offres subsidiaires de Giraud ne sauraient être accueillies; qu'en effet, si l'hypothèque judiciaire frappe éventuellement les biens à venir du débiteur, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne produit effet qu'à mesure que ces biens entrent dans le patrimoine de ce débiteur; que Giraud a donc mal et prématurément procédé en faisant saisir et vendre un immeuble qui n'était pas encore la propriété de Mercier; que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont prononcé la nullité de la saisie et de l'adjudication qui l'a suivie, en mettant tous les frais de cette procédure à la charge de Giraud;

Attendu que, la situation respective du vendeur, de l'ac-

quéreur à réméré et du saisissant ainsi réglée, il échet de se préoccuper de celle qui est faite à l'adjudicataire ; — Attendu, à cet égard, qu'il ressort actuellement de ce qui précède que Mardochée ben Saïd, acquéreur de bonne foi, évincé par suite de l'annulation de l'adjudication, doit être rendu indemne par celui-là même dont l'erreur de droit et de fait le prive du bénéfice de son acquisition ; qu'il ne suffit pas, pour qu'il en soit ainsi, de lui allouer tous les frais et dépens ; que, s'il a amélioré, ainsi qu'il le prétend, l'immeuble dont il s'est cru légitime propriétaire, il est juste qu'il soit également indemnisé de ce chef ; que c'est encore à bon droit que les premiers juges ont ordonné que la réalité et l'importance de ces améliorations seraient établies à dire d'experts ; mais que la mission des experts commis doit être complétée et précisée ; — Attendu, en effet, que, si nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, il serait excessif de mettre à la charge soit de Coutherez, soit de Mercier, selon que la faculté de rachat sera ou non exercée par ce dernier, des dépenses hors de proportion avec leur état de fortune, et notamment de paralyser ainsi le droit de rachat que Mercier s'est réservé, et qu'il appartiendrait au juge, dans le cas où cette hypothèse se réaliserait, d'autoriser simplement l'adjudicataire à enlever les matériaux utilisables après leur séparation de l'immeuble amélioré ; qu'il serait non moins inique de mettre à leur charge des améliorations autres que celles qui ont augmenté la valeur de l'immeuble ; qu'il importe donc de donner aux experts la mission supplémentaire d'évaluer et de classer les améliorations par eux constatées d'après ces distinctions, afin de faire supporter, le cas échéant, à Giraud le remboursement des améliorations qui n'ont procuré aucune plus-value à la maison de Bou-Medfa ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Confirme la décision attaquée (Blida, 16 mai 1888), en ce qu'elle a prononcé la nullité de la saisie et de l'adjudication, et condamne Giraud, sans recours contre les autres parties, à tous les frais de 1re instance, y compris ceux exposés par Mardochée ben Saïd pour devenir adjudicataire de l'immeuble saisi ; — La confirme également sur le chef de l'expertise ; — Émendant en ce qui touche la mission confiée aux experts : — Dit qu'ils dresseront un relevé général des améliorations faites par Mardochée ben Saïd en en fixant la valeur, en indiquant celles qui ont donné une plus-value à l'immeuble, celles qui ne lui en ont donné aucune ; — Dit que le rapport des experts sera déposé au greffe du tribunal de Blida pour être statué par le dit tribunal tant sur l'homologation de ce travail que

sur les conclusions de Mardochée ben Saïd tendant à exercer le droit de rétention ou à faire attribuer à sa créance le caractère privilégié ; etc.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE, SAURIN et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

23 décembre 1886

Pension alimentaire, besoins du créancier, arrérages.

La persistance des besoins du créancier peut seule justifier le service de la pension alimentaire réglée par ordre de justice ;

Le fait de n'avoir adressé aucune réclamation au débiteur d'aliments pendant un certain laps de temps fait présumer l'inexistence de besoins chez le créancier, et par suite affranchit le débiteur de l'obligation de payer les arrérages venus à échéance pendant ce temps (1).

(Mardochée Sudaka c. veuve Joseph Sudaka)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, la dame Messaouda Cohen, veuve Sudaka, ayant intenté contre ses enfants une action pour obtenir une pension alimentaire, le tribunal civil d'Alger a, par jugement du 22 janvier 1883, décidé qu'elle aurait droit à une pension mensuelle de 450 fr., payable par avance à partir du 1er octobre 1882; que, dans la répartition de cette pension, Mardochée Sudaka a été compris pour un contingent mensuel de 75 fr., représentant exactement l'offre qu'il avait faite dans ses conclusions; que, la dame Sudaka n'ayant pas exigé de son fils Mardochée le service de cette pension, il ne l'a pas payée aux échéances mensuelles successivement parcourues et que, par exploits des 16 et 17 mars 1886, il a été mis en demeure de payer tous les termes échus du 1er octobre 1882 au 1er mars 1886; que, sur son refus, il a été condamné à payer à sa mère la somme de 3,150 fr. pour les arrérages échus;

---

(1) C'est une règle admise par la doctrine et consacrée par la jurisprudence que les pensions alimentaires dues en vertu de la loi n'arréragent pas (Aubry et Rau, *Droit civil*, VI, § 558, texte et note 46; — Demolombe, *Code civil*, IV, n° 71; — Paris, 1er déc. 1832, Sir. 32. 2. 47.

que, par exploit du 28 septembre 1886, il a fait offrir à sa mère une somme de 600 fr., représentant huit mois de pension pour la période comprise entre le 1er mars et le 1er novembre 1886; que cette offre a été déclinée, la dame Sudaka ayant déclaré ne pouvoir accepter ni refuser sans avoir pris les conseils d'une personne investie de son mandat;

Attendu que les agissements de la dame Cohen, veuve Sudaka, pendant le long intervalle écoulé entre le jugement du 22 janvier 1883 et la poursuite du 17 mars 1886, témoignent qu'elle n'a pas eu besoin de toucher la pension mensuelle que devait lui servir son fils Mardochée, ou qu'elle avait des raisons particulières de la lui abandonner, soit gratuitement, soit en échange d'autres services; qu'elle ne justifie pas avoir éprouvé un refus quelconque de son fils Mardochée ni avoir été dans la détresse par suite du défaut de cette prestation; qu'il n'est pas vraisemblable qu'une femme de son âge et de sa condition ait pu souffrir la moindre privation ou ait été obligée de contracter des dettes alors qu'elle avait à sa disposition une pension mensuelle aussi considérable; que sa réclamation tardive, survenant après un silence aussi prolongé, ne peut s'expliquer que par des raisons étrangères aux exigences alimentaires qui ont créé l'obligation de Mardochée Sudaka et qui peuvent seules justifier le service de la pension réglée par ordre de justice;

Attendu que, sur la réclamation de sa mère, Mardochée lui a fait offre de lui payer les termes de la pension échue depuis le 1er mars 1886, mais que, d'une part, cette offre est tardive, n'étant intervenue que le 28 septembre 1886, deux mois après le jugement de condamnation, et que, d'autre part, elle est insuffisante, puisqu'elle part du mois de la demande en justice sans tenir compte des temps immédiatement précédents durant lesquels la dame Chudaka a été placée sous le coup des exigences qui l'ont obligée à se prévaloir du bénéfice du jugement du 23 janvier 1883; qu'il y a lieu de reporter ce temps au 1er janvier 1886;

Par ces motifs: — Réforme le jugement du tribunal civil d'Alger du 23 juillet 1886; dit qu'il n'est pas justifié que la dame Chudaka ait eu besoin pour son entretien et son alimentation de la pension que lui devait son fils Mardochée; dit que, faute par sa mère de la lui avoir réclamée et d'en avoir eu besoin, il en est affranchi pour la période comprise entre le 1er octobre 1882 et le 31 décembre 1885; — Condamne Mardochée Chudaka aux dépens.

MM. PUECH, *prés.*; CUNIAC, *av. gén.* — Me NEUGASS, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 février 1889

Expropriation pour cause d'utilité publique, Algérie, chemins de fer, pouvoirs du gouverneur général, décret du 26 août 1881, lois et règlements de la métropole, applicabilité.

Le décret du 26 août 1881, qui a placé le service des chemins de fer sous l'autorité directe du ministre des travaux publics, a rendu applicables en Algérie les lois, décrets, arrêtés et règlements qui sont en vigueur en France, dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale de l'Algérie.

Ce décret n'a pas eu pour objet de modifier les pouvoirs que le gouverneur général exerce en matière d'expropriation en vertu de la législation spéciale édictée par l'ordonnance du 1er octobre 1844 et par la loi du 16 juin 1851 ;

Mais il a eu pour but et pour effet de rendre applicables en Algérie les lois et décrets d'après lesquels l'utilité publique des travaux entrepris pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne peut être déclarée que par décret (1).

---

(1) Le conseil d'État nous paraît être dans le vrai quand il prétend que le gouverneur général a perdu le pouvoir de déclarer d'utilité publique les travaux de chemins de fer ; mais nous croyons que ce pouvoir lui avait été enlevé, catégoriquement en ce qui concerne les chemins de fer d'intérêt local, implicitement en ce qui concerne les autres, bien avant le décret de réorganisation administrative du 26 août 1881, par le décret du 7 mai 1874, qui a rendu exécutoire en Algérie la loi du 12 juillet 1865 sur les chemins de fer d'intérêt local (V. à ce sujet l'article de M. Hamel : *De l'atteinte portée par les décrets de rattachement du 26 août 1881 aux pouvoirs du gouverneur général en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, Rev. Alg.*, 1886, 1, 106 et 107).

Le conseil d'État ajoute en passant que le gouverneur général a conservé le pouvoir de prononcer l'expropriation ; mais il ne donne pour cela aucune raison. Entend-il acquiescer à la théorie qui a, croyons-nous, été soutenue en 1886 par le ministère des travaux publics et qui consiste à dire que les pouvoirs dont le gouverneur général était investi par la législation antérieure au décret du 26 août 1881 étaient de deux espèces, les pouvoirs d'administration et les pouvoirs de gouvernement ; que les premiers ont

(Lloyd)

Un arrêté, en date du 5 décembre 1881, pris, pour le gouverneur général de l'Algérie, par le secrétaire général du gouvernement, a déclaré d'utilité publique le projet d'une gare de marchandises à établir à Arzew par la compagnie Franco-Algérienne sur des terrains appartenant à M. Edward Lloyd, et a prononcé l'expropriation, avec prise de possession d'urgence, des terrains nécessaires aux travaux de cette gare.

été repris par les ministres, mais que les seconds (au nombre desquels il faudrait ranger le pouvoir d'expropriation) sont restés attachés à la fonction de gouverneur, les ministres n'ayant pu les reprendre par la raison qu'ils n'en exercent pas d'analogues dans la métropole ?

Cette théorie a, suivant nous, le défaut d'ajouter aux textes, lesquels ne disent, en réalité, que ceci : 1° La législation spéciale à l'Algérie est maintenue (art. 2). — 2° Le gouverneur général conserve les attributions qui lui sont conférées par cette législation (art. 4). Que d'ailleurs ces deux dispositions soient d'une interprétation difficile, nous en convenons sans peine. On peut les comprendre comme l'auteur de l'article déjà cité (*Rev. Alg.*, 1886. 1. 103). On pourrait soutenir encore qu'elles maintiennent au gouverneur général tous les pouvoirs qu'il avait hérités du ministre de l'Algérie et des colonies en vertu de l'art. 6 du décret du 10 décembre 1860 et qu'il a exercés jusqu'en 1881, soit en vertu de ce décret, soit en vertu de celui du 24 octobre 1870 (art. 5) — que le conseil d'État invoque souvent bien qu'il n'ait jamais été sérieusement appliqué, — soit en vertu de textes spéciaux. Mais alors les délégations qui ont suivi la réorganisation de 1881 ne seraient qu'une superfétation, et toute la portée pratique de cette réorganisation aurait été d'affirmer, pour la satisfaction des principes, la subordination du gouverneur général aux ministres : conséquences évidemment contraires à l'esprit du décret et qui doivent faire rejeter cette manière de voir.

L'autre système semble mieux respecter les intentions des auteurs de ce décret. Il revient à dire, d'après l'art. 4, que les pouvoirs actuels du gouverneur général dérivent de deux sources distinctes : des lois spéciales qui les lui ont expressément conférés et des décrets de délégation. Mais il est un assez grand nombre de pouvoirs, par exemple, ceux de désigner le chef-lieu et la composition des circonscriptions appelées à élire des conseillers généraux, de nommer les assesseurs musulmans dans les assemblées départementales, de créer et d'organiser les communes mixtes et indigènes, de fonder et de peupler de nouveaux centres de colonisation, de constituer la propriété indigène, etc., qui, bien qu'ayant été conférés au gouverneur général par des lois spéciales, lui ont néanmoins été nommément délégués par décrets. Est-ce à dire que ces délégations ont été faites à tort ? Ou bien faut-il admettre que le décret de réorganisation a fait perdre au gouverneur général même les pouvoirs qui lui avaient été expressément confiés par des lois spéciales, quand il a commencé par placer sous l'autorité directe des ministres compétents les services à l'égard desquels ces pouvoirs devaient s'exercer ? Cette dernière opinion semble la plus probable, bien qu'elle ne puisse s'appuyer sur aucune disposition pré-

M. Lloyd s'est pourvu au conseil d'État en annulation de cet arrêté, se fondant sur ce que : 1° le gouverneur général de l'Algérie n'était plus investi des pouvoirs légaux à l'effet de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation pour l'exécution des travaux de chemins de fer ; 2° le secrétaire général du gouvernement n'avait, en tout cas, reçu de la loi ou du gouverneur aucune délégation de pouvoirs à l'effet de prendre l'arrêté attaqué ; 3° l'utilité publique des travaux projetés n'était pas justifiée.

A la date du 12 mars 1886, le conseil d'État a rendu un arrêt par lequel il annulait l'arrêté dont il s'agit (V. cet arrêt *Rev. Alg.*, 1886. 2. 205).

Bien que, par cet arrêt, le conseil d'État eût réservé entièrement la question de compétence du gouverneur général que le pourvoi lui présentait à résoudre en première ligne, les éléments de discussion apportés sur ce point dans le débat, et notamment les conclusions du commissaire du gouvernement, qui s'était prononcé nettement pour l'incompétence du gouverneur général, avaient inspiré des doutes à ce haut fonctionnaire sur l'étendue des pouvoirs dont il était investi

---

cise. Mais, dans ce cas, quels sont les pouvoirs que le gouverneur général peut exercer encore comme lui ayant été attribués par des lois spéciales, en dehors de ceux qui sont compris dans les décrets de délégation ? Nous n'en apercevons pas beaucoup. L'énumération de l'art. 1er du décret de réorganisation comprend, en effet, tous les services de l'Algérie qui n'étaient pas déjà placés sous l'autorité directe des ministres compétents.

Soutiendra-t-on que les pouvoirs d'infliger des peines disciplinaires aux indigènes, de frapper leurs biens de séquestre, de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation, ne constituant pas des services proprement dits, mais plutôt des pouvoirs de gouvernement, suivant l'expression du ministre des travaux publics, ont été maintenus au gouverneur général par le décret de réorganisation, tandis qu'il a perdu tous les autres, simples pouvoirs d'administration ? Mais, d'une part, il faut admettre, dans ce nouveau système, en ce qui concerne les pouvoirs de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation, que le gouverneur général les a conservés bien qu'ils ne lui fussent pas été nommément attribués par les lois spéciales (V. à ce sujet l'article de la *Revue* déjà cité) ; d'autre part, il faut considérer comme superflue et faite à tort la délégation des pouvoirs de police générale à l'égard des indigènes et d'expropriation en matière de colonisation contenue dans le décret contresigné par le ministre de l'intérieur.

Ainsi donc, quoi qu'on fasse, on n'arrive pas à une solution complètement satisfaisante, conciliant entre eux les diverses textes, et il semble à peu près impossible de déterminer les attributions auxquelles fait allusion la première partie de l'art. 4 du décret de réorganisation. Le conseil d'État classe au nombre de ces attributions le pouvoir de prononcer l'expropriation. Nous le constatons, mais nous regrettons qu'il ne dise pas pourquoi,

par la loi en pareille matière. Aussi crut-il devoir, en présence de cet arrêt, solliciter une délégation spéciale de pouvoirs à l'effet de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation en Algérie pour les travaux de chemins de fer. Cependant, sur l'assurance formelle qui lui fut donnée par le ministère des travaux publics que cette délégation lui était inutile, il prit, à la date du 14 octobre 1886, un nouvel arrêté portant expropriation des mêmes terrains et retira la demande de délégation qu'il avait formée.

M. Lloyd se pourvut contre le second arrêté, comme il l'avait fait contre le premier.

A l'appui de ce pourvoi, Me Rigot, avocat au conseil, a présenté les observations suivantes (1) :

§ I. — En Algérie, en matière de chemins de fer, l'utilité publique ne peut être déclarée, ainsi que l'expropriation prononcée, autrement que suivant les formes du droit commun, c'est-à-dire par un décret rendu en conseil d'État.

Les textes spéciaux à l'expropriation en Algérie ne confèrent pas au gouverneur général le pouvoir de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation.

C'est au ministre de la guerre que ce pouvoir était attribué par l'ordonnance royale du 1er octobre 1844, art. 26, sur la propriété en Algérie, et par le décret du 11 juin 1858, art. 1, sur l'expropriation d'urgence. — Il passa ensuite au ministre de l'Algérie et des colonies. Et c'est lors de la suppression de ce dernier ministère que le gouverneur général de l'Algérie le recueillit à son tour, en vertu de l'art. 1er du décret du 10 décembre 1860, qui dispose : « Le gouvernement et la haute administration de l'Algérie sont centralisés sous l'autorité du gouverneur général. »

C'est en effet sur ce texte exclusivement que s'est fondé le conseil d'État pour reconnaître au gouverneur général de l'Algérie le pouvoir en question : « Considérant qne l'art. 1er de notre décret du 10 décembre 1860 dispose que le gouvernement et la haute administration de l'Algérie sont centralisés à Alger sous l'autorité du gouverneur général ; qu'il résulte de cette disposition que le gouverneur exerce, en matière d'expropriation, les pouvoirs qui appartenaient autrefois au ministre de la guerre et qui avaient été transférés en 1858 au ministre de l'Algérie. » (Décision du 11 juillet 1867, affaire Julienne, *Recueil de Lebon*, 1867, page 634.) — D'où la conséquence que, si un acte législatif postérieur au décret du 10 décembre 1860 vient mettre un terme, ou apporter de grandes modifications à cette centralisation, entre les mains du gouverneur général, des pouvoirs de gouvernement et de haute administration de l'Algérie, les textes spéciaux à l'expropriation en Algérie ne fourniront aucun appui aux prétentions que pourrait émettre

(1) Ce mémoire avait déjà été produit devant la section de l'intérieur, au sujet de la demande d'avis adressée par le ministre des travaux publics au conseil d'État relativement à la délégation de pouvoirs sollicitée par le gouverneur général.

le gouverneur général à l'effet de retenir le pouvoir de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation.

Or une première atteinte aux pouvoirs que le gouverneur général tenait du décret de 1860 fut apportée par le décret du 30 juin 1876, qui dispose que « les actes de haute administration et de gouvernement qui doivent émaner du président de la République et qui concernent les travaux publics, les finances.... nous sont présentés, sur la proposition du gouverneur général, par le ministre compétent, qui contresigne le décret intervenu. » — Quels étaient ces actes de haute administration et de gouvernement dans l'élaboration desquels le gouverneur général ne conservait qu'un droit de proposition ? Comprenaient-ils, en matière de travaux publics, la déclaration d'utilité publique et l'expropriation ? Si un doute a pu exister sur ce point, il a été levé par les décrets dits de rattachement pris à la même date du 26 août 1881. Aux termes de l'art. 1er du premier de ces décrets « les services civils de l'Algérie ci-après dénommés sont placés sous l'autorité directe des ministres compétents, savoir : ministère des travaux publics : routes et ponts ; navigation, ports et phares ; service hydraulique, chemins de fer, mines, bâtiments civils et palais nationaux. »

Donc, pour l'exécution des services énumérés, la déclaration de l'utilité publique et l'expropriation rentrent sous l'empire du droit commun. Le gouverneur général perd en cette matière les pouvoirs qu'il tenait de la disposition générale du décret du 10 décembre 1860, relatif aux actes de haute administration et de gouvernement de l'Algérie.

En vain a-t-on fait observer, dans l'instruction du pourvoi de l'exposant au conseil d'État, pour défendre la compétence du gouverneur général, que l'art. 2 du décret du 26 août 1881 précité n'applique en Algérie les lois et décrets qui régissent en France les services énumérés en l'art. 1er que « dans celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale du pays. — On sait que l'ordonnance royale du 1er octobre 1844, art. 26, et le décret du 11 juin 1858 n'attribuent point au gouverneur général de l'Algérie les pouvoirs que M. Lloyd lui conteste. Et, quant au décret du 10 décembre 1860 sur les actes de haute administration et de gouvernement, il fait évidemment partie de ces textes généraux « relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie, » auxquels s'applique l'abrogation de l'art. 9 du décret du 26 août 1881. — L'art. 4 de ce nouveau décret dispose, il est vrai, que « indépendamment des attributions qui lui ont été conférées par les lois spéciales, le gouverneur général statuera, par délégation des ministres, sur les objets qui seront déterminés par des décrets rendus sur la proposition des ministres compétents. » Mais le décret concernant les attributions déléguées par le ministre des travaux publics au gouverneur général de l'Algérie et pris à la même date du 26 août 1881 ne contient qu'une délégation de pouvoirs sans importance, parmi lesquels ne figure pas celui de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation. — C'est seulement en matière de travaux de colonisation que le décret spécial aux attributions déléguées par le ministre de l'intérieur donne une délégation au gouverneur général pour exercer ce pouvoir « dans les conditions déterminées à l'ordonnance du 1er octobre 1844 et au décret du 11 juin 1858 » : ce qui achève de démontrer, par un argument *a contrario*, que pour tous autres travaux que ceux de colonisation le gouverneur général n'a pas conservé un semblable pouvoir.

C'est aussi à cette conclusion qu'aboutit un article publié par la *Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, pages 104, 105 et 106, cahier de mai 1886, annexé au présent mémoire, et dont l'auteur est M. Hamel, sous-chef de bureau au gouvernement général de l'Algérie.

§ II. — Mais si les décrets pris à la date du 26 août 1881 n'accordent pas au gouverneur général la délégation de pouvoirs qui lui serait nécessaire pour déclarer d'utilité publique l'exécution des travaux projetés à Arzew et prononcer l'expropriation des terrains de l'exposant, un décret postérieur pourrait-il, comme le soutient et ainsi que le sollicite présentement M. le gouverneur général, lui conférer ce pouvoir? M. Lloyd le conteste, et établira qu'il ne peut être question de conférer légalement à M. le gouverneur général un semblable pouvoir. — C'est, aux termes de l'art. 4 du premier décret du 26 août 1881, par « délégation des ministres » que le gouverneur général pourra statuer sur des objets qui seront déterminés par des décrets. Il faut donc qu'il s'agisse d'objets à raison desquels le pouvoir de décision appartient aux ministres par délégation desquels le gouverneur général pourra être appelé à statuer. — Or, et par deux ordres de raisons qui vont être examinées, le ministre des travaux publics n'est pas investi des pouvoirs nécessaires à l'effet de faire la déclaration d'utilité publique et d'ordonner l'expropriation dont s'agit.

§ III. — Le premier ordre de motifs est tiré de la législation applicable à l'Algérie en matière de chemins de fer. Cette législation ne confère qu'au pouvoir législatif, ou au président de la République par décret rendu en conseil d'État, suivant certaines distinctions, le droit de déclarer l'utilité publique pour l'exécution des voies ferrées.

En fait, les chemins de fer algériens de peu d'importance, dont la destination est industrielle, qu'ils aient accessoirement un caractère d'intérêt général, comme le chemin de fer d'Arzew à Saïda (décret du 29 avril 1884, *Bulletin officiel de l'Algérie*, n° 472, page 714), ou qu'il soient exclusivement industriels comme ceux des salines d'Arzew ou des mines de Kef (décrets du 17 mars et 22 août 1881, *même Bulletin*, pages 139 et 599), sont toujours déclarés d'utilité publique par un décret rendu en conseil d'État. — Si l'on se reporte aux visas de ces derniers décrets, on voit qu'ils se réfèrent à la loi du 12 juillet 1865, art. 2, § 5, sur les chemins de fer d'intérêt local, qu'un décret du 7 mai 1874 a promulguée en Algérie, à la loi du 27 juillet 1870 sur les grands travaux publics, et au décret du 30 juin 1876 sur les actes de haute administration et de gouvernement, cité plus haut. Or la loi du 22 juillet 1865 dispose que l'utilité publique sera déclarée par un décret rendu en conseil d'État, et celle du 27 juillet 1870 exige que cette déclaration soit faite par une loi pour les chemins de fer ayant plus de 20 kilomètres, et par un décret rendu en conseil d'État pour les travaux de moindre importance.

Depuis ces textes, une loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et sur les tramways a été promulguée en Algérie par un décret du 17 juillet 1883, et une autre loi du 27 juillet 1880, modificative de la loi du 7 avril 1810 sur les mines, a été promulguée par un autre décret du 21 août 1882. — Or la loi du 11 juin 1880 dispose, pour les chemins d'intérêt local, que l'utilité publique doit être déclarée par une loi (art. 2), et, pour les tramways, qu'elle doit être déclarée par un décret délibéré en conseil d'État (art. 29). La loi du 27 juillet 1880 dispose, pour les chemins de fer qui servent à l'exploitation d'une mine et qui peuvent être accessoirement

affectés à l'usage du public, qu'un décret rendu en conseil d'État déclarera l'utilité publique. — On peut en conséquence affirmer que, dans l'état de cette législation, pour toute voie ferrée établie en Algérie, le ministre des travaux publics n'a, pas plus que le gouverneur général, le droit de déclarer l'utilité publique des travaux projetés.

Dans ce sens, on peut consulter l'article précité de la *Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, page 107.

A ce premier point de vue il ne peut être question de déléguer au gouverneur général des pouvoirs qui n'appartiennent pas au ministre des travaux publics.

§ IV. — A un autre point de vue, l'utilité publique des travaux projetés à Arzew et entraînant l'expropriation de M. Lloyd ne pourrait être déclarée que par un décret rendu en conseil d'État.

On sait que c'est par un décret du 29 avril 1874, le conseil d'État entendu, qu'a été déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer d'Arzew à Saïda. A ce décret sont annexés la convention passée entre le gouverneur général de l'Algérie et la compagnie Franco-Algérienne pour la concession du chemin de fer et l'exploitation de 300,000 hectares de terrain à alfa qui devaient fournir au trafic du chemin de fer son aliment presque exclusif, et le cahier des charges fixant les obligations de la compagnie concessionnaire (*Bulletin officiel de l'Algérie*, année 1874, n° 581, p. 774 et suiv.).

M. Lloyd soutient et établira plus loin, au paragraphe V, que les nouveaux travaux dont M. le gouverneur général veut déclarer l'utilité publique ne sont pas en conformité avec le caractère du chemin de fer concédé en 1874, l'économie générale de cette concession et plusieurs dispositions de la convention du cahier des charges annexés. Mais, dès à présent, il soutient que cette question ne peut être légalement résolue ni par M. le ministre des travaux publics, ni par M. le gouverneur général. Le principe « *ejus est interpretari cujus est condere* » doit en faire renvoyer l'examen au conseil d'État. A plus forte raison, une modification au décret du 29 avril 1874 ne pourrait-elle être introduite que par un nouveau décret rendu en conseil d'État, comme le précédent. — L'exposant citera en ce sens deux précédents spéciaux à des chemins de fer algériens : — 1° Un décret du 7 mai 1874 a déclaré d'utilité publique le chemin de fer de Bône à Guelma, et approuvé la convention annexée au décret et fixant notamment la date servant de point de départ à la durée de la concession. Postérieurement on reconnut qu'il y avait eu erreur dans la détermination de cette date. Ni le gouverneur général, ni le ministre ne se sont reconnus compétents pour faire seuls la rectification nécessaire. C'est par un décret rendu en conseil d'État, à la date du 8 mars 1876, que la rectification a eu lieu (*Bulletin officiel de l'Algérie*, année 1876, n° 650). — 2° Le second précédent est relatif au chemin de fer d'Arzew à Saïda ; postérieurement au décret du 29 avril 1874, le gouverneur général de l'Algérie, d'accord avec la compagnie concessionnaire, jugea à propos de rectifier la détermination du périmètre, tel qu'il était fixé dans la convention annexée au décret. C'est par un second décret rendu en conseil d'État, à la date du 22 mars 1876, que cette rectification est intervenue.

§ V. — Il reste à démontrer que l'établissement d'une gare de marchandises portant de quatre à quatorze hectares l'emplacement de la gare d'Arzew n'est pas en conformité avec le projet qui a été approuvé en 1874, etc.

De son côté, M. le ministre des travaux publics a conclu ainsi qu'il suit :

Une première atteinte aux pouvoirs que le gouverneur tenait des stipulations générales du décret de 1860 a été portée par le décret du 30 juin 1876, dont l'art. 1er dispose : « Les actes de haute administration et de gouvernement qui doivent émaner du président de la République et qui concernent les travaux publics, les finances, l'agriculture et le commerce en Algérie nous sont présentés, sur la proposition du gouverneur général, par le ministre compétent, qui contresigne le décret intervenu. » — En matière de travaux publics, le gouverneur général ne conservait donc qu'un droit de proposition, toutes les fois qu'il s'agissait d'actes de haute administration et de gouvernement. — De même que le décret de 1860 avait rendu d'une manière implicite au gouverneur général le droit de prononcer l'utilité publique des travaux, de même le décret de 1876 comprenait implicitement ce droit parmi les actes de haute administration enlevés au gouverneur général. C'est ainsi que celui-ci a proposé au ministre des travaux publics de provoquer des décrets pour prononcer l'utilité publique des chemins de fer industriels des salines d'Arzew (décret du 17 mars 1881) et des mines de Kef-Oum-Theboul, à l'embouchure de la Ménida (décret du 22 août 1881), bien que l'établissement de ces voies ferrées n'engageât d'aucune manière les finances de l'État. — Ces deux décrets, rendus en conseil d'État, visent le décret précité du 30 juin 1876, qui, seul, pouvait justifier l'intervention du pouvoir central en pareille circonstance.

Au surplus, en admettant qu'il pût y avoir des doutes sur les conséquences à tirer du décret de 1876, il ne me semble pas qu'il puisse y en avoir sur la portée du décret du 26 août 1881. Il enlève, en principe, au gouverneur général tout pouvoir propre ; celui-ci ne peut agir, désormais, qu'en vertu de délégations qui lui sont données par le ministre et qui, en fait, lui ont été données par les décrets spéciaux du même jour, 26 août 1881. — La déclaration d'utilité publique des travaux est, comme les autres actes de haute administration, placée dans les attributions du pouvoir central, c'est-à-dire sous l'empire du droit commun. Comment pourrait-on comprendre que le ministre des travaux publics ait pu, par l'un des décrets du 26 août 1881, déléguer au gouverneur général le droit d'approuver des projets de travaux neufs au-dessous de 25,000 francs, des marches de trains, des réglementations de passage à niveau, sans avoir, pour lui-même, le pouvoir, autrement important, de provoquer l'utilité publique des travaux ? Il y aurait là une contradiction tout à fait inadmissible.

On invoque cependant, en faveur de la thèse contraire, l'art. 2 du décret du 26 août 1881, ainsi conçu : « Les lois, décrets, arrêtés, règlements et instructions ministérielles qui régissent en France ces divers services s'appliquent en Algérie, dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale de ce pays. — On objecte qu'en matière de déclaration d'utilité publique et d'expropriation il a été dérogé aux lois, décrets, etc... de la métropole par la législation spéciale de l'Algérie. — Cette objection ne me paraît pas fondée. La « législation spéciale » à laquelle le décret fait allusion est celle qui est relative à la manière dont s'effectuent les expropriations, aux formalités à remplir, au mode de fixation des indemnités. Cette législation, à laquelle

on ne pouvait toucher incidemment, est indépendante des attributions du gouverneur général. On a vu qu'à un moment donné le droit de déclaration et d'expropriation a passé au ministre de la guerre, puis qu'il est revenu au gouverneur général, subissant ainsi le sort des autres attributions de ce fonctionnaire ; celui-ci ne tenait, en réalité, ses droits spéciaux en matière d'utilité publique que des ordonnances et décrets relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie, ordonnances et décrets que l'art. 9 du premier décret de 1881 a explicitement abrogés. — Le pouvoir de déclarer l'utilité publique et de prononcer l'expropriation n'avait pu, à la suite des décrets de 1881, continuer à être exercé par le gouverneur général qu'en vertu d'une délégation expresse des ministres intéressés. Semblable délégation lui a été donnée, en ce qui concerne l'expropriation pour les services de colonisation, par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur ; elle n'existe pas en matière d'expropriation relative aux travaux publics.

Il y a là évidemment une lacune, en ce sens que, si la déclaration d'utilité publique doit incontestablement appartenir, dans tous les cas et pour n'importe quels travaux, au pouvoir central, le droit de prononcer l'expropriation peut, avec avantage, être délégué au gouverneur général. Je suis disposé, si le conseil d'État, statuant au contentieux, partageait ma manière de voir sur le point de droit qui lui est soumis, à provoquer les mesures nécessaires pour donner au gouverneur général la délégation qui lui fait défaut. Mais c'est là une question étrangère à l'instance. — Dans l'état actuel des choses, je suis obligé de conclure qu'en prenant l'arrêté du 14 octobre 1886, le gouverneur général a excédé ses pouvoirs et que cet arrêté doit être annulé.

Conformément à ces mémoire et conclusions, le conseil a rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la section du contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour le sieur Ed. Lloyd, etc. ; — Vu l'ordonnance du 1er octobre 1844 et la loi du 16 juin 1851 ; — Vù les décrets du 26 août 1881 ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et du 24 mai 1872, art. 9 ;

Considérant que pour demander l'annulation de l'arrêté du 14 octobre 1886 par lequel le gouverneur général de l'Algérie a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une gare aux marchandises au port d'Arzew, sur le chemin de fer d'Arzew à Saïda, et a prononcé en même temps l'expropriation des terrains nécessaires à la construction de cette gare, le sieur Lloyd soutient que la déclaration d'utilité publique aurait dû être prononcée par un décret ;

Considérant que l'arrêté attaqué a été pris en vertu des pouvoirs conférés au gouverneur général par l'ordonnance du 1er octobre 1844 et la loi du 16 juin 1851, et confirmés par le

décret du 24 octobre 1870, aux termes duquel le gouvernement et la haute administration de l'Algérie sont centralisés à Alger sous l'autorité de ce haut fonctionnaire;

Mais considérant que le service des chemins de fer en Algérie a été placé sous l'autorité directe du ministre des travaux publics par le décret du 26 août 1881, qui a rendu applicables en Algérie les lois, décrets, arrêtés et règlements qui sont en vigueur en France, dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale de l'Algérie;

Considérant que, si le décret du 26 août 1881 n'a pas eu pour objet de modifier les pouvoirs que le gouverneur général exerce, en matière d'expropriation, en vertu de la législation spéciale édictée par l'ordonnance du 1er octobre 1844 et la loi du 16 juin 1851, il a eu pour but et pour effet de rendre applicables en Algérie les lois et décrets d'après lesquels l'utilité publique des travaux entrepris pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne peut être déclarée que par décret; que, dès lors, le sieur Lloyd est fondé à soutenir qu'en prenant l'arrêté du 14 octobre 1886 le gouverneur général de l'Algérie a excédé ses pouvoirs;

Décide : — L'arrêté ci-dessus visé du gouverneur général de l'Algérie, en date du 14 octobre 1886, est annulé.

MM. LAFERRIÈRE, *prés.*; DE ROUVILLE, *rap.*; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.* — Me RIGOT, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

30 mai 1888

Appel, justice musulmane, région saharienne, recours au midjlès, réitération d'appel, notification, délai.

Dans la région saharienne non soumise au régime civil, le recours au midjlès implique appel de la décision du cadi interjeté devant la juridiction française, et au besoin équivaut à un appel formel de cette décision.

Le délai de 40 jours dans lequel l'appelant doit, à peine de déchéance, déclarer à l'adel du midjlès qu'il persiste dans son appel ne court qu'à partir de la notification aux parties de l'avis du midjlès.

Le midjlès n'émettant qu'un simple avis, on ne saurait

avoir égard à l'appel relevé contre la délibération de ce midjlès par la partie qui avait obtenu gain de cause devant le cadi (1).

(1) Ben Yaya ben Abdel Azziz, débouté de sa demande par jugement du cadi, au lieu de faire appel dans les trente jours de ce jugement (D. 8 janvier 1870, art. 8), avait soumis l'affaire au midjlès. Le midjlès émit un avis contraire à l'avis du cadi. L'appel, s'il eût été formé en temps utile, eût donc conservé tout son effet, à charge, par l'appelant, de le réitérer dans les quarante jours de la notification de cet avis (art. 12 du décret). S'agissant d'ailleurs, dans l'espèce, d'une demande supérieure à 2,000 francs, l'appel conservait son effet quel que fût l'avis du midjlès (art. 11 même décret). El Hadj Mouffok, qui avait obtenu gain de cause devant le cadi, considéra l'avis contraire du midjlès comme une véritable décision lui faisant grief, et le déféra à la juridiction d'appel. Au cours de cette instance d'appel, Ben Yaya a déclaré à son tour relever appel de la sentence du cadi.

Il est évident, d'une part, que la Cour n'avait pas à statuer sur le mérite d'une délibération qui, en réalité, ne faisait aucun grief à El Hadj Mouffok, et laissait subsister dans son entier le jugement qui donnait gain de cause à celui-ci. D'un autre côté, à ne s'en tenir qu'aux termes de l'art. 8 du décret, l'appel de Ben Yaya était irrecevable, comme fait en dehors des formes et délais légaux. Mais la Cour d'Alger, devant laquelle de semblables difficultés se sont fréquemment présentées, a généralement admis que le recours au midjlès impliquait, de la part de celui qui avait succombé devant le cadi, appel devant la justice française (V. notamment Alger, 18 oct. 1887, *Rev. Alg.* 1888. 2. 35, et la note). Par suite Ben Yaya a été considéré comme régulièrement appelant.

La procédure d'appel organisée par le décret du 8 janvier 1870 a, il faut le dire, quelque peu dérouté les indigènes des régions sahariennes. Les décrets de 1859 et 1866, sur la justice musulmane dans le Tell, avaient maintenu les anciennes coutumes touchant le recours au midjlès, et qui étaient les mêmes dans le Sahara que dans le Tell. Aux termes de ces décrets, le recours au midjlès précédait la déclaration d'appel devant la juridiction française. Le cadi qui avait statué faisait partie du midjlès, et rendait une seconde sentence, conforme ou non à l'avis de cette assemblée. Intervenait ensuite la déclaration d'appel. La juridiction française n'était donc jamais saisie que de l'appel d'un jugement et non d'une simple délibération. Dans le Sahara, au contraire, depuis le décret de 1870, l'appel doit être interjeté tout d'abord. Le midjlès se réunit ensuite. Son avis n'est pas suivi d'une seconde décision du cadi. Mais les parties, imbues des traditions de l'ancienne procédure musulmane, ne font appel qu'après l'avis du midjlès, et presque toujours les adels qui reçoivent la déclaration d'appel mentionnent dans l'acte que l'appel est relevé contre l'avis qu'ils s'obstinent à qualifier de décision. De là les imbroglios de procédure auxquels la jurisprudence de la Cour a essayé de mettre fin. Il serait à souhaiter que des instructions fussent adressées aux cadis et adels de la région saharienne militaire, précisant les règles et la marche à suivre en cas d'appel, et rappelant surtout à ces fonctionnaires que, pas plus dans le Sahara qu'autrefois dans le Tell, les délibérations de midjlès ne constituent des décisions judiciaires susceptibles d'appel.

(El Hadj El Mouffok ben Chioukh c. Ben Yaya ben Abdel Aziz.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'après la décision du cadi qui repoussait ses demandes, le sieur Ben Yaya ben Abdel Aziz s'est pourvu devant le midjlès consultatif de Djelfa ;

Attendu que, d'après une jurisprudence plusieurs fois affirmée par cette chambre, ce recours impliquait un appel, fait devant la Cour, de la décision rendue, et équivalait au besoin à un appel formel de cette décision ; — Attendu, à la vérité, qu'aux termes de l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870, la partie qui a interjeté appel du jugement du cadi doit, dans les quarante jours, à peine de déchéance, déclarer à l'adel du midjlès qu'elle persiste dans cette voie ; — Mais attendu que ce délai de déchéance ne court qu'à partir de la notification faite aux parties comparantes de l'avis du midjlès à la diligence de l'adel, remplissant les fonctions de greffier ; — Attendu qu'il n'est pas établi que cette notification a eu lieu ; — Qu'ainsi le sieur Yaya ben Abdel Aziz est encore dans les délais pour agir ;

Attendu que c'est en cet état de choses qu'il présente sa cause devant la Cour ; qu'il y comparaît ; qu'il la saisit de ses moyens et se montre prêt à les discuter en présence de son adversaire ; qu'il ne peut lui être fait grief, en l'état, de l'absence de la formalité exigée par l'art. 12 et qui a pour but d'obtenir la constatation de ce fait que l'appelant, après l'avis du midjlès, persiste dans sa voie originaire de recours ;

Attendu que l'appel relevé par El Hadj El Mouffok contre un simple avis du midjlès n'a aucune raison d'être ; qu'il n'y a donc pas lieu d'y avoir égard ; — Que Me Vandier, pour sa partie, reconnaît devant la Cour qu'alors même que cet appel équivaudrait à un appel du jugement du cadi, il n'en demeurerait pas moins irrecevable ; — Qu'il serait en effet dénué d'intérêt, le jugement attaqué ayant donné gain de cause au dit El Hadj El Mouffok ;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins et moyens proposés par El Hadj El Mouffok contre la recevabilité de l'appel de Ben Yaya ben Abdel Aziz, fins et moyens qui sont rejetés ; — Dit cet appel recevable ; — Ordonne en conséquence qu'il sera conclu et plaidé au fond.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; LECLERC, *rap.* ; COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.* — Mes VANDIER et DIVIELLE, *av.*

TRIBUNAL DE BLIDA (1re Ch.).

—

7 novembre 1888

—

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du titre II, titre définitif, irrégularités, territoire non soumis, titre français préexistant.

—

Le titre définitif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873 ne forme le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, qu'autant que les opérations ont eu lieu conformément aux prescriptions de ladite loi ;

Et il n'en est pas ainsi lorsque le commissaire enquêteur, ayant reçu mission d'opérer sur le territoire d'une commune indigène, a fait porter ses opérations sur un immeuble situé dans le territoire de la commune de plein exercice du même nom ; alors surtout que ce dernier territoire (dans l'espèce la commune de Miliana et sa banlieue) était dispensé de droit de toute vérification des titres aux termes de l'ordonnance du 21 juillet 1846, les seuls territoires où la propriété doive désormais, dans l'espèce de ladite loi, être reconnue et constituée étant les territoires purement indigènes appartenant encore au statut réel transitoire indigène, et non ceux déjà soumis au statut réel français (1) ;

En admettant même que l'immeuble objet du titre définitif ait été situé dans le territoire soumis aux opérations du commissaire enquêteur, celui-ci a encore procédé irrégulièrement en comprenant cette terre dans ses opérations, lorsque la propriété en était déjà constatée par un titre administratif ; et le nouveau titre français délivré dans de pareilles circonstances ne saurait être opposé au premier (2).

---

(1) V. Alger, 2 avril 1884 (*Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 113 et *Rev. Alg.*, 1887. 2. 101) et le mémoire produit à l'appui du pourvoi en cassation formé contre cet arrêt (*suprà*, p. 9).

(2) Jurispr. et doctr. constantes : V. Civ. cass., 13 nov. 1888 (*suprà*, p. 1) et la note 1 ; Alger, 6 févr. 1888 (*suprà*, p. 95) et la note.

(Mariani et consorts c. Touma Khadraoui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que des débats et des pièces versées aux dossiers respectifs des parties résultent les faits suivants : — A la suite de la prise de Miliana, qui eut lieu en 1840, les immeubles des propriétaires indigènes se trouvant tant dans Miliana que dans les environs furent l'objet de séquestre ; — Le 17 juin 1854, la commune de Miliana était créée avec Affreville comme section ; — Le 7 mars 1855, le maréchal de France, ministre de la guerre, Vaillant approuvait diverses propositions ayant pour but soit de régulariser, par acte de donation, les restitutions d'immeubles qui avaient été faites administrativement aux divers propriétaires séquestrés, soit de régulariser, de la même manière, l'attribution de 4,139 hectares 36 ares 85 centiares de terres domaniales réparties à titre de compensation. En conséquence, le 26 août 1857, le préfet d'Alger, Latour-Mézeray, approuvait la donation, que faisait, au nom de l'État, à la dame Touma Khadraoui le receveur des domaines Depienne, d'une becheira à l'ancien quartier El Melab, portant le n° 268 du plan cadastral, section 2, de la ville de Miliana, d'une contenance, en superficie, de 70 ares 30 centiares, consignée sous le n° 443 du sommier de consistance n° 4, tel que ledit immeuble était figuré au plan y annexé par un liseré vert ; — Le 20 mars 1859, à la requête de Touma Khadraoui, ainsi qu'il appert d'une pièce produite par Marini lui-même, celle-ci faisait à la dame Marie Louquet et à son mari Paolo Attard (ou plutôt Azzopardi) notifier le titre de donation susdit, les sommant d'abandonner les lieux ; à quoi Paolo Attard répondit « qu'il tenait le terrain du chef de sa femme, héritière du feu Jean Louquet, son père, auquel il avait été donné par l'autorité administrative ; que cependant, puisque la requérante produisait un titre régulier, il était prêt à délaisser la propriété, si la requérante voulait, à dire d'experts, lui tenir compte des améliorations faites par feu son beau-père et par lui sur le terrain qui avait été donné en friche ». Cette sommation paraît avoir obtenu le résultat voulu par Touma Khadraoui ; un *modus vivendi* s'établit, en tout cas, entre les deux voisins, Touma restant dans les limites du n° 268 seulement ; — Le 19 mai 1863, ainsi que l'allègue le défendeur Marini, sans en rapporter la preuve (puisqu'il n'a point voulu produire ses titres), il aurait été fait à son auteur, la dame Marie Louquet, épouse Azzopardi Paolo, par arrêté du préfet d'Alger en date du 19 mai 1863, conces-

sion d'une propriété sise banlieue de Miliana, quartier Sidi Bel Abbès, portant les nos 264, 265, 266 et 267 du plan cadastral, section 2, de la ville de Miliana, à laquelle Marini indique comme superficie 1 hectare 92 ares 40 centiares ; — Le 20 juin 1887, le gouverneur général, ayant pris un arrêté soumettant à l'application de la loi du 26 juillet 1873 la circonscription du territoire indigène de la commune de Miliana et autres localités, nommait M. Picquot commissaire enquêteur pour y procéder ; — Celui-ci, s'étant cru appelé à opérer sur le territoire même de la commune de Miliana et de sa banlieue, sans se préoccuper, à un autre point de vue, des titres français antérieurs conférés dans le territoire où il opérait, procéda à ce qu'il croyait entrer dans ses attributions, et, sous le n° 339, il fut délivré par M. Perrioud, directeur des domaines, à la date du 31 janvier 1881, un titre définitif portant attribution à Touma Khadraoui d'un lot complanté en vignes, arbres fruitiers, cactus et pâture, sur lequel était édifiée une maison, et d'une superficie de 1 hectare 2 ares 55 centiares ; — Nantie de ce titre définitif, qui lui donnait une contenance supérieure à son titre primitif de donation du 26 août 1857, la dame Touma Khadraoui ayant introduit une assignation en bornage contre 1° Marini, 2° Antoinette Azzopardi, épouse Duclerc, et 3° Jeanne Azzopardi, religieuse, demeurant à Boufarik, obtenait, le 13 janvier 1885, du juge de paix de Miliana, un jugement préparatoire ordonnant le bornage ; — Le 9 février 1885, s'apercevant que le titre définitif attribuait à Touma Khadraoui, en plus du n° 268 du plan cadastral, le n° 270 tout entier, qui était la propriété des héritiers de feu Louquet, Marini et les consorts Azzopardi contestèrent et le titre et la propriété de Touma ; — Le juge de paix, maintenant son bornage pour les parties incontestées, se déclara incompétent quant au lot n° 270, et renvoya les parties à se pourvoir ;

Attendu que c'est dans ces circonstances que se produit le présent litige, la dame Touma persistant à se prévaloir de son titre définitif, Mariani soutenant, au contraire, que l'irrégularité des opérations du commissaire enquêteur vicie le titre définitif, et que l'unique titre dont celle-ci peut se prévaloir est le titre de donation du 26 août 1857 ;

Attendu qu'il résulte, tout d'abord, des recherches auxquelles se sont livrés, sur les lieux mêmes, les experts Carriol, Bertrand et Descours, en vertu du jugement préparatoire du 1er juin 1887 de ce tribunal, que les terres litigieuses se trouvent bien dans le territoire de la banlieue de la commune de Miliana et nullement dans le territoire de la commune indigène, le seul sur lequel l'arrêté du gouverneur général du 20 juin 1877

autorisait le commissaire enquêteur à opérer ; — Attendu que cette constatation est exacte en fait, puisque les parcelles litigieuses portent les nos 268 et 270 du cadastre, section 2, de la commune de Miliana ; que la lecture de l'acte de donation du 26 août 1857 à Touma Khadraoui suffit à le démontrer ;

Attendu, dès lors, qu'à ce premier point de vue les opérations du commissaire enquêteur sont irrégulières ; — Attendu, en effet, que, s'il est hors de discussion que le titre définitif délivré conformément à l'article 18 de la loi du 26 juillet 1873 devient, à partir de la délivrance, le point de départ unique de la propriété, encore faut-il que depuis son point de départ jusque et y compris la délivrance de ce titre définitif la procédure édictée par cette loi ait été observée, et que le commissaire enquêteur ne soit pas sorti, volontairement ou par erreur, du cadre qui lui était tracé par l'arrêté du gouverneur général ; qu'en effet, on ne saurait soutenir qu'un commissaire enquêteur, investi de pouvoirs pour tels zone ou centre de population déterminés, puisse valablement enquêter dans un autre département ou un autre territoire ; — Attendu en outre que, l'arrêté du gouverneur général n'eût-il pas employé l'expression, peu ambiguë, de « territoire de la commune indigène », la commune de Miliana et sa banlieue étaient dispensées d'ailleurs de droit de toute vérification ; — Attendu, en effet, que de l'exposé des motifs de l'ordonnance du 21 juillet 1846 il appert que, dans la banlieue des villes où la terre est possédée et, généralement, la propriété délimitée, close de murs ou de haies et parfaitement connue, la mesure de la vérification des titres aurait été sans objet et sans motifs ; que c'est là la raison pour laquelle cette ordonnance déclara dispenser positivement de la vérification tendant soit à reconnaître la propriété, soit à la constituer, les territoires situés dans les communes d'Alger, d'El-Biar et autres ; — Attendu que les territoires dispensés de l'application de l'ordonnance de 1846 étaient, par un *a fortiori* évident, compris dans la même catégorie, et qu'en outre la liste des nombreuses communes créées depuis cette ordonnance devait, en vertu de la règle *ubi eadem ratio ibi idem jus*, venir s'ajouter aux communes d'Alger, d'El-Biar et autres dispensées de la vérification ; que c'est là du moins ce qu'a décidé une jurisprudence constante ; — Attendu que l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, auquel il échet de se reporter pour bien pénétrer la pensée du législateur du 26 juillet 1873, ne permet pas d'incertitude, et qu'il n'est pas douteux que les seuls territoires où la propriété doive désormais être reconnue et constituée par les commissaires enquêteurs sont les

territoires des tribus et des douars, c'est-à-dire les territoires purement indigènes appartenant encore au statut réel transitoire indigène; — Attendu qu'en omettant, à dessein, de comprendre dans les territoires à vérifier les centres de population européens érigés successivement en communes depuis l'ordonnance du 31 juillet 1846, le législateur du 26 juillet 1873 reconnaissait que le territoire des communes de plein exercice faisait au même titre que les communes d'Alger, El-Biar et autres, partie intégrante du statut réel français en Algérie;

Attendu, à un autre point de vue, que, même en admettant que l'immeuble litigieux se trouvât, en fait, compris dans le territoire de la commune indigène où le commissaire enquéteur pouvait seulement opérer régulièrement, ce dernier a commis une nouvelle irrégularité; qu'en effet, la seule inspection du sommier de consistance n° 4, sous le n° 443, et du plan figuré par un liséré y annexé, pièce que l'administration des domaines possède, ainsi que la préfecture d'Alger, établissait avec certitude le caractère désormais indélébile de terre française de la béheira portant le n° 268 du plan cadastral, section 2, de la ville de Miliana, que le commissaire a eu évidemment sous les yeux, ainsi que la matrice cadastrale portant le nom du véritable propriétaire de cette terre; que l'existence d'un titre pareil, révélée ainsi au commissaire enquêteur, obligeait celui-ci à ne pas opérer sur une terre déjà pourvue d'un titre administratif français, dont il est matériellement impossible qu'il ait ignoré l'existence, à supposer que Touma Khadraoui n'ait pas mis sous ses yeux l'expédition du titre du 26 août 1857; qu'il a donc ainsi fait litière du titre français et des indications matérielles de la matrice cadastrale de Miliana, pour conférer sans droit, à l'encontre de toute évidence, au préjudice des tiers ses voisins, un second titre français différent du titre français déjà délivré à Touma par le domaine de l'État;

Attendu que, dans ces circonstances, c'est avec raison que Marini, produisant le titre de donation du 26 août 1857, que Touma Khadraoui ne peut méconnaître comme son véritable titre, demande à ce que celle-ci se renferme strictement dans les limites de ce titre qui ne lui donne droit à autre chose qu'au n° 268 seulement; que, ce point acquis, il n'échet de s'occuper du surplus des conclusions de Marini, sur la question de prescription;

Par ces motifs : — Vidant le préparatoire du 1er juin 1887 et son délibéré du 31 juillet 1888; — Déclare nul et non opposable à Marini le titre définitif n° 339 délivré à Touma Khadraoui

après les opérations irrégulières du commissaire enquêteur Picquot ; — Dit que le seul titre opposable à Marini est le titre du 26 août 1857, et que Touma devra se renfermer strictement dans les limites du n° 268 du plan cadastral de Miliana, etc.

MM. JOBERT, *prés.* ; ROBE, *proc. de la Rép.* — Mes THÉRON et LEBIHAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

—

13 décembre 1888

—

Compétence, Tunisie, juridiction consulaire, jugement, appel, exequatur.

—

Le tribunal français de Tunis est compétent pour ordonner l'exécution des jugements rendus par les anciens tribunaux consulaires italiens, sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité franco-sarde du 24 mars 1760 (1) ;

Peu importe que le litige se soit terminé devant la juridiction d'appel et non devant la juridiction consulaire, alors surtout que le jugement de première instance a été simplement confirmé en appel, auquel cas, suivant la jurisprudence italienne, la sentence des premiers juges constitue le véritable titre dont l'exécution peut être poursuivie ;

En réservant aux tribunaux consulaires italiens la connaissance des litiges en cours, la convention diplomatique du 25 janvier 1884 n'a pas entendu que les parties pourraient revenir devant ces tribunaux pour la procédure d'exécution ;

A supposer qu'il en fût autrement, l'exécution par la voie consulaire serait purement facultative, et, d'autre part, on ne saurait considérer comme litige en cours un litige tranché par une sentence définitive contre laquelle aucun pourvoi n'a été formé devant une juridiction supérieure.

---

(1) V. trib. de Tunis, 13 déc. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 73) et les renvois en note.

(Andréa Kalicuni c. Diego Tatania)

Attendu que le sieur Andréa Kalicuni demande que ce tribunal rende exécutoire en Tunisie un jugement du tribunal consulaire italien de Tunis en date du 16 novembre 1883, confirmé le 25 février 1888 par arrêt de la Cour d'appel de Gênes, qui a condamné le sieur Diego Tatania à lui payer une somme principale de 2,150 francs ; — Attendu que le sieur Diego Tatania conclue à ce que le tribunal se déclare incompétent pour ordonner cette mesure ; — Attendu qu'il invoque deux moyens à l'appui de cette exception d'incompétence : qu'il prétend d'abord que l'exécution des décisions dont il s'agit devrait être demandée par lettres rogatoires adressées à la Cour d'appel d'Alger par la Cour d'appel de Gênes conformément au traité conclu en 1760 entre la France et la Sardaigne ; qu'il soutient en second lieu que cette exécution pourrait être encore aujourd'hui poursuivie devant le tribunal consulaire italien de Tunis, d'où émane le premier jugement ;

Sur le premier moyen : — Attendu que le traité du 24 mars 1760, passé entre la France et la Sardaigne et applicable aujourd'hui à tout le royaume d'Italie, décide dans son article 22 que « pour favoriser l'exécution réciproque des jugements, les Cours suprêmes déféreront de part et d'autre à la forme du droit aux réquisitions qui leur seront adressées à ces fins mêmes sous les noms des dites Cours » ; — Attendu que ce traité a été complété par la déclaration interprétative du 10 septembre 1860, qui est ainsi conçue : « Il est expressément entendu que les Cours, en déférant à la forme du droit aux demandes d'exécution des jugements rendus dans chacun des deux États, ne devront faire porter leur examen que sur les trois points suivants, savoir : 1° Si la décision émane d'une juridiction compétente ; 2° Si elle a été rendue les parties dûment citées ou légalement représentées ou défaillantes ; 3° Si les règles du droit public ou l'intérêt de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée ne s'opposent pas à ce que la décision du tribunal étranger ait son exécution » ;

Attendu qu'il résulte des termes mêmes de ces dispositions qu'elles ont pour but de rendre plus facile l'exécution des jugements entre Français et Italiens ; — Attendu dès lors qu'elles n'ont aucun caractère impératif et qu'elles n'enlèvent pas aux parties le droit de suivre, si bon leur semble, la procédure ordinaire en se soumettant au droit commun pour demander aux tribunaux de l'un des deux pays l'exécution des jugements rendus dans l'autre (Voir dans ce sens arrêt de la Cour de

cassation, chambre civile, du 5 mars 1888) ; — Attendu au surplus que les décisions qu'il s'agit d'exécuter émanent de l'ancienne juridiction consulaire italienne de Tunis ; que le traité de 1760 ne peut donc pas leur être appliqué ; et que la solution de la question doit être cherchée dans l'arrangement conclu le 25 janvier 1884 entre la France et l'Italie (1) relativement à l'exercice de la juridiction française en Tunisie sur les sujets italiens ; — Attendu que l'article 1er de cette convention diplomatique porte : « Le gouvernement du roi consent à suspendre en Tunisie l'exercice de la juridiction des tribunaux consulaires italiens. La juridiction exercée par ces tribunaux sera transférée aux tribunaux récemment institués en Tunisie dont S. A. le bey a, par un décret du 5 mai 1883, étendu la compétence aux nationaux des États qui consentiraient à faire cesser de fonctionner leurs propres tribunaux consulaires dans la régence » ; — Attendu que le décret du 5 mai 1883 (2) visé dans ce texte a été rendu par S. A. le bey avec l'approbation du gouvernement français en exécution des traités qui ont placé la Tunisie sous le protectorat de la France ; et qu'il dispose dans son article unique que « les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seront supprimés deviendront justiciables des tribunaux français dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes » ;

Attendu que la suspension de la juridiction consulaire italienne stipulée dans la convention mentionnée ci-dessus a été établie non pas à titre temporaire, mais pour une durée indéfinie ; — Attendu que par suite de cet état de choses les tribunaux français ont succédé en Tunisie aux tribunaux consulaires italiens ; — Mais attendu que ce changement n'a porté aucune atteinte aux droits antérieurement acquis, et que dès lors la juridiction française substituée aux tribunaux consulaires doit assurer aujourd'hui en Tunisie l'exécution des décisions rendues par ces tribunaux ; — Attendu qu'aux termes des articles 545 et 546 du Code de procédure civile, cette exécution ne peut être obtenue par la contrainte qu'en vertu d'un ordre émané des tribunaux français ; mais que, pour ne pas violer la règle de la non rétroactivité des lois, cet ordre doit être donné sans révision au fond et sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité de 1760 ; — Attendu que ces principes ont été consacrés plusieurs fois par la jurisprudence dans des

---

(1) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 53.

(2) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 39, note.

cas analogues (Voir notamment arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1868, Dalloz, année 1868, 1re part., p. 473) ;

Attendu que les règles à suivre ne sauraient être différentes lorsque le litige, au lieu de s'être terminé devant les tribunaux consulaires italiens de Tunis, a été porté en appel devant la Cour de Gènes ; — Attendu en effet que les principes à appliquer sont les mêmes ; que l'exécution de la sentence doit donc être demandée dans les deux cas aux tribunaux qui ont en Tunisie plénitude de juridiction sur les Européens, c'est-à-dire aux tribunaux français de 1re instance ; et que les parties ne peuvent pas être obligées de s'adresser à la Cour d'Alger, qui, d'après la loi du 27 mars 1883, n'exerce que les attributions d'une juridiction de second degré ; — Attendu du reste que dans l'espèce la Cour d'appel de Gênes a simplement confirmé le jugement rendu au profit du sieur Andréa Kalicuni par le tribunal consulaire italien de Tunis ; — Attendu que la jurisprudence italienne décide dans ce cas que la sentence des premiers juges constitue le véritable titre dont est poursuivie l'exécution (Voir dans ce sens arrêt de la Cour d'appel de Brescia du 15 avril 1868, *Annali,* t. 2, p. 380, et arrêt de la Cour de cassation de Turin, du 11 septembre 1877, *Giornale dei tribunali*, t. 6, p. 314) ;

Sur le second moyen : — Attendu qu'aux termes de l'art. 12 de la convention diplomatique du 25 janvier 1884 mentionnée ci-dessus, « les procès en appel devant la Cour de Gènes suivent devant ce magistrat et éventuellement devant les Cours supérieures leur cours régulier jusqu'à ce que la procédure soit intégralement épuisée. Les procès qui se trouveront au moment de l'inauguration du nouveau régime en cours devant les tribunaux consulaires italiens en Tunisie continueront également à leur être soumis jusqu'à épuisement de la procédure » ; — Attendu que la procédure est épuisée lorsque le litige est tranché par une sentence définitive ; — Attendu que l'arrêt dont est porteur le sieur Andréa Kalicuni a ce caractère et que le sieur Diégo Tatania n'allègue pas s'être pourvu contre cette décision devant une juridiction supérieure ; — Attendu que le sieur Andréa Kalicuni veut commencer aujourd'hui la procédure d'exécution qui porte en italien le nom de « guidizio executivo » ; que d'après la loi italienne comme d'après la loi française cette procédure se poursuit devant l'autorité judiciaire, mais qu'elle est absolument distincte de la procédure primitive ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 570 du Code de procédure civile du royaume d'Italie, « les difficultés relatives à l'exécution des décisions judiciaires, soit en matière civile, soit en matière commerciale

sont tranchées par le tribunal civil ou par le préteur dans la juridiction duquel se fait l'exécution, en observant les règles de leur compétence respective selon la valeur du litige » ; — Attendu que l'art. 572 du même Code décide que « lorsque l'exécution fait surgir des difficultés qui n'admettent pas de retard, le préteur du canton dans lequel a lieu l'exécution peut ordonner des mesures provisoires bien que le fond du litige échappe à sa compétence » ; — Attendu que ces textes démontrent que la procédure d'exécution est soumise en Italie aux juridictions inférieures (préteurs et tribunaux de première instance) ; — Attendu que la convention diplomatique du 25 janvier 1884 dispose que les litiges réservés aux tribunaux consulaires suivront leur marche régulière devant la Cour d'appel de Gênes et devant les Cours supérieures ; — Mais attendu que ce traité ne suppose pas que, le litige une fois tranché par un arrêt définitif de la Cour suprême, les parties puissent revenir pour la procédure d'exécution devant les tribunaux consulaires qui remplaçaient, en Tunisie, les tribunaux civils de première instance et les préteurs ; — Attendu que cette procédure doit donc être portée devant les tribunaux français, auxquels est transférée l'ancienne juridiction des tribunaux italiens ;

Attendu en outre que l'exécution s'opère en général par la saisie et par la vente des biens meubles et immeubles de la partie condamnée ; — Attendu que dans le droit italien comme dans le droit français cette procédure peut entraîner des incidents qui n'ont aucun rapport avec le litige primitif, par exemple une demande de subrogation aux poursuites ou une revendication des objets saisis ; — Attendu que d'après les articles 665 et 666 du Code de procédure italien le créancier, même muni d'un titre exécutoire, ne peut faire vendre les immeubles de son débiteur qu'en obtenant une autorisation du tribunal civil dans l'arrondissement duquel ces immeubles sont situés ; — Attendu qu'une fois la vente opérée la répartition du prix se fait entre les divers intéressés, d'après une procédure nouvelle qui est, suivant les cas, dans la loi italienne comme dans la loi française, celle de l'ordre (graduazione) ou celle de la distribution par contribution (distribuzione del danaro) ; — Attendu qu'en réservant aux tribunaux consulaires italiens la connaissance des litiges en cours, la convention diplomatique du 25 janvier 1884 ne leur a évidemment pas donné compétence pour trancher ces diverses questions qui sont des conséquences de la procédure d'exécution ; — Attendu que le demandeur est donc fondé à introduire cette procédure devant la juridiction qui peut seule statuer sur ses

divers incidents et la conduire jusqu'au bout, c'est-à-dire devant la juridiction française ;

Attendu que d'après les conclusions mêmes du sieur Diégo Tatania l'exécution par la voie consulaire serait purement facultative et que le premier moyen invoqué par lui prouve qu'il admet comme possible un recours à la juridiction française ; — Attendu que, lorsqu'une partie a deux procédés à sa disposition pour atteindre un même résultat juridique, il lui appartient de choisir celui qu'elle considère comme le plus conforme à ses intérêts ; — Attendu enfin que ce tribunal s'est déjà plusieurs fois déclaré compétent pour ordonner l'exécution en Tunisie de jugements rendus par les anciennes juridictions consulaires et notamment par les tribunaux consulaires italiens ; et qu'il n'y a pas lieu de revenir après plusieurs années sur cette jurisprudence qui sauvegarde les droits acquis ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement, — Se déclare compétent pour ordonner l'exécution du jugement rendu entre les parties, le 16 novembre 1883, par le tribunal consulaire italien de Tunis et confirmé, le 25 février 1888, par arrêt de la Cour d'appel de Gênes ; — Renvoie l'affaire à l'audience du 18 janvier prochain ; — Condamne le sieur Diégo Tatania aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.* ; VIAL, *juge supp. ff. min. pub.* — Mes PIÉTRI et VIGNALE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

13 décembre 1888

Caution judicatum solvi, Tunisie, étranger, dispense. — Compétence, Tunisie, jugement, tribunal italien, exequatur.

Les Européens qui ont entre eux des litiges en Tunisie sont justiciables des tribunaux français, au même titre que les Français, et sont exemptés de la caution judicatum solvi, *quel que soit leur domicile ;*

Le tribunal français de Tunis est incompétent pour ordonner, sans révision au fond, l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal italien depuis la suppression des juridictions consulaires en Tunisie.

Les parties qui veulent poursuivre cette exécution sans révision au fond doivent obtenir d'une Cour d'appel italienne des lettres rogatoires, et porter leur demande devant une Cour française (Traité franco-sarde du 24 mars 1760, déclaration du 17 sept. 1760). (1).

(Alfonso Montefusco c. Lorenzo Tabone Bartolo)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Montefusco Alfonso, commerçant, domicilié en Italie, demande que le tribunal donne la force exécutoire à un jugement du préteur du district d'Angri (Italie) en date du 7 novembre 1877, qui a condamné le sieur Lorenzo Tabone Bartolo, commerçant, domicilié à Tunis, à lui payer une somme principale de 643 francs ; — Attendu que le défenseur conclue à ce que Montefusco Alfonso soit tenu, conformément à l'art. 166 C. pr. civ., de fournir caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné en cas de rejet de sa demande ; — Attendu que le sieur Lorenzo Tabone Bartolo soutient en second lieu que le tribunal est incompétent pour ordonner sans révision au fond l'exécution de la décision dont il s'agit ;

Sur l'exception de la caution *judicatum solvi* : — Attendu que le sieur Montefusco Alfonso est sujet italien ; — Attendu que le traité du 24 mars 1760, passé entre la France et la Sardaigne, porte dans son art. 22 que « pour être admis en jugement, les sujets respectifs ne seront tenus de part et d'autre qu'aux mêmes cautions et formalités qui s'exigent de ceux du propre ressort, suivant l'usage de chaque tribunal » ; — Attendu que, le royaume d'Italie ayant été formé par l'annexion à la Sardaigne des divers états italiens, le traité franco-sarde de 1760 est aujourd'hui applicable à l'ensemble de ce royaume ; — Attendu dès lors que la caution *judicatum solvi* ne peut pas être imposée aux sujets italiens ; — Attendu en outre qu'un décret du 5 mai 1883 rendu par S. A. le bey, avec l'approbation du gouvernement français, décide que « les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seront supprimés deviendront justiciables des tribunaux français, dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes » ; — Attendu que toutes les puissances européennes ont consenti à la suppression ou à la suspension indéfinie de leurs juridictions consulaires ; — Attendu en conséquence que les Européens qui ont entre eux des

(1) Cpr. trib. de Tunis, 13 déc. 1888 (*suprà*, p. 73) et les renvois en note.

litiges en Tunisie sont devenus justiciables des tribunaux français au même titre que les Français ; et que, quel que soit le domicile, ils sont exemptés de la caution *judicatum solvi ;*

Sur l'exception d'incompétence : — Attendu que la décision qu'il s'agit d'exécuter n'émane pas des anciennes juridictions consulaires auxquelles ont succédé les tribunaux français ; mais qu'elle a été prononcée par un tribunal italien depuis la suppression de ces juridictions ; — Attendu que la convention diplomatique conclue le 25 janvier 1884 entre la France et l'Italie pour l'exercice de la juridiction française en Italie sur les sujets italiens établit dans son art. 2 que les jugements des tribunaux français de Tunisie sont considérés en Italie comme des jugements étrangers ; — Attendu que réciproquement les sentences des juridictions italiennes sont pour les tribunaux français de Tunisie des décisions étrangères ; et que ces tribunaux ne doivent donner à de semblables sentences la force exécutoire qu'en suivant les formes tracées par la loi française pour l'exécution des jugements étrangers ; — Attendu que, d'après le traité franco-sarde de 1760 mentionné ci-dessus, et conformément à une déclaration interprétative du 10 septembre 1860, les parties qui veulent poursuivre sans révision au fond l'exécution en France d'une décision judiciaire italienne doivent obtenir d'une Cour d'appel italienne des lettres rogatoires et porter leur demande devant une Cour française ; — Attendu sans doute que ces dispositions, ayant pour but de rendre plus facile l'exécution des jugements entre Français et Italiens, ne sont pas impératives, et que les parties peuvent, si bon leur semble, suivre la procédure ordinaire ; — Mais attendu que dans ce cas elles doivent se soumettre au droit commun et notamment laisser réviser au fond la décision dont elles demandent l'exécution (Voir dans ce sens arrêt de la Cour de cassation, ch. civ., du 5 mars 1888) ; — Attendu que, loin de consentir à cette révision, le sieur Alfonso Montefusco déclare dans ses conclusions qu'il s'y oppose formellement ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement, — Dit n'y avoir lieu d'exiger du demandeur la caution *judicatum solvi* ; — Se déclare incompétent pour ordonner, sans révision au fond, l'exécution du jugement rendu entre les parties le 7 novembre 1887 par le préteur du district d'Angri ; — Renvoie le sieur Alfonso Montefusco à se pourvoir ainsi qu'il avisera et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.* ; VIAL, *juge supp. ff. min. pub.* — Mes ABÉASIS et CAMILLERI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

2 novembre 1888

Caution judicatum solvi, Tunisie, traité franco-suisse du 15 juin 1869. — Prescription libératoire, loi du contrat, Suisse, prescription des créances, Code fédéral des obligations.

L'étranger défendeur ne peut exiger du demandeur étranger la caution judicatum solvi.

Cette caution ne peut être exigée du Suisse demandeur devant un tribunal français, en vertu de l'art. 13 du traité franco-suisse du 15 juin 1869.

Les étrangers justiciables des tribunaux français en Tunisie ne sont pas tenus de fournir la caution judicatum solvi, *dont ils auraient été affranchis devant leurs juges consuls.*

La prescription extinctive des obligations est régie par la loi sous l'empire de laquelle l'obligation s'est formée (dans l'espèce la loi du canton de Berne).

La même loi doit régir la prescription de l'obligation principale et la prescription des intérêts de la créance.

D'après le Code bernois de 1830 (art. 1037, 1034 et 1042), les créances se prescrivaient par dix ans, et ce délai devait être doublé lorsque les parties n'étaient pas domiciliées dans le même canton ;

Le Code fédéral suisse des obligations a maintenu ce délai de dix ans et supprimé l'augmentation de durée résultant du domicile respectif des parties.

D'après l'art. 153 du même Code, la prescription est suspendue tant qu'il est impossible de faire valoir sa créance devant un tribunal suisse.

La prescription des intérêts de la créance, d'après ce même Code, a une durée de cinq ans.

(Ritter c. Flukiger)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Ritter, second archiviste à Berne, réclame au sieur Flukiger, propriétaire à Tunis, le paiement d'une somme de 4,000 francs montant d'un prêt,

(1) V. Alger, 17 janv. 1889 (*infrà*, p. 142) et la note.

avec les intérêts convenus à 5 p. 0/0 par an, depuis le 10 février 1888 ;

Attendu que le sieur Flukiger demande que son adversaire, étant étranger, soit tenu de donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès, conformément à l'art. 16 C. civ. et à l'art. 166 C. pr. civ. ;

Mais attendu que le défendeur est lui-même étranger et qu'il ne peut pas se prévaloir de dispositions qui n'ont été édictées qu'au profit des Français ;

Attendu qu'il ne peut pas non plus réclamer l'application de l'art. 19 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel la disposition de l'art. 166 C. pr. civ. peut être invoquée même par le défendeur étranger, mais résidant et ayant un établissement en Algérie ; — Attendu, en effet, que le sieur Ritter est de nationalité suisse et qu'aux termes de l'art. 13 du traité conclu, le 15 juin 1869, entre la France et la Confédération Helvétique, il ne peut être exigé des Suisses qui ont à poursuivre une action devant un tribunal français aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les Français d'après les lois françaises ;

Attendu, au surplus, que par diverses conventions intervenues entre le gouvernement français et les puissances européennes, les tribunaux français ont été substitués, en Tunisie, aux anciennes juridictions consulaires de la régence ; — Attendu que par suite de ces conventions les Européens qui ont des procès en Tunisie avec d'autres Européens sont devenus justiciables des tribunaux français au même titre que les Français et qu'ils ne peuvent pas être soumis à une caution à laquelle ils n'auraient pas été tenus autrefois devant leurs juges consuls ;

Attendu, enfin, qu'il résulte d'un jugement rendu par ce tribunal entre les mêmes parties, le 23 février 1868, que le sieur Flukiger a déjà soulevé l'exception de litispendance et qu'il s'est même défendu au fond en invoquant la prescription ; — Attendu, dès lors, qu'aux termes de l'art. 166 C. pr. civ., il ne plus opposer aujourd'hui l'exception *judicatum solvi ;*

Attendu que le sieur Ritter produit un acte signé à Berne, le 10 février 1868, par le sieur Flukiger et par lequel ce dernier s'engageait à rembourser au demandeur, dans un délai de trois mois, une somme de 4,000 francs reçue à titre de prêt, avec les intérêts au taux de 5 p. 0/0 par an ; — Attendu que, dans une lettre adressée de Brescia au sieur Ritter, le 4 octobre 1870, le sieur Flukiger priait son créancier de patienter un peu et lui disait qu'il pouvait compter sur un complet remboursement ; — Attendu que, depuis lors, le dé-

fendeur paraît ne s'être jamais occupé du paiement de cette dette et qu'il se borne aujourd'hui à opposer la prescription ; — Attendu qu'il lui appartient de prouver le moyen qu'il invoque pour établir sa libération ;

Attendu que son obligation est échue depuis moins de trente ans et que d'après la loi française elle ne serait pas prescrite ;

Mais attendu qu'elle est née dans le canton de Berne, entre deux personnes domiciliées dans ce canton et appartenant à la nationalité suisse, et que c'est aussi dans le même endroit qu'elle devait être exécutée ; — Attendu qu'en raison de ces circonstances, la durée de la prescription doit être déterminée par la loi suisse et que, du reste, les deux parties sont d'accord pour réclamer l'application de cette loi ; — Attendu que la législation sous l'empire de laquelle s'est formée l'obligation est le Code bernois de 1830 ; — Attendu que, d'après l'art. 1037 de ce Code, les créances se prescrivent par dix ans ; — Mais attendu qu'il résulte des art. 1034 et 1042 du même Code que, lorsque les parties cessent d'être domiciliées dans le même canton pendant un an au moins, le temps requis par la prescription est doublé tant que dure cette prescription ; — Attendu que les débats ont établi que le sieur Flukiger avait quitté la Suisse au mois d'octobre 1870, pour se rendre successivement en Italie, à Constantinople et à Tunis, et que depuis cette époque il n'avait plus été domicilié dans le canton de Berne ; — Attendu, au contraire, que, depuis la date de l'obligation, le sieur Ritter n'a pas cessé d'avoir son domicile dans ce canton ; — Attendu, en conséquence, que la prescription du Code bernois n'était pas accomplie lorsque est intervenue, le 14 avril 1885, la citation en conciliation qui a été suivie, le 24 du même mois, de l'exploit introductif d'instance ; — Attendu, il est vrai, que, depuis le 1er janvier 1883, les dispositions du Code bernois sur la prescription des créances ont été remplacées par celles du Code fédéral des obligations ; — Attendu que ce Code fédéral a maintenu la prescription du Code bernois, mais a supprimé l'augmentation de durée résultant du domicile respectif des parties ; — Attendu que, par des dispositions transitoires contenues dans les art. 882 et 883, le Code fédéral décide que l'extinction d'obligations nées antérieurement est cependant régie par la nouvelle loi, depuis 1883 ; — Que dans les cas où ce Code introduit un délai de prescription de cinq ans, ou davantage, on tient compte du temps écoulé avant cette date, mais que la prescription ne sera, dans cette hypothèse, considérée comme accomplie qu'après l'expiration de deux ans au moins à partir du 1er janvier 1883 ; — Attendu que, par application de ces règles, l'obli-

gation du sieur Flukiger se trouverait prescrite depuis le 1er janvier 1885; — Mais attendu que, d'après l'art. 153 du même Code, la prescription est suspendue tant qu'il est impossible de faire valoir la créance devant un tribunal suisse; — Attendu que, pendant tout le temps qui s'est écoulé depuis le 1er janvier 1883 jusqu'au 1er janvier 1885, le sieur Flukiger, qui s'était établi à Tunis, a laissé ignorer son domicile à son créancier; que, par suite de cette circonstance, le sieur Ritter s'est trouvé dans l'impossibilité de faire valoir sa créance et que, conformément au texte mentionné ci-dessus, la prescription n'a pas couru contre lui; — Attendu enfin que, pour répondre aux poursuites dirigées contre lui à Tunis par son créancier, le sieur Flukiger a, le 30 juin 1886, intenté lui-même un procès au sieur Ritter, devant le tribunal du district de Berne; qu'il demandait à cette juridiction, dans ses conclusions, de déclarer la créance du sieur Ritter prescrite; et qu'il s'est même prévalu de cette circonstance pour soutenir devant le tribunal de Tunis qu'il y avait litispendance; — Attendu que, par jugement du 28 février 1888, le tribunal de Tunis a accueilli sa demande et lui a imparti un délai de trois mois pour faire juger cette question par le tribunal du district de Berne; — Attendu qu'à l'expiration de ce délai, le sieur Flukiger a déclaré ne pas vouloir donner suite à l'instance introduite par lui devant la juridiction suisse; — Attendu que son attitude aurait été bien différente si les dispositions de la loi suisse avaient été favorables à ses prétentions, et qu'il convient, en conséquence, d'interpréter contre lui les incertitudes qui peuvent subsister relativement à l'interprétation de cette loi;

Attendu, en ce qui concerne les intérêts, que, d'après l'art. 1840 du Code bernois de 1830, ils se prescrivaient par le même délai que l'obligation principale; — Attendu que le Code fédéral de 1883 a décidé que désormais ils se prescriraient par cinq ans; — Attendu qu'en vertu des art. 882 et 883 de ce Code, cette prescription devait être acquise au sieur Flukiger le 1er janvier 1885, mais qu'aux termes de l'art. 153 du même Code, elle a été suspendue par les causes qui ont empêché la prescription de l'obligation principale; — Attendu que le défendeur, qui invoque sa loi nationale relativement à la prescription de cette obligation, ne saurait se prévaloir de la loi française pour la prescription des intérêts; que les rapports existant entre les parties doivent être régis par une législation unique pour la créance et ses accessoires; et que le sieur Flukiger ne peut imputer qu'à lui-même la situation défavorable dans laquelle il se trouve ainsi placé;

Attendu que pour assurer le remboursement de sa créance le sieur Ritter a par exploits de l'huissier Granjon, en date du 29 et du 30 avril 1885, fait pratiquer contre le sieur Flukiger des saisies-arrêts entre les mains de la dame Back, de la dame veuve Bathier, du sieur Grégorio Cecec et du sieur Moussaon; — Attendu que le sieur Ritter est porteur d'une reconnaissance de dette dont la signature n'est pas déniée par le défendeur; qu'il demande donc à bon droit, conformément à l'art. 135 C. pr. civ., que la condamnation soit exécutoire nonobstant appel, sans caution;

Par ces motifs: — Statuant contradictoirement et en premier ressort, — Rejette l'exception *judicatum solvi* soulevée par le sieur Flukiger; — Dit que la créance du sieur Ritter n'est pas prescrite; — Condamne, en conséquence, le sieur Flukiger à payer au sieur Ritter la somme de 4,000 francs avec les intérêts convenus au taux de 5 p. 0/0 par an, depuis le 10 février 1868; — Valide les saisies-arrêts mentionnées ci-dessus; — Ordonne, en conséquence, que toutes les sommes dont les tiers saisis se reconnaîtront ou seront jugés débiteurs seront par eux versées entre les mains du demandeur, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance en capital, intérêts et frais; — Ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel, sans caution; — Condamne le sieur Flukiger aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *ff. min. pub.* — Mes BRULAT et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (2me Ch.)

17 janvier 1889

Prescription libératoire, loi étrangère, défendeur, domicile, Tunisie, délais.

La prescription extinctive d'une action personnelle est celle que détermine la loi du domicile du débiteur (1).

Dans la régence de Tunis, le délai de la prescription libératoire est de quinze ans.

(1) Sur la question de savoir quelle est la loi qui doit régir la prescription libératoire, cinq opinions différentes ont été soutenues. Les uns se sont attachés à la loi du domicile du créancier, d'autres à la loi du domicile du débiteur, d'autres à la loi du lieu où le paiement doit être effectué, d'autres à la loi du juge saisi de la poursuite, d'autres enfin à la loi du lieu où l'obligation a pris naissance.

(Rachaïd Dahdah c. le général Elias Mussali)

Le 23 février 1867, le général Elias Mussali, sujet tunisien se trouvant à Paris, avait souscrit au profit du colonel Rachaïd Dahdah, domicilié en France, un acte sous seing privé par lequel il reconnaissait devoir à celui-ci, à titre de prêt, la somme de 5,000 francs et s'engageait à la lui rembourser dans le délai de trois mois.

Le 25 juin 1887, le colonel Rachaïd Dahdah le fit assigner devant le tribunal de Tunis en paiement de la somme de 5,000 francs. A la demande dirigée contre lui le général Elias Mussali opposa la prescription libératoire. Il soutint qu'étant sujet tunisien et étant actionné au lieu de son domicile, c'était la prescription telle qu'elle était déterminée par les lois et usages suivis dans la régence de Tunis qui était applicable dans la cause; que d'après les lois et usages qu'il invoquait le délai de la prescription libératoire était de quinze ans et que, plus de quinze ans s'étant écoulés depuis le jour où son obligation avait pris naissance sans qu'il fût intervenu aucun acte interruptif soit de la part de son créancier, soit de sa part, la prescription lui était acquise.

Le colonel Rachaïd Dahdah prétendit, au contraire, que la seule prescription applicable dans la cause était celle qui était réglée par la loi du lieu où l'obligation s'était formée, et, par conséquent, la prescription trentenaire; que cette prescrip-

---

Cette dernière opinion, proposée par MM. Aubry et Rau, *Dr. civ. franç.*, t. 4, p. 108, Weiss, *Dr. internat. privé*, p. 804, 805, 806, Ballot, *Rev. prat. de dr. franç.*, t. 8, p. 333 et suiv., Demangeat, *sur Fœlix*, t. 1, p. 239 et suiv., a été consacrée par un arrêt de la Cour d'Alger du 18 août 1848 (Sir. 49. 2. 266), par un arrêt de la Cour de Chambéry du 17 février 1869 (Sir. 70. 2. 9) et un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 19 avril 1859 (Fœlix et Demangeat, p. 239).

L'opinion d'après laquelle la prescription libératoire est réglée par la loi du domicile du débiteur est enseignée par Dunod, *Traité des prescriptions*, part. 1, chap. 14 *in fine*; Merlin, *Quest. de droit*, v° *Prescription*, § 15; *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 3, n° 7; Fœlix, *Dr. internat. privé*, t. 1, p. 239 et suiv.; Marcadé, *De la prescription*, p. 13 et suiv.; M. Labbé, note sous cass. 13 janv. 1869, Sir. 89. 1. 49. Elle a pour elle l'autorité de la Cour suprême, qui l'a sanctionnée le 13 janvier 1869, le 4 août 1875 (*Journ. de dr. internat. privé*, 1877, p. 243) et le 28 juillet 1884, D. P. 85. 1. 300.—V. dans le même sens Besançon, 11 janv. 1883, sous cass., 19 mai 1886, Sir. 85. 1. 113.

L'opinion qui règle la prescription libératoire par la loi du lieu où l'obligation doit être exécutée est soutenue par MM. Troplong, *De la prescription*, t. 1, p. 47; Nouguier, *De la lettre de change*, t. 24, p. 198, n° 1433. Elle peut invoquer en sa faveur un arrêt de la Cour de Paris du 29 mars 1836, Sir. 36. 7. 457, et un jugement du tribunal de la Seine du 7 juin 1881, Sir. 81. 7. 718.

M. P.

tion n'était pas accomplie ; que, dès lors, sa demande en paiement devait être accueillie.

Le tribunal rendit, le 23 juin 1888, le jugement suivant :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la prescription, qu'elle soit acquisitive ou extinctive, a pour fondement un intérêt social ; — Que, dans le dernier cas, elle repose sur la nécessité de garantir les individus et les familles contre les perturbations résultant de poursuites trop longtemps différées ; — Qu'il suit de là que la prescription est essentiellement relative non au créancier qui en subit les effets, mais au débiteur qui a le droit de l'invoquer ; — Que ces principes ont été généralement admis par la doctrine ;

Attendu qu'en en faisant une exacte application une jurisprudence importante a décidé qu'en matière d'actions personnelles, les règles de la prescription sont celles de la loi du domicile du débiteur qui, poursuivi en vertu des lois de son pays, a le droit de se prévaloir des dispositions de cette même loi qui peuvent le protéger contre l'action dont il est l'objet ; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'Élias Mussali est tunisien et qu'il est domicilié à Tunis ; — Attendu que la législation musulmane, confirmée par les usages locaux, admet, pour les actions mobilières et personnelles, la prescription de quinze ans ; — Qu'Elias Mussali invoque formellement cette prescripiion ; — Attendu que le titre dont le paiement est poursuivi contre lui est daté du 3 février 1867 ; — Que le demandeur ne justifie d'aucun acte interruptif de prescription ;

Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement et en premier ressort, — Faisant droit à l'exception proposée par Elias Mussali, déclare prescrite la dette de 5,000 francs, montant de l'obligation sous signature privée souscrite par lui au colonel Rachaïd Dahdah ; — Déboute, en conséquence, ce dernier des fins de sa demande et le condamne aux dépens.

Sur l'APPEL interjeté par le colonel Rachaïd Dahdah,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la prescription extinctive des obligations personnelles est une protection que la loi accorde au débiteur dans un intérêt général ; — Qu'elle n'anéantit pas par elle-même le droit du créancier, accordant seulement au débiteur une exception qu'il lui est facultatif d'opposer ou de ne pas opposer ; — Qu'il suit de là que la prescription extinctive de son obligation est régie par la loi du lieu où il doit être actionné ; — Qu'elle ne dépend pas de la volonté des parties et ne peut être modifiée par une convention expresse ou tacite ; — Qu'il est sans intérêt, dès lors, de rechercher quelle a pu être, en ce qui la concerne, la commune intention des parties ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires : — Confirme, etc.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* (conc. contr.). — Mes CHÉRONNET et PARISOT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

19 novembre 1888

Jugement interlocutoire, chose jugée, décision définitive. — Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre définitif avec un titre notarié.

Il y a chose jugée et le juge est lié par l'interlocutoire qu'il a ordonné lorsque sa décision a tranché définitivement des questions soulevées par les conclusions des parties et précisé sur quels points la mesure avant faire droit doit porter ;

Il en est ainsi, spécialement, lorsque le jugement interlocutoire a indiqué particulièrement, en cas d'expertise, les titres et documents sur lesquels l'expert pourra exclusivement appuyer ses recherches et opérations ;

En conséquence, viole l'autorité de la chose jugée l'arrêt qui homologue un rapport d'experts dans lequel il a été fait état de titres délivrés par application de la loi du 26 juillet 1873, alors qu'un jugement interlocutoire, confirmé par arrêt, avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à statuer sur la question de propriété soulevée entre les parties jusqu'à la délivrance de ces titres et avait exclu par là même leur examen de la mission donnée aux experts (1) ;

Les titres définitifs délivrés à la suite des opérations du commissaire enquêteur en vertu de la loi du 26 juillet 1873 forment-ils le point de départ unique de la propriété non seulement à l'égard des indigènes, mais encore à l'égard des Européens munis de titres français ? (Rés. affirm. par la Cour d'appel ; non rés. par la Cour de cassation) (2).

(Guily c. consorts Ben Rebka)

Par acte notarié en date du 1er mars 1873, le sieur Guily a pris à bail des frères Ben Bachir la moitié indivise leur appartenant dans une propriété sise à Chatterbach et contenant des carrières à plâtre. Le 18 mai suivant, il acquis de la compagnie

(1) Conf. Civ. cass., 4 juin 1872, D. P. 73. 1. 486, et les renvois.

(2) V. sur cette question Civ. cass., 13 nov. 1888 (*suprà*, p. 1) et la note ; Alger, 6 févr. 1889 (*suprà*, p. 95).

des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée une parcelle de 55 ares 69 centiares, située également à Chatterbach, restée disponible après l'ouverture de la voie ferrée pour laquelle il avait été exproprié. Sur ce terrain il a fait construire une usine. — Les consorts Ben Rebka sont propriétaires du lot 24 *bis* du même village. Ce lot, d'une superficie de 60 hectares, leur avait été attribué par une transaction administrative, du 21 décembre 1857. — Entre la propriété du sieur Guily et celle des consorts Ben Rebka s'étend un bande de terre de 5 hectares, occupée par une jebbana ou cimetière arabe. Ce cimetière contient un filon de gypse ; il est possible que, dans l'exploitation de la carrière louée aux frères Ben Rebka, ses limites, mal définies, aient été entamées. En mai 1878, le sieur Guily a renoncé à l'exploitation de son usine, qu'il a louée à un sieur Picot.

Un an auparavant, par exploit du 29 mai 1877, les consorts Ben Rebka, se prétendant propriétaires du sol sur lequel le sieur Guily avait construit son usine et exécuté ses travaux d'exploitation, l'avaient assigné devant le tribunal civil de Blida pour se voir condamner à rétablir les lieux dans leur état primitif et à leur payer une somme de 10,000 francs pour le préjudice causé. — Le tribunal, par jugement en date du 6 novembre 1877, avait commis M. Alliot, géomètre, à l'effet « de fixer les limites des héritages respectifs des » parties, de dire si les constructions et le chemin de fer » établis par Guily pour l'exploitation des carrières sont » établis sur sa propriété ou celle des demandeurs, enfin sur » quel terrain existent les dites carrières, fixer la valeur » des terrains, s'il y a eu un empiétement, et le préjudice » causé aux demandeurs. » — Sur l'appel du sieur Guily, qui réclamait un sursis jusqu'à la délivrance des titres en vertu de la loi du 26 juillet 1873, la Cour d'Alger, par arrêt du 2 avril 1878 (1), se fondant sur ce que cette loi était inapplicable aux parties, munies toutes deux de titres français, dit que le litige devait suivre son cours et confirma purement et simplement la décision des premiers juges. — M. Alliot déposa son rapport le 19 août 1878. Mais le tribunal, considérant qu'il n'avait point basé son travail sur les titres respectifs des parties, rendit, le 10 avril 1879, un jugement par lequel il commettait d'office M. Soubrin, géomètre, pour faire « sur les lieux appli- » cation des titres et plans, savoir : de la concession faite par » le domaine aux consorts Ben Rebka, du plan relatif à l'ex- » propriation pour cause d'utilité publique de la parcelle prise

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 23.

» pour l'établissement du chemin de fer, enfin des titres et » plans relatifs à la cession faite à Guilly par la compagnie du » chemin de fer. » M. Soubries ayant quitté Blida, le tribunal, par jugement du 26 juillet 1881, lui substitua M. Descours, dont il fixa la mission dans les mêmes termes. Dans son rapport, en date du 18 janvier 1883, M. Descours compara le plan annexé à l'acte administratif de 1857 et l'acte de vente de la compagnie, du 18 janvier 1873, avec le plan cadastral et le plan joint au titre délivré aux consorts Ben Rebka, le 20 décembre 1879, en vertu de la loi du 26 juillet 1873. Tout en reconnaissant que, d'après les deux premiers, le sieur Guily n'aurait commis aucun empiétement, que les constructions et le chemin de fer créés par lui reposaient sur le terrain qu'il avait acquis du chemin de fer, il conclut néanmoins que les carrières de gypse ouvertes par lui étaient entièrement la propriété des consorts Ben Rebka et qu'il y avait lieu de leur allouer une indemnité annuelle de 600 francs, jusqu'au 1er juillet 1881. Mais, par jugement du 25 août 1883, le tribunal, considérant que les conclusions de l'expert contredisaient ses premières constations, et que le titre concédé en vertu de la loi de 1873 ne saurait être opposé à ceux dont les parties étaient précédemment nanties, rejeta la demande des Ben Rebka.

Sur l'APPEL de ces derniers, la Cour d'Alger rendit, à la date du 12 mai 1884, un arrêt ainsi conçu :

LA COUR, — Attendu que Mohamed Ben Rebka et consorts ont été expropriés pour l'établissement du chemin de fer d'Alger à Oran de 2 hectares 83 centiares ; que, le 2 janvier 1873, Guily a acquis de la compagnie 55 ares 69 centiares non employés, sur la quantité ci-dessus expropriée ; qu'il a élevé alors des constructions et exploité des carrières à plâtre ; que Mohamed ben Rebka a prétendu que c'était en partie sur son terrain ; qu'après une première expertise déjà fort concluante, le tribunal de Blida en a ordonné une seconde ; que les experts ont chaque fois été d'avis que Guily avait élevé certaines constructions sur le terrain des consorts Ben Rebka et que, de plus, il avait ouvert et exploité une carrière entièrement sur ledit terrain des consorts Ben Rebka ;

Attendu que c'est donc à tort que le jugement dont est appel, malgré les constatations formelles des deux expertises, dit que Guily a joui conformément à son titre, alors qu'il est sorti des 55 ares 69 centiares qui seuls lui appartiennent ;

Attendu que le même jugement conteste la valeur du titre de propriété que les Ben Rebka ont obtenu le 20 décembre 1879 par application de la loi du 26 juillet 1873 sur la constitution de la propriété indigène en Algérie, en alléguant que cette loi ne constitue la propriété que vis-à-vis des indigènes et que ces titres sont sans valeur vis-à-vis des Européens ;

Attendu que cette théorie est en contradiction formelle avec l'esprit et le but de la loi ; — Que les titres définitifs délivrés à la suite des opérations des commissaires enquêteurs sont des titres faisant loi à l'égard de tous ; que, dès lors, les consorts Ben Rebka sont bien les propriétaires du terrain limitrophe de celui acquis par Guily et sur lequel ce dernier a commis des empiétements ; — Que d'ailleurs l'expropriation faite sur eux pour l'établissement du chemin de fer le prouve surabondamment, et que Guily ne fait pas connaître à qui serait ce terrain s'il n'était pas aux consorts Ben Rebka ;

Attendu, en ce qui touche les dommages-intérêts, que le second expert en donne une base toute naturelle, le prix de location qu'a payé aux consorts Ben Rebka, à partir du 1er juillet 1881, un sieur Picot qui avait repris l'exploitation de Guily ;

Attendu que ce prix est de 600 francs par an et que du 1er juillet 1877 au 1er juillet 1881, temps pendant lequel Guily a indûment exploité soit par lui-même, soit par des ayants cause, la carrière des Ben Rebka, ceci donne un chiffre de 2,700 francs ;

Par ces motifs : — En la forme, — Reçoit l'appel des consorts Ben Rebka ; — Au fond, — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; — Infirme le jugement frappé d'appel ; — Homologue purement et simplement le rapport de l'expert Descours ; — Dit, en conséquence, que Guily a empiété sur la propriété des consorts Ben Rebka, conformément à ce qui est constaté audit rapport ; — Reconnaît les appelants propriétaires du terrain par eux revendiqué ; fait défense à Guily de les troubler à nouveau dans leur possession ; — Et, pour réparation du préjudice causé, le condamne à payer aux consorts Ben Rebka la somme de 2,700 francs à titre de dommages-intérêts ; — Le condamne en outre en tous les dépens ; — Ordonne la restitution de l'amende.

MM. Lourdau, *ff. prés.* ; Vialla, *subst. du proc. gén.* — Mes Chéronnet et Robe, *av.*

Pourvoi en cassation par le sieur Guily.

Violation de l'art. 135 du C. civ., des principes de l'autorité de la chose jugée, et fausse application de la loi du 26 juillet 1873, en ce que l'arrêt attaqué, au lieu de s'attacher exclusivement à des plans et à des titres indiqués dans trois jugements interlocutoires ayant tous trois acquis l'autorité de la chose jugée, a tenu compte également d'un autre plan et d'un titre qui, n'ayant de valeur qu'entre indigènes musulmans, ne pouvait être opposé à un Européen.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la première branche du moyen unique du pourvoi, tirée de la violation des principes de l'autorité de la chose jugée et de l'art. 1351 C. civ. : — Attendu que, si en principe le juge n'est pas lié par l'interlocutoire qu'il a ordonné, c'est à la condition que la décision n'ait pas tranché définitivement des questions soulevées par les conclusions des parties et précisé les points sur lesquels la mesure d'avant

faire droit doit porter en indiquant particulièrement, en cas d'expertise, les titres et documents sur lesquels l'expert pourra exclusivement appuyer ses recherches et ses opérations;

Attendu que, dans la cause, soit qu'on s'arrête à l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 2 avril 1878, qui a repoussé la demande de Guily tendant à ce qu'il fût sursis à l'action poursuivie contre lui par les consorts Ben Rebka jusqu'à la clôture des opérations commencées, en exécution de la loi du 26 juillet 1873, sur le territoire où étaient situés les biens litigieux et jusqu'à la délivrance des titres nouveaux aux intéressés, soit qu'on considère les termes des décisions déterminant la mission donnée tant à l'expert Soubries par le jugement du 10 avril 1879 qu'à l'expert Descours par celui du 30 juin 1881, il est manifeste que toutes ces décisions, passées en force de chose jugée, ont expressément limité la mission des experts à l'examen et à l'application des seuls titres et plans de 1857 et 1873, invoqués par Ben Rebka et consorts et par Guily comme contenant la preuve des droits de propriété respectivement invoqués par eux, et que ces décisions ont ainsi exclu l'examen des autres titres qui viendraient à être ultérieurement délivrés en exécution de la loi du 26 juillet 1873, déclarée inapplicable à la cause;

Attendu que les arrêts et jugements prédatés constituaient donc des décisions définitives quant à l'inadmissibilité des titres administratifs de 1879, décisions qui liaient le juge et étaient, en ce point, susceptibles d'acquérir l'autorité de la chose jugée; que, cependant, l'arrêt attaqué, pour donner gain de cause à la demande de Ben Rebka et consorts, s'est appuyé sur le titre et le plan remis à ces derniers à la suite des opérations du commissaire enquêteur, en adoptant les conclusions du rapport de l'expert Descours, qui, après avoir reconnu et déclaré que le plan annexé au titre des Ben Rebka, du 21 décembre 1857, ne comprenait pas le terrain réclamé par ceux-ci, avait, dépassant les limites de la mission judiciaire qu'il avait reçue, puisé uniquement les éléments de son avis favorable aux Ben Rebka dans les titres délivrés en 1879 par l'autorité administrative, en vertu de la loi du 26 juillet 1873; qu'en faisant comme l'expert état de ces titres, la Cour d'appel d'Alger a méconnu le principe de l'autorité de la chose jugée et par suite violé l'art. 1351 C. civ. susvisé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la seconde branche du moyen : — Casse.

MM. LAROMBIÈRE, *prés.*; GREFFIER, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.* — Mes LEHMANN et PERRIQUET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 mai 1888

Conseil de famille, composition, citoyens français, étrangers résidant en Algérie, illégalité, délibération, nullité, demande en destitution de tutelle, dommages-intérêts.

Les citoyens français peuvent seuls être appelés à faire partie du conseil de famille d'un mineur en raison des relations habituelles d'amitié qu'ils ont eues avec les parents de ce mineur, et le fait de la résidence en Algérie, quelle que soit la faveur que la loi algérienne y attache, ne saurait tenir lieu, à cet égard, de naturalisation (C. civ., art. 409) (1);

La présence de membres de nationalité étrangère rend la composition du conseil de famille illégale, et par suite les délibérations de ce conseil sont nulles en la forme.

Le seul fait qu'une demande en destitution de tutelle a été engagée devant un conseil de famille illégalement constitué ouvre au tuteur un droit à des dommages-intérêts.

(Le Frotter de la Garenne c. veuve Devreton)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant et d'ailleurs reconnu par toutes les parties que deux membres du conseil de famille des mineurs Dreveton dont la délibération du 12 novembre 1886 est soumise sur appel à l'homologation de la Cour, savoir les sieurs Pierre Gardone et Juan Fernandez, sont de nationalité étrangère ; — Que ce n'est d'ailleurs point comme parents ou alliés des dits mineurs qu'ils ont été appelés à faire partie du dit conseil de famille, mais bien, à défaut de parents et alliés présents sur les lieux en nombre suffisant, comme étant connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père des dits mineurs ; — Attendu que les termes de l'art. 489 C. civ. ne permettent d'appeler, à ce titre, que des citoyens français ; que, quelle que soit la

(1) Cpr. en ce sens : Paris, 21 mars 1861, Sir. 61. 2. 209 ; D. P. 61. 2. 73, avec les notes et conclusions. — C'est aussi la doctrine générale. — Rappr. Cass. 16 févr. 1875, Sir. 75. 1. 193 ; D. P. 76, 1, 49 et les renvois.

faveur que la loi algérienne attache au fait de la résidence en Algérie, la résidence ne peut tenir lieu de naturalisation ni, dès lors, créer une capacité qui est un attribut essentiel de la cité française ; — Attendu que la présence dans le dit conseil de famille de deux membres absolument dépourvus de cette capacité rend sa composition illégale et, par suite, sa délibération nulle en la forme, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs d'examiner le fond même de cette délibération ;

Attendu, en ce qui touche les dommages-interêts, qu'indépendamment des motifs qui ont pu inspirer la demande de destitution de la tutelle formée par l'appelant contre l'intimée et que la Cour n'a point à apprécier quant à présent, l'intimée est fondée à réclamer des dommages-intérêts à raison d'une demande de cette nature ainsi irrégulièrement engagée à son encontre devant un conseil de famille illégalement constitué, et que sur ce point il échet de s'en tenir au chiffre de 1 franc par elle réclamé devant les premiers juges ;

En ce qui touche les dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis à la charge de l'appelant qui succombe dans son appel et dans sa demande ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme Le Frotter de la Garenne appelant du jugement du tribunal de première instance de Tlemcen du 25 mars 1887 ; — Au fond, le déboute de son appel ; — Confirme le jugement déféré ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; LÉNARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et VIVIANI, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

26 janvier 1889

Compétence, Tunisie, sujets tunisiens, matière immobilière, statut personnel, bail à kirdar, incompétence des tribunaux français, ordre public.

Les tribunaux français, en Tunisie, sont incompétents pour connaître, entre Tunisiens, d'un litige ayant à la fois pour objet l'application d'un droit immobilier et l'interprétation de la loi religieuse musulmane (L. 27 mai 1883 ; D. B. 5 mai 1883 et 31 juill. 1884) ;

Il en est ainsi, spécialement, d'une contestation relative à un bail à kirdar, lequel a pour effet de donner au preneur un droit d'établissement sur la superficie d'un immeuble inaliénable par suite de fondation pieuse, moyennant une redevance variable suivant la valeur du dit immeuble ;

Cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie et aux traités internationaux, est d'ordre public et peut être opposée en tout état de cause(1).

(Consorts Karkouba c. consorts Gharsalla)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Sur la compétence : — Attendu que Salha et Halima bent Ahmed Gharsalla, sujets tunisiens, se prétendant dévolutaires, à défaut de descendants mâles, d'un habous constitué par le cheik Gharsalla sur un immeuble dit El Kelrja, ont assigné devant le tribunal de Tunis les consorts Karkouba, également sujets tunisiens : 1° en paiement de loyers échus d'un bail à kirdar de l'immeuble habousé ; 2° en nomination d'experts pour estimer la plus-value de cet immeuble pendant les six dernières années ; 3° en déguerpissement ; — Attendu que les consorts Karkouba ont contesté aux demanderesses la qualité de dévolutaires du habous, et opposé à la demande en déguerpissement leur droit, fondé sur les règles du contrat de kirdar, de jouir de l'immeuble tant que dureront les constructions qu'ils y ont élevées ; — Attendu que le kirdar est un contrat qui a pour effet de donner au preneur un droit d'établissement sur la superficie d'un immeuble inaliénable par suite de fondation pieuse, moyennant une redevance variable suivant que l'immeuble acquiert une plus-value ou subit une moins-value; — Attendu que le litige dont le tribunal était saisi avait dès lors pour objet, à la fois, l'application d'un droit immobilier et l'interprétation de la loi religieuse musulmane en matière de habous ;

Attendu que l'établissement du protectorat français en Tunisie n'a pas aboli la souveraineté du bey ; que la France et le bey y exercent leur souveraineté dans leurs sphères

(1) V. sur la même question, en ce qui concerne, en Algérie, les contestations portées par des indigènes musulmans devant la justice française, Alger. 14 févr. 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 156.) et la note. Ajt. Alger, 9 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 427).

respectives déterminées par les traités internationaux ; que la juridiction française instituée en Tunisie est une émanation de ces deux puissances distinctes ; que la loi du 27 mai 1883 (1) qui a organisé les tribunaux français dans la régence, a délimité leur compétence en conséquence de cette double origine, en disposant qu'ils connaîtraient de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français, et que leur juridiction pourrait être étendue à toutes autres personnes par décrets ou arrêtés de Son Altesse le bey rendus avec l'assentiment du gouvernement français ; — Que, conformément à cette dernière disposition, un décret du bey en date du 5 mai 1883 (2) a décidé que les sujets des puissances étrangères dont les cours consulaires dans la régence seront abolies deviendront justiciables de ces tribunaux aux mêmes conditions que les sujets français ; — Que par un autre décret du 31 juillet 1884 (3) le bey a étendu la juridiction des mêmes tribunaux à toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seront en cause, dans les matières où ils sont compétents actuellement lorsque des Européens sont défendeurs ; — Mais que par aucun décret ou arrêté il ne leur a attribué compétence en matière immobilière entre sujets tunisiens et que par le décret précité du 31 juillet il a expressément réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel des mêmes sujets, musulmans ou israélites ; — Attendu, en conséquence, que le tribunal de Tunis était incompétent pour connaître du litige qui lui était soumis par les consorts Gharsalla ; — Que cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie et aux traités internationaux, est essentiellement d'ordre public et peut être opposée en tout état de cause ;

Attendu que vainement les intimées objectent que les questions de droit immobilier et de statut personnel religieux

---

(1, 2, 3) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 39 et 50.

Aux loi et décrets visés par l'arrêt rapporté il y a lieu d'ajouter, en ce qui concerne la compétence des tribunaux tunisiens en matière de locations de biens habous, le décret beylical du 11 août 1886 (11 kada 1303) ainsi conçu :

« Toute personne qui aura pris à bail un terrain ou autre immeuble appartenant aux habous administrés par la djemaïa, et qui aura, en ce qui concerne le loyer, des réclamations à présenter contre l'oukil des habous auxquels appartient l'immeuble, devra porter ces réclamations devant le tribunal de l'ouzara auquel nous attribuons compétence exclusive pour en connaître. » — Sur l'organisation et la compétence de l'ouzara, V. *Rev. Alg.* 1886. 3. 191.

soulevées en la cause ont été définitivement tranchées par le jugement du 27 octobre 1886, qui serait passé en force de chose jugée par le désistement d'appel des consorts Karkouba, et que, par suite, les premiers juges ne restaient saisis que d'une demande purement personnelle et mobilière pour laquelle l'exception d'incompétence ne pouvait être opposée que *in limine litis ;* — Que cette objection n'est point fondée ; que, en effet, il résulte de l'acte extrajudiciaire signifié à la requête des appelants le 11 février 1887 que ceux-ci n'ont consenti à l'exécution du jugement interlocutoire du 27 octobre 1886 qu'en faisant leur réserves expresses d'interjeter appel en même temps que du jugement sur le fond ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel des consorts Karkouba, et, y faisant droit au fond, infirme le jugement déféré ; — Dit que le tribunal de Tunis était incompétent pour connaître de l'action intentée par les intimées, et renvoie les parties à se pourvoir devant telle juridiction que de droit ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel et condamne Salha et Halima bent Ahmed Gharsalla en tous les dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

10 décembre 1888

Hadana, mari mozabite, femme algérienne malékite, rite ibadite, enfant, état civil, puissance paternelle, second mariage du père, intérêt de l'enfant, surveillance de la mère.

A défaut de dérogations apportées aux règles touchant l'état civil des enfants dans des conventions matrimoniales intervenues entre un Mozabite ibadite et une musulmane algérienne malékite, les enfants nés du mariage sont régis par le rite de leur père, tant qu'ils sont incapables de discernement personnel (1).

(1) S'agissant d'époux appartenant l'un au rite malékite, l'autre au rite hanéfite, un arrêt de la Cour d'Alger du 15 avril 1872, rapporté dans l'ouvrage de MM. Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman, Statut personnel et successions*, t. 1, n° 455, avait admis déjà que l'enfant était régi par le rite auquel appartenait le père, et que par suite la hadana, limitation des droits du père, devait s'exercer conformément à ce rite.

Suivant le rite ibadite, en cas de discussion entre les époux, l'enfant mâle doit rester chez sa mère, non remariée, jusqu'au moment où il peut s'habiller et se laver les mains, soit jusqu'à l'âge de cinq ans ; la fille, jusqu'à son mariage.

Le second mariage du père n'a pas pour effet d'enlever à celui-ci la garde de l'enfant mâle parvenu à l'âge où il peut se passer des soins incessants de la femme ;

Il échet toutefois, dans l'intérêt de l'enfant, de tempérer la rigueur de ce droit par des mesures donnant à la mère une satisfaction suffisante ;

Spécialement, il peut être ordonné que, jusqu'à un certain âge, le père n'emploiera pas son fils aux travaux de son commerce, et lui fera donner une instruction conforme à sa condition ; et, d'autre part, que la mère verra son enfant à des intervalles rapprochés, de façon à pouvoir surveiller sa santé, son entretien et son développement (1).

(Moussa ben Youssef c. Kheïra bent Ali Oudjana)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel principal : — Attendu que Yamina et Younès sont nés à Alger durant le mariage contracté à Alger, le 16 août 1878, entre Moussa ben Youssef, Mozabite régi par le rite ibadite, et Kheïra bent Ali Oudjana, musulmane algérienne, appartenant au rite malékite ; que dans leurs conventions matrimoniales, consignées sur les registres de la mahakma hanéfite d'Alger, les époux n'ont apporté aucune dérogation aux règles générales touchant l'état civil de leurs enfants ; que ceux-ci doivent donc être traités selon le rite de leur père, chef de la famille, tant qu'ils sont incapables de discernement personnel ;

---

(1) Sur le droit de hadana en général, V. Alger, 14 avril 1880, 20 janv. 1879, 26 juill. 1880, 27 juin 1881, 22 déc. 1886 (*Rev. Algér.* 1887. 2. 92. et suiv.) et la note dans laquelle sont rappelées les règles du droit musulman, malékite et hanéfite, en cette matière. — Dans le rite malékite, la hadana, pour les garçons, dure jusqu'à leur puberté ; jusqu'à l'âge de sept ans, dans le rite hanéfite. La doctrine ibadite, on le voit par notre arrêt, limite la hadana pour les garçons, encore plus que ne le fait l'école hanéfite. La durée de la hadana pour les filles est la même chez les ibadites que chez les malékites ; dans le rite hanéfite, elle cesse à l'âge de neuf ans accomplis (C. musulm. égyptien, statut personnel, art. 391). — Dans aucun rite, cela va de soi, le second mariage du père n'enlève à celui-ci son droit de puissance paternelle,

Attendu que la loi ibadite prescrit qu'en cas de désunion entre les époux, l'enfant doit rester chez sa mère pendant tout son jeune âge, le garçon, jusqu'au moment où il peut s'habiller et se laver les mains, la fille, jusqu'à son mariage, même après sa puberté; — Que dans l'usage cette époque est fixée pour les enfants mâles à l'âge de cinq ans;

Attendu que Yamina, née le 23 juin 1879, entre dans cette période de la vie où les soins et la direction de la mère sont indispensables aux enfants de son sexe; — Que sa mère ne s'est pas remariée; — Que, loin de justifier les reproches d'immoralité ou d'intempérance articulés contre elle, l'enquête a relevé qu'elle se conduisait comme les femmes musulmanes respectueuses de leurs obligations; qu'il convient donc de l'aisser Yamina sous la garde de Kheïra jusqu'à l'époque de son mariage;

Attendu que Younès est né le 8 octobre 1881; que sa santé paraît bonne; qu'il peut se passer des soins incessants de la femme qu'exige l'enfant dans les premières années de son existence; — Qu'il n'y a aucune raison de refuser à Moussa ben Youssef, dont la moralité n'est pas suspectée, l'exercice d'un droit que la loi lui confère et qu'il revendique expressément; — Qu'on ne saurait s'arrêter à cette objection que Moussa s'est remarié, et que le jeune Younès sera obligé de vivre avec une femme et des enfants d'un autre lit; — Que cette situation prévue par la loi musulmane n'a pas empêché les prescriptions formelles du législateur; que le juge doit les appliquer, sauf à en tempérer la rigueur, selon les circonstances, dans l'intérêt de l'enfant, par des mesures donnant à la mère une satisfaction suffisante; — Qu'en l'espèce, il convient, en premier lieu, d'interdire à Moussa d'employer son fils aux travaux de son magasin jusqu'à ce qu'il ait atteint sa douzième année, et, en second lieu, d'autoriser Kheïra à garder Younès pendant quelques heures, à des intervalles rapprochés, pour lui permettre de surveiller son état de santé et de s'assurer que les soins nécessaires à son entretien physique et à son développement moral ne lui font pas défaut;

Sur l'appel incident : — Attendu que, si les accusations d'inconduite et d'intempérance portées contre Kheïra par Moussa sont regrettables, il ne résulte pas cependant des faits de la cause qu'elle en ait éprouvé un préjudice appréciable;

Par ces motifs: — Dit que Yamina demeurera avec sa mère jusqu'à l'époque de son mariage; — Dit que Younès sera remis à la garde de son père; — Dit que ce dernier sera tenu de lui faire donner dans une école de la ville d'Alger l'instruc-

tion et l'éducation conformes à sa condition, jusqu'à ce qu'il ait atteint sa douzième année; — Dit qu'avant ce délai il ne pourra l'astreindre à travailler dans son magasin; — Ordonne que le dit Younès sera remis à sa mère Kheïra, deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, de midi à six heures du soir; — Et moyennant ce, rejette toutes autres conclusions des parties; — Condamne Moussa ben Youssef aux dépens.

MM. PUECH, *prés. rap.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes DARMON et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

23 octobre 1885

Loterie, Tunisie, sujet anglais, décret beylical du 23 juillet 1884, défaut d'autorisation.

Le décret beylical du 23 juillet 1884, dont l'art. 1er interdit toute loterie non autorisée par le gouvernement du bey, a voulu proscrire non seulement les loteries qui n'avaient pas encore d'existence au moment de sa promulgation, mais encore celles qui avaient pu être autorisées par des autorités autres que le gouvernement beylical, et a virtuellement imposé aux loteries déjà autorisées par celles-ci la nécessité d'une autorisation nouvelle émanée de ce gouvernement (1).

---

(1) *Décret du bey du 23 juillet 1884 (30 Ramadan 1301) prohibant les jeux de hasard.*

Art. 1. — Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés; les banquiers de cette maison; ceux qui auront tenu ou établi des loteries non autorisées par nous; tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement qui pourra atteindre six mois et d'une amende de 150 à 10,000 piastres, ou de l'une ou de l'autre de ces deux peines.

Tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis en loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles ou effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés, seront confisqués dans tous les cas.

Art. 2. — Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins places ou lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard seront punis d'une amende de 5 à 16 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être élevée jusqu'à 300 piastres, et il pourra être prononcé un emprisonnement de un jour à un mois.

(Min. pub. c. Agius)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme, mais que l'intimé ne se présente pas quoique régulièrement assigné et qu'il y a lieu de statuer par défaut à son égard ;

Au fond : — Attendu qu'il est constant que le sieur Agius, Michel-Ange, sujet anglais, demeurant à Tunis, après en avoir fait la déclaration à son consulat, a mis en loterie, au mois de mai 1888, une paire de boucle d'oreilles en diamant d'une valeur approximative de 9,000 piastres tunisiennes, soit 5,600 francs en monnaie française ; que le dit Agius, tant pour se couvrir de la valeur de ce bijoux que pour se procurer le gain qu'il avait en vue, a émis des billets au nombre de 7,000 et au prix de 1 franc par billet ;

Attendu que postérieurement à l'émission de ces billets, mais avant qu'ils pussent être tous distribués dans le public tunisien, et que le tirage de la loterie eût été effectué, il est intervenu, à la date du 23 juillet 1884, un décret beylical dont l'art. 1er interdit sur le territoire de la régence toute loterie non autorisée par le gouvernement du bey, sous les peines d'emprisonnement et d'amende qu'il édicte, et avec confiscation des fonds et effets mobiliers mis en loterie ou servant au service des loteries ;

Attendu que ce décret a été approuvé le 25 décembre suivant par le ministre résident de la République française et que cette approbation l'a rendu exécutoire au regard de tous les habitants d'origine européenne justiciables des tribunaux français de la régence ;

Attendu que le tribunal de Tunis, dans le jugement dont est appel, a relaxé Agius des fins de la poursuite par le motif que celui-ci avait été valablement autorisé à ouvrir une loterie par le consul d'Angleterre, le 2 mai 1888 ; que le décret beylical du 23 juillet 1884 ne contient aucune disposition transitoire réglant la situation des loteries ouvertes avant sa promulgation et de laquelle on puisse induire que les autorisations précédemment accordées par les autorités consulaires compétentes doivent être renouvelées par le gouvernement beylical ;

Attendu qu'il suffit de lire l'art. 1er de ce décret pour reconnaître que le tribunal s'est mépris sur l'esprit dont s'est inspiré le législateur tunisien ; qu'en effet, en écrivant dans l'art. 1er le membre de phrase suivant : « Ceux qui auront tenu ou établi des loteries non autorisées par nous », le législateur

a entendu proscrire non seulement les loteries qui n'avaient pas encore d'existence au moment de sa promulgation, mais encore celles qui avaient pu être autorisées par des autorités autres que le gouvernement beylical, et a virtuellement imposé aux loteries déjà autorisées par celles-ci la nécessité d'une autorisation nouvelle émanée de ce gouvernement;

Attendu au surplus que c'est à tort que le jugement attaqué constate que le sieur Agius avait, à la date du 2 mai 1880, obtenu de son consul l'autorisation de faire une loterie; que le document versé au débat n'est point une autorisation, mais une simple déclaration de loterie, signée Agius, et que la signature de l'agent consulaire britannique, apposée au bas, ne sert qu'à légaliser celle de l'auteur de cette déclaration; — Qu'antérieurement au décret du 23 juillet 1884 dont s'agit les loteries étaient absolument libres en Tunisie et n'étaient subordonnées à aucune autorisation préalable;

Attendu qu'en continuant à distribuer des billets de sa loterie et en faisant procéder à son tirage depuis le 23 juillet 1884 et surtout depuis le 25 décembre suivant, date de l'approbation du décret par le ministre de France, sans s'être muni d'une autorisation délivrée par le beylic, Agius a contrevenu au dit décret et s'est rendu passible des peines édictées non point par ce décret qui, en ce qui concerne la pénalité, n'est applicable qu'aux sujets tunisiens déférés aux tribunaux indigènes, mais par l'art. 410 C. pén., rendu exécutoire en Tunisie par l'approbation susvisée du ministre de France à l'encontre des habitants de la régence judiciables des tribunaux français;

Attendu enfin qu'il existe en faveur d'Agius des circonstances très atténuantes qui permettent de lui faire une large application des dispositions de l'art. 463 C. pén. et que, la loterie ayant été tirée et les boucles d'oreilles n'étant pas saisies et n'étant plus du reste en la possession d'Agius, il est inutile d'en prononcer la confiscation;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel du ministère public et statuant par défaut vis-à-vis d'Agius; — Dit bien appelé, mal jugé; infirme en conséquence le jugement attaqué; déclare Agius coupable d'avoir, dans le courant des années 1884-85, à Tunis, établi et tenu une loterie non autorisée par le gouvernement du bey; reconnaît toutefois en sa faveur des circonstances atténuantes, et, lui faisant application des art. 410 et 463 C. pén., le condamne à 16 francs d'amende et aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; HUGUES, *rap.*; MARSAN, *subst. du proc. gén.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

2 février 1889

Responsabilité, contrat de transport, navire, fret, avaries, clause de non garantie, faute, preuve.

La clause manuscrite d'un connaissement portant qu'une compagnie de transports maritimes ne répondra pas de la casse a pour effet d'exonérer cette compagnie de toute responsabilité à raison des avaries provenant de la fragilité de la marchandise et de ne laisser à sa charge que celle qui pourrait résulter de sa faute lourde, soit par suite de mauvais arrimage, soit par la négligence des gens du port à l'embarquement ou au débarquement des colis ;

Et la preuve de cette faute incombe à l'expéditeur ou au destinataire (1).

(Roch Verdu c. compagnie de Navigation mixte)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Roch Verdu assigne la compagnie de Navigation mixte en homologation d'un rapport d'expert dressé et déposé par M. Davauseau et de même suite en paiement de 1° la somme de 251 fr. 25 c., valeur de divers marbres brisés pendant leur transport de Marseille à Alger ; 2° en 500 fr. de dommages-intérêts pour préjudice causé ; — Attendu qu'il résulte des éléments de la cause, qu'à la date du 31 octobre 1888, la compagnie de Navigation mixte accepta à bord de son vapeur *Oasis*, pour être transportés de Marseille à Alger, six colis composés de douze tranches de marbre ; — Qu'à leur arrivée à Alger, le demandeur, ayant constaté de la casse, adressa une requête en nomination

(1) Lorsque le voiturier a pris les précautions ordinaires et normales, il n'est pas responsable des avaries provenant de la nature de la chose transportée, alors même qu'il n'aurait pas stipulé à cet égard la non garantie (Civ. cass., 20 févr. 1878 et 5 févr. 1879, D. P. 79. 1. 171 ; 30 nov. 1881, D. P. 83. 1. 31. ; 17 et 24 mai 1882, D. P. 83. 1. 14 ; — Féraud-Giraud, *Code des transp. par chem. de fer*, t. 2, n°s 852 et suiv.). A plus forte raison en est-il ainsi lorsque le connaissement contient une réserve expresse sur ce point. —Cpr., sur la responsabilité en matière de transports maritimes et la clause de non garantie en général, les arrêts rapportés *Rev. Alg.* 1887, 2. 301 et la note.

d'expert au président du tribunal de commerce et que M. Davauseau fut désigné à cet effet ; — Attendu qu'il résulte du travail de cet expert que les avaries s'élèvent à la somme de 251 fr. 35 c. et qu'il conclut à la responsabilité des transporteurs, se basant sur les art. 216, 221 et 222 C. com., ainsi que sur une jurisprudence qui n'exonère le capitaine de responsabilité que dans le cas de fortune de mer dûment constatée ; — Attendu que la compagnie défenderesse conclut au débouté pur et simple de la demande, faisant valoir la clause manuscrite insérée au connaissement et par laquelle, en raison de la nature fragile de la marchandise, elle déclarait formellement ne pas répondre de la casse ; — Attendu, en effet, qu'il est à remarquer que l'avarie dont s'agit s'est produite par l'extrême fragilité de la marchandise ; — Qu'en présence du grand risque à courir, peu en rapport avec le faible fret obtenu, la compagnie de Navigation mixte n'accepta ce transport qu'à la condition expresse qu'elle ne répondrait pas de la casse ; ce qui d'ailleurs fut accepté par les chargeurs, qui signèrent à Marseille le double du connaissement portant la réserve ci-dessus ; — Attendu que cette réserve manuscrite, quoique n'exonérant pas la compagnie de la responsabilité de ses fautes, doit avoir pour effet d'en mettre la preuve à la charge du demandeur ; — Que le rapport de l'expert n'exprime qu'une opinion, laquelle en l'état n'est qu'une présomption ; — Attendu que, bien qu'aux termes des art. 221, 222 C. com., le capitaine soit responsable des colis à lui confiés, il ne pourrait cependant être tenu de répondre des avaries provenant de la nature même de la marchandise, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il y a eu faute lourde de sa part, soit par suite de mauvais arrimage, soit par la négligence des gens du bord à l'embarquement ou au débarquement des colis ; — Attendu que le demandeur est dans l'impossibilité de prouver qu'il y a eu manque de précaution imputable à la compagnie défenderesse et qu'il base son action sur des conclusions de l'expert qui ne sont pas applicables en la cause ; — Qu'il y a donc lieu de faire droit aux conclusions de la compagnie de Navigation mixte, dire que la clause manuscrite insérée au connaissement sortira son plein et entier effet, dire qu'il appartient non à la compagnie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu faute lourde de sa part, mais au demandeur à faire la preuve du manque de précaution allégué ;

Par ces motifs : — Déboute Roch Verdu de sa demande ; — Le condamne aux dépens.

M. CASTAN, *prés.* — Mes HUART et DE SAMBŒUF, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

26 novembre 1888

Péremption d'instance, actes interruptifs, demande en garantie.

On ne peut considérer comme interruptifs de la péremption d'une demande en garantie des conclusions signifiées et un jugement rendu entre les parties figurant dans l'instance principale, et en dehors du défendeur à la garantie, demandeur en péremption (C. pr. civ., art. 397 et suiv.).

Jacob Chebat c. El Hadj Mohamed ben Tifour

Le 21 avril 1885, arrêt par défaut de la Cour d'Alger (1re Ch.) ainsi conçu :

LA COUR, — Prononce défaut contre les époux Chebat intimés, non comparants, ni personne pour eux quoique régulièrement assignés et pour le profit ;

Attendu que El Hadj Mohamed ben Tifour a relevé appel d'un jugement contradictoirement rendu le 5 mai 1884 par le tribunal de première instance d'Orléansville qui s'est déclaré incompétent pour connaître de la demande en garantie formée par le susnommé contre les dits époux Chebat; — Attendu que cet appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que le tribunal de première instance d'Orléansville, saisi en même temps de l'action principale et des deux autres actions en garantie, a sursis à statuer sur ces deux actions en garantie jusqu'après le jugement de l'action principale par un jugement avant faire droit en date du 26 juillet 1881, ainsi que l'avaient demandé à la fois les époux Martinez et El Hadj Mohamed ben Tifour dans leurs conclusions signifiées en cours d'instance les 11 et 19 du même mois ; — Attendu cependant que, par son jugement au fond du 5 juin 1883, le tribunal d'Orléansville, statuant seulement sur l'action principale et sur l'action en garantie des époux Martinez et y faisant droit, a déclaré, en ce qui touche l'action en garantie d'El Hadj Mohamed ben Tifour contre les époux Jacob Chebat, qu'il n'y avait lieu de statuer quant à présent ; — Attendu que c'est à tort qu'après le sursis prononcé, le tribunal d'Orléansville a refusé de faire droit également à cette action en garantie ; que El Hadj Mohamed ben Tifour ne pouvait donc la porter utilement que devant le dit tribunal, qui avait connu de l'action principale, et que c'est à tort aussi que les premiers juges se sont déclarés incompétents pour en connaître ; qu'il y a donc lieu de faire droit à l'appel déféré ;

Attendu en outre que, la cause étant en état, il y a lieu également d'évoquer le fond; — Attendu qu'aux termes de l'acte de vente passé devant Me Yreng, notaire à Orléansville, le 23 juillet 1879, les époux Jacob Chebat s'étaient obligés à garantir leur acquéreur El Hadj Mohamed ben Tifour contre toute éviction ; qu'en présence des faits d'éviction reconnus et constatés par le jugement du 5 juin 1883, confirmé par arrêt de la Cour d'Alger du 20 janvier 1885, les dits époux Jacob Chebat doivent être condamnés à

rembourser à El Hadj Mohamed ben Tifour le montant en principal et accessoires des condamnations contre lui prononcées au profit des époux Martinez ;

En ce qui touche la somme de 2,000 francs réclamée par Ben Tifour à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il n'est justifié par lui d'aucun préjudice appréciable et qu'il n'y a pas lieu par suite de faire droit sur ce chef de ses conclusions ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par El Hadj Mohamed ben Tifour du jugement du 5 mai 1884 ; — Au fond, dit qu'il a été mal jugé bien appelé, et évoquant, condamne les époux Jacob Chebat à payer conjointement et solidairement à El Hadj Mohamed ben Tifour 1° la somme de 2,009 francs à laquelle a été réduit par l'arrêt confirmatif du 20 janvier 1885 le principal des condamnations ; 2° les intérêts de droit de cette somme ; Et 3° les cinq sixièmes des frais de première instance dûment taxés auxquels Ben Tifour a été condamné par le même arrêt ; — Dit n'y avoir lieu d'accorder des dommages-intérêts au dit Ben Tifour ; — Condamne les époux Jacob Chebat, sous la même solidarité, en tous les dépens d'appel.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.* ; DU MOIRON, *av. gén.* — Me POIVRE, *av.*

Les époux Jacob Chebat ayant formé opposition à cet arrêt en ont été déboutés par arrêt contradictoire du 12 octobre 1885. (MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; DU MOIRON, *av gén.* — Mes AMAR et POIVRE, *av*).

Sur le POURVOI par eux formé contre ce dernier arrêt, la Cour de cassation a ainsi statué :

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 397 C. pr. civ. ; — Attendu que Mohamed ben Tifour a, le 15 février 1881, fait assigner les époux Chebat à comparaître au tribunal d'Orléansville pour s'y voir condamner à prendre son fait et cause sur une action en garantie dont il était lui-même l'objet de la part des époux Martinez ; mais qu'il n'est pas justifié d'aucun acte valable de procédure à l'égard des dits époux Chebat, contre lesquels il n'a été ni requis, ni donné défaut lors du jugement interlocutoire du 26 juillet 1881 ; — D'où il suit que la demande en péremption par eux introduite le 28 février 1884 était fondée, et qu'en la rejetant, la Cour d'appel d'Alger a méconnu la disposition légale ci-dessus visée ;

Par ces motifs et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens proposés : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; MICHAUX-BELLAIRE, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes LEHMANN et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

29 janvier 1889

Compétence, commune, acquisition, section de commune, séparation, action en payement, exception.

Le tribunal civil, juge de l'action en paiement du prix d'une vente consentie à une commune, est juge de l'exception fondée sur la nullité de la vente, lorsque la connaissance de cette exception ne nécessite pas l'interprétation d'actes administratifs dont les énonciations et les dispositions manqueraient de clarté et de précision ;

En conséquence, l'autorité judiciaire, appréciant souverainement les documents non contestés qui lui ont été soumis, peut décider sans excéder ses pouvoirs que la délibération du conseil municipal relative à l'acquisition faite par la commune n'est pas de celles pour lesquelles l'approbation du préfet est obligatoire ;

L'autorité judiciaire peut également, sans excéder ses pouvoirs, faire l'application de l'arrêté préfectoral qui a fixé la part de la commune dans le prix de la vente, conformément au décret ayant érigé une section de la dite commune en commune séparée.

(Commune de Mouzaïaville c. époux Chaveron)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation du principe de la séparation des pouvoirs, de l'art. 13, titre 11 de la loi des 16-24 août 1790, du décret du 16 fructidor an III ;

Attendu que la demande formée par la dame Chaveron contre les communes de Mouzaïaville et de la Chiffa avait pour objet, dans le dernier état de la procédure, le paiement d'une somme de 6,000 francs formant le prix de la vente consentie par la demoiselle Dunas à la commune de Mouzaïaville, le 12 octobre 1869, d'une maison sise à la Chiffa, avec les intérêts de ce prix du jour de la prise de possession de l'immeuble ; — Attendu qu'en réponse à cette demande, qui était incontestablement de la compétence des tribunaux civils, la commune de Mouzaïaville a opposé la nullité de la vente par le double motif : 1° Qu'elle avait eu lieu sans que le maire eût été autorisé à passer l'acte d'acquisition par une délibération du conseil municipal et 2° que, l'existence de cette délibération

fût-elle établie, il n'était pas justifié qu'elle eût reçu l'approbation de l'autorité préfectorale ;

Attendu que, juge de l'action, le tribunal de Blida était juge de l'exception, à moins qu'il ne fût obligé, pour statuer sur cette exception, de se livrer à l'interprétation d'actes administratifs dont les énonciations et les dispositions manqueraient de clarté et de précision, auquel cas seulement il eût été tenu de surseoir à la décision du fond jusqu'au jour où l'autorité administrative se serait expliquée sur la valeur et le sens de ces ordres.

Attendu, quant à l'approbation préfectorale de cette même délibération, que l'arrêt attaqué ne l'a point fait découler d'une interprétation de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1871 ; — Qu'en effet, il a, en premier lieu, sur ce point du litige, déclaré, par une appréciation souveraine de documents non contestés qui lui ont été fournis, qu'il s'agissait d'une acquisition faite par la commune « moyennant un prix qui figurait seul au budget de l'exercice 1869, et n'excédait pas le dixième des revenus ordinaires de cet exercice ; » — Qu'il en a conclu, par application des art. 1 et 5 du décret du 19 décembre 1868, et de l'art. 18 de loi du 18 juillet 1837, que cette délibération n'était pas de celles pour lesquelles l'approbation du préfet fût obligatoire ; — Qu'en jugeant ainsi, il n'a point excédé les pouvoirs de l'autorité judiciaire ; — Que, si la Cour d'appel d'Alger a, en second lieu, invoqué les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1871, qui en établissant (conformément au décret du 20 mai 1870, portant érection en commune de la section de la Chiffa) le compte final de la commune de Mouzaïaville pour l'exercice 1870, a fixé à 4,000 francs la part de cette commune dans le prix de la vente du 12 octobre 1869, c'est uniquement pour faire l'application de cet arrêté préfectoral et mettre à la charge de chacune des deux communes la part du prix que, d'après les prescriptions de cet arrêté, chacune d'elles devait payer à la demoiselle Dumas ; qu'à cet égard encore elle n'a point eu à interpréter l'acte administratif prédaté dont les termes étaient clairs et précis ; — Que, dans ces circonstances, la Cour d'appel n'était point obligée de surseoir ni de renvoyer la partie devant l'autorité administrative pour y solliciter une interprétation sans utilité et sans objet de cet acte administratif, et qu'en statuant au fond elle n'a point violé les articles de loi invoqués par le pourvoi.

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MERVILLE, *prés.* ; GREFFIER, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes NIVARD, MORILLOT et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

2 février 1889

Billet à ordre, compte courant, novation, signatures de commerçant et de non commerçant, tiers porteur, banque de l'Algérie, remboursement, compétence.

La juridiction commerciale est incompétente pour connaître de l'action formée par un commerçant contre un non commerçant en paiement de billets souscrits à son ordre par ce dernier, alors même qu'ils porteraient des signatures de commerçants, si ces billets sont entrés en compte courant, la novation qui en est résultée leur ayant fait perdre le caractère commercial (C. com., art. 637) (1);

La compétence attribuée aux tribunaux de commerce par l'art. 637 C. com., pour connaître de l'action en paiement de billets à ordre souscrits même pour une dette purement civile s'ils portent en même temps les signatures d'un commerçant et d'un non commerçant, cesse lorsque le commerçant bénéficiaire des billets, ayant remboursé le tiers porteur, a enlevé ainsi à son endos toute valeur légale dans le sens du dit article ;

On ne saurait opposer, dans le cas spécial où ce tiers porteur était la banque de l'Algérie, qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 4 août 1851 les endosseurs au profit de cet établissement sont justiciables des tribunaux de commerce, les dispositions exceptionnelles de cette loi ne pouvant être appliquées lorsque la dite banque n'est pas et ne peut pas être mise en cause (2).

---

(1) Jurispr. et doctr. constantes: V. notamment Civ. rej., 10 janv. 1872, D. P. 72. 1. 102. — Cpr. Alger, 15 mars 1880 (*Bull. jud. Alg.*, 1880, p. 179; Civ. rej., 6 nov. 1888, *Rev. Alg.*, 1888. 3. 487.

(2) L'art. 637 C. com. attribue compétence aux tribunaux de commerce pour connaître de l'action en paiement de billets à ordre « portant en même temps la signature d'individus négociants et d'individus non négociants ». Il semble bien résulter des termes généraux de cet article que le seul fait de l'apposition de la signature d'un commerçant sur un billet à ordre imprime définitivement à ce billet, au point de vue de la compétence, le caractère commercial à l'égard de tous les signataires sans distinction, et que ce

(Debonno c. époux Laurencin)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les époux Laurencin forment opposition à un jugement de défaut du 24 décembre 1888 les condamnant à payer à Debonno la somme de 48,824 fr. 63 centimes montant d'un solde de compte courant ; — Qu'ils se fondent sur ce que le tribunal de commerce était incompétent pour connaître de l'action de Debonno, qui se qualifie lui-même de propriétaire dans l'exploit introductif d'instance, contre d'autres propriétaires, pour des causes purement civiles ; — Attendu que Debonno oppose que c'est en qualité de banquier, qualité dont il justifie, qu'il est créancier des défendeurs ; que sa créance se compose en grande partie de billets souscrits par les époux Laurencin à son ordre et négociés par lui à la banque de l'Algérie ; que ces billets, d'une valeur totale de 44,345 fr. 47 centimes, portant la signature d'un commerçant, attribuent compétence au tribunal de commerce en vertu de l'art. 637 C. com. ;

Attendu que l'opposition des époux Laurencin est régulière en la forme ;

Au fond et sur l'exception d'incompétence : — Attendu que les époux Laurencin ont été assignés en vertu d'un compte

---

caractère subsiste encore bien que les endosseurs commerçants ne figurent pas dans l'instance, soit que le créancier ait divisé son action, soit même que ces endosseurs ne puissent pas être mis en cause, à défaut de protêt, ou parce qu'ils ont été désintéressés avant l'introduction de l'instance par des endosseurs précédents (ce qui est le cas de l'espèce).

Et la loi s'inspire ici de l'intention des parties elles-mêmes. En donnant à l'obligation la forme d'un effet de commerce, le créancier a voulu se réserver le bénéfice de la juridiction commerciale (compétence spéciale et célérité), et le débiteur a accepté d'avance toutes les conséquences de la commercialité de l'effet. Il ne saurait donc dépendre de ce dernier de s'y soustraire en se fondant sur le remboursement de l'endosseur par le bénéficiaire du billet. D'autre part, il serait difficile de comprendre que par ce remboursement celui-ci se privât lui-même des avantages de cette juridiction et que le seul moyen pour lui de les conserver fût de laisser protester sa signature. — V. en ce sens : Bourges, 6 août 1825, D. A. v° *Compét. com.*, n° 229 ; Bordeaux, 17 janv. 1832 et 26 mai 1843 ; Rennes, 7 avril 1838, *ibid.* ; Besançon, 23 juin 1868, D. P. 68. 2. 206 ; Lyon-Caen et Renault, *Préc. de dr. com.*, n° 3175. — V. cep. dans le sens du jugement rapporté : Limoges, 30 déc. 1825 ; Paris, 17 sept. 1828, D. A. *ibid.* ; Paris, 17 févr. 1844, D. P. 49. 2. 209 ; Nancy, 5 avril 1845, D. P. 45. 2. 54 ; 4 juill. 1846, D. P. 46. 2. 256 ; Aix, 5 avr. 1873, D. P. 74. 2. 79. La Cour d'Alger a adopté cette dernière opinion dans un arrêt du 5 nov. 1860, D. P. 61. 2. 19.

courant composé non seulement des billets précités, mais encore d'intérêts sur la valeur d'un terrain, de fournitures d'arbres et de pierres de taille, toutes matières absolument civiles; qu'il reste donc à examiner si les billets ont un caractère commercial ainsi que le prétend Debonno, et s'ils n'ont pas perdu ce caractère par leur transfert sur le compte courant des débiteurs;

Attendu, sur ce point, que les billets souscrits par les époux Laurencin à l'ordre de Debonno ont pour cause originelle un prêt d'argent pour les besoins de l'exploitation de leur propriété; que Debonno a négocié ces billets à la banque de l'Algérie et que le 15 novembre, jour de leur échéance, il en a opéré le remboursement sans protêt pour le compte des débiteurs et en a porté la valeur au débit de leur compte courant, ce qui constitue une novation volontaire à l'obligation primitive;

Attendu, au surplus, que, la novation n'existant pas, Debonno serait mal fondé en invoquant les dispositions de l'art. 637 C. com. pour établir la commercialité des billets et attribuer compétence à la juridiction consulaire; — Attendu en effet que l'endos de Debonno au profit de la banque de l'Algérie a été virtuellement annulé par le remboursement des billets; que, par conséquent, Debonno n'étant plus obligé vis-à-vis de la banque, sa signature sur les billets n'existe plus ou n'a plus tout au moins aucune valeur légale dans le sens de l'art. 637 C. com.; qu'ainsi le tribunal se trouverait en présence d'un demandeur commerçant bénéficiaire de billets souscrits à son ordre par des propriétaires pour les besoins de leur exploitation et ne portant aucune signature de commerçants; — Attendu il est vrai que l'art. 11 de la loi du 4 août 1851, portant constitution de la banque de l'Algérie, dispose que tous souscripteurs de billets, endosseurs ou donneurs d'aval au profit de cet établissement sont justiciables du tribunal de commerce; — Mais attendu que, la banque de l'Algérie n'étant et ne pouvant pas être mise en cause, les dispositions exceptionnelles de cette loi ne sauraient être appliquées dans l'espèce;

Par ces motifs: — Reçoit l'opposition en la forme et y faisant droit au fond, annule et met à néant le jugement de défaut du 24 décembre 1888; — Se déclare incompétent, renvoie les parties à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître; — Condamne Debonno aux dépens.

M. CASTAN, *prés.* — Mes Paul BLASSELLE et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (Ch. civ.)

2 juin 1884

Chefâa, loi tunisienne, rite hanéfite, rite malékite, choix, conditions d'exercice, qualité, preuve, affirmation, transaction, droit inexistant, nullité.

D'après la législation tunisienne, le choix entre le rite hanéfite et le rite malékite appartient au défendeur (1);

Tandis que la jurisprudence hanéfite reconnaît la faculté d'exercer le droit de chefâa au propriétaire d'un immeuble contigu à l'immeuble vendu, la jurisprudence malékite ne l'admet qu'au profit du copropriétaire de cet immeuble ;

Dans le rite hanéfite, les formalités légales imposées en Tunisie pour l'exercice du droit de chefâa sont : 1° la déclaration à des notaires, dès que le chefiste a connaissance de la vente, de son intention d'exercer la chefâa ; 2° la délimitation, par ses soins, de la propriété vendue, afin que son droit de propriétaire contigu soit établi d'une façon indiscutable ; 3° l'autorisation demandée, après ces premières formalités, au cadi pour que le notaire puisse dresser l'acte de chefâa ; 4° la consignation immédiate, ou dans un délai très bref, imparti par le cadi, du montant total du prix de la vente (2) ;

(1, 2, 3) Les deux rites malékite et hanéfite admettent à l'exercice de la chefâa non seulement le communiste, quels que soient la cause ou le caractère de l'indivision, mais le prêteur du sol sur lequel l'emprunteur a planté ou bâti. « On exerce le retrait, dit Sidi-Khelil, sur les arbres ou les constructions que porte une terre prêtée ». Le rite hanéfite l'accorde en outre au propriétaire contigu. Les coutumes kabyles, allant plus loin encore, reconnaissent ce droit non seulement aux copropriétaires, cohéritiers ou ou parents, dans l'ordre de successibilité, mais aussi aux gens de la karouba, aux habitants du village et même du village le plus voisin, et enfin à tous les membres de la confédération (Hanoteau et Letourneux, *Coutumes kabyles*, t. 2, p. 402).

Le but de la chefâa, étant d'empêcher l'immixtion d'étrangers dans une communauté, ne peut plus être atteint si l'acquéreur possédait déjà d'autres portions de l'immeuble indivis. Mais il faut que cette possession antérieure ait été exercée à titre de propriétaire et que ce droit de propriété soit lui-même définitif. S'il s'agissait d'une possession précaire, si même le droit de propriété antérieurement acquis était simplement conditionnel, soumis, par exemple, à l'éventualité d'une faculté de rachat, la chefâa devrait être admise relativement à la part indivise, objet de la seconde acquisition Alger, 28 févr. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 223).

Celui qui, pour exercer le droit de chefâa sur un immeuble en qualité de propriétaire de l'immeuble contigu, se prévaut d'un acte par lequel il aurait acheté ce dernier immeuble ne saurait être cru dans ses affirmations tendant à prouver l'antériorité de cet acte sur la vente à l'occasion de laquelle il prétend exercer la chefâa et à se créer ainsi à lui-même un titre illicite pour l'exercice de ce droit ;

Le vendeur de l'immeuble contigu ne peut davantage être admis à faire cette preuve, le texte de Sidi-Khelil et ses commentateurs s'opposant à ce qu'on témoigne d'un fait dont on est soi-même l'auteur, en affirmant qu'on a soi-même transmis la propriété ;

D'après Sidi-Khelil, il n'y a pas de préemption possible en cas de contestation sur la priorité des dates de propriété : si chacun se prétend propriétaire depuis plus longtemps que l'autre, le droit de préemption n'est accordé ni à l'un, ni à l'autre, sous la réserve du serment dans les conditions déterminées par la loi musulmane ;

L'exercice du droit de chefâa ne peut avoir lieu, même dans le rite hanéfite, lorsque le vendeur, s'étant réservé une bande de terrain autour de sa propriété et des enclaves, a rendu de la sorte impossible toute contiguïté avec une propriété voisine quelconque (3) ;

Dans le droit musulman algérien, l'exercice de la chefâa n'est pas soumis aux formalités spéciales exigées en Tunisie. Il suffit d'une manifestation en temps utile de la volonté d'exercer le retrait, suivie de l'offre de payer le prix. Sur les conditions et le délai dans lesquels le droit doit être exercé, V. Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman, Du statut personnel et des successions*, t. 2, p. 297, § 786 et s., p. 305, § 797 et s. ; Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman algérien*, t. 2, p. 83 et s., § 504, 505, 506.

Indépendamment du moyen auquel, dans notre espèce, le vendeur tunisien avait eu recours pour supprimer la contiguïté, et empêcher ainsi l'exercice de la chefâa de la part d'un voisin, l'école hanéfite a imaginé deux expédients, la *seurra* (*nœud*) et les *khamsa madjhoula (les cinq ignorés)* particulièrement usités en Tunisie, et qui permettent à un acquéreur de se mettre, dans tous les cas, à l'abri du retrait. Dans la vente à *seurra*, l'acquéreur joint au prix stipulé un certain nombre de pièces de monnaie qu'il ne compte pas et noue dans un mouchoir. Ce mouchoir est ensuite jeté dans un endroit inaccessible. La totalité du prix demeure ainsi inconnue, et par suite il devient impossible au retrayant d'offrir à l'acquéreur une somme égale au prix. La clause de *khamsa madjoula* est le même moyen sous une autre forme. L'acquéreur, en payant son prix, tire de sa bourse des pièces de monnaie qu'il jette aux pauvres, toujours sans les avoir

Une transaction comportant nécessairement l'abandon réciproque de droits légitimes, doit être déclarée radicalement nulle celle qui est basée, au regard de l'une des parties, sur un droit non existant (dans l'espèce le droit de chefâa).

---

comptées. Il a donc acheté moyennant un prix indéterminé qui comprend, en outre de ce qu'il a payé, les *cinq ignorés*, c'est-à-dire la somme inconnue contenue dans ses cinq doigts (Zeys, *op. cit.*, t. 2, p. 84, note 2). L'école malékite réprouve ces artifices de casuistes (V. *Rev. Alg.* 1885. 2. 246, note 1, § 1.) — Il est un autre moyen d'empêcher l'exercice de la chefâa, qui n'est admis, croyons-nous, dans aucun rite, et qui d'ailleurs n'est pas seulement usité en matière de chefâa musulmane. On a vu des non musulmans, passibles du retrait successoral de la loi française, y recourir. C'est la simulation du prix; les parties énonçant dans l'acte un prix supérieur à celui qui a été payé en réalité.

Les législations algérienne et tunisienne ont restreint dans de certaines limites l'exercice du droit de chefâa. — En Algérie, une première atteinte a été portée à ce droit par la loi du 16 juin 1851, qui disposait, dans le § 2 de son art. 17, que l'action en retrait de la loi musulmane connue sous le nom de chefâa pourrait être accueillie ou rejetée par la justice française, et le retrait autorisé ou refusé, selon la nature de l'immeuble et les circonstances. Cet article visait le cas où la chefâa serait exercée à l'encontre d'un acquéreur européen. Dans une espèce où les faits s'étaient accomplis sous l'empire de la loi de 1851, la Cour suprême a décidé, par application de l'article précité, que le demandeur en retrait avait pu être déclaré déchu de son droit, faute par lui d'avoir exercé le retrait et réalisé ses offres dans les délais de la loi musulmane (Civ. rej, 20 nov. 1877, *Bull. jud. Alg.* 1887, p. 68.) — Même entre indigènes musulmans, le § 3 de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 a réduit l'exercice de ce droit aux conditions du retrait successoral de la loi française. Il a été jugé, en conséquence, que, depuis la promulgation de la susdite loi, le droit de chefâa ne peut être exercé : dans le cas d'une indivision résultant simplement d'une acquisition commune (Alger, 1er juin 1880, *Bull. jud. Alg.* 1882, p. 92) ; lorsque la part d'immeuble, objet de la demande en retrait, provient non d'une indivision successorale, mais d'une copropriété ordinaire (Alger, 22 mai 1886, *Rev. Alg.* 1886. 2. 346); que, le retrait ne pouvant plus être exercé que dans les conditions de l'art. 841 du C. civ., les juges n'ont pas à tenir compte de la disposition de la loi musulmane aux termes de laquelle le retrayant doit, à peine de déchéance, payer l'indemnité de retrait dans les trois jours au plus tard, à partir de celui où il a déclaré vouloir exercer le retrait (Alger, 29 janv. 1883, *Bull. jud. Alg.* 1883, p. 39).

Entre Européen et indigène musulman, et conformément au principe de l'art. 2, § 1 de la loi du 26 juillet 1873, la disposition de cette loi relative à l'exercice du droit de chefâa s'est trouvée applicable du jour de la promulgation de ladite loi (V. *Rev. Alg.* 1886. 2. 347, note 1). En est-il de même entre musulmans ? La chefâa musulmane a-t-elle été abolie du jour de la promulgation de la loi, sans distinction d'immeubles ou de territoires, de telle sorte qu'un musulman ne puisse, en aucun cas, exercer le retrait à

(Compagnie Franco-Africaine c. veuve Lévy)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il importe, pour bien apprécier dans son ensemble la demande en annulation d'un acte de vente et d'un acte de transaction intervenus en mai entre la société Franco-Africaine, demanderesse, représentée par son administrateur délégué à Tunis, M. Chevalier-Ruxigny, d'une part, et feu le sieur Joseph Lévy, représenté dans l'instance actuelle par la dame veuve Lévy, défenderesse, d'autre part, de faire précéder la solution des points qui peuvent être à résoudre dans la cause d'un exposé des principaux faits qui ont été l'origine du litige et qui ont servi de base aux actes dont l'annulation est actuellement demandée; — Attendu qu'en 1864, les territoires composant le domaine de l'Enfida furent, à la suite d'une insurrection grave qui éclata dans cette

---

l'encontre d'un autre musulman que dans les formes et conditions de l'art. 841 ? Ou bien la loi musulmane continue-t-elle à s'appliquer au retrait d'indivision, tant que l'immeuble, objet du retrait, n'est pas encore régi par la loi française ? Un arrêt de la Cour d'Alger du 1er juin 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 140) a décidé que la disposition qui réduit la chefâa aux conditions du retrait successoral français devait recevoir son application immédiate dans tout le Tell, et n'était pas subordonnée à l'exécution des opérations de la loi de 1873. Peu importerait donc que l'immeuble fût ou non régi par la loi française. L'exactitude de cette solution peut être contestée. Tant que la loi française n'a pas pris possession de l'immeuble, soit parce que, sis dans des territoires autres que ceux visés dans le § 2 de l'art. 2, il n'a pas fait l'objet d'un titre délivré en exécution de la loi de 1873, ou d'un titre administratif, notarié ou judiciaire, cet immeuble continue à être régi par la loi musulmane. Les transmissions, même contractuelles, et plus généralement les transactions dont il sera l'objet s'effectueront jusqu'à nouvel ordre conformément à cette loi. Pourquoi la chefâa ne pourrait-elle être valablement exercée dans les conditions de cette même loi ? (V. en ce sens, Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 2, p. 310, 809 et la note sous l'arrêt précité du 28 janvier 1877, *Bull. jud. Alg.* 1877, p. 223; Eyssautier, *Le statut réel français en Algérie*, ch. V, § 47, *in fine*, *Rev. Alg.* 1887. 1. 144.)

En Tunisie, la loi du 12 juillet 1885 sur la propriété foncière a également modifié la chefâa musulmane, relativement aux immeubles immatriculés, conformément aux prescriptions de cette loi. Le droit de retrait n'existe plus au profit du propriétaire contigu. Son exercice est limité par l'art. 77 de la loi aux copropriétaires indivis d'un même immeuble, aux cohéritiers sur les immeubles de la succession, aux copropriétaires divis d'une maison d'habitation, aux superficiaires pour l'acquisition du sol, aux propriétaires du sol pour l'acquisition de la surface. Les art. 78 à 82 de la loi déterminent les conditions et les formalités requises pour l'exercice du droit (V. rapport et texte, *Rev. Alg.* 1883. 1. 135 et 3. 145).

contrée, confisqués par acte souverain du gouvernement tunisien ; — Attendu que ces espaces considérables (plus de 100,000 hectares) devinrent d'une manière indiscutable, dès cette époque, propriété du beylick, et que c'est valablement qu'il put en disposer à titre définitif en faveur du général Khérédine par un décret de S. A. le bey en date du 16 rabia-el-aoual 1290, lequel décret avait pour but de récompenser des services exceptionnels rendus par ce premier ministre à son souverain et à l'État, et de remplacer une pension annuelle et viagère de 75,000 piastres qui lui avait été concédée deux années auparavant ; — Attendu que, depuis lors, jamais les droits de Khérédine sur l'Enfida n'ont été sérieusement contestés, malgré toutes les intrigues qui eurent lieu après sa disgrâce comme premier ministre pour arriver à le déposséder de tous ses biens dans la régence ; — Attendu qu'ayant déjà quitté la Tunisie sans esprit de retour, puisqu'il avait été appelé à occuper les fonctions de grand-vizir à Constantinople, et ne pouvant plus assurer assez directement la sauvegarde de ses intérêts dans la régence, Khérédine proposa, le 5 avril 1880, à la société Franco-Africaine, en la personne de M. Rey, par une lettre produite aux pièces, la vente de sept de ses propriétés, pour la somme totale de 2,555,000 francs (l'Enfida figurant dans ce total pour un prix de 1,200,000 francs), laquelle lettre contient les passages suivants : « La société » Marseillaise, ou le syndicat que vous représentez, s'oblige à » répondre à mes conditions dans le plus bref délai possible, » que vous fixerez vous-même et qui, en tout cas, ne pourra » excéder six mois à partir d'aujourdhui. » Et plus loin : « Si » ces conditions vous paraissent convenables, comme je n'en » doute pas, je vous prie de me le faire savoir au plus tôt, » cette lettre constatant de ma part une promesse formelle de » vente ; » — Attendu qu'avant l'expiration du délai imparti par Khérédine et dès le 31 juillet 1880, M. Rey écrivait à Khérédine : « Nous avons l'honneur de vous confirmer notre télégramme » du 29 courant, dont voici les termes : Désirant vous être » agréable en devançant époque convenue, ratifions dès main- » tenant vente consentie par votre lettre du 5 avril dernier, » aux clauses et conditions établies dans ladite lettre. Veuil- » lez donner ordres pour que formalités vente soient accom- » plies, afin puissions arriver promptement prendre posses- » sion. — Marseillaise ; » — D'où la conséquence que, dès la date du 29 juillet 1880, la vente par Khérédine du domaine de l'Enfida à la société Marseillaise, aujourd'hui Franco-Africaine, était parfaite entre les deux parties contractantes, puisque toutes les prescriptions de l'art. 1543 C. civ. relativement à la

désignation de la chose vendue et au prix étaient accomplies, et qu'un accord complet était intervenu entre l'acheteur et le vendeur ; — Attendu qu'au point de vue de la législation tunisienne, cette transmission définitive de la propriété a été effectuée légalement le 12 janvier 1881, date de la passation des actes de vente par les notaires tunisiens ;

Attendu que postérieurement au mois de juillet 1880, c'est-à-dire lorsque la vente de l'Enfida fut connue à Tunis, toutes sortes d'influences et de machinations, dont le tribunal n'a point à se préoccuper puisqu'elles ne peuvent exercer aucune influence sur le débat actuel, furent mises en jeu soit pour obtenir une dépossession par un décret de la volonté souveraine, soit pour obliger, par des actes de prise de possession par la violence, la société Marseillaise à prendre le rôle de demanderesse, rôle qui devait avoir pour conséquence fatale, s'il avait été accepté, de la livrer (le choix du rite appartenant alors à ses adversaires) à une juridiction toute favorable aux prétentions de ces derniers, soit en définitive pour faire prévaloir un droit de préemption (droit de chefâa) dévolu, en vertu de la jurisprudence locale qui régit le rite hanéfite, aux propriétaires des terrains limitrophes du terrain vendu ;

Attendu qu'il est utile de relater ici qu'il existe en Tunisie deux rites distincts, dits rite hanéfite et rite malékite ; que le choix du rite appartient légalement au défendeur, et qu'en matière de droit de chefâa, la jurisprudence hanéfite concède au propriétaire d'un immeuble contigu à un immeuble vendu le droit de se substituer à l'acquéreur de cet immeuble et d'en devenir lui-même propriétaire, en payant le prix de la vente, tandis que la jurisprudrence malékite ne reconnaît l'exercice de ce droit de préemption qu'au copropriétaire ;

Attendu que postérieurement à la vente de l'Enfida consentie à la société Marseillaise, le sieur Joseph Lévy, se prétendant propriétaire de parcelles de terrains limitrophes, émit la prétention de vouloir, conformément au droit local, exercer la chefâa et absorber à son profit la propriété de l'Enfida, dont la contenance dépasse 100,000 hectares ; — Attendu que la société Marseillaise, qui, pour la sauvegarde de ses intérêts, en présence d'une prétention aussi exorbitante, voulait se réserver le bénéfice du rite malékite, fut dans la nécessité de s'abstenir de toute initiative, afin de ne pas perdre la qualité de défenderesse soit en exigeant la production de titres sur lesquels Lévy se fondait pour faire prévaloir les droits résultant de la contiguïté, soit en repoussant les actes de prise de possession par la violence auxquels ce dernier n'hésita pas à se livrer, soit en l'actionnant pour l'accomplissement des for-

malités légales imposées en Tunisie à l'exercice de la chefâa dans les deux rites, formalités auxquelles Lévy ne s'est, du reste, jamais soumis, et qui sont les suivantes : 1° déclaration à des notaires, dès que le chéfiste a connaissance de la vente, de son intention d'exercer la chefâa ; 2° Délimitation par ses soins de la propriété vendue, afin que son droit de propriétaire contigu soit établi d'une manière indiscutable ; 3° autorisation demandée, après ces premières formalités, au cadi, pour que les notaires soit autorisés à dresser l'acte de chefâa ; 4° consignation immédiate, ou dans un délai très bref, imparti par le cadi, du montant total du prix de la vente ;

Attendu que, voulant en finir avec les troubles de possession, les vexations, les abus d'influence et le mauvais vouloir des autorités locales, la société Marseillaise prit la résolution d'accepter, au mois de mai 1882, les propositions de transaction qui lui furent soumises par le sieur Lévy, afin de pouvoir jouir paisiblement de son acquisition ; — Attendu que cette transaction repose sur deux actes faits, à la mème date du 29 mai 1882, par devant M. le chancelier du consulat de France à Tunis : le premier acte de vente portant cession par Lévy, qui s'en déclara être le propriétaire absolu et sans réserves, à la société Marseillaise 1° d'une propriété connue sous le nom de Souya, d'une contenance d'au moins 1,000 hectares, et comprenant une maison d'habitation et d'exploitation ; 2° d'environ dix méchias d'une propriété dite de Bourmada, les dites propriétés étant sises sur les confins du domaine de l'Enfida, pour le prix de 50,000 piastres tunisiennes, payables au moment de la signature de l'acte de vente à passer devant les notaires indigènes ; le second, véritable contrat de transaction, par lequel Joseph Lévy déclare, en conséquence de la susdite vente, renoncer formellement, dès maintenant et pour l'avenir, à toutes les prétentions qu'il a élevées ou qu'il pourrait ultérieurement invoquer sur le domaine de l'Enfida, domaine dont la société Marseillaise demeure propriétaire à l'exclusion de toute autre personne et sous la seule réserve des enclaves habous mentionnées dans le titre de propriété de Khérédine Pacha, moyennant le prix de 170,000 piastres tunisiennes, que la société consent à lui payer dans un esprit de conciliation et pour reconnaître la renonciation formelle qui vient d'être faite à son profit (ces deux actes signés par les parties contractantes ou leurs mandataires dûment autorisés, les témoins instrumentaires et le chancelier du consulat de France) ;

Attendu que la défenderesse soutient que ces deux actes du 29 mai 1882 sont deux actes distincts et qui ne sauraient

être confondus, l'un constituant une vente de propriétés parfaitement déterminées, l'autre constituant une transaction sur des droits litigieux, et que les conséquences juridiques de ces deux actes doivent être séparément déterminées ; — Attendu qu'une semblable prétention est insoutenable au vu du véritable contrat de transaction, dont copie, certifiée conforme par le consul général d'Angleterre à la chancellerie duquel l'original est déposé, est produite par la défenderesse elle-même, et dont, en l'absence d'enregistrement à Tunis, il importe de relater ici le contenu in extenso : — « La société » Franco-Africaine achète au sieur Lévy son domaine de » Souya et s'engage à le payer 220,000 piastres ; en considé- » ration de cet achat, le sieur Lévy s'engage, de son côté, à » renoncer, dès à présent et dans l'avenir, à toutes préten- » tions qu'il a voulu jusqu'aujourd'hui ou qu'il voudrait » ultérieurement chercher à faire valoir sur le domaine de » l'Enfida, dont la société Franco-Africaine demeure proprié- » taire, à l'exclusion de toute autre personne et réserve faite » seulement des enclaves habous qui sont mentionnées dans » le titre de propriété de Khérédine Pacha. La société Franco- » Africaine paiera, en outre, au sieur Broadley, avocat du » sieur Lévy, ses honoraires montant à 20,000 piastres. — » Fait à Tunis, le 26 mai 1882. — Signé : Beade, consul général » d'Angleterre. — J. Lévy. — D'Estournelles, chargé d'affaires » de France à Tunis. — Broadley, barrister at law. — Comte » Sautter de Beauregard, vice-président de la société Franco- » Africaine. — Chevalier-Ruxigny, administrateur de service » de la dite société ; » — Attendu que c'est cet acte du 26 mai 1882, antérieur de trois jours aux actes passés par le chancelier du consulat de France, qui constitue le véritable contrat liant définitivement les deux parties et qui donne à leurs communes intentions le véritable caractère d'une transaction ; — Attendu que, si le 29 mai suivant les deux parties ont cru de nouveau devoir faire consigner, en deux actes séparés, leurs conventions primitives, en y comprenant dix méchias de la propriété de Bourmada, laquelle, fort éloignée de l'Enfida, et ajoutée par Lévy qui voulait s'en débarrasser, n'avait jamais été considérée par lui comme pouvant permettre l'exercice du droit de chefâa, ce n'a point été pour modifier l'unité de caractère du premier contrat, mais purement et simplement pour éviter le paiement des droits de mutation de propriété dûs au fisc tunisien, lesquels, d'après la teneur du contrat du 26 mai, auraient été prélevés sur la somme totale de 220,000 piastres, alors que, par l'acte de vente postérieur du 29 mai, ils ne pouvaient l'être que sur

la somme de 50,000 piastres réellement représentative de la valeur des terrains vendus ; — Attendu que la défenderesse serait mal fondée à dénier la valeur exclusive de cet acte du 26 mai, puisqu'elle ne peut ignorer que c'est en vertu de cet acte même que les honoraires de l'avocat de son mari ont été payés, stipulation qui n'a jamais été reproduite ni dans l'un, ni dans l'autre des actes postérieurs ;

Attendu que, pour apprécier si la transaction des 26 et 29 mai 1882, intervenue entre Joseph Lévy et la société Franco-Africaine, doit être maintenue ou annulée, il importe de bien déterminer les principes de droit en vertu desquels cette appréciation peut être faite par le tribunal ; — Attendu que, bien que les deux parties soient justiciables du tribunal français, il doit être fait dans la cause une distinction en ce qui concerne l'appréciation des titres sur lesquels se trouvait basé le prétendu droit de chefâa et l'examen de la valeur même de l'acte de transaction, les premiers étant soumis aux règles de la législation locale, seule applicable, en vertu des stipulations des traités, à toutes les questions se rattachant au régime immobilier de la régence, et le second ne pouvant être soumis à l'examen que d'après les principes mêmes du droit français ;

Attendu que les titres produits par Lévy pour établir qu'il avait le droit de chefâa, et pour obtenir comme conséquence l'exécution de la transaction des 26 et 29 mai 1882, consistent en : 1° un acte de vente, fait par les héritiers de Amar, fils de Féradj, d'une partie de Souya à Mabrouk-Rahouna, à la fin de mai 1874 ; — ce titre, n'étant produit, ainsi que l'indique une note finale, que pour appuyer le titre n° 3, n'a par conséquent aucune relation directe avec le débat actuel ; — 2° un acte de vente fait par Féradj d'une partie de Souya à Mabrouk-Rahouna, à la fin de mai 1879 ; — ce second titre mentionne bien déclaration par l'acheteur qu'il agit, en ce qui concerne la moitié de l'objet acheté et de son prix, pour le compte de Joseph Lévy, mais, comme cette qualité de commissionnaire ou de mandataire n'est pas établie en cet acte autrement que par cette déclaration, la vente faite ne lie que les deux parties comparantes ; accessoirement et seulement par clause unilatérale elle liait aussi l'acheteur avec son commettant, mais non ce dernier, jusqu'à preuve du mandat ou jusqu'à acceptation et prise de possession ; d'où la conséquence que cette vente, imparfaite, d'après la loi tunisienne, en ce qui concerne Lévy, ne saurait être prise en considération pour déterminer la date de l'origine de sa propriété ; — deux notes placées à la fin de ce titre mentionnent, comme dans le titre n°1, la mutation qui fait l'objet du titre n° 3 ; — 3° deux actes réunis en un

même titre, le premier constatant la vente faite par El Hadj Amar, fils de Mohamed, de partie de l'enchir Bourmada à Joseph Lévy, à la date indiquée du mois de mai 1874, mais dont la transcription devant les notaires n'a eu lieu que le 20 septembre 1880 ; — cet acte est le seul sur lequel Lévy puisse se baser pour alléguer un droit de propriété antérieure à la date du 12 janvier 1881, mais il y a lieu de l'écarter du débat puisqu'il ne pouvait constituer un droit quelconque à la chefâa, en raison de l'éloignement des terrains qui en font l'objet et de leur non contiguïté avec le domaine de l'Enfida, les confins des quatre côtés étant indiqués comme formés par des marais ; — le second constatant la vente par Mabrouk à Joseph Lévy de la partie de l'enchir Souya, achetée par le dit Mabrouk suivant les titres n° 1 et 2 ci-dessus analysés, à la date de mai 1882, mais la date de la passation de l'acte étant celle du 26 juillet 1882 ; — 4° un acte de vente fait par Bichi ben Isaac Ynnès à Joseph Lévy, des parcelles de l'enchir Souya qu'il possède, consentie à la date du 15 au 25 août 1882, mais consignée seulement par écrit devant les notaires à la date du 5 novembre suivant ;

Attendu que de l'examen de ces derniers titres, les deux premiers devant être laissés de côté comme n'ayant aucune importance directe dans la cause, ainsi que le premier acte du 3e titre puisqu'il concerne une propriété notoirement non limitrophe, il ne résulte qu'une chose, à savoir la constatation par les notaires qu'à des dates toutes postérieures au 12 janvier 1881, qui est celle de l'acquisition définitivement consacrée de l'Enfida au profit de la société Franco-Africaine, les parties citées en ces actes ont déclaré, d'une façon qui n'a été irrévocable qu'à ces dites dates, avoir conclu les contrats de vente dont s'agit ; — Attendu que les notaires tunisiens n'ont pu constater que les déclarations des contractants ; — Que la date de cette constatation est celle même à laquelle chaque déclaration est devenue irrévocable, que la constatation directe de cette date antérieure n'est pas contenue dans le deuxième acte du titre n° 3, et qu'avant la date définitive à laquelle ces titres ont été clôturés il était loisible aux contractants de revenir sur leurs déclarations ; d'où la conséquence, en droit tunisien, qu'en vertu des titres dont s'agit, Lévy n'établit valablement ses droits de propriété qu'à des dates postérieures non seulement au 29 juillet 1880, date de l'acceptation de la promesse de vente de Khérédine par la société Franco-Africaine, mais encore au 12 janvier 1881, date de la signature définitive des actes de vente, puisque la formule dont acte, etc. et la signature des notaires n'avaient pas été apposées sur les titres

antérieurement à cette date, et qu'une dernière comparution, en l'état admissible, était encore nécessaire pour que les titres dont on veut se prévaloir fussent autre chose que de simples projets d'acte jusqu'à la date définitive dont ils ont été revêtus ;

Attendu qu'il reste encore à examiner, au point de vue de l'antériorité de ces actes, la valeur des affirmations des vendeurs et de l'acheteur ; — Attendu qu'en droit musulman, Lévy, acheteur, partie directement intéressée, ne saurait être cru dans ses affirmations quant à l'antériorité de la date de la vente, et se créer un titre à lui-même pour l'exercice illicite de la chefâa ; — Attendu, en ce qui concerne les vendeurs, qu'ils ne peuvent être crus davantage dans la certification des faits dont ils sont eux-mêmes les auteurs, ces faits constituant la transmission de leurs droits de propriété ; qu'il résulte, en effet, formellement du texte de Sidi-Khelil et des explications et commentaires de Derdir et de Dassouk, qu'on ne peut témoigner d'un fait dont on est soi-même l'auteur, en affirmant qu'on a soi-même transmis la propriété ; — Attendu, en outre, que d'après Sidi-Khelil (art. 891 de la traduction de Seignette) il n'y a pas de préemption possible en cas de contestation sur la priorité des dates de propriété, c'est-à-dire que, si chacun se prétend propriétaire depuis plus longtemps que l'autre, le droit de préemption n'est accordé ni à l'un, ni à l'autre, sous la réserve du serment dans les conditions déterminées par la loi musulmane ;

Attendu qu'en vertu de tout ce qui précède, il demeure constant que les titres produits par Lévy ne le constituaient pas juridiquement propriétaire d'une parcelle quelconque de terrain contigu au domaine de l'Enfida, et ce antérieurement à l'acquisition faite par la société Franco-Africaine, et que, dès lors, en admettant même qu'il ait pu avoir le choix du rite hanéfite, son droit d'exercer la chefâa doit être considéré comme non existant ; — Attendu que, Lévy eût-il même été propriétaire d'un terrain qnelconque limitrophe de l'Enfida, il n'en résulte pas davantage qu'il ait eu le droit d'exercer la chefâa, puisque, dans l'acte de vente consenti par Khérédine à la société Franco-Africaine; le vendeur s'était réservé une bande d'un mètre de terrain autour de sa propriété et autour des enclaves, ce qui rendait impossible toute contiguïté avec une propriété voisine quelconque ;

En ce qui concerne la valeur de la transaction : — Attendu que le juge du fait a un pouvoir souverain pour rechercher l'intention commune des parties au moment où elles contractent, et pour apprécier si les actes qui relatent leurs accords forment un tout indivisible ; — Attendu que de tout ce qui

précède résulte, en fait, la preuve que les conventions diverses intervenues entre Lévy et la société Franco-Africaine forment, malgré leurs dates différentes, un seul et même contrat transactionnel, de son essence indivisible; — Attendu qu'aux termes des art. 2053, 2054, 2057 C. civ., toute transaction sans cause ou viciée par le dol est annulable; — Attendu que, Lévy n'ayant jamais été juridiquement fondé à exercer un droit quelconque de chefâa sur le domaine de l'Enfida, soit par suite de la non existence de son droit de propriété, soit en raison de la non contiguïté des parcelles qu'il pouvait posséder, il y a lieu d'admettre que la transaction basée, en ce qui le concerne, sur un droit non existant doit être déclarée radicalement nulle, par ce motif qu'une transaction comporte toujours un abandon réciproque de droit litigieux et qu'on ne saurait transiger avec le néant; — Attendu que la nullité de la transaction devrait encore être prononcée pour cause de dol résultant de toutes les manœuvres employées par Lévy et son entourage pour faire croire à un droit imaginaire, du refus persistant de produire ses titres de propriété, de ses tentatives de dépossession par la violence, et surtout de l'affirmation donnée par lui, lors de la transaction, qu'il était propriétaire absolu et sans réserves, ce qui est reconnu avoir été absolument contraire à la vérité, au moment où il en faisait l'affirmation, et ce qui est encore resté depuis lors inexact, puisque la défenderesse elle-même se reconnaît, par sa lettre du 5 décembre 1882, dans l'impossibilité de réunir et de livrer les contenances sur lesquelles a porté la transaction;

Attendu qu'il y a lieu, pour le surplus, de rejeter les autres chefs des conclusions de la défenderesse comme n'étant fondés ni en droit, ni en fait, et de la déclarer même au besoin non recevable dans sa défense, comme ne justifiant pas de sa qualité d'ayant droit du sieur Joseph Lévy;

En ce qui concerne les 100,000 francs de dommages-intérêts demandés: — Attendu que la société Franco-Africaine n'apporte à cet égard aucune preuve précise du préjudice qui a pu lui être occasionné et qu'il n'y a pas lieu dès lors, sur ce point, de faire droit à sa demande;

Par ces motifs: — Déclare la société Franco-Africaine, demanderesse, bien fondée en sa demande en nullité de la vente et de la transaction dont s'agit; — Dit en conséquence que les actes de vente et de transaction des 26 et 29 mai 1882, intervenus entre elle et le sieur Joseph Lévy, dans leur ensemble et comme ne formant qu'un seul et même pacte transactionnel, sont nuls et doivent être considérés comme non avenus, et que la société Franco-Africaine est dès à présent dégagée complè-

tement de tous les engagements qu'elle avait pu prendre dans ces dits actes vis-à-vis du sieur Joseph Lévy; — Et, statuant sur les dommages-intérêts réclamés par la société demanderesse, dit qu'ils ne sont pas justifiés et qu'il n'y a pas lieu d'en allouer; — Condamne la dame Lévy, défenderesse, en tous les dépens.

MM. PONTOIS, *prés.*; BŒRNER, *proc. de la Rép.* — Mes BRULAT et FORCIOLI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 février 1889

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du commissaire enquêteur, contestations, instance, effets, renouvellement, notification à l'administration, titre définitif, déchéance.

L'action introduite au cours des opérations accomplies par le commissaire enquêteur en exécution de la loi du 26 juillet 1873, et avant la délivrance par celui-ci du titre provisoire de propriété, aux fins de contester lesdites opérations et les attributions faites sur ses conclusions, a pour effet de suspendre la délivrance du titre définitif, ou tout au moins, en cas de délivrance de ce titre pendant l'instance engagée, d'en subordonner l'autorité entre les parties au résultat de la décision judiciaire à intervenir;

Et, la loi ne subordonnant la conservation de cet effet à aucune condition de renouvellement, on ne saurait prétendre que ladite action est prescrite faute d'avoir été renouvelée dans les trois mois qui ont suivi la délivrance du titre provisoire (1).

---

(1) Un arrêt de la Cour d'Alger (1re Ch.) du 30 mars 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 240) a décidé de même, en ce qui concerne la purge spéciale du titre III, que le fait par un tiers prétendant droit à l'immeuble d'avoir introduit une instance en licitation pendant que se poursuivaient les formalités prévues par ce titre de la loi aurait eu pour résultat, au cas où cela eût été nécessaire, de mettre ce tiers à l'abri de la déchéance édictée par l'art. 30 contre ceux qui n'ont pas formulé leurs réclamations dans les conditions et délais fixés par l'art. 27.

Si les contestants peuvent avoir intérêt à porter leur contestation à la connaissance de l'autorité administrative, en vue notamment de prévenir toutes difficultés ultérieures sur les titres qui seraient délivrés contrairement à leurs prétentions, la loi de 1873 ne leur impose à cet égard aucune obligation, non plus qu'elle n'édicte aucune déchéance à raison de l'omission de cette formalité.

(Consorts Ben Chiha c. consorts Ben Chiha)

Le 4 mai 1887, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ORAN ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit en date du 4 mars 1885, enregistré, les sieurs Ben Chiha et El Mostari ont fait assigner les défendeurs en délaissement d'une parcelle de terre sise à Sidi-Daho, portant le nº 194 du plan dressé par le commissaire enquêteur ; qu'ils alléguaient que la moitié de ladite parcelle leur appartenait et que c'était à tort que le commissaire enquêteur l'avait attribuée en entier aux consorts ben Chiha ; — Attendu qu'il est constant que, depuis cette époque, le titre définitif de propriété concernant le lot dont il s'agit a été délivré aux défendeurs par l'administration des domaines ; — Attendu que ce titre a été transcrit ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873, les titres délivrés forment, à dater du jour de leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion dè tous droits réels antérieurs ; — Attendu, au surplus, qu'il est à remarquer que les parties de Me Saint-Germain ont saisi le tribunal de céans de leur contestation antérieurement à l'établissement et à la publication des titres provisoires ; que les titres provisoires ont été établis le 19 octobre 1885 et publiés le 14 décembre de la même année ; que c'est cette publication qui a fait courir les délais prescrits par l'art. 18 de la loi précitée du 26 juillet 1873 ; que l'assignation date du 4 mars 1885 ; que cette assignation n'a pas été renouvelée ; — Qu'aucune opposition n'a été faite entre les mains du commissaire enquêteur ; — Que l'administration n'a pas eu connaissance de la contestation ; — Qu'ainsi le titre définitif a été régulièrement délivré ; que l'action est prescrite ;

Attendu, sur les dépens, y compris les frais de justice, qu'ils doivent être laissés à la charge des demandeurs, qui succombent dans leurs prétentions ; que c'est d'autant plus le cas de décider ainsi qu'ils ont à se reprocher une négligence ; qu'il est certain que les défendeurs n'avaient pas encore le titre lorsque l'affaire est venue pour la première fois devant le tribunal, et qu'ils ne pouvaient dès lors pas s'en prévaloir ;

Attendu, sur la prétention des demandeurs de rester sur l'immeuble jusqu'après l'enlèvement de la récolte, qu'elle ne saurait être accueillie ; — Attendu, néanmoins, qu'ils ont été de bonne foi ; que, du reste, nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui ; qu'il échet en conséquence de leur réserver tous leurs droits sur la propriété de la récolte ;

Par ces motifs : — Déclare prescrite l'action intentée par les demandeurs ;

— Ordonne, en conséquence, que dans la quinzaine de la signification du présent jugement les demandeurs seront tenus de délaisser aux défendeurs la partie du lot dont s'agit, sinon autorise ces derniers à les en expulser par toutes les voies de droit, même avec emploi de la force publique, si besoin est ; — Condamne les demandeurs en tous les dépens ; — Leur réserve expressément tous leurs droits sur la propriété de la récolte actuellement pendante dans la partie du lot en question, et ce, moyennant toutes justifications nécessaires.

Sur l'APPEL des consorts Ben Chiha,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que pendant le cours des opérations administratives d'application de la loi du 26 juillet 1873 sur le territoire du douar-commune de Sidi-Daho, et antérieurement à l'établissement des titres provisoires, par exploit du 4 mars 1885, les consorts El Habib ould Kada ben Chiha, se disant propriétaires, au moins pour partie, de la parcelle n° 194 du plan de ce douar, ont assigné les consorts Abdelkader ould Bou Médine devant le tribunal de première instance d'Oran, pour, est-il dit dans l'exploit, voir contester les opérations du commissaire enquêteur et les attributions faites sur ses conclusions ; — Attendu que sur cette instance est intervenu, le 24 mai 1886, un jugement préparatoire ordonnant une expertise ; — Attendu que, l'expert ayant procédé à sa mission et dressé son rapport, lequel est produit en minute par les appelants et paraît n'avoir été ni déposé au greffe, ni signifié, les consorts Abdelkader ould Bou Médine, par conclusions du 20 janvier 1887, ont poursuivi le rejet de la demande de leurs adversaires, comme étant prescrite et dès lors irrecevable, à raison de la délivrance faite à eux, dès avant le jugement préparatoire susénoncé, par l'administration des domaines, du titre définitif de propriété concernant l'immeuble litigieux ; — Attendu que ces conclusions ont été accueillies par le jugement du 4 mai 1887, dont les consorts El Habib ould Kada ben Chiha sont présentement appelants ; — Attendu que l'appel de ces derniers est d'ailleurs régulier en la forme et s'est produit dans les délais de la loi ; qu'il y a lieu, par suite, d'examiner le mérite de l'exception invoquée par les intimés et accueillie par les premiers juges ;

Attendu, à cet égard, que l'instance introduite par les intimés aux fins textuellement définies par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 est manifestement de nature, par son objet, à répondre au vœu de cet article ; qu'il s'ensuit qu'elle devait avoir pour effet de suspendre la délivrance du titre définitif

de propriété, ou tout au moins, en cas de délivrance de ce titre pendant son cours, d'en subordonner l'autorité entre parties au résultat de la décision judiciaire à intervenir ;

Attendu, néanmoins, que les intimés opposent une double objection et soutiennent : 1° que l'action des appelants, introduite avant l'établissement des titres provisoires, et non renouvelée d'ailleurs dans les trois mois qui ont suivi cette formalité, serait de nul effet, comme n'ayant pas été formée en temps utile ; 2° que, la dite action n'ayant été portée en aucune manière à la connaissance de l'administration, le titre définitif établi à leur profit leur a été régulièrement délivré, et que son autorité n'en saurait éprouver aucune atteinte ;

Attendu, sur le premier point, que l'art. 18, en accordant trois mois à partir de l'établissement du titre provisoire à toutes parties intéressées pour saisir les tribunaux de leurs prétentions, ne fait que déterminer la limite extrême du temps pendant lequel l'action peut se produire ; que l'expiration de ce délai seule entraîne forclusion, mais que son point de départ ne saurait être considéré comme une limite inférieure du temps utile pour agir, au delà de laquelle toute contestation judiciaire serait inopérante ; — Attendu que l'action des appelants a donc été, dès l'origine, utilement introduite aux fins de son objet ; que la conservation de ses effets n'était d'ailleurs subordonnée par la loi à aucune condition de renouvellement, et que, par conséquent, aucune forclusion n'a été encourue par ceux qui l'ont formée ;

Attendu, en ce qui touche le défaut de notification de l'instance à l'administration, que le droit d'action réservé aux intéressés par l'art. 18 de la loi n'est expressément subordonné à l'accomplissement d'aucune formalité de ce genre ; que sans doute les contestants ont un réel intérêt à faire connaître leur contestation à l'autorité administrative, en vue notamment de prévenir toutes difficultés ultérieures sur les titres qui seraient délivrés contrairement à leurs prétentions ; mais que le texte de la loi de 1873 ne leur impose à cet égard aucune obligation précise et positive ; qu'elle ne fournit même aucune indication sur la forme sous laquelle cette mesure devrait se produire, notification, opposition, etc. ; — Qu'une semblable formalité, quelle que soit son utilité éventuelle, n'est donc point obligatoire, et que l'on ne saurait subordonner arbitrairement la conservation d'un droit à l'accomplissement d'une mesure que la loi n'impose ni ne définit, ou attacher une déchéance à l'omission de cette mesure ; — Attendu qu'il importe d'ailleurs de se garder, sur ce point, de toute confusion avec les mentions à faire, en vertu des

art. 14 et 15 de la loi, sur le registre du procès-verbal d'enquête ; que ce mode de réclamations se rapporte à une autre période de la procédure administrative ; que, destinées uniquement à provoquer un nouvel examen du commissaire enquêteur et un règlement nullement contentieux des contestations soulevées, elles ne présentent point le caractère d'une formalité nécessaire, dont l'inobservation serait sanctionnée par une déchéance rigoureuse ; qu'il n'est dit nulle part dans la loi que le contestant qui n'aura point formulé ses prétentions dans cette forme et à ce moment des opérations sera non recevable à saisir les tribunaux conformément aux dispositions de l'art. 18, ni que cette contestation extrajudiciaire doit être le préliminaire obligé des instances judiciaires dont le principe est réservé par cet article ; qu'une telle rigueur exposerait aux plus funestes surprises les intéressés tardivement avertis et survenant après la clôture des registres mentionnés en l'art. 15 ; — Attendu d'ailleurs que le rapport d'expertise dressé en exécution du jugement préparatoire du 24 mai 1886 établit, en fait, par les déclarations des parties qu'il relate, que, de l'aveu même des intimés, les appelants se sont réellement présentés devant le commissaire enquêteur et lui ont soumis leur revendication ; qu'en présence d'une telle démarche, suivie plus tard d'une assignation en justice, l'imputation de négligence portée par les appelants contre les intimés ne saurait subsister ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré prescrite l'action des appelants, contrairement au principe qu'une action introduite en temps utile, même devant un juge incompétent, sauvegarde tous les droits qui s'y trouvent déduits : *semel inclusa judicio, salva permanent ;* que les intimés ne pouvaient effectivement compter, avant la solution du présent litige, sur la délivrance d'un titre qui, régulier d'ailleurs dans la forme, fût opposable à leurs contradicteurs ;

Attendu enfin que le titre dont ils se prévalent, expressément motivé, dans la décision administrative qui le déclare définitif, sur l'absence de toute contestation judiciaire dans les délais légaux, témoigne que, dans le cas de contestation judiciaire utilement soulevée, il ne saurait faire obstacle à ce qu'elle reçoive sa solution naturelle, et qu'il consacre ainsi lui-même le principe de la présente décision ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel des consorts El Habib ould Kada ben Chiha ; — Au fond, — Dit qu'il a été mal jugé bien appelé ; — Infirme en conséquence le jugement déféré ; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû

faire ; — Déclare les consorts Abdelkader ould Bou Médine mal fondés en leur exception tirée de la délivrance à eux faite par l'administration du titre définitif de propriété de l'immeuble dont s'agit ; — Déclare au contraire les consorts El Habib ould Kada recevables en leur action ;

Et attendu que la cause n'est pas en état de recevoir jugement définitif, et que d'ailleurs devant le premier juge non plus que devant la Cour, le rapport d'expertise dressé en exécution du jugement préparatoire du 24 mai 1886 n'ayant été ni déposé ni signifié, il n'a pas été utilement conclu par les parties sur cet élément de la procédure ; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal de première instance d'Oran, composé d'autres juges, pour être, sur ledit rapport déposé et signifié, par les parties et le ministère public conclu et par le tribunal statué ce qu'il appartiendra ;

Condamne les intimés aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

11 octobre 1888

Armes de guerre, détention illégale, loi du 24 mai 1834. — Munitions de guerre, détention sans autorisation, décret du 12 décembre 1851, circonstances atténuantes, non admissibilité.

En Algérie, le délit de détention illégale d'armes de guerre est prévu et puni par la loi du 24 mai 1834 (1).

Le délit de détention de munitions de guerre sans autorisation est prévu et puni par le décret du 12 décembre 1851 ;

Et ce décret n'autorise pas l'admission des circonstances atténuantes en faveur du prévenu (2).

(1) En ce sens : Alger, 18 et 25 janv. 1877, 6 juin 1879, 24 mars 1882, (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 66) ; 10 oct. 1877 et la note (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 24). — Cpr. Alger, 17 sept. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 191) ; 17 févr. 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 106).

(2) En ce sens : Alger, 2 août 1877, 24 avril et 23 mai 1879, 26 févr. 1880, 9 juill. 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 70) ; 18 mai et 10 oct. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 22 et 24). — Cpr. Alger, 5 sept. 1879 et 1er juill. 1882 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 77 et 161).

(Min. pub. c. Ahmed ben Ali ben Achour)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier;

Au fond : — Sur la déclaration de culpabilité : — Attendu que Ahmed ben Ali ben Achour était prévenu des délits de détention illégale d'une arme de guerre et de détention sans autorisation de munitions de guerre; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal de la gendarmerie de Boufarik, reconnu exact par ledit prévenu, que ce dernier a été trouvé détenteur, illégalement et sans autorisation, le 16 juin 1888, à Amroussa-Inférieur, commune de Bouïnan, canton de Boufarik, d'un fusil de munition ainsi que d'un hectogramme de poudre, de quatre pierres à fusil et de seize balles en plomb; — Que ces faits constituent à sa charge, par rapport au fusil, le délit de détention illégale d'arme de guerre, prévu et puni par les art. 3 et 4 de la loi du 24 mai 1834, visés par les premiers juges, et, quant à la poudre, les pierres à fusil, les balles en plomb, le délit de détention de munitions de guerre sans autorisation, prévu et puni par les art. 4, 1, 2, 5 du décret du 12 décembre 1851, que les premiers juges ont omis de viser;

Sur l'application de la peine: — Attendu que le décret précité n'autorise pas l'admission, en faveur du délinquant, de circonstances atténuantes; — Qu'il suit de là que les peines à prononcer, en outre de la confiscation, contre le prévenu ne pouvaient être inférieures à un mois de prison et 200 francs d'amende, minimum de l'art. 2 dudit décret;

Par ces motifs: — Dit l'appel du ministère public régulier; — Confirme le jugement déféré en ce qu'il a déclaré Ahmed ben Ali ben Achour coupable du délit de détention d'armes de guerre sans autorisation et a prononcé la confiscation du fusil; — Déclare en outre Ahmed ben Ali ben Achour coupable du délit de détention de munitions de guerre sans autorisation; — Prononce la confiscation de la poudre, des pierres, des balles en plomb saisies; — Émendant quant à l'application des peines, — Élève à un mois l'emprisonnement et à 200 fr. l'amende prononcés contre le prévenu.

MM. MÉROT, *ff. prés.*; WURTZ, *av. gén.* — Me BALLESTEROS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 décembre 1886

Appel, exploit, jugement, désignation, erreur, Algérie, nullité facultative.

Un acte d'appel n'est pas nul par cela seul qu'il contient une énonciation erronée du jugement soumis au second degré de juridiction, lorsque d'ailleurs l'intimé n'a pu se méprendre et ne s'est pas mépris sur l'identité de la décision dont la réformation était poursuivie ;

Au surplus une pareille irrégularité de l'acte d'appel rentre dans les cas de nullité d'exploit que l'ordonnance du 26 septembre 1842 permet d'accueillir ou de rejeter (1).

(Médioni c. Karadja père et fils)

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Considérant que l'énonciation erronée dans l'acte d'appel du jugement soumis au second degré de juridiction n'a causé aucun préjudice aux intimés ; qu'un seul jugement avait statué entre eux et l'appelant ; qu'ils n'ont pu se méprendre et ne se sont pas mépris sur l'identité de la décision dont la réformation était poursuivie ; — Considérant, d'ailleurs, que cette irrégularité de l'acte d'appel rentre dans les cas de nullité d'exploit que l'ordonnance de 1842 permet d'accueillir ou de rejeter ; — Que c'est le cas pour la Cour d'user de cette faculté et de repousser la fin de non recevoir proposée ;

Au fond : — (Sans intérêt) ;

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels en la forme ; — Au fond, — Confirme.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et LEMAIRE, *av.*

---

(1) V. en ce sens Alger, 27 nov. 1886 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 12) et la note.

COUR D'ALGER (3e Ch.)

13 juin 1888

Saisie-arrêt : — Tiers saisi, déclaration, inexactitude, fraude, condamnation ; — Production des pièces justificatives, délai ; — Paiements, appointements mensuels, caractère alimentaire ; — Paiements anticipés, preuve.

L'article 577 C. pr. civ. doit être interprété restrictivement ; spécialement, il ne saurait être appliqué au tiers saisi dont la déclaration est entachée d'inexactitude simple ou frauduleuse ; en conséquence, celui-ci ne sera jamais condamné que dans les limites de son obligation personnelle (1).

(1) Il va de soi que le tiers saisi dont la déclaration émise en vertu de l'art. 578 C. pr. civ. a été jugée erronée ou frauduleuse doit être condamné envers le saisissant. Mais, en dehors des dommages-intérêts qui peuvent être alloués à ce dernier (nous verrons plus loin quel en est le quantum), à côté de cet élément essentiellement variable de la condamnation prononcée contre le tiers saisi, quel en est l'élément fixe ? Doit-on dire qu'il n'excédera jamais le montant de l'obligation dont le tiers saisi est reconnu débiteur du saisi ; ou, ce qui serait beaucoup plus grave et en même temps d'une dureté excessive, cette condamnation peut-elle avoir pour effet de le contraindre à verser entre les mains du saisissant une somme égale aux causes de la saisie, c'est-à-dire au montant même de la créance en vertu de laquelle l'opposition a été pratiquée ? Si cette dernière opinion devait triompher, le tiers saisi pourrait être obligé de débourser une somme plus ou moins supérieure, suivant les circonstances particulières de chaque espèce, au chiffre de la dette dont il a été déclaré débiteur.

Notre arrêt donne avec raison une solution négative maintes fois consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation et des Cours d'appel (Cass., 1er févr. 1848, Sir. 48. 1. 219 ; Cass., 3 mai 1865, Sir. 65. 1. 306 ; Cass., 7 déc. 1869, Sir. 70. 1. 103 ; Cass., 15 mai 1876, Sir. 77. 1. 126 ; Paris, 16 janv. 1849, Sir. 49. 2. 487 ; Bordeaux, 28 juin 1854, Sir. 55. 2. 762 ; Grenoble, 27 mars 1865, Sir. 65 2. 266) ; et c'est à notre avis la seule qui cadre tant avec les principes généraux du droit qu'avec le caractère vrai de l'art. 577, dont on a voulu cependant s'armer pour faire prévaloir une solution contraire.

D'abord, il est évident que le saisissant ne saurait échapper à la loi commune des créanciers exerçant les droits de leur débiteur ; en cette qualité, il n'est recevable à soutenir avec chances de succès que des prétentions rigoureusement calquées sur celles que son auteur aurait pu légalement formuler ; substitué au saisi et son ayant cause, le saisissant n'a pas, à ce titre, plus de droits que l'auteur du chef duquel il agit. Donc, à moins d'y être obligé par un texte nettement impératif, l'interprète doit

La loi n'ayant fixé aucun délai pour la production des pièces justificatives de la déclaration prescrite par l'article

---

se refuser à admettre que le saisissant puisse conclure contre le tiers saisi au paiement d'une somme plus forte que celle dont il est personnellement tenu envers le saisi.

Aussi bien, n'a-t-on jamais nié la force de ce principe ; on a seulement soutenu qu'il fléchit en présence de l'art. 577, dont la disposition, bien que littéralement écrite en vue d'une absence absolue de déclaration, régirait virtuellement et par identité de motifs non-seulement, ce que que nous admettons volontiers, l'hypothèse où la déclaration du tiers saisi est tellement vague et insuffisante qu'elle ne permet pas de savoir s'il est débiteur du saisi au moment où la saisie est faite (Cass., 15 juill. 1885, Sir. 86. 1. 126) mais encore, ce que nous contestons, le cas où cette déclaration, quoique parfaitement nette et en elle-même positive, se présente avec un caractère ultérieurement établi d'inexactitude ou de collusion.

Ce système admis, le seul effet d'une déclaration inexacte serait non d'écarter ou de paralyser, mais seulement de rendre plus difficile l'application de l'art. 577 ; et, dès lors, voici l'unique différence qu'il conviendrait de relever entre l'absence et l'inexactitude involontaire ou voulue d'une déclaration du tiers saisi : au premier cas, il suffirait au saisissant d'invoquer, ce qui est toujours facile, l'inaccomplissement d'une formalité légale ; dans la seconde hypothèse, il devrait, pour obtenir le bénéfice de l'art. 577, mettre à néant la déclaration qui lui est imposée et préalablement en démontrer la fausseté. Car, tant qu'elle n'a pas été judiciairement rejetée, cette déclaration inexacte ou frauduleuse existe dans la mesure où le tiers saisi, auquel incombe la preuve de sa libération, l'a rendue vraisemblable (arg. art. 1315 C. civ., 573, 574 C. pr. civ., D. A. *v° Saisie-arrêt*, n° 324 ; Rousseau et Laisney, *Dict. de proc., eod v°*, n° 485). Au saisissant donc de lutter pour en établir l'inexactitude ou le caractère dolosif. Mais, cette preuve régulièrement administrée et admise par jugement, quel en serait l'effet? D'annuler la déclaration du tiers saisi et de la réduire à n'avoir jamais été qu'une apparence destituée de tout effet dans le passé comme dans l'avenir ; or, l'apparence c'est le néant ; d'où cette conséquence que, par suite de l'annulation de sa déclaration, le tiers saisi serait assimilé à celui qui a négligé de répondre à l'assignation en déclaration prescrite par l'art. 560 ; comme tel exposé à subir les effets rigoureux de l'art. 577.

Ce raisonnement ne nous paraît irréprochable qu'en la forme ; au fond, il n'est pas concluant ; son tort capital est de faire abstraction des motifs de l'art. 577, lesquels ne sont rien moins que compatibles avec une interprétation extensive. En outre, fût-il démontré que ce texte a toute la portée qu'on lui prête arbitrairement, il n'en résulterait pas qu'on pût imposer au tiers saisi l'obligation de payer plus qu'il ne doit personnellement.

Deux voies distinctes s'ouvrent donc pour nous permettre d'appuyer le système de la jurisprudence et la solution contenue dans l'arrêt que nous analysons :

1° Tout d'abord, il importe de dégager la nécessité de fait ou de droit à laquelle répond l'art. 577. S'il était démontré que ce texte prononce une peine contre le tiers saisi, on pourrait, à la condition toutefois d'admettre

573 C. pr. civ., cette production sera valablement effectuée jusqu'au jugement définitif.

---

que l'annulation judiciaire d'une déclaration équivaut à son absence, proposer d'en étendre l'application à notre hypothèse ; car il n'est pas douteux que l'inexactitude constitue en faute le déclarant, de même que la collusion accuse, plus nettement encore que le silence, l'intention bien arrêtée de nuire au saisissant. Mais tout autre a dû être la pensée du législateur, et il est fort vraisemblable que l'art. 577, étranger à toute idée de peine, répond en réalité au dilemne suivant : ou, s'est-on dit, l'inertie du tiers saisi implique aveu tacite de l'existence d'une obligation égale sinon supérieure aux causes de la saisie ; auquel cas il n'est que juste de le déclarer jusqu'à due concurrence responsable envers le saisissant ; ou cette inertie n'est qu'une manœuvre dont l'objet est d'entraver la marche de la saisie et de retarder indéfiniment le paiement par le refus d'aucune déclaration dont le saisissant puisse entreprendre la contestation judiciaire, afin de rétablir la réalité des faits. Pour déjouer ce calcul, la loi fixe dans l'art. 577 la réparation dont le tiers saisi est tenu envers le saisissant ; rationnellement, l'objet en est rigoureusement égal au montant de l'obligation dont le tiers saisi refuse l'exécution, mais, celui-ci n'ayant donné, par une faute qui lui est imputable, aucun moyen d'apprécier l'écart des causes de la saisie au chiffre de sa dette, le législateur a dû, pour donner au saisissant une satisfaction toujours suffisante, en fixer la quotité au montant même des causes de la saisie. Ainsi, conséquence d'une reconnaissance présumée d'obligation ou évaluation légale, à défaut d'autre élément de calcul, de la réparation due par le tiers saisi au saisissant, telle est la double explication de l'art. 577.

Or, il est manifeste qu'aucune de ces interprétations ne s'adapte d'une manière satisfaisante à la déclaration inexacte ou même frauduleuse ; tout au contraire du silence pur et simple, elle contient tant contre l'existence ou l'étendue de la dette que contre le bien fondé de la saisie une protestation énergique ; sans doute, peut-être même n'a-t-elle pas d'autre objet, elle ajournera l'issue finale de la saisie, mais non plus pour un laps de temps indéfini, comme le ferait, à défaut de l'art. 577, l'inertie du tiers saisi ; car cette déclaration, telle quelle, a au moins l'avantage de délimiter nettement le terrain de la contestation entre le tiers saisi et le saisissant ; ce dernier peut donc immédiatement discuter la valeur des objections qui lui sont opposées et, s'il y a lieu, en avoir raison dans un délai assez bref ; ainsi, le fait d'une déclaration fausse se différencie très nettement par son caractère et ses effets du silence gardé par le tiers saisi ; et, s'il n'y a aucune analogie entre ces deux hypothèses, reste ce principe que l'art. 577, disposition exorbitante du droit commun et due à des motifs tout spéciaux dont aucun ne s'applique à notre espèce, doit nécessairement être restreint à l'hypothèse en vue de laquelle il a été écrit (Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, *Leçons de proc. civ.*, t. 2, p. 209).

2° Mais accordons à l'opinion contraire, cette concession est pour nous sans danger, que l'art. 577 comprend en réalité notre hypothèse ; s'ensuivra-t-il que le déclarant convaincu d'erreur ou de fraude doive être nécessairement condamné aux causes de la saisie malgré l'infériorité dûment

Malgré l'indisponibilité dont la saisie-arrêt frappe les sommes saisies arrêtées aux mains du tiers saisi, le saisissant est

---

constatée du chiffre de sa dette ? Nullement. Qu'est-ce au fond que l'art. 577 ? tantôt une présomption, tantôt un mode spécial de règlement des dommages-intérêts dûs par le tiers saisi ; or, ne serait-ce pas en exagérer les effets au delà de toute vraisemblance légale et contre toute équité que d'en déduire la nécessité d'une condamnation à l'intégralité des causes de la saisie, lors même qu'il est possible de calculer le chiffre de la créance saisie arrêtée. Ainsi entendu, l'art. 577 dévierait de son but légal, pour constituer, contrairement à l'esprit général de notre législation, une peine fixe châtiant en elle-même et pour elle-même la résistance téméraire ou frauduleuse du tiers saisi.

On l'a si bien compris qu'il est généralement admis que cette disposition du Code de procédure n'est applicable dans sa rigueur littérale qu'autant que le chiffre précis de l'obligation du tiers saisi est demeuré inconnu. Si donc celui-ci a été condamné, sans que le juge ait disposé d'aucun moyen de calculer l'écart séparant sa dette des causes de la saisie, par un jugement d'ailleurs passé en force de chose jugée, alors, mais dans ce cas seulement, à l'exclusion de tous autres, le tiers saisi subira les effets de l'art. 577.

Tel est sur ce point l'état bien établi de la doctrine et de la jurisprudence ; voici les conséquences qui en découlent.

D'une part, on considère que le tiers saisi déclaré débiteur des causes de la saisie par application de l'art. 577 peut encore, sur l'opposition par lui formée, si le jugement qui l'a condamné est par défaut, en cause d'appel, s'il est contradictoire, émettre une déclaration affirmative et échapper ainsi aux effets de la condamnation prononcée contre lui (Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, *loc. cit.* ; Rousseau et Laisney, *loc. cit.*, n° 464, et les renvois ; Lyon, 3 avril 1848, Sir. 48. 2. 373. ; Nîmes, 10 mars 1853, D. P. 53. 5. 408 ; Toulouse, 29 nov. 1861, D. P. 62. 2. 232). Enfin il ne dépend pas du saisissant de s'emparer du silence du tiers saisi pour obtenir condamnation égale au montant des causes de la saisie ; encore faudra-t-il que, conformément à l'art. 150 C. pr. civ., le juge examine, avant de statuer, la vraisemblance de ses conclusions et recherche s'il n'existe aucun moyen d'évaluation ou titre qui puisse lui révéler l'objet exact de la dette du tiers saisi ; et, si cette preuve lui était fournie par un titre authentique ou sous seing privé, nul doute que le juge dût en tenir compte pour limiter les effets de la condamnation (Rodière, note sur Bordeaux, 28 juin 1854, Sir. 55. 2. 762).

Ainsi l'art. 577 cesse de s'appliquer lorsque le chiffre de la créance saisie arrêtée est établi même par toute autre voie qu'une déclaration affirmative. Qu'en devons-nous conclure ? Sinon que, le jugement d'annulation d'une déclaration ne pouvant intervenir sans fixer du même coup, actuellement ou virtuellement, le montant effectif de l'obligation du tiers saisi, celui-ci échappe nécessairement à l'art. 577, et ne saurait être condamné au delà de ce qu'il doit.

Maintenant, il est à peine besoin d'ajouter que nous n'avons aucunement la pensée de contester aux tribunaux la faculté d'allouer au saisissant des dommages-intérêts calculés sur le préjudice qu'il a pu subir ; la liquidation du quantum de cette réparation demeure, cela va sans dire, soumise à

irrecevable à critiquer les paiements d'appointements mensuels effectués aux mains de la partie saisie, dans la mesure indispensable à l'existence (1).

Les appointements d'un employé au service d'un particulier sont insaisissables dans la mesure où ils peuvent être considérés comme alimentaires ; dans l'espèce, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur totalité (2).

---

l'application des principes ordinaires ; toutefois, il est bon d'observer que le juge peut, sans violer aucune loi, la déclarer égale au chiffre même des causes de la saisie (Cass., 10 août 1881, Sir. 82. 1. 74).

(1 et 2) Conformément à une jurisprudence déjà ancienne (Cass., 10 avril 1860, Sir. 60. 1. 502 ; Rouen, 25 mars 1859, Sir. 60. 2. 135 ; Cass. 29 mai 1878, Sir. 79. 1. 64.) qui est aussi celle de la Cour d'Alger (23 nov. 1867, Sir. 68. 2. 85.), notre arrêt déclare les appointements des employés insaisissables pour une quotité qu'il dépend du juge d'arbitrer suivant les nécessités de la cause, et lui-même la fixe dans l'espèce aux quatre cinquièmes de leur totalité.

Il est permis d'émettre quelques doutes sur la légalité de cette jurisprudence ; non qu'on ait ici invoqué de vagues raisons d'humanité sans force pour limiter le principe de l'art. 2092, suppléer au silence des art. 580 et 581 C. pr. civ., et surtout lutter contre l'argument négatif qui ressort de la loi de ventôse an IX et d'autres lois spéciales.

Fort ingénieusement, notre arrêt place la question sur un tout autre terrain. Ayant à se prononcer sur la validité de paiements opérés par le tiers saisi au mépris d'une saisie-arrêt, il les valide par cette raison que tout paiement, dont il est reconnu que le saisissant a tiré un profit certain doit être maintenu. Or, il était de son intérêt que le débiteur pût toucher au moins une fraction de son salaire ; abandonner au saisi une partie du fruit de son travail, c'est l'engager à s'employer et à se créer ainsi des ressources dont une certaine quotité accroîtra le gage du saisissant.

A notre avis, cette considération n'a qu'un mérite purement législatif ; car, si l'art. 1242 C. civ. proscrit en termes absolus tout paiement opéré au préjudice d'une saisie-arrêt, il nous paraît douteux qu'il ait été dans la pensée du législateur de laisser à l'autorité judiciaire le soin d'apprécier en fait si le paiement est ou non conforme aux intérêts du créancier et de lui conférer ainsi le pouvoir indirect de créer des causes d'insaisissabilité. Nous inclinons à croire que tout paiement postérieur à l'opposition est critiquable, indépendamment de ses résultats derniers, par cela seul qu'il diminue les chances de paiement du saisissant sur l'objet de l'opposition.

Pour mettre un terme à des discussions qui, nous le croyons du moins, peuvent toujours renaître avec les textes de la législation actuelle, diverses propositions de loi ont été déposées (Projet modificatif de l'art. 581 du C. de pr. (*Journ. off.*), 1887, Doc. parlem., Ch. des députés, annexe n° 1471) dont le principe ne peut être qu'approuvé sans réserves. (Conf. Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*, Comptes rendus Vergé de l'Académie des sciences morales et politiques, 1886, t. CXXV, p. 879.)

Jules Cabouat.

Le tiers saisi, alléguant un ou plusieurs paiements opérés par anticipation, doit en faire la preuve, comme de toute autre cause de libération.

(Veuve Guiraud c. Mondéhard)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par la dame veuve Guiraud contre un jugement du tribunal civil de Bône du 17 juin 1887 ; et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu que, créancier de Rampal d'une somme de 3,000 francs en vertu d'un billet souscrit par ce dernier le 7 novembre 1882, Mondéhard a, par exploit du 10 avril 1886, fait saisir-arrêter entre les mains du sieur feu Guiraud, patron de Rampal, toutes les sommes pouvant être dues à ce dernier ; — Attendu que, nonobstant cette saisie, Guiraud a continué à payer à Rampal, jusqu'au jour où celui-ci a quitté sa maison, le montant intégral de ses appointements mensuels ; — Attendu qu'un jugement du tribunal civil de Bône du 8 juin 1886, rendu par défaut faute de conclure, a condamné Rampal à payer à Mondéhard le montant des causes de la saisie et a de plus validé cette saisie ; — Attendu que Mondéhard a assigné Guiraud en déclaration affirmative ; — Attendu que le 17 janvier 1887 ce dernier a fait au greffe du tribunal civil de Bône la déclaration requise ; — Qu'il a affirmé : « qu'il avait occupé » chez lui le sieur Rampal en qualité de comptable, mais qu'il » ne lui devait rien, attendu qu'il payait ses appointements » d'avance » ; — Attendu qu'une contestation s'est engagée entre Mondéhard et Guiraud sur cette déclaration et sa validité ; — Attendu que, par jugement du 15 février 1887, le tribunal de Bône, saisi du litige, a, parties d'accord, ordonné, avant faire droit, la représentation des livres de Guiraud ; — Attendu que ces livres ont été produits ; que de leur examen il est résulté que les déclarations de Guiraud étaient, en effet, conformes aux énonciations des dits livres ; — Attendu que, regardant comme insuffisantes et même implicitement comme inexactes les dites déclarations, et s'attachant surtout à cette considération que les paiements effectués par Guiraud depuis la saisie étaient dans tous les cas sans valeur, les premiers juges ont, par jugement du 17 juin 1887, condamné celui-ci à payer à Mondéhard les causes entières de la saisie ; — Attendu que la veuve Guiraud, ès qualités qu'elle agit dans l'instance, demande la réformation de ce jugement ; — Que le sieur Mondéhard en sollicite au contraire la confirmation ; —

Attendu qu'il s'agit, en l'état des faits qui précèdent, de statuer sur les prétentions que les dites parties font respectivement valoir au procès ;

Attendu que le texte de l'art. 577 C. pr. civ, qui contient une disposition aux termes de laquelle le tiers saisi est déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie, limite les effets de cette disposition au cas où ce tiers n'a pas fait de déclaration ou n'a pas fait suivre sa déclaration des justifications voulues ; — Qu'une telle disposition est évidemment de droit étroit et ne saurait être étendue par suite à des cas autres que ceux non prévus par la loi ; — Qu'ainsi il n'y a lieu de l'appliquer à des déclarations seulement entachées d'inexactitude et même de fausseté ; — Que la dissemblance des cas justifie la différence des règles qui les régissent ; — Que l'absence de toute déclaration rend impossible tout contrôle des dires du tiers saisi ; — Que la déclaration inexacte ou fausse appelle au contraire cette vérification et en facilite les moyens ;

Attendu, dans l'espèce, qu'il est constant, d'une part, que Guiraud a fait une déclaration affirmative, et qu'il est également certain, d'autre part, qu'il a appuyé cette déclaration de l'apport de ses livres ; — Que sans doute cet apport n'a pas été concomitant à la déclaration ; mais que la loi n'exige nulle part, à peine de nullité, cette concomitance ; qu'elle ne fixe en réalité aucun délai pour la production des documents justificatifs ; que jusqu'au jugement définitif sur la contestation, et tant que les choses sont encore entières, cette production demeure utilement possible ; — Qu'il est établi que Guiraud a communiqué ses livres antérieurement à ce dernier jugement ;

Attendu que de ce qui précède il suit donc que les premiers juges ont indûment tout d'abord déclaré Guiraud débiteur pur et simple des causes de la saisie à raison des prétendues inexactitudes ou faussetés de ses déclarations ;

Attendu que l'un des premiers effets de la saisie-arrêt est, sans doute, de frapper d'indisponibilité entre les mains du tiers saisi les sommes saisies arrêtées ; — Mais que les conséquences de cette indisponibilité ne doivent point aller jusqu'à rendre nuls de plein droit les paiements effectués par ce tiers au mépris de la saisie-arrêt et de ses effets ; — Que ces paiements, lorsqu'ils sont querellés, soumettent seulement le tiers saisi à l'obligation de justifier leur opportunité et leur validité ; — Attendu que, si la libération du tiers saisi après la saisie et nonobstant la saisie peut être maintenue lorsqu'à raison des circonstances elle n'a causé, en fait, au créancier aucun préjudice réel et constant, à plus forte raison doit-elle être validée lorsque, en totalité ou en partie, elle a eu lieu

dans l'intérêt de ce créancier et que, dans tous les cas, celui-ci en a tiré un profit certain ;

Attendu, dans l'espèce, qu'il s'agit de la saisie des appointements d'un employé; — Que ces appointements ont un caractère alimentaire indéniable; — Attendu qu'en versant à son employé Rampal ses appointements mensuels, Guiraud, jusqu'à concurrence de la somme indispensable à l'existence de cet employé et de sa famille, a fait l'affaire du saisissant lui-même; — Que par ces paiements il a fourni au débiteur de ce dernier le moyen de se créer des ressources dont partie constitue actuellement le gage de la créance dont le recouvrement est poursuivi; — Qu'il est manifeste, en effet, que Rampal, privé de toute rémunération par l'effet des saisies, n'aurait pas conservé son emploi chez Guiraud, qu'ainsi sa créance sur Guiraud ne se serait jamais formée et que, par voie de conséquence aussi, Mondéhard ne se serait jamais non plus trouvé, de ce chef, pourvu d'une action contre lui;

Attendu que la jurisprudence et la pratique fixent habituellement aux quatre cinquièmes des appointements des employés la portion indispensable à leur existence et à celle de leur famille et non susceptible dès lors de saisie efficace, et qu'elles ne laissent ainsi à la disposition des créanciers que le cinquième restant; — Attendu qu'il y a donc lieu de dire que, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes des appointements mensuels de Rampal, Guiraud s'est valablement libéré envers son employé nonobstant la saisie, mais que, relativement au surplus, il a, en le versant à Rampal, préjudicié aux droits de Mondéhard, et que, par suite, il demeure passible envers ce dernier de la réparation du préjudice causé; — Attendu que les sommes qu'à ce titre il a l'obligation de rembourser à Mondéhard doivent comprendre les cinquièmes de tous les appointements mensuels payés à Rampal à partir de la saisie du 10 avril 1886 jusqu'au jour où celui-ci a cessé son emploi, jour que les parties ne font pas connaître et que la Cour ne peut déterminer par suite; — Attendu, en effet, que ladite saisie a porté, au moment où elle a été faite, sur tous les cinquièmes présents et à venir échus ou payés par anticipation; — Que spécialement, dès lors, elle a atteint le cinquième des appointements du mois d'avril; — Attendu, en effet, d'une part, qu'aux termes de l'art. 2092 C. civ., les biens présents et à venir du débiteur forment le gage de ses créanciers; — Attendu, d'autre part, qu'il est impossible, relativement aux appointements du mois d'avril, d'avoir égard aux allégations de Guiraud au sujet d'accords d'après lesquels les appointements de Rampal avaient été stipulés payables

d'avance ; — Que des conventions de cette nature demeurent suspectes ; — Que leur existence dans la cause n'est pas d'ailleurs suffisamment établie ; — Attendu que la réduction des condamnations prononcées par les premiers juges au cinquième seulement des appointements mensuels de Rampal n'est en réalité que conforme aux prétentions originaires de Mondéhard lui-même ; — Que dans son exploit de saisie du 10 avril 1886 il paraissait borner à ce cinquième les effets de la saisie ; — Que dans ses conclusions du 1er février 1887, au cours de l'instance en contestation de la déclaration affirmative, il ne visait encore que la portion saisissable du traitement de Rampal ;

Par ces motifs : — Émendant, réduit les condamnations prononcées par le jugement attaqué du 17 juin 1887 au montant des cinquièmes des appointements mensuels versés par Guiraud à Rampal du 10 avril 1886, jour de la saisie, jusqu'au jour où ledit Rampal a cessé ses fonctions, y compris le cinquième des appointements du mois d'avril ; — En conséquence dit que ce jugement ne sortira effet que jusqu'à concurrence du montant des dites condamnations ainsi réduites ; — Décharge la veuve Guiraud du surplus des condamnations portées au même jugement ; — La déboute de ses plus amples conclusions, fins et demandes ; — Déboute Mondéhard de toutes ses fins et conclusions contraires aux décisions du présent arrêt ; — Et, attendu que les parties succombent dans l'instance sur des chefs recpectifs, fait masse des dépens tant de première instance que d'appel pour être supportés moitié par Mondéhard et moitié par la veuve Guiraud ès qualités.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et ROBE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

31 décembre 1888

Motifs des jugements, appel, conclusions nouvelles, défaut de motifs.

Il y a nullité, pour défaut de motifs, de l'arrêt qui, rejetant l'appel contre un jugement, ne répond point à un chef de conclusions présenté pour la première fois en appel (1).

(1) En ce sens Civ. cass., 3 août 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 348) et les renvois.

(Perron c. commune de Mustapha)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que pour justifier sa demande contre la commune de Mustapha Perron concluait expressément et pour la prefois devant la Cour d'appel à ce qu'il fût dit qu'au mépris de l'art. 10 de son cahier des charges, la résiliation de son adjudication avait été prononcée par le maire de sa propre autorité et sans mise en demeure préalable; — Attendu qu'en rejetant l'appel de Perron, l'arrêt attaqué n'a ni dans son texte, ni dans celui du jugement, qu'il s'est approprié, répondu soit explicitement, soit implicitement, à ce chef de conclusions; qu'en ne motivant pas sur ce point sa décision, il a formellement violé l'article de loi susvisé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le 2e moyen du pourvoi ; — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 31 décembre 1885.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GREFFIER, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes NIVART et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 décembre 1888

Étranger, séparation de corps, résidence de la femme, garde des enfants, provision alimentaire, tribunaux français, compétence.

Les tribunaux français sont compétents, à l'égard des étrangers, pour ordonner les mesures qui intéressent le bon ordre, les bonnes mœurs et la sûreté des personnes, et qui se rattachent à l'exécution des lois de police et de sûreté.

Notamment, ils sont compétents, au cours d'une instance en divorce ou séparation de corps, entre deux conjoints étrangers, mais résidant en Algérie, pour statuer sur la résidence provisoire de la femme, la garde des enfants et la pension alimentaire qui doit être fournie à la femme et aux enfants (1).

(1) Jurispr. constante en France et en Algérie : Alger, 19 mai 1886, *Rev. Alg.* 1887. 2. 347 et la note ; Alger, 28 avril 1875, *Journ. du dr. internat. privé*, 1875, p. 274 ; Trib. de la Seine, 4 déc. 1884, *ibid.*, 1886, p. 95, et 23 juill. 1885, *ibid.* 1886, p. 205.

(Pepper c. dame Pepper)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le 6 janvier 1878 la demoiselle La Fourcade a épousé le sieur Pepper, de Londres, en la paroisse de Notre-Dame-de-France ; — Attendu que ce dernier était de nationalité américaine ; — Attendu que la demoiselle La Fourcade a suivi la condition de son mari ; — Que par le fait de son union avec un étranger elle est devenue étrangére comme lui ; — Attendu que les désaccords les plus graves sont survenus depuis entre les époux ; — Qu'ils sont actuellement séparés de fait ; — Qu'une instance en divorce ou en séparation de corps se trouve même aujourd'hui pendante entre eux devant les tribunaux américains, juges compétents de leur statut personnel ; — Attendu que la dame Pepper réside à Alger et que le sieur Pepper habite en ce moment Ménerville ; — Attendu que les deux époux ont successivement saisi la justice française de demandes relatives à la garde de leurs enfants, à la résidence de la femme, et à une provision alimentaire (voir assignation en référé et au principal des 6 et 8 décembre 1887) ; — Attendu que sans tenir compte des exceptions soulevées par Pepper le tribunal civil d'Alger a, par jugement du 5 avril 1888, fixé dans Alger ou sa banlieue la résidence provisoire de la dame Pepper, en attendant l'issue de l'instance en séparation de corps ou en divorce engagée au Texas ; — Qu'il a de plus condamné Pepper à servir à sa femme une pension alimentaire de 300 fr. par mois pour elle et ses deux filles, payable d'avance à compter du jour de l'introduction de la demande ; — Qu'enfin il a confié à la dite dame Pepper la garde de ses enfants en ordonnant qu'elles seront placées au pensionnat des religieuses de Saint-Joseph, à El-Biar, dans le mois qui suivrait le premier paiement de la pension alimentaire, et en réservant à leur père le droit de les visiter seulement les premier et troisième dimanches de chaque mois ; — Attendu que Pepper a interjeté appel de ce jugement ; que la dame Pepper en a, de son côté, relevé appel incident ; — Attendu que ces appels sont réguliers et recevables en la forme ;

Attendu que Pepper excipe tout d'abord, au fond, devant la Cour, ainsi qu'il l'a fait devant le tribunal, de l'incompétence des juges français pour connaître des demandes actuelles de sa femme ; que subsidiairement il conclut au rejet de ces demandes ; qu'il réclame la garde de ses enfants et leur placement immédiat dans le pensionnat des sœurs de Saint-Joseph, à El-Biar, avec faculté pour lui de les visiter dans cette maison aux heures réglementaires ; — Attendu que la

dame Pepper sollicite la modification de plusieurs de ces dispositions ; — Qu'ainsi, elle demande que ses deux filles soient mises dans une institution à Paris, que sa résidence provisoire à elle-même soit fixée à Paris, et qu'enfin le chiffre de la pension qui lui a été allouée par le dit tribunal soit porté de 300 francs à 500 fr. ; — Attendu qu'il échet de statuer sur ces prétentions respectives des parties ;

En ce qui touche l'exception d'incompétence : — Attendu qu'aux termes de l'art. 3 C. civ., les lois de police et de sûreté obligent, sans en excepter les étrangers, tous ceux qui habitent le territoire français ; — Attendu que ces lois ont pour objet le maintien du bon ordre et des bonnes mœurs et la sécurité des personnes ; — Attendu que la fixation d'une résidence provisoire à la femme étrangère, pendant l'instance en séparation de corps ou en divorce poursuivie à l'étranger, l'exécution de l'obligation alimentaire que le droit naturel impose au père et au mari, l'attribution de la garde des enfants à l'un des époux constituent précisément des mesures qui intéressent le bon ordre et les bonnes mœurs et la sûreté des personnes ; que ces mesures se rattachent donc à l'exécution des lois de police et de sûreté dont il vient d'être parlé ; — Qu'à ce titre les tribunaux français, lorsqu'ils en sont requis, ont dès lors compétence pour prononcer sur leur application à des étrangers vivant sur le territoire de la France ; — Attendu qu'il suit de là que l'exception d'incompétence de Pepper contre les demandes de sa femme ayant pour objet ces mesures demeure sans fondement ;

Sur le fond : — En ce qui touche la garde des enfants : — Attendu que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour organiser et prescrire en faveur des enfants telles dispositions que commande l'intérêt de ceux-ci ; — Attendu qu'il s'agit dans la cause de deux petites filles âgées l'une de douze ans et l'autre de sept ans ; — Que le jeune âge et le sexe de ces enfants exigent que l'administration de leur personne demeure en principe confiée à la mère ; — Que l'intérêt de leur éducation veut aussi qu'elles soient placées dans un pensionnat ; — Attendu qu'à peine de rendre iliusoire la faculté laissée à leur père de les visiter, il y a lieu de décider que ce pensionnat ne pourra être qu'une maison d'éducation située dans le voisinage de la résidence du mari, telle que celle des sœurs de Saint-Joseph d'El-Biar, désignée par les premiers juges ; — Attendu qu'il échet donc, dans ces circonstances, de confirmer la décision du tribunal quant au droit de garde et au choix du pensionnat ; — Qu'il est juste, toutefois, de la modifier comme trop restrictive des droits du père, relative-

ment au mode de communication de celui-ci avec ses enfants, cette décision n'autorisant que deux visites par mois ;

En ce qui touche la résidence de la dame Pepper : — Attendu, d'une part, qu'à moins de nécessités voulues par l'intérêt de la femme, nécessités qui ne se rencontrent pas dans l'espèce et qui dans tous les cas n'y sont pas justifiées, il convient que celle-ci habite l'arrondissement de la résidence du mari, qui, jusqu'à l'issue du procès en divorce ou en séparation de corps, conserve le droit de la surveiller ; — Attendu, d'autre part, que les soins que réclame l'administration de la personne des enfants, administration sollicitée et obtenue par la dame Pepper, lui font un devoir de ne point s'éloigner des environs de la localité où se trouve leur pensionnat ; — Attendu qu'il y a donc lieu encore de maintenir de ce chef les dispositions de la décision des premiers juges ;

En ce qui touche le chiffre de la provision alimentaire : — Attendu que la dame Pepper ne démontre pas devant la Cour que la situation présente de son mari justifie le relèvement de la somme que le tribunal lui a allouée ; qu'il n'est pas possible, en l'état, de modifier ce chiffre ; — Qu'il faut observer, en tous les cas, que le traitement attribué par la commune de Ménerville à la profession de médecin communal qu'y exerce Pepper n'est que de 1,000 fr. et que le grave accident que celui-ci a récemment subi a eu pour effet de réduire ses ressources ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme tant l'appel principal que l'appel incident émis par les époux Pepper contre le jugement du tribunal d'Alger du 5 avril 1888 ; — Et disant droit au fond sur le mérite de ces appels ; — Sans s'arrêter ni avoir égard à l'exception d'incompétence proposée par Pepper, laquelle est rejetée ; — Statuant au fond ; — Émendant quant à la disposition du jugement attaqué qui décide que ce dernier ne pourra visiter les enfants que deux fois par mois, et prononcant par nouveau jugé à cet égard ; — Autorise Pepper à voir ses deux enfants ainsi que bon lui semblera dans le pensionnat des sœurs de Saint-Joseph d'El-Biar, aux heures réglementaires de la maison, sans toutefois les faire sortir ; — Confirme pour le surplus, mais dans son dispositif seulement, le jugement attaqué ; — Déboute les parties de toutes fins, conclusions et demandes contraires aux décisions du présent arrêt ; — Condamne Pepper aux dépens de l'instance d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et BROUSSAIS, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

6 mars 1889

Chose jugée, immeuble, adjudication, cahier des charges, interprétation, arrêt antérieur, servitude.

Un arrêt méconnaît formellement l'autorité de la chose jugée lorsqu'il déclare l'existence d'un droit de passage en se fondant sur le cahier des charges d'une adjudication, bien qu'un arrêt antérieur passé en force de chose jugée ait décidé entre les mêmes parties, par interprétation du même cahier des charges, qu'aucune servitude de passage n'existait au profit du réclamant sur l'immeuble litigieux.

(Véron c. Escoffier)

LA COUR, — Statuant sur le 1er moyen du pourvoi ; — Vu l'art. 1351 C. civ.;

Attendu que le jugement du 11 janvier 1882, confirmé par arrêt de la Cour d'Alger du 18 octobre 1883 avec adoption de motifs, a non seulement reconnu que le terrain de l'Alcazar, sur lequel le chemin litigieux est établi, appartient en toute propriété à Véron, mais qu'il a, en outre, en répondant expressément aux conclusions de Castel Dugenet et consorts, qui prétendaient qu'un droit de servitude de passage sur ce terrain leur appartenait en vertu : 1° de leurs titres propres ; 2° et de la clause insérée au cahier des charges du 23 septembre 1873, écarté cette prétention, en déclarant, en premier lieu, que le titre invoqué par les consorts Castel Dugenet prouvait qu'en se rendant adjudicataire de la propriété dite « du Breton » Castel Dugenet savait qu'il n'acquérait aucun droit de propriété ni de servitude sur le dit terrain, et, en second lieu, que « Castel Dugenet, complètement étranger à l'adjudication prononcée le 23 septembre 1873 au profit du sieur Véron et aux conditions qui avaient été dressées pour parvenir à la vente, ne pouvait les invoquer pour prétendre qu'il en résultait en faveur de sa propriété un droit de servitude de passage » ;

Attendu que le dispositif du jugement, rapproché de motifs aussi explicites, a, en déclarant Véron propriétaire de toute propriété de terrain sur lequel le chemin est établi, manifestement écarté tout droit de servitude au profit de l'immeuble de Castel Dugenet ; que, cependant, l'arrêt attaqué, en s'ap-

puyant uniquement sur la clause du cahier des charges de 1873 interprétée par le jugement du 11 janvier 1882, confirmé par l'arrêt du 18 octobre 1883 susrelaté, a reconnu le droit de servitude de passage refusé aux mêmes intimés par ces décisions ; qu'en statuant ainsi, il a formellement méconnu l'autorité de la chose jugée et violé l'art. 1351 C. civ. ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen : — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GREFFIER, *rap.* ; CHARRINS, *av. gén.* — Me DE VALROGER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 février 1889

Responsabilité, commettant, préposé, fonctions, abus, accident.

En vertu de l'art. 1384, § 3 C. civ., les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés même en dehors des fonctions qu'ils leur ont confiées, lorsque le dommage est la conséquence d'abus que le préposé a faits de sa fonction et de la négligence du commettant à surveiller les abus dont il avait connaissance (1).

(Compagnie des Chemins de fer départementaux c. Abdallah ben Mohamed.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la compagnie appelante oppose à l'intimé deux fins de non recevoir, la première tirée du défaut de qualité, la deuxième de son irresponsabilité ;

Sur la première fin de non recevoir : — Attendu que cette fin de non recevoir est une défense au fond proposable en tout état de cause et même pour la première fois en appel ; qu'il y a donc lieu d'en examiner la valeur ;

Attendu qu'Abdallah ben Mohamed et El Arbi ben Abdallah sont originaires du Maroc ; que ce dernier y est né ; que son

---

(1) Cpr. Cass. 9 avril 1873 (Sir. 73. 1. 464) ; 26 juin 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 226).

acte de naissance ne peut être représenté, l'état civil musulman faisant absolument défaut dans ce pays; que, pour y suppléer, l'intimé produit deux actes de notoriété en date des 29 février 1888 et 5 février 1889, dressés par les cadis d'Aïn-Témouchent et de Relizane, lesquels seront enregistrés avec le présent arrêt; que tous les témoins, dont la plupart originaires du Maroc, sont absolument affirmatifs sur la qualité invoquée par l'intimé; que, sans doute, leurs déclarations manquent d'une précision absolue sur le mariage de l'intimé, sur la date de la naissance de El Arbi ben Abdallah; qu'elles sont néanmoins suffisantes pour établir la filiation de ce dernier, si on considère qu'elles sont en parfaite concordance avec les déclarations de son décès faites par les employés de l'hôpital, à l'aide du livret qui y était déposé; qu'il y a donc lieu d'écarter cette fin de non recevoir;

Sur la responsabilité de la compagnie : — Attendu qu'il est constaté par le jugement dont est appel, et qu'il n'a pas été contesté en première instance, que, vers la fin de décembre 1887, à la fin de la journée, à la nuit tombante, le chef de chantier Loueux, voulant rentrer à son campement, invita cinq ouvriers marocains sous ses ordres, parmi lesquels se trouvait El Arbi ben Abdallah, à pousser un lory sur lequel il était monté avec son fils; qu'arrivé à une pente rapide, ce lory heurta un wagon abandonné sur la voie en construction; que le choc fut si violent que les cinq ouvriers furent projetés sur la voie; que deux furent grièvement blessés et qu'un troisième, El Arbi ben Abdallah, eut une jambe brisée et fut transporté à l'hôpital de Relizane, où il succomba le 1er décembre suivant, après l'amputation; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause que le dit Loueux imposait tous les soirs la même corvée à cinq de ses ouvriers, et à tour de rôle; que ce fait a été retenu par une décision du juge de paix de Relizane, le 13 janvier 1888, passée en force de chose jugée, et rendue au profit d'un de ses ouvriers, victime du même accident, sans que la compagnie ait soulevé la moindre contestation à cet égard; — Attendu que Loueux était chef de chantier, préposé par la compagnie à la surveillance des ouvriers, à qui il commandait ces corvées; qu'il avait autorité sur eux; qu'en leur imposant ce service, il devait prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité de ses ouvriers; que notamment il devait s'assurer par lui-même que la voie était libre; que cette précaution s'imposait d'autant plus que ce genre de locomotion avait lieu tous les soirs; qu'en tout cas le dit Loueux, étant monté avec son fils sur le lory, y pouvait seul et devait signaler le danger que les ouvriers ne pouvaient voir, étant

donné la position qu'ils occupaient sur la voie en poussant le véhicule ; que le dit Loueux a donc, par sa négligence et son imprudence, engagé la responsabilité de la compagnie ;

Attendu que cette dernière décline toute responsabilité par le motif que le fait dommageable s'est produit en dehors des fonctions qui étaient confiées soit à son chef de chantier, soit aux ouvriers qu'il était chargé de surveiller ; — Attendu que l'art. 1384, § 3 C. civ. dispose que les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés dans les fonctions qui leur sont confiées ; — Attendu que cette responsabilité spéciale doit être étendue au cas où le dommage est la conséquence d'un abus de la fonction, de l'inaction du commettant et de sa négligence à surveiller les abus qui sont à sa connaissance ; — Attendu que ce genre de locomotion employé pour la commodité du chef de chantier Loueux se reproduisait tous les jours par un abus de la fonction qui lui était confiée ; que la compagnie en avait connaissance ; qu'en la tolérant, elle devait tout au moins prendre les précautions nécessaires pour assurer la sécurité de ses ouvriers ; qu'elle n'a rien fait à cet égard et a assumé, en conséquence, la responsabilité du fait de son agent ; que ces considérations sont suffisantes pour faire rejeter l'offre de preuve offerte par l'appelante ;

Attendu toutefois que la somme de 5,000 fr. allouée par les premiers juges à titre d'indemnité est exagérée ; — Attendu qu'il faut, pour apprécier le préjudice, tenir compte de la condition de l'intimé, de ses habitudes et des ressources incertaines qu'il pouvait espérer du travail de son fils ; qu'en faisant état de ces considérations, il y a lieu de réduire à 3,000 fr. le montant de l'indemnité accordée par les premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Le déclare mal fondé au fond ; — Et sans s'arrêter ni avoir égard à l'offre de preuve faite ; — Confirme le jugement (Mostaganem, 28 juill. 1888) sur le principe de la responsabilité de la compagnie ;

Émendant en ce qui touche l'indemnité ; — Réduit à la somme de 3,000 fr. celle de 5,000 fr. allouée par les premiers juges ;

Condamne la compagnie appelante au paiement de la dite somme de 3,000 fr. et en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes ROBE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 novembre 1887

Subrogation légale, acquéreur, hypothèque générale, main-levée, exception cedendarum actionum, irrecevabilité.

L'exception de droits cédés n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires par les tiers détenteurs actionnés en délaissement ;

En conséquence, le créancier à hypothèque générale peut donner main-levée de cette hypothèque pour la concentrer sur un seul immeuble, sans que le tiers détenteur de ce dernier immeuble puisse lui opposer valablement l'exception cedendarum actionum, *pourvu que la main-levée ait été donnée sans fraude* (rés. en ce sens par le jugement et par l'arrêt) (1).

L'acquéreur qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble vendu n'est point fondé à demander sa subrogation dans les droits qui peuvent appartenir à ces créanciers sur d'autres immeubles restés la propriété du vendeur (rés. en ce sens par l'arrêt.) (2).

(Fossé c. Savigny)

Le 16 février 1887, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE BLIDA ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Savigny, par exploit de Hugon, huissier à Miliana, du 12 novembre 1884, enregistré, a fait commandement à

(1) Cpr. Cass., 3 mars 1856 (Sir. 57. 1. 55) et la note.

(2) En ce sens : Bourges, 10 juill. 1829 (D. P. 29. 2. 272) ; Paris, 10 juin 1833 (D. P. 33. 2. 184) ; Favard de Langlade, *Rép. v° Subrogation*, § 2, n° 5. — Mais la grande majorité des arrêts et des auteurs est en sens contraire : Paris, 20 déc. 1834 et 19 déc. 1835 (Sir. 36. 2. 159) ; Cass., 21 déc. 1836 (Sir. 37. 1. 54) ; Cass., 15 avril 1844 (Sir. 44. 1. 849) ; Alger, 18 janv. 1868 (Sir. 68. 2. 319) et les renvois ; Bourges, 20 déc. 1871 (D. P. 72. 2. 171) ; Douai, 28 déc. 1881 et Cass., 28 juin 1882 (D. P. 85. 5. 446) ; — Troplong, *Des hypoth.*, I, n° 359 ; Aubry et Rau, IV, § 321, texte et note 76 ; Demolombe, XXVII, n° 543 et suiv. ; Larombière, III, art. 1251, n° 25 ; Massé et Vergé, III, p. 435.

Maamar ben Ahmed ben Zina d'avoir à lui payer 1° 2642 francs 45 centimes solde dù du capital d'une obligation reçue le 16 février 1880 par Me Lions, lors notaire à Miliana ; 2° 528 francs 40 centimes montant des intérêts de la dite somme du 10 décembre 1881 au 10 juin 1884 ; 3° les intérêts courus à partir de cette dernière date et 4° 25 francs 45 centimes coût du dit commandement ; — Attendu que, ce commandement étant resté infructueux, le dit Savigny a le 11 mars 1885 fait commandement à Fossé, en sa qualité de tiers détenteur des immeubles affectés à la garantie de la créance ci-dessus, d'avoir à payer les sommes portées dans l'acte du 12 novembre 1885 ; — Attendu que le 10 mars aussi 1885 Fossé, par acte de Beugnon, huissier à Blida, a formé opposition au dit commandement du 11 mars 1885 ; que, par les motifs y déduits, il conclut annuler le commandement auquel est opposition et faire défense à Savigny d'y donner suite sous peine de dommages-intérêts ; déclarer la main-levée consentie par Savigny le 27 février 1884 irrégulière et faite en fraude des droits de lui Fossé ; déclarer en conséquence Savigny déchu, conformément à l'art. 2037 C. civ., du droit de le poursuivre pour le paiement du solde de sa créance ; très subsidiairement fixer cette créance à 2,628 francs 30 centimes ; condamner enfin Savigny en tous les dépens ;

En la forme : — Attendu que l'opposition dont le mérite est soumis à l'appréciation du tribunal est régulière ; qu'il y a lieu de la recevoir ;

Au fond : — Attendu qu'il convient avant toute chose de faire l'historique pour ainsi dire du différend qui divise les parties, tel qu'il résulte des pièces et documents versés aux débats ;

En fait : — Attendu que par acte reçu Favereau, lors notaire à Alger, en date du 17 février 1881, Fossé a acquis de Mâamar ben Ahmed ben Zina ses droits indivis dans une propriété sise au Djendel, appelée Haouch Hatatza ; que le prix stipulé, soit 13.000 francs, fut immédiatement déposé entre les mains du dit Favereau ; — Attendu que lors de la transcription de l'acte dont il vient d'être parlé l'inscription prise au profit de Savigny le 21 avril 1880, vol. 170, n° 84, en renouvellement et rectification de celle prise le 20 juillet 1878, vol. 155, n° 134, fut révélée ; — Attendu que, sur les fonds déposés entre ses mains par Fossé, Favereau remit à Savigny la somme de 4,000 francs, le 28 décembre 1881 ; — Attendu que, le même jour, le dit Savigny consentit à Ben Zina un prêt de 4,000 francs ; — Que le dit Ben Zina affecta hypothécairement à la garantie de cette somme divers immeubles sis au Djendel, quartier Meharza ; qu'en conséquence une inscription fut prise au bureau des hypothèques de Blida le 2 janvier 1882, vol. 184, n° 34 ; — Attendu que Fossé, voulant obtenir main-levée des inscriptions de Savigny en date des 20 juillet 1878 et 21 avril 1880, demanda la dite main-levée au dit Savigny avec subrogation pleine et entière à son profit, et que, depuis, aucune relation et aucun pourparler n'intervinrent entre les parties jusqu'en 1885 ; — Attendu que le 27 février 1884 Savigny donna à Ben Zina main-levée des inscriptions susénoncées du 20 juillet 1878 et 21 avril 1880, mais en tant seulement que ces inscriptions frappaient les immeubles conservés par le dit Ben Zina en sa possession, laissant en dehors ceux qui avaient été acquis par Fossé ; — Attendu que le 23 mars 1885 Fossé fit sommation à Savigny d'avoir à comparaitre le 26 du même mois devant Me Brice, notaire à Alger, pour recevoir le solde de sa créance, objet de l'obligation ou arrêté de compte du 16 février 1880,

et cause du commandement du 11 mars 1885, à charge, était-il dit dans la sommation précitée, de consentir quittance et subrogation au profit de Fossé dans le bénéfice de ces inscriptions; — Attendu que le jour indiqué (26 mars) les parties comparurent devant Me Brice; que Savigny déclara accepter de Fossé la somme offerte, mais payant comme acquéreur et tiers détenteur des immeubles par lui acquis de Ben Zina et le subroger dans les termes de l'art. 1251, § 2, C. civ.; — Attendu que Fossé refusa, ne pouvant, d'après lui, payer suivant les conditions que lui imposait Savigny;

En droit: — Attendu que Fossé soutient qu'il a droit en payant Savigny d'obtenir de celui-ci une subrogation générale sur tous les immeubles affectés par Ben Zina à la sûreté de la créance dudit Savigny; — Attendu qu'un pareil système ne saurait être soutenu; — Attendu, en effet, que l'exception de droits cédés n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires par les tiers détenteurs actionnés en délaissement; que, par suite, le créancier à hypothèque générale peut donner main-levée de cette hypothèque pour la concentrer pour ainsi dire sur un seul immeuble sans que le tiers détenteur de ce dernier immeuble puisse lui opposer valablement l'exception *cedendarum actionum*; mais qu'il faut que cette main-levée ait été donnée sans fraude; — Attendu que tel est le cas de l'espèce; que la fraude ne se présume pas et qu'au surplus Fossé ne justifie pas de la mauvaise foi de Savigny, qui n'a fait qu'user du droit que lui confère l'art. 1251, § 2 C. civ.;

Attendu que de l'examen du compte présenté tant par Fossé que par Savigny il résulte que celui établi par ce dernier dans ses conclusions doit être seul admis;

En ce qui touche la demande de Savigny en 1,000 francs de dommages-intérêts: — Attendu qu'il n'est justifié d'aucun préjudice; qu'il n'y a lieu de faire droit à cette partie de la demande;

Par ces motifs: — Déboute Fossé de toutes ses demandes, fins et conclusions; — Ordonne en conséquence purement et simplement la continuation des poursuites; — Dit n'y avoir lieu d'accorder aucuns dommages-intérêts à Savigny; — Condamne enfin Fossé aux dépens.

Sur l'APPEL de Fossé,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et qu'il échet de l'accueillir;

Attendu que, tout en adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges, il échet d'examiner si Fossé est fondé à exciper d'une convention aux termes de laquelle Savigny se serait engagé à le subroger à tous ses droits hypothécaires contre Zina et si, en second lieu, Savigny a été de mauvaise foi en ne réalisant pas les espérances de Fossé;

Sur le premier point: — Attendu que de tous les documents versés au procès, de toutes les circonstances de la cause, il résulte d'une façon péremptoire qu'il n'y a eu entre

Savigny et Fossé que de simples pourparlers; que Fossé, d'une part, mettait au payement qu'il offrait des conditions que Savigny, conseil pris, refusait d'accepter; que Savigny, d'autre part, n'offrait que la subrogation organisée par le § 2 de l'art. 1251 C. civ., ce que Fossé jugeait insuffisant; qu'après une vaine tentative d'entente, les parties se sont retirées, sans avoir conclu aucun arrangement, de l'étude Brice, où Fossé avait fait comparaître Savigny; — Attendu, bien plus, qu'aucun accord n'était possible, Savigny ne pouvant ni en fait, ni en droit, se plier aux exigences de Fossé; qu'en effet, Fossé n'est qu'un acquéreur employant son prix à désintéresser les créanciers de l'immeuble par lui acquis; qu'il se borne donc à payer sa propre dette et celle de son vendeur, sans même qu'il soit établi, en l'état de la cause, qu'il soit tenu au delà de sa dette; qu'en fût-il même ainsi, il ne saurait s'en prendre à Savigny du préjudice qu'il subirait de ce chef, puisqu'il n'a pas notifié son contrat et qu'il serait, dès lors, victime de sa propre faute; — Attendu, en conséquence, que, Savigny lui eût-il même consenti la subrogation qu'il désirait obtenir, elle ne pouvait à aucun titre produire les effets de la subrogation légale fondée sur le § 3 de l'art. 1251 C. civ., celle-ci étant inadmissible dans l'espèce;

Sur le second point: — Attendu que Savigny, en consentant à son débiteur un prêt nouveau avant le payement complet d'un prêt antérieur, et en prenant les mesures que la loi mettait à sa disposition pour s'assurer une pleine sécurité, n'a fait qu'user de son droit strict; qu'à défaut d'un engagement formel, rien ne s'opposait à ce qu'il donnât main-levée de son hypothèque générale, afin de s'attribuer le premier rang sur les immeubles demeurés en la possession de son débiteur; que la mauvaise foi ne se présume pas, que Fossé ne l'établit d'aucune façon;

Sur les dommages-intérêts réclamés par Savigny : — Attendu qu'il n'échet pas d'en allouer, aucun préjudice n'étant établi;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond, dit que le jugement attaqué sortira son plein et entier effet; — Déboute Fossé de toutes ses fins en conclusions, ainsi que de ses conclusions additionnelles tendant à une comparution personnelle ou à un interrogatoire sur faits et articles; — Condamne Fossé à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prés.*; CUNIAC, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

8 janvier 1889

—

Preuve testimoniale, présomptions, preuve contre et outre le contenu aux actes, quittance, dol, fraude, simulation.

La règle prohibitive de la preuve testimoniale ou par présomptions contre et outre le contenu aux actes n'est point applicable dans les cas de dol ou de fraude;

Par suite, le créancier qui conteste la libération du débiteur, malgré la quittance qui lui est opposée par ce dernier, est recevable à prouver par présomptions graves, précises et concordantes que la dite quittance est fictive et simulée, et qu'elle n'a pu parvenir aux mains du débiteur que par l'effet de la fraude et du dol.

(Gil c. consorts Lignières)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les art. 1348 et 1353 C. civ. permettent dans les cas de dol et de fraude la preuve par témoins ou par présomptions outre et contre ce qui est contenu aux actes ;

Attendu que l'arrêt attaqué (Alger, 9 déc. 1886) (1) constate que de l'ensemble des circonstances établies par les documents versés au procès il résultait des présomptions graves, précises et concordantes établissant que les quatre quittances produites par Gil et contestées par les héritiers Lignières étaient fictives et simulées, et qu'elles n'avaient pu parvenir aux mains de Gil que par l'effet de la fraude et du dol ; que Gil ne disposait pas de ressources suffisantes pour effectuer aux mains de Firmin Lignières des paiements de cette importance ; que les habitudes d'intempérance contractées par Lignières dans les dernières années de sa vie, et qui l'ont conduit au suicide, avaient affaibli son intelligence au point de retirer toute valeur aux signatures apposées au bas des quittances litigieuses ;

D'où il suit qu'en déclarant, d'après les présomptions dont elle a souverainement constaté l'existence et apprécié la gra-

(1) V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1888. 2. 67.

vité, que Gil ne pouvait pas avoir payé à F. Lignières l'intégralité de la somme due aux termes du contrat de vente sous signatures privées du 9 juillet 1878, et en le condamnant en conséquence à payer aux héritiers de ce dernier les intérêts au taux légal du capital formant le montant de leur créance contre lui, l'arrêt attaqué n'a violé ni les dispositions de l'art. 1341 C. civ., ni celles de l'art. 1116 du même Code visées par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 9 décembre 1886.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; MICHAUX-BELLAIRE, *rap.* ; CHARRINS, *av. gén.* — Mes PERRIQUET et SABATIER, *av.*

COUR D'APPEL D'ALGER (1re Ch.)

12 novembre 1888

Billet à ordre : — signatures de commerçants et de non commerçants, compétence commerciale ; — Effets de complaisance, cause illicite, exception, non recevabilité. — Action en restitution, intérêt, jugement ultrà petita.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des actions de toute nature relatives aux billets à ordre portant des signatures de commerçants et de non commerçants (1).

La demande en restitution d'effets de complaisance ne saurait être déclarée irrecevable de plano *comme étant basée sur un engagement illicite ;*

Pour repousser une pareille demande il ne suffit pas au défendeur d'alléguer qu'elle est sans intérêt et sans cause parce qu'il s'agit d'effets à raison desquels aucune poursuite n'a été ni ne sera exercée, s'il ne fournit pas la preuve des faits qu'il articule à l'appui de cette allégation.

Statue ultrà petita *le jugement qui prescrit d'effectuer une restitution dans les quarante-huit heures, alors que le demandeur ne réclamait la dite restitution que dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir.*

---

(1) Cpr. trib. com. d'Alger, 2 févr. 1889 (*suprà*, p. 166) et les renvois ; Paris, 24 déc. 1886 (D. P. 87. 2. 256).

(Jean Couïtéas c. Mavrojaunis)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Couïtéas soutient en appel : 1° que le tribunal de commerce (Bône, 10 août 1887) était incompétent ; 2° qu'il devait rejeter *de plano* la demande comme étant basée sur un engagement illicite ; 3° qu'au fond la demande était sans cause ; 4° enfin qu'il a été jugé *ultrà petita* ;

Sur l'incompétence : — Attendu que l'appelant reconnaît dans ses conclusions avoir, du mois de mars 1884 au mois de juin 1886, mis en circulation diverses valeurs tirées sur l'intimé ; que ce dernier, sans préciser la nature des valeurs dont il demandait la restitution, prétend avoir souscrit durant la même période divers effets de complàisance au profit de l'appelant ; — Attendu que, ces valeurs portant la signature de commerçant et de non commerçant, le tribunal de commerce était compétent aux termes de l'art. 637 C. com. pour en connaître, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les diverses actions qui en dérivent ;

Sur la fin de non recevoir : — Attendu que, si, comme le prétend l'appelant, Mavrojaunis n'a pas accepté les traites fictives ou simulées, aucun fait illicite ne saurait lui être reproché ; — Attendu, d'ailleurs, que son acceptation aurait eu pour effet de couvrir la nullité résultant des fausses indications des dites valeurs ; — Qu'en tout cas, la fictivité de ces valeurs étant le fait personnel et direct de l'appelant, qui les a mises en circulation, ce dernier serait lui-même non recevable dans son exception ;

Attendu que la seule question à examiner est celle de savoir si la demande en restitution ou en décharge est sans intérêt et sans cause comme le prétend l'appelant ; — Attendu que, s'il s'agit de billets à ordre souscrits par Mavrojaunis au profit de Couïtéas, le remboursement qui en aurait été fait par ce dernier en sa qualité d'endosseur serait un titre dont il pourrait se prévaloir ; — Qu'il en serait de même, aux termes de l'art. 121 C. com., s'il s'agissait de valeurs tirées sur Mavrojaunis et acceptées par ce dernier ; — Qu'à ce double point de vue ce dernier a tout intérêt à formuler sa demande en restitution étant donné que ces souscriptions ou acceptations étaient toutes de complaisance ainsi que cela résulte des conclusions de Couïtéas ;

Attendu, à la vérité, que Couïtéas soutient que ces traites n'ont pas été acceptées par Mavrojaunis ; qu'elles ont été payées et retirées par lui de la circulation ; qu'elles ont été

détruites par un incendie ; qu'aucune poursuite n'a été ni ne sera exercée ; — Attendu que la preuve de ces articulations incombe à Couïtéas, seul détenteur des dites valeurs ; que cette preuve n'est ni rapportée ni offerte ; — Que le contraire doit être présumé étant donné que le tireur avait besoin de cette acceptation comme supplément de garantie à donner et que les maisons de banque en Algérie exigent au moins deux signatures sur les valeurs qui leur sont présentées à l'escompte ; — Attendu, en admettant que ces valeurs n'aient pas été présentées à l'acceptation ou aient été protestées faute d'acceptation, que l'intérêt de Mavrojaunis à en demander la restitution n'existerait pas moins, dans une certaine mesure, puisqu'il serait exposé sans cesse à des poursuites qui, sans être légitimes, seraient toujours vexatoires ; d'où il suit que c'est à bon droit que les premiers juges ont accueilli la demande de Mavrojaunis ;

Mais attendu que ce dernier demandait la restitution ou une décharge dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir ; qu'en ordonnant cette exécution dans les quarante-huit heures de la date du jugement, les premiers juges ont statué *ultrà petita ;*

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ;

Dit que le tribunal de commerce était compétent ;

Rejette la fin de non recevoir proposée ;

Déclare, en tout cas, l'appelant irrecevable dans cette fin de non recevoir ;

Confirme le jugement déféré en ce qu'il a ordonné la restitution ou une décharge bonne et valable des valeurs tirées par Couïtéas sur Mavrojaunis du mois de mars 1884 au mois de juin 1886 ; — Émendant,

Dit que dans les quarante-huit heures de la signification du présent arrêt Couïtéas sera tenu de remettre à Mavrojaunis les valeurs susmentionnées ou d'en donner bonne et valable décharge à peine de 10 francs pour chaque jour de retard pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit ;

Condamne Couïtéas en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. POUCHERET, *ff. prés. ;* RACK, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 décembre 1888

Presse, Tunisie, journaux, colportage, autorisation préalable, sanction. — Compétence, juge de paix, matière pénale.

En Tunisie, le colportage des journaux sur la voie publique est soumis à l'autorisation préalable des fonctionnaires tunisiens, et sous la sanction portée par l'art. 7 § 2 du décret beylical du 14 octobre 1884 (1).

Dans les villes de Tunisie où il existe un tribunal de première instance, le juge de paix n'a, en matière pénale, d'autre compétence que la compétence ordinaire des juges de paix statuant en matière de simple police (L. 27 mars 1883, art. 3 § 2) (2).

(Min. pub. c. Sousso Medjani)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen d'office tiré de la violation de l'art. 3, § 2 de la loi du 27 mars 1883 et des règles de la compétence :

Attendu que Sousso Medjani a été poursuivi devant le tribunal de simple police de Tunis pour avoir, le 6 juillet 1888, à Tunis, colporté des journaux sur la voie publique sans autorisation ; que cette infraction était prévue non par l'art. 471, § 15 C. pén., visé à tort dans le jugement attaqué, mais par l'art. 7 du décret beylical du 14 octobre 1884, sur la liberté de la presse, lequel porte contre les contrevenants, outre une amende de 8 à 24 piastres, une peine de un à six jours d'emprisonnement ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 3, § 2 de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de 1re instance n'ont la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie qu'en matière civile et commerciale, et qu'ils exercent, pour le surplus, la compétence ordinaire ; — Qu'il suit de là que le juge de paix de Tunis n'a, en matière pénale, d'autre compé-

(1 et 2) V. ces décret et loi *Rev. Alg.* 1885. 3. 58 et 40.

tence que la compétence ordinaire des juges de paix statuant en matière de simple police ; qu'il était, en conséquence, incompétent pour connaître d'une infraction dont la peine pouvait être élevée à six jours d'emprisonnement ;

Par ces motifs : — Casse le jugement rendu par le tribunal de simple police de Tunis, le 23 juillet 1888, en faveur de Sousso, et pour être statué à nouveau renvoie la cause devant le tribunal correctionnel de Tunis.

MM. LŒW, *prés.* ; TANON, *rap.* ; BERTRAND, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 juin 1887

Hypothèque légale, femme mariée, conquêts, renonciation à la communauté, collocation provisoire, indisponibilité, attribution des revenus.

La femme peut exercer son hypothèque légale sur les conquêts, lorsqu'elle renonce à la communauté (1) ;

Par suite, l'un des conquêts venant à être aliéné pendant le mariage, il y a lieu de réserver à la femme, pour le montant de ses reprises matrimoniales, une collocation provisoire, qui restera indisponible jusqu'à la dissolution de la communauté et dont les revenus seuls pourront, jusque là, être attribués aux créanciers non utilement colloqués (2).

(Époux Martinez c. Messager et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que l'appel est recevable en la forme ; que le sieur Yrlès ne comparaît pas ;

Au fond : — Considérant que l'art. 2121 C. civ. accorde aux femmes mariées sur les biens de leurs maris une hypothèque légale pour la garantie de leur dot, de leurs conventions matrimoniales et de leurs reprises ; que l'art. 2122 étend cette

---

(1 et 2) V. dans le même sens Alger, 7 déc. 1885, *Rev. Alg.* 1886. 2. 115, et la note.

hypothèque sur les biens appartenant au mari au moment du mariage et à ceux qu'il acquiert ultérieurement ; — Considérant que ces textes sainement interprétés par la doctrine et la jurisprudence ne laissent aucun doute sur le droit qu'a la femme d'exercer son hypothèque légale sur les immeubles conquêts de la communauté, lorsque, renonçant à la communauté, elle perd la copropriété de ces immeubles ; — Considérant que le droit de la femme existe donc éventuellement jusqu'à la dissolution de la communauté qui le fixera définitivement ; — Considérant, par suite, que la femme, sur sa demande, doit être colloquée provisoirement pour le montant de ses reprises matrimoniales sur le prix de l'immeuble conquêt de communauté estimé avant l'échéance de sa faculté d'option ; — Considérant, toutefois, que, l'hypothèque de la femme étant soumise à une condition, il y a lieu, en réservant son droit, de protéger ceux des créanciers, et, en la colloquant dans l'ordre, de rendre indisponible le montant de sa collocation jusqu'à la dissolution de la communauté, en attribuant aux créanciers non colloqués, suivant leur rang hypothécaire, les revenus des sommes attribuées provisoirement à la femme ; — Considérant que le jugement dont est appel, qui a repoussé la collocation de la femme Martinez, doit donc être infirmé ; — Considérant que la créance de l'intimée, fixée à 2,500 francs en capital, repose sur les dispositions de son contrat de mariage du 5 février 1880, enregistré ; qu'elle n'est l'objet d'aucun contredit ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Donne défaut contre Yrlès ; — Au fond, — Infirme le jugement dont est appel (Sidi-bel-Abbès, 16 nov. 1886) ; — Maintient au profit de la dame Martinez la collocation faite en sa faveur par le règlement provisoire du 3 juillet 1880; dit toutefois que le montant de cette collocation sera déposé à la caisse des dépôts et consignations pour être attribué définitivement à qui de droit à la dissolution de la communauté Martinez ; dit que, jusqu'à cette attribution, les intérêts de cette somme appartiendront aux créanciers non utilement colloqués, suivant leur rang hypothécaire ;— Condamne Messager ès qualités aux dépens, etc.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes TILLOY et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 décembre 1888

Dommages-intérêts, commune, délimitation générale, assentiment des habitants, possession de bonne foi, fruits, acquisition.

Une partie n'est point recevable à se plaindre de dommages qui ne sont que le résultat direct d'opérations à l'exécution desquelles elle avait consenti;

Spécialement, l'habitant qui a consenti à la délimitation générale des propriétés d'une commune et auquel cette opération a occasionné un retranchement de terrain ne saurait être fondé à réclamer, outre la restitution de ce terrain, des dommages-intérêts soit à la commune, soit au particulier attributaire de la parcelle retranchée;

Ce particulier, étant possesseur de bonne foi en vertu de cette attribution, a fait les fruits siens.

(Moyo c. commune de Guyotville et Volto)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par Moyo contre le jugement du tribunal civil d'Alger qui le déboute de ses demandes en dommages-intérêts contre la commune de Guyotville et Volto; — Statuant au fond sur le mérite de cet appel:

Attendu qu'au cours de l'année 1878, la commune de Guyotville a, dans l'intérêt de ses habitants propriétaires et sur les sollicitations de ceux-ci, pris la résolution de faire procéder à un bornage général des propriétés; — Qu'une délibération du conseil municipal de la dite commune, du 5 mai 1878, a approuvé cette résolution; — Qu'il est intervenu alors à la date du 15 juillet suivant des accords entre les propriétaires, parmi lesquels figuraient Moyo, accords aux termes desquels la délimitation devait être exécutée, les contractants donnant mission au sieur Basset, leur délégué *ad hoc*, de les représenter dans l'exécution du travail et s'engageant à payer 1 fr. par hectare et 25 fr. par hectare et par borne; — Attendu que le dit travail a été confié au sieur Daru, géomètre; — Qu'il a été exécuté par ce dernier; — Attendu que de

cette exécution il est résulté pour la propriété de Moyo, par suite du déplacement de l'assiette du chemin vicinal, une perte de terrain de 62 ares, 60 centiares dont le sieur Volto, propriétaire voisin, a été appelé à bénéficier et dont il a été mis en possession; — Mais attendu qu'à la suite de récriminations très vives survenues contre l'inexactitude des opérations de Daru, les délimitations de ce géomètre ont été abandonnées; — Que spécialement, après un bornage fait par M. le juge de paix, Moyo a repris ses anciennes limites et récupéré son terrrain sur Volto;

Attendu qu'il avait précédemment actionné la commune et Volto en restitution de ce terrain et en 10,000 fr. de dommages-intérêts; — Qu'il persiste aujourd'hui devant la Cour dans cette dernière demande;

Attendu que le tribunal d'Alger (16 juin 1887) a repoussé à bon droit sa prétention;

Attendu en effet qu'en l'état des circonstances de la cause, ni la commune, ni Volto ne peuvent être déclarés responsables envers Moyo du préjudice allégué;

Attendu tout d'abord que la commune n'a tiré aucun profit du déplacement de l'assiette de son chemin vicinal, ni de l'occupation par Volto du terrain de Moyo; — Attendu qu'en provoquant une délimitation générale des propriétés sur son territoire, elle n'avait agi que dans l'intérêt de tous les propriétaires et avec leur assentiment, spécialement avec celui de Moyo, qui figurait au nombre des contractants du 15 juillet 1878; — Attendu que celui-ci n'est pas recevable aujourd'hui à se plaindre des dommages qu'il a momentanément subis et qui ne sont en réalité que le résultat direct d'opérations à l'exécution desquelles il a consenti;

Attendu que Volto a de bonne foi, en vertu de la convention du 15 juillet 1878 et de son exécution, pris possession des 26 ares, 60 centiares laissés à sa disposition; — Qu'en conséquence il a perçu des fruits sur cette parcelle de terre pendant le temps qu'il l'a occupée, et qu'il a fait les fruits siens; — Qu'il s'est retiré d'ailleurs du dit terrain dès qu'il a pu savoir que la délimitation de Daru devait demeurer sans effet;

Par ces motifs: — Confirme dans son dispositif le jugement du tribunal d'Alger; — Ordonne que ce jugement sortira son plein et entier effet; — Condamne Moyo à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE, JOUYNE et Paul BLASSELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

18 décembre 1888

—

Prescription civile, prescription décennale, vente, immeuble, contenance indéterminée, revendication, juste titre, prescription française, prescription musulmane.

—

Si l'on ne peut prescrire contre son titre, on peut toujours prescrire outre son titre ;

Spécialement, au cas de revendication d'une parcelle de terre que chacune des parties prétend être comprise dans sa propriété, le défendeur qui a acquis un immeuble avec la conviction que cette parcelle s'y trouvait comprise, et qui, depuis cette époque, a joui animo domini *de la dite parcelle, est fondé à opposer au revendiquant la prescription décennale ; et ce, encore bien que son titre d'acquisition n'indique ni sa contenance, ni les limites de l'immeuble par lui acquis ; mais toutefois à charge par lui d'établir qu'au moment de sa mise en possession la parcelle litigieuse faisait partie de cet immeuble* (1).

---

(1) Sans doute il n'est pas nécessaire, pour transférer la propriété des différentes pièces de terre comprises dans une aliénation, que l'acte les désigne toutes nominativement et d'une manière spéciale. Mais, à l'égard des parcelles non spécialement désignées dans l'acte, la vente de ce domaine ne constituera un juste titre pour l'acquéreur qu'autant qu'il sera établi que ces parcelles faisaient partie de l'immeuble vendu, ou, plus exactement, étaient comprises dans la vente. Cette preuve rapportée, l'acquéreur, s'il a d'ailleurs été de bonne foi au moment de son acquisition, n'aura pas à prouver que son vendeur était propriétaire de ces parcelles. Il suffira qu'elles aient été comprises dans la vente pour qu'il puisse prescrire par dix ou vingt ans (Civ. cass., 23 janv. 1836, D. A. v° *Prescription civile*, 882-1°). — Si, au contraire, l'acte invoqué par le possesseur ne s'appliquait pas à la parcelle revendiquée, si cette parcelle se trouvait en dehors de la vente, celle-ci ne pourra être considérée comme un juste titre à l'égard de cette parcelle, et le possesseur ne saurait, par suite, se prévaloir de la prescription décennale (Limoges, 21 août 1811, D. A. *loc. cit.*, 883 ; Alger, 21 déc. 1877, et, sur pourvoi, Req. rej., 13 avril 1881, D. P. 81. 1. 353). L'acquéreur a pu être de bonne foi et croire que cette parcelle faisait partie de la vente. Mais la bonne foi ou l'opinion d'un juste titre ne suffit pas. La loi veut un juste titre non point putatif, mais réel. Si la parcelle revendiquée n'était pas comprise dans l'aliénation, le possesseur a possédé au delà de son titre, ce

Les deux prescriptions décennales, française et musulmane, produisant le même résultat et différant en ceci seulement que la loi musulmane n'exige que le temps et l'absence de précarité, il est, en thèse générale, sans intérêt pratique de rechercher si la prescription musulmane peut être utilement invoquée par le musulman qui a possédé pendant dix ans, avec juste titre et bonne foi, conformément à la loi française (1).

---

qui revient à dire que, pour cette parcelle, il a possédé sans titre (Aubry et Rau, t. 2, p. 381 ; Laurent, *Prescription*, § 400). — Dans l'espèce de notre arrêt, la question, en définitive, était de savoir si le fonds litigieux se trouvait compris dans l'immeuble acheté par le défendeur. Aussi l'arrêt, tout en déclarant que telle avait été la conviction de l'acquéreur, lui impose-t-il l'obligation de prouver que, lors de la vente, ce fonds faisait, en réalité, partie de l'immeuble vendu.

(1) S'agissant d'une revendication entre indigènes musulmans, le défendeur qui justifiera que le fonds litigieux était compris dans son acte d'acquisition n'aura évidemment pas d'intérêt à se prévaloir de la prescription décennale musulmane plutôt que de la prescription décennale française. Mais, qu'il ne rapporte pas cette justification, qu'il n'y ait pas de juste titre, les conditions de la prescription différeront suivant la loi applicable à l'immeuble. Cet immeuble est-il régi par la loi française, le possesseur ne pourra prescrire, conformément à cette loi, que par l'usucapion de trente ans. Si au contraire les conditions d'application de la loi française ne se sont pas encore réalisées sur l'immeuble, le possesseur pourra utilement invoquer la prescription décennale musulmane. — Il suffirait même que la prescription eût commencé à courir sous l'empire de la loi musulmane pour qu'elle s'achevât, toujours entre musulmans, aux conditions de cette même loi, alors même que, dans l'intervalle, la loi française serait devenue applicable à l'immeuble. C'est du moins ce qui a été jugé par le tribunal de Guelma, le 13 novembre 1884. Saisie de l'appel de ce jugement (arrêt du 16 janvier 1888), la Cour n'a pas, sur ce point spécial, infirmé la décision des premiers juges (V. le jugement et l'arrêt, *Rev. Alg.* 1888. 2. 457).

La condition du juste titre n'existe pas en droit musulman. Le laps de temps, dix ans entre non parents, quarante ans entre parents, une possession paisible et à titre non précaire, telles sont, en principe et dans tous les cas, les éléments de la prescription musulmane. — Sur les conditions et le caractère de cette prescription, V. le jugement du 19 nov. 1884 précité et un arrêt de la Cour d'Alger du 29 juin 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 14). Suivant ce dernier arrêt, la prescription décennale de la loi musulmane ne constituerait jamais qu'une présomption de propriété susceptible d'être combattue par la preuve contraire. Cette doctrine est en opposition avec le texte même de Sidi-Khelil, aux termes duquel aucune demande en preuve ne peut être entendue contre le possesseur après dix années de jouissance effective non contestée par le demandeur présent et non empêché (Seignette, *Code musulman*, art. 1698).

(Bedjaoui c. époux Bachtarzi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les époux Bachtarzi, propriétaires d'une terre dite Bouksaïba en vertu d'un acte d'échange intervenu entre eux et l'État, ont actionné Bedjaoui en déguerpissement d'une parcelle de 20 hectares qui serait indûment occupée par ce dernier, et en restitution des fruits ;

Attendu que Bedjaoui résiste a cette demande en soutenant que la parcelle litigieuse fait partie intégrante de la propriété dite Tafouda par lui acquise suivant acte de cadi du 19 juillet 1856, enregistré le 31 du même mois; qu'il invoque, pour repousser l'action dirigée contre lui, soit la prescription musulmane, soit la prescription française de dix ans, soit la prescription trentenaire ;

Attendu qu'il est, en thèse générale, sans intérêt pratique de rechercher si la prescription musulmane peut être invoquée utilement par celui qui a possédé un immeuble de bonne foi, en vertu d'un juste titre, pendant dix ans, la prescription décennale du droit français tendant au même but et produisant les mêmes résultats ; qu'en effet les deux législations ne diffèrent que sur les conditions imposées à celui qui prétend avoir ainsi acquis un immeuble, le droit musulman, moins rigoureux, se bornant à exiger que la possession alléguée ait duré le temps fixé par la loi et qu'elle ne soit pas entachée de précarité ;

Attendu dans l'espèce que Bedjaoui est devenu propriétaire, le 19 juillet 1856, en vertu d'un titre régulier, translatif de propriété, de la terre dite Tafouda, avec la conviction que la parcelle litigieuse y était comprise; — Qu'il a joui *animo domini*, depuis cette époque, de cette parcelle dont les plans du cadastre et du service topographique faisaient une dépendance de Tafouda ; — Que sa bonne foi, d'ailleurs non sérieusement contestée par les époux Bachtarzi, est donc certaine ; — Que l'on est toujours présumé posséder à titre de propriétaire ;

Attendu, il est vrai, que son titre n'indique ni la contenance, ni les limites du domaine de Tafouda; — Mais que rien ne s'oppose à ce qu'il établisse que la parcelle litigieuse faisait partie, au moment de sa mise en possession, de l'immeuble dont il s'est rendu acquéreur ; — Que l'on peut en effet, pour fonder la prescription décennale, suppléer au silence ou à l'insuffisance du titre nécessaire pour repousser une action en revendication ; — Qu'il doit surtout en être ainsi lorsque

le demandeur à l'exception se place subsidiairement sous la protection de l'art. 2226 C. civ. et se déclare prêt à prouver la possession dont il se prévaut, ce qui a lieu dans l'espèce ; — Qu'en d'autres termes, si l'on ne peut prescrire contre son titre, aux termes de l'art. 2240, on peut toujours prescrire outre son titre;

Attendu, sur la demande de restitution de fruits, que, la bonne foi de Bedjaoui étant incontestable, c'est à tort que les premiers juges ont de ce chef accueilli les conclusions des consorts Bachtarzi ;

Par ces motifs : — Infirme la décision attaquée en ce qui touche la restitution des fruits ; — Décharge Bedjaoui de toute condamnation de ce chef;

Avant dire droit sur le surplus du procès ; — Dit que Bedjaoui est fondé à invoquer la prescription décennale pour repousser la demande des consorts Bachtarzi ; — Dit toutefois qu'il devra prouver tant par titres que par témoins que la parcelle litigieuse faisait partie, au moment de sa mise en possession, de l'immeuble dont il est devenu acquéreur en 1856.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

14 février 1889

Serment, témoins, tribunal de simple police, jugement, mention insuffisante. — Motifs des jugements, indigénat, infraction, motifs insuffisants.

La simple mention, dans un jugement rendu par le tribunal de simple police, que les témoins ont déposé sous la foi du serment est insuffisante pour établir que le serment a été prêté selon la formule prescrite, à peine de nullité, par l'art. 155 C. inst. crim.

Est insuffisamment motivé le jugement de simple police qui se borne à énoncer que les prévenus se sont rendus coupables d'infractions à l'indigénat résultant de propos irrévérencieux vis-à-vis d'un agent de l'autorité et de fausse dénonciation, en prétendant qu'ils étaient restés cinq jours sans boire ni manger, sans préciser les circonstances de fait qui ont motivé cette double incrimination.

(Si Ahmed ben El Hadj Bousaho et autres c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen, tiré de la violation de l'art. 155 C. inst. crim., en ce qu'il n'est pas établi que les témoins ont prêté serment dans les termes prescrits par cet article : — Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que les témoins ont déposé sous la foi du serment, sans faire connaître les termes dans lesquels ce serment a été prêté ; — Qu'en présence des diverses formalités de serments établies par le Code d'inst. crim. et le Code de pr. civ., cette mention est insuffisante pour établir que le serment a été prêté selon la formule prescrite par l'art. 155 précité à peine de nullité ;

Sur le second moyen, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et du défaut de motifs : — Attendu que le jugement attaqué se borne à énoncer que les démandeurs se sont rendus coupables d'infractions à l'indigénat, irrévérencieux vis-à-vis d'un agent de l'autorité et de fausse dénonciation, en prétendant qu'ils étaient restés cinq jours sans boire ni manger, sans préciser les circonstances de fait qui ont motivé cette double incrimination ; que cette insuffisance de motifs met la Cour dans l'impossibilité d'exercer le contrôle qui lui appartient, tant au point de vue de la qualification des faits qu'au point de vue de la compétence ;

Par ces motifs : — Casse le jugement rendu le 12 décembre 1888 par le tribunal de simple police de Khenchela.

MM. LŒW, *prés.* ; TANON, *rap.* ; BERTRAND, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

17 décembre 1888

Compétence, propriété, Algérie, décret de délimitation, acte administratif, interprétation, motifs.

Si les tribunaux ordinaires ne peuvent, sans commettre un excès de pouvoir, interpréter des actes administratifs, ils ont le droit de faire l'application des dits actes lorsque le texte en est clair et précis et d'en tirer les conséquences juridiques qui en résultent (1).

(1) Jurispr. constante: Cass., 25 mars 1884, *Rev. Alg.* 1886. 2. 147, et la note; Cass., 12 juill. 1887 et 6 mars 1888, Sir. 88. 1. 25 et 267. — Cpr. Cons. d'État, 10 déc. 1886, *Rev. Alg.* 1888. 2. 490, et la note ; Cass., 2 mars 1885, *Rev. Alg.* 1886. 2. 147, et les renvois.

(Chaloum Ziza c. Commune mixte de Boghari)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, pris d'un excès de pouvoir, de la violation des art. 13 de la loi des 16-24 août 1790, du décret du 16 fructidor an III, de l'art. 2 du sénatus-consulte du 22 avril 1863, des art. 4 à 15 du décret du 23 mai 1863 et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que, si les tribunaux ordinaires ne peuvent, sans commettre un excès de pouvoir, interpréter des actes administratifs, ils ont le droit de faire l'application des dits actes, lorsque le texte en est clair et précis, et d'en tirer les conséquences juridiques qui en résultent ; — Attendu que, pour déclarer que la portion de terrain revendiquée par la commune de Boghari était comprise dans le périmètre des communaux attribués à la dite commune par la commission de délimitation dont les opérations ont été sanctionnées par le décret du 19 mai 1869, la Cour d'Alger n'a pas eu à interpréter et n'a pas interprété ce décret ni les documents qu'il vise ; — Qu'elle s'est bornée à constater un fait établi par le plan qu'elle avait sous les yeux et qu'elle a simplement fait au litige l'application du dit plan ; — Qu'elle n'a donc commis aucun excès de pouvoir ; — Attendu qu'en motivant sur les constatations ainsi faites la décision qu'elle a rendue elle a d'ailleurs satisfait à la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 19 avril 1887 (1).

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; LEPELLETIER, *rap.* ; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me PERRIQUET, *av.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS

5 février 1889

Vente d'immeubles, terre arch ou sabega, attribution de propriété au vendeur, validité de la vente.

L'indigène musulman auquel une terre a été attribuée à titre sabega peut s'engager valablement à transmettre la propriété de cette terre pour le cas où il viendrait à en être déclaré définitivement propriétaire (2).

---

(1) V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1887. 2. 209.

(2) Cpr. Alger, 2 févr. 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 275) ; Alger, 16 janv. 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 29).

(Mathéo c. Bouzian et El Hadj ben Harraz)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'opposition de Mathéo au jugement de défaut de ce siège, en date du 3 septembre 1884, a été faite dans les formes et délais légaux ;

Au fond, en ce qui touche la validité de la vente :

Attendu qu'il résulte de l'expertise à laquelle il a été procédé en exécution du jugement d'avant faire droit du 19 décembre 1884, en premier lieu que la propriété dénommée Dar-el-Daoud, sise au douar-commune de Messer, d'une contenance de 47 hectares, 65 ares, 20 centiares, propriété louée par Bouzian ben Harraz à Mathéo, suivant bail sous seing privé en date du 4 novembre 1874, est identiquement la même qui a fait l'objet d'un autre acte sous seing privé, en date du 28 octobre 1876, revêtu des signatures « Mathéo, Bouzian ould Saïd et Bel Hadj ould Saïd », et d'après lequel ces derniers l'auraient vendue audit Mathéo à raison de 50 francs l'hectare, soit moyennant un prix principal de 2,225 francs pour la contenance de 44 hectares, 50 ares, indiquée dans ce dernier acte ; — Attendu qu'il résulte, en second lieu, de la même expertise que l'immeuble en question était un terrain collectif de culture, et que, lors de la constitution de la propriété individuelle dans la commune de Messer, en 1881, il a été attribué en partie, à concurrence de 9 hectares, 76 ares, sous le numéro 272, à Bel Hadj ould Saïd ben Harraz, et à concurrence du surplus, soit de 37 hectares, 89 ares, 20 centiares, à son frère Bouzian ;

Attendu qu'il s'agit tout d'abord de décider si la vente du 28 octobre 1878, dont l'existence est aujourd'hui contestée par les frères Ben Harraz, devrait, au cas où cette existence serait établie, être validée et produire son effet ; — Attendu, à cet égard, que, si les dits Bel Hadj et Bouzian avaient réellement vendu à Mathéo l'immeuble dont s'agit avant d'en être définitivement propriétaires, il y aurait lieu d'assimiler cette vente, dans ses effets et conséquences juridiques, à celle de la chose d'autrui prévue par l'art. 1599 C. civ. ;

Attendu que, si, à la vérité, la vente de la chose d'autrui est nulle en principe, cette nullité n'est pas tellement absolue qu'elle ne puisse être couverte ; — Attendu qu'une pareille convention peut toujours avoir lieu aux risques et périls des contractants ; — Attendu qu'il est même admis par la doctrine et la jurisprudence que la vente de la chose d'autrui transfère la propriété lorsque le vendeur l'acquiert avant l'annulation de la vente ; que, dans ce cas, la vente se trouve

validée *ipso facto*, et que le vendeur ne peut plus l'attaquer par application de la maxime *quem de evictione tenet actio eumdem agentem repellit exceptio ;*

Attendu qu'il suit de là que le membre d'une tribu appelé à la propriété éventuelle, mais déjà assurée par la loi, de l'immeuble qu'il cultive peut s'engager à transmettre cette propriété pour le cas où il en recevrait ultérieurement l'attribution ; — Attendu que ces principes, admis à une certaine époque par la Cour d'appel d'Alger, ont trouvé une consécration définitive dans la loi du 28 avril 1887 (art. 7) ;

Attendu, au surplus, qu'il appert d'un certificat délivré par la djemâa de Messer, en date du 1er octobre 1876, c'est-à-dire antérieur de quelques jours à la vente, que, à cette époque, la terre sabega de Dar-el-Aoud appartenait bien aux frères Bouzian et Bel Hadj ould Saïd ben Harraz ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que, s'ils avaient réellement vendu, le 28 octobre 1876, la dite terre qui leur était déjà attribuée à titre sabega à la dite époque, et dont ils ont été définitivement déclarés propriétaires en 1881, la dite vente devrait être considérée comme parfaitement licite, valable et obligatoire ;

Attendu qu'il reste maintenant à rechercher si la vente dont se prévaut Mathéo lui a été réellement consentie, etc. ;

Par ces motifs : — Statuant en premier ressort et vidant son préparatoire du 19 décembre 1884 ; — Reçoit en la forme Mathéo opposant au jugement de défaut du 3 septembre de la même année ;

Et statuant au fond sur le mérite de cette opposition et par décision nouvelle ; — Déclare les frères Bouzian et Bel Hadj ould Saïd mal fondés en leurs demandes, fins et conclusions et les en déboute ;

Et recevant Mathéo reconventionnellement demandeur ; — Déclare valable l'acte de vente sous seing privé du 28 octobre 1876 ; — Dit que les frères Ben Harraz seront tenus de le ratifier devant notaire dans les trente jours de la notification du présent jugement, et que, faute par eux de ce faire, le dit jugement tiendra lieu de ratification ; — Dit que, lorsqu'il sera passé en force de chose jugée, le conservateur des hypothèques de Sidi-Bel-Abbès sera tenu de le transcrire immédiatement sur ses registres, avec mention en marge de la transcription de l'acte du 28 octobre 1876, etc.

MM. RÉGNIER, *prés.* ; CIAVALDINI, *proc. de la Rép.* — Mes GIRAUD et LISBONNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 novembre 1888

Notaire, faute lourde, responsabilité, paiement partiel, quittance définitive, inscription, radiation, perte du droit de suite.

Le notaire n'est point le rédacteur passif des actes de son ministère ; à défaut par lui d'éclairer les parties sur leurs droits, de suppléer à leur ignorance et de prendre toutes les précautions utiles pour sauvegarder leurs intérêts, il commet une faute lourde engageant sa responsabilité (1) ;

Il en est ainsi, spécialement, d'un notaire qui, bien que ne payant au mandataire d'un créancier qu'un à-compte, en vertu d'un bordereau délivré à la suite d'un ordre ouvert pour arriver à la distribution du prix de vente de partie des immeubles hypothéqués à la sûreté de la créance, et malgré les termes clairs et précis de la procuration, a dressé une quittance contenant main-levée définitive de l'inscription prise sur les dits immeubles, dont la conséquence a été de faire perdre au créancier son droit de suite.

(Nouffert c. C...)

ARRÊT

Attendu que l'appel est régulier en la forme et doit être accueilli ;

Au fond : — Attendu que les notaires ne sont pas les rédacteurs passifs des actes de leur ministère, qu'ils doivent éclairer les parties sur leurs droits, suppléer à leur ignorance, et prendre toutes les précautions utiles pour sauvegarder leurs intérêts ;

Attendu, en fait, que Nouffert a, le 22 février 1884, constitué M. Sandroly, curé de Constantine, son mandataire à l'effet de toucher une somme de 3,920 fr. 18 c., à valoir sur une créance s'élevant alors à 4,864 fr. 65 c. ; que la procuration, dressée par Me Boivin, notaire à Guelma, spécifiait nettement 1° que le paiement à recevoir n'était qu'un à-compte sur la créance du mandant ; — 2° Que le bordereau délivré à ce dernier résultait d'un ordre ouvert pour arriver à la distribution du prix de vente de partie des immeubles hypo-

(1) Jurispr. constante : Cpr. Alger, 6 juill. 1866, Sir. 66. 2. 290 et les renvois ; Toulouse, 24 mars 1879, Sir. 79. 2. 149 ; Alger, 9 avril 1884, *Rev. Alg.* 1885. 1. 138 ; Paris, 11 mai 1886, Sir. 88. 2. 210.

théqués à son profit; — 3° Et enfin que le mandataire avait pouvoir de poursuivre le recouvrement du solde de la créance;

Attendu que, malgré les termes clairs et précis de cette procuration et malgré la qualité du mandataire, forcément étranger aux formes et à la langue du droit, C..., par une négligence dont il doit porter la responsabilité, a dressé, le 18 mars 1884, une quittance contenant main-levée définitive et sans réserves de l'inscription prise par Nouffert, et l'a fait signer à M. Sandroly ; — Attendu que, par suite de cette quittance, l'inscription du 6 mai 1884 a été radiée définitivement, et que Nouffert a perdu le droit de suite qui lui avait été formellement accordé par jugement du tribunal de Constantine du 20 septembre 1880 ;

Attendu que c'est à tort, en présence des faits ci-dessus analysés, que le même tribunal de Constantine a, en se fondant sur des motifs sans valeur juridique, déchargé C... de la responsabilité encourue par lui, et débouté Nouffert de sa demande ; qu'il échet au contraire de décider qu'il y a eu de la part du notaire faute lourde, engageant sa responsabilité, et de le condamner à réparer le préjudice par lui causé ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Infirme le jugement entrepris (Constantine, 5 juill. 1888), et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, condamne C... à payer à Nouffert la somme de 1,981 fr. 25 c., avec intérêts de droit du jour de la demande ; — Le condamne à tous les dépens ; — Le déboute de sa demande en dommages-intérêts comme mal fondée.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 juillet 1887

Exploit, indigène musulman, traduction sommaire en langue arabe, original, mention, validité.

Il ne résulte pas formellement des termes de l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 qu'un extrait de la traduction sommaire en langue arabe doive être transcrit sur l'original de l'exploit signifié à un indigène musulman ; la mention sur l'original par l'interprète que la copie a été traduite satisfait pleinement à l'esprit de l'ordonnance (1).

(1) Cpr. Alger, 13 mai et 15 juin 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 11 et 13) ; Con-

Si un procès-verbal de carence demeuré inconnu du débiteur peut paraître insuffisant pour constituer un acte d'exécution empêchant la recevabilité de l'opposition à un jugement par défaut, il n'en saurait être de même lorsque cet acte a été fait en présence du défaillant (1).

(Cadi hanéfi d'Alger c. El Hadj Abderrhaman ben El Hadj Mohamed Tébib).

Le 22 mars 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ALGER ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que le cadi hanéfi d'Alger, agissant en qualité de tuteur de la mineure Zinab bent Kaddour, fille de feu Zubika bent Ibrahim, a fait opposition à un jugement de défaut du tribunal civil d'Alger (2e ch.) du 25 juin 1883, condamnant ladite Zubika à payer à El Hadj Abderrahman ben El Hadj Mohamed la somme de 3,109 fr. 80 c. et exécuté par un procès-verbal de carence du 13 octobre 1884, enregistré ; — Qu'il demande la nullité de ce procès-verbal sur l'original duquel n'est pas inscrit un extrait de la traduction sommaire prescrite par l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; — Qu'il prétend au surplus que ledit procès-verbal ne saurait constituer un moyen d'exécution de nature à rendre son opposition non recevable ;

Sur le 1er moyen : — Attendu que le procès-verbal de carence constate que l'huissier était assisté de l'interprète judiciaire Hureaux, qui a signé l'original de la copie ; qu'il porte en marge l'attestation par l'interprète que la copie a été traduite ; qu'il ne résulte pas formellement des termes de l'art. 68 de l'ordonnance susvisée qu'un extrait de la traduction sommaire devra être transcrit sur l'original ; que la mention sur l'original de l'exploit par l'interprète que la copie a été traduite satisfait pleinement à l'esprit même de l'ordonnance ;

Sur le 2e moyen : — Attendu qu'aux termes de l'art. 159 C. pr. civ., le jugement est réputé exécuté notamment lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution a été connue de la partie défaillante ; qu'en conséquence, si le procès-verbal de carence demeuré inconnu du débiteur peut paraître insuffisant à empêcher la recevabilité de l'opposition, il n'en saurait être de même lorsque cet acte a été fait en présence du défaillant ; que dans l'espèce le procès-verbal a été dressé en présence de Zubika bent Ibrahim aux mains de laquelle la copie a été remise ;

Par ces motifs : — Jugeant en premier ressort, déclare le cadi hanéfi ès qualités non recevable en son opposition, l'en déboute et le condamne aux dépens.

---

seil perm. de rév. d'Alger, 22 oct. 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 52) ; Alger, 10 févr. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 53). — V. en sens contraire trib. de Sidi-Bel-Abbès, 4 nov. 1884 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 127).

(1) V. Alger, 6 févr. 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 203).

Sur l'APPEL du cadi hanéfi d'Alger,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — Confirme.

MM. SAUZÈDE, *ff. prés.*; DUPREY, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

26 décembre 1888

Appel, jugement de cadi, midjlès, avis, notification, réitération de l'appel, délai. — Responsabilité, berger, troupeau, propriétaire, tiers désigné, perte.

Tant que l'avis émis par le midjlès sur la révision d'un jugement de cadi n'a pas été suivi de la notification prescrite par l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870, pour faire courir les délais de réitération d'appel, la partie condamnée par le dit jugement peut toujours accomplir utilement cette formalité de réitération (1).

Un berger ne saurait être déclaré responsable de la disparition d'animaux compris dans le troupeau confié à sa garde, lorsque cette disparition est constatée après remise par lui faite à un tiers désigné par le propriétaire et sans que ce tiers ait formulé aucune observation au moment de la remise.

(Si Saïd ben Abdesselem c. El Hadjensi ben Ahmed)

Devant le cadi de Zenina, le caïd Si Saïd ben Abdesselem, par l'intermédiaire de son mandataire et beau-père Ben Ezzine, réclamait à son ancien berger El Hadjensi ben Ahmed la remise de quatre chameaux et chamelles, ou leur valeur, soit la somme de 650 francs ; — D'après les dires du fondé de pou-

---

(1) Conf. Alger, 18 oct. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 35) et la note; Alger, 30 mai 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 122) et la note.

voir du caïd, au moment où El Hadjensi allait quitter le service de celui-ci, il avait, sur les ordres de son maître, conduit le troupeau chez un nommé Zin, et le lendemain matin on avait constaté qu'il manquait une chamelle et son petit et deux autres jeunes chameaux. Le berger répliquait qu'il avait, en effet, conformément aux ordres reçus, conduit le troupeau du demandeur chez le sieur Zin, qu'en arrivant on avait compté les bêtes et constaté que le troupeau était entier, et que si le lendemain il manquait quatre bêtes il ne pouvait pas être rendu responsable de cette perte ;

Le cadi rendit, à la date du 12 septembre 1887, un jugement par lequel il déclarait la responsabilité d'El Hadjensi et le condamnait à restituer au caïd, demandeur, les animaux réclamés par lui ou à en payer la valeur, soit une somme de 650 francs. — Le 1er octobre suivant, le midjlès de Djelfa, malgré l'opinion du cadi, qui a déclaré persister dans sa sentence, émit l'avis que le jugement devait être infirmé, par le motif que le berger répondait de sa faute, mais nullement des risques. — Le 15 octobre, le caïd Saïd ben Abdesselem déclara appeler de l'avis émis par le midjlès, bien que le cadi ait continué à lui donner gain de cause, et l'affaire a été portée en cet état devant la Cour, saisie, à ce qu'il semble, par le seul appel du caïd, alors qu'aux termes de l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870 elle aurait dû l'être par une déclaration d'appel émanée d'El Hadjensi, appelant du jugement du cadi.

Me Honel, avocat du caïd Si Saïd ben Abdesselem, a déclaré que son client se désistait de son appel qui ne pouvait lui être d'aucune utilité, le cadi ayant, malgré l'avis du midjlès, maintenu sa décision, et a offert d'en supporter les frais ; il a conclu au fond à la confirmation de ce jugement. — Me Vandier, pour El Hadjensi, a conclu à la recevabilité de l'appel formé par lui à l'encontre du cadi, bien que cet appel ne parût pas avoir été réitéré, se fondant sur ce qu'il ne ressort d'aucune pièce que l'avis du midjlès lui ait été notifié, et que dans ces conditions El Hadjensi se trouve encore dans les délais de l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870 pour la réitération de son appel devant la Cour ; et, au fond, il a conclu à la non responsabilité de son client et au débouté de la demande du caïd.

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que le caïd Si Saïd ben Abdesselem, appelant de l'avis du midjlès de Djelfa du 1er octo-

bre 1887, déclare se désister de son appel comme étant sans objet et qu'il y a lieu de lui donner acte de son désistement; — Mais attendu qu'El Hadjensi a saisi le midjlès de la révision du jugement intervenu entre le caïd prénommé et lui, et qui lui faisait grief; qu'il n'apparaît pas qu'il ait, à la suite de l'avis émis par le midjlès, réitéré cet appel; mais qu'il n'apparaît pas davantage que cet avis ait été suivi de la notification prescrite pour faire courir les délais de la réitération d'appel qui lui était imposée par l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870, et que, dès lors, il est fondé à prétendre qu'il se trouve encore dans le délai légal pour l'accomplissement de cette formalité; — Qu'il la remplit devant la Cour; — Qu'il suit de là que la Cour est régulièrement saisie, que l'appel est recevable et qu'il y a lieu de statuer au fond;

Au fond:

Attendu que, se conformant à l'ordre qui lui avait été donné, El Hadjensi, berger de Si Saïd ben Abdesselem, a conduit le troupeau confié à sa garde chez le nommé Zin; qu'il en a fait la remise à ce dernier sans aucune observation de la part de celui-ci; que ce n'est que le lendemain matin que le troupeau a été compté et que l'on a constaté la disparition de quatre chameaux ou chamelles;

Attendu, dès lors, que c'est à tort que le cadi, contrairement à l'avis du midjlès, a déclaré le berger responsable d'une perte qui s'était produite pendant la nuit et après que le berger avait été déchargé de toute responsabilité par suite de la remise du troupeau au nommé Zin, mandataire à cet effet du caïd Si Saïd ben Abdesselem, et qu'il y a lieu d'infirmer sa décision;

Par ces motifs: — Donne acte au caïd Si Saïd ben Abdesselem de ce qu'il déclare se désister de son appel de l'avis du midjlès;

Reçoit El Hadjensi appelant du jugement du cadi de Zenina;

Au fond, — Dit mal jugé, bien appelé; — Infirme et statuant à nouveau; — Déboute Si Saïd ben Abdesselem de sa demande comme mal fondée et le condamne aux dépens.

MM. PUECH, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes HONEL et VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

4 mars 1889

Succession musulmane, esclave, affranchissement, droits du patron et de ses descendants sur la succession de l'affranchi, abolition de l'esclavage, décret du 27 avril 1848, effet rétroactif.

En droit musulman, l'affranchissement d'un esclave par son maître établit entre celui-ci et l'affranchi les liens d'une parenté civile qui leur confèrent à l'un et à l'autre, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, des droits à leurs successions respectives, se transmettant à l'infini à leurs descendants.

Le décret du 27 avril 1848, relatif à l'abolition de l'esclavage, n'a point eu d'effet rétroactif quant aux droits de patronage, et n'a pas aboli les droits conférés au patron et à ses descendants par un affranchissement antérieur à sa promulgation;

En conséquence, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, la succession d'un esclave affranchi antérieurement au décret du 27 avril 1848 appartient au maître qui l'a affranchi ou aux descendants de celui-ci;

De même, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, la succession du descendant d'un esclave affranchi antérieurement au décret du 27 avril 1848, si toutefois la conception de ce descendant remonte à une époque antérieure à la promulgation du décret précité, appartient au maître qui a prononcé l'affranchissement ou aux descendants de celui-ci (1).

---

(1) Le décret du 27 avril 1848, qui a aboli l'esclavage dans les colonies françaises et en Algérie, a-t-il supprimé les droits de patronage, notamment les droits que la loi musulmane reconnaît au patron et à ses descendants sur la succession de l'affranchi ou de ses descendants ? — L'arrêt que nous rapportons résout la question par une distinction. S'agit-il de la succession d'un esclave devenu libre par l'effet de la promulgation du décret du 27 avril 1848, il admet que les droits de patronage ont cessé d'exister, que le maître a perdu tout droit héréditaire sur la succession de son ancien esclave ou des descendants de celui-ci. S'agit-il d'un esclave affranchi antérieurement à la promulgation de ce décret, ou des descendants d'un esclave affranchi antérieurement au même événement, il décide que les droits de patronage ont continué de subsister, avec

(Consorts Azenag c. consorts Balaouan)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les Azenag, appelants, et les Balaouan, intimés, se disputent la succession d'une nommée Keheïra, négresse, décédée à Alger le 21 mars 1888 ; — Qu'ils basent, les uns et les autres, leurs prétentions sur ce fait que la défunte serait la fille d'un esclave affranchi par leur père, et qui s'appellerait Salem selon les appelants, et Mohammed ben Saïd selon les intimés ;

Attendu que ni les appelants, ni les intimés ne rapportent la preuve de la filiation qui rattacherait Keheïra, en qualité de fille, soit à un nommé Salem, affranchi par le père des premiers, soit à un nommé Mohamed ben Saïd, affranchi par le père des seconds ; — Que les Azenag établissent, il est vrai, par la production d'un acte authentique, qu'en 1833 leur

---

cette restriction toutefois qu'il n'en est ainsi, en ce qui concerne les descendants de l'affranchi, qu'autant que leur conception remonte à une époque antérieure à la promulgation du décret abolissant l'esclavage. Il donne pour raisons de sa décision principale : que, l'affranchissement résultant d'un contrat librement consenti entre le maître et son esclave, le législateur n'aurait pu, sans porter atteinte à des droits légitimement acquis, abolir les droits nés de ce contrat ; que la preuve que telle n'a pas été son intention, c'est qu'il ne fait aucune mention des droits de patronage, dont il n'ignorait cependant pas l'existence. Quant à la restriction relative aux descendants de l'affranchi, il n'indique pas sur quelles considérations il la fonde, et il paraît assez difficile de la concilier avec la décision à laquelle elle se rattache et surtout avec les motifs invoqués pour justifier cette décision.

Déjà, en 1868, la Cour d'Alger avait été appelée à se prononcer sur la question qui nous occupe, mais elle lui avait donné une solution différente, fondée au contraire sur cette idée que, dans la législation musulmane, l'affranchissement n'est pas un contrat, mais un acte émanant de la volonté seule du maître ou des dispositions de la loi elle-même. Posant en principe qu'en droit musulman, comme en droit français, la dévolution des successions est réglée par la loi sous l'empire de laquelle celles-ci viennent à s'ouvrir, la Cour avait décidé que le décret du 27 avril 1848 avait eu pour effet non seulement de donner la liberté aux esclaves existant en Algérie, mais encore d'anéantir toutes les conséquences de leur ancienne condition ; que, par la force de l'émancipation résultant de ce décret, le maître avait perdu tout droit héréditaire sur la succession de son ancien esclave, celui-ci eût-il été affranchi antérieurement au 27 avril 1848 (Alger, 12 oct. 1868, *Bull. jud. Alg.* 1868).

Cette seconde solution, consacrée dans les autres colonies françaises, est aussi celle que proposent MM. Sautayra et Cherbonneau *(Droit musulman*, t. 2, p. 114, n° 640).

M. P.

père, au moment de partir pour la Mecque, a conféré la liberté à un nommé Salem, à une nommée Embarhra, et aux nommés Fatab et Hassina, enfants de celle-ci ; — Mais qu'ils sont impuissants à justifier que la négresse Keheïra, dont s'agit au procès, soit la fille d'Embarhra et de Salem ; — Que, de leur côté, les Balaouan prétendent, sans chercher à l'établir autrement que par des allégations qui ne s'accordent pas entre elles et qui se sont modifiées suivant les prétoires où elles se sont successivement produites, ou par des témoignages auxquels on ne peut un instant s'arrêter en raison des circonstances au milieu desquelles ils ont été émis, que, il y a environ 40 ans, le père a affranchi son esclave Saïd, et que Mohammed, le fils de Saïd, étant venu à Alger, y a épousé Embarhra, l'affranchie des Azenag, et a eu d'elle la négresse Keheïra ;

Attendu qu'il n'y a de non contesté et justifié que les deux faits suivants : 1° Embarhra a été affranchie par le père Azenag en 1833 ; Kheïra est la fille d'Embarhra ; — Que cette justification découle non de simples témoignages, mais d'actes authentiques non suspects ;

Attendu que de ce qui précède il résulte que le père de Keheïra est et demeure inconnu, et que, dans ces conditions, on doit appliquer à la cause ce principe admis par la législation musulmane que Keheïra a suivi la condition de sa mère affranchie des Azenag ;

Attendu, en outre, qu'il est non moins constant, si l'on fait état des renseignements versés aux débats, que la conception de Keheïra, sinon sa naissance, est antérieure au mois d'avril 1848, et qu'à partir de sa conception, le patron de sa mère et ses descendants avaient acquis des droits éventuels à sa succession future ;

Attendu, en effet, qu'il est de principe en droit musulman que l'affranchissement d'un esclave par un acte émané de la volonté de son maître établit entre celui-ci et l'affranchi, sous le nom de patronage, les liens d'une parenté civile qui confèrent à l'un et à l'autre, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, des droits à leurs successions réciproques ; — Que le patronage et les conséquences qu'il entraîne ne s'arrêtent pas à la personne de l'affranchissant et de l'affranchi, mais se transmettent à l'infini aux descendants de l'un et de l'autre ;

Attendu qu'avant de décider quels sont, des appelants ou des intimés, ceux qui peuvent dans l'espèce invoquer justement un droit de patronage sur la succession de la négresse Keheïra, ou si ce droit échappe aux uns et aux autres pour être dévolu à l'État, à qui retournent les successions en

déshérence, il échet d'examiner l'influence que peut avoir sur la solution du litige le décret du 27 avril 1848 abolitif de l'esclavage dans les possessions françaises et sur le territoire de l'Algérie ; — Attendu que les lois ne disposent que pour l'avenir ; — Que, pour qu'elles aient un effet rétroactif, il faut que le législateur s'en soit nettement expliqué ; — Que rien, dans le texte comme dans l'esprit du décret de 1848 précité, n'autorise à penser que l'autorité qui l'a édicté ait voulu supprimer, en même temps que l'esclavage, des droits acquis au moment de sa promulgation, et qui, pour ce qui regarde l'Algérie, prenaient leur source non dans l'esclavage lui-même, mais dans dans un contrat librement consenti entre l'affranchi et l'affranchissant, intervenu au profit de l'un et de l'autre, qui faisait entrer l'affranchi dans la famille du patron et lui créait ainsi des droits éventuels à la succession de ce dernier, lequel, en retour, pouvait prétendre éventuellement à la sienne ; — Attendu que le législateur de 1848 n'ignorait pas l'existence de ces contrats et que, s'il avait entendu en détruire ou en restreindre les conséquences déjà acquises au moment de la promulgation de son décret, il n'eût pas manqué d'affirmer expressément sa volonté à cet égard ; — Qu'alors qu'il prend la peine d'entrer dans certains détails qui démontrent, de sa part, une étude approfondie de la matière, il ne fait pas une seule fois allusion aux affranchis et à leur situation légale ; — Qu'ainsi, après avoir, dans la première phrase de l'art. 1er, déclaré abolir l'esclavage, il explique *in fine* qu'il se borne à interdire dans l'avenir « tout » châtiment corporel et toutes ventes de personnes non » libres » ; — Que, par l'art. 6, il amnistie certaines catégories d'anciens esclaves ; — Que, dans l'art. 5, il établit le principe d'une indemnité à accorder aux colons ; — Que, dans l'art. 7, il proclame que le sol des colonies, celui de la métropole, affranchira désormais l'esclave ; — Qu'enfin, dans l'art. 8, il interdit à tout Français, même en pays étranger, de posséder, d'acheter, de vendre des esclaves, de participer soit directement, soit indirectement, à tout trafic ou exploitation de ce genre, et il réglemente la situation des Français qui deviendront, dans la suite, par don, héritage, ou mariage, possesseurs d'esclaves en pays étranger ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que ce décret a en vue l'abolition de l'esclavage et les affranchissements forcés qui en découlent, mais nullement le patronage, conséquence naturelle et légitime d'un affranchissement volontaire antérieur à sa promulgation ; — Qu'il ne fait donc pas obstacle à la prétention des parties en cause ;

Attendu, dès lors, qu'il faut reconnaître que les appelants, fils du patron de la dame Embarhra, affranchie de leur père dès 1833, ont, en l'état des choses, à l'exclusion des intimés, dont la demande n'est justifiée d'aucune sorte, le droit, en l'absence de tout héritier réservataire ou aceb, de conserver la succession de Keheïra, fille de cette affranchie et de père resté inconnu, qu'ils ont appréhendée en vertu de leur droit de patronage, puisque, d'une part, cette fille, ne pouvant se rattacher à un père déterminé, suit la condition de sa mère, et que, d'un autre côté, par le fait de sa conception, un droit éventuel à sa succession s'était ouvert au profit des appelants avant le décret de 1848;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme et y faisant droit au fond, dit bien appelé, mal jugé; — Infirme le jugement attaqué, et statuant à nouveau, dit les Balaouan, intimés, mal fondés dans leur demande en attribution de la succession de la négresse Keheïra, en conséquence les en déboute.

MM. PUECH, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes BORDET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 mars 1889

Élections des juges consulaires, chambres de commerce, scrutin, formes, loi du 21 décembre 1871, loi du 8 décembre 1883, Algérie, applicabilité.

En Algérie, le mode d'élection des membres des chambres de commerce doit avoir lieu conformément à l'art. 621 C. com., dont les dispositions, édictées par la loi du 21 décembre 1871, réglementent les opérations électorales pour la nomination des juges consulaires, à défaut d'applicabilité dans la colonie de la loi du 8 décembre 1883 (D. 22 janv. 1872, art. 2) (1);

(1) Par arrêt du 23 avril 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 1) la Cour d'Alger (1re Ch.) avait jugé au contraire que la loi du 8 décembre 1883 sur les élections des juges consulaires était devenue exécutoire en Algérie de plein droit et sans promulgation spéciale, comme modificative d'une loi déjà applicable dans la colonie. Mais cet arrêt a été cassé le 5 novembre 1884 (*Rev. Alg. eod. loc.*). — V. sur la question d'applicabilité en Algérie des lois de la métropole;

Et le fait d'avoir placé deux urnes sur la même table, afin de faciliter l'exécution des opérations du double scrutin, n'est point de nature à porter atteinte à la sincérité du vote, alors surtout qu'il est constant que chaque urne portait une inscription indiquant son affectation (1).

(Élections consulaires d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Vu le procès-verbal en date du 22 décembre 1888 relatif au scrutin de ballotage pour l'élection d'un juge titulaire au tribunal de commerce d'Oran; — Vu la protestation du 22 décembre 1888, signée par quinze notables électeurs, contre les opérations électorales de ce scrutin qui a élu M. Llobet; — Vu la loi des 21 et 29 décembre 1871 se référant aux articles 618, 619, 620 et 621 C. com. sur l'élection des juges consulaires; — Vu le décret du 10 mai 1872 rendant cette loi applicable à l'Algérie; — Vu les observations écrites présentées par les parties intéressées;

Sur le grief de la protestation tiré des irrégularités du vote simultané pour un juge au tribunal de commerce et pour un membre de la chambre de commerce, dans le même local et devant un bureau unique, les deux urnes se trouvant sur une même table: — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret des 22 et 26 janvier 1872 le mode d'élection des membres des chambres de commerce doit avoir lieu conformément à l'art. 621 C. com., dont les dispositions, édictées par la loi des 21 et 29 décembre 1871, réglementent les opérations électorales pour la nomination des juges consulaires en Algérie, où la loi de 1883 n'est pas applicable; — Attendu dès lors que les opérations du double scrutin du 22 décembre 1888 ont eu lieu dans les formes et conditions indiquées par la loi; — Que le fait d'avoir placé deux urnes sur la même table, mesure administrative prise par le bureau en vue de faciliter l'exécution des opérations du double scrutin, n'est point de nature à porter atteinte à la sincérité du vote, alors surtout qu'il est constant que chaque urne portait, en gros caractères, une inscription indiquant son affectation;

Alger, 18 févr. 1888 et Req. 23 juill. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 147 et 391) avec les notes et renvois. V. aussi l'étude de M. Jacquey, *De l'application des lois françaises en Algérie*, une broch. 1884.

(1) Cpr. l'arrêt précité du 23 avril 1884, qui contient une décision analogue.

Sur le grief tiré de l'obligation dans laquelle se sont trouvés beaucoup d'électeurs d'ouvrir leurs bulletins devant le bureau, d'où serait résulté une pression : — Attendu qu'il ne résulte pas de la protestation que cette allégation ait été imposée aux électeurs par le bureau ou l'un de ses membres; qu'en admettant même que certains électeurs, par un motif quelconque, aient cru devoir déplier leurs bulletins dans la salle du vote, il n'est pas articulé que les bulletins aient été remis dépliés et ouverts au président du bureau; qu'en conséquence il n'aurait pu y avoir violation du secret du vote;

Par ces motifs : — Dit mal fondée la protestation contre l'élection consulaire du 22 décembre 1888, la rejette ; — Valide en conséquence l'élection de M. Llobet comme juge titulaire du tribunal de commerce d'Oran; — Délègue le tribunal de 1re instance d'Oran pour recevoir le serment du dit magistrat.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Aud. com.)

13 juillet 1888

Intérêts de capitaux, Tunisie, intérêts moratoires, taux, fixation, loi applicable.

En Tunisie, le taux des intérêts moratoires dans les relations entre Européens n'est régi ni par la loi française du 3 septembre 1807, ni par la loi algérienne du 27 août 1881, mais par la législation du pays ; et, la loi musulmane tunisienne proscrivant le prêt à intérêt, l'on doit se référer, pour la fixation de ce taux, aux usages locaux qui ont toléré ce contrat et qui ont été reconnus par les juridictions consulaires antérieurement au protectorat, en tenant compte toutefois des modifications qui se sont produites depuis dans les conditions économiques de la régence ;

En conséquence, il convient de fixer aujourd'hui, en Tunisie, le taux des intérêts moratoires à 6 °/₀ l'an (1).

---

(1) Ce jugement consacre la doctrine soutenue dans cette *Revue* : Jacquey, *De la loi applicable au taux de l'intérêt légal en Tunisie pour les créanciers français* (1887. 1. 171), contrairement à la solution adoptée par un jugement du tribunal de Tunis, du 24 juillet 1883 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 339). — Cpr. sur le taux de l'intérêt conventionnel en Tunisie et sur le taux normal de l'intérêt de l'argent dans ce pays, trib. de Tunis, 14 avril 1888 (*infrà*, p. 277).

(Bronde c. Casella)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur les intérêts réclamés :

Attendu que, aux termes de l'art. 450 C. civ., les intérêts moratoires sont calculés au taux fixé par la loi ; qu'il convient de rechercher quelle loi régit cette fixation en Tunisie ; — Attendu que ce ne peut être la législation de la métropole ; que la loi française de 1807 n'est pas d'ordre public absolu ; qu'elle est d'ordre purement territorial, qu'elle n'a jamais été promulguée ni appliquée soit en Algérie, soit aux colonies ; qu'à plus forte raison elle est inapplicable dans un pays de protectorat ; — Attendu que ce ne peut être davantage la loi algérienne du 27 août 1881 ; que, si la loi du 27 mars 1883, qui a organisé la justice française en Tunisie, a décidé que les tribunaux qu'elle établit appliqueraient dans ce pays, sauf dérogation, les lois de procédure, d'instruction criminelle et les tarifs en vigueur en Algérie, là s'est bornée l'assimilation législative de la régence et de l'Algérie ; — Attendu que, les considérations qui précèdent suffisant à écarter l'application de la loi française et de la loi algérienne, il s'ensuit nécessairement que, dans l'espèce dont le tribunal est saisi, le taux des intérêts moratoires est régi par la loi du pays ; — Attendu d'ailleurs que, si on se réfère aux principes du droit international privé, on arrive à la même solution ; qu'il est admis, en effet, presque unanimement par la doctrine que c'est dans la législation en vigueur là où l'obligation doit être exécutée qu'il faut chercher les règles relatives à son exécution et à ses conséquences ; que si, en jurisprudence, quelques divergences se sont produites sur ce point, elles ont pour objet de substituer l'application de la loi du lieu du tribunal *(lex fori)* à la loi du lieu de l'exécution *(lex solutionis)* ; que, dans une opinion comme dans l'autre, la loi à suivre dans l'espèce serait toujours la loi tunisienne ;

Attendu, cela établi, qu'il convient de préciser quelles règles édicte la législation tunisienne en matière de taux des intérêts ; — Attendu que, la loi musulmane tunisienne proscrivant le prêt à intérêt, l'usage de ce dernier a été simplement toléré dans la régence ; qu'il n'y a pas été réglementé, et que, en conséquence, toute liberté a été laissée aux contractants ; qu'il est résulté de cette situation que le taux de l'intérêt stipulé, dans chaque cas particulier, a été basé uniquement sur les exigences du prêteur, sur les besoins de l'emprunteur et sur la nature et l'importance des garanties offertes au

créancier ; que, par suite, en fait, il s'est toujours produit de très grands écarts sur le taux de l'intérêt, même dans des circonstances analogues de temps et de lieu, et qu'il ne s'est jamais établi un cours certain pouvant servir de base à un usage constant en matière d'intérêts moratoires ; — Attendu, d'ailleurs, que la forme suivie le plus généralement dans les contrats, en Tunisie, n'a pas davantage favorisé l'établissement de cet usage ; qu'en effet, le plus souvent, pour éluder la prohibition de la loi musulmane, la stipulation relative aux intérêts n'apparaît pas dans les actes, où la somme que le débiteur reconnaît avoir reçue est majorée du montant des intérêts afférents à la durée pour laquelle est consentie l'obligation ; — Qu'il s'ensuit que ce n'est guère qu'à la suite de conventions entre Européens et devant les tribunaux consulaires que des contestations relatives aux intérêts moratoires ont pu s'agiter fréquemment et que les usages locaux ont pu être constatés avec quelque précision ; — Que les tribunaux consulaires de Tunisie ont ainsi reconnu, antérieurement à l'occupation française, que le taux des intérêts moratoires était, suivant les usages du pays, de 12 p. % par an ;

Mais attendu que, depuis cette époque, les conditions économiques de la régence se sont modifiées ; que, spécialement, la fréquence plus grande des relations entre la Tunisie et l'Algérie a produit un abaissement notable du loyer de l'argent ; que la preuve de ce fait résulte, dans l'affaire actuellement soumise au tribunal, de l'aveu même du demandeur, qui conclut à la fixation des intérêts moratoires au taux de 10 p. % au lieu de 12 ; mais que sa demande est encore exagérée ; que, dans les relations entre Européens tout au moins, il n'est pas d'usage d'attribuer, en matière commerciale, plus de 6 % par an ; que d'ailleurs le tribunal de Tunis, par une jurisprudence constante, a toujours admis ce taux et que cette pratique, suivie depuis plus de cinq années, a certainement influencé l'usage pour le régulariser en ce sens ; — Qu'il échet donc de décider que les intérêts de 13,826 fr. sont dûs par Casella à Bronde à raison de 6 p. % l'an, depuis le jour de la demande ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Condamne Casella à payer à Charles Bronde, pour les causes susénoncées, la somme de 13,826 fr. avec les intérêts à 6 p. % à partir du jour de la demande, etc.

MM. BERGE, *prés.* ; BOSSU, *proc. de la Rép.* — Mes KRAFT et JACQUEMART, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

7 mars 1889

Saisie-exécution, revendication, exploit, preuves de la propriété, énonciation, omission, nullité facultative.

Si, aux termes de l'art. 608 C. pr. civ., l'assignation en revendication d'objets saisis doit contenir, à peine de nullité, l'énonciation des preuves de la propriété, cette nullité est de celles que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 permet aux tribunaux d'Algérie d'accueillir ou de rejeter (1) ;

Et les tribunaux français de Tunisie peuvent user de la même faculté d'après l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883 ;

Si la jurisprudence de la Cour d'Alger tend aujourd'hui à faire une application de plus en plus restreinte de la règle qui permet aux juges d'écarter les nullités de procédure, cette interprétation ne saurait être admise en Tunisie, où un grand nombre de justices de paix sont encore établies à titre provisoire, et où les fonctions d'huissier sont exercées par des agents peu expérimentés (2);

Et le juge doit user du pouvoir qui lui appartient lorsque le revendiquant est un indigène ignorant de la procédure française, qu'aucune faute ne lui est imputable et que l'omission qui lui est reprochée n'a été pour son adversaire la cause d'aucun dommage.

(Hassein ben Mihoub c. Taïeb ben Salah El Ouertani et autres).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Mohamed ben El Hadj Ahmed ben Mansour revendique divers animaux saisis par le sieur Hassein ben Mihoub contre le sieur Taïeb ben Salah El Ouertani suivant procès-verbal de l'huissier Carbonel, en

---

(1 et 2) En ce sens, Alger, 2 nov. 1867 *(Bull. jud. Alg.* 1867), 5 déc. 1881 et 16 juill. 1883 *(Bull. jud. Alg.* 1883, p. 225 et 254), 30 nov. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 178). — En sens contraire, Alger, 20 déc. 1886 *(Rev. Alg.* 1887. 2. 85). — Sur les nullités facultatives ou non en Algérie, V. Alger, 11 févr. 1888 *(Rev. Alg.* 1888. 2. 286) et les renvois ; Ajt. Alger, 15 déc. 1886 *(Rev. Alg.* 1889. 2. 188) et la note.

date du 28 juillet 1888; — Attendu que, le saisi n'ayant pas constitué défenseur, il est intervenu un jugement de défaut profit joint qui lui a été régulièrement signifié avec réassignation;

Attendu que le saisissant soutient que cette revendication n'est pas recevable parce que l'exploit par lequel elle a été formée ne contient pas l'énonciation des preuves de la propriété, ainsi que le prescrit, à peine de nullité, l'art. 608 C. pr. civ.; — Attendu qu'une ordonnance du 26 septembre 1842 décide qu'en Algérie les nullités d'exploits sont facultatives pour le juge; — Attendu que cette disposition est évidemment applicable aux énonciations exigées par l'art. 608 C. pr. civ., comme l'a jugé un arrêt de la Cour d'Alger en date du 2 novembre 1867; — Attendu que d'après la loi du 27 mars 1883 les juridictions françaises doivent suivre en Tunisie la procédure en vigueur en Algérie; — Attendu, il est vrai, que la jurisprudence de la Cour d'Alger tend aujourd'hui à faire une application de plus en plus restreinte de la règle qui permet au juge d'écarter les nullités de procédure; — Mais attendu que cette interprétation ne saurait être admise en Tunisie; qu'en effet un grand nombre de justices de paix sont encore établies dans la régence à titre provisoire, et que les fonctions d'huissier y sont exercées par des agents peu expérimentés; — Attendu que dans ces conditions on exposerait les parties à de graves préjudices si on écartait ou si on enfermait dans des limites trop étroites la faculté laissée au juge par l'ordonnance du 26 septembre 1842; — Attendu que le revendiquant est un indigène ignorant de la procédure française; qu'aucune faute ne paraît lui être imputable et que ce défaut d'énonciation des preuves de la propriété n'a été pour son adversaire la cause d'aucun dommage;

Attendu, au fond, que le sieur Mohamed ben El Hadj Ahmed ben Mansour établit par un acte de notoriété en date du 30 juillet 1888 qu'il est propriétaire des animaux suivants: etc.;

Attendu que le revendiquant réclame au saisi une somme de 15,000 fr. à titre de dommages-intérêts, mais qu'il ne justifie d'aucun préjudice à lui causé;

Par ces motifs: — Dit que les animaux mentionnés ci-dessus seront distraits de la saisie et rendus au revendiquant; — Déboute, pour le surplus, les parties de leurs demandes, fins et conclusions; — Condamne le sieur Hassein ben Mihoub aux dépens de la présente instance.

MM. FABRY, *vice-prés.;* VIAL, *juge sup., ff. min. pub.* — Mes PIÉTRI et BRULAT, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

2 avril 1889

—

Acte administratif, interprétation, compétence, cours d'eau, concession. — Pourvoi en cassation, assignation devant la chambre civile, partie, désignation.

Lorsqu'une partie a figuré au jugement de première instance et à l'arrêt attaqué par le pourvoi en cassation, il suffit que le pourvoi ait été dirigé contre l'arrêt attaqué sans restriction pour que cette partie ait été régulièrement assignée devant la chambre civile, quoiqu'elle ne soit pas dénommée dans la requête en pourvoi.

Doit être cassé, comme violant la règle de la séparation des pouvoirs, l'arrêt qui, après avoir reconnu et déclaré que l'attribution des eaux d'une rivière ne peut être déterminée que par interprétation d'un arrêté administratif de concession des dites eaux, juge définitivement le fond des demandes formées par l'une des parties, dont la connaissance appartient aux tribunaux de droit commun, au lieu de surseoir à statuer jusqu'après interprétation par l'autorité administrative de l'arrêté de concession dont la Cour considérait le sens comme douteux (1).

(Veuve Laperlier c. commune de Saint-Eugène et l'État)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la fin de non recevoir contre le pourvoi proposée par le préfet d'Alger, représentant l'État : — Attendu que l'État a figuré comme partie au jugement de 1re instance et à l'arrêt attaqué ; que, dans ces conditions, il suffit que le pourvoi ait été dirigé contre l'arrêt attaqué sans restriction pour que l'État ait été régulièrement assigné devant la chambre civile, quoiqu'il ne soit pas dénommé dans la requête en pourvoi :

Par ces motifs : — Rejette la fin de non recevoir ;

---

(1) V. *Rev. Alg.* 1886. 2. 274, l'arrêt de la Cour d'Alger contre lequel le pourvoi était formé, et la note. — Cpr. Alger, 30 mars 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 1) et la note 1, p. 5.

Et statuant sur le premier moyen du pourvoi : — Vu l'art. 13, titre II, de la loi des 16-24 août 1790 ;

Attendu qu'il résulte des termes de l'arrêt attaqué que, pour justifier ses prétentions sur une partie des eaux de l'Oued-Ferrah destinées à l'irrigation de ses quatre campagnes sises à la Pointe-Pescade, ainsi que ses demandes en destruction des travaux de captage exécutés par la commune de Saint-Eugène en rétablissement des lieux dans leur état primitif et en dommages-intérêts, la veuve Laperlier a invoqué (outre divers actes, documents et faits de possession dont il n'échet d'examiner la valeur) l'arrêté administratif de concession du 26 août 1879; qu'elle soutenait que, tout en contenant l'abandon par l'État à la dite commune de la plus grande partie de ses eaux, ledit arrêté disposait, dans son art. 2, d'une partie de ces mêmes eaux au profit d'elle-même, à raison de sa qualité d'habitante de la Pointe-Pescade ;

Attendu que l'arrêt reconnaît et déclare que l'attribution spéciale que la veuve Laperlier pourra demander dans la part réservée au quartier de la Pointe-Pescade ne peut être déterminée que par interprétation de l'arrêté de concession ; que la Cour d'appel est incompétente pour en connaître, et que ce n'est qu'en violant la règle de la séparation des pouvoirs que le jugement qui lui était soumis avait pu allouer à la dame Laperlier une quantité d'eau déterminée ; — Attendu que, s'il est vrai que la Cour d'appel fût incompétente pour interpréter l'arrêté du 26 août 1879, ainsi qu'elle l'a reconnu, tout autant que le tribunal civil d'Alger était lui-même incompétent, elle restait seule compétente (en vertu du droit commun et même de l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851, spéciale aux cours d'eau d'Algérie et aux droits privés acquis antérieurement sur ces eaux) pour statuer sur le fond des diverses demandes : 1° en attribution et délivrance de la part de la commune d'une quantité d'eau déterminée ; 2° en destruction des travaux de captage ; 3° en rétablissement des lieux ; 4° enfin, en dommages-intérêts, dont elle avait été saisie par des conclusions respectives des parties ; — Que, dans cette situation précisée par son arrêt, la Cour d'appel avait le devoir de surseoir à statuer sur le fond de ces diverses demandes jusqu'après interprétation par l'autorité administrative de l'arrêté de concession du 26 août 1879, dont elle considérait le sens comme douteux, et qui était la base principale du débat ; — Attendu qu'au lieu de procéder ainsi, la Cour a passé outre ; que, dans le dispositif de son arrêt, elle a, au fond, « dit que le tribunal était incompétent pour interpréter l'arrêté de concession, infirmé le jugement dont était appel, déchargé la commune de Saint-

Eugène des condamnations prononcées, et, statuant à nouveau, a débouté la dame Laperlier de ses demandes, fins et conclusions et l'a condamnée aux dépens de 1re instance et d'appel » ; — Qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a définitivement jugé le fond de toutes les demandes formées par la dame Laperlier, et rendu, par suite, inutile et sans influence sur la cause l'interprétation qu'il reconnaissait cependant nécessaire ; qu'il a ainsi violé la règle de la séparation des pouvoirs et l'article susvisé ;

Par ces motifs et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen : — Casse l'arrêt rendu le 4 mai 1886 par la Cour d'appel d'Alger.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; MANAU, *rap* ; CHARRINS, *av. gén.* — Mes LEHMANN, DEFERT et NIVARD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

25 octobre 1888

Presse, diffamation, bulletin de renseignements commerciaux, délit, éléments constitutifs.

Le fait de communiquer sans motifs plausibles à plusieurs personnes, sur la voie publique ou dans un lieu public, un bulletin de renseignements commerciaux de nature à causer un grave préjudice à celui sur le compte de qui ces renseignements ont pu être donnés constitue le délit de diffamation prévu par l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881 (1).

(1) La jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion de se prononcer sur le caractère diffamatoire de renseignements émanant d'une agence commerciale, et toutes les décisions s'accordent à reconnaître que l'existence du délit dépend du mode de publicité qui a pu être donnée à ces renseignements. Ainsi il a été jugé que le fait par une agence d'envoyer, sur des demandes expresses et spéciales et en exécution d'un contrat intervenu entre elle et ses abonnés, des renseignements défavorables sur la solvabilité d'un commerçant ne constitue pas le délit de diffamation, parce qu'en pareil cas on ne peut pas dire qu'il y ait eu véritablement publicité (Paris, 27 avril 1878, D. P. 79. 2. 38). Au contraire, on admet l'existence du délit dans le cas où des notes sur la solvabilité de diverses personnes ont été envoyées par une agence à ses abonnés périodiquement et sans demande spéciale (Aix, 19 févr. 1879, D. P. 69. 2. 83 et Paris, 19 mars 1869, D. P. 70. 2. 214). — Dans l'espèce sur laquelle a statué l'arrêt que nous rapportons ici, la publicité était l'œuvre non pas de l'agence qui avait délivré les renseignements, mais de celui qui les avait reçus, et qui, en les publiant, pouvait être justement considéré comme le seul auteur du délit (Conf. Georges Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. 1er, p. 23.)

(Min. pub. et Roussey c. Tarbouriech)

Le 22 juin 1888, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MOSTAGANEM, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Raymondet, huissier, en date du 8 juin courant, enregistré, Roussey, propriétaire et négociant, demeurant à Mostaganem, a fait citer Tarbouriech à comparaître devant le tribunal de céans jugeant en matière correctionnelle, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 50,000 fr., à titre de dommages-intérêts ; voir ordonner, à ses frais, l'insertion du jugement à intervenir dans divers journaux d'Algérie; en outre, s'entendre condamner à tous les dépens, sans préjudice des réquisitions qu'il plairait à M. le procureur de la République de prendre au nom de la vindicte publique ; — Attendu que cette action repose notamment sur ces faits qu'avec intention évidente de nuire à l'honneur et à la considération du demandeur et de sa famille, Tarbouriech aurait répandu dans le public et aurait communiqué à un grand nombre de personnes, dans des lieux publics, un soi-disant bulletin de renseignements dont la teneur est portée sur la citation, faits qui constitueraient le délit de diffamation prévu et puni par les art. 19, § 1er, 33, 23 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 ; — Attendu que Tarbouriech allègue qu'il n'y a pas eu diffamation envers la dame Roussey et sa fille, et qu'à l'égard de Roussey, le fait de contrôler, dans un but de sécurité commerciale, un bulletin d'une agence de renseignements en le donnant en communication à quelques personnes, le mieux à même pour le renseigner, soit par la nature de leurs fonctions, soit par leurs relations antérieures avec Roussey, ne saurait être considéré comme une diffamation, alors surtout que ces communications étaient faites confidentiellement dans des conversations intimes et privées, même dans des lieux publics, mais à voix basse, sans qu'aucun tiers ait pu les entendre ; — Attendu que des déclarations faites par les témoins il résulte que, dans le bulletin qui leur a été présenté et dans les conversations qui ont eu lieu, il a été toujours fait mention de la veuve Suquet et de sa fille ou de ses enfants ; — Que la communication qui leur a été faite de ce bulletin était pour eux sans intérêt présent ou futur ; que Tarbouriech n'y était invité ni par eux ni par les circonstances ; — Que l'un des dits témoins, le vieux Paoli, déclare, en outre, que l'écrit versé au procès par Tarbouriech n'est point celui qu'il a entre les mains, et ajoute qu'ayant manifesté son incrédulité au sujet des renseignements qu'il portait, et ayant fait observer l'orthographe du nom Roussoy au lieu de Roussey, le prévenu maintint énergiquement que ces renseignements se rapportaient à Roussey et qu'il ne pouvait y avoir doute à cet égard ; — Attendu qu'au point de vue de la mauvaise foi de Tarbouriech, de son intention de nuire à Roussey, ce dernier fait est à retenir avec d'autant plus de raison que Tarbouriech en profita pour donner connaissance du dit bulletin au sieur Falcou, auquel depuis longtemps il n'adressait plus la parole ; — Attendu que ces renseignements étaient injurieux et diffamatoires tant vis-à-vis de Roussey que de sa femme légitime et de ses enfants, et qu'il échet seulement d'examiner si Tarbouriech, agissant ainsi qu'il l'a fait, a commis le délit de diffamation ;

Attendu que la loi exige comme éléments constitutifs de ce délit non-seulement l'intention de nuire, mais encore la publicité ;

En ce qui concerne le premier élément constitutif de la diffamation : — Attendu qu'on ne saurait admettre que, sachant Roussey propriétaire ou prétendu propriétaire d'une ferme à Bouguirat, Tarbouriech ait sérieusement cherché auprès des sieurs Carpentier, Paoli, le gendarme Vinsin et autres, qui n'avaient pas été témoins de l'acte d'acquisition et à qui cela importait peu, si cette acquisition avait été faite ou non pour le compte et des deniers de Roussey, si l'immeuble était franc d'hypothèques ; que d'ailleurs les témoignages recueillis repoussent énergiquement pareille hypothèse ; que Tarbouriech, en effet, n'a demandé à aucun témoin s'il était à même de le renseigner sur le demandeur, et qu'à tous, sous un prétexte ou un autre, sans que ceux-ci l'y invitent, il a mis sous les yeux l'écrit qu'il avait en portefeuille ; — Attendu qu'il est évident qu'un sentiment méchant et haineux, une mauvaise foi insigne l'a fait agir en cette circonstance ; que l'unique but qu'il a poursuivi a été, sans doute possible, de porter atteinte à l'honneur et à la considération dont, légitimement et à bon droit, jouissent Roussey et sa famille, en donnant à lire ou en lisant lui-même le soi-disant bulletin d'agence qui déclarait Roussey un homme taré et désignait son épouse, la dame Miot, comme étant la veuve Suquet sa maîtresse, et sa fille légitime comme l'enfant de cette femme ; — Que la preuve de l'intention de nuire ressort surtout d'une manière certaine et éclatante des faits dont les sieurs Paoli et Joncla ont témoigné ; qu'à l'un qui lui signale l'orthographe du nom, qu'à l'autre qui lui dit avoir vu le contrat de mariage, Tarbouriech affirme au premier qu'il s'agit de Roussey et de nulle autre personne, et répond au second que « on peut être marié » et partir avec une maîtresse » ;

En ce qui concerne le second élément constitutif de la diffamation : — Attendu, d'une part, qu'on ne doit pas considérer comme sacramentelle l'expression « proférés » dont se sert l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881, relativement aux propos diffamatoires ; qu'il suffit, pour qu'ils tombent sous le coup de la loi, qu'ils aient été tenus, comme c'est le cas en l'espèce, sur la voie publique, de façon à pouvoir être entendus par un plus ou moins grand nombre de personnes ; — Attendu, d'autre part, qu'en communiquant l'écrit dont il s'agit à plusieurs personnes sur la voie publique, place d'Armes, terrasse de café, route, alors que ces communications étaient faites sans motifs plausibles, nullement à titre confidentiel, à des personnes qu'elles n'intéressaient en aucune manière au point de vue commercial, Tarbouriech a fait acte de distribution du dit écrit ; — Que, si la publicité qu'il lui a donnée a été clandestine, elle n'en a pas moins été pour cela effective, car les renseignements erronés fournis par lui sur Roussey et sa famille ont circulé dans le public et y sont devenus notoires ;

Attendu, dès lors, que les éléments constitutifs du délit de diffamation se trouvent réunis dans les faits et circonstances relevés contre le prévenu ; que ce délit est prévu et puni par les art. 23, 29 et 32 de la loi du 29 juillet 1881 ; — Vu lesdits articles, ensemble les art. 194 C. inst. crim., 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, etc. ;

Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement et faisant droit aux réquisitions de M. le procureur de la République ; — Déclare Tarbouriech coupable d'avoir publiquement outragé et diffamé le sieur Roussey et les

membres de sa famille, et, lui faisant application des dispositions des articles sûsvisés, le condamne à 1,000 fr. d'amende, etc.;

Statuant sur la demande de la partie civile : — Attendu que le tribunal possède les éléments d'appréciation suffisants pour déterminer équitablement l'étendue de la réparation due à la partie civile ; — Attendu que le préjudice qui peut être porté à l'honneur et à la considération d'un citoyen ne se tarife pas, comme l'a dit Roussey par l'organe de son défenseur, et qu'en pareille matière, à celui qui ne poursuit pas œuvre de lucre, la condamnation pécuniaire la plus minime et la publicité qui en est accordée doit donner pleine et entière satisfaction ;

Par ces motifs : — Condamne Tarbouriech à payer la somme de 1 fr. à titre de dommages-intérêts ; ordonne aux frais de Tarbouriech une seule insertion du présent jugement dans les journaux le *Courrier de Mostaganem* et l'*Aïn-Sefra*, en tant que chaque insertion n'excèdera pas 80 fr., etc.

Sur l'APPEL de Tarbouriech,

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'appel du prévenu Tarbouriech : — Attendu qu'il est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que Tarbouriech soutient à tort qu'en admettant comme établis les faits relevés à sa charge, ils ne présentent aucun caractère délictueux et ne pourraient donner lieu, dans tous les cas, qu'à une action purement civile ; — Mais attendu que les premiers juges ont justement apprécié les faits et circonstances de la cause ; — Attendu, en effet, d'une part, que de ces faits et circonstances il résulte que les agissements de Tarbouriech à l'égard de Roussey et de sa famille ont été inspirés par la mauvaise foi et l'intention de porter atteinte à leur honneur et à leur considération ; — Attendu, d'autre part, que l'enquête à laquelle il a été procédé devant le tribunal de Mostaganem a nettement établi le caractère de publicité qui est l'un des éléments exigés par la loi du 29 juillet 1881 pour constituer le délit de diffamation ; — Attendu que, dans l'espèce, la conduite de Tarbouriech est d'autant moins excusable qu'il connaissait depuis longtemps le sieur Roussey avec qui il avait fait des opérations commerciales en 1875 et 1876, alors que ledit sieur Roussey habitait en France ; que les prétendus renseignements qu'il disait vouloir se procurer sur son compte à Mostaganem n'avaient aucune raison d'être ; qu'étant lui-même sur les lieux, il avait tous les moyens de se renseigner sûrement sans recourir aux procédés délictueux ci-dessus qualifiés ; — Attendu, quant à l'application de la peine, qu'elle a aussi été faite dans une juste mesure par les premiers juges, eu égard aux circonstances de la cause et aux antécédents du prévenu ;

En ce qui touche l'appel de la partie civile : — Attendu que Roussey, ayant conclu devant les premiers juges à la condamnation de Tarbouriech au paiement d'une somme de 1 fr. à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que celui-ci lui avait causé, n'est pas fondé à réclamer, à ce titre, devant la Cour, une autre somme, d'autant plus qu'il ne justifie d'aucun dommage nouveau à lui causé depuis le jugement déféré ; — Mais attendu que, par suite de l'appel relevé par le prévenu et des débats portés devant la Cour, il est équitable d'ordonner à titre de réparation du préjudice, ainsi du reste que Roussey l'avait déjà demandé devant les premiers juges, l'insertion du jugement dans un journal d'Alger et dans un journal d'Oran, et, en outre, l'insertion par extrait du présent arrêt dans ces deux journaux ;

Par ces motifs et ceux qui ont déterminé les premiers juges et par application des textes visés au jugement : — Reçoit les deux appels comme réguliers en la forme ; — Au fond : — Sur l'appel du prévenu : — Le déclare mal fondé et l'en déboute ; — Confirme, en conséquence, le jugement rendu par le tribunal de Mostaganem, le 22 juin 1888, en ce qui touche la déclaration de culpabilité de Tarbouriech, la peine prononcée et la publication du dit jugement dans les journaux le *Courrier de Mostaganem* et l'*Aïn-Sefra ;* — Sur l'appel de la partie civile : — Dit n'y avoir lieu d'y faire droit quant à l'allocation d'une nouvelle somme à titre de dommages-intérêts ; — Ordonne, en ce qui touche le supplément de publicité demandé, l'insertion du jugement ci-dessus et du présent arrêt, ce dernier par extrait, dans un journal d'Alger et dans un journal d'Oran, au choix de la partie civile et aux frais du prévenu, etc.

MM. LOURDAU, *prés. ;* CHAUVIN, *rap. ;* WURTZ, *av. gén.* — Mes JOUYNE et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

24 février 1888

Presse, délit, prescription, délit nouveau.

Lorsque les actions publique et civile naissant d'un délit sont éteintes par la prescription, l'individu coupable du délit peut impunément s'en déclarer l'auteur ;

Mais sa déclaration peut être incriminée lorsqu'elle renferme elle-même les éléments d'un délit d'injure ou de diffamation (1).

(Min. pub. et R... c. C...)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que C... a le 19 février 1887, à Philippeville, publié contre le sieur R... un libelle sur papier jaune intitulé « le Cocu » ; — Considérant que R... a, à raison des imputations diffamatoires et des injures que ce libelle contenait à son adresse, assigné C... devant le tribunal de Philippeville, relevant contre lui dans son assignation les délits de diffamation et d'injure ; — Considérant que, le 17 juin 1887, est intervenu un jugement qui a déclaré les deux délits couverts par la prescription en vertu de l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Considérant que C... a, le 18 septembre de la même année, adressé au rédacteur en chef du journal le *Zéramna* la lettre suivante, insérée dans le numéro de ce journal du 25 du même mois : — « Philippeville, le 18 septembre 1887. — » Monsieur le rédacteur en chef du *Zéramna*, — Je vous » serais très obligé si vous vouliez insérer dans votre prochain » numéro la rectification suivante : — Vous dites dans votre » article intitulé « Écrits anonymes », signé par vous et paru » dans le *Zéramna* de ce jour, que l'auteur du libelle imprimé » sur papier de couleur jaune, paru il y a 8 mois et non 4, est » resté inconnu ; que justice ne fut pas faite et que l'oubli se fit ; » que la vindicte publique ne fut pas satisfaite. — Vous êtes, » M. le rédacteur, dans la plus grande erreur, le libelle dont » vous parlez était intitulé « Le Cocu », le conseiller municipal » visé était le sieur P... R..., l'auteur était moi, je ne me suis » jamais caché, je l'ai crié bien haut et bien fort, et encore » aujourd'hui j'en revendique hautement la paternité. — J'ai » été poursuivi, mon adversaire a été débouté de sa demande, » condamné aux frais et aux dépens. Donc justice a été faite,

---

(1) La Cour résout d'une manière fort ingénieuse la question de savoir si l'auteur d'un délit de diffamation ou d'injure peut impunément renouveler le préjudice qu'il cause par son délit en déclarant publiquement qu'il l'a commis lorsque les actions naissant du délit sont éteintes par prescription. D'une part, puisque la prescription est accomplie, le délit dont il se déclare l'auteur échappe à toute répression. Mais en même temps rien n'interdit au juge d'apprécier cette déclaration en elle-même et de rechercher si elle ne contient pas tous les éléments d'un nouveau délit. C'est ce que la Cour a fait ici.

» et je vous prie de croire que la vindicte publique a été » satisfaite. — J'ai tout lieu de croire que vous ignoriez ces » incidents et vous remercie d'avance de l'hospitalité que » vous voudrez bien accorder à ces quelques lignes. — Agréez, » etc., Signé E. C... » ; — Considérant qu'il échet d'examiner si cette lettre contient les délits de diffamation et d'injure ainsi que l'a décidé le jugement déféré ;

En ce qui concerne le délit de diffamation : — Considérant que, dans cette lettre, C... déclare bien qu'il est l'auteur du libelle intitulé « le Cocu » publié 8 mois auparavant, mais qu'il n'impute à R... aucun fait déterminé ; — Qu'il se borne à s'imputer à lui-même d'être l'auteur du libelle ; — Qu'il ne donne, en effet, aux imputations du libelle (qu'il ne formule même point) aucune publicité ; — Considérant que les imputations et la publicité sont antérieures, qu'elles dérivent du libelle même, lequel a été déféré aux tribunaux ; — Considérant que la déclaration postérieure faite par C... qu'il est l'auteur du libelle échappe à toute répression, car on ne saurait rechercher les éléments d'un délit dans des délits commis à une autre époque et définitivement jugés ; — Qu'il suit de ce qui précède que la lettre incriminée ne contient pas les éléments du délit de diffamation ;

En ce qui concerne le délit d'injures : — Considérant que C... déclare dans la même lettre qu'il est l'auteur du libelle intitulé « le Cocu », et que le conseiller municipal visé par lui était R... ; — Considérant que, par cette déclaration, C... applique à R... le mot « cocu » ;

Considérant qu'étant donné la signification du mot « cocu », on doit voir dans cette appellation une injure sans avoir à se préoccuper du libelle et du contenu du libelle ; — Qu'en effet, en publiant cette lettre dans un journal de Philippeville où le libelle diffamatoire était dans toutes les mains comme dans toutes les mémoires, et où le procès antérieur, encore récent, avait déterminé un éclat regrettable sur la moralité de la femme de R... et révélé à la malignité publique les prétendues infortunes conjugales de ce dernier, C... a voulu accentuer par un fait nouveau et réfléchi la vengeance qu'il poursuivait contre R... ; qu'en associant dans ce nouvel écrit, sciemment et avec une insistance très significative, le nom de R... et le stigmate injurieux de « cocu », il a fait connaître qu'il s'était toujours reconnu bien haut et bien fort l'auteur du libelle appliqué à R... sous le titre de « le Cocu » et a ajouté qu'encore aujourd'hui il en revendiquait hautement la responsabilité ; qu'il est impossible d'admettre, avec la défense, que cette lettre soit un simple rappel inoffensif et non délictueux

des faits antérieurs couverts par la prescription ; — Qu'en acceptant cette théorie on arriverait à cette étrange conséquence que le diffamateur pourrait uniquement, à l'aide d'un artifice de forme plus ou moins déguisé, renouveler à son gré et sans limite de temps ni de lieu l'éclat de ses précédentes diffamations, et troubler le repos et l'honneur des familles visées par sa haine ou sa vengeance ; que ce résultat, contraire à la morale, est également contraire à la loi ; — Que, par suite, le délit d'injure publique doit être retenu à la charge de C... comme résultant de la lettre publiée dans le *Zéramna* du 25 septembre 1887, et sans tenir compte du libelle paru antérieurement, dont la publication délictueuse a été couverte par la prescription ;

Attendu que C... objecte qu'il a été provoqué par un article intitulé « Écrits anonymes » publié dans le numéro du journal le *Zéramna* du 10 septembre 1887 ; que par conséquent l'injure qui lui est reprochée ne saurait être punie aux termes de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; — Considérant qu'en admettant même que l'article susvisé pût constituer l'excuse juridique de provocation, il est à retenir que cet article est signé par F..., rédacteur en chef du *Zéramna*, et que rien ne démontre que R... ait participé à sa publication ; que la provocation invoquée à l'encontre de R... manque donc complètement en fait ;

En ce qui concerne l'application de la peine : — Considérant que C... n'a nullement tenu compte de la poursuite dont il avait été l'objet de la part de R... à raison de la publication du libelle ; — Que depuis lors il a persisté à l'injurier et qu'il l'a fait avec un sentiment d'animosité plus accentué ; — Qu'ainsi, alors que dans le libelle, il n'avait pas nominativement désigné R..., il l'a nommé dans la lettre et a accolé à son nom l'épithète de « cocu » ; — Considérant qu'en présence de cette persistance de la part de C... à poursuivre R... de ses injures, la peine prononcée par les premiers juges doit être maintenue ; qu'elle n'a rien d'exagéré ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel du prévenu ; — Statuant au fond : — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a déclaré C... coupable du délit de diffamation ; — Le renvoie de ce chef de la prévention ; — Le déclare coupable du délit d'injure publique ; — Confirme le jugement quant à l'application de la peine.

MM. PUECH, *prés.* ; LAFFITE, *rap.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Me MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

16 mai 1888

Degré de juridiction, dommages-intérêts, demandeur, demande principale, taux du ressort, clause d'usage.

La quotité des dommages-intérêts réclamés par le demandeur doit être, pour la fixation du ressort, ajoutée au chiffre de la demande principale contenue dans l'exploit introductif d'instance (1);

Il en est ainsi alors même que cette réclamation de dommages-intérêts est formée accessoirement à la demande principale et fondée sur le préjudice causé par la demande (2).

L'abandon à un jockey du cinquième des prix de course gagnés, est, à titre de clause d'usage, implicitement contenu dans la convention intervenue entre lui et le propriétaire du cheval ou celui qui le fait courir (C. civ., art. 1135).

(Sobréro c. Rocca)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par jugement du tribunal civil de Mostaganem, du 13 juillet 1887, Sobréro a été condamné à payer à Rocca la somme de 620 fr., représentant le montant de diverses avances faites et surtout le cinquième de la valeur des prix gagnés par la jument que montait ce dernier aux courses de Mostaganem des 12 et 13 septembre 1886; —

(1 et 2) *Nec obstat* l'art. 2, § 3 de la loi du 11 avril 1838. Il est généralement admis que le texte précité, étant exclusivement relatif aux demandes de dommages-intérêts reconventionnelles, donc à celles seulement qui émanent du défendeur, ne concerne pas la demande de dommages-intérêts formée par le demandeur. Toutefois, si le principe est constant, il y a quelques difficultés sur son étendue d'application. Ainsi, n'y a-t-il pas lieu de distinguer entre les réclamations de dommages-intérêts suivant que leur cause est antérieure ou postérieure à l'engagement de l'instance ou même simplement fondée sur le préjudice qui résulte de la demande? Acceptée par un certain nombre de Cours d'appel (Alger, 24 mars 1867, Sir. 67. 2. 287; Caen, 26 mars 1867, Sir. 67. 2. 322), cette distinction a été rejetée par quelques arrêts de la Cour suprême (Cass. 12 nov. 1855, Sir. 56. 1. 737 et 22 juill. 1867, Sir. 67. 1. 169) auxquels le présent arrêt conforme sa décision, puisqu'il admet comme échappant à l'art. 2, § 3 de la loi du 11 avril 1838 une demande de dommages-intérêts basée sur le préjudice causé par le fait de la demande.

Attendu que Sobréro a interjeté appel de ce jugement; — Qu'il en demande la réformation;

Attendu que l'intimé soutient que la demande n'était, en réalité, que de 620 fr., que dès lors elle n'excédait pas les limites du dernier ressort et qu'ainsi le jugement attaqué a souverainement statué sur le litige engagé; qu'à la vérité, une demande accessoire en 2,000 fr. de dommages-intérêts était jointe à la demande principale, mais qu'aux termes du § 3 de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 « il est statué en » dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, » lorsqu'elles sont fondées exclusivement sur la demande » principale elle-même »; que dans l'espèce les dommages-intérêts réclamés ont ce caractère; — Attendu que cette fin de non recevoir doit être écartée; — Qu'elle repose sur une fausse interprétation du § 3 de l'art. 2 précité; que ce § 3 ne vise, en effet, que les demandes reconventionnelles, et, dès lors, les seules demandes en dommages-intérêts réclamés par le défendeur en réponse à la demande dont il est l'objet; qu'il exclue implicitement le cas où la demande en dommages-intérêts émane du demandeur lui-même; — Attendu que, pour déterminer dans cette dernière hypothèse le taux du ressort, il y a donc lieu d'ajouter au chiffre de la demande principale de l'exploit introductif d'instance le chiffre de la demande accessoire compris dans le même exploit; — Attendu, dans la cause, que le total de ces chiffres réunis s'élève à la somme de 2,620 fr., qu'il dépasse, en conséquence, les limites du dernier ressort; — Qu'ainsi il y a lieu de décider que l'appel de Sobréro a été valablement interjeté;

En ce qui touche le fond: — Attendu qu'il est constant que, dans les journées des dimanche 12 et lundi 13 septembre 1886, à Mostaganem, Sobréro a fait courir tant ses propres chevaux que la jument d'un sieur Léon Martin; — Attendu qu'il a utilisé pour ces courses les services du sieur Rocca; — Attendu que dans une lettre qu'il écrivait à Martin, le 8 septembre 1886, il déclarait à ce dernier qu'il prenait à sa charge « tous les frais, les engagements et le jockey »; — Attendu que Rocca, ayant rempli pour Sobréro le rôle de jockey, est certainement fondé aujourd'hui à réclamer directement à ce dernier la part qui, d'après la convention ou l'usage, revient d'ordinaire aux jockeys vainqueurs dans les prix gagnés; — Attendu que d'une lettre du 7 décembre 1886 et d'un certificat du 30 juin 1887 du trésorier de la société hippique de Mostaganem, il appert, d'une part, 1° que c'est la jument du sieur Léon Martin qui a obtenu, le premier jour, le prix de 800 fr., avec l'objet d'art offert par M. le président de la République,

et, d'autre part, 2° que c'est Rocca qui montait cette jument ; — Attendu que vainement, dès lors, Sobréro cherche à contester ces faits à l'aide des mentions qu'il relève sur les programmes de courses des deux journées ; que ces programmes n'ont aucun caractère officiel ; qu'ils relatent sans doute ce qui doit se passer aux courses, mais qu'ils ne sauraient établir ce qui s'y est réellement passé; que leurs propres indications prévoient même des modifications possibles ; — Attendu d'ailleurs qu'en présence des affirmations formelles du certificat et de la lettre précités, il n'y a plus à rechercher, en fait, si, d'après le programme du 13, Rocca montait ou non, ce jour-là, ce qui est d'ailleurs invraisemblable, une bête autre que la jument de Martin avec laquelle il avait déjà la veille remporté le prix de 800 fr. ;

Attendu que l'intimé allègue qu'aux termes de conventions spéciales intervenues entre eux, Sobréro lui avait promis le cinquième des prix gagnés par les chevaux qu'il monterait; — Attendu que Sobréro dénie l'existence de ces conventions; — Mais attendu que d'un certificat délivré encore par le trésorier de la société hippique de Mostaganem, à la date du 30 juin 1887, il ressort qu'il est d'usage de donner aux jockeys, sauf conventions contraires, le cinquième des prix dont s'agit; — Attendu que les prétentions de Rocca à ce cinquième se trouvent donc justifiées par cet usage, à défaut des conventions que Sobréro méconnaît; — Attendu que le total des prix obtenus dans les journées des 12 et 13 septembre 1886 s'élève à la somme non contestée de 2,900 fr.; que le cinquième de cette somme est de 580 fr.; — Attendu que ledit intimé réclame, en outre, pour le prix de diverses avances faites pour Sobréro, une somme de 40 fr.; que le chiffre de cette dernière somme est suffisamment établi par les documents de la cause; — Attendu que la demande principale de 620 fr. est donc fondée; — Qu'il en est différemment de la demande accessoire en dommages-intérêts, qui doit être repoussée dès lors, etc. ;

Par ces motifs : — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel émis par Sobréro contre le jugement du tribunal civil de Mostaganem du 13 juillet 1887; — Et au fond; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, exceptions et moyens de l'appelant contre les demandes de Rocca, fins, exceptions et moyens dans lesquels ledit appelant est déclaré mal fondé et dont il est débouté; — Confirme le dit jugement, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; VIALLA, *subst. du proc. gén.* — Mes MALLARMÉ et NEUGASS, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

8 juillet 1887

Commune, terrains domaniaux, concession, conditions, inexécution consacrée par le conseil municipal, délibération, validité, révocation de la concession, voie à suivre.

Lorsque l'État a concédé gratuitement à une commune, par un décret spécial et pour un usage déterminé, divers terrains domaniaux situés en Algérie, sous peine de révocation immédiate de la concession dans le cas où l'affectation prévue serait changée, les délibérations du conseil municipal qui consacrent ce changement, sans porter toutefois sur une matière étrangère aux attributions de ce conseil, ne sont pas de nature à être annulées par le préfet en exécution de l'art. 63 de la loi du 5 avril 1884 ;

Il appartient seulement au préfet de poursuivre par les voies de droit la révocation de la concession pour inexécution des conditions imposées (1).

---

(1) Les solutions résultant de l'arrêt rapporté sont nouvelles en jurisprudence ; elles paraissent en parfaite harmonie avec les dispositions de l'art. 63, § 2 de la loi du 5 avril 1884 (V. D. P. 88. 3. 123, note).

Les difficultés qui ont provoqué cet arrêt sont relatives à la jouissance des terrains concédés par l'État aux communes à titre de dotation curiale ou scolaire. Elles se présentent assez fréquemment en Algérie entre les municipalités et les ministres du culte ou les instituteurs, et ont donné lieu à plusieurs décisions administratives que le gouverneur général a résumées ainsi qu'il suit dans une lettre-circulaire du 6 mars 1886 :

« 1° Aux termes d'une décision de M. le ministre des finances en date » du 30 avril 1884, les dotations dont il s'agit étant constituées au profit » personnel exclusif de l'instituteur ou du curé, ceux-ci sont libres d'en » jouir comme ils l'entendent, soit par eux-mêmes, soit par des fermiers, » tant que subsiste l'affectation prévue au décret de concession.

« 2° D'après une dépêche du même ministre, en date du même jour, le » droit des curés ou des desservants sur les terrains concédés aux com- » munes à titre de dotation curiale n'est pas illimité ; il doit cesser, au » contraire, dès que les besoins en vue desquels il a été constitué viennent » à disparaître, sans que le titulaire de la cure puisse s'en prévaloir » comme d'un droit irrévocable à son profit. L'appréciation des circonstan- » ces qui peuvent motiver la suppression d'une dotation curiale appar- » tient, d'ailleurs, exclusivement au service des cultes. L'on doit égale- » ment admettre, par identité de motifs et de situation, que les dotations

(Commune de Bouïnan c. préfet d'Alger)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par la commune de Bouïnan... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler pour excès de pouvoir un arrêté du 6 février 1885 par lequel le préfet d'Alger a annulé deux délibérations du conseil municipal de Bouïnan, en date des 24 janvier 1884 et 4 janvier 1885, et relatives à la location de biens concédés à la commune, par décret du 3 novembre 1869, à titre de dotation des écoles et du presbytère ; — Vu les observations présentées par M. le ministre de l'intérieur tendant au rejet du pourvoi, attendu que les dotations curiales et scolaires ont été faites en vue d'augmenter les ressources du desservant

---

» scolaires peuvent et doivent elles-mêmes être supprimées lorsque le » service de l'instruction publique a reconnu qu'elles ne répondent plus à » des besoins réels.

« 3° Une distinction doit être faite, toutefois, entre ces deux sortes de » dotations quant aux formes dans lesquelles elles peuvent être supprimées » et les communes autorisées à disposer pour une autre destination des » terrains qui les composaient. »

« Pour les dotations scolaires, la désaffectation est prononcée par le » gouverneur général ou par le chef de l'État, suivant que le décret de » concession contient ou non une clause spéciale déléguant au gouverneur » général le pouvoir de modifier la destination des immeubles concédés. »

« Pour les dotations curiales, au contraire, lesquelles doivent, d'après » un avis du conseil d'État du 17 juin 1885, être considérées comme cons- » tituant des dépendances des presbytères, il y a lieu, dans tous les cas » où une délégation spéciale n'a pas été donnée au gouverneur général » dans le décret de concession à l'effet d'autoriser le changement d'affec- » tation des terrains, d'appliquer la législation suivie dans la métropole » en matière de distinction de parties superflues des presbytères. Ainsi, si » l'autorité diocésaine est opposée à la désaffectation projetée, celle-ci ne » peut être prononcée que dans les formes tracées par l'ordonnance du » 3 mars 1825, c'est-à-dire par voie de décret rendu après avis du conseil » d'État. S'il n'y a pas opposition de la part de l'autorité diocésaine, l'appro- » bation du préfet, au point de vue des intérêts du service des cultes, » serait suffisante (art. 1er, tableau A, n° 45 du décret du 25 mars 1852) ; » mais, en raison de l'origine domaniale des terrains, la désaffectation doit » être prononcée soit par une décision du gouverneur général, dans le cas » où le décret de concession ne renferme aucune clause stipulant le retour à » l'État des immeubles concédés qui viendraient à perdre la destination » prévue, soit, dans le cas contraire, par un décret du chef de l'État rendu » simplement sur le rapport du ministre des finances. »

V. en outre sur la question, trib. d'Alger, 30 mars 1887, *Rev. Alg.* 1888. 2. 421.

et de l'instituteur, qu'en changeant cette destination qui ne pouvait, aux termes des art. 3 et 4 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, être modifiée que par décret du conseil d'État, le conseil municipal de Bouïnan a excédé ses attributions, et qu'enfin l'arrêté attaqué n'a porté atteinte à aucun droit acquis, la seule conséquence de l'annulation des délibérations du conseil municipal à l'égard des locataires étant que ceux-ci continueront à verser, comme ils le faisaient précédemment, le prix de location entre les mains du desservant et de l'instituteur, auxquels la commune a prétendu à tort se substituer ; — Vu le décret du 3 novembre 1869 portant concession à la commune de Bouffarick, pour être affectés à divers services municipaux de la dite commune et du village annexe de Bouïnan, de divers immeubles, parmi lesquels figurent, pour le village de Bouïnan...., 2° un emplacement et des terres labourables d'une contenance totale de 4 hectares, avec affectation au presbytère ; 3° un emplacement et des terres labourables d'une contenance totale de 4 hectares, avec affectation à l'école ; — Vu la délibération du 24 janvier 1884, par laquelle le conseil municipal de Bouïnan autorise le maire à passer des baux pour les dotations du presbytère et de l'école, et ce de préférence avec les locataires actuels qui ont traité de bonne foi avec le desservant et l'instituteur, et celle du 4 janvier 1885, par laquelle le conseil municipal approuve les baux passés avec les dits locataires ; — Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848 ; — Vu la loi du 16 juin 1851, art. 9 ; — Vu la loi du 5 avril 1884 ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 3 novembre 1869, il est fait concession gratuite à la commune de Bouffarick, pour être affectés à divers services municipaux de la dite commune et du village annexe de Bouïnan, de divers immeubles domaniaux indiqués dans l'état de consistance joint au décret, et qu'aux termes de l'art. 3, la commune est tenue d'assurer et de laisser aux dits immeubles la destination en vue de laquelle il lui sont concédés, sous peine d'en faire la rétrocession gratuite et immédiate au domaine de l'État ;

Considérant que, par l'arrêté attaqué, le préfet d'Alger a déclaré nulles, par application de l'art. 63 de la loi du 5 avril 1884, et comme prises en violation du décret du 3 novembre 1869, deux délibérations du conseil municipal de Bouïnan en date des 24 janvier 1884 et 4 janvier 1885, et relatives à la location, au profit de la commune, de terres labourables figurant à l'état de consistance joint au décret précité, à titre de dotation de l'école et du presbytère ;

Considérant que, si le préfet estimait que la commune de Bouïnan avait, à la suite des délibérations susmentionnées, cessé d'observer les conditions à elles imposées par le décret du 3 novembre 1869, il lui appartenait de poursuivre par les voies de droit la résolution prévue par l'art. 3 du dit décret, mais qu'il ne pouvait pour ce motif déclarer nulles, par application de l'art. 63 de la loi du 5 avril 1884, les délibérations dont s'agit;

Décide : — L'arrêté du préfet d'Alger est annulé.

MM. BERGER, *prés.*; JAGERSCHMIDT, *rap.*; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

22 juin 1888

Abus de confiance, dépôt, preuve testimoniale, commencement de preuve par écrit, aveu, indivisibilité de l'aveu.

La preuve du contrat de dépôt ou de nantissement nécessaire pour établir l'existence d'un abus de confiance ne peut être faite devant un tribunal correctionnel que par un mode de preuve admissible en droit commun; si donc le dépôt ou le nantissement sont relatifs à des objets dont la valeur excède 150 francs, l'existence ne peut en être établie par témoins que s'il y a commencement de preuve par écrit (1);

(1) Il est de principe que l'admissibilité de la preuve testimoniale dépend non point de la nature de la juridiction saisie, mais de la nature du fait à prouver. Par conséquent, lorsqu'un tribunal correctionnel est saisi d'une poursuite en abus de confiance, la preuve du contrat de mandat ou de dépôt dont la violation constitue le délit doit être établie par les mêmes modes de preuve que si l'existence de la convention était discutée devant un tribunal civil. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une valeur de plus de 150 francs la preuve ne pourra être faite par témoins que s'il y a commencement de preuve par écrit (Cass., 29 oct. 1886, Sir. 88. 1. 237; trib. de Lyon, 10 août 1881, Sir. 82. 2. 125).

Il résulte du même principe que, la loi musulmane autorisant dans tous les cas la preuve testimoniale, si le contrat de dépôt a eu lieu entre indigènes musulmans, l'existence pourra en être prouvée par témoins devant les tribunaux correctionnels français, même sans commencement de preuve par écrit, quelle qu'en soit l'importance. V. en ce sens, Alger, 23 déc. 1865 (*Bull. jud. Alg.* 1865); 20 déc. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 154). — V. cep. en sens contraire, Alger, 11 mai 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 145).

Le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne permet pas de considérer comme commencement de preuve par écrit une déclaration du prévenu consignée dans son interrogatoire, et de laquelle il résulte qu'il reconnaît avoir reçu certains objets en dépôt, mais prétend en même temps les avoir restitués (1).

(Min. pub. c. X...)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'abus de confiance commis au préjudice de Klingler ; — Attendu que, s'il est établi par la jurisprudence que la preuve des contrats de dépôt et de nantissement relatifs à des objets dont la valeur excède 150 fr. peut être faite devant les tribunaux correctionnels par la preuve testimoniale, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, il faut que cet écrit soit produit dans des conditions qui permettent de l'accueillir et d'en faire usage ; — Attendu que, dans l'espèce, le commencement de preuve par écrit est tiré de l'interrogatoire subi par la prévenue devant le juge d'instruction, signé par elle, et dans lequel elle reconnaît avoir reçu, à titre de nantissement, de Klingler diverses montres et bijoux ; mais qu'aussitôt après avoir fait cette déclaration, la prévenue a, sans désemparer, affirmé qu'elle les avait rendus à Klingler, au moment où celui-ci avait diminué sa dette primitive et acquis une situation au chemin de fer qui lui assurait des appointements élevés et lui permettait de se libérer aisément du solde de ses engagements ; — Attendu que cet aveu est indivisible, qu'il n'est pas permis de le scinder ; que la protection accordée par la loi en matière civile s'impose avec plus de netteté en matière pénale ; qu'on ne saurait, sans excès, puiser dans la déclaration faite par un prévenu sans y être obligé ce qui lui est défavorable et en écarter ce qui, par une suite indivisible, explique ses agissements et fait disparaître sa responsabilité ;

Attendu qu'on objecterait vainement que la prévenue, en affirmant avoir restitué les bijoux, a fait une déclaration de mauvaise foi uniquement inspirée par le désir d'éviter une condamnation ; que c'est là une pétition de principe ; que la mauvaise foi ne peut être acquise qu'autant que la culpabilité de la prévenue serait démontrée, ce qui, précisément, ne peut

(1) Jurispr. constante : Cass. 10 janv. 1861, D. P. 61. 1. 93 ; Toulouse, 24 nov. 1864, D. P. 64. 2. 200.; Cass. 21 avril 1856, D. P. 56. 1. 156.

avoir lieu qu'en s'emparant d'une partie de ses aveux et négligeant le surplus ; que cette distinction serait arbitraire et contraire à la loi ;

En ce qui touche l'abus de confiance commis au préjudice de Braham Saada : — Attendu que les déclarations du plaignant et des témoins entendus à sa désignation ne peuvent inspirer aucune confiance ; qu'il est invraisemblable que la prévenue, se trouvant sous le coup de poursuites graves, et avisée des conséquences pénales de ses agissements, ait, à une époque concomitante de ces poursuites, appelé sur elle l'attention de la justice pour s'approprier une somme de si minime importance ; qu'il ne faut voir dans la plainte que le désir de mettre à profit la situation fausse dans laquelle se trouvait alors la prévenue pour l'obliger à restituer des objets qu'elle n'avait pas reçus ou à acheter par des sacrifices d'argent le silence du plaignant ;

En ce qui touche le délit de brocantage sans autorisation : — Attendu que la prévenue reconnaît avoir chargé plusieurs, et notamment l'horloger Augias, de mettre en vente pour elle les bijoux qui lui provenaient d'opérations illicites auxquelles elle avait procédé ; mais qu'il ne résulte d'aucun élément de la procédure que ces bijoux aient été, par elle ou par d'autres, brocantés sur la voie publique ; que l'article de loi visé est donc inapplicable ;

En ce qui touche la tenue illégale d'une maison de prêts sur gages : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Disant droit à la fois des appels de la prévenue et du ministère public ; — Réforme les jugements rendus les 3 et 17 mai 1888 ;

Dit que l'abus de confiance relevé au préjudice de Klingler ne peut être établi par la preuve testimoniale ; — Dit que l'abus de confiance relevé au préjudice de Braham Saada n'est pas établi ; — Dit que le délit de brocantage n'est pas justifié ; — Relaxe en conséquence la prévenue des poursuites sur ces trois chefs et la renvoie sans dépens ;

La déclare, au contraire, atteinte et convaincue d'avoir, depuis moins de trois ans, à Bône, tenu ou établi une maison de prêts sur gages ou nantissements sans autorisation légale ; Et par application de l'art. 411 C. pén. la condamne à trois mois de prison, 2,000 fr. d'amende et aux frais.

MM. PUECH, *prés. rap.* ; WURTZ, *av. gén.* — Me JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 février 1888

Appel, exploit, intimé, qualité, mention. — Tutelle, conseil de famille, délibération, membres présents.

L'acte d'appel est soumis aux mêmes formalités et doit contenir les mêmes énonciations que celles qui sont prescrites par les art. 61 et 68 C. pr. civ. pour les exploits d'ajournement ; par suite il est inutile de mentionner dans un exploit d'appel ou d'ajournement la profession ou qualité de l'intimé ou du défendeur (1).

Doit être considérée comme valable une délibération d'un conseil de famille à laquelle ont pris part plus des trois quarts des membres convoqués, bien que certains membres se soient retirés avant la fin de la délibération, mais après avoir manifesté leur opinion (2).

(Calendini c. Nielli)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'acte d'appel est soumis aux formalités prescrites par les art. 61 et 68 C. pr. civ. ; qu'il résulte de la combinaison des

---

(1) Le Code de pr. civ. ne règle la forme des exploits qu'à l'occasion des citations en justice de paix et des ajournements ; mais les arrêts et les auteurs s'accordent à reconnaître que les formalités qu'il édicte s'appliquent en principe à tous les exploits. Parmi les énonciations requises par l'art. 61, figure l'indication des noms et demeure de la personne contre qui l'on agit ; ainsi la mention de la profession n'est pas exigée. Il est d'autant moins permis d'en douter que le projet primitif exigeait au contraire cette énonciation, et qu'il a été modifié à dessein sur les réclamations de plusieurs Cours d'appel (Cass. 17 mai 1848, D. 48. 1. 127 ; Garsonnet, *Traité de procédure*, t. 2, p. 141, note 49 ; Boitard, Colmet Daage et Glasson, t. 1, n° 154 ; Bioche, n° 158 ; Boncenne, t. 2, p. 100).

(2) L'art. 415 C. civ. porte que la présence des trois quarts au moins des membres convoqués est nécessaire pour que le conseil de famille puisse délibérer : mais les délibérations sont valablement prises à la majorité. Il ne faut pas par conséquent que la minorité puisse tenir la majorité en échec, soit en se retirant, soit en refusant de prendre part à la délibération (Bruxelles, 15 mars 1806, D. A. *v° Minorité*, n° 175 1° ; Laurent, *Principes de dr. civ.*, t. 4, n° 460 ; Duranton, t. 3, n° 456 ; Demolombe, t. 7, n° 305).

dits articles avec l'art. 456 du même Code qu'il doit contenir les énonciations indispensables à la validité des ajournements ; — Attendu que l'acte d'appel signifié le 18 juin 1887 par Charles-Joseph Calendini à Jules Nielli, en qualifiant ce derniér de propriétaire, et non de subrogé tuteur des mineurs Calendini, n'a en rien contrevenu aux dispositions de la loi ; qu'en effet, aux termes de l'art. 61 C. pr. civ., l'exploit d'ajournement doit contenir les noms et demeure du défendeur; qu'il est même inutile, en thèse générale, d'y mentionner sa profession ou sa qualité ; — Attendu, dès lors, l'exploit du 18 juin étant régulier, que l'appel de Calendini est recevable ;

Au fond : — Attendu que Robert Calendini est décédé en mars 1886, à Philippeville, laissant quatre enfants en bas âge et une succession composée d'immeubles dont le prix n'a été payé qu'en partie, et dont les revenus doivent être employés avec prudence tant à l'amortissement graduel des capitaux encore dus qu'à l'entretien des mineurs et à leur éducation ; — Attendu que, aucun tuteur n'ayant été choisi auxdits mineurs par le dernier mourant de leurs père et mère, la tutelle appartenait de droit à leur aïeul paternel, Charles-Joseph Calendini, sous-préfet en retraite, domicilié à Paris, à l'hôtel garni l'*Arlésien*, 4, passage de la Madeleine ; que Jules Nielli, propriétaire à Philippeville et ami de feu Robert Calendini, avait été nommé subrogé tuteur par une délibération du 19 février 1886 ; — Attendu que Nielli a cru devoir, dans l'intérêt des mineurs, le 14 mai 1887, provoquer la réunion du conseil de famille, afin de faire déclarer l'incapacité du tuteur Charles-Joseph Calendini ; que le conseil, réuni sous la présidence du juge de paix de Philippeville, a prononcé la destitution dudit tuteur, à la majorité de cinq voix, celle du juge de paix comprise, en se fondant sur ce que, par suite de son âge, de son état de santé et de son éloignement, il ne pouvait prendre soin des mineurs, ni les représenter dans tous les actes civils, ni administrer leurs biens ; — Attendu que, cette délibération ayant été homologuée par jugement du tribunal de Philippeville du 2 juin 1887, Charles-Joseph Calendini a relevé appel de cette décision ; qu'il soutient : 1° que la délibération est nulle par le motif que le conseil a été convoqué par Nielli, subrogé tuteur, cette convocation n'appartenant qu'au tuteur ; 2° que la délibération est nulle comme n'ayant pas été prise par les trois quarts des membres convoqués, ainsi que l'exige l'art. 415 C. civ ; 3° que sa destitution, basée sur le paragraphe 2 de l'art. 444 C. civ., est illégale en droit et non justifiable en fait ;

Sur le premier moyen de forme : — Attendu que, aux termes

de l'art. 406 C. civ., il appartient à toute personne intéressée, même au juge de paix procédant d'office, de faire convoquer le conseil de famille ; qu'il serait au moins bizarre de réserver ce droit au tuteur seul, alors surtout qu'il s'agit de l'exclure contre son gré de la tutelle ; que, d'ailleurs, l'art. 446 C. civ. attribue expressément au subrogé tuteur le pouvoir de faire convoquer le conseil de famille chaque fois qu'il s'agit de provoquer la destitution du tuteur ; que ce moyen n'est donc pas fondé ;

Sur le second moyen de forme : — Attendu qu'il résulte du texte de la délibération attaquée que le conseil de famille se composait de six membres, non compris le juge de paix, président de droit ; que deux des membres, Calendini Eugène et Piétri Paul, ont opiné pour le maintien du tuteur Charles-Joseph Calendini ; que la dame veuve Rousseau, ascendante maternelle des mineurs Brudo Antoine, Blanchet Charles, Nielli Jules, et le juge de paix, soit au total cinq membres, ont été au contraire d'avis qu'il convenait de procéder au remplacement du tuteur ; qu'à la suite de ce vote, Nielli a été nommé tuteur des mineurs Calendini ; — Attendu, dès lors, que non seulement les trois quarts des membres convoqués ont été présents, mais qu'ils l'ont été tous, qu'ils ont tous manisfesté leur intention et qu'il importe peu que deux d'entre eux, se trouvant en minorité, aient pris le parti de se retirer sous le prétexte qu'ils devenaient inutiles à la délibération ; qu'en effet, ils avaient donné leur avis, et que, par conséquent, le vœu de l'art. 415 C. civ. se trouvait rempli ; que décider le contraire, ce serait rendre toute délibération du conseil de famille impossible, alors surtout què la loi ne permet pas, dans cette hypothèse, de considérer comme défaillant le membre qui, s'étant présenté et ayant opiné, se retire ensuite, et de le condamner à l'amende ; — Attendu que ce second moyen manque de valeur juridique et doit être repoussé ;

Sur le troisième moyen : — Attendu que les termes mêmes de l'art. 444 indiquent clairement que les personnes dont l'incapacité est notoire peuvent non seulement être destituées lorsqu'elles sont en exercice comme tuteurs, mais encore être exclues de la tutelle avant de l'avoir exercée ; que décider le contraire, ce serait admettre qu'un tuteur incapable ne peut être destitué qu'après avoir donné au préjudice des mineurs la mesure de son inaptitude ; que la loi, si soucieuse de l'intérêt des mineurs, les aurait ainsi exposés à subir dans leur biens de graves dommages ; que, sans doute, lorsque la personne appelée à remplir les fonctions de tuteur est, avant tout acte d'administration, considérée comme suspecte d'inapti-

tude, le devoir du conseil de famille et des tribunaux est de procéder aux investigations les plus soigneuses, alors surtout qu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'un ascendant qui est présumé nourrir pour les enfants de son fils une affection désintéressée ; — Attendu, à cet égard, et en fait, que Charles-Joseph Calendini, par son éloignement, par son âge très avancé, par l'état de sa santé, serait incapable de donner aux mineurs les soins que comporte leur situation, et surtout d'administrer une fortune encore mal assise et qui exige, pour être rétablie, une surveillance effective qui serait inefficace si elle était exercée à distance ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme, le déclare recevable; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé ; — Confirme purement et simplement la décision attaquée pour être exécutée suivant sa forme et teneur ; — Débqute Charles-Joseph Calendini de tous ses moyens et conclusions, tant sur la forme qu'au fond, etc.

MM. ZEYS, *prés.;* CUNIAC, *av. gén.* — Mes POIVRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

30 juin 1887

Mandat, décès du mandataire, continuation par les héritiers, nouveau mandat, reddition de compte, obligation, divisibilité.

Les héritiers qui ont volontairement accepté et continué le mandat donné à leur auteur doivent en assumer les charges et rendre compte de leur gestion (1) ;

Le fait qu'un nouveau mandat est confié à l'un de ces héritiers, sans aucune réserve touchant les faits antérieurs, a pour effet de substituer personnellement cet héritier à l'héréditè en faisant cesser le mandat exercé précédemment par tous les cohéritiers ;

Le mandant peut poursuivre en reddition de compte l'un des cohéritiers, pour sa part indivise, sans être contraint d'assigner ceux des héritiers auxquels il estime n'avoir rien à réclamer.

(1) Cpr. Req., 21 mai 1867, Sir. 67. 1. 251 ; D. P. 69. 1. 343.

(Consorts Lasry c. Kanoui)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, suivant traités de 1867 et 1868, Simon Kanoui avait donné à Jacob Lasry, son beau-père, le plus large mandat pour gérer et administrer ses biens et affaires pour se couvrir d'avances considérables qu'il lui avait consenties ; qu'il est affirmé par Simon Kanoui que son frère Mardochée, partie au dit acte, est décédé et n'avait plus aucun intérêt aux opérations dérivant de ce traité ; que du 10 juillet 1868, date de l'acte précisant ces conventions, au 11 mars 1869, date de son décès, Jacob Lasry a exercé ou pu exercer ce mandat ; qu'il en doit compte ; que ce compte n'a pas été rendu ; que Kanoui est en droit de le réclamer, alors même qu'il devrait, en tout cas, demeurer débiteur, son intérêt bien entendu étant de faire déterminer le chiffre exact de sa dette, si elle existe, ou de sa créance, si elle est établie selon ses prétentions ; — Attendu que, sans rechercher si, après le décès de Jacob Lasry, ses héritiers étaient tenus de continuer les opérations concertées entre lui et Kanoui, il est certain, en fait, qu'ils les ont acceptées et poursuivies ; qu'ils s'en prévalent aujourd'hui pour demander la vente des bijoux donnés en gage ; qu'ils ne peuvent prétendre aux bénéfices de cette opération sans en assumer les charges ; que leur obligation étroite est de rendre compte de la gestion qu'ils ont volontairement acceptée et pratiquée ; — Attendu que, suivant acte du 29 juin 1870, Kanoui a donné un nouveau mandat personnel à Élie Lasry, son beau-frère, seul héritier mâle de Jocob Lasry et représentant actif et autorisé de la famille tout entière ; qu'il s'agit de rechercher si cette procuration a eu pour effet de substituer Élie Lasry personnellement à l'hérédité de Jacob Lasry ou si elle a été simplement un instrument nouveau destiné à faciliter la liquidation, sans modifier l'état de choses antérieur ;

Attendu, à cet égard, que la procuration du 29 juin 1879 est conçue en termes qui ne laissent aucun doute sur la volonté de confier à Élie Lasry, dont l'intelligence et l'activité lui inspiraient alors toute confiance, la gestion de ses affaires ; qu'il n'y est fait aucune réserve touchant les faits antérieurs, ni aucune restriction de nature à en limiter la portée dans l'avenir ; qu'il aurait été inutile de faire cette manifestation si l'on avait voulu maintenir les liens précédents avec tous les héritiers ; que si on l'avait ainsi entendu on l'aurait exprimé ; qu'au surplus, le choix fait d'Élie Lasry se peut expliquer soit

par ses mérites personnels, alors en plein relief, soit par le désir de Kanoui d'être uniquement en relations avec un seul des héritiers qui paraissait lui offrir une surface suffisante, soit par la nécessité de se faire maintenir les crédits indispensables après l'expiration alors prochaine des délais impartis dans le traité du 10 juillet 1868 ; — Que Kanoui le pouvait sans manquer à l'engagement d'honneur pris dans l'acte du 10 juillet 1868, cet engagement ne le liant qu'à l'égard des héritiers de Jacob Lasry, qui ne formulèrent aucune protestation et acceptèrent même l'état de choses nouveau en restreignant à la continuation de leurs opérations avec la banque de l'Algérie le mandat général qu'ils avaient d'abord donné à Élie Lasry ; qu'enfin on ne saurait conserver aucun doute sur les intentions de Kanoui puisque dans son exploit du 24 février 1876, qui a introduit l'instance actuelle, et dans les exploits des 9 et 16 juillet 1884, qui l'ont reprise, il prend soin lui-même d'indiquer la distinction entre les comptes dus par Élie Lasry pour sa gestion personnelle, ce qui n'aurait aucun sens si Élie Lasry avait été, du commencement à la fin de ce pacte, le simple représentant de l'hérédité de Jacob Lasry, seule responsable de l'agent par elle choisi ;

Attendu que la nécessité d'une liquidation est ainsi démontrée pour les diverses périodes pendant lesquelles Kanoui a été dépouillé de l'administration de ses affaires ; que Kanoui n'a jamais renoncé à demander cette liquidation à laquelle il a droit, sa participation aux divers traités dans lesquels sa dette a été discutée, affirmée et partagée n'ayant jamais eu le caractère d'un assentiment ou d'une reconnaissance ; qu'il reste donc seulement à rechercher si son action en reddition de comptes, parfaitement justifiée en principe, peut être régulièrement exercée contre les parties en cause ;

Attendu que Kanoui ne peut être contraint d'assigner ceux des héritiers auxquels il estime n'avoir rien à réclamer, soit parce qu'ils seraient étrangers au débat, comme les deux filles du premier lit, soit parce qu'ils auraient transigé, comme avec Cécile Lasry, soit parce qu'ils ont des intérêts étroits, comme avec Esther Lasry, sa femme ; que ceux des héritiers contre lesquels son action est dirigée ne peuvent s'en plaindre puisque, d'après ses déclarations formelles, ils n'auront jamais à répondre que dans la mesure de leur part indivise dans la succession de Jacob Lasry, sauf le cas d'un fait personnel ; qu'enfin, s'ils le jugent indispensable, ils ont la faculté d'appeler en cause ceux de leurs cohéritiers que Kanoui a négligés, afin d'avoir un règlement contradictoire et définitif ; — Attendu, au contraire, que Kanoui a fait assigner à bon droit

Semha Cabessa, veuve de Jacob Lasry, laquelle a exercé des reprises sur la succession de son mari et figuré dans plusieurs actes, tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants mineurs, et a exercé personnellement, pendant un certain temps, par substitution d'Élie Lasry, l'administration des biens de Kanoui ;

Attendu que la demande reconventionnelle est prématurée ; qu'elle ne saurait aboutir tant qu'il ne sera pas démontré que Kanoui est débiteur et qu'il refuse de payer ses dettes après leur liquidation ;

Par ces motifs : — Déclare l'action de Kanoui recevable et valablement intentée contre les personnes mises en cause ; dit n'y avoir lieu de le contraindre à appeler en cause les autres cohéritiers ; autorise ceux qui le jugeront utile à les y faire intervenir, à leurs risques et périls ; — Ordonne qu'il sera procédé à la reddition de tous comptes ayant existé entre les parties : 1° du 10 juillet 1868 au 11 mars 1869 ; 2° du 11 mars 1869 au 29 juin 1870 à la date de la cessation du mandat confié à Elie Lasry ; — Dit que les héritiers de Jacob Lasry ne sauraient être responsables des agissements d'Elie Lasry durant cette dernière période pendant laquelle Elie Lasry a été seul et unique mandataire de Kanoui, à moins qu'il ne soit justifié contre eux ou l'un d'eux d'un fait personnel pouvant engager sa responsabilité ; — Et pour procéder à ces comptes, renvoie la cause et les parties devant le magistrat délégué par le tribunal ; — Fixe à trois mois à partir de la signification du présent arrêt le délai dans lequel les comptes devront être présentés, donne main-levée de l'amende, réserve les dépens, et moyennant ce démet toutes parties de leurs plus amples conclusions.

MM. PUECH, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 mars 1889

Prescription civile, possession décennale, indigène musulman, propriété, loi musulmane, acquisition, loi du 26 juillet 1873, transcription.

Le fait par un indigène d'avoir exercé la possession paisible, publique, continue, non précaire et à titre de propriétaire d'un immeuble pendant dix années, avant la promulgation de

la loi du 26 juillet 1873, a suffi pour lui en faire acquérir la propriété par le seul effet de la prescription (1);

Par suite, son droit de propriété ne saurait recevoir, à l'égard des tiers, aucune atteinte de ce qu'il n'aurait pas fait transcrire, postérieurement à la dite loi, le titre en vertu duquel il possédait, ou de ce que la transcription de ce titre ne contiendrait pas une désignation suffisante de l'immeuble.

(Consorts El Hadj Mohamed ben Ghébra c. André)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte des opérations auxquelles il a été procédé sur les lieux litigieux que, malgré les difficultés qu'offre actuellement, à raison du temps écoulé et des changements survenus, la restitution des limites, d'ailleurs vagues et peu précises, indiquées dans l'acte musulman des 25 octobre - 23 novembre 1862, produit par les consorts Ben Ghébra, cependant l'identité de la parcelle acquise par leur auteur, en vertu de cet acte, du nommé El Kihal, et de celle acquise le 12 novembre 1880 par André des héritiers de El Kihal ould Mouley avec celle qui avait été concédée, le 20 janvier 1861, au dit El Kihal ould Mouley est bien certaine; — Attendu effectivement que, si le rapport de l'expert est muet au sujet des limites mentionnées sur le titre musulman des consorts Ben Ghébra, dont l'application technique ne paraît même pas avoir été tentée, le procès-verbal du juge commis constate du moins que l'un des confronts, le cimetière placé à l'ouest, se reconnaît encore par la désignation de l'immeuble qui confine de ce côté à la parcelle litigieuse; tandis que les changements survenus dans « l'aspect de la terre » peuvent expliquer la disparition des autres limites portées dans l'acte, clairières, tas de pierres, etc.; — Que, d'autre part, les témoins entendus à la requête de l'une et de l'autre des parties, à l'exception d'un seul (le premier témoin de l'enquête principale), s'accordent à déclarer que la parcelle litigieuse est bien celle que El Hadj Mohamed ben Ghébra a achetée de Kihal Mouley en 1862; — Que le premier témoin de l'enquête lui-même, tout en déclarant que Ben

---

(1) Cpr. Alger, 29 janv. 1884 *(Bull. jud. Alg.* 1884, p. 40); Alger, 16 janv. 1888 *(Rev. Alg.* 1888. 2. 457) et les renvois en note; Alger, 18 déc. 1888 *(suprà,* p. 219) et la note.

Ghébra n'aurait détenu cette parcelle « qu'à titre de locataire de l'un des fils du concessionnaire primitif auquel il payait une rente annuelle », reconnaît cependant qu'il en a bien revendiqué la propriété dans un procès qu'il a eu à soutenir avec un autre prétendant droit nommé Kaddour ben Djelloul ; et que par conséquent c'est bien encore au vendeur d'André, El Kihal ould Mouley, que ce témoin rattache aussi l'origine de la propriété de la parcelle détenue par Ben Ghébra ; — Attendu, il est vrai, que l'acte du cadi en 1862 semble attribuer à la propriété de la dite parcelle une origine autre que la concession consentie le 20 janvier 1861 à El Kihal ould Mouley, et paraît la rattacher à une concession qui serait en date du 5 mai 1859 ; — Mais que cette divergence du texte de l'acte avec les faits qu'il mentionne n'est que le résultat d'une erreur évidente du cadi, qui l'a rédigé en se référant non point à la date même de l'acte de concession proprement dit, portée à la fin du titre domanial, mais à la date de l'approbation ministérielle, textuellement visée en tête de ce titre ; qu'il n'y a donc lieu de s'y arrêter ;

Attendu que, l'identité de la parcelle revendiquée simultanément par les parties étant ainsi établie et rattachée à une commune origine, il résulte encore de l'enquête et de la contre enquête que depuis la date de son acquisition, soit depuis 1862, jusqu'au moment de l'instance actuelle, El Hadj Mohamed ben Ghébra a constamment exercé sur elle une possession paisible, publique, continue, non précaire et à titre de propriétaire ; — Que le fait de cette possession ainsi que son véritable caractère se trouvent encore confirmés soit par les jugements rendus au profit de Mohamed ben Ghébra tant devant le cadi du Tlélat le 7 décembre 1875, que devant le tribunal d'Oran le 17 juin 1880, dans l'instance soutenue de son droit prétendu en hypothéquant la parcelle dont s'agit à la demoiselle Toche le 21 mai 1880 ; — Attendu que cette possession, ainsi caractérisée, s'étant continuée pendant plus de dix années avant la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, c'est-à-dire pendant une période pendant laquelle l'immeuble se trouvait entre les mains du dit Ben Ghébra, et, nonobstant son origine domaniale, soumis au régime de la loi musulmane, il est constant qu'elle suffisait, indépendamment de l'acte de 1862, pour le constituer propriétaire par l'effet de la seule prescription ; — Attendu dès lors qu'il importe peu de rechercher si la transcription de l'acte de 1862, opérée le 1er juin 1880, soit d'ailleurs avant la transcription de la vente du 12 novembre 1880 faite à André, a pu être inopérante vis-à-vis de ce dernier, à raison de l'insuffisance de la

désignation de l'immeuble ; — Qu'en effet, El Hadj Mohamed ben Ghébra propriétaire en vertu de la prescription dès avant la loi de 1873, pouvait désormais passer son titre de 1862 sous silence, et, à plus forte raison, s'abstenir de le faire transcrire ; — Que l'accomplissement d'une formalité qui lui était ainsi inutile ne peut donc, quelques irrégularités qui l'aient accompagnée, avoir eu pour effet de vicier son droit, de lui enlever un avantage qui en était indépendant, et que le seul fait de la possession suffisait à lui assurer ;

Par ces motifs : — Déclare reprise avec les consorts Ben Ghébra l'instance originairement pendante entre leur auteur El Hadj Mohamed ben Ghébra et le sieur André ; — Ce faisant et vidant son préparatoire du 2 juin 1886 ; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; — Infirme en conséquence le jugement déféré ; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Déclare André mal fondé en sa demande en revendication de l'immeuble dont s'agit, l'en déboute, et le condamne aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

15 janvier 1889

Travaux publics, dommages, indemnité, compétence, commune, responsabilité.

La compétence du conseil de préfecture en matière de dommages causés par les travaux publics se limite aux dommages qui sont une conséquence directe et immédiate de ces travaux.

S'il s'agit de dommages ne se rattachant pas à l'exécution proprement dite des travaux, l'autorité judiciaire est compétente pour en connaître, alors surtout que le fait, cause du dommage, constitue un délit prévu et puni par une loi (1).

Les dommages occasionnés par le fait d'un entrepreneur de travaux publics ou de ses agents engagent la responsabilité de la commune dont l'entrepreneur est le préposé, lorsque celle-ci s'est réservé une part dans la direction et le contrôle des travaux (2).

(1 et 2) La chambre civile confirme sur ces deux points la doctrine qui avait été admise par l'arrêt de la Cour d'Alger du 6 mars 1886. V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1886. 2. 229, et la note.

(Commune de Bône c. Carvallo et époux de Noireterre)

ARRÊT

Sur le 1er moyen : — Attendu que les demandeurs originaires avaient articulé dans leur demande et que la Cour d'appel a reconnu en fait que l'incendie du 3 août 1881, qui a commencé dans les gourbis des ouvriers et de là s'est étendu vers la forêt de Bragautres, qui a été détruite en partie, a eu pour cause l'imprudence commise par les ouvriers de Carvallo, qui avaient établi leurs fourneaux à 50 centimètres de distance seulement des broussailles et à proximité des gourbis, et qui, contrairement aux règles de la prudence la plus vulgaire et à l'usage, avaient laissé le feu des fourneaux sans le recouvrir avec de la terre après s'en être servi ; — Attendu que dans ces circonstances l'arrêt attaqué a pu conclure à bon droit que cet incendie ne se rattachait pas à l'exécution des travaux publics dont ces ouvriers étaient chargés et n'en étaient point la conséquence directe et immédiate ; — Attendu, d'autre part, que le fait servant de base à la demande constituait un délit prévu et puni par la loi du 17 juillet 1874 ; — Attendu que la circonstance qu'aucune poursuite n'avait été exercée devant la juridiction criminelle ne saurait changer la nature d'une faute que la loi qualifie délit ; — D'où il suit qu'en retenant pour les tribunaux civils la connaissance du litige, l'arrêt attaqué n'a violé ni le principe de la séparation des pouvoirs, ni les textes de loi invoqués par le pourvoi ;

Sur le 2e moyen : — Attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que la commune de Bône s'était réservé une part dans la direction et le contrôle des travaux exécutés pour elle par Carvallo ; que les droits de surveillance et de direction qu'elle avait retenus sur l'ensemble de ces travaux étaient par elle exercés par l'intermédiaire de quatre de ses agents et d'un conducteur et d'un architecte ; que ses pouvoirs allaient jusqu'à lui permettre d'imposer à l'entrepreneur le renvoi de ses propres agents et employés ; qu'ainsi l'entreprise elle-même était placée sous la dépendance de la commune ; — Attendu que dans ces circonstances de fait l'arrêt attaqué a pu décider, bien que l'entreprise eût été donnée à forfait, que Carvallo n'était qu'un préposé de la commune et qu'en conséquence, celle-ci demeurait responsable civilement des imprudences, négligences, c'est-à-dire des fautes de ce préposé et des agents de celui-ci, sans violer, en statuant ainsi, les articles de loi visés par le pourvoi ;

Sur le 3e moyen : — Attendu qu'à supposer que le motif pris

par l'arrêt de ce qu'une partie des travaux non comprise dans le marché passé avec Carvallo était exécutée par la commune avec ses propres ouvriers ne puisse en rien servir à établir contre celle-ci une responsabilité, la décision attaquée trouverait encore sa pleine justification dans les autres circonstances de fait relevées par la Cour d'appel, suffisantes à elles seules pour donner à cette décision une base légale ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 6 mars 1886.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; DE LAGREVOL, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes AGUILLON, PÉROUSE et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Aud. civ.)

1er mars 1889

Faillite, Tunisie, sujet tunisien, créanciers européens, déclaration, tribunaux français, compétence.

Les tribunaux français, en Tunisie, sont, aux termes de l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884, compétents pour prononcer la déclaration de faillite d'un Tunisien lorsque la masse de la faillite se compose de créanciers européens ou protégés des puissances européennes (1).

(Mohamed ben Ahmed Bou Achour)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, le 28 février 1889, le sieur Mohamed ben Ahmed Bou Achour, sujet tunisien, a déposé son bilan au greffe du tribunal de Sousse, et qu'il en résulte que la masse de ses créanciers se compose d'Européens ou de protégés des puissances européennes ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884, les tribunaux français en Tunisie connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Euro-

---

(1) V. en sens contraire un jugement du tribunal de Tunis du 19 février 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 34), — et dans le sens de la décision rapportée ci-dessus la note qui accompagne ce jugement. — Cpr. Alger, 5 juill. 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 94).

péens sont en cause, même comme demandeurs, en matière personnelle et mobilière ; qu'ils sont par suite compétents pour prononcer la déclaration de faillite ;

Attendu qu'on objecterait vainement que, l'article du décret précité ayant expressément réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions de sujets tunisiens musulmans ou israélites, il s'ensuivrait nécessairement que le tribunal ne pourrait déclarer en état de faillite un sujet tunisien ; — Que, si l'état de faillite a pour effet de dessaisir momentanément le failli de l'administration de ses biens, il ne porte aucune atteinte à ses droits de famille, ni à sa capacité en matière de succession ;

Attendu qu'il n'échet davantage de s'arrêter à l'objection tirée de ce que le jugement déclaratif entraîne à sa suite la contrainte corporelle, la vente des immeubles du failli, et, parfois, l'interprétation d'actes passés entre sujets tunisiens ; qu'en France et en Algérie les diverses juridictions qui ont eu à s'occuper de la mise en faillite d'un étranger et de ses effets n'ont pas hésité à leur appliquer la loi française dans toutes ses conséquences (V. notamment Req. 24 nov. 1857, Sir. 58. 1. 66 ; trib. com. de la Seine, 28 févr. 1856, Sir. *eod. loc.*, note ; Paris, 20 mai 1878, *Journ. du dr. internat. privé*, p. 434 ; Paris, 11 juin 1872, D. P. 72. 2. 191 ; Alger, 5 juill. 1880, *Bull. jud. Alg.* 1881, p. 94) ; que cette jurisprudence se justifie suffisamment par cette considération que la loi française sur les faillites n'est qu'une loi de procédure qui organise un mode particulier de liquidation de la situation du commerçant qui la subit, et qui ne touche en rien à son statut personnel ; que, spécialement en Tunisie, il est constant que les engagements pris par un Tunisien envers des Européens peuvent être exécutés sur ses biens immobiliers par toutes les voies de droit ;

Attendu, surabondamment, qu'il convient de distinguer avec soin ce qui a trait à la déclaration de faillite et ce qui touche aux conséquences qui peuvent en résulter ; qu'en admettant que ces conséquences produisent des situations juridiques et des conflits à l'égard desquels les tribunaux français, en Tunisie, seraient incompétents, il ne s'ensuivrait nullement qu'ils le devinssent pour constater la cessation des paiements et ouvrir la procédure de la faillite ;

Attendu que la cessation des paiements du commerçant Bou Achour est constante ;

Par ces motifs : — etc.

MM. BERGE, *prés.* ; BOSSU, *proc. de la Rép.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. civ.)

11 avril 1889

Prescription civile, prêt à intérêt, contrat passé en Tunisie, prescription des intérêts, loi applicable, prescription quinquennale.

Les Européens qui ont stipulé, en Tunisie, un prêt à intérêt, n'ayant pu vouloir soumettre leurs stipulations à la loi musulmane, qui proscrit ce contrat, doivent être présumés avoir tendu contracter conformément aux usages locaux introduits dans la régence sous l'influence des juridictions consulaires et dans l'établissement desquels les législations française et italienne ont été prépondérantes;

Par suite, il y a lieu d'appliquer aux contrats passés en Tunisie la prescription de cinq ans édictée par l'art. 2277 du C. civ. français et l'art. 2144 du C. civ. italien.

(Consorts Costa c. consorts Ezzerad)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les opposants demandent au tribunal de déclarer prescrits les intérêts de leur dette antérieurs aux cinq dernières années par application de l'art. 2277 du C. civ. français; — Attendu que les consorts Costa prétendent que la loi locale, c'est-à-dire la loi musulmane, étant seule applicable au contrat dont s'agit, aucune prescription des intérêts ne peut être accueillie; — Attendu qu'il appartient au tribunal d'apprécier, suivant les circonstances, les formes données à un contrat et les stipulations qu'il contient, sous quelle loi les parties ont entendu se placer;

Attendu qu'il s'agit au procès d'un prêt à intérêt; que le prêt à intérêt est proscrit par la loi musulmane, et qu'en conséquence il est évident que les contractants n'ont pas entendu soumettre leurs stipulations à l'empire de cette loi; — Que, ce premier point étant acquis, il convient de rechercher la loi applicable aux dites stipulations;

Attendu que le prêt à intérêt est pratiqué habituellement, en Tunisie, entre les Européens, qui ont ainsi introduit dans ce pays un contrat relevant de leurs propres lois; que, sous l'influence des juridictions consulaires, toutes les règles qui lui sont spéciales, dans ces lois, y sont devenues d'une pratique constante; que, parmi ces règles, se place notamment

celle qui est relative à une courte prescription des intérêts, prescription admise par toutes les législations comme découlant de nécessités d'ordre public absolu et universel; qu'on doit donc admettre que tout prêt à intérêt consenti en Tunisie y est nécessairement soumis et que la seule difficulté qui pourrait se présenter, en pareille matière, serait de déterminer le laps de temps par lequel s'y prescrivent les intérêts; — Attendu que la grande majorité des Européens qui habitent la régence appartient aux nationalités française et italienne; que l'art. 2277 du C. civ. français fixe la prescription des intérêts à cinq années; que l'art. 2144 du C. civ. italien contient une disposition identique; que l'influence de ces deux législations a été prépondérante dans l'établissement des usages locaux; que c'est donc également par cinq ans que les intérêts se prescrivent pour les contrats passés dans la régence; — Qu'il y a donc lieu de déclarer prescrits les intérêts réclamés par les consorts Costa pour une période plus longue que cinq années, par suite, de faire droit aux conclusions très subsidiaires de toutes les parties en cause, de rejeter leurs conclusions principales, et de condamner les consorts Ezzerad au paiement de la somme principale 1803 piastres avec les intérêts à 9 °/₀ pour les cinq dernières années;

Par ces motifs: — Reçoit en la forme l'opposition des consorts Ezzerad; — Au fond, annule le jugement entrepris, et, statuant à nouveau, condamne les consorts Ezzerad à payer aux consorts Costa la somme de 1803 piastres avec les intérêts à 9 °/₀ pour cinq années échues, etc.

MM. BERGE, *prés.*; BOSSU, *proc. de la Rép.* — Mᵉˢ GALLINI et MALTEAU, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

14 avril 1888

Intérêts de capitaux, Tunisie, convention, taux de l'intérêt.

Il n'appartient pas aux tribunaux français, en Tunisie, de modifier le taux des intérêts fixé par la convention des parties, alors d'ailleurs que le taux de 12 °/₀ stipulé est le taux normal et usité de l'intérêt de l'argent dans la régence (1).

(1) Cpr. trib. de Sousse, 13 juill. 1888 (*suprà*, p. 239); trib. de Tunis, 24 juill. 1883 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 339).

(Cotton c. caïd Bichi Samama)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par obligation en date du 31 décembre 1871, le caïd Moïse de Salomon Samama s'est reconnu débiteur de Cotton d'une somme principale de 33,000 fr., avec intérêts à raison de 12 °/₀ l'an ; — Attendu que depuis le 31 décembre, époque à laquelle la dite obligation a été souscrite, Moïse de Salomon Samama n'a payé ni capital, ni intérêts, ni à-comptes ; — Qu'il est en conséquence, à ce jour, débiteur de Cotton : 1° d'une somme de 33,000 francs, montant en principal de l'obligation du 31 décembre 1871 ; 2° de celle de 19,800 fr., pour cinq années d'intérêts au taux stipulé de 12 °/₀ ; — Qu'il ne conteste pas cette dette, mais qu'il demande : 1° que le taux des intérêts soit réduit à 5 °/₀ ; 2° qu'il lui soit accordé le délai de grâce que l'art. 1244 accorde aux débiteurs malheureux ; — Attendu qu'une stipulation expresse d'intérêts ayant été convenue entre les parties, il n'appartient pas au tribunal de modifier une convention librement consentie ; que le taux de 12 °/₀ était d'ailleurs alors et est resté le taux normal et usité de l'intérêt de l'argent dans la régence ; — Attendu que le retard apporté par le débiteur à l'exécution des engagements par lui pris ne permet pas de lui accorder un délai ;

Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement ; — Condamne le dit caïd de Salomon Samama, dit caïd Bichi, à payer au sieur Cotton : 1° la somme de 33,000 fr., montant en principal de l'obligation du 31 décembre 1871 ; 2° celle de 19,800 fr. représentant cinq années d'intérêts au taux stipulé de 12 °/₀ ; — Le condamne en outre aux intérêts de droit des dites sommes à partir de la demande en justice et aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; PARISOT, *juge*, *ff. min. pub.* — Mᵉˢ BRULAT et BESSIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

13 octobre 1888

Compétence criminelle, banqueroute simple, banqueroute frauduleuse, délits distincts.

Les tribunaux de police correctionnelle, saisis d'une poursuite en banqueroute simple, doivent statuer sur la préven-

tion, alors même que les débats établiraient à la charge du prévenu des faits de banqueroute frauduleuse, si les faits énoncés dans la citation sont indépendants de ceux d'où peut résulter le crime de banqueroute frauduleuse et n'ont avec eux aucun lien direct.

(Min. pub. c. Pinhas Sebbah)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'après avoir été déclaré en état de faillite par jugement du tribunal de commerce de Constantine en date du 8 juin 1888, Pinhas Sebbah a été poursuivi devant la juridiction correctionnelle sous l'inculpation de banqueroute simple ; — Que le tribunal correctionnel de Constantine, bien que régulièrement saisi, n'a pas cru devoir statuer sur la préveption, par le motif que les faits soumis à son examen paraissaient constituer non point un simple délit, mais bien le crime de banqueroute frauduleuse ; — Attendu que, même au cas où les débats auraient établi à l'encontre de Pinhas Sebbah des actes constitutifs de banqueroute frauduleuse, le tribunal n'en devait pas moins statuer sur les faits énoncés dans la citation, ces faits offrant une existence complétement indépendante et n'ayant aucun lien direct avec ceux d'où pouvait résulter le crime de banqueroute frauduleuse ; — Que, dès lors, il y a lieu pour la Cour, saisie par l'appel du ministère public, de se déclarer compétente et de statuer sur la prévention ;

Attendu qu'il résulte soit du rapport dressé par le syndic, soit des propres aveux du prévenu, que Pinhas Sebbah n'a point tenu de livres réguliers, qu'il n'a pas fait inventaire et qu'il n'a pas, dans les délais de la loi et alors qu'il était en état de cessation de paiements, fait au greffe du tribunal de son domicile la déclaration prescrite par les art. 484, 486 C. com. et 402 C. pén. ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel du ministère public comme régulier en la forme ; — Et statuant au fond ; — Dit qu'il a été bien appelé, mal jugé ; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, se déclare compétente pour connaître de la prévention dirigée contre Pinhas Sebbah ; — Déclare ledit Pinhas Sebbah atteint et convaincu d'avoir, à Constantine, depuis moins de trois ans, commis le délit de banqueroute simple : 1° en ne tenant pas de livres réguliers ; 2° en ne faisant pas inventaire ; 3° en ne faisant pas, dans les délais impartis par

la loi, la déclaration de la cessation de ses paiements, délit prévu et puni par les art. 584, 586 C. com. et 402 C. pén. ; et, pour réparation, lui faisant application desdits articles, le condamne à la peine de un mois d'emprisonnement ; — Le condamne aux frais envers l'État.

MM. LOURDAU, *prés.* ; SCHINDLER, *rap.* ; WURTZ, *av. gén.* — Me LADMIRAL, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

25 octobre 1888

Responsabilité, contrat de transport, chemin de fer, tarif réduit, clause de non garantie, perte, faute, preuve.

Si la clause de non garantie insérée dans un tarif réduit ne libère pas une compagnie de chemins de fer de la responsabilité qui peut lui incomber à raison de ses fautes ou de celles de ses agents, elle a pour conséquence, contrairement aux règles posées dans l'art. 103 C. com., de mettre, notamment en cas de perte de la marchandise, la preuve de la faute à la charge de son propriétaire (1).

(Cie des chemins de fer de l'Est-Algérien c. Mohamed ben Zarrouck).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers en la forme et par suite recevables ;

Au fond : — Attendu qu'il n'est point contesté que les sacs vides remis le 25 octobre 1886 à la gare de Constantine par El Hadj Mohamed ben Zarrouck, pour être expédiés à Gaillard, à Hammam-Meskoutine, devaient être transportés aux conditions du tarif spécial n° 8 (petite vitesse) ; — Que dans ce tarif il est stipulé expressément que la compagnie ne répond pas de la perte des sacs ou autres emballages vides en retour ; — Attendu que, si la clause de non garantie ainsi insérée dans un

---

(1) Jurispr. constante : V. Cass., 16 mars 1885 (D. P. 85. 1. 435) et les arrêts cités *Rev. Alg.* 1887. 2. 301 et suiv. V. aussi trib. com. d'Alger, 2 févr. 1889 (*suprà*, p. 160). — L'exactitude de cette interprétation de la clause de non garantie est contestée par la majorité des auteurs : V. Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. com.*, n° 954 ; Sarrut, *Transp. par chem. de fer*, n° 222 *ter*, et la note *Rev. Alg.* 1887. 2. 301.

tarif réduit ne libère pas la compagnie de la responsabilité qui peut lui incomber à raison de ses fautes ou de celles de ses agents, elle a pour conséquence, contrairement aux règles posées dans l'art. 103 du C. com., de mettre la preuve de la faute à la charge du propriétaire de la marchandise ; — Que la preuve de la faute ne saurait être déduite à la charge de la compagnie de la perte seule de l'objet de l'expédition ; — Qu'il incombe au propriétaire de la marchandise d'établir les faits ou circonstances précis qui constituent la faute ; — Attendu que, dans la cause, El Hadj Mohamed ben Zarrouck n'établit ni n'allègue même aucuns faits ou circonstances déterminés constituant une faute de la compagnie ; — Qu'il échet en conséquence de repousser sa demande ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme les appels respectifs de la compagnie de l'Est-Algérien et de El Hadj Mohamed ben Zarrouck ; — Rejette l'appel incident ; — Et faisant droit à l'appel principal, infirme le jugement déféré ; — Décharge la compagnie de l'Est-Algérien des condamnations prononcées contre elle ; — Déboute El Hadj Mohamed ben Zarrouck de sa demande ; — Condamne El Hadj Mohamed ben Zarrouck à l'amende de son appel incident et à tous les dépens de 1re instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes ROBE et GARAU, *av.*

TRIBUNAL MIXTE DE TUNIS

15 avril 1889

Immatriculation, opposition, production de la requête, délai, point de départ.

La déchéance édictée par l'art. 41 de la loi du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière en Tunisie, modifiée par le décret beylical du 16 mai 1886, contre les opposants à une demande d'immatriculation qui n'ont pas produit au juge rapporteur leur requête introductive d'instance dans le délai de quinze jours à partir de la sommation à eux faite, n'est encourue, lorsqu'il y a plusieurs sommations de produire faites à divers opposants, que par l'expiration du délai à partir de la dernière sommation (1).

(1) V. la loi du 1er juillet 1885 et le décret du 16 mai 1886, *Rev. Alg.* 1885. 3. 145 et 1886. 3. 97.

(Lasson c. Hamida ben Otsman et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant réquisition en date du 24 décembre 1887, M. Lasson a demandé l'immatriculation, en qualité d'enzéliste, d'un domaine appelé Bordj-es-Daïs, sis à la Manouba, grevé d'une rente d'enzel de 9,000 piastres au profit des harameyne (les deux villes saintes, la Mecque et Médine (1) ; — Attendu qu'il a déposé à l'appui de sa réquisition un titre composé de trois actes : 1° une constitution en enzel dudit domaine, consentie à la date du 3 février 1887 par l'administration des habous des harameyne au profit de Sliman, fils de Mohamed bach Bouach, d'El Hadj Ali ben Amar et de Joseph Mifsond, moyennant une rente de 9,000 piastres ; 2° une cession du 24 février suivant par les deux premiers acquéreurs au dernier de leurs droits d'enzel ; 3° une cession de la totalité de l'enzel par Mifsond à Lasson, en date du 16 mars 1887 ; — Attendu que le premier de ces actes détaille les limites de la propriété et que cette délimitation a été reproduite dans la réquisition de Lasson ; — Attendu que toutes les formalités prescrites pour parvenir à l'immatriculation ont été régulièrement accomplies et qu'il n'est pas résulté des recherches du juge commis qu'il y eût lieu de faire opposition au nom d'incapables ou de non présents ;

Attendu que neuf personnes ont fait opposition à l'immatriculation, etc. ; — Attendu qu'à la suite des sommations à eux signifiées, ces opposants ont déposé leurs requêtes introductives d'instance et leurs pièces à l'appui ; — Attendu que Lasson, après avoir demandé et obtenu plusieurs délais pour répondre à ces réclamations, a déposé sa réplique à la date du 12 novembre 1888 ; — Attendu qu'à la date du 14 novembre suivant, le tribunal a rendu un jugement préparatoire prescrivant le bornage des limites prétendues par le réclamant ; — Attendu que cette opération a été effectuée par le service topographique le 8 décembre 1888 et jours suivants et que les lignes indiquées par les réclamants ont été reportées sur le plan ;

Attendu qu'avant de passer à l'examen du fond il est nécessaire de statuer sur une fin de non recevoir opposée par Lasson à Hamida ben Ostman (l'un des réclamants) et résultant de ce que la requête de ce dernier n'a été déposée que le 26 juillet 1888, alors que sa sommation lui avait été signifiée le 26 juin précédent ; — Attendu que Lasson invoque la déchéance édictée par l'art. 41 de la loi foncière contre les oppo-

(1) V. sur la nature de la rente d'enzel la note *Rev. Alg.* 1885. 2. 203.

sants qui n'ont pas produit leur requête introductive d'instance dans le délai de quinzaine à partir de la sommation ; — Mais attendu qu'il n'échet de prononcer cette déchéance ; — Attendu en effet que le tribunal mixte a adopté la jurisprudence suivie généralement par les tribuaux français dans les distributions par contribution, et aux termes de laquelle, lorsqu'il y a eu plusieurs sommations de produire signifiées à divers, la forclusion édictée par l'art. 660 C. pr. civ. n'est encourue que par l'expiration du délai à partir de la dernière sommation ; que dans l'espèce l'un des opposants, Mohamed Bey, n'ayant été sommé que le 24 juillet 1888, les autres opposants ont pu utilement produire jusqu'à l'expiration du délai de quinzaine à partir de cette dernière date ; — Attendu que cette jurisprudence se justifie, dans la loi foncière tunisienne comme dans la procédure française, par ce motif que les forclusions ne sont établies qu'en vue d'empêcher que la procédure ne soit retardée par la négligence des opposants ; que, lorsque les sommations ont des dates différentes, la procédure étant forcément arrêtée jusqu'à l'expiration du délai accordé au dernier sommé, il est raisonnable d'admettre tous les opposants à profiter de ce délai ; que le texte de la loi ne répugne pas à cette interprétation qui seule est conforme à son esprit et à son but ;

Au fond : — Attendu que les diverses réclamations soulevées ont pour objet la revendication d'un certain nombre de parcelles dont les opposants se prétendent propriétaires ; —

Attendu que l'administration des harameyne déclare bien fondées toutes ces revendications ; qu'elle a d'abord dénié qu'aucune parcelle revendiquée ait été comprise dans les limites indiquées par elle sur le titre de constitution d'enzel de Bordj-es-Saïs ; mais qu'actuellement elle reconnaît que des erreurs ont été commises, et qu'elle offre de réduire le montant de la rente proportionnellement à la valeur des terrains compris à tort dans sa délimitation ; — Attendu que dans cet état Lasson déclare renoncer à réclamer les parcelles prétendues par les divers opposants, restreindre sa demande d'immatriculation aux terrains non contestés, et accepter, en compensation des terrains dont il est privé, la réduction proportionnelle offerte ; — Attendu que, cela établi, la tâche du tribunal se trouve bornée aux deux points suivants : 1° rechercher quels terrains, parmi ceux revendiqués, ont été englobés dans les limites portées sur le titre de constitution d'enzel ; 2° évaluer ces terrains eu égard à la valeur totale de la propriété, et déterminer ainsi dans quelle proportion la rente doit être diminuée ;

Sur le premier point, etc ;

Sur le second point, etc ;

Attendu que le plan du service topographique fournit toutes les indications nécessaires au sujet des contenances, mais que, d'après Lasson, la valeur des parcelles dont s'agit dépasse de beaucoup la valeur moyenne des autres terrains constituant la propriété ; que, dans ces circonstances, il est nécessaire de commettre des experts à l'effet de faire sur les lieux l'évaluation proportionnelle dont s'agit ;

Par ces motifs : — Donnant acte aux parties des déclarations de l'administration des harameyne et de Lasson consignées plus haut ; — Dit que le domaine appelé Bordj-es-Saïs sera immatriculé au nom de M. Lasson conformément aux limites invoquées par les opposants ; — Dit que les parcelles désignées sous les lettres B, C, ... n'ont pas été comprises dans les limites portées sur le titre de Lasson et que, par conséquent, Lasson ne peut prétendre à aucune diminution de la rente d'enzel pour ce qui le concerne ; — Dit que les parcelles A, D..... se trouvent au contraire comprises dans ladite limite et que Lasson a pu s'en croire propriétaire en vertu de son titre ; — Dit que par MM. ... experts, que le tribunal commet d'office, il sera procédé à l'évaluation desdits terrains A, D,... eu égard à la valeur de la totalité du domaine, et à la fixation de la somme qui devra être déduite de celle de 9,000 piastres, montant de la rente d'enzel stipulée ; — Dit que ces opérations seront faites à la requête et aux frais avancés de la partie la plus diligente, frais qui seront consignés entre les mains de M. le conservateur de la propriété foncière, dans le mois à dater du présent jugement ; — En cas de non consignation dans ce délai, fixe à 1,000 piastres la réduction à opérer sur le montant de la rente annuelle ; — Dit en conséquence que, ce délai expiré sans consignation, M. le conservateur de la propriété foncière procédera à l'immatriculation de Bordj-es-Saïs au nom de M. Lasson en qualité d'enzéliste, conformément aux limites spécifiées ci-dessus, et qu'il inscrira sur le titre à la charge de ladite propriété une rente d'enzel annuelle et perpétuelle de 8,000 piastres payable en deux termes égaux, le 1er novembre et le 1er mai de chaque année grégorienne, au profit et au siège de l'administration des harameyne (La Mecque et Médine), représentée à Tunis par le conseil d'administration des biens habous ; — Dit que le plan sera rectifié conformément au dispositif du présent jugement.

M. FERMÉ, *prés.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

13 mars 1889

—

Ordre, règlement amiable, juge commissaire, remplacement, ordonnance, registre spécial, inscription, procès-verbal, preuve, dol, nullité.

—

Si l'art. 749 C. pr. civ. dispose que l'ordonnance par laquelle le président du tribunal désigne d'autres juges pour procéder au règlement des ordres en cas d'absence ou d'empêchement des juges précédemment désignés sera inscrite sur un registre spécial tenu au greffe, cette formalité n'est pas prescrite à peine de nullité, et la mention qui est faite de la dite ordonnance en marge du règlement de l'ordre remplit suffisamment le vœu du dit article.

Le juge qui procède au règlement d'un ordre amiable n'ayant d'autre pouvoir et d'autre mission que de constater les conventions des parties intéressées et d'en ordonner l'exécution par la délivrance des bordereaux et la radiation des inscriptions, cette constatation n'a, par sa nature, aucun caractère de décision judiciaire pouvant acquérir l'autorité de la chose jugée (1) ;

Ce règlement constitue seulement un contrat authentique susceptible de donner lieu à toutes les actions en nullité ou en rescision de l'art. 1304 C. civ., en tant que ces actions auraient pour cause le dol ou la fraude, sans qu'il soit besoin de l'attaquer par la voie de l'inscription de faux (2).

(1 et 2) Question controversée. — La doctrine se prononce en général en faveur de la solution admise par l'arrêt rapporté, qui paraît aussi définitivement adoptée par la jurisprudence. V. en ce sens: Boitard, Colmet-Daage et Glasson, *Lec. de proc. civ.*, 14e édit., t. 2, p. 467, n° 1025; Carré et Chauveau, quest. 2551 ; Houyvet, *De l'ordre entre créanciers*, nos 21 et suiv. ; Ollivier et Mourlon, *Comm. de la loi sur les saisies immob. et sur les ordres*, nos 273 et suiv. ; Audier, *Code des distrib. et des ordres*, art. 751, n° 130; Rousseau et Laisney, *Dict. de proc.*, v° *Ordre*, n° 315 ; Amiens, 17 juill. 1868 (D. P. 69. 2. 21) ; Alger, 9 mars 1870 (D. P. 70. 2. 176); Douai, 12 août 1869 (D. P. 70. 2. 31) ; Req., 12 nov. 1872 (D. P. 73. 1. 472) et la note D. P. 76. 2. 219; Bordeaux, 22 juill. 1886, D. P. 88. 2. 237. — *Contrà :* Grosse et Rameau, *Comm. de la loi du 21 mai 1858, sur la proc.*

(Consorts Benhaïm c. Nicolaï et Laredo)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par ordonnance du 11 août 1885 M. Waton, juge au siège d'Oran, a été nommé en remplacement du juge spécial aux ordres pour procéder au règlement de l'ordre amiable dont il s'agit au procès; que cette ordonnance n'a pas été inscrite sur le registre spécial tenu à cet effet; — Que cette formalité n'est pas prescrite à peine de nullité; — Que la mention qui en est faite en marge du dit règlement remplit suffisamment le vœu de l'art. 749 C. pr. civ.; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter au moyen de nullité invoqué à cet égard par l'intimé;

Attendu que, pour faire écarter l'offre de preuve admise par le jugement du 28 juillet 1886, les appelants soutiennent que le règlement du 11 août 1885 a l'autorité de la chose jugée, et en tous cas le caractère d'un acte authentique ne pouvant être critiqué que par la voie de l'inscription de faux; — Attendu que le juge qui procède à la confection d'un ordre amiable n'a d'autre pouvoir et d'autre mission que de constater les conventions des parties intéressées et d'en ordonner l'exécution par la délivrance des bordereaux et la radiation des inscriptions; — Que par sa nature cette constatation n'a aucun caractère de décision judiciaire; — Qu'elle renferme seule-

---

d'ordre, t. 1er, nos 219 et suiv.; Preschez, *De l'ordre amiable;* Rouen, 17 juin 1863 (D. P. 64. 2. 34); Paris 8 déc. 1874 (D. P. 76. 2. 219). — Le principal intérêt de la question réside dans les conséquences qu'en déduit l'arrêt de la Cour d'Alger, au point de vue de l'autorité de la chose jugée et des voies par lesquelles il est permis d'attaquer le procès-verbal de règlement amiable. C'est ainsi que l'arrêt précité de la Cour d'Alger du 9 mars 1870 (De La Futzen c. Laval) a jugé: « Que l'ordre amiable ne forme un contrat définitif entre les créanciers qu'autant que leur adhésion au travail du juge est manifestée par leur concours effectif au procès-verbal; — Qu'on ne saurait induire cette adhésion du simple consentement donné par eux à ce qu'il soit procédé à un ordre amiable et préalablement à l'établissement de l'ordre; — Que vainement on prétendrait qu'en consentant à l'ordre amiable, les créanciers donnent au juge le pouvoir discrétionnaire de régler leur situation respective; — Qu'il est plus vrai de dire que leur consentement se borne à débarrasser l'ordre des formalités judiciaires, mais sous la condition virtuelle que le juge ne s'écartera pas de la loi dans le règlement des droits qui lui sont soumis; — Que par suite ce consentement ne fait pas obstacle à ce que le travail du juge commissaire puisse être attaqué si celui-ci a colloqué un créancier au delà des limites prescrites par l'art. 2151 C. civ. ». — En outre, si l'on décide que l'ordre amiable est judiciaire, il s'ensuivra que le ministère des avoués y sera obligatoire.

ment les éléments d'un contrat reçu par un magistrat investi de cette mission et pouvant donner lieu à toutes les actions en nullité ou en rescision de l'art 1304 C. civ.; — Attendu, il est vrai, que ce contrat a tous les caractères du contrat authentique; — Mais attendu que cette authenticité ne peut être un obstacle à l'exercice de ces mêmes actions, en tant qu'elles ont pour cause le dol ou la fraude; — Qu'il s'agit donc d'examiner si les conventions portant la date du 11 août 1885 sont empreintes de dol en ce qui concerne Nicolaï, créancier inscrit, et si ce dol est justifié sans qu'il soit nécessaire de recourir à une enquête;

Attendu que le prix en distribution représentait la valeur d'un immeuble fol enchéri sur Laredo, qui en était copropriétaire avec les consorts Benhaïm; — Que ces derniers ne pouvaient, sans léser les droits des créanciers hypothécaires de Laredo, se faire attribuer sur la part de ce dernier une somme égale à la différence de prix entre les deux adjudications; — Que c'est pourtant le but qui a été poursuivi et le résultat qui a été obtenu à l'aide de manœuvres dolosives; — Attendu en effet qu'il résulte des circonstances de la cause que Nicolaï, dès le 11 août 1885, a refusé longtemps de signer un règlement contraire à ses intérêts; — Qu'il n'a paraphé aucun des nombreux renvois écrits en marge et que sa signature n'y a été apposée que le 15 décembre 1885; qu'aucun doute ne peut subsister à cet égard, si on considère surtout que, postérieurement à la date du règlement, les consorts Benhaïm ont formé contre Laredo une demande en paiement de la différence de prix entre les deux adjudications et obtenu, le 11 novembre 1885, un jugement passé en force de chose jugée; — Attendu que Nicolaï est décédé le 17 décembre suivant; — Qu'il est constant qu'à cette époque le dit Nicolaï était alité depuis plusieurs mois, affaibli par la maladie et dans un état d'esprit qui ne lui permettait pas de comprendre la portée d'un engagement; — Que sa signature porte en elle-même l'empreinte de cette faiblesse et qu'elle n'a été obtenue qu'à la faveur de son état d'esprit, ce qui caractérise des manœuvres dolosives; — Que son consentement est donc vicié par le dol, qui est une cause de nullité des contrats; — Qu'il y a donc lieu de prononcer *de plano* la nullité du règlement d'ordre amiable portant la date du 11 août 1885;

Par ces motifs: — Donne défaut contre Laredo qui n'a pas constitué avoué quoique régulièrement réassigné; — Rejette le moyen de nullité tiré du défaut de qualité du juge qui a procédé à l'ordre amiable du 11 août 1885; — Dit qu'un ordre amiable a tous les caractères de l'acte authentique rescinda-

ble pour cause de dol et de fraude; — Dit que la signature de Nicolaï a été surprise le 15 décembre 1885; qu'en tous cas ce dernier n'a pu donner un consentement valable aux conventions du 11 août 1880; — Dit que les faits articulés et admis en preuve sont d'ores et déjà pleinement justifiés; — Infirme en conséquence le jugement déféré, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, dit nul et de nul effet au regard des héritiers Nicolaï le règlement d'ordre amiable portant la date du 11 août 1885; — Condamne les consorts Benhaïm à l'amende et aux dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 février 1889

Appel, exploit, signification à mandataire, défaut de pouvoir spécial et formel, ordonnance du 16 avril 1843, nullité. — Obligation, divisibilité. — Motifs des jugements, obligation, solidarité.

Est nul, aux termes de l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, l'acte d'appel signifié au mandataire de l'intimé qui, investi d'un pouvoir général à l'effet de recueillir une succession échue à celui-ci et de se pourvoir devant les tribunaux compétents pour obtenir tous jugements et arrêts relatifs à cette succession, n'a cependant reçu aucun mandat spécial et formel pour défendre à une demande déterminée, notamment à celle qui fait l'objet de l'appel (1);

---

(1) V. en ce sens : Alger, 19 août 1850 et 16 déc. 1851 (*Bull. jud. Alg.* 1850 et 1851). — V. en sens contraire, outre l'arrêt du 29 déc. 1885 qui a donné lieu au pourvoi, Alger, 17 oct. 1846 (*Bull. jud. Alg.* 1846).

Cpr. sur l'application de l'art. 43 de l'ordonnance du 16 avril 1843, relativement à la nullité de toute signification ou citation faite à la personne ou au domicile d'un mandataire à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande, et sur le point de savoir si cette nullité est facultative ou non pour le juge en Algérie : Alger, 10 sept. 1844; 17 mai 1847; 6 déc. 1848; 11 et 26 févr., 1er et 6 mai et 20 oct. 1850; Cass. 22 juin 1853; Alger, 6 déc. 1853; 23 janv. 1855; 3 juill. 1857; 3 déc. 1860; 5 mars 1861; 5 nov. 1867; 11 mars 1872 (*Bull. jud. Alg.* années ci-dessus); Alger, 18 mai 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 230); 12 mai 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 109) 26 mai 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 15).

La nullité de cet appel ne pourrait être couverte par l'appel régulier interjeté contre les cohéritiers de l'intimé que si la dette de la succession était indivisible ; et, s'agissant d'un legs à titre d'aliment, il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, qu'il fût établi que l'intention du testateur avait été que la dette ne pût s'acquitter partiellement, ce qu'il incombait à la Cour de déclarer, s'il y avait lieu (C. civ., art. 1221, § 5).

La condamnation aux dépens suffit pour justifier l'intérêt d'un recours en cassation (1).

Doit être considéré comme insuffisamment motivé l'arrêt qui condamne solidairement des cohéritiers au paiement d'une somme d'argent sans donner, du chef de la solidarité, aucun motif de sa décision (C. civ., art. 1202, 1220, 1221.)

(Veuves Troubat et Capicig c. Larrey et Lagouarde)

Le 29 décembre 1885, ARRÊT DE LA COUR D'ALGER (1re Ch.) ainsi conçu :

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Considérant que par acte du 26 avril 1880 au rapport de MM. Binos et Rey, notaires à Oloron Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), la dame Marie Jouanolo, veuve Troubat, a donné procuration à Jean Navarrine, son gendre, demeurant à Précilhon, à l'effet de recueillir la succession de Bernard Jouanolo, frère de la mandante ; — Que cette procuration confère expressément au mandataire le pouvoir de se pourvoir devant tous les tribunaux compétents, obtenir tous jugements et arrêts ; — Que dans cette procuration la dame veuve Troubat substitue son mandataire à elle-même pour tout ce qui concerne les successions de ses frères Jouanolo ; — Considérant que la signification de l'acte d'appel faite à Navarrine le 24 janvier 1884 par exploit de Salmon, huissier, enregistré, et dont il a reçu personnellement copie, est régulière en la forme ; que le mandataire de la dame veuve Troubat était muni du pouvoir spécial et formel de défendre à toute instance concernant les successions Jouanolo ; — Considérant aussi qu'en obtenant gain de cause sur leurs conclusions subsidiaires tendant à la délation du serment, Bernard Larrey et Lagouarde n'en ont pas moins conservé le droit de se pourvoir contre la décision des premiers juges qui repousse leur demande, leurs conclusions à toutes fins n'ayant pu les priver de la garantie des deux degrés de juridiction ;

Au fond : — Sur la capitalisation de la rente : — Considérant que la clause du testament de Jean Jouanolo reçu par Me Ceccaldi, notaire, le 19 janvier 1876, enregistré, qui fait l'objet du litige, est ainsi conçue : « Je lègue à Monsieur Jacques Lagouarde et à Monsieur Bernard Larrey, actuellement à mon service sur la propriété de l'Oued-Seguin, près Cons-

(1) V. Cass., 4 févr. 1884 (Sir. 84. 1. 429) ; 23 avril 1888 (Sir. 89. 1. 25).

tantine, en récompense des services qu'ils nous ont et auront rendus au jour de mon décès, une rente annuelle de 3,000 fr. à chacun, sans préjudice de tous arrangements qu'ils pourront prendre avec Bernard, mon frère, pour les services qu'ils seront appelés à lui rendre à partir du jour de mon décès. — Ces deux rentes leur seront servies par trimestre échu à partir du jour de mon décès, et, dans le cas de vente de la propriété de l'Oued-Seguin ou en cas de mort de Bernard Jouanolo, elles seront éteintes et amorties par le remboursement du capital calculé sur le pied du taux légal au jour du remboursement ; mais dans tous les cas ces deux rentes seront incessibles et insaisissables » ; — Considérant que cette clause est parfaitement claire ; qu'il appartenait au testateur de déterminer le taux du capital de la rente, de le fixer au jour de son décès ou au jour du remboursement ou à toute autre époque ; — Qu'en le fixant au jour du remboursement il a exprimé sa volonté par une expression dont la signification ne pourrait qu'être obscurcie par un commentaire ; — Considérant qu'il était loisible aux héritiers d'opérer le remboursement dont ils étaient tenus à une époque voisine du décès ; qu'ils ne l'ont point fait et que, la prévision du testateur dans la modification du taux de l'intérêt s'étant produite avant le remboursement du capital, ils doivent subir cette nouvelle condition, comme ils en auraient profité si elle s'était opérée en sens contraire ; — Considérant que cette application de la clause est la seule qui assure l'exécution de la volonté manifeste du testateur, qui a eu évidemment l'intention de prévenir toute interruption ou diminution du revenu de 3,000 fr. attribué à ses légataires par un fait qui se serait produit avant le remboursement ; — Considérant que l'objection des intimés tirée de ce que la prétention des appelants ne pourrait se concilier avec leur demande tendant à déterminer le capital au jour de l'assignation et non à celui du payement effectif n'est pas fondée ; — Considérant, en effet, que la demande est la mise en demeure ; — Que puisqu'elle était juste il fallait y obéir ; — Que le remboursement ultérieur en exécution de l'arrêt rétroagira à sa date et que les intérêts qui auront couru ne seront que la réparation du dommage causé par la conservation du capital au delà de son exigibilité ; — Que le testateur a eu en vue un remboursement volontaire et que la fixation actuelle du capital n'est que la conséquence juridique d'un remboursement forcé ; — Considérant dès lors que le testateur ayant voulu que Larrey et Lagouarde reçussent un capital calculé sur le taux de l'intérêt au jour du remboursement et ce remboursement ayant été à bon droit demandé à la date du 7 juin 1883, c'est à cette date qu'il faut déterminer le taux de l'intérêt et que, cet intérêt légal étant à cette date de 6 °/₀, les appelants sont fondés à réclamer 50,000 fr. chacun pour capital de sa rente ;

Sur les arrérages réclamés : — Considérant que les rentes léguées à Lagouarde et Larrey étaient incessibles et insaisissables ; qu'elles avaient le caractère de legs à titre d'aliments ; — Que les légataires étaient dispensés par la loi de la demande en délivrance et que les arrérages de ces rentes ont couru à leur profit du jour du décès du testateur ; — Considérant que les héritiers de Jouanolo, tenus de ce payement, ne justifient pas de sa libération ou de la leur ; que Lagouarde et Larrey prétendent n'avoir rien reçu de ces arrérages ; que leur affirmation n'est pas invraisemblable en raison de la dépendance dans laquelle ils étaient de Bernard Jouanolo ;

— Mais considérant que les intimés opposent à leur réclamation la prescription quinquennale et que leur exception n'est pas combattue par les appelants ; — Considérant dès lors qu'il y a lieu de n'allouer à Lagouarde et Larrey que cinq années d'arrérages jusqu'au jour qui a substitué les intérêts du capital aux arrérages dûs ;

Sur les rémunérations réclamées par Lagouarde et Larrey : — Considérant qu'il n'est pas contesté que Lagouarde et Larrey ont travaillé sur le domaine de l'Oued-Seguin ; — Considérant que les termes du testament et les énonciations de l'acte liquidatif établissent qu'ils n'étaient point des domestiques rétribués au mois ou à l'année, mais des gérants ayant la part la plus étendue dans la direction de cette immense exploitation ; — Considérant que dans son testament Jean Jouanolo, après avoir récompensé Lagouarde et Larrey par le legs de 3,000 fr. de rente des services qu'ils lui ont rendus et seront appelés à lui rendre, ajoute que c'est sans préjudice des arrangements qu'ils pourront prendre avec son frère Bernard pour les services qu'ils seront appelés à lui rendre ; — Considérant que dans l'acte liquidatif produit par les intimés il est dit que Bernard Jouanolo confiait depuis de longues années la direction de sa propriété de l'Oued-Seguin à Lagouarde et Larrey, aidés par Léon Larrey, son neveu, mais le tout sous sa haute et constante direction ; — Considérant qu'après le décès de Bernard Jouanolo ils ont continué leur gérance et que l'état de liquidation mentionne les sommes importantes qui leur ont été remises pour l'exploitation de l'Oued-Seguin ; — Considérant que ces services continus, importants, et qui ont contribué à la prospérité de l'Oued-Seguin, ne peuvent être sans rémunération ; — Que Lagouarde et Larrey ont affirmé qu'ils n'avaient reçu aucun salaire ; — Que leur affirmation n'est démentie par aucune énonciation de l'acte liquidatif ; — Considérant que la prescription annale ne leur est pas opposable, leur qualité dans l'exploitation de l'Oued-Seguin ne les y soumettant pas ; — Considérant que leur demande n'est pas exagérée eu égard à l'importance des services qu'ils ont rendus et qu'il y a lieu de la leur allouer ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel principal en la forme ; — Reçoit l'appel incident en la forme, en déboute les intimés ; — Et statuant au fond sur l'appel principal : — Infirme le jugement dont est appel ; — Décharge les sieurs Lagouarde et Bernard Larrey des condamnations contre eux prononcées ; — Dit que le capital de chacune des rentes léguées à Lagouarde et Larrey doit être calculé sur le taux de l'intérêt au jour du remboursement ; — Condamne, en conséquence, les intimés conjointement et solidairement à payer aux héritiers Lagouarde et Larrey cinq années des arrérages de leur rente de 3,000 fr. échus avant le 7 juin 1883, soit 30,000 fr., 15,000 francs pour chacun des légataires ; — Les condamne en outre à payer aux héritiers Lagouarde et Larrey 27,000 fr., 13,500 fr. à chacun d'eux pour rémunération de leurs services, le tout avec intérêts du jour de la demande ; — Les condamne en tous les dépens.

MM. Cammartin, *prem. prés.* ; Dandonneau, *av. gén.* — Mes Chéronnet et Doudart de la Grée, *av.*

Sur le pourvoi en cassation formé par les dames Troubat et Capieig,

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen du pourvoi proposé par la veuve Troubat : — Vu l'art. 3, § 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, relative à l'exécution en Algérie du Code de procédure civile ;

Attendu que l'exploit d'appel rédigé à la requête de Lagouarde et Bernard Larrey a été signifié à la veuve Troubat au domicile de Navarrine, qualifié de mandataire de la dite dame ; — Mais attendu que, si celui-ci avait reçu d'elle, ainsi que le constate l'arrêt attaqué, mandat de recueillir la succession de Bernard Jouanolo, grevée des legs faits par Jouanolo au profit de Lagouarde et Larrey, et si cette procuration l'autorisait à se pourvoir devant les tribunaux compétents pour obtenir tous jugements et arrêts relativement à cette succession, il n'en résultait aucun mandat spécial et formel pour défendre à une demande déterminée, notamment à la demande des légataires Lagouarde et Larrey, et par conséquent pour recevoir l'exploit d'appel signifié à l'intimée;

Attendu d'autre part qu'en admettant que les rentes léguées aux défendeurs eussent, comme ils le prétendent avec l'arrêt dénoncé, le caractère de legs à titre d'aliments, l'obligation pour les héritiers Jouanolo de les acquitter n'était pas nécessairement indivisible ; que, pour être considérée comme telle il faudrait qu'il fût établi, conformément à l'art. 1221, § 5, que l'intention du testateur avait été que la dette ne pût s'acquitter partiellement, ce qu'il incombait à la Cour de déclarer, s'il y avait lieu, et ce qu'elle n'a pas fait ; — Que la nullité de l'appel formé contre la veuve Troubat ne peut donc être tenue pour couverte par l'appel régulier interjeté contre ses cohéritiers ; — D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait l'arrêt attaqué a formellement violé l'article de loi ci-dessus visé ;

Sur le second moyen : — En ce qui touche la fin de non recevoir opposée par les défendeurs tirée d'un défaut d'intérêt : — Attendu qu'il ne résulte pas des pièces produites par Bernard Larrey et les héritiers Lagouarde que les trois Jouanolo aient payé, chacun pour leur part, la totalité du capital de 100,000 francs mis à leur charge par l'arrêt attaqué et aient ainsi, en ce qui concerne la solidarité, rendu leur pourvoi sans objet ; — Attendu, d'ailleurs, que la condamnation aux dépens suffirait pour justifier l'intérêt d'un recours en cassation ; — Rejette la fin de non recevoir ;

Et statuant sur le grief du pourvoi : — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu que la solidarité ne se présume pas ; que, d'autre part, les dettes se divisent de plein droit entre les cohéritiers, à moins qu'on ne se trouve dans un des cas prévus par l'art. 1221 C. civ., ce qui doit être déclaré par les

juges du fond ; — Attendu que l'arrêt attaqué a condamné solidairement les héritiers Jouanolo au paiement d'un capital de 100,000 francs, sans donner, du chef de la solidarité, aucun motif à l'appui de sa décision ; qu'il a ainsi formellement violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs : — Casse, en son entier à l'égard de la veuve Troubat, et du chef de la solidarité seulement en ce qui touche la femme Capieig, l'arrêt du 29 décembre 1885.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GUÉRIN, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes FOSSE et CHOPPARD, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

15 mars 1889

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, vente, transcription, inscription, nom patronymique, déchéance.

Le titre définitif delivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873, à la suite des opérations du commissaire enquêteur, est déclaratif et non attributif de propriété, et ne fait que consacrer les droits antérieurs du propriétaire sur l'immeuble qui en fait l'objet ;

Par suite, lorsque cet immeuble a été vendu par un indigène à un Européen après la délivrance du titre provisoire, et que l'acquéreur a fait transcrire l'acte de vente, conformément à l'art. 19, § 1er de la dite loi, antérieurement à la transcription du titre définitif délivré plus tard, cet acquéreur est devenu, par la transcription de son contrat, propriétaire à l'égard des tiers, et aucune inscription ne peut plus être utilement prise sur l'immeuble du chef du vendeur ;

On ne saurait prétendre que la transcription ainsi faite par l'acheteur est nulle comme ne contenant pas l'indication des prénoms et nom de famille du vendeur portés dans le titre provisoire délivré à ce dernier, l'art. 19, § 2 de la loi, qui prescrit cette formalité, n'attachant point de déchéance à son inobservation ;

Alors surtout que l'inscription hypothécaire opposée à l'acheteur comme étant antérieure à la transcription du titre définitif ne fait pas elle-même mention du nom patronymique du vendeur (1).

---

(1) V. *Rev. Alg.* 1887. 2. 117 le jugement du trib. d'Oran du 7 févr. 1887, confirmé par l'arrêt rapporté.

(Messaoud Obadia c. Jouane)

ARRÊT

LA COUR, – Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que les premiers juges étaient saisis par Jouane d'une action immobilière, de valeur indéterminée, en nullité d'inscription hypothécaire, et par Messaoud Obadia d'une demande reconventionnelle, également immobilière et indéterminée, tendant à faire déclarer que Jouane n'était point devenu propriétaire à l'égard des tiers de l'immeuble hypothéqué, faute d'avoir valablement fait transcrire son acte d'acquisition ; — Que par

---

Les questions résolues par cet arrêt ont déjà fait l'objet d'une étude publiée dans cette *Revue* (1886. 1. 86).

L'origine du procès est dans l'erreur d'interprétation commise par le conservateur des hypothèques, qui, se méprenant sur la portée de la disposition de l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873, d'après laquelle les titres non contestés dans les délais et devenus définitifs « forment, à dater de leur transcription, le point de départ unique de la propriété à l'exclusion de tous droits réels antérieurs », a cru devoir faire abstraction de la transcription de la vente antérieurement consentie par le bénéficiaire du titre définitif et considérer le vendeur comme redevenu propriétaire par une sorte de *restitutio in integrum*. Lorsque l'acheteur européen voulut revendre l'immeuble qu'il avait acquis, il fut surpris de voir figurer sur l'état requis aux hypothèques une inscription d'hypothèque judiciaire qui avait été prise contre son vendeur. De là l'action en nullité portée devant le tribunal d'Oran, et ensuite devant la Cour, qui l'accueille également mais par des motifs tout différents.

Le tribunal avait, lui aussi, affirmé nettement que le titre définitif de propriété ne crée pas un droit nouveau. Mais il avait prononcé à la fois la nullité de la transcription de l'acte de vente et celle de l'inscription pour inobservation des règles prescrites par l'art. 19, § 2 relativement à l'emploi du nom patronymique, fixant le point de départ de la propriété de l'acheteur à la transcription d'un acte de ratification de la vente opérée plus tard par celui-ci régulièrement et avant la transcription du titre domanial. La Cour décide au contraire que, si le § 1er de l'art. 19 frappe de déchéance l'acquéreur qui n'a pas fait transcrire son contrat, aucune déchéance n'est édictée pour inobservation du § 2 du même article, qui prescrit l'usage du nom patronymique, et que les déchéances ne sauraient être étendues.

Il faut donc constater une fois de plus les imperfections de cette loi d'expédient du 26 juillet 1873, qui avait été considérée, à un certain moment, comme une loi de salut public, d'une rigueur peut-être excessive mais nécessaire pour le but à atteindre, et dont la jurisprudence a fait depuis quelque temps un instrument presque inutile, une arme émoussée — *telum imbelle sine ictu* — qu'un jour ou l'autre l'administration laissera de côté, comme tant d'autres lois algériennes, par raison d'économie.

L. C.

suite ils n'ont pu statuer qu'en premier ressort ; — Que l'appel de Obadia est d'ailleurs régulier en la forme ; — Qu'il est en conséquence recevable ;

Au fond : — Attendu que Jouane a fait transcrire au bureau des hypothèques d'Oran, le 16 octobre 1882, l'acte reçu Me Mazéran, notaire à Aïn-Temouchent, le 28 septembre précédent, par lequel il a acquis de Kaddour ould Mohamed ould ben Abdallah la terre connue sous le nom de Kesari ou Tanseranet ; — Que cette transcription est antérieure à celle du titre définitif délivré à son vendeur par le service des domaines, et qui a été faite le 29 octobre 1883 ; — Que Jouane s'est ainsi conformé à la fois aux prescriptions de la loi du 23 mars 1855 et à celles de l'art. 19, § 1er de la loi du 26 juillet 1873, et qu'il est devenu propriétaire à l'égard des tiers de l'immeuble par lui acquis ; — Que le titre définitif délivré postérieurement à Kaddour, étant déclaratif et non attributif de propriété, n'a fait que consacrer les droits antérieurs de Kaddour ould Mohamed, cédés par celui-ci à Jouane et ne saurait avoir aucune influence sur la valeur de l'acte de vente dûment transcrit ; — Que dès lors l'inscription hypothécaire du 19 novembre 1883 du chef de Kaddour ould Mohamed ne frappe point l'immeuble acquis par Jouane, et que c'est à bon droit que les premiers juges en ont prononcé la nullité et ordonné la radiation ;

Attendu que Obadia objecte, il est vrai, que la transcription de l'acte de vente de Jouane est nulle comme ne contenant pas les prénoms et nom de famille portés dans le titre provisoire de son vendeur ; — Que cette objection n'est point fondée ; — Qu'en effet, si le § 1er de l'art. 19 prescrit, à peine de déchéance, à tout créancier hypothécaire et à tout prétendant à un droit réel sur l'immeuble de faire inscrire ou transcrire ses titres au bureau des hypothèques de la situation des biens avant la transcription du titre français, le § 2 du même article, qui prescrit d'indiquer dans la transcription les prénoms et nom de famille, n'attache point la peine de déchéance à l'inobservation de cette prescription ; — Que, au surplus, si l'on déclarait nulle pour ce motif la transcription du 16 octobre 1882, il y aurait lieu, par voie de conséquence, et pour les motifs qui ont déterminé les premiers juges, de prononcer aussi la nullité de l'inscription hypothécaire du 19 novembre 1883 ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges ; — Reçoit en la forme l'appel de Messaoud Obadia, l'en démet au fond et confirme le jugement déféré.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHARPENTIER, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. du cons.)

13 juillet 1888

Vente publique de meubles, loi du 25 juin 1841, Tunisie, non applicabilité.

La loi du 25 juin 1841, qui interdit les ventes en détail des marchandises neuves, à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans l'assistance des officiers ministériels, est une loi d'ordre purement économique relative à la police des transactions commerciales et applicable seulement au territoire sur lequel s'étend la souveraineté française ;

Elle ne saurait donc obliger les justiciables des tribunaux français en Tunisie, et ceux-ci peuvent dès lors procéder aux ventes dont il s'agit sans avoir besoin de l'autorisation de justice prévue par l'art. 5 de la dite loi.

(Lévy)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la loi du 25 juin 1841, qui interdit en France la vente en détail de marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans l'assistance d'officiers ministériels, est une loi d'ordre purement économique, relative à la police des transactions commerciales, et applicable seulement au territoire sur lequel s'étend la souveraineté française; — Attendu que cette loi ne saurait obliger les justiciables du tribunal français, dans un pays où la vente à cri public et aux enchères des marchandises neuves est et resterait pour les indigènes, en vertu des usages locaux, un mode de transaction légitime et des plus usuels ; — Attendu en conséquence que c'est à tort que le sieur Lévy demande au tribunal de céans, en vertu de l'art. 5 de la loi du 25 juin 1841, l'autorisation de vendre aux enchères des marchandises neuves ; qu'il n'a besoin pour ce faire d'aucune autorisation de justice ; — Qu'il s'ensuit que sa requête n'est nullement fondée;

Par ces motifs : — L'en déboute et le condamne aux dépens.

MM. BERGE, *prés.* ; BOSSU, *proc. de la Rép.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

27 février 1889

—

Expropriation publique, Algérie, offres, régularité, vente partielle, procès-verbaux, maire, validité, traduction en langue arabe, interprète, défaut de signature, nullité facultative.

—

Aux termes de l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 sur la propriété et sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en Algérie, c'est seulement la décision qui fixe le montant de l'indemnité en matière d'expropriation qui est souveraine et sans appel ; le droit d'appel est, au contraire, ouvert à l'égard des décisions rendues sur la régularité de la procédure d'expropriation, la qualité des réclamants et l'invalité des offres faites par l'expropriant (1).

La procédure d'expropriation est valable quand elle est suivie contre les propriétaires qui avaient cette qualité au début de la procédure, à l'exclusion de ceux qui peuvent l'avoir acquise ensuite (2).

Aux termes de l'art. 33 de l'ordonnance du 1er octobre 1844, les intéressés qui, mis en demeure de faire valoir leurs droits par les publications, ne se font pas connaître dans un délai déterminé, perdent tous droits à l'indemnité ; et ce délai emporte déchéance au profit de l'expropriant (3).

Sont valables et font foi de leur contenu les procès-verbaux dressés par le maire d'une commune pour constater que les expropriés, ne sachant pas signer, ont accepté les offres d'indemnité qu'il leur a faites au nom de l'expropriant ;

---

(1) Jurisprudence aujourd'hui constante : V. Alger, 5 août 1850 ; Cass. 6 déc. 1864, 4 et 17 juill. 1865 ; Alger, 22 mai 1867 ; 30 juin et 15 nov. 1868 ; 12 avril et 10 juin 1869 ; Cass. 10 janv. 1873 (*Bull. jud. Alg.* 1850, 1864, 1865, 1867, 1868, 1869 et 1873) ; Alger, 26 déc. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 18) ; Alger, 8 mars 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 279) ; Alger, 12 mai 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 214) ; Alger, 29 mai 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 52) ; Alger, 9 juin 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 31) ; Alger, 7 févr. 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 56 ; Cass. 13 mars 1883 et 9 avril 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 122). — V. cep. en sens contraire : Alger, 31 déc. 1867 et 31 mai 1869 (*Bull. jud. Alg.* 1867 et 1869).

(2) Conf. Alger, 2 févr. 1866 (*Bull. jud. Alg.* 1866).

(3) Conf. Cass. 27 janv. 1869 (D. P. 69. 1. 245) ; Cass. 14 avril 1874 (D. P. 74. 1. 487) ; Cass. 10 janv. 1883 (D. P. 83, 1. 460) ; Daffry de la Monnoye, *Théorie et pratique de l'expropriation*, t. 1, art. 21, nº 26.

Il importe peu que ces procès-verbaux, traduits en langue arabe, ne portent pas la signature d'un interprète ; l'inobservation des prescriptions de la législation algérienne en cette matière constituant une nullité que les juges ont la faculté de prononcer ou de rejeter (1).

(Faucheux c. préfet d'Oran et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les consorts Ben Gorim (ou Ben Grim) ne se présentent pas, quoique dûment réassignés, et qu'il y a lieu par suite de statuer entre toutes les parties ;

En ce qui touche la fin de non recevoir contre l'appel tirée des dispositions de l'art. 45 de l'ordonnance de 1844 : — Attendu qu'aux termes de cet article, c'est seulement la décision qui fixe le montant de l'indemnité qui est souveraine et sans appel ; — Mais attendu que le jugement dont est appel a statué sur la régularité de la procédure d'expropriation, la qualité des réclamants et l'invalidité des offres faites par l'État ; que les dispositions de l'article précité ne s'étendent pas à ces questions qui touchent au fond du droit, et que dès lors le droit d'appel est ouvert à l'égard de la décision rendue sur ces points ;

Sur la validité de la procédure d'expropriation suivie sur les consorts Ben Gorim : — Attendu que, le 13 novembre 1882, un avis administratif a fait connaître aux intéressés le projet d'expropriation pour cause d'utilité publique, avec prise de possession d'urgence, de plusieurs parcelles de terre situées à Gamra, commune de Lourmel, en vue de la création d'un champ de tir permanent pour le service d'artillerie ; — Attendu que cet avis indiquait, en même temps que les immeubles soumis à l'expropriation, les noms des consorts Ben Gorim, qui en étaient les propriétaires réels ; — Attendu que ces formalités, prescrites par la loi algérienne, tiennent lieu, pour la colonie, de l'enquête administrative imposée en France par la loi de 1841 ; — Attendu que c'est à cette première phase de la procédure que l'expropriant doit rechercher les noms des propriétaires des terrains à exproprier et que, ces propriétaires étant connus, la procédure d'expropriation doit être suivie à leur encontre ; — Attendu que l'expropriant n'est pas obligé de se tenir au courant des mutations qui peuvent se produire ultérieurement dans la propriété de ces terrains ; qu'il est de jurisprudence constante que la procédure d'expropriation est

(1). V sur ces nullités facultatives : Alger, 10 févr. 1887 (*Rev. Algér.* 1887. 2. 53) et les renvois en note.

régulièrement faite contre ces propriétaires connus, alors qu'aucune dénonciation à la partie expropriante n'a fait connaître à celle-ci que d'autres personnes fussent propriétaires à un titre quelconque ; — Attendu que Faucheux, qui n'est devenu acquéreur des quelques parcelles des terres expropriées qu'à partir du 20 février 1883, n'a pas révélé sa qualité à l'expropriant avant l'instance actuelle, dans les formes et les délais prescrits par les ordonnances et décrets qui régissent l'expropriation en Algérie ; que dès lors il n'est point fondé à se plaindre de ce que l'État n'a point dirigé contre lui sa procédure en expropriation ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 33 de l'ordonnance de 1844, les intéressés qui, mis en demeure de faire valoir leurs droits par les publications, ne se font pas connaître dans un délai déterminé, sont déchus de tous droits à l'indemnité et à s'en faire attribuer une part à l'encontre de l'expropriant ; — Attendu que le délai de l'art. 33 est fatal et emporte déchéance au profit de l'expropriant ; que plusieurs arrêts de la Cour de cassation l'ont jugé ainsi, et que cette jurisprudence est applicable à l'Algérie, puisque l'article précité de l'ordonnance est la reproduction de l'art. 21 de la loi de 1841, qui régit l'expropriation dans la métropole ; — Attendu qu'il est incontestable que son inaction a fait perdre à Faucheux le droit de discuter directement contre l'État le chiffre de l'indemnité et de la faire régler par le tribunal, ce règlement ayant été fait à l'amiable avec les propriétaires apparents, et qu'il n'aurait aucun recours contre lui si les consorts Ben Gorim avaient touché le montant de cette indemnité ; — Attendu que, celui-ci ayant été consigné, Faucheux ne peut exercer son droit que sur ce prix ; — Attendu que Faucheux a déclaré, il est vrai, au maire de Lourmel, qui a mentionné cette déclaration dans le procès-verbal d'offres du 15 décembre 1884, qu'il était propriétaire d'autres terrains s'élevant à 60 hectares environ d'un seul tenant et qu'il en demandait l'expropriation totale à raison de 500 fr. l'hectare ; — Mais attendu que cette déclaration, manquant d'ailleurs de précision, a été faite tardivement et ne saurait constituer une dénonciation de ses droits et qualité de nature à obliger l'État à lui faire des offres ; — Attendu, en effet, que les intéressés ne peuvent exiger d'offres qu'autant qu'ils se sont fait connaître à l'expropriant dans les délais impartis et que, ces délais expirés, la dénonciation de leurs droits et qualité est comme non avenue vis-à-vis de ce dernier, qui n'est pas obligé d'en tenir compte ; — Attendu que, Faucheux ne se présentant qu'après la fixation de l'indemnité, il ne lui reste plus qu'à faire valoir ses droits sur cette indemnité ;

Sur la validité des offres : — Attendu que, suivant procès-verbaux administratifs en date des 25 et 30 mars 1884, des offres ont été signifiées par le maire de Lourmel aux consorts Ben Gorim, vendeurs de Faucheux, qui les ont acceptées ainsi que le constatent lesdits procès-verbaux ; — Attendu que le maire de Lourmel avait qualité, comme agent de l'administration, pour faire cette notification et pour constater, dans ses procès-verbaux, la réponse qui lui a été faite; que les procès-verbaux dressés par lui font foi de leur contenu ; — Attendu qu'il ne s'agit pas ici d'une convention synallagmatique soumise aux prescriptions de l'art. 1325 du Code civil ; — Attendu que si l'acceptation des offres émanait d'un Français ne sachant signer, et si cette acceptation était constatée par un huissier, il n'est pas douteux que le procès-verbal de cet officier ministériel ne fît foi de cette acceptation ; — Qu'il y a lieu de décider ainsi alors que la déclaration de ceux auxquels les offres ont été faites a été reçue par un agent de l'administration dont les procès-verbaux font foi en justice, ces agents étant compris, comme les huissiers, au nombre des personnes chargées de faire les notifications en matière d'expropriation ;

Attendu que les procès-verbaux dont s'agit, bien que traduits en langue arabe, ne portent pas la signature d'un interprète, et que Faucheux, invoquant le bénéfice de l'art. 1166 du Code civil, en demande la nullité ; — Attendu que l'inobservation des prescriptions de la législation algérienne en cette matière n'est pas une cause de nullité absolue ; qu'il appartient aux tribunaux, selon les circonstances de la cause, de la prononcer ou de la rejeter ; — Attendu qu'il ne résulte pas de ces circonstances et des documents produits que les consorts Ben Gorim n'aient pas compris le sens des offres qui leur ont été faites, ni la portée de leur réponse, et que Faucheux ne demande pas à prouver que leur acceptation n'a pas été éclairée et libre ; — Attendu que la somme à eux offerte et par eux acceptée est de beaucoup supérieure à la valeur de leurs immeubles, telle qu'elle est fixée par les actes de vente versés au procès ; — Attendu dès lors qu'il n'y a pas lieu de prononcer la nullité des procès-verbaux, qui n'est demandée par Faucheux que dans le but de se faire relever des déchéances que sa négligence lui a fait encourir ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la procédure d'expropriation suivie par l'État est régulière, que les offres faites aux consorts Ben Gorim et la consignation qui s'en est suivie sont valables, et que l'État s'est valablement libéré ; — Attendu, en conséquence, que c'est à bon droit que la demande de Faucheux a été repoussée et qu'il y a lieu de confirmer le

jugement dont est appel (Oran, 22 déc. 1886) ; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Autorise d'office en tant que de besoin à ester en justice, à défaut par leurs maris de l'avoir fait, les dames Halima bent Djelloul ben Gorim, Kadra bent Gorim et Fatouma bent Gorim ; — Donne itératif défaut contre les consorts Ben Gorim ; — Déclare Faucheux mal fondé dans son appel et l'en déboute ; — Confirme le jugement dont est appel ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne Faucheux à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 mars 1889

Faillite, société anonyme, jugement non définitif, appel, liquidation judiciaire, requête, formes, conditions.

Aux termes des art. 2, 3 et 25 de la loi du 4 mars 1889, portant modification à la législation des faillites, la Cour, saisie de l'appel du jugement qui a déclaré la faillite d'une société anonyme, peut accorder à ladite société le bénéfice de la liquidation judiciaire, sur requête à elle présentée par le président du conseil d'administration, dans la quinzaine de la promulgation de ladite loi, avec dépôt du bilan et de la liste des créanciers (1).

---

(1) Le § 1er de l'art. 25 de la loi du 4 mars 1889 porte : « Le commerçant en état de cessation de paiements dont la faillite n'aura pas été déclarée, *ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la promulgation de la présente loi*, pourra obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra, dans tous les cas, être présentée dans la quinzaine de la promulgation. »

Au sujet de la disposition de cet article reproduite en italique, et qui a été ajoutée par la Chambre des députés au texte adopté par le Sénat, M. Demôle, rapporteur du projet devant cette dernière assemblée, s'exprimait ainsi dans son rapport du 21 février 1889 :

« Nous approuvons cette addition. Nous pouvons même dire qu'elle était contenue implicitement dans la rédaction première, la faillite ne pouvant être considérée comme déclarée qu'en vertu d'un jugement ayant acquis force

(Boulangerie coopérative)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la société dite « Boulangerie coopérative » a été déclarée en faillite par jugement du tribunal de commerce d'Alger, en date du 2 mars 1889; — Attendu que Couty, en qualité de président du conseil d'administration de ladite société, a régulièrement relevé appel de cette décision le 13 mars suivant;

Attendu que, par une requête présentée le 20 mars, Couty demande à être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, aux termes des art. 2 et suivants de la loi nouvelle sur les faillites; — Attendu qu'aux termes de l'art. 25 de ladite loi, et par une disposition transitoire, le commerçant en état de cessation de paiements dont le jugement déclaratif de faillite n'est pas devenu définitif à la date de la promulgation de la loi peut obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire; — Attendu qu'aux termes du même article, cette faculté s'exerce

---

de chose jugée. Cependant nous reconnaissons qu'il vaut mieux que cela soit dit expressément. Votre commission croit aussi que, pour prévenir toutes difficultés sur l'application de cette disposition, il convient d'en régler la procédure. Si en effet une Cour d'appel est saisie, où le failli devra-t-il porter sa requête en admission à la liquidation judiciaire? Nous pensons qu'à raison de l'étroite connexité entre cette requête et l'instance en déclaration de faillite, c'est à la Cour que la requête devra être portée. Cette solution s'inspire au surplus des mêmes motifs qui ont déterminé le vote, par le Sénat d'abord et ensuite par la Chambre, de la disposition finale de l'art. 4 sur la jonction des deux instances devant le tribunal de commerce. Nous proposons de la formuler en ces termes : « Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra dans tous les cas être présentée dans la quinzaine de la promulgation ». — Mais tout n'est pas fini sur ce paragraphe. La Chambre des députés veut encore « que cette faculté ne s'applique pas dans le cas où le jugement aura été frappé d'opposition ou d'appel par une personne autre que le failli. » Lors du vote de la loi par la Chambre, dans sa séance du 7 février, cette disposition a été accueillie sans observation. Votre commission n'a pu s'assimiler l'argumentation de la Chambre. Si un jugement déclaratif de faillite a pu être régulièrement frappé par un tiers d'opposition ou d'appel, ce recours, qui remet tout en question, profite nécessairement au débiteur. Dans l'instance ainsi engagée, ce débiteur ne peut pas ne pas être mis en cause : comment lui refuser le droit d'user de tous ses moyens et de présenter sa défense complètement et comme il l'entendra ? A la disposition que nous examinons, nous n'apercevons aucune espèce de justification. Nous vous en proposons, en conséquence, la suppression pure et simple. »

La Chambre des députés ayant accepté sans discussion le texte ainsi modifié par le Sénat, ce texte fut maintenu définitivement.

devant la juridiction saisie ; — Que la requête doit être présentée dans la quinzaine de la promulgation de la loi, laquelle a eu lieu le 4 mars ; — Attendu que la société dont s'agit se trouve dans les conditions imposées par l'article précité, et que la faculté de demander le bénéfice de la liquidation judiciaire doit, dans l'espèce, s'exercer devant la Cour, qui est, en vertu de l'appel relevé par Couty, la juridiction actuellement saisie ; — Attendu enfin que Couty s'est conformé aux exigences de l'art. 2 de la loi, en joignant à sa requête le bilan et la liste des créanciers de la société dont il est le président ;

Par ces motifs : — Accorde à Couty, ès qualité qu'il agit, le bénéfice de la liquidation judiciaire ; — Rapporte, en conséquence, en tant que de besoin, la faillite prononcée par le jugement du 2 mars 1889 ; — Renvoie la cause et les parties en l'état nouveau où elles se trouvent devant le tribunal de commerce d'Alger, à fins de nomination d'un juge commissaire et d'un liquidateur provisoire ; — Réserve l'emploi des dépens en frais de liquidation judiciaire.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.* — Me JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

3 mars 1888

Degré de juridiction, saisie-exécution, taux du ressort, demande en distraction.

Dans les rapports du saissant avec le saisi, le montant des causes de la saisie fixe le taux du ressort quelle que soit d'ailleurs la valeur des objets saisis (1).

Dans les rapports du saisissant et du saisi avec un tiers agissant en distraction d'objets saisis, la valeur des objets ainsi réclamés est la seule dont il y ait à tenir compte pour fixer le taux du ressort ; en conséquence, si cette valeur est indéterminée, l'appel est recevable, quel que soit le montant des causes de la saisie (2).

(1 et 2) Cet arrêt consacre deux décisions qui ont pu jadis être discutées, mais sur lesquelles on ne rencontre plus guère de dissidences. L'une et l'autre se rattachent à ce principe rationnel que, l'objet du litige ne pouvant se mesurer que sur celui de la demande principale, le montant de ce dernier objet est le seul dont il y ait à tenir compte pour la fixation du taux du ressort et la recevabilité de l'appel. D'où résultent deux conséquences

(Martin et Cie c. El Kouïder ben Mohamed et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Attendu que les parties saisies ne comparaissent pas ni personne pour elles, quoique régulièrement réassignées, et qu'il y a lieu de prononcer itératif défaut contre elles ;

Sur la fin de non recevoir proposée par El Kouïder ben Mohamed et motivée sur ce que le jugement déféré n'a statué que sur une valeur inférieure au taux du dernier ressort : — Attendu que, s'il est de principe qu'entre le saisissant et le saisi c'est le chiffre des causes de la saisie, et non la valeur des objets, qui doit être pris en considération pour la détermination du ressort, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'une demande en distraction ; qu'en pareil cas, le demandeur est un tiers exerçant une action qui, par rapport à lui, est principale, et que, dès lors, il suffit que

---

qui ne paraissent contradictoires que si l'on néglige les différences des deux situations auxquelles elles s'appliquent.

Lorsque le saisi forme une demande en nullité de la saisie pratiquée sur ses biens mobiliers, quel est l'objet du litige ? Pour aucune des parties, ni pour le débiteur, ni pour le créancier, ce ne peut être exclusivement la valeur intégrale des biens saisis, mais seulement le montant des causes de la saisie ; car, lorsqu'une saisie a été pratiquée, celle-ci n'a pu, en tant que voie d'exécution, avoir d'autre effet que de s'appliquer aux biens saisis jusqu'à concurrence seulement de ce qui est nécessaire pour permettre au créancier saisissant d'être désintéressé ; et c'est seulement dans cette mesure que le débiteur saisi sera dépouillé de son droit de propriété par la vente à laquelle aboutira la saisie. Donc, pour les deux parties, l'objet du litige est égal aux causes de la saisie ; en conséquence, leur montant seul doit être pris en considération pour décider si le jugement statuant sur une question de nullité de saisie est ou non susceptible d'être réformé par la voie de l'appel (Bordeaux, 25 janv. 1839, Sir. 39. 2. 345 ; Bordeaux, 22 déc. 1843, Sir. 44. 2. 571 ; Toulouse, 7 mars 1845, Sir. 45. 2. 599 ; Toulouse, 7 mars 1858, Sir. 59. 2. 489).

Par une conséquence inverse, mais non moins logique de la même idée, le chiffre de la demande en distraction formée par un tiers revendiquant sur les biens saisis doit nécessairement être calculé sur la valeur de ces biens, indépendamment des causes de la saisie ; c'est que, pour ce tiers distrayant, cette demande en distraction n'est que la forme particulière d'une action en revendication dont le but n'est pas seulement d'enlever au saisissant la possibilité de faire vendre les biens saisis et de déposséder le saisi, mais surtout de faire constater son droit de propriété. Or, pour une action de ce genre dont l'intérêt est nécessairement adéquate à la valeur des objets saisis, la valeur seule de ces objets doit fixer le taux du ressort (Poitiers, 5 mars 1845, Sir. 45. 2. 277 ; Montpellier, 4 mai 1842, Sir. 43. 2. 347).

les objets saisis aient une valeur indéterminée pour que l'appel soit recevable ; que, le litige actuel ne portant pas sur une somme fixe, il suit de là que la fin de non recevoir ne saurait être accueillie ;

Au fond : — Attendu que le procès-verbal du 2 octobre 1886 constate que les deux vaches grises et la génisse revendiquées par El Kouïder ben Mohamed ont été saisies au douar de Bou-Dieb, fraction des Ouled-Sidi-M'hamed, au domicile et en la possession dudit El Kouïder ben Mohamed ; — Attendu, en outre, qu'il résulte des pièces de la procédure que Mohamed ben Chérif et Amar ben Chérif, parties saisies, n'ont cessé d'avoir leur domicile à Aïn-Sfia ; que Martin et Cie allèguent, il est vrai, que ces derniers, pour soustraire leurs facultés mobilières et notamment leurs animaux à l'action de leur débiteur, les ont fait conduire à Bou-Dieb antérieurement à la saisie, mais qu'ils n'apportent aucune justification à l'appui de leurs dires ; — Attendu que El Kouïder ben Mohamed énonce dans sa demande en distraction que les deux vaches et la génisse saisies le 2 octobre 1886, à la requête de Martin et Cie, sont sa propriété comme étant nées chez lui et qu'il offre au besoin d'en rapporter la preuve ; — Attendu que, si les faits ci-dessus ne sont pas suffisants pour établir quant à présent le bien fondé de ses prétentions, ils sont, dans tous les cas, de nature à constituer en sa faveur une présomption qui permet de l'autoriser à rapporter la preuve par lui offerte en première instance et réitérée devant la Cour;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Donne itératif défaut contre les parties saisies non comparantes, ni personne pour elles, quoique dûment réassignées, et statuant contradictoirement à l'égard de toutes parties, sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non recevoir, laquelle est rejetée comme mal fondée ; — Infirme le jugement du 22 février 1887 ; — Autorise El Kouïder ben Mohamed à faire la preuve, tant par titres que par témoins, devant M. le juge de paix du canton de Sétif, commis à cet effet, des faits ci-après : 1° que les deux vaches et la génisse saisies suivant procès-verbal de Tramini, huissier, du 2 octobre 1886, sont nées chez El Kouïder ben Mohamed ; 2° qu'elles ont été saisies à son domicile ; 3° et qu'il paie l'impôt pour ces animaux ; — Réserve la preuve contraire à Martin et Cie ; — Dit qu'après les procès-verbaux d'enquête dressés et déposés au greffe de la Cour, il sera requis et statué ce que de droit.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

23 mars 1889

Chemins de fer, transport de marchandises, tarifs, action en détaxe, fin de non recevoir, désignation spéciale, assimilation, force obligatoire, convention dérogatoire, nullité.

Antérieurement à la loi du 11 avril 1888, modificative des art. 105 et 108 C. com., la fin de non recevoir de l'art. 105 était inapplicable à l'action en répétition de sommes perçues par suite de la fausse application des tarifs (1).

La taxe par assimilation, pour la détermination du prix du transport d'une marchandise par chemin de fer, n'est autorisée qu'autant que ladite marchandise ne figure pas dans les nomenclatures des tarifs ; par suite, elle n'est pas permise quand cette marchandise est spécialement désignée dans les tarifs en vigueur (2).

Les tarifs de chemins de fer régulièrement homologués et publiés ont force de loi ; il ne peut y être dérogé, ni explicitement, ni tacitement par des conventions particulières intervenues entre les agents des compagnies et les expéditeurs (3).

---

(1) Jurisprudence constante : V. notamment : Cass., 8 janv. 1879, D. P. 79. 1. 105 ; Cass. 22 oct. 1888, D. P. 89. 1. 136 ; Féraud-Giraud, *Code des transports par chemins de fer*, II, n° 672, p. 50 ; n° 899 et suiv., p. 184.

(2) La doctrine et la jurisprudence sont fixées en ce sens. C'est qu'en effet les tarifs généraux font la loi des transports entre les compagnies et les expéditeurs et doivent être suivis quand les tarifs spéciaux ne prévoient pas le règlement de certains cas. Par suite, lorsqu'une marchandise figurant expressément aux tarifs généraux n'est pas mentionnée nominativement dans les tarifs spéciaux, elle reste soumise à l'application du tarif général et elle ne peut être rangée par assimilation dans les tarifs spéciaux. C'est la stricte application des principes élémentaires du droit ; les tarifs généraux sont la règle, les tarifs spéciaux, l'exception ; tout ce qui n'est pas expressément et littéralement compris dans l'exception est régi par la règle. Le jugement que nous reproduisons met en lumière ces principes avec une grande précision. V. Féraud-Giraud, *op. cit.*, I, n^os^ 418 et 419, p 315 ; Cass. 3 déc. 1873, D. P. 74. 1. 61 ; Cass. 23 janv. 1874, D. P. 74. 1. 411 ; Cass. 17 févr. 1874, D. P. 74. 1. 44 ; Cass. 12 févr. 1877, D. P. 77. 1. 149 ; Cass. 22 oct. 1888, D. P. 89. 1. 136.

(3) Cette solution est généralement admise par la doctrine et elle est consacrée par la jurisprudence constante de la Cour de cassation et des Cours d'appel. Les particuliers ne sont même pas admis à former des demandes en

(Féraud c. compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Féraud assigne la compagnie de l'Est-Algérien en détaxe de 196.570 kilogs de fonte moulée sous forme de tuyaux, transportés d'Alger à Haussonvillers pour le compte du demandeur, détaxe s'élevant à la somme

---

dommages-intérêts contre les compagnies de chemins de fer en cas d'erreur de la part des agents de ces compagnies dans l'application des tarifs. L'expéditeur qui traite avec une compagnie pour le transport d'une marchandise est censé connaître les tarifs régulièrement homologués de cette compagnie et, ces tarifs étant une véritable loi, il est en faute d'avoir consenti à ce qu'ils reçoivent une modification arbitraire et illégale. — V. en ce sens notamment: Blanche, *Content. des chemins de fer*, n° 83 ; Féraud-Giraud, *op. cit.*, I, n^os^ 412 à 417, p. 311 à 314 ; Sarrut, *Législ. et jurisp. sur les transp. de marchand. par chem. de fer*, n^os^ 583 et 584 ; Lyon-Caen et Renault, *Préc. de dr. com.*, I, p. 501, note 7 ; Boistel, *Préc. de dr. com.*, n° 545 ; Bédarride, *Chem. de fer*, I, n° 36 : Palaa, *Dict. des chem. de fer*, II, p. 669 ; Cass. 19 janv. 1858, Sir. 58. 1. 238 ; Bourges, 20 févr. 1860, Sir. 60. 2. 264 ; Paris, 29 févr. 1860, Sir. 60. 2. 264 ; Cass. 17 août 1864, D. P. 64. 1. 381, Sir. 64. 1. 444 ; Cass. 13 févr. 1876, Sir. 76. 1. 211 ; Cass. 22 déc. 1868, Sir. 69. 1. 221, D. P. 69. 1. 79 ; Cass. 15 mars 1869, Sir. 69. 1. 225 ; Cass. 16 mars 1869, Sir. 69. 1. 221 ; Cass. 27 juill. 1869, Sir. 70. 1. 109 ; Cass. 6 déc. 1869, Sir. 71. 1. 58 ; Cass. 19 janv. 1870, Sir. 70. 1. 171, D. P. 70. 1. 362 ; Cass. 9 mai 1870, D. P. 70. 1. 362 ; Cass. 31 mai 1870, D. P. 70. 1. 362 ; Cass. 10 août 1870, D. P. 70. 1. 362 ; Cass. 26 juill. 1871, Sir. 71. 1. 58, D. P. 71. 1. 234 ; Cass. 31 déc. 1873, Sir. 74. 1. 177 ; Cass. 3 mars 1874, Sir. 74. 1. 279, D. P. 75. 1. 171 ; Cass. 14 mai 1874, Sir. 74. 1. 492 ; Cass. 21 déc. 1874, D. P. 75. 1. 304 ; Cass. 30 mai 1876, Sir. 76. 1. 319, D. P. 76. 1. 495 ; Cass. 12 févr. 1877, D. P. 77. 1. 149 ; Cass. 3 août 1877, Sir. 78. 1. 288, D. P. 79. 1. 235 ; Cass. 24 déc. 1877, D. P. 78. 1. 254 ; Cass. 20 févr. 1878, D. P. 78. 130 ; Cass. 11 mars 1878, Sir. 78. 1. 325, D. P. 78. 1. 207 ; Cass. 14 mai 1878, Sir. 78. 1. 423, D. P. 78. 1. 383 ; Cass. 6 août 1879, Sir. 80. 1. 130, D. P. 80. 1. 14 ; Cass. 31 déc. 1879, D. P. 80. 1. 176 ; Cass. 14 janv. 1880, D. P. 82. 1. 64 ; Cass. 24 mai 1882, *Gaz. des trib.* 4 juin 1882 ; Cass. 29 août 1883, D. P. 84. 1. 304 ; Cass. 26 nov. 1883, D. P. 85. 1. 20 ; Cass. 2 févr. 1885, D. P. 85. 1. 436 ; Cass. 25 mars 1885, D. P. 85. 1. 436 ; Cass. 25 oct. 1886, D. P. 87. 1. 472, *Rev. Algér.* 1887. 2. 60 ; Alger, 11 févr. 1881, *Rev. Algér.* 1885, 2. 258 ; Alger, 11 avril 1883, *Rev. Algér.* 1885. 2. 257 ; Alger, 9 mai 1885, *Rev. Algér.* 1885. 2. 261. — La grande majorité des tribunaux de commerce est hostile à cette jurisprudence, cependant si imposante et si ferme. Le tribunal de commerce d'Alger, en s'y ralliant complétement par le jugement rapporté, a affirmé une fois de plus la supériorité des principes et du droit sur la dangereuse théorie de l'équité, généralement invoquée en sens contraire.

L. V.

de 1.592 fr. 22 c. dont il demande le remboursement ; qu'il base sa demande sur ce que malgré ses protestations les dites fontes ont été taxées au tarif général, alors que, d'après les conventions verbales intervenues entre parties avant l'expédition, elles devaient bénéficier du tarif spécial n° 9 bis ; —

Attendu que la compagnie défenderesse conclut en la forme à l'irrecevabilité de la demande tirée de l'ancien art. 105 C. com. et au fond au débouté pur et simple ; — Attendu, prétend-elle, qu'il a été fait une juste application des tarifs en vigueur régulièrement homologués et ayant, par conséquent, force de loi; qu'il importe peu que, par erreur, des agents de la compagnie aient pris, en son nom, des engagements contraires, les dérogations à la loi en matière de tarifs de chemins de fer n'étant pas permises;

Sur l'exception : — Attendu que la prescription édictée par l'ancien art. 105 C. com. ne saurait être appliquée à une action en détaxe pour fausse application des tarifs;

Au fond : — Attendu que, courant décembre 1887, Féraud, ayant à traiter avec la maison Huet et Beudon pour le transport de 200 tonnes tuyaux en fonte d'Alger à Tizi-Ouzou, s'adressa à M. Roch, inspecteur particulier du contrôle de la compagnie de l'Est-Algérien, pour savoir s'il pourrait obtenir l'application du tarif spécial n° 9 bis en les chargeant à destination d'Haussonvillers sous la rubrique « fonte moulée » ; — Attendu que cet agent, après en avoir référé à ses chefs, informa Féraud, par sa lettre de 23 janvier 1888 enregistrée, que la compagnie reconnaissait comme assimilables à la fonte moulée les tuyaux en fonte et qu'elle les transporterait aux prix et conditions de son tarif spécial n° 9 bis ; — Attendu que fort de cette déclaration Féraud passa un traité avec MM. Huet et Beudon et fit charger par ces derniers à son adresse à Tizi-Ouzou, à partir du 5 janvier 1888, divers wagons sous la désignation de tuyaux en fonte, la compagnie n'ayant pas voulu, prétend Féraud, les accepter sous le titre « fonte moulée » ; — Qu'assuré, dit-il, d'être remboursé par la compagnie du trop perçu, il acquitta à l'arrivée le montant des lettres de voiture calculé au taux de la 2e série du tarif général, jusqu'à concurence des huit premiers envois, effectués du 5 janvier au 2 février ; — Qu'à ce moment, il s'adressa à l'inspecteur principal pour obtenir le dégrèvement sur les huit lettres de voiture ; qu'il obtint la promesse que sa réclamation allait être examinée ; — Qu'en attendant il continua ses expéditions jusqu'au 15 mai ; que, le 18 du même mois, il fut avisé par l'inspecteur principal de l'exploitation que sa réclamation était repoussée par la compagnie et qu'il avait été

décidé que les tuyaux en fonte continueraient à être taxés aux prix et conditions de la 2e série du tarif général ; — Attendu qu'il y a lieu, par conséquent, d'examiner : 1° si la compagnie de l'Est-Algérien a fait une juste application de ses tarifs, 2° et, dans l'affirmative, si la promesse qu'elle a faite à Féraud d'assimiler les tuyaux en fonte à la fonte moulée ne donne pas lieu à répétition en faveur de Féraud de la différence du prix du transport entre le tarif spécial n° 9 bis et le tarif général 2e série ;

Sur le premier point : — Attendu que les tuyaux en fonte ne sont pas désignés nominativement dans la nomenclature des articles classés au tarif spécial n° 9 bis; qu'ils pourraient, il est vrai, être assimilés à la fonte moulée qui figure dans cette nomenclature ; mais, attendu que cette dénomination générique de « fonte moulée » ne saurait s'entendre que pour des articles qui ne sont pas nominativement désignés dans les autres tarifs ; que ce n'est pas le cas pour les tuyaux en fonte, qui figurent au tarif général 2e série; qu'il en est de même pour d'autres articles en fonte moulée tels que les barreaux, chaudronnerie, chenets, ornements et ustensiles de ménage; — Attendu d'ailleurs qu'il a été souverainement jugé (arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre 1888) que l'assimilation de la marchandise transportée n'est permise que lorsqu'elle ne figure pas dans la nomenclature des tarifs, qu'elle n'est plus permise quand cette marchandise est spécialement désignée dans l'un des tarifs en vigueur; — Qu'il échet donc de dire que la compagnie a fait une saine application de ses tarifs ;

Sur le second point : — Attendu que les tarifs des chemins de fer régulièrement homologués et publiés ont force de loi, qu'il ne peut y être dérogé ni tacitement, ni explicitement par des conventions particulières ; qu'ils s'imposent, par conséquent, aux parties ; — Qu'ainsi il importe peu, dans l'espèce, que les agents de la compagnie aient promis en son nom à Féraud d'assimiler les tuyaux en fonte à la fonte moulée pour le transport de ces tuyaux à Haussonvillers, et de le faire bénéficier du tarif spécial n° 9 bis dans lequel la fonte moulée est désignée ;

Par ces motifs : — Déclare la demande de Féraud recevable en la forme ; au fond l'en déboute et le condamne aux dépens.

M. CASTAN, *prés.* — Mes TACCONIS et VANDIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

30 novembre 1888

Liberté de l'industrie, boulangerie, arrêté municipal, juge de police, compétence.

Le maire d'une commune peut, sans violer la liberté du commerce et de l'industrie, et dans un intérêt de sécurité publique, prendre un arrêté défendant notamment à tout boulanger d'avoir en réserve plus d'un certain nombre de fagots dans des cours entourées d'habitations;

Et il n'appartient pas au juge de police d'apprécier la nécessité ou l'utilité de mesures de police prises par l'autorité municipale dans les limites de ses attributions légales.

(Min. pub. c. veuve Ellul)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 471, § 15 C. pén. et l'art. 1er de l'arrêté municipal pris par le maire de la commune de Duzerville, en date du 23 mars 1887, lequel est ainsi conçu : « Il est défendu à tout propriétaire ou locataire et notamment à tout boulanger d'avoir en réserve plus de 40 fagots dans des cours entourées d'habitations »;

Attendu que deux procès-verbaux réguliers, en date des 26 et 27 décembre dernier, dressés par le garde-champêtre de la commune de Duzerville ont constaté que la veuve Ellul, boulangère, avait déposé dans une cour, entourée d'habitations, un nombre de fagots de bois variant de 120 à 150; — Attendu que, citée pour ces faits devant le tribunal de simple police du canton de Bône, les procès-verbaux ci-dessus visés n'ont pas été combattus par la preuve contraire et que les faits, reconnus d'ailleurs par l'inculpée, demeuraient légalement établis et constituaient, par suite, la contravention prévue et punie par l'art. 471, nº 15 C. pén.; — Que néanmoins le juge de police de Bône, par deux jugements rendus le 28 janvier 1888, a renvoyé la veuve Ellul des poursuites du ministère public, par le motif que l'arrêté précité du maire de Duzerville violait la liberté du commerce et de l'industrie et qu'il empêchait l'exercice de la boulangerie, en ne permettant pas aux boulangers de disposer d'une réserve de fagots suffisante pour exercer leur industrie;

Attendu que ledit arrêté a été pris par le maire de Duzer-

ville dans les limites de ses attributions légales et dans un intérêt évident de sécurité publique, pour prévenir des dangers d'incendie; — Que, s'il résulte des mesures de police prescrites par l'autorité municipale quelque restriction qui ne permet pas aux boulangers de tenir en réserve un trop grand nombre de fagots dans les cours entourées d'habitations, cette restriction ne porte aucune atteinte à la liberté de leur industrie, et n'est qu'une conséquence naturelle de la loi qui soumet leur profession à une surveillance plus spéciale de la part de l'autorité municipale; — Qu'il n'appartenait pas d'ailleurs au juge de police d'apprécier la nécessité ou l'utilité des mesures de police prises par l'autorité compétente; — Attendu dès lors qu'en cet état des faits, les jugements attaqués ont méconnu la foi due au procès-verval et formellement violé les dispositions de l'art. 1er de l'arrêté du maire de Duzerville ci-dessus visé, et celles de l'art. 171, § 15 C. pén.;

Par ces motifs: — Casse, et renvoie la procédure devant le tribunal de simple police de la Calle.

MM. LŒW, *prés.*; LESCOUVÉ, *rap.*; BERTRAND, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

13 mai 1889

Navire, avaries, protestation, expertise, demande en justice, délai, irrecevabilité.

En l'absence d'un texte de loi prescrivant la forme de la protestation qui doit être faite dans les vingt-quatre heures de la réception des marchandises pour la recevabilité de l'action d'avaries, on doit admettre que la requête à fin d'expertise, ou l'expertise elle-même, constitue une protestation suffisante lorsqu'elle a lieu dans ledit délai de vingt-quatre heures (C. com., art. 436);

Mais le défaut de demande en justice dans le mois de la protestation constitue un moyen de défense proposable en tout état de cause, sans qu'on puisse prétendre faire résulter la renonciation implicite à ce moyen de la simple comparution du transporteur devant l'expert à un moment où les prétentions du demandeur en responsabilité n'ont pas encore été formulées, et où d'ailleurs le délai de l'assignation commence seulement à courir (1).

---

(1) Cpr. Alger, 9 nov. 1876 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 40) et la note;

(Cie gén. Transatlantique c. demoiselle Foucault)

Le 4 juin 1887, jugement du tribunal de commerce d'Alger ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il résulte des débats et des pièces versées au procès que c'est à tort que la compagnie transatlantique invoque l'art. 436 C. com. ; qu'il faudrait pour cela que la demoiselle Fanny Foucault eût reçu les colis dont s'agit, et payé le fret sans protestation ; que ladite demoiselle a, dès le 1er avril, présenté requête à M. le président de céans pour demander la nomination d'un expert ; que l'agent de la compagnie a assisté aux opérations de l'expertise ; qu'il y avait donc acquiescement de la part de la compagnie transatlantique, et que l'art. 436 n'est pas applicable dans le cas où des arrangements ont été pris pour le règlement des avaries ;

Au sujet de l'expertise : — Attendu qu'il résulte de l'examen du rapport de l'expert Demolein que celui-ci a fait une juste et saine appréciation des avaries ; que, si la seconde période d'expertise eut lieu hors des magasins de la compagnie transatlantique, ce fait ne peut être attribué qu'à la compagnie elle-même, qui a demandé qu'on la débarrassât des colis ; qu'elle ne peut, du reste, soutenir sérieusement qu'elle ignorait la continuation des opérations et qu'elle avait tout loisir d'y assister comme à la première ;

Par ces motifs : — Homologue le rapport de l'expert ; condamne la compagnie à payer 1.303 fr. etc.

POURVOI de la compagnie générale transatlantique, notamment pour violation des art. 435 et 436 C. com.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi : — Vu les art. 435 et 436 C. com. ; — Attendu qu'aux termes des dispositions de ces articles, seules applicables en matière de transports par mer, la recevabilité de toutes les actions pour dommage arrivé à la marchandise est subordonnée à une triple condition, savoir : 1° que la marchandise n'ait pas été reçue sans protestation ; 2° que les protestations et réclamations aient été faites et signifiées dans les vingt-quatre heures ; 3° qu'elles aient été, dans le mois de leur date, suivies d'une demande en justice ; — Attendu que, motivées par la nécessité de procéder sans retard, et contradictoirement avec

---

Alger, 12 juin 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 219) et les renvois ; Cass. 5 juin 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 1) et la note ; Alger, 14 déc. 1882 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 27).

le transporteur, à des vérifications et constatations qu'un ajournement rendrait difficiles et incertaines, ces formalités et délais doivent être rigoureusement observés ; qu'à raison de leur inobservation, l'action se trouve frappée de déchéance; — Attendu que, si, à défaut d'un texte de loi prescrivant la forme de la protestation qui doit être faite dans les vingt-quatre heures de la réception, l'on doit admettre que la requête à fin d'expertise, ou l'expertise elle-même, constitue une protestation suffisante lorsqu'elle a lieu dans ledit délai, il est certain que, pour être à l'abri de la déchéance, la demande en justice doit être formée dans le mois suivant, par voie d'assignation devant un tribunal contenant des conclusions tendant à une condamnation pour le dommage éprouvé ; — Attendu, en outre, que l'exception de déchéance, à défaut de demande en justice régulière, constitue un moyen de défense proposable en tout état de cause, puisqu'en réalité ce moyen porte sur le fond même du litige et est de nature à le trancher; qu'on ne saurait, par suite, prétendre faire résulter la renonciation implicite à ce moyen de la simple comparution du transporteur devant l'expert, à un moment où les prétentions du demandeur en responsabilité n'ont pas encore été formulées, et où d'ailleurs le délai de l'assignation commence seulement à courir ; — Attendu que, dans l'espèce, le jugement attaqué constate que l'expertise, demandée le 1er avril 1885 par la demoiselle Foucault, pour faire constater les avaries éprouvées par ses meubles pendant le transport opéré de Marseille à Alger par les soins de la compagnie transatlantique, a eu lieu le 3 avril, jour de la réception des colis, mais que l'assignation en justice n'a été signifiée que le 21 mai 1885 ; qu'il repousse néanmoins la déchéance opposée par la compagnie en vertu de l'art. 436 C. com., sous le prétexte d'une renonciation implicite au bénéfice de cet article, résultant uniquement de ce que l'agent de la compagnie aurait assisté aux opérations de l'expertise qui avait eu lieu avant l'assignation ; — Attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a méconnu les règles de la matière ci-dessus rappelées et formellement violé les articles susvisés ;

Par ces motifs : — Et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen du pourvoi ; — Casse.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; MANAU, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 avril 1889

Saisie immobilière, incident, appel, délai, mineur, point de départ, signification à l'avoué et au greffier, omission, nullité.

Le délai de dix jours imparti par l'art. 731 C. pr. civ. pour interjeter appel des jugements qui statuent sur des incidents de saisie immobilière ne court, à l'égard d'un mineur non émancipé, que du jour de la signification dudit jugement au subrogé tuteur (C. pr. civ., art. 444).

Est nul, aux termes de l'art. 732 C. pr. civ., l'appel d'un pareil jugement qui n'a pas été signifié au domicile de l'avoué et au greffier du tribunal (1).

(Veuve Cayla c. Thoulouze)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme et doit être accueilli ;

Sur l'irrecevabilité de l'appel fondée sur l'inobservation du délai fixé par l'art. 731 C. pr. civ. : — Attendu que le délai de dix jours imparti par l'art. 731 C. pr. civ. ne court que du jour de la signification du jugement au subrogé tuteur du mineur, aux termes de l'art. 444 du même Code ; que dans l'espèce cette signification n'a pas encore eu lieu ; d'où cette conséquence que l'appel interjeté est recevable de ce chef, en ce qui touche le mineur Cayla ; — Attendu, d'autre part, que, la matière étant indivisible, le droit d'appel est conservé tout entier tant à l'égard du mineur Cayla que de la veuve Cayla, sa mère et tutrice ;

Sur la nullité de l'appel basée sur le défaut de signification au domicile de l'avoué et au greffier : — Attendu que ces formalités sont exigées à peine de nullité ; que, la dame Cayla ne s'étant pas conformée aux prescriptions de l'art. 732 C. pr. civ., l'appel doit être déclaré nul en l'état ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme, le déclare recevable, le déclare nul en l'état de procédure ; — Condamne Cayla à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

---

(1) V. Civ. cass., 9 janv. 1854 (D. P. 54. 1. 112).

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

17 avril 1889

—

Succession musulmane, rite hanéfite, cognats, ordre de préférence entre eux.

—

Suivant les prescriptions du rite hanéfite, les cognats sont appelés à la succession à défaut de postérité et d'agnats, à l'exclusion du beït-el-mal ;

Ils sont classés en quatre ordres distincts dont le premier exclut le second et ainsi de suite ;

En conséquence, les descendants des frères et sœurs du de cujus *composant le troisième ordre de cognats excluent ceux qui constituent le quatrième ordre* (1).

(Consorts ben Sari, consorts Ben Youssef El Kaouahdji c. consorts Kebachi)

Ismaïl ben Ali ben Kerman est décédé à Alger le 30 mars 1888 à la survivance de sa femme Kehedoudja bent Mohammed, héritière réservataire pour un quart, sans laisser ni postérité ni agnats. Il appartenait au rite hanéfite. Sa succession fut réclamée par trois groupes de cognats : 1° les consorts Ben Sari, descendants de la sœur germaine de sa mère ; 2° les consorts Ben Youssef El Kaouahdji, descendants de sa tante paternelle ; 3° enfin les consorts Bel Kebachi, descendants de la fille de son frère germain Mohamed ben Ali ben Kerman.

Le 30 septembre 1888, le cadi hanéfite d'Alger rendit le jugement suivant :

Attendu que le différend n'existe plus qu'entre : 1° le groupe de Si

---

(1) V. sur les questions résolues par l'arrêt que nous rapportons : Perron, *Traduct. du précis de Sidi-Khelil*, t. VI, chap. IV, sect. III, p. 556 et suiv. ; Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. II, p. 162 et 163, n° 665. Dans l'école hanéfite, le droit des cognats à la succession, après prélèvement des parts héréditaires revenant aux réservataires, et à défaut d'agnats, n'a jamais été l'objet d'aucune controverse. Sérieusement contesté tout d'abord dans l'école malékite, il a fini par triompher dès le 2e siècle de l'hégire, mais sous certaines restrictions.

Youssef El Kaouahdji, représenté par M'Ahmoud ben Youssef, Zehour bent Mohammed ben Hassen Ould El Akhel, et Houria bent Amar El Hacem ben Mohammed ben El Amina, lesquels sont les deux enfants du fils de la tante paternelle de feu Ismaïl, d'une part, et 2° le groupe de Kehedouja bent Mohammed ben Ali ben Kerman, représenté par Amar, Tamani et Hanifa, enfants de Mohammed ben Omar ben Hassen bel Kebachi, fils de la fille du frère de feu Ismaïl, d'autre part ; — Attendu que le degré de parenté entre eux et le défunt est suffisamment établi par l'arbre généalogique dressé par les soins des assesseurs signataires des présentes, en suivant les indications données par les titres qu'a produits le groupe Kehedouda, c'est-à-dire Si Amar ben Mohamed ben Omar ben Hassen bel Kebachi ;

Après avoir mûrement étudié le point litigieux qui divise les parties ;

Vu le passage suivant du savant commentateur Jedjaoui, au chapitre traitant des droits d'hérédité des cognats : « Les cognats sont divisés en » quatre catégories, savoir : 1° ceux qui descendent du *de cujus*, comme les » enfants des filles et les enfants des filles du fils du défunt ; 2° les ascen- » dants du *de cujus* ; 3° ceux qui descendent des père et mère du *de cujus*, » tels que les enfants de ses sœurs, les filles de ses frères, les filles des » frères utérins ; 4° ceux qui descendent des deux grands pères du *de cujus* » et de ses deux grandes mères, comme ses tantes paternelles, les frères » utérins de son père, ses oncles et ses tantes maternels. »

Plus loin cet auteur dit : « Abou Youssef et El Hassen ben Ziad rap- » portent ce qui suit comme venant de Abou Hanifa (que Dieu leur fasse » à tous miséricorde !) ; la catégorie qui a le plus de droits à l'hérédité du » *de cujus* est la première ; ensuite vient la deuxième. puis la troisième et » enfin la quatrième ; ainsi que cela a lieu pour l'établissement de l'ordre » de préférence à accorder aux divers héritiers agnats. »

Ibn Samaa rapporte ce même propos qu'il tient de Mohammed ben Hassen, comme venant également d'Abou Hanifa, enfants de Mohammed ben Omar ben Hassen Bel Kebachi, appartenant à la troisième catégorie des cognats, puisqu'ils descendent de la fille du frère du *de cujus ;* — Attendu que Mohammed ben M'ahmoud ben Youssef El Kaouahdji, Zezour bent Mohammed ben Hassen Ould El Akhel, et Houria bent Amar El Hacem ben Mohammed ben El Amine appartiennent à la quatrième catégorie des cognats comme descendants de la tante paternelle du *de cujus ;* — Attendu que, d'après le texte susvisé, la troisième catégorie exclut et évince la quatrième ;

Par ces motifs : — Requiert ses assesseurs de constater qu'il rend le présent jugement toutes les parties représentées ; — Dit que les enfants de Si Mohammed ben Omar ben Hassen bel Kebachi, qui sont Amar, Tamani et Hanifa, ont seuls droit à l'hérédité dudit *de cujus* pour les 3/4 de sa succession restant après prélèvement de la part de la veuve qui, dans l'espèce, est du 1/4 ; — Ordonne que lesdits héritiers devront partager ce qui leur est dévolu en quatre parties égales, la part du garçon devant être égale à celle des deux filles ; — Déboute les autres contestants et les déclare non fondés à revendiquer la succession du *de cujus* par suite de l'exclusion dont ils sont atteints par les bénéficiaires ; met le coût du présent à la charge des bénéficiaires.

Sur APPEL des consorts Ben Sari exclus par le cadi, et sur APPEL des consorts ben Youssef El Kaouahdji,

ARRÈT

LA COUR, — Attendu qu'il est inutile de recourir à un expert pour déterminer la filiation des parties ; — Que cette filiation est exactement établie par l'arbre généalogique joint au jugement et par les indications que les parties ont fournies ;

Attendu que l'unique objet de l'instance actuelle est de fixer la qualité héréditaire des parties en cause et la qualité de leurs droits à la succession d'Ismaïl ben Ali ben Kerman ; — Qu'il ne s'agit point de former la masse des biens composant cette succession et d'en ordonner le partage ; — Qu'on ne saurait donc s'arrêter aux conclusions additionnelles des consorts Ben Sari qui constituent une demande nouvelle ;

Attendu qu'il résulte des mentions insérées au jugement dont est appel que les intimés sont les enfants de Mohammed ben Omar Ben Hassen ben El Kebachi, lequel était fils de Kehedoudja dont le père Mohamed ben Ali ben Kerman était le frère germain du *de cujus* ; — Qu'ils sont admis à un degré plus rapproché que les deux autres groupes et sont placés dans une catégorie de cognats plus favorisée, selon la classification du rite hanéfite ; — Qu'en effet Mohamed ben M'ahmoud ben Youssef et consorts ne sont reliés au *de cujus* que par une parenté dérivant de leur arrière grand-père M'ahmoud El Kassar qui était le frère de Mami, mère du *de cujus* ; — Que les consorts de ben Sari ne peuvent revendiquer d'autre relation de parenté que celle qui leur vient par leur grand'mère maternelle qui était la sœur germaine de la mère du *de cujus ;*

Adoptant au surplus les motifs du premier juge ;

Par ces motifs : — Joint les deux appels comme connexes ; — Sans s'arrêter à la demande de nomination d'expert qui est rejetée comme inutile et superflue, dit n'y avoir lieu de rechercher les biens qui composent la succession d'Ismaïl ben Ali ben Kerman, ni d'en ordonner le partage ; réserve, en tant que de besoin, tous leurs droits à celles des parties qui auraient à prétendre à tout ou partie de ces biens ; — Confirme, etc.

MM. PUECH, *prés. ;* MARSAN, *av. gén.* — Mes CHARPENTIER, BUISSON et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

13 juin 1888

—

Mandat, mandataire contractant en son propre nom, action des tiers, preuve du mandat, irrecevabilité.

Le tiers qui traite avec un mandataire agissant en son propre et privé nom, sans faire connaître ni déclarer son mandant au moment où il contracte, n'a et ne peut avoir aucune action contre ce mandant (1);

Par suite, l'offre faite par ce tiers de prouver l'existence du mandat doit être repoussée comme inutile.

(Consorts Lasry c. Descours)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par les consorts Jacob Lasry contre un jugement interlocutoire du tribunal civil d'Oran, du 27 juin 1887; — Et statuant au fond sur le mérite de cet appel :

Attendu que, par l'entremise de Feutrier, son représentant, Descours a, durant les mois de mai et juin 1882, vendu et livré au sieur Elie Lasry, pour la somme de 5,319 francs 40 centimes, une certaine quantité de fers ; — Attendu que pour avoir paiement de cette somme il a d'abord, à la date du 9 octobre suivant, fait traite sur ledit sieur Elie Lasry personnellement; — Attendu que, celui-ci étant venu à mourir, ladite traite est demeurée impayée à son échéance; — Attendu qu'à la date du 24 janvier 1883, la dame Elie Larsy, sa veuve, a, par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais, versé à Descours un à-compte de 2,000 francs; — Attendu que, le 23 mars suivant, ce dernier a assigné ladite dame veuve Elie Lasry, tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants mineurs, en paiement du solde de sa créance; que, le 28 mai, il a obtenu contre

(1) V. cep. Req. 17 nov. 1856, D. P. 57. 1. 58; Sir. 58, 1. 63. — C'est la doctrine générale, au moins si l'on entend parler d'une action directe du tiers contre le mandant. Mais le tiers peut se faire céder l'action du mandataire contre le mandant, ou exercer l'action générale de l'art. 1166 C. civ. (Aubry et Rau, *Droit civil*, IV, § 652, texte et note 13; — Dall., *Rép.*, v° *Mandat*, n° 389).

elle un jugement la condamnant, pour les causes ci-dessus, au paiement, avec dépens, de la somme principale de 3,350 francs 25 centimes; que, le 29 juin, il a pris inscription sur les biens de cette dernière; que, plus de deux ans après, et suivant exploit du 17 octobre 1885, il a pratiqué au domicile de celle-ci et sur ses meubles une tentative d'exécution qui est demeurée infructueuse et qui a été convertie en un procès-verbal de carence; — Attendu qu'une année seulement après ce dernier acte de poursuite, désespérant de recouvrer contre la succession du feu Elie Lasry le prix de sa marchandise, ledit sieur Descours a pris le parti de s'adresser aux héritiers d'un frère du défunt, alléguant et soutenant que ledit feu sieur Elie Lasry n'avait agi, dans cette acquisition de fers, que pour le compte des héritiers du sieur Jacob Lasry dont il gérait les intérêts, et que d'ailleurs, après le décès de celui-ci, les fers avaient été vendus à des tiers par ses héritiers; — Attendu, en conséquence, qu'il a assigné lesdits héritiers Jacob Lasry devant le tribunal d'Oran pour faire déclarer commun contre eux le jugement du 28 mai 1883, et, par suite, les faire condamner solidairement à lui payer le montant des causes dudit jugement; — Attendu que les héritiers Jacob Lasry ont résisté à cette demande; qu'ils ont contesté, de la façon la plus formelle, la véracité des faits sur lesquels le sieur Descours l'appuyait; — Attendu que celui-ci a subsidiairement offert alors d'établir par titres et témoins: 1° que les fers par lui expédiés sur commande de Elie Lasry étaient, en réalité, pour le compte des consorts Lasry (Jacob) dont il gérait les intérêts collectifs; 2° que ces fers avaient été déposés sur le chantier d'une construction que les consorts Lasry (Jacob) avaient commencé à édifier sous la direction du sieur Dagne, architecte; 3° qu'après la vente du terrain et des constructions à un sieur Ben Tata, la dame Lasry mère avait vendu les fers à différentes personnes pour le compte des héritiers Lasry; — Attendu que le tribunal a accueilli cette offre de preuve; — Attendu que sa décision doit être réformée; que les premiers juges devaient, sans s'arrêter à la preuve offerte et la repoussant, déclarer d'ores et déjà non recevable l'action du sieur Descours contre les héritiers du feu sieur Jacob Lasry;

Attendu, en effet, que le tiers qui traite avec un mandataire en son propre et privé nom, sans faire connaître ni déclarer son mandant au moment où il contracte, n'a et ne peut avoir aucune action contre ce dernier; — Que celui-ci demeure tout à fait étranger au contrat, que ce n'est point sa personnalité qui est envisagée, que ce n'est pas son crédit qui détermine

l'acte, que c'est la foi seule du mandataire qui est suivie, que seul, dès lors, ce mandataire reste personnellement tenu des engagements contractés ; — Attendu que les articles 1862 et 1864 C. civ. font une application de ces principes ; qu'ils disposent que l'associé qui contracte en son propre nom n'oblige que lui, et que les tiers qui s'en sont rapportés à lui demeurent dépourvus de toute action contre la société, alors même que la société a profité du contrat ;

Attendu, dans l'espèce, qu'il est constant qu'à l'époque des commandes de Elie Lasry et de l'acceptation de ces commandes par Descours, aucune notoriété de la nature de celle qui précède n'existait, par ce dernier ou son représentant Feutrier, contre Jacob Lasry ; — Qu'il ressort, en effet, des documents judiciaires analysés plus haut qu'au temps du contrat et jusqu'au jour de l'assignation des héritiers Jacob Lasry devant le tribunal d'Oran, du mois de juin 1882 au 28 octobre 1886, c'est-à-dire pendant une période de plus de quatre années, Descours n'a jamais eu en vue, comme obligés envers lui, et n'a jamais poursuivi comme tels, que Elie Lasry et son hérédité ; — Qu'il est donc certain que plus tard, inspiré par son intérêt, il a dirigé à tort et sans droit son action contre les héritiers d'un prétendu mandant qui n'avait pris aucune part au contrat et dont la participation, dans tous les cas, ne lui a jamais été révélée à ce moment ;

Attendu que vainement il offre de prouver par témoins, au moyen des faits susrapportés, la preuve de l'existence du mandat par lui allégué ; — Attendu que cette preuve est absolument irrecevable et inutile dans l'espèce ; qu'alors même, en effet, qu'elle aboutirait à établir la réalité du mandat dont s'agit, il ne s'ensuivrait pas que Descours ait action contre les héritiers d'un mandat tout à fait inconnu de lui à l'époque où les accords sont intervenus et où l'affaire s'est réalisée ;

Attendu, cela étant, qu'il devient sans aucune utilité de rechercher, en outre, soit si la preuve offerte était recevable ou non en raison du chiffre de la demande, soit si l'action de Descours ne se trouvait pas irrecevable elle-même comme éteinte par la prescription de l'art. 2272 C. civ. ; — Attendu que ces moyens des appelants seraient d'ailleurs sans valeur au procès ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Décharge les appelants des dispositions de ce jugement ; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux offres de preuve de Descours à l'appui de ses demandes contre les héritiers du feu sieur Jacob Lasry, lesquelles offres sont

déclarées inadmissibles, — Déclare ledit sieur Descours purement et simplement non recevable dans son action contre ces derniers, et le condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes JOUYNE et GARAU, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

11 mai 1889

Police municipale, maire, arrêté, salubrité publique, contravention.

L'arrêté du maire d'une ville interdisant à tous les habitants, par mesure de salubrité, d'élever et d'entretenir dans les appartements, cours, galeries et sur les terrasses de leurs maisons des animaux pouvant occasionner et répandre de l'infection, n'est point applicable à une habitation située à 400 mètres des murs de ladite ville.

(Min. pub. c. Rouzeaud)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'arrêté en date du 3 juillet 1889, pris par le maire de la ville d'Oran, pour assurer l'assainissement des rues et places publiques, ainsi que la salubrité des habitations;

Attendu que le nommé Rouzeaud était poursuivi pour avoir violé l'art. 22 dudit arrêté, lequel est ainsi conçu : « Il est » interdit à tous les habitants d'élever et d'entretenir dans les » appartements, cours, galeries et sur les terrasses de leurs » maisons, des pigeons, poules, lapins, porcs, vers à soie et » autres animaux pouvant occasionner et répandre de l'in- » fection » ; — Attendu que le jugement attaqué (trib. de simple police d'Oran, 21 févr. 1889), en décidant que les dispositions précitées, prises en vue d'assurer la salubrité de la ville d'Oran, n'étaient point applicables à une habitation située comme celle du prévenu à 400 mètres des murs de cette localité, loin d'en méconnaître le sens, en a fait, au contraire, une juste et saine interprétation ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. LŒW, *prés.*; POUX-FRANKLIN, *rap.*; BERTRAND, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 mars 1888

Escompte, endossement, faillite, concordat.

Le banquier qui escompte un effet de commerce ne peut être considéré comme créancier de l'endosseur qu'autant que la valeur endossée reste impayée à l'échéance (1);

Par suite, si l'endosseur tombe en faillite, le banquier bénéficiaire de l'endos ne peut être considéré que comme créancier éventuel du failli : le dividende auquel il a droit sera proportionné non pas à la valeur des effets qu'il a reçus, mais au montant de ceux qui sont restés impayés (2).

(Compagnie Algérienne c. Thévenin).

Le 5 juillet 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORAN ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que suivant exploit enregistré de Biau, huissier à Oran, du 16 janvier 1886, la demanderesse a fait assigner le défendeur par devant ce tribunal en condamnation au paiement avec intérêts et dépens de la somme de 17,378 fr. 35 c. pour solde des dividendes du concordat par lui obtenu, et à défaut en résolution du concordat ; — Attendu que Thévenin oppose à cette demande qu'il ne doit rien, qu'il est au contraire créancier de la dite Compagnie pour une somme de 2,346 fr. 23 c. dont il demande reconventionnellement le paiement ;

(1 et 2) Quelle est la nature de l'opération qui consiste pour un banquier à recevoir en escompte des effets de commerce ? Il est important de savoir si l'on doit voir là un prêt ou un achat de créance. L'intérêt apparaît à un double point de vue. Si l'escompte est non pas un prêt d'argent, mais l'acquisition d'une créance non encore exigible, il en résulte : 1° qu'il n'est pas soumis à la loi du 3 septembre 1807 sur la limitation du taux de l'intérêt ; 2° que l'escompteur ne peut être considéré comme créancier de l'endosseur qu'autant que par le fait du non paiement des effets cédés il y a matière à garantie ; jusque là l'escompteur n'est qu'un créancier éventuel, et, si l'endosseur vient à tomber en faillite, il ne peut figurer que pour le montant des effets restés impayés à l'échéance. La jurisprudence a eu surtout à se prononcer dans des cas où le premier de ces deux points se trouvait engagé : à ce premier point de vue elle incline à considérer l'escompte comme la vente d'une créance future (Cass. 16 août 1877, Sir. 78. 1. 331.) L'arrêt que nous reproduisons ci-dessus fait l'application de la même idée dans un cas qui met au contraire en jeu le second intérêt (Conf. Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. comm.*, t. 1, n° 1371 ; Ruben de Couder, *Dict. de dr. comm.*, t. 3, *v° Escompte*, n° 7 ; Thaller, *Du billet de banque*, n° 49).

Attendu que la Compagnie, par des conclusions prises à la barre, soutient qu'elle était créancière au moment de la vérification des créances de la faillite des sieurs Troupel et Thévenin, représentés aujourd'hui par Thévenin seul, d'une somme de 158,253 fr. 70 c.; qu'elle a produit et a été admise pour cette somme; que Thévenin a offert le 30 0/0 à ses créanciers; que ce quantum représente la somme totale de 47,476 fr. 10 c. qu'il reste dû celle de 17,378 fr. 37 c. ; qu'il importe peu que la créance de la Compagnie comprenne des valeurs ayant plusieurs signatures ; qu'il importe peu également que depuis le concordat les coobligés de Troupel et Thévenin aient payé partie ou la totalité des valeurs par eux souscrites ; que la créance de la Compagnie au regard de Thévenin est individuelle et forme un tout unique ; que le concordat est également un contrat indivisible ; que, lors de l'affirmation des créances, la Compagnie a produit et a été admise pour la somme totale de 158,253 fr. 70 c. sans distinction des dettes directes de Troupel et Thévenin et de celles provenant de leurs coobligés ; — Que lors du concordat la créance de la Compagnie n'a pas davantage été divisée ; qu'elle est intervenue à cet acte pour la totalité de sa créance ; que Thévenin s'est engagé à payer le 30 0/0 de cette créance, sans division ni diminution ; que la demande est donc régulière ;

Attendu que Thévenin, dans des conclusions prises à la barre, prétend, de son côté, que la créance de la Compagnie est divisible ; qu'en présence de coobligés son admission au passif n'a été qu'éventuelle ; qu'elle est une sorte de créancière gagiste ; que dès l'instant où une des valeurs des coobligés a été éteinte, cette valeur disparaît du passif et ne saurait être conservée par le créancier pour lui faire produire 30 0/0 de plus que sa valeur réelle ; que ce principe doit d'autant plus recevoir son application que certaines de ces valeurs, au moment de la déclaration de faillite, de la vérification des créances et du concordat, n'étaient pas encore échues ; que la Compagnie a touché des coobligés la somme de 64,577 fr. 07 c. qu'il faut déduire de celle de 158,253 fr. 70 c. montant de la production ; qu'il reste la somme de 93,676 fr. 63 c. sur laquelle doit porter le 30 0/0 ; que ce 30 0/0 représente la somme de 28,102 fr. 80 c.; qu'il a payé en trop à la Compagnie la somme de 2,346 fr. 23 c. pour laquelle il demande condamnation ;

Attendu qu'en l'état de la cause le tribunal ne croit pas devoir trancher la question de principe qui divise les parties ; qu'avant de ce faire et sans rien préjuger au fond, il tient à se rendre un compte exact de la nature des valeurs formant la production de la Compagnie Algérienne ; qu'il réserve donc complètement cette question, qu'il ne la préjuge en rien par la mesure simplement préparatoire qu'il ordonne dans les termes ci-après ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, avant dire droit au fond, et sans préjuger sur la question de principe qui divise les parties ; — Nomme M. Marcille, arbitre de commerce, demeurant à Oran, en qualité d'expert du consentement des parties et par elles dispensé du serment, lequel aura pour mission d'établir le compte de la Compagnie Algérienne au 2 décembre 1878, jour de la clôture du procès-verbal de vérification, affirmation et admission des créances au passif de la faillite Troupel et Thévenin, et celui des sommes encaissées par ladite Compagnie sur les valeurs composant sa créance à partir de chacun des jours de la négociation desdites valeurs jusqu'au 16 janvier 1886, jour de la demande en justice ; — Dit et ordonne que Thévenin sera tenu de fournir à

l'appui de ses prétentions toutes pièces utiles et de nature à les justifier, en ce qui concerne la somme de 64,577 fr. 07 c. que la Compagnie Algérienne aurait touchée sur le montant total de sa créance s'élevant à la somme de 158,253 fr. 10 c. des coobligés de Troupel et Thévenin ; — Dit en outre que l'expert devra rechercher, dans le cas de l'affirmative, si cette somme de 64,677 fr. 07 c. a éteint partie ou la totalité des créances, et fera ressortir dans son travail ce double détail, s'il y a lieu ; — Donne enfin audit expert mission de s'entourer de tous renseignements, procéder à toutes constatations utiles à l'accomplissement de sa mission, recueillir en outre les dires et observations des parties, signaler lui-même les faits et circonstances qu'il croirait être de nature à déterminer l'instruction complète de la mission à lui confiée, de concilier les parties si faire se peut, sinon de ses opérations dresser rapport détaillé pour, sur icelui fait et déposé, être par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit ; — Dit qu'en cas d'empêchement etc. ; — Réserve expressément la question du fond ainsi que les dépens.

Sur l'APPEL de la Compagnie Algérienne,

ARRÊT

LA COUR, — Sur la fin de non recevoir : — Attendu que, bien que qualifié de simplement préparatoire par les juges qui l'ont rendu, le jugement déféré, par l'expertise qu'il ordonne, préjuge le fond du litige en reconnaissant au moins implicitement d'ores et déjà comme admis le principe de la divisibilité des créances dont s'agit au procès, alors que la Compagnie appelante soutient à l'appui de ses prétentions que lesdites créances sont absolument indivisibles ; — Attendu, par suite, que l'appel est recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu, en fait, que la Compagnie Algérienne a été admise au passif de la faillite de la société Troupel et Thévenin pour la somme de 158,253 fr. 70 c., se composant de diverses valeurs souscrites par des tiers aux faillis et non encore échues au moment de son admission ; — Attendu que Thévenin a, le 17 avril 1879, obtenu de ses créanciers un concordat aux termes duquel il s'engageait à leur payer, dans les délais prévus à cet acte, le 30 0/0 de leurs créances ; — Attendu qu'en exécution de ce concordat, la Compagnie Algérienne a reçu de Thévenin une somme de 30,499 fr. 03 c. et que d'un autre côté, elle a obtenu d'un certain nombre de souscripteurs des valeurs, formant la somme de 128,253 fr. 70 c. dont il a été parlé ci-dessus, au fur et à mesure de leur échéance, le paiement de quelques-unes d'entre elles ; — Attendu que cette Compagnie, se fondant sur ce que le dividende qu'elle aurait pu toucher de Thévenin serait, à raison de 30 0/0 sur le chiffre total de son admission à la faillite, de 17,476 fr. 10 c., sans

tenir compte des paiements à elle faits par quelques-uns des souscripteurs des valeurs non échues à l'époque de cette admission, a actionné l'intimé devant le tribunal de commerce d'Oran en paiement de la somme de 17,378 fr. 35 c., et à défaut en résolution du concordat ; — Attendu qu'à cette demande Thévenin oppose les sommes que la Compagnie a reçues des souscripteurs ses coobligés, lesquelles doivent, suivant lui, être portées au crédit de la faillite ; que, s'il en est ainsi, bien loin d'avoir à verser à la Compagnie la somme qui lui est réclamée par elle, il est fondé à répéter contre celle-ci une somme de 2,346 fr. 23 c. qu'elle aurait reçue en trop sur le dividende de 30 0/0 stipulé par le concordat ; qu'il se porte même reconventionnellement demandeur pour cette somme ;

Attendu, en droit, que l'endossement d'une valeur commerciale n'est, au point de vue des rapports existant entre l'endosseur et le bénéficiaire de l'endos, qu'une cession de créance ; que cette cession a le caractère d'un véritable nantissement quand, comme dans l'espèce, elle est faite par un commerçant ou banquier qui lui escompte les valeurs ainsi cédées ; que ce banquier ne peut être considéré comme créancier de son endosseur qu'autant que la valeur endossée reste impayée à l'échéance ; — Que jusqu'à cette échéance il n'est qu'un créancier éventuel, dont le gage s'évanouit devant la libération du souscripteur à l'échéance ; — Attendu que, créancier éventuel, ce n'est qu'éventuellement que ce banquier peut être admis à la faillite de son endosseur ; que, sa créance étant ainsi éventuelle, son chiffre réel, celui qui doit seul être protégé par l'admission à la faillite et les stipulations du concordat, étant subordonné au paiement ou au non paiement des valeurs à leur échéance, il y a forcément divisibilité pour les divers éléments de sa production ; que le dividende doit être calculé définitivement non sur le chiffre prévu, mais sur le chiffre vrai ; — Attendu que les art. 542 et 543 C. com. ne font pas obstacle au principe qui vient d'être posé ; qu'il résulte de l'un que chaque titre émané de coobligés différents du failli doit être apprécié distinctement, et que le paiement de ce titre fait disparaître le droit du créancier ; et qu'il découle de l'autre que si le coobligé du failli paie le créancier, celui-ci n'a plus aucun droit à exercer contre le concordataire, la dette ayant été éteinte par ce paiement ; d'où la conclusion que, lorsque la créance se compose de diverses valeurs, ayant chacune des coobligés du failli différents et se rapportant à des dettes distinctes, elle doit être appréciée divisément par l'examen détaillé de chacune de ces valeurs, sous peine d'être insuffisamment éclairé sur la véritable situation du créancier

et du failli concordataire au regard l'un de l'autre; — Attendu que c'est, par suite, avec raison que les premiers juges ont ordonné une expertise, et qu'il y a lieu d'adopter sur ce point les motifs qui les ont déterminés et de confirmer la mission donnée par eux à l'expert à cet effet commis ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel recevable en la forme ; — Au fond ; — Confirme le jugement déféré ; en conséquence, déboute la Compagnie Algérienne de son appel comme mal fondé et la condamne à l'amende et aux dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.;* LÉNARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

4 février 1888

Propriété artistique et littéraire, Tunisie, loi applicable, photographie, concurrence déloyale.

La photographie pouvant avoir pour objet tant l'exercice d'un art que celui d'un commerce, les photographes peuvent invoquer à la fois les règles spéciales relatives à la propriété artistique et la protection accordée par le droit commun à la propriété commerciale.

Aucune loi particulière n'étant encore intervenue dans la régence pour protéger d'une manière spéciale la propriété artistique, il y a lieu de se référer en cette matière aux règles du droit commun.

Si, au point de vue commercial, un photographe peut agir en justice pour empêcher la reproduction soit d'objets ou modèles dont une convention régulière lui assure la propriété exclusive, soit de ses photographies ou de ses clichés, il est sans droit à se plaindre d'une concurrence ayant pour objet la photographie de vues et types qui sont à la portée de tout le monde et sur lesquels il n'invoque d'ailleurs aucun privilége.

(Dame Maréchal c. Rosati)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la photographie peut avoir comme objet tant l'exercice d'un art que l'exercice d'un commerce ; — Que, les photographes pouvant invoquer à la fois

et les règles spéciales régissant la propriété littéraire et artistique et la protection accordée par le droit commun à la propriété commerciale, il échet d'examiner le bien fondé de la demande de la dame Maréchal à ces deux points de vue ;

Au point de vue artistique : — Attendu qu'aucune loi particulière n'est encore intervenue dans la régence de Tunis pour protéger d'une manière spéciale la propriété artistique ; — Qu'il y a donc lieu de s'en référer uniquement en la matière au droit commun ;

Au point de vue commercial : — Attendu que le photographe est propriétaire exclusif de ses clichés ; qu'il peut agir en justice pour faits de concurrence déloyale, notamment lorsqu'on reproduit un objet ou un modèle dont une convention régulière lui assure la reproduction exclusive, lorsqu'on prend des photographies de ses photographies et lorsqu'on reproduit ses clichés sans son autorisation ; — Attendu que la demanderesse a soumis au tribunal des photographies qu'elle attribue au défendeur, qui n'ont pas été déniées par celui-ci et qui seront annexées au présent ; — Attendu que leur examen démontre qu'il s'agit de vues et types qui sont à la portée de tous les photographes et que la demanderesse ne prétend d'ailleurs pas avoir seule le droit de les reproduire ; — Attendu que la dame Maréchal ne prouve ni n'offre de prouver que Rosati ait fait des photographies de ses photographies ni qu'il ait frauduleusement reproduit des clichés à elle appartenant ;

Par ces motifs : — Déclare la demanderesse mal fondée en ses demandes fins et conclusions ; — L'en déboute et la condamne en tous les dépens.

MM. DUBOIS, *ff. prés.* ; FROPO, *ff. min. pub.* — Mes BRULAT et VIGNALE, *déf.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

26 février 1889

Expropriation publique, Algérie, indemnité, fixation en capital, travaux, exécution, clause pénale, excès de pouvoir.

Doit être observée, à peine de la nullité de la décision qui ne s'y est pas conformée, la disposition de l'art. 47 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 qui prescrit aux tribunaux civils,

investis, en Algérie, du pouvoir de statuer sur les offres et demandes d'indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de fixer ces idemnités en une somme capitale ;

En conséquence, est entaché d'excès de pouvoir le jugement qui, en allouant à l'exproprié une somme principale pour indemnité de dépossession de son terrain, ordonne en outre, sous peine d'une astreinte en argent par chaque jour de retard, que l'Etat expropriant exécutera certains travaux dans le but de faciliter l'expropriation de terrains limitrophes appartenant à l'exproprié et non compris dans l'expropriation (1).

(Préfet d'Alger c. veuve Guyard)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 47 de l'ordonnance de 1er octobre 1844 ;

Attendu que ce texte est formel et impératif ; qu'il prescrit aux tribunaux civils, investis, en Algérie, du pouvoir de statuer sur les offres et demandes d'indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de fixer ces indemnités en une somme capitale ; que l'inobservation de cette règle dont l'objet est de limiter, en ce cas, le droit souverain d'appréciation du juge du fond, est de nature à entraîner la nullité de la décision qui ne s'y est pas conformée ;

Et attendu que le jugement attaqué a non seulement alloué à la dame Guyard une somme de 400 fr. pour indemnité de dépossession de son terrain, mais encore ordonné que l'État expropriant serait tenu dans un délai déterminé, sous peine d'une astreinte de 10 fr. par chaque jour de retard, d'exécuter certains travaux dans le but de faciliter l'expropriation de terrains limitrophes appartenant à ladite dame et non expropriés, en quoi ce jugement est entaché d'excès de pouvoir et a violé la disposition légale susvisée ;

Par ces motifs : — Casse le jugement rendu par le tribunal civil de Tizi-Ouzou le 11 novembre 1886.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; MONOD, *rap.* ; DESJARDINS, *av. gén.* — Me NIVARD, *av.*

---

(1) Cpr. Alger, 24 déc. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 18) ; Alger, 8 mars 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 279) ; Alger, 12 mai 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 214) ; Alger, 29 mai 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 52).

COUR D'ALGER (1re Ch.)

17 avril 1889

Notaire, paiement, détournement, responsabilité, libération, mandat, preuve.

Aux termes de l'art. 1239 C. civ., le paiement ne peut être fait qu'au créancier capable de recevoir ou à un tiers ayant qualité pour recevoir en son nom, sauf le cas où le créancier aurait ratifié le paiement ou en aurait profité ;

En conséquence, lorsque le débiteur a payé entre les mains d'un notaire, qui n'a pas fait parvenir les fonds au créancier, la perte est pour le débiteur, s'il résulte des circonstances de la cause la preuve que ledit notaire était le mandataire de ce dernier, mais non celui du créancier (1).

(Consorts Herbault c. époux Guyard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les deux appels sont réguliers en la forme ;

Attendu que les consorts Herbault, débiteurs d'une somme de 35,000 fr. envers les époux Guyard, ont adressé à X..., notaire à P..., le 11 mars 1887, une somme de 17,500 fr., le 12 du même mois pareille somme de 17,500 fr., plus une somme de 900 fr., montant des intérêts à échoir ; que, ces fonds n'étant pas parvenus en entier ès mains des époux Guyard, la question se pose de savoir pour le compte de qui, débiteur ou créancier, ils ont péri ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1239 C. civ., le paiement ne peut être fait qu'au créancier capable de recevoir ou à un tiers ayant qualité pour recevoir en son nom, sauf le cas où le créancier aurait ratifié le paiement ou en aurait profité ;

(1) La question de savoir qui, du créancier ou du débiteur, doit supporter la perte des fonds déposés par ce dernier chez un notaire ou un officier ministériel, qui a détourné ces fonds, doit se résoudre et a toujours été résolue d'après les circonstances de fait. V. Cass. ; 17 août 1831 (D. A. *v° Obligation*, 1613-2°) ; Cass. 12 mars 1844 (D. P. 44. 1. 212) ; Douai, 29 nov. 1849 (D. P. 52. 2. 162) ; Lyon, 16 févr. 1860 (D. P. 60. 2. 78) ; Douai, 29 nov. 1862 (D. P. 63. 2. 41) ; Rennes, 11 avril 1867 (D. P. 68. 2. 215) ; Nancy, 5 août 1871 (D. P. 72. 2. 77) ; Paris, 10 avril 1872 (D. P. 75. 2. 47) ; Dijon, 18 juill. 1873 (D. P. 75. 2. 22) ; Alger, 9 févr. 1885 (*Rev. Algér.* 1885. 2. 233) et la note ; Aubry et Rau, 4e éd., t. 4, § 317.

Attendu, dans l'espèce, que les époux Guyard devaient, d'après une clause expresse du contrat de vente du 31 octobre 1885, recevoir le prix en leur domicile, à P...; qu'il s'agit donc de rechercher si, par dérogation à cette clause, X... avait qualité pour recevoir ce prix pour le compte des époux Guyard, ou si les époux Guyard ont ratifié expressément ou tacitement le paiement opéré entre les mains du notaire, ou bien ont profité de ce paiement; — Attendu que le mandat ne se présume jamais, que la preuve ne peut en être faite, aux termes de l'art. 1985 C. civ., que conformément aux règles tracées au titre des obligations; — Attendu qu'il n'existe dans la cause aucune preuve, aucun commencement de preuve par écrit de nature à justifier que le paiement opéré ès mains de X... l'ait été en vertu d'un mandat conféré par les époux Guyard; que, bien mieux, la clause ci-dessus analysée du contrat de vente exclut l'existence d'un mandat de ce genre; — Attendu que toutes les circonstances du procès corroborent cette manière de voir, et établissent péremptoirement que, si X... a été le mendataire des débiteurs, il n'a jamais été celui des créanciers qui, habitant P..., n'avaient besoin d'aucun intermédiaire pour toucher le montant de leur créance; — Attendu, en effet, que la lettre invoquée du 13 novembre 1886, qui sera enregistrée en même temps que le présent arrêt, de laquelle on entend tirer la preuve du mandat, n'a même plus le caractère d'un commencement de preuve par écrit; qu'on y voit clairement que X..., mandataire des consorts Herbault, les tient au courant de tout ce qui les intéresse, aussi bien du désir des consorts Guyard d'être payés à l'échéance que de la conclusion d'une affaire Pons; mais qu'il est impossible de trouver dans ce document la trace quelconque d'un mandat conféré par les époux Guyard; — Attendu encore que les paiements d'intérêts opérés par X... sont sans influence sur la thèse soutenue par les consorts Herbault; que ces intérêts étaient également payables au domicile des époux Guyard; qu'en supposant même, ce qui n'est nullement établi, que ces derniers aient consenti, en raison du dérangement insignifiant que cette démarche leur causait, à se transporter en l'étude du notaire pour toucher les intérêts dus, cet acte de condescendance ne peut à aucun titre modifier la situation respective des parties; que d'ailleurs un incident, dont la réalité n'a pas été contestée, démontre que les intérêts en question étaient payés au domicile des époux Guyard; — Qu'en effet, ceux-ci ont refusé en octobre 1885 un semestre d'intérêts qui leur était offert, par le motif qu'il ne leur était

rien dû à ce moment, d'où cette conséquence que l'argument basé sur le paiement des intérêts manque de fondement ; — Attendu encore que le paiement d'un à-compte de 6,800 fr. et d'un autre à-compte de 1,000 fr. n'a pas plus de valeur probante ; qu'il est facile de comprendre que X..., nanti depuis le 11 et le 12 mars du capital et des intérêts dûs aux époux Guyard, et voyant ceux-ci déterminés à obtenir à tout prix un remboursement dont ils avaient un impérieux besoin, leur ait versé sur les fonds dont il était détenteur une certaine somme pour gagner du temps et retarder la découverte de l'acte délictueux qu'il avait commis en les retenant ; que la situation désespérée des affaires de X... explique largement cette manœuvre, et que la mention « valeur en compte » portée sur les deux reçus, lesquels, produits sous forme de copies conformes, seront enregistrés avec le présent arrêt, n'infirme en rien la portée de cette interprétation rationnelle des faits ; que X..., ne payant qu'en partie, pour le compte des consorts Herbault, la créance due aux époux Guyard, ne pouvait évidemment libeller autrement les quittances données par ces derniers ; — Attendu encore que le télégramme du 11 mai 1887, qui sera enregistré en même temps que le présent, en supposant même qu'il démontre que les consorts Guyard avaient à ce moment constitué le notaire Y... leur mandataire, ne peut servir à prouver que X... avait cette qualité antérieurement ; que, les consorts Herbault ayant témoigné, en versant leurs fonds entre les mains de X..., qu'ils tenaient à ne se libérer que par l'entremise d'un officier public, chargé de retirer une quittance du créancier et de régler la situation hypothécaire, les consorts Guyard agissaient prudemment en dénonçant à leurs débiteurs le décès de leur notaire et en leur en recommandant un autre, alors surtout que, si les fonds avaient été expédiés à X... après son décès, les consorts Guyard couraient la risque de subir des retards considérables, étant donné surtout l'état plus qu'embarrassé de la succession de X... ; — Attendu que ce télégramme, tout comme la lettre du notaire Y... du 19 mai 1887, laquelle sera également enregistrée en même temps que le présent, établissent simplement l'entière bonne foi des époux Guyard, qui ont toujours ignoré l'envoi des fonds à X... et les coupables agissements de ce dernier ; — Attendu que la conséquence légale à tirer de l'analyse des faits, circonstances et documents du procès est que X... a été le mandataire des consorts Herbault, qu'il n'a jamais été celui des consorts Guyard, qu'il n'existe de ce prétendu mandat ni preuve écrite, ni commencement de preuve par

écrit, que, par suite, la demande de preuve et d'expertise est irrecevable, et qu'enfin les fonds déposés par les consorts Herbault chez X... n'ont cessé d'être la propriété de ces derniers, et qu'ils ont péri pour leur compte exclusif, sous la déduction de deux à-compte reçus par les époux Guyard, ceux-ci n'ayant profité que dans cette mesure du paiement opéré par les consorts Herbault, et ne l'ayant jamais ratifié en tout ou en partie ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels en la forme comme réguliers, et statuant sur iceux ; — Infirme la décision attaquée, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare les consorts Herbault mal fondés en leurs fins, moyens et conclusions de leur opposition au commandement du 4 juin 1887, ainsi qu'à tous autres actes qui en auraient été la suite ; — Ordonne la continuation des poursuites de saisie réelle commencées par les époux Guyard pour arriver au paiement de leur créance en principal, intérêts et frais, sous déduction des deux à-comptes versés par X... pour le compte des consorts Herbault ; — Déboute les parties de toutes leurs plus amples fins et conclusions principales et subsidiaires et notamment les consorts Herbault de leur demande en dommages-intérêts, etc.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

22 janvier 1889

Tutelle, compte, transaction, formalités, mandat.

Est nulle la transaction relative à un compte de tutelle pour laquelle n'ont pas été observées les formalités prescrites par les art. 484 et 467 C. civ. ; soit que l'on suppose ladite transaction l'œuvre des parties elles-mêmes, soit qu'on la suppose l'œuvre de leurs avoués, si ces derniers n'ont pas reçu le mandat spécial qui leur eût été nécessaire pour engager leurs clients.

(Chaborel c. Derin)

Le 8 mars 1887, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE CONSTANTINE ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par jugement de ce tribunal, en date du 4 octobre 1886, enregistré, il a été ordonné que le sieur Derin rendrait

à la dame Chaborel, assistée de son mari, le compte détaillé et en bonne forme de son administration tutélaire ; — Attendu qu'à la date du 23 octobre dernier, ledit compte a été affirmé et déclaré sincère devant M. Le Brethon, juge du siège ; ledit compte enregistré à Constantine le 30 septembre 1886, folio 71, recto, case 8e, au droit de 1 fr. 65 cent., décime compris ; — Attendu que, par procès-verbal en date du 15 janvier dernier, enregistré, les parties n'ayant pu se concilier, la cause a été renvoyée à l'audience du 1er mars courant, pour entendre le rapport du juge commis et être statué au fond ; — Attendu qu'à ladite audience le tribunal a renvoyé à ce jour la cause et les parties ;

Au fond : — Attendu que du compte de tutelle dont il s'agit il résulte que Derin est créancier sur les époux Chaborel d'une somme de 4,919 fr. 75 cent., sur laquelle il a touché par anticipation celle de 3,500 fr., de sorte qu'il lui serait dû encore 1,419 fr. 75 cent. ; — Attendu que sur la présentation dudit compte les époux Chaborel ont soulevé des critiques et ont prétendu, au lieu d'être débiteurs, se trouver créanciers d'une somme de 6,672 fr. 47 cent. ; — Attendu qu'en l'état de la cause et après plusieurs conférences les parties ont fini par s'entendre ; — Qu'une transaction amiable et verbale est intervenue entre elles ; — Que d'après cette transaction les époux Chaborel, renonçant à leurs prétentions, se sont reconnus débiteurs envers le sieur Derin d'une somme de 500 fr. pour solde ; — Attendu que, pour mettre fin à toute contestation, Derin a déclaré accepter cet arrangement ; — Attendu qu'il échet de donner acte aux parties de cette transaction pour tenir lieu de reddition de compte ;

Par ces motifs : — Vidant son préparatoire en date du 4 août 1886 ; — Homologue la transaction amiable et verbale intervenue entre les parties, et vu ce qui en résulte ; — Condamne les époux Chaborel à payer à Derin la somme de 500 fr. pour solde de sa créance ; — Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de reddition de compte de tutelle.

Sur l'APPEL du sieur Chaborel,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est recevable en la forme ;

Attendu, au fond, que la transaction admise par les premiers juges est nulle à quelque point de vue qu'on se place ; qu'en effet, en la supposant l'œuvre des avoués qui ont occupé pour les parties en première instance, elle est nulle, sans qu'il y ait lieu à désaveu, ceux-ci ne pouvant invoquer le mandat *ad litem* qu'ils tiennent de leur qualité, et n'alléguant même pas avoir reçu le mandat spécial qui leur eût été nécessaire pour engager leurs clients ; qu'en la supposant l'œuvre directe des parties, elle est nulle faute par elles de s'être conformées aux dispositions des art. 484 et 467 C. civ. ; — Attendu dès lors que c'est à tort que les premiers juges ont homologué la transaction dont s'agit au procès ; qu'il échet d'infirmer le jugement attaqué ;

Attendu, en ce qui touche l'évocation à laquelle Chaborel conclut, que la cause n'est pas en état de recevoir une solution définitive ; que, d'autre part, les premiers juges ont statué sur le fond même du débat en fixant la somme due à Derin et en condamnant Chaborel à la payer ; — Mais attendu que, la transaction étant annulée, la Cour puise dans l'effet dévolutif de l'appel la faculté de retenir le litige ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme comme régulier ; — Infirme la décision attaquée ; — Ce faisant, annule la transaction admise par les premiers juges, et, retenant la cause en vertu de l'effet dévolutif de l'appel, dit qu'il sera plaidé au fond à l'audience du 18 février prochain ; — Tous moyens au fond demeurant réservés, ainsi que les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes TILLOY et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

9 avril 1889

Saisie immobilière, Algérie, immeuble situé en territoire de commune mixte, commandement, procès-verbal de saisie, dénonciation, visa du maire, nullité non facultative.

Lorsqu'une saisie immobilière est pratiquée, en Algérie, sur des terres appartenant à des indigènes et situées sur le territoire d'une commune mixte, le visa de l'original du commandement, du procès-verbal de saisie et de l'exploit de dénonciation de ladite saisie prescrit par les art. 673, 676 et 677 C. pr. civ. doit émaner non du maire de la commune de plein exercice du même lieu, lequel n'a ni compétence ni pouvoir pour remplir cette formalité, mais de l'administrateur de la commune mixte dans laquelle l'immeuble est situé.

Et la nullité résultant de ce que ces actes portent le visa du maire au lieu de celui de l'administrateur n'est pas de celles qui soient abandonnées, en Algérie, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

(Héritiers Hadj Tahar ben Mohamed c. Antonioli)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'Antonioli, agissant comme créancier d'El Hadj Tahar ben Mohamed Taïeb en vertu d'un contrat de prêt hypothécaire du 13 février 1882, a fait procéder, au mois d'août 1888, à la saisie des immeubles grevés ; — Que le débiteur susnommé était décédé à la date du 12 janvier 1888, laissant de nombreux héritiers, et que c'est à l'encontre de ceux-ci qu'Antonioli a exercé les poursuites ; — Qu'en premier lieu et pour se conformer aux prescriptions de l'art. 877 C. civ., il a notifié son titre, suivant exploit de Tiragallo, huissier à l'Oued-Zenati, en date du 18 juin 1888, à onze indigènes, pris soit comme successibles, soit comme maris ou comme tuteurs, domiciliés, est-il dit, aux Sellaoua, commune mixte d'Aïn-Regada, et qu'il a notifié ce même titre à la dame Bournia et à sa sœur Bedra par deux exploits de Groslières et de Dietrich, huissiers, à la même date du 18 juin ; — Que, par exploits des trois mêmes huissiers en dates des 28 et 29 juin, il a fait commandement aux mêmes personnes à fin de saisie immobilière ; — Que l'original du commandement signifié aux onze indigènes des Sellaoua, le 29 juin, les désigne comme demeurant aux Sellaoua, commune mixte d'Aïn-Regada, et porte le visa du maire de l'Oued-Zenati ; — Que la saisie réelle a été pratiquée suivant procès-verbal de Tiragallo, en date du 10 août; que les terres saisies sont indiquées comme situées dans la tribu des Sellaoua, territoire de Arfa, lieu dit terre d'Aïn-Melouk, commune de l'Oued-Zenati, et que l'original de saisie porte le visa du maire de cette commune ; — Qu'enfin, les dénonciations de ladite saisie ont eu lieu, les 17 et 18 août, par ministère des huissiers Tiragallo, Dietrich et Mallet; que celle qui a été faite aux onze indigènes précités les désigne comme demeurant aux Sellaoua (Aïn-Melouk) et porte le visa du maire de l'Oued-Zenati ;

Attendu que, le 12 octobre 1888, les successibles ou représentants de ceux qui avaient reçu les notifications dont s'agit et en outre plusieurs autres consorts qui n'avaient pas reçu de notifications, ont, par un dire au greffe, argué de nullité cette procédure d'expropriation et formulé un certain nombre de critiques dont chacune devait, d'après eux, entraîner cette nullité ; — Attendu que le tribunal, par jugement du 24 octobre 1888, a écarté les divers moyens de nullité soulevés par le dire en motivant cette décision sur ce que les uns ne reposaient que sur les allégations des parties sans production de

pièces justificatives, et sur ce que les autres nullités étaient des nullités d'exploits ou d'actes de procédure, facultatives en Algérie ; — Que partie des consorts Ben El Hadj Tahar ont relevé appel de ce jugement ; — Attendu que leur appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que parmi les moyens de nullité proposés il en est un qui, s'il était fondé, devait vicier la procédure tout entière à l'égard de tous les héritiers ; qu'il consiste en ce que soit l'original du commandement signifié aux onze intéressés résidant à Aïn-Melouck, soit le procès-verbal de la saisie pratiquée sur la terre d'Aïn-Melouck, soit l'original des dénonciations faites aux susdits onze intéressés, ne portent pas le visa de l'administrateur de la commune mixte d'El-Bouaghi, sur le territoire de laquelle se trouve Aïn-Melouck, mais un visa qui émane du maire de l'Oued-Zenati, sans compétence ni pouvoir pour remplir cette formalité ; — Attendu que, par application des art. 673, 676 et 677 C. pr. civ., les divers actes dont s'agit auraient dû être visés en mairie d'El-Bouaghi, sous la peine de nullité édictée par l'art 715 du même Code ; — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont considéré la nullité dont s'agit comme pouvant être rangée parmi les nullités facultatives que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 abandonne, en Algérie, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux ; que le visa du maire est une formalité au plus haut degré tutélaire destinée à affirmer, vis-à-vis de tous les intéressés à une procédure d'expropriation, la réalité du transport de l'huissier et des actes qu'il déclare avoir accomplis ; qu'il n'existe aucun motif plausible de décider qu'une pareille précaution de la loi peut être éludée en Algérie ; que l'ordonnance susvisée n'a trait qu'à des formalités que la loi met à la charge exclusive des officiers ministériels, et qui sont de nature à pouvoir être suppléées ; — Attendu que l'admission du moyen de nullité ci-dessus défini rend superflu l'examen des autres moyens proposés par les parties saisies ;

Attendu que les appelants concluent en outre à la nullité même de la signification du titre faite le 18 juin aux époux Saddock El Rabi, ainsi que de la signification similaire faite à la même date, à Madani ben Hadj Hamida, pris soit comme mari de Bedra bent El Hadj Tahar, soit comme tuteur des deux mineurs Turkia et Chérifa ; — Mais attendu qu'à supposer que la notification pure et simple de ces titres, abstraction faite de la procédure qui s'en est suivie et qui est déclarée nulle, pût faire grief aux susdits époux Saddock et à Madani ès qualité, il est à remarquer qu'ils ne figurent pas

sur la liste des appelants, d'où il suit qu'ils doivent être présumés renoncer à faire statuer sur cette partie de la demande ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de Si El Taïeb ben El Hadj Tahar ben Mohamed Taïeb et consorts, et y faisant droit, dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare nuls et de nul effet les commandements des 28 et 29 juin 1888, la saisie réelle du 10 août suivant, les dénonciations des 17 et 18 août 1888, ainsi que tous les actes qui en ont été la suite ; — Ordonne en conséquence que la saisie et ses dénonciations seront radiées des registres où elles ont été transcrites au bureau des hypothèques de Guelma ; — Dit que le conservateur des hypothèques sera tenu d'opérer cette radiation sur le vu de la grosse du présent arrêt ; — Dit, quant aux autres et plus amples conclusions des parties, n'y avoir lieu de statuer ; — Condamne Antonioli en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Aud. civ.)

28 mars 1889

Preuve testimoniale, convention entre Européen et Tunisien, loi applicable.

Il appartient aux tribunaux de déterminer la loi applicable aux contrats passés entre Européens et indigènes, en ayant égard à la nature de l'objet en litige et à la teneur de la convention, et, à défaut de convention, aux circonstances et à l'intention présumée des parties ;

La circonstance qu'un Européen et un indigène, en Tunisie, n'ont pas employé pour l'instrument écrit de leur convention le ministère des témoins officiels du bey suffit pour démontrer qu'ils n'ont pas entendu se soumettre à la loi locale ;

Par suite, en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, il n'y a pas lieu d'autoriser en pareil cas la preuve testimoniale.

(Diacono c. Sâadani Ghanem)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur la preuve testimoniale :

Attendu que l'admission de tel ou tel mode de preuve déterminée, relativement aux obligations ou aux conséquences qui découlent du contrat, dépend de la loi sous laquelle le contrat a été passé ; que, si les indigènes qui contractent entre eux sont présumés avoir voulu se soumettre à la loi du pays, cette présomption n'existe pas de même à l'égard des contrats qui sont passés entre Européens et indigènes ; qu'il appartient alors aux tribunaux de déterminer, selon la nature de l'objet du litige et la teneur de la convention, et à défaut de convention suivant les circonstances et l'intention présumée des parties, la loi qui est applicable ;

Attendu qu'en l'espèce les contractants n'ont pas employé, pour l'instrument écrit de leur convention, le ministère des témoins officiels du bey et que cette seule circonstance suffit pour démontrer, en dehors de tout autre élément d'appréciation possible, qu'elles n'ont pas entendu se soumettre à la loi locale; que, par suite, et en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, la preuve testimoniale offerte ne peut être autorisée, etc.

MM. BERGE, *prés.;* DRAPIER, *f. subst.* — Mes KRAFT et JACQUEMART, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

17 janvier 1889

Immatriculation, Tuniste, préjudice, dommages-intérêts, opposition, litispendance, rejet. — Enzel, résiliation, arrérages, paiement, immeuble, aliénation.

L'action personnelle en dommages-intérêts que l'art. 38 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885 donne, à défaut de tout recours sur l'immeuble, à toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation, ne peut être exercée qu'autant que le fait dommageable a été accompli sans droit par la personne à laquelle il est imputé (C. civ., art. 1382) ;

Dès lors, si ledit article est applicable à celui qui, profitant de l'absence du véritable propriétaire, fait à l'insu de ce dernier immatriculer sous son propre nom une propriété appar-

tenant à autrui, il n'en est pas de même lorsque l'immatriculation n'a été obtenue qu'à défaut par les intéressés, dûment avertis, d'avoir formé opposition, ou après rejet de leur opposition par la juridiction compétente.

Doit être rejetée, aux termes de l'art. 35 de la loi du 1er juillet 1885, l'opposition à l'immatriculation d'un immeuble fondée sur ce qu'une instance relative à la propriété dudit immeuble serait pendante devant le tribunal du chara, lorsque l'introduction de cette instance n'a eu lieu que postérieurement à la promulgation de ladite loi.

En droit tunisien, lorsqu'un contrat d'enzel a été résilié d'un commun accord entre les parties, aucune règle spéciale ne permet à l'enzéliste de reprendre l'immeuble en payant les arrérages échus.

En admettant même que cette faculté existe, le contrat d'enzel ne pourrait plus revivre lorsque l'immeuble a été aliéné après sa résiliation et avant l'offre de paiement par l'enzéliste desdits arrérages.

(Consorts Apreda c. administration des habous)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les consorts Apreda réclament à l'administration des habous une somme de 12,500 fr. à titre de dommages-intérêts pour avoir fait immatriculer malgré leur opposition une maison située à Sousse; — Attendu que les demandeurs agissent en vertu de l'art. 38 de la loi tunisienne du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière, aux termes duquel « toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement une action personnelle en dommages-intérêts » ; — Attendu que ce texte n'est qu'une application de l'art. 1382 C. civ. d'après lequel « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » ; — Attendu qu'il résulte des termes mêmes de ce dernier article que l'action en indemnité peut être exercée seulement lorsque le fait dommageable a été accompli sans droit par la personne à laquelle il est imputé; — Attendu en effet que l'exercice d'un droit ne saurait constituer une faute; — Attendu dès lors que l'art. 38 de la loi foncière tunisienne est applicable à celui qui, en profitant de l'absence du véritable propriétaire, fait à l'insu de ce dernier immatriculer sous son propre nom une propriété appartenant à autrui; — Mais attendu qu'il n'en est pas de même lorsque l'immatriculation n'a été obtenue

qu'après que les intéresés dûment avertis n'ont formé aucune opposition ou ont vu leurs oppositions rejetées par la juridiction établie pàr la loi ; — Attendu que l'immatriculation prononcée dans de semblables conditions constitue l'exercice d'un droit, qu'elle ne peut donc pas donner lieu à une action en indemnité ;

Attendu que les consorts Apreda ont été informés de la demande d'immatriculation et qu'ils s'y sont opposés, en vertu de l'art. 35 de la loi foncière, parce que l'immeuble ferait l'objet d'une instance introduite devant le tribunal tunisien du chara avant la promulgation de cette loi ; — Attendu que cette opposition a été rejetée par le tribunal mixte parce que les consorts Apreda n'ont pas justifié de l'existence de cette instance ; — Attendu en conséquence que leur demande de dommages-intérêts n'est pas recevable ;

Attendu que, si l'affaire devait être examinée au fond, cette demande ne pourrait pas davantage être accueillie ;

Attendu en effet qu'encore aujourd'hui les consorts Apreda ne produisent pas la requête par laquelle ils auraient introduit leur instance devant le tribunal du chara ; — Attendu qu'il paraît résulter des pièces mêmes de leur dossier que cette instance, à supposer qu'elle existe réellement et qu'elle ait pour objet la propriété de l'immeuble immatriculé, a été formée postérieurement à la promulgation de la loi foncière ; — Attendu que ce moyen a donc été à bon droit rejeté ;

Attendu en outre que les consorts Apreda reconnaissent que l'immeuble immatriculé appartient à l'administration des habous ; — Attendu il est vrai que cet immeuble avait été, à une certaine époque, cédé aux demandeurs moyennant un enzel ou rente perpétuelle ; — Mais attendu que les consorts Apreda, s'étant trouvés dans l'impossibilité de payer la rente, ont conclu le 8 juillet 1880 avec l'administration des habous une convention en vertu de laquelle le contrat d'enzel a été résilié ; — Attendu que par suite de cette convention l'administration des habous a repris la pleine propriété de l'immeuble en renonçant aux redevances arriérées et en donnant en location une partie de la maison à la veuve Pietro Apreda et à ses enfants Tonino et Térésina pour 50 piastres par an jusqu'à leur mort ; — Attendu que la décision qui a ordonné l'immatriculation a soigneusement respecté cet acte et que les droits qui en résultaient pour les consorts Apreda ont été inscrits sur le titre de propriété ;

Attendu que les consorts Apreda ne nient pas l'existence et la validité de cette transaction qui porte leur signature légalisée par leur consul ; — Mais attendu qu'ils soutiennent

que malgré la résiliation prononcée par cet acte une règle spéciale du droit tunisien leur permettrait de reprendre la totalité de l'immeuble en payant les arrérages d'enzel dùs jusqu'à ce jour ; — Attendu que, si cette disposition existait réellement, elle aurait un caractère fort anormal et qu'elle autoriserait des spéculateurs peu scrupuleux à se débarrasser, au cas de baisse, d'un contrat désavantageux et à en réclamer plus tard l'exécution en cas de hausse ; — Mais attendu que le droit tunisien ne contient pas une règle aussi étrange ; — Attendu qu'en droit tunisien comme en droit français les conventions se forment et se dissolvent par le consentement des parties ; et que, lorsque ces dernières se sont mises d'accord pour résilier un contrat, une d'elles ne peut pas le faire revivre par sa seule volonté ; — Attendu que les dispositions spéciales qui régissent le contrat d'enzel ne dérogent nullement à ces principes ; — Attendu seulement que, lorsqu'il s'agit d'un bien habous placé sous la surveillance de l'autorité publique, l'approbation de cette autorité est nécessaire soit pour la constitution, soit pour la résiliation du contrat d'enzel ; — Attendu que la transaction intervenue le 8 juillet 1880 entre l'administration des habous et les consorts Apreda a été conclue en vertu d'un décret de S. A. le bey, rendu sur l'avis conforme du cheik El Islam ; qu'elle a donc été approuvée par les plus hautes autorités civiles et religieuses de la régence ; — Attendu qu'un pareil acte est absolument irréfragable ;

Attendu enfin, que les consorts Apreda avouent que le contrat d'enzel ne peut plus revivre lorsque l'immeuble a été aliéné après sa résiliation et avant l'offre de paiement des arrérages ; — Attendu qu'encore aujourd'hui les consorts Apreda ne justifient d'aucune offre réelle de ces redevances, que dès lors, même en admettant comme exacte leur théorie, l'administration des habous a pu disposer valablement de l'immeuble et à plus forte raison en faire prononcer l'immatriculation, et que cette immatriculation n'a nullement lésé les droits des demandeurs ;

Attendu que l'administration défenderesse demande reconventionnellement à ses adversaires une somme de 2,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour procès vexatoire ; — Mais attendu qu'elle ne prouve pas avoir subi un préjudice ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement ; — Déboute les consorts Apreda de leurs demandes, fins et conclusions ; — Déboute l'administration des habous de sa demande de dommages-intérêts ; — Condamne les consorts Apreda aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.* ; VIAL, *ff. min. pub.* — Me GUEYDAN, *av.*

Courtier maritime, déclaration en douane, privilége, maître ou marchand, mandataire, employé subalterne, usurpation.

—

Les courtiers interprètes et conducteurs de navires ont le droit exclusif d'assister les maîtres et marchands ou les capitaines de navire dans leurs démarches aux bureaux de douanes pour y faire leurs déclarations (Arr. 27 prairial an X, art. 4 ; Ord. août 1681 ; C. com., art. 80).

Si l'art. 14 du titre VII, livre Ier de l'ordonnance de 1681 peut autoriser les maîtres et marchands qui ne voudraient pas se servir d'interprètes ni de courtiers à se faire remplacer par des commis exclusivement attachés à leur maison de commerce et chargés de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler dans la localité où elle est établie, cette exception ne saurait être étendue à un employé qui ne réunirait pas ces conditions et dont la personnalité ne se confondrait pas avec celle de la maison ;

En conséquence, c'est à bon droit qu'un arrêt a déclaré coupable de courtage illicite, tombant sous l'application de l'art. 8 de la loi du 28 ventôse an IX, l'employé d'une Compagnie de navigation maritime, pour avoir, à plusieurs reprises, expédié en douane, à leur entrée et à leur sortie du port, des bateaux de ladite Compagnie, alors que l'arrêt déclare que le prévenu n'est pas en cette localité l'agent de la Compagnie chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler sur la place, mais un employé subalterne auquel le consignataire, représentant réel de la Compagnie, aurait donné le pouvoir spécial de la suppléer en ce qui concerne toutes les opérations à effectuer en douane (1).

---

(1) Les offices d'interprètes et de conducteurs des maîtres de navire, créés par l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, supprimés par la loi du 21 avril 1791, ont été rétablis par les arrêtés du 28 vent. an IX et du 27 prairial an X, et maintenus par l'art. 77 du C. de com. qui reconnaît nominativement des courtiers interprètes et conducteurs de navire. L'art. 80 du C. de com. réglemente les attributions de ces courtiers et dispose notamment que « pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchement à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseaux et autres personnes de mer. » Cette disposition n'est pas limitative ; les courtiers maritimes remplissent les mêmes fonctions auprès des administrations autres que celles des douanes, spécialement pour la déclaration à faire aux bureaux des contributions indirectes et de l'octroi. V. Cass. 19

PREMIÈRE ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 mai 1889

(Rimet c. Maingot et min. pub.)

Le 16 octobre 1888, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BOUGIE ainsi conçu :

---

févr. 1831 (Sir. 31. 1. 82); Cass. 31 janv. 1852 (D. P. 52. 1. 52). Mais quelles sont exactement à cet égard les limites de leur monopole ?

L'origine de l'art. 80 C. de com. se trouve dans l'ordonnance de 1681 (liv. I, tit. II, art. 2 et suiv.). Tenant compte de cette origine, on est d'accord pour reconnaître qu'il y a lieu d'observer aujourd'hui encore l'exception portée en l'art. 14 de l'ordonnance (liv. I, tit. II), à savoir que « les maîtres et marchands qui voudront agir par eux-mêmes ne seront pas tenus de se servir d'interprètes ni de courtiers. » Les intéressés ainsi dispensés de recourir au ministère des courtiers sont le capitaine français et même le capitaine étranger parlant français (V. Valin, sur l'art. 14 de l'ordonnance, t. II, p. 215; Cass. 27 déc. 1873, D. P. 75. 1. 89; Rouen, 19 févr. 1877, D. P. 78. 2. 142), l'armateur, le chargeur ou le destinataire unique de toute la cargaison, puisqu'il a le droit d'en réclamer la livraison comme pourrait faire le propriétaire lui-même (V. Cass. 24 févr. 1880, D. P. 81. 1. 65, trois arrêts; Cpr. Boistel, *Droit commercial*, 2e édit., n° 596, p. 407; Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. I, n° 1154, p. 896).

Les intéressés autorisés à remplir en personne les formalités de douane pourraient-ils se faire remplacer par un mandataire? La négative s'impose, au moins en principe, car autrement le monopole des courtiers serait gravement compromis. Cependant, dans l'arrêt précité du 31 janvier 1852, la Cour de cassation a admis que les déclarations en douane peuvent être faites par l'employé d'une Compagnie de navigation maritime lorsque cet employé, appartenant exclusivement à la Compagnie, est chargé de traiter toutes ses affaires dans le lieu d'arrivée du navire. Dans ce cas, en effet, le déclarant n'a pas d'autre personnalité que celle de la Compagnie qu'il représente, et il n'y a pas lieu de craindre qu'il ait été choisi en vue de préjudicier au monopole des courtiers, les déclarations en douane n'étant qu'une faible partie de ses attributions. Mais on ne saurait aller au delà. Il faut écarter non seulement l'intervention d'un mandataire spécial soit de l'armateur, soit du marchand, ou d'un mandataire spécial commun soit à plusieurs armateurs, soit à plusieurs marchands, mais aussi bien, malgré l'opinion contraire de plusieurs auteurs, celle d'un simple employé subalterne même exclusivement attaché à la maison de commerce de l'armateur. V. en ce sens : Cass., 17 mars 1886 (D. P. 86. 1. 193); 6 nov. 1886 et 1er juill. 1887 (D. P. 87. 1. 511); — en sens contraire : Alauzet, *Commentaire du Code de commerce*, 3e édit., t. 3, n° 970; Desjardins, *Droit maritime*, t. 2, n° 577; Godet, *Les courtiers interprètes et conducteurs de navire*, p. 78; Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, *loc.cit.* — Cpr. trib. de Mostaganem, 25 sept. 1885, et, sur appel, Alger, 18 déc. 1885 (*Rev. Algér.* 1886. 2. 151). L. V.

LE TRIBUNAL, — Sur l'action publique : — Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure, des débats et des aveux mêmes du prévenu Rimet que celui-ci a, dans le courant de l'année 1887, et à diverses reprises, à Bougie, expédié en douane, à leur entrée et à leur sortie, des bateaux de la Compagnie générale Transatlantique ; — Attendu qu'il reste à rechercher si ces actes, qui rentrent dans la catégorie de ceux dont les courtiers maritimes ont le privilége aux termes des art. 80 C. com. et 2 de l'ordonnance du 14 novembre 1835, ont été commis illicitement, au détriment du sieur Maingot, courtier maritime à Bougie ; — Attendu que Rimet prétend qu'il est exclusivement un agent de ladite Compagnie ; qu'en dehors de ses fonctions il ne se livre à aucune opération soit de commerce, soit de courtage, et que, dans ces conditions, il avait le droit, comme la Compagnie eût pu le faire elle-même, d'expédier en douane les bateaux de cette dernière, ainsi qu'il en avait reçu le mandat du directeur de l'agence de Bougie ; — Mais attendu que cette prétention ne saurait être admise ; — Attendu en effet que, d'après l'art. 14 du titre VII, livre I de l'ordonnance d'août 1681, combiné avec les art. 77 et 80 C. com., les courtiers maritimes ont le droit exclusif de fournir pour les maîtres et marchands qui ne veulent pas agir par eux-mêmes les déclarations à faire aux bureaux des douanes ; — Attendu qu'en créant les courtiers maritimes dans une pensée d'ordre public, pour sauvegarder les intérêts du trésor, et assurer des intermédiaires irréprochables aux capitaines et maîtres de navires qui ne voudraient ou ne pourraient agir par eux-mêmes, la loi n'a pas voulu imposer leur ministère à ceux d'entre eux qui feraient personnellement leur propre affaire ; qu'ainsi, le capitaine du navire a le droit de remplir lui-même les formalités de douane et de faire les déclarations d'entrée et de sortie, sans être obligé de subir l'intermédiaire du courtier ; qu'il en est de même de l'armateur ; — Mais attendu que cette faculté est personnelle au capitaine ou à l'armateur ; qu'ils ne peuvent la déléguer à un mandataire de leur choix ; qu'en effet, dès lors qu'ils n'agissent pas eux-mêmes, la loi leur impose le ministère d'un agent privilégié, le courtier maritime, qui est un véritable mandataire légal, du concours duquel ils ne peuvent se passer (arrêt de la Cour d'Alger du 19 janvier 1884) ; — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence que la disposition susindiquée de l'art. 14 de l'ordonnance de 1681 doit être, comme sous l'ancienne jurisprudence, limitativement appliquée ; qu'elle autorise sans doute l'intervention d'un commis exclusivement attaché à une maison de commerce et chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler dans la localité qui lui est attribuée pour résidence, parce que dans ce cas, lorsque le commis agit au nom de la maison de commerce, c'est la maison elle-même qui agit ; mais que cette exception ne peut être étendue ni à un ami, ni à un mandataire spécial (Cassation, 31 janvier 1852, 6 novembre 1886 et 1er juillet 1887) ; — Attendu qu'il suit de là que Rimet, qui n'est pas à Bougie l'agent de la Compagnie générale Transatlantique, et qui n'est pas chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler dans cette localité, ne pouvait être valablement délégué pour faire des actes que le maître doit confier au courtier, mandataire imposé par la loi, quand il ne les fait pas lui-même ; — Attendu que les faits ci-dessus constituent le délit de courtage illicite prévu et puni par la loi du 28 ventôse an IX, art. 8 et 9, et pour la répression duquel cette loi prononce une amende du

sixième au plus et du douzième au moins du cautionnement; — Attendu qu'il résulte d'un certificat délivré par le payeur de la place de Bougie que le sieur Maingot a, en sa qualité de courtier maritime, versé à la caisse du dit payeur, le 2 juin 1887, un cautionnement de 3,000 fr. ;

Sur l'action civile: — Attendu qu'il est constant qu'en exerçant des fonctions réservées au courtier Maingot, le prévenu Rimet lui a causé un préjudice dont il lui doit réparation ; — Attendu que, bien qu'il résulte des constatations faites au bureau des douanes de Bougie que Rimet n'a signé lui-même que trois manifestes dans la période du 5 juin au 26 août 1887, il y a lieu de retenir qu'il a reconnu à l'audience avoir expédié depuis sept années les bateaux de la Compagnie Transatlantique à leur entrée et à leur sortie ; que c'est donc par son fait, ou par le fait d'un tiers dont il a entendu assumer la responsabilité, que Maingot a été privé du bénéfice des émoluments auxquels il avait droit durant la période susindiquée, du 5 juin au 26 août 1887, en sa qualité de courtier maritime ; — Attendu que le tribunal possède les éléments d'appréciation suffisants pour évaluer le préjudice à la somme de 1,000 francs ; — Vu les articles précités ;

Par ces motifs : — Déclare Rimet coupable du délit susvisé ; — Et lui faisant application desdits articles, le condamne à la peine de 250 fr. d'amende, au profit des enfants abandonnés ; — Le condamne à payer à Maingot la somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Le condamne en outre par corps envers l'État aux dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps ; — Condamne la partie civile aux dépens sauf son recours contre la partie condamnée.

MM. Régnier, *prés.* ; Balléro, *proc. de la Rép.* — Mes Pinelli et Pianelli, *av.*

La Cour d'Alger (Ch. correct.) devant laquelle Rimet a interjeté appel a, par arrêt en date du 26 janvier 1889, confirmé ce jugement par les motifs suivants :

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel de Rimet est régulier ;

Au fond : — Attendu que les faits ne sont pas contestés et que la question soumise à la Cour comme au tribunal consiste uniquement à savoir si un employé quelconque d'une compagnie de navigation peut valablement représenter celle-ci dans les déclarations de douane de la nature de celles reprochées à Rimet ; — Attendu que, en admettant que le préposé de la Compagnie Transatlantique à Bougie ait les pouvoirs d'un véritable consignataire, ce qui est même contesté, ce serait à lui qu'incomberait la charge de faire les opérations réservées en principe aux courtiers et exceptionnellement admises en faveur des maîtres de navires et des marchands par l'ordonnance de 1681 ; qu'en l'espèce, Séja, consignataire et représentant de la Compagnie Transatlantique, aurait agi par un employé sulbaterne auquel il aurait donné le pouvoir spécial de le suppléer en tout ce qui concerne les opérations à effectuer en douane ; qu'admettre cette délégation spéciale, qui n'a même été donnée qu'au cours du procès actuel, ce serait admettre le droit par la Compagnie de faire faire lesdites opérations par un garçon de bureau, un portier, ou tel autre individu, pourvu qu'il reçût des émoluments fixes et à l'année de la Compagnie ;

que ce n'est point là le but de la loi, qui n'a qu'exceptionnellement donné aux intéressés eux-mêmes ou à ceux qui les représentent complètement le droit réservé par la loi aux courtiers ;

Adoptant pour tout le surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel du prévenu ; — Au fond : — Confirme purement et simplement la décision déférée ; — Et condamne Rimet aux frais dus à l'État ; — Déclare Maingot personnellement tenu du paiement des frais dus à l'État, sauf son recours contre Rimet ; — Fixe à deux mois la durée de la contrainte par corps.

MM. Lourdau, *prés.-rap.* ; Wurtz, *av. gén.* — Mes Robe et Lemaire, *av.*

Sur le POURVOI EN CASSATION formé par Rimet,

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 14, titre VII, livre Ier de l'ordonnance de 1681 et de la fausse application des art. 7 et 8 de la loi du 28 ventôse an IX, 77 et 80 C. com. :

Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de l'arrêté du 27 prairial an X, il est défendu, sous les peines portées par l'art. 8 de la loi du 28 ventôse an IX, à toutes personnes autres que celles nommées par le gouvernement de s'immiscer de façon quelconque et sous quelque prétexte que ce puisse être dans les fonctions de courtier ; — Que cette disposition s'applique en ce qui concerne les courtiers interprètes et conducteurs de navires, qui, d'après l'ordonnance du mois d'août 1681 sur la marine, et plus spécialement d'après l'art. 80 C. com., ont le droit exclusif d'assister les maîtres et marchands ou les capitaines de navires dans leurs démarches aux bureaux des douanes pour y faire leurs déclarations ; — Attendu que si l'art. 14 du titre VII, livre Ier de l'ordonnance de 1681 dispose que les maîtres et marchands qui voudront agir par eux-mêmes ne seront tenus de se servir d'interprètes ni de courtiers, cette disposition doit être, comme sous l'ancienne jurisprudence, limitativement appliquée ; qu'elle autorise sans doute l'intervention d'un commis exclusivement attaché à la maison de commerce et chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler dans la localité qui lui est attribuée pour résidence, parce que, dans ce cas, lorsque le courtier agit au nom de la maison de commerce, c'est la maison elle-même qui agit, mais que cette exception ne peut être étendue à un employé qui ne réunirait pas ces conditions et dont la personnalité ne se confondrait pas avec celle de la maison ;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué qu'à

plusieurs reprises, en 1887, à Bougie, Rimet a expédié en douane, à leur entrée et à leur sortie, des bateaux de la Compagnie générale Transatlantique ; que l'arrêt déclare expressément que Rimet n'est pas en cette localité l'agent de la Compagnie chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler sur la place, mais un employé subalterne auquel le consignataire et représentant réel de la Compagnie aurait donné le pouvoir spécial de la suppléer en ce qui concerne toutes les opérations à effectuer en douane ; — Attendu qu'en l'état de ces constatations souveraines, Rimet, qui n'était pas autorisé à traiter toutes les affaires de la Compagnie au lieu de sa résidence, n'avait pas qualité pour faire les expéditions réservées par la loi aux courtiers quand le maître ne les fait pas lui-même ; que, par suite, en le déclarant coupable de courtage illicite et en lui faisant application de l'art. 8 de la loi du 28 ventôse an IX, ledit arrêt n'a pas violé les dispositions ci-dessus visées ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. LŒW, *prés ;* POULET, *rap.;* LOUBERS, *av. gén.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

19 janvier 1884

—

(Dubreuil c. Payri et min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Payri, nommé courtier maritime à Mostaganem, par arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 23 mai 1865, a, par exploit du 21 juin 1865, fait assigner Dubreuil devant le tribunal correctionnel de cette ville, pour s'entendre condamner à lui payer 3,000 fr. de dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'il lui avait causé en se livrant à des actes de courtage illicite ; — Attendu que Dubreuil, qui exerce à Mostaganem un négoce personnel, est dans ce port l'agent exclusif et le seul représentant de la Compagnie de Navigation mixte ou Compagnie Touache ; qu'en cette dernière qualité, du 8 février 1883 au 20 juin suivant, soit personnellement, soit par son employé Carpentier, il a fait la conduite de 32 bateaux de cette Compagnie, soit à

l'entrée, soit à la sortie du port de Mostaganem ; — Qu'il a notamment déposé le manifeste et rempli les formalités de douane pour l'ensemble de la cargaison sans recourir à l'intervention du courtier ; — Attendu que ces actes rentrent, en principe, dans la catégorie de ceux dont les courtiers maritimes ont le privilége et qui sont de servir de guides aux capitaines qui en désirent et de faire les déclarations à la douane ; — Que la conduite des navires, les déclarations d'entrée ou de sortie et le dépôt du manifeste constituent dans un port comme celui de Mostaganem la principale et presque l'unique occasion offerte au courtier de tirer partie de son privilége, qui, sans ces opérations, demeurerait entre ses mains comme un titre nul et inutile ; — Que l'art. 80 C. com. est simplement énonciatif des attributions conférées par privilége aux courtiers maritimes, et qu'il faut en compléter la nomenclature en se reportant aux anciennes ordonnances, qui n'ont point été abrogées, ainsi que cela résulte nettement de la discussion préparatoire à la séance du 19 février 1805 et d'une jurisprudence constante ;

Attendu que Dubreuil, tout en protestant contre ces principes au nom de la liberté commerciale, n'en conteste pas sérieusement l'application aux faits de la cause ; — Mais qu'il soutient qu'en accomplissant les actes qui lui sont reprochés, il a usé d'un droit qui lui appartient, soit en qualité d'agent de la Compagnie qu'il représente à Mostaganem, soit en qualité de consignataire unique de la cargaison ;

Sur le premier moyen : — Attendu qu'en créant les courtiers maritimes dans une pensée d'ordre public pour sauvegarder les intérêts du trésor et assurer des intermédiaires irréprochables aux capitaines et aux maîtres de navires qui ne voudraient ou ne pourraient pas agir par eux-mêmes, la loi n'a pas voulu imposer leur ministère à ceux d'entre eux qui feraient personnellement leur propre affaire ; — Qu'ainsi le capitaine du navire a le droit de remplir lui-même les formalités de douane et de faire les déclarations d'entrée ou de sortie, sans être obligé de subir l'intermédiaire du courtier ; qu'il en est de même de l'armateur ; — Mais attendu que cette faculté est personnelle au capitaine ou à l'armateur, qu'ils ne peuvent les déléguer à un mandataire de leur choix ; — Qu'en effet, dès lors qu'ils n'agissent pas eux-mêmes, la loi impose le ministère d'un agent privilégié, le courtier maritime, qui est un véritable mandataire légal, du concours duquel ils ne peuvent se passer ; — Attendu que pour échapper à ces conséquences Dubreuil prétend qu'il n'est pas seulement le mandataire de la Compagnie de Navigation mixte, qu'il est son agent, qu'il la représente seul à Mostaganem et que, dans ce port, il est la

Compagnie elle-même ; — Attendu que, sans examiner si la Compagnie avait le pouvoir de déléguer à ses agents des droits aussi étendus qu'elle le prétend, il convient de rechercher quelle est la véritable situation de Dubreuil ; — Attendu que, s'il est vrai de dire que Dubreuil est à Mostaganem le représentant unique de la Compagnie Touache, il n'est pas exact de soutenir que cette qualité absorbe exclusivement son temps et sa personne ; — Qu'il exerce un négoce pour son compte particulier, qu'il réunit donc deux situations distinctes, celle de négociant et celle d'agent de la Compagnie ; — Qu'on trouve cette distinction observée par la Compagnie elle-même dans les bordereaux versés au procès et reproduisant la copie intégrale des manifestes ; — Qu'ainsi dans le bordereau numéro 3477 on lit que le vapeur *Kabyle*, parti de Marseille le 24 février 1883, a apporté à Dubreuil plusieurs colis, à lui personnellement expédiés par divers et inscrits aux numéros 9, 16 et 17 du manifeste ; — Que, d'après le bordereau numéro 3841, le vapeur *Seybouse*, parti de Marseille le 10 mai 1883, a transporté, d'une part pour Dubreuil, diverses marchandises numéros 12 et 27, et, d'autre part, pour l'agent de la Compagnie Touache, un certain nombre de colis expédiés par deux maisons de commerce et inscrits aux numéros 53 et 67 du manifeste ; qu'il suit de là qu'aux yeux de tous et même de la Compagnie, Dubreuil et l'agent de la Compagnie Touache à Mostaganem forment deux personnes dlstinctes, ayant des intérêts séparés et pouvant exercer des droits particuliers ; — Qu'il n'est donc pas exclusivement le préposé de la Compagnie, qu'il en est seulement le mandataire général ; qu'en cette qualité il ne pouvait valablement être délégué pour faire des actes que le maître doit confier au courtier, mandataire imposé par la loi, quand il ne les fait pas lui-même ;

Sur le deuxième moyen : — Attendu que Dubreuil soutient qu'il est consignataire unique, mais qu'il ne le justifie pas ; — Que la preuve contraire résulte des documents produits ; — Que le vapeur *Seybouse*, parti de Marseille le 10 mars 1883, a transporté à Mostaganem 1,361 colis chargés par 33 personnes et destinés à 46 personnes ; — Qu'un semblable état de choses est révélé par le manifeste du vapeur *Kabyle*, parti le 24 février 1883, et qu'il n'est pas téméraire de supposer qu'il en ait été de même pour les autres bateaux dont les manifestes ne sont pas représentés ; qu'en réalité Dubreuil est un véritable intermédiaire chargé de remettre aux destinataires les colis mentionnés au connaissement individuel, dont chacun d'eux est nanti moyennant le paiement du fret et des

*

déboursés, et que cette situation n'a rien de commun avec celle de consignataire unique ;

Sur l'application de la peine, l'allocation des dommages-intérêts et les dépens : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Confirme le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Mostaganem le 13 juillet 1883 ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne Payri partie civile aux dépens s'élevant à la somme de 19 fr. 86 c. ; — Dit que Dubreuil sera tenu de relever Payri des suites de cette condamnation ; — Fixe à deux mois la durée de la contrainte par corps.

MM. PUECH, *prés.* ; DANDONNEAU, *av. gén.* — Me JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

28 mai 1887

Compensation, cession de créance, dette, extinction, imputation, caution, décharge.

La cession de créance faite par un débiteur à son créancier a pour conséquence immédiate et directe d'éteindre jusqu'à due concurrence les dettes du cédant envers le cessionnaire ;

Les dettes éteintes par la compensation sont, dans le silence des parties, celles que le débiteur avait le plus d'intérêt à acquitter, les plus anciennes, et surtout les dettes commerciales (C. civ., art. 1256) (1) ;

La libération du débiteur principal décharge en même temps la caution.

(Bernadach c. Nahon)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Nahon, quoique régulièrement cité, n'a pas constitué de défenseur ; — Qu'il y a donc lieu de donner défaut contre lui ;

---

(1) L'arrêt suppose que c'est seulement « à défaut d'imputation de paiement », c'est-à-dire d'imputation faite par les parties, qu'il y a lieu d'appliquer en matière de compensation le mode légal d'imputation de l'art. 1256 C. civ. Mais il convient de remarquer que, la compensation s'opérant de

Au fond : — Attendu que, le 4 mai 1883, la Compagnie Algérienne faisait protester un effet impayé de 3,867 fr. 20 c. tiré par Poivre, de Philippeville, sur Caboué, et portant en outre la signature de Nahon ; que ce dernier, ayant reconnu que sa signature figurait à tort sur ladite valeur, en informa Bernadach, oncle de Poivre, en déclarant qu'il ne rembourserait l'effet que contre remise d'une garantie ; que Bernadach, voulant venir en aide à son neveu, adressa le même jour à Nahon huit titres d'obligation ayant ensemble une valeur de 2,800 fr., mais sous la condition expresse que la remise de ce nantissement s'appliquerait exclusivement audit effet de 3,867 fr. 20 c. et aurait uniquement pour but d'en assurer le paiement ; que par conséquent Bernadach ne s'obligeait nullement à garantir le paiement des autres dettes que son neveu avait pu contracter ;

Attendu, d'autre part, que par acte sous signatures privées en date du 29 du même mois, Poivre a cédé et transporté à Nahon ses droits évalués à 5,779 fr. 65 c. dans une exploitation d'alfa qu'il avait alors entreprise avec un sieur Dourdin ; que Nahon a accepté cette cession, l'ayant fait enregistrer à Constantine le 30 du même mois et signifier à Dourdin le 14 juin suivant ; que l'acceptation de ce transport pur et simple avait pour conséquence immédiate et directe d'éteindre, jusqu'à due concurrence, les dettes que Poivre avait contractées envers Nahon ; qu'à défaut d'imputation de paiement, Poivre devait, aux termes de l'art. 1256 du C. civ., compenser le prix de la cession avec les dettes qu'il avait le plus d'intérêt à acquitter ; que cette compensation devait nécessairement s'appliquer à la créance causée par le remboursement de l'effet de 3,867 fr. 20 c., d'abord parce que celle-ci figure sur l'arrêté de compte comme la plus ancienne en date, et surtout parce qu'en raison de son origine, elle pouvait exposer le débiteur à des conséquences très préjudiciables ;

Attendu, par suite, que la dette provenant du remboursement de l'effet de 3,867 fr. 20 c. a été plus que compensée et éteinte par le prix de la cession, s'élevant à 5,779 fr. 65 c., et que Poivre en a été libéré ;

Attendu que la libération du débiteur principal décharge en même temps la caution, et qu'en conséquence les obligations déposées par Bernadach à titre de nantissement doivent

---

plein droit, les parties ne peuvent en diriger les effets dans un autre sens que celui prescrit par la loi. Aussi l'art. 1297 C. civ., s'il vise l'art. 1256, ne renvoie-t-il point à l'art. 1253. — Cpr. Req., 2 mai 1860, Sir. 61. 1. 540, D. P. 61. 1. 104.

lui être restituées avec les dividendes qu'elles ont pu produire et les lots qui auraient pu lui être attribués par les tirages ; que, d'ailleurs, Nahon avait si bien apprécié les effets de son acceptation du transport que, dès le 31 décembre 1883, il promettait à Bernadach de lui rendre, dans le courant de janvier, les obligations déposées, ainsi que l'établit une lettre qu'il a écrite à cette date et qui a été enregistrée à Constantine le 12 avril 1886 ; que, s'il a prétendu, à la date du 6 mars 1885, n'avoir encore retiré aucun profit de la cession, cette allégation est demeurée sans preuve ; qu'il n'a pas justifié avoir fait les diligences nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, et qu'au surplus l'acte de transport ne mentionne aucune réserve de garantie ;

Attendu enfin que Nahon n'a jamais représenté l'effet constitutif de sa créance et que ce n'est peut-être pas sans raison que Bernadach en induit que le créancier a dû se considérer comme remboursé et s'en dessaisir contre la remise de l'acte de cession ; — Attendu, en conséquence, que le tribunal n'avait pas à commettre un expert pour vérifier la situation active ou passive de Poivre vis-à-vis de Nahon pendant la période indiquée dans le jugement ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Nahon, faute par lui d'avoir constitué défenseur ; — Reçoit l'appel de Bernadach comme régulier en la forme ; — Au fond, — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; en conséquence, infirme le jugement déféré ; — Dit que c'est à tort que le tribunal de Blida a ordonné une expertise ; — Dit que le nantissement s'appliquait exclusivement à la créance résultant du remboursement de l'effet de 3,867 fr. 20 c. ; — Dit que cette créance a été éteinte par la compensation dérivant de la cession du 29 mai 1883 et que la libération du débiteur principal a déchargé en même temps la caution ; — En conséquence condamne Nahon à restituer à Bernadach, dans un délai de quinze jours à partir de la signification de l'arrêt, les huit titres d'obligations déposés à titre de nantissement, ainsi que les dividendes qu'il a pu percevoir, sinon et faute par lui de ce faire, le condamne d'ores et déjà à payer à l'appelant, à titre soit de restitution, soit de dommages-intérêts, la somme de etc. ; — Donne acte à Bernadach de ses réserves en ce qui touche les répétitions qu'il pourrait avoir à exercer contre Nahon au sujet des lots qui auraient pu être attribués aux titres par suite des tirages au sort, etc.

MM. PUECH, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

22 mai 1889

Route nationale, déclassement, riverains, droit de passage, chemin rural, riverains, action individuelle, exercice, conditions.

Lorsqu'une ancienne route nationale déclassée n'a fait l'objet d'aucun autre classement postérieur, et bien que son sol, n'ayant fait l'objet d'aucune aliénation, soit resté dans le domaine privé de l'État, les propriétaires riverains ne conservent aucun droit de passage ni autre sur tout ou partie du sol de cette ancienne route ;

En conséquence, un riverain n'est pas fondé, dans l'état actuel des choses, à demander en justice la suppression d'un barrage établi sur ladite route déclassée, et à l'aide duquel un autre propriétaire riverain empêche le passage sur le terrain de l'ancienne route (L. 24 mai 1842, art. 1 et 2).

Le riverain intéressé ayant, à l'appui de sa demande en suppression du barrage qui fait obstacle au passage sur le sol de l'ancienne route déclassée, allégué que ce sol de l'ancienne route est resté, de l'aveu même de l'administration domaniale, à l'état de chemin d'exploitation, son articulation ne peut pas être déclarée non recevable par le motif qu'il n'appartiendrait qu'à la commune de revendiquer, dans l'intérêt de ses habitants, le libre usage du terrain à titre de chemin d'exploitation, et que le riverain n'a pas rempli les formalités que la loi impose à celui qui veut exercer les actions communales.

Le riverain peut, dans son seul intérêt de riverain, et excipant de sa qualité, user du droit de la commune sans remplir aucune formalité.

(Olivier c. demoiselle Pons)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi pris dans ses deux branches :

Attendu qu'il ressort des art. 1 et 2 de la loi du 24 mai 1842 que lorsqu'une ancienne route nationale a été déclassée en tout ou en partie, qu'elle n'a fait l'objet d'aucun autre classement postérieur, et que son sol n'a non plus fait l'objet d'aucune aliénation ni d'aucun établissement de servitude, le déclassement a, par lui-même, un double effet : d'une part il

fait perdre à la partie retranchée le caractère de bien du domaine public et la fait entrer dans le domaine privé et libre de l'État, d'autre part, il fait cesser tous les droits de passage ou autres qui ne dérivaient, au profit des propriétaires riverains, que de la situation des lieux ; que, si la mesure administrative porte préjudice à ceux-ci, ils peuvent seulement se pourvoir, s'il y a lieu, à fin d'indemnité contre qui et devant qui de droit ; — Mais qu'il appartient à l'administration des domaines seule de leur réserver, au besoin, un chemin d'exploitation comme aussi de faire respecter ses droits de propriété privée, lorsqu'elle ne les a pas aliénés, contre toute entreprise faite par l'un des riverains sur la partie déclassée ; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le terrain sur lequel la demoiselle Pons a construit le barrage dont le sieur Olivier demande l'enlèvement, en qualité de riverain, fait partie d'une route nationale supprimée; qu'il n'a, depuis cette suppression, fait l'objet d'aucun classement légal et régulier, d'aucune aliénation, et qu'il n'y a été réservé aucun chemin d'exploitation ; — Attendu qu'il décide, dans ces circonstances, qu'Olivier n'a établi à son profit aucune espèce de droit de propriété de jouissance ou de servitude de passage de son chef personnel et à titre de riverain sur la partie déclassée ; qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué, dont la décision est d'ailleurs suffisamment motivée par ses constatations mêmes, bien loin de violer aucun des articles de loi invoqués par le premier moyen, n'en fait qu'une juste et exacte application;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi, en tant que la demande tendait à faire reconnaître les droits du demandeur comme riverain de l'ancienne route ;

Mais sur le second moyen : — Vu l'art. 123 de la loi du 5 avril 1884;

Attendu que, devant la Cour d'appel, le sieur Olivier avait pris des conclusions additionnelles et subsidiaires ainsi conçues : « Donne acte au concluant de ce qu'il offre de prouver, tant par titres que par témoins, que le chemin dont il s'agit ne l'intéresse pas lui seul, Olivier, mais intéresse aussi avec lui un groupe de propriétaires et constitue un véritable chemin rural ou tout au moins d'exploitation » ; — Attendu que sur ce chef spécial l'arrêt attaqué répond « qu'Olivier n'a pas justifié avoir qualité d'agir au nom de la commune pour revendiquer au nom de ses habitants le libre exercice du terrain litigieux, à titre de chemin public ou d'exploitation » ; — Mais attendu qu'il résulte des termes des conclusions précitées, ainsi que de l'ensemble des qualités et de l'arrêt, que le sieur Olivier n'a jamais entendu agir qu'en son nom person-

nel, même pour sa revendication subsidiaire d'un véritable chemin rural ou tout au moins d'exploitation ; — Qu'il suit de là qu'une semblable action n'était point soumise aux formalités imposées par l'art. 123 susvisé ; — Qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt a donc faussement appliqué et par suite violé cet article ;

Par ces motifs : — Casse, mais seulement en tant qu'il touche à la demande tendant à faire reconnaître l'existence d'un chemin rural ou tout au moins d'exploitation.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; MANAU, *rap.* ; BERTRAND, *av. gén.* — Mes CHAUFFARD et SABATIER, *av.*

TRIBUNAL DE BATNA (Ch. civ.)

5 mars 1889

Tutelle, droit musulman, mineur, action immobilière, autorisation.

Une action ayant pour objet les droits immobiliers d'un mineur indigène ne peut être valablement introduite par sa mère, agissant en son nom et comme sa tutrice, en vertu soit de la loi française, soit de la loi musulmane, si celle-ci n'a pas été spécialement habilitée à cet effet par une délibération du conseil de famille, ou une autorisation du cadi (1) ;

Le ministère public a qualité pour faire repousser cette action comme irrecevable.

(Hafsia bent Lakdar c. Ahmed ben Drihem et Belkassem ben Si N'cib.)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'action soumise au tribunal a été introduite à la requête de Hafsia bent Lakdar, veuve de Si Mohamed ben N'cib, agissant au nom et comme tutrice de son fils Mohamed, pour faire prononcer la nullité pour cause de fraude et de simulation de la vente reçue par Devichi, greffier-notaire à Biskra, le 6 juillet 1887, comme aussi pour faire condamner les défendeurs à 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que cette action, tendant à faire prononcer la nullité d'un contrat translatif de la propriété de plusieurs immeubles, est évidemment immobilière ; qu'elle est relative

(1) Cpr. Alger, 4 juill. et 11 oct. 1870 (*Bull. jud. Alg.* 1870) ; 14 mai 1872 (*Bull. jud. Alg.* 1872).

aux droits immobiliers du mineur, était intentée au nom de ce dernier; qu'aux termes de l'art. 464 C. civ., elle est irrecevable, étant introduite sans l'autorisation du conseil de famille ; que cet article est applicable, les parties ayant soumis le débat à la juridiction française, demandant la nullité d'un titre français en vertu des dispositions des art. 2093 et 1167 C. civ. ; que cette application n'est pas contestée ; — Attendu qu'en se placant sous le régime du droit musulman, ce moyen d'irrecevabilité est encore plus formel ; il résulte, en effet, de la doctrine enseignée par M. le premier président Zeys, dans son *Traité élémentaire de droit musulman*, t. 2, p. 229, que la mère survivante, sauf la hadana et le timide et insuffisant veto dont elle est armée dans une circonstance exceptionnelle, n'a aucun droit sur ses enfants, mais seulement la faculté de leur désigner un tuteur testamentaire dans certains cas déterminés ; — Attendu que cette doctrine est également celle de MM. Sautayra et Cherbonneau, lesquels enseignent dans leur ouvrage sur le *Statut personnel*, n° 572, que les malékites ne reconnaissent pas la tutelle légale des proches parents, et que la Cour d'Alger a consacré cette opinion par arrêt du 11 novembre 1870, en décidant que la tutelle appartient au cadi quand le père décédé n'a pas institué de tuteur testamentaire ; que dans ce cas le cadi est investi de plein droit de cette tutelle, et qu'aux termes de la loi musulmane, il ne peut se démettre de cette tutelle et s'affranchir des obligations qu'elle impose, parce qu'elle est pour lui un devoir d'ordre public, inhérent à ses fonctions et dont il ne peut répudier la responsabilité (conf. arrêts d'Alger des 4 juillet et 14 mai 1872) ; — Attendu que les mêmes auteurs enseignent (n° 488) qu'en thèse générale, tout tuteur qui veut faire un acte dépassant les bornes d'une simple administration est tenu de s'adresser au cadi et de se faire autoriser par lui ; — Attendu que dans l'espèce la demanderesse n'est point munie de cette autorisation qu'elle n'a ni demandée, ni obtenue, et que fût-elle mokaddem, elle n'en serait pas moins tenue de produire l'autorisation du cadi ; que cette autorisation spéciale n'est point versée aux débats ; — Que la demande est donc irrecevable ; qu'Hafsia bent Lakdar n'avait pas qualité pour l'introduire et que, cette irrecevabilité étant demandée par le ministère public, défenseur né des intérêts des mineurs, il y a lieu de la prononcer ;

Par ces motifs : — Rejette la demande comme émanant d'une personne sans qualité, etc.

MM. CONSTANT, *prés.* ; TALAGRAND, *subst.* — Mes JAUFFRET et RAVEL DE MALVAL, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

—

21 février 1889

—

Succession musulmane, immeuble, dévolution, coutumes tunisiennes, traités, loi applicable, esclave, affranchissement, droit de succession du maître, esclavage, abolition, Algérie, décret du 27 avril 1848, rétroactivité.

—

D'après les coutumes tunisiennes, les successions sont régies, en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt ;

Et ce principe, consacré par le traité conclu entre l'Italie et la Tunisie le 8 septembre 1868 (1), *étendu par l'usage à tous les étrangers, est particulièrement applicable aux Français en vertu du traité du 15 novembre 1824* (2), *qui leur a concédé pour l'avenir tous les avantages de la nation la plus favorisée ;*

Par suite, c'est la loi applicable en Algérie qui régit la dévolution des biens immobiliers situés en Tunisie et dépendant de la succession d'un indigène algérien.

Le décret du 27 avril 1848, qui a aboli l'esclavage dans toutes les possessions françaises, a détruit tous les liens de dépendance qui rattachaient l'esclave à son maître, et notamment le droit de succession que la loi musulmane reconnaît au maître sur les biens de son affranchi ;

Et, la dévolution des successions étant soumise à la loi sous l'empire de laquelle elles s'ouvrent, il résulte du décret précité que le maître a perdu tout droit d'héritier sur la succession de son affranchi lorsque cette succession s'est ouverte depuis ledit décret et alors même que l'affranchissement remonterait à une date antérieure (3).

---

(1) V. ce traité *Rev. Alg.* 1887. 2. 176.

(2) V. ce traité *Rev. Alg.* 1887. 2. 174.

(3) V. en ce sens Alger, 12 oct. 1868 (*Bull. jud. Alg.* 1868). — V. en sens contraire Alger, 4 mars 1889 (*suprà*, p. 233).

(Caïd des négros et autre c. Mohamed ben Brahim Bouchaker)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Mohamed ben Brahim Bouchaker revendique contre le sieur Mohamed Skikdi, caïd des négros, et contre le sieur Mohamed Ejeridi une maison située à Tunis et qui fait partie de la succession du sieur Hadj Sliman ben Abdallah, décédé dans cette ville depuis environ trois ans ; — Attendu que le demandeur prétend avoir droit à cette succession parce que le défunt était son esclave;

Attendu que l'esclavage a été aboli en Tunisie par un décret beylical du 23 janvier 1846 ; — Attendu que cette mesure a été confirmée par le traité conclu le 19 juillet 1875 entre la Tunisie et l'Angleterre, et qu'une circulaire récente a ordonné aux fonctionnaires tunisiens de veiller à sa stricte exécution; — Attendu toutefois qu'on peut se demander si cette suppression de l'esclavage n'a pas laissé subsister le droit de succession que la loi musulmane reconnaît à l'ancien maître sur les biens de l'affranchi mort sans autre héritier ; — Attendu que, dans une consultation produite par le demandeur, le cadi malékite de Tunis paraît admettre ce droit de succession ;

Mais attendu que le tribunal n'a pas à trancher cette question ; — Qu'en effet le demandeur est un indigène algérien, sujet français, et qu'il résulte des pièces du dossier, notamment d'une lettre de M. le consul de France à Tunis en date du 27 octobre 1886, que le défunt appartenait à la même nationalité ;

Attendu que, d'après les coutumes tunisiennes, les successions sont régies en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt ; — Attendu que ce principe a été consacré par le traité conclu entre l'Italie et la Tunisie le 8 septembre 1868, qu'il a été étendu par l'usage à tous les étrangers, et qu'il est particulièrement applicable aux Français en vertu du traité du 15 novembre 1824, qui leur a concédé pour l'avenir tous les avantages de la nation la plus favorisée;

Attendu qu'un décret du 27 avril 1848 a supprimé l'esclavage dans toutes les possessions françaises et a interdit aux Français d'acquérir des esclaves même en pays étranger ; — Attendu que ce décret a détruit tous les liens de dépendance qui rattachaient l'esclave à son maître ; — Attendu que le droit de succession reconnu au maître par la loi musulmane sur les biens de son affranchi faisait partie des liens ainsi brisés ;

Attendu que les successions sont soumises à la loi sous l'empire de laquelle elles s'ouvrent et que jusqu'à l'époque du décès il n'existe aucun droit acquis au profit des héritiers présomptifs ; — Attendu, dès lors, qu'en vertu du décret du 27 avril 1848, qui a fait cesser en Algérie tous les effets de l'ancienne condition d'esclave, le maître a perdu tout droit d'héritier sur la succession de son affranchi, lorsque cette succession s'est ouverte depuis le décret et alors même que l'affranchissement remonterait à une date antérieure ; — Attendu que cette règle a été admise par un arrêt de la Cour d'Alger du 12 octobre 1868 et qu'il y a lieu de l'appliquer à la succession qui fait l'objet du procès ; — Attendu en effet que le demandeur ne saurait invoquer devant une juridiction française un droit successoral dérivant d'un statut personnel que la loi française repousse comme contraire à la loi morale et à l'ordre public;

Attendu au surplus que le demandeur n'indique ni la manière dont il serait devenu propriétaire de cet esclave, ni les circonstances dans lesquelles il l'aurait affranchi ; — Attendu que dans ces conditions l'acte de notoriété produit par lui ne constitue pas une preuve suffisante du fait qu'il allègue ;

Attendu enfin que les défendeurs justifient que les immeubles revendiqués ont été donnés par le défunt le 17 mai 1885 à la corporation des nègres algériens de Tunis, dont ils sont les représentants, et qui s'était engagée à subvenir aux dépenses de ses funérailles ; — Attendu que cet acte de donation a été reçu par des notaires indigènes suivant les formes prescrites par les lois locales ; qu'aucun motif d'annulation n'est proposé contre lui et qu'il suffirait pour faire écarter les prétentions du demandeur ;

Attendu que les défendeurs concluent à ce que leur adversaire soit condamné à leur payer une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour procès vexatoire ; — Mais attendu qu'ils ne démontrent pas avoir subi un préjudice ;

Par ces motifs : — Déboute le sieur Mohamed ben Brahim Bouchaker de ses demandes, fins et conclusions ; — Déboute les défendeurs de leur demande reconventionnelle de dommages-intérêts ; — Condamne le sieur Mohamed ben Brahim Bouchaker en tous les dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. min. pub.* ; — Mes ABÉASIS et CARDOSO, *av.*

TRIBUNAL DE BLIDA (1re Ch.)

8 mai 1889

Propriété, acte notarié, licitation, loi française, application. — Succession musulmane, succession en déshérence, absent, dévolution, beït-el-mal, domaine de l'État, représentation. — Forêts, senatus-consulte du 22 avril 1863, distraction.

Les terrains, possédés par des indigènes, sur lesquels un Européen a acquis des droits indivis par acte notarié, sont régis par la loi française et doivent être licités dans les formes déterminées par le Code de procédure civile (1).

Le préfet, comme représentant le domaine de l'État, substitué au beït-el-mal, a seul qualité pour répondre à une action en licitation de biens indivis dépendant pour partie d'une succession musulmane en déshérence.

Il a également seul qualité pour agir au nom des indigènes copropriétaires qui sont absents, l'administration des biens des indigènes absents étant, d'après la législation actuellement en vigueur, dévolue au service des domaines (2).

La soumission au régime forestier d'un terrain boisé, prononcée antérieurement au senatus-consulte du 22 avril 1863, implique distraction de territoire et réunion de l'immeuble au domaine par application de l'art. 1er, § 2, de ce senatus-consulte.

---

(1) Cpr. Alger, 1er févr. 1888 et 18 mars 1888, *Rev. Alg.* 1888. 2. 213 et 302.

(2) Une circulaire gouvernementale du 21 novembre 1849 (Sautayra et Cherbonneau, t. 2, p. 181) a chargé le beït-el-mal de recueillir et d'administrer les successions dans l'intérêt des tiers indigènes qui sont *absents*, lorsqu'ils n'ont pas laissé dans le pays de fondés de pouvoir. — Lorsque cette institution indigène a été supprimée, les attributions qu'elle exerçait à cet égard sont-elles échues à l'État et par suite au service des domaines ? — En outre, en admettant que le service des domaines ait compétence pour recueillir les successions qui font dévolution aux indigènes pendant la durée de leur absence, s'ensuit-il que ce service ait qualité pour administrer les biens que l'*absent* possédait au moment de son départ et pour agir en justice au sujet de ces biens ? — Telles étaient les questions qui se trouvaient posées devant le tribunal et qui ont été résolues par le jugement que nous rapportons.

(Fermier c. l'État et autres)

M. Fermier a fait assigner le préfet du département d'Alger, comme représentant le domaine de l'État, substitué au beït-el-mal, pris lui-même comme représentant 41 indigènes du douar Beni-Merit, déclarés absents ou décédés sans laisser d'héritiers connus, pour entendre ordonner la licitation d'un immeuble situé dans le douar Beni-Merit. — L'administration a fait remarquer qu'une distinction doit être faite entre les indigènes qui sont simplement absents et ceux, décédés sans héritiers, dont la succession est en déshérence. Pensant que le cadi a seul qualité pour représenter les absents, elle a décliné sa mise en cause à l'égard de ceux-ci. Elle l'a, au contraire, admise à l'égard des indigènes dont les biens, tombés en déshérence, sont dévolus à l'État en vertu de l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851. En outre, elle a demandé la distraction d'une parcelle de forêt englobée à tort dans les terrains licités.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il appert de l'expédition d'un acte authentique passé devant Me Nallet, notaire à Marengo,

---

Toutes les attributions qui, d'après la circulaire du 21 novembre 1849, appartenaient au beït-el-mal ne sont pas exercées par le service des domaines ; plusieurs, telles que l'entretien des cimetières, l'inhumation des indigents, les distributions d'aumônes, etc., échappent à sa compétence, sans qu'aucune disposition expresse soit intervenue pour l'en décharger. La gestion des biens des absents ne serait-elle pas dans ce dernier cas ? On peut l'admettre avec quelque apparence de raison si l'on s'en rapporte à la doctrine enseignée par Sautayra et Cherbonneau (t. 1, p. 390), d'après laquelle, en principe, « les biens des absents sont administrés par le mandataire que celui-ci a laissé dans le pays et à défaut par le cadi ». Il est vrai que les divers décrets sur l'organisation de la justice musulmane ont confié au service des domaines le soin de surveiller la liquidation des successions intéressant les absents ; mais cela importe peu, car la surveillance ainsi instituée s'exerce à titre de contrôle des opérations du cadi et n'implique aucun droit de gestion. D'ailleurs, autrefois, en vertu de la circulaire du 21 novembre 1849, le beït-el-mal procédait lui-même à la liquidation des successions échues aux absents ; aujourd'hui, ce sont les cadis qui sont investis de ce pouvoir. Or, d'après les coutumes musulmanes, la liquidation comporte la réalisation des valeurs de la succession, l'acquittement des dépenses et la répartition du reliquat disponible entre les ayants droit. En procédant à une opération semblable, les cadis agissent comme de véritables curateurs, c'est-à-dire comme les représentants légaux de tous les intéressés, et leur rôle est ainsi en parfaite harmonie avec celui qui leur est assigné par Sautayra et Cherbonneau dans le passage déjà cité de ces auteurs.

le 25 octobre 1884 que des droits indivis dans des terres sises aux Beni-Menad, appelées Menzel-El-Mehalla-ben-Dermani, faisant partie d'un terrain dénommé Bled-Azizia, dont divers groupes d'indigènes étaient copropriétaires, ont été acquis par Jules Fermier de Marengo; — Attendu que ces terres sont dès lors, sans qu'il y ait lieu de rechercher davantage l'origine de propriété, entrées dans le statut réel français, en vertu du titre français notarié; que la licitation et le partage n'en pouvaient donc être demandés que d'après les formes de la procédure française ordinaire; — Attendu que, Jules Fermier étant depuis tombé en état d'interdiction légale, la dame Marie Talon, son épouse, agissant comme tutrice de son dit mari, a, suivant exploit introductif du 5 février 1888, enregistré, du ministère de Gonzalvès, huissier à Blida, introduit une demande en licitation des terres susdites, vu l'impossibilité d'un partage en nature; — Attendu que, les copropriétaires étant très nombreux, ainsi qu'il appert des frédhas établies les 4 avril 1884, 9 avril, 20 avril, sous les nos 553, 556, 28 et 30 de la mahakma de Marengo, versées au dossier, l'action fut introduite non seulement contre Bourrel et Barde, propriétaires ayant acquis, de leur côté, des droits indivis de quelques-uns des copropriétaires, mais encore contre divers autres propriétaires indigènes, représentés par Mes Lebihan et Chabbert, et aussi contre le préfet d'Alger, en sa qualité de représentant du domaine de l'État, aux droits du beït-el-mal des absents et divers indigènes défaillants, dont la réassignation fut ordonnée par jugement du 24 juillet 1888; — Attendu qu'il y aura lieu d'examiner, tout d'abord, si cette procédure est régulière, quant à la représentation de ceux-ci et du beït-el-mal par l'État; — Attendu que le préfet d'Alger, au nom de l'État, par conclusions de Me Chabbert, du 24 mars dernier, intervient, tout d'abord, pour déclarer qu'une parcelle de 13 hectares environ, située à l'Ouest de la route de Miliana à Alger, y désignée, dépend de la forêt domaniale de Gaat-El-Khadedrate et devra être distraite des immeubles dont la mise en vente est demandée; — Attendu, enfin, que Me Chabbert, pour la dame Talon et les autres parties qu'il représente, ainsi que Mes Henriquet, Lebihan, déclarent n'avoir rien à objecter à la demande; que Me Théron, pour ses parties, les Benchaoua et Mohammed ben Kheïra et autres, fait des réserves expresses de réclamer à Fermier, au moment de la liquidation, le montant des fruits et revenus qu'il a indûment perçus depuis plus de deux ans;

Sur la régularité de la mise en cause de l'État, comme représentant à la fois les successions en déshérence et celle des

absents : — Attendu qu'il suffit de se référer à la définition du président Solvet pour voir que, dans son acception restreinte, le beït-el-mal est l'administration musulmane qui recueille toutes les successions vacantes; qu'elle conserve aussi en dépôt et qu'elle administre les biens des absents qui n'ont pas laissé de représentants chargés de leur procuration ; — Attendu que l'instruction sur l'administration du beït-el-mal, du 21 novembre 1849, donne également, dans son art. 1er, au beït-el-mal pour but principal la représentation des absents ; — Attendu qu'il est vrai, l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851, sur la propriété, dispose que le domaine de l'État se compose des biens qui, en France, sont dévolus à l'État... soit par suite de déshérence en vertu de l'art. 768 C. civ., en ce qui touche les Français et les étrangers, et en vertu du droit musulman en ce qui concerne les indigènes ; — Attendu, toutefois, qu'il n'est pas contestable que, le beït-el-mal n'existant plus comme institution indépendante, c'est l'administration des domaines qui a été mise en son lieu et place ; — Qu'il est bien évident que l'administration des biens des absents, qui était, en même temps que celle des biens en déshérence, l'une des principales attributions du beït-el-mal, ne lui a pas été enlevée par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851; — Attendu que, ce qui démontre que dans la pensée du législateur les successions des absents étaient bien, en même temps que celles en déshérence proprement dites, déférées au domaine, substitué au beït-el-mal, c'est que, trois ans après, l'art. 48 du décret du 1er octobre 1854 chargeait le cadi du beït-el-mal de procéder à la liquidation et au partage des successions musulmanes où sont intéressés le beït-el-mal ou des absents; — Attendu qu'il est vrai, depuis, les cadis du beït-el-mal furent supprimés, et leur fonction dévolue aux cadis ordinaires, mais qu'il n'est pas douteux que, pour les successions autres que celles appréhendées par des héritiers présents, les cadis ont continué, comme ceux du beït-el-mal, à les liquider sous la surveillance de l'administration des domaines (art. 40 du décret du 31 décembre 1859, et 40 du 13 décembre 1888); — Attendu qu'il faut nécessairement en conclure que l'administration des biens des absents appartenait donc à cette époque, comme elle appartenait par le passé, au domaine; — Que, pour qu'il en fût autrement, il faudrait produire une disposition législative expresse enlevant l'administration des biens des absents au domaine et dérogeant expressément aux principes susrappelés, texte qui n'existe pas dans les dispositions législatives postérieures ; — Attendu, en outre, qu'il est inadmissible que les droits des absents soient abandonnés sans contrôle et ne soient plus

sauvegardés ; — Attendu que le préfet d'Alger est régulièrement appelé en cause, en ladite qualité ; que les tiers ne sauraient être victimes de ce que l'administration des domaines a omis ou négligé de faire liquider régulièrement des successions dont elle a la charge ;

Sur la demande en distraction de la parcelle de 13 hectares de forêt, faite au nom de l'État : — Attendu que cette parcelle dépend, en effet, ainsi que l'État en justifie, de la forêt domaniale Gaât-El-Khadedrate, qui a été soumise au régime forestier, par arrêté ministériel du 27 août 1859, après l'accomplissement des formalités prescrites par la circulaire gouvernementale du 13 décembre 1851 ; — Que les droits de l'État sur cette parcelle ont été du reste consacrés depuis par l'art. 1er, n° 2, du sénatus-consulte du 22 avril 1863 ; — Qu'enfin, les parties en cause et le poursuivant déclarent n'avoir aucune opposition à faire à cette distraction ;

Sur les réserves demandées par les parties de Me Théron : — Attendu que ces réserves ne tendent pas à nier en principe le droit de Fermier, mais à obtenir réparation ultérieure d'abus de jouissance qui émaneraient de son fait ; qu'il est juste de les accueillir ;

Par ces motifs, vidant le délibéré du 26 février dernier : — Donne itératif défaut contre les défendeurs réassignés, et statuant contradictoirement entre toutes les parties ; — Donne acte à Mes Henriquet, Lebihan et Chabbert, au nom des copropriétaires défendeurs colicitants, de ce qu'ils déclarent ne pas s'opposer à la licitation telle qu'elle est demandée ; — Donne acte aux parties de Me Théron de la même déclaration et de la réserve expresse qu'elles font de réclamer à Fermier, lors de la liquidation, le montant des fruits et revenus par lui indûment perçus depuis plus de deux ans ; — Dit et ordonne que, vu l'impossibilité reconnue d'ores et déjà par toutes parties d'un partage en nature des immeubles, ceux-ci seront licités ; — Ordonne que, sur le cahier des charges qui sera dressé par Me Chabbert, et sur la mise à prix de 4,000 francs, l'immeuble commun sera vendu aux enchères publiques à la barre de ce tribunal, pour le prix à en provenir être distribué entre les parties en cause, au prorata de leurs droits déterminés par les frédhas susvisées ; — Ordonne, toutefois, que la parcelle de 13 hectares environ, située à l'ouest de la route de Miliana à Alger, bornée au nord-est, à l'est et au sud-est par un ravin et une ligne fictive aboutissant au chemin du barrage à Marengo, et qui forme la partie extrême ouest des terrains dont la vente est poursuivie, et qui dépend de la forêt domaniale du Gaât-el-Khadedrate, sera distraite des

immeubles dont la licitation est ordonnée ; — Nomme Me Népoty, notaire, pour procéder à la liquidation des droits des parties, et M. Gravereau, juge, pour surveiller les opérations et faire rapport en cas de difficultés ; — Emploie les dépens en frais privilégiés de licitation et partage, etc.

MM. JOBERT, *prés.* ; ROBE, *proc. de la Rép.* — Mes CHABBERT, HENRIQUET et LEBIHAN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

25 avril 1889

Compétence, machine à vapeur, incendie, dommages aux champs, propriété, indemnité.

Si la demande tendant à la réparation du dommage causé aux arbres et aux récoltes par un incendie provenant d'une machine à vapeur est de la compétence de la juridiction exceptionnelle du juge de paix aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, c'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître de la demande en paiement d'une indemnité à raison de la dépréciation causée à la propriété par ledit incendie (1) ;

En conséquence, c'est devant le tribunal de droit commun que doit être portée l'action qui comprend à la fois ces deux chefs de conclusions (2).

(Veuve Boussenard c. Cie des chemins de fer de Bône-Guelma et Cie l'Aigle)

Le 6 décembre 1887, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE BÔNE ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la demande a pour objet la réparation de dommages faits aux champs, fruits et récoltes de la veuve Boussenard, par la faute et la négligence de la compagnie d'exploitation du chemin de fer Bône-Guelma et prolongements ; — Qu'il y aurait donc là un fait de

---

(1) Conf. Req. 24 janv. 1866, D. P. 66. 1. 276 ; Civ. rej. 25 août 1869, D. P. 69. 1. 432.

(2) Conf. Req. 29 juin 1820, D. A. v° *Compét. civ. des trib. de paix*, 130.

l'homme et non un événement de force majeure ou un cas fortuit auquel l'homme serait étranger ; — Attendu que l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838 attribue la connaissance des actions de cette nature aux juges de paix, quel que soit d'ailleurs le chiffre de la somme réclamée ; que, par suite, le tribunal n'est pas compétent pour en connaître ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent ; — Renvoie la cause et les parties devant le juge qui doit en connaître ; — Condamne la veuve Boussenard aux dépens.

Sur APPEL de la veuve Boussenard,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Sur la compétence : — Attendu que, devant les premiers juges, la dame Boussenard demandait, conformément aux conclusions des experts : 1° la somme de 12,847 francs pour réparation du dommage causé par l'incendie à ses arbres et récoltes ; 2° celle de 3,000 francs pour indemnité de la dépréciation causée à sa propriété par les conséquences de l'incendie ; — Que, si la première partie de la demande rentrait incontestablement dans les prévisions de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, qui attribue compétence aux juges de paix pour les actions en réparation du préjudice causé aux fruits et récoltes, il n'en est pas de même de la seconde partie ; — Que celle-ci, en effet, intéresse la propriété elle-même ; — Qu'elle échappe par suite à la compétence exceptionnelle des juges de paix, et rentre dans celle des tribunaux ordinaires ; — Que dans le concours de deux juridictions, l'une exceptionnelle, l'autre ordinaire et de droit commun, il est de principe que c'est celle-ci qui doit connaître de l'action ;

Au fond : — Attendu que la cause n'est point en état de recevoir solution ; — Qu'il n'y a lieu dès lors d'évoquer ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de la veuve Boussenard ; — Y faisant droit au fond, infirme le jugement déféré, et, statuant à nouveau, dit que la juridiction ordinaire est compétente pour connaître de l'action de l'appelante, et renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Bône, composé d'autres juges ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel ; — Condamne la Cie des chemins de fer Bône-Guelma et prolongements aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE, CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 décembre 1888.

Faillite, prescription trentenaire, suspension, union des créanciers, dissolution, syndic, action.

La faillite n'étant point comprise parmi les causes suspensives de la prescription limitativement énumérées par la loi, les créances d'une faillite sont soumises aux règles générales de la prescription ;

Par suite, à l'expiration des trente ans qui suivent le dernier acte de poursuite ou de procédure, l'union des créanciers prenant fin faute d'objet, le syndic ne peut agir en son nom, et le failli peut se mettre en possession de l'actif nouveau qui lui advient (1).

(Lallemant, syndic Robert c. Robert frères)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont réguliers en la forme et par suite recevables ;

Au fond : — Sur l'appel principal :

Attendu que Robert a été déclaré en état de faillite par jugement du 16 novembre 1853 et que l'union des créanciers a été prononcée le 29 mars 1854; que depuis cette date jusqu'au 11 août 1884, ni les créanciers, ni le syndic en leur nom n'ont fait aucun acte de poursuite ni de procédure pour réaliser ou conserver les droits de la masse ; — Que, dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles de Robert, le syndic n'a pas produit et a été déclaré forclos au règlement définitif du 13 novembre 1855 ; — Que, plus de trente ans s'étant ainsi écoulés depuis le dernier acte de poursuite ou de procédure, les créances composant la masse sont prescrites, et les actions qui en découlent sont éteintes ; — Que, par suite, l'union des créanciers a cessé d'exister, faute d'objet, et le syndic ne peut agir en son nom ; — Que rien ne s'oppose dès lors à ce que Robert se mette en possession de l'actif nouveau ;

Attendu que vainement le syndic objecte que, les créanciers

---

(1) V. le jugement du trib. de com. d'Alger, du 29 févr. 1888, confirmé par l'arrêt rapporté, et la note, qui fait connaître l'état de la doctrine et de la jurisprudence sur la question *(Rev. Alg.* 1888. 2. 273).

étant dessaisis par la faillite de leur action individuelle et se trouvant ainsi dans l'impossibilité d'agir, la prescription ne peut courir contre eux ; — Que, en effet, la loi énumère limitativement les causes suspensives de la prescription et n'y comprend pas la faillite ; — Que les créances d'une faillite sont donc soumises aux règles générales de la prescription ; — Attendu, au surplus, qu'il n'est justifié d'aucun autre fait constituant cause suspensive de la prescription ;

Sur l'appel incident : — Attendu que la demande en nullité du jugement des 11 août 1884 et 12 août 1886 n'a pas été soumise aux premiers juges ; qu'elle ne peut être formée pour la première fois en cause d'appel ; — Qu'il n'y a lieu de statuer en ce qui le concerne ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel principal et l'appel incident ; — Les rejette au fond et confirme le jugement déféré ; — Condamne l'appelant et l'intimé à l'amende de leurs appels respectifs ; — Dit, vu les circonstances de la cause, que les dépens seront employés en frais de syndicat.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; D'ANDRÉE DE RENOUARD, *min. pub.* — Mes MALLARMÉ, SUSINI et DAIN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

23 mars 1889

Liquidation judiciaire, saisie immobilière, créancier chirographaire, poursuites commencées antérieurement, suspension.

La disposition de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 d'après laquelle, à partir du jugement qui déclare la liquidation judiciaire, les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'ont pas d'hypothèque ne faisant pas de distinction entre les poursuites nouvelles et celles antérieurement commencées, il y a lieu, d'après l'esprit de ladite loi, d'adopter l'interprétation la plus conforme aux intérêts de la liquidation et d'appliquer cette disposition même aux poursuites de saisie immobilière commencées par les créanciers chirographaires antérieurement à son ouverture (1).

(1) L'art 5 de la loi du 4 mars 1889 a déjà soulevé une autre question,

(Casalonga c. Bernex)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Me Bodoy, au nom du sieur Casalonga et de son liquidateur M. Riban, demande la discontinuation des poursuites de saisie immobilière commencées par le sieur Bernex contre ledit sieur Casalonga ; — Attendu que, depuis le commencement des poursuites, le sieur Casalonga a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889, « à partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire toute action mobilière ou immobilitère et toute voie d'exécution, tant sur les meubles que sur les immeubles, doivent être intentées ou suivies à la fois contre les liquidateurs et le débiteur ; il ne peut être pris sur les biens de ce dernier d'autres inscriptions que celles mentionnées en l'art. 4, et les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'ont pas d'hypothèque ; de son côté, le débiteur ne peut contracter aucune nouvelle dette ni aliéner tout ou partie de son actif, sauf dans les cas énumérés dans les articles suivants » ; — Attendu que ce texte ne distingue pas entre les poursuites nouvelles et celles antérieurement commencées, et que l'esprit de la nouvelle loi doit faire adopter l'interprétation la plus conforme aux intérêts de la liquidation ; — Attendu que la créance du sieur Bernex n'est garantie par aucune hypothèque ; — Attendu que Riban et Casalonga offrent de lui rembourser les frais privilégiés de poursuites ;

Par ces motifs : — Donne acte aux sieurs Casalonga et Riban de leur offre, et ordonne la discontinuation des poursuites.

M. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. min. pub.* — Me BODOY, *av.*

---

celle de savoir si l'ouverture de la liquidation judiciaire a pour effet d'enlever aux créanciers le droit de poursuivre individuellement leur débiteur par voie d'exécution sur son mobilier. La Cour de Paris s'est prononcée pour la négative, contrairement aux conclusions du ministère public, par un arrêt du 14 mai 1889, confirmant une ordonnance de référé rendue par M. le président du tribunal de la Seine le 30 mars précédent. Cette décision se fonde sur ce que le texte de la loi n'a formulé nulle part pareille interdiction, et que les restrictions au droit commun ne sauraient être étendues, surtout en présence des travaux préparatoires, desquels il ressort que le dessaisissement résultant pour le débiteur de l'état de liquidation judiciaire ne doit point avoir l'étendue que lui donne la loi des faillites.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 mai 1889

Prescription criminelle, interruption, diffamation, Algérie, domicile, résidence, action civile, citation, arrêt par défaut.

Les dispositions des art. 2 et 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 portant que la résidence habituelle vaut domicile et que les citations ou significations pourront être valablement faites à la personne ou au domicile réel ou d'élection, ou à la résidence de la partie citée, sont seulement applicables aux parties qui ne sont pas domiciliées en Algérie ;

Par suite, est irrégulière et ne saurait avoir pour effet d'interrompre la prescription d'une action en diffamation, la citation donnée au prévenu, domicilié en Algérie, au lieu de sa résidence habituelle, sans avoir été remise à sa personne ni été suivie de sa comparution.

On ne peut attribuer le caractère d'acte d'instruction et de poursuite, de nature à interrompre la prescription d'une action diffamatoire, à un arrêt par défaut donnant acte au prévenu du désistement de son appel du jugement sur la compétence, lorsque cet arrêt a été rendu sans que le prévenu ait été appelé à comparaître devant la Cour au jour où il a été prononcé.

(Boivin c. Lacroix et Chuchana)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation, par fausse application, de l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 :

Attendu, d'une part, que les dispositions des art. 2 et 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 portant qu'en Algérie la résidence habituelle vaut domicile et que les citations ou significations pourront être valablement faites à la personne ou au domicile réel ou d'élection, ou à la résidence de la partie citée, sont seulement applicables aux parties qui ne sont pas domiciliées en Algérie; — Que d'après les énonciations de l'arrêt attaqué (Alger, ch. correct., 10 déc. 1888) Lacroix est domicilié à Guelma et que par conséquent la citation qui a

été donnée à Bône, lieu de sa résidence habituelle, le 30 juin 1888, sans avoir été remise à sa personne ni été suivie de sa comparution, est irrégulière et ne saurait avoir eu pour effet d'interrompre la prescription de l'action en diffamation introduite contre lui par Boivin ;

Attendu, d'autre part, que l'appel interjeté par Lacroix, le 27 janvier 1888, du jugement sur la compétence, était interruptif et suspensif; que l'arrêt attaqué déclare à bon droit qu'aucun acte d'instruction et de poursuite n'est intervenu depuis le 6 avril 1888, date à laquelle avait été contradictoirement et régulièrement renvoyé le débat de l'opposition formée par Lacroix au jugement par défaut prononcé sur le fond le 6 janvier 1888 par le tribunal correctionnel de Guelma, jusqu'au 30 août suivant, jour de la signification du jugement du 20 juillet statuant sur cette opposition; qu'on ne saurait, en effet, attribuer ce caractère à l'arrêt par défaut du 8 juin 1888, donnant acte du désistement signifié le 5 mars par Lacroix de l'appel qu'il avait interjeté le 27 janvier, rendu sans que le prévenu eût été appelé à comparaître devant la Cour d'Alger au jour où il a été prononcé ;

D'où il suit qu'en déclarant prescrite, dans ces circonstances, l'action en diffamation formée contre Lacroix, comme prévenu, et Chuchana, comme civilement responsable, l'arrêt attaqué n'a ni violé, ni faussement appliqué l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. LŒW, *prés.;* VÉTELAY, *rap.;* LOUBERS, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

14 mars 1888

Effets de commerce, billet à ordre, prescription quinquennale, créance commerciale, preuve, livres de commerce, paiement, présomption, preuve contraire.

La prescription quinquennale, applicable aux actions relatives aux billets souscrits par des commerçants, ne frappe point les créances commerciales justifiées par d'autres moyens, notamment par des livres de commerce (1) ;

(1) Cpr. Paris, 4 mars 1875, *Journ. des trib. de com.*, 1876, p. 43; Ruben de Couder, *Dict. de dr. com.*, v° *Lettre de change,* nos 745 et 805.

Cette prescription repose d'ailleurs sur une présomption de paiement, qui peut être détruite par la preuve contraire tirée des livres de commerce.

(Robert c. Raymond)

ARRÊT

LA COUR, — Donne défaut contre Raymond faute par lui de comparaître quoique régulièrement assigné ; — Et, quant au profit, reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Robert contre un jugement du tribunal de commerce d'Alger du 24 mai 1886 ; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel :

Attendu, en fait, qu'il est constant que, dans le cours de l'année 1879, Raymond, négociant à Alger, a fait à Robert, négociant à Dellys, pour les besoins du commerce de celui-ci, un certain nombre de fournitures de marchandises ; que le prix de ces fournitures a été l'objet de comptes entre eux ; qu'une partie de ce prix a été réglée ensuite en plusieurs valeurs souscrites par Robert, mises en circulation par Raymond, demeurées impayées et définitivement revenues entre les mains de ce dernier ; — Attendu que, dès 1880 et 1881, Raymond a fait assigner Robert devant le tribunal de commerce d'Alger, en paiement de 2,638 fr. 15 cent. pour les causes qui précèdent ; que ces assignations sont restées sans suite ; — Attendu que, sur une nouvelle demande introduite le 30 octobre 1883, est intervenu, à la date du 12 novembre suivant, un jugement de défaut qui a condamné ledit Robert à payer pour les mêmes causes à Raymond une somme de 2,375 fr. 95 cent. ; — Attendu que ce dernier jugement est tombé en péremption faute d'exécution dans les six mois ; — Attendu que, le 5 mai 1885, Raymond a recommencé son action contre Robert ; — Que, sur une assignation dudit jour, et à la date du 8 juin 1885, ce dernier a été condamné par défaut envers Raymond, toujours pour les mêmes causes, au paiement de 2,375 fr. 95 cent. ; — Attendu qu'opposition a été formée par Robert à ce dernier jugement ; — Attendu que sur cette opposition a été rendu, le 21 septembre 1885, un jugement préparatoire qui a renvoyé les parties à compter devant le sieur Raynaud, arbitre de commerce ; — Attendu que cet arbitre a procédé à l'accomplissement de sa mission ; qu'après avoir entendu les parties en leurs dires respectifs, compulsé les documents et les livres de commerce produits, revisé et rectifié le compte présenté par Raymond, il a réduit à 1,934 fr. 65 cent. le chiffre

de la créance de ce dernier contre Robert ; — Attendu que, le 21 décembre 1886, le tribunal de commerce d'Alger, statuant encore par défaut et homologuant le travail dudit arbitre, a fait droit aux conclusions de Raymond ; — Attendu que, sur une nouvelle opposition de Robert, le même tribunal a, par une cinquième décision, cette fois contradictoire et définitive, maintenu purement et simplement son dernier jugement ; — Attendu que Robert a frappé ce jugement d'appel ; — Attendu que c'est en l'état de ces faits et de ces procédures que, pour la première fois devant la Cour, ledit sieur Robert oppose à la demande de Raymond une exception de prescription ; qu'il prétend, à ces fins, qu'il ne s'agit, en réalité, dans la cause, que du paiement de billets souscrits en 1879, qui sont, dès lors, prescrits depuis de longues années, aux termes de l'art. 189 C. com. ;

En ce qui touche cette exception : — Attendu qu'il y aurait lieu tout d'abord de rechercher si les assignations de 1880 et de 1881, celles de 1883 et de 1885 n'ont pas interrompu le cours de la prescription invoquée, et, en cas de solution négative de cette question, de voir s'il ne conviendrait pas, tout au moins, de limiter les effets de cette prescription aux sommes représentées par les billets dans le compte de Raymond, dont le total s'élève à 1,100 fr. 95 cent. seulement ; — Mais attendu que, sans qu'il soit besoin de s'arrêter à l'examen de ces points, il échet dès maintenant, eu égard aux circonstances de la cause, de rejeter, pour la totalité de la créance de Raymond, le moyen de défense dont Robert se prévaut pour faire écarter la demande ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 12 C. com., les livres de commerce régulièrement tenus font preuve contre les commerçants des créances résultant de faits de commerce ; — Attendu que l'arbitre a constaté la régularité des livres de Raymond ; — Attendu que c'est d'après le compte établi en ces livres qu'il a reconnu la légitimité de la créance de ce dernier ; — Attendu qu'il suit de là qu'en fait, la créance réclamée est justifiée moins par la production des billets créés en 1879 que par les livres commerciaux du créancier ; — Attendu, relativement à la nature de ladite créance, qu'elle provient d'obligations commerciales résultant d'opérations entre commerçants, d'achats et de ventes de marchandises, qu'elle est donc commerciale ; — Attendu que la prescription quinquennale de l'art. 189 précité demeure donc inapplicable en l'espèce ; — Attendu qu'une telle prescription repose d'ailleurs sur une présomption de paiement ; — Qu'il est certain, d'après les mêmes livres de Raymond, que Robert n'a jamais acquitté sa dette envers

Raymond ; — Attendu que ce n'est que pour se soustraire à l'exécution d'une obligation légitime qu'il excipe indûment du moyen de la prescription ; — Attendu que ce moyen doit être, dès lors, repoussé ;

En ce qui touche le fond : — Attendu qu'il échet de maintenir purement et simplement la décision entreprise ; — Attendu, en effet, que devant la Cour, comme devant les premiers juges, Robert ne formule aucune contestation précise de la demande de Raymond ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Sans s'arrêter ni avoir égard à l'exception de prescription opposée par Robert à l'action de l'intimé, exception qui est rejetée ; — Démet ledit appelant de son appel ; — Confirme le jugement attaqué ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne Robert à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

16 avril 1889

Chose jugée, immeuble, revendication, ayant cause à titre particulier, copartageant, objet divisible.

La chose jugée contre l'ayant cause à titre particulier n'est pas, en principe, applicable à son auteur ;

En conséquence, viole l'art. 1351 C. civ. l'arrêt qui déclare que l'héritier du vendeur d'un immeuble a été représenté par l'acheteur dans l'instance en revendication dudit immeuble, sans indiquer le fait juridique, vente ou rétrocession, par suite duquel cet héritier serait rentré en possession de l'immeuble dont il s'agit.

La chose jugée contre un copartageant n'est pas opposable à un autre copartageant quand il s'agit d'un objet indivisible ;

Par suite, manque de base légale l'arrêt qui décide qu'un copartageant a été représenté par son copartageant dans l'instance en revendication d'un immeuble, sans s'expliquer sur la question du partage, qui avait fait devant la Cour l'objet d'un chef de conclusions spécial.

(Belkassem c. ville d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens réunis : — Vu les art. 1351 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'autant qu'il y a identité d'objet, de cause et de parties ; qu'il suffit que l'une de ces conditions essentielles fasse défaut pour que l'exception de chose jugée ne puisse pas être opposée ; — Attendu que l'arrêt attaqué a repoussé l'action en revendication introduite par le sieur Belkassem ben El Ahouel ben El Arbi ben El Negaïche contre la commune d'Oran, en décidant qu'il y avait chose jugée sur cette revendication, tant en vertu de l'arrêt de la Cour d'Alger, du 27 février 1872, que de l'arrêt de la même Cour, du 2 mai 1876 ; — Attendu, en ce qui concerne l'arrêt du 27 février 1872, rendu contre le sieur Salomon Kanouï, que l'arrêt attaqué énonce que Mérien, la mère de Belkassem, son héritier, a vendu, en 1868, audit Kanouï l'immeuble revendiqué ; que Kanouï, par l'effet de la transcription est devenu, au regard de Mérien, propriétaire incontestable ; que c'est en vertu du titre de 1810 que Mérien avait des droits de propriété sur l'immeuble et que c'est en vertu du même titre que son fils Belkassem revendique le terrain litigieux ; que dans ces conditions Belkassem ne peut être considéré que comme l'ayant cause de Kanouï, quel que soit le mode à l'aide duquel la mutation de propriété s'est opérée, qu'elle ait eu lieu par transaction, à titre onéreux ou à titre gratuit ; d'où l'arrêt attaqué conclut que la chose jugée par l'arrêt du 27 février 1872 contre Kanouï est opposable à Belkassem ;

Attendu que la chose jugée contre l'ayant cause à titre particulier n'est pas, en principe opposable à son auteur ; que l'arrêt attaqué n'a pu, sans violer l'art. 1351 C. civ., admettre que Belkassem, le fils et l'héritier de Mérien, ait pu, dans l'instance de 1871, être représenté par Kanouï, puisque Kanouï, acheteur, n'a pu représenter dans cette même instance Mérien, sa venderesse ; que l'exception de la chose jugée contre Kanouï n'aurait pu devenir opposable à Belkassem que si celui-ci était rentré en possession de l'immeuble, par suite, par exemple, d'une revente ou d'une rétrocession consentie par l'acquéreur Kanouï ;

Mais attendu que la transcription de l'acte de vente passé entre Mérien et son acheteur Kanouï n'a pu avoir pour effet d'attribuer à Belkassem, l'héritier de Mérien, la qualité d'ayant cause de Kanouï ; que, si l'arrêt déclare qu'il ne peut

considérer Belkassem que comme l'ayant cause de Kanouï, il n'indique pas le fait précis qui a pu amener ce résultat juridique; que, sous ce rapport, l'arrêt attaqué manque de base légale; — Que vainement la défenderesse invoque devant la Cour de cassation un prétendu défaut de qualité de Belkassem, résultant de la vente faite à Kanouï par Mérien, puisque ce que la défenderesse devant les juges du fond a opposé à la revendication de Belkassem, c'est l'exception de la chose jugée, et que ce que l'arrêt attaqué a décidé, c'est que cette exception était opposable à Belkassem ;

En ce qui concerne l'arrêt du 2 mai 1876 rendu contre Kalifa ben El Hadj Adda ben Omar : — Attendu que, dans ses conclusions relatées aux qualités de l'arrêt attaqué, Belkassem a demandé qu'il fût dit qu'il n'y avait pas non plus identité de parties entre l'instance jugée en 1876 et l'instance actuelle; qu'il a soutenu que, suivant acte du 1er février 1883, enregistré, déposé au rang des minutes de Me Pottaz, notaire à Oran, il avait été procédé, entre Kalifa et lui, au partage de l'immeuble acquis en 1810 et que lui, Belkassem, avait reçu dans son lot les 6 ares qu'il revendique aujourd'hui ; — Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré que la chose jugée par l'arrêt du 2 mai 1876 était aussi jugée contre Belkassem, sans s'expliquer sur le chef des conclusions susmentionnées ; qu'il y avait d'autant plus nécessité de le faire que la chose jugée contre un copartageant n'est pas opposable à un autre copartageant quand il s'agit d'un objet indivisible, et que Belkassem soutenait précisément que l'immeuble acquis en 1810 avait, en 1883, été divisé entre Kalifa et lui : — Qu'à cet égard encore l'arrêt attaqué manque par le fait qui lui sert de base ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 27 nov. 1886.

MM. BARBIER, *prem. prés.;* MONOD, *rap.;* CHARRINS, *av. gén.* — Mes ROBIQUET, DEMONT et LECOMTE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

3 mars 1888

Effets de commerce, billet en blanc, transmission, procuration.

Le billet en blanc ne peut être assimilé au billet au porteur et se trouve proscrit par la législation française ;

C'est un billet à ordre imparfait, dont la transmission, s'étant effectuée sans endossement, ne vaut que comme procuration (C. com., art. 138) ;

En conséquence, le souscripteur d'un pareil billet est en droit d'opposer au porteur toutes les exceptions qui seraient valablement opposées au cédant (1).

(El Melick c. Attar)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il importe de rechercher la nature juridique du billet souscrit le 1er avril 1873 par El Melick ; — Attendu que ce billet, non représenté, mais dont le texte est admis par toutes les parties, est ainsi conçu : « Avec l'aide de » Dieu. Tunis, le 1er avril 1873. A présentation, je paierai à » M... ou à son ordre la somme de 8,000 piastres tunisiennes, » en petite monnaie d'or et d'argent (soit 5,000 fr., valeur » reçue de lui en espèces pour prêt à titre gracieux et de » sécurité. Signé : El Melik ; » — Attendu que ce billet ne peut valoir ni comme billet en blanc, ni comme billet au porteur ; — Attendu, en effet, que les billets en blanc ont été légitimement proscrits par la législation française, ce mode de s'obliger prêtant à la fraude ; que le fait de laisser en blanc le nom du bénéficiaire permet à celui-ci, surtout lorsque la date et le lieu de l'échéance ne sont pas indiqués, d'user de son titre à son gré, et par conséquent d'en abuser dans certaines circonstances données ; — Attendu que l'assimilation d'un billet en blanc à un billet au porteur est rationnellement impossible ; que le premier, en effet, est destiné à être complété à une époque quelconque par l'inscription du nom du bénéficiaire, tandis que le second doit évidemment laisser toujours l'anonyme à ce dernier ; que le billet au porteur se transmet successivement par la simple tradition, sans qu'il soit besoin d'un acte de cession, et sans qu'il soit besoin d'en signifier le transport ou de le faire accepter par le souscripteur ; — Attendu, dès lors, que le billet dont s'agit au procès ne peut être considéré que comme un billet à ordre imparfait, en ce sens que, souscrit au nom d'un sieur Haï Sebag, ainsi que le reconnaissent toutes les parties, il se trouve aujourd'hui entre

(1) V. en sens contraire Boistel, *Précis de dr. com.*, n° 853 ; Pardessus, I, n° 488 ; Bédarride, II, n° 644 ; Lyon-Caen et Renault, I, n° 1414 ; Ruben de Couder, *Dict. de dr. com.*, v° *Billet au porteur* ; Req, rej. 4 juin 1878, D. P. 79. 1. 136. — Cpr. Pau, 6 avril 1886, Sir. 88. 2. 14.

les mains d'Attard sans la mention d'aucun endossement ; que, par conséquent, et aux termes de l'art. 138 C. com., il n'est qu'une simple procuration ;

Attendu que, ces principes posés, El Melik est évidemment en droit d'opposer à Attard toutes les exceptions qui seraient valablement opposées à Haï Sebag ou à ses héritiers ;

Attendu, en fait, que les héritiers de Haï Sebag ont, le 30 novembre 1879, c'est-à-dire un mois après le décès de leur auteur, et treize ans avant l'assignation donnée à El Melik, reconnu spontanément que le billet en question était devenu sans valeur, et ont promis de le restituer à El Melik ; — Attendu, dès lors, que Attard, simplement mandataire de Haï Sebag ou de ses héritiers, ne peut à aucun titre poursuivre le paiement d'un billet dont le montant n'est pas dû d'après la propre déclaration de ceux qui en seraient les bénéficiaires exclusifs ;

Par ces motifs : — Dit qu'il a été bien appelé, mal jugé ; — Infirme le jugement attaqué, et, ce faisant, déboute Attard de sa demande, comme mal fondée, et le condamne en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; CUNIAC, *av. gén.* — Mes GARAU et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 février 1888

Gage commercial, possession du créancier, titres, détention momentanée par le débiteur, rente partielle, paiement partiel.

Le contrat de gage subsiste bien que, du consentement du créancier, le débiteur soit rentré momentanément en possession des titres qui le constataient, et ait procédé à des ventes d'une partie des marchandises engagées (1).

Le produit de ces ventes a pu être légitimement attribué au créancier gagiste, bien que sa créance ne fût point encore arrivée à échéance.

---

(1) Ce que la loi veut, en exigeant la possession du gage par le créancier, c'est que le débiteur ne puisse plus se servir de la chose engagée pour se procurer frauduleusement du crédit. Cpr. Rouen, 7 juin 1875, Sir. 76. 2. 38.

(Boisson, syndic Schittenhelm c. Compagnie Algérienne)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant qu'en décembre 1882, Schittenhelm, acheteur d'une cargaison de pétrole aux États-Unis, s'est adressé à la Compagnie Algérienne à l'effet d'obtenir l'ouverture du crédit qui lui était nécessaire pour payer ses vendeurs; — Que la Compagnie Algérienne a accédé à sa demande, mais à la condition que les marchandises achetées par Schittenhelm serviraient de gage à ses déboursés affectés à leur payement; que cette garantie lui serait assurée par la remise des documents maritimes qui en constataient la propriété contre son acceptation des traites tirées par les vendeurs; — Considérant que c'est dans ce sens que sont rédigées les instructions transmises par le comptoir de la Compagnie Algérienne à Constantine au comptoir de la même Compagnie à Marseille; — Considérant que c'est dans ces conditions que Schittenhelm a traité, par l'entremise du courtier Fabre, son représentant à Marseille, avec Bergasse et C^ie^, mandataires de ses vendeurs; — Considérant qu'il est dit dans ces conventions, rédigées sur timbre à la date du 31 janvier 1883, et qui seront enregistrées avec le présent arrêt si elles ne l'ont été, que le prix de vente sera payé en traites des vendeurs sur la Compagnie Algérienne, acceptables, contre la remise de tous les documents; — Considérant que ce contrat signé par Fabre par autorisation de Schittenhelm, son mandant, a été régulièrement exécuté; que les documents dont la possession, aux termes de l'art. 92 C. com., constitue la détention des marchandises et du gage ont été remis à la Compagnie Algérienne contre son acceptation des traites des vendeurs;

Considérant que l'existence d'un contrat de nantissement consenti par toutes les parties intéressées et régulièrement exécuté est donc manifestement constatée dès le début de l'opération; — Considérant qu'il en résulte que la Compagnie Algérienne n'a payé les traites tirées par les vendeurs qu'en vue de la garantie que lui offrait par privilége la réalisation des marchandises achetées; — Considérant que rien n'établit que, contrairement à sa volonté si fermement exprimée et par un abandon inexplicable de ses droits et de ses intérêts, elle ait renoncé aux garanties qu'elle avait expressément stipulées; — Considérant qu'il est justifié au contraire de la persistance de la Compagnie Algérienne à conserver son nantissement; — Considérant en effet qu'elle prouve sa possession des marchandises constituant son gage par la production

des récépissés du chemin de fer remis entre ses mains et par le bail enregistré du magasin où les pétroles ont été déposés à Constantine ; — Considérant que la détention momentanée qu'a eue Schittenhelm des documents maritimes et la vente qu'il a faite d'une partie des marchandises ne peuvent être considérées comme impliquant la renonciation par la Compagnie Algérienne à son contrat de nantissement ; — Considérant que ce contrat devait être exécuté de bonne foi, suivant la commune intention des parties, en se conformant aux usages du commerce, dans l'intérêt bien entendu des contractants ; qu'il se serait écarté de son but et serait devenu préjudiciable à toutes les parties si le banquier qui, par ses avances, avait permis au commerçant de réaliser des achats supérieurs à ses ressources disponibles, avait suivi d'un œil jaloux son gage jusqu'à sa destination et en eût exigé alors la réalisation par une vente aux enchères qui, en jetant sur le marché une masse considérable de marchandises, aurait occasionné la ruine de l'opération ; — Considérant que c'est donc en exécution des conditions inhérentes au contrat qu'il a été procédé ; que Schittenhelm a pu avoir momentanément la possession des documents pour acquitter le fret mis à sa charge ; qu'il a pu disposer d'une partie des marchandises eu vue de pourvoir à cette obligation ; qu'il a été autorisé ultérieurement à alimenter par des ventes partielles son commerce de pétrole dans le but évident de s'acquitter plus facilement envers la Compagnie Algérienne en retirant le bénéfice légitime qu'il attendait de sa spéculation ; — Considérant que, si l'opération a abouti à la vente faite à Gachouli, c'est par suite de l'abus que Schittenhelm a fait de la tolérance qui lui avait été accordée ; que cette vente a été régulière ; que Schittenhelm l'a librement consentie, ce qui est justifié par les conditions qu'il avait stipulées de son acqéreur ; — Considérant que les reproches adressés à la Compagnie Algérienne d'avoir exercé sur Schittenhelm une pression qui aurait dénaturé leurs conventions et vicié son consentement sont en contradiction avec les faits et documents de la cause ; que le contrat de nantissement établi dès le principe par la signature de Fabre s'est continué d'un commun accord jusqu'à la réalisation du gage ; que la Compagnie, loin de profiter d'un bénéfice illégitime, a été victime de la confiance imméritée qu'elle avait accordée à son débiteur ; — Considérant que le paiement qu'elle a reçu d'une partie de sa créance est régulier et inattaquable ; que, provenant de la réalisation de son gage et garanti ainsi par un privilége spécial, il n'était pas subordonné à l'égard des autres créanciers à l'échéance de la dette ; que

celle-ci, d'ailleurs, devenait exigible au moment même où le gage était aliéné;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont est appel pour être exécuté suivant sa forme et teneur; — Déboute l'appelant de ses conclusions contraires et le condamne ès qualités à l'amende et aux dépens.

MM. CAMMARTIN, *prem. prés.;* RACK, *av. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

2 mars 1889

Commissionnaire de transport, marchandises, perte, responsabilité, action en garantie, premier transporteur, délai.

L'action récursoire prévue par la loi du 11 avril 1888 doit être formée dans le délai d'un mois à partir du jour de l'exercice de l'action contre le garanti, sans qu'il y ait lieu d'ajouter des délais de distance, que ledit article ne prévoit pas;

Et il en est ainsi de l'action en garantie exercée par un commissionnaire de transport contre une compagnie de chemins de chemin de fer dont il a reçu la marchandise, lorsque ce commissionnaire est lui-même actionné en responsabilité par le destinataire.

(Tabet c. Zermati et chemin de fer Paris-Lyon-Méditerrannée)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Tabet assigne J. Zermati en livraison d'un colis et à défaut en paiement de 849 fr. 20 c. valeur dudit colis, et en 200 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que, suivant exploit enregistré de Péroutet, huissier à Marseille, en date du 8 décembre 1888, J. Zermati a fait assigner la Cie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerrannée pour le relever et garantir du montant des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans l'instance actuelle; — Attendu que la Cie Paris-Lyon-Méditerrannée conclut à l'irrecevabilité de l'appel en garantie comme tardif;

Attendu que la demande de Tabet contre Zermati a été introduite par un exploit du 20 octobre et que la Cie Paris-Lyon-Méditerranée n'a été mise en cause que le 8 décembre ; — Attendu que la loi du 11 avril 1888 a fixé pour intenter toute action récursoire un délai de un mois, qui court du jour de l'exercice de l'action contre le garanti ; — Attendu que Zermati oppose à la déchéance invoquée par la Cie : 1° que le délai d'un mois fixé par la loi du 11 avril doit être augmenté des délais de distance et que par suite la déchéance n'a pas été encourue ; 2° que la loi du 11 avril a simplement réglé le mode de recours des transporteurs entre eux et que le porteur de la lettre de voiture plaidant contre le premier transporteur, soit qu'il agisse spontanément, soit qu'il agisse pour répondre à une réclamation d'un tiers, conserve le bénéfice du délai d'une année ;

Sur le premier moyen : — Attendu que, la loi du 11 avril ne prévoyant pas de délai de distance, toute action récursoire doit être intentée dans le mois à dater du jour de l'exercice de l'action contre le garanti ;

Sur le deuxième moyen : — Attendu que le rôle de transporteur de la Cie Paris-Lyon-Méditerranée cessant à Marseille et le destinataire de la marchandise demeurant à Alger, il y a eu un deuxième transporteur de Marseille à Alger et que ce deuxième transporteur n'est autre que Zermati ; — Qu'il s'agit donc en l'état non d'une action du porteur de la lettre de voiture contre le premier transporteur, mais bien d'une action récursoire de transporteur à transporteur ; — Attendu que Zermati n'a pas intenté son action dans les délais fixés par la loi du 11 avril 1888 ; qu'il échet donc de le débouter de son appel en garantie contre la Cie Paris-Lyon-Méditerranée ;

En ce qui concerne la demande de Tabet contre Zermati : — Attendu que Tabet ne justifie pas avoir commandé à nouveau les marchandises égarées ; — Attendu que ces marchandises sont de vente courante et de toute l'année ; que l'on ne saurait donc accueillir la prétention de Tabet de laisser pour compte les dites marchandises, dont il aurait du reste pris livraison si l'indemnité qui lui avait été offerte avait été suffisante ; — Qu'il y a lieu de lui allouer des dommages-intérêts que le tribunal arbitre à la somme de 85 fr. ;

Par ces motifs : — Déboute Zermati de son appel en garantie contre la Cie Paris-Lyon-Méditerranée et le condamne à payer à Tabet la somme de 85 fr. de dommages-intérêts, etc.

M. FAURE, *prés.* — Mes AMAR et ROBE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 décembre 1888

Frais de justice, privilége, faillite masse hypothécaire, frais privilégiés.

Le privilége pour frais de justice ne peut être exercé, sur les immeubles dépendant d'une faillite, que pour les frais qui ont profité aux créanciers hypothécaires et dans la mesure de ce prix (1);

Rentrent spécialement dans cette catégorie les frais de scellés, d'inventaire et de déclaration de faillite, mais non les frais de gestion de faillite ou autres afférant à cette gestion et ne se rapportant point à la masse hypothécaire (2).

(Comptoir d'Escompte de l'Arba c. Prenat, Roussel et Cie Algérienne)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'arrêt de cette chambre, du 31 juillet dernier, qui, donnant itératif défaut contre les époux Sastre, intimés défaillants, et statuant déjà entre les parties en cause, 1° autorise Prenat à toucher, à titre povisionnel, à la caisse des dépôts et consignations, la somme de 30,000 fr. à valoir sur la somme consignée par le Comptoir d'escompte de l'Arba, le 19 octobre 1886, et 2° renvoie à une époque ultérieure pour être définitivement prononcé sur les prétentions respectives des parties devant la Cour, tous droits, moyens et dépens réservés ; disant droit, à ce jour, sur ces prétentions ;

En ce qui touche d'abord la fin de non recevoir opposée par Roussel, syndic de la faillite du sieur Sastre, à l'appel que le Comptoir d'escompte de l'Arba a relevé contre le jugement d'attribution de prix du tribunal civil d'Alger du 8 décembre 1887, fin de non recevoir tirée de ce que la créance hypothécaire de Prenat, absorbant la totalité du prix de l'immeuble Sastre, vendu le 25 juin 1886, ledit Comptoir, deuxième créancier inscrit après Prenat sur ledit immeuble, était sans inté-

---

(1 et 2) Le principe est constant en doctrine et en jurisprudence. V. Aubry et Rau, *Droit civil*, III, § 260, texte et note 8. — Pour les applications, V. Riom, 24 août 1863, Sir. 64. 2. 65, et les renvois.

rêt pour contester la collocation privilégiée demandée par Roussel et, par suite, pour interjeter appel du jugement actuellement déféré à la Cour; — Attendu que la créance Prenat s'élevait en principal à 30,000 fr.; — Attendu que le chiffre de la somme qui a été déposée à la caisse des dépôts et consignations par le Comptoir d'escompte, adjudicataire de l'immeuble Sastre, a été de 34,798 fr. 15 c., auquel chiffre il y a lieu d'ajouter celui des intérêts courus depuis et dus par la caisse; — Attendu que les documents versés dans la cause ne permettent pas de savoir d'une manière exacte et précise si le Comptoir d'escompte, en sa qualité de créancier hypothécaire de Sastre, venant après Prenat, n'aura définitivement plus rien à espérer sur le prix de l'immeuble vendu et les accessoires de ce prix en cas de rejet de la collocation privilégiée de Roussel; — Attendu que le défaut d'intérêt de la contestation de cette collocation ne se trouve donc pas établi en l'état; qu'il en résulte, par suite, que la fin de non recevoir soulevée et prise de ce défaut d'intérêt ne saurait être accueillie;

En ce qui touche le fond:

Sur les contestations du Comptoir d'escompte: — Attendu que la principale question à examiner au procès est celle de savoir si la somme de 2,223 fr. 07 c. réclamée par le syndic Roussel doit lui être attribuée par privilége sur le prix de l'immeuble Sastre, ainsi qu'il le demande et ainsi que le tribunal le lui a accordé; — Attendu que, pour qu'un syndic puisse jouir d'un privilége sur les immeubles de la faillite, à défaut d'actif mobilier, il faut que les frais à l'occasion desquels il demande privilége aient été exposés par lui ou dans l'intérêt commun des créanciers chirographaires et des créanciers hypothécaires, ou dans l'intérêt des créanciers hypothécaires seuls; — Attendu que peuvent être rattachés à la catégorie des frais faits dans l'intérêt commun des masses chirographaire et hypothécaire, et, à ce titre, considérés comme privilégiés sur les immeubles, à défaut d'actif mobilier, ceux relatifs à l'apposition des scellés, à leur levée et à l'inventaire; que les mesures qui occasionnent ces frais ont souvent même pour effet et pour but d'empêcher le divertissement soit des titres de propriété, soit des meubles ayant dans les immeubles le caractère d'immeuble par destination; qu'il convient d'ajouter à la catégorie de frais privilégiés qui précède les frais de déclaration de faillite; — Mais attendu qu'il faut, d'une manière absolue, écarter du chapitre des priviléges tous autres frais étrangers à la masse hypothécaire exposée dans le seul intérêt de la masse chirographaire, tels

que frais de gestion, de faillite ou autres afférant à cette gestion ; — Attendu que l'état des frais dont Roussel demande collocation privilégiée sur le prix en distribution, et qui s'élève à la somme de 2,223 fr. 07 c., se compose des articles ci-après : — 1° Prime d'assurance contre l'incendie : 392 fr. 20 ; — 2° Frais de faillite au greffe : 286 fr. 70 ; — 3° Frais taxés de scellés : 20 fr. 60 ; — 4° Frais d'inventaire et de transport : 52 fr. 10 ; — 5° Frais du greffier de la justice de paix de l'Arba : 42 fr. 66 ; — 6° Frais de contribution, taxes et patentes : 796 fr. 66 ; — 7° Au directeur des eaux de l'Oued-Djemmâa : 39 fr. 55 ; — 8° Au gardien de l'immeuble : 92 fr. 50 ; — 9° Honoraires taxés : 500 fr. ;

Attendu que, par application des distinctions qui ont été faites plus haut, il y a lieu de retrancher du total de cette somme les frais indiqués sous la dénomination générale de frais de faillite au greffe, en l'article 2 de l'état, lesquels frais paraissent se référer à la gestion de la faillite et sont, par suite, étrangers à la masse hypothécaire, à l'exception toutefois des frais de jugement de déclaration de faillite, dont le coût, d'après les documents de la cause, paraît être de 6 fr. 90 c. ; — Attendu qu'il échet également de fixer à 100 fr. seulement le chiffre des honoraires pouvant représenter la rémunération uniquement due au syndic pour les soins par lui donnés aux intérêts de la masse hypothécaire ; — Attendu qu'il est juste d'allouer, comme privilégiés, à Roussel tous les autres frais de son état ; — Attendu, dès lors, que le chiffre total des frais pour lesquels les premiers juges devaient seulement lui accorder une collocation privilégiée sur le prix de l'immeuble vendu se réduit de la sorte à 1,543 fr. 27 c. ;

Sur la demande de Prenat devant la Cour : — Attendu qu'en demandant, devant le tribunal, la distribution d'une somme supérieure à celle du prix de l'adjudication, le sieur Prenat a occasionné lui-même un débat sur lequel il a d'ailleurs personnellement succombé et au sujet duquel il ne saurait plus, dès lors, recourir contre le Comptoir d'escompte ; — Attendu que, sa collocation n'ayant été l'objet d'aucune contestation, rien ne s'opposait à ce qu'il acquiesçât au jugement attaqué et se fît payer aussitôt après, ainsi qu'il l'a fait d'ailleurs depuis, la presque totalité du prix lui revenant ; que, de la sorte, il eût évité les retards et les pertes dont il se plaint, retards et pertes dont il doit, en réalité, s'imputer à lui-même la cause ; — Attendu que Roussel n'a jamais critiqué la demande en collocation de Prenat ; qu'il s'est borné à élever au procès une prétention personnelle dans laquelle il triomphe pour partie ; qu'à aucun point de vue, il ne peut être passible

des réparations que sollicite Prenat; — Attendu qu'il a été précédemment donné acte à la Compagnie Algérienne de sa déclaration qu'elle avait été désintéressée des sommes qui lui étaient dues; — Attendu que, chacune des parties succombant dans la cause sur des chefs respectifs, il y a lieu de faire entre ces parties une répartition équitable desdits dépens;

Par ces motifs, sans s'arrêter à la fin de non recevoir proposée par Roussel contre l'appel du Comptoir d'escompte de l'Arba, laquelle est rejetée; — Reçoit le dit appel;

Au fond : — Émendant, réduit à 1,543 fr. 27 c. le chiffre de la collocation attribuée par privilége au syndic Roussel; — Ordonne que jusqu'à concurrence de cette dernière somme seulement et pour le surplus de ses autres dispositions le jugement attaqué sortira effet; — Déboute Roussel et le Comptoir d'escompte de leurs autres conclusions, fins et demandes; — Déboute Prenat de toutes les demandes par lui produites devant la Cour en vertu des dispositions de l'art. 464 précité du C. pr. civ.; — Met définitivement hors de cause la Compagnie Algérienne; — Fait masse de tous les dépens d'appel seulement pour être lesdits dépens d'appel mis à la charge, savoir : de Prenat pour 1/4 et du Comptoir d'escompte de l'Arba et de Roussel personnellement pour les autres 3/4, ces 3/4 devant être supportés pour 1/2 par le Comptoir et Roussel personnellement.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes DAIN et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Aud. civ.)

22 février 1889

Distribution par contribution, Tunisie, ordre entre créanciers, système hypothécaire, compétence.

Le système hypothécaire et la transcription n'existant pas en Tunisie, et la propriété y étant, en quelque sorte, occulte lorsque l'immeuble n'a pas fait l'objet d'une immatriculation, il en résulte que non seulement la procédure d'ordre organisée par le Code de procédure civile français ne peut être suivie, mais encore que la procédure en attribution de prix réglée par l'art. 773 de ce Code ne peut y être pratiquée;

Par suite, s'il se produit un concours de créanciers pour la distribution d'une même somme, la seule procédure possible dans la régence est celle de distribution par contribution, qui

permet à tout créancier de proposer utilement les causes de préférence auxquelles il prétend ;

Et le règlement de cette procédure de contribution par les art. 656 et suiv. C. pr. civ. étant d'ordre public comme tenant à l'ordre des juridictions, il y a lieu par le tribunal, saisi de contestations de cette nature, de se déclarer incompétent pour en connaître.

(Buês c. Turaglio et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en Tunisie le système hypothécaire et la transcription n'existent pas; que, par suite, la propriété immobilière est, en quelque sorte, occulte, toutes les fois que la procédure d'immatriculation n'a pas été pratiquée, comme dans l'espèce ; — Qu'il s'ensuit non seulement que la procédure d'ordre ne peut-être suivie en Tunisie, mais encore que la procédure en attribution de prix prévue et organisée par l'art. 773 C. pr. civ. ne peut y être pratiquée, puisqu'elle ne saurait avoir lieu qu'au cas où il y a moins de quatre créanciers inscrits, c'est-à-dire dans des conditions qui impliquent nécessairement l'existence d'un régime hypothécaire;

Attendu en conséquence que, s'il se produit un concours de créanciers pour la distribution d'une somme, la seule procédure possible est celle de la distribution par contribution, qui permet à tout créancier de proposer utilement à l'encontre de ses cocréanciers, ou eux dûment appelés, les causes de préférence auxquelles il prétend;

Attendu que l'organisation de cette procédure par les art. 656 et suiv. C. pr. civ. tient à l'ordre des juridictions, puisqu'elle implique le renvoi devant un juge commissaire et qu'elle fait obstacle à ce que le tribunal puisse se saisir directement de l'appréciation des prétentions des parties à une portion quelconque d'une somme à distribuer ; — Que le tribunal est donc incompétent pour connaître en l'état des contestations qui lui sont actuellement soumises; que cette incompétence est d'ordre public et qu'elle doit être relevée d'office ;

Par ces motifs: — Se déclare incompétent ; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront; — Compense les dépens.

MM. BERGE, *prés.;* DRAPIER, *ff. subst.* — Mes JACQUEMART et KRAFF, *av.*

Frais et dépens, expertes, honoraires, matière commerciale, taxe.

En matière commerciale, la procédure est essentiellement sommaire et, conformément au décret du 16 février 1807, la liquidation des dépens doit être faite par le jugement même qui les a adjugés et non par le président ou l'un des juges qui ont concouru au jugement;

Il en est de même des frais d'une expertise ordonnée par un tribunal de commerce; leur liquidation appartient, non pas au président ou à un juge, mais au tribunal tout entier;

En conséquence, doit être annulée comme faite par un magistrat incompétent la liquidation des frais d'une expertise en matière commerciale faite par le président ou un juge du tribunal de commerce (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

TRIBUNAL DE BONE (1re Ch.)

22 mars 1888

(Laurent Cadet c. de Rieumès)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, le 6 novembre 1886, de Rieumès a présenté au président du tribunal de commerce de Bône son état de frais et honoraires, lesquels ont été taxés par ce magistrat, le 1er décembre suivant, à la somme totale de 600 francs; — Attendu que, dans le but d'avoir immédiatement paiement du montant de cette taxe, et avant qu'un jugement définitif soit intervenu dans l'instance susrelatée, de Rieumès s'est fait délivrer exécutoire par le greffier dudit tribunal, le 23 décembre 1886, et a signifié cet exécutoire à Laurent Cadet, le 6 janvier 1887, en lui faisant en même temps commandement d'avoir à lui payer, dans les 24 heures, la

(1) Question controversée. V. Chauveau et Godoffre, *Comm. tarif*, t. 1er, p. 508, nos 64 et suiv.; Dejean, nos 1235, 1250, 1394. — Cpr. Alger, 20 mars 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 207) et la note.

somme précitée de 600 francs, outre divers menus frais et accessoires ; — Attendu que, par exploit de Rosenfeld, huissier à Bône, en date du 8 janvier 1887, Laurent Cadet a formé opposition audit commandement et a assigné de Rieumès devant le tribunal civil de première instance de Bône, pour voir déclarer nul le commandement dont il s'agit et s'entendre condamner à 1,500 francs de dommages-intérêts ;

Attendu qu'en matière commerciale la procédure est essentiellement sommaire; que cela ressort manifestement des dispositions des art. 414 et suivants C. pr. civ.; que, dès lors, et conformément aux prescriptions du décret du 16 février 1807, la liquidation des dépens doit être faite par le jugement même qui les a adjugés et non par le président ou par l'un des juges qui ont assisté au jugement ; — Attendu que les mêmes principes s'appliquent aux frais occasionnés par une expertise que le tribunal de commerce aurait ordonnée avant de statuer sur le fond du litige ; — Que ces frais doivent, en effet, être compris dans les dépens de l'instance aussi bien que ceux du surplus de la procédure; que, par conséquent, leur liquidation appartient non pas au président, ni à un juge, mais bien au tribunal tout entier, et qu'une taxe incompétemment faite par un seul des magistrats qui ont siégé dans l'affaire ne peut donner lieu à la délivrance d'un exécutoire ; — Attendu que l'art. 319 du C. pr. civ. n'apporte aucune dérogation aux principes qui viennent d'être posés ; qu'en effet, cet article ne s'applique qu'aux affaires portées devant les tribunaux civils et non à celles qui sont de la compétence des tribunaux de commerce ; que la procédure des expertises, en matière commerciale, est réglée spécialement par les art. 429 et suivants du même Code, et qu'il n'y a nulle nécessité de soumettre, par analogie, ces expertises aux dispositions de l'art. 319 précité ; — Attendu qu'il suit de ce qui précède que le commandement signifié à Laurent Cadet par de Rieumès manque de base légale et doit en conséquence être annulé;

Attendu que le tribunal de céans n'est pas compétent pour liquider les dépens de l'instance qui est encore pendante devant la juridiction consulaire et qui a donné lieu à l'expertise susrelatée ; que, par suite, il ne peut ni réduire le montant de la taxe qui a été faite, ni donner acte à Laurent Cadet de son offre de 40 francs, outre les débours, pour l'expertise dont il s'agit ;

Attendu que le tribunal de céans n'est pas compétent pour liquider les dépens de l'instance qui est encore pendante devant la juridiction consulaire et qui a donné lieu à l'exper-

tise susrelatée ; que, par suite, il ne peut ni réduire le montant de la taxe qui a été faite, ni donner acte à Laurent Cadet de son offre de 40 francs, outre les débours, pour l'expertise dont il s'agit ;

Attendu que les demandes de dommages-intérêts formées par les deux parties ne sont pas justifiées ; qu'en effet l'existence d'un préjudice n'est nullement démontrée ;

Par ces motifs : — Déclare nul et de nul effet le commandement signifié, le 6 janvier 1887, à Laurent Cadet, requête de de Rieumès ; — Fait défense à ce dernier d'y donner suite ; — Rejette, comme mal fondées, toutes les autres fins et conclusions des parties.

MM. GENTY, *prés.* ; LAMATA, *subst.* — Mes MARCHIS et SICARD, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR D'ALGER (3e Ch.)

30 avril 1889

(Bernardi c. Renault).

Le 28 octobre 1886, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (1re Ch.) ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, selon un usage constant, les liquidateurs nommés par les tribunaux, et chargés de déposer rapport au greffe en cas de difficultés entre les parties, ont été considérés comme de véritables experts et taxés selon le mode adopté pour les experts ; — Que cet usage se justifie sur cette considération qu'il serait impossible d'établir une ventilation entre le travail de liquidation proprement dit et celui d'expertise ; Que le caractère judiciaire de la liquidation lui enlève d'ailleurs en ce cas le caractère de mandat ordinaire ; — Que, dans ces conditions, c'est à bon droit que M. le président du tribunal de commerce a accordé taxe au liquidateur qui justifiait qu'il avait déposé son rapport au greffe ; — Que cette taxe entraînait par voie de conséquence légale l'exécution qui s'en est suivie ; — Qu'aucune objection n'est soulevée sérieusement quant à son chiffre, et que les critiques alléguées contre les opérations de l'expert liquidateur sont vagues, dénuées de justifications et même sans offre de preuve ;

Par ces motifs : — Déboute Bernardi de son opposition à l'exécutoire du 27 avril 1886 et au jugement du 7 juin suivant ; — Ordonne en conséquence que le susdit exécutoire sortira son plein et entier effet et sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne Bernardi en tous les dépens.

Sur l'APPEL du sieur Bernardi,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le jugement du tribunal de commerce d'Alger du 10 mars 1884 a d'office investi Renault d'un mandat complexe embrassant à la fois la liquidation de la société, la recherche de la situation de chacun des associés et la détermination des prétentions et des torts de chacun d'eux; — Que cette mission a été remplie au moins partiellement et que les résultats en ont été consignés dans un rapport déposé au greffe le 20 avril 1885; — Qu'elle n'avait pas trait uniquement à une liquidation ordinaire, mais bien à une appréciation de faits et agissements constituant une véritable expertise; — Qu'il est manifeste que Renault ne saurait être considéré comme le mandataire des parties, qui ne l'ont pas commis, mais bien comme un mandataire de justice chargé d'éclairer le tribunal et de lui fournir les éléments de décision qui lui manquaient; — Attendu qu'il avait ainsi droit à des émoluments à taxer par le tribunal qui l'avait commis, sauf à voir réduire son état de frais si son travail était incomplet; — Que le président du tribunal de commerce n'avait donc pas qualité d'arrêter seul cet état de frais; — Qu'il importe peu que, dans l'usage, ce mode soit exclusivement pratiqué, l'usage ne pouvant se substituer à la loi lorsqu'il n'y a pas accord entre les intéressés;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret supplémentaire du 16 février 1807, la liquidation des dépens en matière sommaire doit être faite par les jugement ou arrêt qui les ont adjugés; — Que les honoraires et avances des experts doivent être compris dans les frais généraux de l'instance, comme les autres dépens occasionnés par l'instruction et le jugement de l'affaire; — Que dans les instances commerciales la procédure est essentiellement sommaire; — Qu'ainsi la liquidation des dépens ne peut être faite, comme dans les matières civiles ordinaires, par le président ou par l'un des juges qui ont assisté au jugement, mais bien par le tribunal lui-même, selon les prescriptions impératives du décret susvisé;

Attendu que l'état des déboursés, frais et honoraires dus à Renault en sa qualité d'expert liquidateur commis par un jugement du tribunal de commerce, au cours d'une instance commerciale sommaire, a été présenté au président de ce tribunal et non pas au tribunal saisi du litige; — Que ce magistrat a taxé seul cet état à 3,500 francs; — Qu'il n'avait

pas qualité d'agir ainsi, la liquidation des frais de l'expertise appartenant au tribunal comme celle des dépens; — Que c'est donc à bon droit que Bernardi a refusé d'exécuter cette ordonnance rendue par un magistrat incompétent et d'obéir à l'exécutoire irrégulièrement délivré à la suite de cette ordonnance;

Par ces motifs : — Réforme le jugement rendu par le tribunal civil d'Alger le 28 octobre 1886; — Annule comme étant rendue par un magistrat incompétent la liquidation de frais présentée par l'expert Renault en date du 27 avril 1885, ensemble l'exécutoire du 25 septembre 1885; — Renvoie Renault à se pourvoir ainsi qu'il avisera, et le condamne aux dépens de première instance et d'appel.

MM. PUECH, *prés.*; CUNIAC, *av. gén.* — Mes TILLOY et AMAR, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

1er juin 1889

Compétence correctionnelle, Tunisie, délit, sujet tunisien.

Le § 3 de l'art. 2 du décret beylical du 2 septembre 1885 n'attribue compétence aux tribunaux français de Tunisie en matière de délits commis par des sujets tunisiens qu'autant que ces délits ont été commis contre l'exécution des mandats de la justice française;

En conséquence, il n'appartient pas à ces tribunaux de connaître du délit de coups portés, dans une prison française, par un Tunisien à un autre Tunisien, prévenus l'un et l'autre de vol qualifié au préjudice d'Européens, ces faits ne constituant en rien une rébellion.

(Min. pub. c. Ali ben Salah Essendi)

Le 8 mai 1889, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SOUSSE ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que de l'instruction et des débats il résulterait la preuve que, dans la nuit du 27 avril 1889, dans la prison civile

française de Sousse, Ali ben Salah Essendi a porté des coups au nommé Salem ben Mabrouk Ecchibani en frappant celui-ci au visage avec la main ;

Mais attendu que Salem ben Mabrouk Ecchibani et Ali ben Salah Essendi sont Tunisiens, que les tribunaux français en Tunisie ne peuvent connaître des délits commis en Tunisie entre Tunisiens ; que le § 3 de l'art. 2 du décret beylical du 2 septembre 1885 mentionne que les tribunaux français pourront connaître de tous les délits commis en Tunisie par des sujets tunisiens quand ces délits auront été commis contre l'exécution des mandats de la justice française; que le prévenu et le plaignant sont tous deux sous mandat de dépôt comme prévenu de vol qualifié commis au préjudice d'Européens, mais que les faits qui sont reprochés aux prévenus ne constituent en rien une rébellion; qu'en conséquence les tribunaux français en Tunisie ne sont pas compétents pour en connaître ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent pour statuer sur le délit qui lui est soumis, renvoie les parties devant la juridiction qui doit en connaître.

MM. BERGE, *prés.*; DRAPIER, *min. pub.*

Sur APPEL du ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement dont est appel.

MM. LOURDAU, *prés.-rap.*; WURTZ, *av. gén.*

CONSEIL D'ÉTAT

23 novembre 1888

Commune, culte israélite, grand rabbin, Algérie, indemnité de logement, dépenses obligatoires, contestation, compétence.

Sous l'empire de la loi du 18 juillet 1837 (art. 36), l'obligation des communes de fournir une indemnité de logement aux ministres des cultes salariés par l'État n'était pas subordonnée à la justification de l'insuffisance des revenus des administrations préposées aux cultes ;

Cette législation était applicable au culte israélite, en Algérie comme en France (Ord. 7 août 1842 ; ord. 28 sept. 1847, art. 40, § 5 ; décr. 20 nov. 1869).

Depuis la loi du 5 avril 1884 (art. 136), il doit être statué par décret, et non par décision du ministre de l'intérieur, sur la contestation existant, au sujet de l'indemnité de logement d'un grand rabbin, entre la commune dont le concours financier est réclamé et le consistoire israélite qui ne peut pourvoir par lui-même au paiement de l'indemnité.

(Consistoire israélite d'Alger)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête... pour le consistoire israélite d'Alger... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler, pour excès de pouvoirs, une décision prise par le ministre de l'intérieur d'accord avec le ministre des cultes, le 24 septembre 1884 et portant qu'il n'y a pas lieu d'insérer d'office au budget de la ville d'Alger l'indemnité de logement au grand rabbin pour les années 1882 à 1884, refusée par le conseil municipal dans ses délibérations du 21 décembre 1883 et du 28 mars 1884 ; attendu, d'une part, qu'aux termes de l'art. 136 de la loi du 5 avril 1884, paragraphes 11 et 12, s'il y a désaccord entre les fabriques ou autres administrations préposées aux cultes et les communes dont le concours financier est réclamé pour l'indemnité de logement des ministres des cultes salariés par l'État, il est statué par décret et qu'ainsi la décision attaquée est entachée d'incompétence ; d'autre part, que, en ne prescrivant pas, sur le refus du conseil municipal d'Alger, l'inscription d'office de l'indemnité de logement du grand rabbin, le ministre des cultes a violé l'art. 136, § 11, de la loi du 5 avril 1884, qui déclare ladite dépense obligatoire, et l'art. 149 de la même loi ;

Vu les observations dans lesquelles, après avoir exposé qu'à la suite d'un nouvel examen de la question, l'administration des cultes a émis l'avis que, pour la période antérieure à la loi du 5 avril 1884, les réclamations du consistoire israélite d'Alger étaient justifiées par l'ordonnance du 7 août 1842 et le décret du 20 novembre 1869, le ministre de l'intérieur fait connaître que, suivant lui, des dispositions précitées, combinées avec l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837, il résulte que les communes n'étaient tenues de venir en aide aux consistoires qu'en cas d'insuffisance des ressources de ceux-ci et qu'il y a lieu de soumettre le différend à l'appréciation du conseil d'État ;

Vu la loi du 18 juillet 1837 (art. 30), les ordonnances du 7 août 1842 et du 28 septembre 1847 et le décret du 20 novembre

1869 ; — Vu la loi du 5 avril 1884 (art. 136), §§ 11 et 12 ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ;

En ce qui concerne la période antérieure à la loi du 5 avril 1884 : — Considérant qu'aux termes de l'art. 40, § 5, de l'ordonnance du 28 septembre 1847, étaient obligatoires pour les communes d'Algérie les dépenses des cultes mises à la charge des communes par les lois, ordonnances et arrêtés ; qu'en vertu du décret du 20 novembre 1869, les frais du logement des ministres du culte israélite rétribués par l'État étaient à la charge des communes et réglées d'après les dispositions de l'ordonnance du 7 août 1842 ; que ladite ordonnance se réfère expressément à l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837, lequel ne subordonne pas l'obligation des communes de fournir une indemnité de logement aux ministres des cultes salariés par l'État à la justification de l'insuffisance des revenus des administrations préposées aux cultes, et que cette restriction n'est prononcée par aucune disposition applicable au culte israélite ; qu'ainsi le consistoire israélite d'Alger était fondé à réclamer de ladite ville le paiement de l'indemnité de logement du grand rabbin, et qu'en décidant, d'accord avec le ministre de la justice et des cultes, que cette dépense ne pouvait tomber à la charge de la ville d'Alger qu'en cas d'insuffisance des ressources du consistoire dont, suivant lui, il n'était pas justifié, le ministre de l'intérieur à méconnu l'autorité des dispositions précitées ;

En ce qui concerne la période postérieure à la loi du 5 avril 1884 : — Considérant que l'art. 136, §§ 11 et 12, de la loi du 5 avril 1884, après avoir déclaré obligatoire pour les communes l'indemnité de logement aux ministres des cultes salariés par l'État, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement et que les fabriques ou autres administrations préposées aux cultes ne peuvent pourvoir elles-mêmes au paiement de cette indemnité, dispose qu'en cas de désacord avec la commune dont le concours financier est réclamé, il est statué par décret rendu sur les propositions des ministres de l'intérieur et des cultes ; qu'ainsi en statuant sur la contestation existant entre le consistoire et la ville d'Alger, dont le concours était réclamé pour le paiement de l'indemnité de logement du grand rabbin afférente à la partie de l'année 1884, postérieure à la loi du 5 avril, le ministre de l'intérieur a excédé ses pouvoirs ;

(Décision annulée.)

MM. MAYNIEL, *rap.* ; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.* — Me LEHMANN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

23 novembre 1888

Concession de terres domaniales, département, création d'hospices, retrait de concession, impenses, demande en remboursement, gouverneur général, compétence.

Au cas de retrait par l'État d'une concession de terrains domaniaux faite à un département pour la construction d'hospices, il n'appartient pas au gouverneur général de l'Algérie de prononcer sur la demande en remboursement d'impenses formée par le département dépossédé, et les instructions données par le ministre de l'intérieur ne peuvent avoir pour effet de le rendre compétent pour statuer (1).

(Département de Constantine c. l'État)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête... pour le département de Constantine... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision du 28 décembre 1883, par laquelle le gouverneur général de l'Algérie, agissant en vertu des instructions du ministre de l'intérieur, a rejeté la demande adressée par le département au ministre et tendant au remboursement d'une somme de 1,103,242 fr., montant des dépenses faites par lui pour la création et l'installation des immeubles hospitaliers qui, depuis, ont été spécialement affectés au service de l'assistance publique ; — Ce faisant, attendu que les dépenses des enfants trouvés et abandonnés et des aliénés indigents ainsi que du traitement des malades civils indigents, dans les hôpitaux civils et militaires, ayant été mises à la charge des provinces de l'Algérie par l'art. 44 du décret du 27 octobre 1858, et le décret du 18 septembre 1860 ayant décidé la constitution, en faveur de chacune des trois provinces, d'une dotation immobilière dont les revenus seraient exclusivement affectés aux dépenses des hôpitaux et hospices civils, il a été fait concession gratuite à la province de Constantine, par deux décrets en date des 3 avril et 22 mai 1869, de divers immeubles domaniaux pour la création des hôpitaux civils ;

(1) V. *Revue générale d'administration*, t. 33, p. 420.

que lesdits décrets portent que la province est tenue d'assurer et de laisser aux immeubles dont il s'agit la destination en vue de laquelle ils lui sont concédés, sous peine de rétrocession immédiate et gratuite au domaine de l'État, et qu'à cette condition elle en jouira et en disposera en toute propriété ; que la province, ayant immédiatement construit les bâtiments nécessaires et y ayant constamment entretenu le service hospitalier, est devenue propriétaire incommutable des immeubles concédés ; que, le 23 décembre 1874, intervint un décret sur l'organisation de l'assistance hospitalière en Algérie, dont l'art. 1er porte que les hôpitaux et hospices civils qui ne sont pas propriété communale ou privée sont, à titre d'établissements coloniaux, placés sous l'administration supérieure du préfet ; que la propriété des immeubles hospitaliers a été ainsi retirée aux départements et que, si ceux-ci, dans un esprit de conciliation, renoncent à la revendiquer, ils ont droit, tout au moins, au remboursement de leurs dépenses de construction et d'installation ; que la décision attaquée allègue vainement que la concession n'aurait été faite aux provinces qu'à titre transitoire et en leur qualité de représentants du service hospitalier qui en aurait été le véritable bénéficiaire ; qu'aucune expression soit des décrets précités, soit des délibérations du conseil général qui acceptent la concession à titre définitif, n'autorisent cette interprétation, d'autant plus que les hôpitaux et hospices civils de l'Algérie, déclarés établissements publics par le décret du 13 juillet 1849, étaient dès lors aptes à acquérir et à posséder ; que, d'ailleurs, le droit à indemnité existe en vertu des principes généraux en faveur du possesseur de bonne foi, du concessionnaire à titre précaire et du gérant d'affaires, et qu'il résulte implicitement des décrets de concession, puisque ceux-ci ne prévoient la rétrocession gratuite qu'en cas d'inexécution des conditions ; qu'enfin les départements d'Alger et d'Oran ont été indemnisés, — condamner l'État à payer au département de Constantine la somme de 1,102,242 fr., avec intérêts du jour de la reprise des immeubles, intérêts des intérêts et dépens ;

Vu les observations en défense du ministre de l'intérieur tendant à ce que le pourvoi soit rejeté, soit comme non recevable, attendu qu'il met en réalité en cause le décret du 23 décembre 1874, lequel ayant été pris dans l'exercice de la délégation législative, ne peut, comme la loi elle-même, faire l'objet d'aucun recours, ni direct à fin d'annulation, ni indirect à fin d'indemnité, soit comme mal fondé, attendu que les concessions de terrains, faites en 1869, conformément au

décret du 18 septembre 1860, avaient pour but de constituer la dotation immobilière des hôpitaux civils ; que, si c'est la province de Constantine qui a été alors désignée, c'est parce que c'est à elle qu'incombait, aux termes de l'art. 44 du décret du 27 octobre 1858, la charge du service hospitalier, et que l'affectation perpétuelle à ce service a été expressément stipulée; que le décret du 23 décembre 1874, en affranchissant les départements de l'Algérie, par son art. 1er, des dépenses de l'assistance hospitalière, a fait passer ce service dans le budget colonial avec ses droits et ses charges mais n'a pas entendu revenir sur le passé et obliger l'État à rembourser aux départements des dépenses qui étaient légalement obligatoires pour lui à l'époque où il les a faites ; que ce décret n'a d'ailleurs causé au département aucun préjudice et lui a au contraire procuré un avantage certain puisque, l'affectation antérieure des immeubles étant maintenue par l'art. 21, le département continue à profiter des dépenses d'installation qu'il a faites tout en étant désormais dispensé des dépenses d'entretien des bâtiments et de traitement des malades; qu'enfin, si des allocations ont été consenties en faveur des départements d'Alger et d'Oran, c'est à titre purement gracieux et à raison de leur mauvaise situation financière ;

Vu les décrets des 13 juillet 1849, 27 octobre 1858 et 18 septembre 1869 ; — Vu les décrets des 3 avril et 22 mai 1869 ; — Vu le décret du 23 décembre 1874 ; — Vu les décrets des 10 décembre 1860, 24 octobre 1870 et 30 juin 1876 ;

Considérant que, par la décision attaquée, le gouverneur général de l'Algérie a rejeté une réclamation adressée par le département de Constantine au ministre de l'intérieur et tendant à faire décider que le département avait droit au remboursement par l'État des dépenses qu'il avait faites pour la construction et l'installation des hôpitaux civils sur divers immeubles à lui concédés par décret des 3 avril et 22 mai 1869 et dont il aurait été dépossédé par le décret du 23 décembre 1874 portant organisation du service de l'assistance hospitalière en Algérie ; qu'aucune disposition de loi ou de décret n'autorisait le gouverneur général à prononcer sur cette réclamation et que les instructions du ministre de l'intérieur n'ont pu avoir pour effet de le rendre compétent pour y statuer ; qu'il y a donc lieu d'annuler la décision attaquée pour incompélence ;

(Décision annulée. Dépens à la charge de l'État.)

MM. MAYNIEL, *rap.* ; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.* (concl. contr.). — Mes CHOPPART et NIVARD, *av.*

TRIBUNAL DE PHILIPPEVILLE (Ch. correct.)

17 mai 1889

Bois et forêts : délit forestier, droits d'usage, reconnaissance et constatation, pouvoirs du juge; affranchissement, rachat, forêts défensables; Code forestier, Algérie, applicabilité ; droits acquis avant la loi du 16 juin 1851, mode d'exercice, chèvres, pacage, art. 78 du Code forestier.

La juridiction répressive étant obligée, pour déclarer qu'un fait n'est pas punissable, de constater qu'il ne dépasse pas la limite d'un droit, le juge ne statue pas ultrà petita *en reconnaissant et consacrant des droits d'usage au profit d'un individu prévenu du délit de pacage dans une forêt, alors même que le prévenu n'aurait pas revendiqué ces droits.*

De la rubrique et de l'exposé des motifs de la loi du 9 décembre 1885, il résulte que le législateur a voulu affranchir les forêts de l'Algérie des droits d'usage qui les grèvent au profit des indigènes, mais par voie de rachat, et dans les conditions prescrites par l'art. 1er, §§ 5 et 7 de ladite loi ;

Par suite, un propriétaire ne peut, par le moyen de recépages, affranchir ses forêts déclarées défensables par l'administration forestière.

Les forêts de l'Algérie sont régies par le Code forestier, et la réserve, consacrée par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851, des droits d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de cette loi, ne doit s'appliquer qu'aux droits eux-mêmes et non au mode d'exercice de ces droits (1) ;

Spécialement, celui qui fait pacager des chèvres dans un massif boisé contrevient aux dispositions de l'art. 78 du Code forestier, l'interdiction, en ce qui concerne ces animaux, étant absolue.

(Lefebvre et min. pub. c. Saâd ben Bou Azziz)

Le 20 décembre 1888, le JUGE DE PAIX DE JEMMAPES, statuant en matière correctionnelle, a rendu le jugement suivant :

(1) Sur l'applicabilité du Code forestier en Algérie et les droits réservés dans les bois et forêts de ce pays au profit des particuliers, ainsi que sur l'exercice de ces droits, V. Alger, 10 nov. 1870 et Crim. cass. 29 déc. 1870 (D. P. 71. 1. 127); Alger, 28 mai 1881 *(Bull. jud. Alg.* 1881, p. 283) ; Crim. cass. 25 janv. 1883 *(Bull. jud. Alg.* 1883, p. 33) ; Alger, 31 déc. 1885 *(Rev. Alg.* 1886. 2. 89) et la note ; Alger, 11 nov. 1887 *(Rev. Alg.* 1888. 2. 13).

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Me Badré, huissier à Jemmapes, en date du 10 novembre dernier, enregistré, le demandeur a fait citer le défendeur à comparaître devant le tribunal de céans pour le faire condamner à lui payer une somme de 40 fr. à titre de dommages-intérêts, pour lui tenir lieu du préjudice qu'il a éprouvé à la suite d'un délit de pacage commis dans la journée du 27 octobre dernier, dans sa forêt du Filfila, par un troupeau de vingt chèvres appartenant audit défendeur; — Vu le jugement préparatoire dudit tribunal, en date du 15 novembre dernier, aussi enregistré, ordonnant son transport sur les lieux litigieux ; — Vu le procès-verbal de visite des lieux, en date du 21 novembre dernier, aussi enregistré ; — Attendu que, par suite du transport sur les lieux, il résulte que, si le délinquant Saâd ben Bou Azziz est d'accord avec le garde particulier sur les limites séparant les propriétés du sieur Lefebvre du communal des Arb-Filfila, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont en désaccord sur le lieu exact où la troupeau a été surpris par le rédacteur du procès-verbal ; — Le délinquant Saâd ben Bou Azziz, prétendant qu'il se trouvait dans le communal, tandis qu'au contraire le garde particulier affirme que ledit troupeau se trouvait dans la propriété Lefebvre ; — Attendu que le procès-verbal dressé par le garde particulier fait foi jusqu'à preuve du contraire, et que le nommé Saâd ben Bou Azziz n'a fourni aucune preuve pour établir la véracité de ses allégations ; que, par suite, il y a lieu de s'en rapporter purement et simplement au procès-verbal et de considérer le troupeau comme se trouvant dans la propriété Lefebvre ;

Attendu cependant qu'à la suite d'un rapport adressé à l'empereur par le maréchal Niel, un décret de répartition du douar Filfila a été pris à la même date, dans lequel il est dit dans l'art. 2 : « Sont maintenus tels qu'ils s'exercent aujourd'hui au profit des habitants du douar, les droits d'usage et de parcours sur les forêts domaniales concédées ou non concédées » ; — Attendu que dans la loi du 17 juillet 1874, concernant les mesures à prendre en vue de prévenir les incendies dans les régions boisées de l'Algérie, il est dit notamment, dans l'art. 7 : « Tout pâturage, au profit des usagers, est interdit d'une manière absolue pendant six ans au moins sur toute l'étendue des bois et forêts incendiés, sous les peines portées par l'art. 199, § 2, du Code forestier » ; — Attendu que, par cette loi du 17 juillet 1874, en modifiant la décision du gouverneur général en date de 1861, dans laquelle il est dit au sujet des forêts incendiées : « Les troupeaux de ces tribus ou fractions seront à tout jamais exclus des pâturages dans les forêts incendiées », le législateur a entendu simplement modifier les droits du gouverneur général et établir, par là, que le gouverneur général ne pourrait, dans les forêts incendiées, limiter, dans aucun cas, à une durée moindre de six ans l'interdiction des droits de pacage, pensant que, sauf exception nettement déterminée par la prise d'un arrêté à cet effet, cette durée de six ans était suffisante pour rendre la forêt défensable ; — Attendu que, dans son art. 7, cette loi édicte une peine et qu'il est de jurisprudence constante que, toutes les fois qu'il y a lieu à interprétation des lois pénales, l'interprétation doit être favorable à l'inculpé ; — Attendu que l'arrêté de séquestre du douar Filfila a été pris le 26 juillet 1882 par suite des incendies de 1881 et que cet arrêté ne fixe pas à une durée supérieure à celle de six ans la limite de l'interdiction des droits de pacage attribués aux habitants du douar ; — Attendu qu'il est

loin de doute que les habitants du Filfila ont le droit de pacage dans les massifs boisés communaux, et que par suite l'intérêt général du reboisement des forêts ne saurait admettre aucune distinction entre les massifs boisés communaux et les massifs boisés concédés aux particuliers sous réserve de droits d'usage ; — Attendu qu'aucun arrêté n'a prorogé au delà de six ans la suspension du droit de pacage et qu'il y a lieu, aux termes de la loi de 1874, de considérer la forêt comme défensable, et par suite de considérer les indigènes comme ayant absolument les mêmes droits que ceux qui leur avaient été attribués par le décret de répartition de 1869 ; — Attendu que rien dans l'instance n'établit que le nommé Saâd ben Bou Azziz n'est pas habitant du Filfila ; qu'il y a lieu de s'en rapporter à ce sujet aux déclarations du délinquant ;

Par ces motifs : — Statuant en matière correctionnelle, contradictoirement et en premier ressort ; — Renvoie le sieur Saâd ben Bou Azziz des fins des poursuites ; déboute le sieur Lefebvre de sa demande en dommages-intérêts, et, attendu qu'il y a partie civile en cause, le condamne aux dépens de l'instance par lui engagée s'élevant à la somme de 34 fr. 74 c., y compris les frais du transport.

Sur l'APPEL du sieur Lefebvre et du ministère public, le TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PHILIPPEVILLE a statué en ces termes :

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par jugement en date du 20 décembre 1888 M. le juge de paix de Jemmapes a renvoyé le prévenu des fins de la prévention dirigée contre lui pour délit de pacage ; — Attendu qu'appel fut interjeté de ce jugement le 29 décembre suivant ; — Attendu que cet appel est régulier en la forme ;

Au fond : — 1° Sur le moyen tiré de ce que le premier juge aurait statué *ultrà petita* en reconnaissant et consacrant au profit de Saâd ben Bou Azziz des droits d'usage que celui-ci ne revendiquait pas ; — Attendu que la juridiction répressive doit d'abord rechercher si le fait qui lui est soumis constitue réellement une infraction à la loi pénale, c'est-à-dire à la loi qui, sous la sanction d'une peine, renferme des injonctions ou des défenses édictées dans un intérêt social ; que le juge est donc obligé, pour déclarer que le fait n'est pas punissable, de constater qu'il ne dépasse pas la limite d'un droit ; ce qui entraîne forcément la reconnaissance et la constatation de ce droit ;

2° Sur le moyen tiré de l'art. 9 de la loi du 9 décembre 1885 : — Attendu que la loi du 9 décembre 1885, comme toute loi spéciale, doit être envisagée dans son ensemble et non dans ses dispositions isolées ; — Que de la rubrique et de l'exposé des motifs il résulte que, pour assurer le repeuplement des forêts de l'Algérie et prévenir les incendies, le législateur a

voulu affranchir les forêts des droits d'usage qui les grèvent au profit des indigènes, mais par voie de rachat dans les conditions et suivant les formalités prescrites par l'art. 1er, §§ 5 et 7; que cette disposition, placée en tête de la loi, deviendrait inutile si les propriétaires pouvaient, par le moyen de recépages, affranchir leurs forêts, déclarées cependant défensables par l'administration forestière ;

3° Sur le moyen basé sur l'art. 78 du Code forestier : — Attendu, ainsi que le constate l'arrêt de la Cour de cassation en date du 25 janvier 1883 (Ch. crim.), que les forêts de l'Algérie sont régies par le Code forestier, et que la réserve consacrée par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851 des droits d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de cette loi ne peut et ne doit s'appliquer qu'aux droits eux-mêmes et non au mode d'exercice de ces droits;

Attendu, en fait, que Saâd ben Bou Azziz a contrevenu aux dispositions de l'art. 78 C. for., en faisant pacager des chèvres dans un massif boisé, l'interdiction en ce qui concerne ces animaux étant absolue ; — Attendu que le tribunal, sur l'appel de la partie civile, n'est saisi que d'une action en réparation du préjudice causé ; — Attendu que le procès-verbal du garde Boudaillier, en date du 27 octobre 1888, constate le délit mais ne renferme aucun élément permettant de déterminer le dommage ; que le tribunal, à défaut de justification de préjudice, ne peut donc allouer, à titre d'indemnité, que les dépens de l'instance ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Infirme le jugement du tribunal de Jemmapes en date du 20 décembre 1888, etc.

MM. BILLIET, *prés.* ; GOIRAN, *subst.*

CONSEIL D'ÉTAT

30 novembre 1888

Élections municipales, Algérie, indigène musulman, éligibilité, conditions, décret du 7 avril 1884, légalité.

Le décret du 7 avril 1884, qui règle les conditions d'éligibilité des conseillers municipaux au titre musulman, en Algérie, a été pris dans la limite des pouvoirs reconnus au gouvernement par la loi du 24 avril 1833.

(Élections de Courbet)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le décret du 7 avril 1884 ;

Considérant que la loi du 5 avril 1884 a été rendue applicable à l'Algérie sous réserve des dispositions concernant la représentation des musulmans indigènes ;

Considérant que les conditions d'éligibilité des conseillers municipaux au titre musulman en Algérie ont été réglées par le décret du 7 avril 1884 qui a été rendu par le président de la République dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi du 24 avril 1833 ;

Considérant qu'il n'est pas contesté que le sieur Aïssa ben Djidel ne remplissait pas les conditions exigées par ledit décret pour être éligible au conseil municipal de la commune de Courbet au titre musulman indigène ; que, dès lors, c'est avec raison que son élection a été annulée par le conseil de préfecture ;

(Rejet.)

MM. CHAREYRE, *rap.* ; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 mars 1889

Conservateur des hypothèques : responsabilité, action, recevabilité ; état d'inscriptions, omission ; débiteur, prénoms, identité ; réquisition, lacunes, erreurs, désignation insuffisante.

Actionné par un créancier inscrit en réparation du préjudice que lui a occasionné l'omission, dans un état hypothécaire, d'une inscription prise au profit d'un autre créancier, le conservateur des hypothèques ne peut opposer à cette demande une fin de non-recevoir tirée de ce que le demandeur aurait laissé colloquer ce dernier créancier sans contredire l'ordre, au lieu de faire prononcer la nullité de cette inscription, comme contenant une désignation inexacte du débiteur ; alors surtout qu'il n'est nullement démontré qu'une demande

en nullité de ladite inscription eût abouti. — La circonstance que le conservateur n'a pas été mis en cause, à la suite de la collocation du créancier bénéficiaire de l'inscription omise, ne peut davantage constituer une fin de non recevoir contre le conservateur (1).

(1) Dans une espèce jugée par la Cour d'Alger en 1870 et analogue à celle de notre arrêt, le créancier, demandeur en dommages-intérêts, avait cru devoir contester la validité de l'inscription qui, se révélant après coup, réduisait son gage à néant. Mais il avait omis d'appeler le conservateur en cause. De plus ce créancier n'avait pas relevé appel de la décision qui le déboutait de son contredit. La Cour d'Alger se fonda sur cette double omission pour déclarer non recevable la demande en responsabilité intentée contre le conservateur. L'arrêt, dans la partie concernant cette demande, est ainsi conçu :

« Attendu que le reproche fait au conservateur Delaon est pris de ce » que, dans l'état des inscriptions par lui délivré en décembre 1863 à Me Debregeas dans l'intérêt des époux Schwich, il a négligé de rappeler celle » qui avait été prise à une époque peu antérieure par un sieur Marincowich, » dont la créance, admise à l'ordre, a absorbé, à très peu de chose près, le » prix des immeubles hypothéqués ; — Attendu, à cet égard, que les époux » Schwich ont un premier tort à s'imputer, c'est celui, lorsqu'ils ont contesté » lesdites inscriptions à l'ordre, comme n'indiquant pas d'une manière pré» cise et exacte le nom du débiteur commun, de n'avoir pas appelé ledit » Delaon dans l'instance, se contentant de faire intervenir le sieur Debre» geas ; qu'ils ont à se reprocher également, toujours vis-à-vis le susdit » conservateur, de ne pas avoir appelé du jugement qui avait repoussé le » contredit ; que, sans doute, ils le lui ont déclaré, lui faisant sommation » d'interjeter appel lui-même, s'il le croyait convenable ; mais qu'on ne » doit pas perdre de vue que, n'ayant pas été partie en première instance, » le sieur Delaon était sans qualité pour attaquer de son chef la décision » qui était intervenue ; — Attendu, dès lors, que lesdits époux Schwich se » sont rendus non recevables à se pourvoir contre le conservateur ; — » Attendu, dans tous les cas, qu'en définitive, le sieur Delaon n'a pas de » reproche sérieux à se faire ; qu'effectivement, il est à remarquer qu'aux » termes de la réquisition qui lui avait été adressée par Me Debregeas, il » n'avait été question de l'emprunteur que sous les noms de Lazerog ou » Lazereg ; que, par suite, l'inscription Marincowich ayant été prise sous » le nom d'Ez-Zerech, le conservateur a pu croire de bonne foi que, loin de » ne faire qu'une seule et même personne, il y en avait au contraire deux ; » qu'on ne saurait donc faire encourir, pour cette omission, aucune respon» sabilité audit sieur Delaon ; qu'il doit d'autant plus en être ainsi que, s'il » l'eût voulu, toutes ces différences eussent pu être évitées par Me Debre» geas ; qu'il résulte, en effet, des titres produits par Djilali ben Lazereg » que les pièces de terre par lui données en gage portent, pour un certain » nombre, le nom de El-Zereg ; que ces énonciations auraient dû éveiller » sa sollicitude, et l'engager à formuler des réquisitions plus complètes ; » qu'il ne pouvait ignorer, étant depuis longtemps dans le pays, que les » noms arabes ne sont pas toujours indiqués d'une manière parfaitement

Le conservateur n'est tenu de comprendre dans l'état qu'il délivre que les inscriptions grevant d'une manière certaine la personne dénommée dans la réquisition. — Non seulement, en principe, il n'est pas tenu de remédier aux lacunes ou aux erreurs soit de la réquisition, soit de l'inscription, mais, s'il ne se conforme pas strictement à la teneur de ces documents, il agit à ses risques et périls et cesse d'être couvert par les prescriptions de la loi (1).

» identique ; qu'il était donc de son devoir de recueillir toutes les énoncia-
» tions qui pouvaient être de nature à éclairer le conservateur ; que ne
» l'ayant pas fait, et le sieur Debregeas ayant été en partie cause de l'omis-
» sion qui a été commise, c'est sur lui seul que les conséquences doivent
» retomber ; que tout concourt donc pour que, à tous les points de vue, la
» décision attaquée soit maintenue.

» Par ces motifs : — Confirme purement et simplement.

» MM. MARION, *prés.* ; ROUCHIER, *av. gén.* — Mes POIVRE et VUILLERMOZ,
» *av.* »

La solution de la Cour sur l'exception se fortifiait, on le voit, des motifs de décision au fond : en fait, il importait peu au demandeur que son action fût rejetée comme non recevable, alors que surabondamment on la déclarait mal fondée. Mais, il faut le dire, la doctrine de l'arrêt de 1870, sur la question de recevabilité de l'action, ne semble pas conforme au principe dont l'art. 1640 du code civil contient une application spéciale à la garantie en cas d'éviction. Il ne suffit pas, en effet, pour que la garantie vienne à cesser, que le demandeur en garantie se soit laissé condamner par jugement définitif sans avoir appelé le garant en cause. Il faut, de plus, que celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande. — Il peut se faire, d'un autre côté, que la partie qui réclame garantie se soit, volontairement et sans débat judiciaire, inclinée devant des prétentions dont elle reconnaissait la légitimité. C'est ainsi que, dans l'espèce de notre arrêt du 11 mars 1889, le Crédit Foncier n'a pas jugé à propos de contester la validité de l'inscription prise par le créancier qui le primait dans l'ordre. Il est évident que, dans ce cas encore, le défaut de contestation judiciaire ne peut, à lui seul, élever une fin de non recevoir contre l'action en garantie ou en responsabilité, et que, le défendeur à cette action ne pourrait se soustraire au recours dont il est l'objet qu'à la condition de justifier que le demandeur aurait pu triompher des prétentions qui lui avaient été opposées, et, dans notre espèce, obtenir la nullité de l'inscription lui faisant grief.

(1) Jurisprudence constante. C'est ainsi qu'il a été jugé que le conservateur n'est pas responsable des erreurs ou omissions qu'il commet : — lorsque la cause en est dans les renseignements incomplets qui lui ont été fournis, notamment dans le cas où le débiteur grevé n'a été indiqué par le requérant que par quelques-uns de ses prénoms (Paris, 10 août 1837, D. J. G., *Privil. et hypoth.*, 2972-3° et 1505) ; — dans le cas où les noms énoncés dans la réquisition présentent des différences sensibles avec ceux exprimés dans une inscription prise sur la même personne ; lorsque, par exemple, la débitrice est dénommée dans la réquisition *Baya bent Sidi Salah Bey*, et que,

Spécialement, la responsabilité du conservateur est à couvert lorsque, requis de délivrer un état d'inscriptions sur un débiteur prénommé dans la réquisition Pierre André, *le con-*

---

dans l'inscription omise, cette même personne est appelée *Fathma lella Baya, fille de Salah Bey ;* encore bien que la première désignation, dont la traduction française est *Baya, fille de Sidi Salah Bey*, ne diffère de la seconde, qui signifie *Fathma dame Baya, fille etc.*, que par la suppression du prénom *Fathma* et du mot *dame*, sans différence dans le nom patronymique (Alger, 3 août 1853, et sur pourvoi, Req. rej., 22 août 1853, D. P. 54. 1. 364). — V. dans le même sens, Alger, 23 avril 1870 (arrêt rapporté au § 1 de la présente note ; — Civ. cass., 26 avril 1882, D. P. 82. 1. 331 et *Bull. jud. Alg.* 1882, p. 160 ; Alger, 3 avril 1886, *Rev. Alg.* 1886. 2. 380 et la note.

Au point de vue des devoirs du conservateur, il a été jugé, conformément à la doctrine de notre arrêt : — que la loi n'impose pas à ce fonctionnaire l'obligation de compléter, à l'aide de recherches extrinsèques ou de connaissances personnelles, les actes ou les bordereaux à lui remis, et de suppléer aux indications des réquisitions ou des inscriptions par des inductions tirées d'analogies plus ou moins apparentes ou de comparaisons plus ou moins faciles (arrêt précité de la Cour de cass. du 26 avril 1882) ; — qu'en thèse générale, les conservateurs ne sont pas juges du mérite des inscriptions (Alger, 10 décembre 1884, *Rev. Alg.* 1885, 2. 141 et la note).

La question de savoir si la désignation du débiteur dans l'inscription ou la réquisition a été faite d'une manière suffisante pour répondre au vœu des art. 2148 et 2153 C. civ. est-elle une simple question de fait laissée à la souveraine appréciation des juges du fond ? Un arrêt de la Chambre civile du 25 juin 1821 (D. J. G. *Privil. et hypoth.*, 15 35 et 29 72-2°) a jugé que la Cour de cassation n'était pas liée par la déclaration de l'arrêt que la désignation du débiteur dans le bordereau d'inscription était suffisante pour faire connaître ce débiteur au conservateur, et que la question de suffisance ou d'insuffisance de cette désignation était une véritable question de droit dont la solution pouvait donner ouverture à cassation. — La Cour suprême n'a pas persisté dans cette jurisprudence. Aux termes de deux arrêts de cette Cour des 8 mai 1843 (D. P. 43. 1. 247) et 19 décembre 1848 (D. P. 49. 1. 24), les tribunaux ont la plus grande latitude pour apprécier si l'erreur ou l'omission résulte de l'insuffisance des indications fournies au conservateur, et, spécialement, si, à raison de la différence des prénoms, le conservateur était fondé à croire que l'inscription concernait un autre débiteur que celui désigné dans la réquisition. — Les espèces de ces deux arrêts présentent cette particularité que dans l'une et dans l'autre il s'agissait de l'omission d'une inscription prise sur un même débiteur, *Pierre-Marie-Julien* Lemeuf, *capitaine-caboteur*, désigné et qualifié dans les réquisitions *Pierre* Lemeuf, *officier marin*. — L'arrêt du 8 mai 1843, rendu contrairement aux conclusions de l'avocat général Hébert, avait admis la responsabilité du conservateur. L'arrêt du 19 décembre 1848, au contraire, déclara le conservateur à l'abri de toute responsabilité. Chacune de ces décisions se fonde sur les constatations de fait des arrêts attaqués.

servateur a omis, dans cet état, une inscription dans laquelle le débiteur est prénommé Adrien; *et l'on ne peut lui faire grief de ne s'être pas assuré par des investigations personnelles que les prénoms de* Pierre André *et d'*Adrien *s'appliquaient au même individu; alors surtout que l'inscription prise contre* Adrien *l'ayant été en vertu d'une hypothèque judiciaire ne contenait aucune désignation de nature à révéler au conservateur qu'il s'agissait des mêmes immeubles, et par conséquent du même propriétaire. — De ce que l'inscription omise figure dans un autre état délivré à une date ultérieure (plus de trois ans après), il ne résulte pas que le conservateur a été en faute de ne pas la comprendre dans le premier état, lorsque c'est dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la délivrance de ces deux états qu'une inscription requise par un autre créancier contre* Pierre André dit Adrien *a ainsi, et pour la première fois, révélé au conservateur que ces trois prénoms s'appliquaient à la même personne.*

(Delaon c. Crédit Foncier de France)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par contrat passé devant Me Sicart, notaire à Relizane, le 26 octobre 1882, le Crédit Foncier de France a consenti au sieur *Pierre André Fauchier*, cultivateur à Inkermann, un prêt conditionnel de la somme de 7,000 fr., moyennant affectation hypothécaire sur des immeubles situés à Inkermann; — Qu'en vertu de cet acte, inscription fut prise au bureau des hypothèques de Mostaganem, le 11 novembre 1882; — Attendu que le surlendemain, 13 novembre, le Crédit Foncier, avant de réaliser le prêt conditionnel, fit requérir au susdit bureau un état des inscriptions du chef de son emprunteur, *Pierre André Fauchier;* que l'état délivré sur cette réquisition a révélé l'existence d'une seule inscription prise le 29 décembre 1879, contre le sieur *André* Fauchier, au profit d'un sieur Chabert-Moreau, pour sûreté d'une somme principale de 4,500 fr.; — Attendu que le prêt conditionnel ayant été réalisé aux termes d'un acte reçu par le notaire susnommé, le 28 août 1883, et le sieur Fauchier n'ayant pas, par la suite, rempli les obligations qu'il avait contractées, le Crédit Foncier a fait saisir les immeubles de son débiteur; — Qu'une adjudication desdits immeubles a eu lieu à l'audience des criées du tribunal de Mostaganem, le 1er

avril 1886, moyennant le prix principal de 4,500 fr. ; — Attendu que, ce jugement d'adjudication ayant été transcrit le 10 juillet 1886, l'état délivré sur cette transcription a révélé l'existence d'une inscription d'hypothèque judiciaire prise le 1er février 1882 au profit du sieur Brissonnet, négociant à Alger, contre le sieur *Adrien Fauchier*, propriétaire à Inkermann, pour une somme principale de 1,271 fr. 40 cent., en vertu d'un jugement du tribunal de commerce d'Alger ; — Attendu que, dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix d'abjudication, le sieur Brissonnet a été colloqué à la date de sa susdite inscription pour la somme totale de 1,597 fr. 30 cent., et que le Crédit Foncier, second créancier inscrit, dont la créance se trouvait être, au 31 juillet 1886, de 8,281 fr. 23 cent., a été colloqué pour le surplus, soit 2,817 fr. 89 cent., et s'est ainsi trouvé à découvert de 5,463 fr. 34 cent. ;

Attendu que, dans ces circonstances, le Crédit Foncier, se fondant sur ce que Delaon, alors conservateur des hypothèques, aurait, dans l'état délivré par lui le 13 novembre 1882, omis l'inscription prise contre *Adrien Fauchier* le 1er février précédent, et, par cette omission, aurait causé au Crédit Foncier un préjudice égal au montant de la collocation Brissonnet, soit 1,597 fr. 31 cent., a assigné ledit conservateur en paiement de pareille somme, à titre de réparation de ce préjudice; — Attendu que, par le jugement déféré, le tribunal de Mostaganem a accueilli cette demande; qu'il s'agit d'apprécier les griefs, tant en la forme qu'au fond, invoqués par Delaon contre cette décision ;

Attendu, en premier lieu, qu'il avait opposé et oppose encore à la demande une fin de non recevoir prise de ce que le Crédit Foncier aurait commis la faute de laisser colloquer, sans contredire l'ordre, le sieur Brissonnet à la date de son inscription, au lieu de faire prononcer la nullité de cette inscription, comme contenant une désignation inexacte du débiteur dénommé par erreur *Adrien Fauchier* quand le vrai prénom était *Pierre André;* — Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ne se sont pas arrêtés à cette fin de non recevoir; qu'il n'existe en effet aucune subordination nécessaire, aucun lien de droit entre la demande en nullité que le Crédit Foncier aurait pu engager contre le sieur Brissonnet à raison d'une fausse énonciation dans l'inscription du 1er février 1882 et l'action en responsabilité qu'il a engagée contre le conservateur à raison d'une omission dans l'état d'inscriptions du 13 novembre suivant ; — Qu'il est inadmissible qu'en n'exerçant pas la première de ces deux actions, le Crédit Foncier ait encouru la déchéance du droit d'intenter la

seconde, celle-ci basée sur un fait personnel au conservateur ; — Qu'au surplus il n'est nullement démontré qu'une demande en nullité de l'inscription Brissonnet eût abouti ;

Attendu qu'une seconde fin de non recevoir a été proposée par le conservateur; qu'elle consiste à dire que le Crédit Foncier a également à se reprocher de ne l'avoir pas appelé en cause, à la suite de la collocation Brissonnet, pour lui permettre d'élever, s'il le jugeait utile, toutes contestations à cet égard ; — Attendu que c'est encore à bon droit que cette fin de non recevoir, pas plus que la première, n'a été admise ; qu'elle n'aurait en effet de valeur qu'à la condition qu'il fût démontré que, faute d'avoir été appelé dans l'instance d'ordre, le conservateur se trouverait dans l'impossibilité de défendre utilement à la réclamation dudit Crédit Foncier ; — Mais attendu que c'est une situation toute contraire qui lui est faite, ainsi que va le prouver la solution donnée par la Cour au fond même du litige ;

Au fond : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont apprécié qu'en ne mentionnant pas dans l'état d'inscriptions du 13 novembre 1882, requis par le Crédit Foncier du chef de *Pierre André Fauchier*, cultivateur à Inkermann, l'inscription prise le 1er février précédent par le sieur Brissonnet contre *Adrien Fauchier*, propriétaire à Inkermann, le conservateur a commis une faute grave, une négligence qui engagerait sa responsabilité, *Pierre André Fauchier* et *Adrien Fauchier* se trouvant être une seule et même personne ; — Que cette appréciation du tribunal repose à la fois sur une erreur de fait et sur une erreur de droit ; — Que l'erreur de fait consiste en ce que, d'après les premiers juges, les énonciations contenues dans l'inscription prise par le Crédit Foncier, le 11 novembre 1882, auraient dû, par leur comparaison avec les énonciations contenues dans l'inscription Brissonnet en date du 1er février même année, révéler au conservateur qu'il s'agissait des mêmes immeubles et par conséquent du même propriétaire ; — Que la fausseté d'une pareille déduction est démontrée par la nature de l'inscription Brissonnet, laquelle se réfère à une hypothèque judiciaire et ne contient par conséquent aucune désignation d'immeuble ; — Que l'erreur de droit consiste en ce que, d'après le tribunal, le conservateur, au lieu d'être lié par les énonciations de la réquisition qui lui est adressée, serait tenu de comprendre dans l'état d'inscriptions, non seulement les inscriptions qui grèvent d'une manière certaine la personne dénommée dans la réquisition, mais encore l'inscription dont les énonciations ne permettent pas, à elles seules et sans recherches extrinsèques, d'affirmer

l'identité entre l'individu grevé de ladite inscription et celui sur lequel l'état a été requis ; qu'en déclarant dans l'espèce que le conservateur aurait dû, par des investigations personnelles, s'assurer si *Pierre André Fauchier* et *Adrien Fauchier* étaient ou n'étaient pas un même individu, le tribunal a méconnu les dispositions de l'art. 2148 du C. civ., aux termes duquel l'inscription hypothécaire doit contenir une désignation individuelle et spéciale du débiteur, telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer *dans tous les cas* l'individu grevé d'hypothèque ; — Que non seulement, en principe, le conservateur n'est pas tenu de remédier aux lacunes ou aux erreurs soit de la réquisition, soit de l'inscription, mais que, s'il ne se conforme pas strictement à la teneur de ces documents, il agit à ses risques et périls et cesse d'être couvert par les prescriptions de la loi ;

Attendu, à la vérité, qu'un autre reproche est adressé au conservateur Delaon par le jugement dont est appel ; que ce reproche se résume en ce que, ayant fait figurer l'inscription Brissonnet dans l'état délivré sur transcription du jugement d'adjudication du 1er avril 1886, il aurait, par cela même, constaté comme résultant de ses registres l'identité entre *Pierre André Fauchier* et *Adrien Fauchier*, et serait mal venu, dès lors, à vouloir légitimer le manque d'insertion de cette inscription dans l'état délivré au Crédit Foncier ; — Mais attendu que ce dernier reproche n'est pas plus fondé que les précédentes critiques ; qu'il est à remarquer qu'un intervalle de plus de trois ans s'est écoulé entre l'état délivré au Crédit Foncier (13 novembre 1882) et l'état sur transcription de jugement (juillet 1886), et que, dans cet intervalle et à la date du 24 mars 1884, fut prise, à la requête d'un sieur Matteï, une inscription qui a édifié d'une manière complète et certaine le conservateur sur l'identité de *Pierre André Fauchier* avec *Adrien Fauchier ;* qu'en effet, l'inscription Matteï a été requise contre le sieur *Pierre André* dit *Adrien Fauchier*, propriétaire à Inkermann ; que, par suite de cette révélation, c'est à bon droit et légitimement que le conservateur a fait figurer soit dans l'état sur transcription de saisie, soit dans l'état sur transcription de jugement d'adjudication, toutes les inscriptions prises soit contre *André*, soit contre *Pierre André*, soit contre *Adrien Fauchier*, l'identité du débiteur demeurant démontrée par l'inscription Matteï ; qu'il échet donc de reconnaître que, dans chacune des occasions visées par le jugement déféré, les états, soit qu'ils omettent, soit qu'ils contiennent l'inscription Brissonnet, ont été corrects ;

Que de tout ce qui précède il résulte que le Crédit Foncier

doit imputer à sa propre négligence, et non à celle du conservateur, de n'avoir pas, comme l'a fait le créancier Matteï, désigné, dans les circonstances et documents susrelatés, son débiteur Fauchier par les divers prénoms sous lesquels il était connu ;

Par ces motifs : — Reçoit le sieur Delaon appelant du jugement du tribunal de Mostaganem en date du 16 mars 1887 ; — Ce faisant, dit n'y avoir lieu de s'arrêter aux fins de non recevoir par lui opposées à la demande, l'en déboute ;

Au fond : — Infirme ledit jugement et décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées, en principal, intérêts et frais ; — Statuant à nouveau ; — Déclare le Crédit Foncier mal fondé dans sa demande, la rejette ; — Dit, en ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés par le sieur Delaon, qu'aucun préjudice n'est justifié, le déboute par suite de ses conclusions de ce chef ; — Condamne le Crédit Foncier à tous les dépens, tant de première instance que d'appel, ces derniers distraits aux offres de droit.

MM. DUCOS, *ff. prés.* ; COLAUD DE LA SALCETTE, *subst. du proc. gén.* — M^es^ GARAU et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 décembre 1888

Folle enchère, moyens de nullité, forme, dire, cahier des charges, inefficacité, tardiveté. — Incident de saisie-immobilière, procédure, acte d'avoué, ajournement, nullité. — Cahier des charges, adjudicataire, élection de domicile, avoué ou défenseur, Algérie, considération de la fonction ou de la personne, décès, remplacement, signification, validité. — Jugement d'adjudication, délivrance, ordre non ouvert, titres, signification. — Adjudication, inexécution, offres réelles, insuffisance ou tardiveté, folle enchère, poursuivant, inscription, radiation, paiement.

Un dire au cahier des charges, contenant demande en nullité d'une poursuite de folle enchère, et notifié le jour même de la revente, est inopérant en ce que les moyens de nullité ne peuvent être proposés sous forme de dire, et tardif en ce

que ces moyens doivent être proposés au plus tard trois jours avant la nouvelle adjudication (1).

Si aux termes de l'art. 718 du C. pr. civ. toute demande incidente à une saisie immobilière doit être formée par acte d'avoué à avoué, aucun texte ne prononce la nullité d'une pareille demande introduite par exploit signifié à partie ; et l'unique sanction de l'art. 718 consiste dans le rejet de la taxe de l'exploit ainsi notifié (2). — *Cette nullité ne pourrait d'ailleurs être rationnellement soulevée qu'autant que le domicile du défendeur à l'incident se trouverait à ce point éloigné qu'il serait impossible à ce défendeur de faire parvenir l'exploit à son avoué dans le délai fixe de huitaine que la loi, en cette matière, accorde pour comparaître à la partie qui n'a pas d'avoué.*

En insérant au cahier des charges que, faute par l'adjudicataire d'avoir élu domicile pour l'exécution des clauses et conditions de l'adjudication, ce domicile serait élu de plein droit chez l'avoué ou le défenseur qui se serait rendu adjudicataire, le poursuivant a en vue la fonction et non la personne de cet avoué ou défenseur (3);

Par suite, et bien qu'en Algérie les avoués et les défenseurs n'aient pas le droit de présentation, l'élection de domicile ainsi imposée à l'adjudicataire passe, avec l'étude, à l'avoué nommé en remplacement du défenseur décédé de l'adjudicataire, et la sommation de payer, faite à cet adjudicataire, est valablement signifiée en l'étude de cet avoué ;

---

(1) V. en ce sens Alger, 9 oct. 1854 (Ménerville, *Jurispr.*, v° *Saisie immob.*, § 44); Alger, 27 déc. 1876 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 101).

(2) Conf. D. J. G. v° *Vente publ. d'imm.*, 1009. — L'arrêt du 27 déc. 1876, visé dans la note 1 ci-dessus, décide que la disposition de l'art. 718, bien que n'étant pas formellement édictée à peine de nullité, doit être cependant considérée comme telle. Mais il s'agissait, dans l'espèce de ce dernier arrêt, d'une demande formée non point par exploit à partie, mais par un simple dire au cahier des charges, c'est-à-dire subrepticement et de telle sorte que le défendeur à l'incident pouvait n'être pas en mesure de préparer sa défense. La même raison de décider n'existe évidemment pas lorsque le défendeur a été directement interpellé, et qu'en outre, comme dans l'espèce de notre arrêt, la citation lui a été donnée en temps utile.

Jugé, d'autre part, qu'à supposer nulle une demande incidente à une saisie immobilière, introduite par voie d'assignation, cette nullité est au nombre de celles qui sont facultatives pour le juge en Algérie : Alger, 20 juin 1849 (Ménerville, *Jurispr.*, v° *Saisie immob.*, § 43).

(3) V. D. J. G. v° *Domicile élu*, 13, 129.

Au surplus, l'adjudicataire est sans intérêt à critiquer l'élection de domicile ainsi entendue, lorsque l'avoué nommé en remplacement du défenseur décédé est demeuré, après ce dernier, l'avoué de cet adjudicataire.

Le jugement d'adjudication ayant été délivré et aucun ordre n'ayant été ouvert sur le prix, celui qui poursuit la folle enchère n'a aucune signification à faire à l'adjudicataire fol enchéri. Spécialement, il n'a pas à lui signifier le titre constitutif de ses droits, le seul titre à considérer dans la cause étant le cahier des charges dont les clauses font la loi commune des parties.

A défaut d'offres réelles suffisantes faites en temps utile au poursuivant, l'adjudicataire fol enchéri ne peut valablement exciper de ce que le poursuivant, n'ayant pas rapporté la mainlevée des inscriptions existantes, n'était pas en mesure de recevoir sa part du prix d'adjudication.

(Aboulker c. Cuchet et autres)

Le 28 octobre 1887, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ALGER ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par un dire inséré au cahier des charges, en date du 24 octobre 1887, Salomon Aboulker demande la nullité de la folle enchère poursuivie contre lui par Cuchet et Fournier, par les motifs que la sommation-commandement a été signifiée à tort en l'étude de Me Berlandier, que copie n'a pas été donnée des titres constituant les droits des poursuivants et que ceux-ci n'étaient pas en mesure de recevoir le prix leur revenant ; — Attendu que l'inscription d'un dire contenant demande en nullité de la poursuite de folle enchère à la suite du cahier des charges n'a aucune valeur ; que toute demande incidente à une poursuite de saisie immobilière doit être formée par acte d'avoué à avoué contenant les moyens et conclusions ; — Que par conséquent le dire dont s'agit ne peut être considéré que comme un avertissement extrajudiciaire dont il n'y a pas lieu de tenir compte ; — Mais attendu que, par exploit en date du 7 octobre 1887, Salomon Aboulker a demandé la nullité de la folle enchère poursuivie contre lui par lesdits Cuchet et Fournier ; — Attendu que, si l'art. 718 C. pr. civ. exige que toute demande incidente à une saisie immobilière soit formée par un simple acte d'avoué à avoué, cet article ne défend pas de former la même action par exploit ; — Que ce mode de procéder permet au défendeur de se défendre sur l'incident et que la demande ainsi introduite est recevable ;

Attendu que par acte de Missé, en date du 10 septembre 1887, une sommation a été faite par Cuchet et Fournier à Salomon Aboulker d'avoir à leur payer son prix d'adjudication sous peine d'être poursuivi comme fol enchérisseur ; — Attendu qu'Aboulker soutient que

cette signification qui a été faite à Me Berlandier et non à son propre domicile est nulle; — Attendu que le cahier des charges dispose que l'adjudicataire sera tenu de faire élection de domicile à Alger pour l'exécution des clauses et conditions de l'adjudication et que, à défaut de ce faire, ce domicile sera élu de droit chez le défenseur qui se sera rendu adjudicataire ; — Attendu que Me Jobert est resté adjudicataire de l'immeuble mis en vente pour le compte de Salomon Aboulker et que, à son décès, Me Berlandier a été nommé à sa place ; — Attendu que l'élection de domicile en l'étude d'un officier ministériel doit être réputée faite en considération non de la personne, mais de la fonction ; — Attendu que si, en Algérie, les officiers ministériels ne se succèdent pas à proprement parler, puisqu'ils n'ont point le droit de présentation, néanmoins les décrets qui les nomment portent qu'ils sont promus en remplacement de leur prédécesseur ; — Qu'il y a lieu de conclure de ce qui précède que l'élection de domicile passe avec l'étude à l'officier ministériel nommé en remplacement de son prédécesseur ; — Attendu dès lors que la sommation dont s'agit a été signifiée à bon droit à Me Berlandier qui, d'ailleurs, se présente pour Aboulker ;

Attendu, sur le moyen tiré du défaut de notification du titre, que Aboulker connaissait les titres en vertu desquels Cuchet et Fournier ont agi ; qu'une première sommation a porté à sa connaissance le titre constatant les droits de Cuchet ; — Que Fournier a antérieurement fait signifier à Aboulker la créance qui lui a été cédée par Eugène Cuchet ; — Attendu que le jugement d'adjudication impose à l'acquéreur l'obligation de payer son prix après l'expiration du délai de quatre mois ; que, n'ayant pas rempli cette obligation, Cuchet et Fournier étaient fondés à le poursuivre comme fol enchérisseur ; — Attendu que rien ne justifie l'inaction d'Aboulker, et que l'inaccomplissement de l'obligation qui lui était imposée rend légitime la poursuite sur folle enchère ; — Attendu qu'il prétend que Cuchet et Fournier n'étaient pas en mesure de recevoir la partie du prix qui leur revient et n'ont pas rapporté main-levée des inscriptions hypothécaires ; — Attendu qu'il est en faute de n'avoir point procédé, si le fait est exact, par voie d'offres réelles ; — Attendu que les offres qui ont été faites le 26 octobre sont tardives et insuffisantes ; qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter ;

Par ces motifs, jugeant en premier ressort : — Déclare Salomon Aboulker non recevable et mal fondé dans sa demande en nullité de la folle enchère, l'en déboute ; — Dit qu'il sera passé outre à la vente sur folle enchère dont s'agit et condamne Aboulker aux dépens de l'incident ; — Et, attendu qu'il y a titre, ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel et sans caution.

Sur APPEL de ce jugement,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les deux appels sont réguliers en la forme et doivent être accueillis ;

Attendu que le dire fait au greffe par Albouker, le 24 octobre

1887, et notifié par lui le 28 octobre seulement, était à la fois inopérant et tardif ; inopérant en ce que les moyens de nullité ne peuvent être proposés sous forme de dire ; tardif en ce qu'ils doivent être proposés au plus tard trois jours avant la nouvelle adjudication ; — Attendu que Aboulker avait pris la précaution, dès le 7 octobre précédent, de procéder aux mêmes fins par un exploit signifié à partie ; que, dans ces conditions, il est sans intérêt de s'arrêter à l'irrecevabilité de son dire du 24 octobre ; qu'il échet purement et simplement de rechercher si l'exploit du 7 octobre remplit le vœu de la loi, en d'autres termes si les dispositions de l'art. 718 qui ordonnait de présenter les incidents par un simple acte d'avoué à avoué sont prescrites à peine de nullité ; — Attendu à cet égard qu'aucun texte ne prononce cette nullité, que l'unique sanction de l'inobservation de cette disposition de l'art. 718 consiste dans le rejet de la taxe de l'exploit signifié ; qu'à un autre point de vue, la nullité ne pourrait être rationnellement soulevée que dans le cas où le domicile du défendeur à l'incident se trouverait à ce point éloigné qu'il lui serait impossible de faire parvenir l'assignation à son avoué, la loi n'accordant qu'un délai de huitaine pour comparaître, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce, Fournier et Cuchet étant domiciliés, l'un à Mustapha, l'autre à Alger ;

Attendu, en conséquence, que les premiers juges ont à bon droit écarté ces critiques et examiné les griefs articulés par Aboulker contre la procédure suivie à son égard ; — Attendu que ces griefs se réduisent à trois : 1° signification de l'exploit du 10 septembre à un domicile élu qui n'était ni conventionnel, ni légal ; 2° défaut de signification du titre invoqué ; 3° absence de qualité pour recevoir le paiement à défaut de production d'un certificat de radiation ;

Sur le premier grief : — Attendu qu'aux termes de l'art. 22 du cahier des charges, les adjudicataires étaient tenus d'élire domicile à Alger pour l'exécution des charges, clauses et conditions de l'adjudication, sinon et par le seul fait de l'adjudication, ce domicile serait élu de droit chez l'avoué ou le défenseur qui se serait rendu adjudicataire ; — Attendu, tout d'abord, qu'il est constant, en fait, que Me Jobert s'est rendu adjudicataire pour Aboulker, que Me Berlandier est le successeur de Me Jobert décédé ; que Aboulker n'a élu domicile chez aucun avoué, ainsi qu'il y était tenu en exécution de l'article précité du cahier des charges ; qu'il n'a donc à s'en prendre qu'à lui-même si Cuchet et Fournier ont dû user du droit que leur conférait ce même article ; — Attendu que l'argument tiré de ce que les avoués n'ont pas, en Algérie, le droit de présentation,

et de ce que Me Berlandier ne saurait être considéré comme le successeur de Me Jobert, décédé, n'est pas décisif; qu'en effet, aux termes de l'art. 91 de la loi du 28 avril 1816, l'avoué destitué perd le droit de présentation et que néanmoins la jurisprudence n'a jamais songé à établir une distinction entre l'avoué présenté par son prédécesseur et celui qui ne l'aurait pas été; que le seul point à examiner est celui de savoir si un domicile a été élu en considération de la personne ou en considération de la fonction; qu'à ce sujet, le poursuivant, lequel a élu domicile chez Me Baudrand, son avoué, a eu évidemment en vue la personne de ce dernier; mais qu'il est impossible d'admettre qu'il ait été guidé par le même motif en imposant une élection de domicile à l'adjudicataire, la personne de l'avoué de celui-ci lui étant indifférente; que le but du poursuivant était, sans contestation possible, de se créer dans un lieu fixe et rapproché un centre d'action pour toutes les instances qui pourraient surgir dans l'avenir à l'occasion de l'adjudication des biens dépendant de la succession Thiriet; — Attendu que, si l'on entendait autrement l'art. 22 du cahier des charges, le mode de procéder organisé par cet article qui contient un véritable contrat judiciaire se trouverait détruit et la précaution prise par le poursuivant réduite à néant par un fait indépendant de la volonté des parties, le décès de Me Jobert;

Attendu au surplus que l'intérêt est la mesure des actions; que l'on ne découvre pas l'intérêt qu'aurait Aboulker à critiquer l'élection de domicile ainsi entendue par ses adversaires, alors surtout qu'en fait Me Berlandier, successeur de Me Jobert, est demeuré après ce dernier l'avoué dudit Aboulker; — Attendu que Me Berlandier seul, s'il n'avait pas occupé pour Aboulker, aurait été fondé à se plaindre de recevoir les significations destinées à celui-ci, puisqu'elles pouvaient, le cas échéant, engager sa responsabilité; mais que, pour s'en dégager, il avait le droit de se refuser à accepter ou à conserver le mandat qui résultait pour lui de l'élection de domicile, ce qu'il n'a pas fait, d'où la certitude morale pour Aboulker que ses intérêts seraient sauvegardés; — Attendu, en conséquence, que les premiers juges ont, avec raison, repoussé ce premier moyen;

Sur le second grief: — Attendu que ce grief n'est pas fondé, à quelque point de vue que l'on se place; que, si Aboulker invoque l'art. 735 C. pr. civ., les intimés n'auraient de ce chef aucune signification à faire, le jugement d'adjudication ayant été délivré et aucun ordre n'ayant été ouvert sur le prix; que, s'il prétend exiger la signification du jugement homologatif de la liquidation et la preuve que cette décision est devenue

définitive, les intimés, lesquels ne sont tenus à aucune justification de ce genre, lui ont donné satisfaction au delà de leurs obligations par l'exploit du 10 septembre 1887 ; qu'en effet le seul titre à considérer dans la cause, c'est le cahier des charges dont les art. 13 et 14 règlent les droits et les devoirs des vendeurs et des adjudicataires et constituent la loi commune des parties ; qu'il est incontestable qu'Aboulker s'est soustrait à ces devoirs et s'est ainsi trouvé *ipso facto* sous le coup de l'art. 20 du cahier des charges et de l'art. 733 C. pr. civ., et par conséquent, faute d'avoir exécuté les clauses de l'adjudication, et payé ou au moins offert son prix, s'est rendu passible de revente sur folle enchère ; — Attendu, en conséquence, que les premiers juges ont encore repoussé avec raison ce moyen ;

Sur le troisième grief : — Attendu qu'il n'est pas mieux fondé que les précédents ; que l'exigence formulée par Aboulker est inadmissible ; qu'il devait, pour s'assurer que les intimés n'étaient pas en mesure de recevoir la partie du prix attribuée à Cuchet, procéder par voie d'offres réelles, ce qu'il n'a fait qu'à la dernière extrémité et sans y comprendre les frais de la procédure de folle enchère commencée par sa faute ; que les premiers juges les ont déclarées insuffisantes à bon droit ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit les appels en la forme comme réguliers ; — Statuant sur iceux ; — Confirme purement et simplement la décision attaquée en ce qu'elle a débouté Aboulker de ses fins et conclusions et ordonné qu'il serait passé outre à la vente sur folle enchère ; — Déboute Aboulker de sa demande en dommages-intérêts comme mal fondée ; — Condamne Aboulker à l'amende et aux dépens ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel incident ; — Déboute les parties de leurs plus amples fins et conclusions.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Aud. civ.)

28 février 1889

Propriété, Tunisie, immeuble, établissement, titre, preuve, possession, prescription acquisitive.

En droit tunisien, la propriété immobilière s'établit par la

détention régulière et légitime du titre qui, à l'origine, a été créé pour sa constatation et sur lequel toutes les transmissions auxquelles il a donné lieu ont été mentionnées ; par suite, aucune transmission de la propriété ne peut être opposée par des tiers au détenteur légitime du titre, en dehors de tout cas de fraude ou de collusion dûment établi, ou de celui d'une possession suffisamment longue pour produire les effets de la prescription acquisitive.

Si le titre originaire de propriété n'est pas reproduit, la possession paisible et non précaire de l'immeuble constitue à elle seule une preuve suffisante de la propriété, alors même qu'elle n'aurait pas duré assez longtemps pour conduire à la prescription acquisitive.

(Consort Chemama c. Villedon et Mohamed M'Feredj)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en droit immobilier tunisien, la propriété s'établit par la détention régulière et légitime du titre qui, à l'origine, a été créé pour sa constatation et sur lequel toutes les transmissions auxquelles il a donné lieu, soit par vente, soit de toute autre manière, ont été mentionnées ; qu'il s'ensuit qu'aucune transmission de la propriété ne peut être opposée par des tiers au détenteur légitime du titre de propriété, en dehors de tout cas de fraude ou de collusion dûment établi, ou de celui d'une possession suffisamment longue pour produire les effets de la prescription acquisitive ;

Attendu, d'autre part, que, si le titre originaire de la propriété d'un immeuble n'est pas reproduit, soit qu'il n'ait pas été créé à l'origine, soit qu'il ait été perdu, le droit de propriété s'établit par la possession paisible et non précaire de l'immeuble lui-même ; ce qui revient à dire qu'une telle possession constitue à elle seule une preuve suffisante du droit de propriété, même si elle n'est pas assez longue pour produire la prescription acquisitive, tant qu'elle n'est pas combattue par les énonciations du titre originaire produit par un revendiquant ;

Attendu en fait, etc.

MM. BERGE, *prés.* ; DRAPIER, *ff. subst.* — Mes MALTEAU, JACQUEMART et KRAFT, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

8 novembre 1888

Compétence, Tunisie, action immobilière, cause entre Français et Tunisien, tribunal du chara, tribunal français.

Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour connaître d'une action immobilière formée par un sujet tunisien contre un Français, alors même que ce dernier aurait introduit devant le tribunal du chara, au cours de l'instance engagée contre lui, une demande en nullité de l'acte de vente en vertu duquel ladite action est exercée.

(El Hadj Embarek ben Attia c. Crédit algérien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit du 27 octobre 1887, le sieur El hadj Embarek ben Attia El Aouni a assigné devant ce tribunal la société du Crédit algérien pour la faire condamner à lui délivrer un terrain qu'elle lui aurait vendu par acte du 15 mars 1887; — Attendu qu'au cours du procès le sieur El Hadj Embarek ben Attia El Aouni a par acte du 2 décembre 1887 cédé ses droits au sieur André Michelat; que ce dernier intervient à l'instance et qu'il demande que la délivrance de l'immeuble ait lieu à son profit; — Attendu que le sieur El Hadj Embarek ben Attia El Aouni s'associe aux conclusions du sieur Michelat;

Attendu que la société défenderesse conclut à ce que le tribunal se déclare incompétent parce qu'elle aurait introduit devant la juridiction tunisienne du chara contre le sieur El Hadj Embarek ben Attia El Aouni une demande en nullité de l'acte de vente invoqué par ce dernier; — Attendu que la société défenderesse est de nationalité française et que dès lors, d'après les décrets qui régissent la matière et conformément à l'interprétation que leur a constamment donnée la jurisprudence de ce tribunal, le sieur El Hadj Embarek ben Attia El Aouni, bien que sujet tunisien, a pu valablement assigner cette société devant la juridiction française pour obtenir l'exécution de la convention qu'il allègue; — Attendu que la demande en nullité de cette convention dirigée contre le sieur Hadj Embarek ben Attia El Aouni par la société du Crédit algérien devant le tribunal tunisien du chara a été formée par requête du 16 novembre 1887, postérieure à l'exploit introductif d'instance qui a porté le litige devant la

juridiction française; — Attendu qu'une partie valablement assignée devant un tribunal compétent ne saurait, en citant elle-même son adversaire devant une autre juridiction, enlever au tribunal saisi le premier la connaissance de l'affaire;

Par ces motifs : — Se déclare compétent; — Renvoie la cause à l'audience du 4 janvier 1889 pour être plaidée au fond; — Condamne la société du Crédit algérien aux dépens de l'incident.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *ff. min. pub.* — Mes BESSIÈRE et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

17 janvier 1889

Compétence, partage, Tunisie, immeuble non immatriculé, défendeur tunisien.

Le Tunisien, défendeur à une action relative à un immeuble situé en Tunisie et non immatriculé, notamment à une demande en partage de cet immeuble, peut accepter la compétence de la juridiction française ou demander son renvoi devant les tribunaux indigènes (1).

(Gandolphe c. El Hadj Ali El Yacoubi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Ernest Gandolphe demande contre le sieur El Hadj Ali El Yacoubi la licitation d'une propriété rurale indivise entre les parties et située en Tunisie sur le territoire de Souk-El-Khmis; — Attendu que le litige ayant pour objet le partage d'un immeuble est évidemment de nature immobilière; — Attendu que le défendeur est sujet tunisien et que l'immeuble dont il s'agit n'a pas été immatriculé; — Attendu que dans ces conditions le sieur El Hadji Ali El Yacoubi, qui pourrait certainement accepter la compétence de la juridiction française, a aussi le droit de demander son renvoi devant les tribunaux indigènes;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement, se déclare incompétent; — Renvoie le sieur E. Gandolphe à se pourvoir ainsi qu'il avisera; — Et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *ff. min. pub.* — Mes GUEYDAN et BRULAT, *av.*

---

(1) V. trib. de Tunis, 11 févr. 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 126).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

24 juin 1889

Compétence, Tunisie, litige entre Tunisiens, gouvernement tunisien, autonomie, protectorat, effets, services administratifs, direction des finances, nationalité.

L'institution du protectorat français dans la régence de Tunis, tout en attribuant à la France des droits expressément définis, a néanmoins maintenu l'autonomie du gouvernement tunisien ;

Il en résulte qu'en dehors des services que l'accord des parties contractantes ou l'interprétation de leurs conventions ont expressément rattachés à la métropole, toutes les administrations organes de l'État tunisien sont, comme cet État lui-même, de nationalité tunisienne ;

Il en est ainsi spécialement de la direction des finances, créée et organisée par le pouvoir local ;

En conséquence, cette administration, n'ayant d'ailleurs été soumise à la juridiction exceptionnelle des tribunaux français par aucune disposition législative, ne saurait, dans les litiges s'agitant entre elle et un Tunisien, reconnaître d'autres juges que les juges locaux.

(Éliaou Scemama c. gouvernement tunisien et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'après avoir dû reconnaître que sa gestion présente un déficit de 2,713,000 piastres, après avoir librement consenti à fournir les garanties destinées à couvrir, s'il est possible, les causes de ce déficit, le caïd Eliaou, revenant après trois vérifications successives sur une situation ainsi définie, a assigné le gouvernement tunisien en la personne de son premier ministre, la direction des finances en la personne de son directeur, M. Depienne, la recette des finances en la personne de son receveur général, M. Dejeanne, en paiement d'une somme de 3,250,000 piastres ; — Qu'il semble faire résulter cette créance prétendue : 1° d'avances qu'il aurait faites en 1862 au gouvernement tunisien

et qu'il aurait négligé de se faire rembourser ; 2° d'une remise d'obligations tunisiennes et de leurs coupons qu'il aurait effectuée par erreur entre les mains du receveur des finances; 3° enfin de dommages-intérêts qui lui seraient dûs en réparation du préjudice que lui a causé le décret de S. A. le bey qui l'a déchu de tous les grades et distinctions qui lui avaient été conférés ; — Attendu qu'à cette demande le gouvernement tunisien a opposé une déclaration d'incompétence, faisant valoir que les parties litigantes sont l'une et l'autre tunisiennes et que le tribunal ne saurait ainsi connaître du procès qui lui est soumis ; — Que le directeur des finances et le receveur général des finances d'autre part ont conclu à leur mise hors de cause, le gouvernement tunisien ne pouvant être régulièrement assigné qu'en la personne de S. E. le premier ministre ;

Sur le déclinatoire proposé : — Attendu que, tout en ayant implicitement reconnu l'existence du gouvernement tunisien en appelant au procès son premier ministre, le caïd Eliaou Scemama a discuté pourtant le déclinatoire proposé ; qu'il a fait plaider que le gouvernement tunisien, depuis l'organisation du protectorat, aurait été peu à peu et par les décrets successifs qui ont réorganisé la régence, destitué de cet ensemble de pouvoirs qui constitue la personnalité civile d'un État et lui donne la capacité de faire directement valoir des droits ou de contracter des obligations ; que ces pouvoirs étaient passés sans réserve ni restriction aux diverses administrations qui fonctionnent dans ce pays sous le contrôle de la France, et que, composées d'agents de nationalité française subordonnant tous leurs actes aux traditions, aux règlements, à la législation en usage en France, ces administrations ne pouvaient reconnaître d'autres juridictions que la juridiction française ; que, bien plus, du jour où la France avait exercé sur l'État tunisien cette main-mise qui l'a autorisée à occuper militairement le pays,à garantir aux nations européennes les traités antérieurement conclus par celles-ci avec la régence, à réorganiser les diverses administrations de cet État, à les peupler de fonctionnaires français, était née une situation de fait qui, entraînant tous les effets de l'annexion, aurait eu pour conséquences de ne laisser au souverain régnant qu'un pouvoir nominal, de rendre, sans promulgation, applicables à la régence nos lois civiles, commerciales et de procédure, d'attribuer enfin aux tribunaux français institués en Tunisie une juridiction de droit commun devant laquelle tous les procès, quelle que fût la nationalité des plaideurs, pourraient être portés ; — Attendu que dans le même intérêt

il a été, à un point de vue plus restreint, ajouté qu'en remettant aux juridictions civiles la compétence administrative, le décret du 25 juin 1888 aurait d'ailleurs, par la généralité de ses termes, soumis en ces matières aux tribunaux français aussi bien les justiciables européens que les justiciables indigènes; — Attendu que c'est cet ensemble d'arguments qu'il échet d'examiner pour vérifier la portée du déclinatoire proposé;

Attendu qu'il n'est pas exact de dire que, depuis le protectorat, le gouvernement tunisien ait perdu son autonomie; — Que le traité du 12 mai 1881 contredit une telle assertion; qu'il montre en effet la France et la régence renouvelant et confirmant les traités antérieurs de paix, d'amitié et de commerce; le gouvernement de la République française se faisant représenter par un ministre plénipotentiaire auprès de S. A. le bey; ce souverain conservant le droit de conclure avec les nations étrangères les actes d'un caractère international; — Attendu qu'effectivement, depuis le 12 mai 1881, des consuls ou des agents consulaires étrangers ont continué à être accrédités auprès de S. A. le bey; que des traités internationaux ont été conclus par lui et revêtus de sa signature; — Attendu que cette manifestation de la personnalité internationale de l'État tunisien suffirait au besoin à démontrer l'existence de sa personnalité civile; que l'on concevrait mal, en effet, un État ayant capacité pour traiter avec les nations voisines alors qu'il est dépossédé du pouvoir de décider de ses affaires intérieures; — Mais attendu que de ce chef encore des textes nombreux et précis mettent en relief cette souveraineté beylicale que le caïd Eliaou Scemama voudrait méconnaître, souveraineté dont il a été pendant vingt-quatre ans, et jusqu'en 1889, le serviteur; — Que c'est ainsi, et à s'en tenir aux exemples les plus saisissants, que l'État beylical a attesté la libre disposition qu'il conserve de ses finances en réglementant par un décret du 12 mars 1883 le budget de l'État, budget qui de fait est resté autonome; qu'il a dans les lois beylicales des 19 ramdan 1302 et 2 ramdan 1303 attesté son droit de disposer du sol en subordonnant à certaines conditions déterminées la propriété foncière de la régence; — Qu'il a enfin manifesté son omnipotence regnicole en soumettant par le décret du 9 chaoual 1301 ses sujets à la juridiction française dans toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens sont en cause, en les déférant par le décret du 23 kada 1302 aux tribunaux français, en matière pénale, lorsque des crimes sont commis au préjudice d'Européens ou que des Européens sont incriminés avec des Tunisiens comme complices ou coauteurs;

Attendu que ce régulier exercice de l'autorité régalienne n'est pas contredit par le pouvoir de contrôle, d'intervention, d'action commune ou parallèle que le traité du 12 mai 1881 et celui du 8 juin 1883 ont départi dans la régence au gouvernement de la République ; que ce pouvoir, dans ces traités, a été caractérisé ; que ses limites y ont été circonscrites et qu'il ne saurait être permis, dans un intérêt de cause civile, de restreindre ou d'étendre, encore moins de dénaturer, un document qui exprime clairement et formellement l'accord et la volonté des parties qui ont alors contracté ;

Attendu que c'est par suite d'une confusion de principes ou d'une mauvaise interprétation des faits et des textes que l'on a supposé la France si absolument substituée au souverain régnant qu'à son représentant le résident général aurait été exclusivement remis celui des attributs qui, de tous, caractérise le plus fortement la souveraineté : le droit de promulguer et de rendre exécutoires dans la régence les lois de cet État, alors que d'autre part toutes les lois métropolitaines y seraient de plein droit et sans promulgation exécutoires; — Qu'une conception plus exacte des conditions dans lesquelles les lois deviennent exécutoires en Tunisie eût prévenu cette fausse appréciation; — Attendu, en effet, que, s'il est certain que les lois de la métropole sont, dans ce pays, exécutoires *de plano* et sans promulgation spéciale, il n'est pas exact, par contre, que cette situation soit spéciale à la régence; — Que la vérité est que, dérivant de cette fiction ou de ce privilège de l'exterritorialité que les usages et que les capitulations ont reconnu, que la jurisprudence a consacré (Aix, 12 décembre 1863), cette promulgation *de plano* des lois métropolitaines est commune à toutes les Échelles du Levant où fonctionnent nos juridictions ; — Qu'elle existait avant 1881, et que, destinée à ne profiter qu'à nos nationaux et à n'avoir effet que sur un territoire juridictionnel et fictif, elle n'entreprenait pas alors plus qu'elle n'entreprend aujourd'hui sur l'autorité du chef de l'État;

Attendu que le principe de souveraineté ne saurait non plus être mis en échec par le droit attribué au résident général (décret du 10 novembre 1884, traité du 8 juin 1883 et loi du 10 avril 1884) d'approuver au nom du gouvernement français la promulgation et la mise à exécution dans la régence de certains décrets émanés de S. A. le bey ; — Que de l'organisation même du protectorat, de la communauté d'intérêts de juridiction et d'administration qui en était née pour les deux pays résultait virtuellement la nécessité de ce contrôle ; — Qu'il convient de noter au surplus qu'il ne s'exerce que dans

les limites de l'accord intervenu entre la régence et la France, c'est-à-dire dans les cas où les lois et décrets à promulguer concernent à la fois des Tunisiens et des justiciables de nos tribunaux ; — Que l'autorité législative du bey revit au contraire dans toute son indépendance et s'exerce sans surveillance ni contrôle lorsque ce souverain légifère dans l'intérêt exclusif de ses sujets ; — Que c'est dans ces conditions par exemple qu'a été rendu le décret du 26 ramdan 1303 sur le recrutement de l'armée tunisienne, celui du 29 ramdan 1303 et celui du 19 chaban 1307, qui prévoient certains cas d'exemption du service militaire, les décrets des 26 hidjé 1301, 16 chaban 1302, qui réglementent les magzens, ceux des 5 rabia-et-tani 1300 et moharem 1302, relatifs à la constitution de la grande mosquée ;

Attendu qu'une autre conséquence de l'institution du protectorat et qu'une prévision d'ailleurs des traités du 21 mai 1881 et du 8 juin 1883 ont été que dans la régence fonctionneraient simultanément des services de double origine, les uns conservant un caractère essentiellement beylical et attestant ainsi l'existence de l'État tunisien, les autres se rattachant au contraire directement à la France, en procédant de ce droit qu'elle s'était réservé d'intervenir dans l'administration d'un pays auquel elle avait assuré sa protection et dont elle avait garanti la dette ; — Que c'est par application de ces principes que la guerre, les postes et télégraphes, les forêts ont d'abord été des services français ; qu'ensuite, les forêts et les postes et télégraphes ayant été distraits du département métropolitain dont ils dépendaient, il n'est plus resté de directement rattaché à la France que la justice et la guerre ;

Attendu que d'une situation ainsi déterminée et du droit non contesté au gouvernement de la République d'instituer dans la régence des administrations françaises il faut nécessairement induire que celles qui n'ont pas cette institution ont conservé leur caractère d'administrations tunisiennes ; — Qu'il en est certainement ainsi de la direction des finances ; que c'est en effet un décret beylical, le décret du 23 hidjé 1304, qui a organisé ce service et lui a attribué la connaissance de toutes les affaires concernant les finances de la Tunisie, qui les a centralisées entre les mains d'un directeur à qui ont été impartis des pouvoirs et une autorité dont l'étendue ne correspond à celle d'aucun fonctionnaire d'ordre analogue en France ; — Que ce sont encore les décrets beylicaux qui ont établi et réglementé le budget de l'État ; enfin des circulaires procédant des mêmes sources qui ont prévu et réglé le fonctionnement et les questions de détail de ce budget ; —

Attendu conséquemment qu'émanant de l'initiative du chef de l'État tunisien, organisée par lui, véritable organe de cet État, la direction des finances, quelles que soient d'ailleurs la surveillance et l'action qu'exerce sur elle la France, est de nationalité tunisienne, ne pouvant être d'une autre nationalité que celle du gouvernement dont elle émane ; — Que la présence de fonctionnaires français à la tête de cette administration, que le lien qui rattache leurs personnes, mais rien que leurs personnes, au département des finances ; que l'importation même par ces fonctionnaires, au sein des services qu'ils dirigent, de coutumes, de réglementations, de traditions qui régissent en France les administrations similaires ne peuvent en rien modifier une organisation qui est la substance même de l'existence de l'État tunisien ; — Qu'il importe donc peu que le directeur des finances, ayant vérifié un déficit dans la caisse du caïd Eliaou Scemama, ait fait constater ce déficit par un arrêté ou par un décret de débet, qu'ayant obtenu du comptable débiteur des transports de créance ou autres droits incorporels en garantie des détournements reconnus, il ait validé ces cessions à l'égard des débiteurs cédés en leur faisant la signification de l'art. 1690 C. civ., ou qu'il ait encore, recourant aux dispositions des art. 557 et suivants C. pr. civ., frappé de saisies-arrêts les sommes dues à son débiteur ; qu'il appartiendra à toutes parties en cause de discuter comme elles l'entendront ces procédures, qui ne sauraient, quelles qu'elles soient, préjuger une question de compétence qui, si elle n'est pas d'ordre public, ne pouvait au moins être résolue que par la manifestation formelle de la volonté des deux plaideurs ;

Attendu que le décret du 23 juillet 1885, dont il a été fait argument, n'a pas modifié les conditions dans lesquelles fonctionne la direction des finances ; — Que ce décret, d'abord, dû à la seule initiative du président de la République française ne pouvait légalement atteindre une organisation qui repose à la fois sur un traité international et sur une loi, le traité du 12 mai 1881 et la loi du 27 mai 1881, qui a consacré ce traité ; —

Attendu d'ailleurs que, destiné à abroger le décret du 22 avril 1882, qui avait, au début de l'occupation, organisé de certaine façon le protectorat, à centraliser entre les mains du ministre résident, qui dès lors prend le titre de résident général, tous les services administratifs du pays, à donner au département des affaires étrangères la haute main sur ces services, procédant enfin de considérations et de circonstances uniquement politiques, ce décret du 23 juillet 1885 ne se rattache en rien au fonctionnement intérieur de l'État

tunisien qu'il n'a eu ni pour but ni pour effet de modifier, et que finalement il laisse intact; — Que c'est donc par un véritable abus de mots que l'on a essayé d'induire des termes de son art. 2 une absorption ou même un amoindrissement quelconque de l'autorité beylicale; — Que cet art. 2 dit bien que le résident général a sous ses ordres tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes; — Mais que la seule interprétation exacte a donner à ce passage, la seule qu'il ait effectivement constamment reçue, est que tous ces services administratifs, que le décret du 22 avril 1882 (art. 1) placait dans la dépendance des départements ministériels correspondants, ne relèveront plus, restant d'ailleurs constitués tels qu'ils sont, à partir du 23 juillet 1885, immédiatement que du résident général et médiatement que du département des affaires étrangères;

Attendu que c'est sans plus de raison qu'après avoir essayé de faire dériver la compétence du tribunal de considérations générales empruntées à l'organisation du protectorat, on a tenté de la rattacher à l'art. 1er, § 1 du décret du 26 rabia el-aloual 1306 et de soutenir que, par la généralité de ses termes, cet art. 1er avait attribué aux tribunaux français la connaissance de tous les litiges administratifs, quelle que fût d'ailleurs la nationalité des parties; — Attendu que pour soutenir une semblable thèse il faut à la fois méconnaître et les circonstances d'où est né le décret du 23 rabia el-aloual et le texte même de ce décret; — Attendu, en effet, que, la loi du 27 mars 1883 n'ayant pas réglementé en Tunisie le contentieux administratif, on s'était trouvé dans cette situation étrange que le tribunal français n'avait pour juger les instances où l'administration était en cause qu'une compétence discutable et que les justiciables, s'ils étaient, selon la formule, renvoyés à se pourvoir comme ils aviseraient, n'avaient pas de juridiction où il puissent porter leur litige; — Attendu que c'est pour combler cette lacune de notre organisation qu'a été édicté le décret du 23 rabia el-aloual; mais qu'il est manifeste que ce décret n'a pu avoir en vue que ceux dont les intérêts pouvaient réellement se trouver en souffrance, c'est-à-dire les justiciables de nos tribunaux; — Qu'il ne pouvait au contraire concerner les indigènes, qui, avant comme après la loi du 27 mars 1883, avaient pour juger leurs litiges, quels qu'ils fussent, des juridictions bien définies, qui étaient notamment et sont restés, en matière administrative, justiciables de l'ouzara, qui ne pouvaient d'ailleurs être distraits de leurs juges naturels que par un acte législatif formel et explicite de leur souverain, tel que le décret du 7 chaoual 1301, ou celui du 23 kada 1302;

— Attendu, au surplus, que le texte même du décret du 23 rabia el-aloual suffit à cette démonstration ; — Qu'il convient de noter, en effet, et d'abord, le préambule de ce décret; que c'est à la loi du 27 mars 1883, au décret du 27 djoumadi 1300, au décret du 19 chaoual 1301 que ce préambule énonce qu'il va rattacher l'organisation du contentieux administratif dans la régence; — Qu'il demeure ainsi acquis qu'après avoir déterminé, le 27 mars 1883, la compétence fondamentale des juridictions françaises en Tunisie, après avoir étendu cette compétence aux étrangers par le décret de djoumadi-et-tani, après l'avoir dans certains cas étendue aux indigènes par le décret de chaoual, le législateur, poursuivant son œuvre, impartit à ces mêmes juridictions, en le réglementant, son pouvoir juridictionnel qui jusque-là ne leur avait pas été attribué, et d'où va résulter une extension nouvelle de compétence, non relative cette fois aux personnes, dont la situation est fixée par les documents législatifs auxquels il a pris soin de référer, mais relative à ces matières administratives dont la connaissance n'avait pas encore été nettement déférée à nos tribunaux et qu'il leur impartit, dit l'art. 1er, dans les limites de la compétence attribuée à chacune d'elles ;

Attendu, l'autonomie du gouvernement tunisien étant vérifiée, qu'il n'est pas possible de soutenir comme on l'a fait dans l'intérêt du caïd Éliaou Scemama que les tribunaux français aient dans la régence la juridiction de droit commun ; — Que, si dans la limite de leurs pouvoirs juridictionnels ces tribunaux ont la plénitude d'attributions, s'ils ont pu légitimement retenir leur compétence dans tous les cas où l'usage, qui a force de loi dans la Tunisie, avait, avant l'occupation, donné pouvoir de juger à nos consuls, il est certain néanmoins que, fonctionnant en dehors du territoire français, ils ne sont au regard des étrangers et des indigènes qu'une juridiction d'exception dont la compétence ne peut être renonnue que lorsque, à défaut d'un usage ou d'une tradition constants, elle a été définie par une réglementation expresse; — Qu'il ne saurait en être autrement, et qu'en fait ce n'est, depuis 1881, que par la reconnaissance de ces usages et traditions, ou, plus explicitement, par divers instruments législatifs que la juridiction française a vu successivement son pouvoir juridictionnel s'accroître et se constituer enfin tel qu'il est limité à ce jour; — Qu'il suffit d'indiquer en effet que la loi du 27 mars 1883 ne donnait à nos tribunaux compétence que sur les Français ou protégés français ; — Que par la suppression des capitulations et celle des tribunaux consulaires les nationaux des puissances étrangères sont devenus

justiciables de nos juridictions, ce qu'au surplus confirme le décret du 27 djoumadi 1300; — Que le décret du 9 chaoual 1301 leur a attribué la connaissance des affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Tunisiens et des Européens sont en cause; — Que celui du 23 kada 1301 a apporté à leur compétence une nouvelle extension en matière pénale; — Qu'en établissant un nouveau régime foncier, la loi du 1er juillet 1885 a soumis à leur exclusive compétence, pour les litiges relatifs à des immeubles immatriculés, tous les justiciables, quelle que soit d'ailleurs leur nationalité; — Qu'enfin le décret du 23 rabia el-aloual 1306 (1) a réglementé, dans des conditions absolument nouvelles, le contentieux administratif;

Attendu, et résumant ce qui vient d'être exposé, que l'institution du protectorat, tout en attribuant à la France des droits expressement définis, a néanmoins maintenu l'autonomie du gouvernement tunisien; qu'il s'en est suivi qu'en dehors des services que l'accord des parties contractantes ou l'interprétation de leurs conventions ont expressément rattachés à la métropole, toutes les administrations, organes de l'État tunisien sont, comme cet État lui-même, de nationalité tunisienne; — Que la direction des finances créée, organisée par le pouvoir local, destinée à procurer le fonctionnement d'un service autonome, n'a pu échapper à cette règle; que, n'ayant d'ailleurs été soumise à la juridiction exceptionnelle des tribunaux français par aucune disposition législative, elle ne saurait, dans les litiges s'agitant entre elle et un Tunisien, reconnaître d'autres juges que les juges locaux; — Attendu que le caïd Eliaou Scemama ne conteste ni son origine tunisienne, ni cette qualité de fonctionnaire tunisien, cause originaire de ses revendications; qu'il ne peut donc être admis à se réclamer d'une justice qui n'est pas la sienne; — Qu'il ne saurait être entendu surtout lorsqu'il émet la prétention de faire apprécier par un tribunal français le décret de S. A. le bey qui l'a déclaré en debet, lorsque, protestant contre le décret qui l'a frappé disciplinairement, il avance témérairement que ce décret a été surpris ou imposé au souverain qui l'a revêtu de sa signature;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent; — Renvoie le caïd Eliaou Scemama à se pourvoir comme il avisera; — Le condamne aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.*; HERBAUT, *proc. de la Rép.* — Mes BODOY et GUEYDAN, *av.*

---

(1) V. dans la *Revue*, 3e part. les lois et décrets visés par le jugement.

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

30 octobre 1888

Appel, justice musulmane, dernier ressort, justice de paix de Bouïra, décret du 10 septembre 1886, applicabilité.

Le canton de Bouïra étant sis en dehors des territoires exceptés de l'application du décret du 10 septembre 1886, est irrecevable, aux termes de l'art. 26 de ce décret, l'appel d'un jugement du juge de paix de ce canton qui a statué sur la demande en revendication d'un immeuble dont la valeur n'excède pas 500 fr. de principal (1).

(Mezian ou Bahmoun c. M'Ahmed ben Aïdouch)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant que Mezian, dans les qualités du jugement frappé d'appel, reconnaît n'avoir versé que 160 fr. pour sa part dans la terre achetée en commun avec lui et d'autres indigènes par le défendeur; qu'il ne réclame que la part de l'immeuble en question pour l'acquisition de laquelle il a versé les 160 fr. indiqués; qu'il ne formule pas d'autre demande, etc. ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886, les juges de paix, en Algérie, connaissent en dernier ressort des actions immobilières dont la valeur n'excède pas 500 fr.; — Attendu qu'il est établi que les droits immobiliers

(1) V. en ce sens, Alger, 18 oct. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 442) et la note ; Alger, 12 nov. 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 105).

L'art. 74 du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane a expressément étendu aux juges de paix de Bouïra, Aïn-Bessem, Palestro et Mansourah la disposition de l'art. 26 de ce décret, lequel, au point de vue du taux du ressort, n'est que la reproduction de l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886. — En ce qui concerne les territoires régis par le décret, l'organisation nouvelle diffère de celle de 1886. L'avant-dernier décret, dans son art. 72, laissait en dehors de son application, en outre des arrondissements judiciaires de Tizi-Ouzou et de Bougie, les localités sahariennes non soumises au régime civil. L'art. 72 du décret de 1889 reproduit la même disposition en ce qui concerne les deux arrondissements précités; mais de plus il excepte de l'application du nouveau décret les territoires de commandement en général, sans distinguer entre ceux de ces territoires sis dans le Tell et ceux situés dans la région saharienne.

de Mezian, comme il a été dit plus haut, ne s'élèvent qu'à 160 fr. ; — Attendu que le décret du 10 septembre 1886 s'applique à tout le Tell ; qu'il n'est fait exception que pour les arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou ; que le canton de Bouïra ne fait pas partie des circonscriptions judiciaires des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou ;

Par ces motifs: — Dit l'appel non recevable, en démet l'appelant.

MM. PUECH, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHAMBON et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

14 janvier 1889

Appel, justice musulmane, Cour d'Alger, tribunal d'arrondissement, compétence, mahakma annexe, Coléa.

L'art. 37 du décret du 10 septembre 1886 a restreint à l'arrondissement d'Alger la compétence territoriale de la Cour d'Alger comme juridiction d'appel en matière musulmane (1) ;

Par suite, et bien qu'aux termes de l'arrêté du gouverneur général en date du 15 mai 1881, la mahakma de Coléa ne soit qu'une mahakma annexe de la mahakma malékite d'Alger, et que la justice y soit rendue par le cadi malékite de cette dernière ville, le canton de Coléa ayant été, par décret ultérieur du 12 février 1885, rattaché à l'arrondissement judiciaire de Blida, c'est devant le tribunal de Blida, et non devant la Cour d'Alger, que doit être porté l'appel d'un jugement rendu par le bachadel de la mahakma de Coléa (2).

(1) Disposition reproduite dans l'art. 37 du décret du 17 avril 1889.

(2) Les premières mahakmas annexes, celle de Coléa notamment, ont été créées par un arrêté du gouverneur général du 31 décembre 1874. L'institution a été maintenue et généralisée par les décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889. Ces mahakmas sont administrées par un bachadel assisté d'un ou plusieurs adels (décrets précités, art. 17). Leur établissement, et aussi la création d'audiences foraines, ont permis de supprimer un certain nombre de cadis, de telle façon cependant que les justiciables n'aient pas à souffrir de l'éloignement du juge. Le bachadel, dans les mahakmas annexes, fait également fonction de cadi-notaire, sous la surveillance du cadi (décrets précités, art. 60).

(Mohamed ben Abdelkader Ezzenikri c. Messaouda bent Abdelkader Ezzenikri)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu que le jugement entrepris a été rendu par le bachadel du cadi d'Alger, siégeant à la mahakma de Coléa, dans une affaire concernant des immeubles situés dans la commune d'Attatba ; — Qu'aux termes du décret du 12 février 1885, le canton de Coléa a été rattaché à l'arrondissement judiciaire de Blida ; que le décret du 10 septembre 1886, modifiant la compétence territoriale de la Cour d'Alger en matière musulmane, dispose formellement, dans son art. 37, que désormais les appels des jugements rendus en premier ressort soit par les juges de paix, soit par les cadis, ne seront portés devant la Cour que s'ils ont été rendus par des magistrats siégeant dans l'arrondissement judiciaire d'Alger ; que l'arrêté du gouverneur général du 15 mai 1881, qui est antérieur par sa date et qui, du reste, ne saurait faire échec à un décret présidentiel, rendu en conseil d'État, se borne à diviser l'Algérie en mahakmas et en mahakmas annexes, et ne s'occupe en aucune manière des juridictions d'appel ; — Attendu qu'il ne saurait être douteux que, d'après le texte du décret qui régit actuellement la justice musulmane algérienne, l'appel du jugement déféré aurait dû être porté devant le tribunal de Blida, seul compétent pour en connaître ; qu'il importe peu que la mahakma de Coléa ne soit qu'une mahakma annexe de la mahakma d'Alger, et le bachadel qui l'administre, un suppléant du cadi d'Alger, puisqu'il s'agit, dans l'espèce, d'une compétence purement territoriale, et qu'il faut envisager dans cette matière moins la personne du magistrat qui a rendu la première décision que le lieu même où sont situés les immeubles à propos desquels elle a été rendue ; — Attendu que c'est également l'esprit de ce décret ; qu'il n'est pas possible de supposer que, dans certains cas, les mêmes litiges entre les mêmes parties doivent être portés devant des juridictions d'appel différentes, devant le tribunal d'arrondissement si le premier juge est le juge de paix jugeant en matière musulmane, ou devant la Cour si le premier juge est un bachadel ; qu'il y aurait là une anomalie choquante qui ne saurait être admise par les tribunaux que si elle était expressément formulée par le législateur, et qui serait évidemment nuisible aux intérêts des justiciables eux-mêmes ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit que la Cour saisie de cet appel est incompétente pour en connaître.

MM. PUECH, *prés.* ; HUGUES, *rap.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes MÉNEAU (du barreau de Blida) et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

11 février 1889

Appel, justice musulmane, région saharienne, midjlès, renonciation, forme, notification.

Aux termes des art. 8 et 9 du décret du 8 janvier 1870 sur la justice musulmane dans la région hors Tell, chacune des parties peut, à son gré, renoncer à soumettre le débat à l'examen du midjlès, qui est une juridiction facultative, et la renonciation de l'appelant ou de l'intimé saisit la juridiction d'appel, en supprimant le tribunal intermédiaire auquel l'une des parties a jugé inutile de recourir (1).

La renonciation à l'examen du midjlès, bien que non ins-

(1) V. en ce sens, Alger, 12 nov. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 266). — Jugé, en sens contraire, que l'appel ne peut être porté devant la juridiction française qu'autant que les deux parties ont, *l'une et l'autre*, renoncé à l'examen du midjlès : Alger, 10 déc. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 29). La loi, dit ce dernier arrêt, en édictant que toute affaire jugée hors Tell sera soumise au midjlès, à moins d'une volonté contraire des parties, a voulu leur éviter les fatigues et les frais d'une comparution devant une juridiction du Tell. Admettre un appel sur la déclaration d'une seule partie qu'elle renonce à l'examen du midjlès, serait mettre la partie adverse à la merci de la première, en la forçant à venir plaider contre son gré devant les juges d'appel, alors qu'elle préférerait soumettre son affaire au midjlès, dont l'avis, dans certains cas, peut terminer le litige d'une manière définitive. — Cette interprétation, qui semble des plus rationnelles au premier abord, a le tort de n'être pas conforme au texte de l'art. 8 du décret de 1870. Aux termes de cet article, l'appelant peut déclarer, en interjetant appel, qu'il renonce à l'examen du midjlès ; l'intimé, de son côté, peut faire la même déclaration dans les dix jours de la notification de l'appel. Dans *l'un et l'autre cas*, ajoute l'article, l'affaire est portée directement devant la juridiction française qui doit connaître de l'appel.

crite en termes précis dans l'acte d'appel, peut résulter de la volonté, manifestée par l'appelant au moment où il formulait son appel, de recourir au contrôle direct de la juridiction française, et, spécialement, de ce fait que l'appelant a expressément indiqué dans l'acte d'appel qu'il entendait porter ses griefs devant la Cour (1).

L'intimé ne peut se faire grief de ce qu'il n'a pas été averti par l'adel de la renonciation de l'appelant à l'examen du midjlès, ni demander le renvoi de la cause devant cette dernière assemblée, lorsqu'il a eu connaissance de cette renonciation depuis un temps suffisant pour lui permettre de préparer sa défense devant la Cour, et qu'ainsi ce défaut de notification ne lui a occasionné aucun préjudice (2).

(El Hadj Brahim ben Yaya c. Daoud ben Hamou)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 du décret du 8 janvier 1870, organisant la justice dans la région saharienne non soumise au régime civil, le demandeur et le défendeur qui ont comparu devant le premier juge peuvent relever appel du jugement qui leur fait grief dans les trente jours qui suivent le prononcé de la sentence; que l'appelant peut, au moment où il fait devant l'adel sa déclaration d'appel, renoncer à soumettre l'affaire à l'examen du midjlès; que la partie adverse avisée de l'appel par l'adel peut également renoncer à aller devant le midjlès; que, dans l'un et l'autre cas, l'affaire

---

(1, 2) L'arrêt du 10 décembre 1879, cité au § 1 de la présente note, a décidé, contrairement à l'arrêt ci-dessus rapporté, que l'art. 9 du décret de 1870, en se servant de l'expression : « à défaut de déclaration contraire », avait entendu que la volonté de toutes parties de renoncer au midjlès fût exprimée d'une manière formelle et précise. — D'un autre côté, le § 4 de l'art. 8 du décret de 1870 impose expressément à l'adel l'obligation d'aviser l'intimé de la renonciation de l'appelant.

En recevant l'appel dans les conditions de fait où il se présentait devant elle, la Cour, on le voit, affirme à nouveau ses tendances à simplifier la procédure d'appel organisée par le décret du 8 janvier 1870, et à faciliter ainsi aux justiciables sahariens l'accès des juridictions du second degré. V. à cet égard Alger, 6 mai 1885 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 436) et la note; Alger, 18 oct. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 35) et la note; Alger, 30 mai 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 122) et la note.

est portée directement, pour la province d'Alger, devant la chambre musulmane de la Cour d'appel ;

Attendu qu'il suit de ces dispositions combinées que chacune des parties peut à son gré renoncer à soumettre le débat à l'examen du midjlès, qui est une juridiction purement facultative, et que la renonciation de l'appelant ou de l'intimé saisit la Cour, en supprimant le tribunal intermédiaire auquel une des parties a jugé inutile de recourir ; que cette interprétation est encore confirmée par le texte de l'art. 9 du même décret, qui saisit le midjlès uniquement dans le cas où il n'y a pas de déclaration contraire ;

Attendu que El Hadj Brahim ben Yaya a relevé appel à la mahakma d'El-Atteuf, le 22 juin 1888, du jugement rendu contre lui le 30 mai précédent ; que dans cet acte d'appel il est expressément indiqué que l'appelant entend porter ses griefs devant la Cour d'appel ; que, si la renonciation de soumettre l'affaire au midjlès n'y est pas inscrite en termes précis, elle résulte cependant sans aucun doute de la volonté manifestée par l'appelant, au moment où il formulait son appel, de recourir au contrôle direct de la Cour ; que cette volonté a été marquée plus nettement encore dans un mémoire adressé au procureur général le 15 octobre 1888 par El Hadj Brahim ben Yaya et joint à la procédure ;

Attendu que, s'il n'apparaît pas des documents versés au dossier par l'adel de la mahakma d'El-Atteuf que cet agent ait averti les intimés de la volonté manifestée par l'appelant de porter directement le débat devant la Cour, en omettant le midjlès, il est certain cependant qu'ils en ont eu pleine connaissance depuis un temps largement suffisant pour préparer leur défense devant la Cour ; qu'en effet leurs mandataires ont été informés, à une date antérieure au 31 décembre 1888, que l'affaire était inscrite au rôle de la Cour et serait appelée pour être plaidée au fond à l'audience du 28 janvier 1889 ; qu'ainsi, en supposant que l'adel n'eût pas rempli la mission dont il est chargé par l'art. 8 du décret du 8 janvier 1870, les intimés n'en éprouveraient aucun préjudice ;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'exception soulevée par les intimés et la rejetant, dit n'y avoir lieu de renvoyer la cause et les parties devant le midjlès, se déclare régulièrement saisie ; — Ordonne qu'il sera plaidé au fond.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHAMBON et HURÉ, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

6 mai 1885

—

Appel, justice musulmane, région saharienne, midjlès, avis, énonciations, délai, jugement, présence des parties, mention. — Action ut universi, collectivité, djemâa, mandat, autorisation, qualité.

—

L'appel d'une décision de la justice musulmane hors Tell ne peut être déclaré irrecevable à défaut de production de l'acte d'appel, si l'appelant établit que l'appel a été par lui relevé en temps utile. — La réalité de l'appel est constatée, lorsque le jugement du cadi a été soumis à l'examen du midjlès, qui, sans cet appel, n'aurait pas eu qualité pour examiner à nouveau l'affaire, que ce midjlès a consigné dans le libellé de son avis qu'il a été saisi par l'appel de la partie condamnée, et que, d'ailleurs, les intimés n'ont, devant cette assemblée, formulé aucune fin de non recevoir prise du défaut d'appel (1).

Le délai d'appel ne court que du jour où le jugement a été connu de la partie condamnée, lorsqu'elle n'était pas présente au moment où il a été prononcé ; — Par suite, est recevable l'appel interjeté après les trente jours du jugement, lorsque ce jugement ne mentionne pas la présence de l'appelant au moment de son prononcé, et que la preuve de cette présence n'est ni offerte ni administrée (2).

---

(1) Conf. Alger, 18 oct. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 35) et la note ; Alger, 30 mai 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 122) et la note.

(2) Aux termes de l'art. 30 de l'ancien décret du 13 décembre 1866, sur la justice musulmane dans le Tell, le délai d'appel ne courait que du jour de la remise de l'expédition du jugement à personne ou à domicile, lorsque le jugement ne mentionnait pas soit la présence des parties ou de leurs mandataires au moment du prononcé, soit qu'avis leur avait été donné du jour auquel le jugement serait prononcé. Actuellement, dans les territoires telliens et sahariens soumis au régime civil, le délai d'appel ne court, dans tous les cas, que du jour où les parties ont eu connaissance du jugement, au moyen d'un avertissement qui leur est remis par l'aoun (Art. 41 D. D. 10 sept. 1886 et 17 avril 1889). Dans la région saharienne demeurée militaire, on continue à appliquer celles des dispositions du décret du 8 janvier 1870 auxquelles il n'a pas été dérogé par le décret du 17 avril 1889.

Une demande en revendication ayant pour objet un immeuble appartenant à une collectivité, spécialement à une djemâa, ne peut être valablement introduite par quelques-uns seulement des intéressés, alors que ces derniers, agissant, non point en leur nom et dans leur intérêt personnel, mais dans l'intérêt et au nom de la collectivité dont ils font partie, n'ont aucune qualité pour représenter cette collectivité (1).

L'indication d'avoir à porter le débat devant le cadi, donnée aux demandeurs par le chef du commandement, n'est qu'un simple avis officieux et non point une autorisation officielle ayant pour conséquence de transformer quelques individus en mandataires légaux de l'entière collectivité.

(Ouled Habib c. Meflahi et consorts)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 du décret du 8 janvier 1870, l'appel des jugements rendus par les cadis hors la région du Tell doit être interjeté, à peine de déchéance, dans les trente jours de leur date; que c'est à l'appelant de justifier de l'accomplissement de cette formalité; que, dans l'espèce, l'acte d'appel n'est point produit; — Mais attendu que l'appelant ne saurait être victime d'une lacune qui ne lui est point imputable, si d'ailleurs il établit que l'appel a été effectivement relevé par lui et qu'il l'a été dans les délais; — Attendu qu'il est certain qu'un acte d'appel a été formé contre le jugement du cadi de Djelfa, du 21 juin 1884; que ce jugement a été, en effet, soumis à la révision du midjlès consultatif de

---

Or, l'art. 8 du décret de 1870, non modifié par la législation ultérieure, fixe à trente jours, à peine de déchéance, le délai dans lequel l'appel doit être interjeté, et ne reproduit pas la disposition précitée de l'art. 30 du décret de 1866. En déclarant recevable dans son appel une partie qui, rigoureusement, était frappée de la déchéance de l'art. 8, la Cour persiste dans sa jurisprudence en matière d'appels de décisions émanées de la justice musulmane saharienne. Conf. Alger, 11 févr. 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 433) et la note.

(1) Sur le caractère et la recevabilité d'actions exercées par des membres d'une collectivité, notamment d'une commune, d'une tribu ou d'un douar indigènes, V. Alger, 9 mai 1887 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 362); Alger, 18 mai 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 387), et sur pourvoi, Req. rej., 19 mai 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 218); Alger, 12 mai 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 389); Alger, 28 oct. 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 296).

Djelfa; que ce midjlès n'aurait point eu qualité pour examiner à nouveau l'affaire s'il n'avait été saisi par l'appel de la partie condamnée ; qu'il a pris soin de le constater dans le libellé de son avis du 6 septembre 1884 ; qu'au surplus, les intimés ont comparu devant lui et n'ont formulé aucune fin de non recevoir tirée du défaut d'appel de leurs adversaires ; — Attendu que, la réalité de l'appel étant ainsi constatée, il reste à rechercher s'il n'a point été tardif ; qu'à défaut de production de tout acte par les appelants on pourrait opposer qu'il n'a pas été interjeté dans les délais ; — Mais attendu que la déchéance prescrite par l'art. 8 du décret du 8 janvier 1870 commence à courir seulement du jour où le jugement a été connu de la partie condamnée, lorsqu'elle n'était pas présente au moment où il a été prononcé ; que, dans l'espèce, il n'est pas fait mention au jugement du cadi de Djelfa, du 21 juin 1884, qu'il ait été rendu en la présence de la partie condamnée ; qu'elle doit bénéficier du défaut de cette mention, la preuve contraire n'ayant été ni offerte, ni administrée ;

Sur la recevabilité de la demande : — Attendu qu'il résulte des mentions insérées au jugement et des explications fournies par les parties soit à la conférence du 2 mai, soit à l'audience du 5 mai, que l'instance actuelle a pour objet la revendication d'un terrain situé dans les environs de Testara, connu sous le nom de Bessat El-Yaguib ; que ce terrain est le bien collectif d'un grand nombre d'individus qui ne peuvent exercer aucun droit privatif ni déterminé, soit au point de vue de la possession, soit au point de vue de la propriété ; — Attendu, en effet, que, devant le premier juge, treize indigènes, se disant membres de la djemâa des Yaguib, se sont présentés et ont déclaré qu'ils revendiquaient leurs droits sur ce terrain, de concert avec vingt-cinq autres indigènes qui avaient le même intérêt et étaient restés dans leur tribu ; qu'ils ont ajouté que quatre indigènes, habitant aux environs de Batna et paraissant demeurer étrangers au procès, y étaient aussi intéressés ; qu'enfin le cadi, après avoir inscrit nominativement ces quarante-deux indigènes au nombre des demandeurs, ajoute ces mots : « sans compter ceux qui ne sont pas désignés » ; — Attendu que, devant la Cour, quinze des demandeurs comparaissent et déclarent agir pour le plus grand nombre de leurs cointéressés ; mais qu'ils sont obligés de convenir que plusieurs d'entre eux, et notamment ceux de Batna, ne sont ni présents, ni représentés, bien qu'ils aient le même intérêt qu'eux ;

Attendu qu'il résulte manifestement de cette situation que les indigènes en cause poursuivent non point leur inté-

rêt individuel et privé, mais bien l'intérêt général et indéterminé de la collectivité dont ils font partie ; qu'ils n'ont aucune qualité pour agir ainsi ; qu'on ne saurait faire dériver leur droit de l'indication que leur avait donnée le chef du commandement de porter leur débat devant le cadi; qu'il faut manifestement voir dans cette indication un simple avis officieux, et non point une autorisation officielle ayant pour conséquence de transformer quelques individus en mandataires légaux de l'entière collectivité ;

Attendu qu'il en est si bien ainsi que, si la Cour examinait l'affaire au fond, sa décision ne serait manifestement pas opposable aux membres de la djemâa qui n'y sont point en cause et qui n'y sont point valablement représentés ; qu'il pourrait, dès lors, y avoir autant d'instances qu'il y a d'individus dans la djemâa, ce qui conduirait à une confusion regrettable et peut-être à des solutions inconciliables;

Attendu enfin qu'il est impossible d'admettre les indigènes qui ont comparu soit devant le premier juge, soit devant la Cour à débattre leurs intérêts dans la proportion de leurs droits éventuels au terrain en litige ; qu'ils se présentent, en effet, non en leur nom personnel, mais au nom de tous leurs cointéressés ; qu'ils ont agi, dans tous les actes versés au dossier et même dans le jugement, comme membres de la djemâa des Yaguib, pour donner, transiger ou plaider au sujet d'un terrain qui appartient à cette djemâa dans des conditions dont l'origine et les proportions ne sont pas exactement déterminées ;

Par ces motifs : — Dit que les appelants ont relevé appel du jugement rendu contre eux, le 21 juin 1884, par le cadi de Djelfa suivant les règles et dans les délais prescrits ; rejette, en conséquence, l'exception proposée ;

Dit que les demandeurs en première instance, intimés devant la Cour, sont irrecevables dans leur action, leur demande ayant été introduite par eux non en leur nom personnel, mais au nom de la collectivité ou djemâa dont ils font partie ; — Annule, en conséquence, le jugement dont est appel, met toutes les parties dans le même état où elles étaient auparavant et les renvoie à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront.

MM. PUECH, *prés.*; WURTZ, *av. gén.* — Mes ROBE et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. civ.)

21 février 1888

Litispendance, Tunisie, tribunal français, tribunal musulman, compétence.

La litispendance, ne pouvant exister qu'entre des tribunaux qui exercent leur juridiction au nom d'une même souveraineté et qui sont l'un et l'autre compétents pour juger un même litige, ne saurait être invoquée, en Tunisie, devant un tribunal français par le motif que la cause aurait été antérieurement portée devant un tribunal musulman, d'ailleurs incompétent pour en connaître.

(Salem Amara c. Zebouloun)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur l'exception de litispendance soulevée par le demandeur à l'opposition : — Attendu qu'il prétend que le sieur Zebouloun aurait, avant de saisir le tribunal français, porté la demande sur laquelle a statué le jugement attaqué devant un tribunal musulman, qui d'ailleurs, n'est pas plus amplement désigné; — Attendu qu'il soutient qu'il en résulterait cette conséquence qu'il y aurait litispendance et que, aux termes de l'art. 171 C. pr. civ., le renvoi devant le tribunal premier saisi devrait être ordonné;

Mais attendu qu'en admettant qu'il soit établi qu'un tribunal musulman ait été antérieurement saisi par Zebouloun, ce qui n'est pas, il ne saurait résulter de ce fait l'état de litispendance prévu par la loi; — Qu'en effet le tribunal musulman dont parle le demandeur à l'opposition serait nécessairement, au regard de la juridiction française, un tribunal étranger, et qu'aucune litispendance ne peut exister entre des tribunaux qui n'exercent pas leur juridiction au nom d'une même souveraineté; — Que, de plus, aucun tribunal musulman ne saurait être compétent en Tunisie pour connaître de la cause pendante entre les parties et que la litispendance ne peut exister qu'entre tribunaux également compétents; — Qu'il n'y a donc lieu d'accueillir l'exception proposée;

Au fond, etc.

MM. BERGE, *prés.*; DRAPIER, *ff. subst.* — Mes KRAFT et JACQUEMART, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

20 mars 1889

Halles et marchés, Tunisie, droits sur le charbon et le bois à brûler, fermier, amin spécial, suppression, indemnité.

L'institution d'un amin spécial, dit amin des vivres et du charbon, ayant mission, d'accord avec le cadi de la ville, de fixer le prix de vente au détail des charbons adjugés, a pu être supprimée par le gouvernement tunisien, par voie de mesure administrative, sans que le fermier des droits à percevoir sur le charbon et le bois à brûler de la Goulette et Tunis soit fondé à réclamer de ce chef une indemnité, alors surtout qu'il ne justifie pas que cette mesure lui ait causé un préjudice.

(Nolibé et Bordj Pisani c. Directeur des finances du gouvernement tunisien.)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, lorsqu'en décembre 1886, Nolibé et Bordj Pisani se sont rendus, pour une période de trois ans, adjudicataires des droits à percevoir sur le charbon et le bois à brûler de la Goulette et Tunis, un amin spécial, appelé l'amin des vivres, et du charbon était attaché au marché, ayant mission, d'accord avec le cadi de la ville, de fixer le prix de vente au détail des charbons adjugés; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'au cours de l'exercice des demandeurs, cet amin a été supprimé, par voie de mesure administrative, que c'est de cette suppression que Nolibé et Bordj Pisani font dériver le droit à l'indemnité qu'ils prétendent; — Attendu que, pour justifier cette prétention, ils articulent que, consacrée par l'usage, qui a force de loi dans ce pays, l'institution de l'amin des vivres et du charbon n'avait pas été uniquement imaginée pour sauvegarder l'intérêt des consommateurs, qu'elle avait eu encore et surtout un intérêt fiscal; qu'elle avait eu pour but, ou tout au moins pour effet, d'empêcher une classe importante, unie, disciplinée d'adjudicataires, la corporation des Mozabites, qui figurait aux adju-

dications dans une proportion de 80 pour cent, de se coaliser, de se rendre maîtresse des enchères, d'imposer enfin, selon les nécessités de son intérêt, la hausse ou la baisse des prix aux vendeurs ; — Attendu que Nolibé et Pisani ajoutent que, depuis la disparition de l'amin des vivres et du charbon, n'ayant plus à compter avec l'ingérence d'un fonctionnaire dont l'action régulatrice déroutait facilement leurs manœuvres, les Mozabites ont pu librement se coaliser, monopoliser les marchés, tout en déterminant à leur profit exclusif une baisse continue de prix sur toutes les adjudications; que de cette coalition il est résulté que, les enchères ayant été avilies, le droit proportionnel de 6 piastres un quart pour cent, attribué sur chaque adjudication au fermier, s'est trouvé diminué d'autant; — Attendu que tel est l'objet de la demande, objet qu'il convenait de préciser pour dissiper une confusion que semble faire l'administration dans la première partie de son mémoire ;

Attendu qu'ainsi formulée, et en dehors de toute vérification de fait, cette demande impose au tribunal de vérifier: — Si l'institution de l'amin des vivres et du charbon procède d'un de ces usages locaux qui ont, dans ce pays, force de loi, auxquels le gouvernement tunisien soumet le plus souvent ses adjudicataires, et auxquels il peut être équitable qu'il se soumette lui-même; — Si l'intervention de cet amin des vivres et du charbon est, comme le soutiennent les demandeurs, un rouage essentiel, régulateur et prévu des adjudications, ou si ce n'est au contraire, comme l'a fait plaider l'administration, qu'une mesure extrinsèque au contrat d'adjudication, destinée à assumer ou à garantir des intérêts autres que ceux du gouvernement et de ses fermiers; — Si, enfin, et quel que soit d'ailleurs le caractère de la mesure qui a supprimé l'amin des vivres et du charbon, cette suppression a été pour ceux qui en font grief au gouvernement tunisien une cause justifiée et actuelle de préjudice, si même elle est de nature à les exposer éventuellement à un dommage quelconque;

Attendu qu'il ne saurait être sérieusement allégué que l'institution de l'amin des vivres et du charbon soit due à l'usage ; que, de ce fait, les demandeurs sont obligés de reconnaître que c'est au contraire d'une décision administrative formelle et relativement récente que procède cette institution, d'où la présomption que les fermiers, qui n'ont pas ignoré cette origine, ont du prévoir que l'administration, qui avait, dans la plénitude de ses pouvoirs, institué cet amin des vivres et du charbon, pourrait être ultérieurement appelée,

en usant de la même façon des mêmes pouvoirs, à rapporter une décision ainsi prise ; que cette prévision s'imposait d'autant plus aux fermiers, que l'art. 14 du cahier des charges leur refuse formellement droit à une indemnité pour le préjudice pouvant résulter d'une mesure administrative ordonnée en vertu d'une loi, ou par suite d'une nécessité d'intérêt public ; — Attendu, il est vrai, que les demandeurs contestent à la mesure qui a supprimé l'amin des vivres et du charbon ce caractère de nécessité publique, qui seul peut autoriser l'administration à imposer un préjudice, sans indemnité, à ses adjudicataires, et qu'ils font valoir, dans cet ordre d'idées, que ni les consommateurs, ni les vendeurs, ni les fermiers, ni le gouvernement n'ont tiré profit de cette mesure, qui n'a réellement bénéficié qu'à une seule classe d'individus, aux Mozabites ; — Mais attendu, et ces conséquences fussent-elles rigoureusement exactes, que le gouvernement tunisien, soit qu'il ait voulu reconnaître aux Mozabites, devenus citoyens français depuis 1882, des immunités commerciales attachées à leur nouveau titre, soit qu'il ait entendu introduire ou étendre dans la régence un régime économique particulier, tel que la liberté du commerce, usait, dans l'un et l'autre cas, d'un pouvoir d'interprétation ou de réglementation que l'art. 14 du cahier des charges ne limite point, et qui de sa nature échappe au contrôle ; — Attendu que le libre exercice d'un droit ne saurait être, même pour celui qui en souffre, une cause d'indemnité ;

Attendu, au surplus, qu'il n'apparaît pas que l'amin des vivres et du charbon ait jamais été destiné, par ceux qui l'ont institué, à exercer sur les adjudications cette action régulatrice dont les demandeurs regrettent les effets ; que l'intervention de cet amin, en effet, ne se produisait que lorsque les adjudications avaient été consommées, c'est-à-dire lorsque le droit de 6 un quart pour cent, qui représente sur ces adjudications un des gains du fermier, lui avait été déjà définitivement acquis ; que de là il faut conclure que soit la nomination de l'amin des vivres et du charbon, soit sa suppression ont été des actes administratifs étrangers aux relations nées, entre le gouvernement tunisien et ses fermiers, du contrat d'adjudication que ceux-ci, dès lors, sont sans qualité pour critiquer ; — Attendu que, si cette interprétation avait besoin d'être corroborée, elle le serait par les dispositions du décret du 28 moharrem 1301, qui, prévoyant précisément l'éventualité de coalition ayant pour but d'avilir les enchères et la nécessité de déjouer ces manœuvres, ont fixé, dans le cas où l'adjudication n'aurait pu avoir lieu, un prix déterminé à la

marchandise, ou autorisé le fermier et le contribuable à s'entendre amiablement pour la fixation de ce prix; — Attendu que c'est là en réalité qu'il faut voir ce contre-poids, cette action régulatrice que les demandeurs, pour le besoin de leur cause, font remonter jusqu'à l'amin des vivres et du charbon; que le gouvernement tunisien, leur ayant assuré cette garantie, expressément consacrée par un texte, n'avait pas à leur en assurer une autre que ni explicitement ni implicitement il n'a promise;

Attendu, au surplus, que Nolibé et Pisani avaient, en toute situation, à justifier d'un préjudice actuel, ou du moins éventuel; que d'un préjudice actuel ils ne font ni n'offrent aucune preuve; qu'ils n'articulent pas à l'encontre des Mozabites un seul fait de coalition; que leur demande d'enquête, n'ayant pour base que l'allégation d'une baisse des prix du charbon, et pour mode de vérification que l'apport et l'examen de leurs livres, est dépourvue de pertinence; que, cette baisse des prix fût-elle en effet établie, il resterait à démontrer que les manœuvres des Mozabites en ont été la cause; — Attendu que rien ne fait même présumer une telle cause; que la succession des mesures prises par l'administration contre la corporation mozabite, dont les demandeurs ont tiré argument, montre bien cette corporation monopolisant les charbons en produisant une hausse, et en écartant ainsi les autres enchérisseurs; qu'il ne semble pas qu'ils se soient jamais coalisés pour obtenir un résultat contraire; que l'on conçoit mal comment ils auraient pu le faire, et que, quoiqu'il en soit, s'il en eût été ainsi, le décret du 28 moharrem 1301 donnait et aux fermiers et aux vendeurs les moyens de réagir d'une façon utile;

Attendu, en résumé, que le gouvernement tunisien, en rapportant une mesure administrative qu'il avait prise antérieurement à l'adjudication de Nolibé et Pisani, n'a déçu aucune prévision de ceux-ci et manqué à aucune de ses obligations; que la mesure rapportée, extrinsèque aux conventions dont dérivent les rapports qui se sont établis entre le gouvernement et ses fermiers, l'a été, au surplus, par une administration qui agissait dans le libre exercice de son pouvoir, et dont les actes, conséquemment, échappent au contrôle et à la discussion; — Que le préjudice actuel dont ces fermiers se prévalent enfin n'est démontré par rien; que le préjudice éventuel qu'ils semblent redouter, et qui ne saurait en tout cas être une cause de dommages-intérêts, est problématique et ne semble pas devoir se réaliser;

Par ces motifs: — Déboute purement et simplement les

demandeurs des fins de leur demande et les condamne en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes GOIN et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE MOSTAGANEM (Ch. musulm.)

13 octobre 1888

Succession musulmane, cohéritiers, contestation, partage, délaissement de part, décret du 10 septembre 1886, cadis, compétence.

Le décret du 10 septembre 1886 a maintenu aux cadis la connaissance des contestations relatives aux successions, les seules opérations de liquidation et de partage ayant été enlevées à ces magistrats pour être confiées aux notaires français, dans le cas où la succession comprend des immeubles.

Par suite, les cadis demeurent compétents, même après le partage, pour connaître, entre cohéritiers, d'une demande tendant au délaissement d'immeubles formant la part héréditaire du demandeur (1).

(El Mokadem ould El Mokhtar c. Khadidja bent si ben Tata)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par jugement du 14 mars 1887 le cadi de Mostaganem a condamné l'appelant à délaisser à la

(1) La décision ci-dessus rapportée ne tient pas compte de la distinction admise en doctrine et en jurisprudence selon que la contestation entre cohéritiers a trait à la qualité des parties, à leur capacité, à la fixation de leurs droits héréditaires, ou qu'elle porte seulement sur les biens dépendant de la succession. Le cadi n'est compétent que dans le premier cas, les contestations relatives aux biens devant être portées devant le juge français, qui sera le juge de paix, s'il s'agit de meubles, ou d'immeubles non régis par la loi française. V. en ce sens, et contrairement à la doctrine du jugement ci-dessus, Alger, 15 nov. 1886 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 38) et la note ; Alger, 1er et 14 févr. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 213 et 156) ; Leclerc, *Le décret du 10 septembre 1886 sur la justice musulmane*, chap. V, *Des liquidations et partages* (*Rev. Alg.* 1886. 1. 203 et s.) ; Eyssautier, *Le statut réel français en Algérie*, § 74 (*Rev. Alg.* 1887. 1. 202).

libre disposition et jouissance de Khadidja bent si ben Tata diverses parcelles de terre revenant à cette dernière dans la succession de sa mère ; — Attendu qu'El Mokadem ould El Moktar a, par acte du même jour, relevé appel de cette décision ; que cet appel est recevable et régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que, par conclusions principales, El Mokadem base son appel sur ce que le décret du 10 septembre 1886 a enlevé aux cadis la connaissance des matières ayant fait l'objet du jugement entrepris, et plaide l'incompétence du premier juge ; — Mais attendu que, loin d'avoir été enlevée aux cadis, la connaissance des contestations relatives aux successions leur a été formellement maintenue par les art. 7, 19 et 68 du décret du 10 septembre 1886 ; que seules les opérations de liquidation et partage, au cas où la succession comprend des immeubles, leur ont été enlevées et confiées aux soins des notaires français, lesquels sont tenus de suivre, pour l'attribution des parts, les prescriptions du droit musulman ; qu'il n'en résulte pas moins du contexte des articles susvisés que, même après le partage, les cadis demeureront compétents pour connaître des contestations relatives aux successions, au cas où, par exemple, un cohéritier retiendrait la part d'un autre cohéritier et refuserait de la remettre à qui de droit ; le cadi statuera alors comme juge et non comme officier ministériel ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel recevable en la forme ; dit que le cadi était compétent, etc.

MM. LACHAZE, *prés.* ; VENAT, *proc. de la Rép.* — Me TANDONNET, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch. — Mat. admin.).

—

30 janvier 1889

—

Postes, mandat postal, Tunisie, paiement, monnaie, cours légal.

—

En Tunisie, les mandats postaux en provenance et à destination de l'intérieur peuvent être payés par la poste, soit en monnaie française, soit en monnaie tunisienne, au taux de 60 cent. la piastre.

Pour les mêmes mandats, la poste est tenue de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement au même taux.

(Goin c. directeur de l'office postal tunisien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que M. Goin, porteur d'un mandat postal à son nom, en provenance de Gafsa, dont le montant est de 1312 fr., soutient que la poste doit lui payer ce mandat en monnaie de l'union latine; que le directeur de l'office postal tunisien s'y refuse et prétend le payer en monnaie tunisienne au taux de 60 cent. la piastre;

Attendu que le décret du 18 kaada 1306 (26 juillet 1888) a disposé que la monnaie de l'union latine et la monnaie tunisienne seraient employées à ce taux, indistinctement et concurremment entre elles, par les caisses publiques, dans tous les paiements qu'elles auraient à effectuer à des tiers; — Attendu que le décret du 25 sfar 1306 (3 novembre 1888) a modifié ces dispositions pour les mandats postaux à destination ou en provenance de l'extérieur, lesquels doivent être payés en monnaie de l'union latine, mais que pour les mandats postaux de l'intérieur les dispositions du premier décret ont été maintenues; — Attendu que, dans cet état de choses, et en présence du texte parfaitement clair du premier décret, il est incontestable que la poste a la faculté de payer le mandat dont il s'agit en monnaie tunisienne;

Attendu que le demandeur prétend qu'un pareil système laisse au gouvernement la faculté de trafiquer sur l'échange des monnaies au détriment des particuliers; — Attendu que cette critique n'aurait de portée que si, au bureau de départ, la poste avait le droit d'imposer à celui qui verse le montant d'un mandat la nature de la monnaie dans laquelle il doit faire ce versement; — Mais attendu qu'il résulte des décrets susvisés que, pour les mandats de l'intérieur, les bureaux de poste de la régence sont tenus de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement aux taux indiqués; — Attendu qu'il n'est pas contesté et qu'il est formellement déclaré par le défendeur que cette interprétation est celle à laquelle se conforment les agents des postes dans toute la régence; — Attendu que, dans ces conditions, la demande doit être rejetée comme mal fondée;

Par ces motifs: — Déboute Goin des fins de sa demande et le condamne aux dépens.

M. FERMÉ, *prés.* — Me GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

31 octobre 1888

Appel, justice musulmane, Kabylie, tardivité, recevabilité. — Servitude, action réelle, juge de paix, tribunaux de première instance, matière musulmane, Kabylie, compétence.

Est recevable, malgré sa tardivité, l'appel d'une décision rendue, en matière musulmane, par un tribunal français en Kabylie, lorsqu'aucune des parties n'a assisté au prononcé du jugement.

Les tribunaux d'arrondissement en Kabylie sont compétents, à l'exclusion des juges de paix, pour connaître, entre musulmans, des questions concernant la propriété et ses démembrements (1); — *Spécialement, et encore bien que la*

(1) Il ne faudrait pas conclure des termes absolus de notre arrêt que les juges de paix de la Kabylie sont toujours incompétents pour connaître, entre musulmans, des questions de propriété ou de démembrements de la propriété. L'article 4 du décret du 29 août 1874 attribue à ces juges de paix la connaissance, entre indigènes, de toutes les actions immobilières jusqu'à 60 fr. de revenu ; les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie ne connaissant directement de ces actions, en matière musulmane, qu'autant que leur valeur est indéterminée ou excède le taux ci-dessus. Aux termes de l'article 4 précité, les juges de paix jugeaient toujours en dernier ressort les actions immobilières rentrant dans les limites de leur compétence. Le décret du 13 décembre 1879 a, dans ces matières, réduit à 20 fr. de revenu le taux de leur juridiction en dernier ressort. S'agissant, dans notre espèce, d'une contestation sur l'existence d'un droit de servitude qui, par lui-même, ne peut être facilement évalué, l'action pouvait, sans doute, échapper à la connaissance du juge de paix, mais à raison de cette circonstance que la demande était d'une valeur indéterminée.

D'autre part, on voit, dans un des motifs de l'arrêt, qu'au début l'action avait été portée devant le juge de paix, *statuant au possessoire*. L'action possessoire étant inconnue en droit musulman, il semble que le juge de paix avait été saisi, non point en matière musulmane, mais comme juge français, appelé à statuer dans l'exercice de sa juridiction ordinaire. A ce sujet, il eût été intéressant de savoir quelle était la loi régissant l'immeuble. Si cet immeuble, à raison soit de sa situation, soit de l'existence d'un titre français, était soumis à la loi française, nul doute que le tribunal de première instance fût compétent, à l'exclusion du juge du possessoire, pour statuer sur une action concernant en réalité un démembrement de la propriété de cet immeuble. Mais alors c'est devant le tribunal statuant en matière française et non pas comme juridiction musulmane que l'action eût dû être portée.

rédaction de la demande pût laisser supposer qu'il s'agit uniquement d'un trouble de possession, une action tendant en réalité à interdire au défendeur l'exercice d'une servitude de passage prétendue sur l'immeuble du demandeur doit être portée devant le tribunal de première instance statuant en matière musulmane.

(Ali ben M'hamed ou Azouz c. Mohamed ben Kaddour)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le jugement rendu le 24 décembre 1886 a été frappé d'appel seulement le 12 décembre 1887, mais que toutes parties s'accordent à reconnaître qu'aucune d'elles n'a assisté au prononcé du jugement ; — Qu'ainsi, malgré sa tardivité, l'appel est recevable ;

Sur l'incompétence : — Attendu que, si la rédaction de la demande manque de précision et peut laisser supposer qu'il s'agit uniquement d'une action tendant à faire remettre les lieux en l'état où ils étaient avant le trouble causé par l'ouverture d'une porte, cette interprétation, due au vice de la forme, ne peut résister à l'examen attentif du fond ; — Qu'il est évident, en effet, que Mohamed ben Kaddour a eu la pensée et la volonté de faire consacrer par le tribunal son droit exclusif au passage dans l'escalier de sa maison et de faire interdire à ses voisins l'exercice de la servitude qu'ils prétendaient avoir sur cet escalier ; — Que ses adversaires ont ainsi compris son action dès le début, ont décliné la compétence du juge de paix au possessoire et ont réclamé expressément leur renvoi devant les juges auxquels il appartient de trancher les questions de la propriété et de son démembrement ; — Qu'en cet état le tribunal était seul compétent ;

Sur les conclusions subsidiaires : — Attendu que la cause est en état ; — Que les appelants ont eu tout le loisir de produire leurs titres et témoins au moment de l'enquête et de l'expertise ordonnées le 26 juin 1886 ;

Sur l'annulation de la clause pénale : — Attendu que toutes parties sont d'accord à réclamer l'annulation de cette disposition du jugement qui a été insérée d'office sans que personne l'eût requise ;

Au fond ; — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Dit l'appel recevable ; — Rejette l'exception d'incompétence ; — Dit n'y avoir lieu à nouvelle instruction ; — Confirme le jugement entrepris qui sortira son plein

et entier effet ; — Annule néanmoins la partie de ce jugement qui condamne les appelants à payer à Mohamed ben Kaddour 10 fr. par chaque jour de retard dans l'exécution de la sentence ; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. PUECH, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes VANDIER et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

11 février 1884

Appel, justice musulmane, juge de paix, délai; juge de paix, accord des parties, défendeur, comparution; compétence, ordre public, tribunal de première instance, Cour d'appel, conflit.

Aux termes de l'art. 2 du décret du 13 décembre 1866, le délai d'un mois pour faire appel d'un jugement de juge de paix statuant entre musulmans court de la signification de ce jugement à personne ou à domicile (1).

Conformément au même article, le juge de paix ne peut être compétent, entre musulmans, que si les parties ont d'un commun accord porté leur contestation devant lui. — A défaut de mentions dans le jugement, concernant cet accord, la seule comparution du défendeur, assigné par huissier, n'implique pas, de la part de cette partie, acceptation de la juridiction du juge de paix, dans le sens de l'art. 2, précité (2).

L'incompétence du juge de paix, à défaut du commun accord des parties musulmanes pour porter leur différend devant ce magistrat, tient à l'ordre des juridictions, et peut être soulevée en tout état de cause (3).

---

(1) L'art. 41 des nouveaux décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, sur la justice musulmane, ne fait courir le délai d'appel des jugements soit de cadi, soit de juge de paix, qu'à dater de la connaissance qui en est donnée aux parties par l'avertissement que leur remet l'aoun.

(2) Jugé, sous l'empire du décret de 1866, que l'accord des deux parties pouvait résulter suffisamment de certaines énonciations du jugement, et notamment de ce fait que l'une et l'autre avaient fait entendre des témoins. Alger, 12 déc. 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 63). Aujourd'hui, dans les matières réservées en principe à la juridiction des cadis, l'accord des parties pour saisir le juge de paix résulte de ce fait que le défendeur a laissé prendre jugement, ou simplement a fourni des défenses ou demandé un délai pour les produire (D. D. 10 sept. 1886 et 17 avril 1889, art. 7).

(3) Solution conforme à la doctrine généralement et de tout temps

Lorsque sur l'appel de la sentence du juge de paix, rendue entre musulmans, le tribunal de première instance, saisi dans les formes de la loi française, au lieu de déclarer l'incompétence du premier juge, s'est dessaisi de l'appel, et a renvoyé les parties devant la Cour, et que la chambre musulmane de la Cour a été à son tour saisie du même appel, dans les formes tracées pour les indigènes, il ne saurait y avoir conflit négatif entre ces deux juridictions (1).

---

admise, que l'incompétence de la juridiction française ordinaire pour statuer entre musulmans, en matière musulmane, est d'ordre public. V. en ce sens, notamment : Alger, 6 janv. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 90) ; Alger, 24 nov. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 60) ; Alger, 22 déc. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 231) ; Alger, 14 févr. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 156) ; Alger, 9 mai 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 427). — V. cependant, en sens contraire, article (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 81), et note sous Alger, 14 févr. 1888 précité. — De même, est également d'ordre public l'incompétence des cadis pour statuer, depuis la promulgation du décret de 1886, sur les contestations entre musulmans en matière mobilière ou immobilière : Alger, 22 mars et 25 avril 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 383 et 387).

(1) Le tribunal de première instance d'Alger, saisi de l'appel, devait, avant tout, vérifier sa propre compétence, en tant que juridiction du second degré. Il n'eût pu passer outre à l'examen du litige qu'autant que la décision déférée aurait été rendue par le juge de paix statuant comme juge français, dans l'exercice de sa juridiction ordinaire. Or, les parties en cause étant l'une et l'autre musulmanes, il a paru au tribunal que le juge de paix n'avait pu être saisi que comme juge musulman, conformément à l'art. 2 du décret de 1866. L'appel, dès lors, devait être nécessairement porté devant la chambre musulmane de la Cour. Dans cet ordre d'idées, le tribunal n'avait pas à examiner s'il y avait eu accord commun des parties attribuant compétence au juge de paix à l'exclusion du cadi. Il devait purement et simplement se dessaisir de l'appel. V. conf. trib. d'Alger, 24 janv. 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 203). Une semblable décision s'imposerait aujourd'hui, dans le cas où, un juge de paix ayant statué entre musulmans, par application des art. 7 ou 26 des nouveaux décrets sur la justice musulmane, l'appel de sa décision serait porté devant un tribunal de première instance, statuant en matière civile française.

En ce qui concerne l'éventualité d'un conflit envisagée par notre arrêt, un conflit négatif n'aurait pu se produire, cela va de soi, que, si la chambre musulmane de la Cour avait estimé, de son côté, que le premier juge avait statué comme juge français, et que, par suite, elle se fût à son tour déclarée incompétente. Mais, dans notre espèce, tout le monde était d'accord sur ce point, que le juge de paix avait statué comme juge musulman et en matière musulmane. L'unique question du procès, que la chambre musulmane de la Cour avait seule qualité pour trancher, et qui d'ailleurs ne fut soulevée que devant elle, consistait à savoir si la juridiction du juge de paix avait été légalement substituée à celle du cadi, eu égard aux conditions dans lesquelles les parties avaient plaidé devant ce magistrat.

(Hassen ben Hamani c. Hadj Mohamed ben Chergui)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par acte du greffe de la justice de paix de l'Arba, en date du 1er septembre 1883, Ben Hamani s'est rendu appelant tout à la fois du jugement du 16 août 1882 et de celui du 19 juillet 1883, qui ne fait qu'ordonner la mise à exécution du premier; — Que ce double appel soulève une question de recevabilité, et, sur le fond du débat, une question de compétence;

Sur la recevabilité de l'appel en tant que relevé contre le jugement du 16 août 1882: — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 13 décembre 1866, le délai d'un mois pour faire appel d'un jugement de justice de paix statuant entre musulmans se compte de la signification à personne ou à domicile; que, dans l'espèce, il n'est justifié d'aucune signification du jugement; que, dès lors, aucune déchéance ne saurait être prononcée contre l'appelant;

Sur la question de compétence: — Attendu qu'aux termes de ce même article, le juge de paix ne pouvait être compétent pour statuer entre les deux musulmans parties en cause qu'à la condition que, d'un commun accord, ils eussent porté leur contestation devant lui; — Que cet accord ne résulte d'aucune des énonciations du jugement; — Que ces énonciations sont exactement les mêmes que s'il se fût agi d'un débat engagé entre deux justiciables français; — Qu'il y est spécifié que le tribunal de paix siége en matière civile et qu'il a été saisi de la connaissance du litige en vertu d'un exploit d'huissier en date du 14 août 1882, contenant sommation par Ben Chergui, demandeur, à Ben Hamani, défendeur, d'avoir à restituer une certaine quantité de blé, ou, faute de ce faire, assignation en paiement de 1,000 fr. pour en tenir lieu, avec les intérêts de droit; — Attendu qu'il est manifeste que la simple comparution du défendeur devant le juge de paix ne saurait impliquer, de sa part, acceptation de cette juridiction dans le sens de l'art. 2 susvisé; — Que c'est, en effet, comme contraint et forcé qu'il a comparu, et pour éviter une condamnation par défaut et les conséquences de cette condamnation; — Qu'en fait, le défendeur se trouve avoir obéi, contrairement aux prévisions et à la volonté du législateur, à l'intimidation produite par un acte d'assignation qu'on n'avait pas le droit de dresser contre lui et dont les frais sont purement frustratoires; — Qu'il est donc certain que le juge de paix de l'Arba était incompétent; — Que, Ben Hamani, par exploit du 16

septembre 1882, ayant frappé d'appel cette décision et assigné Ben Chergui devant le tribunal d'Alger, ce tribunal, au lieu de déclarer l'incompétence du premier juge, a cru devoir se dessaisir d'office de la connaissance, non du litige, mais de l'appel, bien que cet appel ait été interjeté et signifié selon les formes de la procédure française, et a renvoyé les parties devant la Cour ; — Attendu que la Cour n'a pas à émettre d'appréciation sur ce dessaisissement et sur ce renvoi ; mais que, s'il est vrai que le tribunal d'Alger a refusé à tort de statuer sur l'appel qui lui était soumis, cette circonstance ne saurait avoir pour effet dans l'espèce de soulever entre le tribunal et la Cour un conflit négatif de juridiction ; — Qu'en effet, la Cour, chambre musulmane, se trouve être à son tour légalement saisie, par la raison que le nouvel appel, très différent du premier, a été fait en la forme tracée par les indigènes, c'est-à-dire par simple déclaration au greffe du magistrat, premier juge ; — Qu'en ces termes, le susdit jugement du 16 août 1882 étant régulièrement déféré à la Cour, il ne s'agit plus pour elle que de déclarer l'incompétence du juge qui a rendu ce jugement, cette incompétence tenant à l'ordre des juridictions et pouvant être soulevée en tout état de cause ;

En ce qui touche le jugement du 19 juillet 1883, également frappé d'appel : — Attendu que de ce chef il ne saurait y avoir de difficulté, ce jugement, qui n'a pas été non plus signifié, ayant ordonné simplement la mise à exécution de celui de 1882, et se trouvant annulé par le seul fait de l'annulation de ce dernier ;

Par ces motifs : — Déclare recevable l'appel relevé par Ben Hamani tant contre le jugement du 16 août 1882 que contre le jugement du 19 juillet 1883 ; ce faisant, déclare que le juge de paix était incompétent pour connaître du procès ; — Infirme en conséquence l'une et l'autre décision.

MM. ZEYS, *prés.* ; MARSAN, *subst. du proc. gén.* — Mes MALLARMÉ et TACCONIS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 novembre 1888

Degré de juridiction, appel, recevabilité, taux du ressort, demande reconventionnelle, moyen de défense.

Exclusivement applicable aux demandes reconventionnelles, l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 ne concerne aucunement les moyens de défense à l'action principale ;

Par suite, l'appel demeure irrecevable si, la demande principale étant inférieure au taux du premier ressort, le défendeur invoque en première instance, et à titre de moyen de défense, l'extinction d'une obligation dont le chiffre excède les limites du dernier ressort (1).

(La Caisse paternelle c. Chèvres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la compagnie la Caisse paternelle a fait assigner Chèvres devant le tribunal de Bel-Abbès en paiement d'une somme de 1,169 fr. 50 c. montant de deux primes échues les 30 octobre 1882 et 1884, suivant police d'assurance collective contractée par ce dernier le 24 octobre 1882 ; — Attendu que, sur opposition à un jugement de défaut du 20 juillet 1886, le tribunal a, par un autre jugement contradictoire du 11 janvier 1887, admis, avant faire droit, Chèvres a prouver certains faits de nature à justifier le moyen invoqué par lui, c'est-à-dire la résiliation de la police ; — Attendu que la compagnie la Caisse paternelle a relevé appel de ce jugement ; — Mais attendu que cet appel est irrecevable ;

Attendu en effet que le chiffre de la demande devant les premiers juges n'excédait pas 1,500 fr. ; — Que par suite l'intérêt du litige n'excédait pas les limites du dernier ressort ;

Attendu il est vrai que Chèvres, pour faire repousser l'action de la compagnie, a excipé de la résiliation de la police ; — Mais attendu qu'il n'a soulevé cette exception que comme moyen de défense à l'action principale ; — Que nulle part dans les actes de la procédure il n'a pris de conclusions reconventionnelles expresses tendant à faire déclarer cette résiliation ; — Que le tribunal, appelé à apprécier dans les motifs de sa décision la question de résiliation, ne l'a jamais été à prononcer cette résiliation dans son dispositif ; — Attendu qu'il n'y a dans la cause qu'une demande principale isolée, inférieure au taux du premier ressort et sur laquelle il n'a pu être statué

---

(1) Ainsi jugé dans une espèce très voisine de celle-ci, où le défendeur, au lieu d'invoquer à titre de moyen de défense la résiliation de la police d'assurances formant le titre du demandeur, s'était prévalu de sa nullité : Paris, 2 mars 1878 (*Le Droit* du 28 juin 1878). Conf. Alger, 22 juin 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 33) ; Alger, 18 mars 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 289). Il est d'ailleurs constant que le juge statue en dernier ressort alors même que le défendeur aurait produit ou invoqué à l'appui de sa défense et soumis à l'appréciation du tribunal des titres constitutifs de droits supérieurs au taux du premier ressort : Cass., 16 août 1831, Sir. 31. 1. 403.

qu'en dernier ressort; — Qu'il ne s'y rencontre point de demande reconventionnelle proprement dite, d'une valeur supérieure à ce dernier taux et donnant lieu à l'application de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838; — Attendu que c'est à tort que la compagnie la Caisse paternelle a frappé d'appel le jugement entrepris, lequel n'était pas susceptible de cette voie de recours;

Par ces motifs: — Déclare irrecevable l'appel de ladite compagnie.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 novembre 1888

Degré de juridiction, taux du ressort, demande principale, créance supérieure, reliquat, demande reconventionnelle, absence de motifs, nullité.

Le taux du ressort s'établit exclusivement par la quotité de la demande, celle-ci fût-elle le reliquat d'une créance supérieure (1);

Reste sans influence sur le taux du ressort, à raison de la nullité dont elle est entachée, la demande reconventionnelle dont les motifs n'ont pas été exprimés (C. pr. civ., art. 61);

Au surplus, à défaut d'énonciation des motifs sur lesquels elle s'appuie, une pareille demande est présumée n'avoir d'autre objet qu'une réclamation de dommages-intérêts fondée sur la demande principale; comme telle, elle ne saurait élever le taux du ressort (L. 11 avril 1838, art. 2, § 3);

Et peu importe qu'une cause nouvelle soit assignée en

---

(1) La somme réclamée, étant le seul objet de la contestation, doit seule être prise en considération pour la fixation du ressort, au moins lorsque, comme dans l'arrêt rapporté, aucune discussion ne s'élève sur l'existence même de la dette dont le demandeur réclame seulement le reliquat. Conf. Rousseau et Laisney, *Dict. de proc. civ.*, v° *Appel*, t. 1er, n° 73; Cass. 11 juin 1845, Sir. 45. 1. 408; Toulouse, 2 déc. 58, Sir. 59. 2. 681.

appel à cette demande reconventionnelle : il n'est pas permis, en appel, de modifier ou de transformer la cause exprimée ou présumée en première instance (C. pr. civ., art. 464) (1).

(Veuve Brun c. Capdestaing)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par jugement du 9 mars 1887, rendu sur opposition à un jugement de défaut du 20 mai 1884, le tribunal civil de Constantine a condamné la dame veuve Brun à payer à Me Capdestaing, défenseur, avec intérêts et dépens, la somme de 976 fr. 66 cent. pour reliquat de comptes entre eux ; — Attendu que ladite dame veuve Brun a interjeté appel de ce jugement ; — Mais attendu que cet appel est irrecevable, le jugement dont est appel ayant été rendu en dernier ressort par les premiers juges ;

Attendu, en effet, que la compétence en premier ou en dernier ressort se détermine par le chiffre de la demande ; — Attendu que la demande de Me Capdestaing devant le tribunal était de 1,360 fr. 6 cent. ; — Qu'ainsi elle n'excédait pas le taux du dernier ressort ;

Attendu, à la vérité, que cette somme de 1,360 fr. 6 cent. n'était que le reliquat de celle de 3,084 fr. 14 cent., montant d'un compte général de frais de procédure, et que pour apprécier l'exactitude de ce reliquat il pouvait être nécessaire de s'occuper de tous les éléments d'un compte supérieur à 1,500 fr. ; — Mais attendu que l'intérêt du litige n'en restait pas moins toujours inférieur à 1,500 fr. et nécessairement, par suite, dans les limites du dernier ressort ;

Attendu à la vérité que dans son acte d'opposition, du 20 mai 1884, la dame veuve Brun, s'était portée reconventionnellement demanderesse en 2,000 fr. de dommages-intérêts et qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, § 2, si l'une des deux demandes, principale et reconventionnelle, est supérieure aux taux du dernier ressort, la cause devient appelable pour le tout ; — Mais attendu que les motifs de la demande reconventionnelle en dommages-intérêts n'étaient pas exprimés par la dame veuve Brun ; — Que le dispositif de son

(1) Dans l'espèce, la cause de la demande reconventionnelle, c'est-à-dire le fait juridique qui en formait le fondement direct et immédiat, avait été transformée en cause d'appel ; or, s'il est permis aux plaideurs de produire des moyens nouveaux, il leur est interdit d'assigner à leur demande une cause nouvelle, surtout lorsqu'il s'agit de lui imprimer un caractère nouveau qui la rende susceptible d'appel (arg. art. 464 C. pr. civ.).

exploit d'opposition s'énoncait en effet ainsi : — « Se voir le » sieur Capdestaing débouter de son action, etc., et reconven- » tionnellement s'entendre condamner en 2,000 fr. de domma- » ges-intérêts pour des motifs à exposer ultérieurement ; » — Attendu qu'au cours de la procédure de première instance ces motifs n'ont jamais été formulés ; — Que la demande reconventionnelle elle-même paraît y avoir été abandonnée ; — Que le jugement du 20 mai 1884 est muet sur cette demande ; qu'il ne la vise ni ne l'exprime ; qu'il n'y statue pas ; — Attendu qu'aux termes des art. 61, 93 et 337 C. pr. civ., toutes les demandes formées en justice, principales et incidentes, doivent, à peine de nullité, porter l'indication des motifs sur lesquels elles reposent ; — Attendu que, dépourvue de toute indication de cette nature, la demande reconventionnelle de la dame veuve Brun se trouvait donc nulle en principe ; — Que dès lors elle ne peut avoir aujourd'hui aucune influence sur le taux du ressort ; — Attendu, dans tous les cas, qu'à défaut d'énonciation de motifs, la présomption est qu'une demande de cette nature n'a d'autres causes que la demande principale elle-même ; — Attendu que, basée sur une telle cause, cette demande ne peut élever le taux du ressort ; qu'il appert des termes du § 3 du même art. 2 de la loi précitée du 11 avril 1838 que les demandes en dommages-intérêts fondées sur la demande principale ne modifient pas le taux du dernier ressort ;

Attendu, sans doute, que, devant la Cour, la dame veuve Brun assigne une cause expresse différente à sa demande reconventionnelle ; qu'elle motive cette demande sur le préjudice que lui auraient occasionné des lenteurs et des négligences qu'elle impute à Me Capdestaing ;

Mais attendu qu'il n'est pas permis de changer, en appel, les causes exprimées ou présumées des demandes ; — Qu'il est surtout interdit de le faire lorsque ces changements ont pour but de rendre susceptible d'appel des décisions intervenues en dernier ressort, en l'état de la procédure suivie devant les premiers juges ;

Par ces motifs : — Déclare non recevable l'appel relevé par la dame veuve Brun contre le jugement du tribunal de Constantine du 9 mars 1887.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 janvier 1889

Chose jugée, jonction d'instances, demandes distinctes, appel, jugement infirmé.

La jonction de deux demandes qui ont des objets bien distincts et qui sont relatives à des intérêts différents ne saurait avoir pour résultat de fondre ces deux demandes au point de les lier indissolublement l'une à l'autre et de les soumettre fatalement à un sort identique ; malgré leur jonction, ces demandes conservent leur caractère et leur existence propres (1);

En conséquence, si un jugement rendu sur les deux demandes, et ordonnant une expertise, a été frappé d'appel en ce qui concerne l'une d'elles, et qu'un arrêt ait infirmé ce jugement, il n'y a pas chose jugée en appel relativement à l'autre demande ; l'exécution du jugement, quant à l'autre demande, peut être poursuivie sans qu'on puisse opposer l'exception de la chose jugée.

(Dessoliers frères c. l'État et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant au fond sur le mérite de l'appel des frères Dessoliers contre le jugement du tribunal civil d'Alger du 19 décembre 1885 ;

En ce qui touche l'exception de chose jugée dont excipe d'abord l'administration des domaines contre l'opposition des frères Dessoliers à ses poursuites, ayant pour objet l'exécution du jugement du tribunal d'Alger du 8 mars 1867 : — Attendu que, le 21 octobre 1862, Dupuy, propriétaire du haouch Hamet, a assigné l'État et les consorts de Fleurieu, propriétaires de la ferme modèle, pour faire juger qu'il avait droit d'utiliser à son profit, comme l'avaient fait ses auteurs, les eaux provenant de l'Harrach à leur sortie de la ferme modèle ; — Attendu que le 30 novembre 1865 de Fleurieu et de Saint-Victor ont, à leur tour, assigné l'État et divers usiniers, au nombre desquels se trouvaient Dupuy et Dessoliers, aux fins de faire reconnaître leurs prétendus droits

(1) V. en ce sens Cass. 26 févr. 1868, Sir. 68. 1. 147. V. aussi Cass. 21 avril 1857, Sir. 57. 1. 760 ; Riom, 7 déc. 1852, Sir. sous Cass. 68. 1. 147.

d'employer toutes les eaux et de les absorber même pour leurs irrigations et les besoins de leurs usines ; — Attendu que ces instances avaient deux buts bien nets et bien distincts ; — Attendu qu'elles ont été jointes au cours de la procédure ;

Attendu qu'avant faire droit sur les prétentions respectives des parties, le tribunal a, par le jugement précité du 8 mars 1867, ordonné une expertise ; — Attendu que Dessoliers père, que représentent aujourd'hui les appelants, est alors devenu acquéreur des droits des usiniers ou propriétaires supérieurs du haouch Hamet; qu'il a ainsi, dès ce moment, centralisé entre ses mains tous ces droits ; — Attendu que, sur la signification du jugement du 8 mars 1867, faite le 22 avril 1873 seulement, un double appel a été relevé par Dessoliers père contre de Fleurieu et de Saint-Victor et par l'État contre les mêmes ; — Atttendu qu'il est constant qu'aucun appel n'a été interjeté par l'État contre Dessoliers ;

Attendu que, prononçant sur ces appels, la Cour d'Alger a, le 23 juin 1874, statué ainsi qu'il suit dans le dispositif de son arrêt : — « Infirme le jugement interlocutoire rendu par le tribunal civil d'Alger le 8 octobre 1867 ; — Évoquant et statuant au fond ; — Déclare les sieurs de Fleurieu et de Saint Victor mal fondés dans leur demande tendant à ce qu'il soit décidé que, comme propriétaires de la ferme modèle, ils ont droit à la propriété, possession et jouissance exclusive des eaux nécessaires à l'irrigation de leurs terres et aux besoins de leurs usines, renvoie l'État et le sieur Dessoliers de toutes les conclusions prises contre eux par les sieurs de Fleurieu et de Saint Victor ; »

Attendu qu'étant donné, conformément à la doctrine et à la jurisprudence, que c'est non dans les motifs d'une décision judiciaire, mais dans son dispositif, qu'il faut rechercher la chose jugée, il devient manifeste, en présence du dispositif dont les termes viennent d'être rapportés, que l'arrêt dont il s'agit n'a réellement prononcé que sur les demandes des consorts de Fleurieu, du 30 novembre 1865, qui tendaient à l'appropriation exclusive à leur profit des eaux litigieuses et que ledit arrêt a laissé intactes les prétentions formulées par Dupuy, en 1862, reprises ensuite par Dessoliers père, du chef de Dupuy et ayant pour objet l'utilisation à son profit des mêmes eaux à leur sortie des terres de la ferme modèle ; — Attendu qu'il ne pouvait en être différemment, au surplus, puisque, en l'absence d'un appel de l'État contre Dessoliers, les demandes primitives de Dupuy, distinctes de celles des consorts de Fleurieu, ne se trouvaient pas déférées à l'examen de la Cour ; — Attendu que la jonction de deux demandes peut

bien avoir pour but de les unir à l'effet de les faire juger par une seule et même décision ; — Mais qu'elle ne saurait avoir pour résultat de fondre ces demandes au point de les lier indissolublement l'une à l'autre et de les soumettre fatalement à un sort identique ; — Attendu que, nonobstant leur jonction, ces demandes conservent leur intérêt, leur caractère et leur existence propres ; — Attendu que, suivant les circonstances et les évolutions de la procédure, elles peuvent même être à nouveau séparées et appelées à recevoir dans des instances différentes des solutions distinctes ;

Attendu que, demandeur au principal, du chef de Dupuy, dans son action contre l'État et contre les consorts de Fleurieu, Dessoliers se trouvait défendeur à l'action de ces derniers contre l'État et lui ; — Que ses intérêts étaient différents dans l'une et l'autre action ; — Que dans la première il avait, comme l'État auquel il s'était joint, intérêt à faire repousser les prétentions absolues des consorts de Fleurieu et, en conséquence, à faire réformer le jugement du 8 mars 1867 dont les dispositions interlocutoires impliquaient un préjudice au profit de ces derniers ; — Que dans la deuxième action il avait, au contraire, intérêt à faire reconnaître contre eux ou l'État le bien fondé de ses prétentions à des droits d'usage sur les eaux de l'Harrach, à leur sortie de la ferme modèle, pour les besoins de ses usines et par suite à faire exécuter, en ce qui le concernait, les dispositions du même jugement du 8 mars 1867 ;

Attendu que le caractère distinct et les intérêts différents que présentaient les deux actions ont subsisté après leur jonction ; — Attendu que par le fait du défaut d'appel de l'État contre Dessoliers, cette jonction a même cessé d'exister devant la juridiction du second degré ; — Que la Cour ne s'est trouvée en réalité saisie que de la demande des consorts de Fleurieu contre l'État et Dessoliers ; — Attendu que, demandeur et défendeur à la fois devant les premiers juges, Dessoliers n'a plus gardé en appel que le rôle de défendeur à l'action des consorts de Fleurieu ; — Attendu qu'il est impossible de soutenir sérieusement qu'il a implicitement renoncé alors aux fins de la demande du 21 octobre 1862 ; — Attendu qu'une telle renonciation ne pourrait être expliquée ; — Qu'elle eût été absolument contraire aux intérêts du renonçant ; — Qu'elle ne saurait se présumer ; — Qu'elle ne résulte d'une manière expresse et non ambiguë d'aucun acte signifié dans la procédure ;

Attendu qu'il n'y a chose jugée, aux termes de l'art. 1351 C. civ., qu'autant que le procès à l'occasion duquel l'exception est opposée est déjà débattu entre les mêmes parties, agissant en la même qualité, pour la même cause et pour le même

objet; — Attendu qu'en présence des faits qui précèdent, l'exception de chose jugée, invoquée par l'administration, ne peut donc trouver ni fondement ni application dans la cause; — Qu'il n'y a, en effet, au procès actuel ni identité de parties, ni identité de cause, ni identité d'objet; — Que, dans l'instance vidée par l'arrêt du 28 juin 1874, Dessoliers procédait, ainsi qu'il vient d'être dit, en qualité de défendeur à l'action des consorts de Fleurieu; que la demande avait pour objet l'appropriation par les demandeurs, à l'exclusion de tous autres propriétaires d'aval et de l'État, des eaux de l'Harrach; que cette demande s'appuyait sur des titres privés propres à la ferme modèle; que, dans l'instance actuelle, les frères Dessoliers, du chef de leur père, agissent comme demandeurs principaux contre l'État; que leur demande a pour but et pour objet de faire reconnaître au profit de leurs usines des droits d'usage sur les eaux de la ferme modèle à leur sortie des terres de cette ferme; que leur demande s'appuie sur des titres particuliers aux terres ou usines dont ils sont propriétaires au-dessous de cette ferme;

Attendu en conséquence que l'arrêt du 28 juin 1874 n'a pas jugé les prétentions dont les sieurs Dessoliers frères poursuivent la réalisation dans le procès actuel; — Que dès lors leurs résistances à la contrainte décernée contre eux en exécution de l'arrêté du 2 juin 1881, non plus que leurs demandes tendantes à l'exécution du jugement du 8 mars 1867, ne sauraient être écartées de prime abord par l'exception de chose jugée;

Attendu que les parties ne concluent pas sur le fond du procès; — Attendu qu'il est d'ores et déjà certain que les sieurs de Richemond, de Fleurieu et de Saint-Victor n'ont plus aujourd'hui aucun intérêt dans la cause; qu'il échet donc de faire droit, dès maintenant, à leurs demandes d'être mis hors d'instance;

Par ces motifs : — Met dès à présent, sur leur demande, lesdits sieurs de Richemond, de Fleurieu et de Saint-Victor hors de cause sans dépens; — Ce fait; — Infirme et met à néant le jugement attaqué qui a admis l'exception de chose jugée proposée par l'administration contre les demandes des frères Dessoliers; — Statuant à nouveau de ce chef; — Dit cette exception mal fondée; — En déboute l'État; — En conséquence ordonne qu'il sera conclu et plaidé au fond; — Remet, à cet effet, la cause à l'audience du mercredi 23 janvier courant; — Condamne l'administration aux dépens de l'incident.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET, GARAU et BORDET, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. civ.)

Compétence, Tunisie, tribunaux français, tribunaux tunisiens, matière immobilière, litige entre Tunisiens et Européens, caractère.

L'incompétence des tribunaux français, en Tunisie, pour connaître des litiges en matière immobilière entre parties dont l'une au moins est un indigène tunisien non protégé est une incompétence purement relative, ratione personæ, *et non une incompétence absolue, d'ordre public*, ratione materiæ.

Par suite, cette incompétence doit être accueillie lorsqu'elle est invoquée avant toute plaidoirie par la partie qui a le droit d'en bénéficier, mais elle ne peut être proposée par cette partie lorsque celle-ci, en saisissant le tribunal français, a renoncé à s'en prévaloir.

PREMIÈRE ESPÈCE

6 juin 1889

(Moatti c. Ali Attik)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur exception d'incompétence : — Attendu que, si, aux termes de l'art. 2, § 2 et de l'art. 4, § 1 de la loi du 27 mars 1883 (1), les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître de toutes actions immobilières entre Français et protégés français, et si, aux termes du décret du 5 mai 1883 (2), cette compétence a été étendue à tous les Européens dont les juridictions consulaires étaient supprimées, ses limites n'ont jamais été élargies au delà des cas prévus par ces documents législatifs ; — Qu'on soutiendrait à tort que les tribunaux français de Tunisie ont reçu, par l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884 (3), la mission de connaître des contestations immobilières qui viendraient à surgir entre des sujets tunisiens et des Européens ; que ce texte est ainsi conçu : « Les tribunaux français connaîtront, à partir de la promul-

(1, 2, 3) V. *Rev. Alg.* 1885. 3. 39 et 50.

gation du présent décret, de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seront en cause, dans les matières où ils sont compétents actuellement lorsque des Européens sont défendeurs »; qu'il doit être évidemment interprété en ce sens qu'il ne concerne que les matières mobilières, puisque auparavant les tribunaux français établis en Tunisie n'avaient pas compétence pour les matières immobilières, lorsque des Européens étaient défendeurs;

Attendu, en conséquence, que, si lesdits tribunaux français ne sont pas incompétents pour connaître des actions immobilières d'une manière absolue et dans tous les cas, c'est-à-dire *ratione materiæ*, ils le sont tout au moins d'une manière relative, *ratione personæ*, lorsque le litige s'agite entre personnes dont une au moins est un indigène tunisien non protégé; — Qu'il en résulte que, si cette incompétence ne peut pas être relevée d'office, elle doit être accueillie, tout au moins, au cas où elle est demandée par celui qui a le droit d'en bénéficier;

Attendu que la question dont le tribunal est actuellement saisi a pour objet la détermination de droits de propriété sur un immeuble; qu'elle est donc de nature immobilière; qu'elle s'agite entre le sieur Saïdou ben Haïm Moatti, protégé français, demandeur, et le sieur Ali ben Mohamed ben Sliman Attik, sujet tunisien non protégé, défendeur; que ce dernier n'a jamais accepté la compétence du tribunal et qu'il propose son exception d'incompétence avant toute plaidoirie au fond; — Qu'elle est donc fondée et recevable;

Par ces motifs : — Dit nul et de nul effet le jugement entrepris; — Se déclare incompétent; — Renvoie les parties à se pourvoir devant qui de droit.

DEUXIÈME ESPÈCE

—

20 juin 1889

—

(Consorts Bel Houar c. compagnie Franco-Africaine)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les consorts Mohamed bel Houar El Saïdi ayant, par exploit de Pons, huissier à Sousse, en date du 22 décembre 1888, assigné devant le tribunal de céans la compagnie Franco-Africaine en restitution d'une

propriété immobilière et de ses fruits, ainsi qu'en dommages-intérêts, la défenderesse a, par des conclusions régulièrement introduites, requis qu'il plût au tribunal, attendu qu'il s'agissait d'un litige immobilier s'agitant entre une partie européenne et des sujets tunisiens, se déclarer incompétent ; que les consorts Bel Houar demandent au tribunal de rejeter ces conclusions ;

Sur l'exception d'incompétence ainsi proposée : — Attendu qu'en principe les contestations immobilières dans lesquelles un Tunisien est en cause sont de la compétence des juridictions beylicales et que les tribunaux français sont incompétents pour en connaître ; qu'il convient de rechercher, pour la solution de la contestation actuellement soumise au tribunal, quelle est la nature de cette incompétence ; qu'en effet la compagnie défenderesse ne pourrait s'en prévaloir utilement que s'il était reconnu qu'elle est d'ordre public et absolue, puisque, au cas où elle serait purement relative, comme personnelle au Tunisien distrait de la juridiction de son pays, le Tunisieu seul aurait le droit de l'invoquer ;

Attendu que dans les Échelles du Levant et de Barbarie, et en vertu des capitulations, la souveraineté des gouvernements locaux ne s'étend pas sur les Européens ; que ceux-ci relèvent uniquement de leur propre gouvernement qui, en vertu d'un principe d'exterritorialité au-dessus de toute contestation, leur rend la justice par l'intermédiaire de leurs consuls ; que la Tunisie fait partie des Échelles de Barbarie ; que les capitulations y ont été confirmées et ratifiées expressément par la France (traité du 12 mai 1881, art. 4) (1) ; que les tribunaux français institués en Tunisie en vertu de la loi du 27 mars 1883 exercent actuellement dans ce pays les pouvoirs dévolus antérieurement aux tribunaux consulaires des nations européennes ; — Attendu, par suite, que les tribunaux français constituent, pour tous les litiges entre Européens, la juridiction de droit commun ; que cela résulte de tous les traités passés entre la Tunisie et les puissances ; que ce principe a été étendu, dans la pratique constante des tribunaux consulaires, à tous les cas dans lesquels les Européens étaient défendeurs ; que cette pratique a été reconnue légitime et ratifiée par S. A. le bey, qui, dans son décret du 31 juillet 1884, a donné la compétence aux tribunaux français pour toutes les matières civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seraient en cause, sans qu'il y ait lieu de distinguer désormais s'ils occupent la situation de deman-

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 37.

deurs ou celle de défendeurs, de telle sorte qu'aujourd'hui les tribunaux français sont tribunaux de droit commun dans tous les litiges où des Européens sont intéressés ; — Attendu en conséquence que ces tribunaux, comme toute juridiction de droit commun, ne sauraient être tenus de se déclarer incompétents, dans un procès où est un Européen, que s'ils se trouvaient l'être à raison de la matière ; — Attendu que, si autrefois, et quand il était interdit aux Européens d'acquérir des immeubles en Tunisie, les matières immobilières ont été exceptées, d'une manière complète et absolue, de celles dans lesquelles pouvaient statuer les juridictions consulaires, cette situation s'est modifiée lorsque le sol tunisien est devenu susceptible de droits de propriété au profit d'Européens ; qu'à partir de 1875 tout au moins (traité anglo-tunisien, art. 24) (1), les juridictions consulaires ont acquis le droit de statuer dans les litiges immobiliers s'agitant entre leurs justiciables ; qu'ainsi a disparu la compétence exclusive *ratione materiæ* des tribunaux locaux en matière immobilière ; — Attendu, il est vrai, que le gouvernement tunisien eut soin de spécifier alors que les affaires immobilières concernant un Tunisien seraient portées devant les tribunaux beylicaux « en présence et avec l'assentiment du consul » de l'adversaire européen du sujet du bey ; mais qu'il est évident que la règle de compétence ainsi posée s'appuie, non sur des considérations relatives à la matière, mais bien sur des considérations relatives aux personnes ; en d'autres termes, qu'elle a créé, non une incompétence *ratione materiæ*, qui aurait été d'ordre public, mais simplement une incompétence *ratione personæ*, qui est purement relative ; — Attendu qu'on objecterait vainement qu'un sujet tunisien, qui relève d'une autorité souveraine à laquelle il doit obéissance, ne saurait avoir le droit de se soustraire, de sa propre volonté, à la juridiction établie par son souverain ; que cette objection n'est pas sérieuse ; que l'ordre public tunisien n'est nullement intéressé à ce que le litige dont s'agit soit réservé aux tribunaux indigènes ; qu'il importe peu qu'il se rapporte à des matières immobilières, puisque le bey n'a pas cru devoir se les réserver exclusivement, soit dans le passé, comme il a été dit, soit dans l'avenir, dont il a disposé par la loi du 1er juillet 1885 (2), en attribuant tous les litiges afférents aux propriétés immatriculées, même entre Tunisiens, aux tribunaux français ; — Qu'il n'importe davantage qu'il s'agisse de sujets tunisiens, puisque, dans

(1) *Rev. Alg.* 1887. 2. 185.

(2) *Rev. Alg.* 1885. 3. 145.

des cas de plus en plus nombreux, S. A. le bey attribue aux mêmes tribunaux français juridiction sur ses sujets, même dans les contestations qu'ils ont entre eux (marques de fabrique, contrefaçons, etc.); qu'ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, on voit que l'incompétence dont s'agit n'a pas été stipulée par S. A. par des motifs d'intérêt général et gouvernemental tirés de son droit de souveraineté et inspirés de l'ordre public, mais qu'elle a été inspirée par des considérations tirées du cercle des intérêts privés, comme toutes les incompétences personnelles et relatives ; — Attendu, dès lors, que cette incompétence ne peut être proposée que par celui au profit duquel elle a été créée ; que dans l'espèce Bel Houar, en saisissant le tribunal français, a renoncé à s'en prévaloir ; qu'il déclare d'ailleurs expressément renoncer à son droit de faire juger son procès par les tribunaux tunisiens; qu'il a le droit de faire cette renonciation, puisque le tribunal de céans n'est pas incompétent *ratione materiæ*, et qu'il est juridiction de droit commun, en ce qui concerne la compagnie Franco-Africaine, demanderesse à l'exception ; — Attendu que les principes ci-dessus exposés sont de jurisprudence constante ; qu'ils ont été consacrés notamment, tout au moins d'une manière implicite, par la Cour d'Alger, dans un arrêt en date du 26 janvier 1889 (aff. Karkouba c. Charsalla) (1);

Par ces motifs : — Déboute la compagnie Franco-Africaine de son exception ; se déclare compétent pour connaître du litige pendant entre les parties ; — Renvoie celles-ci à plaider au fond à la première audience utile ; — Condamne la compagnie Franco-Africaine aux dépens de l'incident.

MM. BERGE, *prés.* ; BOSSU, *proc. de la Rép.* — Mes KRAFT, MALTEAU et JACQUEMART, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

19 décembre 1884

Conseil de guerre, ordre de mise en jugement, jugement d'incompétence, conflit négatif, règlement de juges.

La contrariété de décisions entre l'ordre de mise en jugement délivré par le général commandant la division et le jugement du conseil de guerre qui s'est déclaré incompétent constitue un conflit négatif donnant lieu à règlement de juges.

(1) *Suprà*, p. 152.

Le crime commis en pays étranger, au Maroc spécialement, par un indigène musulman non naturalisé appartenant à un territoire militaire, est de la compétence de la Cour d'assises, la juridiction militaire étant réservée exceptionnellement aux crimes commis par les indigènes non naturalisés dans les territoires militaires algériens (1).

(Min. pub. c. Mohamed ben Sliman)

Par dépêche du 11 novembre dernier, M. le garde des sceaux, ministre de la justice, a chargé M. le procureur général près la Cour de cassation de déférer à la chambre criminelle de cette Cour, conformément à l'art. 527 C. inst. crim., deux décisions rendues, l'une par M. le général commandant la division d'Oran, le 31 août 1884, l'autre par le 2e conseil de guerre permanent de la division militaire d'Oran, le 6 septembre 1884.

La lettre de M. le garde des sceaux est ainsi conçue :

« Le nommé Mohamed ben Sliman, indigène musulman non naturalisé, appartenant à un territoire militaire, a été déféré, en vertu d'un ordre de mise en jugement rendu le 31 août dernier par M. le général commandant la division d'Oran, au 2e conseil de guerre de cette division, pour crime d'homicide volontaire sur la personne d'un indigène, crime commis en territoire marocain. Dans la séance du 6 septembre suivant, le conseil de guerre s'est déclaré incompétent et a ordonné que l'accusé et, ensemble, les pièces de la procédure seraient envoyés devant M. le procureur de la République près le tribunal d'Oran, pour être statué ce qu'il appartiendrait. D'un autre côté, M. le procureur général près la Cour d'appel d'Alger, à qui le dossier a été transmis, a fait connaître qu'à son avis le 2e conseil de guerre d'Oran a eu raison de se déclarer incompétent, puisque le fait délictueux n'a pas été commis en territoire militaire, mais qu'il a dépassé ses pouvoirs en indiquant le tribunal qui aurait à connaître de l'affaire. En outre, ce magistrat a exprimé l'avis qu'en présence de l'ordre de mise en

---

(1) Cette décision, entièrement conforme aux ordonnances et décrets qui régissent la matière, est celle du conseil de guerre dont le jugement s'est trouvé en désaccord sur ce point avec l'ordre de mise en jugement. En renvoyant le prévenu devant la chambre des mises en accusation d'Alger, conformément aux conclusions du procureur général, la Cour de cassation a implicitement admis l'incompétence de la juridiction militaire pour connaître d'un crime commis à l'étranger. Peu importait, d'autre part, que le prévenu fût un habitant du territoire militaire, la juridiction des conseils de guerre étant non point personnelle, mais territoriale, en ce sens qu'elle est appelée à connaître de tous crimes ou délits commis par des indigènes musulmans non naturalisés, dès qu'ils l'ont été en territoire militaire, alors même que le prévenu appartiendrait au territoire civil et, que réciproquement elle ne peut connaître des crimes commis en dehors du territoire militaire, fut-ce par des indigènes de ce territoire.

jugement délivré par le général commandant la division d'Oran, qui reconnaît la compétence du conseil de guerre d'Oran, et du jugement, devenu définitif, par lequel ce conseil s'est déclaré incompétent, il convenait de suivre la procédure de règlement de juges.

Cette opinion paraît conforme aux règles admises par la Cour de cassation en cette matière. C'est ainsi qu'il est de jurisprudence constante qu'il doit être réglé de juges lorsque le tribunal correctionnel, saisi par une ordonnance du juge d'instruction, s'est déclaré incompétent pour connaître de la prévention et que ces deux décisions ont acquis l'une et l'autre l'autorité de la chose jugée. De même, dans une espèce où le tribunal correctionnel, saisi, par une ordonnance de la chambre du conseil, de délits imputés à un militaire, s'était déclaré incompétent à raison de la qualité du prévenu, la chambre criminelle a réglé de juges et renvoyé l'affaire devant l'autorité militaire (Règl. de juges du 30 nov. 1843, *Bull. crim.*, p. 491).

La même manière de procéder doit-elle être suivie lorsque les deux décisions en présence sont, d'une part, un ordre de mise en jugement délivré par le général commandant et, d'autre part, un jugement d'incompétence rendu par un conseil de guerre et devenu définitif? L'affirmative paraît devoir être admise, si l'on reconnaît à l'ordre de mise en jugement une valeur égale à celle de l'ordonnance de renvoi émanée d'un juge d'instruction. Or, comme l'a dit un des interprètes les plus autorisés du Code de justice militaire « dans le droit militaire, c'est le général commandant la division qui fait » l'office de la chambre de mise en accusation, qualifie le crime, en même » temps qu'il saisit le conseil de guerre, en le convoquant pour statuer sur » le crime. » (V. Foucher, *Comment. sur le Code de just. mil.* p. 352.)

M. le procureur général, dans son rapport adressé à la Cour de cassation, a déclaré qu'il estimait, comme M. le garde des sceaux, que la contradiction qui existe entre l'ordre de mise en jugement délivré par M. le général commandant la division d'Oran et le jugement d'incompétence rendu par le conseil de guerre constitue un conflit négatif sur lequel il appartient à la Cour de statuer par voie de règlement de juges. Ces deux décisions, en effet, constituent essentiellement deux actes de juridiction. Ce caractère qui appartient manifestement à la décision du conseil de guerre doit être de même reconnu à l'ordre de mise en jugement par lequel le général de division saisit un tribunal correctionnel. En outre, ces deux décisions sont définitives et ont force de chose jugée. Par son ordre de mise en jugement le général de division a épuisé ses pouvoirs; il n'a plus à faire acte de juridiction, et, si, après la déclaration d'incompétence, il renvoie les pièces au ministère public, c'est là un simple acte de transmission nécessité par la procédure en règlement de juges qui doit être suivie. Quant au jugement du conseil de guerre qui a déclaré l'incompétence de la juridiction militaire, il n'est lui-même susceptible d'aucun recours.

Il y a donc dans l'espèce un véritable conflit négatif qui donne lieu à règlement de juges (V. comme analogie, Ch. crim., 20 février 1868 et aussi Ch. crim., 9 août 1860, *Bull. crim.*, p. 325). Le crime dont Mohamed ben Sliman se serait rendu coupable ayant été commis en territoire étranger par un musulman qui, d'après l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, est Français, peut être poursuivi et jugé en France, aux termes de l'art. 5 du C. d'inst. crim.; mais la juridiction militaire étant, aux termes

de l'ordonnance des 26 septembre-8 octobre 1842, réservée exceptionnellement aux crimes commis par les indigènes en territoire militaire, c'est par une exacte application de la loi que le conseil de guerre s'est déclaré incompétent.

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par ordonnance en date du 31 août 1884, le général commandant la division d'Oran a renvoyé le nommé Mohamed ben Sliman devant le conseil de guerre de cette division ; — Attendu que, par décision en date du 6 septembre 1884, le Conseil de guerre s'est déclaré incompétent pour statuer sur les faits relevés à la charge de Mohamed ben Sliman ; — Attendu que de la contrariété de ces décisions, toutes deux passées en force de chose jugée, résulte un conflit négatif qui interrompt le cours de la justice et qu'il importe de faire cesser ;

Par ces motifs : — Réglant de juges ; — Sans s'arrêter à l'ordonnance du 31 août 1884, laquelle sera considérée comme non avenue, renvoie la cause et le prévenu, dans l'état où ils se trouvent, devant la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel d'Alger, pour, sur l'instruction déjà faite et sauf supplément, s'il y a lieu, être statué sur la prévention et sur la compétence ainsi qu'il appartiendra.

MM. RONJAT, *prés.* ; LE BLOND, *rapp.* ; LOUBERS, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 mai 1888

Saisie immobilière, incident, lecture et publication du cahier des charges, appel, moyen nouveau, demande nouvelle, nullité, Algérie, nullité facultative.

En matière d'incidents de saisie immobilière, le fait de proposer, en appel, des moyens autres qu'en première instance, et, à plus forte raison, de présenter une demande différente, rend l'appel nul aux termes de l'art. 732 C. pr. civ.

Est nul, spécialement, l'appel de la partie saisie qui, s'étant

bornée, devant les premiers juges, à s'opposer aux lecture et publication du cahier des charges, à raison d'une opposition au commandement tendant à saisie, conclut, en appel, à la nullité de la saisie, comme pratiquée en violation des art. 2213 et 2215 C. civ. (1).

Cette nullité de l'appel n'est pas de celles qui sont facultatives pour le juge, en Algérie (2).

(Maury c. Castelli et Vidal)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que les époux Maury sont appelants d'un jugement du tribunal d'Alger, en date du 30 décembre 1889, ledit jugement ordonnant qu'il sera passé outre aux lecture et publication du cahier des charges ; — Considérant que les intimés soutiennent que l'appel doit être repoussé comme non recevable ;

---

(1) L'art. 732 C. pr. civ. exige, pour la validité de l'appel, en matière d'incidents de saisie immobilière, certaines formalités particulières : signification au domicile de l'avoué, notification au greffe et visa du greffier, énonciation des griefs dans l'acte d'appel. Il prohibe en outre la proposition de moyens nouveaux, *le tout*, dit cet article *in fine, à peine de nullité*. Mais il va de soi que la nullité n'est pas indistinctement attachée à l'inobservation de ces diverses prescriptions, et que, si l'appel réunit les autres conditions exigées par notre article, la présentation de moyens nouveaux n'entraînera pas, à elle seule et nécessairement, la nullité de l'appel, la sanction de la disposition relative à ces moyens ne pouvant consister que dans leur rejet ou leur non admissibilité. Si donc aux moyens présentés devant les premiers juges l'appelant ajoute des moyens nouveaux en cause d'appel, la juridiction d'appel écartera ces derniers, mais n'en devra pas moins statuer sur ceux proposés en première instance. Que si, comme dans notre espèce, l'appel est entièrement fondé sur d'autres moyens que ceux présentés en première instance, cet appel par cela même se trouvera virtuellement sans effet, et pourra, dès lors, être déclaré nul ou irrecevable.

(2) La disposition de l'art. 69 de l'ord. du 26 sept. 1842, sur les nullités facultatives, n'a trait qu'aux nullités de rédaction des exploits et actes de procédure : Alger, 25 oct. 1882 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 129). Elle était donc inapplicable à la cause. — Sur le caractère, facultatif ou non, des nullités résultant de l'inobservation des formalités de l'art. 732 C. pr. civ., V. Alger, 26 juill. 1882 *(Bull. jud. Alg.* 1882, p. 274) ; Alger, 6 mars 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 166 ; Alger, 3 déc. 1883 *(Bull. jud. Alg.* 1884, p. 215) ; Alger, 3 nov. 1886 *(Rev. Alg.* 1887. 2. 81) et la note.

Considérant, en ce qui touche la question de recevabilité de l'appel, qu'il est constaté dans les motifs du jugement attaqué: 1° Que les époux Maury n'ont pas pris à l'audience du tribunal des conclusions tendant à faire prononcer la nullité de la saisie réelle pratiquée à leur encontre: 2° Qu'ils ont seulement conclu à ce qu'il ne fût pas procédé aux lecture et publication du cahier des charges par le motif qu'ils avaient formé opposition au commandement tendant à saisie immobilière; — Considérant qu'aux termes de leur acte d'appel du 21 janvier 1888, du ministère de Mertz, huissier à Alger, les époux Maury ont intimé les parties de Me Doudart de la Grée, à l'effet de voir mettre à néant le jugement déféré et de voir déclarer nulle, comme pratiquée en violation des art. 2213 et 2215 C. civ., la saisie immobilière du 22 octobre 1887; — Considérant qu'il résulte suffisamment de ce qui précède que, sur l'appel, les parties saisies ont, non seulement proposé des moyens autres qu'en première instance, mais qu'elles ont encore présenté une demande différente; — Que, par conséquent, aux termes de l'art. 732 C. proc. civ., l'appel est nul; — Considérant que cette nullité ne peut être assimilée à celles que l'ordonnance du 22 octobre 1842 permet au juge d'accueillir ou de rejeter;

Par ces motifs: — Déclare l'appel nul et de nul effet; en conséquence, le rejette et condamne les époux Maury à l'amende et aux dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; LÉNARD, *subst. du proc. gén.* — Mes TILLOY et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL D'ORAN (1re Ch.)

11 juin 1889

Voirie, Algérie, ville, alignement, indemnité, principal, intérêts, point de départ, arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, plus-value, art. 54 de la loi du 16 septembre 1807, applicabilité.

Contrairement aux distinctions existant sur la matière dans la législation métropolitaine, le propriétaire qui veut construire sur son terrain sis dans une ville de l'Algérie ou

dans un faubourg d'une ville de l'Algérie est tenu, dans tous les cas, d'une part de demander au maire l'alignement, et d'autre part de se conformer à l'arrêté d'alignement à lui délivré (Arr. int. civ. 8 oct. 1832);

En conséquence, par le seul fait matériel de l'exécution de l'arrêté d'alignement, ce propriétaire cesse d'avoir la libre disposition de son terrain qui doit servir d'assiette, d'après les plans d'alignement régulièrement approuvés, à tout ou à partie d'une rue ouverte ou d'une rue projetée;

Il est alors dépossédé de plein droit au profit de la commune, d'où il suit : 1° que, pour déterminer le quantum de l'indemnité à lui due en principal, il faut considérer la valeur, à la date de l'exécution de l'arrêté d'alignement, du terrain tombant sur la voie publique ; 2° et que, pour fixer le point de départ des intérêts de cette indemnité, il faut s'attacher exclusivement à la même date.

L'arrêté du 8 octobre 1832 a implicitement rendu applicable à l'Algérie l'art. 54 de la loi du 16 septembre 1807.

(El Ghozy c. commune d'Oran)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'El Ghozy, ayant voulu construire sur un terrain lui appartenant, sis à Oran, rue des Jardins, a demandé l'alignement au maire d'Oran, approuvé par l'autorité supérieure le 27 juillet 1865, sur lequel la rue de Lutzen figure comme projetée, avec une largeur de 5 mètres ; — Attendu qu'El Ghozy a postérieurement édifié des constructions, c'est-à-dire deux maisons, sur tout ce terrain, sauf sur une parcelle de 56 mètres 62 décimètres carrés qui, par suite de l'application de l'alignement, tombait dans cette rue projetée et forme actuellement une impasse ayant son entrée rue des Jardins et sise entre ces deux maisons ;

Attendu que le tribunal est appelé par les conclusions respectives des parties à fixer l'indemnité due en principal et intérêts à El Ghozy par la commune d'Oran pour la valeur de cette parcelle de terrain ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de l'arrêté de l'intendant civil de l'Algérie en date du 8 octobre 1832, contenant règlement général sur la voirie, nul ne peut construire de maisons, bâtiments, murs de clôtures quelconques dans les villes de la régence ou leurs faubourgs avant d'en avoir préalable-

ment fait au maire la demande par écrit; — Attendu que, d'après l'art. 3 du même arrêté, sur le vu de la demande, le maire donne les alignements, les ajourne ou rejette s'il y a lieu; — Attendu par suite que, contrairement aux distinctions existant sur la matière dans la législation métropolitaine, le propriétaire qui a l'intention de construire sur son terrain sis dans une ville de l'Algérie ou dans un de ses faubourgs est tenu, dans tous les cas, d'une part, de demander l'alignement, et d'autre part, s'il construit, de se conformer à l'arrêté d'alignement; — Attendu en conséquence que, par le seul fait matériel de l'exécution de l'alignement prescrit, il cesse d'avoir la libre disposition de la portion de terrain qui doit servir d'assiette, d'après les plans d'alignement régulièrement approuvés, à tout ou à partie d'une rue ouverte ou d'une rue seulement projetée; — Attendu qu'il est alors dépossédé de plein droit au profit de la commune; — Attendu qu'il suit de là que, pour déterminer le quantum de l'indemnité due, il faut considérer la valeur, à la date de l'exécution de l'arrêté d'alignement, du terrain tombant dans la voie publique;

En ce qui touche le quantum à allouer en principal: — Attendu que... (Suivent diverses considérations de fait); — Attendu qu'à tort encore la commune prétend que, dans tous les cas, le délaissement à elle fait de 56 mètres 62 décim. de terrain aurait créé une plus-value aux parties de l'immeuble El Ghazy ne tombant pas dans l'assiette de la rue projetée Lutzen, et qu'il faudrait tenir compte de cette plus-value dans le règlement de l'indemnité; — Attendu que l'arrêté précité de 1832 a, il est vrai, en tant que de besoin rendu applicables à l'Algérie toutes les dispositions de la loi du 16 septembre 1807, relatives à la voirie, auxquelles il n'a point dérogé soit par son texte, soit par son esprit, et notamment l'art. 54 de cette loi; — Attendu que cela résulte virtuellement et du visa de cette loi en tête de cet arrêté, et des considérants qui le précèdent et en sont le commentaire officiel; — Attendu que... (Suivent diverses considérations de fait); — Attendu en résumé qu'aucune plus-value, balance faite entre les avantages et les inconvénients, n'a été acquise, du fait du délaissement, aux portions d'immeuble restant entre les mains d'El Ghozy; — Attendu que l'indemnité doit donc être fixée en principal, à raison de 87 fr. 86 cent., chiffre réclamé à juste titre par El Ghozy, à 4,974 fr. 63 cent.;

En ce qui touche le quantum des intérêts à allouer: — Attendu que la délivrance d'un arrêté d'alignement n'a pas pour effet d'imposer au propriétaire l'obligation de bâtir, mais de lui conférer à cet égard une faculté dont l'exercice est sou-

*

mis à l'observation de conditions déterminées ; — Attendu qu'il demeure entièrement libre d'user ou de ne pas user de l'autorisation à lui octroyée sous forme d'arrêté d'alignement ; — Attendu que, aussi longtemps qu'il ne ramène point à exécution cet arrêté, il continue à avoir la pleine propriété et jouissance de la portion de son immeuble sujette à tomber dans la voie publique ; — Attendu que la cession ne s'opère que par cette exécution, mais qu'elle a lieu alors de plein droit, et, de plein droit également, emporte dépossession ; — Attendu que les intérêts ne sont dus en conséquence qu'à partir de la date des travaux qui impliquent l'exécution de l'arrêté d'alignement, parce qu'à cette date seulement il cesse d'avoir et la propriété et le droit de jouissance, qui en est l'attributif, de cette portion d'immeuble ; — Attendu qu'il importe peu que, postérieurement à ces travaux, le propriétaire ait, à une époque quelconque, usé pour son usage personnel et dans d'autres conditions que celles où tout citoyen a le droit d'user de la voie publique, de la partie d'immeuble par lui délaissée juridiquement ; — Qu'en effet, si des faits de cette nature viennent à se produire, ils sont impuissants à faire revivre un droit de propriété régulièrement aliéné dans les formes de droit et définitivement éteint, et constituent une entreprise illicite sur une voie publique ; — Attendu au surplus que les faits allégués par la commune au sujet d'une prétendue occupation par El Ghozy, postérieurement à l'édification de ses maisons, de tout ou de partie de la parcelle de 56 mètres 62 décim. carrés ne sont nullement établis ; — Attendu enfin que la prescription édictée par l'art. 2277 C. civ., invoquée par la commune, concerne les intérêts ou arrérages ou autres sommes payables périodiquement ; — Attendu dès lors qu'aucune fraction des intérêts afférents à l'indemnité due en principal à El Ghozy pour cession des 56 m. 62 d. c. de terrain dont il s'agit n'a pu être atteinte par cette prescription ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Sans s'arrêter aux conclusions principales ni aux conclusions subsidiaires de la commune, lesquelles sont toutes déclarées mal fondées et desquelles elle est déboutée ; — Condamne ladite commune à payer à El Ghozy, avec intérêts de droit au taux légal de l'Algérie, à partir de la date de l'exécution de l'arrêté précité d'alignement, la somme principale de 4,974 fr. 63 cent. pour causes susénoncées.

MM. MENNESSON, *prés.* ; ÉON, *proc. de la Rép.* — Mes MONBRUN et JACQUES, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 janvier 1889

Appel, juridiction commerciale, parties non domiciliées, comparution, élection de domicile, jugement, signification au greffe, Algérie, délai, augmentation, distance par terre, traversée maritime.

Une élection de domicile par un acte antérieur quelconque ne dispense pas les parties non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal de commerce d'y élire domicile lorsqu'elles comparaissent et qu'il n'intervient pas de jugement définitif à la première audience (1);

Par suite, et à défaut de cette nouvelle élection, la signification du jugement au greffe du tribunal est valable et idoine à faire courir le délai d'appel (C. pr. civ., art. 422) (2);

(1) Jugé que l'élection de domicile contenue soit dans l'exploit introductif, soit dans la procuration, ne dispense pas la partie dont l'affaire est renvoyée à une autre audience de la renouveler sur le plumitif, conformément à l'art. 422 C. pr. civ.: Poitiers, 28 nov. 1822, et Bordeaux, 26 févr. 1830 (D. A. v° *Domicile élu*, 23-2°); Civ. rej. 25 mars 1862 (D. P. 62. 1. 176).

(2) L'art. 422 C. pr. civ. dit expressément qu'à défaut d'élection mentionnée sur le plumitif, toute signification, *même celle du jugement définitif*, sera valablement faite au greffe. Cette signification au greffe est-elle suffisante pour faire courir le délai d'appel? La question est des plus controversées. Il a été jugé, d'une part, que l'art. 422 ne déroge pas à l'art. 443, suivant lequel le délai d'appel ne court que de la signification à personne ou au domicile réel, et que, par suite, la signification faite soit au greffe, soit même au domicile élu et mentionné sur le plumitif, ne fait pas courir ce délai. V. les arrêts rapportés D. A. v° *Appel civil*, 1011, et Nimes, 19 juill. 1852 (D. P. 53. 5. 18); Rennes, 3 févr. 1860 (D. P. 61. 2. 24). — V. en sens contraire les arrêts rapportés, D. A. v° *Appel civil*, 1010, et Toulouse, 31 mars 1845 (D. P. 45. 2. 143); Paris, 26 mars 1851 (D. P. 52. 2. 67); Dijon, 25 févr. 1852 (D. P. 52. 2. 68); Bourges, 18 nov. 1856 (D. P. 57. 2. 195), et sur pourvoi, Civ. rej., 21 déc. 1857 (D. P. 58. 1. 59); Nîmes, 6 août 1861 (D. P. 61. 5. 24); Civ. rej. 25 mars 1862 (D. P. 62. 1. 176). — Un système mixte distingue. La signification au domicile élu ferait courir le délai de l'appel, mais non la signification au greffe : Colmar, 2 mars 1847 (D. P. 48. 2. 87), et note (D. P. 58. 1. 59).

En ce qui concerne la signification au greffe, la question, en Algérie, se présente dans les mêmes termes qu'en France. Quant à la signification au domicile élu, aucune controverse ne semble possible, en présence de l'art. 56 de l'ordonnance du 26 sept. 1842, aux termes duquel le délai d'appel, en Algérie, court à dater de la signification soit à personne, soit au domicile réel ou d'*élection*.

Au cas d'un appel interjeté contre un jugement rendu en Algérie par une partie domiciliée sur un point du littoral algérien communiquant avec Alger par voie de terre (spécialement Port-Gueydon), le délai de trente jours pour interjeter appel, en Algérie, ne peut être augmenté que du délai d'un jour par chaque myriamètre de distance par terre, et non du délai fixe de trente jours pour la traversée maritime, imparti par l'art. 7 de l'ordonnance du 16 avril 1843 (1).

---

(1) Le délai supplémentaire pour la traversée maritime est accordé par l'art. 7 de l'ordonnance de 1843 à la partie qui, domiciliée en Algérie et citée devant un tribunal de ce pays, ne peut se rendre que par mer dans le lieu où siège ce tribunal. Conformément à l'art. 16 de l'ordonnance, la disposition de cet art. 7 s'applique au délai de distance accordé à la partie domiciliée en Algérie, appelante d'un jugement rendu par un tribunal algérien, dans le cas où cette partie ne peut user que de la voie de mer. Mais ici se pose la question de savoir quel est le point d'arrivée de la distance donnant lieu à l'augmentation de délai. De la disposition littérale de l'art. 16 il résulte que ce délai supplémentaire devrait se régler sur la distance entre le domicile de l'appelant et le lieu où le jugement a été rendu. V. en ce sens, Alger, 19 févr. 1864 (Ménerville, *Dict. de la lég. alg.*, t. II, p. 178, note 3°). Mais une interprétation différente a prévalu en jurisprudence, et il est admis aujourd'hui que la distance à considérer est celle qui sépare le domicile de l'appelant du lieu où doit être notifié l'acte d'appel, c'est-à-dire du domicile de l'intimé : Alger, 22 nov. 1864 et 7 janv. 1871 (Ménerville, *loc. cit.*, t. II, p. 178, note 4° et t. III, p. 246, note 8°); Req. rej. 5 août 1874 (D. P. 76. 1. 17); Alger, 16 juin 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 68) et la note; Alger, 8 mars 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 92); Alger, 21 mars 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 214). — V. également sur cette question une étude publiée au *Bull. jud. Alg.* 1877, p. 49.

La décision que nous rapportons calcule le délai sur la distance existant entre Port-Gueydon, domicile de l'appelant, et Alger, où avait été rendu le jugement frappé d'appel. Il semble donc, au premier abord, que la Cour soit revenue à la jurisprudence fondée sur le texte même de l'art. 16. Mais comme l'arrêt n'indique pas quel était le domicile des intimés, et que ceux-ci, ou l'un d'eux, pouvaient être domiciliés à Alger, on ne peut rien affirmer à cet égard. La question ne semble pas d'ailleurs avoir été soulevée devant la Cour.

Un autre point, sur lequel la Cour ne semble pas davantage avoir été appelée à statuer, est relatif à la fixation du délai principal de l'appel. Notre arrêt, conformément d'ailleurs aux termes de l'art. 16, parle d'un délai de trente jours. Il a été jugé que cet article n'a pas abrogé l'art. 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui fixe ce délai à un mois : Alger, 20 juin 1854 (Ménerville, *Jurispr.* v° *Appel*, 18, et *Dict. de la lég. alg.*, t. II, p. 178, note 1°); Alger, 21 avril 1856 (Ménerville, *Dict. de la lég. alg.*, t. II, p. 178, note 2°) ; Req. rej. 5 août 1874 (D. P. 76. 1. 17).

(Routwazer c. Cini et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la tardivité de l'appel : — Attendu que le jugement entrepris a été signifié le 9 septembre 1887, et que Routwazer en a relevé appel le 5 novembre 1887; qu'il échet d'examiner : 1° si la signification susrelatée était régulière et idoine à faire courir les délais d'appel; et 2°, en cas d'affirmative, si l'appel a été fait dans les délais de la loi ;

Sur le premier point : — Attendu que Routwazer soutient qu'ayant élu domicile précédemment au café du *Petit succès* à Alger, c'était en ce lieu que la signification du jugement devait lui être faite; mais que l'art. 422 C. pr. civ. est contraire à cette prétention; qu'il est en effet de doctrine et de jurisprudence que ledit article s'applique même à la partie qui avait déjà élu domicile par un acte antérieur quelconque; que les parties non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal de commerce sont toujours tenues, lorsqu'elles ont comparu et qu'il n'intervient pas de jugement définitif à la première audience, ce qui a eu lieu dans l'espèce, de faire l'élection de domicile imposée par la loi, et d'en assurer la mention sur le plumitif de l'audience ;

Attendu que, Routwazer ne s'étant pas conformé à ces prescriptions légales, il a été bien procédé dans la cause par la signification du jugement au greffe du tribunal; — Attendu dès lors que ladite signification est régulière et idoine à faire courir le délai d'appel ;

Sur le second point : — Attendu que le délai d'appel est, en Algérie, de trente jours, augmentés d'un jour par myriamètre de distance ; que Port-Gueydon est situé à 166 kilomètres d'Alger; d'où la conséquence que l'appel devait être fait dans les quarante-sept jours de la signification, sans qu'il y eût à tenir compte de la disposition exceptionnelle de l'art. 7 de l'ordonnance du 16 avril 1843, Port-Gueydon étant accessible par terre ; — Attendu qu'il suit de là que l'appel signifié le 5 novembre 1887, c'est-à-dire cinquante-quatre jours après la signification du jugement, est tardif et irrecevable ; — Attendu que, dans ces conditions, il est sans intérêt d'examiner le surplus des conclusions des parties ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel irrecevable en tant que tardif.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et DAZINIÈRE, *av.*

TRIBUNAL DE BONE (Aud. des référés)

—

18 janvier 1889

—

Exécution, justice musulmane, immeubles régis par la loi française, ordonnance d'exequatur, art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843, non abrogation.

—

Les décisions des juridictions musulmanes du premier ou du second degré ne peuvent être exécutées sur des immeubles régis par la loi française qu'au moyen d'une ordonnance d'exequatur obtenue du président du tribunal de première instance, conformément à l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843. — L'abrogation de cet article ne résulte, ni expressément, ni tacitement, d'une disposition quelconque des lois, ordonnances ou décrets postérieurs (1).

(Mustapha ben Ali c. Daoudi)

ORDONNANCE

NOUS, PRÉSIDENT, — Attendu que le jugement dont l'exécution est poursuivie a été rendu par le tribunal civil de Bône, statuant sur appel entre musulmans, conformément au décret du 10 septembre 1886 ;

Attendu qu'aux termes des art. 36 et 48 dudit décret, les jugements de cette nature sont exécutés *selon les règles de la loi musulmane* par les soins des cadis, des cadis-notaires ou bachadels, ou par des agents spéciaux désignés par le magistrat ou la juridiction qui a statué ; — Attendu qu'il suit de là que l'exécution de ces jugements ne peut atteindre les immeubles appartenant à la partie condamnée et régis par la loi française ;

Attendu que, pour obtenir une exécution portant sur ces immeubles, le bénéficiaire du jugement n'a pas d'autre ressource que de recourir aux dispositions de l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et d'obtenir du président du tribunal de première instance une ordonnance d'exequatur, en observant, d'ailleurs, les formalités prescrites par ledit article ; — Attendu que vainement objecterait-on que les dispositions de l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843 sont aujourd'hui

(1) En ce sens, notes sous Sétif, 5 nov. 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2.138 et s.) et sous Alger, 4 mai 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 279 et s.).

abrogées et ne sauraient, par suite, être invoquées ; — Attendu, en effet, que cette abrogation ne résulte ni expressément ni tacitement d'une disposition quelconque des lois, décrets ou ordonnances postérieurs à celle dont il s'agit; que, du reste, il importe peu que cet art. 22 ne parle que de l'exécution d'un jugement rendu *par le cadi*, puisque le décret du 10 septembre 1886 s'est borné à substituer en principe la juridiction du juge de paix à celle du cadi pour les litiges entre musulmans, sans changer les règles relatives à l'exécution des jugements autrement qu'en permettant aux tribunaux de désigner des agents spéciaux d'exécution autres que les cadis ou les bachadels ;

Attendu, en conséquence, que le demandeur est fondé à solliciter, dans l'espèce, une ordonnance d'exequatur à l'effet de poursuivre sur les immeubles de son débiteur, régis par la loi française, l'exécution du jugement susénoncé du 22 décembre 1888 ; — Attendu, d'ailleurs, que ledit jugement est régulier en la forme et émane d'une juridiction compétente ; qu'il ne contient rien de contraire aux lois et à l'ordre public ;

Par ces motifs : — Ordonnons que le jugement dont il s'agit sera exécuté selon sa teneur et suivant les formes de la loi française.

M. GENTY, *prés.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

17 décembre 1888

Compétence, demande mobilière, musulmans, loyer, immeuble soumis à la loi française.

La juridiction musulmane est compétente pour connaître, entre musulmans, d'une demande en paiement d'une somme d'argent, encore bien que cette somme provienne des loyers d'un immeuble soumis à la loi française, alors qu'il n'est question ni de la propriété de cet immeuble, ni de l'interprétation des titres constituant cette propriété (1).

(1) Jugé, contrairement à la doctrine de l'arrêt ci-dessus rapporté, que le juge musulman est incompétent pour connaître, entre musulmans, d'une action tendant à la résiliation du bail d'un immeuble régi par la loi fran-

(Ahmed ben Saïd Moussa c. Ramdan ben Amar)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que, s'agissant d'une question de compétence, l'appel est recevable, bien qu'il soit question d'une somme inférieure à 500 fr. ;

Sur la compétence : — Attendu que l'appelant, musulman, ne nie point avoir encaissé, pour le compte d'un autre musulman, qui s'en prétend propriétaire, une somme de 52 fr. 50 c. ; — Qu'ainsi le débat, engagé entre deux musulmans, a trait uniquement au paiement d'une valeur mobilière détenue par l'un d'eux et réclamée par l'autre ; qu'il importe peu que cette somme provienne des loyers d'un immeuble soumis à la loi française, dès lors qu'il n'est question ni de la propriété de cet immeuble, ni de l'interprétation des titres constituant cette propriété, ni d'aucun autre débat s'y rattachant directement ou indirectement ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes PROBST et NEUGASS, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

16 mars 1888

Taxe sur les loyers, ville d'Alger, secrétaire d'état-major.

Un secrétaire d'état-major et du recrutement qui occupe dans la ville d'Alger un logement dont la valeur locative excède l'indemnité de logement qui lui est allouée par l'État, doit être considéré comme ayant une habitation particulière au sens de l'art. 16 de l'arrêté du 4 novembre 1848 et comme étant imposable à la taxe sur les loyers.

Regnault

MM. TARDIEU, *rap.* ; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *cons. du gouv.*

çaise : Philippeville, 5 mai 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 275). Cette dernière décision ne pouvait faire jurisprudence. — Dans le sens de notre arrêt V. Alger, 25 févr. 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 80) et 25 févr. 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 307).

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

10 juillet 1889

—

Action, général en chef, Tunisie, État, représentant légal, qualité. — Responsabilité, dommage, auteur direct, fonctionnaire, ministre, approbation, demande, recevabilité. — Chose jugée, décision ministérielle, tribunaux civils, identité de demandes. — Frais et dépens, syndic de faillite, appel téméraire, condamnation personnelle.

—

Le général commandant le corps d'occupation en Tunisie n'est pas, en fait, le représentant de l'administration de la guerre, et, par suite, n'est pas valablement assigné pour défendre, en cette qualité, à une action tendant à faire déclarer l'État responsable du préjudice occasionné à un particulier par une consignation de marchandises en douane.

Est également irrecevable l'action en réparation de ce même préjudice dirigée contre le même général pris en son nom personnel ; — Alors, d'une part, que la consignation dont s'agit a été directement ordonnée, non par le général, mais par un commandant de place, et à supposer même que le général en chef ait commis une faute en avisant cet officier de l'arrivée au lieu de son commandement d'une marchandise destinée à la troupe et déjà refusée, à raison de sa qualité, dans une autre place (1) ; *— Alors surtout, d'autre part, qu'une décision ministérielle a approuvé la conduite du général en chef ; l'approbation donnée par le ministre compétent aux actes des fonctionnaires couvrant ces derniers au regard des tiers, lesquels n'ont de recours que contre la décision du ministre* (2).

(1, 2) Jugé, dans une espèce où l'action avait été dirigée contre un commandant militaire, pris comme auteur direct du fait dommageable, que, faute par lui d'avoir justifié des ordres de ses supérieurs, il avait été, en l'état, et sauf justification ultérieure, valablement assigné comme personnellement responsable : Alger, 15 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 40). — Sur la responsabilité des fonctionnaires ayant agi en vertu d'ordres supérieurs, V. Bourges, 20 août 1828, D. A. v° *Responsabilité*, 254 et 279 ;

Il y a chose définitivement jugée par la décision du ministre de la guerre, non régulièrement attaquée dans le délai légal, qui a rejeté des prétentions identiques à celles dont la juridiction civile s'est trouvée ultérieurement saisie (1).

Il échet de mettre à la charge d'un syndic de faillite, personnellement, les dépens d'une instance d'appel témérairement engagée par ce syndic (2).

(Julien, syndic Paulet c. général Riu)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Paulet, ex-négociant à Tunis, avait assigné devant le tribunal de cette dernière ville le général Riu, pris par lui tant en son nom personnel que comme représentant l'administration de la guerre, pour le faire condamner à lui payer: 1° une somme de 10,000 fr., représentant la valeur de 75 bordelaises de vin rouge induement consignées en douane à Gabès sur le quai d'embarquement, et 2° 200,000 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que le tribunal a rejeté les prétentions de Paulet; — Attendu que celui-ci a relevé appel de ce jugement; — Attendu que Julien, après avoir repris l'instance en sa qualité de syndic, poursuit à nouveau devant la Cour la réalisation des demandes de Paulet, en amplifiant ces demandes; — Attendu que le tribunal les a déclarées à bon droit mal fondées; — Attendu que la Cour, au vu des faits et documents de la cause, devrait purement et simplement confirmer cette décision, si elle n'avait à écarter, au préalable, l'action de Paulet et de son syndic par des fins de non recevoir ou exceptions soulevées dans la cause et qui s'y trouvent pleinement justifiées;

En ce qui touche en effet l'action de Paulet ou de son syndic contre le général Riu, pris en qualité de représentant de l'administration de la guerre: — Attendu que cette action est doublement irrecevable, à raison du défaut de qualité de l'intimé, et à raison de la chose jugée;

Attendu, d'une part, que la qualité de représentant de l'administration de la guerre pour répondre à une réclamation

---

Cons. d'État, 22 févr. 1821, *eod. loc.* 254. 38; Cpr. trib. de la Seine, 15 janv. 1851 (D. P. 50, 3. 76).

(1) V. D. A. v° *Chose jugée*, 64 et s.

(2) Conf. Alger, 17 mars 1881 (*Bull. jud. Alg*, 1881, p. 314).

aussi importante que celle de Paulet, et qui tendrait à faire prononcer contre l'État des condamnations qui s'élèveraient à plus de 210,000 fr. n'est nullement établie, et que d'ailleurs elle n'existe pas en fait ;

Attendu, d'autre part, qu'à la date du 3 août 1884, Paulet avait, par mémoire sous forme de lettre, directement saisi le ministre de la guerre de prétentions identiques à celles qu'il devait porter ensuite devant le tribunal de Tunis ; qu'après examen de ces prétentions, le ministre en a prononcé le rejet pur et simple ; que sa décision a été rendue le 11 janvier 1885 ; qu'elle a été notifiée le 16 du même mois et de la même année à Paulet, en la personne de son frère Charles Paulet, avocat à la Cour d'appel de Paris ; — Attendu que ces faits résultent des documents versés dans la cause, et spécialement d'une lettre du ministre de la guerre du 16 janvier 1885 ; — Attendu qu'aucun pourvoi régulier ne s'étant produit dans les délais légaux contre la décision du 11 janvier 1885, cette décision a définitivement acquis l'autorité de la chose jugée dès avant même l'introduction des demandes de Paulet devant le tribunal de Tunis ; — Attendu que de là il suit que celui-ci était sans droit, à cette époque, pour porter devant une juridiction civile une action sur laquelle la juridiction administrative avait déjà définitivement statué ; — Attendu, à la vérité, que le syndic Julien fait alléguer aujourd'hui devant la Cour que postérieurement au 11 janvier, et par l'entremise du général Boulanger, des pourparlers ont été engagés avec le ministre en vue d'une transaction avec Paulet ; — Mais attendu que, l'existence de ces pourparlers fût-elle pleinement établie, ce qui n'est pas, il n'en résulterait point nécessairement que le ministre se soit départi de sa décision du 11 janvier 1885 et qu'il ait renoncé à en bénéficier ;

En ce qui touche l'action de Paulet ou de son syndic contre le général Riu pris en son nom personnel : — Attendu que cette action est irrecevable aussi à un double point de vue ;

Attendu, en effet, d'une part, qu'en supposant, ce qui est inadmissible, que le général Riu ait eu tort d'aviser le commandant de Gabès de l'arrivée dans cette localité d'une marchandise de qualité équivoque, déjà refusée à Sousse, et pourtant destinée encore à la troupe, ce n'est point lui, en réalité, qui est l'auteur du fait immédiatement préjudiciable dont se plaint Paulet, c'est-à-dire de l'ordre direct de la consignation en douane, mais bien le commandant de Gabès ; d'où il suit que c'est, à la rigueur, contre ce dernier et non contre le général qu'eût dû être dirigée l'action en réparation ;

Attendu, d'autre part, et surtout, qu'il est de principe que

l'approbation donnée par un ministre à des actes émanés des fonctionnaires couvre ces derniers au regard des tiers, et que ceux-ci n'ont plus dès lors à recourir que contre la décision du ministre ; — Attendu, dans l'espèce, que la décision ministérielle du 11 janvier 1885, portant approbation expresse ou implicite de la conduite du général Riu, a exclu la responsabilité de ce général au regard de Paulet ; — Que celui-ci, dès lors, et son syndic, demeurés sans droits contre l'intimé, n'avaient qu'à se pourvoir contre la décision du ministre, ce qu'ils n'ont point fait, ainsi qu'il a été établi plus haut ; — Qu'ils sont, par suite, aujourd'hui, sans action contre le général Riu ;

En ce qui touche les dépens : — Attendu qu'en reprenant devant la Cour une action aussi irrecevable que mal fondée, le syndic Julien a témérairement exposé les intérêts des créanciers de la faillite ; — Qu'aux termes de l'art. 132 C. pr. civ. il doit demeurer responsable de ses agissements de ce chef, et, à ce titre, supporter personnellement les frais de l'instance qu'il a reprise et poursuivie en appel ;

Par ces motifs : — Émendant, déclare purement et simplement non recevable l'action de Julien, syndic Paulet, contre le général Riu, pris tant en son nom personnel que comme représentant dans la cause de l'administration de la guerre ou de l'État ; — Confirme la disposition du jugement attaqué relative aux dépens de première instance ; — Condamne le syndic Julien à l'amende en sa dite qualité, et personnellement aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes Charles PAULET et GARAU, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

Compétence, Tunisie, tribunaux français, matière immobilière, ordre public, exception, Européens en cause. — Habous, ayants droit, action en justice, représentation, nullité facultative.

Le droit pour les sujets tunisiens de décliner la compétence des tribunaux français en matière immobilière ne tient ni à l'ordre public, ni à l'organisation des juridictions ; c'est une

exception purement personnelle établie dans l'intérêt des sujets du bey et à laquelle ceux-ci peuvent renoncer ;

En conséquence, l'exception d'incompétence ne peut être proposée ni par le demandeur européen qui a introduit son action devant le tribunal français (1re espèce), *ni même par le défendeur européen après qu'il a conclu au fond* (2me espèce) (1).

L'un des bénéficiaires d'une fondation pieuse peut régulièrement représenter en justice, de l'aveu et de l'agrément des autres bénéficiaires, les intérêts de la fondation ;

Et alors même que cette façon de procéder, qui est suivie en Tunisie d'après les usages locaux, serait irrégulière, les juges pourraient l'admettre en usant de la faculté que leur donne l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (2e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

13 mars 1889

—

(Salvo Sapiano c. Ali ben Amor)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Salvo Sapiano revendique contre le sieur Ali ben Amor un terrain situé à Mateur (canton de Bizerte) et connu sous le nom de Enchir-Isla;

Attendu que, par ses conclusions signifiées le 5 avril 1889,

---

(1) V. en ce sens trib. de Sousse, 6 et 20 juin 1889 (*suprà*, p. 462). Cpr. Alger, 26 janv. 1889 (*suprà*, p. 151). Bien que cet arrêt ait été rendu dans une espèce où les deux parties en cause étaient tunisiennes, et où le litige avait à la fois pour objet l'application d'un droit immobilier et l'interprétation de la loi religieuse musulmane, il paraît bien résulter de ses motifs qu'il y a désaccord persistant entre la Cour d'Alger et les tribunaux de Tunisie sur l'étendue et la nature de la compétence des tribunaux français en Tunisie, en matière immobilière. On remarquera d'ailleurs que la contestation sur laquelle est intervenu le jugement du 13 juin 1889 ci-après (2e espèce) portait, comme celle qui a donné lieu à l'arrêt du 26 janvier, sur un immeuble ayant fait l'objet d'une fondation pieuse.

le défendeur a décliné la compétence de la juridiction française parce qu'il est sujet tunisien et que le litige a un immeuble pour objet ; — Attendu que le sieur Ali ben Amor, étant un indigène musulman domicilié en Tunisie, doit jusqu'à preuve du contraire être présumé appartenir à la nationalité tunisienne et qu'il établit du reste par la quittance de ses impôts qu'il paie les taxes auxquelles sont soumis les sujets du bey ; — Mais attendu qu'il est reconnu que le sieur Salvo Sapiano est Européen ; — Attendu qu'avant de soulever l'exception d'incompétence le sieur Ali ben Amor a conclu au fond le 7 février 1889 en demandant le rejet pur et simple de l'action du sieur Salvo Sapiano, et qu'il a ainsi accepté d'être jugé par le tribunal français ; — Attendu qu'aux termes des art. 169 et 170 du C. pr. civ. son exception ne pourrait être admise que si elle devait être considérée comme étant d'ordre public ;

Attendu qu'il ne suffit pas pour trancher la question d'indiquer que cette incompétence tient à l'ordre des juridictions et qu'on se trouve en matière immobilière ; — Attendu en effet qu'il est admis que les tribunaux civils peuvent, avec le consentement des parties, connaître des procès attribués par la loi aux tribunaux de commerce ou aux juges de paix ; — Attendu qu'il est permis aussi aux parties intéressées de porter une contestation immobilière devant un tribunal autre que celui de l'arrondissement duquel est situé l'immeuble litigieux ; — Attendu qu'il s'agit uniquement de savoir si la règle de compétence invoquée par le sieur Ali ben Amor a été établie pour des raisons d'ordre général qui ne sauraient céder devant des conventions particulières, ou si elle a eu simplement pour but de satisfaire l'intérêt personnel des plaideurs ;

Attendu qu'il résulte de la jurisprudence constante de ce tribunal que, si dans les procès immobiliers entre Européens et Tunisiens ces derniers peuvent demander à être renvoyés devant les tribunaux indigènes, cette prescription a été édictée dans l'intérêt exclusif des Tunisiens, qu'elle ne peut être invoquée que par eux et qu'ils ont le droit d'y renoncer pour soumettre le litige à la juridiction française ; — Attendu que cette juridiction a été substituée par la loi du 27 mars 1883 à l'ancien tribunal consulaire français de Tunis ; que les art. 2 et 4 de cette loi lui attribuent une compétence illimitée pour tous les procès entre Français, et que, loin d'exclure les actions immobilières de cette compétence, la même loi a eu soin de déterminer jusqu'à quel chiffre ces actions seraient jugées en dernier ressort ; — Attendu que, par suite de conventions

diplomatiques conclues entre la France et les puissances européennes, toutes les juridictions consulaires ont été supprimées et que les étrangers sont devenus justiciables en Tunisie des tribunaux français dans les mêmes conditions que les Français eux-mêmes ; — Attendu enfin qu'un décret beylical du 31 juillet 1884, promulgué avec l'approbation du gouvernement français, décide que les tribunaux français connaîtront de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seront en cause, dans les matières où ils étaient précédemment compétents lorsque des Européens étaient défendeurs ; — Attendu que, par suite de cette extension successive de compétence, les tribunaux français sont aujourd'hui en Tunisie la juridiction de droit commun pour tous les procès dans lesquels figure un Européen ;

Attendu, il est vrai, que l'intitulé du décret du 31 juillet 1884 et l'art. 6 de ce même décret démontrent qu'on a voulu laisser aux Tunisiens le droit de s'adresser aux tribunaux indigènes pour leur litiges immobiliers, même lorsqu'ils ont un Européen pour adversaire ; — Attendu que ce droit avait été sanctionné par les divers traités qui ont autorisé les Européens à devenir propriétaires d'immeubles en Tunisie, notamment par le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 (1) ; — Mais attendu que les mêmes traités décident que, lorsque la juridiction indigène aura donné tort à l'Européen, la sentence ne pourra être exécutée contre lui que par son consul ; — Attendu que cette dernière disposition prouve que la règle de compétence dont il s'agit a été établie par le gouvernement local non pas pour assurer le respect de sa propre souveraineté, mais pour conserver à ses sujets le bénéfice de leurs juridictions nationales dans les questions importantes et délicates que soulèvent généralement les procès immobiliers ;

Attendu que, par application de cette idée, les tribunaux consulaires se déclaraient compétents pour connaître de l'action possessoire dirigée par un Tunisien contre un de leurs nationaux, parce que cette action, bien qu'ayant un caractère immobilier, ne touchait pas à l'organisation de la propriété foncière et qu'elle avait pour cause un fait personnel et une sorte de quasi-délit (V. jugement du tribunal consulaire italien de Tunis, du 23 novembre 1883, affaire Taïeb Bey contre Fasciotti) ; — Attendu dès lors qu'aux termes du décret beylical du 31 juillet 1884, mentionné ci-dessus, cette action

---

(1) V. ce traité *Rev. Alg.* 1887. 2. 176.

doit être aujourd'hui portée devant les tribunaux français, toutes les fois qu'un Européen est en cause; — Attendu que le sieur Ali ben Amor a usé de cette compétence et qu'il a obtenu le 27 juillet 1888 de M. le juge de paix de Bizerte un jugement condamnant le sieur Salvo Salpiano à le remettre en possession du terrain litigieux; — Attendu que, même au pétitoire, par suite des difficultés d'exécution des sentences rendues contre les Européens par les juridictions indigènes, les Tunisiens avaient souvent intérêt à ne pas se prévaloir des traités dont-il vient d'être parlé, et à actionner directement les Européens en matière immobilière devant les tribunaux consulaires; — Attendu que cette façon de procéder a été suivie plus d'une fois; qu'elle était admise soit par les tribunaux consulaires, soit par les Cours d'appel dont relevaient ces juridictions, et que le gouvernement beylical n'a soulevé à ce sujet aucune réclamation; — Attendu que, si l'établissement du protectorat de la France à modifié cet état de choses, c'est non pas pour diminuer, mais pour augmenter au contraire la compétence de la juridiction française substituée aux tribunaux consulaires; que cette juridiction peut donc connaître des procès immobiliers entre Européens et Tunisiens, lorsque les Tunisiens acceptent cette compétence, et que, conformément à la règle posée par le décret du 31 juillet 1884, il n'y a pas lieu de distinguer dans ce cas selon que l'Européen est défendeur ou demandeur; — Attendu au surplus que la juridiction française est appelée aujourd'hui à donner la force exécutoire aux sentences rendues contre les Européens en matière immobilière par les tribunaux indigènes et qu'elle n'accorde cette exécution qu'après une révision qui porte sur le fond même du litige;

Attendu qu'ayant certainement compétence pour connaître sous cette forme des procès immobiliers entre Européens et Tunisiens, les tribunaux français doivent pouvoir aussi juger ces mêmes contestations lorsque les parties intéressées préfèrent s'adresser à eux directement; — Attendu qu'en décidant le contraire on ferait subir aux plaideurs des lenteurs inutiles et des frais frustratoires, et qu'il n'existe aucun motif pour leur imposer un semblable circuit de juridiction;

Attendu enfin que, d'après la loi tunisiennne du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière (1), les immeubles immatriculés sont soumis exclusivement et pour toujours à la juridiction française; — Attendu que l'immatriculation est une mesure

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 145.

facultative qui dépend de la seule volonté du propriétaire ; — Attendu qu'aux termes d'un décret du 6 novembre 1888 (1) la demande d'immatriculation formée par un Tunisien suffit pour le rendre justiciable des tribunaux français dans toutes les contestations soulevées par des Européens relativement à l'immeuble dont l'immatriculation est requise ;

Attendu que ces prescriptions viennent à l'appui des considérations exposées ci-dessus ; qu'elles établissent que l'incompétence dont il s'agit ne met en jeu aucun principe d'ordre public et n'intéresse ni la souveraineté du bey, ni l'indépendance réciproque des juridictions française et tunisienne ; — Attendu qu'il a paru équitable à l'État protégé et au gouvernement protecteur de laisser aux Tunisiens formant la majorité de la population la faculté de s'adresser pour leurs contestations les plus importantes à des juges de même race et de même religion qu'eux ; — Mais attendu qu'ils peuvent s'enlever pour toujours cette faculté en demandant l'immatriculation de leurs immeubles ; — Attendu par suite qu'aucun motif d'intérêt général ne s'oppose à ce qu'ils s'abstiennent dans un cas particulier d'user de la même faveur et à ce que, dans les procès qu'ils peuvent avoir en matière immobilière avec des Européens, ils acceptent la compétence du tribunal français, qui a sur les Européens plénitude de juridiction et dont les décisions sont directement exécutoires à l'égard de tous les plaideurs ;

Par ces motifs : — Rejette comme tardive l'exception d'incompétence soulevée par le sieur Ali ben Amor ; — Renvoie l'affaire à l'audience du 19 juillet pour être plaidée au fond ; — Condamne Ali ben Amor aux dépens de l'incident.

MM. GEFFROY, *prés.* ; FROPO, *ff. min. pub.* — Mes ABÉASIS et PIÉTRI, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

---

13 juin 1889

(Moawia ben Ali el Megherni el Douadi c. Mille, Laurans et Cie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que d'une décision rendue le 11 mars 1888 par le tribunal mixte il résulte, que par réquisition

(1) *Rev. Alg.* 1888. 3. 199.

du 26 novembre 1886, Mille Adrien a demandé au nom de la société Mille, Laurans et compagnie l'immatriculation d'une propriété dénommée l'enchir Méraïssa ; — Attendu que, différentes oppositions s'étant révélées dans les délais légaux, les demandeurs au procès actuel Moawia ben Ali el Megherni et consorts, qui s'étaient désistés d'une instance qu'ils avaient intentée devant le chaara, se trouvèrent parmi les opposants, et consentirent à soumettre au tribunal mixte leurs contestations ; — Attendu que l'enchir Karrouba ou Keraya qu'ils revendiquaient fut exclu du périmètre du bornage définitif et que l'immatriculation du chef de cet enchir ne fut pas accordée à Mille, Laurans et compagnie ; — Attendu cependant que ceux-ci étaient encore en possession dudit enchir, qu'ils y sont restés, et que les demandeurs, se basant sur une décision qui a implicitement reconnu leurs droits, sollicitent de ce tribunal un jugement les autorisant à réintégrer sur un terrain qu'ils considèrent comme n'étant jamais sorti de leur patrimoine ;

Attendu qu'à cette demande Mille, Laurans et compagnie opposent deux moyens ;

Sur le moyen tiré de ce fait que Moawia se présenterait au procès au nom d'autres coayants droit qui ne sont pas en cause : — Attendu que, bénéficiaire d'une fondation pieuse qui de son existence est indivisible, Moawia ben Ali el Megherni a pu régulièrement agir au nom de tous ses coayants droit ou mieux représenter de leur aveu et de leur agrément les intérêts de la fondation ; — Qu'il n'est donc pas, à proprement dire, le mandataire, le procureur des autres bénéficiaires de la fondation, mais le représentant de celle-ci ; que c'est à ce titre qu'il a agi dans la procédure en immatriculation sans soulever de protestations de la part de Mille, Laurans et compagnie ; — Attendu au surplus que telle est dans les usages locaux la façon ordinaire de procéder et que c'est le cas pour le tribunal d'user de la faculté que lui attribue l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Sur l'exception d'incompétence proposée par Mille, Laurans et compagnie : — Attendu que le tribunal mixte, dont les décisions ont pour unique objet de se prononcer sur l'admission ou le rejet en tout ou partie de l'immatriculation et d'ordonner en cas d'immatriculation l'inscription des droits réels dont il a reconnu l'existence, ne saurait avoir compétence pour dire définitivement droit sur les oppositions à l'immatriculation qui lui sont déférées, que ces oppositions soient admises ou repoussées ; — Que dans ce cas les terrains ou parcelles de terrains contestés, échappant à l'immatricu-

lation, demeurent nécessairement dans l'état litigieux où ils se trouvaient au début de la procédure en immatriculation ; — Attendu dans l'espèce que, Mille, Laurans et compagnie étant alors en possession de l'enchir Karrouba, cette possession n'a pu que leur être maintenue; que les opposants en un mot, en faisant exclure du bornage définitif l'enchir auquel ils prétendaient droit sans demander eux-mêmes et directement l'immatriculation, n'ont pu tendre qu'à un but et n'ont réalisé qu'un résultat : celui d'exclure de l'immatriculation des parcelles dont ils contestaient la propriété à Mille, Laurans et compagnie ;

Attendu, et ce premier point dégagé, qu'il échet de décider si, comme le demandent Mille, Laurans et compagnie, le litige sera renvoyé devant le chaara, ou si, conformément aux conclusions du demandeur, il sera retenu par ce tribunal ;

Attendu qu'en matière immobilière comme en toutes autres matières, les juridictions françaises en Tunisie ont la plénitude d'attributions judiciaires; — Que loin d'entreprendre sur ce principe le décret du 31 juillet 1884 n'en est que la confirmation ;

Attendu en effet que si, en étendant la compétence des juridictions françaises en matière mobilière, ce décret est muet sur les litiges immobiliers et les réserves dès lors implicitement aux tribunaux locaux, il y a lieu de remarquer que cette réserve n'a pu être faite que conformément aux usages qui avaient alors cours en Tunisie et auxquels les traités diplomatiques ont attribué force de loi ; — Attendu que de coutume constante les constatations relatives à des immeubles situés dans la régence étaient, avant l'occupation, portées devant les. consuls lorsque le défendeur était un Européen ; que souvent même et alors que le défendeur était musulman le même fait s'est produit; — Attendu que pour contredire une telle coutume consacrée par une pratique constante et dont les intéressés pouvaient à bon droit revendiquer le bénéfice une disposition implicitement formulée ne pouvait suffire ; que bien plus, et cette disposition eût-elle été formelle, se serait soulevée la question de décider si les conventions diplomatiques pouvaient l'autoriser; — Attendu et quoi qu'il en soit que de cette faculté laissée par le gouvernement à ses nationaux de faire juger par les juridictions européennes les litiges immobiliers résultait nettement ce fait que jamais, dans la régence, les matières immobilières n'ont été de celles que la constitution du pays ou des considérations d'ordre public devaient exclusivement réserver aux juridictions locales; — Que l'art. 4 du décret du 31 juillet 1884

accentue de façon indiscutable cette idée et qu'il considère si peu que les matières immobilières sont nécessairement et constitutionnellement questions de juridiction musulmane, qu'il prévoit l'institution d'une commission qui aura pour but de rechercher et de déterminer les conditions dans lesquelles la compétence en matière immobilière sera remise aux tribunaux français ; — Attendu que, si ce résultat n'a pas été complètement obtenu, il n'est pas cependant inutile de noter que l'art. 20 de la loi immobilière tunisienne soumet à la juridiction des tribunaux français tous les immeubles immatriculés, et qu'en cas de contestation sur les limites ou les servitudes d'immeubles contigus, lorsque l'un sera immatriculé et que l'autre ne le sera pas, la juridiction française sera seule compétente ; — Attendu que la conséquence à tirer de ces prémisses est que l'exception prise de l'incompétence des tribunaux français en matière immobilière est une exception qui n'a rien d'absolu, dont le principe a déjà été entamé et qui a pour but non d'assurer un intérêt d'ordre public qui de sa nature est inaliénable, mais de garantir, jusqu'au jour où une application d'une règle générale sera possible, des intérêts particuliers ;

Attendu qu'ainsi envisagé, le déclinatoire proposé par Mille, Laurans et compagnie n'est qu'un déclinatoire *ratione personæ*, que celui qui est appelé à en bénéficier a seul droit d'invoquer ; — Attendu que Mille, Laurans et compagnie, cités devant la juridiction de leur pays, ne sauraient avoir ni motif ni qualité pour décliner la compétence de cette juridiction ; — Qu'au surplus leur prétention, si elle était admise, aurait ce singulier effet que le demandeur, au cas où il triompherait devant le chaara, ne pourrait obtenir l'exécution de la décision qui lui donnerait gain de cause qu'après en avoir obtenu du tribunal français l'exéquatur et s'être dès lors soumis à une révision au fond ; qu'un semblable résultat serait éminemment contraire à une bonne et régulière administration de la justice ; qu'il préjudicierait de la façon la plus grave à de légitimes intérêts ;

Par ces motifs : — Sans avoir égard aux divers moyens proposés par les défendeurs, moyens dont ils sont déboutés ; — Se déclare compétent et ordonne qu'il sera plaidé au fond ; — Condamne les défendeurs aux dépens de l'incident.

MM. GEFFROY, *prés.* ; FROPO, *ff. min. pub.* — Mes ABÉASIS et PIÉTRI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

29 janvier 1889

—

Folle enchère, adjudicataire, insolvabilité notoire, avoué, responsabilité.

Au cas de revente sur folle enchère, moyennant un prix inférieur à celui de la première adjudication, l'avoué du fol enchérisseur n'encourt pas la responsabilité édictée par l'art. 711 du Code de procédure civile, lorsque l'inexécution par son client des clauses et conditions de l'adjudication n'est pas due à l'état d'insolvabilité notoire de ce dernier (1).

Une industrie ou profession inavouable, telle que celle de teneur de maison publique, ne constitue point par elle-même celui qui s'y livre en état d'insolvabilité notoire.

---

(1) L'inexécution des clauses et conditions de l'adjudication n'implique pas nécessairement l'état d'insolvabilité notoire de l'adjudicataire. L'appréciation de cet état est laissée au pouvoir discrétionnaire des juges du fait : Req. rej. 30 déc. 1850 (D. P. 51. 1. 94) et 24 janv. 1856 (D. P. 56. 1. 82). — A supposer l'insolvabilité constante, et dans le cas où l'insolvable est domicilié dans un lieu autre que celui où se poursuit la vente, il n'est pas exigé que la notoriété de son insolvabilité existe au lieu de l'enchère : Req. rej. 30 déc. 1850 (*suprà*) ; Bordeaux, 29 avril 1853 (D. P. 53. 2. 220) ; Montpellier, 18 déc. 1854 (D. P. 56. 2. 160). — En ce qui concerne spécialement la responsabilité de l'avoué, jugé, d'une part, que pour que cette responsabilité soit encourue il faut non seulement que l'insolvabilité de l'adjudicataire soit notoire, mais encore qu'elle soit *connue* de l'avoué : Caen, 1er févr. 1828 (D. A., *Vente publ. d'imm.*, 1638) ; d'autre part, que l'insolvabilité notoire de l'art. 711 du Code de proc. civ. n'est pas seulement celle que personne n'ignore, mais encore celle dont l'avoué *aurait pu avoir connaissance* s'il avait pris sur l'enchérisseur les renseignements que la prudence commandait : Bordeaux, 29 avril 1853 (*suprà*) ; Montpellier, 18 déc. 1854 (*suprà*) ; Grenoble, 12 juin 1860 (D. P. 61. 5. 524). — La responsabilité de l'avoué est indépendante du sort de l'adjudication. Il n'est pas nécessaire que cette adjudication soit déclarée nulle ; il suffit qu'elle soit restée sans effet par suite de folle enchère, par exemple : Paris, 7 juin 1853 (D. P. 53. 2. 219) ; Req. rej. 17 janv. 1854 (D. P. 54. 1. 101) ; Bordeaux, 29 avril 1853, et Grenoble, 12 juin 1860 (*suprà*). — En sens contraire, la folle enchère éléverait une fin de non recevoir contre l'action en responsabilité. Chauveau, *Journ. des avoués*, t. 78, p. 517 et 547. — Relativement au montant de la réparation due par l'avoué, les arrêts de Paris et de Bordeaux précités avaient con-

(Me X... c. époux Ferrand)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par jugement du 9 février 1887, Me X... a été condamné à payer aux époux Ferrand : 1° à titre de dommages-intérêts, la somme de 5,000 fr., représentant la différence entre le prix de l'adjudication tranchée au profit de Ténas et le montant du prix de revente sur folle enchère ; 2° les frais afférents à la folle enchère poursuivie sur Ténas ; que Me X... est appelant de ce jugement ; que son appel et l'appel incident des époux Ferrand sont recevables en la forme ;

Attendu, au fond, que la responsabilité édictée contre l'avoué enchérisseur par le § 2 de l'art. 711 Code proc. civ. ne peut être encourue qu'autant que l'inexécution des clauses et conditions de l'adjudication est le résultat de l'insolvabilité de l'adjudicataire et que cette insolvabilité est, en outre, notoire ; — Attendu qu'il n'est pas justifié que l'inexécution des conditions de l'adjudication faite à Ténas ait eu pour cause l'insolvabilité de ce dernier ; — Attendu, en effet, que l'immeuble mis en vente était à usage de maison de tolérance ; qu'il résulte des pièces et documents versés au procès que l'octroi de la permission que Ténas devait demander à la mairie de Perrégaux était subordonné à l'accomplissement de certaines conditions imposées par la municipalité de cette ville, notamment à l'acquisition, par le permissionnaire, sur la mise à prix de 8,000 fr., d'un lot à bâtir appartenant à ladite commune ; que Ferrand était au courant de cette situation ; qu'informé par Me X... du refus de Ténas de prendre l'immeuble, et des motifs que Ténas donnait à l'appui de ce refus, Ferrand écrivait à Me X... par lettre du 2 août 1886, enregistrée à Mascara le 15 novembre suivant : « Voyez Ténas ; je me fais fort de lui » faire donner l'autorisation par le maire de Perrégaux ; je me » charge de tout ; je sais ce qui a empêché l'affaire ; »

Attendu, d'autre part, qu'une industrie inavouable, du genre de celle qu'exerçait Ténas, accessoirement à son métier de maçon, ne constitue pas par elle-même celui qui s'y livre en état d'insolvabilité notoire ; que si le commandant d'armes, faisant

---

damné les avoués à payer, à titre de dommages-intérêts, la différence entre le prix de la première adjudication et celui de la revente sur folle enchère. Ce mode de fixation est critiqué par Chauveau (*loc. cit.*). De ce que le fol enchérisseur est tenu de la différence entre les prix d'adjudication (art. 740 C. proc. civ.), il ne s'ensuit pas que les dommages-intérêts dus par l'avoué qui a enchéri pour un individu notoirement insolvable doivent représenter cette même différence. C'est aux juges à arbitrer le chiffre de la réparation suivant les circonstances de fait de la cause.

fonctions de maire au Kreider, et le chef du poste de gendarmerie dans cette localité ont, dans des renseignements adressés à Ferrand, représenté Ténas comme étant sans ressources, sans travail actuel et vivant au jour le jour, il résulte cependant des mêmes renseignements que Ténas avait acquis au Kreider un terrain domanial sur lequel il édifiait une construction qui, achevée, pourrait valoir de 6 à 7,000 fr.; que, dans une lettre postérieure, adressée à Me X... par le même commandant d'armes, enregistrée à Mascara le 15 novembre 1888, il est dit que la propriété bâtie appartenant à Ténas vaut de 7 à 8,000 fr. et que, sauf des dettes dont on ignore le chiffre, le commerce spécial de cet individu donne lieu de croire à un profit réel; qu'en l'état de ces renseignements, on ne peut dire que Ténas était notoirement insolvable lors de l'adjudication ; — En ce qui concerne le surplus des demandes des parties, adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Recevant les appels principal et incident, ce dernier en la forme seulement ; — Infirme le jugement dont est appel, en ce qu'il a condamné Me X... à payer aux époux Ferrand la somme de 5,000 fr., montant de la différence entre les deux adjudications et les frais afférents à la folle enchère poursuivie sur Ténas ; — Statuant à nouveau ; — Dit les époux Ferrand mal fondés dans leur demande quant à ce, les en déboute ; — Confirme le jugement dans ses autres dispositions.

MM. LEFÉBURE, *ff. prés.;* RACK, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

31 octobre 1888

Donation, coutumes kabyles, quotité disponible, immeubles, propriété, femme, capacité, donateur, maladie, preuve, validité.

La coutume de Kabylie n'imposant aucune limite à la libéralité du donateur, une donation entre Kabyles ne peut être critiquée par ce motif que les biens qui en sont l'objet dépasseraient la quotité disponible.

Si, en Kabylie, les donations faites au profit de femmes ont habituellement pour objet soit des valeurs mobilières, soit l'usufruit d'immeubles, ou des droits d'usage ou d'habitation, il est néanmoins permis de disposer en faveur des femmes de la propriété des immeubles.

Les coutumes kabyles ne frappent pas de nullité une donation consentie par un individu déjà atteint de la maladie à laquelle il a succombé, alors que le disposant était parfaitement sain d'esprit au moment où il s'est présenté chez le cadi pour faire dresser acte de sa volonté, et qu'à cette date rien ne faisait présager l'époque de sa mort survenue plusieurs mois après; — Il importe peu que l'acte n'ait été dressé qu'ultérieurement, cette circonstance n'atteignant ni la volonté ni la capacité du donateur, et la donation pouvant, en droit kabyle, être établie par la preuve testimoniale.

(Amar ben Ahmed c. Tessadit bent M'hamed Kaci)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que devant la Cour comme devant le tribunal l'appelant conteste la validité d'une donation faite par son frère consanguin El Haoussine au profit des dames Tessadit et Yamina, mère et sœur de ce dernier ; qu'il allègue que cette donation serait nulle, soit parce que les biens qui en font l'objet dépasseraient la quotité disponible, ou parce que la coutume en vigueur dans la contrée ne permettait que des donations de jouissance ou d'usufruit, soit parce que la donation aurait eu lieu quelques jours avant le décès du donateur et pendant sa dernière maladie ; qu'il conclut à la réformation du jugement attaqué et, subsidiairement, à être admis à prouver que l'acte constatant cette donation n'a été rédigé que quelques jours avant le décès d'El Haoussine ;

Attendu, en ce qui concerne l'importance de la libéralité critiquée par l'appelant, qu'il résulte de la doctrine que la coutume de Kabylie n'a imposé aucune limite à la libéralité du donateur, qui est le maître absolu de son bien, et que, s'il est exact de dire que les donations faites au profit des femmes portent habituellement sur des valeurs mobilières, sur l'usufruit des immeubles, ou ont pour objet, d'ordinaire, un droit d'habitation ou d'usage, il n'est pas moins certain que tout Kabyle est investi de la faculté de disposer, quand il le veut, en leur faveur, de la propriété des immeubles ;

Attendu, en ce qui concerne l'état de santé du donateur, qu'il ressort, jusqu'à la dernière évidence, de l'enquête à laquelle les premiers juges ont procédé qu'il était parfaitement sain d'esprit quand il a manifesté au cadi sa volonté de faire donation de ses biens à sa mère et à sa sœur ; qu'à ce moment là, s'il était déjà atteint de la maladie qui a plus tard amené sa mort, rien ne faisait présager l'époque de cette mort, et qu'il ne se trouvait par conséquent dans aucun des cas prévus par les coutumes kabyles et qui sont de nature à frapper un donateur d'incapacité légale ; qu'il est allé en effet, plusieurs mois avant sa mort, chez le cadi, pour le requérir de dresser acte de sa volonté, et que, si cet acte n'a pas été dressé le même jour, c'est par suite d'une circonstance qui n'atteint ni sa volonté ni sa capacité ; qu'il importe donc peu que cet acte ait été dressé postérieurement, la donation pouvant être, en droit kabyle, établie non seulement par un acte authentique, mais encore par la preuve testimoniale ;

Attendu, par suite de ce qui précède, qu'il y a lieu de maintenir comme parfaitement valable la donation précitée ;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'offre de preuve, qui n'est point pertinente dans l'espèce, déclare l'appelant mal fondé dans son appel, l'en déboute.

MM. PUECH, *prés.* ; HUGUES, *rap.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes VANDIER et PROBST, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 juillet 1889

Faillite, syndic, marchandises, prix, dépôt, paiement, obligation personnelle.

Un syndic n'est pas personnellement tenu envers un créancier de la faillite au paiement de sommes dues à ce dernier, lorsque les fonds provenant de la vente des marchandises du failli et sur lesquels le créancier aurait pu se faire payer n'ont jamais été entre les mains de ce syndic.

(Contributions diverses c. Terral)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique : — Attendu qu'il a été reconnu par l'administration, dans le mémoire qu'elle a pro-

duit à l'appui de son pourvoi, que les fonds provenant de la vente des marchandises et du mobilier du failli Chamois ont été déposés à la caisse des dépôts et consignations de Mostaganem, le 14 mars 1879, par le sieur Delacroix, greffier de la justice de paix de Perrégaux, qui avait procédé à la vente; qu'ainsi, les fonds n'ayant jamais été entre les mains du syndic Terral, c'est à bon droit que le jugement attaqué a décidé que ce syndic ne pouvait être personnellement tenu d'acquitter le montant des sommes dues par la faillite de Chamois à l'administration des contributions diverses;

Par ces motifs: — Rejette le pourvoi formé par l'administration des contributions diverses de l'Algérie contre un jugement du tribunal civil de Tlemcen, du 22 janvier 1886.

MM. BARBIER, *prem. prés.*; MONOD, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.* — Mes NIVARD et BRUGNON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 mars 1889

Exécution provisoire, ouvrier, salaires, caractère alimentaire.

Une somme allouée judiciairement, par jour et à titre de salaires, à un ouvrier, jusqu'à la solution d'un procès existant entre ce dernier et ses patrons, a le caractère de pension ou provision alimentaire; — Cette condamnation, par suite, peut être déclarée exécutoire par provision, aux termes de l'art. 135 C. pr. civ. (1).

(Danton et Vaccaro c. Sprignio)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Danton et Vaccaro, appelants, ne se présentent pas; — Que Me Chéronnet, leur défenseur consti-

(1) Déjà, au point de vue de l'insaisissabilité, une jurisprudence qui semble de plus en plus prévaloir reconnaissait un caractère alimentaire aux appointements ou salaires des ouvriers et employés des particuliers. V. notamment : Rouen, 26 mars 1859 (D. P. 59. 2. 157); Civ. rej. 10 avril 1860

tué, déclare n'avoir reçu ni pièces, ni renseignements pour conclure et plaider;

Au fond : — Attendu que le rapport de l'expert justifie pleinement les allégations de Sprignio, et qu'il échet de confirmer purement et simplement la décision des premiers juges;

Attendu, sur l'exécution provisoire, qu'il résulte du jugement entrepris que la somme de 4 fr. 10 c., par jour, jusqu'à la solution du procès, allouée par le tribunal, à titre de salaire, a le caractère de pension alimentaire pour laquelle l'exécu-

---

(D. P. 60. 1. 166); Alger, 13 juin 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 189). — Un arrêt de Colmar, du 29 avril 1863 (D. P. 63. 5. 333), est allé jusqu'à déclarer insaisissables, à ce titre, des dommages-intérêts alloués à un ouvrier à la suite d'un accident professionnel. — D'autres arrêts avaient, en sens contraire, déclaré saisissables, même en totalité, les traitements, appointements et salaires des ouvriers et employés autres que les fonctionnaires et les employés civils dont parle la loi du 21 ventôse an IX: Req. rej. 22 nov. 1853 (D. P. 53. 1. 321); Douai, 13 mai 1853 (D. P. 54. 5. 668); Bordeaux, 24 mars 1858 (D. P. 59. 2. 6). Conf. note sous l'arrêt d'Alger susmentionné (*Rev. Alg.* 1889. 2. 193).

Dans l'espèce de notre arrêt, les appelants, déclarés responsables d'un accident survenu à l'intimé, avaient été condamnés à lui payer, par jour et pendant un certain temps, en sus de dommages-intérêts proprement dits, une somme représentant les salaires quotidiens de cet ouvrier. C'est cette dernière allocation seulement que la Cour a considérée comme ayant un caractère alimentaire qui permettait de prononcer, pour cette partie de la décision, l'exécution provisoire dans les termes du § 7 de l'art. 135 C. pr. civ. — Il reste à se demander si c'est bien l'art. 135 qui devait recevoir application dans la cause. Il est admis, en effet, que cet article ne s'applique qu'aux jugements des tribunaux de 1re instance, et qu'en outre, il n'a trait qu'à l'exécution provisoire nonobstant appel. V. Carré et Chauveau, *Lois de la proc. civ.*, t. 1, sur l'art. 135, nº 588; Boitard, *Leçons de proc. civ.*, t. 1, § 293. Dans l'espèce de notre arrêt, il ne pouvait être question évidemment que de l'exécution provisoire nonobstant opposition, régie par le § 2 de l'art. 155 du C. pr. civ., ledit article applicable en cause d'appel, suivant la règle générale de l'art. 470 du même Code. Or, l'art. 155, § 2 ne donne aux juges la faculté d'ordonner cette exécution que dans le cas où il y aurait *péril en la demeure*, c'est-à-dire lorsque la partie qui a obtenu le jugement aurait de justes motifs de craindre la disparition de son gage, et que les choses seraient irréparables, en définitive, si l'opposition devait suspendre l'exécution. Carré et Chauveau (*op. cit.*, t. 2., sur l'art. 155, nº 639) et Boitard (*op. cit.*, t. 1, § 322) enseignent qu'il suffit de cette seule condition du péril en la demeure, même en dehors des divers cas, impératifs ou facultatifs, de l'art. 135. — L'existence du péril en la demeure n'a pas besoin d'être textuellement constatée par le jugement ou l'arrêt de défaut. Il suffit, mais il faut en même temps qu'elle résulte des circonstances de fait relevées par cet arrêt ou ce jugement. Req. rej. 3 avril 1872 (D. P. 73. 1. 25).

tion provisoire peut être accordée, aux termes de l'art. 135 C. pr. civ.; que c'est à tort que les premiers juges l'ont refusée, eu égard aux circonstances de la cause;

Par ces motifs : — Donne défaut congé contre Danton et Vaccaro appelants, et contre Me Chéronnet, leur défenseur; — Et pour le profit; — Confirme le jugement attaqué; — Émendant toutefois du chef de l'exécution provisoire, dit que la partie de la décision relative à la somme allouée à titre de provision alimentaire, soit 4 fr. 10 c., du 18 février 1888 au jour de la solution du procès, sera exécutoire par provision, et ce, jusqu'à la date du présent arrêt, sauf à l'augmenter le cas échéant, en cas d'opposition.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; COLAUD DE LA SALCETTE, *av. gén.* — Me MACHEMAIN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

—

15 juin 1888

—

Instruction publique, communes, dépenses obligatoires, local de l'académie, loi du 14 juin 1854, Algérie, applicabilité, mandatement d'office, recours pour excès de pouvoir, effet suspensif.

—

L'art. 10 de la loi du 14 juin 1854, qui impose aux villes chefs-lieux d'académie l'obligation de subvenir aux dépenses relatives au local de l'académie, au mobilier du conseil académique et aux bureaux du recteur, a été rendu applicable à l'Algérie par l'art. 2 du décret du 15 août 1875 (1re et 2e espèces);

En conséquence, le préfet du département d'Alger a pu, sans excès de pouvoir, en présence du refus par le conseil municipal de la ville d'Alger de fournir des locaux pour cette destination, assurer l'observation de la loi précitée, en maintenant les services académiques dans les locaux précédemment installés par la ville, et en mandatant d'office au profit du propriétaire desdits locaux la dépense inscrite au budget municipal (2e espèce).

(Ville d'Alger c. Féraud)

PREMIÈRE ESPÈCE

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le recours formé par la ville d'Alger... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler — un arrêté préfectoral, du 29 juin 1887, portant mandatement d'office, au profit du sieur Féraud, propriétaire du local occupé par les services de l'académie, de la somme de 375 fr. pour le loyer du mois de décembre 1886, inscrite d'office au budget de la commune ; — Ce faisant, attendu, d'une part, que, l'arrêté d'inscription d'office ayant été déféré au conseil d'État, le préfet aurait dû, avant de prendre l'arrêté attaqué, attendre la décision à intervenir ; attendu, d'autre part, que le bail passé par la ville avec le sieur Féraud a pris fin le 30 novembre 1886 et a été dénoncé en temps voulu; que, dans ces conditions le paiement du mois de décembre, en vertu de l'arrêté attaqué, aurait pour effet immédiat d'engager la commune pour une nouvelle période de trois années; que le préfet ne peut, aux termes de l'art. 68 de la loi du 5 avril 1884, l'obliger à contracter un nouveau bail; qu'à la suite de l'arrêté d'inscription d'office le propriétaire de l'immeuble occupé par le service académique a intenté à la commune une action en payement des loyers; qu'il n'appartenait pas au préfet de trancher un conflit de droit commun dont la juridiction civile est régulièrement saisie ;

Vu les observations du ministre de l'instruction publique tendant au rejet du pourvoi ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juin 1886 et l'arrêt du conseil d'État du 16 décembre 1887 ;

Vu les lois du 7-14 octobre 1790 et du 24 mai 1872 ; — Vu le décret du 22 juillet 1806, art. 3; — Vu la loi du 14 juin 1854 et le décret du 15 août 1875; — Vu la loi du 5 avril 1884, art. 149 et 152 ;

Sur le moyen tiré de ce que l'arrêt attaqué n'aurait pu légalement être pris alors que le conseil d'État était saisi d'un recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'inscription d'office : — Considérant qu'aux termes de l'art. 3 du décret du 22 juillet 1806, confirmé par l'art. 24 de la loi du 24 mai 1872, le recours au conseil d'État n'a pas d'effet suspensif; qu'ainsi le préfet a pu, par la décision attaquée, assurer l'exécution de son arrêté portant inscription d'office, nonobstant le recours formé par la ville d'Alger ;

Au fond : — Considérant que l'art. 10 de la loi du 14 juin

1854, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 15 août 1875, impose aux communes chefs-lieux d'académie l'obligation de fournir le local académique ; que la dépense afférente à ce service pour le mois de décembre 1886 était régulièrement inscrite au budget de la ville d'Alger et liquide; que, dès lors, aux termes de l'art. 152 de la loi du 5 avril 1884, il appartient au préfet, sur le refus du maire de procéder à l'ordonnancement, de rendre en conseil de préfecture un arrêté tenant lieu de mandat au bénéfice du sieur Féraud, propriétaire de l'immeuble occupé par l'académie ;

(Rejet de la requête).

DEUXIÈME ESPÈCE

—

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le recours formé par la ville d'Alger... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler — un arrêté préfectoral du 29 octobre 1887, portant mandatement au profit du sieur Féraud, propriétaire du local occupé par les services de l'académie, de la somme de 2,250 fr. pour les loyers du premier semestre de l'année 1887 ; — Ce faisant, attendu que ledit arrêté ordonne le prélèvement de la somme mandatée sur le crédit de 2,400 fr. inscrit par le conseil municipal au budget de l'exercice 1887, chapitre des dépenses facultatives, pour le loyer dont s'agit pendant toute l'année; que ce crédit était suffisant et qu'il n'appartenait pas au préfet d'augmenter la dépense mise à la charge de la ville ; attendu, d'autre part, que le préfet ne saurait obliger la commune à payer une somme quelconque au sieur Féraud, dont elle n'est plus locataire ; qu'en obtempérant à l'injonction du préfet elle se reconnaîtrait comme engagée envers ce propriétaire ; qu'enfin, l'exécution de l'arrêté attaqué aurait pour effet de trancher une action en paiement des loyers dus et à échoir jusqu'à l'expiration d'une nouvelle période ternaire, à elle intentée devant la juridiction civile ;

Vu les observations en défense du ministre de l'instruction publique tendant au rejet du pourvoi, par les motifs qu'aux termes de la loi du 14 juin 1854, l'obligation de la ville consistait à fournir le local académique et non à payer une somme d'argent; que, sur son refus, il a dû être pourvu d'office à l'accomplissement de son obligation ; que la somme mandatée a été déterminée conformément à l'art. 149 de la loi du 5 avril

1884, d'après la quotité de la dépense moyenne pendant les trois dernières années; que l'arrêté attaqué est légal et ne renferme aucun engagement pris par le préfet au nom de la ville, vis-à-vis du sieur Féraud ;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790, du 24 mai 1872, du 14 juin 1854, le décret du 15 août 1875 et la loi du 5 avril 1884, art. 49 ;

Considérant qu'aux termes de la loi du 14 juin 1854, rendue applicable à l'Algérie par décret du 15 août 1875, la ville d'Alger est tenue de fournir le local académique; que, sur son refus de remplir l'obligation qui lui incombe, il appartenait au préfet d'assurer l'observation de la loi précitée, faute par la ville d'avoir choisi d'autres locaux et de maintenir les services académiques dans ceux où ils avaient été précédemment installés par elle; qu'en prenant l'arrêté attaqué, portant mandatement d'office, au profit du sieur Féraud, propriétaire de l'immeuble occupé par les services académiques, pour le loyer du premier semestre 1887, d'une somme de 2,250 fr. à prélever sur le crédit de 2,400 fr. qu'il trouvait inscrit au budget communal pour la même dépense, le préfet n'a fait qu'user des pouvoirs à lui conférés par les art. 149 et 152 de la loi du 5 avril 1884;

(Rejet de la requête).

MM. Léon GRÉVY, *rap.*; VALABRÈGUE, *com. du gouv.* — Me CHOPPARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

25 juin 1889

Action possessoire : mandataire, préjudice, faute personnelle, recevabilité; compétence, jugement, motifs; titre administratif, possession, séparation des pouvoirs; réintégrande, conditions d'exercice.

Si, en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des tiers, le mandataire est néanmoins tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute ;

Par suite est recevable une action en réintégrande intentée

contre l'auteur du trouble personnellement, encore bien que ce dernier ait été qualifié de mandataire dans l'exploit d'ajournement et que son mandant soit même intervenu en appel (1).

Est motivée la décision du juge du fait qui rejette un déclinatoire en se fondant sur ce que l'instance dont il est saisi est essentiellement possessoire, et, par suite, de la compétence exclusive du juge de paix, conformément aux art. 23 et suivants C. pr. civ. — Lorsque, d'autre part, le demandeur, concessionnaire de l'État, s'est borné à invoquer sa possession et n'a demandé aucune modification aux clauses de son titre de concession, clauses que, dès lors, le juge du fait n'avait pas à interpréter, le jugement intervenu sur cette demande ne viole pas la règle de la séparation des pouvoirs (2).

Pour déclarer recevable une action en réintégrande, il suffit que le juge du fait, sans se préoccuper des titres invoqués par le défendeur, constate la détention matérielle de l'immeuble par le demandeur et la dépossession violente dont il se plaint (3).

(Mer c. Broussais)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que si, en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des

---

(1) V. en ce sens : Civ. cass. 9 janv. 1833 (D. A. v° *Responsabilité*, 52, et *Action possessoire*, 584) ; Civ. cass. 13 juin 1843 (*ibid.*, 90-2 et 549).

(2) Sur l'application, par les tribunaux ordinaires, d'actes administratifs ne donnant pas lieu à interprétation, V. Req. rej. 17 déc. 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 223) et la note. — Sur le pouvoir, pour le juge du possessoire, de consulter les titres uniquement à l'effet de déterminer les caractères de la possession, et à la condition de ne statuer que sur la possession, jurisprudence constante. V. D. A. *Action possessoire*, 756 et s., et Dall., *Code de proc. civ. annoté*, sur l'art. 25, § 144 et s.

(3) Sur les conditions de l'action en réintégrande, V. Civ. cass. 16 nov. 1833 et 19 août 1839 (D. A. v° *Action possessoire*, 103) ; Req. rej. 4 juin 1835 (D. A. *ibid.*, 330) ; Req. rej. 8 juill. 1845 (D. P. 45. 1. 404) ; Civ. cass. 5 août 1845 (D. P. 45. 1. 403) ; Civ. cass. 23 nov. 1846 (D. P. 47. 1. 33) ; Civ. cass. 2 juill. 1862 (D. P. 62. 1. 354) ; Req. rej. 25 avril 1865 (D. P. 65. 1. 283) ; Req. rej. 4 juin 1866 (D. P. 67. 1. 419) ; Req. rej. 4 mai 1868 (D. P. 68. 1. 382) ; Req. rej. 16 mars 1876 (D. P. 78. 1. 68) ; Req. rej. 20 juill. 1880 (D. P. 81. 1. 476).

tiers, il n'en est plus ainsi en matière de délits ou de quasi-délits; qu'il est alors tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute; — Attendu que Mer n'a pas nié les voies de fait et violences qui ont motivé contre lui l'action en réintégrande de Broussais; que celui-ci était donc bien fondé à agir contre lui pour obtenir la cessation du trouble apporté à sa jouissance et l'allocation de dommages intérêts; qu'il importe peu que Mer ait été qualifié de mandataire de Carpentier dans l'exploit introductif d'instance, où l'on concluait contre lui à une condamnation personnelle; que cette qualité, même après l'intervention de son mandant en appel, ne pouvait l'exonérer de la responsabilité qu'il avait encourue;

D'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait et en déclarant l'action recevable, le jugement attaqué s'est conformé à la loi;

Sur le second moyen : — Attendu que, sur le grief tiré de l'incompétence de la juridiction civile, le jugement attaqué a répondu que « la compétence est nettement déterminée » par les art. 23 et suivants C. pr. civ., qui attribuent aux » juges de paix une juridiction exclusive en matière pos- » sessoire; que l'instance actuelle est essentiellement pos- » sessoire »;

Attendu qu'en s'exprimant ainsi, le tribunal a donné des motifs évidents pour rejeter le chef de conclusions qui lui était soumis;

Attendu, d'autre part, que Broussais ne demandait aucune modification aux clauses de la concession de 1862, et que le juge n'avait pas à les interpréter; que, prétendant avoir depuis plus d'un an la détention matérielle, paisible et publique de la forêt de Khalfoun, il avait le droit de saisir le juge de paix d'une action en réintégrande contre le sieur Mer, auteur du trouble apporté par violence à sa possession, une telle action rentrant exclusivement dans la compétence de ce magistrat, aux termes de l'art. 23 C. pr. civ.; — D'où il suit que le jugement attaqué n'a pas méconnu la règle de la séparation des pouvoirs et n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Sur le troisième moyen : — Attendu que, l'action dont le juge était saisi étant une action en réintégrande, il n'avait pas à se préoccuper des titres que Carpentier pouvait faire valoir contre Broussais; — Qu'il lui suffisait de constater, d'une part, la détention matérielle de l'immeuble par celui-ci; d'autre part, la dépossession violente dont il se plaignait, pour déclarer son action recevable; qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait, il

n'a donc violé aucun des articles de loi invoqués par les demandeurs ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. BARBIER, *prem. prés.* ; GUÉRIN, *rap.* ; CHARRINS, *av. gén.* — Mes DARESTE et SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 juin 1889

Instruction criminelle, Tunisie, tribunal criminel, débats, arrêt de donné acte, incident, contentieux, ministère public, conclusions, nullité.

Les conclusions de l'accusé tendant à ce qu'il lui soit donné acte du refus du président d'adresser une question à un témoin soulève un incident contentieux, sur lequel le ministère public doit donner ses conclusions ou être mis en demeure de conclure, à peine de nullité de l'arrêt de condamnation (1).

(Boubeker ben Ali c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office : — Vu les art. 1, 190, 210 C. instr. crim. ; 6 de la loi du 27 mars 1883 ; ensemble l'art. 408 C. instr. crim. ;

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt que, le défenseur ayant prié le président du tribunal criminel de Sousse d'adresser à l'un des témoins une question, ce magistrat a refusé de la poser comme étant étrangère aux débats ; — Attendu que, le défenseur ayant demandé acte de ce refus, le tribunal a donné acte de ce refus sans qu'il soit constaté que le ministère public ait donné ses conclusions ou qu'il ait été mis en demeure de conclure sur cet incident ; — Qu'ainsi il y a eu violation des articles susvisés ; — Sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres moyens du pourvoi ;

Par ces motifs : — Casse, etc..., renvoie les accusés avec les pièces de la procédure devant le tribunal criminel de Tunis.

MM. LŒW, *prés.* ; CHAMBAREAUD, *rap.* ; LOUBERS, *av. gén.*

---

(1) Conf. crim. cass. 16 mars 1854 (D. P. 54. 1. 212) ; Crim. cass. 22 janv. 1857 (D. P. 57. 1. 131).

COUR D'ALGER (Assemb. gén. en Ch. du conseil)

—

4 novembre 1889

—

Avocat, Tunisie, admission au stage, conseil de discipline, tribunal de Tunis, décision, bâtonnier de l'ordre, appel, irrecevabilité.

—

Les conseils de discipline de l'ordre des avocats ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son admission au tableau remplit les conditions nécessaires à cet effet, et leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours quand l'admission est prononcée (1) ;

Il en est ainsi même dans le cas où, comme à Tunis, aux termes du décret du président de la République française du 1er octobre 1887, le tribunal exerce les attributions de conseil de discipline ;

En conséquence, doit être déclaré non recevable l'appel relevé devant la Cour d'Alger par le bâtonnier de l'ordre des avocats près le tribunal de Tunis, soit en ladite qualité, soit en son nom personnel, soit au nom de ses autres confrères, d'une décision de ce tribunal qui a prononcé l'admission au stage d'un avocat.

(Bâtonnier des avocats de Tunis c. Nooman Kouri)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par lettre en date du 17 avril 1889 M. le bâtonnier de l'ordre des avocats de Tunis a relevé appel d'une décision du tribunal de ladite ville, constitué en conseil de discipline, en date du 11 du mois d'avril, par laquelle le tribunal a ordonné l'inscription au tableau de l'ordre des avo-

---

(1) Cette doctrine a été constamment soutenue par le conseil de l'ordre du barreau de Paris, qui a toujours revendiqué le droit de statuer souverainement sur les demandes d'admission au stage. La jurisprudence s'est également prononcée plusieurs fois en ce sens : V. notamment Lyon, 27 févr. 1846, D. P. 46. 3. 49. — V. aussi Dall. *Rép.* v° *Avocat*, n° 107. Cette opinion a été quelquefois contestée, mais seulement quand il s'agissait d'un refus d'admission au stage. V. Dall. *Rép.* v° *Avocat*, n° 137.

cats de Tunis, comme stagiaire, de Me Nooman Kouri, avocat, actuellement chef de section au ministère d'État du gouvernement tunisien; — Attendu que les conseils de discipline ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son admission au tableau remplit les conditions nécessaires à cet effet; que leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours quand l'admission est prononcée; — Attendu qu'il en est ainsi même dans le cas où, comme à Tunis, aux termes de l'art. 1er du décret du président de la République du 1er octobre 1887, le tribunal exerce les attributions de conseil de discipline; — Attendu dès lors que l'appel relevé par le bâtonnier, soit en sa dite qualité, soit en son nom personnel, soit au nom de ses autres confrères, est irrecevable;

Par ces motifs: — Déclare irrecevable l'appel relevé contre la décision du tribunal de Tunis, exerçant les fonctions de conseil de discipline de l'ordre des avocats, par laquelle Me Nooman Kouri a été admis au stage; — Dit que cette décision sortira son plein et entier effet.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; FLANDIN, *proc. gén.* — Mes JOUYNE et CHARPENTIER, *av.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS (Ch. musulm.)

22 juillet 1887

Appel, justice musulmane, juge de paix, demandes principale et reconventionnelle, degré de juridiction, loi française, applicabilité.

L'art. 2 du décret du 10 septembre 1886, qui déclare les musulmans résidant en Algérie régis par la loi française pour toutes les matières non réservées par l'art. 1er, se réfère seulement aux lois qui touchent au fond du droit et non à celles qui règlent l'organisation judiciaire, la procédure ou la compétence.

Par suite, un juge de paix, saisi, en matière musulmane, d'une demande principale et d'une demande reconventionnelle dont chacune n'excède pas le taux du dernier ressort, mais qui, réunies, sont supérieures à ce taux, ne statue sur le tout qu'à charge d'appel (1).

(1) Avant 1838, il était généralement admis en jurisprudence que le degré de juridiction devait se déterminer suivant les valeurs cumulées de la

(Haddoum bent Mohamed c. Kada Boudia)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — En ce qui touche la fin de non recevoir opposée à l'appel et tirée de ce que la sentence contradictoi-

---

demande principale et de la demande reconventionnelle : V. D. A. v° *Degré de juridiction*, 354. Une règle différente a été adoptée par l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux civils de première instance, par l'art. 8 de la loi du 25 mai de la même année sur les justices de paix, et enfin, en ce qui concerne les tribunaux de commerce, par la loi du 3 mars 1840, modificative de l'art. 639 du C. de com. S'agissant de décisions émanées de ces diverses juridictions, on ne doit pas, pour le calcul du taux du ressort, additionner les valeurs des deux demandes, le tout étant jugé sans appel, si aucune des demandes, quel que soit le total cumulé de l'une et de l'autre, n'excède la limite de la compétence en dernier ressort, et à charge d'appel, si l'une d'elles dépasse cette limite ; sauf le cas où la demande reconventionnelle a pour objet des dommages-intérêts fondés exclusivement sur la demande principale.

D'après le jugement que nous rapportons, les dispositions des lois de 1838 et 1840, relatives au taux du ressort, seraient des dispositions exceptionnelles et dérogeant à ce principe général que le taux du ressort est fixé par l'intérêt du litige, qui, lui-même, ne peut être déterminé que par la réunion des demandes respectives des parties. Et comme l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886, aux termes duquel les juges de paix, en matière musulmane, connaissent de toutes actions en dernier ressort jusqu'à 500 fr., ne contient aucune disposition analogue à celle des lois précitées, relativement aux demandes intentées par le défendeur, le tribunal décide que le juge de paix, statuant comme juge musulman, ne statue qu'à charge d'appel du moment où le montant des deux demandes additionnées excède 500 fr.

S'il est vrai, ainsi que le dit le tribunal, que le cumul des demandes soit la règle et le non cumul l'exception, il faut convenir, tout d'abord, que la règle n'est susceptible d'application que devant les seules juridictions des cadis, en matière successorale (art. 19 des décrets de 1886 et 1889), et des juges de paix statuant en tant que juges musulmans ; si bien que, par le fait et dans la réalité des choses, le non cumul se trouve être la règle et le cumul l'exception. Mais est-il exact qu'en principe, et sauf les cas où la loi en a autrement ordonné, le taux du ressort doive se déterminer par le montant des demandes principale et reconventionnelle réunies ? Il est à remarquer, tout d'abord, que ce prétendu principe ne repose sur aucun texte, et que, dès avant 1838, une doctrine considérable enseignait que c'est toujours la valeur de la demande originaire qui détermine le degré de juridiction, sans aucun égard aux demandes reconventionnelles. V. notamment Henrion de Pansey, *Compét. des juges de paix*, ch. 8 ; Merlin, *Quest. de droit*, v° *Dernier ressort*, § 11.

Ensuite, est-on bien fondé à dire que, saisi de deux demandes, l'une principale, l'autre reconventionnelle, le juge ne se trouve en présence que

rement rendue entre les parties par le juge de paix de Sidi-bel-Abbès, le 18 novembre 1886, aurait été, à bon droit, qualifiée en dernier ressort par ce magistrat ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886 les juges

---

d'un seul intérêt litigieux ? La discussion et l'exposé dos motifs de la loi du 11 avril 1838 permettent de répondre à la question. On insistait, à la Chambre des députés, pour que la loi ne confondît pas la demande en compensation avec la demande reconventionnelle. La demande en compensation, disait-on, est réellement indépendante de la demande principale. Le défendeur aurait pu ne pas la former incidemment à l'action du demandeur. En procédant par voie de réponse à cette action, il n'agrandit pas le procès du demandeur ; à côté de la demande originaire il place une autre demande, et la circonstance qui fait que ces demandes se présentent en même temps ne peut influer sur le taux du ressort. Tout autre est le cas, ajoutait-on, où le défendeur intente une demande reconventionnelle proprement dite, tirant son principe de la même cause et des mêmes faits que l'action originaire, et servant de défense à cette action. Ce n'est plus alors un second procès distinct et séparé du premier ; c'est une demande que le défendeur est forcé de faire actuellement ; c'est le complément indivisible de sa défense ; et il n'est pas permis de n'en pas tenir compte pour déterminer le taux du ressort. Ces considérations et cette distinction n'ont pas prévalu. La Chambre a voulu couper court aux difficultés que peut présenter l'appréciation du caractère des demandes formées par le défendeur : « On a beaucoup discuté, disait Parant, sur la nature des demandes » incidentes, reconventionnelles et en compensation. Je crois que tout » cela pourrait faire quelque confusion dans la loi même, si l'on consultait » la discussion de la Chambre. La définition des demandes reconvention- » nelles a toujours été l'objet de graves difficultés parmi les jurisconsultes, » je dirai même, de beaucoup de subtilités. Il faut qu'il soit bien entendu » que par ces expressions de la loi : *demandes reconventionnelles et en* » *compensation*, nous avons voulu parler de toutes les demandes formées » incidemment par le défendeur contre le demandeur principal. » L'intention du législateur ressort encore de ces paroles du garde des sceaux : « Les actions étant formées par des demandeurs différents *constituent, en* » *quelque sorte, deux causes distinctes ;* le chiffre de chacune d'elles doit » donc être considéré isolément. »

Voilà le principe posé par le législateur en cette matière, et qui a été étendu aux jugements des juges de paix et des tribunaux de commerce. Pourquoi laisser les jugements des juges de paix, en matière musulmane, en dehors d'une règle fondée sur des motifs théoriques et d'utilité pratique communs évidemment à toutes les décisions émanées des juridictions civiles, au sens large du mot, quelles que soient ces juridictions ?

Le silence de l'art. 26 sur le point qui nous occupe n'est pas une indication suffisante de l'intention du législateur de 1886 de donner aux juges de paix, statuant en matière musulmane, un pouvoir juridictionnel différent de celui qu'ils tiennent de la loi commune. En ce qui concerne l'art. 50 du décret de 1886 (textuellement reproduit dans l'art. 50 du décret de 1889), aux termes duquel les jugements et arrêts définitifs peuvent être

de paix connaissent, en dernier ressort, des actions civiles, commerciales, mobilières et immobilières dont la valeur n'excède pas 500 fr. de principal et, en premier ressort, de toutes celles dont la valeur excède ce taux (1) ;

Attendu que le montant de la demande principale, de même que de la demande reconventionnelle, n'excédait pas 500 fr., mais que le total de ces demandes dépassait ce chiffre;

Attendu que le droit de juridiction étant une délégation de la souveraineté nationale est strictement cantonné, quant à ses effets aussi bien que quant aux matières où il s'exerce, dans les limites de cette délégation; — Attendu que l'intérêt d'un litige est déterminé par la nature et l'importance des demandes respectives des parties, telles qu'elles se produisent dans le dernier état de la procédure;

Attendu qu'en règle générale, et sauf les dispositions résultant de textes contraires, le total de ces demandes constitue le seul criterium servant de base à la distinction entre le taux du dernier ressort et celui du premier ressort; — Attendu que ce principe a été virtuellement proclamé par le § 1er de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 et par le § 1er de l'art. 7 de la loi du 25 mai 1838; — Attendu, en effet, que les dispositions contenues dans ces § n'auraient aucune raison d'être, si le droit pour une juridiction de connaître, en dernier ressort, d'une demande principale impliquait celui de connaître, également en dernier ressort, d'une demande reconventionnelle dont l'intérêt est inférieur au taux du dernier ressort de cette juridiction, mais qui, réunie à la demande principale, excède ce taux;

Attendu que l'intimé se prévaut à tort de l'art. 2 du décret du 10 septembre 1886 pour soutenir que l'art. 7 précité de la loi du 25 mai 1838 est applicable au litige; — Attendu que cet art. 2, en édictant que les musulmans résidant en

---

attaqués par la tierce opposition ou la requête civile dans les conditions des art. 474 et suivants du C. de pr. civ., et sont susceptibles de recours en cassation pour incompétence ou excès de pouvoir, il semble difficile d'en tirer argument en faveur de la doctrine du tribunal.

En définitive, le juge de paix, qu'il statue en matière musulmane ou en matière française, lorsqu'il est saisi d'une demande reconventionnelle ou en compensation incidemment à l'action principale, a devant lui deux demandeurs et deux litiges. Et, si utile que puisse être le contrôle des juridictions d'appel, en matière musulmane surtout, il semble plus rationnel et plus conforme aux principes généraux de ne se préoccuper, au point de vue du taux du ressort, que du montant de chacune des demandes prise isolément.

(1) Disposition reproduite dans l'art. 26 du décret du 17 avril 1889.

Algérie sont régis par la loi française pour toutes les matières non réservées par l'article précédent, entend se référer à des lois qui touchent au fond même du droit, et non à celles relatives soit à l'organisation judiciaire, soit aux modes par lesquels s'exercent les actions, soit aux questions de compétence; — Attendu que le décret du 10 septembre a pris soin d'indiquer expressément (art. 50) les parties du Code de procédure civile qui seraient applicables aux litiges entre musulmans; — Attendu que, s'il eût entendu étendre à ces contestations les exceptions formulées dans les deux lois susénoncées de 1838 à la règle ordinaire, il aurait manifesté sa volonté à cet égard, au lieu d'employer les termes restrictifs de l'art. 26 susvisé;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, dit que la sentence attaquée a été à tort qualifiée en dernier ressort; — Déclare l'appel recevable, etc.

M. MENNESSON, *prés.-rap.* — Mes CAFFORT et GIRAUD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 mai 1889

Halles et marchés, règlement de police, contravention, denrées, achat, vente, consommation, revendeur, contraventions distinctes.

La prohibition, édictée par un arrêté municipal, de vendre et d'acheter des denrées de consommation ailleurs qu'à la halle ou au marché, et visant expressément l'acheteur et le vendeur, a un caractère général et absolu et concerne tous les acheteurs à un titre quelconque, sans distinction entre ceux qui achètent pour revendre et ceux qui achètent pour leur consommation (1).

L'achat et la revente de denrées, par un même individu, dans un lieu autre que celui désigné par l'autorité compétente constituent deux contraventions distinctes aux règlements prohibant l'achat et la vente de ces denrées en dehors du marché.

---

(1) Conf. Crim. cass. 26 mars 1868 (D. P. 68. 5. 247). — Mais serait illégal et non obligatoire l'arrêté portant interdiction de vendre et d'acheter en dehors des halles et marchés, en tant qu'il s'appliquerait aux ventes et

(Min. pub. c. Delpech et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 471, n° 15 du Code pénal, des art. 1 et 5 de l'arrêté du maire de Cherchell du 29 juin 1886 et de l'art. 1 de l'arrêté dudit maire du 12 janvier 1889 : — Attendu qu'il résulte d'un rapport de police et des constatations du jugement attaqué que, le 31 janvier 1889, Delpech et Ahmed Soulamas ont acheté du poisson à Ahmed Agoune, sur les quais de Cherchell, alors que l'art. 1er de l'arrêté du 12 janvier 1889 interdit la vente du poisson en tout autre lieu qu'à la poissonnerie-marché ;

Attendu que le juge de police a relaxé Delpech et Ahmed Soulamas en se fondant sur ce qu'ils ne sont pas revendeurs et sur ce que les arrêtés des 29 juin 1886 et 12 janvier 1889, interdisant l'achat des denrées de consommation sur le territoire de la commune de Cherchell, sur des emplacements autres que ceux de la halle et du marché, ne s'appliquent qu'aux revendeurs; et renvoyé Ahmed Agoune des fins de la poursuite par le motif qu'un procès-verbal ayant été dressé contre lui à la suite de l'achat du poisson revendu à ses coprévenus, il ne peut être l'objet de deux poursuites et de deux condamnations à raison d'un achat et d'une revente qui constitueraient une contravention unique ;

---

achats faits dans les demeures ou magasins des vendeurs et acheteurs et non pas seulement à ceux faits en public (L. 26 prairial an V). Crim. cass. 28 nov. 1856 (D. P. 57. 1. 27); Crim. cass. 5 févr. 1859 (D. P. 59. 1. 429).

Dans tous les cas, l'arrêté défendant de vendre, du poisson spécialement, sur aucun point de la commune autre que le marché, et même dans des maisons particulières, est réputé avoir voulu s'opposer seulement au colportage sur la voie publique et au domicile des acheteurs, mais non à la vente en boutique. Crim. rej. 14 juin 1854 (D. P. 56. 5. 460).

En ce qui concerne les achats de denrées faits en vue de l'exportation, la jurisprudence distingue selon que les marchandises achetées en dehors des halles ou marchés étaient ou non destinées à la consommation locale. Jugé que le règlement portant interdiction de vendre ou d'acheter hors des halles ou marchés ne s'applique pas à ceux qui ont acheté des denrées hors de la commune et n'en ont reçu livraison dans la commune que pour les exporter, la marchandise achetée n'ayant pas été, dans ce cas, destinée à la consommation locale : Crim. rej. 26 févr. 1858 (D. P. 58. 5. 34); Crim. rej. 22 mars 1872 (D. P. 72. 1. 47); Crim. rej. 17 juin 1881 (D. P. 82. 1. 324); — mais qu'un pareil règlement s'applique au cas où l'achat a eu lieu au détail, dans la commune, les marchandises ainsi achetées, bien que devant être exportées, ayant été détournées de l'approvisionnement des habitants : Crim. rej. 24 déc. 1880 (D. P. 81. 1. 496).

Attendu, d'une part, que l'art. 5 de l'arrêté du 29 juin 1886 porte : « Toute contravention aux dispositions qui précèdent » s'applique aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur »; — Que cette disposition a un caractère général et absolu ; qu'elle ne fait aucune distinctiou entre les personnes qui achètent pour revendre et celles qui achètent pour leur consommation, et que les règles édictées par les art. 2 et 3 dudit arrêté ne permettent pas de douter que la prohibition contenue en l'article interdisant d'acheter les denrées de consommation ailleurs qu'à la halle et au marché concerne tous ceux qui achètent ces denrées à un titre quelconque ;

Attendu, d'autre part, que l'achat d'une denrée de consommation et sa revente, dans un lieu autre que celui déterminé par l'autorité compétente, constituent deux contraventions distinctes aux règlements prohibant l'achat et la vente de cette denrée en dehors du marché ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. LŒW, *prés.*; VÉTELAY, *rap.*; LOUBERS, *av. gén.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

23 juillet 1888

Novation, succession, héritier, renonciation, billet, renouvellement, volonté de nover, circonstances de fait, souscription, exception personnelle, tiers porteur, bonne foi.

La novation ne se présume pas : elle doit être expresse et résulter clairement des faits et actes intervenus entre les parties ;

Spécialement, le fait, par un héritier éventuel, d'avoir, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, souscrit, tant en son nom personnel qu'au nom de ses cohéritiers, des billets en renouvellement de valeurs souscrites par le de cujus *ne peut à lui seul impliquer une volonté de nover qui ne ressort d'ailleurs ni des énonciations des billets ni des faits de la cause, et qui, en outre, est invraisemblable à raison des circonstances et conditions dans lesquelles s'est produite la souscription des nouveaux billets ; par suite, cet héritier ne*

peut être tenu du paiement de ces billets après qu'il a renoncé à la succession.

Le tiers porteur des nouveaux billets souscrits par l'héritier qui a ensuite renoncé ne peut être considéré comme le tiers de bonne foi que la loi protège contre les exceptions personnelles au souscripteur, lorsqu'il a eu connaissance des circonstances et conditions du renouvellement, et qu'il n'a pu se méprendre sur la qualité en laquelle l'héritier éventuel avait signé les nouveaux billets, ni penser un seul instant que la dette en résultant fût la dette personnelle de cet héritier, et non celle du défunt.

(Consorts Schmutz c. Vivès)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la dame Antoinette Schmutz, veuve du sieur Bernard Saga, est décédée à Constantine le 15 février 1885, à la survivance de ses trois enfants, savoir : la dame Marie-Antoinette Saga, épouse du sieur Gustave-Emmanuel Schmutz, le sieur Victor Saga et le sieur Auguste Saga ; — Attendu qu'à cette époque le sieur Vivès se trouvait porteur de cinq valeurs, représentant une somme de 8,000 fr., souscrites, en 1884, aux échéances des 20 et 25 février, 25 mars, 5 et 10 mai 1885 ; — Attendu que pendant les délais pour délibérer et faire inventaire les époux Schmutz ont, aux dates des 24 mars, 4, 9, 20 et 21 mai de la même année, renouvelé lesdits billets, tant pour leur compte personnel que pour le compte de leurs deux cohéritiers Victor et Auguste Saga ; — Attendu que Vivès poursuit aujourd'hui contre tous ces débiteurs le paiement des dits effets ;

Attendu, en ce qui concerne les époux Schmutz, que son action a été indûment admise par les premiers juges ; — A cet égard, en effet, attendu tout d'abord que l'inventaire auquel il a été procédé, à la requête des héritiers de la feue dame veuve Saga, par Me Massonnié, notaire à Constantine, et qui a été clos le 26 juin 1885, a révélé que la succession se trouvait engagée dans un passif de 218,605 fr. 75 cent. de la société Drouhot et Saga ; — Attendu qu'en présence de cette situation les époux Schmutz ont aussitôt, par acte au greffe du même jour, 26 juin 1885, définitivement renoncé à cette succession ; — Que par le fait de cet acte ils sont immédiatement devenus étrangers à son actif comme à ses charges ; que l'action de Vivès, créancier de cette succession, ne pouvait donc les atteindre ;

Attendu à la vérité, d'une part, que les premiers juges ont estimé que la dette de la veuve Saga avait été novée par la souscription des cinq effets de 1885, et que, de la sorte, les époux Schmutz étaient devenus les débiteurs personnels de cette dette ; — Attendu, d'autre part, que Vivès se prévaut, en outre, de sa qualité de tiers porteur, et soutient qu'en cette qualité il n'a pas à subir les exceptions des souscripteurs des effets ;

En ce qui touche le premier de ces deux moyens : — Attendu que la novation ne se présume pas, qu'elle doit être expresse et résulter clairement des faits et actes intervenus entre les parties ; — Attendu, dans l'espèce, qu'elle ne ressort ni des énonciations des billets, ni des circonstances de la cause; que lesdits billets ne contiennent aucune mention spéciale à cet égard; que la volonté de nover ne peut s'induire du simple remplacement des billets anciens par des billets nouveaux ; que les faits révélés par les premiers juges ne suffisent pas à la démontrer ; qu'elle est d'ailleurs invraisemblable dans la cause ; — Attendu que la dette résultant des billets souscrits par les époux Schmutz a donc continué à demeurer la dette ancienne de la veuve Saga, c'est-à-dire la dette héréditaire dont les époux Schmutz ne sont pas tenus ;

En ce qui touche le deuxième moyen : — Attendu que Vivès avait intérêt au renouvellement des billets de la veuve Saga, pour éviter à l'échéance des protêts préjudiciables au crédit de ses débiteurs et à la stabilité de leurs affaires ; qu'il a eu manifestement connaissance et de la souscription des billets nouveaux, et des circonstances et conditions dans lesquelles cette souscription a eu lieu ; qu'il n'a pu, un seul instant, se méprendre sur la qualité en laquelle les époux Schmutz, héritiers éventuels de la veuve Saga, avaient apposé leurs signatures sur lesdits billets, ni un seul instant penser que la dette résultant de ces billets fût la dette personnelle de ces derniers et non la dette de la débitrice décédée ; — Attendu qu'en l'état de ces faits Vivès ne peut plus être considéré comme le tiers porteur de bonne foi, que la loi protège contre les exceptions du souscripteur ;

Attendu qu'il suit donc de ce qui précède que c'est à tort que le tribunal a accueilli les demandes de Vivès contre les époux Schmutz, puisque ceux-ci, ne représentant plus la succession de leur mère à la suite de la renonçiation du 26 juin 1885, n'étaient plus passibles des obligations et des dettes de cette succession dont faisaient partie les 8,000 fr. de billets dus audit sieur Vivès ;

Attendu, cela étant, qu'il n'y a lieu d'examiner le point de

savoir si l'action de Vivès ne pourrait pas être repoussée aussi pour un motif pris de la nullité même des billets dont il est porteur, nullité qui résulterait de l'inobservation, dans leur contexte, des prescriptions de l'art. 1326 C. civ.; — Attendu qu'en présence des solutions qui précèdent cet examen serait sans intérêt dans la cause;

Par ces motifs: — Infirme et met à néant au regard des époux Schmutz le jugement du tribunal de Constantine, du 11 juin 1887; — Décharge lesdits époux Schmutz des dispositions et condamnations contre eux portées audit jugement; — Statuant à nouveau, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare le sieur Vivès purement et simplement irrecevable dans ses demandes contre lesdits époux Schmutz pour les causes dont s'agit au procès; — Et le condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; MARSAN, *av. gén.*— Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

—

25 octobre 1888

—

Avaries, règlement, lieu de déchargement, connaissement, port d'armement, compétence.

—

Aux termes de l'art. 658 du Code de commerce italien et des art. 414 et 416 du Code de commerce français, le règlement des avaries doit se faire dans le lieu de déchargement du navire;

Mais cette règle ne présente pas un caractère d'ordre public; aucune disposition de la loi française ou de la loi italienne n'interdit aux parties intéressées d'y déroger par des conventions particulières.

(El Hadj Abdallah Mabouli c. Cie de navigation générale italienne.)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur El Hadj Abdallah Ma-

bouli a assigné la compagnie de navigation générale italienne pour obtenir la livraison de vingt-cinq fûts d'huile chargés par lui sur un des navires de cette société; — Attendu que la compagnie défenderesse s'est toujours déclarée prête à remettre au demandeur cette marchandise contre versement d'une somme égale au vingtième de sa valeur et représentant sa part contributive dans les avaries subies par le navire; — Attendu que le demandeur conteste à ces avaries le caractère d'avaries communes et prétend qu'elles doivent être supportées exclusivement par les armateurs; — Attendu que la compagnie de navigation générale italienne décline la compétence du tribunal de Tunis; — Attendu qu'au cours du litige il a été nommé un tiers consignataire, qui a livré au destinataire la marchandise dont il s'agit, et entre les mains duquel le demandeur a déposé jusqu'à la fin du procès la somme réclamée par la compagnie défenderesse; — Attendu qu'en consentant à cette mesure cette compagnie s'est réservé expressément tous ses droits et notamment l'exception d'incompétence qu'elle soulève aujourd'hui ; — Attendu que le procès a uniquement pour objet la détermination et le règlement des avaries subies par le navire;

Attendu qu'aux termes de l'art. 27 du connaissement, qui fait la loi des parties, cette question doit être tranchée au port d'armement du navire exclusivement à tout autre lieu, et quelle que soit la destination de la marchandise; — Attendu qu'il résulte d'un certificat délivré par l'autorité consulaire italienne de Tunis que le navire *India*, sur lequel était chargée la marchandise, a pour port d'armement Gênes ; — Attendu dès lors que la clause invoquée peut être appliquée sans amener un déni de justice; — Attendu que le demandeur soutient vainement que cette clause doit être annulée comme contraire à l'art. 658 du C. de com. italien et aux art. 414 et 416 du C. de com. français ; — Attendu, il est vrai, que ces textes décident que le règlement des avaries se fera dans le lieu du déchargement du navire ; — Mais attendu que cette règle ne présente pas un caractère d'ordre public, et qu'aucune disposition de la loi française ou de la loi italienne n'interdit aux parties intéressées d'y déroger par des conventions particulières ;

Par ces motifs: — Se déclare incompétent ; — Renvoie le sieur El Hadj Abdallah Mabouli à se pouvoir ainsi qu'il avisera et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *ff. min. pub.* — Mes MOLCO et BRULAT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 juillet 1885

Effets de commerce, billet à ordre, commerçant et non commerçant, endos, fictivité, preuve, tribunal de commerce, compétence. — Interdiction, indigène musulman, statut personnel, incapacité, loi musulmane, causes, effets, rétroactivité, imbécillité, safiah, lésion, restitution, preuve.

A défaut par les signataires, non commerçants, d'un billet à ordre de justifier qu'un endos, apposé par un commerçant sur ce billet, est fictif et n'a pas pour objet une opération de commerce, cet endos, lorsqu'il contient d'ailleurs toutes les indications extérieures voulues par la loi, suffit pour attribuer compétence à la juridiction consulaire (C. com., art. 637) (1).

S'agissant d'une demande en paiement de billets à ordre intentée contre un musulman, l'exception prise, au nom de ce dernier, de son incapacité légale doit être appréciée d'après la loi du statut personnel de ce musulman (2).

D'après la loi musulmane, l'interdiction peut être prononcée pour cause de folie, d'imbécillité, de démence ou de prodigalité ; et l'incapacité qui résulte de cette interdiction produit les mêmes et identiques effets, qu'il s'agisse de l'interdiction fondée sur la prodigalité, ou de l'interdiction basée sur toute autre cause.

Suivant l'opinion préférable de plusieurs jurisconsultes musulmans, cette incapacité atteint les actes antérieurs à l'interdiction, lorsque les causes de l'interdiction existaient notoirement à l'époque où ils ont été passés (3).

---

(1) Jugé que la seule apposition de la signature d'un commerçant sur un billet à ordre suffit pour établir la compétence du tribunal de commerce, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la régularité de l'endossement. Alger, 15 nov. 1847 (Ménerville, *Jurispr.*, v° *Compétence*, 52) ; Conf. trib. com. d'Alger, 2 févr. 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 166) et la note.

(2) Conf. Alger, 14 juin 1887 et Req. rej. 16 juill. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 917 et 420).

(3) En ce sens, Alger, 17 déc. 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 147) et la note, et sur pourvoi, Req. rej. 11 mai 1886 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 257).

Le mauvais usage et la dissipation que le musulman fait de ses biens sont l'indice de l'imbécillité dite safiah en droit musulman (1).

L'incapable musulman ne peut s'enrichir au dépens d'autrui et doit, par suite, restituer, sur les sommes qu'il a reçues, celles qui ont tourné à son profit (2);

C'est à l'adversaire de l'incapable qu'il incombe de justifier de l'existence de ce profit.

(Hamou ben Ouataf c. Zerbib)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par le sieur Hadj ben Hamou ben Ouataf en sa qualité de tuteur du sieur Abdelkader ben Ali Bey, et, en tant que de besoin, par ce dernier lui-même, contre un jugement du tribunal de commerce de Constantine, du 17 août 1883, qui, rejetant l'exception d'incompétence proposée par les deux appelants, les a condamnés solidairement avec les sieurs David Azoulay et Mohamed ben El Bey à payer au sieur Eliaou Zerbib la somme de 1,899 fr. 51 cent., montant des causes dont il est question ci-après; — Et statuant au fond sur le mérite de cet appel;

En ce qui touche la compétence de la juridiction commerciale pour statuer sur les demandes en paiement dont le sieur Eliaou Zerbib l'a saisie : — Attendu que ledit sieur Eliaou Zerbib est porteur de deux billets, l'un de la somme de 1,000 fr., l'autre de la somme de 500 fr., souscrits à Constantine le 30 avril 1883, par un sieur Mohamed ben El Bey, au profit du sieur Abdelkader ben Ali Bey, causés valeur reçue en espèces, passés à l'ordre de David Azoulay et transmis par voie d'endossement à Eliaou Zerbib, lesdits billets stipulés payables à Constantine, au domicile de Aïssa ben Mohamed, protestés à leur échéance et dûment enregistrés; — Attendu que ces

---

(1) La prodigalité est, aux yeux des musulmans, l'effet d'une faiblesse intellectuelle (Zeys, *Traité élém. de droit musulman algérien*, t. 1, § 188), et l'expression *safih* désigne à la fois le prodigue, dans le sens que la loi française attache à ce mot, et celui qui n'est que faible d'esprit, c'est-à-dire l'impubère, et même le pubère qui, bien que doué de raison, n'a pas encore toute la capacité voulue pour administrer convenablement son patrimoine.

(2) Conf. trib. supér. d'Alger, 29 oct. 1838; Alger, 11 oct. 1842; Alger, 7 févr. 1843 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1838, p. 18; 1842, p. 21; 1843, p. 3).

billets sont revêtus des signatures d'individus commerçants et d'individus non commerçants; que la qualité de commerçant appartient incontestablement au sieur David Azoulay; qu'elle est également celle d'Eliaou Zerbib; — Attendu que c'est en vertu desdits billets et pour en avoir paiement que ce dernier a assigné le souscripteur et le premier endosseur, commerçant, devant le tribunal de commerce de Constantine, en paiement de la somme de 1,509 fr. 61 cent.; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 637 C. com., il suffit, pour qu'il y ait attribution de compétence à la juridiction consulaire, que les billets portent, soit à la souscription, soit à l'endos, des signatures d'individus négociants; que sa disposition est générale et absolue et ne souffre aucune exception; — Attendu, à la vérité, que l'appelant soutient que l'endos Azoulay ne constitue qu'un endos fictif, que cet endos n'a pas pour objet une opération de commerce et que dès lors il ne pourrait, à lui seul, justifier la compétence de la juridiction commerciale; — Mais attendu que l'endos du sieur David Azoulay est causé, daté et signé, qu'il contient ainsi toutes les indications extérieures voulues par la loi, qu'il est par suite, en la forme, régulier et valable, que les énonciations qu'il renferme font dans ces conditions foi jusqu'à preuve contraire; que cette preuve incombe aux appelants, qu'elle n'est pas fournie par eux; que leurs articulations ne sont, en effet, appuyées d'aucune circonstance précise de fait en justifiant le bien fondé dans l'espèce; qu'en l'état donc il n'est pas possible pour la Cour de déclarer sans cause la transmission que constate l'endos incriminé et de le déclarer nul à ce titre;

En ce qui touche le fond: — Attendu que Hamou ben Ouataf soutient que les engagements de Abdelkader ben Ali Bey aux billets dont s'agit sont nuls en raison de l'incapacité qui existait en sa personne au moment où il les a souscrits; — Attendu que, s'agissant ici dans la cause d'une question d'incapacité d'un indigène musulman, c'est la loi du statut personnel de cet indigène qui doit être appliquée, et non la loi française; — Attendu que, d'après la loi musulmane, l'interdiction peut-être prononcée pour cause de folie, d'imbécillité, de démence ou de prodigalité; que l'incapacité qui résulte de cette interdiction est absolue et produit, dans tous les cas, les mêmes et identiques effets, qu'il s'agisse de l'interdiction fondée sur la prodigalité ou de l'interdiction basée sur toute autre cause; que, suivant une opinion préférable de divers jurisconsultes musulmans, cette incapacité a, de plus, effet rétroactif, et atteint, comme en droit français, les actes de l'interdit avant l'interdiction, en ce sens qu'elle permet au juge de les annu-

ler lorsque les causes de l'interdiction existaient notoirement à l'époque où ils ont été passés (Cour d'Alger, 4 mars 1861, Sautayra et Cherbonneau, *Du statut personnel et des successions*, t. I, n° 520); — Attendu que, suivant jugement du cadi Chérif ben Badis, de Constantine, du 19 juin 1883, le sieur Abdelkader ben Ali Bey a été placé en état d'interdiction; que cette interdiction paraît motivée, il est vrai, sur le mauvais usage et la dissipation que l'interdit fait de ses biens, c'est-à-dire sur la prodigalité; mais que cette dissipation et ce mauvais usage sont, en thèse générale, tout aussi bien l'effet de la faiblesse d'esprit que de la prodigalité; que ce n'est pas à ce signe seulement qu'il faudrait rechercher et reconnaître, s'il en était besoin, la vraie cause qui a déterminé l'interdiction dans l'espèce; que cette vraie cause réside, à n'en pas douter, dans cette imbécillité que les jurisconsultes musulmans connaissent et définissent sous le nom de *safiah;* — Attendu qu'il est constant pour la Cour qu'une imbécillité de cette nature existait chez Ben Ali Bey plusieurs mois avant son interdiction; qu'elle est révélée par les emprunts excessifs, inexplicables, les souscriptions simultanées, sans nécessité avouable ou reconnue, de valeurs multiples, les dépenses et dissipations de tous les genres, les actes d'inconduite publics auxquels se livrait l'interdit et qui ont précisément motivé et justifié, le 19 juin 1883, aux yeux du juge musulman, les mesures de protection qu'il a prises; que tous ces faits ressortent des circonstances et documents du procès; que la justice ne saurait fournir la sanction de ses arrêts à des engagements surpris ou arrachés, dans de telles circonstances, par des prêteurs ou spéculateurs d'argent, à la simplicité d'esprit de l'emprunteur; — Attendu que les billets dont il s'agit ont été souscrits le 30 avril 1883, et les engagements de Ben Ali Bey, résultant de son endossement, le 4 mai suivant, c'est-à-dire moins de deux mois avant l'interdiction, et au moment même où se produisaient notoirement tous les faits qui ne devaient pas tarder à la faire prononcer; que de tels engagements doivent donc être nécessairement annulés comme n'émanant pas d'une volonté véritablement consciente et libre; — Attendu qu'il est sans doute admis en droit musulman, comme en droit français, que l'incapable, ne pouvant s'enrichir aux dépens d'autrui, doit au moins restituer sur les sommes qu'il a reçues celles qui ont tourné à son profit; mais attendu qu'il appartient au créancier de démontrer l'existence de ce profit et l'utilité des dépenses auxquelles a servi l'argent remis; — Attendu que cette preuve n'est ni faite, ni même offerte; qu'il apparaît bien plutôt des circons-

tances et faits de la cause que les sommes que Ben Ali Bey a pu toucher de ses prêteurs et les engagements qu'il a contractés envers eux n'ont servi en réalité qu'à alimenter son existence de désordre et de dissipation, et que, sous ce rapport, elles ne sont pas restituables ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement attaqué du chef de la compétence seulement ; ordonne qu'il sortira effet, quant à ce ; — L'infirme sur le fond ; décharge en conséquence les appelants des dispositions et condamnations portées contre eux audit jugement ; — Statuant par nouveau jugé, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, dit nuls et de nul effet, au regard de l'interdit Abdelkader ben Ali Bey, les deux billets ci-dessus spécifiés et décrits ; — En conséquence déboute les intimés de leurs demandes, fins et conclusions contre les appelants et les condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et GARAU, *av.*

TRIBUNAL DE BLIDA (1re Ch.)

1er décembre 1887

Effets de commerce, billet à ordre, endossement, langue arabe, signature arabe, traduction, nullité, protêt, analyse arabe, nullité facultative, amende.

Lorsqu'un billet à ordre ou un endossement sont écrits dans une langue autre que celle des signataires arabes, ils doivent être accompagnés de leur traduction en langue arabe, ou tout au moins les signatures doivent être précédées de la mention « approuvé l'écriture ci-dessus » ou du « bon pour », à peine de nullité (Ord. 19 mai 1846, art. 4 et C. civ., art. 1326) (1).

(1) Le tribunal déclare nuls en la forme et le billet à ordre et l'endossement de ce billet, faute de traduction en arabe du texte du billet et de l'endossement, écrits dans une autre langue que celle des signataires, et de traduction en français des signatures en arabe du souscripteur et de l'endosseur. Son jugement vise à cet égard l'art. 4 de l'ordonnance du 19 mai 1846. Or, cet article dispose simplement que les actes écrits en langue arabe ou étrangère ne pourront être produits devant les tribunaux français, cités ou annexés à un acte reçu par un officier public français, qu'autant qu'ils seront accompagnés d'une traduction faite et certifiée par un interprète-traducteur assermenté. Il ne dit pas que le défaut de traduction sera

Le protêt d'un billet à ordre souscrit par un Arabe doit être accompagné d'une analyse sommaire en langue arabe,

par lui-même une cause de nullité de l'acte. Le juge devant lequel on aura produit un acte non traduit devra ordonner tout d'abord qu'il lui en soit rapporté une traduction officielle, qui, seule, peut l'édifier sur le contenu de cet acte. Dans l'espèce de notre jugement, si, comme il est vraisemblable, le texte du billet et de son endossement était écrit en français, il n'y avait à faire traduire en français, conformément à l'article visé par le tribunal, que les signatures du souscripteur et de l'endosseur.

D'autre part, l'entremise d'un traducteur assermenté n'est exigée à peine de nullité de l'acte qu'autant qu'il s'agit d'un acte reçu par les notaires, cadis ou autres officiers publics de l'Algérie, entre parties ne parlant pas la même langue (Ord. 19 mai 1846, art. 3) ; et il a été jugé, sous l'empire de l'arrêté du 2 janvier 1835, dont l'art. 2 contenait une disposition identique à celle de l'art. 3 de l'ordonnance du 19 mai 1846, que la disposition de cet art. 2 ne s'étendait pas aux actes sous seing privé, et qu'il n'appartenait pas aux juges de suppléer au silence du législateur : Alger, 21 avril 1845 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1845, p. 1). Cpr. Alger, 16 déc. 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 60). S'agissant, dans notre espèce, d'un billet sous signatures privées, la nullité, faute de version dans les deux langues, n'en eût pu être prononcée, le cas échéant, et si le bénéficiaire était Européen, que par application de l'arrêté du général en chef du 9 juin 1831, aux termes duquel toute convention quelconque entre des Européens et des indigènes n'est valable que si elle a été écrite dans les langues des contractants placés en regard l'une de l'autre. Ici encore il est à remarquer que l'arrêté prescrit une simple version dans les deux langues. Cette version peut donc être l'œuvre des parties elles-mêmes ; et ce serait ajouter au texte que d'exiger, au point de vue de la validité de l'acte, une traduction par interprète-traducteur assermenté.— Sur la nullité résultant de l'inobservation de l'arrêté du 9 juin 1831, nullité qui d'ailleurs est loin d'être absolue, V. trib. de paix d'Alger, 26 sept, et 5 déc. 1831 ; cour de just. d'Alger, 1er avril et 29 déc. 1834 ; Alger, 12 août 1851 ; Alger, 20 janv. 1852 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1831, p. 7 et 9 ; 1834, p. 4 et 9 ; 1851, p. 46 ; 1852, p. 2) ; Alger, 22 mai 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 246) ; Alger, 20 déc. 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 149) ; Alger, ? févr. 1880 (*Bull. jud . Alg.* 1880, p. 275) ; Alger, 2 janv. 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 1).

Relativement à la mention du « bon pour » ou « approuvé », si, comme l'a décidé le tribunal, cette mention devait précéder les signatures apposées sur le billet, il va de soi que ce n'est pas, ainsi que pourrait le faire supposer la rédaction du jugement, parce que le texte du billet et de l'endossement était écrit dans une autre langue que celle des signataires, mais uniquement à raison de cette circonstance que le billet et l'endossement n'étaient pas écrits en entier de la main des signataires ; et il faut admettre encore, bien que la demande eût été portée devant le tribunal jugeant commercialement, que les signataires n'étaient pas commerçants. Des arrêts ont même décidé que l'exception établie par le § 2 de l'art. 1326 C. civ. est attachée au caractère négociable du billet, indépendamment de la qualité ou profession du souscripteur. V. Dall. *C. civ. annoté*, art. 1326,

faite et certifiée par un interprète assermenté, le tout à peine de nullité facultative du protêt et d'amende pour l'huissier (Ord. 26 sept. 1842, art. 68) (1).

(David Seban c. Abdelkader Messraoui et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que David Seban demande au tribunal de commerce de Blida la condamnation, conjointement et solidairement, de: 1° Abdelkader ben Messraoui, principal débiteur et souscripteur d'une valeur de 100 fr., créée par lui, à Alger, le 14 février 1887, au profit d'El Hadj Mohammed ben Ali ben Hamouda, stipulée payable, à Blida, le 15 septembre 1887, chez Abdelkader Messraoui, au marché arabe; 2° dudit El Hadj Mohammed ben Ali ben Hamouda, lequel l'aurait passée à l'ordre de David Seban; — Attendu que les deux indigènes susdits font défaut, bien que régulièrement cités; — Mais attendu que les tribunaux ont le devoir de n'accorder les conclusions du demandeur que si elles ont été préalablement vérifiées et reconnues fondées;

Attendu que de l'inspection du billet à ordre en date du 14 février 1887 il appert qu'il est entaché d'irrégularités telles qu'il ne saurait permettre au tribunal de baser sur ce titre une condamnation quelconque; — Qu'il en est de même du protêt en date du 16 septembre dernier, de l'huissier X..., qui l'accompagne;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 4 de l'ordonnance du 19 mai 1846, la signature, en écriture arabe, faisant partie de l'acte, devait être accompagnée de sa traduction; — Attendu que c'est non seulement la signature en arabe écrite au bas de l'obligation principale, mais encore la signature arabe écrite au bas de l'endossement, qui devait être ainsi traduite; — Attendu qu'aux termes de l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, le protêt devait, lui-même, être accompagné

---

nos 48 et 3. — V. en ce sens contraire : *eod. loc.*, et Alger, 24 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 81). En ce qui concerne l'endossement, il a été jugé, contrairement à la décision du tribunal, que les endossements apposés, même par des non commerçants, à des effets négociables ne sont pas soumis à la formalité du « bon pour » ou « approuvé » : Cass., 7 therm. an XI (Sir. III. 2. 352).

(1) Sur cette nullité facultative, V. crim. rej. 25 janv. 1839; Alger, 5 janv. 1848; Alger, 14 avril 1851 (Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1839, p. 1; 1848, p. 1; 1851, p. 22) et les décisions rapportées *Bull. jud. Alg.* 1882, p. 255; 1883, p. 60; 1884, p 27. 200, 250; *Rev. Alg.* 1886. 2. 11, 13 et la note, 52, 127, 413 et la note; 1887. 2. 9, 53; 1888. 2. 20, et *suprà*, p. 228, 297.

d'une analyse sommaire en langue arabe, faite et certifiée par un interprète assermenté ; le tout à peine de 20 fr. d'amende, pour chaque omission contre l'huissier, et de la nullité de l'acte, si le juge croit devoir la prononcer; — Attendu que le protêt est donc nul; que l'endossement ne l'est pas moins; — Attendu que, le texte de l'endossement étant écrit dans une langue qui n'est pas celle du signataire, la signature, en arabe, du premier endosseur, pour emporter approbation valable de cet endossement, devait être précédée d'une traduction, en langue arabe, des termes de l'endossement, ou, tout au moins, précédée de la mention : « approuvé l'écriture ci-dessus », ou du « bon pour » (art. 1326 du C. civ.); — Attendu, enfin, que les mêmes critiques s'appliquent aussi au billet à ordre lui-même, qui est également nul en la forme; — Attendu, dès lors, qu'en l'état le tribunal ne saurait prononcer de condamnation ;

Par ces motifs : — Déclare nul, par la faute de l'huissier X..., le protêt en date du 16 septembre 1887; condamne, en conséquence, ledit huissier à 20 fr. d'amende; — Dit David Seban mal fondé dans ses poursuites, en l'état; le condamne en tous les dépens; — Néanmoins, lui réserve ses droits, pour les faire valoir quand et comme il avisera, à l'encontre de l'obligé principal et du premier endosseur de l'effet susvisé, etc.

MM. JOBERT, *prés.*; ROBE, *proc. de la Rép.* — Me THÉRON, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 mai 1888

Degré de juridiction, commandement, opposition, nullité, inscription de faux, demandeur, défense à l'action principale, demande reconventionnelle, taux du ressort, appel, recevabilité.

L'opposition à commandement, avec assignation en nullité de cet acte, de même que l'inscription de faux effectuée contre la décision judiciaire en vertu de laquelle ce commandement est signifié, ne constituent au fond que des défenses à l'action principale ;

Ces incidents ne peuvent avoir pour effet d'intervertir les rôles des plaideurs ; celui qui les a soulevés conservant le double rôle de débiteur et de défendeur à l'action principale, celui contre qui ils sont soulevés conservant le rôle de demandeur originaire ;

En conséquence, l'appel interjeté contre les jugements statuant sur ces incidents n'est recevable qu'autant que l'objet de la demande principale et originaire dépasse le taux du premier ressort ;

Et la demande en dommages-intérêts formée à l'occasion de ces incidents n'est qu'une demande reconventionnelle basée sur la demande principale, et, par suite, régie par l'art. 2, § 3 de la loi du 11 avril 1838.

L'inscription de faux constitue un incident auquel s'applique le principe que le juge du fond est juge de l'exception ; le juge a donc, pour statuer sur cet incident, la même compétence, au point de vue du taux du ressort, que celle qui lui est attribuée sur le fond du débat (1).

(Goujon c. Sass)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par jugement du 17 janvier 1887 du tribunal de commerce de Bône, les sieurs Goujon et Cie ont été condamnés envers le sieur Laurent Sass au paiement, avec intérêts et dépens, d'une somme de 400 fr. pour solde de travaux divers ; — Attendu qu'en vertu de ce jugement, Sass a, le 24 mars suivant, fait à Goujon, pris en qualité d'associé solidaire, commandement de lui payer le montant de ces condamnations en principal et accessoires ; — Attendu que le 25 mars même mois, Goujon a formé opposition à ce commandement avec assignation de Sass devant le tribunal civil en nullité de cet acte et en 2,000 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu qu'au cours de l'instance engagée à nouveau, il a, de plus, déclaré s'inscrire en faux contre la décision en vertu de laquelle Sass le poursuivait ; — Attendu qu'il a été statué sur tous ces incidents par jugement du tribunal civil de Bône du

(1) Sur tous ces points, V. Bonfils, *Traité de proc.*, nos 1353 et 1354, et Garsonnet, *Précis de proc. civ.*, nos 643, 644 et 645. — V. dans le sens de la doctrine de notre arrêt, Alger, 22 juin 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 35) ; Alger, 18 mars 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 289).

10 juin 1887 ; — Attendu que ce jugement a rejeté toutes les prétentions de Goujon ; — Attendu qu'appel de la décision rendue a été relevé par ce dernier ; — Mais attendu que cet appel est irrecevable ;

Attendu, en effet, que la demande en nullité de Goujon, par voie d'action principale, des poursuites exercées par Sass ne dépouillait pas ce dernier, dans la nouvelle instance, de sa qualité originaire de demandeur au procès ; — Qu'au besoin, dans cette instance, le titre de sa demande consistait dans le commandement qu'il avait signifié ; — Que Goujon, par suite, gardait dans la cause sa qualité double de débiteur de Sass et de défendeur à l'action de celui-ci ; — Que ses résistances et les incidents sous la forme desquels il les manifestait ne constituaient au fond que des défenses à cette action ; — Attendu, dès lors, que ses demandes en dommages intérêts n'étaient plus que des demandes reconventionnelles en réponse aux demandes principales de Sass, demandes reconventionnelles, uniquement, en réalité, basées sur ces dernières demandes ; — Attendu qu'aux termes du dernier paragraphe de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, il est statué en dernier ressort sur les demandes en dommages intérêts lorsqu'elles sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même ; — Attendu que le chiffre des sommes dont le paiement était le but des poursuites de Sass n'excédait pas 1,500 fr. ; — Attendu, en conséquence, que le jugement qui avait statué sur le mérite de ces poursuites et les diverses demandes s'y rattachant n'était pas susceptible d'appel ;

Attendu que l'inscription de faux formée par Goujon au cours de la procédure n'avait ni élargi le fond du litige, ni accru sa valeur, ni modifié par suite le taux du ressort ; — Qu'il s'agissait là d'un incident ; — Que les tribunaux ont, pour statuer sur les incidents, la même compétence que celle qui leur est attribuée sur le fond ; — Qu'ainsi, dans l'espèce, en prononçant en dernier ressort sur les demandes principales et accessoires de la cause, les premiers juges ont prononcé de la même manière sur les incidents qui s'y référaient, spécialement sur la demande en inscription de faux dont s'agit ;

Par ces motifs : — Déclare irrecevable l'appel émis par Goujon contre le jugement susvisé du tribunal civil de Bône du 10 juin 1887.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; VIALLA, *subst. du proc. gén.* — Mes GARAU et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DES CONFLITS

20 juillet 1889

Compétence, domaine de l'État, Algérie, forêt de chênes-liège, concession, propriété, acte administratif, application.

Si l'art. 13 de l'arrêté du 9 décembre 1848 a eu pour effet de rendre applicable à l'Algérie l'art. 4 in fine *de la loi du 28 pluviôse an VIII, qui attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, cette disposition a été virtuellement abrogée par la loi du 16 juin 1851, dont l'art. 13 défère au tribunal civil les actions immobilières intentées par le domaine ou contre lui, et dont l'art. 23 déclare abrogés, en tout ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, les ordonnances, arrêtés et règlements relatifs au domaine national ;*

D'ailleurs, le décret du 28 décembre 1855, en organisant la procédure à suivre dans toutes les instances domaniales en Algérie, n'a fait que confirmer et maintenir le principe de la compétence judiciaire (1).

---

(1) Antérieurement à la promulgation de la loi du 16 juin 1851, de nombreuses décisions avaient déclaré les tribunaux ordinaires compétents pour statuer sur les actions immobilières intentées par ou contre le domaine, à moins que ce dernier n'alléguât une possession de l'autorité existant avant l'occupation française, auquel cas, et conformément à l'art. 18 de l'ordonnance du 9 novembre 1845, la contestation devait être déférée à la juridiction administrative fonctionnant à cette date, c'est-à-dire au Conseil du contentieux, auquel ont succédé en 1847 les Conseils de direction des trois provinces, lesquels ont été remplacés eux-mêmes en 1848 par des Conseils de préfecture. V. Conseil du contentieux, 3 mars 1846 (Estoublon, *Jurispr. Alg.* 1846, p. 5) et, sur pourvoi, Conseil d'État, 28 déc. 1849 (*eod. loc.* 1849, p. 9) ; Conseil du contentieux, 19 oct. 1847 (*eod. loc.* 1848, p. 32) ; Conseil d'État, 6 juill. 1850 (*eod. loc.* 1850, p. 41) ; Civ. cass. 3 févr. 1851 (*eod. loc.* 1851, p. 5).

Jugé, en dehors de ce cas exceptionnel, et s'agissant spécialement d'une revendication du domaine, fondée sur ce que l'immeuble litigieux aurait été, ensuite d'une expropriation, affecté à un service public, que la juridiction administrative, exclusivement compétente pour interpréter l'acte administratif invoqué par le domaine, ne l'était pas pour statuer sur la demande en revendication : les questions de propriété étant réservées aux tribunaux

PREMIÈRE ESPÈCE

(Époux Jumel de Noireterre)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL DES CONFLITS, — Vu l'arrêté, en date du 4 mars 1889, par lequel le préfet du département de Constantine a élevé le conflit d'attribution dans une instance pendante devant le tribunal de Bône entre les époux Jumel de Noireterre et le préfet de Constantine, représentant le domaine de l'État;

---

civils. Conseil du contentieux, 11 sept. 1847 (Estoublon, *Jurispr. Alg.* 1847, p. 30) ; — que, du moment où la question de possession par l'autorité existant avant la conquête était sans influence et, par suite, n'était pas à juger sans la cause, les tribunaux ordinaires étaient seuls compétents pour connaître d'une question de propriété entre le domaine et des particuliers. Alger, 5 nov. 1850 (*eod. toc.* 1850, p. 62).

Depuis la promulgation de la loi de 1851, deux arrêts de la Cour d'Alger des 24 sept. 1851 (Estoublon, *Jurispr. Alg.* 1851, p. 50) et 14 janv. 1852 (*eod. loc.* 1852, p. 1) ont décidé que les art. 13 et 23 de cette loi avaient attribué aux tribunaux civils la connaissance des actions immobilières réservées au Conseil du contentieux par l'art. 18 de l'ordonnance du 9 novembre 1845. — Cette doctrine a reçu la consécration de trois décisions du Conseil d'État des 17 mai 1865 (Lebon, 1865, p. 533 ; D. P. 68. 3. 42), 28 févr. 1866 (Lebon, 1866, p. 171 ; Sir. 66. 2. 371) et 28 mai 1868 (Lebon, 1868, p. 582 ; Sir. 69. 2. 168). Dans la première espèce il s'agissait de la revendication d'un immeuble que l'État, défendeur, prétendait avoir été confisqué par un gouvernement antérieur à la conquête. Il s'agissait, dans les deux autres, de partage d'immeubles indivis entre l'État et des particuliers. Le Conseil d'État décide, dans ces trois arrêts, que l'art. 13 de la loi de 1851, abrogeant la disposition de l'art. 18 de l'ordonnance de 1845, a attribué aux tribunaux de l'ordre judiciaire, d'une manière générale et absolue, la connaissance de toutes les actions immobilières intentées par le domaine de l'État ou contre lui ; sauf, bien entendu, et conformément au principe indiscuté de la séparation des pouvoirs, aux tribunaux à surseoir dans le cas où le jugement de la question de propriété nécessiterait l'examen préalable de la régularité ou de la validité d'un acte administratif (arrêt du 28 mai 1868 précité). — En 1876, le tribunal des conflits est appelé à se prononcer à son tour sur la compétence respective des juridictions administrative et judiciaire. Il s'agissait, cette fois, de l'acquéreur d'un bien domanial qui, évincé par un tiers, se retournait contre l'État, son vendeur. Par jugement du 26 juin 1876 (*Bull. jud. Alg.* 1877, p. 161) le tribunal des conflits décide que l'art. 13 de la loi de 1851 n'a eu pour effet que d'étendre à l'Algérie la législation établie en France ; qu'aux termes de l'art. 13 de l'arrêté du 9 déc. 1848 les Conseils de préfecture en Algérie ont les mêmes attributions qu'en France ; que, par suite, ils ont compétence exclusive pour statuer sur le *contentieux des domaines nationaux* (loi 28 pluv. an VIII, art. 4) et prononcer, dès lors, sur les contestations

— Vu l'exploit, en date du 26 juillet 1888, par lequel Mme Duprat, épouse de M. Jumel de Noireterre, et ce dernier tant en son nom personnel que pour autoriser son épouse, ont donné

---

qui s'élèvent *au sujet des ventes de biens domaniaux entre l'État et ses acquéreurs*, quelle que soit l'origine de ces biens. — La jurisprudence métropolitaine décide, en effet, d'une façon générale, que la compétence attribuée aux Conseils de préfecture par la loi de pluviôse an VIII, en matière de contentieux domanial, est aujourd'hui restreinte aux contestations entre l'État vendeur et son acheteur, concernant le sens et l'exécution des actes de vente : mais, que les actions en revendication de propriété ou autres actions réelles intentées par des tiers doivent être portées devant les tribunaux civils, seuls juges des questions de propriété ; et qu'il en est de même, en principe, et sauf les exceptions résultant de textes spéciaux et formels, lorsqu'il s'agit de l'exécution ou de l'application d'actes contractuels auxquels a figuré l'État comme propriétaire de son domaine privé. (Sur l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'art. 4 de la loi de pluviôse an VIII, V. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative* t. 1, nº 505. — Sur la compétence respective des autorités administrative et judiciaire en matière de contrats de droit commun intervenus entre l'État et des particuliers, Cpr. trib. des conflits, 12 mai 1883, et Alger 29 janv. 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 93 et 158) et les notes.

La doctrine du jugement du 24 juillet 1876 n'était donc pas inconciliable avec celle des arrêts précités du Conseil d'État. De l'ensemble de ces décisions il semblait résulter que si, en Algérie, depuis la loi de 1851, et aux termes de l'art. 13 de cette loi, les tribunaux civils sont, comme en France, exclusivement compétents, en principe, pour statuer sur les questions de propriété et les actions immobilières entre l'État et les particuliers, l'art. 13 de la loi de 1851 ne leur a pas cependant attribué la connaissance du contentieux des domaines nationaux, c'est-à-dire des contestations entre l'État vendeur et ses acquéreurs sur le sens, la portée ou l'exécution des ventes domaniales ; connaissance qui, en Algérie comme en France, demeure réservée aux Conseils de préfecture ; et l'on peut citer, dans le sens de cette interprétation, un arrêt du Conseil d'État du 10 décembre 1886, qui déclare de la compétence du Conseil de préfecture le jugement d'une contestation entre l'administration et les locataires de terres domaniales, à l'occasion d'une vente administrative ordonnée à la requête de créanciers ; la *demande*, dans l'espèce, *tendant à l'annulation de cette vente* (*Rev. Alg.* 1888. 2. 490 et la note).

Quoiqu'il en soit, les deux jugements que nous rapportons consacrent une doctrine contraire à celle du jugement du 26 juin 1876. Dans les espèces de nos deux jugements il s'agissait, comme en 1876, d'acquéreurs de biens domaniaux demandant contre l'État l'exécution des ventes que l'État leur avait consenties, et la première de ces affaires se présentait dans des conditions de fait semblables à l'espèce du jugement de 1876. Revenant sur sa jurisprudence, le tribunal des conflits dénie, cette fois, toute compétence aux Conseils de préfecture algériens, en matière de contentieux des domaines nationaux, et ce, par application d'une disposition législative spéciale à l'Algérie. Sa décision est, à ce titre, particulièrement intéressante à reproduire.

assignation au préfet de Constantine, représentant l'État, devant le tribunal civil de Bône, à l'effet de les garantir de l'éviction qu'ils ont subie des trois minières de Mokta-el-Hadid, de Ksir-Aiech, de Mirba-el-Kirch; de leur payer la valeur des minerais superficiels, telle qu'elle sera ultérieurement fixée par état, après expertise contradictoire, et 20,000 fr. à raison du préjudice causé par le trouble apporté dans leur jouissance et par les nombreux litiges où se sont trouvés engagés les requérants ;

Vu les conclusions prises par les parties ; — Vu le mémoire en déclinatoire proposé par le préfet de Constantine par lequel le préfet revendique pour l'autorité administrative la connaissance de l'action en garantie exercée contre l'État ; — Vu les conclusions du ministère public tendant à l'admission du déclinatoire ; — Vu le jugement du tribunal civil de Bône, en date du 12 février 1889, par lequel le tribunal de Bône s'est déclaré compétent pour statuer sur l'action en garantie exercée contre l'État et a dit, néanmoins, qu'il y avait lieu d'interpréter les clauses de l'acte du 29 juin 1879, passé entre l'État et la dame Jumel de Noireterre, principalement celles qui sont contenues en l'art. 2 dudit acte, à l'effet de déterminer si les minières formant les mamelons de Mokta-el-Hadid, Ksir-Aiech et Mirba-el-Kirch sont ou non comprises dans les immeubles vendus; et a sursis à statuer au fond jusqu'à ce que cette interprétation ait été donnée par l'autorité compétente; — Vu le jugement de sursis du 15 mars 1889 ; — Vu les observations de M. le ministre des finances tendant à la confirmation du conflit ; — Vu les autres pièces jointes au dossier, et notamment l'acte de vente passé administrativement, le 29 juin 1879, et approuvé le 14 juillet de la même année par le gouverneur général de l'Algérie ;

Vu la loi des 16-24 août 1790, titre II, art. 13 ; — Vu la loi du 16 fructidor an III; — Vu l'arrêté du président du conseil chargé du pouvoir exécutif, en date du 9 décembre 1848, portant organisation de l'administration générale en Algérie, notamment l'art. 13; — Vu la loi du 28 pluviôse an VIII (art. 4); — Vu la loi du 16 juin 1851 sur la constitution de la propriété en Algérie et le décret du 28 décembre 1855 ; — Vu le décret du 2 février 1870 ; — Vu la loi du 24 mai 1872 (art. 25 à 28) ; — Vu la loi du 4 février 1850 ; — Vu le règlement du 26 octobre 1849, et l'arrêté réglementaire du 30 décembre 1848 sur les conflits d'attribution en Algérie ; — Vu les art. 1036 C. pr. civ., et 41 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Considérant que, si l'art. 13 de l'arrêté du 9 décembre 1848 a eu pour effet de rendre applicable à l'Algérie l'art. 4 de la loi du

28 pluviôse an VIII *in fine*, qui attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, cette disposition a été virtuellement abrogée par les art. 13 et 23 de la loi du 16 juin 1851 ; — Que, d'une part, aux termes de l'art. 13, les actions immobilières intentées par le domaine ou contre lui sont portées devant le tribunal civil ; — Que, d'autre part, l'art. 23 déclare « abrogés, en tout ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, les ordonnances, arrêtés et règlements relatifs au domaine national » ;

Considérant, d'ailleurs, qu'en organisant la procédure à suivre dans toutes les instances domaniales en Algérie, le décret du 28 décembre 1855 n'a fait que confirmer et maintenir le principe de la compétence de l'autorité judiciaire ;

Considérant, en fait, que l'action intentée par les époux Jumel de Noireterre devant le tribunal civil de Bône tendait à faire condamner l'État à garantir les demandeurs à raison de l'éviction qu'ils auraient subie des trois minières de Mokta-el-Hadid, Ksir-Aiech, Mirba-el-Kirch, par suite des arrêts du conseil des 30 janvier 1880 et 8 août 1885 et à leur payer la valeur des minerais superficiels à fixer par état, après expertise contradictoire, ainsi que la somme de 20,000 fr. à raison du trouble apporté à leur jouissance et des nombreux litiges où ils se sont trouvés engagés ; — Que la contestation soumise au tribunal civil de Bône avait ainsi pour objet l'application d'un acte de vente passé par le domaine de l'État en faveur des époux Jumel de Noireterre ; — Que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le déclinatoire a été rejeté ;

Décide : — Art. 1er. L'arrêté de conflit élevé par le préfet de Constantine, le 4 mars 1889, dans l'instance engagée par les époux Jumel de Noireterre contre l'État est annulé.

MM. COLLET, *prés.* CHAMBAREAUD, *rap.* ; MARGUERIE, *com. du gouv.* — Mes PÉROUSE et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Société de Chabannes, du Peux et Cie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL DES CONFLITS, — Vu l'arrêté, en date du 3 mai 1889, par lequel le préfet du département de Constantine a élevé le conflit d'attribution dans l'instance introduite devant le

tribunal civil de Bougie, à la requête de la société de Chabannes, du Peux et Cie, contre le domaine de l'État ;

Vu l'acte en la forme administrative du 25 octobre 1873, par lequel le directeur des domaines de Constantine a déclaré consentir, en faveur des sieurs de Chabannes, du Peux (auxquels est aujourd'hui substituée la société de Chabannes, du Peux et Cie) : 1° la concession, à titre gratuit et perpétuel, de la partie atteinte par le feu, et du tiers de la partie non atteinte par le feu, d'une forêt de chênes-liège, dite de l'Oued-Djemâa ; 2° la vente, moyennant la somme principale de 100,912 fr. 54, des deux tiers de la partie non incendiée de cette forêt, qui est indiquée comme ayant une superficie totale, mais non garantie, de 2,598 hectares, 51 ares, 35 centiares ;

Vu le mémoire préalable signifié le 23 février 1888, et l'assignation donnée le 27 juin suivant, pour, — attendu qu'un procès-verbal a été dressé, le 7 juillet 1887, par le service forestier, contre l'agent de la société de Chabannes, du Peux et Cie, pour avoir exploité en délit 65 arbres, essence de chêne-liège, dans une forêt dite de Beni-Mimoun, appartenant à l'État, et limitrophe de celle de l'Oued-Djemâa, mais que, sur la poursuite correctionnelle, la société, prétendant que le terrain où se trouvent les 65 arbres ne dépend pas de la forêt de Beni-Mimoun, mais est compris dans celle de l'Oued-Djemâa, a soulevé la question préjudicielle de propriété et obtenu un jugement de sursis, — entendre dire et juger que la société requérante est propriétaire de la parcelle litigieuse et qu'elle est demeurée dans ses limites, s'entendre le préfet de Constantine, représentant le domaine de l'État, condamner à 2,000 fr. de dommages-intérêts et aux dépens ; subsidiairement, voir nommer trois experts pour visiter les lieux, appliquer les titres et plans, consulter tous procès-verbaux, et déterminer exactement la limite séparative de la concession de Chabannes et de la forêt de Beni-Mimoun ;

Vu le mémoire en déclinatoire, proposé le 30 octobre 1888 par le préfet, qui revendique la connaissance du litige pour l'autorité administrative en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII, dont l'art. 4 attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, c'est-à-dire le jugement des contestations qui s'élèvent entre l'État et ses acquéreurs, non seulement sur l'interprétation mais même sur l'application des actes portant vente de biens domaniaux ;

Vu le mémoire en réponse, déposé au nom de la société de Chabannes, du Peux et Cie ;

Vu les conclusions écrites du procureur de la République, qui déclare s'en rapporter à la sagesse du tribunal ;

Vu le jugement du 3 avril 1889, qui rejette le déclinatoire par le motif : que l'acte de concession, du 25 octobre 1873, ne présente ni doute, ni incertitude ; que ses termes, clairs et précis, ne peuvent donner lieu à interprétation ; que dans la cause il ne s'agit que d'appliquer le titre et le plan annexé ; et que, si l'autorité judiciaire n'a pas le droit d'interpréter un acte administratif, elle est compétente pour en faire l'application ;

Vu le sursis ordonné par le tribunal, le 8 mai, sur les réquisitions du procureur de la République ;

Vu les observations présentées par le ministre des finances, le 8 juillet 1889, et tendant à la confirmation de l'arrêté de conflit ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII ; — Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 9 décembre 1848 ; — Vu la loi du 16 juin 1851 sur la constitution de la propriété en Algérie et le décret du 28 décembre 1855 ; — Vu les ordonnances du 1er juin 1828 et du 12 mars 1831, ainsi que l'arrêté réglementaire du 30 décembre 1848 ;

Considérant que, si l'art. 13 de l'arrêté du 9 décembre 1848 a eu pour effet de rendre applicable à l'Algérie l'art. 4 *in fine* de la loi du 28 pluviôse an VIII, qui attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, cette disposition a été virtuellement abrogée par les art. 13 et 23 de la loi du 16 juin 1851 ; — Que, d'une part, aux termes de l'art. 13, les actions immobilières intentées par le domaine ou contre lui sont portées devant le tribunal civil ; — Que, d'autre part, l'art. 23 déclare « abrogés, en tout ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, les ordonnances, arrêtés et règlements relatifs au domaine national » ;

Considérant, d'ailleurs, qu'en organisant la procédure à suivre dans toutes les instances domaniales en Algérie, le décret du 28 décembre 1855 n'a fait que confirmer et maintenir le principe de la compétence de l'autorité judiciaire ;

Considérant, en fait, que la contestation soumise au tribunal civil de Bougie avait pour objet l'application d'un acte de vente passé par le domaine de l'État en faveur des sieurs de Chabannes, du Peux ; — Que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le déclinatoire a été rejeté ;

Décide : — Art. 1er. L'arrêté de conflit est annulé.

MM. COLLET, *prés.* ; BALLOT-BEAUPRÉ, *rap.* ; VALABRÈGUE, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

13 octobre 1888

Concession de terres domaniales, déclaration de domicile, déchéance, mise en demeure, irrégularité.

L'arrêté par lequel le préfet prononce la déchéance d'un lot de ferme concédé en Algérie à un colon est entaché d'irrégularité s'il n'a pas été précédé d'une mise en demeure notifiée au concessionnaire en son domicile ou, lorsque ce domicile n'est pas connu, à la mairie de la situation des biens (Décr. 30 sept. 1878, art. 17, 18 et 20) (1).

Le concessionnaire n'est pas tenu de renouveler devant l'autorité civile la déclaration de domicile qu'il a faite à l'autorité militaire avant que le territoire militaire sur lequel était située la propriété concédée ait été érigé en commune mixte.

(Veuve Ladoux)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête de la dame veuve Ladoux... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du 19 août 1886, par lequel le conseil de préfecture d'Oran a rejeté l'opposition formée à un arrêté préfectoral du 14 avril 1886, prononçant sa déchéance du lot de ferme qui lui avait été attribué le 2 septembre 1882 à Sidi-Salem.., attendu que l'arrêté de déchéance a été précédé d'une mise en demeure qui, au lieu d'être signifiée à la dame Ladoux, à Lesparre, a été notifiée à la mairie de la situation des biens; que la requérante ne saurait être assimilée à un concessionnaire n'ayant pas de domicile connu, puisque l'arrêté de déchéance et l'arrêté du conseil de préfecture lui ont été notifiés à Lesparre; qu'ainsi la déchéance prononcée par le préfet d'Oran ne saurait être maintenue; — Vu les observations du ministre de l'intérieur tendant au rejet du pourvoi, attendu... que si la mise en demeure du 3 novembre 1885 a été notifiée à la mairie de la situation des biens, c'est que la dame veuve Ladoux, qui avait reçu à Oran le titre de concession délivré le 2 septembre 1882, n'avait pas depuis cette époque fait connaitre le lieu de sa nouvelle résidence et que les démarches faites auprès de l'autorité locale sont restées infructueuses; — Vu le mémoïre en réplique de la dame veuve Ladoux... par lequel elle déclare persister dans

(1) V. en ce sens cons. d'État, 7 mai 1880 *(Bull. jud. Alg.* 1882, p. 17.

ses précédentes conclusions, attendu que son domicile était inconnu de l'administration, qu'en effet la dame veuve Ladoux l'avait fait connaître à la division militaire d'Oran et aux bureaux arabes ; qu'elle ne pouvait être tenue de faire une nouvelle déclaration lorsque les centres de Sidi-Salem et de Magenta sont passés du territoire militaire dans le territoire civil ;

Vu le décret du 30 septembre 1878 ;

Considérant que l'arrêté du 14 avril 1886, par lequel le préfet d'Oran a prononcé la déchéance des droits de la dame veuve Ladoux à la concession d'un lot de ferme qui lui avait été attribué le 2 septembre 1882 par le général commandant la division d'Oran, dans le centre de Magenta, a été pris par application des art. 17, 18 et 20 du décret du 30 septembre 1878, aux termes desquels l'arrêté de déchéance est précédé d'une mise en demeure adressée à l'attributaire par acte administratif notifié à ce dernier en son domicile ou, si ce domicile n'est pas connu, à la mairie de la situation des biens ; — Considérant que la mise en demeure du 3 novembre 1885 a été notifiée à la mairie de la situation des biens, au lieu d'être notifiée à la dame veuve Ladoux, dont le domicile a été inconnu par l'administrateur de la commune mixte du Télagh ; — Considérant que le centre de Magenta a fait partie du territoire de commandement du département d'Oran jusqu'au 1er janvier 1885 et a contribué à former à partir de cette date la commune mixte du Télagh, dans le territoire civil du département d'Oran ; qu'il résulte de l'instruction que la dame veuve Ladoux avait déclaré avant 1885 dans les bureaux du général commandant la division d'Oran qu'elle avait sa résidence à Lesparre ; que c'est seulement en 1886, après la notification de la mise en demeure à la mairie du Télagh, que l'administration préfectorale a effectué dans les bureaux de la division d'Oran des recherches qui lui ont fait connaître que la dame veuve Ladoux résidait à Lesparre où lui a été notifié l'arrêté de déchéance ; que, dans ces circonstances, la dame Ladoux est fondée à soutenir que la mise en demeure du 3 novembre 1885 n'a pas été régulièrement notifiée et à demander l'annulation de l'arrêté par lequel le conseil de préfecture a rejeté l'opposition formée contre l'arrêté de déchéance pris par le préfet d'Oran à la date du 14 avril 1886, etc. ;

(Annulation de l'arrêté ci-dessus visé du conseil de préfecture d'Oran du 19 août 1886 et de l'arrêté du préfet d'Oran du 14 avril 1886).

MM. DE ROUVILLE, *rap.* ; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. civ.)

—

9 mai 1889

—

Compétence, Tunisie, statut personnel, Tunisiens musulmans ou israélites, musulmans algériens, protégés français ou européens. — Nationalité, musulman, domicile en Tunisie, prescription.

—

Une demande en production de compte de tutelle entre musulmans se rattache au statut personnel, et, par suite, est de celles réservées aux tribunaux religieux tunisiens, lorsqu'elles concernent des Tunisiens musulmans ou israélites (Décr. 31 juill. 1884, art. 2) (1).

Les tribunaux français, en Tunisie, ne seraient compétents pour connaître d'une semblable demande que s'il s'agissait de la succession d'un musulman algérien et de la tutelle de mineurs algériens, ou encore, si le de cujus *ou les mineurs étaient protégés français ou d'une puissance européenne* (2).

Il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, que le musulman domicilié en Tunisie est tunisien et non algérien.

(Mohamed Mansour c. Mohamed Deldoul)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les parties de Me Jacquemart ont assigné Mohamed bel Hadj Ali Deldoul à comparaître devant le tribunal de céans pour se voir condamner à produire les comptes de la tutelle des enfants Hadj Ali Deldoul, ainsi que les comptes de la gestion de leur auteur ; — Attendu que les parties en cause sont toutes musulmanes ; que la demande, telle qu'elle vient d'être précisée, dépend du statut personnel et qu'elle rentre dans celles qui ont été réservées aux tribunaux religieux tunisiens, lorsqu'elles concernent des

---

(1) V. ce décret *Rev. Alg.* 1885. 3. 50. — Cpr. trib. de Tunis, 26 mars 1886 *(Rev. Alg.* 1888. 2. 400).

(2) Conf. trib. de Tunis, 28 avril 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 246) ; trib. de Tunis, 25 févr. 1885 *(Rev. Alg.* 1885. 2. 169) ; Alger, 26 janv. 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 151).

Tunisiens musulmans ou israélites, par l'art. 2 du décret du 31 juillet 1884; — Attendu que le tribunal n'aurait à connaitre d'une pareille demande que s'il était démontré, ou bien qu'il s'agit de la succession d'un musulman algérien et de la tutelle de mineurs algériens, ou bien, soit que le *de cujus* était protégé français ou d'une puissance européenne, soit que les mineurs jouissent d'une semblabe protection; — Attendu que les demandeurs n'allèguent pas qu'eux ou leur auteur soient d'origine algérienne; qu'il y a d'ailleurs présomption, jusqu'à preuve contraire, que le musulman domicilié en Tunisie est tunisien et non algérien; — Attendu qu'ils affirment, il est vrai, qu'ils jouissent de la protection française; mais que leur prétention à cet égard est absolument dénuée de preuve; qu'ils avaient cependant l'obligation, en saisissant le tribunal, d'établir leurs droits à la juridiction de celui-ci; — Qu'il convient donc de faire droit, en l'état, aux conclusions d'incompétence de l'opposant;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent, etc.

MM. BERGE, *prés.*; BOSSU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI et MALTEAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

24 décembre 1888

Habous, validité, acte de notoriété, preuve; partage provisionnel, copartageant, vie commune, laps de temps, droits héréditaires.

Ne peut faire preuve de l'existence d'un habous un acte de notoriété rédigé sans précision de date ni de lieu, sur la déclaration de témoins dont l'identité n'est pas confirmée ni les témoignages certifiés, et rien n'indiquant si le prétendu constituant était dans les conditions requises par la loi; alors, d'ailleurs, que, à la mort de ce dernier, un partage provisionnel a eu lieu entre tous ses héritiers, et qu'à ce moment les soi-disant bénéficiaires du habous n'ont pas excipé de cet acte (1).

(1) La jurisprudence des tribunaux français en Algérie s'est de tout

Tenant compte des habitudes de vie commune des indigènes, le long temps écoulé depuis un partage provisionnel ne fait pas obstacle à ce qu'une partie qui a figuré à cet acte ne fasse ultérieurement valoir ses droits héréditaires (1).

(Dame El Djohar bent Amar c. Mohamed ben Amar)

La nommée El Djohar bent Amar a réclamé à son frère Mohamed sa part dans la succession de leur père commun. Mohamed a prétendu que par suite d'une constitution de habous la demanderesse était sans droit. Le juge de paix saisi du litige a statué dans le sens de la défense. El Djohar a relevé appel de cette décision, mais à l'appel de la cause elle a fait défaut, et la Cour, par arrêt de défaut du 10 mars 1888, a confirmé le jugement attaqué.

---

temps montrée sévère pour l'admission de la preuve testimoniale ou d'actes de notoriété à l'appui de prétendues constitutions de habous. V. notamment les arrêts et jugements rapportés dans Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. 2, § 936, et Alger, 27 mai 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 129) ; Alger, 6 juill. 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 382) ; trib. Constantine, 3 mai 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 166).

(1) Sur l'indivision traditionnelle chez les indigènes, V. Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, t. 2, § 696 ; Zeys, *Traité élém. de droit musulm. algér.* t. 2, § 508. — Sur le partage provisionnel, V. Zeys, *op. cit.*, t. 2, § 511-512 ; Seignette, *Code musulman*, art. 920. — Le partage provisionnel n'ayant pour objet que la jouissance des biens indivis, réserve faite des droits de propriété des copartageants, ne saurait évidemment élever une fin de non recevoir contre l'action tendant au partage définitif de la succession. Il en serait de même dans le cas, très-fréquent, où l'acte qualifié de liquidation et partage n'est en réalité qu'un acte de *fréda* constatant simplement la filiation des ayants droit et le montant de leurs droits, sans *prise* de possession effective par chaque héritier de la part à lui attribuée. — Du caractère du partage provisionnel il résulte encore que des biens même habous peuvent être l'objet de ce partage. En ce sens, Alger, 27 janv. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 43).

Relativement à la durée de l'action en partage, s'il est admis, en droit musulman, que cette action est imprescriptible, c'est, comme en droit français, dans le cas seulement où il y a eu possession commune des cohéritiers ou en leur nom. Dans le cas, au contraire, de possession privative, à l'exclusion d'autres cohéritiers, le délai pour prescrire est, suivant la doctrine généralement admise en Algérie, de 40 années, du jour d'un des actes contraires au droit du demandeur (Seignette, *Code musulman*, art. 1700). V. en ce sens, Alger, 29 juin 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 14) ; Alger, 18 mars 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 107) ; Alger, 3 déc. 1884 (*Rev. Alg.* 1885, 2. 103).

Sur l'opposition d'El Djohar, la Cour a statué comme suit :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que de l'examen attentif de la pièce indiquée et produite comme étant une constitution de habous il résulte que ce document n'est qu'un acte de notoriété, constatant qu'à une époque non déterminée, sans précision de lieu, le père de l'opposante Si Amar ben el Hadj Chérif aurait déclaré constituer en habous tous ses biens, meubles et immeubles en faveur de ses héritiers mâles, à l'exclusion des filles ; — Attendu que les témoins sont inconnus ; que leur identité n'est pas confirmée ni leurs témoignages certifiés ; que l'on ignore si le habousant supposé était dans les conditions voulues par la loi ; — Attendu, d'un autre côté, qu'à la mort de Si Amar ben El Hadj Chérif un partage provisionnel des forces de sa succession a eu lieu entre ses héritiers directs parmi lesquels a figuré El Djohar bent Amar ; — Que ce partage a eu lieu devant le bachadel de la mahakma de l'Arba ; que les soi-disant bénéficiaires du habous allégué étaient présents et qu'ils n'ont pas fait connaître l'existence du habous dont ils excipent aujourd'hui ; — Attendu, dès lors, que l'acte qu'ils appellent actuellement habous n'a aucun des caractères extérieurs que comporte une disposition de cette nature ; qu'il doit être considéré comme un acte de notoriété privé de toute authenticité et tenu pour nul et de nulle valeur à tous égards ;

Attendu, il est vrai, que le partage provisionnel ci-dessus relaté remonte à 1856 et que, depuis cette époque, il n'avait pas été invoqué ; — Mais attendu que ce laps de temps ne peut amoindrir les droits de l'opposante, en tenant compte de l'habitude que les indigènes ont de vivre en commun, surtout dans certaines classes, lors même qu'un partage a eu lieu entre les ayants droit ;

Par ces motifs : — Réformant l'arrêt dont est opposition ; — Dit El Djohar bent Amar héritière, pour sa part et portion, dans la succession de son père ; — Dit qu'une fréda sera établie par le cadi de Tablat pour fixer le droit des héritiers de Si Amar ben El Hadj Chérif ; — Commet le notaire de l'Arba pour faire la liquidation des droits des héritiers ; — Condamne Mohamed ben Amar aux dépens de première instance et d'appel.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes PROBST et DIVIELLE, *av.*

Compétence, juges de paix à compétence étendue, paiement de loyers, validité de saisie-gagerie, loi du 25 mai 1838, prix de la location.

Le décret du 19 août 1854 sur les juges de paix de l'Algérie à compétence étendue n'a pas dérogé aux règles spéciales édictées par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838 ;

Par suite, en Algérie, les juges de paix à compétence étendue ne peuvent connaître d'une demande en paiement de loyers qu'autant que la location annuelle n'excède pas 400 fr. (1re espèce).

Jugé au contraire que, en matière de demandes en paiement de loyers et en validité de saisie gagerie, la limitation apportée à la compétence des justices de paix par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838 n'est pas applicable aux juges de paix à compétence étendue, et que la compétence de ces magistrats est réglée, non par le montant de la location annuelle, mais par le quantum de la somme réclamée pour loyers (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

TRIBUNAL D'ALGER (1re Ch.)

30 juillet 1886

(Veuve Chiocetti c. Saïd bel Aïd)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Chiocetti est appelante d'un jugement rendu le 17 septembre 1885 par M. le juge de paix d'Aumale ; — Attendu que l'intimé oppose que le juge de paix était incompétent pour connaître du litige qui lui était soumis, le prix du bail étant supérieur à 400 fr. ; — Attendu que les juges de paix n'ont d'autres attributions que celles qui leur sont conférées par les lois ; — Attendu que, pour les actions en paiement de loyers, des règles spéciales ont déterminé la compétence de ces magistrats ; — Qu'aux termes de la loi du 25 mai 1838, art. 3, modifié par la loi du 2 mai 1855, les juges de paix ne connaissent des actions dont s'agit que lorsque les locations n'excèdent pas annuellement 400 fr. ; —

(1) La doctrine et la jurisprudence sur cette question sont rappelées en note sous un jugement du tribunal de Sidi-bel-Abbès, du 15 févr. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 432 et 433). V. également trib. de Tizi-Ouzou, 14 févr. 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 127).

Attendu que le décret du 19 août 1854, en élevant en Algérie, pour les actions personnelles et mobilières, la compétence des juges de paix, n'a pas dérogé aux règles spéciales de l'art. 3 de la loi de 1838 ; — Que postérieurement au décret du 19 août 1854 est intervenue la loi du 2 mai 1855, promulguée en Algérie ; — Que le législateur a, par la disposition de cette loi, voulu qu'aucune confusion ne puisse exister entre les actions purement personnelles et mobilières dont il traite dans l'art. 1er de la loi de 1838 et les actions en paiement de loyers énumérées dans l'art. 3 de la même loi ; — Attendu qu'il y a lieu de décider que, même sous l'empire du décret du 19 août 1854, les juges de paix, en Algérie, ne peuvent connaître des demandes en paiement de loyers qu'autant que la location annuelle est inférieure à 400 fr. ; — Attendu, en fait, que la location était supérieure à 400 fr. ; — Qu'ainsi le juge de paix ne pouvait connaître de la demande et s'est, à bon droit, déclaré incompétent ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. DE MAISONSEUL, *ff. prés.* ; HONEL, *subst.* — Me BORDET, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

TRIBUNAL D'ORAN (1re Ch.)

7 mai 1889

(Moralès c. El Arbi ben Sardi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la demande contenue dans l'exploit introductif de l'instance tendait exclusivement : 1° à faire condamner El Arbi ben Sardi ès-qualités à payer au demandeur Moralès, avec intérêts de droit et dépens, une somme principale de 336 francs pour solde de fermages d'une propriété de 48 hectares, sise aux Oulad-Ali, donnée à bail pour l'année agricole 1887-1888 ; 2° et à faire valider une saisie-gagerie pratiquée le 31 août 1888 aux Oulad-Ali, en vertu d'une ordonnance enregistrée de M. le juge de paix de Sainte-Barbe-du-Tlélat, pour sûreté de ces fermages ;

Attendu que la sentence attaquée a accueilli dans son intégralité cette demande à laquelle aucune modification n'avait été apportée ; — Attendu que Moralès conclut au maintien pur et simple de cette sentence ; — Attendu que les conclusions d'El Arbi ben Sardi se composent de deux parties bien

distinctes, dont l'une constitue une simple défense à l'action de Moralès, et dont l'autre est une demande reconventionnelle en allocation de 500 francs de dommages-intérêts pour préjudice résultant de ce que cette action aurait un caractère vexatoire ;

Attendu que la justice de paix de Sainte-Barbe-du-Tlélat, dans le ressort de laquelle est domicilié El Arbi ben Sardi et a été opérée la saisie-gagerie susénoncée, est investie de la compétence étendue déterminée par l'art. 2 du décret du 19 août 1854 ; — Attendu qu'aux termes du § 1er de cet art. 2, les juges de paix à compétence étendue connaissent de toutes actions personnelles et mobilières, en matière civile, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, et en premier ressort seulement, jusqu'à celle de 1,000 francs ; — Attendu que les termes généraux de ce § embrassent, pour en attribuer la connaissance à la juridiction spéciale ainsi créée, tous les cas où, d'une part, la demande est purement personnelle et mobilière, et où, de l'autre, l'intérêt du litige ne dépasse pas 1,000 francs ; — Attendu que toute contestation présentant ce double caractère tombe donc sous l'application de la règle édictée par le décret précité, à moins qu'à raison de sa nature, et sans qu'il y ait par suite à considérer le montant du litige, elle ne doive, en vertu de dispositions législatives communes à la métropole et à la colonie, être déférée à une juridiction autre que celle des juges de paix ; — Attendu en conséquence que, en matière de demande en paiement de loyers et en validité de saisie-gagerie, la limitation apportée à la compétence des juges de paix par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838 n'est pas applicable aux juges de paix visés par le décret susénoncé, et que la compétence de ces magistrats est réglée, non par le canon du bail, mais par le montant des loyers réclamés ; — Attendu que la jurisprudence paraît être au surplus fixée en ce sens (arrêt de la Cour d'appel d'Alger, 22 mai 1861, Martin et consorts contre Girodet, et jugement du tribunal civil d'Alger du 27 juillet 1876, Alcay contre Peregrino); — Attendu, en définitive, que la demande principale et la demande reconventionnelle rentrent dans les causes dont le juge de paix de Sainte-Barbe-du-Tlélat est appelé à connaître en dernier ressort ;

Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement et en premier ressort, se déclare incompétent, renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction qui doit connaître du litige.

MM. MENNESSON, *prés.;* EON, *proc. de la Rép.* — Mes MONBRUN et JACQUES, *av.*

COUR D'ALGER

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873 : — Titre administratif ou notarié, point de départ unique de la propriété, droits réels antérieurs, déchéance ; — Loi française, applicabilité, point de départ, indigènes musulmans, transmissions contractuelles, cadis, acte, incompétence, nullité ; — Ventes successives, priorité, transcription, concert frauduleux, vendeur, déclaration, acte non transcrit.

Depuis la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 le titre administratif ou notarié qui constate la propriété d'un immeuble supplée au titre délivré en exécution de la loi précitée, et, par suite, forme, aussi bien que ce dernier titre, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres (1re espèce) (1).

---

(1) Dans la première des espèces ci-dessus rapportées les immeubles litigieux avaient fait l'objet de concessions administratives antérieures à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 et de transmissions contractuelles entre musulmans, constatées par des actes notariés passés les uns antérieurement, les autres postérieurement à cette promulgation. Ces immeubles étaient donc régis par la loi française depuis la promulgation de la loi de 1873, et, à tout le moins, depuis la date des actes notariés postérieurs à cette promulgation (V. 2e espèce *infrà* et la note). L'acte du cadi étant lui-même postérieur au dernier de ces actes, il suffisait, à la rigueur, de déclarer, ainsi que la Cour s'est bornée à le faire dans la 3e espèce, que le cadi n'avait plus qualité pour constater une transmission de ces immeubles, et que, par suite, son acte, en tant qu'acte authentique, se trouvait destitué de tout effet. L'arrêt va plus loin en déclarant que le titre administratif ou notarié forme le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres, c'est-à-dire, conformément à l'art. 18 de la loi de 1873, de tous droits réels antérieurs. Cette solution est assurément l'une des plus importantes auxquelles ait donné lieu l'interprétation de cette loi.

La question avait été résolue en sens contraire par un arrêt du 2 févr. 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 85) qui, tout en reconnaissant que l'existence d'un titre administratif ou notarié plaçait l'immeuble, objet de ce titre, sous le régime de la loi française, décidait que ce titre néanmoins conservait sa valeur propre, dans les termes du droit commun. Un arrêt du 17 janv. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 123) avait jugé, d'autre part, que les détenteurs de titres français préexistants, bien que non tenus de requérir la délivrance d'un titre nouveau, n'en étaient pas moins protégés par la disposition de l'art. 18 de la loi de 1873, mais à cette condition que leurs titres eussent été produits

La loi française est applicable, entre indigènes musulmans, aux transmissions contractuelles d'immeubles dont la pro-

et constatés au cours des opérations du commissaire enquêteur. La doctrine de ce dernier arrêt était en harmonie avec la jurisprudence qui admettait alors que, faute par les porteurs de titres administratifs, notariés ou judiciaires d'avoir, dans le délai légal, fait valoir leurs droits et contesté ceux qui leur étaient opposés, leurs droits disparaissaient devant les attributions du titre définitif : Alger, 18 févr. 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 60) ; 2 avril et 23 déc. 1884, 28 févr. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 101) ; 19 avril 1887 (motifs) (*Rev. Alg.* 1887. 2. 209) ; 18 juin 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 436). — Une jurisprudence contraire a prévalu, on le sait, depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 13 nov. 1888 (affaire Eddiouani, *Rev. Alg.* 1889. 2. 1). Se ralliant à la doctrine de cet arrêt, la Cour d'Alger a jugé, le 6 février 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 95, Mazouni c. Pittaluga) que, le titre français préexistant produisant cet effet de soumettre cet immeuble au régime de la loi française, le porteur de ce titre n'était pas astreint à le produire au commissaire enquêteur sous peine d'encourir la déchéance prononcée à l'art. 18, en cas de conflit de son titre avec le titre définitif. V. en ce sens également Blida, 6 nov. 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 125). — Là ne devait pas s'arrêter ce qu'on pourrait appeler la revanche du titre administratif ou notarié. L'arrêt du 1er juillet 1889, ci-dessus rapporté, pousse jusqu'aux dernières limites l'assimilation de ce titre au titre de la loi de 1873, en décidant que le premier, comme le second, purge la propriété de tous droits réels antérieurs. L'arrêt se fonde à cet égard sur ce que le titre administratif ou notarié supplée au titre de la loi de 1873 ; il ajoute que, le point de départ de l'application de la loi française aux immeubles soumis aux opérations de la loi de 1873 étant la délivrance du titre définitif, et ce titre ne devant pas être délivré au cas où la propriété se trouve déjà constatée par un titre français, refuser d'assimiler le titre préexistant au titre de la loi de 1873 serait rendre impossible la francisation définitive de l'immeuble objet d'un titre français antérieur. Ce motif est celui sur lequel s'est appuyée la jurisprudence pour décider simplement que le titre administratif ou notarié emportait soumission de l'immeuble à la loi française. Mais de ce que le titre préexistant a pour effet de rendre la loi française applicable à l'immeuble, placé désormais sous le régime du droit commun et dispensé, par suite, de l'application de la loi de 1873, peut-on conclure que, par dérogation à ce droit commun et en vertu d'une disposition de cette loi que l'on vient de déclarer étrangère à l'immeuble, ce même titre produira en même temps cet autre effet d'annihiler tous les droits antérieurs contraires ? On comprend la déchéance résultant de la délivrance du titre définitif. Les intéressés ont été appelés à produire et à contester ; ils supportent la peine de leur négligence ; *jura vigilantibus succurrunt*. Mais faire produire cet effet à des actes même administratifs, même notariés, ou à des jugements, qui, les uns et les autres, n'ont de valeur en soi qu'entre les parties contractantes ou plaidantes, admettre qu'un contrat, vente, échange, concession, intervenu entre l'État et un particulier, sans formalités préalables protectrices des droits des tiers, puisse par lui-même anéantir ces droits, et, surtout, que leur déchéance soit encourue par cela seul qu'il aura plu à deux particuliers de faire rédiger leurs accords en forme authentique, n'est-

priété est constatée par un acte administratif ou notarié, du jour de la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, si cet

ce pas aller au delà de toutes les prévisions du législateur de 1873, si favorable qu'on puisse le supposer au titre administratif ou notarié ?

Quoiqu'il en soit, et suivant la jurisprudence inaugurée par notre arrêt, si le titre administratif, notarié (ou judiciaire) se trouve en conflit avec un titre de même nature, ou, selon la doctrine des arrêts Eddiouani et Pittaluga, avec le titre de la loi de 1873, les tribunaux apprécieront au fond la valeur et le mérite respectifs de chacun des titres produits. En conflit avec tous autres titres, le titre administratif, notarié ou judiciaire prévaudra par cela seul qu'il est administratif, notarié ou judiciaire. Peu importe que l'acte produit à son encontre soit un acte régulièrement intervenu entre musulmans, en la forme musulmane, alors que l'immeuble n'était pas encore régi par la loi française. Le titre français étant le point de départ unique de la propriété ne pourra être mis en question à l'encontre du porteur de ce titre. Et si, comme le déclare l'arrêt Pittaluga, la nationalité des prétendants droit est indifférente en la matière, si les Français et les étrangers, tout comme les musulmans, sont soumis à la procédure de la loi de 1873 et astreints à la production de leurs titres dès que ceux-ci ne sont ni administratifs, ni notariés, ni judiciaires, ce n'est pas seulement les droits résultant de titres arabes qui seront atteints par le titre administratif, notarié ou judiciaire, mais encore ceux constatés par des actes sous seing privé entre Européens et indigènes, et même entre Européens, ces actes fussent-ils enregistrés, fussent-ils même transcrits, la transcription opérée conformément à la loi du 23 mars 1855 ne pouvant évidemment faire produire effet à un acte réputé inexistant, anéanti qu'il est par le titre nouveau.

Autre question : si le titre administratif, notarié ou judiciaire est postérieur à la promulgation de la loi de 1873, c'est, sans nul doute, à la date de ce titre ou de sa transcription que se produiront tout à la fois et la francisation de l'immeuble et la purge des droits antérieurs. *Quid*, si le titre est antérieur à la loi de 1873? La généralité des arrêts décident que, dans ce cas, la loi française n'a pris possession de l'immeuble qu'à partir de la promulgation de la loi de 1873 (V. 2e espèce et la note 2). Que si l'on déclare avec certains arrêts (V. *infrà*, note 2) que l'immeuble s'est trouvé régi par la loi française du jour de l'acte administratif ou notarié, toujours est-il que cet acte n'a pu, à sa date, emporter une déchéance qui n'a été édictée que par une loi postérieure. Il faudra donc, dans l'une comme dans l'autre opinion, reculer la purge des droits antérieurs jusqu'à la promulgation de la loi de 1873, et ce n'est plus alors le titre lui-même, ou sa transcription, qui, à l'instar du titre domanial définitif auquel on veut l'assimiler à tous les points de vue, formera le point de départ unique de la propriété. Cette question n'est pas expressément résolue par l'arrêt que nous rapportons. Cet arrêt constate l'existence d'actes administratifs antérieurs à la loi de 1873 et d'actes notariés, les uns antérieurs, les autres postérieurs à la promulgation de cette loi. Il déclare que si, en présence de l'art. 16 de la loi de 1851 qui maintenait les transmissions immobilières entre musulmans sous l'empire de la loi musulmane, l'assimilation du titre administratif ou notarié au titre de la loi de 1873 est douteuse lorsque le premier de ces

acte est antérieur, du jour de l'acte administratif ou notarié, s'il est postérieur à cette promulgation (2e espèce) (1) ;

---

titres est antérieur à cette loi, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de titres postérieurs à ladite loi. Il semble donc que, dans la pensée de la Cour, et bien que l'arrêt déclare, dans son avant-dernier motif, que les immeubles litigieux sont régis par la loi française depuis la promulgation de la loi de 1873, ce soit seulement à partir des actes notariés postérieurs à cette promulgation que les immeubles se sont trouvés à la fois régis par la loi française et purgés de tous droits réels antérieurs.

(1) C'est la jurisprudence de la Cour d'Alger qui de la combinaison des art. 2 § 3, 3 § 3 et 17 § 1 de la loi du 26 juillet 1873 a induit que le titre administratif ou notarié (auquel on a, plus tard, assimilé, à ce point de vue, les décisions des tribunaux français) emportait application de la loi française à l'immeuble dont la propriété se trouvait constatée par ce titre. Cette interprétation, consacrée par les art. 1 et 2 des décrets des 10 sept. 1886 et 17 avril 1889 sur la justice musulmane, se fondait sur ce motif, rappelé dans le premier des arrêts publiés ci-dessus, que, si le titre dont s'agit n'entraînait pas la soumission de l'immeuble à la loi française, l'immeuble ne serait jamais régi par cette loi, un titre nouveau ne devant pas être délivré. — Au début de l'application de la loi de 1873 des hésitations se produisirent sur le point de savoir si le titre préexistant, antérieur à la promulgation de la loi nouvelle, emportait toujours et dans tous les cas, depuis la promulgation de cette loi, soumission de l'immeuble à la loi française. Un arrêt de la Cour d'Alger du 24 juill. 1876 (*Rev. Alg.* 1887. 1. 112, note 2) distinguait, à cet égard, suivant que le titre pouvait, ou non, servir à l'établissement de la propriété au moment soit des opérations du commissaire enquêteur, soit d'une contestation judiciaire. Si le titre avait conservé toute sa force, et qu'il suffît de le rattacher au nom du propriétaire actuel, il n'était pas besoin de délivrer un titre nouveau, et la loi française était applicable dès la promulgation de la loi de 1873. Si, au contraire, l'ancien titre n'offrait plus une origine suffisante, une assiette certaine de la propriété, il devait être délivré un nouveau titre, et en ce cas la loi française n'apparaissait qu'à la date de la délivrance de ce titre. Cette solution avait été admise par MM. Vignard et Perrioud, membres de la commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi de 1873 (séance du 5 déc. 1882). L'arrêt précité est le seul, inséré aux recueils, qui subordonne l'application de la loi française à des circonstances de fait variables suivant les espèces. Partout ailleurs, s'agissant d'immeubles dont la propriété a été constatée par un titre administratif ou notarié, on voit la Cour et les tribunaux du ressort décider, en thèse générale, et sans se préoccuper de l'ancienneté du titre français préexistant ni des mutations plus ou moins nombreuses dont l'immeuble a pu être l'objet, en la forme musulmane, postérieurement à ce titre, que, depuis la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, ces immeubles sont régis par la loi française, et, spécialement : — que les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître, entre indigènes musulmans, d'une action réelle concernant ces immeubles : Alger, 14 nov. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 42) ; 18 déc. 1877 (*eod. loc.* 1878, p. 44 ; 4 janv. 1878 (*eod. loc.* 1878, p. 233) ; 29 janv. 1878 (*eod. loc.*

Par suite, les cadis sont sans qualité pour recevoir des actes de vente concernant des immeubles déjà définitivement

---

1883, p. 140 ; 5 févr. 1878 (*eod. loc.* 1878, p. 361) ; 20 mars 1878 (*eod. loc.* 1878, p. 173) ; Constantine, 17 juin 1879 (*eod. loc.* 1884, p. 318) et 3 févr. 1880 (*eod. loc.* 1884, p. 139) ; Alger, 27 avril 1880 (*eod. loc.* 1881, p. 139 et *Rev. Alg.* 1887. 1. 116, note 1) ; 2 mai 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 136) ; 29 nov. 1881 (*eod. loc.* 1883, p. 105) ; 5 déc. 1881 (*eod. loc.* 1883, p. 173) ; 31 janv. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 114) ; Guelma, 8 mars 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 349) ; — que les cadis sont devenus incompétents pour passer un acte constatant la vente des mêmes immeubles : Alger, 20 mars 1878 (*Bull. jud. Alg.* 1878, p. 173) ; 12 déc. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 117) ; 28 juin 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, p. 116 et *Rev. Alg.* 1887. 1. 117, note 1) ; — que ces immeubles ne peuvent plus être transmis contractuellement, entre musulmans, que conformément aux lois françaises : Req. 6 nov. 1882 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 38 et *Rev. Alg.* 1887. 1. 124, note 1).

A partir de quel moment précis la loi française prendra-t-elle possession de l'immeuble ? Cette question qui, aux termes du premier des arrêts ci-dessus rapportés, peut faire doute lorsque le titre est antérieur à la promulgation de la loi de 1873, est spécialement et expressément résolue dans d'autres décisions, et la doctrine qui se dégage de la grande majorité des arrêts est la suivante : — Si le titre est postérieur à la promulgation de la loi de 1873, c'est à partir seulement de sa date que la loi française deviendra applicable (V. toutefois l'arrêt du 5 nov. 1889, 3e espèce, et la note 3 *infrà*) ; — si le titre est d'une date antérieure à la promulgation de la loi de 1873, c'est à partir seulement de cette promulgation que l'immeuble s'est trouvé régi par la loi française. Jusqu'à l'une ou l'autre de ces dates, c'est, conformément à l'art. 16 § 1 de la loi du 16 juin 1851, la loi musulmane qui a régi les transmissions de biens entre musulmans, et qui, la loi nouvelle n'ayant statué que pour l'avenir, est encore applicable en ce qui concerne la preuve des conventions intervenues sous l'empire de la loi musulmane, et leur effet, soit entre les parties, soit au regard des tiers. Cette distinction, posée en termes formels dans le deuxième arrêt publié ci-dessus, l'avait été précédemment dans un jugement du tribunal de Guelma du 13 nov. 1884 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 457) et dans un arrêt de la Cour d'Alger du 14 janv. 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 346). Elle a été reproduite dans une circulaire du gouvernement général du 27 févr. 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 346, note).

S'agissant de titres administratifs, notariés ou judiciaires postérieurs à la promulgation de la loi de 1873, il a été jugé, spécialement, que jusqu'à la date de ce titre un immeuble a pu être valablement vendu, entre indigènes musulmans, par acte du cadi (arrêt précité du 14 janv. 1884). Le second de nos arrêts, du 26 oct. 1889, ci-dessus publié, décide, à son tour, qu'à partir de la date de ce titre les lois françaises, et notamment la loi du 23 mars 1855, sont applicables aux transmissions contractuelles immobilières entre musulmans.

S'agissant de titres français antérieurs à la promulgation de la loi de 1873, il a été jugé que, jusqu'à cette promulgation, un pareil titre, spécialement une décision du Conseil du contentieux, rendue par application de l'ordonnance du 21 juillet 1846, n'avait pas placé l'immeuble sous le régime

francisés, soit parce qu'ils avaient été transmis, entre indigènes musulmans, par des actes notariés postérieurs à

de la loi française : Alger, 5 avril 1876 et sur pourvoi, Req., 14 juin 1877 (D. P. 78. 1. 432 ; Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1876) ; — que, même depuis la promulgation de la loi de 1873, des indigènes musulmans pouvaient être admis à prouver par témoins une vente immobilière qui leur aurait été consentie avant cette promulgation, l'immeuble étant alors, et nonobstant l'existence d'un acte administratif ou notarié, régi par la loi musulmane : Alger, 11 mars 1882 (*Rev. Alg.* 1887. 1. 125, note 1) et 19 mai 1882 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 22 et *Rev. Alg.* 1887. 1. 125, note 2) ; — que, malgré ce titre, c'est la loi musulmane qui doit régler les conditions de la prescription invoquée par des indigènes musulmans dont la possession est antérieure à la promulgation de la loi de 1873 : Guelma, 13 nov. 1884 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 457) ; Alger, 26 mars 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 269).

Il a été enfin décidé que l'acte reçu entre musulmans, en la forme musulmane, antérieurement à la promulgation de la loi de 1873, est opposable aux tiers, même européens, munis d'actes notariés et transcrits, si ces actes sont postérieurs aux actes indigènes : Alger, 22 févr. 1883 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 70) ; Alger, 31 déc. 1884 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 73) et sur renvoi après cassation, Aix, ch. réun., 22 mai 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 395) ; Alger, 2 févr. 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 85). — (L'arrêt précité du 31 déc. 1884 avait été cassé pour défaut de motifs sur un chef de conclusions. V. *Rev. Alg.* 1888. 2. 348. La chambre des requêtes a, le 19 juin 1889, admis le nouveau pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix du 22 mai 1888.)

Cependant quelques arrêts de la Cour d'Alger, au nombre de quatre dans les recueils, ont décidé, contrairement aux précédents, que le titre français antérieur à la promulgation de la loi de 1873 avait eu pour effet, dès avant cette promulgation, de rendre la loi française applicable à l'immeuble. Dans le premier de ces arrêts, du 9 avril 1881 (*Rev. Alg.* 1887. 1. 119, note 1) il s'agissait d'un immeuble concédé administrativement à un indigène musulman en 1858, saisi sur le concessionnaire en 1879, et que des tiers musulmans revendiquaient comme l'ayant acquis du saisi, en 1877, par acte de cadi. La Cour rejette la demande par ce motif que l'immeuble, au moment de sa transmission à un indigène, en 1858, s'est trouvé régi par la loi française, qui n'a pas cessé de lui être applicable, et que dès lors l'acte de 1877 ne pouvait, à défaut de transcription, être opposé au saisissant. Ne suffisait-il pas de déclarer que l'immeuble se trouvant, de par le titre préexistant, régi par la loi française depuis la promulgation de la loi de 1873, l'acte reçu par le cadi en 1877 était nul et de nul effet ? — Dans une autre espèce, un indigène musulman s'était, en 1862, rendu adjudicataire d'un bien domanial. En 1884, des frères de l'adjudicataire demandent la licitation de cet immeuble, alléguant et offrant de prouver par témoins que l'immeuble avait été acquis tant en leur nom qu'au nom du défendeur auquel ils avaient donné mandat à cet effet. Ici encore la Cour déclare la loi française exclusivement applicable dès 1862, par ce motif que la transmission s'était, à cette date, opérée de non musulman à musulman : Alger, 7 déc. 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 74). Le rejet de la demande se justifiait par d'autres considérations

la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 (1re espèce), *soit parce qu'ils avaient fait l'objet de concessions ou d'actes administratifs postérieurs à cette même promulgation ; — Alors même, dans ce dernier cas, que l'acte administratif serait d'une date postérieure à celle de l'acte musulman, si le bénéficiaire de l'acte administratif avait été mis en possession par l'État antérieurement à l'acte du cadi* (3e espèce) (1) ;

---

de l'arrêt sans qu'il fût besoin de déclarer la loi française applicable, en 1862, à une transmission, non pas de l'État à un musulman, mais de musulman à musulman, et dont la preuve était offerte conformément à la loi qui était alors celle des parties. — Même observation relativement à un arrêt du 14 déc. 1885 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 79) qui, pour écarter un prétendu acte de vente reçu par un cadi en 1870, déclare que l'immeuble, ayant été vendu à l'une des parties, par acte notarié, en 1867, n'a pu, depuis la date de cet acte, être vendu que dans les formes de la loi française. — Dans la dernière des espèces insérées aux recueils, le jugement du tribunal de Guelma du 13 nov. 1884 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 457), rappelé ci-dessus, avait décidé que, malgré l'existence d'actes notariés datant de 1867 et 1868, c'était la loi musulmane qui devait régler les conditions et la durée d'une prescription ayant commencé à courir avant la loi de 1873. Sur appel, la Cour, par arrêt du 16 janv. 1888 (*eod. loc.*), déclare, sans donner d'autres motifs de sa décision sur ce point, que les actes de 1867 et 1868 ont placé l'immeuble sous la garantie de la loi française et que, par suite, la prescription invoquée dans la cause ne peut être que celle de la loi française.

Les objections que soulève la doctrine de ces quatre arrêts sont exposées avec une grande force et une grande netteté dans l'arrêt déjà cité du 2 févr. 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 85).

(1) Le titre administratif ou notarié étant assimilé au titre de la loi de 1873 au point de vue de l'application du statut réel français, et ce statut ne devenant applicable aux immeubles soumis aux opérations de la loi de 1873 qu'au fur et à mesure de la délivrance des titres, l'arrêt précité du 14 janv. 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 346) et celui du 26 oct. 1889, ci-dessus publié (2e espèce), décident, par voie d'analogie, que c'est seulement du jour des actes administratifs ou notariés, postérieurs à la promulgation de la loi de 1873, que la loi française régira les immeubles. Dans l'espèce de l'arrêt du 14 janv. 1884, comme dans celle de l'arrêt du 5 nov. 1889, ci-dessus rapporté (3e espèce), le bénéficiaire du titre administratif avait été mis en possession antérieurement à la date de son titre : la Cour a néanmoins jugé qu'en présence des termes formels de la loi de 1873 (droits *constatés* par *acte* notarié ou administratif), et aucune disposition légale ne déclarant le statut réel français applicable entre musulmans par cela seul que l'immeuble serait d'origine domaniale ou aurait été antérieurement la propriété d'un non musulman, l'État ou toute autre personne, c'était la loi musulmane qui jusqu'à la date de l'acte administratif régissait l'immeuble aux mains de son possesseur ou propriétaire musulman. V. observ. contr. sous cet arrêt, en note (*Rev. Alg.*, 1885. 2. 347 et 348).

Par suite encore, entre deux indigènes musulmans acquéreurs successifs d'un même immeuble concédé administrativement à un autre indigène, leur vendeur, postérieurement à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, et, à ce titre, régi par la loi française depuis l'acte de concession, la préférence est due à l'acte transcrit, sans égard à la date des aliénations, ni à la déclaration du vendeur en faveur de l'acquéreur qui n'a pas fait transcrire, si cette déclaration n'est pas relatée dans un acte ou jugement antérieurement transcrit. — La règle que la transcription détermine la préférence reçoit exception au cas dûment établi de fraude, concertée entre le vendeur et l'acquéreur qui a fait transcrire, pour faire tomber la vente antérieure dont cet acquéreur aurait eu pleine connaissance (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

(1re Ch.) — 1er juillet 1889

(Consorts El Ogbi c. Cohen Addad)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant, en fait, que les deux immeubles dont il s'agit au procès ont fait l'objet de deux titres administratifs, datés du 22 août 1860 et du 22 janvier

---

Sur ces diverses questions, V. Dain, *Du conflit des titres délivrés en exécution de la loi de 1873 avec les titres administratifs ou notariés (Rev. Alg.* 1887. 1. 259) ; — Eyssautier, *Le statut réel français en Algérie*, ch. II, §§ 18, 21 et ch. III (*Rev. Alg.* 1887. 1. 94 et s., 99 et s., 111 et s.) ; — Poivre, *La loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie*, ch. VI, §§ 46 à 61 ; ch. IX, §§ 72 à 108 ; ch. XII, §§ 137 à 170 ; — du même auteur, *Du conflit des titres notariés ou administratifs avec les titres nouveaux.*

(1) Conf. Civ. rej. 3 therm. an 13, Sir. t. 1. 60 ; Req., 8 déc. 1858 (D. P. 59. 1. 184) ; Req., 14 mars 1859 (Sir. 59. 1. 833) ; Grenoble, 14 août et 11 déc. 1869 (D. P. 70. 2. 151-152) ; Pau, 4 janv. 1884 (D. P. 85. 2. 85). — La seule connaissance de la vente antérieure ne rendrait pas l'acquéreur qui a transcrit non recevable à exciper du défaut de transcription ; il faut en outre un concert frauduleux entre cet acquéreur et le vendeur. V. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 308 ; Troplong, *Comment. de la loi du 23 mars 1855*, n° 190 ; Flandin, *De la transcription en matière hypothécaire*, II, 871 à 882. Cpr. Mourlon, *Traité théorique et pratique de la transcription*, II, 452 à 454.— Jugé,

1859 ; que, à partir de ces dates, ils ont été transmis par une série d'actes notariés jusqu'au 27 novembre 1877, époque à laquelle les appelants en sont devenus à leur tour propriétaires, au moins d'après leur prétention, en vertu d'un acte de cadi ;

Attendu, en droit, que, si, aux termes de l'art. 16 de la loi du 16 juin 1851, la question à résoudre peut demeurer douteuse lorsque l'acte français produit est antérieur à la loi de 1873, il ne saurait en être de même dans l'état de la cause actuelle, les dernières transmissions par acte français étant postérieures à la promulgation de la loi de 1873; — Attendu, en effet, que le but de la loi de 1873 a été de franciser la terre arabe, le statut réel français étant jugé supérieur au statut réel musulman ; que les résultats obtenus seraient compromis et détruits chaque jour, s'il était possible qu'un immeuble français fût de nouveau islamisé, sa francisation étant considérée avec raison comme un progrès légal et économique ; — Attendu que, pour parer à ce danger, la loi de 1873 a posé en principe qu'un immeuble dont l'état civil nouveau n'a pas encore été constitué doit être pourvu d'un titre délivré par l'administration des domaines, lequel forme le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres; — Qu'un titre administratif ou notarié préexistant rend la délivrance d'un nouveau titre superflue ; d'où cette conséquence inéluctable que la propriété constatée par un titre administratif ou judiciaire préexistant se trouve dans la même situation que celle constatée par le titre délivré en exécution de la loi de 1873, et que le titre administratif ou judiciaire préexistant forme également le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres; — Attendu que décider autrement serait amener ce résultat, inadmissible en théorie comme en pratique, que le titre français préexistant, n'étant pas susceptible d'être remplacé par un titre français nouveau, serait un obstacle infranchissable à la francisation définitive d'un immeuble français en vertu de la loi elle-même;

Attendu qu'il résulte de cet exposé de doctrine que les immeubles dont s'agit au procès sont régis par la loi française depuis la promulgation de la loi de 1873; qu'ils n'ont pu être vendus par un acte du cadi, et que cet acte doit, en dernière

---

d'autre part, que, si la transcription détermine la préférence alors même que l'acquéreur qui a transcrit n'a pas ignoré la première vente, cette règle cesse d'être applicable au cas où, en dehors de tout concert frauduleux, c'est le vendeur lui-même qui a fait connaître à l'acquéreur les droits antérieurement consentis à un tiers sur l'immeuble vendu. Lyon, 6 juill. 1883 (D. P. 85. 2. 259).

analyse, être considéré comme nul et non avenu, insusceptible de produire un effet juridique quelconque; — Attendu que, cette solution étant donnée, il devient superflu d'examiner les autres moyens fins et conclusions proposés respectivement par les parties;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET, LEMAIRE et DAIN, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(2e Ch.). — 26 octobre 1889

(Drissi ben Ali c. Ali ben Bourahla)

ARRÊT

LA COUR, — En droit: — Attendu que, si l'arrêté de 1832, l'ordonnance de 1844 et la loi de 1851 ont fait, entre musulmans et entre conventions exclusivement musulmanes, une exception au principe que la loi française devait régir la terre algérienne; si, dès lors, la preuve écrite au-dessus de 150 fr., la date certaine, et, depuis la promulgation en Algérie de la loi du 23 mars 1855, la transcription ne pouvaient être invoquées que par le bénéficiaire d'un acte ou d'une convention entre Européens et indigènes, et si elles ne pouvaient l'être par un musulman contre un musulman, en vertu d'un titre, même notarié, entre musulmans, il n'en est plus ainsi depuis la loi de 1873, dont l'art. 1er rend désormais la loi française applicable à toutes les transactions immobilières;

Attendu que l'art. 2 de cette loi, § 3, ne fait exception à ce principe que pour les conventions entre musulmans relatives aux immeubles désignés à l'art. 3, c'est-à-dire à ceux pour lesquels des titres doivent être délivrés suivant les dispositions de cet article, et jusqu'à la délivrance de ces titres; — Attendu que l'art. 3 n'ordonne la reconnaissance de la propriété et la délivrance de titres nouveaux (de titres français) que pour les droits non constatés par un acte administratif ou notarié, en un mot que pour ceux qui n'ont pas déjà un titre français; d'où il suit qu'en vertu de l'art. 1er la loi française régit tous les droits constatés par un acte administratif ou notarié; —

Attendu que l'art. 3, amendé par la commission d'accord avec le gouvernement, a étendu ainsi à tous les actes administratifs ou notariés la disposition du § 2, de l'art. 2, relatif aux actes administratifs de cantonnement, et que le § 1 de l'art. 2, qui reproduit, pour les conventions entre personnes de statuts différents, à plus forte raison entre Européens, le principe de l'art. 16 de la loi de 1851, ne s'applique qu'aux actes non notariés, et qu'aux immeubles dont les droits ne reposent pas sur un titre administratif ou notarié et qui ne sont pas soumis définitivement à la loi française ; — Attendu que l'art. 17 confirme le principe de l'art. 3 ; que la Cour de cassation, par son arrêt du 13 novembre 1888, et la Cour d'Alger, par son arrêt du 6 février 1889, l'ont consacré en décidant que l'acte administratif ou notarié n'est pas soumis aux formalités du titre 2 de la loi de 1873, et que le titre délivré conformément à l'art. 18 ne peut lui être opposé (sauf, évidemment, si, émanant du même auteur, il est transcrit avant lui) ;

Attendu, dès lors, que la loi française est applicable à la terre dont les droits de propriété sont constatés par un acte administratif ou notarié, du jour de la promulgation de la loi de 1873, si l'acte est antérieur, du jour de l'acte administratif ou notarié, s'il est postérieur à la promulgation de la loi ;

En fait : — Attendu que Drissi ben Ali a acheté la terre litigieuse de Ahmed ben Kebida par acte du 8 janvier 1887, reçu par Me Sermet, notaire à Bordj-bou-Arréridj, enregistré le 10, transcrit le 20 du même mois ; que le conservateur a certifié, le 21 janvier, qu'il n'existait aucune inscription ni aucune transcription antérieures ; — Attendu que le vendeur était propriétaire en vertu d'un acte administratif en date du 19 octobre 1885, lui attribuant la propriété à titre de compensation ; — Attendu que de ce jour la loi française régissait donc cet immeuble, et que Drissi ben Ali peut l'opposer à Saïd ben Bouralha qui prétend avoir acheté le même immeuble du même vendeur par convention verbale en 1886, ainsi qu'il résulterait de jugements en date des 7 décembre 1886, 26 mai et 15 décembre 1887 ; — Attendu que la convention invoquée n'est pas prouvée par écrit, qu'elle n'a aucune date certaine, qu'elle n'est pas transcrite ; que le jugement du 7 décembre 1886 n'est qu'un jugement d'incompétence ; que les deux autres jugements sont postérieurs à l'acte de Drissi, et non transcrits avant lui ; — Attendu, en outre, que ces jugements, rendus contre Ben Kebida par défaut, attribuent la propriété à Drissi sur son serment prêté devant le cadi ;

Attendu que, s'il était établi que Drissi avait concerté la vente avec son vendeur pour faire tomber une vente antérieure dont il aurait eu pleine connaissance, ce concert frauduleux vicierait son titre, l'obligerait à réparer le préjudice causé en restituant la propriété au premier acquéreur, mais que la fraude doit être prouvée, et non pas seulement supposée; que, dans l'espèce, elle n'est nullement établie; qu'aucun fait précis n'est articulé;

Attendu que la présence du vendeur, quelle que fût son attitude, ne pourrait démontrer la fraude; car sa déclaration en faveur de l'un ou de l'autre serait nécessairement suspecte, et ne pourrait prévaloir contre un acte transcrit, n'étant pas constatée dans un acte ou un jugement transcrit antérieurement;

Par ces motifs: — Rejette l'opposition à l'arrêt de défaut du 31 mai 1889.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et SUSINI, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

—

(1re Ch.). — 5 novembre 1889

—

(Seris c. Sliman Bel Aïd)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu, au fond, qu'il est sans intérêt dans la cause de rechercher la nature juridique, échange ou contrat innommé, de la convention intervenue entre l'État et Saïd El Hadj Mahfoud, et si l'immeuble concédé a pris simplement la place de celui affecté par l'État à la colonisation, gardant ainsi sa condition primitive, ou si, au contraire, il a acquis une condition nouvelle par le fait de la concession; — Attendu, en effet, qu'il suffit de constater que le titre délivré par l'État est un acte administratif, destiné à dispenser le propriétaire de l'immeuble de solliciter la délivrance d'un titre nouveau; — Attendu, d'autre part, que, si cet acte administratif n'a été délivré qu'en 1880, il n'est pas contestable que Saïd El Hadj Mahfoud avait été mis en possession antérieurement à la vente alléguée par Sliman Bel Aïd; — Attendu que la convention intervenue entre Saïd El Hadj Mahfoud et l'État était parfaite dès cette époque, sous la simple restriction de l'exis-

tence d'une condition résolutoire au profit de l'État ; — Attendu, dès lors, que l'acte de vente du 15 juin 1879, d'ailleurs tardivement transcrit en 1885, après la transcription du titre administratif, est nul, le cadi n'ayant aucune qualité pour le dresser ;

Attendu que, le contrat d'acquisition de Seris se trouvant ainsi, par rapport à Sliman Bel Aïd, placé hors de toute atteinte, il n'en résulte pas que ce dernier, s'il a réellement acquis et payé l'immeuble litigieux, soit dépourvu de toute action en répétition du prix dolosivement touché par Saïd El Hadj Mahfoud ; qu'il convient de donner acte à Sliman Bel Aïd des réserves formulées par lui de ce chef ; qu'il échet, par voie de conséquence, de débouter Saïd El Hadj Mahfoud de sa demande en restitution de fruits et en dommages et intérêts, comme prématurée ;

Par ces motifs : — Infirme ; — Dit nuls et non opposables à Seris les actes de cadi dont se prévaut Sliman Bel Aïd, etc.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

31 octobre 1889

Acte sous seing privé, indigène, billet à ordre, écriture dans une seule langue, arrêté du 9 juin 1831, inapplicabilité.

L'arrêté du général en chef du 9 juin 1831, qui exige pour la validité des conventions entre Européens et indigènes qu'elles soient écrites dans les langues des contractants placées en regard l'une de l'autre, n'est pas applicable aux conventions intervenues exclusivement entre indigènes, et spécialement à des billets souscrits et endossés par des indigènes musulmans au profit d'autres indigènes musulmans ; — alors d'ailleurs qu'en fait il n'apparaît nullement que le signataire des billets n'a pas compris la portée de son engagement (1).

(1) Il appert de ce dernier motif de l'arrêt que, dans l'espèce déférée à la Cour, le corps des billets était écrit dans une autre langue que celle des signataires, en français vraisemblablement. Les billets n'en étaient pas

(Kada Bou Dia c. Mohamed ben Daoud)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Kada Bou Dia, nom patronymique Yamoun, a interjeté appel d'un jugement du tribunal de 1re instance de Bel-Abbès du 8 décembre 1885 qui le condamne à payer à Mohamed ben Daoud ben Sliman la somme principale de 2,000 fr., montant de deux billets, avec exécution provisoire nonobstant opposition ou appel et sans caution; — Attendu que cet appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges;

Et en outre, — Attendu que l'ordonnance du 9 juin 1831 ne saurait recevoir application dans la cause actuelle; — Attendu que cette ordonnance vise exclusivement dans son texte le cas où des conventions sous seing privé interviendraient entre Européens et indigènes et qu'elle exige, dans ce cas, pour la validité des conventions, qu'elles soient écrites dans les langues des contractants, placées en regard l'une de l'autre; — Attendu que telle n'est pas l'espèce; — Que les deux billets dont s'agit ont été souscrits par Kada Bou Dia au profit de Salah ben Hadj Sliman ben Daoud et passés à l'ordre de Mohamed ben Daoud ben Sliman; que les parties sont toutes des indigènes musulmans et que l'on ne se trouve pas dans l'hypothèse prévue par l'ordonnance précitée; — Qu'au surplus et en fait il n'apparaît nullement que le signataire des billets n'a pas compris la portée de son engagement; — Attendu qu'il n'échet dans ces conditions de faire droit à la demande de délation de serment à Mohamed ben Daoud ben Sliman;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Dit n'y avoir lieu de s'arrêter à la demande de délation de serment; la rejette; — Dit Kada Bou Dia mal fondé dans son appel, l'en déboute; — Confirme le jugement déféré; — Ordonne en conséquence que ce jugement sortira son entier effet; —

---

moins valables, l'arrêté du 9 juin 1831 ne pouvant recevoir application dans la cause, et, d'autre part, aucun texte n'exigeant que des actes sous seing privé, entre parties parlant la même langue, et écrits dans une langue qui n'est pas la leur, soient, à peine de nullité de la convention, accompagnés d'une traduction dans la langue des contractants. V. sur ce dernier point les observations en note sous un jugement du tribunal de Blida, du 7 déc. 1887, qui avait décidé le contraire (*suprà*, p. 523 et 524). — V. *eod. loc.* l'indication de la jurisprudence concernant l'application de l'arrêté du 9 juin 1831.

Condamne Kada Bou Dia en tous les dépens et à l'amende de son appel.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes TILLOY et NEUGASS, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

25 juillet 1889

Juge de paix, Tunisie, fonctionnaire, contrôleur civil, délégation provisoire, exercice, âge, capacité, licence en droit, serment.

Les fonctionnaires civils ou les officiers de l'armée qui peuvent être provisoirement chargés des fonctions de juge de paix en Tunisie, les contrôleurs civils spécialement, sont régulièrement investis de l'exercice de ces fonctions, bien qu'ils ne réunissent pas les conditions d'âge et de capacité exigées des juges de paix titulaires et suppléants dans ce pays, et que, notamment, ils ne soient pas licenciés en droit;

Les fonctionnaires délégués pour remplir provisoirement les fonctions de juge de paix en Tunisie ne sont pas tenus de prêter le serment professionnel exigé des magistrats nommés par le président de la République, sur la proposition du ministre de la justice.

(Nouri Youssef c. min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 15 § 2 de la loi du 27 mars 1883, 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 et 1er de l'ordonnance du 26 octobre 1842 :

Attendu que l'art. 15 § 2 de la loi du 27 mars 1883, disposant que les conditions d'âge et de capacité pour la nomination des magistrats composant les tribunaux en Tunisie sont les mêmes que celles exigées en Algérie pour l'exercice des mêmes fonctions, s'applique uniquement aux juges de paix titulaires et à leurs suppléants, et ne saurait être étendu aux fonctionnaires qui peuvent être provisoirement chargés de remplir les fonctions de juge de paix en vertu d'un règlement d'administration publique ; — Que le règlement du 29 octobre 1887,

créant une justice de paix à Djerba et portant, en son art. 1, que, jusqu'à l'installation du titulaire, le contrôleur civil ou, à son défaut, le contrôleur adjoint, ou un officier de la garnison désigné à cet effet par le général commandant le corps d'occupation, exerce les fonctions de juge de paix, a été fait par le président de la République, après avoir entendu le conseil d'État, suivant les prescriptions du § 3 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1883 ; — Que le contrôleur civil de Djerba a donc été régulièrement mis en possession du pouvoir d'exercer provisoirement les fonctions de juge de paix ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'art. 2 de la loi du 4 octobre 1884 :

Attendu que ce moyen manque en fait ; que le tribunal correctionnel de Sousse, après avoir énuméré certaines circonstances qui lui ont paru déterminantes, en déduit que les fonctions de juge de paix sont légitimement exercées en Tunisie par un fonctionnaire qui n'est pas licencié en droit et n'a pas été nommé par le président de la République sur la proposition du garde des sceaux ; que le jugement attaqué constate inplicitement, en outre, que le magistrat qui a statué en première instance a été régulièrement investi des fonctions de contrôleur civil ;

Sur le troisième moyen tiré de la violation des art. 19 du règlement ministériel du 22 novembre 1842 et des décrets des 5 et 11 septembre 1870 :

Attendu que le décret du 11 septembre 1870, imposant aux magistrats l'obligation de prêter un serment professionnel, ne s'applique pas, en l'absence d'une disposition légale ou réglementaire spéciale, aux fonctionnaires provisoirement délégués pour remplir les fonctions de juge de paix en Tunisie ; qu'elle concerne uniquement les magistrats nommés par le président de la République sur la proposition du ministre de la justice ; — Qu'il n'apparaît d'aucun texte de loi ou de règlement que les contrôleurs civils, en Tunisie, soient obligés de prêter un serment quelconque ; — D'où il suit qu'en refusant de faire droit aux conclusions par lesquelles le demandeur prétendait faire prononcer la nullité de la décision rendue le 19 novembre 1888 par le contrôleur de Djerba, le jugement entrepris n'a pas violé les dispositions légales et réglementaires susvisées ; — Et attendu, d'ailleurs, que le jugement est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. LŒW, *prés.* ; VÉTELAY, *rap.* ; LOUBERS, *av. gén.* — Me SAUREL, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

26 octobre 1889

Liquidation judiciaire, créancier, poursuites individuelles, frais, production.

Les frais faits par un créancier pour saisir-arrêter et saisir-exécuter certains meubles du débiteur, qui a obtenu ensuite sa liquidation judiciaire, ne sauraient être admis par privilége à ladite liquidation, soit comme frais faits pour la conservation de la chose conformément à l'art. 2102, § 3 C. civ., soit comme frais de justice en vertu de l'art. 2101 du même Code.

En ce qui concerne les frais exposés par un créancier postérieurement au jugement d'ouverture de la liquidation, il n'y a lieu de les admettre à aucun titre, ce jugement ayant pour effet, comme le jugement déclaratif de faillite, de suspendre les poursuites individuelles contre le débiteur (1).

(Espinasse c. Gaudet, liquidateur Coste)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Espinasse, créancier de la liquidation Coste en vertu de deux jugements rendus par M. le juge de paix du canton sud d'Alger, le 22 mai 1888, enre-

(1) La question de savoir si le jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire a pour effet de suspendre les poursuites individuelles contre le débiteur est, jusqu'à présent, la plus discutée de celles qu'a fait naître la loi du 4 mars 1889. V. dans le sens du jugement rapporté: Trib. de Tunis, 23 mars 1889, *suprà*, p. 368; ord. du prés. du trib. civ. de Marseille, 10 avril 1889 (D. P. 2. 172); trib. civ. de la Seine, 14 mai 1889 (*eod. loc.*); trib. civ. de Château-Thierry, 6 juin 1889 (*Journ. des faillites*, 1889, 394); trib. civ. de Lyon, 7 juin 1889 (*Annales de dr. comm.*, 1889, 124); Paris (1re ch.) 18 juill. 1889 (D. P. 89. 2. 271); Lyon-Caen et Renault, *Manuel de dr. comm.*, Append., p. 969, n° 55; Boistel, note Dalloz, 1889. 2. 169; Bailly, *Examen de quelques difficultés découlant de la loi du 4 mars 1889*, p. 9, note 2.— V. en sens contraire: Trib. civ. de St-Quentin, 12 avril 1889, la *Loi*, n° du 25 avril; Paris (7e ch.) 14 mai 1889, rendu contrairement aux conclusions du ministère public (D. P. 89. 2. 169); Rennes, 11 juin 1889 (D. P. 89. 2. 193).— Il semble bien que, si le décla-

gistrés, a saisi-arrêté entre les mains de Coste fils les sommes qui pourraient lui être dues par Coste père; qu'il a ensuite, après une sommation de payer demeurée infructueuse, voulu opérer la saisie de divers objets appartenant à son débiteur; qu'au cours de la procédure, celui-ci lui a déclaré que les objets en question avaient été saisis par un précédent créancier; qu'enfin, après que les formalités légales eurent été remplies, Espinasse a tenté de procéder à la vente, mais que Coste s'y est opposé, alléguant qu'il adressait, le jour même, requête au président du tribunal de commerce d'Alger à l'effet d'obtenir sa liquidation judiciaire; qu'il demandait en conséquence la discontinuation des poursuites et que dans tous les cas on en référât préalablement au président du tribunal civil d'Alger; — Attendu que, Espinasse s'étant seul présenté à l'audience des référés, M. le président du tribunal civil a autorisé la continuation des poursuites; — Attendu que, la liquidation judiciaire de Coste ayant été prononcée le 11 mai 1889, Espinasse a requis son admission par privilége au passif de ladite liquidation pour la somme de 133 fr. 95, montant des frais de jugement, commandement et saisie, lesquels auraient empêché la disparition du gage des créanciers (art. 2102 C. civ.), et à titre chirographaire pour la somme de 88 fr. 91, montant de la condamnation prononcée par M. le juge de paix du canton sud d'Alger, avec intérêts et dépens; — Attendu que le liquidateur conclut à admettre l'une et l'autre créance simplement à titre chirographaire; — Mais attendu que, le débat se trouvant porté devant le tribunal, les choses redeviennent entières et qu'il échet d'établir, quelles que soient d'ailleurs les qualifications qui ont pu leur être données, le véritable caractère des créances dont on demande l'admission;

Attendu qu'au sujet de la créance en capital d'Espinasse avec intérêts et dépens, aucune difficulté ne s'élève et qu'elle doit être tenue pour chirographaire;

Attendu qu'au sujet de la créance de frais, il faut distinguer entre ceux qui ont été faits avant le 11 mai 1889, date du jugement d'ouverture de la liquidation Coste, s'élevant à 101 fr. 90 cent. et ceux qui ont été faits après le 11 mai, s'élevant à 32 fr. 05 cent.;

Pour les frais qui ont été faits avant le 11 mai: — Attendu que ces frais, qui ont trait soit à une saisie-arrêt, soit à une

---

ration de faillite a pour conséquence la suspension des poursuites individuelles, le même effet doit résulter, à plus forte raison, de la liquidation judiciaire, qui est, aux yeux de la loi, un état plus favorable pour le débiteur.

saisie-exécution, ne sauraient en aucun cas, étant donné surtout la manière dont on les présente, être assimilés à des frais occasionnés pour la conservation de la chose dans le sens de l'art. 2102, § 3 C. civ.; car, cet article faisant allusion à un privilége spécial, lesdits frais ne pourraient porter que sur certains meubles de la liquidation Coste, qu'il aurait fallu au moins désigner, et non sur l'ensemble de l'actif; — Attendu que de pareils frais auraient plus de rapport avec les frais de justice de l'art. 2101 C. civ. qui constituent un privilége général, mais qu'ils ne sauraient cependant leur être assimilés, les poursuites exercées par Espinasse n'ayant pu avoir la vertu de conserver une deuxième fois, dans l'intérêt commun des créanciers, un gage qui, se trouvant placé sous la main de justice par suite d'une saisie antérieure, était par cela même déjà conservé; que par conséquent de pareils frais ne peuvent avoir qu'une nature chirographaire;

Pour les frais qui ont été faits le 11 mai, date du jugement d'ouverture de la liquidation Coste : — Attendu qu'il est naturel de penser qu'en organisant pour les commerçants malheureux et de bonne foi un mode particulier de liquidation de leur patrimoine, qualifié de liquidation judiciaire, c'est aux principes du Code de commerce, qui, afin de régulariser dans l'intérêt de tous l'action de créanciers d'ordinaire nombreux, a édicté pour des cas analogues des mesures d'ensemble, plutôt qu'aux principes du droit civil, qui n'en prescrit aucune, que le législateur a entendu se régler; — Attendu que cette interprétation logique se trouve implicitement confirmée par les déclarations mêmes du législateur, qui, dans l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889, renvoie au Code de commerce pour compléter les dispositions spéciales de ladite loi; — Attendu que le système de ce Code et notamment celui de la faillite, dont après tout la liquidation judiciaire n'est qu'une variété atténuée, consiste à établir l'égalité entre les créanciers d'un débiteur en état de cessation de paiements et à suspendre conséquemment l'exercice des poursuites individuelles à dater du jugement déclaratif; — Attendu que, par analogie, les poursuites individuelles en matière de liquidation judiciaire doivent être suspendues à partir du jugement d'ouverture; que c'est donc à tort qu'Espinasse s'est livré après ce moment à des poursuites individuelles; que les frais occasionnés par elles ne sauraient dès lors former la substance d'une créance légitime et qu'ils doivent demeurer à la charge exclusive de leur auteur;

Par ces motifs : — Dit qu'Espinasse sera admis, à titre chirographaire, à la liquidation judiciaire Coste, pour la

somme totale de 190 fr. 81 cent., soit 88 fr. 71 cent. pour capital, intérêts et dépens, et 111 fr. 90 cent. pour frais faits avant le 11 mai 1889 ; — Dépens en frais de liquidation.

M. CASTAN, *prés.* — Me TACCONIS, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

18 novembre 1889

Responsabilité, commissionnaire de transport, navire, échouement, objets, perte, mauvais état de la marchandise, faute du capitaine du du mécanicien, preuve, présomption, clause de non garantie.

Les chargeurs ou voyageurs ne peuvent fonder une action en responsabilité contre une compagnie de navigation maritime, à raison de la perte d'objets leur appartenant, survenue par suite de l'abordage et de l'échouement d'un de ses navires, soit sur le mauvais état de la machine, soit sur la faute du capitaine ou du mécanicien, lorsqu'ils ne font aucune preuve à cet égard, la présomption étant que le navire muni de son permis de navigation possède une machine en bon état, et que le mauvais état de la mer a rendu la manœuvre impossible ; alors surtout que par une clause de ses connaissements et de ses tickets ladite compagnie a stipulé qu'elle ne serait pas responsable des fautes ou négligences du capitaine ou des gens de l'équipage (1).

(Époux Berge c. Cie générale transatlantique)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la demanderesse assigne la compagnie transatlantique en paiement de la somme de

(1) Cpr. sur la clause d'irresponsabilité en matière de transports, les arrêts rapportés *Rev. Alg.*, 1887. 2. 301 et la note. — V. aussi trib. com. d'Alger, 25 oct. 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 280) et la note ; trib. com. d'Alger, 2 févr. 1889 *(suprà*, p. 160) et la note ; trib. com. d'Alger, 23 mars 1889 *(suprà*, p. 306) et la note.

1,500 fr., tant à titre de dommages-intérêts que pour valeur des objets perdus lors de l'abordage et de l'échouement, dans le port de Port-Vendres, du bateau *Mohamed es Sadock*, le 20 décembre 1886 ; s'entendre en outre condamner aux intérêts de droit et aux dépens et voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition ou appel et sans caution ; — Attendu que la compagnie générale transatlantique, s'appuyant sur le rapport du capitaine et des experts, soutient que l'échouement du vapeur *Mohamed es Sadock* est dû à une fortune de mer et qu'elle ne saurait dès lors être rendue responsable de l'échouement du navire ; — Attendu que la demanderesse objecte que, si la machine avait obéi au commandement du capitaine « toute machine arrière », l'échouement n'aurait pas eu lieu ; qu'un temps précieux, d'après l'aveu du capitaine et le rapport des experts, s'est écoulé avant que la machine ait obéi à ce commandement ; qu'il est regrettable que les experts n'aient pas cru devoir rechercher pour quelle cause la machine n'a pu fonctionner en ce moment critique, mais que la cause soit due soit au mauvais état de la machine, soit au mécanicien, la compagnie doit être tenue comme responsable ;

Sur le premier point : — Attendu que, les machines des bateaux à vapeur étant régulièrement et réglementairement visitées par un ingénieur des mines chargé par l'État de ce service, il est à présumer que la machine du *Mohamed es Sadock* devait être en bon état, le *Mohamed es Sadock* ayant son permis de navigation ; la compagnie a satisfait à ses obligations et ne saurait être recherchée de ce chef ;

Sur le second point : — Attendu qu'il n'est pas prouvé qu'il y ait faute de la part du mécanicien ; — Que le commandement du capitaine au moment où se déchaînait la tempête a pu ne pas être entendu ; — Qu'au surplus la compagnie, par l'art. 8 de ses connaissements et l'art. 7 de ses tickets, dit ne pas être responsable des fautes ou négligences du capitaine ou des gens de l'équipage ; — Que cette prétention de s'affranchir des responsabilités qu'elle pourrait encourir et que les chargeurs ou voyageurs sont obligés de subir, contraire au droit commun, est cependant reconnue licite par la jurisprudence de la Cour de cassation ; — Qu'il échet en conséquence de débouter la dame Berge de sa demande ;

Par ces motifs : — Déboute la dame Berge de sa demande et la condamne aux dépens.

M. CASTAN, *prés.* — Mes TACONIS et BORDET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

2 juillet 1889

Expertise, désaccord, avis séparés, motifs, nullité, ordre public, nullité couverte, défense, conclusions, reprise, juridiction autrement composée, jugement.

Lorsque des experts, n'ayant pu s'accorder sur les conclusions de leur rapport, ont, après avoir opéré en commun, rédigé séparément leurs avis, que la majorité a émis un avis motivé, et qu'un seul a persisté dans l'opinion contraire, sans motifs à l'appui, la nullité dont pourrait se trouvait affecté le rapport dressé dans ces conditions ne constitue qu'une nullité de forme qui n'est pas d'ordre public et ne peut être soulevée pour la première fois en appel (1).

Les juges ne sont pas tenus de statuer sur des conclusions à fin de nullité d'expertise prises avant une décision préparatoire, alors que, la cause étant revenue à une audience ultérieure où ne siégaient pas les mêmes magistrats, ces conclusions n'ont pas été reprises à cette audience (2).

---

(1) Conf. Riom, 3 déc. 1885 (D. P. 86. 2. 19). V. également : Civ. rej. 7 mars 1853 (D. P. 54. 5. 330) ; Bordeaux, 15 déc. 1870 (D. P. 71. 5. 175).

En ce qui concerne l'irrégularité qui, dans notre espèce, pouvait vicier l'expertise, question non résolue par l'arrêt, il a été jugé que le fait par des experts d'avoir rédigé séparément la partie du rapport qui constate leur opinion n'emporte pas nullité de ce rapport, s'ils ont procédé ensemble à l'expertise (Civ. cass. 30 janv. 1849, D. P. 49. 1. 37) ; que la disposition de l'art. 318 C. pr. civ. qui veut que les experts dressent un seul rapport avec énonciation, en cas d'avis différents, des motifs des divers avis, sans indication de l'avis personnel de chacun, n'est pas édictée à peine de nullité ; que, par suite, le fait, par les experts, d'avoir dressé chacun un rapport séparé n'entraîne pas la nullité de l'expertise (Req. 1er févr. 1864, D. P. 64. 1. 135). Cpr. Alger, 13 mars 1882 (motifs) (*Bull. jud. Alg.* 1882, p. 190).

(2) Conf. Req. 14 déc. 1852 (D. P. 54. 5. 178) ; Civ. rej. 11 janv. 1870 (D. P. 70. 1. 60) ; Req. 3 mai 1870 (D. P. 71. 1. 57) ; Civ. rej. 24 mai 1882 (D. P. 83. 1. 14).

(Bertrand c. Sbero)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation des art. 303 C. pr. civ. et 17 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que de l'examen du rapport des experts commis par jugement du 11 février 1884 il résulte que lesdits experts, après avoir procédé, en commun, aux visites et descriptions de lieux qui leur étaient prescrites, n'ont pu s'accorder sur le point de savoir lequel des deux plaideurs était propriétaire du terrain litigieux; qu'ils sont alors convenus de rédiger séparément, à cet égard, leurs avis motivés ; que c'est ce qu' a fait la majorité d'entre eux, en se prononçant en faveur du défendeur éventuel, tandis qu'un seul a persisté dans l'opinion contraire, en refusant d'en formuler les raisons ; — Attendu qu'en admettant que le rapport dressé dans ces conditions dût être considéré comme vicié dans sa substance, il n'y aurait là qu'une nullité de forme qui n'était pas d'ordre public, et à laquelle le demandeur en cassation est réputé avoir renoncé, faute de l'avoir invoquée avant toute autre défense devant les premiers juges; que ce moyen, présenté pour la première fois devant la Cour d'appel, était non recevable, en vertu de l'art. 173 C. pr. civ.;

Attendu que, si l'arrêt attaqué ne contient aucun motif qui réponde à ce moyen, c'est parce que les conclusions à fin de nullité du rapport susénoncé avaient été prises avant l'arrêt préparatoire du 30 janvier 1887, et qu'elles n'ont pas été prises à nouveau lorsque la cause est venue à l'audience à la suite de la seconde expertise ordonnée par cet arrêt : — Qu'en cet état, la Cour d'Alger n'était pas dans l'obligation d'y statuer, et qu'en se bornant à confirmer, avec adoption de ses motifs, le jugement basé sur l'entérinement du premier rapport des experts, ladite Cour, dont la composition avait été changée depuis la pose des conclusions afin de nullité d'expertise, et devant laquelle lesdites conclusions n'étaient point reprises, n'a violé aucune loi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger, du 22 novembre 1887.

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; COTELLE, *rap.* ; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 juin 1888

Travaux publics, prisons, travail des détenus, tarifs, modification, Algérie, qualité.

Le décret du 18 décembre 1874, qui a placé sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur le service des prisons et établissements pénitentiaires de l'Algérie, a transféré audit ministre le droit, qui, aux termes du cahier des charges, appartenait au préfet, de modifier les tarifs des prix de main-d'œuvre et de journées de travail des détenus dans les maisons centrales;

Et ce décret n'enlève aucune garantie à l'entrepreneur, les modifications devant être prises sur la proposition du préfet.

Lorsque d'après le cahier des charges le tarif est arrêté pour une année, les modifications qui y sont apportées en cours d'année ne peuvent être mises à exécution qu'au 1er janvier de l'année suivante.

(Alcay)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête du sieur Alcay... tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du 7 décembre 1882, par lequel le conseil de préfecture d'Alger a rejeté sa demande tendant à faire déclarer nulle une décision du ministre de l'intérieur, du 23 juillet 1878, portant fixation du tarif des prix de main-d'œuvre et de journées des détenus de la maison centrale de l'Harrach employés aux services économiques et agricoles; — Ce faisant... annuler la dite décision, condamner l'État à payer au requérant pour l'indemniser des sommes qu'il a payées en trop, en vertu du nouveau tarif, à la maison centrale de l'Harrach et sur les chantiers extérieurs en dépendant et à la maison centrale du Lazaret, et en outre, pour le dommage résultant de la suppression de l'industrie du crin végétal dont le nouveau tarif rendait la continuation impossible, la somme totale de 151,468 fr. 64 cent. avec intérêts, intérêts des intérêts et dépens; — Vu les observations

en défense du ministre de l'intérieur tendant à ce que le pourvoi soit rejeté ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 20 avril 1844 ; — Vu le décret du 18 décembre 1874 ; — Vu la loi du 28 pluviôse an VIII ; — Vu les art. 1153 et 1154 C. civ ;

Sur le moyen tiré de ce que le droit de modifier les tarifs n'aurait appartenu qu'au préfet et non au ministre de l'intérieur : — Considérant que, si l'art. 83 du cahier des charges de l'entreprise, approuvé par le gouverneur général civil de l'Algérie, le 16 juillet 1873, porte que les prix de main-d'œuvre et de journées seront réglés conformément aux instructions sur la matière, d'après un tarif qui sera arrêté et, au besoin, renouvelé par le préfet, le décret du 18 décembre 1874 a placé sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur le service des prisons et établissements pénitentiaires de l'Algérie ; que cette disposition, qui n'a apporté aucun changement aux obligations respectives de l'administration et de l'entrepreneur, et s'est bornée à réserver au ministre les attributions précédemment exercées par le préfet, est devenue immédiatement exécutoire ; qu'elle ne pouvait, d'ailleurs, priver l'entrepreneur des garanties résultant pour lui de l'intervention de l'autorité locale, la décision ministérielle devant, aux termes des règlements sur la matière et notamment de l'art. 3 de l'arrêté du 20 avril 1844, être prise, et ayant été prise, en effet, sur la proposition du préfet ;

Sur le moyen tiré de ce que certains des prix du nouveau tarif, étant de 1 fr. 40 cent. et même de 1 fr. 60 cent. par jour, présenteraient par rapport au tarif antérieur, qui était uniformément de 0 fr. 40 cent., une augmentation qui n'a pu entrer dans la commune intention des parties et telle que, si l'art. 83 du cahier des charges l'avait eue en vue, cet article devrait être déclaré nul comme contenant une condition potestative : — Considérant que l'art. 83 du cahier des charges, en disposant que les prix seront réglés conformément aux instructions sur la matière, a limité d'une façon précise les pouvoirs conférés à l'administration ; qu'aux termes de l'art. 1er de l'arrêté du 20 avril 1884, les prix de main-d'œuvre et de journées doivent être inférieurs de 20 % à ceux qui sont payés, en moyenne, pour les mêmes genres d'industrie ou pour des travaux analogues, aux ouvriers libres du pays ou à ceux des manufactures ou fabriques les moins éloignées de la prison centrale ; — Que le sieur Alcay n'allègue pas que le tarif du 23 juillet 1878 ne se soit pas renfermé dans les limites ainsi définies ; que ledit tarif a donc été arrêté conformément aux clauses du marché ;

Considérant d'ailleurs qu'il résulte de l'instruction que l'entrepreneur était obligé de suppléer à l'insuffisance de l'ancien tarif par des gratifications en nature qui entraînaient pour lui une dépense considérable ; que la décision ministérielle du 23 juillet 1878 a eu pour but, en élevant le tarif, de faire cesser la distribution de ces gratifications, reconnues préjudiciables au maintien de l'ordre et de la discipline, et les a expressément interdites ; qu'ainsi l'application du nouveau tarif n'a pu, en fait, amener une aggravation de charges à beaucoup près égale à celle que signale le requérant ;

Sur le moyen subsidiaire tiré de ce que, en présence des termes de l'art. 83 du cahier des charges, le nouveau tarif ne pouvait être mis à exécution le 1er septembre 1878; c'est-à-dire au cours d'une année, mais seulement le 20 mars 1879, le préfet ayant arrêté le tarif précédent le 20 mars 1874, ou tout au moins le 1er janvier 1879, le marché ayant pris cours le 1er janvier 1874 : — Considérant que des termes ci-dessus rappelés de l'art. 83 du cahier des charges, il résulte que le tarif arrêté pour une année doit, s'il n'a pas été renouvelé, rester en vigueur pour l'année suivante et ainsi de suite; que la dépêche du préfet, du 20 mars 1874, n'avait pas pour objet, comme le dit le sieur Alcay, de statuer sur ce point, mais qu'il résulte de l'instruction que, par un arrêté du 29 avril de la même année, le préfet à fixé uniformément à 0 fr. 40 cent., pour l'année 1874, le prix de la journée de travail ; que, si ce tarif pouvait être ultérieurement révisé, il est, à défaut de nouvelle décision, resté implicitement applicable, en vertu de l'art. 83 précité, pour les années 1875, 1876, 1877 et 1878 et que la décision intervenue au cours de cette dernière année ne pouvait dès lors produire ses effets qu'à partir du 1er janvier 1879; que, dans ces circonstances, il y a lieu de réformer ladite décision et l'arrêté ci-dessus visé du conseil de préfecture d'Alger, en tant qu'ils ont déclaré le nouveau tarif applicable à partir d'une date antérieure ;

Mais considérant que l'état de l'instruction ne permet pas d'apprécier si et dans quelle mesure l'application du nouveau tarif a entraîné pour le sieur Alcay, jusqu'au 31 décembre 1878, une aggravation de charges ; que, dans ces circonstances, il y a lieu de renvoyer le sieur Alcay devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture pour être statué ce qu'il appartiendra sur sa demande en indemnité, etc.;

Art. 1er. — La décision du ministre de l'intérieur, du 22 juillet 1878, arrêtant un nouveau tarif des prix de main-d'œuvre et de journées des services économiques et agricoles de la maison

centrale de l'Harrach et l'arrêté ci-dessus visé du conseil de préfecture d'Alger, du 7 décembre 1882, sont réformés en tant qu'ils ont déclaré ledit tarif applicable à partir d'une date antérieure au 1er janvier 1879.

Art. 2. — Le sieur Alcay est renvoyé devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture d'Alger pour faire déterminer, tant en principal qu'en intérêts, l'indemnité qui lui serait due à raison des augmentations de dépenses qu'il justifierait avoir subies, jusqu'au 31 décembre 1878 inclusivement, par suite de l'exécution donnée à la décision ministérielle précitée, du 26 juillet 1878; — L'État supportera la moitié des dépens exposés par le sieur Alcay; — Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

MM. MAYNIEL, *rap.*; VALABRÈGUE, *com. du gouv.* — Me LESAGE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

4 mai 1888

Contributions directes, patentes, Algérie, réclamation, délai, déchéance.

Sont applicables en Algérie les art. 28 de la loi du 21 avril 1832 et 8 de la loi du 4 août 1844, aux termes desquels les demandes en décharge ou réduction des contributions directes doivent être formées dans les trois mois de la publication des rôles (1).

(Benhaïm et Solal)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête formée contre l'arrêté du conseil de préfecture d'Alger en date du 18 novembre 1886; — Vu la loi du 15 juillet 1880 et le décret du 26 décembre 1881;

Considérant que, d'après les art. 28 de la loi du 21 avril 1832 et 8 de la loi du 4 août 1844, les demandes en décharge ou réduction des contributions directes doivent être formées dans les trois mois de la publication des rôles; que, d'après l'or-

(1) Conf. cons. d'État, 27 juin 1884 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 171) et la note.

donnance royale du 10 août 1834, modifiée par celles du 15 avril 1845 et 1er septembre 1847, et par l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1848, les conseils de préfecture en Algérie statuent sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans les mêmes formes d'instruction; qu'il suit de là que les articles précités des lois du 21 avril 1832 et 4 août 1844 sont applicables en Algérie aux demandes en décharge ou réduction des contributions directes;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le rôle supplémentaire de la contribution des patentes a été publié le 20 novembre 1885 dans la commune d'Alger, et que la demande des requérants n'a été enregistrée à la préfecture d'Alger que le 31 mai 1886, c'est-à-dire après l'expiration du délai prescrit par la loi; que, dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture a rejeté cette demande comme tardivement présentée;

(Rejet de la requête.)

CONSEIL D'ÉTAT

13 juillet 1888

Taxe des loyers, Algérie, employé de la guerre, imposition. — Voirie, chemins vicinaux, prestations en nature, Algérie, employé militaire, exemption.

Un portier-consigne logé dans les bâtiments de l'État doit être imposé à la taxe des loyers comme employé de la guerre dans le sens de l'art. 16 du décret du 4 novembre 1848.

Mais ce même fonctionnaire doit être exempté de la taxe des prestations comme faisant partie de l'armée active et ne pouvant être compris au nombre des personnes qui sont soumises à la dite taxe par l'art. 4 du décret du 5 juillet 1854 (1).

---

(1) Cpr. cons. d'État, 13 juill. 1877 (*Bull. jud. Alg.* 1879, p. 193); Cons. d'État, 16 mars 1888 (*suprà*, p. 480.)

(Chevalier)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête formée contre l'arrêté du conseil de préfecture de Constantine du 18 juin 1887; — Vu les décrets du 4 novembre 1848, du 5 juillet 1854, la loi du 13 mars 1875 et les tableaux y annexés ;

En ce qui concerne la taxe des loyers : — Considérant qu'aux termes de l'art. 11 du décret du 4 novembre 1848, les officiers de terre et de mer ayant des habitations particulières, soit pour eux, soit pour leur famille, les officiers sans troupes, officiers de l'état-major, officiers de gendarmerie, les employés de la guerre et de la marine dans les garnisons et dans les ports, les préposés de l'administration des douanes non casernés sont imposables à la taxe des loyers d'après le même mode et dans les mêmes proportions que les autres contribuables ;

Considérant que le sieur Chevalier, qui est portier-consigne à Sétif, en résidence fixe dans cette ville, et qui n'appartient à aucun corps de troupe, doit être considéré comme employé de la guerre au sens de l'art. 16 du décret précité du 4 novembre 1848, et en conséquence imposé à la taxe des loyers;

En ce qui concerne la taxe des prestations: — Considérant qu'aux termes de l'art. 4 du décret du 5 juillet 1845, sont seuls soumis à la taxe des prestations les habitants de l'Algérie, Européens ou indigènes, et les chefs de famille ou d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire;

Considérant qu'aux termes de la loi susvisée du 13 mars 1875 et des tableaux y annexés, les portiers-consignes sont rattachés à l'état-major du génie et font par suite partie de l'armée active; qu'il résulte de l'instruction que le sieur Chevalier était en 1887 portier-consigne en résidence à Sétif; qu'il suit de là qu'il ne pouvait être considéré comme habitant de l'Algérie au sens de l'article précité du décret du 5 juillet 1854, et que, dans ces circonstances, il est fondé à demander décharge de la taxe des prestations à laquelle il a été imposé, à raison de sa personne, pour l'année 1887, sur le rôle de la commune de Sétif ;

(Décharge des prestations. Arrêté réformé en ce qu'il a de contraire. Surplus des conclusions de la requête rejeté.)

MM. LACROIX, *rap.;* LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 février 1889

Obligation, action, partage, créancier, intérêt.

Pour exercer les droits et actions de son débiteur il suffit au créancier d'un intérêt sérieux et légitime ; — Spécialement, le créancier d'un successible pour une somme de 200 fr. est fondé à provoquer un partage ou une licitation au nom de son débiteur, encore bien que sa créance soit privilégiée, et quelle que puisse être la solvabilité du débiteur ; ce privilège et cette solvabilité n'offrant qu'une garantie illusoire au cas de refus de paiement ou d'indivision (1).

(Alland c. consorts Baraco)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que pour exercer les droits et actions de son débiteur, en vertu de l'art. 1166 C. civ., le créancier doit avoir un intérêt sérieux et légitime ; — Attendu que l'intérêt de l'appelant ne saurait être contesté dans l'espèce ; qu'il est créancier de la somme de 200 fr. pour frais d'inventaire ; que sa créance repose sur une décision judiciaire ; que la veuve Baraco, sa débitrice, n'a pas satisfait aux deux commandements des 14 août et 26 octobre 1888 ; que son état d'indivision avec ses enfants mineurs est un obstacle à toute

(1) Il faut évidemment supposer, dans l'espèce de l'arrêt ci-dessus, que le débiteur n'avait pas, en dehors de ses droits indivis, des biens clairs et nets sur lesquels le créancier eût pu se faire payer. A cet égard, V. Demolombe, t. 25, nº 115. — Jugé qu'il appartient aux juges du fait de vérifier si l'action du créancier repose sur un intérêt sérieux et légitime ; que, par suite, l'action d'un créancier en liquidation et partage d'une succession dévolue à son débiteur peut être déclarée non recevable, s'il est décidé qu'elle est prématurée et sans utilité pour la conservation de ses droits (Civ. rej. 26 juill. 1854, D. P. 54. 1. 303) ; — que le créancier ne peut exercer les droits et actions de son débiteur que s'il justifie d'un intérêt sérieux, et notamment qu'autant que sa créance est compromise (Req. 13 janv. 1873, D. P. 73. 1. 151) ; — que l'action du créancier en partage d'une succession échue à son débiteur peut être rejetée comme dépourvue d'intérêt, si cette succession ne comprend aucun immeuble, et que l'actif mobilier soit insuffisant pour acquitter les dettes (Req. 24 févr. 1869, D. P. 70. 1. 64).

voie d'exécution ; qu'il importe donc au créancier de le faire cesser et de réaliser sa créance sur l'attribution qui sera faite à sa débitrice, après le partage ;

Attendu que les considérations du jugement dont est appel, puisées dans la sécurité que le privilège affecte à la créance de l'appelant et dans la solvabilité de la débitrice, ne sont pas de nature à paralyser le droit qu'a tout créancier de poursuivre le recouvrement de sa créance ; qu'en effet le privilège attaché à une créance ne peut avoir son effet que par la réalisation du gage ; que ce privilège et la solvabilité du débiteur seraient une garantie illusoire, en cas de refus de paiement ou d'indivision, comme dans l'espèce ;

Attendu que la communauté d'entre les époux Baraco et la succession dudit Baraco se composent de divers lots urbains, ruraux et de jardins portant les numéros etc. ; que ces immeubles paraissent impartageables en nature ; qu'il y a donc lieu, en droit et en fait, d'en ordonner la licitation ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les intimés ; — Infirme le jugement dont est appel ; — Ordonne en conséquence qu'aux requête, poursuites et diligences de l'appelant, il sera procédé aux opérations de compte, liquidation et partage des communauté et succession dont s'agit, etc.

MM. POUCHERET, *ff. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Me DAIN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

21 février 1889

Hypothèque, Tunisie, constitution, formes, effets, droit de préférence, droit de suite, tiers détenteur, saisie, sommation de payer ou de délaisser, lois et coutumes tunisiennes, jurisprudence du tribunal de Tunis.

En Tunisie, d'après des règles consacrées par un usage constant et reproduites dans les art. 534 et 538 du décret beylical du 23 avril 1861, un immeuble non immatriculé peut être affecté comme garantie au remboursement d'une dette, et cette garantie, qui se constitue par la remise du titre entre les mains du créancier, présente tous les caractères d'une véritable hypothèque, conférant à celui-ci non seulement un droit de préférence, mais encore un droit de suite qui lui per-

met de saisir l'immeuble et de le faire vendre entre les mains des tiers détenteurs.

Plusieurs hypothèques peuvent être consenties sur un même immeuble ; il suffit pour cela que le titre de propriété de cet immeuble soit détenu pour le compte commun des divers créanciers hypothécaires soit par l'un d'eux, soit par un tiers.

Suivant les prescriptions rigoureuses du droit tunisien, la vente postérieure à la constitution d'hypothèque n'est pas opposable au créancier nanti du titre, et ce dernier peut faire saisir directement l'immeuble contre le débiteur sans même avoir besoin d'avertir l'acheteur ;

Toutefois, la jurisprudence du tribunal de Tunis, se fondant sur le texte et l'esprit de la loi du 18 avril 1883, tempère cette rigueur en décidant que le tiers détenteur doit recevoir, préalablement à la saisie, une sommation de payer ou de délaisser, faite suivant les formes tracées par l'art. 2169 C. civ., sans que d'ailleurs le tiers détenteur puisse prendre prétexte de cette formalité protectrice pour tenir en échec les droits du créancier hypothécaire et arrêter les poursuites.

(Banque de Tunisie et Pisani c. Franck Pineau, Mohamed ben Arous et succession Bernadaky)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Franck Pineau a acheté du sieur Hamida ben Ayed une propriété rurale située en Tunisie et connue sous le nom de domaine de Bouchateur ou Utique et de Tarfa, moyennant une somme de 600,000 fr., dont la moitié a été payée comptant ; — Attendu qu'il a été convenu entre les parties que la portion du prix qui est encore due pourrait subir une diminution à la suite d'une mensuration qui devait être faite par un géomètre ; — Attendu que, le 8 février 1885, les titres de propriété de ces domaines ont été déposés à la Banque de Tunisie, qui en a délivré deux reçus, l'un au sieur Hamida ben Ayed, l'autre au sieur Franck Pineau, et qui a promis de ne les remettre à l'acheteur qu'après le paiement complet du prix et sur la présentation de deux reçus ; — Attendu que, par acte du 6 février 1886, la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont prêté une somme de 100,000 fr. au sieur Franck Pineau, qui a constitué une hypothèque sur cet immeuble pour garantir cette créance ; — Attendu qu'il a été stipulé dans l'acte de prêt que cette hypothèque ne pren-

drait rang qu'après le privilège du vendeur; — Attendu que, le 18 mai 1887, le même immeuble a été l'objet d'une licitation entre le sieur Franck Pineau et son associé, le sieur Bernadaky et que ce dernier s'en est rendu acquéreur; — Attendu, enfin, qu'après le décès du sieur Bernadaky, ses héritiers ont fait vendre l'immeuble devant le tribunal de la Seine comme bien dépendant d'une succession bénéficiaire et qu'il a été adjugé au sieur Mohamed ben Arous le 12 mai 1888;

Attendu que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani, n'étant pas remboursés de leur créance hypothécaire, ont, le 23 janvier 1888, obtenu du tribunal de céans contre le sieur Frack Pineau un jugement de condamnation qui est aujourd'hui définitif; — Attendu qu'en exécution de ce jugement la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont saisi l'immeuble par procès-verbal de l'huissier Proal en date du 21 et du 22 août 1888, après avoir fait commandement au sieur Franck Pineau le 26 mai 1888, et après avoir adressé au sieur Mohamed ben Arous, le 31 mai 1888, une sommation de payer ou de délaisser;

Attendu que par exploit du 12 septembre 1888 le sieur Mohamed ben Arous a assigné la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani pour faire prononcer la nullité de la saisie; — Attendu que le sieur Mohamed ben Arous prétend à l'appui de cette demande que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani n'ont contre lui aucun droit de suite et que le prix d'adjudication est frappé de saisie-arrêt entre ses mains par le sieur Taïeb ben Ayed, cessionnaire du sieur Hamida ben Ayed, vendeur primitif, et par le sieur Coulon, créancier de la succession Bernadaky;

Attendu que par acte de défenseur à défenseur en date du 8 février 1889, le sieur Huc, agissant comme administrateur provisoire de la succession Bernadaky, s'est aussi opposé aux poursuites de la Banque de Tunisie et du sieur Michel Pisani, parce qu'elles auraient été portées à tort devant le tribunal de Tunis, et qu'elles devaient avoir lieu devant le tribunal de la Seine par la voie de folle enchère;

Attendu que ces deux instances sont connexes;

Joint les causes pour être statué sur le tout par un seul jugement;

Attendu que l'immeuble dont il s'agit n'a pas été immatriculé; — Attendu qu'un semblable immeuble peut, en Tunisie, être affecté comme garantie au remboursement d'une dette; — Attendu que cette garantie se constitue par la remise du titre entre les mains du créancier; que, quel que soit le nom qu'on lui donne, elle présente tous les caractères d'une véri-

table hypothèque, et qu'elle confère au créancier non seulement un droit de préférence, mais encore un droit de suite qui lui permet de saisir l'immeuble et de le faire vendre entre les mains des tiers détenteurs ; — Attendu que ces règles ont été consacrées par un usage constant ; qu'elles sont en outre reproduites dans les art. 534 et 538 du décret beylical du 23 avril 1861, qui a essayé la codification du droit civil et pénal tunisien ;

Attendu que rien n'empêche de constituer plusieurs hypothèques sur un même immeuble ; qu'il suffit pour cela que le titre de propriété de cet immeuble soit détenu pour le compte commun des divers créanciers hypothécaires, soit par l'un d'entre eux soit par un tiers ; — Attendu que ce procédé a été admis en France par la jurisprudence et la doctrine pour permettre d'établir plusieurs nantissements sur un seul objet mobilier ; que la coutume l'applique en Tunisie à l'hypothèque ;

Attendu enfin que, si l'on observait rigoureusement les prescriptions du droit tunisien, la vente postérieure à la constitution de l'hypothèque ne serait pas opposable au créancier nanti, et que ce dernier pourrait faire saisir directement l'immeuble contre le débiteur sans même avoir besoin d'avertir l'acquéreur (V. Goguyer, *Petit manuel de droit immobilier*, p. 33) ;

Attendu toutefois que d'après la jurisprudence de ce tribunal le tiers détenteur doit recevoir préalablement à la saisie une sommation de payer ou de délaisser faite suivant les formes tracées par l'art. 2169 C. civ. ; — Attendu en effet que cette exigence ne cause au créancier aucun préjudice et qu'il a paru équitable que le tiers détenteur fût informé des poursuites ; — Attendu que la sommation prévue par l'art. 2169 C. civ. constitue dans la loi française une procédure préliminaire de la saisie ; que l'accomplissement de cette formalité a donc pu être imposé pour les ventes poursuivies en Tunisie devant la juridiction française, puisqu'aux termes de la loi du 18 avril 1883, qui l'a organisée, cette juridiction doit suivre en matière civile la procédure en vigueur en Algérie ; — Mais attendu que le tiers détenteur ne saurait s'emparer de cette formalité protectrice pour tenir en échec les droits du créancier hypothécaire et pour arrêter ses poursuites ; — Attendu que des capitaux très importants sont placés en Tunisie sur hypothèque, conformément au système qui vient d'être indiqué ; qu'on ne pourrait donc contester les principes exposés ci-dessus et dénier au créancier nanti des titres le droit de suite sans léser de nombreux droits acquis, et sans apporter

dans la situation économique de la régence la perturbation la plus grande ;

Attendu qu'il y a lieu de faire à la cause l'application de ces principes, et que toute la question consiste à savoir si une hypothèque a été régulièrement constituée au profit de la Banque de Tunisie et de Michel Pisani ; — Attendu qu'aucun doute ne saurait s'élever à ce sujet ; — Attendu en effet qu'à partir de la vente qui lui a été consentie par le sieur Hamida ben Ayed, le sieur Franck Pineau est devenu propriétaire de l'immeuble et a pu en disposer sous la seule condition de respecter la créance privilégiée de son vendeur ; — Attendu que les titres de l'immeuble ont été déposés à la Banque de Tunisie à la fois pour le sieur Franck Pineau, propriétaire et pour le sieur Hamida ben Ayed, créancier privilégié, ainsi que le prouve la formalité du double reçu ; — Attendu que l'hypothèque établie par l'acte d'emprunt n'a causé aucun préjudice au sieur Hamida ben Ayed, puisqu'il a été convenu que cette hypothèque ne viendrait qu'après le privilège du vendeur ; — Attendu qu'à partir de cet acte la Banque de Tunisie a détenu les titres, d'une part pour le compte du sieur Hamida ben Ayed, et d'autre part pour son propre compte et celui du sieur Michel Pisani ; — Attendu que le sieur Franck Pineau, qui avait payé au moins la moitié du prix de l'immeuble, a fait un usage légitime de ses droits en constituant dans ces conditions cette hypothèque et que les parties ont accompli toutes les prescriptions exigées par la loi tunisienne pour sa validité ; — Attendu dès lors que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont un droit de suite auquel les aliénations successives de l'immeuble n'ont pas pu porter atteinte ;

Attendu, au surplus, que le cahier des charges en vertu duquel le sieur Mohamed ben Arous est devenu adjudicataire impose à l'acquéreur l'obligation de payer le prix d'abord aux précédents vendeurs jusqu'à concurrence de ce qui leur reste dû et ensuite à la Banque de Tunisie pour le montant de sa créance hypothécaire ; — Attendu que la Banque de Tunisie a eu soin de faire connaître par un dire inséré au cahier des charges l'existence de cette créance ; — Attendu qu'elle a déclaré dans ce dire qu'elle entendait se réserver tous les droits résultant pour elle de la détention du titre et la faculté de les exercer conformément aux lois tunisiennes ; — Attendu qu'au nombre de ces droits se trouve celui de faire saisir et vendre l'immeuble devant le tribunal français de Tunis : qu'il est formellement reconnu par l'acte d'emprunt que les prêteurs n'y ont jamais renoncé ni directement ni indirectement ;

qu'ils ne sont donc pas tenus de suivre la procédure de la folle enchère devant le tribunal de la Seine;

Attendu que les héritiers Bernadaky ne justifient nullement avoir commencé eux-mêmes cette procédure, et que du reste ils ne pourraient pas ainsi paralyser les poursuites de la Banque de Tunisie et du sieur Michel Pisani dont les droits sont antérieurs aux leurs; — Attendu qu'un débiteur ne saurait être substitué à un autre sans le consentement du créancier, et que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani n'ont jamais accepté d'avoir le sieur Bernadaky pour débiteur à la place du sieur Franck Pineau;

Attendu enfin que, si des saisies-arrêts ont été pratiquées entre les mains du sieur Mohamed ben Arous par le sieur Coulon, créancier de la succession Bernadaky et par le sieur Taïeb ben Ayed, cessionnaire du sieur Hamida ben Ayed, il n'est pas établi qu'elles aient été suivies d'une demande en validité et d'une dénonciation; — Attendu que ces saisies-arrêts sont donc radicalement nulles aux termes de l'art. 565 C. pr. civ.;

Attendu toutefois que le sieur Taïeb ben Ayed soutient que tout le prix d'adjudication est absorbé par la créance privilégiée du vendeur dont il est cessionnaire; — Attendu qu'un procès est engagé à ce sujet devant ce tribunal; — Attendu que dans ces conditions le sieur Mohamed ben Arous ne pourrait payer directement la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani sans s'exposer à un recours de la part du sieur Taïeb ben Ayed, mais qu'il doit verser son prix de vente à la caisse des dépôts et consignations, et que la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani déclarent dans leurs conclusions consentir à ce dépôt; — Attendu qu'il a été jugé que le tiers détenteur ne pouvait pas se soustraire à l'obligation de payer ou de délaisser en se prévalant de ce que la totalité du prix de l'immeuble se trouverait absorbée par des créanciers ayant des hypothèques antérieures à celles du poursuivant; — Attendu que le sieur Mohamed ben Arous n'est donc pas fondé à refuser le dépôt demandé et à prétendre jouir indéfiniment de l'immeuble sans en payer le prix; — Attendu que tel est le résultat auquel il voudrait arriver; mais qu'une semblable combinaison ne saurait être sanctionnée par la justice;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'en exerçant les poursuites dont il s'agit, la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani ont usé de leur droit de créanciers hypothécaires; — Que la demande de dommages-intérêts formée par Mohamed ben Arous doit donc être repoussée;

Attendu que les demandes de la Banque de Tunisie sont fondées sur une promesse reconnue et sur une condamnation précédente prononcée par un jugement qui n'a pas été frappé d'appel;

Par ces motifs: — Déboute le sieur Mohamed ben Arous et le sieur Huc ès qualités de leurs demandes, fins et conclusions; — Déclare valable la saisie pratiquée par la Banque de Tunisie et le sieur Michel Pisani; — Ordonne que la procédure sera reprise sur ses derniers errements et que mention du présent jugement sera faite à la suite du cahier des charges; — Dit toutefois que le sieur Mohamed ben Arous pourra arrêter les poursuites en déposant à la caisse des dépôts et consignations le prix moyennant lequel l'immeuble lui a été adjugé; — Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel, sans caution; — Condamne le sieur Huc ès qualité et le sieur Mohamed ben Arous aux dépens.

MM. FABRY, *vice-prés.*; VIAL, *ff min. pub.* — Mes GUEYDAN et BESSIÈRE, *déf.*, RICHARD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

9 janvier 1889

Degré de juridiction, taux du ressort, demande, caractère, appréciation, appel, recevabilité. — Jugement, matière musulmane, défaut de motifs, nullité.

Encore bien que, d'après la rédaction de la demande il semble s'agir d'une action tendant au paiement, pour trouble de possession, d'une somme n'excédant pas le taux du dernier ressort, l'appel n'en est pas moins recevable, lorsque du rapprochement de la demande et de la défense il résulte que le litige porte, en réalité, sur la propriété d'un terrain dont la nature, la valeur et le revenu sont indéterminés (1);

Est nul, par application de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, un jugement non motivé émanant d'une juridiction musulmane (2).

---

(1) Cpr. Alger, 31 oct. 1888 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 448).

(2) Les différents décrets qui ont successivement organisé la justice musulmane en Algérie imposent aux juges musulmans l'obligation de moti-

(Kouïder ben Gacem c. Ben Saâda ben Mohamed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, si la rédaction vicieuse de la demande tend à faire croire qu'il s'agit uniquement d'une action tendant au paiement d'une somme de 200 fr. pour réparation d'un trouble apporté à la possession, il suffit de rapprocher la demande de la défense pour se convaincre que les parties ont entendu se disputer tout ou partie de la propriété contestée; qu'interrogées à l'audience sur la valeur et le revenu du terrain en litige, elles n'ont pu fournir que des renseignements vagues et indécis ; qu'ainsi le litige est de nature indéterminée et l'appel recevable ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 avril 1810 les décisions judiciaires doivent être motivées à peine de nullité ; — Attendu que le premier juge s'est borné à affirmer que la parcelle revendiquée est indivise entre le demandeur et les défendeurs ; que cette affirmation, qui donne l'impression per-

---

ver leurs décisions (V. notamment Décr. 10 sept. 1886 et 17 avril 1889, art. 22). Mais aucun de ces textes n'attache expressément la peine de la nullité à l'inobservation de cette prescription légale. Dans l'espèce de l'arrêt ci-dessus, la sentence déférée à la Cour émanait d'un juge de paix, il est vrai, mais d'un juge de paix ayant statué comme juge musulman et en matière musulmane. Il ne semble pas, néanmoins, que cette dernière circonstance pût faire obstacle à l'application d'une disposition d'ordre public comme l'est l'art. 7 de la loi de 1810, et qui est observée dans la métropole quelle que soit la juridiction qui ait statué (V. D. A. v° *Jugement*, 963). L'arrêt de la Cour est à signaler, à ce titre. Et, se fût-il agi d'une sentence de cadi ou de bachadel, lesquels, pour être des juges indigènes, ne font pas moins partie d'un organisme judiciaire français, on peut dire que les mêmes considéraiions et le même intérêt commandaient la même décision.

Si l'absence de motifs peut permettre aux juges d'appel d'annuler une décision de cadi ou de juge de paix ayant statué en matière musulmane, il est à remarquer que ce vice ne pourrait donner ouverture à cassation contre les jugements ou arrêts de la juridiction musulmane du second degré, les seuls qui soient susceptibles de ce mode de recours. Aux termes, en effet, de l'art. 50 du décret du 17 avril 1889, les décisions de la Cour et des tribunaux d'arrondissement statuant comme juridictions d'appel en matière musulmane ne peuvent être déférées à la Cour de cassation que pour incompétence ou excès de pouvoir : disposition analogue à celle de l'art. 15 de la loi du 25 mai 1838, lequel ne permet le pourvoi contre les sentences des juges de paix que pour excès de pouvoir. Et il a été jugé que le défaut de motifs, dans un jugement de juge de paix, ne constitue pas l'excès de pouvoir dans le sens de l'art. 15 précité, et, par suite, ne peut donner ouverture à cassation. Req. 10 févr. 1868 (D. P. 68. 1. 422).

sonnelle du magistrat, ne saurait équivaloir à un motif tiré des faits de la cause ou des règles du droit ; qu'il est impossible de la discuter et de la contrôler ; — Attendu, au surplus, qu'en admettant même que la parcelle en question fût indivise entre le demandeur et les défendeurs, ainsi que l'affirme le premier juge, sans faire connaître ni les éléments de sa conviction, ni les constatations de la vue des lieux, ni les résultats de l'application des titres, ni la déclaration des témoins entendus, il ne s'ensuivrait pas que la demande dût être écartée purement et simplement ; qu'il resterait encore à déterminer les limites du lot de chacun, à rechercher si les parties n'ont pas excédé leur droit de jouissance et commis des empiétements, à fixer le dommage en résultant, à prendre les mesures nécessaires pour préciser à l'avenir les bornes exactes de la propriété de chaque intéressé ; — Attendu que ces diverses opérations ont été omises ou que, tout au moins, aucun document n'en a constaté l'accomplissement ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel recevable ; — Annule et met à néant, pour défaut de motifs, le jugement rendu entre parties par le juge de paix d'Aumale ; — Renvoie la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient après le jugement d'avant faire droit ; — Ordonne qu'il sera dressé procès-verbal de toutes les opérations auxquelles il sera procédé.

MM. PUECH, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes PROBST et GÉRARD DE MOURRICAUD, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.).

21 mai 1889

Responsabilité, Tunisie, pêche aux éponges, monopole, fermier, règlements tunisiens, usages locaux, navire étranger, éponges, confiscation, dommages-intérêts.

La seule faculté expressément impartie par leur cahier des charges aux fermiers des droits sur la pêche aux éponges dans les eaux tunisiennes pour garantir les intérêts de leur fermage est celle de garder à leurs frais et risques les côtes, la mer et l'intérieur des villes, et d'exercer une surveillance sur les redevables.

Ils tiennent en outre d'une pratique confirmée par l'usage, et justifiée par les nécessités d'une utile exploitation, certains droits tels que ceux de faire des perquisitions à bord des bateaux, d'y pratiquer préventivement et provisoirement la saisie de produits suspects et de placer des surveillants à bord des embarcations destinées à la pêche des éponges.

Mais ils ne sauraient être autorisés dans aucun cas, en se fondant sur une prétendue délégation de l'autorité, à se livrer à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou un caractère pénal, tels que la confiscation d'éponges opérée, à bord d'un navire étranger, dans les eaux de la régence, sans le contrôle des juridictions locales et sans entente préalable avec le gouvernement tunisien ;

Alors surtout qu'ils ne prouvent pas que les éponges par eux confisquées soient des éponges de contrebande.

En vain les fermiers prétendraient-ils motiver ladite confiscation sur ce fait que le capitaine dudit navire n'aurait pas manifesté les éponges qu'il avait à son bord, l'usage leur donnant simplement le droit, à défaut de production du manifeste (que d'ailleurs en fait ils n'ont pas requise), de faire sceller les éponges suspectes pour permettre d'en vérifier l'origine;

Et ils étaient d'autant moins fondés à prendre cette mesure arbitraire, que, plusieurs jours avant la saisie, un décret beylical du 14 hidjé 1304, applicable de ce chef dès sa promulgation, avait prévu et réglementé les conditions dans lesquelles les préposés des régies financières devaient opérer lorsqu'ils constateraient des contraventions, et avait attribué à diverses juridictions, suivant que le délinquant était Européen ou tunisien, la connaissance des faits reprochables.

En conséquence, c'est sans droit que lesdits fermiers se sont approprié les éponges par eux saisies, et ils doivent au capitaine réparation du préjudice qu'ils lui ont ainsi causé.

(Giordos c. Colombel et Maillard)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il n'est pas contesté par Colombel et Maillard, fermiers des poulpes et éponges, que, le 8 oc-

tobre 1884, ils ont fait saisir, dans les eaux de la régence de Tunis, 38 sacs d'éponges lavées fines à bord du navire grec *Madona Panaya*, capitaine Giordos; qu'ils ont ensuite fait à la douane le dépôt de ces éponges; qu'ils les ont plus tard fait vendre et s'en sont plus tard approprié le prix;

Attendu qu'assignés par Giordos en 30,000 fr. de dommages-intérêts, Colombel et Maillard résistent à cette demande en soutenant que les perquisitions et la saisie faites à bord du *Panaya* ont été régulièrement pratiquées; que les éponges saisies avaient d'ailleurs été péchées dans les eaux tunisiennes et conséquement en fraude de leur droits; que, délégataires du gouvernement tunisien, ils ont puisé dans une pratique et des usages constants de ce gouvernement le droit de confisquer à leur profit des produits introduits en contrebande dans la zone de douane maritime; qu'au surplus, et quelle qu'eût été la provenance des éponges saisies à bord de la *Madona Panaya*, le fait seul que le capitaine de ce bateau avait omis de les manifester à l'arrivée autorisait les fermiers à se les attribuer;

Attendu qu'après avoir critiqué la régularité des perquisitions effectuées à son bord, le demandeur a abandonné ce moyen à l'audience; qu'il a reconnu également aux fermiers des poulpes et éponges le droit de saisir préventivement des produits pouvant leur sembler suspect; mais qu'il leur a dénié celui de s'approprier arbitrairement ces produits sans en avoir au préalable fait vérifier la provenance; — Qu'il a prétendu, d'autre part, que les éponges objet du litige n'avaient pas été pêchées par lui dans les eaux de la régence, mais dans celles de la Tripolitaine, à Zouara;

Attendu qu'ainsi précisé dans ses lignes essentielles, ce procès impose au tribunal l'obligation de déterminer: — 1° quels sont les droits que Colombel et Maillard, fermiers du gouvernement tunisien, tiennent explicitement du contrat qui a réglé avec le gouvernement les conditions de leur adjudication; — 2° quels sont les droits qu'ils peuvent utilement revendiquer en se prévalant des usages locaux qui ont souvent force de loi dans la régence; — 3° enfin, quelles modifications ont pu être apportées à ces droits ou à ces usages par le décret du 14 hidjé 1300 (3 octobre 1884), qui a réglementé dans la régence les douanes et les monopoles de l'État;

Attendu que c'est le 4 juillet 1882 que Colombel et Maillard ont été déclarés adjudicataires du fermage des éponges et poulpes pour une durée de trois années à partir du 13 juillet 1882 et pour un prix de 250,000 piastres par an; — Attendu qu'en se reconnaissant adjudicataires, Colombel et Maillard

se sont engagés à se conformer aux clauses d'un cahier des charges qui règle les conditions dans lesquelles les fermiers devront exercer leur monopole ; — Que ce cahier des charges a été produit ; que sans doute il ne prévoit ni tous les détails ni tous les modes d'exécution dont les fermiers pourront se prévaloir pour tirer de leur privilège un entier profit ; — Qu'il reste néanmoins dans son ensemble et dans son esprit le pacte auquel les fermiers ont consenti à se soumettre;

Attendu qu'à son art. 9 ce cahier des charges spécifie que c'est au fermier qu'incombera sur mer, sur les plages, dans les ports d'embarquement, dans l'intérieur des villes, la surveillance et la garde qui seront reconnus nécessaires pour le bon exercice des fermages ; — Qu'à l'art. 8 il est dit que, pour assurer la régularité des perceptions tant sur le droit de pêche qui appartient au fermier que sur le droit d'exportation qui revient au domaine, le fermier ne pourra délivrer de permis de pêche qu'en imposant aux pêcheurs certaines obligations indiquées de façon explicite : celle d'apporter le produit de leur pêche dans un des ports d'embarquement où le fermier et le conseil d'administration sont représentés, celle de ne pas communiquer avec la terre, sauf le cas de force majeure dûment constaté ; celle enfin d'accepter à leur bord un ou plusieurs gardiens désignés par le fermier, ayant mission de surveiller les pêches ; — Attendu enfin qu'au même article il est ajouté que toutes les contraventions de la part des pêcheurs aux règles qui viennent d'être indiquées devront être immédiatement communiquées par le fermier à l'agent du conseil d'administration pour en requérir de concert la répression devant l'autorité compétente ;

Attendu que de ces dispositions nettement formulées il faut induire : 1° que la seule faculté expressément impartie aux fermiers pour assurer et sauvegarder les intérêts de leur fermage est celle de garder à leurs frais et risques les côtes, la mer, l'intérieur des villes, d'exercer une surveillance sur les redevables ; — 2° que dans aucun cas, dès lors, ils ne sont autorisés à se livrer arbitrairement à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou un caractère pénal tel que la confiscation ; — 3° enfin que, dans leurs rapports avec les contrevenants, ils doivent au contraire se soumettre au contrôle des juridictions locales et n'agir que de concert avec le gouvernement tunisien, de qui ils tiennent leur fermage et qui, soit au point de vue de l'exportation, soit au point de vue des responsabilités dont il pourrait être tenu vis-à-vis des fermiers, a des intérêts communs avec ceux-ci ;

Attendu toutefois qu'il ne semble pas douteux qu'aux principes de cette réglementation sont venues s'ajouter certaines pratiques confirmées par l'usage et justifiées par les nécessités d'une utile exploitation ; — Que c'est ainsi notamment que les fermiers ont pu être amenés à faire des perquisitions à bord des bateaux, à y pratiquer préventivement et provisoirement des saisies de produits suspects, à contraindre les pêcheurs qui apporteraient dans les eaux de la régence des éponges pêchées dans d'autres eaux à faire sceller ces éponges afin d'éviter les confusions et les fraudes ; — Que c'est ainsi surtout et en dehors même du cahier des charges que les fermiers se sont vu attribuer ce droit considérable de placer des surveillants à bord des embarcations destinées à la pêche des éponges ; — Qu'il était, en effet, juste et légitime que ces mesures pussent être prises par les fermiers ; — Qu'elles sont une conséquence nécessaire de toute perception douanière ; — Qu'elles dérivent directement au surplus de ce droit de garde et de surveillance que l'art. 9 du cahier des charges confère aux fermiers des poulpes et éponges ; — Mais attendu que cet octroi de droits essentiellement limités dans leur exercice et ayant le caractère de mesures préventives exclut virtuellement celui d'un droit non seulement plus ample mais absolu et irrémédiable dans ses effets, tel que la confiscation opérée sans contrôle et arbitrairement par celui à qui elle doit profiter ;

Attendu que vainement Colombel et Maillard ont tenté de soutenir que substitués par le seul fait de leur adjudication au gouvernement tunisien ils ont été à ce titre autorisés à recourir à une mesure qui dans la régence aurait toujours été le seul mode possible de réprimer la contrebande lorsqu'elle était pratiquée par des pêcheurs de nationalité européenne ; — Attendu que d'abord et en fait les défendeurs n'ont pas prouvé cet usage qu'ils invoquent ; que les certificats qu'ils produisent dans ce but n'ont aucune signification sérieuse, émanant de fermiers d'autres monopoles qui, eux aussi, ont pu avoir intérêt à recourir aux mêmes procédés et qui ne l'ont fait qu'à leurs risques et périls ; — Attendu, d'autre part, que, constitutif d'un acte de réparation civile ou d'un acte de répression pénale, le droit de confiscation est de ceux qu'un particulier ne peut exercer sans se faire justice à lui-même ou sans entreprendre sur les attributions de l'autorité ; — Qu'à supposer donc qu'un tel droit puisse être délégué, cette délégation au moins doit être expresse et ne peut se présumer ; — Que les textes visés plus haut, loin de contenir une telle présomption, sont au contraire une affirmation certaine que le gouvernement

tunisien, quelle que soit d'ailleurs la façon dont lui-même ait antérieurement opéré, n'a pas autorisé ses fermiers à recourir aux mêmes moyens ; — Attendu enfin que loin d'être un argument en faveur des défendeurs l'art. 6 du cahier des charges qu'ils ont invoqué contredit expressément leur prétention ; que si, en effet, cet article les considère comme mandataires du gouvernement tunisien, c'est uniquement dans le but restreint de les placer pour tout ce qui concerne leur fermage sous la juridiction tunisienne ;

Attendu, et à un autre point de vue, qu'à supposer que Colombel et Maillard aient pu, en se basant sur des usages locaux, procéder à une confiscation, encore faudrait-il qu'ils aient indiqué dans quelles circonstances ils pouvaient en vertu de ces usages exercer seuls et personnellement ce droit exorbitant ; — Que dans une lettre émanée d'un de leurs représentants il est, il est vrai, affirmé qu'ils savaient pertinemment que les éponges saisies à bord de la *Panaya* étaient des éponges de contrebande ; — Qu'ils ont fait plaider ce moyen, mais que cette affirmation de leur part ne repose que sur des présomptions qui peut-être ne sont pas dépourvues d'apparence mais que le demandeur a contredites par des présomptions d'ordre semblable et de semblable valeur ; — Qu'en cet état d'incertitude Colombel et Maillard, qui avaient pourtant charge de cette preuve, ne justifient donc même pas qu'ils aient été victimes de faits de contrebande et qu'en confisquant les éponges trouvées à bord de la *Madona Panaya* ils n'aient fait que se ressaisir d'un produit pêché dans les eaux dont ils avaient le fermage ; — Qu'il leur eût été facile cependant d'administrer cette justification si, comme il a été plaidé et comme ils ne l'ont pas contesté, les éponges pêchées dans les eaux de Sfax et celles pêchées à Zouara, en Tripolitaine, diffèrent si essentiellement d'aspect et de valeur qu'il n'est pas possible de confondre les unes et les autres ;

Attendu que les défendeurs n'ont pas démontré davantage que le seul défaut par le capitaine Giordos d'avoir manifesté les éponges qu'il avait à son bord ait dû avoir pour effet d'autoriser les fermiers des éponges et poulpes à user sans recours et sans contrôle de ce droit de confiscation qu'ils se sont arrogé ; — Qu'il est à noter d'abord que, dans la pratique ordinaire de la douane, c'est à l'arrivée dans les ports que les capitaines ont l'obligation de remettre spontanément copie de leur manifeste ; que lorsqu'ils se trouvent au contraire en mer dans la zone de frontière maritime et soumis alors à des perquisitions de la part des agents compétents, c'est à ceux-ci

de requérir, s'ils le jugent utile, la présentation du manifeste; — Attendu que, s'il semble certain que Giordos, avant les perquisitions dont il a été l'objet, ait débarqué à Sfax, il est non moins prouvé qu'alors aucune demande de manifeste ne lui a été faite et qu'il a pu retourner à son bord sans être inquiété; — Qu'il n'est donc pas établi qu'il fût alors en possession des éponges saisies plus tard et qu'il n'a pas été efficacement contredit lorsqu'il a prétendu qu'il les avait péchées à Zouara après son débarquement; — Attendu, quoiqu'il en soit, que, la présentation du manifeste n'ayant pas été exigée à terre, il incombait au moins aux agents de Colombel et Maillard d'exiger cette production lorsqu'ils se transportaient pour réquisitionner à bord de la *Panaya*; qu'ils n'ont pu le faire, le capitaine Giordos n'étant pas alors à son bord, et que c'est ainsi en dehors de lui que la saisie a été faite; que dans toute hypothèse la question resterait de savoir si la formalité du manifeste était bien imposée, dans les eaux de la régence, aux embarcations péchant en vue des côtes; — Qu'il semble, en effet, résulter de documents versés au procès par les défendeurs eux-mêmes que, lorsqu'ils ont traité avec le gouvernement, cette obligation du manifeste n'était pas prescrite aux pêcheurs par les usages locaux ou plutôt qu'il lui en était substitué une autre : celle de déclarer les éponges péchées dans les eaux tunisiennes et de les faire sceller par les fermiers; d'où il suit que Colombel et Maillard avaient l'obligation ou de requérir le manifeste ou, faisant sceller les éponges suspectes, de prendre directement et spontanément cette mesure de contrôle qui de leur avis leur eût permis de vérifier si les éponges saisies provenaient des eaux de Sfax ou si, comme l'a constamment soutenu Giordos, elles avaient été pêchées en Tripolitaine à Zouara; qu'ils n'ont satisfait ni à l'une ni à l'autre de ces obligations;

Attendu, à un autre point de vue, que le 3 octobre 1884, c'est-à-dire cinq jours avant la saisie à laquelle Colombel et Maillard ont procédé, un décret beylical, le décret du 14 hidjé 1301, avait prévu et réglementé les conditions dans lesquelles les préposés des régies financières devaient opérer lorsqu'ils constateraient des contraventions, et avait attribué à diverses juridictions, suivant que le délinquant est Européen ou Tunisien, la connaissance des faits reprochables; — Attendu que, réglementant des matières d'ordre public et attribuant à une certaine classe de contrevenants bénéfice de juridiction, les dispositions du décret susvisé étaient de ces chefs applicables dès sa promulgation et que c'est vainement que les défendeurs voudraient soutenir qu'ayant contracté avec le gouver-

nement tunisien sous l'empire d'une réglementation différente, ce gouvernement n'a pu légalement modifier leur situation ;

Attendu que de tout ceci il résulte que c'est sans droit que Colombel et Maillard se sont approprié 38 sacs d'éponges lavées fines au préjudice du capitaine Giordos ; qu'ils doivent à celui-ci réparation du préjudice qu'ils lui ont causé ; — Attendu toutefois que Giordos, à qui le décret du 14 hidjé susvisé réservait droit de recourir à la justice pour sauvegarder ses droits, a négligé en temps ce recours ; qu'il a ainsi rendu plus difficile et plus douteux l'appréciation du préjudice qui lui a été causé ; — Qu'il y a lieu de tenir compte de la faute commune des parties dans l'appréciation des dommages-intérêts ;

Par ces motifs : — Dit que c'est sans droit que Colombel et Maillard ont confisqué et fait vendre à leur profit 38 sacs d'éponges lavées fines appartenant à Giordos ; — Et, en réparation du préjudice causé, les condamne envers le demandeur au paiement d'une somme de 28,000 fr. de dommages-intérêts ; — Les condamne en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; FROPO, *f. min. pub.* — Mes ABÉASIS et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.).

23 juillet 1888

Saisie exécution, demande en distraction d'objets saisis, nullité d'exploit, demande nouvelle, recevabilité, adjudication, demande postérieure, dommages-intérêts, restitution en nature.

Toute demande en distraction d'objets mobiliers saisis doit contenir à peine de nullité et d'irrecevabilité l'énonciation des titres de propriété du tiers revendiquant (C. pr. civ., art. 608) (1).

(1) Jugé que, conformément à l'art. 69 de l'ordonnance du 26 sept. 1842, cette nullité et cette irrecevabilité sont facultatives pour le juge, en Algérie : Alger, 13 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1880, p. 248) ; Alger, 5 déc. 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1883, p. 254) ; Alger, 16 juill. 1883 (*eod. loc.* p. 225) ;

Si la nullité de l'exploit contenant la demande en distraction a été prononcée pour vice de forme sans que le fond du droit ait été examiné et jugé, cette demande peut être régulièrement renouvelée sans qu'il soit possible de l'écarter par aucune exception tirée de l'autorité de la chose jugée.

Il en est ainsi même après la vente des objets saisis, alors surtout que les droits du revendiquant ont été formellement réservés sur le prix d'adjudication ;

La demande ainsi renouvelée ne peut avoir d'autre objet que la valeur des objets saisis et des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par la saisie et la vente, mais non leur restitution en nature (1).

Alger, 30 nov. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 178) et les renvois ; — qu'il en est de même en Tunisie : Tunis, 7 mars 1889 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 242) et les renvois. — Jugé, en sens contraire, que l'art. 69 précité ne s'applique pas à cette nullité : Alger, 20 déc. 1886 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 85) et la note.

(1) Une demande en distraction d'objets mobiliers annulée pour irrégularité de l'exploit par lequel elle a été introduite peut-elle être valablement renouvelée après la vente des objets saisis ? La première objection était que le demandeur en revendication était forclos par cette vente, la seconde était qu'un jugement antérieur ayant annulé un premier exploit de distraction pour vice de forme, en fait, pour absence de l'énonciation des preuves exigée par l'art. 608 du C. pr. civ., l'autorité de la chose jugée rend irrecevable toute réclamation nouvelle formée par le tiers revendiquant relativement aux mêmes objets et contre les mêmes parties.

Sans s'arrêter à ce raisonnement, la Cour d'Alger a déclaré régulière une demande de distraction renouvelée par le propriétaire de biens indûment saisis après leur vente mais avant la distribution du prix entre les créanciers saisissants ; cette solution nous paraît commandée par les circonstances particulières de l'espèce qui seront rappelées plus loin autant que par les principes généraux sur les nullités d'actes de procédure.

Il est de règle en effet que l'annulation d'un exploit n'entraîne d'autre conséquence juridique que celle de contraindre son auteur, ou plus généralement celui à la requête duquel il a été rédigé, à la réitérer en une forme régulière sous cette double condition que cette réitération interviendra en temps utile (art. 2247 du C. civ.), et que d'autre part elle ne se heurtera à aucune disposition spécialement prohibitive (art. 294 C. pr. civ.). V. Garsonnet, *Préc. de proc. civ.*, t. 2, § CXCVI, p. 16.

Or, aucun texte ne prescrivant que la demande en distraction soit formée en un délai préfix, il en résulte qu'elle peut être régulièrement formée ou réitérée tant qu'il ne s'est produit aucun fait juridique qui la rende sans objet ou la destitue de tout effet utile. Et ces faits doivent être diversement appréciés suivant qu'il s'agit de régler les rapports du distrayant avec l'adjudicataire ou les créanciers saisissants.

Sous le premier point de vue, il est admis qu'une demande en distraction

(Alaminos c. Sauve, Vasco et autres).

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Alaminos fils contre un jugement du tribunal civil de Mostaganem du 6 avril 1887; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel :

---

peut être introduite tant qu'aucune adjudication n'a été prononcée, mais devient inutile après cet événement (Rousseau et Laisney, VII, v° *Saisie-exécution*, n° 176 ; Garsonnet, *op. cit.*, t. 3, § 583, p. 658 ; Grenoble, 21 févr. 1832, D. A. v° *Saisie-exécution*, n° 289 ; Nîmes, 22 juin 1882, D. P. 84. 2. 117). Ainsi il est certain que l'adjudicataire ne saurait être troublé par aucune réclamation émanant du propriétaire des objets indûment saisis ; à son égard, la demande en distraction équivaut à une action en revendication contre laquelle le protège l'art. 2279, sauf le cas de perte ou de vol ; et il faut ajouter que le saisi ne pouvant s'enrichir aux dépens de celui dont les biens ont servi à désintéresser ses créanciers personnels doit lui faire raison de leur valeur (Garsonnet, *loc. cit.*).

Ainsi, perte du droit de propriété — la revendication pouvant bien retarder ou, s'il se peut, empêcher l'adjudication, mais non en compromettre les effets — et naissance d'une action personnelle contre le saisi, telles sont les conséquences normales d'une vente sur saisie dans les rapports du revendiquant avec l'adjudicataire et le saisi. Cette action récursoire étant le plus souvent frappée d'inefficacité par l'état d'insolvabilité de celui qui en est passible, on a dû se préoccuper de réserver au revendiquant un certain droit sur le prix d'adjudication en tant du moins qu'il peut être exercé sans préjudicier aux droits acquis des créanciers saisissants. Or, lorsque ceux-ci ont touché ce qui leur est dû, il ne peut être question de les soumettre, pour ce qu'ils ont reçu, à aucune répétition ultérieure. C'est donc seulement lorsque la valeur des biens saisis est intacte — au cours d'une contribution ouverte pour la répartition des fonds produits par la vente — qu'on peut admettre le propriétaire à faire valoir ses prétentions ; mais, suivant les circonstances, l'exercice de ce droit sera libre ou soumis à certaines conditions. Si, par exemple, la demande en distraction a été tardivement formée, il se peut que le distrayant encoure une condamnation à des dommages-intérêts adjugés soit au saisissant pour lui tenir compte de frais qu'il a inutilement exposés par une faute imputable au réclamant, soit à l'ensemble des créanciers pour le retard que cette réclamation tardive fait subir à la liquidation de leurs droits (Garsonnet, *loc. cit.*, notes 44 et 47).

Selon ces données, le présent arrêt valide une demande en distraction formée après la vente mais avant la répartition du prix d'adjudication entre les créanciers saisissants ; implicitement donc, il admet le revendiquant à s'attribuer la valeur des objets saisis dont la contribution n'a pas encore affecté le montant aux créanciers ; et, dans l'espèce, on devait aussi lui permettre d'exercer son droit sans aucune condition de dommages-intérêts, à raison de cette circonstance de fait que la vente avait eu lieu postérieurement à l'exploit d'opposition, annulé il est vrai, mais sur la provocation

Attendu qu'aux dates des 21 août, 4, 18 et 19 décembre 1885, les sieurs Sauve, Vasco et Billiard ont fait notamment saisir entre les mains du sieur Simon, leur débiteur, un troupeau de porcs de 280 bêtes ; — Attendu qu'Alaminos a revendiqué ledit troupeau, comme saisi à tort et lui appartenant ; — Attendu que par jugement du 10 novembre 1886, de sa 1re chambre, la Cour a infirmé ce jugement ; que ledit arrêt a considéré l'assignation d'Alaminos comme faite en violation des prescriptions de l'art. 608 C. pr. civ., et l'a déclarée nulle

---

des saisissants eux-mêmes, ceux-ci l'ayant réclamée afin d'éviter le dépérissement des objets saisis et sous réserve des droits du distrayant tels qu'ils pourraient être reconnus par le tribunal compétent. Notre arrêt s'est abstenu, avec raison d'ailleurs, de statuer sur tous ces points ; il se borne à déclarer recevable la demande en distraction dont la validité était le seul objet du litige et à renvoyer les parties pour la liquidation de leurs droits devant le tribunal originairement saisi ; mais le soin avec lequel sont relevées les circonstances de la cause laisse assez pressentir quelle solution la Cour eût donnée si ces questions lui eussent été posées ou s'il lui eût été possible d'exercer son droit d'évocation.

Enfin, de quel poids pouvait être l'objection tirée de l'autorité de la chose jugée, pour faire rejeter cette demande en distraction qui, par hypothèse, avait été formulée en temps utile ? La doctrine généralement admise est que, si l'art. 1351 fait obstacle à tout essai de discussion nouvelle sur une question précédemment tranchée par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, à l'inverse, il ne s'oppose aucunement au renouvellement d'une action déduite en justice lorsque celle-ci a échoué non pour un motif tiré du fond du droit, mais simplement pour un vice de forme l'entachant au moment où elle a été présentée (Aubry et Rau, t. VIII, p. 369, § 769 et notes 12 et 13).

Par voie d'analogie, il en devait être de même dans notre espèce où la demande primitive n'avait été écartée que pour irrégularité de forme et non pour défaut de droit du propriétaire. En fait, cette demande s'était présentée avec une lacune qui la rendait suspecte, car c'est pour éviter l'abus des demandes en distraction et donner quelques garanties de leur caractère sérieux que la loi contraint le distrayant à énoncer ses titres de propriété. Donc, le rejet de cette demande irrégulière pouvait bien avoir pour conséquence d'obliger le propriétaire à la réitérer sous une forme nouvelle et irréprochable, mais non de l'empêcher de faire valoir ultérieurement son droit, alors surtout qu'il n'avait encore fait l'objet d'aucun débat judiciaire. Aussi bien, cette solution est-elle conforme au seul précédent de jurisprudence qu'on puisse relever sur cette question. Trib. civ. de Béziers, 20 janv. 1875, *Journ. des Huissiers*, t. 56, p. 188, cité par Rousseau et Laisney, *loc. cit.*, n° 174. — En résumé, l'art. 1351 ne fait aucunement obstacle à ce qu'une demande en distraction d'objets mobiliers, écartée pour contravention à l'art. 608 C. pr. civ., soit ensuite renouvelée et soumise à l'examen du tribunal compétent.

Jules CABOUAT.

pour ne pas contenir l'énonciation des preuves de propriété exigée par le dit article; — Attendu que le 17 février 1887 le sieur Alaminos a renouvelé sa demande devant le tribunal de Mostaganem; — Mais attendu que par le jugement dont est appel le même tribunal a repoussé cette fois ladite demande par l'exception de la chose jugée; — Attendu que les parties de Mes Garau et Blasselle réclament la confirmation de ce jugement; qu'elles excipent, de plus, d'une autre cause d'irrecevabilité de la demande d'Alaminos; — Qu'elles soutiennent, à cet égard, que cette demande ne pouvait plus se produire après la vente des objets saisis;

En ce qui touche l'exception de la chose jugée : — Attendu que c'est à tort qu'elle a été admise par les premiers juges; — Que le fond de la demande n'avait été ni abordé ni examiné par la Cour; qu'à ce sujet aucune décision n'avait été rendue par elle et que, dès lors, il n'y avait pas chose jugée sur ce point; — Attendu qu'Alaminos pouvait valablement renouveler sa demande, déclarée nulle pour défaut de forme; que l'art. 608 ne prononce en effet qu'une nullité d'exploit, qu'il ne contient aucune déchéance de l'action;

En ce qui touche la deuxième exception : — Attendu que les animaux revendiqués ont été, à la vérité, vendus antérieurement à la demande nouvelle, mais que cette vente n'a eu lieu que postérieurement à l'exploit d'opposition à la vente du 2 octobre 1885, et sur la provocation des saisissants eux-mêmes, qui la réclamaient « dans l'intérêt de toutes parties en » vue d'éviter le dépérissement, pour le prix à provenir de la » dite vente être déposé dans une caisse publique, le tout » sans préjudicier au droit d'Alaminos, dans le cas où la re» vendication faite par ce dernier serait admise par le tribu» nal compétent; » — Attendu qu'il suit de là que les prétentions du revendiquant ont été réservées sur le prix; — Attendu que la demande actuelle d'Alaminos a pour but, non de se faire restituer en nature les animaux vendus, auquel cas elle serait irrecevable; mais de faire établir par justice qu'il était propriétaire des animaux saisis, de s'en faire attribuer le prix, et de se faire allouer aussi des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par la saisie et par la vente;

Attendu qu'envisagée et précisée de la sorte dans ses fins principales, la dite demande demeure juridiquement recevable; — Attendu qu'Alaminos aurait pu la produire, sans doute, au cours d'une contribution ouverte pour la distribution du prix de la vente, mais que rien ne fait obstacle à ce qu'il fasse dès maintenant statuer sur ses prétentions par

voie principale à l'encontre de tous les créanciers du débiteur qui se sont manifestés jusqu'ici ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement attaqué ; — Décharge l'appelant des dispositions et condamnations portées contre lui audit jugement ; — Statuant à nouveau ; — Dit qu'il n'y a pas chose jugée sur le fond de la demande du sieur Alaminos ; — Déclare en conséquence ladite demande recevable de ce chef, la dit également recevable dans les conditions où elle se produit à nouveau devant la justice ; — Rejette à cet égard la deuxième exception proposée par les sieurs Sauve, Vasco, Billiard et Bernard fils ; — Et, attendu que la cause n'est pas en état de recevoir une solution au fond, et que, par suite, la Cour ne peut évoquer ; — Renvoie l'affaire et les parties devant le tribunal de Mostaganem composé de juges autres que ceux qui ont pris part aux jugements des 10 novembre 1885 et 6 avril 1887 ; — Condamne dès maintenant les parties de Mes Blasselle et Garau aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et ROBE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

4 mai 1888

Taxe sur les chiens, Algérie, chien de chasse, chien de garde, catégorie, classement.

Un chien qui, bien que non employé à la chasse, n'est cependant pas exclusivement affecté à la garde, doit être, au point de vue de la taxe, classé dans la première catégorie, aux termes de l'art. 1er de l'arrêté ministériel du 6 août 1856.

(Brout)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête formée contre l'arrêté du conseil de préfecture de Constantine du 12 avril 1887 ; — Vu le décret du 4 août 1856 ; — Vu l'arrêté ministériel du 6 août 1856 ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 1er de l'arrêté ministériel susvisé du 6 août 1856, les chiens qui peuvent être classés dans la 1re ou dans la 2e catégorie sont rangés dans celle dont la taxe est la plus élevée; — Considérant qu'en admettant que le chien dont s'agit ne soit pas employé à la chasse, il n'est pas établi qu'il soit exclusivement affecté à la garde ; que, dès lors, c'est avec raison que le sieur Brout a été imposé et maintenu à la taxe municipale sur les chiens, pour l'année 1887, sur le rôle de la commune de Jemmapes, à raison d'un chien de la 1re catégorie ;

(Rejet de la requête sur ce chef.)

CONSEIL D'ÉTAT

1er juin 1888

Taxe des loyers, Algérie, cercle militaire, admission de non militaires.

Un cercle militaire qui se tient dans les bâtiments de l'État, mais qui n'est pas exclusivement réservé aux officiers de la garnison, et qui reçoit des fonctionnaires civils, même de simples particuliers, est passible de la taxe des loyers.

(Nifenecker. — Réunion des officiers d'Aumale)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le recours formé par le sieur Nifenecker, président de la réunion des officiers d'Aumale, tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du conseil de préfecture d'Alger, en date du 27 janvier 1887, qui a décidé que les locaux occupés par le cercle dont il s'agit étaient imposables à la taxe des loyers ; — Ce faisant, attendu qu'en vertu du décret du 12 juillet 1886, les cercles militaires sont des établissements dont tous les officiers de la garnison sont membres de droit et d'obligation ; qu'ils sont administrés sous la surveillance du commandant d'armes et que leurs statuts sont approuvés par l'autorité supérieure ; que les cotisations sont perçues au moyen d'un prélèvement mensuel sur la solde des officiers ; que par suite, et à raison de leur carac-

tère d'utilité publique, lesdites réunions doivent être affranchies de la taxe des loyers pour les locaux qui leur sont affectés, accorder la décharge demandée; — Vu les observations du ministre de l'intérieur tendant au maintien de l'arrêté attaqué, par le motif que la réunion des officiers d'Aumale n'a pris le caractère d'utilité publique que depuis le 8 juillet 1887, date où ses nouveaux statuts ont été approuvés par le général commandant le 19e corps d'armée; qu'antérieurement à ladite date, elle constituait un simple cercle où étaient admis à la fois les fonctionnaires civils et les notables de la localité;

Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, du 4 novembre 1848;

Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'au 1er janvier 1886 le cercle présidé par le sieur Nifenecker n'était pas réservé exclusivement aux officiers de la garnison d'Aumale; qu'il comprenait des fonctionnaires civils et même de simples particuliers; qu'en admettant que les cercles militaires, dans les conditions où ils ont été réorganisés par le décret du 12 juillet 1886, c'est-à-dire postérieurement à la date précitée, aient droit à l'exemption des contributions publiques, le requérant ne saurait se prévaloir dudit décret pour soutenir que les locaux occupés dans les bâtiments de l'État par la réunion des officiers d'Aumale ne seraient pas imposables à la taxe des loyers; que, dès lors, sa requête doit être rejetée;

(Rejet de la requête.)

MM. FLEURY-RAVARIN, *rap.*; VALABRÈGUE, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

Cour d'assises, jury, Algérie, incapacité, loi du 21 novembre 1872, décret du 7 août 1848, applicabilité, promulgation.

N'est pas incapable d'être juré en Algérie un individu condamné pour entretien d'une concubine au domicile conjugal, cette incapacité n'étant pas au nombre de celles édictées par l'art. 2 de la loi du 21 novembre 1872 (1re espèce).

Contrà : *Le décret du 7 août 1848, sur le jury, rendu applicable à l'Algérie par le décret des 24 octobre-19 novembre*

1870, est demeuré en vigueur dans cette région, nonobstant les lois postérieures qui, non promulguées en Algérie, n'ont pas modifié les règles relatives aux incapacités et incompatibilités en cette matière.

Est, par suite, incapable d'être juré, en Algérie, aux termes de l'art. 2 § 3 du décret du 7 août 1848, un individu qui a été condamné, par une juridiction répressive quelconque, civile ou militaire, à une peine correctionnelle pour un fait qualifié crime par la loi (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

31 juillet 1884

—

(Min. pub. c. X.)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 2 § 5 de la loi du 21 novembre 1872, 339 C. pén. et 441 C. instr. crim. ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal d'ouverture de la première session de l'arrondissement de Bône que la Cour d'assises a, par arrêt du 19 mars dernier, ordonné la radiation du nom du sieur L., porté sous le n° 20 de la liste des jurés titulaires, par le motif que ce juré ayant été, par jugement du tribunal de Marseille du 4 juin 1865, condamné à 100 francs d'amende, pour entretien d'une concubine dans le domicile conjugal, se trouvait dès lors dans un cas d'incapacité prévu par la loi; — Attendu qu'en prononçant cette radiation, la Cour d'assises a fait une fausse application de l'art. 2,

---

(1) La première des deux décisions contraires ci-dessus publiées était de nature à susciter de sérieux embarras dans la pratique et à compliquer d'un nouvel élément de difficulté le problème de l'applicabilité en Algérie des lois non promulguées dans ce pays. Il n'en a rien été cependant. Cet arrêt du 31 juillet 1884 est unique, croyons-nous. La Cour de cassation avait jusque-là jugé, ainsi qu'elle l'a fait dans la deuxième de nos espèces, que la loi de 1872 n'était pas applicable à l'Algérie, n'y ayant pas été promulguée. V. notamment, crim. cass., 4 mai 1876 (*Bull. crim.* 1876, p. 219) ; 24 févr. 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 129). Un arrêt de la même Cour du 23 février 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 208) se prononce dans le même sens.

§ 5 de la loi du 21 novembre 1872 ; — Que cette disposition de loi, qui déclare incapables d'être jurés les condamnés à l'amende, ou à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentats aux mœurs prévus par les art. 330 et 334 du C. pén., ne comprend pas au nombre des délits qui entraînent cette incapacité l'entretien d'une concubine au domicile conjugal, prévu par l'art. 339 du C. pén. ; — Que la Cour d'assises a donc arbitrairement créé une cause d'incapacité que la loi n'a pas prononcée ;

Par ces motifs : — Casse et annule, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la Cour d'assises de Bône, en date du 18 mars 1884.

MM. LŒW, *prés.* ; VÉTELAY, *rap.* ; RONJAT, *av. gén.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

16 juin 1887

—

(Saïd et Amar Kelifa c. min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, pris de la violation de l'art. 2 § 3 du décret du 7 août 1848, en ce qu'un des membres du jury de jugement aurait été incapable de siéger en cette qualité :

Attendu qu'aux termes dudit article sont incapables d'être jurés les individus qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour des faits qualifiés crimes par la loi ; que cette disposition est générale et doit être appliquée quelle que soit la juridiction de laquelle émane la condamnation prononcée pour le fait qualifié crime par la loi ;

Attendu que le décret du 7 août 1848 sur le jury, rendu applicable à l'Algérie par le décret des 24 octobre-19 novembre 1870, est demeuré en vigueur dans cette région ; que les lois postéricures, non promulguées en Algérie, n'ont d'ailleurs pas modifié sur ce point les règles relatives aux incompatibilités ;

Attendu que de l'arrêt de la Cour d'assises de Constantine, en date du 6 mai 1887, il résulte que le sieur D... a été maintenu sur la liste de la session, bien qu'il ait été condamné, le 23 mai 1886, par le conseil de guerre de Durango (Mexique), à la peine de deux années d'emprisonnement pour

faux en matière d'administration militaire, par application de l'art. 257 du C. de just. milit. ; — Attendu que, d'après ledit article, tout militaire qui commet un faux en matière d'administration militaire est puni de la peine des travaux forcés à temps et, s'il existe des circonstances atténuantes, de la reclusion ou d'un emprisonnement de deux à cinq ans ; — Que le sieur D..., condamné à l'emprisonnement par application dudit article, l'avait été pour fait qualifié crime par la loi, et qu'il a néanmoins siégé comme deuxième juré dans l'affaire concernant les demandeurs ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises de Constantine, en date du 13 mai 1887... renvoie devant la Cour d'assises d'Alger.

MM. LŒW, *prés.* ; AUGER, *rap.* ; LOUBERS, *av. gén.* — Mes COURT et DEMONTS, *av.*

Sept arrêts identiques rendus à la date des 9, 16 et 23 juin 1887.

CONSEIL D'ÉTAT

—

2 mars 1888

—

Contributions directes, Algérie, conseil de préfecture, compétence, formes d'instruction, impôts arabes, lezma, réclamation, délai, recevabilité, patentes, réclamation, termes échus, quittance non produite, irrecevabilité.

—

Les conseils de préfecture, en Algérie, statuant sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans les mêmes formes d'instruction, il en résulte que l'art. 28 de la loi du 21 avril 1832 et l'art. 8 de la loi du 4 août 1844 sont applicables, en Algérie, aux demandes en décharge ou réduction des impôts directs (Ord. 10 août 1834, 15 avril 1845, et 1er sept. 1847 ; arr. 9 déc. 1848) (1) ;

En conséquence, le contribuable qui, lors de la publication des rôles de l'impôt lezma dans une commune, avait sa résí-

(1) Dans le même sens, arrêts du conseil d'État des 4 mai et 2 novembre 1888.

dence dans une autre commune, est recevable à former une réclamation dans les trois mois de la connaissance par lui acquise de l'imposition (1re espèce) ;

Mais la réclamation non accompagnée de la quittance des termes échus est irrecevable et demeure telle, bien que le contribuable ait acquitté le montant desdits termes postérieurement à l'arrêté du conseil de préfecture qui a déclaré l'irrecevabilité (2e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Er-Reski bel Houssine)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du conseil de préfecture de Constantine en date du 23 décembre 1886, etc. ;

Vu la loi du 21 avril 1832, les ordonnances des 10 août 1834, 15 avril 1845, 1er septembre 1847, l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1847, l'ordonnance du 17 janvier 1845, le décret du 11 novembre 1874, le décret du 26 août 1881 ;

En la forme : — Considérant que, d'après l'art. 28 de la loi du 4 août 1844, les demandes en décharge ou réduction des contributions directes doivent être formées dans les trois mois de la publication des rôles; que, d'après l'ordonnance royale du 10 août 1834, modifiée par celles des 15 avril 1845 et 1er septembre 1847, et par l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1848, les conseils de préfecture, en Algérie, statuent sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans les mêmes formes d'instruction; qu'il suit de là que les articles précités des lois des 21 avril 1832 et 4 août 1844 sont applicables, en Algérie, aux demandes en décharge ou en réduction des impôts directs; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que, lors de la publication des rôles de l'impôt lezma dans la commune mixte de Guergour, pour l'année 1886, le sieur Er-Reski bel Houssine avait sa résidence dans la commune mixte d'Akbou; que dès lors sa réclamation, quoique formée plus de trois mois après la publication des rôles, était recevable, et qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté susvisé du conseil de préfecture de Constantine qui a rejeté sa demande comme tardivement présentée;

Considérant, d'autre part, que l'état de l'instruction ne permet pas de statuer au fond sur la réclamation du sieur Er-Reski bel Houssine; que, par suite, il y a lieu de le renvoyer devant ledit conseil pour y être statué au fond après instruction, etc.;

(Annulation de l'arrêté. Renvoi du sieur Er-Reski Bel Houssine devant le conseil de préfecture de Constantine pour y être statué sur sa demande après instruction.)

MM. LACROIX, *rap.*; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

(Hadj Amar ben Ali)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du conseil de préfecture de Constantine, en date du 13 janvier 1887, etc.;

Vu la loi du 21 avril 1832, art. 28, les ordonnances des 10 août 1834, 15 avril 1845, 1er septembre 1847, et l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1848;

Considérant que, d'après l'art. 28 de la loi du 21 avril 1832, tout contribuable qui demande décharge ou réduction de ses contributions directes doit joindre à sa réclamation la quittance des termes échus; que, d'après l'ordonnance du 10 août 1834, modifiée par celles des 15 avril 1845 et 1er septembre 1847, et par l'arrêté du chef du pouvoir éxécutif du 9 décembre 1848, les conseils de préfecture, en Algérie, statuent sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans la même forme d'instruction; qu'il suit de là que l'article précité de la loi du 21 avril 1832 est applicable, en Algérie, aux demandes en décharge ou réduction des impôts directs;

Considérant que le sieur Hadj Amar ben Ali n'a pas produit devant le conseil de préfecture la quittance des termes échus de sa contribution; que, dès lors, c'est avec raison que ledit conseil a déclaré sa demande non recevable; que, si, à la date du 16 février 1887, le sieur Hadj Amar ben Ali a acquitté le montant desdits termes, ce paiement, postérieur à l'arrêté du

conseil de préfecture, ne saurait avoir pour effet de rendre la demande recevable ;

(Rejet de la requête.)

MM. FLEURY-RAVARIN, *rap.*; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

30 octobre 1889

Cour d'assises, Juré, serment, prestation, refus, jugement, session ultérieure, accusé, détention préventive, prolongation, faute, préjudice, dommages-intérêts.

Le juré qui refuse de prêter le serment obligatoire imposé à tous les jurés, sans distinction de croyances, par l'art. 312 du C. d'inst. crim. (1) *et fait ainsi renvoyer à une session ultérieure le jugement de l'affaire dans laquelle il est appelé à siéger commet une faute et fait subir à l'accusé un préjudice dont il lui doit réparation ;*

Pour l'évaluation de ce préjudice il n'y a pas lieu de faire état de la prolongation de la détention préventive, alors, d'une part, que l'accusé, jugé à une autre session, n'a pas été acquitté, et que, d'autre part, l'accusé au lieu de demander le renvoi de son affaire à un autre jour de la session (2) *s'était borné à demander acte de ses réserves à fin de dommages-intérêts contre le juré qui avait refusé de prêter serment.*

(Ladet c. de Redon)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que l'art. 312 du C. d'inst. crim., toujours en vigueur, impose à tous les citoyens, sans distinction de croyances, de prêter un serment dont il donne la formule, lorsque le sort les a désignés pour faire partie d'un jury de jugement ; que la jurisprudence de la Cour de cassation considère le refus de prêter ce serment dans les

(1) V. C. d'ass. d'Oran, 20 mars 1882 (*Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 188) ; Crim. cass. 30 mai 1882 (*eod. loc.* p. 196) ; C. d'ass. d'Alger, 19 déc. 1883 et 11 mars 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 222) et la note.

(2) V. C. d'ass. d'Oran, 20 nov. 1882 (*loc. cit.*)

termes prescrits comme équivalant au retrait anticipé du juré prévu par l'art. 398 du C. inst. crim. et puni des peines portées en l'art. 396 du même Code ; qu'en effet, ce serment est prescrit à peine de nullité, et son refus a pour effet légal de faire renvoyer le jugement de l'affaire à une session ultérieure ; — Que de Redon, juré ayant refusé de prêter ce serment obligatoire, a donc commis une faute et fait rejeter à une session ultérieure le jugement de l'affaire concernant l'accusé Ladet ; qu'en principe il lui a ainsi causé un préjudice ; qu'il y a lieu d'en évaluer le quantum ;

Attendu, en ce qui touche la prolongation de sa détention préventive, que Ladet est mal fondé à en arguer ; qu'en effet, lorsque plus tard il a été jugé par une autre Cour d'assises, il n'a point été acquitté, ce qui justifierait pleinement sa demande ; qu'il n'a pas même, il s'en faut de beaucoup, eu le minimum de la peine qui lui était applicable d'après les réponses du jury, mais qu'il a vu, à raison des circonstances atténuantes, sa peine diminuée non seulement d'un, mais de deux degrés ; que, les magistrats chargés de l'application de la peine tenant dans tous les cas possibles compte au condamné de la durée de la détention préventive, ceux qui ont condamné Ladet avaient une large marge pour compenser le préjudice souffert par lui ; qu'il est à remarquer en outre que Ladet pouvait demander le renvoi de son affaire à un autre jour de la session ; que, sur sa demande formelle, ce renvoi était possible ; mais qu'au lieu de le demander, il a, dès le premier jour, témoigné d'un esprit de spéculation particulier en demandant seulement acte de ses réserves à fin de dommages-intérêts contre le juré qui avait refusé de prêter serment dans les termes de l'art. 312 susvisé ; que dans ces conditions le seul préjudice que Ladet ait réellement souffert a été une prolongation de l'anxiété où se trouve naturellement tout homme appelé à répondre à une accusation aussi grave que celle qui pesait sur un repris de justice, accusé de plusieurs vols qualifiés ; mais que cette prolongation encore pouvait être abrégée peut-être sur la demande de Ladet ; que, sans doute la Cour pouvait ne pas accuillir cette demande, mais qu'il est constant que Ladet ne l'a point adressée ;

Attendu que la Cour a des éléments suffisants pour apprécier dans ces conditions la réparation pécuniaire due par de Redon à Ladet ;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit de Redon opposant à l'arrêt de défaut congé du 28 mars 1887 ; rétracte ledit arrêt ; — Et statuant sur l'appel, le déclare régulièrement interjeté ;

Au fond : — Confirme en principe le jugement déféré ; mais

en ce qui touche les dommages-intérêts, émendant, réduit à 5 fr. la condamnation en principal prononcée en faveur de Ladet par le jugement du tribunal civil d'Alger en date du 18 mai 1887 ; — Condamne de Redon aux dépens de son appel.

MM. LOURDAU, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes CHARPENTIER et GASTU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

6 novembre 1889

Requête civile, justice musulmane, conditions, pièces décisives, recouvrement, identité, partie adverse, rétention, acte de notoriété, preuve.

Les jugements ou arrêts définitifs en matière musulmane peuvent être attaqués par la requête civile dans les conditions prévues par les art. 480 et suiv. C. pr. civ. (1), *et notamment pour la cause énoncée au § 10 de l'article précité, à charge, par le demandeur, de prouver que les pièces décisives par lui produites ont été recouvrées depuis le jugement, et qu'elles avaient été retenues par la partie adverse.*

La preuve de l'identité des documents prétendus recouvrés avec ceux produits à l'appui de la requête civile ne saurait résulter d'un acte de notoriété dans lequel des témoins relatent la découverte de pièces dont ils ignorent le contenu et dont ils n'ont jamais pris connaissance.

(Les Ouled Senan c. les Zenakhra Maoucha)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 50 du décret du 17 avril 1889, les jugements ou arrêts définitifs peuvent être attaqués par la requête civile dans les conditions prévues par les art. 480 et suivants C. pr. civ.; que parmi les causes énumérées audit art. 480 comme pouvant rendre recevable ce mode exceptionnel de recours il en est une seule qui, de

(1) Cpr. Alger, 7 juin 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 371) et la note ; et, s'agissant de décisions des juridictions musulmanes en Kabylie, Alger, 17 mars 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 224) et la note. — V. aussi trib. supér. d'Alger, 18 déc. 1839 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1839, 21).

l'aveu même des requérants, peut être invoquée à l'appui de leur requête, et qui consiste dans le fait d'avoir, depuis le jugement, recouvré des pièces décisives et qui avaient été retenues par le fait de la partie ;

Attendu que les requérants affirment bien remplir cette condition, mais qu'ils ne le justifient pas ; qu'en effet, d'une part, pour établir qu'ils ont découvert, depuis l'arrêt du 16 janvier 1871, des pièces décisives qui n'étaient pas alors en leur pouvoir, ils produisent un acte de notoriété dressé par le cadi de Médéah le 28 avril 1889 ; mais que cette attestation de témoins racontant la découverte, faite en 1875 à Aïn Berkoul, de pièces dont ils ignorent le contenu et dont ils n'ont jamais pris connaissance, ne saurait avoir aucune valeur juridique et ne présente pas le moindre caractère de précision pour assurer l'identité des documents prétendus retrouvés avec ceux qui sont produits à l'appui de la requête civile ; que, d'autre part, il n'est ni prouvé ni même allégué que ces pièces aient été retenues, au moment de l'instance de 1871, par le fait des Zenakhra Maoucha ; — Qu'ainsi, la requête civile doit être déclarée non recevable parce qu'elle ne rentre dans aucune des dix conditions énumérées en l'art. 480 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Déclare irrecevable la requête civile présentée par la djemaâ des Ouled Senan et par les neuf indigènes agissant en leur nom individuel contre l'arrêt du 16 janvier 1871, et les condamne aux dépens et à 100 fr. de dommages-intérêts envers les Zenakhra Maoucha.

MM. PUECH, *prés.* ; WURTZ, *av. gén.* — Mes LE DENTU et L'ADMIRAL, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (1re Ch.)

24 octobre 1889

Contrat selem, Tunisie, usages locaux, caractère, inexécution, prix, avance, remboursement.

Le contrat selem, *spécial au pays, ne renferme, d'après les usages tunisiens, qu'une avance sur le prix d'une quantité d'huile à provenir de la récolte lors prochaine et livrable à l'époque de cette récolte ; — Ce contrat doit se régler dans l'année ; — A défaut de livraison au temps fixé, la partie qui a fait l'avance sur le prix n'a droit qu'au remboursement de*

cette avance et, en outre, à la réparation du préjudice résultant de l'inexécution (1).

(Hattin Attia c. Habib)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le contrat *selem*, dont l'exécution est demandée, est un contrat *sui generis*, spécial au pays et régi uniquement par les usages locaux ; — Attendu que, d'après ces usages, il ne renferme pas autre chose qu'une avance sur le prix d'une certaine quantité d'huile à provenir de la récolte des oliviers qui doit suivre la confection du contrat et livrable à l'époque de cette récolte ; — Que les usages locaux veulent que de pareils contrats se règlent dans l'année, ainsi qu'il a été reconnu par le tribunal de Tunis (9 juin 1884, affaire Ahmed Zarrouk et veuve Lévy) ; qu'au cas d'inexécution, c'est-à-dire de non livraison au temps fixé, celui des deux contractants qui a consenti l'avance sur le prix n'a droit qu'au remboursement de cette avance, plus à des dommages-intérêts pour le préjudice qui lui a été causé ; — Attendu que le préjudice dont la réparation est ainsi due peut résulter notamment : 1° du dommage causé par l'inutilisation du capital avancé pendant un temps donné ; 2° de l'inutilisation du matériel industriel rendu sans emploi par le défaut de livraison au temps fixé ; 3° de la privation du bénéfice sur la revente des huiles promises en temps opportun ;

Attendu qu'en l'espèce il est constant que le défendeur n'a pas livré à la dernière récolte des oliviers, soit vers la fin de février 1889, les 100 métars d'huile qu'il avait promis : — Qu'il doit donc être condamné à rembourser aujourd'hui les 1,500 piastres qu'il a reçues ; — Que le défaut de livraison dont le défendeur est coupable a occasionné au demandeur un préjudice certain ; que ce préjudice consiste dans la privation du capital avancé pendant huit mois et dans la perte des bénéfices qui auraient été réalisés sur la revente

---

(1) Le contrat *selem*, au moyen duquel les récoltes d'oliviers, principale richesse du Sahel tunisien, sont vendues par anticipation, sert trop souvent à disimuler un prêt usuraire. Au cas de non livraison des olives au temps fixé, on demande le montant de la valeur de l'huile au cours du jour et l'on a soin de ne faire cette réclamation qu'au moment où il n'y a plus sur la place de marchandises à un cours modéré. — Le jugement que nous rapportons a tenu à rappeler et préciser le véritable caractère du contrat, que la jurisprudence des tribunaux indigènes avait laissé dégénérer en simple obligation payable toujours en numéraire.

des huiles promises ; que le tribunal possède les éléments d'appréciation nécessaires pour évaluer ce préjudice à la somme de 1,000 piastres ; que ces dommages-intérêts étant demandés, au moins implicitement, par les conclusions d'Éliaou Habib, il convient de les lui adjuger ;

Par ces motifs : — Condamne El Hadj Hassin Attia à payer à Éliaou Habib, pour les causes susénoncées, la somme de 2,500 piastres, etc.

MM. BERGE, *prés.* ; DRAPIER, *juge supp. ff. subst.* — Mes JACQUEMART et KRAFT, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (1re Ch.)

—

24 octobre 1889

—

Nantissement, Tunisie, immeuble, non immatriculation, droit musulman, titre, détention, preuve.

—

Le nantissement d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment au regard du débiteur, conformément aux règles du droit musulman, de la détention non frauduleuse du titre par le créancier.

(Cosba c. Gorchan)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur l'annulation du gage immobilier : — Attendu qu'en droit musulman, le nantissement immobilier résulte suffisamment de la détention non frauduleuse du titre par le créancier et que, si cette détention n'est pas toujours par elle-même opposable aux tiers, aucune autre condition n'est imposée pour la preuve de la mise en gage d'un immeuble non immatriculé à l'égard du débiteur ;

Par ces motifs : — En la forme reçoit l'opposition formulée par les consorts Gorchan contre le jugement du 12 juillet 1889 ; — Au fond, les en déboute, dit que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet, etc.

MM. BERGE, *prés.* ; DRAPIER, *juge supp. ff. subst.* — Mes JACQUEMART et DRAPIER, *av.*

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

22 octobre 1888. — Décret modifiant celui du 27 janvier 1887, relatif à la composition territoriale des communes de plein exercice de Lodi et de Damiette. *(B. O.,* 1888, p. 1216.)

19 novembre 1888. — Décret du bey relatif à l'enregistrement des actes reçus par les notaires. *(J. O. T.,* 29 nov. 1888.)

Vu l'article 10 du décret du 30 Kada 1291 (1) organisant le service des notaires ;

Considérant que quelques-uns de ces fonctionnaires enregistrent les actes d'une façon tellement sommaire que le sens en est obscur ou altéré ;

Considérant qu'il importe de sauvegarder, par une réglementation précise, les intérêts du public ;

Art. 1er. — Les notaires sont tenus d'enregistrer in extenso les actes reçus par eux, sous peine de révocation et de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 2. — Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 10 du décret susvisé en ce qui concerne les relevés mensuels que les notaires doivent présenter au cadi.

23 novembre 1888. — Loi autorisant la ville d'Oran à emprunter 68,020 fr. pour travaux d'installation et d'aménagement d'un collège de jeunes filles. *(B. O.,* 1888, p. 1186.)

Art. unique. — La ville d'Oran est autorisée à emprunter une somme de soixante-huit mille vingt francs (68,020 fr.), remboursable en quarante ans, pour travaux d'installation et d'aménagement du collège de filles de la dite ville.

Cet emprunt sera réalisé auprès du Crédit foncier de France ou du Crédit Algérien, aux conditions souscrites par ces établissements pour les emprunts contractés par les départements, les villes et les communes, en conformité de la loi du 20 juin 1885.

27 novembre 1888. — Décret du bey sur le contentieux administratif. *(J. O. T.,* 29 nov. 1888.)

Vu le décret du 10 djoumadi-el-tani 1300 (18 avril 1883) portant promulgation dans la régence de la loi au 27 mars 1883 (2), sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu les décrets du 27 djoumadi-el-tani 1300 (5 mai 1883) et du 9 chaoual 1301 (31 juillet 1884) (3) étendant la juridiction française en Tunisie,

Sur le rapport de notre premier ministre ;

---

(1) *Rev. Algér.*, 1886. 3. 31.

(2 et 3) *Rev. Algér.*, 1885. 3. 39 et 50.

Art. 1er. — Sont soumises aux juridictions civiles instituées dans la régence, dans la limite de la compétence attribuée à chacune d'elles, toutes les instances tendant à faire déclarer l'administration débitrice, soit à raison de l'inexécution des marchés conclus par elle, soit à raison des travaux qu'elle a ordonnés, soit à raison de tout acte de sa part ayant, sans droit, porté préjudice à autrui.

Doivent être portées devant les mêmes juridictions, les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers.

Art. 2. — Les affaires sont toujours réputées sommaires et instruites comme telles devant les tribunaux et la Cour d'appel. Toutefois, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire. Les parties intéressées peuvent présenter elles-mêmes leurs observations ou les adresser sous forme de mémoire signifiés à la partie adverse et déposés au greffe. Dans le cas où les parties seraient représentées par un mandataire, ce mandataire ne pourra être choisi que parmi les défenseurs ou les avocats. Toutefois, les administrations publiques seront valablement représentées par un de leurs fonctionnaires.

Art. 3. — Il est interdit aux juridictions civiles d'ordonner, soit accessoirement à l'une des demandes ci-dessus, soit principalement, toutes mesures dont l'effet serait d'entraver l'action de l'administration, soit en portant obstacle à l'exécution des règlements légalement pris par elle, soit en enjoignant l'exécution ou la discontinuation de travaux publics, ou en modifiant l'étendue et le mode d'application.

Art. 4. — Il est également interdit aux juridictions civiles de connaître de toutes demandes tendant à faire annuler un acte de l'administration, sauf le droit pour la partie intéressée de poursuivre par la voie gracieuse la réformation de l'acte qui lui fait grief.

Art. 5. — Les décisions rendues en matière administrative seront toujours susceptibles d'appel. L'appel est suspensif. La juridiction saisie de l'appel statue en dernier ressort.

Aucun recours en cassation ne peut avoir lieu, si ce n'est pour excès de pouvoir résultant de la violation des articles 3 et 4 ci-dessus. Dans ce cas, le recours peut être formé directement contre toute décision en premier ou dernier ressort, soit d'office, par le ministère public, soit à la requête du résident général, par le ministre de la justice. Ce recours est suspensif.

L'annulation prononcée par la Cour de cassation est opposable à toutes les parties en cause.

1er décembre 1888. — Décret portant interdiction en France et en Algérie de la saccharine et des substances saccharinées. *(B. O.,* 1888, p. 1226.)

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu la loi du 7 mai 1881;

Vu l'avis rendu le 13 août 1888, par le comité consultatif d'hygiène publique de France;

Art. 1er. — L'importation en France et en Algérie de la saccharine et des substances saccharinées est interdite.

6 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. relatif au vinage des vins destinés à être exportés à l'étranger ou dans les colonies françaises. *(B. O.,* 1888, p. 1227.)

Vu les décrets du 26 décembre 1884 (1) et du 27 juin 1887 (2);
Vu l'article 1er du décret du 22 décembre 1887 (3), qui rend exécutoire en Algérie l'art. 8 du décret du 12 février 1870;
Vu l'avis du Conseil d'État en date du 24 novembre 1887 (4);
Vu l'arrêté du 23 janvier 1888 (5), réglementant le vinage en Algérie et fixant le degré alcoolique au-dessus duquel les vins cessent d'être traités comme tels et sont taxés comme spiritueux;
Vu l'arrêté du 16 avril 1888 (6), ramenant en Algérie de 15°9 à 12°9 la limite du vinage en franchise;
Vu le 4e § de l'art. 21 du décret-loi du 17 mars 1852;
Considérant que, s'il a été reconnu nécessaire de fixer pour le vinage des vins dont la destination n'est pas constatée et qui peuvent être indifféremment consommés dans la colonie ou expédiés dans la métropole une limite maxima, cette réglementation n'a pas de raison d'être pour les vins destinés à être exportés hors du territoire algérien, à l'étranger ou dans les colonies françaises;
Considérant que la législation métropolitaine sur les boissons autorise sans limite de degré le vinage en franchise des taxes de toute nature sur les alcools employés à cette opération, pour les vins destinés à l'exportation à l'étranger ou dans les colonies françaises;
Considérant que, dans l'intérêt de la production algérienne, il importe de traiter les vins algériens destinés à l'exportation de la même manière, au point de vue du vinage, que les vins de la métropole appelés à cette destination;
Considérant, toutefois, que le bénéfice du vinage en franchise sans limite de degré ne saurait être accordé sans inconvénient si l'exercice de ce droit n'était soumis à certaines conditions propres à prévenir les abus et les fraudes;
Sur l'avis de la commission spéciale de l'octroi de mer;
Le conseil de gouvernement entendu;
Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les producteurs de vins en Algérie sont autorisés, aux conditions ci-après déterminées, à viner en franchise des droits sur les alcools employés à cette opération et sans limite de degré, les vins destinés à être exportés à l'étranger ou dans les colonies françaises.

Art. 2. — L'opération du vinage des vins devant recevoir cette destination ne pourra avoir lieu que dans un des ports d'embarquement de l'Algérie, pourvu d'un bureau de douane. Elle se fera à quai dans l'emplacement affecté à cet usage, en présence du producteur intéressé ou de son représentant et des employés de l'octroi.

Les vins vinés dans ces conditions seront, sur-le-champ, placés sous la main de la douane et devront être embarqués à destination de l'étranger ou des colonies dans les vingt-quatre heures qui suivront l'opération du vinage.

Art. 3. — Les alcools et les vins destinés à être mélangés devront être représentés séparément aux agents de l'octroi. La décharge des droits sur les alcools ainsi employés sera accordée au producteur sur la présentation des justifications ci-après :

1° Certificat des agents de l'octroi qui ont assisté au vinage, constatant :
1° La quantité d'alcool ajouté aux vins;
2° La force alcoolique du vin après l'addition de l'alcool;
3° La quantité totale de liquide obtenue après l'opération du vinage;

(1 et 2) *Rev. Algér.*, 1885. 3. 30 et 1887. 3. 141.
(3 et 4) *Rev. Algér.*, 1888. 3. 21.
(5 et 6) *Rev. Algér.*, 1888. 3. 27 et 107.

2° Certificat des agents de la douane attestant d'abord la remise qui leur a été faite immédiatement après le vinage des vins ainsi vinés, ensuite l'embarquement de ces mêmes vins à destination de l'étranger ou des colonies françaises. A défaut de la production de ces justifications, le déclarant sera tenu de payer sur-le-champ les droits sur les alcools employés au vinage.

Art. 4. — Les dispositions du présent arrêté ne sont, en aucun cas, applicables aux vins artificiels, aux vins de provenance étrangère constatée et aux vins algériens renfermant une proportion d'extrait sec inférieure à 18 grammes par litre.

13 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. portant règlement pour l'exploitation et la vente de l'alfa en Algérie. (*B. O.*, 1888, p. 1223.)

Vu l'art. 6 § 2, et l'art. 8 de la loi du 9 décembre 1885 (1), ainsi conçu :

« Art. 6, § 2. — Des arrêtés du gouverneur général, pris en conseil de gou-
» vernement, détermineront les conditions de l'exploitation, de la vente et de
» l'exportation de l'alfa. »

« Art. 8. — Toutes les contraventions aux arrêtés rendus en exécution de
» l'art. 6 seront passibles d'une amende de 20 à 500 fr. et pourront l'être, en
» outre, d'un emprisonnement de six jours à six mois. »

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — La cueillette de l'alfa et toutes opérations relatives à l'achat de ce textile aux ouvriers alfatiers sont soumises, en Algérie, à une période annuelle d'interdiction dont la durée est fixée à quatre mois.

Le Tell comprend tout le territoire situé au nord de la ligne passant, dans le département d'Oran, par Gar-Rouban, Sebdou, Magenta, Saïda, Frendah, Aïn-Touda sur le Nahr-Ouassel ; dans le département d'Alger, par le Nahr-Ouassel, Bou-Guezoul, Djebel-Sikra, Nadjar sous Tourba, Djebel-Bouzid, et dans le département de Constantine, par Djebel-Bouzid, Djebel-Mahadid, N'Gaous, Aïn-Touta, Aïn-Beïda et Djebel-Boudjabar.

Les Hauts-Plateaux comprennent les régions situées au sud de la ligne ci-dessus déterminée et dans lesquelles l'exploitation de l'alfa est autorisée par arrêté du général commandant la division.

Pour le Tell, la période d'interdiction dure du 16 janvier au 15 mai.

Pour les Hauts-Plateaux, elle commence le 1er mars et prend fin le 1er juillet. Un arrêté préfectoral ou du général rendu sur l'avis du service forestier pourra, si la maturité le permet, sur un point donné, devancer l'époque fixée de quinze jours au plus.

Quant aux alfas des versants sahariens et ceux des versants sud des Choots qui avoisinent les dunes, ils devront être respectés, c'est-à-dire exploités seulement par les indigènes et pour leurs usages.

Les années de disette ou de calamité pour les populations indigènes, l'ouverture des chantiers sera devancée suivant les besoins.

L'interdiction de la cueillette s'applique à tous les terrains indistinctement, quel qu'en soit le propriétaire : État, communes et particuliers, tant européens qu'indigènes.

Art. 2. — La récolte de l'alfa se fera par voie d'arrachis à la main ou au bâtonnet, à l'exclusion de tout instrument tranchant.

L'arrachis de souches d'alfa pour le chauffage et autres emplois industriels est prohibé.

Art. 3. — Tout particulier qui voudra établir un chantier ou une bascule

(1) *Rev. Algér.*, 1886. 3. 12.

pour l'achat et la manipulation de l'alfa en adressera la déclaration à la sous-préfecture ou à la subdivision, suivant le territoire.

Cette déclaration indiquera d'une manière précise l'emplacement choisi pour l'installation projetée : elle mentionnera également le nom du chef de chantier préposé à la bascule. Elle sera faite en double expédition, dont une sur timbre, qui sera rendue au déclarant après visa.

Les fraudes (fausses pesées sur les chantiers), tant du côté du vendeur que de l'acheteur, seront constatées par procès-verbal, à la diligence des fonctionnaires ou agents désignés à l'art. 6.

Art. 4. — L'incinération de l'alfa dans les terrains déjà exploités est interdite d'une manière absolue à toutes les époques de l'année.

Partout ailleurs cette incinération ne pourra avoir lieu que sur autorisation du sous-préfet et du général commandant la subdivision, suivant les territoires. La période pendant laquelle les mises à feu pourront être autorisées s'étendra du 1er novembre au 1er mars.

Art. 5. — Dans les terrains à alfa incinérés sans autorisation, l'interdiction de la cueillette et de l'exercice du pâturage pourra être prononcée pour quatre années, par arrêté préfectoral.

Art. 6. — La constatation des contraventions est confiée aux agents et préposés du service forestier, aux maires, administrateurs et adjoints, aux commandants de cercle et officiers de bureau arabe, aux commissaires de police, gardes champètres, gendarmes et généralement à tous officiers de police judiciaire.

Les administrateurs et chefs de cercle pourront commissionner des gardes spéciaux en vue de la recherche et de la constatation des mêmes contraventions.

Les acheteurs d'alfa ne pourront se refuser à la vérification de leurs chantiers ou lieux de dépôts, par les fonctionnaires, agents ou gardes désignés au présent article.

Art. 7. — Toute contravention aux dispositions du présent arrêté donnera lieu à l'application des peines édictées par l'art. 8 de la loi du 9 décembre 1885.

Les agents verbalisateurs autres que les préposés forestiers auront droit, ainsi que ces derniers, à une part égale à la moitié des amendes prononcées. Cette part leur sera payée après condamnation des délinquants, par imputation sur le crédit spécial inscrit au budget du service des forêts pour cette nature de dépense ou tout autre fonds qui serait affecté au paiement de ces faits.

Art. 8. — Les peuplements d'alfa seront inspectés tous les trois ans par un agent des forêts ou toute autre personne compétente que désignera le gouverneur général. L'inspecteur présentera un rapport sur l'état des peuplements et sur la manière dont ils sont exploités et enfin sur les points de la réglementation qui lui paraîtraient comporter des réformes. Il pourra proposer au gouvernement la mise en interdiction des zones d'alfa à reconstituer par un repos prolongé.

13 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. portant ouverture du port de Djidjelli à l'importation et à l'exportation du bétail. *(B. O.,* 1888, p. 1226.)

Vu le décret du 12 novembre 1887 (1), portant règlement d'administration publique pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ;

Vu notamment l'art. 35 de ce décret, aux termes duquel les bureaux de douane et les ports de mer ouverts soit à l'importation, soit à l'exportation

(1) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 6.

des animaux soumis à la visite sanitaire, sont déterminés par arrêté du gouverneur général ;

Vu l'arrêté du 10 mars 1888 (1), déterminant les bureaux de douane et les ports de mer ouverts tant à l'importation qu'à l'exportation des animaux soumis à la visite sanitaire ;

Vu la délibération du conseil municipal de Djidjelli, tendant à obtenir que ce port soit également ouvert à l'importation et à l'exportation du bétail ;

Vu les avis exprimés par le préfet de Constantine, par le directeur des douanes de l'Algérie et par la chambre de commerce de Philippeville ;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Le port de Djidjelli est ajouté aux bureaux de douane et aux ports de mer ouverts à l'importation et à l'exportation des animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, par l'arrêté susvisé du 10 mars 1888.

17 décembre 1888. — Décret du bey sur la conversion de la dette tunisienne. (*J. O. T.*, 20 déc. 1888.)

Considérant que le gouvernement français a garanti, conformément à l'art. 2 de la convention conclue avec nous le 8 juin 1883 (2), l'emprunt autorisé par notre décret du 2 chaban 1301 (27 mai 1884) (3);

---

(1) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 100.

(2) *Rev. Alg.*, 85. 3. 43.

(3) *Décret du bey du 27 mai 1884 autorisant l'émission de 6,307,520 fr. de rente 4 °/₀.*

Art. 1er. — La négociation d'un emprunt en rente 4 0/0, dont le produit net ne pourra excéder la somme de 142,550,000 francs, est autorisée dans le but d'assurer la conversion ou le remboursement de la dette consolidée et de la dette flottante, conformément à l'article 2 de la convention conclue avec le gouvernement de la République française, le 8 juin 1883.

Art. 2. — Il est émis à cet effet une rente perpétuelle 4 0/0 de 6,307,520 francs, divisée en 315,376 obligations au capital nominal de 500 francs, jouissance du 1er juillet 1884, rapportant chacune un intérêt annuel de 20 francs, payable par semestre à raison de 10 francs par coupon, le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année.

Les coupons seront payables :— En Tunisie, aux caisses publiques désignées par le gouvernement beylical ; — En France, aux caisses des banquiers et établissements publics désignés par le gouvernement beylical, ou à la caisse du trésor public français dans le cas où le gouvernement de la République française consentirait, à quelque époque que ce soit, à effectuer ledit paiement pour le compte du gouvernement beylical.

Art. 3. — Les obligations seront libellées en arabe et en français et porteront le sceau beylical.

Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue de quelque nature que ce soit en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir.

Les arrérages se prescriront par cinq ans, conformément aux décrets du 9 sfar 1293-6 mars 1876 et du 3 djoumadi-el-aoual 1300-12 mars 1883.

Art. 4. — Les obligations 4 0/0 du présent emprunt sont réservées, par préférence, au prix de 460 francs par obligation, aux porteurs d'obligations 5 0/0 de la dette générale du gouvernement tunisien et de coupons arriérés qui opteront pour la conversion de leurs titres aux conditions ci-après :

Considérant que cette garantie a eu les plus heureux effets sur le crédit de la régence et qu'il est possible aujourd'hui de modifier favorablement la nature des charges de notre dette publique; qu'en effet l'annuité actuellement affectée au paiement des intérêts de l'emprunt de 1884 4 p. 0/0 est

---

1° Les obligations anciennes 5 0/0, jouissance du 1er juillet 1884, et les fractions de coupons laissées aux mains des porteurs, pour la portion impayée des coupons échus postérieurement à 1870, seront reçues en paiement pour leur valeur nominale.

2° Les bons de coupons arriérés, délivrés lors des arrangements intervenus en 1870, seront reçus en paiement à raison de 84,24 0/0 de la valeur nominale des dits bons, soit à raison de 168 francs 48 centimes pour chaque bon de 200 francs; de 88 francs 46 centimes pour chaque bon de 105 francs; de 73 francs 71 centimes pour chaque bon de 87 francs 50 centimes.

Le droit de préférence ainsi réservé aux porteurs des titres ou coupons ci-dessus désignés ne pourra être exercé que du 16 juin 1884 au 19 juillet suivant au plus tard.

Art. 5. — Les obligations 5 0/0 non converties de la dette générale du gouvernement tunisien seront remboursées le 1er octobre 1884 au pair, soit à raison de 500 francs par obligation. Les porteurs auront droit, en outre, aux intérêts à 5 0/0 courus à la même époque depuis le 1er juillet 1884, soit à 6 francs 25 centimes par obligation.

Les fractions de coupons impayées postérieurement à 1870, non converties, seront remboursées sans intérêt à ladite date du 1er octobre 1884.

Les bons de coupons arriérés, délivrés lors des arrangements intervenus en 1870, qui n'auraient pas été présentés à la conversion dans les conditions stipulées à l'article 4 ci-dessus, demeureront sous le régime desdits arrangements.

Art. 6. — Les opérations d'émission, de conversion et de remboursement autorisées par le présent décret auront lieu : — En Tunisie, aux caisses publiques désignées par le gouvernement beylical ; — En France, aux caisses des banquiers et des établissements publics désignés par le gouvernement beylical.

Décret du prés. de la Rép. fr., du 28 mai 1884, conférant la garantie du gouvernement français à l'emprunt tunisien.

Vu la loi du 10 avril 1884 ;

Vu la convention conclue avec S. A. le bey de Tunis, le 8 juin 1883 et notamment le paragraphe 1er de l'article 2, ainsi conçu :

« Le gouvernement français garantira, à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleures, un emprunt à émettre par S. A. le bey, pour la conversion ou le remboursement de la dette consolidée, s'élevant à la somme de 125.000,000 de francs, et de la dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17,550,000 francs » ;

Art. 1er. — L'emprunt autorisé par le décret de S. A. le bey en date du 27 mai 1884, et dont une copie authentique demeurera ci-annexée, est garanti par le gouvernement de la République française, conformément à l'article 2 de la convention du 8 juin 1883, approuvée par la loi du 10 avril 1884.

suffisante pour gager, sans charges nouvelles, les intérêts et l'amortissement d'un emprunt à 3 1/2 0/0 qui serait substitué au précédent; que, par suite, la garantie perpétuelle du gouvernement français sera remplacée par une garantie limitée à la durée de l'amortissement à établir comme condition de la conversion des obligations actuelles 4 p. 0/0.

Art. 1er. — L'emprunt réalisé en obligations de 500 fr. 4 0/0 perpétuelles, en exécution du décret du 2 chaban 1301 (27 mai 1884), sera converti en un emprunt à réaliser au moyen de l'émission de 348,815 obligations de 500 fr. 3 0/0 amortissables dans un délai de 99 ans, conformément aux indications du tableau d'amortissement ci-joint.

Le gouvernement beylical se réserve d'ailleurs la faculté de procéder à toute époque au remboursement de cet emprunt.

Art. 2. — L'annuité nécessaire pour assurer le service des 348,815 obligations nouvelles 3 1/2 0/0 sera prélevée annuellement sur les revenus de la régence.

Cette annuité, garantie par le gouvernement français, sera affectée au paiement des intérêts et à l'amortissement semestriel des 348,815 obligations.

Art. 3. — Le tirage au sort des obligations à amortir aura lieu à Paris et sera effectué un mois avant l'échéance de chaque semestre.

La liste des obligations sorties à chacun des tirages sera publiée au *Journal officiel tunisien* et au *Journal officiel de la République française*.

Art. 4. — Les porteurs des obligations 4 0/0 de la dette tunisienne émises en exécution du décret beylical en date du 27 mai 1884 auront, pendant un délai qui ne pourra être moindre de dix jours, la faculté de demander le remboursement de leurs titres, à raison de 500 fr. par obligation, et le paiement des arrérages courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 5. — Les obligations 4 0/0, dont le remboursement n'aura pas été demandé dans le délai qui sera fixé en conformité des dispositions de l'art. précédent, seront échangées contre les obligations nouvelles 3 1/2 0/0. Le montant de la soulte à payer, s'il y a lieu, aux porteurs des obligations 4 0/0 converties, ainsi que la date de l'opération, seront ultérieurement déterminés.

Art. 6. — Les obligations nouvelles de 500 fr. 3 1/2 0/0 seront émises au cours qui sera fixé au jour de la conversion à effectuer en exécution de l'art. 1er du présent décret.

Chacune des obligations sera munie de coupons payables par semestre, à raison de 8 fr. 75 par coupon, le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année. La jouissance du premier coupon courra à partir du lendemain du jour fixé pour le remboursement des obligations non converties.

Les coupons et le capital des titres amortis seront payables en Tunisie et en France, aux caisses désignées par le gouvernement beylical.

Les obligations désignées par la voie du sort pour être remboursées cesseront de produire intérêt à courir du jour fixé pour ce remboursement.

Art. 7. — Les obligations 3 1/2 0/0 émises en exécution du présent décret seront libellées en arabe et en français et porteront le sceau beylical. Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue de quelque nature que ce soit en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir.

Les arrérages se prescriront par cinq ans à compter de leur échéance.

Art. 8. — Les dépositaires légaux ou contractuels d'obligations 4 0/0 sont autorisés à effectuer la conversion des titres de cette nature dont les propriétaires ne leur auraient pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai mentionné par l'art. 4, qu'ils optent pour le remboursement.

Les obligations 4 0/0 affectées à des cautionnements de comptables, pour

garantie de leur gestion envers le gouvernement tunisien, les communes ou les établissements publics de la régence, pourront être remplacées, titre pour titre, par des obligations nouvelles 3 1/2 0/0.

Par dérogation aux dispositions de l'art. 5 du présent décret, la soulte de conversion qui pourra être due aux ayants droit leur sera remise dans le délai d'un mois, après la clôture du délai d'option.

Art. 9. — Le bénéfice net à provenir de la conversion sera acquis au gouvernement tunisien.

Ce bénéfice formera un fonds spécial à employer en travaux extraordinaires d'intérêt public, concertés entre le gouvernement tunisien et le résident général de la République française. Les deux tiers du dit fonds seront affectés à des travaux ou édifices spécialement favorables au développement du protectorat et qui deviendront la propriété du gouvernement de la République.

Art. 10. — Les opérations d'émission, de conversion et de remboursement autorisées par le présent décret auront lieu : — En Tunisie, aux caisses publiques ou autres désignées par le gouvernement beylical; — En France, aux caisses des banquiers, sociétés ou établissements de crédit désignés par le même gouvernement.

Art. 11. — Le présent décret n'aura d'effet qu'après que le gouvernement français y aura donné son adhésion.

19 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation des tarifs de la taxe à percevoir sur les chiens dans les communes de plein exercice et mixtes du département d'Alger. (*B. O.*, 1889, p. 19.)

21 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. modifiant le recrutement du personnel des communes mixtes. (*Mob.*, 23 janv. 1889.)

Vu les décrets du 26 août 1881, relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 31 août 1880 (1), fixant à nouveau les cadres et les traitements du personnel administratif des communes mixtes;

Vu l'arrêté, approuvé par le ministre de l'intérieur, du gouverneur général de l'Algérie, en date du 12 juin 1882 (2), déterminant le mode de recrutement et les conditions d'admission du dit personnel ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie,

Art. 1er. — L'emploi d'adjoint stagiaire, créé par l'arrêté précité du 31 août 1880, est supprimé.

Art. 2. — Il est créé une quatrième classe d'adjoint titulaire, au traitement de 1,800 fr.

Art. 3. — Nul ne peut être admis dans le personnel des communes mixtes s'il n'est âgé de 25 ans au moins.

Les adjoints stagiaires actuellement en exercice qui ne sont pas encore âgés de 25 ans seront maintenus dans leur position actuelle jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge réglementaire.

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1880, p. 360.

(2) *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 392.

26 décembre 1888. — Loi sur les brevets d'invention, en Tunisie. (*J. O. T.*, 27 déc. 1888.)

TITRE Ier

Dispositions générales

Art. 1er. — Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit la dite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement tunisien sous le nom de « brevets d'invention ».

Art. 2. — Seront considérées comme invention ou découverte nouvelles l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

Art. 3. — Ne seront pas susceptibles d'être brevetés : les plans et combinaisons de crédit ou de finances, et enfin les inventions dont la vulgarisation serait contraire aux lois et aux bonnes mœurs. Si l'invention se rapporte à des produits alimentaires ou à des médicaments, le brevet ne pourra être délivré pour la marchandise même, mais exclusivement pour les procédés spéciaux relatifs à sa fabrication.

Art. 4. — La durée des brevets sera de 5, 10 ou 15 années. Chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe qui est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

500 piastres pour un brevet de 5 ans ; 1,000 piastres pour un brevet de 10 ans et 1,500 piastres pour un brevet de 15 ans. Cette taxe sera payée par annuités de 100 piastres sous peine de déchéance, si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter.

TITRE II

Des formalités à remplir à la délivrance des brevets

Art. 5. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer en personne ou par mandataire, ou adresser par la poste, sous cachet et sous pli recommandé, à notre premier ministre : 1° sa demande ; 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ; 3° les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, et 4° un bordereau des pièces déposées.

Les demandes seront inscrites dans l'ordre de leur réception sur un registre d'arrivée qui indiquera la date et l'heure de l'arrivée, le nom du déposant, l'objet de la demande et le numéro d'inscription.

Il pourra être demandé un récépissé de l'acte de dépôt, qui sera délivré sans frais.

Art. 6. — La demande sera limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées.

Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet dans les limites fixées par l'art. 4 et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description ne pourra être écrite qu'en français. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Les mesures et les poids seront donnés dans la description en signes du système métrique ; les dessins seront tracés à l'encre d'après l'échelle métri-

que. Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande. Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande.

Art. 7. — Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement à la caisse du receveur général du gouvernement tunisien d'une somme de 100 piastres à valoir sur le montant de la taxe du brevet.

Le premier versement est définitivement acquis à l'État, alors même que la demande de brevet serait rejetée.

Art. 8. — Si les pièces jointes à la demande de brevet sont complètes, et qu'il n'y ait pas eu cause de rejeter la dite demande, conformément aux art. 3, 5 et 7, le premier ministre fera publier au *Journal officiel* l'avis de la demande avec l'indication sommaire de son contenu.

Dans le délai de deux mois à partir de la publication, il sera loisible à chacun de former opposition par écrit à la demande de brevet.

A l'issue de ce délai et si aucune opposition n'a été formulée, un arrêté du premier ministre ou de son délégué, constatant la régularité de la demande et l'absence d'opposition, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention. Cet acte sera inscrit également sur un registre dit registre des brevets, et avis en sera donné dans le *Journal officiel*. Dans le cas où la demande serait rejetée, la communication du rejet sera faite au demandeur ou à son mandataire.

Si des oppositions sont produites, le brevet ne sera délivré qu'après que le demandeur en aura obtenu main-levée de la part des tribunaux compétents.

Art. 9. — Les brevets seront délivrés aux risques et périls des demandeurs et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Art. 10. — Le breveté ou les ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les art. 5 et 6.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal et qui produiront, à partir de l'issue du délai d'opposition, les mêmes effets que le dit brevet principal avec lequel ils prendront fin. Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de 20 piastres dans la forme déterminée par l'art. 7.

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profiteront à tous les autres.

Art. 11. — Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de 5, 10 ou 15 années au lieu d'une addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les art. 5, 6 et 7 et acquitter la taxe mentionnée à l'art. 4.

Art. 12. — Nul autre que le breveté ou ses ayants droit, agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de la dite année, former une demande qui sera déposée, sous cachet, entre les mains du premier ministre. L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré selon les formes déterminées à l'art. 8. Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements ou additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

Art. 13. — Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et, réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention objet du nouveau brevet.

Art. 14. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'art. 4. Aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée sur le registre des brevets. Aussi longtemps que cette formalité n'aura pas été remplie, sera réputé propriétaire du brevet délivré, celui qui se trouvera le dernier inscrit, en cette qualité, au registre des brevets.

Art. 15. — Les cessionnaires d'un brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou à ses ayants droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires. Tous ceux qui auront droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition moyennant le versement d'un droit de 20 piastres.

Art. 16. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés seront, jusqu'à l'expiration des brevets, communiqués sans frais, à toute réquisition. Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie des dits descriptions et dessins.

Art. 17. — Il sera publié, au commencement de chaque année, dans l'*Officiel tunisien*, une liste contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente.

TITRE III.

Art. 18. — Tout Tunisien ou étranger auteur soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, soit d'un dessin de fabrique qui doive être déposé, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'administration, se faire délivrer par le premier ministre un certificat descriptif de l'objet déposé.

Art. 19. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention ou un dépôt légal du dessin de fabrique, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme.

Art. 20. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée au premier ministre et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin du dit objet. Les demandes ainsi que les décisions prises par le premier ministre sont inscrites sur un registre spécial qui sera communiqué à toute réquisition. La délivrance du certificat est gratuite.

TITRE IV.

Des déchéances.

Art. 21. — Sont nuls et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants, savoir : 1° si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ; 2° si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de

l'art. 3, susceptible d'être brevetée ; 3° si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ; 4° si la découverte, invention ou application est reconnue contraire à l'ordre, à la sûreté publique, aux lois du pays, sans préjudice, dans ce cas, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés ; 5° si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ; 6° si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur ; 7° si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'art. 12.

Seront également nuls et de nul effet, les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

Art. 22. — Ne sera pas réputée nouvelle, toute découverte, invention ou application qui, dans la régence ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

Art. 23. — Sera déchu de tous ses droits : 1° le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet ; 2° le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention dans la régence dans le délai de deux ans à dater du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ; 3° le breveté qui aura introduit dans la régence des objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins pourra être autorisée l'introduction : 1° des modèles de machines ; des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement.

Art. 24. — Quiconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou après l'expiration d'un brevet antérieur, ou qui, étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet sans y ajouter ces mots : « sans garantie du gouvernement tunisien », sera puni d'une amende de 50 piastres à 1000 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

Art. 25. — L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toutes personnes y ayant intérêt. Ces actions, ainsi que toutes les contestations relatives à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux français de première instance.

Art. 26. — Lorsque la nullité ou la déchéance absolue d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au premier ministre, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'art. 8 pour la proclamation des brevets.

Art. 27. — Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

Art. 28. — L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les art. 405 et suivants du Code de procédure civile. Elle sera communiquée au procureur de la République,

Art. 29. — Dans une instance tendant à faire prononcer la nullité ou la

déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux n^os^ 2, 4 et 5 de l'art. 21.

Art. 30. — Dans les cas prévus par l'art. 29, tous les ayants droit au brevet et dont les titres auront été enregistrés au gouvernement tunisien devront être mis en cause.

TITRE V.

Pénalités.

Art. 31. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon.

Ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2000 piastres.

Art. 32. — Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire de la régence un ou plusieurs objets contrefaits seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

Art. 33. — Les peines établies par le présent décret ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 34. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles précédents, un emprisonnement d'un mois à six mois. Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi. Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance par ce dernier des procédés décrits au brevet. Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

Art. 35. — L'art. 463 du Code pénal français pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

Art. 36. — L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

Art. 37. — Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété du dit brevet.

Art. 38. — Les propriétaires de brevets pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de 1^re^ instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la représentation du brevet. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, la dite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 39. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite à l'art. 28.

Art. 40. — La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication seront, même en cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur ou le débitant. Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affichage du jugement, s'il y a lieu.

TITRE VI.

Dispositions particulières et transitoires.

Art. 41. — Des ordonnances ministérielles portant règlement d'administration publique arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi, qui n'aura d'effet que six mois après sa promulgation.

15 décembre 1888. — Décret portant règlement sur le mode de recouvrement et de consignation des amendes encourues en matière de police sanitaire. (*B. O.*, 1889, p. 102.)

Vu l'art. 14 de la loi du 3 mars 1822, aux termes duquel est puni de..... et d'une amende de 5 à 50 francs quiconque..... a contrevenu, en matière sanitaire, aux règlements généraux ou locaux, aux ordres des autorités compétentes ;

Vu le décret du 22 février 1876, portant règlement général de la police sanitaire maritime ;

Vu le décret du 18 mai 1888, concernant le recouvrement des amendes en matière de police sanitaire maritime ;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des finances,

Art. 1er. — Toutes les fois qu'un capitaine marin est pris en contravention à la loi du 3 mars 1822 dans un port, rade ou mouillage de France ou d'Algérie, son navire est provisoirement retenu, conformément aux art. 92 et 126 du règlement du 22 février 1876 sur la police sanitaire maritime, et le procès-verbal est immédiatement porté à la connaissance du commandant du port ou de toute autre autorité en tenant lieu, qui ajournera la délivrance du billet de sortie jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux prescriptions mentionnées dans les articles suivants.

Art. 2. — L'agent verbalisateur arbitre provisoirement, conformément aux indications relatées au tableau annexé au présent décret, le montant de l'amende en principal et décimes, ainsi que les frais du procès-verbal ; il en prescrit la consignation immédiate à la caisse du percepteur, à moins qu'il ne soit présenté à ce comptable une caution solvable. En Algérie, le montant de la consignation est versé à la caisse du receveur des contributions diverses.

Art. 3. — S'il n'existe pas de percepteur dans la commune, et si mieux n'aime le contrevenant verser la somme à consigner à la caisse du percepteur du ressort, la consignation devra être faite entre les mains de l'agent

verbalisateur, à la charge par lui d'en donner un reçu et d'en verser le montant, dans un délai de trois jours, à la caisse du percepteur de la circonscription, lequel est chargé du recouvrement de l'amende prononcée.

Art. 4. — Le contrevenant sera tenu d'élire domicile dans le département du lieu où la contravention aura été constatée ; à défaut par lui d'élection de domicile, toute notification lui sera valablement faite à la mairie de la commune où la contravention aura été commise.

Art. 5. — Les amendes prononcées en vertu de la loi du 3 mars 1822 sont attribuées en totalité à l'État et ne donnent lieu à aucune affectation particulière.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires au présent décret, et notamment le décret du 18 mars 1888.

24 décembre 1888. — Loi ayant pour objet la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture. (*B. O.*, 1889, p. 38.)

Art. 1er. — Les préfets prescrivent les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causés à l'agriculture par des insectes, des cryptogames ou autres végétaux nuisibles, lorsque ces dommages se produisent dans un ou plusieurs départements ou seulement dans une ou plusieurs communes et prennent ou peuvent prendre un caractère envahissant ou calamiteux.

L'arrêté ne sera pris par le préfet qu'après l'avis du conseil général du département, à moins qu'il ne s'agisse de mesures urgentes et temporaires.

Il déterminera l'époque à laquelle il devra être procédé à l'exécution des mesures, les localités dans lesquelles elles seront applicables, ainsi que les modes spéciaux à employer.

Il n'est exécutoire, dans tous les cas, qu'après l'approbation du ministre de l'agriculture, qui prend, sur les procédés à appliquer, l'avis d'une commission technique instituée par décret.

Art. 2. — Les propriétaires, les fermiers, les colons ou métayers, ainsi que les usufruitiers et les usagers, sont tenus d'exécuter sur les immeubles qu'ils possèdent et cultivent, ou dont ils ont la jouissance et l'usage, les mesures prescrites par l'arrêté préfectoral. Toutefois, dans les bois et forêts, ces mesures ne sont applicables qu'à une lisière de 30 mètres.

Ils doivent ouvrir leurs terrains pour permettre la vérification ou la destruction, à la réquisition des agents.

L'État, les communes et les établissements publics et privés sont astreints aux mêmes obligations sur les propriétés leur appartenant.

Art. 3. — En cas d'inexécution dans les délais fixés, procès-verbal est dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police, le garde forestier ou le garde champêtre, et le contrevenant est cité devant le juge de paix.

La citation sera donnée par lettre recommandée ou par le garde champêtre.

Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix.

Les délais fixés par l'art. 146 du Code d'instruction criminelle seront observés.

Le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire de son jugement nonobstant opposition ou appel, sur minute et avant l'enregistrement.

Art. 4. — A défaut d'exécution dans le délai imparti par le jugement, il est procédé à l'exécution d'office, aux frais des contrevenants, par les soins du maire ou du commissaire de police.

Le recouvrement des dépenses ainsi faites est opéré par le percepteur, en vertu des mandatements exécutoires délivrés par les préfets, et conformément aux règles suivies en matière de contributions directes.

Art. 5. — Les contraventions aux dispositions des art. 1 et 2 de la présente loi sont punies d'une amende de 6 à 15 fr.

L'amende est doublée et la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus peut même être prononcée, en cas de récidive, contre les contrevenants.

Art. 6. — L'art. 463 du Code pénal est applicable aux pénalités prononcées par la présente loi.

Art. 7. — La loi du 28 ventôse an IV est abrogée. Sont maintenues toutes les dispositions des lois et règlements concernant la destruction du phylloxéra et celle du doryphora.

Art. 8. — La présente loi est applicable aux départements de l'Algérie.

27 décembre 1888. — Décret du bey allouant une subvention annuelle de 20,000 fr. au ministère de la guerre de la République française pour l'exécution d'une carte régulière de la régence. *(J. O. T.,* 10 janv. 1889.)

29 décembre 1888. — Décret relatif à la perception et à la répartition pour l'année 1889 de l'octroi de mer en Algérie. *(B. O.*, 1889, p. 18.)

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ;

Vu le décret du 27 juin 1887 (1) portant règlement d'administration publique sur l'octroi de mer en Algérie ;

Vu le décret du 22 décembre 1887 (2) portant modification partielle du décret du 27 juin, et notamment les art. 3 et 4 relatifs à la perception et à la répartition, pour l'année 1888, de l'octroi de mer en Algérie ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Les dispositions des art. 3 et 4 du décret du 22 décembre 1887 seront appliquées en Algérie jusqu'au 31 décembre 1889.

31 décembre 1888. — Arrêté du gouv. gén. qui fixe la taxe spéciale et temporaire sur les vignes imposables, pour l'année 1889, à 3 fr. par hectare pour les trois départements. (*B. O.*, 1889, p. 75.)

31 décembre 1888.— Arrêtés du rés. gén. portant désignation des journaux pour les insertions légales dans la régence pendant l'année 1889. *(J. O. T.,* 3 janv. 1889.)

31 décembre 1888. — Décret qui transforme l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger en école de plein exercice. *(Mob.,* 13 févr. 1889.)

---

(1) *Rev. Alg.*, 1887. 3. 141.

(2) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 21.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux arts ;
Vu le décret du 14 juillet 1875 ;
Vu la loi du 20 décembre 1879 (1) ;
Vu la loi de finances en date du 23 décembre 1888 ;
Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Art. 1er. — L'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger est transformée en école de plein exercice.

1er janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. qui déclare applicables en Algérie jusqu'au 31 décembre 1889 les dispositions de l'arrêté du 27 janvier 1888 (2), réglementant pour l'année 1888 le mode d'imposition des bouilleurs de cru et des distillateurs ambulants. *(Mob.,* 6 févr. 1889.)

Vu le décret du 26 décembre 1884 (3) sur l'octroi de mer ;
Vu le décret du 27 juin 1887 (4), et notamment l'art. 9 concernant le mode d'imposition des bouilleurs de cru et des distillateurs ambulants ;
Vu l'art. 3 du décret du 22 décembre 1887 (5), disposant que, jusqu'au 31 décembre 1888, il sera pourvu par des arrêtés du gouverneur général à la perception des droits sur les alcools produits par les bouilleurs de cru et les distillateurs ambulants, ensemble l'avis du conseil d'État, en date du 24 novembre 1887 (6) ;
Vu l'art 1er du décret du 29 décembre 1888 (7), rendant applicables en Algérie, jusqu'au 31 décembre 1889, les dispositions des art. 3 et 4 du décret du 22 décembre 1887 précité ;
Vu l'arrêté du gouverneur général, du 28 janvier 1887 (8), réglementant pour l'année 1888 le mode d'imposition des bouilleurs de cru et des distillateurs ambulants ;
Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté du gouverneur général du 28 janvier 1888 susvisé seront appliquées en Algérie jusqu'au 31 décembre 1889.

3 janvier 1889. — Décret du bey portant institution d'un conseil central et de commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques. *(J. O. T.,* 10 janv. 1889.)

3 janvier 1889. — Décret du bey portant règlement général des prisons tunisiennes. *(J. O. T.,* 10 janv. 1889.)

CHAPITRE Ier.

Du personnel.

Art. 1er. — Chaque prison tunisienne est placée sous la direction d'un directeur ou d'un gardien-chef, nommé par arrêté de notre premier minis-

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1880. p. 325.
(2) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 29.
(3) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 30.
(4) *Rev. Alg.*, 1887. 3. 141.
(5 et 6) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 21.
(7) *Suprà*, p. 17.
(8) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 29.

tre ou du secrétaire général du gouvernement tunisien, et responsable de la garde des prisonniers, du maintien de l'ordre et de la bonne tenue des registres du greffe.

Art. 2. — Son action s'étend sur toutes les parties du service intérieur. Tout le personnel de la prison lui est subordonné et lui doit obéissance. Il propose à notre premier ministre les punitions à infliger aux gardiens qui manqueraient à leur devoir.

Art. 3. — Il veille au service de propreté et désigne les détenus chargés d'exécuter les corvées.

Il reçoit en dépôt l'argent et les objets précieux appartenant aux prisonniers.

Il prononce contre ceux-ci les punitions prévues par le présent règlement.

Art. 4. — Il adresse chaque mois un rapport à notre premier ministre.

Art. 5. — Le droit de levée d'écrou (atba) est supprimé. Il est interdit au personnel des prisons, sous peine de révocation, d'accepter de l'argent d'un détenu pour quelque motif que ce soit.

CHAPITRE II.

Des détenus.

Art. 6. — Aucun prisonnier ne peut être écroué sans un ordre écrit émanant de notre premier ministre ou de notre ministre de la plume, du secrétaire général du gouvernement tunisien, ou du chef de l'une des trois sections du gouvernement tunisien, de l'un des juges d'instruction attachés au tribunal de l'ouzara, du tribunal du chara de Tunis, du férik de la driba ou du commissaire central de police.

Art. 7. — Tout prisonnier, avant son incarcération, dépose au greffe, contre un reçu, l'argent et les objets dont il est porteur, et qui lui sont restitués au moment de sa libération. Il n'est autorisé à conserver par devers lui que les vêtements qui lui sont indispensables. Sur les fonds déposés par lui, il peut retirer jusqu'à concurrence de 20 piastres par mois; les sommes versées ou retirées par lui sont inscrites sur un registre spécial et au dos du reçu délivré par le greffe.

Des vêtements et des aliments préparés au dehors, et des objets énumérés sur une liste approuvée par notre premier ministre peuvent être remis aux détenus, sous le contrôle de l'administration de la prison.

L'introduction dans les prisons du vin et des boissons spiritueuses, de l'opium, du kif et du hachich est formellement interdite.

Art. 8. — Personne ne sera admis à visiter un détenu sans une autorisation écrite émanant de l'autorité qui aura ordonné l'incarcération, s'il s'agit d'un prévenu, et du secrétaire général du gouvernement tunisien ou de son délégué, s'il s'agit d'un condamné.

Art. 9. — Tout visiteur pourra être fouillé sur l'ordre du directeur ou du gardien-chef. Il ne sera admis à voir un prisonnier qu'au parloir et en présence d'un gardien. Il devra se conformer aux dispositions du règlement intérieur de la prison.

Art. 10. — Tout individu qui aura fait parvenir ou essayé de faire parvenir à un prisonnier une arme ou un instrument quelconque, ou qui lui aura facilité, de quelque manière que ce soit, les moyens de s'évader, sera passible d'une peine variant de six mois à cinq ans de prison ou des travaux forcés.

Art. 11. — Les lettres écrites par les détenus seront remises ouvertes au directeur ou au gardien-chef, qui en autorise l'expédition si elles ne contiennent rien de contraire à la discipline de la prison ou à l'ordre public.

Celles qui seraient adressées aux détenus seront ouvertes par le directeur ou le gardien-chef et ne seront remises au destinataire que si elles ne contiennent rien de contraire à la discipline de la prison ou à l'ordre public.

Les chefs de section du gouvernement tunisien et les juges d'instruction auprès du tribunal de l'ouzara auront le droit de se faire communiquer la correspondance des prévenus incarcérés par leur ordre.

Art. 12. — Les prévenus seront continuellement à la disposition du chef de la section des affaires pénales et des juges d'instruction, qui pourront ordonner leur mise au secret et les faire extraire de la prison, en tout temps, pour les interroger. Ils pourront également faire comparaître devant eux les condamnés cités comme témoins devant l'ouzara.

Art. 13. — Les prisonniers devront, lorsqu'ils en recevront l'ordre, exécuter pour le compte de l'État les travaux qui leur seront commandés.

Dans les prisons où le travail ne sera pas organisé, ils pourront être autorisés par le directeur, et sous sa responsabilité, à travailler pour son compte; mais le prix de leur travail sera versé au greffe, contre reçu, conformément aux dispositions de l'art. 7.

Art. 14. — Les détenus qui n'auront pas atteint l'âge de seize ans seront incarcérés à part.

Art. 15. — Un mois avant l'expiration de la peine de chaque condamné à un an de prison et au-dessus, le directeur ou le gardien-chef devra informer le secrétaire général du gouvernement tunisien de l'endroit où le détenu demande à fixer sa résidence. Lorsque l'autorisation lui aura été accordée, le détenu devra s'y rendre par la route la plus directe, et immédiatement après sa libération, et à l'arrivée se présenter dans les vingt-quatre heures au contrôleur civil, ou, à défaut de ce fonctionnaire, au caïd de la localité.

Art. 16. — Si un détenu vient à mourir dans la prison, son décès est mentionné sur un registre d'écrou, et il en est immédiatement donné avis au secrétaire général du gouvernement tunisien.

CHAPITRE III.

Des punitions.

Art. 17. — Les punitions suivantes pourront être infligées par le directeur ou le gardien-chef:

1° Pour manque de respect au personnel ou négligence dans l'exécution d'un travail commandé, tapage ou querelle: privation de tout aliment autre que le pain et l'eau pendant une durée d'un jour à huit jours.

2° Pour refus d'obéissance ou insultes à un gardien, pour rixe, ou pour provocation à la désobéissance: de un jour à huit jours de cellule de correction.

3° Pour coups et blessures légères sur la personne d'un autre détenu, pour acte d'immoralité, pour rébellion grave, pour tentative d'évasion ou pour tentative de corruption d'un gardien: de huit à quinze jours de cellule de correction.

Le tout sans préjudice des peines correctionnelles qui pourraient être prononcées contre eux pour les mêmes faits.

4° Les criminels dangereux et les détenus qui par leur conduite rendraient cette mesure nécessaire pourront être enchaînés dans la cellule de correction; ils devront être déliés pendant deux heures au moins chaque jour.

Les détenus mis en cellule de correction ne recevront aucune autre nourriture que du pain et de l'eau; ils ne pourront avoir ni vivre ni tabac et ne pourront recevoir aucun visiteur.

Art. 18. — Toutes les punitions prononcées par le directeur ou le gardien-

chef devront être inscrites sur un registre spécial. Il en rendra compte à notre premier ministre dans son rapport mensuel.

Art. 19. — Dans les cas exceptionnels où les punitions prévues par l'art. 16 ci-dessus ne lui paraîtraient pas suffisantes, le directeur ou le gardien-chef pourra, dans un rapport spécial, demander à notre premier ministre d'infliger au coupable une pénalité plus grave.

Art. 20. — Tout détenu qui se rendrait coupable de meurtre ou de tentative de meurtre, ou de tout autre crime de droit commun, serait déféré au tribunal compétent.

CHAPITRE IV.

Affectation des prisons.

Art. 21. — La nouvelle prison de Tunis sera affectée aux individus détenus préventivement. Après leur condamnation ils seront évacués sur la prison désignée par l'ouzara.

Art. 22. — La karaka recevra les individus condamnés aux travaux forcés, et la kendala du Bardo les individus condamnés à l'emprisonnement.

Art. 23. — La prison de la driba ne recevra que les individus arrêtés par ordre du férik ou condamnés par lui en vertu du décret du djoumada-et-tani 1301 (4 avril 1884).

Art. 24. — La prison du chara ne recevra que les individus incarcérés par ordre de ce tribunal. Ils ne pourront y séjourner plus d'un mois ; si leur peine n'est pas expirée au bout de ce temps, il seront dirigés sur la nouvelle prison et mis à la disposition de l'ouzara.

CHAPITRE V.

Du service de l'inspection.

Art. 25. — L'inspecteur des prisons est nommé par décret.

Il devra visiter au moins deux fois par semaine chacune des prisons auxquelles est applicable le présent règlement.

Art. 26. — Sa mission consiste à veiller à l'observation des règlements et à contrôler l'exécution des marchés passés avec les fournisseurs.

Il vérifie deux fois par mois les registres des greffes et y appose son visa.

Art. 27. — Il pourra infliger aux prisonniers jusqu'à quinze jours de cellule de correction, mais il devra en rendre compte. Il pourra demander à notre premier ministre des punitions contre les fonctionnaires des prisons.

Art. 28. — Il adressera chaque mois à notre premier ministre un rapport sur la situation générale des prisons ; il pourra lui adresser des rapports plus fréquents, touchant des points particuliers du service, s'il le juge nécessaire.

CHAPITRE VI.

Du service sanitaire.

Art. 29. — Le service sanitaire des prisons est assuré par un docteur en médecine nommé par arrêté du secrétaire général du gouvernement tunisien.

Art. 30. — Le médecin visitera chaque jour les prisons de détention et au moins deux fois par semaine chacune des prisons qui lui seront confiées. Il devra en outre aller donner à toute heure ses soins aux prisonniers, lorsqu'il sera requis à cet effet, dans les cas urgents, par le directeur ou le gardien-chef.

Le médecin prononce les admissions à l'infirmerie de la prison, et ordonne l'entrée des détenus à l'hôpital. Tout prisonnier atteint d'une maladie contagieuse devra être évacué sur l'hôpital.

Le médecin constate les décès survenus dans la prison. Il peut, pour cause de santé, exempter à titre provisoire les détenus des corvées et du travail obligatoire.

Art. 31. — Les infirmiers sont placés sous ses ordres directs, pour tout ce qui concerne le service médical.

Art. 32. — Le médecin devra inspecter fréquemment les cachots et les cellules, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, et proposer au secrétaire général du gouvernement tunisien les mesures d'assainissement qui lui paraîtront nécessaires.

Il lui adresse à la fin de chaque trimestre un rapport sur l'état sanitaire des prisons.

CHAPITRE VIII.

De la garde militaire des prisons.

Art. 33. — Dans les prisons où des corps de garde seront installés, les chefs de poste devront pénétrer avec leurs hommes dans l'intérieur des cachots pour rétablir l'ordre parmi les détenus chaque fois qu'ils seront requis par le directeur, le gardien-chef ou son remplaçant.

Art. 34. — Les consignes particulières de chacun de ces postes seront arrêtées d'un commun accord entre notre premier ministre et notre ministre de la guerre.

Art. 35. — Les règlements intérieurs des prisons feront l'objet d'arrêtés du secrétaire général du gouvernement tunisien.

Art. 36. — Le présent règlement est applicable à la nouvelle prison de Tunis, à la zendala, à la prison de la driba et à celle du chara.

Son application pourra être étendue à d'autres prisons par des décrets ultérieurs.

Art. 37. — Toute disposition antérieure, contraire au présent décret, est et demeure abrogée.

4 janvier 1889. — Décret portant que le nom de « Hoche » sera donné au centre de population européenne à créer au lieu dit Krabouzia (comm. mixte d'Aïn-Bessem). *(B. O.*, 1889, p. 59.)

4 janvier 1889. — Décret portant que le nom de « Bertville » sera donné au centre de population européenne de Aïn-bou-Dib (comm. mixte d'Aïn-Bessem). *(B. O.*, 1889, p. 59.)

7 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation pour l'année 1889 des tarifs de conversion en argent des impôts achour et hokkor dans le département de Constantine. *(B. O.* 1889, p. 74).

10 janvier 1889. — Décret du bey portant création de charges de notaire dans la banlieue de Tunis. *(J. O. T.*, 14 févr. 1889.)

Vu les décrets du 19 djoumadi-el-tani 1293, hidjé 1296 et 6 sfar 1297, complétant les dispositions du règlement organique du notariat (1);

Considérant que certaines localités de la banlieue de Tunis ne sont pas pourvues de notaires;

Art. 1er. — Sont créées : 4 charges de notaires à La Goulette; — 2 à Soukra et à Gammart; — 2 à Sidi-Ali-Elhattel et à Mornaguia ; — 2 à Mohamédia ; — 2 à Manouba et ses environs ; — 2 à Bardo, Ras-Ettabia, Elharaïria et Elmallasin.

Art. 2. — Les notaires désignés par le présent décret et les décrets susvisés ne peuvent exercer leurs fonctions que dans l'étendue de leurs ressorts.

Art. 3. — Est abrogée la disposition de l'art. 5 du règlement organique susvisé relative à la faculté accordée aux notaires de Tunis d'exercer leurs fonctions dans la banlieue, sauf en cas d'expertise ordonnée par les autorités judiciaires compétentes.

12 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant que les centres européens de Tinar et de Ras-el-Ma et les douars de Guidjal et de Ben-Dhiab sont distraits de la commune mixte des Rirhas et réunis à celles des Eulmas (territ. civ. de Constantine). *(B. O.,* 1889, p. 60).

12 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. fixant la composition des commissions municipales des communes mixtes des Rirhas et des Eulmas. *(B. O.*, 1889, p. 61).

12 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation du tarif de conversion en argent de l'impôt zekkat pour l'année 1889. *(B. O.,* 1889, p. 104.)

12 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant suppression du midjlès de Djelfa et création d'un midjlès consultatif à Laghouat. (*B. O.*, 1889, p. 107.)

Vu le décret du 8 janvier 1870 ;

Vu les décrets des 26 août et 13 septembre 1881 (2);

Vu le décret du 6 avril 1882 (3) ;

Sur les propositions du général commandant la division d'Alger et du procureur général près la Cour d'appel d'Alger,

Art. 1er. — Le midjlès de Djelfa est supprimé.

Art. 2. — Un midjlès consultatif comprenant les mahakmas sahariennes du rite malékite des cercles de Djelfa, Laghouat et Ghardaïa est créé à Laghouat.

Art. 3. — Sont nommés membres de ce midjlès:

Si Smaïl ben Mohammed, cadi de la 67e circonscription judiciaire (Laghouat) ;

Si Mohammed ben Mekki, taleb ;

Si El-Hadj Lekkal, taleb ;

Le bach adel et l'adel de la 67e circonscription judiciaire sont attachés, en la même qualité, au midjlès de Laghouat.

---

(1) *Rev. Alg.*, 1886. 3. 31.

(2) *Bull. jud. Alg.*, 1881, p. 363 et 372.

(3) *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 383.

15 janvier 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation de la quotité des centimes additionnels ordinaires aux impôts arabes à percevoir en 1889. *(B. O.,* 1889, p. 105.)

15 janvier 1889. — Loi autorisant la commune de Mustapha (dép. d'Alger) à emprunter une somme de 1,200,000 fr. *(B. O.,* 1889, p. 90.)

Art. 1er. — La ville de Mustapha (département d'Alger) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq pour 100 (5 p. 100) amortissement non compris, la somme de douze cent mille francs (1,200,000 fr.), remboursable en trente-cinq annuités, et destinée :

1° Au payement de dettes contractées par la commune, telles qu'elles sont énumérées dans l'exposé des motifs ci-annexé ;

2° Au remboursement, par anticipation, de divers emprunts.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Art. 2. — La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente-cinq ans, d'une somme annuelle de seize mille francs (16,000 fr.), représentée par vingt-cinq centimes (25 c.) extraordinaires au principal fictif de la contribution foncière établie en Algérie par la loi du 23 décembre 1884, pour servir, concurremment avec les ressources ordinaires de la commune, à rembourser l'emprunt en principal et intérêts.

Cette imposition se confondra avec celle de 14,000 francs autorisée par le décret du 18 mai 1878, pour service d'emprunt antérieur.

18 janvier 1889. — Décret qui déclare applicables en Algérie les dispositions du décret du 4 juin 1888, relatif aux conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État. *(Mob.,* 6 févr. 1889.)

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances;

Vu l'avis de la commission instituée, à la date du 20 mars 1883, pour l'étude de diverses questions relatives aux sociétés d'ouvriers;

Vu l'art. 12 de la loi du 31 janvier 1833 ;

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 26 août 1881 (1) sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État ;

Vu le décret du 4 juin 1888, relatif aux conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État ;

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 4 juin 1888 sont applicables en Algérie.

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1881, p. 363.

19 janvier 1889. — **Décret** portant que le nom de « Boulet » sera donné au hameau de Mouley-Abdelkader (comm. de Mercier-Lacombe, arrond. de Sidi-bel-Abbès, dép. d'Oran). (*B. O.*, 1889, p. 96.)

21 janvier 1889. — **Décret du bey** portant suppression des droits d'exportation sur les amandes, les citrons, les figues sèches, le henné, le miel, les pistaches et les raisins secs. (*J. O. T.*, 24 janv. 1889).

Vu le tarif des droits d'exportation annexé à notre décret du 14 hidjé 1301;
Dans le but de donner à la production agricole un nouvel encouragement;

Art. 1er. — Sont supprimés les droits d'exportation qui frappent les produits suivants :
Amandes en coques et sans coques, citrons, figues sèches, henné, miel, pistaches, raisins secs.

28 janvier 1889. — **Décret** portant que les tribus d'Ouled-Aïssa seront distraites, à partir du 1er février 1889, de la commune mixte de Berrouaghia (territ. civ. d'Alger), pour être réunies à la commune de plein exercice de Médéa (arrond. de Médéa, dép. d'Alger). (*Mob.*, 6 févr. 1889.)

28 janvier 1889. — **Décret du bey** portant modification du tarif des droits d'exportation sur les poils de chèvres et de chameaux. (*J. O. T.*, 31 janv. 1889.)

Vu le tarif des droits d'exportation annexé à notre décret du 14 hidjé 1301 (4 octobre 1884);
Considérant que les poils de chèvres et de chameaux sont uniformément soumis au droit de 20 p. 12 c. par quintal métrique, sans distinction entre les poils provenant de la tonte des peaux à l'état naturel et ceux provenant du tannage des peaux ayant séjourné dans un bain de chaux, bien que ces dernières aient une valeur commerciale très inférieure;

Art. 1er. — Le tarif des droits d'exportation est modifié ainsi qu'il suit :
Poils de chèvres et de chameaux provenant du tannage des peaux qui ont séjourné dans des bains de chaux, par quintal métrique 3 p. 5 c.;
Poils de chèvres et de chameaux provenant de tonte des peaux, par quintal métrique 20 p. 12 c.

31 janvier 1889. — **Arrêté du gouv. gén.** relatif au mode de nomination du personnel de l'administration départementale. (*B. O.*, 1889, p. 90.)

Vu les décrets du 26 août 1881 (1) sur l'organisation administrative de l'Algérie;

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1881. p. 363.

Vu le règlement du 16 avril 1862 sur le personnel de l'administration départementale de l'Algérie et notamment l'art. 8 relatif à la nomination des membres de ce personnel ;

Vu l'arrêté du gouverneur général en date du 31 décembre 1877 (1) fixant les cadres du personnel de l'administration départementale ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les préfets des départements nommeront à l'avenir les chefs de bureau, les sous-chefs, les secrétaires de sous-préfecture et les commis principaux de l'administration départementale de l'Algérie. Ils prononceront contre le personnel sédentaire de la dite administration toutes les peines disciplinaires prévues par les règlements.

4 février 1889. — Arrêté du rés. gén. créant une commission chargée d'assurer l'établissement et le bon fonctionnement d'un service météorologique dans la régence. *(J. O. T.,* 7 févr. 1889.)

4 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant que la tribu des Beni-Djennah-Ech-Cheurg est distraite de la commune mixte d'Azeffoun (territ. civ. d'Alger) et réunie à celle du Haut-Sebaou (même territ.). *(Mob.,* 6 févr. 1889.)

4 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. qui modifie, en ce qui concerne les communes mixtes d'Azeffoun et du Haut-Sebaou, le tableau annexé à l'arrêté du 7 avril 1888 (2), fixant la composition des commissions municipales des communes mixtes de l'Algérie. *(Mob.,* 6 févr. 1889.)

4 février 1889. — Décret du bey relatif à la transcription des actes notariés. *(J. O. T.,* 14 févr. 1889.)

Vu le décret du 30 kaâda 1291 (8 janvier 1875) (3) portant organisation du notariat tunisien ;

Vu le décret du 15 rabia-el-aoual 1306 (4) ;

Considérant que certains actes notariés peuvent sans inconvénient être délivrés en brevet ;

Art. 1er. — Ne sont pas astreints à l'enregistrement in extenso sur le registre-répertoire des notaires les actes suivants :

Certificats de vie, procurations, actes de notoriété, quittances de fermage, de loyers et de salaires, arrérages de pensions et rentes, résumés d'actes authentiques, actes de filiation, inventaires de successions, comptes, y compris le préambule et le jugement qui aura ordonné les comptes.

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1878. p. 296.

(2) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 105.

(3) *Rev. Alg.*, 1886. 3. 31.

(4) *Suprà*, p. 1.

Art. 2. — Tous les actes délivrés en brevet seront inscrits à leur date sur le registre-répertoire. Cette inscription sera sommaire et contiendra la date, la nature et l'espèce de l'acte, les noms des parties, le montant des honoraires reçus et la désignation de l'autorité qui aura autorisé la rédaction de l'acte dans le cas où cette autorisation est nécessaire.

6 février 1889. — **Arrêté du gouv. gén.** comprenant dans la zone de protection des vignes phylloxérées de Mascara les communes de plein exercice et mixte de ce nom et la commune mixte de Cacherou, et portant règlement sur la circulation des produits agricoles et des engrais hors des lieux déclarés infectés. (*Mob.*, 13 févr. 1889) (1).

7 février 1889. — **Loi** autorisant la chambre de commerce d'Alger à emprunter un million de francs en vue de concourir aux frais d'un palais consulaire à Alger, et la perception d'une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes pour faire face à l'amortissement de cet emprunt. (*Mob.*, 13 févr. 1889.)

Art. 1er. — La chambre de commerce d'Alger (Algérie) est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq francs quarante-six centimes pour cent (5 fr. 46 %), y compris l'amortissement, une somme de un million (1,000,000 francs) qui sera affectée à la construction du palais consulaire à Alger.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en cinquante années.

Art. 2. — A partir du 1er janvier 1890, il pourra être perçu sur les patentés de la ville d'Alger compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.

Cette imposition, qui pourra s'élever annuellement au maximum de 14 c. 46 par franc, sera affectée, pendant tout le temps nécessaire, au service de l'emprunt précité, concurremment avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination.

Art. 3. — Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé chaque année par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Art. 4. — Est ratifiée la convention passée, le 4 novembre 1885, entre la ville et la chambre de commerce d'Alger.

9 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant institution à Alger d'un conseil de discipline pour le personnel de l'administration centrale. (*Mob.*, 20 févr. 1889.)

(1) Arrêté conçu dans les mêmes termes que celui du 26 nov. 1886 (*Rev. Alg.*, 1887. 3. 51).

Vu le règlement sur le personnel des divers services administratifs ressortissant au gouvernement général de l'Algérie, spécialement les articles relatifs à la discipline;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement (1);

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1". — Est institué à Alger un conseil de discipline qui sera appelé à donner son avis sur toutes les propositions soumises au gouverneur général et emportant l'une des peines disciplinaires suivantes:

---

(1) RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Monsieur le gouverneur général,

Les règlements sur le personnel de l'administration des communes mixtes et des divers services administratifs ressortissant au gouvernement général de l'Algérie disposent que les peines disciplinaires emportant la révocation, le licenciement, le retrait d'un grade ou d'une classe, la suspension de fonctions et les retenues de solde de plus d'un mois sont infligées par le gouverneur général au vu des propositions motivées qui lui sont soumises par l'autorité compétente. — Il est peu de questions qui soient plus délicates que celles relatives à la gradation des peines à prononcer pour les fautes commises par le personnel. Elles touchent aux intérêts les plus importants et exigent, dès lors, une scrupuleuse attention.

En vue de sauvegarder pleinement ces intérêts, vous estimerez sans doute, Monsieur le gouverneur général, qu'il serait utile, avant que vous statuiez à l'avenir sur les propositions de peines disciplinaires qui vous seront adressées, de faire examiner ces propositions par un conseil de discipline.

Ce conseil, présidé par vous, ou, en cas d'empêchement, par le secrétaire général du gouvernement, pourrait être composé ainsi qu'il suit: — Le préfet d'Alger; — Deux conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement; — Le chef du premier bureau du gouvernement général; — Un fonctionnaire, employé ou agent d'un grade égal à celui du fonctionnaire, employé ou agent sur le compte duquel le conseil de discipline aurait à se prononcer. — La présence de ce dernier membre au sein du conseil serait une véritable garantie pour les agents de tous grades appelés devant lui, puisqu'elle les assurerait d'être jugés par leurs pairs. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'il est procédé dans l'armée en matière de peines disciplinaires.

Lorsque les propositions soumises à l'examen du conseil de discipline concerneraient des fonctionnaires, employés ou agents autres que ceux relevant du ministre de l'intérieur, la composition du conseil serait modifiée de la manière suivante: — L'agent le plus élevé en grade du service intéressé, présent à Alger, serait appelé à en faire partie, avec voix délibérative; — Le chef du premier bureau serait remplacé par le chef du bureau du gouvernement général auquel ressortirait le service intéressé.

Il serait bien entendu, d'ailleurs, que les mesures que je propose de prendre ne s'appliqueraient qu'aux peines disciplinaires à prononcer par le gouverneur général.

J'ai l'honneur de vous présenter ci-joint un projet d'arrêté préparé dans le sens des indications qui précèdent. Si vous vouliez bien en adopter le principe, je vous proposerais de le soumettre à l'examen du conseil de gouvernement.

1° Révocation ;
2° Licenciement ;
3° Retrait d'un grade ou d'une classe ;
4° Suspension de fonctions ou retenues de solde excédant un mois.
Art. 2. — Ce conseil est composé comme il suit :

Président :

Le gouverneur général, ou, en cas d'empêchement, le secrétaire général du gouvernement.

Membres :

Le préfet du département d'Alger ;
Deux conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement ;
Le chef du premier bureau du gouvernement général ;
Un fonctionnaire, employé ou agent d'un grade égal à celui du fonctionnaire, employé ou agent sur le compte duquel le conseil de discipline aura à statuer.

Art. 3. — Si des propositions soumises au conseil de discipline concernent des fonctionnaires, employés ou agents autres que ceux relevant du ministre de l'intérieur, l'agent le plus élevé en grade du service intéressé présent à Alger est appelé à faire partie du dit conseil avec voix délibérative, et le chef du premier bureau est remplacé par le chef du bureau du gouvernement général auquel ressortit le service intéressé.

Art. 4. — Le fonctionnaire, l'employé ou l'agent qui sera l'objet d'une des propositions de peines disciplinaires énoncées à l'article 1" sera admis à comparaître en personne devant le conseil de discipline pour présenter ses moyens de défense.

Art. 5. — Sont et demeurent rapportées toutes les dispositions antérieures relatives aux peines disciplinaires ci-dessus énumérées.

26 décembre 1888. — Loi sur les brevets d'invention en Tunisie. *(J. O. T.*, 14 mars 1889) (1).

TITRE I"

Dispositions générales.

Art. 1". — Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit exclusif d'exploiter à son profit la dite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement tunisien sous le nom de « brevets d'invention ».

Art. 2. — Seront considérées comme invention ou découverte nouvelles, l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens, ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

Art. 3. — Ne seront pas susceptibles d'être brevetés : les plans et combinaisons de crédit ou de finance, ainsi que les inventions dont la vulgarisation serait contraire aux lois ou aux bonnes mœurs. Si l'invention se rapporte à des denrées alimentaires ou à des médicaments, le brevet ne pourra être délivré pour le produit même, mais exclusivement pour les procédés spéciaux relatifs à sa fabrication.

Art. 4. — La durée des brevets sera de cinq, dix ou quinze années. Cha-

(1) Le texte de cette loi, reproduit inexactement par le *Journ. off. tunisien* du 27 déc. 1888 *(suprà*, p. 10), doit être rétabli ainsi qu'il suit.

que brevet donnera lieu au paiement d'une taxe qui est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

300 piastres pour un brevet de cinq ans ; 1,000 piastres pour un brevet de dix ans et 1,500 piastres pour un brevet de quinze ans. Cette taxe sera payée par annuités de 100 piastres, sous peine de déchéance si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter.

TITRE II

Des formalités à remplir à la délivrance des brevets.

Art. 5. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer en personne ou par mandataire ou adresser par la poste, sous cachet et sous pli recommandé, à notre premier ministre : 1° sa demande dans laquelle il devra faire élection de domicile dans la régence s'il n'y est pas domicilié ; 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ; 3° les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, et 4° un bordereau des pièces déposées.

Les demandes seront inscrites dans l'ordre de leur réception sur un registre d'arrivée, qui indiquera la date et l'heure de l'arrivée, le nom du déposant, l'objet de la demande et le numéro d'inscription.

Il pourra être demandé un récépissé de l'acte de dépôt qui sera délivré sans frais.

Art. 6. — La demande sera limitée à un seul objet principal avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées.

Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet dans les limites fixées par l'art. 4 et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description ne pourra être écrite qu'en français. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Les mesures et les poids seront donnés dans la description en signes du système métrique ; les dessins seront tracés à l'encre d'après l'échelle métrique. Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande. Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande.

Art. 7. — Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement à la caisse du receveur général du gouvernement tunisien d'une somme de 100 piastres à valoir sur le montant de la taxe du brevet.

Le premier versement est définitivement acquis à l'État, alors même que la demande de brevet serait rejetée.

Art. 8. — Si les pièces jointes à la demande de brevet sont complètes, et qu'il n'y ait pas eu cause de rejeter la dite demande, conformément aux art. 3, 5 et 7, le premier ministre fera publier au *Journal officiel* l'avis de la demande avec l'indication sommaire de son contenu.

Dans le délai de deux mois à partir de la publication, il sera loisible à chacun de former opposition par écrit à la demande de brevet.

A l'issue de ce délai et si aucune opposition n'a été formulée, un arrêté du premier ministre ou de son délégué, constatant la régularité de la demande et l'absence d'opposition, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention. Cet acte sera également inscrit sur un registre dit registre des brevets, et avis en sera donné au *Journal officiel*. Dans le cas où la demande serait rejetée, la communication du rejet sera faite au demandeur ou à son mandataire.

Si des oppositions sont produites, le brevet ne sera délivré qu'après que le demandeur en aura obtenu mainlevée de la part des tribunaux compétents.

Art. 9. — Les brevets seront délivrés aux risques et périls des demandeurs et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Art. 10. — Le breveté ou les ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les art. 5 et 6.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal et qui produiront, à partir de l'issue du délai d'opposition, les mêmes effets que le dit brevet principal avec lequel ils prendront fin. Chaque demande du certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de 20 piastres dans la forme déterminée par l'art. 7.

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profiteront à tous les autres.

Art. 11. — Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de cinq, dix ou quinze années au lieu d'un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les art. 5, 6 et 7 et acquitter la taxe mentionnée à l'art. 4.

Art. 12. — Nul autre que le breveté ou ses ayants droit, agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourra, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée pourra, dans le cours de la dite année, former une demande qui sera déposée, sous cachet, entre les mains du premier ministre. L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré selon les formes déterminées par l'art. 8. Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements ou additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

Art. 13. — Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention objet du nouveau brevet.

Art. 14. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'art. 4. Aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée sur le registre des brevets. Aussi longtemps que cette formalité n'aura pas été remplie, sera réputé propriétaire du brevet délivré celui qui se trouvera le dernier inscrit, en cette qualité, au registre des brevets.

Art. 15. — Les cessionnaires d'un brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou ses ayants droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires. Tous ceux qui auront droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition moyennant le versement d'un droit de 20 piastres.

Art. 16. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés seront communiqués, sans frais, à toute réquisition. Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie des dites descriptions et dessins.

Art. 17. — Il sera publié, au commencement de chaque année, dans l'*Officiel tunisien*, une liste contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente.

TITRE III

Du dépôt dans les expositions publiques.

Art. 18. — Tout Tunisien ou étranger auteur d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, ou ses ayants droit, peuvent s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'administration, se faire délivrer par le premier ministre un certificat descriptif de l'objet déposé.

Art. 19. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre avant l'expiration de ce terme.

Art. 20. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée au premier ministre et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin du dit objet. Les demandes ainsi que les décisions prises par le premier ministre sont inscrites sur un registre spécial qui sera communiqué à toute réquisition.

TITRE IV

Droits des étrangers.

Art. 21. — Les étrangers pourront, en Tunisie, obtenir des brevets d'invention.

Art. 22. — Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

Art. 23. — L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en Tunisie ; mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

TITRE V

Des déchéances ou nullités.

Art. 24. — Seront nuls et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants : 1° si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ; 2° si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'art. 3, susceptible d'être brevetée ; 3° si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ; 4° si la découverte, invention ou application est reconnue contraire à l'ordre, à la sûreté publique, aux lois du pays, sans préjudice, dans ce cas, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objets prohibés ; 5° si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ; 6° si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur ; 7° si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'art. 12 ; seront également nuls et de nul effet, les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

Art. 25. — Ne sera pas réputée nouvelle, toute découverte, invention ou

application qui, dans la régence ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

Art. 26. — Sera déchu de tous ses droits : 1° le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet ; 2° le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention dans la régence dans le délai de deux ans à partir du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ; 3° le breveté qui aura introduit dans la régence des objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins pourra être autorisée l'introduction : 1° des modèles de machines ; 2° des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement.

Art. 27. — Quiconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou après l'expiration d'un brevet antérieur, ou qui, étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet sans y ajouter ces mots : « Sans garantie du gouvernement tunisien », sera puni d'une amende de 50 à 1,000 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

Art. 28. — L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toutes personnes y ayant intérêt. Ces actions, ainsi que toutes les contestations relatives à la propriété des brevets, seront portées devant les tribunaux français de première instance.

Art. 29. — Lorsque la déchéance ou la nullité d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au premier ministre, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'art. 8 pour la proclamation des brevets.

Art. 30. — Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

Art. 31. — L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les art. 405 et suivants du Code de procédure civile français. Elle sera communiquée au procureur de la République.

Art. 32. — Dans une instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux n" 2, 4 et 5 de l'art. 21.

Art. 33. — Dans les cas prévus par l'art. 29, tous les ayants droit au brevet et dont les titres auront été enregistrés au gouvernement tunisien devront être mis en cause.

TITRE VI

Juridiction.

Art. 34. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi des moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon.

Ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2,000 piastres.

Art. 35. — Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente, ou introduit sur le territoire de la régence un ou plusieurs objets contrefaits seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

Art. 36. — Les peines établies par le présent décret ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 37. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles précédents, un emprisonnement d'un mois à six mois. Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour des délits prévus par la présente loi. Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance par ce dernier des procédés décrits au brevet. Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

Art. 38. — L'art. 463 du Code pénal français pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

Art. 39. — L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

Art. 40. — Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété du dit brevet.

Art. 41. — Les propriétaires de brevets pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la représentation du brevet. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, la dite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 42. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par l'art. 28.

Art. 43. — La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquittement, prononcées contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou le débitant. Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affichage du jugement, s'il y a lieu.

Dispositions transitoires.

Art. 44. — Des ordonnances ministérielles portant règlements d'administration publique arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi, qui n'aura d'effet que six mois après sa promulgation.

9 février 1889. — **Loi** portant approbation du décret beylical du 17 décembre 1888, relatif à la conversion de la dette tunisienne (*J. O. T.*, 21 févr. 1889).

Art. 1". — Conformément aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 9 avril 1884 (1), S. A. le bey de Tunis est autorisé à convertir en un emprunt trois et demi pour cent (3 1/2 p. 100) amortissable dans un délai maximum de 99 ans, l'emprunt quatre pour cent (4 p. 100) perpétuel, garanti par le gouvernement de la République française, en vertu de l'art. 2 de la convention passée entre ledit gouvernement et S. A. le bey, le 8 juin 1883 (2).

Art. 2. — Est approuvé le décret beylical, en date du 17 décembre 1888 (3), relatif à la conversion des 315,376 obligations de 500 fr. 4 p. 100 de la dette du gouvernement tunisien.

A partir de la conversion exécutée en vertu de ce décret, la garantie accordée par le gouvernement de la République française aux obligations 4 p. 100 de la dette du gouvernement tunisien, en exécution du décret du 28 mai 1884 (4), est transportée aux 348,815 obligations 3 1/2 p. 100 à réaliser dans les conditions visées par le décret beylical en date du 17 décembre 1888.

Art. 3. — La garantie du gouvernement français s'exercera pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, à courir de la conversion autorisée par la présente loi.

13 février 1889. — **Loi** rétablissant le scrutin uninominal pour l'élection des députés. (*B. O.*, 1889, p. 174.)

Art. 1". — Les art. 1, 2 et 3 de la loi du 16 juin 1885 sont abrogés.

Art. 2. — Les membres de la Chambre des députés sont élus au scrutin individuel. Chaque arrondissement administratif dans les départements et chaque arrondissement municipal à Paris et à Lyon nomme un député. Les arrondissements dont la population dépasse 100,000 habitants nomment un député de plus par 100,000 habitants ou fraction de 100,000 habitants. Les arrondissements, dans ce cas, sont divisés en circonscriptions dont le tableau est annexé à la présente loi et ne pourra être modifié que par une loi.

Art. 3. — Il est attribué un député au territoire de Belfort, six à l'Algérie et dix aux colonies, conformément aux indications du tableau.

Art. 4. — A partir de la promulgation de la présente loi, jusqu'au renouvellement de la Chambre des députés, il ne sera pas pourvu au remplacement des députés dont les siéges seront vacants.

DÉPARTEMENT D'ALGER. — 2 DÉPUTÉS.

1re circonscription :			*2e circonscription.*		
1re	circonscript.	d'Alger.	11e	circonscript.	L'Arba.
2e	id.	d'Alger.	12e	id.	Dellys.
3e	id.	d'Alger.	13e	id.	Bordj-Ménaïel.
4e	id.	d'Alger.	14e	id.	Aumale.
5e	id.	Mustapha.	15e	id.	Blida.
6e	id.	S'-Eugène.	16e	id.	Bouffarick.
7e	id.	Chéragas.	17e	id.	Coléa.
8e	id.	Hussein-Dey.	18e	id.	Mouzaïaville.
9e	id.	Douéra.	19e	id.	Marengo.
10e	id.	Maison-Carrée.	20e	id.	Cherchel.

(1 et 2) *Rev. Alg.* 1885. 3. 43.
(3) *Suprà*, p. 6.
(4) *Suprà*, p. 7.

2e circonscription.

21e	circonscript.	Miliana.
22e	id.	Affreville.
23e	id.	Orléansville.
24e	id.	Ténès.
25e	id.	Médéa.
26e	id.	Boghari.
27e	id.	Tizi-Ouzou.
28e	id.	Bouïra.
29e	id.	Alma.
30e	id.	Oued-Fodda.

DÉPARTEMENT D'ORAN. — 2 DÉPUTÉS.

1re circonscription :

1re	circonscript.	d'Oran (Mosquée).
2e	id.	d'Oran (Casba).
3e	id.	d'Oran (Marine).
4e	id.	Valmy.
5e	id.	Oran (La Sénia).
6e	id.	S'-Cloud.
7e	id.	Mers-el-Kébir.
8e	id.	Aïn-Témouchent.
9e	id.	Misserghin.
10e	id.	Perrégaux.
11e	id.	S'-Denis-du-Sig.
12e	id.	Arzew.

2e circonscription :

13e	circonscript.	Mostaganem.
14e	id.	Pélissier.
15e	id.	Aboukir.
16e	id.	Relizane.
17e	id.	Inkermann.
18e	id.	Tiaret.
19e	id.	Tlemcen.
20e	id.	Hennaya.
21e	id.	Nemours.
22e	id.	Mascara.
23e	id.	S'-André de Mascara.
24e	id.	Saïda.
25e	id.	Sidi-bel-Abbès.
26e	id.	Sidi-bel-Abbès.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE. — 2 DÉPUTÉS.

1re circonscription :

1re	circonscript.	Constantine (Ouest).
2e	id.	Constantine (Est).
3e	id.	Constant. (banlieue).
4e	id.	Hamma.
5e	id.	Oued-Atménia.
6e	id.	Batna.
8e	id.	Le Kroub.
9e	id.	Biskra.
12e	id.	Stora.
23e	id.	S'-Arnaud.
24e	id.	Sétif.
25e	id.	Bordj-bou-Arréridj.
26e	id.	Aïn-Abessa.
27e	id.	Bougie.
28e	id.	Djidjelli.
29e	id.	Akbou.
30e	id.	Strasbourg.

2e circonscription :

1re	circonscript.	Aïn-Beïda.
10e	id.	El-Arrouch.
11e	id.	Jemmapes.
13e	id.	Philippeville.
14e	id.	Bône (Nord).
15e	id.	Bône (Sud).
16e	id.	Bugeaud.
17e	id.	Mondovi.
18e	id.	Randon.
19e	id.	La Calle.
20e	id.	Soukarras.
21e	id.	Héliopolis.
22e	id.	Guelma.

18 février 1889. — Décret portant fixation des emplois et des traitements dans le personnel du service des épizooties. *(B. O.,* 1889, p. 163.)

Vu le décret du 12 novembre 1887, portant règlement d'administration publique pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ;

Vu notamment l'art. 34 de ce décret, aux termes duquel le nombre de vétérinaires attachés dans chaque département au service sanitaire, le chiffre de leurs traitements respectifs, ainsi que le mode et les conditions de leur nomination sont déterminés par décret ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le nombre de vétérinaires attachés dans chaque département au service sanitaire est déterminé conformément aux indications du tableau ci-après :

	DÉPARTEMENTS		
	d'Alger	d'Oran	de Constantine
Vétérinaires délégués	1	1	1
Vétérinaires de circonscription.	17	10	17
Vétérinaires visiteurs dans les ports. . .	2	3	3
	20	14	21

Art. 2. — Les traitements attribués aux vétérinaires sanitaires sont fixés ainsi qu'il suit :

Vétérinaires délégués, chefs de service.

1re classe	4,000 fr.
2e classe	3,500
3e classe	3,000

Vétérinaires visiteurs dans les ports produisant au moins 15,000 francs.

1re classe.	3,000 fr.
2e classe	2,700
3e classe	2,400

Les fonctions de vétérinaire de circonscription seront confiées par le gouverneur général à des vétérinaires déjà chargés d'un service communal.

Il peut en être de même pour les emplois de vétérinaire visiteur dans les ports secondaires. Cependant, lorsque les droits de visite atteindront dans l'un ou l'autre de ces ports le chiffre de 15,000 fr., le vétérinaire visiteur sera titularisé au traitement de 2,400 fr.

Les vétérinaires exerçant les fonctions de vétérinaire de circonscription ou de vétérinaire visiteur recevront une indemnité annuelle de 500 fr.

Art. 3. — Les vétérinaires délégués, chefs de service et les vétérinaires de circonscription auront droit, en outre, pour leurs déplacements, à une indemnité calculée à raison de 0 fr. 35 centimes par kilomètre parcouru, pour les vétérinaires délégués, chefs de service, et de 0 fr. 25 pour les vétérinaires de circonscription.

Art. 4. — Un règlement arrêté par le gouverneur général, en conseil de gouvernement, fixera les conditions de l'avancement et la discipline concernant le personnel du service des épizooties.

18 février 1889. — Décret portant fixation du tarif des droits de visite sanitaire dont la perception est autorisée par les art. 27 et 28 du décret du 12 novembre 1887. (*B. O.*, 1889, p. 162.)

Vu le décret du 12 novembre 1887, portant règlement d'administration publique pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ;

Vu notamment les art. 27 et 28 de ce décret, aux termes desquels les animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine importés en Algérie ou bien exportés d'Algérie à destination de la France ou de l'étranger sont soumis, aux frais des importateurs ou des exportateurs, à une visite sanitaire dont les frais sont déterminés pour chaque espèce d'animaux par décret spécial ;

Vu les avis exprimés par les conseils généraux des trois départements de l'Algérie et par le conseil de gouvernement ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le tarif des droits de visite sanitaire dont la perception est autorisée par les art. 27 et 28 du décret du 12 novembre 1887 est fixé ainsi qu'il suit :

Chevaux, ânes, mulets, par tête.	1 fr.	»
Taureaux, bœufs, vaches	0	50
Bouvillons, taurillons, génisses, veaux	0	25
Moutons, agneaux, chèvres, chevreaux, porcs et cochons de lait.	0	10

Ce tarif sera appliqué tant à l'importation qu'à l'exportation.

20 février 1889. — Décret du bey relatif à l'émission des 348,815 obligations de 500 fr. 3 1/2 %. (*J. O. T.*, 21 févr. 1889.)

Art. 1er. — L'émission des 348,815 obligations 500 fr. 3 1/2 0/0 s'effectuera le 7 mars 1889 au taux de 482 fr. 50.

Art. 2. — Les détenteurs d'obligations 4 0/0 de la dette tunisienne qui voudront être remboursés devront en faire la demande, et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres du 25 février au 7 mars 1889 inclusivement.

Art. 3. — Le remboursement des obligations déposées en exécution de l'art. 2 du présent décret aura lieu à partir du 22 mars 1889.

Art. 4. — Les intérêts courus à la date du 22 mars 1889, assignée pour le remboursement des obligations 4 0/0, seront payés en même temps que le capital de ces obligations.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit du capital à rembourser.

Art. 5. — Les obligations de la dette tunisienne 4 0/0 dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'art. 2 du présent décret seront échangées, titre pour titre, contre les obligations 3 1/2 0/0 nouvelles portant jouissance du 23 mars 1889.

Cet échange aura lieu à partir du 8 mars.

Au moment de l'échéance des titres et indépendamment des intérêts à 4 0/0 courus du 1er janvier au 22 mars 1889, il sera payé aux ayants droit une soulte de 22 fr. 50 par obligation 4 0/0 présentée à l'échange.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit de la somme représentant la soulte à payer.

Il pourra être délivré aux ayants droit des titres provisoires.

La remise des titres définitifs devra s'effectuer au plus tard à partir du 1er juillet 1889.

Art. 6. — Les opérations à effectuer en exécution du présent décret seront réalisées, en Tunisie, aux caisses publiques du gouvernement beylical, à la banque de Tunisie et à la compagnie Algérienne; en France, aux caisses dont la désignation sera portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

L'expiration du délai pendant lequel les opérations pourront s'effectuer aux caisses autres que celles du gouvernement tunisien sera ultérieurement fixée.

20 février 1889. — Décret portant modification de la circonscription des cantons judiciaires de Bou-Medfa, de Miliana, de Châteaudun-du-Rhumel, de l'Oued-Atménia, d'El-Milia, de Fedj-M'Zala et de Mila, et autorisation au juge de paix de Fedj-M'Zala de tenir provisoirement ses audiences à Tiberguent. (*B. O.*, 1889, p. 234.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Vu les décrets des 23 janvier, 9 et 11 avril 1888, portant modifications de diverses circonscriptions administratives ;

Vu les avis du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date des 10 juin et 16 décembre 1887, 15 et 27 juillet 1888 ;

Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — La parcelle dite Bled-Karbous du douar d'Adélia (distraite par le décret du 11 avril 1888 de la commune mixte d'Hammam-Righa et annexée à la commune de plein exercice d'Aïn-Sultan) est détachée du canton judiciaire de Bou-Medfa et rattachée à celui de Miliana.

Art. 2. — La parcelle du douar Ras-Séguin (distraite par décret du 23 janvier 1888 de la commune de Châteaudun-du-Rhumel et annexée à la commune de plein exercice de l'Oued-Séguin qui fait partie du canton de l'Oued-Atménia) est détachée du canton judiciaire de Châteaudun-du-Rhumel et rattachée à celui de l'Oued-Atménia.

Art. 3. — Les territoires qui ont été distraits, par les décrets du 9 avril 1888, des communes mixtes d'El-Milia et de Fedj-M'zala, pour être annexés aux communes de Grarem et Sidi-Mérouane, sont détachés des cantons judiciaires d'El-Milia et de Fedj-M'zala et rattachés à celui de Mila.

Art. 4. — Le juge de paix de Fedj-M'zala tiendra provisoirement ses audiences à Tiberguent.

20 février 1889. — Décret du prés. de la Rép. fr. désignant le payeur particulier du trésor à Sousse pour remplir les fonctions de préposé à la caisse des dépôts et consignations. (*J. O. T.*, 28 févr. 1889.)

Vu l'ordonnance du 3 juillet 1816, qui dispose (art. 11) que la caisse des dépôts et consignations aura des préposés dans toutes les villes où siége un tribunal de première instance ;

Vu le décret du 1er décembre 1887, qui institue un tribunal de première instance à Sousse (Tunisie) ;

Vu le décret du 25 mars 1887, portant règlement d'administration publique sur le service de la trésorerie et des postes aux armées ;

Sur le rapport du ministre des finances, et d'après l'avis conforme de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations ;

Art. 1er. — Le payeur particulier du trésor établi à Sousse (Tunisie) remplira à l'égard de la caisse des dépôts et consignations les fonctions attribuées en France aux receveurs particuliers des finances.

Art. 2. — Le présent décret recevra son exécution à partir du 1er mars 1889.

20 février 1889. — Décret du bey portant règlement sur l'organisation des medraças. *(J. O. T.,* 28 févr. 1889.)

Considérant que, dans l'intérêt des études arabes faites à Tunis et dans les principales villes de la régence, il est important qu'une surveillance effective soit exercée sur les étudiants musulmans qui habitent les medraças;

Considérant qu'il importe également de réglementer l'organisation de ces medraças ;

Vu le rapport du directeur de l'enseignement ;

Le conseil de l'instruction publique entendu ;

CHAPITRE Ier

Des medraças.

Art. 1er. — Les medraças sont divisées en trois catégories correspondant au degré d'avancement des étudiants dans leurs études : les medraças de la première catégorie sont affectées aux étudiants du premier degré, c'est-à-dire aux débutants ; celles de la deuxième catégorie, aux étudiants dont les études sont plus avancées ; et celles de la troisième catégorie, aux étudiants du degré supérieur, et à ceux qui ont obtenu le certificat dit « tetoui ».

Art. 2. — Les medraças de la régence de Tunis ne peuvent recevoir que des étudiants dûment autorisés à les habiter.

Art. 3. — Les revenus appartenant aux medraças seront employés conformément aux décisions du conseil d'administration dont il sera parlé plus loin, lequel dressera chaque année le budget de ces établissements.

Les dépenses seront soldées par l'administration des habous sur le vu d'un état dressé par le directeur de l'enseignement. Quant aux obligations relatives au culte, elles continueront à être observées comme précédemment.

CHAPITRE II.

Du conseil d'administration des medraças.

Les medraças seront placées sous la surveillance d'un conseil d'administration composé :

Du directeur de l'enseignement public, *président.*

De l'inspecteur des études arabes, *vice-président.*

Du président de l'administration des habous ; de deux professeurs de première classe de la grande mosquée, l'un hanéfi, l'autre maléki ; de deux professeurs de deuxième classe de la grande mosquée, l'un hanéfi, l'autre maléki ; d'un directeur de medraça ; du secrétaire arabe de la direction qui remplit les fonctions de secrétaire du conseil, *membres.*

Les membres de ce conseil seront nommés tous les deux ans par notre premier ministre, sur la propositton du conseil d'administration. Leurs fonctions sont gratuites. Le conseil se réunit au commencement de chaque mois. Il peut, en outre, être convoqué chaque fois que le résident le juge nécessaire.

Art. 5. — Le conseil a la direction générale des medraças ; il s'occupe de toutes les questions intéressant ces établissements et les étudiants qui les habitent.

Il prononce l'admission et l'exclusion temporaire ou définitive des étudiants.

Chaque membre du conseil aura le droit d'inspection dans les medraças, afin de vérifier si la surveillance y est bien faite et si les règlements y sont appliqués.

Art. 6. — Le secrétaire du conseil tiendra trois registres :

1° Un registre d'inscription des étudiants donnant les indications suivantes : les nom et prénoms de l'étudiant ; les nom, prénoms et domicile de ses parents ; le lieu de sa naissance, son âge, la medraça dans laquelle il sera placé ; le numéro de sa chambre ; la date de son entrée à la medraça ; la date de sa sortie ;

2° Un registre pour les demandes d'admission dans les medraças ;

3° Un registre des procès-verbaux des séances du conseil.

CHAPITRE III.

Des directeurs des medraças.

Chaque medraça sera placée sous la direction d'un cheik.

Les directeurs des medraças seront choisis parmi les personnes pourvues du brevet dit « tetoui », qui seront reconnues aptes à remplir ces fonctions ; ils seront nommés par arrêté de notre premier ministre, sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Tout directeur de medraça nommé professeur à la grande mosquée ou dans un autre établissement d'instruction sera remplacé à la tête de la medraça qu'il administrait.

Art. 8. — Le directeur de chaque medraça tiendra lui-même deux registres cotés et paraphés par un membre délégué du conseil des medraças.

L'un de ces registres servira à inscrire :

1° Les nom et prénoms de l'étudiant ;

2° Le lieu de sa naissance ;

3° Son âge ;

4° Les nom, prénoms et domicile de ses parents ;

5° La date de son entrée dans la medraça ;

6° Le numéro de la chambre occupée par lui ;

7° La date et les motifs de sa sortie de la medraça.

L'autre registre servira à consigner, à leur date, les événements qui pourraient survenir dans la medraça, et les observations du directeur sur la conduite des étudiants, sur leur application, leur assiduité, leur tenue, leurs progrès dans leurs études, etc.

Art. 9. — Les traitements des directeurs et les sommes allouées aux étudiants seront pris sur les revenus des biens consacrés à cet effet, et seront répartis entre eux suivant les différentes catégories de medraças.

Chaque mois, le directeur de la medraça dressera un état nominatif de son traitement et des sommes allouées aux étudiants de sa medraça, en indiquant les retenues avec leurs motifs.

Cet état sera visé par l'inspecteur général des études arabes et ordonnancé par le président de l'administration des habous.

Art. 10. — Le directeur de la medraça fera chaque mois un rapport détaillé sur la conduite des étudiants, leur application, leur assiduité, leur santé et sur le bon entretien des chambres occupées par eux ; il signalera également dans son rapport, s'il y a lieu, ce qui aura pu survenir dans la medraça, avec dates à l'appui, d'après les observations consignées dans le registre dont il a été question ci-dessus. Il adressera ce rapport au conseil d'administration des medraças, deux jours au moins avant la réunion du dit conseil.

Dans le cas où un fait grave se produirait dans la medraça, il devra en aviser immédiatement la direction de l'enscignement.

CHAPITRE IV.

Des étudiants.

Art. 11. — Tout étudiant qui désirera être admis dans une medraça devra adresser sa demande d'admission au vice-président du conseil d'administration, en donnant ses nom, prénoms, âge, origine et domicile.

Il sera statué sur sa demande après enquête sur la moralité, les antécédents et le degré d'instruction du postulant.

Art. 12. — La durée réglementaire du séjour de l'étudiant dans les medraças est de six années, dans l'intervalle desquelles il parcourra les différentes branches d'études professées à la grande mosquée. La durée maximum sera de neuf années.

Toutefois, le conseil d'administration pourra accorder une prolongation de séjour dans les medraças à l'étudiant qui voudrait perfectionner ses études, après s'être assuré qu'il y a un intérêt réel à lui accorder cette faveur.

Art. 13. — Tout étudiant dont l'absence se prolongera en dehors de l'époque des vacances réglementaires sera déchu de son droit de séjour dans les medraças, à moins qu'il n'ait avisé le conseil d'administration et qu'il n'ait obtenu l'autorisation de prolonger son absence.

L'époque et la durée des vacances seront fixées chaque année par arrêté du président du conseil d'administration pris conformément aux décisions du conseil.

Art. 14. — Les étudiants des medraças devront se conduire avec soumission, déférence et respect devant leurs directeurs, ils devront avoir une tenue réservée et digne, une conduite honorable et irréprochable, une application soutenue dans leurs études et suivre avec assiduité les leçons de leurs professeurs.

Il leur est interdit de se réunir plusieurs dans la même chambre. Par exception, deux frères pourront être autorisés à loger ensemble. Il sera permis toutefois aux étudiants de se réunir dans la mosquée de la medraça pour discuter entre eux sur les sujets de leurs études.

Art. 15. — Nulle personne étrangère à une medraça ne pourra être introduite sans l'autorisation du directeur.

Pourront seuls être admis à visiter les medraças sans autorisation, les hauts fonctionnaires de l'État et les magistrats musulmans.

Art. 16. — Tout étudiant qui commettra une infraction au règlement intérieur de chaque medraça sera réprimandé par le directeur. En cas de récidive, la réprimande sera prononcée par l'inspecteur des études arabes.

Si l'étudiant commet une faute grave ou si sa conduite lui a déjà valu plusieurs réprimandes, le directeur de la medraça saisira de l'affaire le conseil d'administration, qui décidera s'il y a lieu d'exclure l'étudiant.

Le directeur est tenu de prévenir sans délai le président du conseil de tout délit qui se commettrait dans la medraça, sous peine de révocation et sans préjudice de la responsabilité qu'il pourrait encourir au point de vue pénal ou civil.

Art. 17. — Si un étudiant d'une medraça de Tunis tombe malade, le directeur de la medraça en avisera immédiatement le président du conseil d'administration, qui enverra de suite le médecin visiter le malade. Si la maladie est reconnue grave, le président du conseil d'administration ordonnera, sur le vu du certificat du médecin, l'admission gratuite de l'étudiant à l'hôpital Sadiki, et préviendra de suite sa famille.

Art. 18. — L'entrée de tout étudiant admis à habiter dans une medraça ne sera autorisée par le président du conseil d'administration qu'après que l'étudiant aura été soumis à une inspection médicale.

L'entrée lui sera refusée s'il est reconnu atteint d'une maladie contagieuse

Art. 19. — Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret; il établira les règlements intérieurs qui seront reconnus nécessaires.

21 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant modification aux circonscriptions territoriales des communes mixtes de Berrouaghia, Boghari et Djendel. *(B. O.*, 1889, p. 181.)

Vu les arrêtés des 20 mai 1868 et 24 novembre 1871 sur l'organisation des communes mixtes en Algérie ;
Vu l'art. 7 du décret du 7 avril 1884 (1) ;
Vu le décret du 30 avril 1867 ;
Vu les propositions du préfet d'Alger ;
Le conseil de gouvernement entendu ;

Art. 1er. — Les territoires ci-après désignés sont distraits de la commune mixte de Berrouaghia (territ. civ. d'Alger) et réunis, savoir :
1° Le douar d'Hannacha et la partie restante du douar d'Ouamri à la commune mixte du Djendel ;
2° La tribu d'Ouled-Mareuf à la commune mixte de Boghari.
Art. 2. — Les communes mixtes de Ben-Chicao et de Berrouaghia sont réunies en une seule commune mixte, dont le chef-lieu est fixé à Berrouaghia et qui en portera le nom.

21 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. fixant la composition des commissions municipales des communes mixtes de Berrouaghia, Boghari et Djendel. *(B. O.*, 1889, p. 182.)

21 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant désignation, pour l'année 1889, des régions dans lesquelles pourront être exigées les fournitures spécifiées à l'art. 4 du tableau annexé à la loi du 27 juin 1888. *(B. O.*, 1889, p. 123.)

Vu la loi du 28 juin 1881, conférant, pour une durée de sept années, aux administrateurs des communes mixtes, en territoire civil, la répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat ;
Vu la loi du 27 juin 1888 (2), prorogeant la loi du 28 juin 1881 pour une période de deux années ;
Vu l'art. 4 du tableau annexé à la loi du 27 juin 1888 et énumérant les faits considérés comme infractions à l'indigénat, ainsi conçu : « Refus de fournir contre remboursement, au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les moyens de transport, les vivres, l'eau potable et le combustible aux fonctionnaires ou agents dûment autorisés dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouverneur général » ;

Art. 1er. — Les fournitures spécifiées à l'art. 4 du tableau annexé à la loi du 27 juin 1888 ne pourront être exigées, pendant l'année 1889, que dans le territoire des communes mixtes des trois départements algériens.

21 février 1889. — Décret portant que le nom de « Beauprêtre » sera donné au village de Bou-Faïma (comm. de Dra-el-Mizan, arrond. de Tizi-Ouzou, dép. d'Alger). (*B. O.*, 1889, p. 222.)

---

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 7.
(2) *Rev. Alg.* 1888. 3. 153.

21 février 1889. — Décret portant que le nom de « Dollfusville » sera donné au centre d'Amoura (comm. mixte du Djendel, territ. civ. du dép. d'Alger). *(B. O.,* 1889, p. 222.)

21 février 1889. — Décret portant que le nom de « Dutertre » sera donné au centre de population européenne du « Camp des Scorpions » (comm. mixte de Teniet-el-Haâd, terr. civ. du dép. d'Alger. *(B. O.,* 1889, p. 223.)

26 février 1889. — Arrêté du gouv. gén. qui sépare la conservation des hypothèques du bureau de l'enregistrement, des domaines et du timbre de Tizi-Ouzou (dép. d'Alger) et qui crée dans la même ville un second bureau de l'enregistrement, des domaines et du timbre. *(B. O.,* 1889, p. 246.)

7 mars 1889. — Décret portant que le nom de « Pirette » sera donné au centre de population européenne d'Aïn-Zaouïa (comm. mixte de Dra-el-Mizan, territ. civ. du dép. d'Alger). *(Mob.,* 20 mars 1889.)

9 mars 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant que le douar d'Aïn-Khiar, ainsi que les terrains prélevés sur ce territoire pour la création du centre de population européenne d'Yusuf, sont distraits de la commune mixte de Zerizer et rattachés à celle de La Calle (dép. de Constantine). *(B. O.,* 1889, p. 224.)

9 mars 1889. — Arrêté du gouv. gén. modifiant la composition des commissions municipales des communes mixtes de Zerizer et de La Calle (dép. de Constantine). *(B. O.,* 1889, p. 224.)

11 mars 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant division en deux sections communales distinctes de chacune des deux tribus de Souala et d'Ouled-Selim (comm. mixte d'Aïn-Sefra, territ. de comm. d'Oran). *(Mob.,* 16 mars 1889.)

11 mars 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant modification, en ce qui concerne le cercle d'Aïn-Sefra, au tableau annexé à l'arrêté du 7 avril 1888 (1) relatif à la division en sections électorales et à la composition des commissions municipales des communes mixtes de l'Algérie. *(Mob.,* 16 mars 1889.)

19 mars 1889. — Décret portant que le domaine désigné sous le nom de haouch Ben Koucha est distrait de la commune de plein exercice de Marengo et réuni à celle de Castiglione (arrond. d'Alger). *(Mob.,* 13 avril 1889.)

---

(1) *Rev. Alg.* 1888. 3. 105.

22 décembre 1888. — Décret qui rend applicables aux conventions constatées et aux jugements rendus par les cadis les dispositions des art. 26, 29, 30, 31, 33, 35 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII, en matière d'enregistrement. *(Mob.*, 20 avril 1889.)

Vu les art. 26, 28, 29, 30, 31, 33, 35 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII, relatifs aux obligations des notaires et des greffiers en ce qui concerne l'enregistrement des actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité, et aux obligations des parties en ce qui concerne le remboursement ou le paiement des droits ;

Vu l'art. 68 du décret du 10 septembre 1886 (1) sur la justice musulmane en Algérie, qui assujettit à l'enregistrement, dans les conditions fixées par le décret du 16 octobre 1878, les expéditions des jugements et actes des cadis qui emportent transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, les baux à ferme, à loyer ou à rente, les sous-baux, cessions ou subrogations de baux et les engagements de biens immobiliers;

Vu le décret du 16 octobre 1878, en vertu duquel l'enregistrement de ces actes et jugements en territoire civil a lieu sur expédition appuyée d'une traduction *in extenso* en langue française, déposée par le cadi au bureau de l'enregistrement, dans le délai de trois mois à compter de la date de chaque acte et jugement ;

Considérant que le soin de soumettre les actes à la formalité a été laissé jusqu'à ce jour aux parties ; que leur négligence et leur ignorance des lois fiscales les exposent ainsi à des pénalités relativement très élevées ;

Considérant que le seul moyen de rendre effectives les dispositions susvisées du décret du 10 septembre 1886 est d'assimiler les cadis aux notaires et aux greffiers pour tout ce qui est relatif à l'enregistrement des actes qu'ils reçoivent ou des jugements qu'ils rendent, concernant des immeubles sis en territoire civil, d'après la législation en vigueur, entre indigènes musulmans, sauf, toutefois, en ce qui concerne les délais dans lesquels ces actes doivent être enregistrés ;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Sont désormais applicables aux conventions constatées par les cadis et aux jugements rendus par eux, entre indigènes musulmans, relativement à des immeubles sis en territoire civil, dans tous les cas prévus par l'art. 68 du décret du 10 septembre 1886, les dispositions des art. 26, 28, 29, 30, 31, 33, 35 et 37 de la loi du 22 frimaire an VII, relatives aux obligations des notaires et des greffiers en matière d'enregistrement et aux obligations des parties en ce qui concerne le remboursement ou le paiement des droits simples, en sus ou amendes. Les cadis seront soumis aux peines prévues en cas d'infraction contre les notaires et les greffiers telles qu'elles ont été édictées par les susdits articles ou modifiées par des lois postérieures.

Art. 2. — La formalité continuera à être requise sur la production de l'expédition et de la traduction *in extenso* de chaque acte ou jugement susceptible d'être enregistré.

L'enregistrement aura lieu dans le délai de trois mois à partir du jour de la date de l'acte ou du jugement.

Dans le cas prévu par l'art. 37 précité de la loi du 22 frimaire an VII, le

(1) *Rev. Alg.* 1886. 2. 184.

cadi devra fournir au receveur de l'enregistrement non un simple extrait, mais l'expédition et la traduction *in extenso* du jugement.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

31 décembre 1888. — Décret du prés. de la Rép. fr. transférant à Medjez-el-Bab le siège de la justice de paix établie à titre provisoire à Zaghouan. *(J. O. T.*, 2 mai 1889.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
Vu la loi du 27 mars 1883 (1);
Vu les décrets du 29 octobre 1887 et 18 février 1888 (2);
Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Le siège de la justice de paix établie, à titre provisoire, à Zaghouan (Tunisie) est transféré à Medjez-el-Bab.

Art. 2. — Le fonctionnement, la compétence et le ressort de cette juridiction sont déterminés suivant les règles établies par le décret du 29 octobre 1887.

Art. 3. — Le décret du 18 février 1888 est abrogé.

22 janvier 1889. — Décret du bey fixant les limites du domaine public maritime le long du lac de Tunis. *(J. O. T.*, 25 avril 1889.)

20 février 1889. — Décret du prés. de la Rép. fr. portant création à Tunis de deux charges de commissaire priseur. *(J. O. T.*, 11 avril 1889) (3).

11 mars 1889. — Décret portant que le nom de « Changarnier » sera donné au centre de population européenne d'Oued-Zeboudj (comm. mixte d'Hammam-Righa, territ. civ. du dép. d'Alger). *(B. O.*, 1889, p. 265.)

15 mars 1889. — Décret portant règlement d'administration publique pour le personnel de la trésorerie d'Algérie. *(J. O.*, 19 mars 1889) (4).

---

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 39

(2) *Rev. Alg.* 1888. 3. 1 et 34.

(3) Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice des droits que les règlements du gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes.

(4) RAPPORT DU MINISTRE DES FINANCES

Monsieur le président,

Le service du trésor en Algérie, qui, de 1830 à 1860, était réuni à celui des postes et fonctionnait sous la direction soit d'un payeur général (1830-1839), soit d'un trésorier payeur unique (1839-1843), est actuellement assuré par un personnel composé d'un trésorier payeur par province et d'un certain nombre de payeurs particuliers, de payeurs adjoints et de commis de trésorerie.

Vu l'ordonnance du 16 décembre 1843, et le décret du 7 février 1860;
Sur le rapport du ministre des finances,

TITRE Ier

Organisation générale.

Art. 1er. — Le personnel de la trésorerie d'Algérie se compose :
D'un trésorier payeur par province, d'un payeur particulier par paierie, de payeurs adjoints et de commis de trésorerie.

Un payeur particulier remplit, dans chaque trésorerie, les fonctions de chef de comptabilité.

Le nombre, le siège et le classement des paieries sont déterminés et peuvent être modifiés par arrêté ministériel.

Le nombre des payeurs adjoints et des commis de trésorerie est également déterminé par le ministre.

Le service de la trésorerie en Cochinchine est confié à des agents détachés de la trésorerie d'Algérie, dans les conditions prévues par le décret du 15 mars 1874.

Cette organisation remonte à l'ordonnance du 16 décembre 1843, qui a institué 3 trésoriers payeurs, placés sous les ordres du ministre des finances, et justiciables de la cour des comptes ; elle a été modifiée par le décret du 7 février 1860, qui a séparé le service des postes de celui de la trésorerie. Des arrêtés des 7 décembre 1844, 29 novembre 1869 et 29 septembre 1881, et une décision du 31 décembre 1885, ont fixé les traitements des agents ; mais le mode de recrutement et les conditions d'avancement du personnel, qui comprend actuellement :

115 agents pour l'Algérie,
45 agents pour l'Indo-Chine,
8 agents pour la Tunisie,

au total 168 personnes, n'ont fait l'objet d'aucun règlement depuis que la trésorerie d'Algérie forme un service indépendant.

Dans le cours de ces dernières années ce service a pris une importance toujours croissante, par suite du développement des affaires et de la colonisation. D'autre part, il s'est vu adjoindre, en 1874, le service du trésor en Cochinchine, et il a été appelé, plus récemment, à détacher des agents en Tunisie et dans les pays de protectorat en Indo-Chine.

Les cadres se sont ainsi graduellement augmentés jusqu'à atteindre le chiffre indiqué plus haut, qui répond à toutes les nécessités du service, et ne paraît plus désormais susceptible d'une extension nouvelle.

Aussi le moment paraît-il opportun de donner à cette catégorie de fonctionnaires un règlement qui détermine d'une façon définitive la constitution des cadres, le traitement des agents, leur mode d'admission et les conditions d'avancement qui leur sont imposées. Le personnel de la trésorerie d'Algérie, qui s'est toujours fait remarquer par sa probité et son dévouement, verrait dans l'adoption d'une telle mesure une marque de la sollicitude avec laquelle l'administration supérieure suit ses efforts, en même temps qu'il y trouverait un encouragement et une garantie en obtenant la certitude que les traditions hiérarchiques, constamment suivies jusqu'à ce jour, deviendront désormais une règle inéluctable.

En outre, des agents de la trésorerie peuvent être mis à la disposition de l'administration des colonies, pour prendre part au service de trésorerie du protectorat de l'Indo-Chine.

Art. 2. — Les traitements et les classes que comportent les emplois de la trésorerie d'Algérie sont fixés ainsi qu'il suit :

Trésoriers payeurs.....	1re classe.....	12.000
	2e classe..	10.000
Payeurs particuliers..... ..	1re classe.....	7.000
	—	6.500
	—	6.000
	2e classe.....	5.500
	—	5.000
	3e classe.....	4.500
Payeurs adjoints.....	1re classe.....	4.000
	2e classe.....	3.500
	3e classe.....	3 000

C'est dans cette pensée, Monsieur le président, que j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation.

La plupart des dispositions qu'il renferme s'inspirent des principes adoptés par le conseil d'État pour les administrations centrales des ministères, dont l'organisation rappelle par plus d'un côté celle du personnel de la trésorerie d'Algérie.

L'art. 1er confirme les dispositions du décret du 15 mai 1874, qui confie à des agents de la trésorerie d'Algérie le service de la trésorerie en Cochinchine, et autorise l'administration à mettre à la disposition de l'administration des colonies des agents du même corps, pour le service de la trésorerie du protectorat de l'Indo-Chine ; l'art. 2 maintient, pour les différents agents, la division en classes et le chiffre des traitements adoptés actuellement ; mais il a paru préférable de réserver au président de la République (art. 4) la nomination des trésoriers payeurs, qui fait actuellement l'objet d'arrêtés ministériels, alors qu'un décret est nécessaire pour les trésoriers payeurs généraux, les receveurs particuliers et les trésoriers coloniaux, même des postes les moins importants.

L'art. 6 consacre, pour l'entrée dans la carrière, le principe du concours qu'un usage, remontant à 1874, avait déjà établi, mais sans qu'aucune décision ministérielle ait fixé les conditions exigées des candidats ni les matières sur lesquelles ils pouvaient être interrogés ; l'art. 8 admet cependant que les agents de l'administration centrale et les comptables directs pourraient être appelés *de plano* dans les cadres de la trésorerie d'Afrique ; les examens que les premiers ont subis, les connaissances pratiques des seconds, justifient pleinement cette exception ; mais, pour ne pas entraver l'avancement du personnel d'Afrique, il a paru nécessaire de limiter l'admission de ces candidatures à un dixième des vacances ; un nombre égal de perceptions a été réservé aux agents de la trésorerie d'Algérie. L'art. 9 dispense également du concours les sous-officiers classés en exécution de la loi sur les emplois réservés ; l'art. 10 détermine les conditions d'avancement, et l'art. 11 énumère les mesures diciplinaires qui pourraient être appliquées aux agents.

Enfin, l'art. 14 règle la situation qui serait faite aux agents détachés à la trésorerie de Cochinchine ou au protectorat de l'Indo-Chine.

Commis.....	1re classe.....	2.700
	2e classe.....	2.400
	3e classe.	2.200
	4e classe.....	2.000
	5e classe...	1.800

La répartition par classe des agents de la trésorerie d'Algérie ne peut avoir lieu que dans les limites du crédit porté au budget.

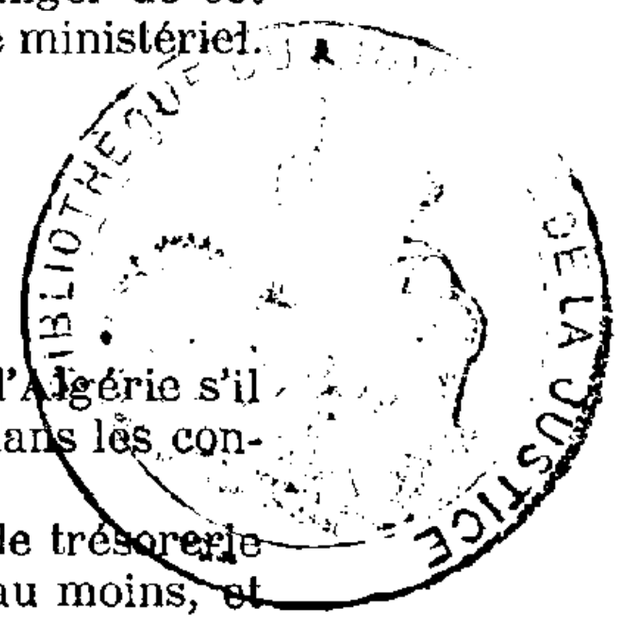
Art. 3. — Indépendamment du personnel titulaire, il peut être employé dans la trésorerie d'Algérie, suivant les besoins du service, des agents non commissionnés ou auxiliaires. Le salaire de ces agents est déterminé par arrêté ministériel, il n'est pas soumis à retenue et ne confère pas de droits à la retraite.

Art. 4. — Les trésoriers payeurs sont nommés par décret du président de la République.

Le ministre pourvoit directement aux autres emplois.

Art. 5. — Les trésoriers payeurs et les payeurs particuliers chefs de place sont tenus de fournir, comme garantie de leur gestion, un cautionnement dont le montant est déterminé par arrêté ministériel.

Lorsqu'en cas d'absence d'un payeur, ou pour toute autre cause, un trésorier payeur devra charger un agent subalterne de gérer provisoirement une place, il pourra, avec l'autorisation du ministre des finances, exiger de cet agent un cautionnement dont l'importance sera fixée par arrêté ministériel.



TITRE II

Recrutement et avancement du personnel.

Art. 6.—Nul ne peut entrer dans le personnel de la trésorerie d'Algérie s'il n'a été admis à la suite d'un concours spécial, ou s'il ne rentre dans les conditions prévues à l'art. 8.

Art. 7. — Les candidats au concours pour l'emploi de commis de trésorerie doivent être Français et avoir accompli leur vingtième année au moins, et leur trentième année au plus, le 1er janvier de l'année où s'ouvre le concours. Le programme et les règles de ce concours sont arrêtés par le ministre.

Tout candidat doit, avant son admission aux épreuves, produire l'engagement de servir au moins trois ans en Indo-Chine, s'il en est requis par l'administration. Toutefois, les payeurs particuliers cesseront d'être soumis à l'obligation précitée.

Lorsqu'il y a lieu de procéder aux examens, le ministre détermine, suivant les besoins du service, le nombre des places mises au concours et arrête la liste des candidats.

Après le concours, la liste des candidats reçus est dressée par ordre de mérite; ils sont appelés, suivant le cours des vacances, en qualité de commis de trésorerie de 5e classe; il est pourvu aux emplois vacants suivant l'ordre du classement.

Art. 8. — Peuvent être nommés directement et sans concours, dans la trésorerie d'Algérie, les agents de l'administration centrale et les comptables directs des services extérieurs du ministère des finances.

Ces admissions ne peuvent dépasser annuellement le dixième des vacances qui se sont produites parmi les fonctionnaires de tout grade. En outre, il ne peut être fait, sur quatre vacances dans l'emploi de payeur particulier, qu'une nomination en faveur des candidats exceptionnels ci-dessus mentionnés.

Un nombre de perceptions égal à celui des emplois attribués aux agents de l'administration centrale et aux comptables directs, par application des

dispositions du présent article, sera réservé annuellement au personnel de la trésorerie d'Algérie.

Art. 9. — Les sous-officiers classés en exécution de la loi sur les emplois réservés sont dispensés du concours et nommés directement commis de trésorerie de 5e classe.

Art. 10. — L'avancement dans le personnel de la trésorerie a lieu au choix sur l'ensemble du service.

Toute nomination à un emploi a lieu à la dernière classe de cet emploi.

L'avancement en classe de tous les emplois a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure. Le choix pour l'avancement à l'emploi de payeur adjoint ne peut porter que sur des commis de 1re classe ayant accompli au moins une année de service dans cette classe.

Le choix pour l'avancement en classe dans les emplois de payeur adjoint et de commis ne peut porter que sur des employés comptant au moins un an de service dans leur classe.

Le choix pour les emplois de payeur particulier ne peut porter que sur des payeurs adjoints appartenant à la 1re ou à la 2e classe, et comptant au moins deux années de grade.

Les nominations sont rendues publiques suivant le mode qui est déterminé par arrêté ministériel.

Chaque année, au mois de décembre, les trésoriers payeurs adressent au ministère, sous le timbre de la direction du personnel, une liste, par classe et par ordre de mérite, des agents qui leur paraîtront devoir être proposés pour l'avancement dans l'année suivante.

TITRE III

Mesures disciplinaires.

Art. 11. — Les mesures de discipline comportent les peines suivantes :

1° Réprimande ;

2° Retenue du traitement n'excédant pas la moitié du traitement ni la durée de deux mois ;

3° Rétrogradation ;

4° Mise en disponibilité d'office ;

5° Révocation.

Ces peines sont prononcées par le ministre sur la proposition du directeur du personnel, après avis du trésorier payeur.

Les trois dernières de ces peines ne pourront être prononcées sans que l'agent ait été mis à même de présenter, par écrit, sa défense, qui devra nécessairement accompagner le rapport soumis au ministre.

Les arrêtés de révocation sont motivés. La révocation des trésoriers payeurs ne peut être prononcée que par un décret du président de la République.

TITRE IV

Dispositions diverses.

Art. 12. — Des arrêtés ministériels déterminent les conditions d'allocation et le montant des frais de bureau et des indemnités de toute espèce attribuées aux agents de la trésorerie d'Algérie.

Les employés appelés sous les drapeaux sont remplacés dans l'effectif et ont droit aux premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui précèdent ou qui suivent la dite libération.

Le temps passé sous les drapeaux est compris dans l'année de service exigée pour l'avancement en classe, s'il est inférieur à cette durée; il tient lieu de cette condition s'il lui est supérieur.

Le ministre peut refuser la réintégration dans le service aux agents dont la conduite aura gravement laissé à désirer pendant le temps de leur présence sous les drapeaux.

Art. 13. — Les permutations entre les agents de la trésorerie d'Algérie, d'une part, et ceux des administrations centrales des finances des autres ministères ou des services financiers, et les comptables du trésor, d'autre part, peuvent avoir lieu sur la présentation motivée des chefs des parties intéressées.

Le permutant à admettre dans la trésorerie d'Algérie ne peut y entrer avec un grade supérieur à celui de l'employé avec lequel il change de position.

Art. 14. — Les agents détachés à la trésorerie de Cochinchine ou au protectorat de l'Indo-Chine conservent leurs droits à l'avancement et à la retraite.

Après trois années de séjour en Indo-Chine, les agents dont les services auront été satisfaisants pourront demander leur réintégration dans les cadres de la trésorerie d'Algérie. Ils seront remplacés au fur et à mesure des vacances, avec leur grade et leur traitement.

Après six années de séjour en Indo-Chine, ils pourront bénéficier des dispositions de l'art. 7 du décret du 15 mai 1874.

15 mars 1889. — Arrêté du min. des finances réglant les conditions du concours pour l'emploi de commis de 5e classe de la trésorerie d'Afrique. (*J. O.*, 19 mars 1889.)

Vu le décret en date du 15 mars 1889;
Sur le rapport du directeur du personnel,

Art. 1er. — Tout candidat à l'emploi de commis de 5e classe de la trésorerie d'Algérie devra produire les pièces suivantes :

1° Une demande sur papier timbré :
2° Une expédition authentique de son acte de naissance, et, s'il y a lieu, la preuve qu'il a été naturalisé Français ;
3° L'acte constatant qu'il a satisfait à la loi militaire, si son âge le comporte ;
4° Un certificat médical constatant qu'il n'est atteint d'aucune infirmité, ni vice de conformation ;
5° L'engagement de service, trois ans au moins, dans le service de trésorerie de l'Indo-Chine, s'il en est requis par l'administration ;

Les demandes d'admission et pièces justificatives devront parvenir au ministre quinze jours, au moins, avant la date fixée pour l'ouverture du concours.

Art. 2. — Le concours est ouvert simultanément à Paris, au chef-lieu des trois départements d'Algérie, ainsi que dans un certain nombre de villes de France qui, à l'époque de chaque session, seront désignées par le ministre.

Les sujets de composition seront uniformes, et transmis par la direction du personnel.

Art. 3. — Les épreuves ont lieu conformément au programme énoncé à l'art. 6 du présent arrêté.

Il est attribué à chacune des épreuves une valeur numérique exprimée par les chiffres suivants :

0, nul ;
1, 2, 3, 4, mal ;
5, 6, 7, 8, médiocre ;
9, 10, 11, 12, assez bien ;
13, 14, 15, 16, bien ;
17, 18, 19, 20, très bien.

La valeur relative des épreuves sera terminée par un coefficient indiqué ci-dessous, qui devra être multiplié par le nombre des points accordés.

Orthographe	8
Arithmétique	6
Écriture	6
Rédaction et connaissances administratives	15
Tableau	6
Géographie	4
	45

Les candidats qui n'auront pas obtenu le minimum de 400 points ne pourront être admis dans aucun cas.

Le nombre des points d'examen des candidats qui produiront le diplôme de bachelier est augmenté d'un dixième ; il sera augmenté d'un sixième pour les candidats qui produiront deux diplômes de bachelier, et d'un quinzième pour la première partie du baccalauréat.

Art. 4. — Tout candidat qui, pour un motif quelconque, n'aura pu prendre part aux épreuves en même temps que ses concurrents sera définitivement écarté du concours.

Sera également écarté du concours le candidat qui aurait été convaincu, dans le cours des compositions, de s'être aidé d'un livre ou de tout secours étranger, ou d'avoir donné des conseils à d'autres concurrents.

Art. 5. — Le nombre des candidats admis ne pourra dépasser celui des places mises au concours.

Art. 6. — Les candidats qui n'auront pas été admis pourront être appelés, une seconde fois seulement, à un concours ultérieur pourvu qu'ils n'aient pas dépassé la limite d'âge de trente ans.

Art. 7. — Le programme du concours est réglé ainsi qu'il suit :

1° Une page d'écriture faite sous la dictée, sur papier non réglé, sans que le candidat puisse en corriger l'orthographe au moyen d'aucun livre ou secours étranger ;

2° Copie pendant une demi-heure d'un texte indiqué par les examinateurs ;

3° Trois problèmes d'arithmétique pouvant comprendre le calcul des fractions et des proportions ;

4° Copie d'un tableau conforme à un modèle donné, et comprenant des additions ou des soustractions à effectuer ;

5° Composition française sur l'administration (Notions générales sur l'organisation politique, judiciaire et administrative en France ; — Attributions des grands corps de l'État, des divers ministères, notamment de celui des finances ;

6° Réponse écrite à diverses questions sur la géographie de la France, de l'Algérie et des colonies.

Art. 8. — Le présent arrêté sera déposé au bureau du contre seing pour être notifié à qui de droit.

21 mars 1889. — Décret du bey établissant une taxe sur la fabrication des pains azymes. (*J. O. T.*, 21 mars 1889.)

25 mars 1889. — Décret du bey prescrivant le recensement des musulmans qui auront atteint l'âge de 18 ans du 1er ramadan 1305 (12 mai 1888) au 1er ramadan 1306 (10 mai 1889). (*J. O. T.*, 28 mars 1889).

29 mars 1889. — Décret portant addition à la nomenclature des maladies réputées contagieuses et prévues au décret du 12 novembre 1887, relatif à l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. (*Mob.*, 17 avril 1889.)

Vu la loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux, et le décret du 22 juin 1882, portant règlement d'administration publique pour son exécution;

Vu le décret du 12 novembre 1887 (1), portant règlement d'administration publique pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881, et notamment l'art. 2 ainsi conçu : « Un décret du président de la République, rendu » sur le rapport du ministre de l'agriculture, après avis du comité consul- » tatif des épizooties, pourra ajouter à la nomenclature des maladies répu- » tées contagieuses, dans chacune des espèces d'animaux énoncées ci-dessus, » toutes autres maladies contagieuses, dénommées ou non, qui prendraient » un caractère dangereux » ;

Vu le décret du 28 juillet 1888, ajoutant de nouvelles maladies à la nomenclature des maladies des animaux réputées contagieuses, qui donne lieu, en France, à l'application de la loi du 21 juillet 1881 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, du même jour, intervenu par application de ce décret ;

Considérant que toutes les maladies mentionnées au décret du 28 juillet 1888, sauf la pneumo-entérite infectieuse, de l'espèce porcine, sont déjà prévues au décret du 12 novembre 1887 ;

Considérant qu'il convient d'ajouter cette maladie à celles déjà prévues ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie ;

Vu l'avis du comité consultatif des épizooties ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Est ajoutée à la nomenclature des maladies qui sont réputées contagieuses et prévues au décret du 12 novembre 1887 :

La pneumo-entérite infectieuse de l'espèce porcine.

Art. 2. — L'arrêté ministériel du 28 juillet 1888 ci-annexé est rendu applicable en Algérie, sauf ce qui concerne celles de ses dispositions relatives à la tuberculose dans l'espèce bovine, maladie pour laquelle les mesures à prendre restent édictées par les art. 7 et 16 du décret du 12 novembre 1887.

30 mars 1889. — Arrêté du gouv. gén. relatif à l'enregistrement des actes et jugements des cadis. (*Mob.*, 27 avril 1889.)

Vu le décret du 22 décembre 1888 portant réglementation du mode d'enregistrement des actes et jugements des cadis;

Considérant qu'il importe d'assurer la plus grande régularité dans l'inscription en recette par les cadis du montant des droits d'enregistrement qui seront consignés entre leurs mains par les parties ;

---

(1) *Rev. Alg.* 1888. 3. 6.

Sur l'avis du procureur général près la Cour d'appel d'Alger;
Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1". — Les cadis relèveront sur un registre spécial, sans blanc ni interligne, les actes et jugements assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé. Ce relevé sera fait au fur et à mesure et le jour même de la rédaction des actes ou du prononcé des jugements. Les cadis se porteront en recette, immédiatement, sur ce registre spécial, du montant des sommes consignées entre les mains par les parties pour le paiement des droits d'enregistrement, et en délivreront quittance au même moment.
Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 10 fr.

30 mars 1889. — Circulaire du gouv. gén. réglementant l'exécution du décret du 22 décembre 1888, sur l'enregistrement des actes et jugements des cadis. (*Mob.*, 4 mai 1889.)

§ 1er. — *Actes et jugements des cadis qui sont assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé.*

La nouvelle réglementation, de même que l'ancienne, n'est applicable qu'aux actes et jugements qui emportent mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles.
Il est à remarquer, toutefois, que des doutes se sont quelquefois produits quand les actes ou les jugements, émanant d'une mahakma ayant son siège en territoire civil, concernaient des immeubles sis en territoire militaire, ou émanant d'une mahakma ayant son siège en territoire militaire, concernaient des immeubles sis en territoire civil.
Désormais la question ne peut plus être douteuse. D'après les termes mêmes du décret du 22 décembre 1888, c'est le fait que les immeubles sont situés en territoire civil qui rend l'enregistrement obligatoire dans le délai déterminé.

§ 2. — *Dispositions de la circulaire du 17 janvier 1879 qui doivent continuer à être observées.*

Il n'est rien changé aux dispositions des §§ 1, 2, 3 et 4 de cette circulaire quant à la délivrance par le cadi, sur papier timbré, d'une expédition en arabe de l'acte ou du jugement, aux conditions dans lesquelles cette expédition doit être traduite, au paiement des honoraires dus au traducteur, et à l'interdiction aux cadis de délivrer aux parties aucune expédition nouvelle avant l'enregistrement de l'acte ou du jugement. Chaque contravention commise sur ce dernier point continuera à être passible de l'amende de 10 francs.

§ 3. — *Nouveau registre spécial à tenir par les cadis.*

Le registre spécial du modèle institué par le § 5 de la circulaire du 17 janvier 1879 est remplacé par un nouveau registre conforme au modèle ci-annexé.
Les colonnes 1, 2, 3, 4, 5 de ce nouveau registre correspondent aux colonnes portant les mêmes numéros sur l'ancien registre.
Les colonnes 6, 7, 8, 10, 11 et 12 sont destinées respectivement à recevoir les indications qui étaient portées aux anciennes colonnes 7, 8, 6, 9, 10 et 11.

Il a été ajouté une nouvelle colonne, portant le n° 9, destinée à l'inscription des sommes qui seront consignées, comme il est dit ci-après, entre les mains du cadi, pour paiement des droits d'enregistrement.

Une double formule de quittance, sur talon et sur volant, complète le cadre du registre.

Sous réserve de la colonne 9 et de la double formule de quittance, au sujet desquelles des instructions sont données au § 4, le nouveau registre sera servi et utilisé comme l'ancien, dans les conditions prévues au § 5 susvisé de la circulaire de 1879.

§ 4. — *Paiement des droits d'enregistrement. — Obligation des cadis.*

Les cadis seront tenus désormais non plus, seulement de déposer au bureau de l'enregistrement les expéditions, en arabe et en français, des actes et jugements assujettis à la formalité, mais encore d'acquitter entre les mains du receveur le montant des droits exigibles sur ces actes et jugements, dans les mêmes conditions que les notaires et les greffiers, sous cette réserve toutefois que les actes et jugements continueront, après la formalité accomplie, à être remis directement par le receveur aux parties, ainsi que cela se fait aujourd'hui.

Un tableau ci-annexé indique les principes suivant lesquels la perception s'effectue dans les cas auxquels se réduisent d'une façon générale les actes et jugements à enregistrer dans le délai déterminé. Ce tableau présente, en outre, la liquidation du droit, pour chacun de ces cas, de 20 en 20 francs, sur les sommes portées à l'acte ou au jugement. Au besoin, si quelque cas non prévu venait à se produire, ou si le cadi se trouvait embarrassé, il serait facile à ce magistrat de recourir au conseil du receveur de l'enregistrement.

Au vu de ce tableau, le cadi réclamera aux parties, au moment où il recevra l'acte ou rendra le jugement, la somme représentant le montant des droits d'enregistrement. Il portera cette somme dans la 9e colonne du registre spécial, puis, séance tenante, il en délivrera quittance en inscrivant, en français et en arabe, sur la formule destinée à rester adhérente à ce registre (colonne 14), le nom de la partie versante, la nature de l'acte ou du jugement, le numéro correspondant du registre spécial et la date du versement. Il remettra immédiatement à la partie versante la formule formant volant, préalablement remplie au moyen des mêmes indications et revêtue de son cachet. La plus grande régularité doit être apportée par le cadi dans l'inscription journalière des actes au registre spécial et dans la délivrance des quittances. Toute infraction à cette obligation sera punie d'une amende de 10 francs, par application de l'arrêté du 30 mars 1889 ci-annexé.

Les expéditions, en arabe et en français, des actes et jugements assujettis à l'enregistrement seront déposées au bureau par le cadi, dans les trois mois de la date de ces actes et jugements, sous peine, pour ce magistrat, de devenir personnellement responsable du droit en sus auquel tout retard donnerait ouverture. Cette pénalité remplacera d'ailleurs l'amende de 10 francs édictée par l'art. 2 du décret du 16 octobre 1878.

Au moment du dépôt, le cadi versera au receveur le montant total des droits dus au trésor. S'il arrivait qu'il ne se fût pas fait consigner une somme suffisante par quelque partie, il aurait un recours à exercer, de ce chef, contre cette partie ; le paiement complémentaire qui lui sera fait, à cette occasion, donnerait lieu à la délivrance d'une seconde quittance inscrite à la date courante dans une case du registre spécial. Si, au contraire, la consignation faite tout d'abord au cadi avait été supérieure au montant des droits reconnus exigibles par le receveur, l'excédent serait éga-

lement versé entre les mains de ce comptable, qui le restituerait lui-même aux parties lorsqu'elles viendront retirer les actes ou les jugements enregistrés.

Il peut arriver, en ce qui concerne les jugements, que le cadi ne puisse obtenir des parties la consignation des droits. Il n'en est pas moins tenu de rendre son jugement. Dans ce cas, et en exécution du 3e alinéa de l'art. 2 du décret du 22 décembre 1888, le cadi aura à remettre au receveur l'expédition arabe et la traduction *in extenso* du jugement, pour que le paiement des droits puisse être poursuivi contre les parties. Cette remise s'effectuera au plus tard dans le délai de trois mois à compter de la date du jugement. Le défaut de remise dans ce délai rendra le cadi passible, pour chaque jugement omis, de l'amende édictée par l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an VII (amende réduite à 10 francs. par l'art. 10 de la loi du 16 juin 1824).

Le cadi devra avertir les parties, au moment de la rédaction de l'acte ou du prononcé du jugement, qu'elles auront à se présenter chez le receveur de l'enregistrement, pour retirer les expéditions, dans les premiers jours qui suivront l'expiration du délai de trois mois, et qu'elles devront, pour opérer ce retrait, présenter au bureau la quittance détachée du registre spécial qui leur est remise.

§ 5. — *Paiement des droits d'enregistrement. — Obligations des préposés de l'enregistrement.*

Les indications du § 4 ci-dessus permettent de se rendre compte du fonctionnement du nouveau système adopté pour l'enregistrement des actes et jugements des cadis.

Le cadi déposera au bureau, dans les trois mois de la date de l'acte ou du jugement, l'expédition arabe et la traduction *in extenso* au vu de laquelle la formalité sera donnée. Ces expédition et traduction seront conservées par le receveur pour être remises aux parties. La remise aura lieu sur la représentation par ces parties de la quittance des droits d'enregistrement qu'elles auront reçue du cadi. Si cette représentation n'était pas faite, le receveur ne devrait se dessaisir des actes ou jugements au profit des indigènes venant les réclamer qu'autant qu'il aurait acquis la certitude que ces indigènes sont bien ceux que les actes ou jugements intéressent. Cette précaution a pour objet d'empêcher que les actes ou jugements enregistrés ne soient remis, comme cela arrivait parfois, à des tiers exploitant, dans un but de spéculation, les obscurités qui planent sur les individualités indigènes et qui facilitent beaucoup trop les usurpations de titres de propriété dans les tribus.

A l'occasion de ce retrait des actes ou jugements par les parties, on rappelle que le receveur pourra recevoir du cadi une somme consignée en excédent des droits exigibles. Le comptable n'aura pas à se porter en recette de cet excédent ; il se bornera à mentionner sur l'expédition la somme à restituer, comme il arrive en matière d'actes sous seing privé.

Les préposés de l'enregistrement sont appelés, en outre, à exercer un contrôle sur la régularité que les cadis doivent apporter dans le maniement de fonds qui leur est confié au point de vue des droits dont le montant sera consigné entre leurs mains.

Les cadis restent tenus, comme par le passé, de communiquer leurs registres, notamment le registre spécial, au receveur et aux employés supérieurs, chaque fois qu'ils déposent des expéditions au bureau et, en tous temps, à toute réquisition.

A chaque communication qui lui sera faite du registre spécial, le receveur relèvera, sous forme de tableau, par article et avec indication du numéro de

cet article, le montant des sommes reçues par le cadi depuis l'époque de la dernière communication. Ce tableau sera établi sur les dernières feuilles du sommier des droits certains. Le receveur visera, au moyen d'un paraphe, l'énonciation faite des dites sommes sur la souche du registre spécial et fera le total de ces sommes dans la colonne 9 de ce registre, en paraphant également ce total et en le datant. Ces relevé, visa et totalisation s'appliqueront à tous les articles portés au registre spécial dans l'intervalle d'une communication à l'autre, que tous les actes ou jugements inscrits sous ces articles aient fait ou non l'objet d'un dépôt au bureau pour enregistrement.

Si un article n'a pas été inscrit à sa date, si la somme consignée pour droits d'enregistrement n'a pas été portée exactement dans la colonne 9 ou si la quittance n'a pas été délivrée régulièrement, il sera relevé contre le cadi une amende de 10 francs (art. 1er de l'arrêté du 30 mars 1889) pour article entaché d'irrégularité.

Les rapprochements périodiques qui doivent être faits à l'aide des registres-minutes des cadis permettront de compléter ce premier contrôle.

Les receveurs auraient à signaler à la direction, pour avis au procureur de la République, les cadis à la charge desquels auraient été relevées des irrégularités trop nombreuses ou trop fréquentes.

Quand les parties, venant retirer leurs actes ou jugements, présenteront la quittance que leur aura remise le cadi, le receveur aura à rapprocher cette quittance de l'article correspondant du tableau établi sur le sommier des droits certains et à s'assurer qu'il y a bien concordance entre les sommes. S'il constatait une différence susceptible de faire craindre quelque abus, il en rendrait compte immédiatement à la direction, comme il est dit ci-dessus.

Les employés supérieurs devront porter spécialement leur attention sur cette partie du service au cours des opérations de vérification et d'inspection.

Le décret du 22 décembre 1888 et les instructions de la présente circulaire seront exécutoires à partir du 1er janvier 1889.

31 mars 1889. — Décret du bey portant concession par l'État à la commune de Medhia de la perception de divers droits sur les céréales, légumes secs, farines, etc., et de droits de pesage. (*J. O. T.*, 11 avril 1889.)

2 avril 1889. — Loi tendant à réserver au pavillon national la navigation entre la France et l'Algérie. (*Mob.*, 10 avril 1889.)

Art. 1er. — La navigation entre la France et l'Algérie ne pourra s'effectuer que sous pavillon français.

Art. 2. — L'art. 9 de la loi du 19 mai 1866 est et demeure abrogé en ce qu'il a de contraire à la présente loi.

17 avril 1889. — Décret relatif à l'organisation de la justice musulmane en Algérie. (*J. O.*, 27 avril 1889.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;
Vu le décret du 31 décembre 1859 ;
Vu le décret du 13 décembre 1866 ;
Vu le décret du 5 février 1868 ;
Vu la loi du 26 juillet 1873 ;

Vu le décret du 10 août 1875 ;
Vu le décret du 27 avril 1877 ;
Vu le décret du 13 décembre 1879 ;
Vu le décret du 13 septembre 1881 ;
Vu le décret du 10 septembre 1886 (1) ;
Le conseil d'État entendu ;

CHAPITRE Ier

Art. 1er. — Les musulmans résidant en Algérie non admis à la jouissance des droits de citoyens français continuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui concerne :

Leur statut personnel ;

Leurs successions ;

Ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français administratif, notarié ou judiciaire.

Art. 2. — Ils sont régis par la loi française pour toutes les matières non réservées par l'article précédent, ainsi que pour la poursuite et la répression des crimes, délits et contraventions.

En matière personnelle et mobilière, le juge tiendra compte, dans l'interprétation des conventions, dans l'appréciation des faits et dans l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties.

Art. 3. — Dans les affaires énoncées à l'art. 1er, les musulmans peuvent renoncer, par une déclaration expresse, à l'application de leurs droit et coutumes pour se soummettre à la législation française. Cette déclaration sera insérée soit dans la convention originaire, soit dans une convention spéciale ; la renonciation résulte, en outre, à moins de déclaration contraire, de la réception de la convention originaire par un officier public français.

Art. 4. — En ce qui concerne le statut personnel et les successions, les musulmans sont régis par les coutumes de leur pays d'origine ou par les coutumes du rite spécial auquel ils appartiennent.

Art. 5. — En matière réelle, entre Arabes, Kabyles, ibadites ou musulmans étrangers, la loi ou coutume applicable est celle de la situation des biens.

Art. 6. — Dans tous les cas où la loi française est applicable, les musulmans sont justiciables de la juridiction française.

Art. 7. — Les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux sont portées devant le cadi.

Toutefois, sont portées devant le juge de paix : 1° les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des Mozabites, introduites hors du M'zab ; 2° les différends sur les mêmes matières entre Kabyles en quelque lieu qu'ils soient ; 3° les mêmes différends entre Kabyle et Arabe ou musulman étranger dans les justices de paix de Bouïra, d'Aïn-Bessem et de Palestro (arrondissement d'Alger) et de Mansourah (arrondissement de Sétif).

Dans tous les cas, les parties peuvent, d'un commun accord, saisir le juge de paix. L'accord est réputé établi et le défendeur ne peut plus demander son renvoi devant une autre juridiction lorsqu'il a soit fourni ses défenses, soit demandé un délai pour les produire, soit laissé prendre jugement contre lui.

Toutes les contestations entre musulmans sur des matières non mentionnées au paragraphe 1er sont portées devant le juge de paix.

---

(1) *Rev. Alg.* 1886. 3. 184.

Des audiences foraines sont tenues dans les marchés par les juges de paix.

Dans les localités qui seront déterminées par un décret rendu en conseil d'État, le ministre de la justice, ou, par délégation, le gouverneur général, statuant sur la proposition du procureur général, pourra autoriser le cadi à se rendre sur les marchés qui auront lieu dans ces localités pour y juger, à la demande de toutes les parties intéressées et sans déplacement, les contestations personnelles et mobilières entre indigènes musulmans, suivant les formes indiquées dans le chapitre II du présent décret.

CHAPITRE II

Des tribunaux de cadis ou mahakmas.

Art. 8. — La composition du personnel de chaque mahakma est fixée, suivant les besoins du service, par arrêté du garde des sceaux, sur la proposition du premier président et du procureur général.

Le personnel de chaque mahakma se compose d'un cadi, d'un ou de plusieurs suppléants (bachadels) et d'un ou plusieurs greffiers (adels).

Les mahakmas sont instituées et supprimées par décret.

Art. 9. — Les cadis, bachadels et adels sont nommés par arrêté du garde des sceaux.

Nul ne peut être nommé cadi s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il n'est pourvu d'un diplôme d'études dans une mederça et muni d'un certificat d'études juridiques du second degré ; le bachadel et l'adel doivent être pourvus d'un certificat du premier degré et être âgés, le premier de vingt-cinq ans, et le deuxième de vingt-deux ans. Les certificats sont délivrés annuellement par une commission d'examen.

La composition de cette commission et le programme d'examen sont fixés par arrêté du garde des sceaux.

Art. 10. — En cas de décès, d'absence ou d'empêchement des adels ou de l'un d'eux, le cadi ou, à son défaut, le suppléant (bachadel) pourvoit provisoirement à son remplacement.

Art. 11. — Les cadis forment une seule classe et reçoivent un traitement fixe déterminé par arrêté du garde des sceaux.

Ils perçoivent, en outre, les droits et honoraires prévus au tarif annexé au présent décret.

Art. 12. — Avant d'entrer en fonctions, les cadis, bachadels et adels prêtent, devant le tribunal de première instance auquel ressortit la mahakma à laquelle ils sont attachés, le serment suivant : « En présence de Dieu et des hommes, je jure et promets, en mon âme et conscience, de bien et religieusement remplir mes fonctions. »

Art. 13. — Les membres des mahakmas sont nommés, déplacés ou révoqués par arrêté du garde des sceaux.

Le garde des sceaux exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires de la justice musulmane et peut prononcer contre eux :

1° La réprimande ;

2° L'amende de cinquante francs (50 fr.) au plus ;

3° La suspension soit du traitement, soit de la part d'honoraires, soit de l'un et de l'autre, pendant un temps qui ne peut excéder quinze jours ;

4° La suspension des fonctions avec privation de traitement et des honoraires pendant un temps qui ne peut excéder six mois.

Art. 14. — Il est attaché à chaque mahakma un ou plusieurs huissiers (âouns), suivant les besoins du service.

Ils sont nommés, suspendus ou révoqués par le procureur général.

Les rétributions des âouns sont fixées par arrêté du garde des sceaux, sans préjudice des droits qui leur sont alloués par application de l'art. 27 ci-après.

Art. 15. — Des défenseurs (oukils) sont attachés à chaque mahakma et pourront être chargés par les parties de les représenter.

Ces défenseurs sont nommés, suspendus ou révoqués par le procureur général.

Les conditions dans lesquelles ils exercent leur profession, ainsi que les rétributions auxquelles ils ont droit, sont déterminées par arrêté du garde des sceaux.

Art. 16. — Les cadis ne peuvent invoquer, sous peine de déni de justice, le silence, l'obscurité ou l'insuffisance de la loi pour refuser de statuer sur la demande des parties.

Art. 17. — Des audiences foraines peuvent être instituées par arrêté du garde des sceaux, qui détermine le lieu, les jours et heures de ces audiences.

Un arrêté peut également établir des mahakmas annexes comprenant un bachadel et un nombre d'adels déterminé.

Art. 18. — Les séances des tribunaux indigènes sont publiques à peine de nullité. Néanmoins, si cette publicité doit être dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs, le cadi peut ordonner que les débats auront lieu à huis clos. Dans tous les cas, le jugement est rendu publiquement.

Art. 19. — Les cadis connaissent en dernier ressort des contestations concernant les successions dont la valeur est inférieure à cinq cents francs (500 fr.) en principal.

Ils connaissent en premier ressort de toutes les contestations relatives au statut personnel et de celles concernant les successions dont la valeur dépasse cinq cents francs (500 fr.).

Art. 20. — La demande est introduite devant le cadi soit par la comparution volontaire et simultanée des parties, soit par celle du demandeur seul.

Dans ce dernier cas, le cadi, par l'intermédiaire d'un âoun, fait donner avis écrit au défendeur de comparaître devant lui au jour qu'il indique. En cas de non comparution sur cet avis, il accorde un délai, à l'expiration duquel il annonce publiquement à l'audience le jour où il prononcera son jugement et en fait donner avis au défendeur par l'âoun.

L'accomplissement de ces diverses formalités est mentionné, à sa date, sur un registre tenu à cet effet par l'adel et mis à la disposition de tous les intéressés,

Les parties peuvent se défendre elles-mêmes ou se faire représenter par des parents ou par des oukils, ainsi qu'il est dit en l'art. 15 ci-dessus.

Si la partie ne se présente pas au jour indiqué, il est rendu jugement. Ce jugement n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 21. — Si un musulman est absent de l'Algérie pour faits de guerre au service de la France et s'il n'est pas régulièrement représenté, aucun jugement ne peut être prononcé contre lui avant l'expiration de trois mois après la fin de la campagne.

Art. 22. — Les jugements rendus par les cadis sont, dans les vingt-quatre heures de leur prononcé, inscrits avec un numéro d'ordre sur un registre à ce destiné ; ils sont revêtus du cachet du cadi, signés par ce magistrat et ses adels.

Indépendamment de la formule arabe, qui peut être insérée selon les usages, tout jugement contient :

1° Les noms, qualités et demeures des parties ;
2° Le point de fait ;
3° Le dire des parties ;
4° Les motifs en fait et en droit ;
5° Le dispositif ;

6° La date à laquelle il a été rendu, avec mention soit de la présence des parties ou de leurs mandataires au moment du prononcé, soit de l'avis précédemment donné par le cadi, suivant l'art. 20, que le jugement serait prononcé ledit jour.

Art. 23. — Les jugements contiennent en outre la liquidation des dépens. Ces dépens sont supportés par la partie qui succombe.

Pourront néanmoins les dépens être compensés, en tout ou en partie, entre conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré : les cadis pourront aussi compenser les dépens en tout ou en partie, si les parties succombent respectivement sur quelques chefs.

Art. 24. — Les jugements définitifs émanés des cadis sont mis à exécution par les soins de ces magistrats, dans les formes de la loi musulmane.

Art. 25. — Les expéditions de tout jugement émané des tribunaux indigènes doivent être revêtues de la formule suivante :

« République Française,

» Au nom du peuple français (copier le jugement),

» La République française mande et ordonne à tous fonctionnaires et agents de l'autorité publique de faire exécuter ou d'exécuter le présent jugement. En foi de quoi le présent jugement a été signé. »

(Signature du cadi et de ses adels ; apposition du cachet.)

CHAPITRE III

Des juges de paix.

Art. 26. — En matière musulmane, les juges de paix connaissent en dernier ressort des actions civiles, commerciales, mobilières et immobilières dont la valeur n'excède pas cinq cents francs (500 fr.) de principal.

Ils connaissent en premier ressort de toutes les actions dont la valeur excède ce taux et des contestations relatives au statut personnel, lorsqu'elles leur sont déférées par application de l'art. 7.

En outre, ils peuvent statuer en référé ou rendre des ordonnances sur requête, dans les cas prévus par le Code de procédure civile.

Art. 27. — Il est institué, dans les justices de paix où les besoins du service l'exigent, des âouns placés sous l'autorité directe du procureur général, ainsi qu'il est dit en l'art. 14 ci-dessus.

Ces âouns, spécialement chargés du service des avertissements ainsi que de toutes notifications à la requête des parties dont il est ci-après parlé, peuvent être appelés à faire aux indigènes la remise de tout avis de comparution à la requête du ministère public.

Ils reçoivent, pour toute remise d'avis ou d'avertissement, une rétribution déterminée par le tarif annexé au présent décret.

Les frais de remise d'avertissement sont à la charge des parties et consignés d'avance au greffe.

Les remises faites à la requête du ministère public sont payées tous les trimestres, sur des états dressés en conformité du décret de 1811.

Dans les localités où il n'est pas attaché d'âouns spéciaux à la justice de paix, le service est assuré par les âouns du cadi ou par des agents désignés par le juge de paix. Ces agents perçoivent les émoluments attribués aux âouns.

Art. 28. — Les juges de paix sont saisis, dans les contestations entre musulmans, soit par la comparution volontaire des parties, soit par un avertissement délivré à la requête du demandeur.

Cet avertissement contient les noms, professions et demeures du demandeur et du défendeur, le résumé succinct de la demande et l'indication des

jour et heure de l'ouverture de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

Art. 29. — Toute affaire est inscrite au rôle du greffe avant d'être portée à l'audience.

Les parties comparaissent toujours en personne, à moins d'empêchement absolu ; dans ce cas, elles ne peuvent se faire représenter que soit par un parent, soit par un notable de leur tribu justifiant par écrit de sa qualité de mandataire, soit par un oukil.

Art. 30. — Si toutes les parties se présentent, elles sont entendues en leurs explications, et le jugement est rendu sur le champ. Toutefois, il est loisible au juge soit d'ordonner la remise des pièces, et de renvoyer en ce cas le jugement à une prochaine audience, soit d'ordonner tous moyens d'instruction avant de statuer.

Art. 31. — Lorsqu'une ou plusieurs parties ne comparaissent pas au jour indiqué, il est procédé ainsi qu'il suit : le juge prononce la radiation de l'affaire, si le demandeur ne se présente pas. Lorsque le demandeur ou l'un des demandeurs est présent et que le défendeur ou l'un des défendeurs ne comparaît pas, le juge de paix prend connaissance de l'affaire ; il déboute immédiatement le demandeur, si la demande ne lui paraît aucunement justifiée; s'il estime que la demande nécessite un débat contradictoire, il indique une audience ultérieure à laquelle l'affaire sera appelée pour recevoir jugement.

Le greffier inscrit sur le plumitif le jour et l'heure auxquels l'affaire doit être appelée à nouveau. Il informe la partie qui ne s'est pas présentée par un avis contenant le nom, la profession et la demeure du demandeur, le résumé de la demande, le renvoi prononcé et l'indication de l'audience fixée pour rendre le jugement.

Art. 32. — Si, à cette audience, la partie ne se présente pas, quoique dûment avertie, il est rendu jugement.

Ce jugement n'est pas susceptible d'opposition.

La disposition de l'art. 21 est applicable devant les justices de paix.

Art. 33. — Les avertissements aux parties sont dressés par le greffier, portés par lui avec toutes les mentions qu'ils contiennent sur un registre spécial, traduits en marge par l'interprète et remis pour signification à l'âoun.

Celui-ci effectue la signification : au siège même de la justice de paix, par la remise à personne ou à domicile ; ailleurs, par lettre chargée, sauf pour les localités qui seront désignées par un arrêté du gouverneur général, rendu sur la proposition du procureur général. Dans ces localités, la remise a lieu par les soins de l'administrateur civil, sur récépissé signé par la personne ou, à son défaut, par le chef du douar, et sans frais. Dans ce cas, l'âoun remet l'avertissement à l'administrateur, si l'administrateur réside au siège même de la justice de paix, sinon, il lui adresse l'avertissement par lettre chargée.

Mention est faite sur le registre prescrit au § 1er, et dans une colonne à ce destinée, de la déclaration de l'âoun relativement à la date de la remise soit à personne, soit à domicile, ou à celle du dépôt soit au bureau de l'administrateur, soit au bureau de la poste, et, dans ce dernier cas, le récépissé de l'envoi est joint à la mention de cette déclaration.

Toutes autres notifications, significations ou remises de pièces ont lieu dans les formes ci-dessus indiquées.

Art. 34. — Les minutes des jugements sont rédigées conformément à la loi française. Elles sont affranchies des droits de timbre et d'enregistrement. Elles mentionnent si les parties étaient ou non présentes lorsque le jugement a été prononcé.

Art. 35. — Les frais auxquels peuvent donner lieu les instances suivies devant le juge de paix sont évalués par lui, avancés par la partie demanderesse et consignés entre les mains du greffier. Ils sont taxés par le jugement sur le fond.

Art. 36. — Les jugements des juges de paix sont exécutés selon les règles de la loi musulmane par les soins des cadis et des cadis notaires ou des bachadels et, à défaut, par un agent d'exécution désigné, pour chaque affaire, par décision spéciale du juge de paix, rendue d'office ou sur la demande des parties.

La partie requérante peut être tenue de faire l'avance des frais d'exécution, qui sont taxés par le juge de paix.

CHAPITRE IV

De l'appel.

Art. 37. — Les appels des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix et les cadis, conformément aux articles précédents, sont portés, dans l'arrondissement d'Alger, devant la Cour d'appel ; partout ailleurs, même hors du Tell, devant le tribunal civil de l'arrondissement.

Art. 38. — Devant la Cour, les appels sont portés devant la chambre musulmane.

Dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, ils sont portés devant la chambre désignée par le règlement du tribunal.

Art. 39. — Les juridictions d'appel doivent siéger en nombre impair. Les décisions sont rendues par trois magistrats au moins, président compris.

Art. 40. — Les assesseurs kabyles actuellement en fonctions près la Cour d'appel et les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou conservent leur emploi. Ils ne seront pas remplacés. Ils ont voix consultative. Ils peuvent être suspendus ou révoqués par le garde des sceaux, sur la proposition du premier président et du procureur général.

En cas d'absence ou d'empêchement des assesseurs, il peut être passé outre aux débats.

Art. 41. — L'appel des jugements contradictoires rendus en premier ressort par les cadis ou les juges de paix n'est recevable que dans les trente jours de la connaissance qui en est donnée aux parties par un avertissement donné conformément aux art. 20, 27 et 33 ci-dessus et contenant les noms, prénoms, professions et demeures des parties, la date du jugement attaqué, son dispositif et le tribunal duquel il émane.

Dans le cas d'absence pour faits de guerre, le délai est prorogé conformément à l'art. 21 ci-dessus.

Le délai d'appel des jugements rendus en l'absence du défendeur ne commence à courir que du jour où a été fait le premier acte d'exécution.

Art. 42. — L'appel est interjeté par une déclaration faite à l'adel du cadi ou au greffier de la justice de paix. Cette déclaration contient les noms des parties contre lesquelles l'appel est interjeté, la désignation du tribunal devant lequel l'affaire sera portée et les indications contenues dans l'avertissement prévu par l'article précédent. Elle est consignée sur un registre spécial. Il est délivré récépissé à l'appelant par l'adel ou le greffier. Copie de la déclaration d'appel est remise par l'âoun à chacun des intimés, suivant les formes indiquées à l'art. 33.

Art. 43. — Le greffier ou l'adel qui a reçu la déclaration en donne avis au greffier de la Cour ou du tribunal qui doit connaître de l'appel. Celui-ci informe le ministère public et fait inscrire l'affaire au rôle. Sur la réquisition du ministère public, le président fixe le jour de l'audience et nomme un magistrat rapporteur.

Le greffier de la juridiction d'appel avise, dans la forme prévue par l'art. 44, toutes les parties en cause du jour fixé pour l'audience et du nom du rapporteur ; il prévient l'appelant qu'il doit déposer au greffe, trois jours au

moins avant l'audience, des conclusions signées par un défenseur, un avoué ou un avocat, et l'intimé qu'il peut y répondre dans la même forme, mais un jour au moins avant l'audience.

Les parties comparaissent en personne. Elles peuvent cependant se faire assister ou représenter par un défenseur, un avoué ou un avocat.

Le ministère public est entendu dans ses conclusions.

La décision qui intervient condamne la partie qui succombe aux dépens et en fixe la taxe. Le second paragraphe de l'art. 23 est applicable.

Il ne peut être alloué, pour chaque partie, qu'un seul droit de conclusions pour chaque jugement par défaut, un pour chaque jugement contradictoire, conformément au tarif.

Art. 44. — Si l'une des parties ne comparaît pas, ou si, comparaissant, elle ne dépose pas ses conclusions dans le délai fixé par l'art. 43, il est procédé conformément aux dispositions des art. 31 et 32, puis statué par défaut. Le greffier de la Cour ou du tribunal dresse l'avertissement et l'envoie à l'adel du cadi ou au greffier de la justice de paix, qui charge l'âoun d'en faire la remise conformément à l'art. 33.

Il peut être formé opposition dans les quinze jours qui suivront le premier acte d'exécution, par une déclaration faite au greffe du tribunal d'appel.

Faute d'opposition dans ce délai, le jugement devient définitif.

Art. 45. — Toutes les fois qu'un tribunal d'appel rend un jugement préparatoire et renvoie pour l'exécution à un juge du premier degré, il désigne le juge de paix qui doit procéder aux opérations ordonnées, lequel peut, s'il y a lieu, se faire assister d'un cadi.

Les opérations auxquelles il est procédé sont constatées par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont affranchis de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Art. 46. — Lorsqu'il y aura appel d'un jugement interlocutoire, si le jugement est infirmé et que la matière soit disposée à recevoir une décision définitive, la Cour ou les tribunaux d'appel pourront statuer en même temps sur le fond, définitivement, par un seul et même jugement.

Art. 47. — Les jugements et arrêts rendus sur appel sont établis dans la forme ordinaire de la justice française, sur timbre, et donnent lieu à un droit d'enregistrement fixe d'un franc.

Art. 48. — Les jugements et arrêts rendus par les juridictions d'appel sont exécutés par les mêmes agents que les jugements émanés des justices de paix, ou par un agent spécial désigné par le tribunal ou par la Cour.

Art. 49. — En cas de difficultés sur l'exécution, il est statué en référé, conformément aux art. 806 et suivants du Code de procédure civile et au décret du 19 août 1854.

Si le juge du référé estime qu'il y a lieu à interprétation de l'arrêt ou jugement, il renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction qui a statué.

Art. 50. — Les jugements ou arrêts définitifs peuvent être attaqués par la tierce opposition ou la requête civile, dans les conditions prévues par les art. 474 et suivants du Code de procédure civile.

Ils ne sont susceptibles de recours en cassation que pour incompétence ou excès de pouvoirs.

Art. 51. — L'appelant qui succombe est condamné à une amende de cinq francs (5 fr.). Cette amende doit être consignée soit à l'adel du cadi, soit au greffier de la justice de paix au moment où la déclaration d'appel est faite, soit, au plus tard, au greffier de la juridiction d'appel, avant l'inscription au rôle.

Récépissé de cette consignation est remis à l'appelant contre le payement du droit prévu au n° 85 du tarif annexé au présent décret.

CHAPITRE V

Des liquidations et des partages.

Art. 52. — Les cadis procèdent aux opérations de compte, liquidation et partage des successions musulmanes purement mobilières.

Si les successions comprennent à la fois des meubles et des immeubles, ou si elles sont purement immobilières, il est procédé aux opérations de compte, liquidation et partage par les soins des notaires français, ou des greffiers notaires, sans distinction entre ces derniers. Les droits successoraux sont établis conformément aux prescriptions du droit musulman.

Les notaires ou greffiers notaires procèdent également aux opérations de compte, liquidation et partage des successions mozabites mobilières ou immobilières qui viennent à s'ouvrir en dehors du M'zab.

Art. 53. — Lorsque les opérations de compte, liquidation et partage sont faites par un notaire français ou un greffier notaire, la minute est établie sur un registre spécial qui est communiqué, sans déplacement, au procureur de la République et aux agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines, toutes les fois qu'ils le demandent. Le procureur de la République peut déléguer le juge de paix pour prendre cette communication.

Le notaire ou greffier notaire doit informer les agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines toutes les fois que cette administration peut être intéressée dans une liquidation.

Art. 54. — Les notaires ou greffiers notaires ne peuvent recevoir, soit à titre d'honoraires, soit à titre de remise proportionnelle, que les frais actuellement attribués aux cadis par le chapitre 1" du tarif.

Art. 55. — Un délai de deux ans, à partir de l'acte constatant les opérations de liquidation et de partage, est accordé aux cohéritiers pour demander la rescision de cet acte pour cause de lésion de plus du quart.

CHAPITRE VI

Des dépôts.

Art. 56. — Les dépôts faits entre les mains des cadis sont inscrits par eux sur un registre spécial et versés à l'administration des domaines, qui en donne récépissé.

Art. 57. — La valeur, la nature des dépôts qui peuvent être opérés entre les mains des cadis, le mode de versement à l'administration des domaines, le mode de restitution, ainsi que la responsabilité des cadis et des agents des domaines, sont déterminés et réglés par arrêté du garde des sceaux.

CHAPITRE VII

Des actes publics.

Art. 58. — Les actes publics entre musulmans sont reçus, suivant le choix des parties, par les cadis ou par les notaires.

Les actes reçus par les cadis sont inscrits en entier sur un registre à ce destiné et signés par le cadi et deux adels, ou par le cadi, un adel et deux témoins instrumentaires.

Art. 59. — Toute partie peut requérir expédition des actes qui la concernent. Les expéditions d'actes sont signées par le cadi et l'un des adels et doivent être, en outre, revêtues du cachet du cadi.

*

Lorsque les cadis sont appelés à certifier la copie des actes qui leur sont présentés, mention de ce certificat est faite sur l'acte lui-même.

Les actes reçus par les cadis et les copies ou expéditions délivrées par eux sont payés par les parties, conformément au tarif. Ce tarif, imprimé en français et traduit en arabe, ainsi qu'il est dit en l'art. 70 ci-après, demeure exposé à l'entrée du local dans lequel les cadis tiennent leurs audiences.

Le produit des actes appartient au cadi, au bachadel et aux adels. Il est réparti entre eux dans des proportions déterminées par le tarif dont il vient d'être fait mention.

Le montant des droits dus ou perçus doit être inscrit en toutes lettres au bas de chaque acte, expédition ou copie d'acte, sous peine, pour l'adel copiste, d'une amende de cinq francs (5 fr.) par contravention. Cette amende est prononcée par le tribunal qui constate la contravention.

Tout agent de la justice musulmane qui reçoit ou exige d'autres rétributions que celles portées dans le tarif peut être suspendu ou révoqué, sans préjudice des poursuites qui peuvent être dirigées contre lui, conformément aux dispositions du Code pénal.

Art. 60. — Dans les circonscriptions de justices de paix où ne réside pas un cadi investi des fonctions de juge, un cadi notaire peut être institué, par arrêté du garde des sceaux, pour remplir les fonctions de notaire ; il sera assisté d'un adel.

Dans les mahakmas annexes, le bachadel exerce les mêmes fonctions sous la surveillance du cadi.

Art. 61. — Le produit des actes reçus par les cadis notaires est réparti entre eux et leurs adels conformément au tarif.

Le produit des actes reçus par les bachadels, dans les mahakmas annexes, est réparti entre les membres de ces mahakmas.

CHAPITRE VIII

De la forme des registres à tenir par les cadis.

Art. 62. — Les registres sur lesquels sont inscrits les jugements, les actes et les dépôts sont tenus par ordre de date, sans blancs, surcharges ni interlignes.

Les registres relatifs aux formalités de procédure et aux appels sont tenus par les adels et ne sont signés que par eux.

Les ratures et les renvois sont approuvés.

Les registres sont cotés et parafés par le président du tribunal ou par le juge qui le remplace.

Les registres sont fournis par l'État et établis sur des modèles uniformes pour toutes les circonscriptions. Ils doivent être représentés aux autorités qui ont la surveillance de la justice indigène, toutes les fois que ces autorités jugent convenable de les réclamer.

Art. 63. — Tous les jugements, ainsi que les actes constatant les contraventions et les dépôts, sont traduits en extraits par l'interprète de la justice de paix. Cette traduction est insérée dans la colonne à ce destinée et signée de l'interprète.

Art. 64. — Si une mahakma est supprimée, les registres sont transportés dans la mahakma à laquelle ressortit sa circonscription.

Art. 65. — Toute suppression ou destruction des registres dont la tenue est exigée par le présent décret constitue le crime prévu et puni par l'art. 173 du Code pénal.

CHAPITRE IX

Du timbre et de l'enregistrement.

Art. 66. — Tous les registres dont la tenue est prescrite par le présent décret sont affranchis du droit de timbre.

Art. 67. — Aucun extrait, copie ou expédition d'actes ou de jugements ne peut être délivré aux parties que sur papier timbré, conformément à l'art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, sous peine de l'amende prononcée contre le fonctionnaire public par l'art. 26 de la même loi. Toutefois, ces copies, extraits ou expéditions peuvent être délivrés par les cadis sur papier d'une dimension inférieure à celle du papier moyen ou d'expédition.

Art. 68. — Toutes les expéditions des jugements et actes des cadis ou des juges de paix statuant en matière musulmane qui emportent transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, les baux à ferme, à loyer ou à rente, les sous-baux, cessions ou subrogations de baux et les engagements de biens immobiliers, sont soumis à l'enregistrement dans les conditions déterminées par les décrets du 16 octobre 1878 et du 22 décembre 1888.

La traduction des actes reçus et des jugements rendus par les cadis, destinés à assurer la perception des droits d'enregistrement, est faite, dans les cantons qui ne sont pas le siège de tribunaux de première instance, par l'interprète judiciaire de la justice de paix ; dans les autres cantons, par l'interprète judiciaire du tribunal, et, à Alger, par les interprètes de la Cour.

Pour tous les autres actes, l'enregistrement n'est de rigueur que lorsqu'il en est fait usage, soit par acte public, soit en justice ou devant. toute autre autorité constituée.

Il n'est point apporté de modifications pour les jugements et actes autres que ceux qui sont mentionnés dans les articles précédents aux dispositions établies, relativement aux droits de timbre et d'enregistrement, par les lois, ordonnances, décrets et arrêtés réglant la matière en Algérie.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 69. — Le montant des amendes prononcées en vertu des dispositions du présent décret est versé dans la caisse du receveur des contributions diverses. Le produit en est réparti conformément aux lois et règlements suivis pour les amendes de police correctionnelle.

Art. 70. — Le présent décret et le tarif y annexé seront traduits en arabe, et un exemplaire en sera remis à chaque cadi, bachadel et adel.

Art. 71 — Le tarif des droits à prélever par les cadis et autres agents de la justice musulmane est fixé par le tarif joint au présent décret.

Art. 72. — Le présent décret est exécutoire dans tout le territoire de l'Algérie, à l'exception des ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, qui restent provisoirement soumis au décret du 29 août 1874, et des territoires de commandement, sous réserve de ce qui est dit aux art. 29, 37 et 40 du présent décret.

Art. 73. — Conformément au décret du 13 septembre 1881 et tant qu'aucune disposition nouvelle rendue dans la même forme n'aura modifié ce décret, le gouverneur général, par délégation du garde des sceaux, ministre de la justice, rend les arrêtés prévus par les articles ci-dessus, sur les questions qui concernent la justice musulmane.

Art. 74. — Les dispositions des art. 26 et suivants du présent décret sont étendues aux juges de paix de Bouïra, d'Aïn-Bessem, de Palestro et de Mansourah, statuant en matière civile, commerciale, mobilière et immobilière, sans préjudice des attributions qui leur sont conférées par le para-

graphe 2 de l'art. 7 ci-dessus, en matière de statut personnel et de droits successoraux.

Art. 75. — Sont applicables à tous les membres des tribunaux musulmans, dans le Tell et le Sahara, pour faits relatifs à leurs fonctions judiciaires, les dispositions du livre II, titre IV, chapitre III, section II du Code d'instruction criminelle.

Art. 76. — Les emplois d'assesseurs arabes et kabyles près les justices de paix des arrondissements judiciaires de Bougie et de Tizi-Ouzou et près les justices de paix de Bouïra, d'Aïn-Bessem, de Mansourah et de Palestro sont supprimés.

Toutefois, en matière de statut personnel, le juge de paix peut, d'office ou sur la demande de toutes les parties en cause, se faire assister du cadi notaire ou de son suppléant ; en cas d'empêchement de l'un ou l'autre de ces fonctionnaires, il est assisté d'un notable préalablement désigné par le procureur général. Cet assesseur a voix consultative et ne perçoit aucune vacation de ce chef.

Dans les contestations entre Arabes, l'indigène appelé ainsi à assister le juge de paix est Arabe ; dans les contestations entre Kabyles, il est Kabyle ; et dans celles entre Arabe et Kabyle, un Arabe et un Kabyle sont désignés, s'il y a lieu, et pris parmi les personnes mentionnées ci-dessus.

Art. 77. — Sont abrogés :

L'art. 34 et le paragraphe 4 de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Le décret du 31 décembre 1859 ;

Le décret du 13 décembre 1866 ;

L'art. 13, le paragraphe 1er de l'art. 14, les art. 15 et 16 et les deux derniers paragraphes de l'art. 17 du décret du 8 janvier 1870 ;

Les art. 5 et 8 du décret du 29 août 1874 ;

L'arrêté du gouverneur général du 3 décembre 1874 ;

Le décret du 27 avril 1877 ;

Les art. 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 25 mars 1879 ;

Le paragraphe 2 de l'art. 6 du décret du 7 janvier 1883 ;

Le paragraphe 3 de l'art. 2 du décret du 4 juin 1885 ;

Le décret du 10 septembre 1886 ;

Et généralement toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 78. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*

TARIF annexé au décret du 17 avril 1889.

CADIS, BACHADELS ET ADELS

N° 1. Acte constatant la qualité de chérif, vingt-cinq francs (25 fr.).

N° 2. Contrat de mariage, y compris la procuration de la mariée, les certificats constatant son âge, le degré de parenté de son représentant et tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement du mariage, cinq francs (5 fr.).

N° 3. Renouvellement du mariage avec une femme divorcée d'une manière définitive, cinq francs (5 fr.).

N° 4. Acte de reprise en mariage de la même femme, deux francs (2 fr.).

N° 5. Acte de divorce absolu, cinq francs (5 fr.).

N° 6. Acte de divorce avec la faculté de reprendre la femme, cinq francs (5 fr.).

N° 7. Déclaration de témoins constatant les sévices subis par la femme et tendant à lui faire restituer la somme donnée pour obtenir le divorce (dit khela), quatre francs (4 fr.).

N° 8. Acte de pension, deux francs (2 fr.).

N° 9. Acte désignant la femme qui prendra soin d'un enfant en bas âge, après le décès de sa mère ou son mariage en secondes noces, un franc (1 fr.).

N° 10. Acte par lequel la femme désignée pour prendre soin d'un enfant en bas âge est remplacée par une autre femme, un franc (1 fr.).

N° 11. Acte de vente :

Au-dessous de deux cents francs, cinq francs (5 fr.).

De deux cents francs à cinq cents francs, huit francs (8 fr.).

De cinq cents francs à mille francs, douze francs (12 fr.).

De mille francs à mille cinq cents francs, quinze francs (15 fr.).

De mille cinq cents francs à deux mille francs, vingt francs (20 fr.).

De deux mille francs à quatre mille francs, vingt-cinq francs (25 fr.).

De quatre mille francs à dix mille francs, trente francs (30 fr.).

Au-dessus de dix mille francs, quarante francs (40 fr.).

Plus vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par millier de francs au-dessus de dix mille francs.

N° 12. Acte d'échanges d'immeubles (même tarif que pour les ventes).

N° 13. Cession d'un bien en payement d'une dette (même tarif que pour l'acte de vente.).

N° 14. Cession d'un objet vendu au prix de la vente, cinq francs (5 fr.).

N° 15. Acte établissant la preuve d'un vice rédhibitoire existant soit dans un immeuble, soit chez une bête de somme, quatre francs (4 fr.).

N° 16. Résiliation de vente (un quart du droit perçu pour la vente.).

N° 17. Acte en avance de payement pour marchandises à livrer :

Au-dessous de cinq cents francs, trois francs (3 fr.).

Au-dessous de mille francs, cinq francs (5 fr.).

Au-dessous de deux mille francs, sept francs (7 fr.).

Au-dessous de trois mille francs, huit francs (8 fr.).

Au-dessus de trois mille francs, dix francs (10 fr.).

Plus vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par millier de francs au-dessus de trois mille francs.

N° 18. Acte de prêt, deux francs (2 fr.).

N° 19. Acte de quittance définitive pour achat d'un immeuble après des payements successifs, trois francs (3 fr.).

N° 20. Acte de prêt sur gage d'un immeuble ou autre :

Au-dessous de deux cents francs, trois francs (3 fr.).

Au-dessus de deux cents francs à cinq cents francs, six francs (6 fr.).

Au-dessus de cinq cents francs à mille francs et au-dessus, dix francs (10 fr.).

N° 21. Certificat d'indigence (doit être délivré gratuitement, exempt de droit de timbre et de traduction).

N° 22. Interdiction, dix francs (10 fr.).

Les actes d'interdiction doivent être communiqués aux notaires et publiés dans toute l'étendue du ressort.

N° 23. Acte d'émancipation, dix francs (10 fr.).

N° 24. Acte par lequel un cadi nomme un gardien chargé de gérer, sous son contrôle, la tutelle d'un interdit ou d'un mineur, deux francs (2 fr.).

N° 25. Arrangement à l'amiable, cinq francs (5 fr.).

N° 26. Transport de créances, trois francs (3 fr.).

N° 27. Acte de garantie, deux francs (2 fr.).

N° 28. Acte d'association, cinq francs (5 fr.).

N° 29. Dissolution d'association et règlements de comptes. Si les sommes qui en font l'objet sont inférieures à deux cents francs, cinq francs (5 fr.).

Au-dessus de deux cents francs, dix francs (10 fr.).
N° 30. Procuration, deux francs (2 fr.).
N° 31. Révocation d'un mandataire, deux francs (2 fr.).
N° 32. Reconnaissance d'un enfant, cinq francs (5 fr.).
N° 33. Reconnaissance d'une obligation :
Au-dessous de deux cents francs, deux francs (2 fr.).
Au-dessus de deux cents francs à cinq cents francs, quatre francs (4 fr.).
Au-dessus de cinq cents francs, six francs (6 fr.).
N° 34. Acte de dépôt, trois francs (3 fr.).
N° 35. Déclaration relative à l'exercice du droit de préemption, cinq francs (5 fr.).
N° 36. Acte de partage (même tarif proportionnel que pour l'acte de vente).
N° 37. Acte de société en commandite, cinq francs (5 fr.).
N° 38. Acte d'association entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui y fait des plantations ou autres travaux améliorant la propriété à condition de partager l'immeuble, cinq francs (5 fr.).
N° 39. Acte de convention entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui le cultive pour le partage des fruits, trois francs (3 fr.).
N° 40. Acte de convention pour la fixation d'un salaire, deux francs (2 fr.).
N° 41. Acte de location :
Location perpétuelle, au même taux que la vente.
Au-dessus de dix-huit ans, la moitié du taux de la vente.
De neuf à dix-huit ans, un tiers du même taux
De trois à neuf ans, un quart du même taux.
Au-dessous de trois ans, deux francs (2 fr.).
N° 42. Acte de constitution de habous, dix francs (10 fr.).
N° 43. Acte d'annulation de habous, dix francs (10 fr.).
N° 44. Acte de don et aumône :
Au-dessous de deux cents francs, trois francs (3 fr.).
Au-dessus de deux cents francs, cinq francs (5 fr.).
Pour un immeuble (droit fixe), dix francs (10 fr.).
N° 45. Révocation d'une donation, cinq francs (5 fr.).
N° 46. Droit de jugement, dû indépendamment de toute demande d'expédition:
Si le litige est inférieur à deux cents francs de capital, cinq francs (5 fr.).
Au-dessus de deux cents francs de capital, dix francs (10 fr.).
N° 47. Lettre d'un cadi à un autre cadi, deux francs (2 fr.).
N° 48. Acte d'avération d'écritures, deux francs (2 fr.).
N° 49. Acte qui établit la filiation d'une personne et son droit à un héritage :
Pour acte de filiation remontant au grand-père ou aïeul, cinq francs (5 fr.).
Si on remonte au bisaïeul, sept francs (7 fr.).
Si la filiation part du trisaïeul, neuf francs (9 fr.).
Quel que soit l'auteur commun, au delà du cinquième degré, douze francs (12 fr.).
N° 50. Acte constatant un droit par la déclaration de témoins :
S'il s'agit d'un immeuble, six francs (6 fr.).
S'il s'agit de plusieurs immeubles, dix francs (10 fr.).
Dans les autres cas, quatre francs (4 fr.).
N° 51. Délimitation d'un immeuble, cinq francs (5 fr.).
N° 52. Acte testamentaire pour le tiers des biens du testateur (quotité disponible en droit musulman), cinq francs (5 fr.)
Au-dessus de deux mille francs, vingt francs (20 fr.).
N° 53. Constitution d'exécuteur testamentaire, trois francs (3 fr.).
N° 54. Retour sur une donation faite par testament, trois francs (3 fr.).
N° 55. Répartition d'héritage, fixation des parts, énumération des héritiers, constatation de leurs droits, dix francs (10 fr.).
N° 56. Droits à percevoir sur l'héritage vendu :
Trois pour cent (3 p. 100) sur les premiers dix mille francs.

Cinquante centimes pour cent (0 fr. 50 p. 100), de dix mille francs à cent mille francs.

Vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 p. 100) pour le surplus.

Liquidation, estimation suivie de partage, même tarif.

(Les frais à payer aux dellahs et aux experts sont à la charge des mahakmas, dont les membres se partagent les droits perçus conformément aux nos 65 et 66.)

N° 57. Dissolution de mariage, cinq francs (5 fr.).

N° 58. Acte constatant le droit d'un tiers sur un immeuble, six francs (6 fr.).

N° 59. Reçu fait par devant le cadi, deux francs (2 fr.).

N° 60. Tout acte non spécialement dénommé, un franc (1 fr.).

N° 61. Toute expédition de jugement ou d'acte donne lieu à la perception d'un droit de copie égal au quart du droit de jugement ou d'acte, sans que ce droit puisse excéder dix francs (10 fr.).

N° 62. Extrait d'un acte authentique si, en y faisant connaître la portée de l'acte, on y indique l'usage auquel l'extrait est destiné: moitié du coût de l'acte, sans que ce droit puisse en aucun cas excéder dix francs (10 fr.).

N° 63. Recherches d'actes:

Pour les actes de l'année courante, cinquante centimes (0 fr. 50).

Pour ceux de l'année d'avant, un franc (1 fr.).

Pour chaque année en sus, cinquante centimes (0 fr. 50), sans pouvoir dépasser trois francs (3 fr).

N° 64. Indemnité pour frais de déplacement de magistrats. Indemnité de l'adel lorsqu'il est mandé par les parties dans l'intérieur de la ville:

A Alger, deux francs (2 fr.).

Autre ville qu'Alger, un franc (1 fr.).

En dehors de la ville, quatre francs (4 fr.) par jour de voyage ou de séjour pendant le temps de son déplacement.

Indemnité pour le déplacement de l'âoun, moitié de ce qui est accordé à l'adel.

Indemnité pour le déplacement du cadi, lorsqu'il est mandé par les parties, cinq francs (5 fr.) par jour de voyage pendant le temps de son déplacement.

N° 65. Le partage des sommes perçues conformément aux art. 1 à 64 se fait de la manière suivante:

Les cadis recoivent deux huitièmes (2/8) des sommes perçues conformément au présent tarif, et les bachadels trois huitièmes (3/8).

Les adels et l'âoun se partagent les trois huitièmes 3/8 restants, de façon que l'âoun n'ait que la moitié de la part d'un adel.

N° 66. Dans les mahakmas annexes, le bachadel reçoit cinq dixièmes (5/10), les adels quatre dixièmes (4/10) et l'âoun un dixième (1/10).

Il est alloué au cadi notaire sept dixièmes (7/10) et à l'adel trois dixièmes (3/10).

N° 67. Les sommes perçues dans chaque mahakma sont recueillies par les soins d'un adel et partagées à la fin du mois d'après les règles ci-dessus indiquées. Il en est dressé un acte indiquant le total des sommes encaissées pendant le mois et la part de chacun. Les membres de la mahakma attestent l'exactitude du contenu de cet acte, apposent leur signature au bas et l'enregistrent sur les registres d'inscription des actes.

N° 68. Les cadis délivrent gratuitement et sur papier libre les actes destinés à tenir lieu d'actes de l'état civil, ainsi que les copies de jugements réclamés par l'administration civile ou militaire.

JUSTICES DE PAIX

GREFFIERS

N° 69. Rédaction de chaque avertissement avec inscription sur le registre spécial, un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

N° 70. Inscription au rôle, soixante-quinze centimes (0 fr. 75).
N° 71. Expédition ou extrait du jugement par rôle, cinquante centimes (0 fr. 50).
N° 72. Rédaction de la déclaration d'appel avec inscription au registre, soixante centimes (0 fr. 60).
N° 73. Procès-verbaux, par rôle, cinquante centimes (0 fr. 50).

INTERPRÈTES

N° 74. Traduction de chaque avertissement, quarante centimes (0 fr. 40).
N° 75. Traduction par extrait sur les registres de la mahakma, par jugement, un franc (1 fr.).
N° 76. Traduction, du français en arabe, de l'extrait de jugement pour son exécution : un franc (1 fr.) par rôle de traduction de 25 lignes à la page et de 15 syllabes à la ligne.
N° 77. Traduction, de l'arabe en français, du jugement du cadi frappé d'appel : un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par rôle calculé comme ci-dessus.
N° 78. Traduction, de l'arabe en français, de tous actes ou titres quelconques produits dans une instance pendante devant le juge de paix ou le tribunal d'appel : deux francs (2 fr.) le rôle calculé comme ci-dessus.
N° 79. Traduction, de l'arabe en français, des actes ou jugements des cadis pour assurer la perception du droit d'enregistrement, conformément à l'arrêté du 18 mars 1879, trois francs (3 fr.) par rôle calculé comme ci-dessus.
N° 80. Traduction par extrait, sur les registres du cadi ou du cadi notaire, par acte ou jugement :
Pour ceux tarifés cinq francs et au-dessous : vingt-cinq centimes (0 fr. 25).
Pour ceux tarifés de cinq francs à 10 francs : cinquante centimes (0 fr. 50).
Au-dessus de dix francs : un franc (1 fr.).

AOUNS

N° 81. Remise de chaque avertissement ou notification à personne, à domicile, à la poste ou à l'administrateur civil, cinquante centimes (0 fr. 50).

TRIBUNAUX D'APPEL

Greffier de la Cour et des tribunaux de 1re instance :
N° 82. Inscription au rôle, soixante-quinze centimes (0 fr. 75).
N° 83. Rédaction de l'avertissement avec inscription sur le registre à ce destiné, un franc cinquante centimes (1 fr. 50).
N° 84. Expédition du jugement, par rôle, cinquante centimes (0 fr. 50).
N° 85. Récépissé de la consignation de l'amende par l'appelant, quinze centimes (0 fr. 15).

INTERPRÈTES

N° 86. Les interprètes des tribunaux d'appel ont droit aux mêmes honoraires que ceux des justices de paix.

DÉFENSEURS, AVOUÉS, AVOCATS

N° 87. Droits et honoraires pour conclusions déposées devant la Cour ou le tribunal de première instance :
Jugement contradictoire, de dix francs (10 fr.) à vingt francs (20 fr.).
Jugement par défaut, de dix francs (10 fr.) à vingt francs (20 fr.).

TRANSPORTS

N° 88. Frais de transport des magistrats, greffiers et interprètes : justices de paix et tribunaux d'appel conformément aux art. 88, 89, 90 et 91 du décret du 18 juin 1811.

ERRATUM. — D'après une circulaire en date du 17 mai 1889, adressée par le procureur général près la Cour d'Alger aux procureurs de la République du ressort, il y aurait lieu de rectifier ainsi qu'il suit l'art. 40 du décret ci-dessus :

Art. 40. — *Les assesseurs actuellement en fonctions, y compris les assesseurs kabyles près la Cour d'appel et les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou,* conservent leur emploi. Ils ne seront pas remplacés... etc.

3 avril 1889. — Décret du bey relatif à la contrefaçon des timbres-poste étrangers. (*J. O. T.*, 18 avril 1889.)

Vu l'acte d'adhésion de la régence de Tunis à l'union postale universelle et notamment à la convention de Lisbonne ;

Vu la résolution prise par le congrès postal portant que :

« Les administrations se prêteront un mutuel concours pour aider à la » poursuite des fraudes en matière de timbres-poste qui doivent être punies » d'après les lois du pays d'émission ; »

Vu notre décret constitutif de l'office des postes et des télégraphes de la régence, et spécialement l'article qui dispose que : « toute contravention en » matière de poste et de télégraphe sera jugée par les tribunaux français » de la régence, d'après la loi française ; »

Art. 1er. — La contrefaçon des timbres-poste étrangers est assimilée à la contrefaçon des timbres-poste de la régence.

Art. 2. — La fabrication, la vente, le colportage ou la distribution de tous imprimés ou formules simulant les timbres-poste étrangers sont assimilés à la fabrication, à la vente, au colportage ou à la distribution de tous imprimés ou formules simulant les timbres-poste de la régence.

9 avril 1889. — Décret portant que le nom de « Cérez » sera donné au centre de population européenne de Bel-Imour (com. mixte de Bordj-bou-Arréridj, territ. civ. du dép. de Constantine). (*Mob.*, 24 avril 1889.)

9 avril 1889. — Décret du prés. de la Rép. fr. rattachant le territoire de Teboursouk au canton du Kef. (*J. O. T.*, 9 mai 1889.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu la loi du 27 mars 1883 (1) ;

Vu les décrets des 14 avril 1883, 29 octobre 1887, 18 février 1888 et 31 décembre 1888 (2) ;

Le Conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Le territoire de Teboursouk est distrait du canton de Tunis et rattaché à celui du Kef.

18 avril 1889. — Loi autorisant la ville d'Oran à emprunter une somme de 700,000 fr. pour les travaux de réfection d'une conduite d'eau. (*J. O.*, 19 avril 1889.)

Art. unique. — La ville d'Oran (Algérie) est autorisée à emprunter, à

(1) *Rev. Algér.* 1885. 3. 39.

(2) *Rev. Algér.* 1885. 3. 41 ; 1888. 3. 1 et 34.

un taux d'intérêt qui ne pourra excéder cinq francs et quatre mille sept cent soixante-dix-sept dix-milliémes pour cent (5 fr. 4777 p. 100) amortissement compris, une somme de sept cent mille francs (700,000 fr.), remboursable en cinquante ans et destinée à l'exécution des travaux de réfection de la conduite d'eau dite de Brédéah. (Réfection de la conduite, construction d'un nouveau bassin, installation de nouvelles machines, etc.)

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

24 avril 1889. — Décret portant que le nom de « Galbois » sera donné au centre de population européenne d'El-Anasser (comm. mixte de Bordj-bou-Arréridj, territ. civ. du dép. de Constantine). (*Mob.*, 22 mai 1889.)

30 avril 1889. — Décret du bey portant création d'un tribunal du chara à Kasr-Moudemine (caïdat de l'Arad). (*J. O. T.*, 16 mai 1889.)

1er mai 1889. — Décret du bey autorisant l'administration des habous à pourvoir chacun de ses oukils de Tunis d'un registre destiné aux notaires à son service. (*J. O. T.*, 16 mai 1889.)

3 juin 1889. — Loi sur les marques de fabrique et de commerce en Tunisie. (*J. O. T.*, 6 juin 1889.)

TITRE Ier

Du droit de propriété des marques.

Art. 1er — La marque de fabrique ou de commerce est facultative. Toutefois des décrets peuvent, exceptionnellement, la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent. Sont considérés comme marques de fabrique et de commerce, les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Art. 2. — Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé deux exemplaires du modèle de cette marque, au greffe du tribunal de Tunis.

TITRE II

Du dépôt.

Art. 3. — Le dépôt que les fabricants, commerçants ou agriculteurs peuvent faire de leur marque au greffe du tribunal de Tunis pour jouir des droits résultant de la présente loi est soumis aux dispositions suivantes.

Art. 4. — Ce dépôt doit être fait par la partie intéressée ou par son fondé de pouvoir spécial. La procuration peut être sous seing privé et dûment légalisée. Elle doit être laissée au greffier. Le modèle à fournir consiste en deux exemplaires sur papier libre, d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte représentant la marque adoptée. Le papier forme un carré de 18 centimètres de côté, dont le modèle occupe le milieu.

Art. 5. — Si la marque est en creux ou en relief sur les produits, si elle a dû être réduite pour ne pas excéder les dimensions du papier, ou si elle présente quelque autre particularité, le déposant l'indique sur les deux exemplaires soit par une ou plusieurs figures de détail, soit au moyen d'une légende explicative. Ces indications doivent occuper la gauche du papier où est figurée la marque. La droite est réservée aux mentions prescrites à l'art. 7.

Art. 6. — Un des deux exemplaires de la marque est collé par le greffier sur une des feuilles d'un registre tenu à cet effet et dans l'ordre des présentations. L'autre est transmis dans les cinq jours au plus tard à l'archiviste du gouvernement tunisien pour être déposé aux archives. Le registre est en papier libre de format de 24 centimètres de largeur sur 40 de hauteur, coté et paraphé par le président du tribunal de Tunis ou par un juge délégué.

Art. 7. — Le greffier dresse le procès-verbal du dépôt, dans l'ordre des présentations, sur un registre coté et paraphé comme il est dit à l'article précédent. Il indique dans ce procès-verbal :

1° Le jour et l'heure du dépôt ;

2° Le nom du propriétaire de la marque et celui de son fondé de pouvoir ;

3° La profession du propriétaire, son domicile et le genre d'industrie pour lequel il a l'intention de se servir de la marque. Chaque procès-verbal porte un numéro d'ordre. Ce numéro est également inscrit sur les deux modèles, ainsi que le nom, le domicile ou la profession du propriétaire de la marque, la date du dépôt, et le genre d'industrie auquel la marque est destinée. Lorsque, à l'expiration de la période pendant laquelle le dépôt produit ses effets, le propriétaire d'une marque en fait un nouveau dépôt, cette circonstance doit être mentionnée sur les modèles et dans le procès-verbal de dépôt. Le procès-verbal et les modèles sont signés par le greffier et par le déposant ou son fondé de pouvoir.

Une expédition du procès-verval de dépôt est délivrée au déposant.

Art. 8. — Il est perçu un droit fixe de 2 piastres pour la rédaction du procès-verbal de dépôt de chaque marque et pour le coût de l'expédition.

Art. 9. — Au commencement de chaque année, le greffier dresse une table ou répertoire des marques dont il a reçu le dépôt pendant le cours de l'année précédente.

Art. 10. — Les registres, procès-verbaux et répertoires déposés au greffe ainsi que les modèles réunis au dépôt central des archives sont communiqués sans frais.

Art. 11. — Le dépôt n'a d'effet que pour quinze années. La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de quinze années, au moyen d'un nouveau dépôt.

TITRE III

Dispositions relatives aux étrangers.

Art. 12. — Les étrangers qui possèdent dans la régence des établissements d'industrie ou de commerce, ou des exploitations agricoles, jouissent, pour les produits de leurs établissements, du bénéfice de la présente loi, en remplissant les formalités qu'elle prescrit.

Art. 13. — Les étrangers et les Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la régence jouissent également du bénéfice de la présente loi, pour les produits de ces établissements, si, dans les pays où ils sont situés, la législation ou les traités internationaux assurent aux industriels fixés en Tunisie les mêmes garanties.

Art. 14. — Le greffier chargé dans le cas prévu par l'art. 4 de recevoir le dépôt des marques des étrangers et des Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la régence, doit en former un registre spécial et mentionner dans le procès-verbal de dépôt le pays où est situé l'établissement industriel, commercial ou agricole du propriétaire de la marque, ainsi que la législation ou les traités internationaux par lesquels la réciprocité a été établie.

TITRE IV

Pénalités.

Art. 15. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 3,000 piastres et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ;

2° Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleuse.

Art. 16. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 2,000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée ;

2° Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Art. 17. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 1,000 piastres et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée obligatoire ;

2° Ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits ne portant pas la marque déclarée obligatoire pour cette espèce de produit ;

3° Ceux qui ont contrevenu aux dispositions des décrets rendus en exécution de l'art. 1er de la présente loi.

Art. 18. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom du fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de 50 piastres.

Les objets du délit, ou leur valeur s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués. Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. Tout marchand,

commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des efforts de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

Art. 19. — Les peines établies par la présente loi ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 20. — Les peines portées aux art. 15, 16, 17, peuvent être élevées au double en cas de récidive, lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Art. 21. — Si les circonstances paraissent atténuantes, le tribunal est autorisé, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six mois, et l'amende même au-dessous de 50 piastres. Il pourra aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être inférieure à 16 piastres.

Art. 22. — Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections des chambres de commerce pendant un temps qui n'excédera pas dix ans. Le tribunal peut ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il détermine, et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

Art. 23. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des art. 15 et 16 peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit. Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des art. 15 et 16.

Art 24. — Dans le cas prévu par les deux premiers paragraphes de l'art. 17, le tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis. Le tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'art. 17.

TITRE V

Juridictions.

Art. 25. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi. Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux civils de première instance et jugées comme matières sommaires. En cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception.

Art. 26. — Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de première instance ou du juge de paix, à défaut du tribunal, dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir. L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation d'un procès-verbal constatant le dépôt

de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description. Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie. Il est laissé copie aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 27. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés s'il y a lieu.

TITRE VI

Dispositions générales ou transitoires.

Art. 28. — Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom du fabricant résidant en Tunisie, soit l'indication d'un nom ou d'un lieu de fabrique tunisienne sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée. Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'administration des douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au ministère public. Le délai dans lequel l'action prévue par l'art. 26 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le ministère public, est porté à deux mois.

Les dispositions de l'art. 22 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

Art. 29. — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

Art. 30.— La présente loi ne sera exécutoire que six mois après sa promulgation. Un arrêté de notre premier ministre déterminera les formalités à remplir pour la publicité des marques et toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la loi.

13 avril 1889. — Arrêté du min. des travaux publics portant rattachement du service du balisage et de l'éclairage des côtes de l'Algérie à la direction du service central des phares et balises. (*B. O.*, 1889, p. 522.)

Le service de l'éclairage et du balisage des côtes de l'Algérie est rattaché à la direction du service central des phares et balises.

Le service central pourvoira, en ce qui concerne l'Algérie et dans les mêmes conditions que pour la métropole :

1° A la confection du matériel d'éclairage et de balisage ;

2° A l'exécution des réparations de ce matériel lorsqu'elles ne pourront pas être faites sur les lieux ;

3° A la fourniture des matières employées pour la production de la lumière et des objets accessoires dont l'achat lui est réservé.

Le directeur du service central adressera aux ingénieurs chargés de l'éclairage et du balisage en Algérie les règlements et instructions généra-

les qu'ils auront à observer, ainsi que les instructions particulières qu'il peut avoir à donner pour assurer la marche du service.

Un exemplaire de ces documents sera transmis au gouverneur général de l'Algérie.

Les projets de budgets pour les chapitres relatifs aux travaux d'entretien, de réparation et de construction des phares et balises à exécuter en Algérie seront soumis à l'examen de l'inspecteur général, directeur des phares, et avis lui sera donné des crédits qui seront ouverts en vue desdits travaux.

Les fournitures et travaux que le service central des phares et balises fera pour l'éclairage et le balisage en Algérie donneront lieu à l'ouverture de crédits imputés sur le budget spécial de la colonie, d'après les propositions que le directeur des phares présentera à cet effet.

Le service des phares et balises en Algérie sera soumis, dans les mêmes conditions que celui de la métropole, à l'inspection générale confiée au directeur des phares, ainsi qu'à l'inspection spéciale de l'ingénieur en chef ou de l'ingénieur ordinaire du service central en ce qui concerne le personnel des gardiens et le matériel.

23 mai 1889. — Décret autorisant l'exécution de travaux à effectuer pour l'amélioration du port d'Arzew. (*Mob.*, 12 juin 1889.)

Sur le rapport du président du conseil, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, du ministre de l'intérieur et du ministre des travaux publics;

Vu, avec les rapports à l'appui, l'avant-projet dressé les 9-11 novembre 1886, par les ingénieurs du département d'Oran (Algérie), pour l'amélioration du port d'Arzew;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ce projet, notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 8 février 1887;

Vu le dossier des conférences mixtes, ensemble la délibération de la commission mixte des travaux publics, du 24 décembre 1888, et les adhésions données par les ministres de la guerre, de la marine et des colonies, et de l'intérieur;

Vu la délibération, en date du 6 novembre 1887, par laquelle le conseil municipal d'Arzew s'engage, au nom de la ville, à fournir à l'État un subside de 22,000 fr., moyennant le droit de percevoir une taxe de tonnage sur les navires qui fréquentent le port;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie, du 4 février 1888;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 11 mai, 20 juillet 1885, 25 août 1886 et 7 juillet 1887;

Vu la lettre du ministre des finances, du 13 février 1889;

Vu la loi du 19 mai 1866;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Est autorisée l'exécution des travaux à effectuer pour l'amélioration du port d'Arzew (Algérie), conformément aux dispositions de l'avant-projet ci-dessus visé, aux avis du conseil général des ponts et chaussées et à la délibération de la commission mixte des travaux publics, également ci-dessus visés.

Art. 2. — Il est pris acte de l'engagement souscrit par la ville d'Arzew, ainsi qu'il résulte de la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 6 novembre 1877, de fournir à l'État, pour l'exécution de ces travaux, un subside de deux cent vingt mille francs (220,000 fr.).

Ce subside sera versé au trésor par à-compte successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance de chaque versement partiel et l'épo-

que à laquelle il devra être effectué seront déterminés par le ministre des travaux publics.

Le surplus de la dépense, évalué à 353,000 francs, sera prélevé sur les ressources inscrites annuellement au budget du ministère des travaux publics (2e section. — Amélioration des ports en Algérie).

Art. 3. — La ville d'Arzew est autorisée à emprunter, à un taux qui n'excède pas cinq et demi pour cent (5 1/2 °/₀), la somme de deux cent vingt mille francs (220,000 fr.) qui lui est nécessaire pour tenir les engagements pris dans la délibération susmentionnée du conseil municipal, du 6 novembre 1887.

Le remboursement du dit emprunt s'effectuera dans une période de vingt ans, au maximum.

Art. 4. — Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Art. 5. — Il sera établi au port d'Arzew, à partir de la promulgation du présent décret, un droit de tonnage de trente-cinq centimes (0 fr. 35) par tonneau de jauge sur tout navire français ou étranger entrant chargé ou venant prendre charge dans ce port.

Toutefois, pour les compagnies de navigation desservant ce port par escales, régulièrement et au moins une fois par semaine, et dont les navires seront aménagés pour le service des voyageurs, le droit de tonnage sera réduit à sept centimes (0 fr. 0,7) par tonneau de jauge.

Sont exempts de tous droits :

1° Les navires faisant simplement relâche dans le port ;

2° Les navires faisant le cabotage entre les ports du littoral algérien ;

3° Les bâtiments de toute nature appartenant à l'État ou employés à son service ;

4° Les navires se livrant à la pêche côtière, au remorquage ou au pilotage.

Art. 6. — La perception de ce droit est concédée à la ville d'Arzew pour lui permettre de se couvrir des obligations qu'elle contracte en vertu du présent décret.

Cette perception cessera aussitôt après l'entier accomplissement desdites obligations.

7 juin 1889. — Décret qui complète l'art. 19 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, portant règlement général sur l'exercice de la profession de notaire en Algérie. (*Mob.*, 19 juin 1889.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842 ;
Vu le décret du 26 octobre 1886 ;
Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — L'art. 19 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, dans les actes intéressant des musulmans, si le notaire ne connaît pas le nom, l'état ou la demeure des parties ou de l'une d'elles, ils pourront lui être attestés par tout musulman résidant en Algérie, mâle, majeur et connu de lui. Les parents ou alliés de la femme musulmane seront admis à attester son identité. »

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE D'ALGER

CATALOGUE METHODIQUE

DES

« Publications périodiques » reçues par la section du Droit

JURISPRUDENCE

REVUES TRAITANT DE MATIÈRES DIVERSES

1° *Périodiques français et écrits en français :*

A. Lois et Textes

Bulletin des lois. — *Paris,* 1806, in-8°. A. 63,048.

Lois annotées par Carette. — *Paris,* 1854, in-8°. 61,003.

Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, avis du Conseil d'État de 1788 a ...., par Duvergier. — *Paris,* 1834, in-8°. A. 63,051.

Journal du palais. — Lois, ordonnances, règlements et instructions d'intérêt général. — *Paris,* 1845, in-8°. 61,006.

B. Jurisprudence des Tribunaux et des Cours

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle. — *Paris,* 1792, in-8°. A. 63,258.

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière civile. — *Paris,* 1792, in-8°. A. 63,267.

Recueil général des arrêts du Conseil d'État comprenant les arrêtés, décrets, arrêts et ordonnances. — *Paris,* 1834, in-8°. A. 63,052.

Journal du palais. — *Paris,* 1838, gr. in-8°. D. 61,004.

Recueil général des lois et arrêts, fondé par Sirey. — *Paris,* 1840, in-4°. A. 61,002.

RECUEIL PÉRIODIQUE ET CRITIQUE DE JURISPRUDENCE, DE LÉGISLATION, DE DOCTRINE EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, ADMINISTRATIVE, par DALLOZ. — *Paris,* 1845, in-4°. A. 61,001.

JOURNAL DU PALAIS. — Jurisprudence administrative. — *Paris,* 1842, in-4°. D. 61,005.

La GAZETTE DES TRIBUNAUX. — *Paris,* 1871, in-f°. A. 60,008.

Le DROIT, journal des tribunaux. — *Paris,* 1880-83, 6 vol. in-f°. 60,006.

La LOI, journal judiciaire. — *Paris,* 1888, in-f°. A. 60,009.

C. DOCTRINE

REVUE HISTORIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, publiée sous la direction de MM. LABOULAYE, DE ROZIÈRE, DARESTE. — *Paris,* 1855-1869, 15 vol. in-8°. 63,003.

REVUE DE LÉGISLATION ANCIENNE ET MODERNE, FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE, publiée sous la direction de MM. LABOULAYE, DE ROZIÈRE, DARESTE.—*Paris,* 1870-76, 6 vol. in-8°. 63,004.

NOUVELLE REVUE HISTORIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, publiée sous la direction de MM. Ed. LABOULAYE, DE ROZIÈRE, GIDE, BOISSONADE.— *Paris,* 1877, in-8°. A. 63,005.

REVUE GÉNÉRALE DU DROIT, DE LA LÉGISLATION ET DE LA JURISPRUDENCE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, dirigée par MM. BARTHELON, HUMBERT, etc. — *Paris,* 1887, in-8°. A. 63,006.

THEMIS. — *Paris,* 1829-1830, 10 vol. in-8°. 63,010.

REVUE ÉTRANGÈRE DE LÉGISLATION ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE, publiée par FŒLIX. — *Paris,* 1834-43, 10 vol. in-8°. 63,011.

REVUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER. — *Paris,* 1844-50, 7 vol. in-8°. 63,012.

REVUE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE. — *Paris,* 1835-53, 39 vol. in-8°. 63,013.

REVUE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE, EN MATIÈRE CIVILE, ADMINISTRATIVE, COMMERCIALE ET CRIMINELLE, publiée par MM. DEMOLOMBE, MARCADÉ, PONT. — *Paris,* 1851-72, 37 vol. in-8°. 63,014.

REVUE CRITIQUE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE. — *Paris,* 1871, in-8°. D. 63,015.

REVUE PRATIQUE DE DROIT FRANÇAIS. — Jurisprudence, doctrine, législation, publiée par MM. DEMANGEAT, MOURLON. — *Paris,* 1856, in-8°. M. 63,016.

La FRANCE JUDICIAIRE, publiée sous la direction de M. Ch. CONSTANT. — *Paris,* 1876, in-8°. D. 61,042.

ACADÉMIE DE LÉGISLATION DE TOULOUSE. — *Paris,* 1883, in-8°. D. 63,325.

REVUE DE LA RÉFORME JUDICIAIRE, publiée par M. Victor JEANVROT. — *Paris,* 1885, in-8°. D. 63,326.

LOIS NOUVELLES ANALYSÉES. — *Paris,* 1885, in-8°. D. 63,334.

ANNUAIRE DE LÉGISLATION FRANÇAISE, publiée par la Société de législation comparée, contenant le texte des principales lois votées en France. — *Paris,* 1882, in-8°. D. 63,009.

JOURNAL DES AVOUÉS, rédacteur en chef M. G. DUTRUC. — *Paris,* 1888, in-8°. D. 63,397.

2° *Périodiques allemands :*

ZEITSCHRIFT DER SAVIGNY. — Stiftung für rechtsgeschichte, hrgs. BEKKER, PERNICE. — *Weimar,* 1888, in-8°. A. 63,404.

ZEITSCHRIFT FUR VERGLEICHEN DE RECHTSWISSENSCHAFT, hgrs. von Dr BERNHOFT, Dr KOHLER. — *Stuttgart,* 1888, in-8°. A. 63,410.

3° *Périodiques italiens :*

ARCHIVIO GIURIDICO, de P. ELLERO. — *Pisa,* 1868, in-8°. A. 63,363.

STUDI E DOCUMENTI DI STORIA E DIRITTO. — *Roma,* 1880, in-4°. D. 61,075.

STUDI SENESI NEL CIRCOLO GIURIDICO DELLA, R. universita. — *Siena,* 1884, in-8°. A. 63,333.

DROIT COMMERCIAL ET DROIT INDUSTRIEL

1° *Périodiques français et écrits en français :*

JOURNAL DE JURISPRUDENCE COMMERCIALE ET MARITIME, rédigé par MM. GIROD et CLARIOND.— *Marseille,* 1870, in-8°. A. 63,050.

JOURNAL DES TRIBUNAUX DE COMMERCE, publié par TEULET et CAMBERLIN. — *Paris,* 1852, in-8°. A. 63,023.

JOURNAL DES SOCIÉTÉS CIVILES ET COMMERCIALES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES, publié par M. Al. LEDRU WORMS.— *Paris,* 1880, in-8°. D. 63,017.

JOURNAL DES FAILLITES ET DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES, publié par M. N. DEFERT. — *Paris,* 1852, in-8°. D. 63,324.

ANNALES DE DROIT COMMERCIAL FRANÇAIS, ÉTRANGER ET INTERNATIONAL, publiées par M. E. THALLER. — *Paris,* 1886, in-8°. A. 63,351.

REVUE DES SOCIÉTÉS, publiée sous la direction de M. A. VAVASSEUR. — *Paris,* 1887, in-8°. D. 63,400.

REVUE DE LA LÉGISLATION DES MINES, publiée par M. Ém. DELECROIX. — *Paris,* 1884, in-8°. D. 63,383.

ANNALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE, publiées par M. J. PATAILLE. — *Paris,* 1888, in-8°. D. 63,394.

DROIT PÉNAL ET INSTRUCTION CRIMINELLE

1° *Périodiques français et écrits en français :*

JURISPRUDENCE CRIMINELLE DU ROYAUME. — *Paris*, 1829, in-8°. D. 63,018.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS. — *Paris*, Chaix, 1878, in-8°. A. 63,401.

ARCHIVES DE L'ANTHROPOLOGIE CRIMINELLE ET DES SCIENCES PÉNALES, directeurs MM. LACASSAGNE, R. GARRAUD, N. COUTAGNE. — *Paris*, 1886, in-8°. A. 63,328.

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

1° *Périodiques français et écrits en français :*

REVUE GÉNÉRALE D'ADMINISTRATION, publiée sous la direction de M. M. BLOCK. — *Paris*, 1878, in-8°. A. 63,024.

NOTARIAT ET ENREGISTREMENT

1° *Périodiques français et écrits en français :*

REVUE DU NOTARIAT ET DE L'ENREGISTREMENT. — *Paris*, 1861, in-8°. D. 63,019.

RÉPERTOIRE PÉRIODIQUE DE L'ENREGISTREMENT, publié par M. GARNIER. — *Paris*, 1857, in-8°. A. 63,020.

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET PRIVÉ
LÉGISLATION COMPARÉE

1° *Périodiques français et écrits en français :*

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET DE LA JURISPRUDENCE COMPARÉE, publié par M. Ed. CLUNET. — *Paris*, 1876, in-8°. D. 63,021.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE. — *Paris*, 1872, in-8°. D. 63,007.

ANNUAIRE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE, publié par la Société de législation comparée. — *Paris*, 1872, in-8°. D. 63,008.

REVUE INTERNATIONALE DU DROIT MARITIME, publiée par M. F.-C. AUTRAN. — *Paris*, 1885, in-8°. D. 63,344.

REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE LÉGISLATION COMPARÉE, publiée par MM. ASSER, ROLINA, JACQUEMYNS. — *Bruxelles*, 1869, in-8°. A. 63,022.

ANNUAIRE DE L'INSTITUT DU DROIT INTERNATIONAL. — *Gand*, 1877, in-8°. A. 63,120.

ÉCONOMIE POLITIQUE — STATISTIQUE

1° *Périodiques français et écrits en français :*

JOURNAL DES ÉCONOMISTES, directeur M. DE MOLINARI. — *Paris*, 1842, in-8°. A. 63,113.

ANNUAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, publié par les directeurs du *Journal des Économistes*, sous la direction de M. BLOCK.— *Paris*, 1844, in-18. A. 63,114.

L'ÉCONOMISTE FRANÇAIS, rédacteur en chef M. P. LEROY-BEAULIEU. — *Paris*, 1882, in-4°. A. 61,027.

BULLETIN DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES (section des Sciences économiques et sociales). — *Paris*, 1883, in-8°. M. 63,265.

La REVUE SOCIALISTE, directeur M. B. MALON. — *Paris*, 1885, in-8°. A. 63,262.

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, rédigée par MM. Ch. GIDE, VILLEY, JOURDAN. — *Paris*, 1887, in-8°. D. 63,365.

REVUE DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, publiée par M. A. MAZE. — *Paris*, 1887, in-8°. M. 63,389.

BULLETIN HEBDOMADAIRE DE STATISTIQUE MUNICIPALE DE LA VILLE DE PARIS. — *Paris*, 1880, in-4°. A. 61,104.

POLITIQUE — DIPLOMATIE

1° *Périodiques français et écrits en français :*

Le MONITEUR UNIVERSEL. — *Paris*, 1789-1879, 200 vol. in-f°. 60,007.

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — *Paris*, 1871, in-4°. A. 61,067.

ARCHIVES PARLEMENTAIRES. — Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, imprimé sous la direction de MM. J. MAVIDAL et E. LAURENT. — *Paris*, 1879, in-4°. A. 61,035.

RÉPERTOIRE POLITIQUE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE, publié sous la direction de M. Ch. VALFRAMBERT. — *Paris*, 1877-81, vol. in-8°. 63,304.

ANNALES DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES. — *Paris*, 1886, in-8°. A. 63,307.

RECUEIL MANUEL ET PRATIQUE DE TRAITÉS, CONVENTIONS ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES, DEPUIS L'ANNÉE 1760 JUSQU'A NOS JOURS, publié par MM. Ch. DE MARTENS et DE CUSSY. — *Leipzig*, 1846-57, 7 vol. in-8°. 63,317.

RECUEIL DE TRAITÉS D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TRÈVE, DE NEUTRALITÉ DES PUISSANCES ET ÉTATS DE L'EUROPE, DEPUIS 1761, publié par MM. G.-Fréd. DE MARTENS et Ch. DE MARTENS. — *Goettingen*, 1817-1835, 8 vol. in-8°. 63,318.

NOUVEAU RECUEIL GÉNÉRAL DE TRAITÉS, rédigé par M. Fréd. MURHARD. — *Goettingen,* 1843-60, 29 vol. in-8°. 63,319.
(Continuation du précédent Recueil.)

NOUVEAU RECUEIL DE TRAITÉS D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TRÊVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, DE LIMITES, publié par MM. SAMWER et Jules HOPF. — *Gottingen,* 1817, in-8°. A. 63,320.
(Continuation du Recueil de Martens.)

ARCHIVES DIPLOMATIQUES. — Recueil de diplomatie et d'histoire. — *Paris,* 1861, in-8°. A. 63,231.

RECUEIL DES TRAITÉS DE LA FRANCE, publié sous les auspices de MM. DROUYN DE LHUYS et DE CLERCQ. — *Paris,* 1864, in-8°. A. 63,316.

ALMANACH DE GOTHA. — Annuaire généalogique, diplomatique et statistique. — *Gotha-Perthes,* 1884, in-18. 63,251.

PUBLICATIONS ALGÉRIENNES ET TUNISIENNES RELATIVES A LA JURISPRUDENCE ET A L'ADMINISTRATION LOCALE

1° *Périodiques français et écrits en français :*

JOURNAL DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR D'ALGER, publié par M. E. ROBE. — *Alger,* 1859, in-8°. A. 63,115.

BULLETIN JUDICIAIRE DE L'ALGÉRIE.

1re série : Jurisprudence algérienne (1830-1876), par M. R. ESTOUBLON. 4 vol. in-8°.

2e série : Doctrine, Jurisprudence, Législation (1877-1884), complétée par MM. ESTOUBLON et VINCENT. — *Alger,* 1877-84, 8 vol. in-8°. 63,116.

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE, publiée par l'École de droit d'Alger. — *Alger,* 1885, in-8°. D. 63,256.
(Cette *Revue* fait suite au *Bulletin judiciaire de l'Algérie.)*

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie. — *Paris,* 1830, in-8°. D. 61,031.

ANNUAIRE ADMINISTRATIF DE L'ALGÉRIE. — *Alger,* 1859, in-8°. D. 63,252.

BULLETIN OFFICIEL DES ACTES DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE. — *Alger,* 1830, in-8°. D. 63,117.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU GOUVERNEMENT. — Procès-verbaux. — *Alger,* 1867, in-8°. D. 63,118.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL CIVIL DE L'ALGÉRIE. — État actuel de l'Algérie, publié d'après les documents officiels. — *Alger,* 1877-1882, 6 vol. in-8°. 63,241.

Le MOBACHER, journal officiel (texte français). — *Alger,* 1883, in-f°. D. 60,005.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT D'ALGER. — Rapport du préfet. — Procès-verbaux des délibérations. — *Alger*, 1886, in-8°. D. 63,243.

DÉPARTEMENT D'ALGER. — Recueil des actes administratifs. — *Alger*, 1884, in-8°. D. 63,244.

VILLE D'ALGER. — Bulletin administratif. — *Alger*, 1881, in-8°. D. 63.242.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE. — Conseil général. — Rapport du préfet. — Procès-verbaux des délibérations. — *Constantine*, 1884, in-8°. D. 63,246.

RECUEIL OFFICIEL DES ACTES DE LA PRÉFECTURE DE CONSTANTINE. — *Constantine*, 1884, in-8°. D. 63,245.

PRÉFECTURE D'ORAN. — Recueil officiel des actes administratifs. — *Oran*, 1884, in-8°. D. 63,247.

JOURNAL OFFICIEL TUNISIEN. — *Tunis*, 1883, in-f°. D. 60,004.

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.

6 juin 1889. — Décret relatif aux conditions d'importation des topinambours en Algérie. *(B. O.*, 1889, p. 642.)

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;
Vu la loi des 15 juillet 1878, 2 août 1879 ;
Vu la loi du 21 mars 1883, relative aux mesures à prendre pour empêcher la propagation du phylloxera en Algérie ;
Vu le décret du 17 juin 1884, relatif aux prohibitions édictées pour protéger l'invasion du phylloxera et notamment l'art. 3 de ce décret ;
Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ;
Vu l'avis de la commission supérieure du phylloxera :

Art. 1er. — Les topinambours seront, en ce qui concerne leur importation en Algérie, assimilés aux pommes de terre. Ils pourront être admis dans la colonie, mais après avoir été préalablement lavés et complètement dégarnis de terre.

17 juin 1889. — Décret du bey portant promulgation de la convention internationale conclue le 14 mars 1884 entre diverses puissances pour la protection des câbles sous-marins. *(J. O. T.*, 20 juin 1889.)

Ayant résolu d'adhérer à la convention internationale relative à la protection des câbles sous-marins, suivie d'un article additionnel, conclue à Paris, le 14 mars 1884, entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la République de Costa Rica, le Danemark, la République Dominicaine, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande Bretagne, la République de Guatemala, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la République de Salvador, la Serbie, les Royaumes-Unis de Suède et Norwège, la Turquie et la République Orientale de l'Uruguay ;
Les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 16 avril 1885 ;
Le Japon ayant adhéré à ladite convention le 12 avril 1884, conformément à l'art. 14 de cette convention ;

Ladite convention et ledit article additionnel, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution à partir du jour où nous ferons connaître, par le *Journal officiel* de la régence, que le gouvernement de la République française nous a donné acte de notre adhésion. Seront de même exécutoires, la déclaration interprétative signée à Paris le 1er décembre 1886 (23 mars 1887 pour l'Allemagne) et le protocole de clôture signé également à Paris le 7 juillet 1887.

(Suit la teneur de la convention.)

17 juin 1889. — Décret du bey relatif à la répression des infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, concernant la protection des câbles sous-marins. *(J. O. T.*, 20 juin 1889.)

TITRE Ier

Dispositions spéciales aux eaux non territoriales.

Art. 1er. — Les infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront

commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire tunisien relèveront des tribunaux français et seront jugées par le tribunal correctionnel soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Tunisie dans lequel sera conduit le bâtiment.

Art. 2. — Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

Art. 3. — Les procès-verbaux dressés conformément à l'art. 10 de la convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation ; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 4. — Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de deux à dix jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'art. 10 de la convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs :

1° Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf le cas de force majeure ;

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ; toutefois, les bâteaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures ;

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à un quart de mille nautique ou moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position ces câbles sous-marins.

Art. 8. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque par négligence coupable, et notamment dans les cas visés par les art. 6 et 7, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins ;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

Art. 10. — Sera puni d'une amende de 300 francs à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, quiconque, volontairement, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant dix ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration, par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II

Dispositions spéciales aux eaux territoriales.

Art. 11. — Les dispositions des art. 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, tunisien ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'art. 4 du décret du 27 décembre 1851.

Art. 12. — Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port de la régence où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

Art. 13. — Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux, et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

Art. 14. — Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par tous les officiers de police judiciaire ;

Par tous les officiers de police municipale assermentés ;

Par les agents assermentés de la police des ports et les surveillants des télégraphes.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser procès-verbal dans l'exercice de leurs fonctions sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 15. — Les procès-verbaux dressés par tous agents ayant qualité à cet effet ne sont point soumis à l'affirmation et font foi jusqu'à preuve du contraire.

TITRE III

Dispositions générales.

Art. 16. — Le délinquant, dans le cas de l'art. 8, paragraphe 1", sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités

locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'art. 10, paragraphe 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire la déclaration ci-dessus.

Art. 17. — En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus par les art. 6, 7, 8 et 9 du présent décret, lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles ;

2° Pour les faits prévus par l'art. 10, lorsque à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infractions aux dispositions de cet article.

Art. 18. — Sont déclarés responsables des amendes prononcées pour infractions au présent décret et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'art. 1384 du Code civil.

Art. 19. — En cas de conviction de plusieurs infractions prévues par le présent décret, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Art. 20. — L'art. 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées par application du présent décret.

19 juin 1889. — Arrêté du gouv. gén. déterminant le ressort des circonscriptions vétérinaires dans les trois départements algériens. (*B. O.*, 1889, p. 638.)

26 juin 1889. — Décret portant création de la commune de plein exercice de Kherba (dép. d'Alger, arrond. de Miliana). (*Mob.*, 10 juill. 1889.)

Art. 1er. — Le centre de population européenne de Kherba, les fractions de Drabla et de Rahalla (douar de Boukni), de Megharsa et d'El-Harrar (douar d'El-Harrar), ainsi que les parcelles et fraction d'Ahel-Guebli (tribu de Beni-Sliman), T. C., fraction de Beni-Naceur, et de fraction d'Ouled-Ali (tribu d'El-Aneb) et la parcelle T., fraction de Beni-Kabane (douar de Ghomerian), seront distraits à partir du 1er janvier 1890, de la commune mixte des Braz (territoire civil d'Alger), pour former dans l'arrondissement de Miliana (département d'Alger), une commune de plein exercice distincte, dont le chef-lieu est fixé à Kherba et qui en portera le nom.

26 juin 1889. — Décret portant création de la commune de plein exercice de Tafaraoui (dép. et arrond. d'Oran). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

Art. 1er. — Les territoires ci-après désignés sont distraits, savoir :

1° Le centre de population européenne de Tafaraoui, de la commune de plein exercice de St-Barbe-du-Tlélat (arrondissement et département d'Oran) ;

2° Les fractions ou villages indigènes de Douaïmia, Houharna, Ouadef, Sahouria, Kedadra, Kahailia, Mekhalif, El-Habaïchia, Saadla, Ouled-el-Hadj-Adda, El-Graïdia, Gouraïj (douar de Tenazet), Ouled-el-Hadj-bou-Haddou, Ouled-el-Hadj-el-Bachir, Ouled-Sidi-Mohamed et Regaïga (douar de Sidi-Ghalem), de la commude mixte de S^{t}-Lucien (territoire civil d'Oran).

Ces territoires formeront, dans l'arrondissement et le département d'Oran, une commune de plein exercice distincte dont le chef-lieu est fixé à Tafaraoui et qui en portera le nom.

26 juin 1889. — Décret portant que les fractions de Kebadnia, Ouled-ben-Brahim-el-Djebel et Ouled-ben-Brahim-bou-Dada (douar de Sidi-Ghalem) sont distraites de la commune mixte de S^{t}-Lucien (territ. civ. d'Oran) et réunies à la commune de plein exercice de Tamzoura (arrond. et dép. d'Oran). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

26 juin 1889. — Décret portant: 1° que le périmètre de colonisation du Hemoul et le polygone A. B. C. D. sont distrait de S^{te}-Barbe-du-Tlélat (arrond. et dép. d'Oran).

2° Le village indigène de Rouached et la bande de terrain comprise entre le Hamoul et le Grand Lac (douar de Tenazet) sont distraits de la commune mixte de St-Lucien (territ. civ. d'Oran), et que ces territoires sont réunis à la commune de plein exercice de Valmy (arrond. et dép. d'Oran). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

26 juin 1889. — Décret portant que les villages indigènes de Chemalil, Mouardia, Chekalil, Moualif et Meffatia (douar de Tenazet) et les fractions de Defafsa, Ahl-el-Aïd (douar de Toumiat) sont distraits de la commune mixte de S^{t}-Lucien (territ. civ. d'Oran) et réunis à la commune de plein exercice de S^{te}-Barbe-du-Tlélat (arrond. et dép. d'Oran). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

26 juin 1889. — Décret portant que le douar d'Oum-el-Ghelaz est distrait de la commune mixte de S^{t}-Lucien et réuni savoir: 1° La fraction de Debaïba à la commune de plein exercice de Sidi-Chami (arrond. et dép. d'Oran); 2° Les fractions de Rebaïha, Debqi, Assamnia, Dehahsa, Touama, Khedaïmia Mahmed à la commune de plein exercice de Mangin (arrond. et dép. d'Oran). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

26 juin 1889. — Loi sur la nationalité. (*J. O.*, 28 juin 1889.)

Art. 1er. — Les art. 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 7. — L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des

droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

» Art. 8. — Tout Français jouira des droits civils.

» Sont Français :

» 1° Tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger.

» L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père ;

» 2° Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

» 3° Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né ;

» 4° Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités ;

» 5° Les étrangers naturalisés.

» Peuvent être naturalisés :

» 1° Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'art. 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministre de la justice ;

» 2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années.

» Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ;

» 3° Les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français ;

» 4° L'étranger qui a épousé une Française, aussi après une année de domicile autorisé.

Il est statué par décret sur la demande de naturalisation, après une enquête sur la moralité de l'étranger.

» Art. 9. — Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la justice.

» S'il est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les art. 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

» Art. 10. — Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont

l'un a perdu la qualité de Français pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'art. 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.

» Art. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

» La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'art. 9.

» Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 3.

» Art. 13. — L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France y jouira de tous les droits civils.

» L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

» En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

» Art. 17. — Perdent la qualité de Français :

» 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

» S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français ;

» 2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'art. 8 et aux art. 12 et 18 ;

» 3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé ;

» 4° Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

» Art. 18. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 4.

» Art. 19. — La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française. Si son mariage est dissous par la mort du mari ou le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre, en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

» Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

» Art. 20. — Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les art. 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

» Art. 21. — Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger ne pourra rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois de recevoir leur application, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie.

Art. 3. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

Art. 4. — Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

Art. 5. — Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera : 1° les conditions auxquelles ses dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'art. 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies ; 2° les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les art. 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français, dans les cas prévus par les art. 8 (paragraphe 4), 12 et 18.

Art. 6. — Sont abrogés les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811 ; les lois des 22 mars 1849, 7 février 1851, 29 juin 1867, 16 décembre 1874, 14 février 1882, 28 juin 1882, et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Dispositions transitoires.

Toute admission à domicile obtenue antérieurement à la présente loi sera périmée si, dans un délai de cinq années à compter de la promulgation, elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation, ou si la demande en naturalisation a été rejetée.

30 juin 1889. — Tableau des circonscriptions où l'état civil des indigènes est définitivement établi à la date ci-dessus. (*Mob.*, 6 juill. 1889.)

DÉPARTEMENT D'ALGER

Douars Bou-Rached et Oued-Ouaguenay (commune mixte des Braz).
Douar Beni-Meharez (commune de Téniet-el-Haâd).
Territoire indigène de Boghar (commune de Boghar).
Douar Ouled-Smir (commune de Bordj-Ménaïel).

Douars Maïn, Beni-Haoua et Heumis (commune mixte de Ténès).
Douar Arbatache (communes de Rivet, Arbatache, Fondouk, Saint-Pierre-Saint-Paul).
Douars Gribs, Oued-Telbenet et Djendel (commune mixte du Djendel).
Douars Aïn-Bessem et Sidi-Zouika (commune mixte d'Aïn-Bessem).
Douars El-Hammam et Oued-Djer (commune mixte d'Hammam-Righa).
Douar Beni-Rached (commune mixte du Chélif).
Territoire de la commune de Miliana.
Territoire de la commune de Médéa.
Douars Ouled-Mellal, Oued-Oughat, Oulad-Brahim et Oulad-Ferguen (commune mixte de Berrouaghia).

DÉPARTEMENT D'ORAN

Douar Bou-Hadjar (commune de Rio-Salado, Chabet-el-Leham, Er-Rahel, Hammam-bou-Hadjar).
Douar Sidi-Ali-bou-Hamoud (commune d'Aïn-Khial).
Ville de Sidi-bel-Abbès (commune de Sidi-bel-Abbès).
Douars El-Kçar, Sidi-Ghalem, Tenazet, Sidi-Ali-Chérif et Telilat (commune mixte de Saint-Lucien).
Douars Bou-Djebâa, Telioum (partie), Sfisef (partie), Oued-Mebtouh (partie) et Tilmouni (commune mixte de la Mékerra).
Douars Zellaga, Sidi-ben-Hanéfia, Froha, Maoussa, El-Gueithna (partie), Sidi-ben-Moussa, Guerdjoum, Oulad-Saïd, Beni-Khemis, Beni-Necigh, Sedjerara et Bahourat (commune mixte de Mascara).
Douar El-Gueithna (partie) (commune de Dublineau).
Douar Sfisef (partie) (commune de Mercier-Lacombe).
Douars Oued-Sebbah, Oued-Berkèche, Sidi-bou-Adda (partie), Arlal et Souf-Et-Tell (commune mixte d'Aïn-Temouchent).
Douar Oued-Mebtouh (partie) (commnne des Trembles).
Douars des Douairs-Flittas, Kalâa et Bel-Hacel (commune mixte de l'Hillil).
Douar Ouizert (commune mixte de Saïda).
Douar Guertoufa (commune mixte de Tiaret).
Douar Beni-Smiel (commune mixte d'Aïn-Fezza).
Fraction Douï-Aïssa (partie du douar Sidi-bou-Adda (commune de Chabet-el-Leham).
Douars Hamadena et Djerara (commune mixte de Renault).
Douar-commune de Nedroma (commune mixte du même nom).

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE

Douar Oued-Dardara (commune de Nechmeya et commune mixte d'Aïn-Mokra).
Douars Gourn et Medfoun (commune mixte d'Oum-el-Bouaghi).
Douars Souadek, Oued-Sbikha, Sferdjela, Eulma-Medjabria, territoire de Condé-Smendou (commune de Condé-Smendou).
Douars Afensou, Ouled M'Rabot et Ouled Hamidech (commune mixte d'Attia).
Douars El-Akbia, Oulad-M'barek, Beni-Sbihi et Oulad-Kassem (commune mixte d'El-Milia).
Territoire de la commune de Rouffach.
Douar Beni-Marmi et territoires de Bled-Gaffar et de colonisation de Petit (commune de Petit).
Douars Ouled Achour et Oulad Khaled (commune mixte d'Aïn-M'lila).

Douar Oulad-Braham et territoire de la commune de Bizot.
Territoire de la commune d'Aïn-Kerma.
Douar Aougueb (commune de l'Oued-Athménia).
Douar Beni-Mezzeline (commune mixte de Séfia).
Douars Selib et Sellaoua-Announa (commune mixte de l'Oued-Cherf).
Territoire de Zerizer et de Morris, douar Beni-Urdjine (commune de Morris).
Territoire de la commune du Hamma.
Douars Takoka et Matrona (commune d'Aïn-Abessa).
Douars Ghezala, Oum-Nehal et Bou-Taïeb (commune mixte de Jemmapes).
Douar M'Souna (commune d'El-Arrouch).
Douar Chabia (commune d'El-Ouricia).
Douar Beni-Addi (commune de Clauzel).
Territoire de la commune de Hila.
Douar Mouelfa (commune de Guelaat-Bou-Sba).

2 juillet 1889. — **Décret** portant que le nom de « Vauban » sera donné au centre de population européenne de Bir-Saf-Saf (comm. d'Oued-Fodda, arrond. d'Orléansville, dép. d'Alger). (*Mob.*, 17 juill. 1889.)

15 juillet 1889. — **Loi** sur le recrutement de l'armée (*J. O.*, 17 juill. 1889 ; *B. O.*, 1889, p. 674).

TITRE Ier

Dispositions générales.

Art. 1er. — Tout Français doit le service militaire personnel.
Art. 2. — L'obligation du service militaire est égale pour tous. Elle a une durée de vingt-cinq années.
Le service militaire s'accomplit selon le mode déterminé par la présente loi.
Art. 3. — Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ou naturalisé Français, sauf les exceptions déterminées par la présente loi.
Art. 4. — Sont exclus de l'armée, mais mis, soit pour leur temps de service actif, soit en cas de mobilisation, à la disposition du ministre de la marine et des colonies, qui détermine par arrêtés les services auxquels ils peuvent être affectés :
1° Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante dans le cas prévu par l'art. 177 du Code pénal ;
2° Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont été, en outre, par application de l'art. 42 du Code pénal, frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civiques, civils et de famille ;
3° Les relégués collectifs.
Les relégués individuels sont incorporés dans les corps de disciplinaires coloniaux. Le ministre de la marine et des colonies désigne le corps auquel chacun d'eux est affecté en cas de mobilisation.
Art. 5. — Les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'art. 463 du Code pénal ;
Ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison

au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs prévu par l'art. 334 du Code pénal.

Ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent.

Sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique :

Ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveraient retenus pour ces mêmes faits dans un établissement pénitentiaire seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Après un séjour d'une année dans ces bataillons, les hommes désignés au présent article, qui seraient l'objet de rapports favorables de leurs chefs, pourront être envoyés dans d'autres corps par le ministre de la guerre.

Art. 6. — Les dispositions des art. 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux individus qui ont été condamnés pour faits politiques ou connexes à des faits politiques.

Art. 8. — Tout corps organisé, quand il est sous les armes, est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la guerre, soit du ministre de la marine.

Il en est de même des corps de vétérans que le ministre de la guerre est autorisé à créer en temps de guerre, et qui seraient recrutés par voie d'engagements volontaires parmi les hommes ayant accompli la totalité de leur service militaire.

Art. 9. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

TITRE II

DES APPELS

CHAPITRE I^er^. — *Du recensement et du tirage au sort.*

Art. 10. — Chaque année, pour la formation de la classe, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans l'une des communes du canton sont dressés par les maires :

1° Sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs parents ou leurs tuteurs ;

2° D'office d'après les registres de l'état civil et tous autres documents et renseignements.

Ces tableaux mentionnent la profession de chacun des jeunes gens inscrits.

Ils sont publiés et affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites par les art 63 et 64 du Code civil. La dernière publication doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier.

Un avis publié dans les mêmes formes indique le lieu et le jour où il sera procédé à l'examen desdits tableaux et à la désignation par le sort des numéros assignés à chaque jeune homme inscrit.

Art. 11. — Les individus déclarés Français en vertu de l'art. 1" de la loi du 16 décembre 1874 sont portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité. Ils sont soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étranger.

Les individus nés en France d'étrangers et résidant en France sont également portés, dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité telle qu'elle est fixée par la loi française. Ils peuvent réclamer contre leur inscription lors de l'examen du tableau de recensement et lors de leur convocation au conseil de révision, conformément à l'art. 16 ci-après. S'ils ne réclament pas, le tirage au sort équivaudra pour eux à la déclaration prévue par l'art. 9 du Code civil. S'ils se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article.

Les mêmes dispositions sont applicables aux individus résidant en France et nés en pays étranger, soit d'un étranger qui depuis lors a été naturalisé Français, soit d'un Français ayant perdu la qualité de Français, mais qui l'a recouvrée ultérieurement, si ces individus étaient mineurs lorsque leurs parents ont acquis et recouvré la nationalité française.

Art. 12. — Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration, ou déclaration faite conformément aux lois, sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité.

Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu du présent article et de l'article précédent ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Art. 13. — Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :

1° Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si, d'ailleurs, leur père, leur mère ou leur tuteur est domicilié dans une des communes du canton, ou si leur père, expatrié, avait son domicile dans une desdites communes;

2° Les jeunes gens mariés, dont le père, ou la mère à défaut de père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

3° Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père ou leur mère n'y serait pas domicilié ;

4° Les jeunes gens nés et résidant dans le canton qui n'auraient ni leur mère, ni un tuteur ;

5° Les jeunes gens résidant dans le canton qui ne seraient dans aucun des cas précédents et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton.

Les jeunes gens résidant soit en Algérie, soit aux colonies, sont inscrits sur les tableaux de recensement du lieu de leur résidence. Sur la justification de cette inscription, ils sont, en ce cas, rayés des tableaux de recensement où ils auraient pu être portés en France, par application des dispositions du présent article.

Art. 14. — Sont, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour l'inscription sur les tableaux de recensement les jeunes gens qui ne peuvent produire ou n'ont pas produit, avant la vérification des tableaux de recensement, un extrait des registres de l'état civil, ne peuvent prouver ou n'ont pas prouvé leur âge conformément à l'art. 46 du Code civil.

Art. 15. — Si, dans les tableaux de recensement des années précédentes, des jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recense-

ment de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, sauf le cas prévu à l'art. 69 ci-après, à moins qu'ils n'aient quarante-cinq ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux, et sont soumis à toutes les obligations de cette classe.

Toutefois, ils sont libérés à titre définitif à l'âge de quarante-huit ans au plus tard.

Art. 16. — L'examen des tableaux de recensement et le tirage au sort sont faits au chef-lieu de canton, en séance publique, devant le sous-préfet assisté des maires du canton.

Dans les communes qui forment un ou plusieurs cantons, le sous-préfet est assisté du maire et de ses adjoints.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, chaque arrondissement est représenté par un officier municipal.

Les tableaux de recensement de chaque commune sont lus à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou représentants sont entendus dans leurs observations.

Les tableaux sont ensuite arrêtés et visés par le sous-préfet et par les maires.

Dans les cantons composés de plusieurs communes, l'ordre dans lequel elles sont appelées pour le tirage est chaque fois indiqué par le sort.

Art. 17. — Le sous-préfet inscrit en tête de la liste du tirage :

1° Le nom des jeunes gens qui se trouvent dans les cas prévus par l'art. 69 de la présente loi ;

2° Le nom de ceux qui se trouvent dans les cas prévus par l'art. 15.

Les premiers numéros leur sont attribués de droit.

Ces numéros sont, en conséquence, extraits de l'urne avant l'opération du tirage.

Avant de commencer les opérations du tirage, le sous-préfet compte publiquement les numéros et les dépose dans l'urne après s'être assuré que leur nombre est égal à celui des jeunes gens appelés à y prendre part ; il en fait la déclaration à haute voix.

Aussitôt après, chacun des jeunes gens, appelé dans l'ordre du tableau, prend dans l'urne un numéro qui est immédiatement proclamé. Pour les absents, le numéro est tiré par les parents ou, à défaut, par le maire de la commune.

L'opération du tirage continue sans interruption jusqu'à ce que le dernier numéro soit extrait de l'urne. Elle ne peut être recommencée dans aucun cas.

Les jeunes gens qui ne se trouveraient pas pourvus de numéros seront inscrits à la suite avec des numéros supplémentaires et tireront entre eux pour déterminer l'ordre suivant lequel ils seront inscrits.

La liste du tirage est dressée à mesure que les numéros sont proclamés.

Elle est lue à haute voix, puis arrêtée et signée de la même manière que le tableau de recensement et annexée avec ledit tableau au procès-verbal des opérations. Elle est publiée et affichée dans chaque commune du canton.

CHAPITRE II. — PREMIÈRE SECTION. — *Du conseil de révision cantonal. — Des exemptions, des dispenses et des ajournements. — Des listes de recrutement cantonal.*

Art. 18. — Les opérations du recrutement sont revues, les réclamations auxquelles ces opérations peuvent donner lieu sont entendues, les causes d'exemption et de dispense prévues par les art. 20, 21, 22, 23 et 50 de la présente loi sont jugées en séance publique par un conseil de révision, composé :

Du préfet, président; à son défaut, du secrétaire général et, exceptionnellement, du vice-président du conseil de préfecture ou d'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un conseiller de préfecture désigné par le préfet ;

D'un membre du conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, désigné par la commission départementale, conformément à l'art. 82 de la loi du 10 août 1871 ;

D'un membre du conseil d'arrondissement, autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, désigné comme ci-dessus, et, dans le territoire de Belfort, d'un deuxième membre du conseil général ;

D'un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire.

Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire, assistent aux opérations du conseil de révision. Le conseil ne peut statuer qu'après avoir entendu l'avis du médecin.

Cet avis est consigné dans une colonne spéciale, en face de chaque nom, sur les tableaux de recensement.

Le sous-intendant militaire est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande et peut faire consigner ses observations au procès-verbal de la séance.

Le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision assistent aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations.

En cas d'empêchement des membres du conseil général ou du conseil d'arrondissement, le préfet les fait suppléer d'office par des membres appartenant à la même assemblée que l'absent : ces membres, désignés d'office, ne peuvent être les représentants élus du canton où la révision a lieu.

Si, par suite d'une absence, le conseil de révision est réduit à quatre membres, il peut néanmoins délibérer lorsque le président, l'officier général ou supérieur et deux membres civils restent présents ; la voix du président n'est pas prépondérante. La décision ne peut être prise qu'à la majorité de trois voix. En cas de partage, elle est ajournée.

Dans les colonies, les attributions du préfet, des conseillers de préfecture et des conseillers d'arrondissement sont dévolues aux directeurs de l'intérieur, aux conseillers privés et aux conseillers généraux. Dans les colonies où n'existe ni conseil privé, ni conseils généraux, des décrets régleront la composition des conseils de révision.

Art. 19. — Le conseil de révision se transporte dans les divers cantons. Toutefois, le préfet peut, exceptionnellement, réunir plusieurs cantons et faire exécuter les opérations dans un même lieu.

Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement, ainsi que ceux des classes précédentes qui ont été ajournés, conformément à l'art. 27 ci-après, sont convoqués, examinés et entendus par le conseil de révision au lieu désigné. Ils peuvent faire connaître l'arme dans laquelle ils désirent être placés.

S'ils ne se rendent pas à la convocation, s'ils ne s'y font pas représenter, ou s'ils n'ont pas obtenu un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents.

Art. 20. — Sont exemptés par le conseil de révision, siégeant au chef-lieu de canton, les jeunes gens que leurs infirmités rendent impropres à tout service actif ou auxiliaire.

Il leur est délivré, pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire et civile.

Art. 21. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux,

sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve:

1° L'aîné d'orphelins de père et de mère, ou l'aîné d'orphelins de mère dont le père est légalement déclaré absent ou interdit;

2° Le fils unique ou l'aîné des fils, ou, à défaut de son fils ou de gendre, le petit-fils d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent ou interdit, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année;

3° Le fils unique ou l'aîné des fils d'une famille de sept enfants au moins.

Dans les cas prévus par les trois paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rende impotent;

4° Le plus âgé des deux frères inscrits la même année sur les listes du recrutement cantonal;

5° Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux, au moment de l'appel de la classe, soit comme officier, soit comme appelé ou engagé volontaire pour trois ans au moins, soit comme rengagé, breveté ou commissionné après avoir accompli cette durée de service, soit enfin comme inscrit maritime levé d'office, levé sur sa demande, maintenu ou réadmis au service, quelle que soit la classe de recrutement à laquelle il appartient.

Ces dispositions sont applicables aux frères des officiers mariniers des équipages de la flotte appartenant à l'inscription maritime et servant en qualité d'officiers mariniers du cadre de la maistrance;

6° Celui dont le frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

La dispense accordée conformément aux paragraphes 5° et 6° ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répétera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Les demandes, accompagnées de documents authentiques justifiant de la situation des intéressés, sont adressées avec le tirage au sort au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il leur en sera donné récépissé.

L'appelé ou l'engagé qui, postérieurement soit à la décision du conseil de révision, soit à son incorporation, entre dans l'une des catégories prévues ci-dessus, est, sur sa demande, et dès qu'il compte un an de présence au corps, envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à la date de son passage dans la réserve.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté ou fait représenter par ses ayants cause devant le conseil de révision, ne peut être admis au bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les motifs de ces dispenses ne sont survenus que postérieurement à la décision de ce conseil.

Le présent article n'est applicable qu'aux enfants légitimes. Les enfants naturels reconnus par le père ou par la mère ne pourront jouir que de la dispense organisée par l'article suivant et dans les conditions prévues par cet article.

Art. 22. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, peuvent être envoyés en congé dans leurs foyers sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve, les jeunes gens qui remplissent effectivement les devoirs de soutiens indispensables de famille.

Les demandes sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il en sera donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui:

1° Un relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur;

2° Un avis motivé de trois pères de famille résidant dans la commune et ayant un fils sous les drapeaux ou, à défaut, dans la réserve de l'armée active, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

La liste de ces jeunes gens est présentée par le maire au conseil de révision, avec l'avis motivé du conseil municipal.

Le nombre des jeunes gens dispensés par le conseil départemental de révision, à titre de soutiens indispensables de famille, ne peut dépasser 5 0/0 du contingent à incorporer pour trois ans.

Toutefois, le ministre de la guerre peut autoriser les chefs de corps à délivrer, en plus du chiffre fixé ci-dessus, des congés à titre de soutiens indispensables de famille aux militaires comptant un an et deux ans de présence sous les drapeaux.

Le nombre des congés accordés en vertu du paragraphe précédent ne pourra pas dépasser 1 0/0 après la première année et 1 0/0 après la seconde.

Il sera calculé d'après l'effectif des hommes de la classe appartenant au corps.

Les intéressés devront produire les justifications mentionnées ci-dessus.

Tous les ans, le maire de chaque commune, présentera au conseil de révision, siégeant au chef-lieu de canton, une délibération du conseil municipal faisant connaître la situation des jeunes gens qui ont été renvoyés dans leurs foyers comme soutiens de famille. Il est tenu de signaler au conseil de révision les plaintes des personnes dans l'intérêt desquelles l'envoi en congé a lieu en vertu du présent article et de l'article précédent.

Le conseil départemental de révision décide s'il y a lieu ou non de maintenir ces dispenses. Les jeunes gens dont le maintien en congé n'est pas admis sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 23. — En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve:

1° Les jeunes gens qui contractent l'engagement de servir pendant dix ans dans les fonctions de l'instruction publique, dans les institutions nationales des sourds-muets ou des jeunes aveugles, dépendant du ministère de l'intérieur, et y rempliront effectivement un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur ;

Les instituteurs laïques ainsi que les novices et membres des congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues d'utilité publique qui prennent l'engagement de servir pendant dix ans dans les écoles françaises d'Orient et d'Afrique subventionnées par le gouvernement français ;

2° Les jeunes gens qui ont obtenu ou qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir :

Soit le diplôme de licencié ès lettres, ès sciences, de docteur en droit, de docteur en médecine, de pharmacien de 1re classe, de vétérinaire, ou le titre d'interne des hôpitaux dans une ville où il existe une Faculté de médecine ; soit le diplôme délivré par l'École des chartes, l'École des langues orientales vivantes et l'École d'administration de la marine ;

Soit le diplôme supérieur délivré aux élèves externes par l'École des ponts et chaussées, l'École supérieure des mines, l'École du génie maritime ;

Soit le diplôme supérieur délivré par l'Institut national agronomique, l'École des haras du Pin aux élèves internes ; les Écoles nationales d'agriculture de Grandjouan, de Grignon et de Montpellier, l'École des mines de Saint-Étienne, les Écoles des maîtres ouvriers mineurs d'Alais et de Douai, les Écoles nationales des arts et métiers d'Aix, d'Angers et de Châlons, l'École des hautes études commerciales et les Écoles supérieures de commerce reconnues par l'État ;

Soit l'un des prix de Rome, soit un prix ou médaille d'État dans les concours annuels de l'École nationale des beaux-arts, du Conservatoire de musique et de l'École nationale des arts décoratifs ;

3° Les jeunes gens exerçant les industries d'art qui sont désignés par un jury d'État départemental formé d'ouvriers et de patrons. Le nombre de ces jeunes gens ne pourra en aucun cas dépasser un demi pour cent du contingent à incorporer pour trois ans ;

4° Les jeunes gens admis, à titre d'élèves ecclésiastiques, à continuer leurs études en vue d'exercer le ministère dans l'un des cultes reconnus par l'État.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie et les élèves ecclésiastiques sont versés dans le service de santé.

Tous les jeunes gens énumérés ci-dessus seront rappelés pendant quatre semaines dans le cours de l'année qui précédera leur passage dans la réserve de l'armée active. Ils suivront ensuite le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

Des règlements d'administration publique détermineront : les conditions dans lesquelles sera contracté l'engagement décennal visé au paragraphe 1er, les justifications à produire par les jeunes gens visés aux paragraphes 2° et 4°, soit au moment de leur demande, soit chaque année pendant la durée de leurs études ; la nomenclatnre des industries d'art qui donneront lieu à la dispense prévue au paragraphe 3°, le mode de répartition de ces dispenses entre les départements, le mode de constitution du jury d'État pour les ouvriers d'art, ainsi que les justifications annuelles d'aptitude, de travail et d'exercice régulier de leur profession, que les jeunes gens dispensés sur la proposition du jury devront fournir jusqu'à l'âge de vingt-six ans.

Les mêmes règlements fixeront le nombre des diplômes supérieurs à délivrer annuellement, en vue de la dispense du service militaire par chacune des écoles énumérées au troisième alinéa du paragraphe 2°, et définiront ceux de ces diplômes qui ne sont pas définis par la loi ; ils fixeront également le nombre des prix et des médailles visés au quatrième alinéa du même paragraphe.

Art. 24. — Les jeunes gens visés au paragraphe 1er de l'article précédent qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé ;

Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de vingt-six ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2° ;

Les jeunes gens visés au paragraphe 3° qui ne fourniraient pas les justifications professionnelles prescrites ;

Les élèves ecclésiastiques mentionnés au paragraphe 4°, qui, à l'âge de vingt-six ans, ne seraient pas pourvus d'un emploi de ministre de l'un des cultes reconnus par l'État ;

Les jeunes gens visés par les art. 21, 22 et 23 qui n'auraient pas satisfait, dans le courant de leur année de service, aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre ;

Ceux qui ne poursuivraient pas régulièrement les études en vue desquelles la dispense a été accordée ;

Seront tenus d'accomplir les deux années de service dont ils avaient été dispensés.

Art. 25 — Quand les causes de dispenses prévues aux art. 21, 22 et 23 viennent à cesser, les jeunes gens qui avaient obtenu ces dispenses sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils peuvent se marier sans autorisation.

Art. 26. — La liste des jeunes gens de chaque département, dispensés en vertu des art. 21, 22, 23 et 50, sera publiée au *Bulletin administratif*, et les noms des dispensés de chaque commune seront affichés dans leur commune à la porte de la mairie.

En cas de guerre, ils sont appelés et marchent avec les hommes de leur classe.

Les dispositions de l'art. 55 ci-après leur sont applicables.

Art. 27. — Peuvent être ajournés deux années de suite à un nouvel examen du conseil de révision, les jeunes gens qui n'ont pas la taille réglementaire d'un mètre cinquante-quatre centimètres ou qui sont reconnus d'une complexion trop faible pour un service armé.

Les jeunes gens ajournés reçoivent, pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

A moins d'une autorisation spéciale, ils sont astreints à comparaître à nouveau devant le conseil de révision du canton devant lequel ils ont comparu.

Ceux qui, après l'examen définitif, sont reconnus propres au service armé ou auxiliaire sont soumis, selon la catégorie dans laquelle ils sont placés, aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils peuvent faire valoir les motifs de dispense énoncés aux art. 21, 22 et 23.

Les droits à la dispense prévus au paragraphe numéroté 5° de l'art. 21, qui existaient au moment de l'ajournement, peuvent être valablement invoqués l'annnée suivante, lors même que pendant l'ajournement le frère du réclamant aurait cessé d'être présent sous les drapeaux.

Art. 28. — Les jeunes gens reçus à l'École polytechnique, à l'École forestière ou à l'École centrale des arts et manufactures, qui sont reconnus propres au service militaire, n'y sont définitivement admis qu'à la condition de contracter un engagement volontaire de trois ans pour les deux premières écoles, de quatre ans pour l'École centrale.

Ils sont considérés comme présents sous les drapeaux dans l'armée active pendant tout le temps passé par eux dans lesdites écoles. Ils reçoivent, dans ces écoles, l'instruction militaire complète et sont à la disposition du ministre de la guerre.

S'il ne peuvent satisfaire aux examens de sortie ou s'ils sont renvoyés pour inconduite, ils sont incorporés dans un corps de troupe pour y terminer le temps de service qui leur reste à faire.

Les élèves de l'École polytechnique admis dans l'un des services civils recrutés à l'école, ou quittant l'école, après avoir satisfait aux examens de sortie, sans entrer dans aucun de ces services, et les élèves de l'École forestière admis dans l'administration des forêts, sont nommés sous-lieutenants de réserve et accomplissent en cette qualité, dans un corps de troupe, leur troisième année de service.

Ceux qui viendraient à quitter le service civil dans lequel ils ont été admis n'en resteront pas moins soumis aux obligations indiquées par le paragraphe précédent.

Ceux qui donneraient leur démission d'officier de réserve avant l'accomplissement de leur troisième année de service n'en resteront pas moins soumis à toutes les conséquences de l'engagement volontaire de trois ans contracté par eux lors de leur entrée à l'école.

Les élèves de l'École centrale des arts et manufactures quittant l'école après avoir satisfait aux examens de sortie accomplissent une année de service dans un corps de troupe. A la fin de cette année de service, ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve.

Les conditions d'aptitude physique, pour l'entrée à ces écoles, des jeunes gens qui, au moment de leur admission, ne sont pas aptes au service militaire, sont fixées par un règlement d'administration publique.

Art. 29. — Les élèves du service de santé militaire et les élèves militaires des écoles vétérinaires contractent, en entrant à l'école, l'engagement de servir dans l'armée active pendant six ans au moins, à dater de leur nomination au grade de médecin aide-major de deuxième classe ou d'aide-vétérinaire.

Ceux qui n'obtiendraient pas le grade d'aide-major ou d'aide-vétérinaire, ou qui ne réaliseraient pas l'engagement sexennal, sont incorporés dans un corps de troupe pour trois ans, sans déduction aucune du temps écoulé depuis leur entrée à l'école.

Ces dispositions sont également applicables aux élèves de l'École de médecine navale.

Art. 30. — Sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe :

1° Les jeunes gens liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une commission ;

2° Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par les art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an IV) ;

Les premiers, s'ils cessent leur service, et les seconds, s'ils se font rayer de l'inscription maritime, sont tenus d'en faire la déclaration au maire de leur commune dans les deux mois, de retirer une expédition de leur déclaration et de la soumettre au préfet du département, sous les peines portées par l'art. 76 ci-après.

Les uns et les autres accomplissement dans l'armée active le service prescrit par la présente loi, puis ils suivent le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

Toutefois, le temps déjà passé par eux au service de l'État est déduit du nombre d'années pendant lesquelles tout Français fait partie de l'armée active.

Art. 31. — Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des déclarations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de révision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle.

Les questions sont jugées contradictoirement avec le préfet, à la réquête de la partie la plus diligente. Le tribunal civil du lieu du domicile statue sans délai, le ministère public entendu.

Le délai de l'appel et du recours en cassation est de quinze jours francs à partir de la signification de la décision attaquée.

Le recours est, ainsi que l'appel, dispensé de la consignation d'amende.

L'affaire est portée directement devant la chambre civile.

Les actes faits en exécution du présent article sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

Les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article sont applicables au cas prévu par l'art. 6.

Art. 32. — Hors les cas prévus par les art. 6 et 31, les décisions du conseil de révision sont définitives. Elles peuvent, néanmoins, être attaquées devant le conseil d'État pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le recours au conseil d'État n'aura pas d'effet suspensif et il ne pourra en être autrement ordonné.

L'annulation prononcée sur le recours du ministre de la guerre profite aux parties lésées.

Art. 33. — Après qne le conseil de révision a statué sur les cas d'exemption, ainsi que sur toutes les réclamations auxquelles les opérations peuvent

donner lieu, la liste de recrutement cantonal de la classe est définitivement arrêtée et signée par le conseil de révision.

Cette liste, divisée en sept parties, comprend, par ordre de numéros de tirage:

1° Tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire et qui ne doivent pas être classés dans les catégories suivantes;

2° Les jeunes gens dispensés en vertu de l'art. 21;

3° Les jeunes gens dispensés en vertu des art. 23 et 50;

4° Les jeunes gens liés au service en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission ou les jeunes marins inscrits;

5° Les jeunes gens qui sont ajournés conformément à l'art. 27 ci-dessus;

6° Les jeunes gens qui ont été classés dans les services auxiliaires de l'armée;

7° Les jeunes gens exclus en vertu des dispositions de l'art. 4.

2e SECTION. — *Du conseil de révision départemental. — De la taxe militaire.*

Art. 34. — Quand les listes de recrutement de tous les cantons du département ont été arrêtées, le conseil de révision, composé ainsi qu'il est dit à l'art. 18 ci-dessus, mais auquel seront adjoints deux autres membres du conseil général, se réunit au chef-lieu du département et prononce, en séance publique, sur les demandes de dispenses à titre de soutiens de famille, stipulées à l'art. 22.

Les trois conseillers généraux et le conseiller d'arrondissement sont spécialement désignés à cet effet par la commission départementale.

Les ajournés de l'année précédente concourent entre eux dans les mêmes conditions.

Art. 35, § 1. — A partir du 1er janvier qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, seront assujettis au payement d'une taxe militaire annuelle ceux qui, par suite d'exemption, d'ajournement, de classement dans les services auxiliaires ou dans la seconde partie du contingent, de dispense, ou pour tout autre motif, bénéficieront de l'exonération du service dans l'armée active.

§ 2. — Sont seuls dispensés de cette taxe :

1° Les hommes réformés ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractés dans les armées de terre ou de mer;

2° Les contribuables se trouvant dans un état d'indigence notoire.

§ 3. — La taxe militaire se compose de : 1° une taxe de six francs fixe (6 fr.); 2° une taxe proportionnelle égale au montant de la cote personnelle et mobilière de l'assujetti.

Si cet assujetti a encore ses ascendants du premier degré ou l'un d'eux, la cote est augmentée du quotient obtenu en divisant la cote personnelle et mobilière de celui de ses ascendants qui est le plus imposé à cette contribution, en principal, par le nombre des enfants vivants et des enfants représentés dudit ascendant.

Au cas de non imposition des ascendants du premier degré, il sera procédé comme il vient d'être dit sur la cote des ascendants du second degré, en tenant compte des enfants de l'ascendant de chaque degré.

Il n'est plus tenu compte de la cote des ascendants lorsque l'assujetti a atteint l'âge de trente ans révolus et qu'il a un domicile distinct de celui de ces ascendants.

Les cotisations imposables sont celles qui sont portées aux rôles de la commune du domicile des contribuables. Elles sont déterminées sans égard aux prélèvements qui peuvent servir à les acquitter sur les produits de l'octroi.

§ 4. — La taxe fixe et la taxe proportionnelle sont réduites à proportion du temps pendant lequel l'assujetti n'a pas bénéficié de l'exonération établie à son profit dans le service de l'armée active.

La taxe fixe n'est pas due par les hommes exemptés pour des infirmités entraînant l'incapacité absolue de travail.

§ 5. — La taxe est établie au 1er janvier pour l'année entière.

Elle cesse par trois ans de présence effective des assujettis sous les drapeaux ou par leur inscriplion sur les registres matricules de l'inscription maritime.

Elle cesse également à partir du 1er janvier qui suit le passage de la classe de l'assujetti dans la réserve de l'armée territoriale.

Tout mois commencé est exigible en entier.

§ 6. — La taxe militaire est due par l'assujetti.

A défaut de payement constaté par une sommation restée sans effet, cllc est payée en son acquit par celui de ses ascendants dont la cotisation a été prisc pour élément du calcul de la taxe, conformément au § 3e du présent article. Les ascendants ne sont plus responsables quand la taxe cesse d'être calculée sur leur cote, conformément au § 3 ci-dessus.

La taxe est exigible dans la commune où le redevable a son domicile à la date du 1er janvier.

Elle est recouvrée et les demandes en remise ou en décharge sont instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

En cas de retard de payement de trois douzièmes consécutifs constaté par un commandement resté sans effet, il sera dû une taxe double pour les douzièmes échus et non payés.

§ 7. — Il est ajouté au montant de la taxe:

1° Cinq centimes par franc pour couvrir les décharges ou remises ainsi que les frais d'assiette et de confection des rôles; en cas d'insuffisance, il est pourvu au déficit par un prélèvement sur le montant de la taxe ;

2° Trois centimes par franc pour frais de perception.

§ 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article, qui n'aura pas d'effet rétroactif.

CHAPITRE III. — *Du registre matricule.*

Art. 36. — Il est tenu par subdivision de région un registre matricule sur lequel sont portés tous les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement cantonal.

Ce registre mentionne l'incorporation de chaque homme inscrit ou la position dans laquelle il est laissé et, successivement, tous les changements qui peuvent survenir dans sa situation jusqu'à sa libération définitive.

Tout homme inscrit sur le registre matricule reçoit un livret individuel qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire et civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret individuel doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition.

En tout autre cas, le délai est de huit jours.

TITRE III

DU SERVICE MILITAIRE

CHAPITRE I. — *Bases du service.*

Art. 37. — Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement:

De l'armée active pendant trois ans ;

De la réserve de l'armée active pendant sept ans ;

De l'armée territoriale pendant six ans ;

De la réserve de l'armée territoriale pendant neuf ans.

Art. 38. — Le service militaire est réglé par classe.

L'armée active comprend, indépendamment des hommes qui ne proviennent pas des appels, tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire et faisant partie des trois dernières classes appelées.

La réserve de l'armée active comprend tous les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour l'armée active.

L'armée territoriale comprend tous les hommes qui ont accompli depuis moins de six ans le temps de service prescrit pour l'armée active et sa réserve.

La réserve de l'armée territoriale comprend les hommes qui ont accompli le temps de service prescrit pour cette dernière année.

Art. 39. — Chaque année, après l'achèvement des opérations du recrutement, le ministre de la guerre fixe sur la liste du tirage au sort de chaque canton et proportionnellement, en commençant par les numéros les plus élevés, le nombre d'hommes qui seront envoyés dans leurs foyers en disponibilité après leur première année de service. Ces jeunes soldats resteront néanmoins à la disposition du ministre, qui pourra les conserver sous les drapeaux ou les rappeler si leur conduite et leur instruction laissent à désirer, ou si l'effectif budgétaire le permet.

Art. 40. — La durée du service compte du 1er novembre de l'année de l'inscription sur les tableaux de recensement, et l'incorporation du contingent doit avoir lieu, au plus tard, le 16 novembre de la même année.

En temps de paix, chaque année, au 31 octobre, les militaires qui ont accompli le temps de service prescrit :

1° Soit dans l'armée active;

2° Soit dans la réserve de l'armée active;

3° Soit dans l'armée territoriale;

4° Soit dans la réserve de l'armée territoriale,

Sont envoyés respectivement :

1° Dans la réserve de l'armée;

2° Dans l'armée territoriale;

3° Dans la réserve de l'armée territoriale;

4° Dans leurs foyers, comme délibérés à titre définitif.

Mention de ces divers passages et de la libération est faite sur le livret individuel.

Après les grandes manœuvres, la totalité de la classe dont le service actif expire le 31 octobre suivant peut être renvoyée dans ses foyers, en attendant son passage dans la réserve.

Dans le cas où les circonstances paraîtraient l'exiger, le ministre de la guerre et le ministre de la marine sont autorisés à conserver provisoirement sous les drapeaux la classe qui a terminé sa troisième année de service.

Notification de cette décision sera faite aux Chambres dans le plus bref délai possible.

En temps de guerre, les passages et la libération n'ont lieu qu'après l'arrivée de la classe destinée à remplacer celle à laquelle les militaires appartiennent. Cette disposition est exceptionnellement applicable, dès le temps de paix, aux hommes servant aux colonies.

Les militaires faisant partie de corps mobilisés peuvent être maintenus jusqu'à la cessation des hostilités, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent.

En temps de guerre, le ministre peut appeler par anticipation la classe qui ne serait appelée que le 1er novembre suivant.

Art. 41. — Ne compte pas, pour les années de service exigées par la présente loi dans l'armée active, la réserve de l'armée active et l'armée territoriale, le temps pendant lequel un militaire dans l'armée active, un réserviste ou un homme de l'armée territoriale, a subi la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement, si cette peine a eu pour effet de l'empêcher d'accomplir, au moment fixé, tout ou partie des obligations d'activité qui lui sont imposées par la présente loi ou par les engagements qu'il a souscrits.

Ces individus seront tenus de remplir leurs obligations d'activité, soit à l'expiration de leur peine s'ils appartiennent à l'armée active, soit au moment de l'appel qui suit leur élargissement s'ils font partie de la réserve de l'armée territoriale.

Toutefois, quelles que soient les déductions de service opérées, les hommes qui en sont l'objet sont rayés des contrôles en même temps que la classe à laquelle ils appartiennent.

CHAPITRE II. — *Du service dans l'armée active.*

Art. 42. — Le contingent à incorporer est formé par les jeunes gens inscrits dans la première partie des listes de recrutement cantonal.

Il est mis, à dater du 1er novembre, à la disposition du ministre de la guerre, qui en arrête la répartition.

Art. 43. — Sont affectés à l'armée de mer :

1° Les hommes fournis par l'inscription maritime;

2° Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans les équipages de la flotte suivant les conditions spéciales déterminées aux art. 59 et 63 ci-après;

3° Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de révision, auront demandé à entrer dans les équipages de la flotte et auront été reconnus aptes à ce service;

A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les trois catégories précédentes, les hommes du contingent auxquels les numéros les moins élevés ont été attribués en vertu de l'art. 17 de la présente loi, ou sont échus par l'effet du tirage au sort.

Art. 44. — Sont affectés aux troupes coloniales :

1° Les contingents coloniaux provenant des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion;

2° Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un engagement dans lesdites troupes suivant les conditions spéciales déterminées aux art. 59 et 63 ci-après;

3° Les jeunes qui, au moment des opérations du conseil de révision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus propres à ce service;

4° A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens dont les numéros suivent immédiatement ceux des hommes affectés à l'armée de mer.

La porportion d'hommes à fournir par chaque canton sera calculée sur l'ensemble des jeunes gens reconnus propres au service.

Les dispositions des art. 43 et 44 ne sont pas applicables aux jeunes gens dispensés en vertu des art. 21, 22 et 23.

Art. 45. — La durée du service actif ne pourra être interrompue par des congés, sauf le cas de maladie ou de convalescence, ou en exécution des art. 21, 22 et 23 de la présente loi.

Art. 46. — Le nombre d'hommes entretenus sous les drapeaux est, en cas d'excédent, ramené à l'effectif déterminé par les lois au moyen du renvoi dans leurs foyers, après une année de service, des hommes dont les numéros du tirage précèdent immédiatement ceux qui ont déjà été désignés pour la disponibilité aux termes de l'art. 39.

Art. 47. — Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule seront maintenus au corps après le départ des hommes de leur classe, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison et de cellule qu'ils auront subies.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment du départ des hommes de leur classe, seront en possession du grade de sous-officier ou de celui de caporal ou brigadier.

Si le total de ces journées de prison ou de cellule dépasse soixante, la durée du maintien au corps sera fixée par le conseil de discipline statuant en dernier ressort; elle ne pourra être inférieure à trois mois ni supérieure à un an.

CHAPITRE III. — *Du service dans les réserves.*

Art. 48. — Les hommes envoyés dans la réserve de l'armée active, dans l'armée territoriale et dans la réserve de ladite armée sont affectés aux divers corps de troupe et services de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Ils sont tenus de rejoindre leurs corps en cas de mobilisation, de rappel de leur classe ordonné par décret ou de convocation pour des manœuvres ou exercices.

A l'étranger, les ordres de mobilisation, de rappel ou de convocation sont transmis par les soins des agents consulaires de France.

Le rappel de la réserve de l'armée active peut être fait d'une manière distincte et indépendante pour l'armée de terre, pour l'armée de mer ou pour les troupes coloniales; il peut être fait pour un, plusieurs ou tous les corps d'armée, et, s'il y a lieu, distinctement par arme. Dans tous les cas, il a lieu par classe, en commençant par la moins ancienne.

Les mêmes dispositions sont applicables à l'armée territoriale.

La réserve de l'armée territoriale n'est rappelée à l'activité qu'en cas de guerre et à défaut de ressources suffisantes fournies par l'armée territoriale. Le rappel se fait par classe ou par fraction de classe, en commençant par la moins ancienne.

En cas de mobilisation, les militaires de la réserve domiciliés dans la région, et, en cas d'insuffisance, les militaires de la réserve domiciliés dans d'autres régions, complètent les effectifs de divers corps de troupe et des divers services qui entrent dans la composition de chaque corps d'armée.

Les corps de troupe et services qui n'entrent pas dans la composition des corps d'armée sont complétés avec des militaires de la réserve pris sur l'ensemble du territoire.

Mention du corps d'affectation est portée sur le livret individuel.

Les hommes désignés dans l'art. 5 comme devant être incorporés dans les bataillons de l'infanterie légère d'Afrique, et qui n'auront point été jugés dignes d'être envoyés dans d'autres corps au moment où ils passeront

dans la réserve, seront, lors de leur passage dans la réserve, affectés à ces mêmes corps.

En temps de paix, ils accompliront leurs périodes d'exercices dans des compagnies spécialement désignées à cet effet.

Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'art. 5.

Art. 49. — Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de deux semaines.

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettisà une période d'exercices dont la durée sera de deux semaines.

Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices comme soutiens indispensables de famille et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale qui en font la demande.

Le maire soumet les demandes au conseil municipal, qui opère comme il est prescrit à l'art. 22 ci-dessus.

Les listes de demandes annotées sont envoyées par les maires aux généraux commandant les subdivisions, qui statuent.

Ces dispenses peuvent être accordées, par subdivision de région, jusqu'à concurrence de 6 0/0 du nombre des hommes appelés momentanément sous les drapeaux; elles n'ont d'effet que pour la convocation en vue de laquelle elles sont délivrées.

Peuvent être dispensés de ces manœuves ou exercices les fontionnaires et agents désignés au tableau B de la présente loi.

Art. 50. — En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de dix-neuf ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, hors d'Europe, et qui y occuperont une situation régulière, pourront, sur l'avis du consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Ils devront justifier de leur situation chaque année.

S'il rentrent en France avant l'âge de trente ans, il devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

S'il rentrent après l'âge de trente ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois, et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence.

Art. 51. — En cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient.

Sont seuls autorisés à ne pas rejoindre immédiatement dans le cas de convocation par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, les titulaires des fonctions et emplois désignés aux tableaux A, B et C annexés à la présente loi, sous la condition qu'ils occupent ces fonctions ou emplois depuis six mois au moins.

Les fonctionnaires et agents portés au tableau A, qui ne relèvent pas déjà des ministres de la guerre ou de la marine, sont mis à la disposition de ces ministres et attendent leurs ordres dans leur situation respective.

Les fonctionnaires et agents du tableau B qui ne comptent plus dans la réserve de l'armée active, et les fonctionnaires et agents du tableau C, même appartenant à la réserve de l'armée active, ne rejoignent leurs corps que sur des ordres spéciaux.

Les hommes autorisés à ne pas rejoindre immédiatement sont, dès la publication de l'ordre de mobilisation, soumis à la juridiction des tribu-

*

naux militaires, par application de l'art. 57 du Code de justice militaire.

Art. 52. — Sous les drapeaux, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre :

1° En cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers ;

2° Hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre, ou de leur arrivée à destination s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers ;

3° Lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectés aux militaires, et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire.

Toutefois les circonstances atténuantes pourront être accordées, alors même que le Code de justice militaire n'en prévoit pas, aux hommes qui, n'ayant pas trois mois de présence sous les drapeaux, se trouveront dans l'une des positions indiquées aux paragraphes 2° et 3° ci-dessus.

Art. 53. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus d'effets d'uniforme, ils doivent à tout supérieur hiérarchique en uniforme les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires et sont considérés, sous tous les rapports, comme des militaires en congé.

Art. 54. — Le seul fait, pour les hommes inscrits sur le registre matricule prévu à l'art. 36 ci-dessus, de se trouver revêtus d'effets d'uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public, et d'y demeurer contrairement aux ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, les rend passibles des peines édictées à l'art 225 du Code de justice militaire.

Art. 55. — Tout homme inscrit sur le registre matricule est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

1° S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser, dans le délai d'un mois, son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence ;

2° S'il se déplace pour voyager pendant plus d'un mois, il fait viser son livret, avant son départ, par la gendarmerie de sa résidence habituelle ;

3° S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ et doit, en outre, dès son arrivée prévenir l'agent consnlaire de France, qui lui donne récépissé de sa déclaration et en envoie copie dans les huit jours au ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe 1er ci-dessus.

Art. 56. — Les hommes qui se sont conformés aux prescritions de l'article précédent ont droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir.

Ceux qui ne s'y sont pas conformés sont considérés comme n'ayant pas changé de domicile ou de résidence.

Art. 57. — Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, pour les crimes et délits prévus et punis par les articles du Code de justice militaire énumérés dans le tableau

D annexé à la présente loi, lorsqu'après avoir été appelés sous les drapeaux ils ont été renvoyés dans leurs foyers.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

Toutefois les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée ne sont plus justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix, pour les crimes et délits prévus par les deux paragraphes précédents, lorsqu'ils ont été renvoyés dans leurs foyers depuis plus de six mois, à moins que, au moment où les faits incriminés ont été commis, les délinquants fussent revêtus d'effets d'uniforme.

Art. 58. — Les hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active peuvent se marier sans autorisation. Ils restent soumis néanmoins à toutes les obligations de service imposées à leur classe.

Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale.

TITRE IV

DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES, DES RENGAGEMENTS ET DES COMMISSIONS

CHAPITRE I^er^. — *Des engagements volontaires.*

Art. 59. — Tout Français ou naturalisé français, comme il est dit aux art. 11 et 12 de la présente loi, ainsi que les jeunes gens qui doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ou qui sont autorisés par les lois à servir dans l'armée française et les jeunes gens nés en pays étrangers d'un Français qui aurait perdu sa qualité de Français, peuvent être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée active, aux conditions suivantes :

L'engagé volontaire doit :

1° S'il entre dans l'armée de mer, avoir seize ans accomplis, sans être tenu d'avoir la taille prescrite par la loi ;

S'il entre dans l'armée de terre, avoir dix-huit ans accomplis et au moins la taille réglementaire d'un mètre cinquante-quatre centimètres ;

2° N'être ni marié, ni veuf avec enfants ;

3° N'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'art. 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ;

4° Jouir de ses droits civils ;

5° Être de de bonne vie et mœurs ;

6° S'il a moins de vingt ans, être pourvu du consentement de ses père, mère ou tuteur ; ce dernier doit être autorisé par une délibération du conseil de famille. Le consentement du directeur de l'assistance publique dans le département de la Seine et du préfet dans les autres départements est nécessaire et suffisant pour les moralement abandonnés.

L'engagé volontaire est tenu, pour justifier des conditions prescrites aux paragraphes 3°, 4° et 5° ci-dessus, de produire un extrait de son casier judiciaire et un certificat délivré par le maire de son dernier domicile.

S'il ne compte pas au moins une année de séjour dans cette commune, il doit également produire un autre certificat du maire de la commune où il était antérieurement domicilié.

Le certificat doit contenir le signalement du jeune homme qui veut s'engager et mentionner la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans la commune.

La faculté de contracter l'engagement volontaire cesse dès que le jeune homme est inscrit par le conseil de révision sur la liste de recrutement cantonal. Toutefois, il peut devancer l'appel pour entrer dans la marine ou dans les troupes coloniales.

Les hommes exemptés ou classés dans les services auxiliaires peuvent, jusqu'à l'âge de trente-deux ans accomplis, être admis à contracter des engagements volontaires s'ils réunissent les conditions d'aptitudes physiques exigées.

Les conditions relatives soit à l'aptitude physique et à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, soit aux époques de l'année où les engagements peuvent être contractés, sont déterminées par des décrets insérés au *Bulletin des lois*.

Il ne pourra être reçu d'engagements volontaires que pour la marine et les troupes coloniales, et pour les corps d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie.

La durée de l'engagement volontaire est de trois, quatre ou cinq ans.

L'engagé volontaire admis, après concours, à l'École normale supérieure, à l'École centrale des arts et manufactures, ou à l'une des Écoles spéciales visées à l'art. 23, pourra bénéficier des dispositions dudit article, après un an de présence sous les drapeaux, à la condition que la demande ait été formulée au moment de l'engagement.

Le service militaire fixé par l'art. 37 ci-dessus compte du jour de la signature de l'acte d'engagement.

Art. 60. — Les jeunes gens remplissant les conditions stipulées à l'article précédent peuvent être admis à contracter dans les troupes coloniales des engagements volontaires d'une durée de cinq ans, donnant droit pendant les deux dernières années à une prime dont le montant sera fixé par décret.

Cette disposition est applicable aux jeunes gens du contingent qui, affectés aux équipages de la flotte ou aux troupes coloniales, contractent l'engagement de servir pendant cinq ans.

Le mode de payement de ces primes sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Les jeunes gens remplissant les conditions stipulées par le précédent article peuvent être admis à contracter dans les équipages de la flotte soit des engagements à long terme dans les conditions de la loi du 22 juillet 1886, soit des engagements de trois ans.

Ces derniers engagements ne donnent droit à aucune prime. Le ministre de la marine aura le droit d'allouer de hautes payes, dans la limite des crédits prévus à cet effet par la loi de finances, aux hommes des professions ou spécialités utilisables dans la marine, et dont le recrutement, dans les conditions ordinaires, s'opère difficilement.

Art. 61. — En cas de guerre, tout Français ayant accompli le temps de service prescrit pour l'armée active, la réserve de ladite armée et l'armée territoriale, est admis à contracter, dans un corps de son choix, un engagement pour la durée de la guerre.

Cette faculté cesse pour les hommes de la réserve de l'armée territoriale lorsque leur classe est rappelée à l'activité.

Art. 62. — Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les art. 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du Code civil, devant les maires des chef-lieux de canton.

Les conditions relatives à la durée de ces engagements sont insérées dans l'acte même.

Les autres conditions sont lues aux contractants avant la signature et mention en est faite avant la fin de l'acte.

CHAPITRE II. — *Des rengagements.*

Art. 63.— Les soldats décorés et médaillés ou inscrits sur les listes d'aptitude pour le grade de caporal ou brigadier, ainsi que les caporaux ou brigadiers pourront être admis à contracter des rengagements, pour deux, trois ou cinq ans, pendant le cours de leur dernière année de service sous les drapeaux.

Tout homme des troupes coloniales peut être admis à contracter un rengagement pour deux, trois ou cinq ans, après six mois de service.

Les rengagements datent du jour de l'expiration légale du service dans l'armée active. Ils sont renouvelables jusqu'à une durée totale de quinze années de service effectif.

Les caporaux ou brigadiers et les soldats qui contractent un premier rengagement de cinq ans ont droit à une prime payable immédiatement après la signature de l'acte. Le montant de cette prime sera fixé comme il est indiqué à l'art. 60 ci-dessus.

Ceux qui contractent un premier rengagement de deux ou trois ans ont droit à une prime réduite, fixée au tiers de la prime totale dans le premier cas, et à la moitié dans le second. S'ils contractent un second rengagement avant l'expiration du premier, de manière à parfaire cinq ans de rengagement, ils reçoivent le complément de la prime totale telle qu'elle est fixée dans les conditions de l'art. 60 au moment de ce rengagement.

En outre, des hautes payes journalières sont allouées aux rengagés à partir du jour où leur rengagement commence à courir.

Les valeurs de ces hautes payes journalières, distinctes pour les caporaux et brigadiers d'une part, et pour les soldats de l'autre, seront fixées par les tarifs de solde.

Après cinq années de rengagement, ces hautes payes sont augmentées de moitié pour les caporaux ou brigadiers, et d'un tiers pour les soldats.

Après quinze ans de service effectif, les rengagés auront droit à une pension proportionelle égale aux 15/25 du minimum de la pension de retraite du grade dont ils seront titulaires depuis deux ans au moins, augmentés de 1/25 pour chaque année de campagne.

Le taux des pensions proportionnelles et de retraite est décompté d'après les articles non abrogés de la loi du 11 avril 1831, et d'après les lois des 25 juin 1861, 18 août 1879 et le tarif joint à la loi du 19 mars 1889.

Les autres conditions sont déterminées par un règlement inséré au *Bulletin des lois*.

Dans les équipages de la flotte, les rengagements d'une durée de trois ou de cinq ans sont contractés dans le cours de la dernière année de service. Ils peuvent exceptionnellement être reçus à la fin de la première année de service lorsqu'il s'agit d'hommes admis à suivre les cours d'une des écoles spéciales de la marine. Ces rengagements sont renouvelables jusqu'à une durée totale de vingt-cinq années de service effectif.

Art. 64. — Tout homme appartenant à la cavalerie peut contracter un rengagement d'un an dans le cours de sa troisième année de service. Il aura droit, pendant la quatrième année, à une haute paye dont le taux sera fixé par les tarifs de solde.

Par dérogation aux dispositions de l'art. 37, il ne restera que trois ans dans la réserve de l'armée active. Il passera dans l'armée territoriale et par suite dans la réserve de cette armée trois ans avant la classe à laquelle il appartient.

Art. 65. — Dans les troupes coloniales, les premiers rengagements des caporaux ou brigadiers et des soldats donnent droit à une prime payée au moment de la signature de l'acte et à des gratifications annuelles.

Les rengagements ultérieurs ne donnent droit qu'aux gratifications annuelles.

Le montant des primes et gratifications est fixé par décret.

Les hautes payes journalières pour les caporaux ou brigadiers et pour les soldats seront augmentées de trois ans en trois ans. Cette augmentation sera déterminée par les tarifs de solde.

Peuvent être admis à se rengager pour les troupes coloniales, avec le bénéfice des avantages mentionnés ci-dessus :

1° Les militaires de toutes armes;

2° Les hommes de la réserve de l'armée active, âgés de moins de vingt-huit ans;

3° Les hommes des régiments étrangers, autorisés par le ministre de la guerre.

Le bénéfice des dispositions du paragraphe précédent est applicable, sans aucune restriction ni réserve, aux hommes résidant ou domiciliés en Algérie ou aux colonies avant leur incorporation ou après leur passage dans la réserve de l'armée active.

Dans le corps des équipages de la flotte, les rengagements des quartiers-maîtres et marins provenant du recrutement donnent droit aux mêmes avantages pécuniaires que ceux qui sont accordés aux quartiers-maîtres et marins provenant de l'inscription maritime.

Art. 66. — Les rengagements sont contractés devant les sous-intendants militaires, dans la forme prescrite par l'art. 63 ci-dessus, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente.

Art. 67. — Tout rengagé qui, étant sous les drapeaux, subit une condamnation à l'emprisonnement d'une durée de trois mois au moins, est déchu de tous ses droits à la gratification annuelle et à la haute paye. Il est dirigé, à l'expiration de sa peine, sur un bataillon d'infanterie légère d'Afrique pour y terminer son temps de service.

CHAPITRE III. — *Des commissions.*

Art. 68. — Peuvent être maintenus sous les drapeaux en qualité de commissionnés :

1° Les sous-officiers de toutes armes, dans les conditions indiquées par la loi du 19 mars 1889 ;

2° Les militaires de la gendarmerie, les militaires du régiment des sapeurs-pompiers de Paris et le personnel employé dans les écoles militaires ;

3° Les caporaux ou brigagiers et soldats affectés dans les divers corps et services à certains emplois déterminés par le ministre de la guerre.

Tout militaire commissionné pourra être mis à la retraite après vingt-cinq ans de service; il ne pourra être maintenu sous les drapeaux que jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Toutefois, les militaires de la gendarmerie et de la justice militaire pourront rester en activité au delà de cette limite dans les conditions fixées par les règlements constitutifs de cette arme et de ce service.

Peuvent être réadmis, en la même qualité, dans les catégories mentionnées aux paragraphes 2° et 3° ci-dessus, les militaires ayant accompli le temps de service exigé dans l'armée active et rentrés dans leurs foyers depuis moins de trois ans.

Les militaires commissionnés ont droit à la haute paye de leur grade dans les mêmes conditions que les rengagés.

En cas d'inconduite de la part du commissionné, le ministre de la guerre peut, sur l'avis conforme d'un conseil de discipline, soit suspendre les effets de la commission, soit révoquer définitivement le militaire commissionné, suivant la gravité des faits reprochés.

Tout militaire commissionné quittant les drapeaux après quinze années de service effectif aura droit à une pension proportionnelle, dont le taux sera décompté comme il est prescrit à l'art. 63 ci-dessus, pour chaque année de service et pour chaque campagne, à raison de 1/25 du minimum de la pension de retraite du grade dont il sera titulaire depuis deux ans au moins.

Ceux qui obtiendraient d'être commissionnés après avoir quitté les drapeaux ne pourront réclamer ladite pension proportionnelle qu'après avoir servi cinq ans en cette nouvelle qualité.

Les militaires commissionnés sont soumis aux lois et règlements militaires.

Ils ne peuvent quitter leur emploi sans avoir reçu notification de l'acceptation de leur démission. La décision du ministre de la guerre devra être transmise dans un délai maximum de deux mois, augmenté hors de France des délais de distance, à partir de la date de la remise de la démission. En cas de guerre, les démissions ne sont jamais acceptées.

TITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 69. — Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement sont déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine :

1° Les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de révision.

2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres se font exempter ou dispenser par un conseil de révision, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice de fraudes ou manœuvres, les dispositions des art. 15 et 17 de la présente loi lui sont appliquées lors des premières opérations de recensement qui ont lieu après l'expiration de sa peine.

Le jeune homme indûment exempté ou indûment dispeusé est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée, après qu'il a été reconnu que l'exemption ou la dispense avait été indûment accordée.

Art. 70. — Tout homme prévenu de s'être rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, est déféré aux tribunaux, soit sur la demande des conseils de révision, soit d'office. S'il est reconnu coupable, il est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont également déférés aux tribunaux et punis de la même peine, les jeunes gens qui, dans l'intervalle de la clôture de la liste cantonale à leur mise en activité, se sont rendus coupables du même délit.

A l'expiration de leur peine, les uns et les autres sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'État et sont envoyés dans une compagnie de discipline.

La peine portée au présent article est prononcée contre les complices.

Si les complices sont des médecins, des officiers de santé ou des pharmaciens, la durée de l'emprisonnement est pour eux de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de 200 fr. à 1,000 fr. qui peut être aussi prononcée, et sans préjudice de peines plus graves dans les cas prévus par le Code pénal.

Art. 71. — Les médecins militaires ou civils qui, appelés au conseil de

révision à l'effet de donner leur avis conformément aux art. 18, 19, 20 et 27 de la présente loi, ont reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, sont punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

Cette peine leur est appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient déjà été désignés pour assister au conseil de révision, soit que les dons ou promesses aient été agréés en prévision des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption ou dispense justement prononcée.

Ceux qui leur ont fait des dons ou promesses sont punis de la même peine.

Art. 72. — Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire qui, sous quelque prétexte que ce soit, a autorisé ou admis des exclusions, exemptions ou dispenses autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité et puni des peines portées dans l'art. 185 du Code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce Code dans les autres cas qu'il a prévus.

Art. 73. — Tout jeune soldat appelé, au domicile duquel un ordre de route a été régulièrement notifié, et qui n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre, est, après un délai d'un mois en temps de paix et de deux jours en temps de guerre, et hors le cas de force majeure, puni, comme insoumis, d'un emprisonnement d'un mois à un an en temps de paix, et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre, les noms des insoumis seront affichés dans toutes les communes du canton de leur domicile; ils restent affichés pendant toute la durée de la guerre. Le condamné pour insoumission ou désertion en temps de guerre sera, en outre, privé de ses droits électoraux.

Ces dispositions sont applicables à tout engagé volontaire qui, sans motifs légitimes, n'est pas arrivé à sa destination dans le délai fixé par sa feuille de route.

En cas d'absence du domicile, l'ordre de route est notifié au maire de la commune dans laquelle l'appelé a été porté sur la liste du recensement.

A l'égard des appelés, le délai d'un mois sera porté :

1° A deux mois, s'ils demeurent en Algérie, en Tunisie ou en Europe;

2° A six mois, s'ils demeurent dans tout autre pays.

En temps de guerre ou en cas de mobilisation par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, les délais ci-dessus seront diminués de moitié.

L'insoumis est jugé par le conseil de guerre de la région de corps d'armée dans laquelle il est arrêté.

Le temps pendant lequel l'engagé volontaire ou le jeune soldat appelé aura été insoumis ne compte pas dans les années de service exigées.

La prescription contre l'action publique résultant de l'insoumission ne commence à courir que du jour où l'insoumis a atteint l'âge de cinquante ans.

Art. 74. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir sciemment recélé ou pris à son service un insoumis est puni d'un emprisonnement qui ne

peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de 50 à 500 francs.

Quiconque est convaincu d'avoir favorisé l'évasion d'un insoumis est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délit a été commis à l'aide d'un attroupement, la peine sera double.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'État, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder 2,000 francs.

Art. 75. — En temps de paix, les militaires en congé rappelés sous les drapeaux, les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale convoqués pour des manœuvres ou des exercices appartenant à des classes rappelées par décret, qui ne seront pas rendus le jour fixé au lieu indiqué par les ordres d'appel ou affiches, seront passibles d'une punition disciplinaire.

En cas de récidive, les pénalités de l'art. 73 ci-dessus, concernant l'insoumission des jeunes soldats appelés, seront applicables aux hommes désignés au paragraphe précédent.

En cas de mobilisation, les hommes appelés sont déclarés insoumis s'ils n'ont pas rejoint dans le délai de deux jours, sauf dans le cas prévu à l'art. 56 de la présente loi.

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou exercices peut être astreint par l'autorité militaire à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé.

Art. 76. — Les hommes liés au service dans les conditions mentionnées à l'art. 30 ci-dessus, qui n'ont pas fait les déclarations prescrites audit article, sont déférés aux tribunaux ordinaires et punis d'une amende de 10 fr. à 20 francs. Ils peuvent, en outre, être condamnés à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre, la peine est double.

Art. 77. — Les peines prononcées par les art. 71, 72 et 74 de la présente loi sont applicables aux tentatives des délits prévus par ces articles.

Art. 78. — Dans tous les cas non prévus par les dispositions précédentes, les tribunaux civils et militaires appliqueront les lois pénales ordinaires aux délits auxquels pourra donner lieu l'exécution du mode de recrutement déterminé par la présente loi.

Lorsque la peine de l'emprisonnement est prononcée par la présente loi, les juges peuvent, sauf dans les cas prévus par les art. 73 et 75 ci-dessus, user de la faculté exprimée par l'art. 63 du Code pénal.

Art. 79. — Les crimes et délits prévus à l'art. 47 ci-dessus, et énumérés dans le tableau D annexé à la présente loi, sont punis des peines portées par les articles visés dans ce tableau; il pourra toutefois être accordé des circonstances atténuantes, alors même que le Code de justice militaire ne les prévoit pas, aux hommes ayant moins de trois mois de présence sous les drapeaux.

En temps de guerre, aucune circonstance atténuante n'est admise.

Art. 80. — Lorsque par application de la faculté accordée par les art.

52 et 79 de la présente loi, les tribunaux militaires auront admis des circonstances atténuantes en faveur des inculpés de crimes ou délits pour lesquels le Code de justice militaire ne les prévoit pas, les peines prononcées par ce Code sont modifiées ainsi qu'il suit :

Si la peine prononcée par loi est celle de la mort, le conseil de guerre appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps, sauf dans les cas prévus par les art. 209, 210, 211; 213, 217, 218, 220, 222, 226, 227, et du Code de justice militaire, où la peine appliquée sera celle de la détention. Dans le cas de l'art. 221 dudit Code, la peine appliquée sera celle des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la détention, suivant les circonstances.

Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, le conseil de guerre appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion.

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, le conseil de guerre appliquera la peine de la réclusion ou celle de la dégradation militaire avec emprisonnement de deux à cinq ans.

Si la peine est celle de la détention ou de la réclusion, le conseil de guerre appliquera la peine de la dégradation militaire avec emprisonnement d'un à cinq ans.

Toutefois, si la peine prononcée par la loi est le maximum d'une peine afflictive, le conseil de guerre pourra toujours appliquer le minimum de cette peine.

Si la peine est celle de la dégradation militaire, le conseil de guerre appliquera un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Si la peine est celle des travaux publics, le conseil de guerre appliquera un emprisonnement de deux mois à cinq ans.

Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement est prononcée par le Code de justice militaire, le conseil de guerre est autorisé à faire application de l'art. 463 du Code pénal, sans toutefois que la peine de l'emprisonnement puisse être remplacée par une amende.

Nonobstant toute réduction de peine par suite de l'admission de circonstances atténuantes, la peine de la destitution sera toujours appliquée par le conseil de guerre dans les cas où elle est prononcée par le Code de justice militaire.

TITRE VI

RECRUTEMENT EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES

Art. 81. — Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

Elles sont également applicables en Algérie et dans toutes les colonies non désignées au paragraphe précédent, mais sous les réserves suivantes:

En dehors d'exceptions motivées, et dont il serait fait mention dans le compte rendu prévu par l'art. 86 ci-après, les Français et naturalisés Français résidant en Algérie ou dans l'une des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion sont incorporés dans les corps stationnés soit en Algérie, soit aux colonies, et, après une année de présence effective sous les drapeaux, envoyés dans la disponibilité, s'ils

ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre.

S'il ne se trouve pas de corps stationné dans un rayon fixé par arrêté ministériel, ces jeunes gens sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux. Dans le cas où cette situation se modifierait avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans révolus, ils accompliraient une année de service dans le corps de troupe le plus voisin.

En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui ont terminé leurs vingt années de service sont réincorporés avec la réserve de la territoriale, sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de l'Algérie et des colonies.

Si un Français ou naturalisé Français, ayant bénéficié des dispositions du paragraphe 2 du présent article, transportait son établissement en France avant l'âge de trente ans accomplis, il devrait compléter, dans un corps de la métropole, le temps de service dans l'armée active prescrit par l'art. 37 de la présente loi, sans toutefois être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans.

Les Français ou naturalisés Français établis dans un pays de protectorat où seront stationnées des troupes françaises pourront être admis, sur leur demande, à bénéficier des dispositions qui précèdent.

Art. 82. — Les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la métropole, résidant dans une colonie ou un pays de protectorat où il n'y aurait pas de troupes françaises stationnées, pourront, sur l'avis conforme du gouverneur ou du résident, bénéficier des dispositions contenues dans l'art. 50 ci-dessus.

La même disposition s'applique aux jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement d'une colonie autre que celle où ils résident.

Art. 83. — Les conditions spéciales de recrutement des corps étrangers et indigènes sont réglées par décret, jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait déterminé les conditions du service militaire des indigènes.

TITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 84. — A partir du 1er novembre de la troisième année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, nul ne pourra être admis à exercer certains emplois salariés par l'État ou le département, si, n'ayant pas été déclaré propre au service militaire à l'appel de sa classe, il ne compte au moins cinq années de service actif dans les armées de terre ou de mer, dont deux comme officier, sous-officier, caporal ou brigadier, ou si, avant la date ci-dessus mentionnée, il n'a été retraité ou réformé.

Un règlement d'administration publique, qui devra être promulgué un an au plus après la mise en vigueur de la présente loi, déterminera les emplois ainsi réservés, les conditions auxquelles les candidats devront satisfaire pour les obtenir et le mode de recrutement de ces emplois en cas d'insuffisance de candidats remplissant les conditions voulues.

Art. 85. — Une loi spéciale déterminera :

1° Les mesures à prendre pour rendre uniforme, dans tous les lycées et établissements d'enseignement, l'application de la loi du 27 janvier 1880 imposant l'obligation des exercices;

2° L'organisation de l'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept à vingt ans et le mode de désignation des instructeurs.

Art. 86. — Chaque année, avant le 30 juin, il sera rendu compte aux Chambres, par le ministre de la guerre, de l'exécution des dispositions contenues dans la présente loi pendant l'année précédente.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 87. — Les dispositions de la présente loi seront appliquées au plus tard dans les six mois qui suivront la date de sa promulgation.

Art. 88. — Les jeunes soldats ayant accompli trois ans de service dans l'armée active au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront envoyés dans la réserve.

Toutefois, pendant un délai de deux années, le ministre de la guerre pourra conserver sous les drapeaux, dans les limites prévues par l'art. 30 de la loi du 27 juillet 1872, les jeunes gens déjà incorporés conformément aux prescriptions de ladite loi.

Mention spéciale des décisions prises sera faite dans le compte rendu prescrit par l'art. 86 ci-dessus.

Les mêmes dispositions sont applicables aux engagés volontaires qui en feront la demande.

Art. 89. — Les jeunes soldats qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, appartiendraient à la deuxième portion du contingent en raison de leur numéro de tirage au sort, et qui n'auraient pas encore accompli le temps prescrit par l'art. 40 de la loi du 27 juillet 1872, seront, à l'expiration de ce temps, envoyés en congé dans leurs foyers.

Art. 90. — Les sous-officiers qui se trouveront dans leur quatrième année de service au moment de la mise en vigueur de la présente loi pourront être maintenus sous les drapeaux, par décision ministérielle, jusqu'à l'expiration de cette quatrième année de service, alors même que la classe à laquelle ils appartiennent serait renvoyée dans ses foyers.

Les sous-officiers ainsi maintenus sous les drapeaux recevront la même haute paye que les sous-officiers rengagés et auront le droit de concourir pour les emplois civils visés par l'art. 84 ci dessus.

Art. 91. — Les jeunes gens qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, seront admis à contracter un engagement conditionnel d'un an et ceux qui se trouvent dans la situation prévue par la loi du 31 décembre 1875 bénéficieront des dispositions des art. 53 à 57 inclus de la loi du 27 juillet 1872; mais les dispositions de l'art. 38 de la loi du 24 juillet 1873 cesseront de leur être applicables.

Art. 92. — Les jeunes gens dispensés conditionnellement du service actif en temps de paix avant la mise en vigueur de la présente loi, conformément à l'art. 20 de la loi du 27 juillet 1872, conserveront la situation qui leur est faite par ladite loi au point de vue des obligations du service militaire, sous la réserve des dispositions contenues dans l'art. 93 ci-après.

Art. 93. — La présente loi est applicable aux hommes appelés en vertu des lois antérieures, libérés ou non du service militaire, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quarante-cinq ans.

Art. 94. — Dès la mise en vigueur de la présente loi, seront et demeureront abrogées :

La loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée ;

La loi du 6 novembre 1875, ayant pour objet de déterminer les conditions suivant lesquelles les Français domiciliés en Algérie seront soumis au service militaire ;

La loi du 18 novembre 1875, ayant pour objet de coordonner les lois du 27 juillet 1872, 24 juillet 1873, 13 mars, 19 mars et 6 novembre 1875 avec le Code de justice militaire ;

Les lois du 30 juillet, 4 décembre et 31 décembre 1875, et la loi du 29 juillet 1886 modifiant divers articles de la loi du 27 juillet 1872 ;

Et, d'une manière générale, toutes dispositions contraires à la présente loi.

10 juin 1889. — Décret du bey portant réorganisation du territoire de la Khroumirie. *(J. O. T.*, 20 juin 1889.)

Considérant que la Khroumirie se compose des quatre territoires suivants, savoir : Tabarka, Atatfa, Seloul et Sedra, Gazouan et Makna Beni Mazen ;

Considérant que le territoire des Makna est petit et ses revenus minimes ;

Que celui des Beni-Mazen est peu important et qu'il est devenu nécessaire de procéder à une nouvelle réorganisation et de transformer la Khroumirie en trois caïdats d'une importance presque égale;

Art. 1er. — Les districts de Tabarca et Makna ne formeront qu'un seul caïdat ;

Ceux des Beni-Mazen et Gazouan formeront un deuxième caïdat ;

Ceux de Seloul, Sedra et Atatfa formeront le troisième.

Art. 2. — Les caïds de Tabarca, de Beni-Mazen et de Seloul et Sedra seront maintenus dans leurs fonctions.

15 juin 1889. — Loi sur la propriété littéraire et artistique en Tunisie. *(J. O. T.*, 20 juin 1889.)

Art. 1er. — Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vente, de reproduction, de représentation ou d'exécution et de distribution de leurs ouvrages dans tout le territoire de la régence de Tunis, ainsi que du droit d'en céder la propriété en tout ou en partie. Toutefois, cette protection sera limitée: 1° aux œuvres publiées pour la première fois en Tunisie, quelle que soit la nationalité de l'auteur; 2° aux œuvres publiées à l'étranger et pour la protection desquelles pourrait être invoquée une convention diplomatique.

Art. 2. — Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

Art. 3. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures, ou tous autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, avec ou sans paroles, les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général ; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Le droit de l'auteur n'exclut pas le droit de faire des citations, lorsqu'elles ont lieu dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

Tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal, à la condition d'en indiquer la source, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la production en est interdite.

Art. 4. — Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction. Le droit d'auteur sur les compositions musicales comportera le droit exclusif de faire des arrangements sur les motifs de l'œuvre originale.

Art. 5. — Aucune œuvre littéraire ou artistique non tombée dans le domaine public ne pourra être publiquement exécutée dans la régence, sans le consentement formel et par écrit de l'auteur ou de ses ayants droit sous peine d'une amende de 50 piastres au moins, et de la confiscation des recettes au profit des auteurs ou de leurs ayants droit.

Art. 6. — La contrefaçon, sur le territoire de la régence de Tunis, cons-

titue un délit. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaits ainsi que de leur introduction sur le territoire tunisien.

Art. 7. — Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus ou introduisent sur le territoire de la régence de Tunis, dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Art. 8. — Les délits prévus aux art. 6 et 7 ci-dessus seront punis d'une amende de 50 à 2000 piastres.

La confiscation au profit des auteurs ou de leurs ayants droit des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celle des planches, moules ou matrices, et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale.

Art. 9. — L'application frauduleuse, sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique, du nom d'un auteur, ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2000 piastres, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins, introduisent sur le territoire de la régence ou exportent, pour être vendus, les objets désignés au paragraphe premier du présent article seront punis des mêmes peines.

Art. 10. — Les autorités locales donneront, en toute circonstance, leur concours aux auteurs ou à leurs fondés de pouvoirs pour la constatation et la répression de tout fait attentatoire à leurs droits.

L'art. 463 du Code pénal français sera applicable aux faits prévus et réprimés par la présente loi.

Art. 11. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi.

19 juin 1889.— Loi autorisant la ville de Bône à emprunter une somme de 1,380,000 fr. pour le paiement de divers travaux. *(B. O.*, 1889, p. 628.)

Art. unique. — La ville de Bône (département de Constantine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne dépassera pas quatre francs soixante-dix centimes pour cent (4 fr. 70 p. 100), amortissement non compris, une somme de treize cent quatre vingt mille francs (1,380,000 fr.), remboursable en cinquante ans et destinée au captage et à l'adduction des sources de Bou-Redim et de Bou-Glès, au percement de la falaise des santons, à la reconstruction du mur des fortifications qui en est la conséquence, et à l'achèvement de l'hôtel de ville.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec facilité d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

23 juin 1889. — Décret du bey relatif à la liquidation des opérations concernant la délivrance des obligations de la dette tunisienne 3 1/2 0/0 négociées ou échangées en exécution des art. 1 et 5 du décret du 20 février 1889 (1). *(J. O. T.*, 27 juin 1889.)

26 juin 1889. — Décret du bey érigeant le cercle de Chebika, Tamazga et Midas en circonscription judiciaire indépendante. *(J. O. T.*, 4 juill. 1889.)

28 juin 1889. — Décret du bey portant prorogation des pouvoirs du tribunal mixte pour un délai d'une année à dater du 1er juillet 1889. *(J. O. T.*, 11 juill. 1889.)

6 juillet 1889. — Décret du bey relatif aux lignes télégraphiques de la régence. *(J. O. T.*, 8 août 1889.)

TITRE 1"

Établissement et usage des lignes télégraphiques.

Art. 1". — Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation.

Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1,000 à 10,000 francs.

En cas de condamnation, le gouvernement pourra ordonner la destruction des appareils et machines télégraphiques.

TITRE II

Des contraventions, délits et crimes relatifs aux lignes télégraphiques.

Art. 2. — Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique ;

Quiconque aura dégradé ou détérioré de quelque manière que ce soit les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs.

Art. 3. — Quiconque, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils ou par tout autre moyen, aura volontairement causé l'interruption de la correspondance télégraphique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1,000 francs.

Art. 4. — Seront punis de la détention et d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice des peines que pourrait entraîner leur complicité avec l'insurrection, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront détruit ou rendu impropres au service un ou plusieurs fils d'une

(1) V. ce décret *suprà*, p. 38.

ligne de télégraphie électrique ; ceux qui auront brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui auront intercepté par tout autre moyen avec violences et menaces les communications ou la correspondance télégraphique entre les divers dépositaires de l'autorité publique, ou qui s'opposeront avec violences ou menaces au rétablissement d'une ligne télégraphique.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques électriques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal.

TITRE III

Des contraventions commises par les concessionnaires ou fermiers de chemins de fer et de canaux.

Art. 6. — Lorsque, sur la ligne d'un chemin de fer ou d'un canal concédé ou affermé par l'État, l'interruption du service télégraphique aura été occasionnée par l'inexécution soit des clauses du cahier des charges et des décisions rendues en exécution de ces clauses, soit des obligations imposées aux concessionnaires ou fermiers, ou par l'inobservation des règlements ou arrêtés, procès-verbal de la contravention sera dressé par les inspecteurs du télégraphe, par les surveillants des lignes télégraphiques ou par tous officiers de police judiciaire.

Art. 7. — Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier à la diligence du directeur général des travaux publics de la régence et transmis, dans le même délai, à l'autorité judiciaire compétente.

Art. 8. — Les contraventions prévues en l'article 6 seront punies d'une amende de 300 à 3,000 francs.

TITRE IV

Dispositions générales.

Art. 9. — Les crimes, délits ou contraventions prévus dans le présent décret pourront être constatés par les procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les inspecteurs des lignes télégraphiques, les agents de surveillance nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 10. — Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent seront visés pour timbre et enregistrés en debet.

Art. 11. — L'administration pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser les dommages résultant des crimes, délits et contraventions, et le recouvrement des frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures sera poursuivi conformément à la loi.

Art. 12. — Les juridictions françaises instituées en Tunisie seront compétentes pour connaître des infractions prévues par le présent décret, quelle que soit la nationalité des inculpés.

Art. 13. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

Art. 14. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent décret ou par le Code pénal la peine la plus forte sera seule prononcée.

8 juillet 1889. — Décret du bey portant règlement du budget de l'exercice 1305 (13 octobre 1887-12 juin 1889). (*J. O. T.*, 11 juill. 1889.)

8 juillet 1889. — Décret du bey portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 décembre 1888 sur les brevets d'invention (1). (*J. O. T.*, 25 juill. 1889.)

9 juillet 1889. — Décret du bey portant organisation d'un syndicat général obligatoire des viticulteurs en Tunisie. (*J. O. T.*, 11 juill. 1889.)

Vu la loi du 1er mai 1888 (26 chaban 1305) (2) sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Tunisie ;

Vu notamment l'art. 8 de cette loi ayant pour objet l'organisation d'un syndicat en Tunisie pour la défense contre le phylloxera ;

Vu le décret réglementaire en date du 7 kâda 1305 (15 juillet 1888) (3) ;

Considérant que les demandes qui nous sont adressées par les propriétaires de vignobles en vue de constituer le syndicat général obligatoire représentent plus des 3/4 des surfaces complantées en vignes sur le territoire de la régence;

Art. 1er. — Les propriétaires de vignes en Tunisie sont constitués en syndicat.

Art. 2. — Le syndicat dénommé syndicat général obligatoire des viticulteurs de Tunisie est chargé, sous le contrôle de l'administration, de la surveillance, de la recherche et de la destruction du phylloxera et de l'exécution des traitements propres à combattre les diverses maladies de la vigne conformément aux dispositions de la loi ci-dessus visée.

Il étend son action sur toute la régence.

Art. 3. — La durée du syndicat est fixée à cinq années à partir du 1er août 1889.

Au bout de chaque année quinquennale il continuera à subsister pour une nouvelle durée de cinq années, à moins que, six mois avant l'expiration du terme, il n'intervienne une décision contraire votée par la majorité des syndics.

Art. 4. — Le syndicat est tenu de faire visiter par ses agents, une fois par an au moins, la totalité des vignes et pépinières existant dans la régence. La signature du propriétaire ou de son ayant cause sera demandée par l'agent du syndicat après la visite de chaque vigne. Cette signature sera donnée sur un carnet spécial tenu par l'agent et qui contiendra toutes les indications utiles.

La visite générale des vignobles devra être opérée du 15 avril au 15 juillet.

---

(1) *Suprà*, p. 10.
(2) *Rev. Alg.* 1888. 3. 109.
(3) *Rev. Alg.* 1888. 3. 176.

Si, dans le cours de ses opérations, l'agent chargé de la visite vient à constater la présence du phylloxera sur un point quelconque, il informe directement et sur le champ le gouvernement tunisien, qui provoquera les mesures prescrites par la loi.

Art. 5. — Indépendamment de la visite des vignobles à faire annuellement, le syndicat devra faire opérer des recherches méthodiques :

1° Sur les points où des maladies quelconques auraient été préalablement constatées.

2° Dans les vignes américaines, toutes les souches seront visitées, s'il s'agit de plants isolés ou disséminés dans un vignoble ; s'il s'agit d'une plantation en masse, la visite se portera sur un pied sur cent au moins.

3° Dans les vignes soumises à un traitement cultural anti-phylloxerique, la visite se portera sur un pied sur cent au minimum.

La détermination du périmètre des terrains complantés en vignes à soumettre aux fouilles méthodiques autour des points qui auraient été reconnus atteints de maladies sera faite de concert entre le délégué du gouvernement et le bureau du syndicat.

Dans tous les cas, le foyer de la maladie étant reconnu d'une manière sûre, les points extrêmes doivent en être marqués par des signes spéciaux, et les travaux de destruction exécutés également dans un pourtour de cinq mètres au moins en dehors de tous les points d'attaque.

En cas de désaccord, l'administration décidera définitivement.

Art. 6. — Tous les agents du syndicat qui peuvent, par la nature de leurs fonctions, être appelés à pénétrer dans les propriétés particulières devront être agréés par l'administration et assermentés.

La liste de présentation sera adressée par le syndicat à notre premier ministre et indiquera les garanties qu'offrent les candidats.

Art. 7. — Le syndicat est administré par un bureau composé de : un président; un vice-président; un secrétaire général, un secrétaire indigène ; un trésorier; quatre membres, dont deux indigènes.

Ces fonctions sont gratuites.

Art. 8. — Le rôle des taxes à percevoir, établi par contrôle civil, sera transmis par les soins du syndicat au secrétaire français de chaque contrôle civil. Cet agent est chargé d'opérer le recouvrement des taxes dues par les propriétaires de vignes ; une remise de 10 °/₀ sur le montant des perceptions opérées lui est allouée pour ce service et sera prélevée sur les fonds encaissés.

Les recettes effectuées seront centralisées par les soins du trésorier du syndicat.

Le trésorier ne paiera aucune dépense que sur les mandats établis par le secrétaire du comité et visés par le président.

Le trésorier sera soumis à toutes les obligations imposées aux receveurs des communes et, notamment, à la vérification des inspecteurs du service de la direction des finances.

Art. 9. — Le bureau est nommé chaque année en assemblée générale des syndics, à la majorité des deux tiers du nombre total des syndics.

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, l'élection aura lieu à quinzaine et sur nouvelle convocation. Le vote par procuration est admis, mais chaque électeur présent ne peut représenter qu'un seul autre électeur. Le vote a lieu séparément pour chaque fonction du bureau. L'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Art. 10. — Le bureau du syndicat adresse tous les mois à l'administration, pendant la saison des visites, un rapport indiquant le nombre d'hectares visités, contrôle par contrôle, l'état des vignobles, et, pour les feuilles

méthodiques entreprises dans les vignes à soumettre à ces opérations, le nombre de souches visitées par hectare.

Le premier rapport fera connaître la circonscription assignée à chacun des agents chargés des visites.

Lorsque les visites seront terminées, le bureau du syndicat enverra à l'administration un rapport d'ensemble. Le délégué du gouvernement aura le droit de se faire présenter par les agents du syndicat, partout où ils se trouveront, les carnets dont la tenue est prescrite à l'art. 4.

Art 11. — Dans le cas où la visite générale du vignoble ne serait pas terminée le 15 juillet, ainsi que le prescrit l'art. 4 ci-dessus, une mise en demeure sera adressée par notre premier ministre au syndicat. Si cette mise en demeure était restée sans effet, à la date du 1er septembre suivant, la dissolution immédiate du syndicat pourrait être prononcée.

Art. 12. — Les syndics se réunissent en assemblée générale au moins deux fois par an dans le courant des mois de mars et octobre.

L'assemblée générale du mois de mars nomme le bureau qui prépare le budget.

Les délibérations des assemblées générales relatives à l'approbation des comptes, à l'établissement du budget et à l'ouverture de nouveaux crédits devront, pour être valables, être prises à la majorité du nombre total des syndics présents.

Le vote n'est acquis que si la moitié des syndics est représentée.

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies au premier tour, l'assemblée se réunirait à nouveau à quinzaine et par nouvelle convocation, et les délibérations seraient prises à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants.

Art. 13. — Est électeur tout propriétaire astreint à la taxe, sans distinction de sexe ni de nationalité.

Les mineurs et les incapables sont représentés par leur tuteur ou leur conseil judiciaire, ou les mandataires de ces derniers.

Art. 14. — La liste des électeurs sera dressée au mois de janvier de chaque année par les soins du syndicat d'après les rôles de la taxe spéciale sur les vignobles.

La liste mentionnera les surfaces sur lesquelles chaque électeur paie la taxe et le nombre de voix qui lui est attribué.

Ce nombre de voix est fixé sur les étendues de vignes que possède l'électeur, sur les bases suivantes :

Jusqu'à 25 hectares inclus.	1 voix.
Au-dessus de 25 jusqu'à 100	2 voix.
Au-dessus de 100.	3 voix.

Art. 15. — Tous les ans, au mois de février, un arrêté de notre premier ministre fixe la date d'élection des syndics et le nombre des syndics à élire dans chaque contrôle.

Dans chaque contrôle les viticulteurs européens nomment un syndic européen par 100 hectares de leurs surfaces déclarées. Les viticulteurs indigènes nomment un syndic indigène par 100 hectares de leurs surfaces déclarées. Toute fraction supérieure à 50 hectares donne droit à un syndic.

Les contrôles, quel que soit le nombre d'hectares déclarés, nomment au moins un syndic européen et un syndic indigène.

L'élection a lieu au scrutin de liste et au premier tour, à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, l'élection est acquise au plus âgé. Les syndics sont rééligibles.

Art. 16. — Les syndics se réunissent en assemblée générale dans les quinze jours qui suivent leur élection, et nomment le bureau du syndicat conformément aux art. 7 et 9.

Art. 17. — Le président, et à son défaut le vice-président, représente le syndicat. Il est son intermédiaire auprès de l'administration, avec l'autorisation de laquelle il pourra ester en justice.

Art. 18. — Les secrétaires sont chargés de la correspondance et convoquent aux assemblées générales.

Art 19. — L'établissement du budget s'effectue en assemblée générale des syndics.

L'assemblée générale qui se tient chaque année au mois de mars règle le compte de l'exercice à clôturer.

L'assemblée du mois d'octobre règle le projet de budget de l'exercice suivant et donne son avis sur le quantum de la taxe à frapper pour l'année suivante.

Les comptes de l'exercice clos et le projet de budget sont soumis à l'approbation de notre premier ministre.

Art. 20. — Le budget des recettes du syndicat se compose :

1° du produit de la taxe;

2° des dons et legs et des ressources ayant un caractère extraordinaire.

Art. 21. — Le budget des dépenses se compose :

1° Des dépenses du personnel du syndicat;

2° Des frais indispensables au fonctionnement du syndicat;

3° Des frais de visite des vignobles et des recherches méthodiques;

4° Des frais de recouvrement, de poursuites et d'instances.

Art. 22. — Les sommes excédant les besoins du service courant du syndicat pourront être déposées à la caisse du receveur général des finances, qui les mettra à la disposition du trésorier du syndicat, sur l'autorisation du président, au fur et à mesure des nouveaux besoins.

Les excédents en recettes des budgets antérieurs seront affectés à la création d'un fonds de réserve destiné à subvenir aux indemnités à accorder aux propriétaires dont les vignes auront subi des dommages, en exécution de l'article 3 de la loi du 1er mai 1888.

Ces indemnités ne pourront dépasser la valeur du produit net de trois récoltes moyennes que lesdites vignes auraient pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres que le propriétaire aurait eu à faire pour l'obtenir.

Les sommes appartenant au fonds de réserve seront employées en achat de valeurs de l'État tunisien. Les produits de ces valeurs lui appartiendront.

Les sommes et les titres appartenant au fonds de réserve seront déposés à la caisse du receveur général des finances, qui ne pourra en ouvrir la disposition au syndicat que pour la destination spécialement prévue ci-dessus.

Art. 23. — Les dispositions des chapitres IX, X, XI, XII, XIV, XV, XVII et XVIII du décret organique des municipalités en date du 15 djoumadi et tani 1302 (1er avril 1885) (1) seront appliquées en ce qui concerne la comptabilité financière du syndicat, la gestion du trésorier, et le recouvrement des poursuites.

Art. 24. — En cas de dissolution du syndicat, les espèces en caisse et les documents de comptabilité seront immédiatement remis par le receveur général du gouvernement à l'agent liquidateur désigné par notre premier ministre.

Cette remise devra être faite en présence du président du bureau du syndicat ou, à défaut, du vice-président. Il est dressé procès-verbal de l'opération

L'agent liquidateur pourvoit au paiement des créances passives, et les

---

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 100.

fonds restés libres font retour au trésorier et sont affectés à la défense des vignobles.

Art. 25. — Les dispositions des décrets des 1er mai et 15 juillet 1888 auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret sont applicables au syndicat général obligatoire des viticulteurs de Tunisie.

Art. 26. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Art. 27. — Comme disposition transitoire et par dérogation à l'art. 15, l'arrêté fixant l'élection des syndics et le nombre des syndics à élire dans chaque contrôle pour l'année 1889 sera pris par notre premier ministre avant le 1er août 1889.

18 juillet 1889. — **Loi** sur l'organisation du corps des sapeurs-pompiers dans la régence. (*J. O. T.*, 25 juill. 1889.)

20 juillet 1889. — **Décret** portant création d'une justice de paix au Telagh (dép. d'Oran). (*B. O.*, 1889, p. 879).

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842, sur l'organisation de la justice en Algérie ;

Vu le décret du 19 août 1854, relatif à la compétence des juges de paix ;

Vu le décret du 10 août 1875, sur la réorganisation judiciaire ;

Vu le décret du 27 mai 1882, sur le classement personnel des juges de paix ;

Vu le décret du 31 décembre 1882 (1), portant fixation du ressort du tribunal de Sidi-Bel-Abbès ;

Vu le décret du 7 janvier 1883 et celui du 6 octobre 1884 (2);

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Il est créé au Télagh (dép. d'Oran) une justice de paix ressortissant au tribunal de première instance de Sidi-Bel-Abbès.

La circonscription de cette justice de paix se composera de la commune mixte du Télagh, comprenant les centres de population de Télagh, Daya, Magenta, Slissen, Bedeau, les tribus de M'hamid, des Ouled-Sefioun, des Ouled-Balagh-Fouaga, des Ouled-Balagh-Tahta et de Taouaria.

La compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 15 août 1854, est attribuée au juge de paix du Télagh.

Art. 2. — La localité dite Bedeau-Gare est distraite du canton de Sebdou et rattachée au canton du Télagh.

Art. 3. — La tribu des Beni-Mathar, comprenant les douars des Ouled-Amram et des Ouled-Atlia, ainsi que le douar d'Oum-el-Doud, ressortissent à la justice de paix militaire du Kreider.

Art. 4. — L'art. 8 du décret du 7 janvier 1883 est rendu applicable, en cas de besoin, à la nouvelle justice de paix instituée par le présent décret.

24 juillet 1889. — **Décret** portant reconnaissance comme établissement d'utilité publique de la société de tir d'Alger et approbation de ses statuts. (*B. O.*, 1889, p. 885.)

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 420.

(2) *Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 290, et 1884, p. 392.

24 juillet 1889. — Décret fixant les matières de l'enseignement des facultés de droit. *(J. O.,* 25 juill. 1889.)

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Vu le décret du 28 décembre 1880 (1);
Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Art. 1er. — L'enseignement des facultés de droit comprend, en première, en deuxième et en troisième année, les matières suivantes :

PREMIÈRE ANNÉE

Droit romain; — droit civil; — économie politique; — histoire générale du droit français (1er semestre); — éléments du droit constitutionnel et organisation des pouvoirs publics (2e semestre).

DEUXIÈME ANNÉE

Droit civil; — droit criminel; — droit administratif; — droit romain (1er semestre); — droit international public (2e semestre).

TROISIÈME ANNÉE

Droit civil; — droit commercial; — procédure civile (1er semestre);
Et, au choix des étudiants, trois des cours semestriels suivants :
Procédure civile, voies d'exécution (2e semestre); — droit international privé; — droit maritime; — législation commerciale comparée; — droit administratif; — droit international public; — législation industrielle; — législation coloniale; — législation financière.

Art. 2. — Le deuxième semestre commence le 15 mars.

Art. 3. — Mention est faite sur le diplôme de licencié des matières à option sur lesquelles les candidats ont été interrogés aux examens de troisième année.

Art. 4. — A dater de la session de juillet 1890, l'examen de première année portera sur les matières suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Droit romain ; — histoire générale du droit français ; — et droit constitutionnel.

DEUXIÈME PARTIE

Code civil ; — économie politique.

Un règlement ultérieur déterminera la répartition des diverses matières de l'enseignement entre les examens de seconde et de troisième année.

Les étudiants pourvus de quatre inscriptions antérieurement au mois de novembre 1889 restent soumis au régime d'examens actuellement en vigueur.

Art. 5. — Les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

5 août 1889. — Décret portant qu'à partir du 1er janvier 1890, la tribu des Beni-Meddour sera distraite de la commune mixte d'Aïn-Bessem (territ. civ. d'Alger) et réunie à la com-

(1) *Rev. Alg.* 1886. 3. 27.

mune de plein exercice de Bouïra (arrond. et dép. d'Alger). (*B. O.*, 1889, p. 889.)

6 août 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant création à Arzew (dép. d'Oran) d'un bureau de l'enregistrement, des domaines et du timbre, qui fonctionnera à partir du 1er octobre 1889 et dont la circonscription comprendra le canton judiciaire d'Arzew. (*B. O.*, 1889, p. 908.)

8 août 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant création à Azazga (dép. d'Alger) d'un bureau de l'enregistrement, des domaines et du timbre, qui fonctionnera à partir du 1er octobre 1889 et dont la circonscription comprendra les cantons judiciaires du Haut-Sebaou, d'Azazga et du Djurdjura. (*B. O.*, 1889, p. 908.)

8 août 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant création à Palestro (dép. d'Alger) d'un bureau de l'enregistrement, des domaines et du timbre, qui fonctionnera à partir du 1er octobre 1889 et dont la circonscription comprendra le canton judiciaire de Palestro. (*B. O.*, 1889, p. 908.)

8 août 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant création à Sidi-bel-Abbès (dép. d'Oran) d'un troisième bureau de l'enregistrement des domaines et du timbre, dit « bureau des actes judiciaires, des domaines et du timbre », qui fonctionnera à partir du 1er octobre 1889. (*B. O.*, 1889, p. 908.)

13 août 1889. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité. (*B. O.*, 1889, p. 975 (1).

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu la loi du 26 juin 1889 (1) sur la nationalité, et notamment l'art. 5 ainsi conçu :

« Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera :

» 1°. . . . . .

» 2° Les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les art 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français dans les cas prévus par les art 8 (§ 4), 12 et 18. »

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — L'étranger qui veut obtenir l'autorisation de fixer son domicile en France, conformément à l'art. 13 du Code civil, doit adresser au mi-

(1) *Suprà*, p. 85.

nistre de la justice une demande rédigée sur papier timbré, accompagnée de son acte de naissance et de celui de son père, de la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère, ainsi que d'un extrait du casier judiciaire français.

Art. 2. — L'étranger qui veut obtenir sa naturalisation doit, dans tous les cas, adresser au ministère de la justice une demande sur papier timbré, en y joignant son acte de naissance, un extrait du casier judiciaire et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

Dans le cas où les intéressés seraient dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état civil dont la production est exigée par le présent décret, ces actes seront suppléés par un acte de notoriété délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'art. 71 du Code civil.

Art. 3. — L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation après une année de domicile autorisé, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

Art. 4. — L'étranger qui sollicite la naturalisation immédiate, après une résidence non interrompue pendant dix ans, doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il réside actuellement en France et depuis dix années au moins.

Art. 5. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Français, soit par la naturalisation ordinaire, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français, sans condition de stage, par application des art. 12 et 18 du Code civil, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père ou par la mère.

Dans les cas de naturalisation de faveur prévus par les art. 9 et 10 du Code civil, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère.

Art 6. — Les déclarations souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français, sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant.

Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont dressées en double exemplaire sur papier timbré.

Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité ; il doit produire à l'appui de sa déclaration toutes les justifications nécessaires, en y joignant son acte de naissance et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations seront reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 7. — Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement adressés par le juge de paix au procureur de la République, qui les transmet, sans délai, au ministre de la justice.

Art. 8. — La déclaration est inscrite à la chancellerie sur un registre spécial ; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre envoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par le juge de paix.

Art 9. — Lorsqu'un individu né en France d'un étranger, et domicilié alors de France à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en France son domicile dans les conditions prévues par l'art. 9 du Code civil, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire ; l'un

est remis à l'intéressé, l'autre transmis immédiatement au ministre de la justice par la voie hiérarchique.

Art. 10. — L'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui réclame cette qualité en vertu de l'art. 10 du Code civil doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française.

Art. 11. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des art. 8 (§ 4), 12 et 18 du Code civil, de décliner, à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'art. 9, § 2 du Code civil.

23 août 1889. — Circ. du min. de la justice relative à l'application de la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité. *(B. O.,* 1889, p. 984.) (1).

Monsieur le procureur général, la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité admet dans certains cas l'acquisition de la qualité de Français par voie de simple déclaration. Cette faculté, qui existait dans la législation antérieure, avait été déjà assimilée par la doctrine et par certaines décisions de jurisprudence à un mode spécial de naturalisation. Elle a été consacrée de nouveau par le législateur sous le nom de naturalisation de faveur.

Aux termes de l'art. 9 du C. civ., modifié par la loi du 26 juin, tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité peut, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui doit être enregistrée au ministère de la justice.

La même faculté de réclamer la qualité de Français est accordée par l'art. 10, sans limitation d'âge, à tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français.

D'autre part, les art. 8 (§ 4), 12 et 18 du C. civ. modifié reconnaissent à certaines catégories d'individus en possession de la nationalité française le droit de décliner cette nationalité dans l'année qui suit leur majorité telle qu'elle est fixée par la loi française. C'est le cas de tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France ; la qualité de Français qui résulte pour lui de la réunion de ces deux circonstances (naissance sur le territoire français et domicile sur ce même territoire lors de la majorité) peut être répudiée par une déclaration accompagnée des pièces justificatives prévues par la loi. Il en est de même des enfants mineurs devenus Français soit par la naturalisation, soit par la réintégration de leurs parents ; ils peuvent, à leur majorité, opter pour leur nationalité d'origine (2).

Par sa circulaire du 24 mars 1881, le ministre de l'intérieur avait prescrit, dans les municipalités, la tenue d'un registre spécial destiné à recevoir toutes les déclarations qui seraient souscrites pour réclamer ou répudier la qualité de Français. En outre, une circulaire de mon prédécesseur, en date

---

(1) V. cette loi et le décret du 13 août 1889 (*suprà*, p. 85 et 127).

(2) A côté de ces dispositions de la loi du 26 juin 1889, il convient de rappeler le cas particulier prévu par la convention intervenue le 23 juillet 1879 entre la France et la Suisse. D'après cette convention, les individus dont les parents, Français d'origine, obtiennent la naturalisation suisse, et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, ont le droit d'opter, dans le cours de leur vingt-deuxième année, pour la naturalisation suisse.

du 20 mars 1888, avait chargé les préfets d'inviter les maires à transmettre à la chancellerie une copie de toutes les déclarations de ce genre qui seraient reçues par eux.

Il importait, en effet, à tous égards, que la répudiation de la qualité de Français et l'acquisition de cette qualité ne pussent être, au gré des intéressés, dissimulées ou invoquées suivant les circonstances, et il fallait éviter que des déclarations ne fussent reçues en dehors des cas prévus par la loi. Pour mieux assurer ces garanties, la loi du 26 juin et le décret du 13 août 1889 ont prescrit l'enregistrement de toutes les déclarations de ce genre à ma chancellerie et confié le soin de les recevoir aux juges de paix, qui sont plus compétents que la majorité des maires en matière juridique, et sur lesquels le contrôle de mon administration pourra s'exercer plus efficacement.

L'art. 6 du règlement d'administration publique du 13 août décide que les déclarations souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français seront reçues à l'avenir par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant (1).

Ces déclarations pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles seront dressées en double exemplaire sur papier timbré.

Le déclarant sera assisté de deux témoins qui certifieront son identité; il devra produire toutes les justifications nécessaires pour établir la régularité de sa déclaration et l'état civil de ses enfants mineurs appelés à devenir Français en vertu de la naturalisation de leur auteur. La demande de la femme ou des enfants majeurs qui voudront profiter des dispositions de la loi pour solliciter leur naturalisation, sans condition de stage, devra être jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère.

Les deux exemplaires de la déclaration avec les pièces justificatives et, le cas échéant, la demande de la femme et des enfants majeurs, seront immédiatement adressés par le juge de paix au procureur de la République, qui les transmettra sans délai au ministère de la justice (art. 7 du règlement).

La déclaration sera inscrite à la chancellerie sur un registre spécial; l'un des exemplaires sera déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement (art. 8).

Dans le cas où une déclaration ne me paraîtra pas souscrite dans des conditions régulières, l'intéressé en sera avisé, et il pourra, s'il le juge à propos, faire trancher la question par les tribunaux, souverains juges en matière de questions de nationalité.

D'après l'art. 10 du même règlement, il y a lieu de veiller à ce que l'individu qui réclame la qualité de Français en vertu de l'art. 10 du C. civ. établisse, s'il est né en France, quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité telle qu'elle est réglée par la loi française, afin de me permettre de vérifier si, lors de sa majorité, il n'a pas revendiqué la qualité d'étranger pour échapper au service militaire. Dans le cas de l'affirmative, en effet, la loi le déclare déchu du droit de réclamer la qualité de Français.

L'individu qui entend décliner la qualité de Français dans les cas prévus par les art. 8 (4°), 12 et 18 du C. civ. doit prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouverne-

---

(1) Il ne sera dérogé à cette règle que dans le cas prévu par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 et mentionné à la note précédente. Les maires continueront à recevoir les déclarations d'option pour la *nationalité suisse* effectuées par les *enfants de Français naturalisés Suisses*.

ment, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et produire en outre, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.

Le droit de réclamer la qualité de Français dans les cas prévus par les art 9 et 10 du C. civ. est reconnu même au mineur. Pareillement, dans les cas prévus par les art. 8 (4°), 12 et 18 du C. civ., le mineur peut renoncer à la faculté qui lui appartient de décliner la qualité de Français dans l'année de sa majorité ; mais toutes les fois que l'intéressé est en état de minorité, la déclaration doit être souscrite en son nom par son représentant légal selon les distinctions établies dans l'art. 9, § 2, du C. civil (Art. 11 du règlement).

Je vous prie, Monsieur le procureur général, d'appeler l'attention de MM. les juges de paix sur les divers points que je viens de vous signaler et de leur recommander la plus grande vigilance dans l'exercice de leurs nouvelles attributions.

Vous trouverez ci-après des modèles auxquels MM. les juges de paix devront se conformer pour la rédaction des déclarations de nationalité.

5 septembre 1889. — Circ. du min. de l'intérieur relative à l'application de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité. *(B. O.*, 1889, p. 987.)

Monsieur le préfet, par une circulaire du 24 mars 1881, l'un de mes prédécesseurs a prescrit la tenue, dans chaque commune, d'un registre spécial destiné à recevoir les déclarations souscrites pour réclamer ou répudier la qualité de Français. Une circulaire de M. le garde des sceaux, en date du 20 octobre 1888, vous a, en outre, chargé d'inviter les maires de votre département à transmettre à la chancellerie copie de toutes les déclarations qu'ils auraient reçues à cet effet. Mais, depuis cette époque, a été promulguée la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité, et il a paru préférable, après entente entre mon département et celui de la justice, de conférer désormais aux juges de paix les attributions confiées jusqu'à ce jour aux maires en pareille matière.

Cette nouvelle procédure est indiquée expressément par l'art. 6 du décret du 13 août dernier, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin. Les déclarations souscrites soit pour réclamer, soit pour répudier la qualité de Français, en vertu des art. 8 (§ 4), 9, 10, 12 et 18 du Code civil, modifiés par la loi nouvelle, seront reçues, à l'avenir, par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant.

Les maires devront s'abstenir, par suite, de recevoir désormais aucune déclaration de ce genre, et considérer comme non avenues la circulaire de mon prédécesseur du 24 mars 1881, et les instructions de la chancellerie du 20 octobre 1888.

Cette règle ne comporte d'exception que pour les cas prévus par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879.

D'après cette convention, l'option pour la nationalité helvétique des individus dont les parents, Français d'origine, se sont fait naturaliser Suisses, résulte d'une déclaration faite devant l'*autorité municipale* française ou suisse par l'intéressé lui-même, soit seul, s'il est majeur, soit, s'il est mineur, avec le consentement de ses représentants légaux.

Les nouvelles dispositions générales édictées par le décret du 13 août 1889, en ce qui touche les déclarations de nationalité, n'ont pu déroger, sur ce point spécial, aux conventions diplomatiques régulièrement conclues. La procédure suivie jusqu'ici devra donc être maintenue, mais seulement en ce

qui concerne le cas exclusivement prévu par la convention du 23 juillet 1879.

Je crois devoir signaler, en outre, et d'une manière toute spéciale à votre attention, une importante modification apportée par la loi du 26 juin 1889 à l'art 8, § 2, n° 2, du Code civil.

Désormais, l'étranger qui justifiera d'une résidence ininterrompue en France pendant dix années pourra obtenir la naturalisation sans avoir été préalablement autorisé, par un premier décret, à y fixer son domicile. La garantie d'une double enquête se trouvant supprimée dans ce cas, il importe que tous les documents propres à établir la résidence de dix années soient contrôlés avec le plus grand soin, et que l'enquête unique qui doit désormais précéder les décrets de naturalisation contienne tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de veiller à ce qu'il soit procédé à cette enquête avec une scrupuleuse régularité, et je vous serai reconnaissant d'en signaler toute l'importance aux maires, en portant à leur connaissance les présentes instructions par la voie du *Recueil des actes administratifs*.

31 août 1889. — Décret qui déclare applicable en Algérie la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture. *(B. O.*, 1889, p. 770.)

Vu le décret du 19 décembre 1868, rendant exécutoire en Algérie le décret du 12 juillet 1865 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture ;

Vu la loi du 22 juillet 1889 ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Art. 1er. — La loi du 22 juillet 1889, sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture en France, est déclarée applicable en Algérie. A cet effet, elle y sera publiée et promulguée à la suite du présent décret. Toutefois le § 3 de l'art. 10 et le § 2 de l'art. 44 sont modifiés pour l'Algérie ainsi qu'il suit :

« Art. 10, § 3. — La citation doit indiquer à l'inculpé qu'il est tenu, s'il » veut fournir des défenses écrites, de les déposer dans le délai de trente » jours, à partir de la notification qui lui est faite, et l'inviter à faire connaî- » tre, en produisant sa défense écrite, s'il entend user du droit de présenter » des observations orales à l'audience. »

« Art. 44, § 3. — Dans les deux cas, l'avertissement est donné huit jours » au moins avant la séance. »

20 août 1889. — Arrêté du gouv. gén. qui accorde aux viticulteurs, sous certaines conditions, le bénéfice du sucrage des vins, en franchise des taxes sur l'octroi de mer. *(B. O.*, 1889, p. 833.)

Vu le décret du 26 décembre 1884 (1), sur l'octroi de mer en Algérie ;

Vu l'art. 47 du décret du 27 juin 1887 (2), conférant au gouverneur général les pouvoirs nécessaires pour régler, dans leurs détails, les mesures à prendre en vue d'assurer le fonctionnement de l'octroi de mer en Algérie ;

---

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 30.

(2) *Rev. Alg.* 1887. 3. 141.

Considérant que la réglementation du sucrage des vins ne peut être établie, en l'état actuel de l'organisation du service des contributions diverses, que par analogie avec les procédés adoptés pour le vinage en Algérie, c'est-à-dire conformément aux dispositions du décret du 27 juin 1887, combinées avec celles de l'arrêté gouvernemental du 23 janvier 1888 ;

Considérant que le sucrage en franchise a été demandé par un vœu du conseil général de Constantine et par divers viticulteurs algériens ;

Vu l'art. 8 du décret du 12 février 1870, portant que « les matières premiè-» res employées à la fabrication des produits qui ne sont frappés d'aucun » droit par le tarif d'octroi du lieu sujet seront admises à l'entrepôt à domi-» cile et déchargées » ;

Vu l'arrêté gouvernemental du 23 janvier 1888 (1), réglementant le vinage en Algérie ;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — La faculté du sucrage en franchise de taxe sur l'octroi de mer est accordée aux viticulteurs, propriétaires, métayers ou fermiers qui désirent relever le degré alcoolique de la totalité ou d'une partie du vin de leur récolte ou utiliser les marcs de leur vendange en faisant des vins de seconde cuvée.

Le sucrage n'est autorisé que pour les vendanges proprement dites : c'est-à-dire pour les raisins *frais*, ou marcs de raisins *frais*.

Art. 2. — Tout récoltant ou acheteur de vendange qui veut obtenir l'autorisation du sucrage *en franchise de taxe,* doit adresser la demande écrite au directeur des contributions diverses, chef du service de l'octroi départemental.

Ces demandes, établies sur timbre à 0 fr. 60, seront présentées quinze jours, au moins, avant la récolte et devront indiquer :

Les nom, qualité et demeure du demandeur ;

Quantité approximative de la vendange ou du vin pour laquelle le sucrage est demandé ;

Poids approximatif du sucre à mettre en œuvre ;

Désignation du *dépôt spécial* ou de la propriété dans laquelle on demande la dénaturation.

Art. 3. — Jusqu'à nouvel ordre, les autorisations ne seront accordées que dans les *dépôts spéciaux* dont l'emplacement sera désigné par l'administration.

Toutefois, si le nombre restreint des demandes le permet, les sucrages pourront être également autorisés au domicile des producteurs.

La dénaturation est obligatoire dans les dépôts, lorsque la quantité du sucre à dénaturer est inférieure à 200 kilogrammes.

Art. 4. — L'ouverture des dépôts communs aux viticulteurs d'une même région est autorisée, chaque année, par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du directeur des contributions diverses de chaque département. Ces arrêtés fixent le nombre et l'emplacement des dépôts, les jours et les heures pendant lesquels auront lieu les dénaturations en présence d'agents des contributions diverses ou de tous autres préposés temporaires à cet effet.

Le service des contributions diverses demeure chargé d'apprécier les garanties de moralité et de solvabilité des demandeurs.

Toute autorisation d'ouverture de dépôt est essentiellement révocable, et chaque dépositaire est astreint à formuler tous les ans une nouvelle demande.

---

(1) *Rev. Alg.* 1888. 3. 27.

Tous les frais de personnel et de matériel relatifs aux opérations de sucrage, aussi bien dans les dépôts que chez les producteurs, sont, comme en France, à la charge des récoltants bénéficiaires de la franchise des taxes d'octroi.

Les rétributions revenant au personnel chargé de la surveillance sont réglées, après chaque campagne, sur des décomptes ou états de répartition dressés par le service des contributions diverses. Ces frais, dont le tarif sera ultérieurement fixé suivant les distances et les difficultés d'exécution, seront versés par les récoltants à un compte de consignations déjà ouvert dans les écritures des contributions diverses, sous la rubrique « Octroi de mer à l'intérieur. »

Art. 5. — Les dénaturations s'opèrent, savoir :

1° Au dépôt, par le malaxage ou mélange intime du sucre avec un poids égal ou supérieur de raisins frais foulés ;

2° A domicile, par le versement du sucre dans les cuves de fermentation ou dans les moûts.

Les opérations du sucrage ont lieu sous la direction et la surveillance du service des contributions diverses; toutefois, si les employés ne sont pas présents au jour et aux heures indiqués par l'administration pour la dénaturation soit dans les dépôts, soit à domicile, l'intéressé a le droit de procéder aux opérations.

Si, par suite d'empêchement provenant de l'intéressé, la dénaturation à domicile ne peut avoir lieu, l'administration doit en être immédiatement prévenue.

Dans le cas où la dénaturation a été opérée par malaxage, les agents des contributions diverses ont le droit, pendant le délai d'un mois, de se faire présenter, au domicile des producteurs, la justification de la mise en cuve du sucre dénaturé, sous peine de non-décharge de l'acquit à caution.

Art. 6. — Conformément aux dispositions réglementaires adoptées dans la métropole, la quantité de sucre destinée à relever le degré alcoolique des vins de première cuvée est fixée à 20 kilogrammes par hectolitre de vendange et à 50 kilogrammes pour la même quantité, quand il s'agira des fabrications des vins de marcs.

Au moment de la dénaturation, les récoltants devront représenter aux agents de l'octroi un certificat (timbré) de l'autorité municipale indiquant l'importance approximative de leur récolte de l'année.

Les acheteurs de vendanges bénéficient de la faculté de sucrage accordée aux viticulteurs, mais ils devront, au moment de la dénaturation, remettre aux agents chargés de la surveillance les certificats de l'autorité locale primitivement délivrés à leurs vendeurs.

En cas de vente partielle de sa vendange, le producteur devra faire viser à nouveau ses certificats par l'autorité locale à l'effet d'éviter les doubles emplois du sucrage par les récoltants et les acheteurs.

Art. 7. — Les sucres destinés à la dénaturation seront expédiés directement des fabriques, des entrepôts réels ou de la douane d'importation sous le lien de l'acquit à caution. Ces sucres devront parvenir dans les dépôts spéciaux, en caisses ou en sacs, *d'un poids net et uniforme de 25, 50, 100, 200, 300 kilogrammes*, etc..., et sous le plomb.

Ces sucres, en cas de non dénaturation, ne pourront séjourner dans les dépôts que pendant un délai de trois mois (du 20 août au 20 novembre).

A l'expiration de ce délai, le récoltant pourra librement disposer des quantités de sucres non dénaturées en acquittant les droits ou en réintégrant ces mêmes produits au lieu d'origine, accompagnés de l'acquit à caution.

Art. 8. — Les dépôts de sucres destinés à la dénaturation sont soumis aux visites et vérifications des agents des contributions diverses.

Il est ouvert à chaque dépositaire un compte d'entrepôt (entrées et sorties) dont la tenue est conforme au portatif (modèle 50 A du service général), sauf à y introduire les modifications que comporterait la balance de ce compte spécial d'entrepôt.

Art. 9. — Les sucres dénaturés dans les dépôts ne sont admis à circuler que du lieu dans lequel a été opérée la dénaturation au domicile des producteurs, et le transport en doit être effectué sous la garantie d'acquits à caution.

Ces acquits sont délivrés par les employés qui ont assisté au malaxage, ils sont récapitulés sur un registre spécial et l'apurement en est suivi dans les conditions ordinaires adoptées pour les mouvements de boissons.

A défaut de décharge, les soumissionnaires seront tenus d'acquitter, sur la quantité de sucre raffiné énoncée aux acquits, la taxe primitive de 20 fr. par 100 kilogrammes.

Art. 10. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la récolte prochaine et le délai pour les opérations du sucrage est fixé du 20 août au 20 novembre 1889.

20 août 1889. — Décret portant que le village de Nador (dép. d'Alger) recevra à l'avenir le nom de « Desaix ». *(B. O.,* 1889, p. 917.)

20 août 1889. — Décret du bey relatif à la largeur des francs bords des conduites et aqueducs destinés à l'alimentation hydraulique des établissements militaires de la régence. *(J. O. T.*, 29 août 1889.)

3 septembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. modifiant le ressort des circonscriptions vétérinaires de Bougie et d'El-Kseur (dép. de Constantine). *(B. O.*, 1889, p. 931) (1).

3 septembre 1889. — Décret portant que la tribu de Fedj-Moussa sera distraite, à partir du 1er janvier 1890, de la commune mixte d'Aïn-Mokra (territ. civ. de Constantine), et réunie à la commune de plein exercice d'Herbillon (arrond. de Bône, dép. de Constantine). *(B. O.*, 1889, p. 952.)

12 septembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant révision des tarifs des droits de magasinage perçus à l'entrepôt réel d'Alger. *(B. O.*, 1889, p. 963.)

17 septembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. qui modifie les arrêtés des 29 avril 1865 et 4 janvier 1877 sur les prestations en nature en territoire militaire. *(B. O.*, 1889, p. 964.)

(1) V. l'arrêté du 19 juin 1889 (*suprà*, p. 84).

Vu les arrêtés des 29 avril 1865 et 4 janvier 1877 (1), sur le mode d'exécution des travaux d'utilité communale dans les territoires soumis au régime de commandement;

Vu les propositions des généraux commandant les divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine ;

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — Les quatre journées de prestations auxquelles sont imposés les indigènes du territoire de commandement, en vertu des dispositions de l'art. 2 de l'arrêté du 29 avril 1865, pourront être acquittées en nature ou en argent, au gré des contribuables.

Toutes les fois que les contribuables n'auront pas opté dans le délai d'un mois, à partir de la publication des rôles d'impôts arabes, la prestation sera de droit exigible en nature.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'art. 2 de l'arrêté du 4 janvier 1877, qui avait fixé à deux le nombre de journées de prestations rachetables.

18 septembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant modification des classes de commissaires de police. (*B. O.*, 1889, p. 842.)

Vu l'art. 1er du décret du 13 mai 1887 (2), ainsi conçu : « Le gouverneur général de l'Algérie statuera, par délégation du ministre de l'intérieur et des cultes, sur les questions relatives à l'organisation des commissariats de la colonie. »

Vu l'arrêté du 14 septembre 1855, répartissant les commissariats de police en cinq classes, et fixant les traitements et indemnités pour frais de bureau dans chaque classe ;

Considérant que les émoluments fixés par cet arrêté ne sont plus en rapport avec l'importance des services incombant aux commissaires de police, ni avec les besoins de l'existence matérielle dans la plupart des localités où ils exercent leurs fonctions ;

Vu l'art. 136, 6e, de la loi du 5 avril 1884 ;

Art. 1er. — Les commissaires de police de l'Algérie sont répartis en six classes, dont les traitements et indemnités pour frais de bureau sont fixés de la manière suivante :

	Traitement.	Frais de bureau.	Total.
1re classe.....	4.000 fr.	800 fr.	4.800 fr.
2e classe.....	3.500	700	4.200
3e classe.....	3.000	600	3.600
4e classe.....	2.500	500	3.000
5e classe.....	2.100	420	2.520
6e classe.....	1.800	360	2.160

Art. 2. — Nul ne pourra être promu d'une classe à une autre qu'après trois années d'exercice dans la classe immédiatement inférieure. Pour les promotions de la 3e à la 2e, et de la 2e à la 1re, le temps de stage est fixé à quatre ans au moins.

La classe est inhérente à la personne et non à la résidence.

Art. 3. — A partir de la date de la publication du présent arrêté chaque commissaire de police déjà en fonctions prendra rang dans la nouvelle classe correspondant au traitement dont il jouira à cette date.

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1877, p. 328.

(2) *Rev. Alg.*, 1887. 3. 131.

Les commissaires de police actuellement pourvus du traitement et de l'indemnité afférents à la cinquième classe, tels qu'ils sont fixés par l'arrêté du 14 septembre 1855, conserveront ces mêmes émoluments jusqu'à ce que les communes intéressées aient pu inscrire à leurs budgets les crédits nécessaires pour les élever aux chiffres fixés par le présent arrêté pour la 6e classe.

Art. 4. — L'arrêté du 14 septembre 1855 est abrogé.

18 septembre 1889. — Décret du bey portant ratification de la convention internationale du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins. *(J. O. T.*, 26 sept. 1889.)

18 septembre 1889. — Décret portant le tarif des remises aux receveurs des contributions diverses chargés des opérations financières des canaux d'irrigation régis administrativement. *(B. O.*, 1889, p. 1002.)

23 septembre 1889. — Décret du bey promulguant le budget de l'État pour l'exercice 1304, commençant le 13 octobre 1889. *(J. O. T.*, 3 oct. 1889.)

30 septembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant que le canton judiciaire du Djurdjura est distrait de la circonscription du nouveau bureau de l'enregistrement et des domaines créé à Azazga (dép. d'Alger), et rattaché à la ciconscription du bureau de Tizi-Ouzou. *(B. O.*, 1889, p. 1009.)

1er octobre 1889. — Décret du bey portant approbation de la convention du 17 septembre 1889, relative à l'alimentation hydraulique de la ville de Tunis et de sa banlieue. *(J. O. T.*, 3 oct. 1889.)

2 octobre 1889. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la circulation des plants et sarments de vigne, plants d'arbres et végétaux de toute nature à l'état vivant. *(B. O.*, 1889, p. 998.)

Vu le décret du 12 juillet 1880 (1), qui a déclaré applicable en Algérie la loi des 15 juillet 1878, 2 août 1879, relative aux mesures à prendre pour arrêter les progrès du phylloxera et du doryphora ;

Vu, notamment, l'art. 3 de ce décret, aux termes duquel le gouverneur général de l'Algérie exerce les attributions conférées au ministre de l'agriculture par la loi susvisée des 15 juillet 1878, 2 août 1879 ;

Vu la loi du 21 mars 1883 (2), sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie ;

---

(1) *Bull. jud. Alg.*, 1880, 346.

(2) *Bull. jud. Alg.*, 1883, 321.

Vu les arrêtés des 9 septembre et 25 novembre 1886, 9 août 1887 et 6 février 1889, qui ont réglementé la circulation des produits agricoles et horticoles et des engrais provenant des territoires compris dans la zone de protection des vignes déclarées infectées du phylloxera ;

Considérant qu'il est interdit, aux termes de ces arrêtés, de faire sortir des territoires compris dans la zone de protection des vignes déclarées infectées du phylloxera, pour les expédier au dehors, certains produits agricoles et horticoles, notamment les plants et sarments de vigne, les plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature à l'état vivant ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour assurer l'entière exécution de cette prescription, d'obliger partout ailleurs les expéditeurs des produits énumérés ci-dessus à se munir d'un certificat attestant que lesdits produits ne proviennent pas d'une région comprise dans le périmètre des zones de protection des vignes phylloxerées ;

Considérant, toutefois, que l'application de cette dernière mesure comporte nécessairement certains tempéraments ;

Vu le vœu exprimé par le syndicat départemental des viticulteurs d'Alger ;

Vu la délibération prise par le conseil général d'Alger, à la date du 3 mai 1889 ;

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement (1),

---

(1) RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Le syndicat départemental des viticulteurs d'Alger a, dans sès séances des 9 et 15 julllet dernier, émis un certain nombre de vœux qu'il a soumis à la haute appréciation de Monsieur le gouverneur général. L'un de ces vœux, que le conseil général du département d'Alger a appuyé par une délibération en date du 3 mai 1889, tend à ce que : « les sarments de vigne et » les plantes vivantes ne puissent circuler dans l'intérieur de l'Algérie, » qu'accompagnés d'un certificat d'origine établissant que lesdits plants » ne proviennent que d'une localité comprise dans la zone de protection » d'une tache phylloxérique ».

Actuellement, l'exportation des plants de vigne et des plantes vivantes hors des territoires englobés dans les zones de protection se trouve prohibée par un arrêté de Monsieur le gouverneur général du 9 septembre 1886, pris sur l'avis conforme de la commission supérieure du phylloxera et par application de l'art. 4 de la loi du 21 mars 1883. La mesure préconisée par le syndicat départemental et par le conseil général d'Alger me paraît être le complément naturel de cet interdiction. Pour rendre cette mesure effective, il est nécessaire, en effet, que l'origine non suspecte des plants de vignes et plantes vivantes circulant en Algérie soit attestée par un certificat délivré par les autorités du lieu de provenance.

Aussi, sans insister davantage, proposerai-je à Monsieur le gouverneur général de vouloir bien donner suite au vœu dont il s'agit.

Le principe étant admis, il reste à déterminer les conditions dans lesquelles il sera appliqué. A cet égard, certains tempéraments me paraissent s'imposer, car, si elle était appliquée dans toute sa rigueur, la mesure affecterait un caractère vexatoire qui soulèverait, à juste titre, les réclamations du public. Ainsi il ne serait plus possible de transporter d'une commune dans une autre, ni même dans l'intérieur d'une même commune, la moindre plante cueillie souvent au cours d'une promenade, le plus petit arbuste destiné à l'ornement des appartements, les légumes frais, sans s'être muni,

Art. 1er. — Les plants et sarments de vigne, les plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature à l'état vivant, autres que les légumes frais, ne pourront circuler en Algérie qu'à la condition d'être accompagnés d'un certificat émanant du maire ou de l'administrateur du lieu d'origine et attestant que lesdits produits ne proviennent pas d'une localité com-

---

au préalable, d'un certificat d'origine. Je considère, en ce qui me concerne, que les intérêts de la viticulture seraient suffisamment sauvegardés si l'obligation de se pourvoir d'un certificat d'origine était imposé seulement pour les expéditions *d'arbres et arbustes* effectuées par un service public (chemin de fer, bateaux et voitures publiques); cette formalité demeurant obligatoire chaque fois qu'il s'agirait de plants et de sarments de vigne.

J'ai fait préparer un projet d'arrêté dans ce sens et j'ai l'honneur de le soumettre à la signature de Monsieur le gouverneur général.

Dans la même séance du 3 mai 1889, le conseil général émettait les trois autres vœux suivants :

1° Que les sarments récoltés dans les lignes conmprises dans les zones de protection de taches phylloxériques soient brûlés sur place, sous le contrôle des agents du service phylloxérique ;

2° Que toute plantation nouvelle de vigne soit l'objet d'une déclaration de la part du propriétaire, faisant connaître exactement l'origine des boutures racinées ou semis plantés ;

3° Que Monsieur le gouverneur général rende exécutoires les vœux qui relèvent de sa compétence, en attendant qu'une loi ou un décret intervienne pour ceux qui relèvent du pouvoir législatif.

Touchant le premier de ces vœux, je crois devoir rappeler que la loi du 21 mars 1883 ne prescrit l'incinération des sarments que dans les vignes malades ou suspectes; dans la zone de protection, les vignes doivent être simplement soumises à un traitement préventif. Pour donner satisfaction au vœu du conseil général il serait, par suite, nécessaire de recourir au législateur. Or, il semble qu'il y ait d'autant moins lieu de demander au parlement de compléter la loi du 21 mars 1883 dans le sens indiqué par l'assemblée départementale, qu'en vertu des arrêtés de Monsieur le gouverneur général, les sarments provenant de la taille des vignes comprises dans les zones de protection ne peuvent être emportés au dehors et sont dès lors, destinés à être tous conservés sur place, ce qui doit amener les viticulteurs à les brûler, à un moment donné, dans leurs vignes ou à proximité, les cendres de sarments constituant un excellent engrais pour la vigne.

En ce qui concerne le vœu du conseil général relatif à la déclaration de provenance des boutures et semis, il recevra satisfaction, dans une large mesure tout au moins, si les prescriptions contenues dans le présent projet d'arrêté sont strictement observées ; en fait, tout dépendra de l'application de la mesure. Il en serait de même pour une loi qui pourra toujours être demandée, si l'arrêté ne suffisait pas; mais il convient, ce semble, d'en faire l'épreuve avant de recourir à un vote du parlement.

Tout bien considéré, l'arrêté projeté paraît donc répondre, dans la mesure du possible, aux vœux du conseil général d'Alger, qui tendent à préserver les atteintes du phylloxera.

prise dans la zone de protection d'une vigne déclarée infectée du phylloxera.

Art. 2. — L'obligation spécifiée à l'article ci-dessus sera, en ce qui concerne les plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature à l'état vivant, restreinte aux expéditions effectuées par un service public (chemins de fer, bateaux, voitures publiques, etc.).

Art. 3. — Les entrepreneurs de transport sont tenus, sous les peines de droit, de refuser les objets et produits désignés à l'art. 1" qui ne seraient pas accompagnés d'un certificat d'origine, à moins que ces objets et produits, autres que les sarments et boutures de vigne, ne soient portés à la main par les voyageurs.

Dans le cas où ces objets seraient déjà dans la circulation, ces entrepreneurs devront en informer, sans retard, l'autorité administrative.

Art. 4 — Les contraventions aux prescriptions ci-dessus seront relevées par tous les agents de la force publique.

8 octobre 1889. — Décret du bey fixant les obligations des notaires appelés à passer les actes de vente ou de bail des propriétés immobilières rurales ou urbaines. *(J. O. T.*, 10 oct. 1889.)

Considérant que d'après la législation en vigueur les ventes de propriétés immobilières soit rurales, soit urbaines, sont soumises dans toute la régence à un droit de 6.25 p. %;

Que, partout où l'impôt de la carroube sur la valeur locative n'est pas établi, les loyers d'immeubles autres que les enchirs sont aussi frappés, d'après la même législation, d'un droit annuel de 6.25 p. %;

Que dans le but d'assurer uniformément, dans les diverses parties du territoire, la perception de ces deux impôts, il y a lieu de généraliser, en les précisant, les règles déjà existantes, en ce qui concerne notamment les obligations des notaires appelés à passer les actes de vente ou de bail;

Art. 1". — Les notaires ne pourront passer aucun acte de vente de propriété immobilière, soit rurale, soit urbaine et aucun acte de bail d'immeubles autres que les exploitations rurales (enchirs) sans s'être assurés de l'acquittement de l'impôt de la carroube.

Il devra être fait mention en toutes lettres, dans l'acte, des énonciations de la quittance remise au notaire pour constater ce paiement.

Art. 2. — Les notaires sont personnellement responsables de l'exécution de ces dispositions.

Ils seront tenus d'acquitter tant l'impôt de la carroube sur les loyers que l'impôt de la carroube sur les ventes, applicable aux immeubles qui auront fait l'objet d'actes passés en contravention aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Sont expressément maintenues toutes dispositions qui ne sont pas contraires aux articles qui précèdent.

8 octobre 1889. — Décret du prés. de la Rép. fr. portant suppression du contrôle civil de Zaghouan. *(J. O. T.*, 17 oct. 1889.)

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Art. 1". — Le contrôle civil de Zaghouan est supprimé.

Art. 2. — La section de ce contrôle dont Zaghouan est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Tunis.

Art. 3. — La section de ce contrôle dont Méjez-el-Bab est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Béja.

16 octobre 1889. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la remise des avertissements ou notifications aux parties dans les instances entre musulmans. (*Mob.*, 23 nov. 1889.)

Vu l'art. 33 du décret du 17 avril 1889 (1);
Sur le rapport du procureur général près la Cour d'appel d'Alger,

Art. 1er. — La remise aux intéressés des avertissements, notifications, significations ou autres pièces dans les instances liées entre musulmans, soit devant les juges de paix, soit devant les cadis, en exécution du décret du 17 avril 1889, aura lieu par les soins des administrateurs civils, dans les formes prescrites par l'art. 33 dudit décret, dans toutes les localités des communes mixtes où il n'existe point de justice de paix et qui ne sont point desservies par la poste.

18 octobre 1889. — Circ. du gouv. gén. relative aux attributions respectives des administrateurs des communes mixtes et des juges de paix en matière de police judiciaire. (*Mob.*, 23 oct. 1889.)

Monsieur le préfet, pour faire disparaître les difficultés d'interprétation qui se sont produites dans l'application de ma circulaire du 15 juillet 1888, nº 4,030, qui a fixé le rôle des administrateurs de communes mixtes en matière de police judiciaire, j'ai décidé, sur la proposition de M. le procureur général près la Cour d'Appel d'Alger, que ces fonctionnaires ne seront, à l'avenir, chargés du service des informations criminelles et correctionnelles que dans certains territoires où leur action peut s'exercer plus promptement que celles des juges de paix.

Dans toutes les sections communales trop éloignées du chef-lieu du canton, ou dépourvues de voies de communication permettant à ce magistrat de s'y transporter aussi rapidement qu'il serait désirable, la police judiciaire incombera désormais aux administrateurs ou à leurs adjoints seuls, sous la direction et le contrôle des parquets.

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la nouvelle circulaire que M. le procureur général adresse à ce sujet à ses substituts, et qui abroge celle de son prédécesseur, en date du 4 juillet 1888. A cette circulaire est annexé un tableau indiquant pour chaque commune mixte les territoires réservés exclusivement à la compétence des administrateurs.

En notifiant à MM. les administrateurs des communes mixtes de votre département la nouvelle réglementation adoptée, vous voudrez bien leur faire reconnaître que, pour tout ce qui concerne le service de la police judiciaire, ils ne relèvent que de la seule autorité de MM. les procureurs de la République près les tribunaux d'arrondissement. Je me plais à espérer que, par les soins qu'ils apporteront à se conformer aux instructions de ces magistrats et à ne rien négliger de ce qui peut faciliter la répression des crimes ou délits dont l'information leur sera confiée, ils sauront réaliser, dans l'intérêt de la sécurité du pays, un progrès vers lequel doivent tendre les efforts communs des autorités administrative et judiciaire.

(1) *Suprà*, p. 57.

18 octobre 1889. — Circ. du proc. gén. relative au même objet. *(Mob.*, 23 oct. 1889.)

Monsieur le procureur de la République, une circulaire de mon prédécesseur, en date du 4 juillet 1888, afin d'assurer au service criminel le concours de MM. les Administrateurs des communes mixtes, avait décidé que l'officier de police judiciaire le premier saisi, juge de paix ou administrateur, procéderait sans retard, en cas de délit flagrant, à une information, suivant les prescriptions du Code d'instruction criminelle. Ce système, excellent en théorie, n'a pas produit de résultats pratiques satifaisants et a donné lieu trop souvent à de regrettables conflits entre administrateurs et juges de paix. Dans la pensée d'y mettre un terme, M. le gouverneur général a décidé, sur ma proposition, qu'il serait procédé à une délimitation territoriale fixant pour chaque commune les régions où l'exercice de la police judiciaire devrait être confiée à l'administrateur. Je vous adresse pour votre arrondissement le tableau ci-joint des territoires dans lesquels la police judiciaire appartiendra exclusivement, à l'avenir, à MM. les administrateurs. Les juges de paix ne devront procéder à des informations qu'au cas d'empêchement régulièrement constaté des administrateurs ou au cas de délégation expresse de votre parquet, à charge par vous de m'informer d'urgence de cette délégation.

Dans toutes les localités non comprises au tableau ci annexé, MM. les administrateurs seront complètement dessaisis de la police judiciaire, sauf au cas d'empêchement des juges de paix. Ils devront se borner à transmettre sur le champ aux magistrats tous les renseignements qu'ils pourront recevoir relativement aux crimes et délits commis dans l'étendue de la commune mixte soumise à leur autorité, les chefs indigènes étant tenus de leur côté, d'avertir eux-mêmes directement les juges de paix de toutes les infractions dont ils auraient connaissance.

Enfin, dans les territoires où ils seront investis des fonctions d'officier de police judiciaire, les administrateurs seront placés sous votre surveillance directe, sous votre contrôle permanent. Ils ne relèveront que de votre autorité, quant à cette portion importante de leurs attributions.

En résumé, la nouvelle réglementation a pour but : 1° de restreindre la compétence des administrateurs en matière de police judiciaire aux localités où l'éloignement et les difficultés d'accès font obstacle à ce que la présence du juge de paix sur le lieu du crime ou du délit se produise avec une promptitude suffisante ; 2° d'éviter toute confusion d'attributions entre les administrateurs et les juges de paix, de manière à mettre fin à des rivalités et à des conflits qui se sont trop souvent produits au détriment de la sécurité publique en Algérie.

Liste des territoires dans lesquels la police judiciaire sera assurée par les administrateurs ou leurs adjoints :

DÉPARTEMENT D'ALGER

Commune mixte de Berrouaghia. — Douars : Ouled-Mellal, Ouled-Ferguen, Ouled-Terif, Merachda.

Commune mixte du Djendel. — Douars : Djendel, Ghrib, Beni-Fathem, Oued-Telbenet. — Tribu : Matmata.

Commune mixte du Chélif. — Centre de Warnier. — Douars : Ouled-Ziad, Sobah, Ouled-Farès. — Centre de Malakof. — Douars : Zeboudy El-Ouost, Taflout, Sly, Guerboussa, Tsighaout, Sidi-Laroussi, Medjaja. — Tribu : Temdrara.

Commune mixte de l'Ouarsenis. — Toute la commune.

Commune mixte de Ténès. — Douars : Mechaïa, Darah, Ouled-Abdallah, Herenfa. — Centre d'Aïn-Merane.

Commune mixte des Brazze. — Tribus : Tacheta, Kl-Anneb (fraction), Beni-Mahoussen, Beni-Merahba, Zougara, Beni-Sliman.

DÉPARTEMENT D'ORAN

Commune mixte de Saint-Lucien. — Saint-Lucien (centre). — Douars : Telilat, El-Kçar, El-Guda.

Commune mixte de Frenda. — Tribus : Mahoudia, Hassinat, Khallafa-Cheraga, Kselna, Ouled-Bouziri.

Commune de Mascara. — Douars : Bahourat, El-Gucthna, Benian, Guerdjoum, Zellaga, Melrir, Hadjadja, Sedjerara, Aïn-Defla, Makda.

Commune mixte de Cacherou. — Douars : Tirennifin, Ahnaïdja, Temaznia, Haboucha, Aouzalel. — Tribus : Ouled-Aïssa, Mehamid.

Commune mixte de Saïda. — Douars : Aïoun-El-Beranis, Aïn-Sultan, Tiffrit, Oum-Eddebab, Doui-Tabet, Tafrent, Tircine.

Commune mixte de l'Hillil. — Douars : Sidi-Saada, Guerboussa, Ghoualize, Kalaa, Douair-Flitta.

Commune mixte de Renault. — Douars : Bouhalloufa, Boumata, Kasba, Mediouna, Ouled-Salama. — Centre de Renault.

Commune mixte de Tiaret. — Douars : Bechtout, El-Azouania, Tiguiguest, Ouled-Bougheddou, Oued-Lakhred.

Commune mixte d'Ammi-Moussa. — Douars : Ouled-Moudjer, Ouled-el-Abbès, Menkoura (O. Ali), Ouled-Defelten, Ajama. — Tribus : Ouled-Bakhta, Matmata, Oulep-Berkan, Maacem, Keraïch-Gheraba, Keraïch-Cheraga.

Commune mixte de Zemmora. — Douars : Harartsa, Ouled-Rafa, Oued El-Hamoul, Beni-Dergoun, Amamra, Beni-Issad, Ouled-Barkat. — Tribus : Chouala, Beni-Louma.

Commune mixte d'Aïn-Fezza. — Centre : Aïn-Fezza. — Douars : Beni-Razli, Beni-Aad, Ouchba.

Commune mixte de Nedroma. — Douars : Nedroma, Beni-Mishel. — Tribus : Djebala, Beni-Khelad.

Commune mixte de Remchi. — Tribus : Beni-Ouarsous, Oulhassa-Gheraba, Beni-Riman, Ouled-Sidi-Ali-bou-Chaïb (fraction), Ouled-Riah.

Commune mixte de Télagh. — Gare de Bedeau.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE

Commune mixte d'Aïn-el-Ksar. — Toute la commune.

Commune mixte de l'Aurès. — Toute la commune.

Commune mixte d'Aïn-Touta. — Douars : Ouled-Chelih, El-Biar-El-Ksour, El-Briket, Tilatou, El-Kantara. — Tribus : Ouled-Fedala, Beni-Maafa. — Centre d'Aïn-Touta.

Commune mixte des Ouled-Soltan. — Toute la commune.

Commune mixte de l'Oued-Marza. — Toute la commune.

Commune mixte de Taher. — Toute la commune.

Commune mixte de la Soummam. — Toute la commune.

Commune mixte de Fedj-M'zala. — Fractions : Beni-Merouan, Ouled-Zeghar, Ras-Ferdjioua, Arb-el Oued, Ouled-Flah.

Commune mixte d'Oum-el-Bouaghi. — Douars : Aïn-Babouch, Aïn-Dis, Touzeline, Aïn-Zitoun. — Fractions : Aïn-Melouk, Sidi-Maach.

Commune mixte de la Meskiana. — Douars : Aïn-Touila, Dalâ, Mesloula, Baghaï. — Fraction : Belalla.

Commune mixte de Sedrata. — Douar : Mouladhaïm. — Tribus : Beni-Oudjana, Maatla. — Fractions : Ouled-Gassem, Khemissa, Maïda, Ouled-Bouafia, Bir-Bouhouch.

Commune mixte de Tébessa. — Fractions : Abadna, Maalim, Merazga, Ouled-Brik.

Commune mixte de l'Oued-Cherf. — Toute la commune.

Commune mixte de la Séfia. — Douars : Ouled-Yacoub, Aouaïd, Kselna, Dahaoura, Mahia, Mechala. — Tribus : Aeni-Guecha, Ouled-Daane, N'baïls, Beni-Yahi, Ouled-Si-Afif.

Commune mixte de Souk-Ahras. — Douars : Ouled-Troudi, Ouled-Taleb, Khedara, Ouled-Moumen, Haddada, Ouled-Soukiès, Hammama.

Commune mixte d'Attia. — Douars Djezia, El-Ouldia, Elli-Zeggar.

Commune mixte de Collo. — Douars : Beni-Ouelban, Elli-Zeggar.

Commune mixte des Bibans. — Douars : Medjana, Zemmora, Ouled-Sidi-Amor. — Tribu : Beni-Yadel.

Commune mixte de Bordj-bou-Arréridj, — Douar : Gherazia. — Telilat, El-Uçar, El-Gada.

Commune mixte des Eulmas. — Douars : Ouled-Ali-ben-Nassar, Ouled-Ali-ben-Nassar, Ouled-Sabeur, Beïda-Bordj, Tella, Ouled-Belkheir.

Commune mixte de M'sila. — Centre de M'sila. — Douar : Ouled-Haneche. — Tribus : Ouled-Derradj, Mâhdid, Dréal, Ouled-Mansour ou Mahdi.

Commune mixte des Riras. — Douar : Ouled-Tebben. — Fractions : Ouled-Seba, Sebkhâ, Bou-Taleb, El-Mouassa.

8 novembre 1889. — Décret du bey portant abrogation de l'art. 1er du décret du 14 juin 1886 sur l'organisation du tribunal mixte. (*J. O. T.*, 14 nov. 1889.)

Vu l'art. 33 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885) (1), sur la propriété foncière ;

Vu le décret du 12 ramadan (14 juin 1886) (2), portant organisation du tribunal mixte ;

Art. 1er. — L'art. 1er du décret du 12 ramadan 1303 (14 juin 1886) susvisé est abrogé.

11 novembre 1889. — Arrêté du gouv. gén. portant que le chef-lieu de la commune mixte de Tébessa est transféré à Morsott et que cette circonscription sera dénommée à l'avenir « commune mixte de Morsott. » (*Mob.*, 13 nov. 1889.)

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 145.

(2) *Rev. Alg.* 1886. 3. 121.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME CINQUIÈME

ANNÉE 1889

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME CINQUIÈME

ANNÉE 1889

REVUE ALGÉRIENNE
ET TUNISIENNE
DE LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME CINQUIÈME

ANNÉE 1889

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Indigénat. — Régime pénal de l'indigénat en Algérie. — Le séquestre et la responsabilité collective, par M. Louis RINN, conseiller de gouvernement 121, 141, 172

Nationalité. — La nationalité française en Algérie et en Tunisie, d'après la législation récente — (Loi du 26 juin et décret du 13 août 1889. — Décret du 29 juillet 1887), — par M. Eugène AUDINET, professeur agrégé à la Faculté de droit d'Aix. . 149, 165

Propriété foncière. — Exposé théorique et pratique du système Torrens. — Rapport présenté, d'après les instructions de S. Exc. le Gouverneur des *Straits Settlements*, au Comité de législation de la colonie, par M. W. E. MAXWELL, « *Commissionner of Lands*, » à Singapore, — traduit de l'anglais par M. R. DE FRANCE DE TERSANT, conservateur des hypothèques. . 1, 33, 49, 71, 85, 109

Régime légal de l'Algérie. — De l'application des lois françaises et de la promulgation en Algérie, par M. Louis HAMEL, chef de cabinet du gouverneur général de l'Algérie 97

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1888, par M. Paul LACOSTE, professeur à la Faculté de droit d'Aix. 28

BIBLIOGRAPHIE

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU COMITÉ DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE. — C. R. par L. PAOLI. 118

ÉTUDE SUR LE CONFLIT DES LOIS SPÉCIALES A L'ALGÉRIE, par Léon DUNOYER, avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit. — C. R. par A. DAIN. 82

HUIT JOURS EN KABYLIE. — A TRAVERS LA KABYLIE ET LES QUESTIONS KABYLES, par François CHARVÉRIAT. — C. R. par G. PRÉVOT-LEYGONIE. 186

JURISPRUDENCE ALGÉRIENNE DE 1830 A 1876, publiée par Robert ESTOUBLON, directeur de l'école de droit d'Alger. — Tome 1er (1830-1848). — C. R. par A. LEFÉBURE. 164

PARTAGES ET LICITATIONS INDIGÈNES (Loi du 28 avril 1887 et décret du 5 juillet 1888), par L. MATHISS, avoué à Mostaganem. — C. R. par L. CHARPENTIER. 139

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

A

Pages

Absence. — V. *Succession musulmane.*

Abus de confiance, *dépôt, preuve testimoniale, commencement de preuve par écrit, aveu, indivisibilité de l'aveu.*

La preuve du contrat de dépôt ou le nantissement nécessaire pour établir l'existence d'un abus de confiance ne peut être faite devant un tribunal correctionnel que par un mode de preuve admissible en droit commun ; si donc le dépôt ou le nantissement sont relatifs à des objets dont la valeur excède 150 fr., l'existence ne peut en être établie par témoins que s'il y a commencement de preuve par écrit.

Le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne permet pas de considérer comme commencement de preuve par écrit une déclaration du prévenu consignée dans son interrogatoire, et de laquelle il résulte qu'il reconnaît avoir reçu certains objets en dépôt, mais prétend en même temps les avoir restitués.

ALGER, 22 JUIN 1888. 260

Acquisition des fruits. — V. *Dommages-intérêts.*

Acte administratif, *interprétation, compétence, cours d'eau, concession.*

Doit être cassé, comme violant la règle de la séparation des pouvoirs, l'arrêt qui, après avoir reconnu et déclaré que l'attribution des eaux d'une rivière ne peut être déterminée que par interprétation d'un arrêté administratif de concession des dites eaux, juge définitivement le fond des demandes formées par l'une des parties, dont la connaissance appartient aux tribunaux de droit commun, au lieu de surseoir à statuer jusqu'après interprétation par l'autorité administrative de l'arrêté de concession dont la Cour considérait le sens comme douteux.

CASS. (CIV.), 2 AVRIL 1889. 244

Pages

V. *Action en partage. — Action possessoire. — Compétence. — Compétence des tribunaux français. — Propriété.*

Acte de commerce. — V. *Commerçant.*

Acte notarié. — V. *Action en partage. — Propriété.*

Acte sous seing privé, *indigène, billet à ordre, écriture dans une seule langue, arrêté du 9 juin 1831, inapplicabilité.*

L'arrêté du général en chef du 9 juin 1831, qui exige pour la validité des conventions entre Européens et indigènes qu'elles soient écrites dans les langues des contractants placées en regard l'une de l'autre, n'est pas applicable aux conventions intervenues exclusivement entre indigènes, et spécialement à des billets souscrits et endossés par des indigènes musulmans au profit d'autres indigènes musulmans ; — Alors d'ailleurs qu'en fait il n'apparaît nullement que le signataire des billets n'a pas compris la portée de son engagement.

ALGER, 31 OCT. 1889. 557

Action, *général en chef, Tunisie, État, représentant légal, qualité, responsabilité, dommage, auteur direct, fonctionnaire, ministre, approbation, demande, recevabilité.*

Le général commandant le corps d'occupation en Tunisie n'est pas, en fait, le représentant de l'administration de la guerre, et, par suite, n'est pas valablement assigné pour défendre, en cette qualité, à une action tendant à faire déclarer l'État responsable du préjudice occasionné à un particulier par une consignation de marchandises en douane.

Est irrecevable l'action en réparation de ce même préjudice dirigée contre le même général pris en son nom personnel ; — Alors, d'une part, que la consignation dont s'agit a été directement ordonnée non par le général, mais par un commandant de place, et à supposer même que le général en chef ait commis une faute en avisant cet officier de l'arrivée au lieu de son commandement d'une marchandise destinée à la troupe et déjà refusée, à raison de sa qualité, dans une autre place ; — Alors surtout, d'autre part, qu'une décision ministérielle a approuvé la conduite du général en chef ; l'approbation donnée par le ministre compétent aux actes des fonctionnaires couvrant ces derniers au regard des tiers, lesquels n'ont de recours que contre la décision du ministre.

ALGER, 10 JUILL. 1889. 481

——— *restitution, intérêt, jugement* ultrà petita.

Statue *ultrà petita* le jugement qui prescrit d'effectuer une restitution dans les quarante-huit heures, alors que le demandeur ne réclamait ladite restitution que dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir.

ALGER, 12 NOV. 1888. 211

——— ut universi, *collectivité, djemâa, mandat, autorisation, qualité.*

Une demande en revendication ayant pour objet un immeuble appartenant à une collectivité, spécialement à une djemâa, ne peut être valablement introduite par quelques-uns seulement des intéressés, alors que ces derniers, agissant non point en leur nom et dans

Pages

leur intérêt personnel, mais dans l'intérêt et au nom de la collectivité dont ils font partie, n'ont aucune qualité pour représenter cette collectivité.

L'indication d'avoir à porter le débat devant le cadi, donnée aux demandeurs par le chef du commandement, n'est qu'un simple avis officieux et non point une autorisation officielle ayant pour conséquence de transformer quelques individus en mandataires légaux de l'entière collectivité.

ALGER, 6 MAI 1885. 436

Action en partage, *propriété, acte administratif ou notarié, justification, compétence; opérations de la loi du 26 juillet 1873, sursis.*

Une exception d'incompétence prise devant la juridiction musulmane de ce que les immeubles litigieux sont régis par la loi française manque de base et ne saurait être utilement examinée, lorsque, s'agissant d'une demande en partage, les parties ne savent pas sur quelles terres devrait porter le partage s'il était ordonné et qu'elles fournissent des indications contradictoires soit sur la nature des immeubles à partager, soit sur les modifications qui auraient été apportées au patrimoine commun par des actes administratifs ou notariés.

Il n'y a pas lieu de surseoir au jugement d'une demande en partage par ce motif que les immeubles objet de la demande devraient être prochainement soumis aux opérations de la loi du 26 juillet 1873.

ALGER, 12 NOV. 1888. 105

Action civile. — V. *Prescription criminelle.*

Action possessoire, *mandataire, préjudice, faute personnelle, recevabilité; compétence, jugement, motifs; titre administratif, possession, séparation des pouvoirs; réintégrande, conditions d'exercice.*

Si, en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des tiers, le mandataire est néanmoins tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute ;

Par suite, est recevable une action en réintégrande intentée contre l'auteur du trouble personnellement, encore bien que ce dernier ait été qualifié de mandataire dans l'exploit d'ajournement et que son mandant soit même intervenu en appel.

Est motivée la décision du juge du fait qui rejette un déclinatoire en se fondant sur ce que l'instance dont il est saisi est essentiellement possessoire, et, par suite, de la compétence exclusive du juge de paix, conformément aux art. 23 et suivants C. pr. civ. — Lorsque, d'autre part, le demandeur, concessionnaire de l'État, s'est borné à invoquer sa possession et n'a demandé aucune modification aux clauses de son titre de concession, clauses que, dès lors, le juge du fait n'avait pas à interpréter, le jugement intervenu sur cette demande ne viole pas la règle de la séparation des pouvoirs.

Pour déclarer recevable une action en réintégrande, il suffit que le juge du fait, sans se préoccuper des titres invoqués par le défendeur, constate la détention matérielle de l'immeuble par le demandeur et la dépossession violente dont il se plaint.

CASS. (CIV.), 25 JUIN 1889. 503

Affranchi. — V. *Succesion musulmane.*

Pages

Alignement. — V. *Voirie.*

Analyse en langue arabe. — V. *Effets de commerce.* — *Exploit.*

Appel, *exploit, intimé, qualité, mention.*

L'acte d'appel est soumis aux mêmes formalités et doit contenir les mêmes énonciations que celles qui sont prescrites par les art. 61 et 68 C. pr. civ. pour les exploits d'ajournement; par suite, il est inutile de mentionner dans un exploit d'appel ou d'ajournement la profession ou qualité de l'intimé ou du défendeur.

ALGER, 4 FÉVR. 1888. 263

——— *exploit, jugement, désignation, erreur, Algérie, nullité facultative.*

Un acte d'appel n'est pas nul par cela seul qu'il contient une énonciation erronée du jugement soumis au second degré de juridiction, lorsque d'ailleurs l'intimé n'a pu se méprendre et ne s'est pas mépris sur l'identité de la décision dont la réformation était poursuivie;

Au surplus une pareille irrégularité de l'acte d'appel rentre dans les cas de nullité d'exploits que l'ordonnance du 26 septembre 1842 permet d'accueillir ou de rejeter.

ALGER, 15 DÉC. 1886. 188

——— *jugement par défaut contre avoué, délai, point de départ.*

La disposition de l'art. 443, § 2 C. pr. civ., portant que le délai d'appel courra, pour les jugements par défaut, du jour où l'opposition ne sera plus recevable, ne s'applique qu'aux jugements par défaut faute de comparaître et non aux jugements par défaut contre avoué.

ALGER, 6 FÉVR. 1889. 95

——— *exploit, signification à mandataire, défaut de pouvoir spécial et formel, ordonnance du 16 avril 1843, nullité; obligation, divisibilité.*

Est nul, aux termes de l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, l'acte d'appel signifié au mandataire de l'intimé qui, investi d'un pouvoir général à l'effet de recueillir une succession échue à celui-ci et de se pourvoir devant les tribunaux compétents pour obtenir tous jugements et arrêts relatifs à cette succession, n'a cependant reçu aucun mandat spécial et formel pour défendre à une demande déterminée, notamment à celle qui fait l'objet de l'appel;

La nullité de cet appel ne pourrait être couverte par l'appel régulier interjeté contre les cohéritiers de l'intimé que si la dette de la succession était indivisible; et, s'agissant d'un legs à titre d'aliments, il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, qu'il fût établi que l'intention du testateur avait été que la dette ne pût s'acquitter partiellement, ce qu'il incombait à la Cour de déclarer, s'il y avait lieu *(C. civ., art. 1221,* § 5).

CASS. (CIV.), 11 FÉVR. 1889. 288

——— *jugement de cadi, midjlès, avis, notification, réitération de l'appel, délai.*

Tant que l'avis émis par le midjlès sur la révision d'un jugement de cadi n'a pas été suivi de la notification prescrite par l'art. 12 du décret du 8 janvier 1870, pour faire courir les délais de réitération

Pages

d'appel, la partie condamnée par ledit jugement peut toujours accomplir utilement cette formalité de réitération.

ALGER, 26 DÉC. 1888. 230

——— *juridiction commerciale, parties non domiciliées, comparution, élection de domicile, jugement, signification au greffe, Algérie, délai, augmentation, distance par terre, traversée maritime.*

Une élection de domicile par un acte antérieur quelconque ne dispense pas les parties non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal de commerce d'y élire domicile lorsqu'elles comparaissent et qu'il n'intervient pas de jugement définitif à la première audience;

Par suite, et à défaut de cette nouvelle élection, la signification du jugement au greffe du tribunal est valable et idoine à faire courir le délai d'appel (*C. pr. civ., art.* 422);

Au cas d'un appel interjeté contre un jugement rendu en Algérie par une partie domiciliée sur un point du littoral algérien communiquant avec Alger par voie de terre (spécialement Port-Gueydon), le délai de trente jours pour interjeter appel, en Algérie, ne peut être augmenté que du délai d'un jour par chaque myriamètre de distance par terre, et non du délai fixe de trente jours pour la traversée maritime, imparti par l'art. 7 de l'ordonnance du 16 avril 1843.

ALGER, 23 JANV. 1889. 475

——— *justice musulmane, Cour d'Alger, tribunal d'arrondissement, compétence, mahakma annexe, Coléa.*

L'art. 37 du décret du 10 septembre 1886 a restreint à l'arrondissement d'Alger la compétence territoriale de la Cour d'Alger comme juridiction d'appel en matière musulmane.

Par suite, et bien qu'aux termes de l'arrêté du gouverneur général en date du 15 mai 1881, la mahakma de Coléa ne soit qu'une mahakma annexe de la mahakma malékite d'Alger, et que la justice y soit rendue par le cadi malékite de cette dernière ville, le canton de Coléa ayant été, par décret ultérieur du 12 février 1885, rattaché à l'arrondissement judiciaire de Blida, c'est devant le tribunal de Blida, et non devant la Cour d'Alger, que doit être porté l'appel d'un jugement rendu par le bachadel de la mahakma de Coléa.

ALGER, 14 JANV. 1889. 431

——— *justice musulmane, juge de paix, délai; juge de paix, accord des parties, défendeur, comparution; compétence, ordre public, tribunal de première instance, Cour d'appel, conflit.*

Aux termes de l'art. 2 du décret du 13 décembre 1866, le délai d'un mois pour faire appel d'un jugement de juge de paix statuant entre musulmans court de la signification de ce jugement à personne ou à domicile.

Conformément au même article, le juge de paix ne peut être compétent, entre musulmans, que si les parties ont d'un commun accord porté leur contestation devant lui. — A défaut de mentions dans le jugement, concernant cet accord, la seule comparution du défendeur, assigné par huissier, n'implique pas, de la part de cette partie, acceptation de la juridiction du juge de paix, dans le sens de l'art. 2, précité.

L'incompétence du juge de paix, à défaut du commun accord des parties musulmanes pour porter leur différend devant ce magistrat, tient à l'ordre des juridictions, et peut être soulevée en tout état de cause. —

Lorsque sur l'appel de la sentence du juge de paix, rendue entre

Pages

musulmans, le tribunal de première instance, saisi dans les formes de la loi française, au lieu de déclarer l'incompétence du premier juge, s'est dessaisi de l'appel et a renvoyé les parties devant la Cour, et que la chambre musulmane de la Cour a été à son tour saisie du même appel, dans les formes tracées pour les indigènes, il ne saurait y avoir conflit négatif entre ces deux juridictions.

ALGER, 11 FÉVR. 1884. 450

——— *justice musulmane, dernier ressort, justice de paix de Bouïra, décret de 10 septembre 1886, applicabilité.*

Le canton de Bouïra étant sis en dehors des territoires exceptés de l'application du décret du 10 septembre 1886, est irrecevable, aux termes de l'art. 26 de ce décret, l'appel d'un jugement du juge de paix de ce canton qui a statué sur la demande en revendication d'un immeuble dont la valeur n'excède pas 500 fr. de principal.

ALGER, 30 OCT. 1888. 430

——— *justice musulmane, juge de paix, demandes principale et reconventionnelle, degré de juridiction, loi française, applicabilité.*

L'art. 2 du décret du 10 septembre 1886, qui déclare les musulmans résidant en Algérie régis par la loi française pour toutes les matières non réservées par l'art. 1er, se réfère seulement aux lois qui touchent au fond du droit et non à celles qui règlent l'organisation judiciaire, la procédure ou la compétence.

Par suite, un juge de paix, saisi, en matière musulmane, d'une demande principale et d'une demande reconventionnelle dont chacune n'excède pas le taux du dernier ressort, mais qui, réunies, sont supérieures à ce taux, ne statue sur le tout qu'à charge d'appel.

TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS, 22 JUILL. 1887. 508

——— *justice musulmane, Kabylie, tardivité, recevabilité.*

Est recevable, malgré sa tardivité, l'appel d'une décision rendue, en matière musulmane, par un tribunal français en Kabylie, lorsqu'aucune des parties n'a assisté au prononcé du jugement.

ALGER, 31 OCT. 1888. 448

——— *justice musulmane, région saharienne, midjlès, avis, énonciations, délai, jugement, présence des parties, mention.*

L'appel d'une décision de la justice musulmane hors Tell ne peut être déclaré irrecevable à défaut de production de l'acte d'appel, si l'appelant établit que l'appel a été par lui relevé en temps utile. — La réalité de l'appel est constatée, lorsque le jugement du cadi a été soumis à l'examen du midjelès, qui, sans cet appel, n'aurait pas eu qualité pour examiner à nouveau l'affaire, que ce midjlès a consigné dans le libellé de son avis qu'il a été saisi par l'appel de la partie condamnée, et que, d'ailleurs, les intimés n'ont, devant cette assemblée, formulé aucune fin de non recevoir prise du défaut d'appel.

Le délai d'appel ne court que du jour où le jugement a été connu de la partie condamnée, lorsqu'elle n'était pas présente au moment où il a été prononcé; — Par suite, est recevable l'appel interjeté après les trente jours du jugement, lorsque ce jugement ne mentionne pas la présence de l'appelant au moment de son prononcé, et que la preuve de cette présence n'est ni offerte ni administrée.

ALGER, 6 MAI 1885. 436

——— *justice musulmane, région saharienne, midjlès, renonciation, forme, modification.*

Aux termes des art. 8 et 9 du décret du 8 janvier 1870 sur la justice musulmane dans la région hors Tell, chacune des parties peut, à son gré, renoncer à soumettre le débat à l'examen du midjlès, qui est une juridiction facultative, et la renonciation de l'appelant ou de l'intimé saisit la juridiction d'appel, en supprimant le tribunal intermédiaire auquel l'une des parties a jugé inutile de recourir.

La renonciation à l'examen du midjlès, bien que non inscrite en termes précis dans l'acte d'appel, peut résulter de la volonté, manifestée par l'appelant au moment où il formulait son appel, de recourir au contrôle direct de la juridiction française, et spécialement de ce fait que l'appelant a expressément indiqué dans l'acte d'appel qu'il entendait porter ses griefs devant la Cour.

L'intimé ne peut se faire grief de ce qu'il n'a pas été averti par l'adel de la renonciation de l'appelant à l'examen du midjlès, ni demander le renvoi de la cause devant cette dernière assemblée, lorsqu'il a eu connaissance de cette renonciation depuis un temps suffisant pour lui permettre de préparer sa défense devant la Cour, et qu'ainsi ce défaut de notification ne lui a occasionné aucun préjudice.

ALGER, 11 FÉVR. 1889. 433

——— *justice musulmane, région saharienne, recours au midjlès, réitération d'appel, notification, délai..*

Dans la région saharienne non soumise au régime civil, le recours au midjlès implique appel de la décision du cadi interjeté devant la juridiction française, et au besoin équivaut à un appel formel de cette décision.

Le délai de quarante jours dans lequel l'appelant doit, à peine de déchéance, déclarer à l'adel du midjlès qu'il persiste dans son appel ne court qu'à partir de la notification aux parties de l'avis du midjlès.

Le midjlès n'émettant qu'un simple avis, on ne saurait avoir égard à l'appel relevé contre la délibération de ce midjlès par la partie qui avait obtenu gain de cause devant le cadi.

ALGER, 30 MAI 1888. 122

V. *Avocat. — Chose jugée. — Compétence. — Degré de juridiction. — Faillite. — Motifs des jugements. — Propriété. — Référé. — Saisie immobilière.*

Applicabilité des lois en Algérie. — V. *Bois et forêts. — Cour d'assises. — Élections consulaires. — Exploit. — Expropriation publique.*

Applicabilité des lois en Tunisie. — V. *Intérêts de capitaux. — Prescription civile. — Vente publique de meubles.*

Armes de guerre, *détention illégale, loi du 24 mai 1834.*

En Algérie, le délit de détention illégale d'armes de guerre est prévu et puni par la loi du 24 mai 1834.

ALGER, 11 OCT. 1888. 186

V. *Munitions de guerre.*

Assistance judiciaire. — V. *Caution* judicatum solvi.

Pages

Avaries, *règlement, lieu de déchargement, connaissement, port d'armement, compétence.*

Aux termes de l'art. 658 du Code de commerce italien et des art. 414 et 416 du Code de commerce français, le règlement des avaries doit se faire dans le lieu du déchargement du navire.

Mais cette règle ne présente pas un caractère d'ordre public ; aucune disposition de la loi française ou de la loi italienne n'interdit aux parties intéressées d'y déroger par des conventions particulières.

TRIB. DE TUNIS, 25 OCT. 1888. 517

V. *Navire.*

Aveu. — V. *Abus de confiance.*

Avocat, *Tunisie, admission au stage, conseil de discipline, tribunal de Tunis, décision, bâtonnier de l'ordre, appel, irrecevabilité.*

Les conseils de discipline de l'ordre des avocats ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son admission au tableau remplit les conditions nécessaires à cet effet, et leurs décisions ne sont susceptibles d'aucun recours quand l'admission est prononcée ;

Il en est ainsi même dans le cas où, comme à Tunis, aux termes du décret du président de la République française du 1er octobre 1887, le tribunal exerce les attributions de conseil de discipline ;

En conséquence, doit être déclaré non recevable l'appel relevé devant la Cour d'Alger par le bâtonnier de l'ordre des avocats près le tribunal de Tunis, soit en ladite qualité, soit en son nom personnel, soit au nom de ses autres confrères, d'une décision de ce tribunal qui a prononcé l'admission au stage d'un avocat.

ALGER, 4 NOV. 1889. 507

Avoué. — V. *Folle enchère.*

B

Bail à kirdar. — V. *Compétence.*

Banque de l'Algérie. — V. *Effets de commerce.*

Banqueroute frauduleuse. — V. *Compétence correctionnelle.*

Banqueroute simple. — V. *Compétence correctionnelle.*

Beït-el-mal. — V. *Propriété.*

Billet à ordre. — V. *Acte sous seing privé.* — *Effets de commerce.* — *Novation.*

Bois et forêts, *délit forestier, droits d'usage, reconnaissance et*

constatation, pouvoirs du juge ; affranchissement, rachat, forêts défensables ; Code forestier, Algérie, applicabilité ; droits acquis avant la loi du 16 juin 1851, mode d'exercice, chèvres, pacage, art. 78 du Code forestier.

La juridiction répressive étant obligée, pour déclarer qu'un fait n'est pas punissable, de constater qu'il ne dépasse pas la limite d'un droit, le juge ne statue pas *ultrà petita* en reconnaissant et consacrant des droits d'usage au profit d'un individu prévenu du délit de pacage dans une forêt, alors même que le prévenu n'aurait pas revendiqué ces droits.

De la rubrique et de l'exposé des motifs de la loi du 9 décembre 1885 il résulte que le législateur a voulu affranchir les forêts de l'Algérie des droits d'usage qui les grèvent au profit des indigènes, mais par voie de rachat, et dans les conditions prescrites par l'art. 1er, §§ 5 et 7 de ladite loi ;

Par suite, un propriétaire ne peut, par le moyen de recépages, affranchir ses forêts déclarées défensables par l'administration forestière.

Les forêts de l'Algérie sont régies par le Code forestier, et la réserve, consacrée par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1851, des droits d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de cette loi ne doit s'appliquer qu'aux droits eux-mêmes et non au mode d'exercice de ces droits.

Spécialement, celui qui fait pacager des chèvres dans un massif boisé contrevient aux dispositions de l'art. 78 C. for., l'interdiction, en ce qui concerne ces animaux, étant absolue.

TRIB. DE PHILIPPEVILLE, 17 MAI 1889. 399

——— *sénatus-consulte du 22 avril 1863, distraction.*

La soumission au régime forestier d'un terrain boisé, prononcée antérieurement au sénatus-consulte du 22 avril 1863, implique distraction de territoire et réunion de l'immeuble au domaine par application de l'art. 1er, § 2 de ce sénatus-consulte.

TRIB. DE BLIDA, 8 MAI 1889. 360

V. *Compétence.*

Boulanger. — V. *Liberté de l'industrie.*

C

Cadi. — V. *Appel. — Propriété. — Succession musulmane.*

Cautionnement. — V. *Compensation.*

Caution judicatum solvi, *sujet allemand, assistance judiciaire, convention internationale du 20 février 1880.*

Les sujets allemands admis à l'assistance judiciaire en France sont, d'après l'art. 3 de la convention internationale du 20 février 1880, dispensés de la caution *judicatum solvi.*

Le tribunal n'a pas à contrôler les conditions dans lesquelles

Pages

l'assistance a été accordée au demandeur allemand. Il suffit qu'il l'ait obtenue pour que son droit existe avec toutes les conséquences légales qui en dérivent.

TRIB. D'ALGER, 1er JUIN 1887. 40

——— *Tunisie, étranger, dispense.*

Les Européens qui ont entre eux des litiges en Tunisie sont justiciables des tribunaux français, au même titre que les Français, et sont exceptés de la caution *judicatum solvi*, quel que soit leur domicile.

TRIB. DE TUNIS, 13 DÉC. 1888. 135

——— *Tunisie, traité franco-suisse du 15 juin 1869.*

L'étranger défendeur ne peut exiger du demandeur étranger la caution *judicatum solvi*.

Cette caution ne peut être exigée du Suisse demandeur devant un tribunal français, en vertu de l'art. 13 du traité franco-suisse du 15 juin 1869.

Les étrangers justiciables des tribunaux français en Tunisie ne sont pas tenus de fournir la caution *judicatum solvi*, dont ils auraient été affranchis devant leurs juges consuls.

TRIB. DE TUNIS, 2 NOV. 1888. 138

Cession de créance. — V. *Compensation.* — *Notaire.*

Chambres de commerce. — V. *Élections consulaires.*

Chefâa, *loi tunisienne, rite hanéfite, rite malékite, choix, conditions d'exercice, qualité, preuve, affirmation, transaction, droit inexistant, nullité.*

D'après la législation tunisienne, le choix entre le rite hanéfite et le rite malékite appartient au défendeur ;

Tandis que la jurisprudence hanéfite reconnaît la faculté d'exercer le droit de chefâa au propriétaire d'un immeuble contigu à l'immeuble vendu, la jurisprudence malékite ne l'admet qu'au profit du copropriétaire de cet immeuble ;

Dans le rite hanéfite, les formalités légales imposées en Tunisie pour l'exercice du droit de chefâa sont : 1° la déclaration à des notaires, dès que le chefiste a connaissance de la vente, de son intention d'exercer la chefâa ; 2° la délimitation, par ses soins, de la propriété vendue, afin que son droit de propriétaire contigu soit établi d'une façon indiscutable ; 3° l'autorisation demandée, après ces premières formalités, au cadi pour que le notaire puisse dresser l'acte de chefâa ; 4° la consignation immédiate, ou dans un délai très bref, imparti par le cadi, du montant total du prix de la vente ;

Celui qui, pour exercer le droit de chefâa sur un immeuble en qualité de propriétaire de l'immeuble contigu, se prévaut d'un acte par lequel il aurait acheté ce dernier immeuble ne saurait être cru dans ses affirmations tendant à prouver l'antériorité de cet acte sur la vente à l'occasion de laquelle il prétend exercer la chefâa et à se créer ainsi à lui-même un titre illicite pour l'exercice de ce droit ;

Le vendeur de l'immeuble contigu ne peut davantage être admis à faire cette preuve, le texte de Sidi-Khelil et ses commentateurs s'opposant à ce qu'on témoigne d'un fait dont on est soi-même l'auteur, en affirmant qu'on a soi-même transmis la propriété.

D'après Sidi-Khelil, il n'y a pas de présomption possible en cas de contestation sur la priorité des dates de propriété : si chacun se prétend propriétaire depuis plus longtemps que l'autre, le droit de préemption n'est accordé ni à l'un ni à l'autre, sous la réserve du serment dans les conditions déterminées par la loi musulmane ;

L'exercice du droit de chefâa ne peut avoir lieu, même dans le rite hanéfite, lorsque le vendeur, s'étant réservé une bande de terrain autour de sa propriété et des enclaves, a rendu de la sorte impossible toute contiguïté avec une propriété voisine quelconque.

Une transaction comportant nécessairement l'abandon réciproque de droits légitimes, doit être déclarée radicalement nulle celle qui est basée, au regard de l'une des parties, sur un droit non existant (dans l'espèce le droit de chefâa).

TRIB. DE TUNIS, 2 JUIN 1884. 169

Chemin de fer, *transport de marchandises, tarifs, action en détaxe, fin de non recevoir, désignation spéciale, assimilation, force obligatoire, convention dérogatoire, nullité.*

Antérieurement à la loi du 11 avril 1888, modificative des art. 105 et 108 C. com., la fin de non recevoir de l'art. 105 était inapplicable à l'action en répétition de sommes perçues par suite de la fausse application des tarifs.

La taxe par assimilation, pour la détermination du prix du transport d'une marchandise par chemin de fer, n'est autorisée qu'autant que ladite marchandise ne figure pas dans les nomenclatures des tarifs ; par suite, elle n'est pas permise quand cette marchandise est spécialement désignée dans les tarifs en vigueur.

Les tarifs de chemins de fer régulièrement homologués et publiés ont force de loi ; il ne peut y être dérogé, ni explicitement, ni tacitement, par des conventions particulières intervenues entre les agents des compagnies et les expéditeurs.

TRIB. COM. D'ALGER, 23 MARS 1889. 306

Chemin rural. — V. *Route nationale.*

Chemin vicinal. — V. *Voirie.*

Chose jugée, *décision ministérielle, tribunaux civils, identité de demandes.*

Il y a chose définitivement jugée par la décision du ministre de la guerre, non régulièrement attaquée dans le délai légal, qui a rejeté des prétentions identiques à celles dont la juridiction civile s'est trouvée ultérieurement saisie.

ALGER, 10 JUILL. 1889. 481

—— *immeuble, adjudication, cahier des charges, interprétation, arrêt antérieur, servitude.*

Un arrêt méconnaît formellement l'autorité de la chose jugée lorsqu'il déclare l'existence d'un droit de passage en se fondant sur le cahier des charges d'une adjudication, bien qu'un arrêt antérieur passé en force de chose jugée ait décidé entre les mêmes parties, par interprétation du même cahier des charges, qu'aucune servitude de passage n'existait au profit du réclamant sur l'immeuble litigieux.

CASS. (CIV.), 6 MARS 1889. 202

immeuble, revendication, ayant cause à titre particulier, copartageant, objet divisible.

La chose jugée contre l'ayant cause à titre particulier n'est pas, en principe, applicable à son auteur ;

En conséquence, viole l'art. 1351 C. civ. l'arrêt qui déclare que l'héritier du vendeur d'un immeuble a été représenté par l'acheteur dans l'instance en revendication dudit immeuble, sans indiquer le fait juridique, vente ou rétrocession, par suite duquel cet héritier serait rentré en possession de l'immeuble dont il s'agit.

La chose jugée contre un copartageant n'est pas opposable à un autre copartageant quand il s'agit d'un objet indivisible ;

Par suite, manque de base légale l'arrêt qui décide qu'un copartageant a été représenté par son copartageant dans l'instance en revendication d'un immeuble, sans s'expliquer sur la question de partage, qui avait fait devant la Cour l'objet d'un chef de conclusions spécial.

CASS. (CIV.), 16 AVRIL 1889.

jonction d'instances, demandes distinctes, appel, jugement infirmé.

La jonction de deux demandes qui ont des objets bien distincts et qui sont relatives à des intérêts différents ne saurait avoir pour résultat de fondre ces deux demandes au point de les lier indissolublement l'une à l'autre et de les soumettre fatalement à un sort identique ; malgré leur jonction, ces demandes conservent leur caractère et leur existence propres ;

En conséquence, si un jugement rendu sur les deux demandes, et ordonnant une expertise, a été frappé d'appel en ce qui concerne l'une d'elles, et qu'un arrêt ait infirmé ce jugement, il n'y a pas chose jugée en appel relativement à l'autre demande ; l'exécution du jugement, quant à l'autre demande, peut être poursuivie sans qu'on puisse opposer l'exception de la chose jugée.

ALGER, 2 JANV. 1889. 458

V. *Compétence.*

Circonstances atténuantes. — V. *Armes de guerre.*

Commerçant, *mineur, émancipation, autorisation, irrégularité, acte de commerce, faillite, compétence.*

Un mineur n'est pas régulièrement autorisé à faire le commerce lorsqu'au moment de son émancipation il était âgé de moins de seize ans, cette émancipation, nulle *ab initio*, n'ayant pu à aucun moment produire effet ni être rétroactivement validée ;

Il en résulte que l'engagement souscrit par lui ne peut avoir un caractère commercial, que la juridiction commerciale est incompétente pour en connaître, et que ce mineur, n'étant pas commerçant, ne peut être déclaré en faillite.

ALGER, 26 JUIN 1888. 69

Commissionnaire de transport, *marchandises, pertes, responsabilité, action en garantie, premier transporteur, délai.*

L'action récursoire prévue par la loi du 11 avril 1888 doit être formée dans le délai d'un mois à partir du jour de l'exercice de l'action contre le garanti, sans qu'il y ait lieu d'ajouter des délais de distance, que ledit article ne prévoit pas ;

Et il en est ainsi de l'action en garantie exercée par un commis-

Pages

sionnaire de transport contre une compagnie de chemins de fer dont il a reçu la marchandise, lorsque ce commissionnaire est lui-même actionné en responsabilité par le destinataire.
TRIB. COM. D'ALGER, 2 MARS 1889. 381

V. *Responsabilité.*

Communauté conjugale. — V. *Hypothèque légale.*

Commune, *culte israélite, grand rabbin, Algérie, indemnité de logement, dépenses obligatoires, contestation, compétence.*
Sous l'empire de la loi du 18 juillet 1837 (art. 36), l'obligation des communes de fournir une indemnité de logement aux ministres des cultes salariés par l'État n'était pas subordonnée à la justification de l'insuffisance des revenus des administrations préposées aux cultes;
Cette législation était applicable au culte israélite, en Algérie comme en France *(O. 7 août 1842; O. 28 sept. 1847, art. 40, § 5; D. 20 nov. 1869).*
Depuis la loi du 5 avril 1884 (art. 136), il doit être statué par décret, et non par décision du ministre de l'intérieur, sur la contestation existant, au sujet de l'indemnité de logement d'un grand rabbin, entre la commune dont le concours financier est réclamé et le consistoire israélite qui ne peut pourvoir par lui-même au paiement de l'indemnité.
CONS. D'ÉTAT, 23 NOV. 1888. 393

——— *terrains domaniaux, concession, conditions, inexécution consacrée par le conseil municipal, délibération, validité, révocation de la concession, voie à suivre.*
Lorsque l'État a concédé gratuitement à une commune, par un décret spécial et pour un usage déterminé, divers terrains domaniaux situés en Algérie, sous peine de révocation immédiate de la concession dans le cas où l'affectation prévue serait changée, les délibérations du conseil municipal qui consacrent ce changement, sans porter toutefois sur une matière étrangère aux attributions de ce conseil, ne sont pas de nature à être annulées par le préfet en exécution de l'art. 63 de la loi du 5 avril 1884 ;
Il appartient seulement au préfet de poursuivre par les voies de droit la révocation de la concession pour inexécution des conditions imposées.
CONS. D'ÉTAT, 8 JUILL. 1887. 257

V. *Compétence.* — *Dommages-intérêts.* — *Instruction publique.* — *Travaux publics.*

Compensation, *cession de créance, dette, extinction, imputation, caution, décharge.*
La cession de créance faite par un débiteur à son créancier a pour conséquence immédiate et directe d'éteindre jusqu'à due concurrence les dettes du cédant envers le cessionnaire ;
Les dettes éteintes par la compensation sont, dans le silence des parties, celles que le débiteur avait le plus d'intérêt à acquitter, les plus anciennes, et surtout les dettes commerciales *(C. civ., art. 1256)* ;
La libération du débiteur principal décharge en même temps la caution.
ALGER, 28 MAI 1887. 350

Pages

Compétence, *commune, acquisition, section de commune, séparation, action en paiement, exception.*

Le tribunal civil, juge de l'action en paiement du prix d'une vente consentie à une commune, est juge de l'exception fondée sur la nullité de la vente, lorsque la connaissance de cette exception ne nécessite pas l'interprétation d'actes administratifs dont les énonciations et les dispositions manqueraient de clarté et de précision.

En conséquence, l'autorité judiciaire, appréciant souverainement les documents non contestés qui lui ont été soumis, peut décider sans excéder ses pouvoirs que la délibération du conseil municipal relative à l'acquisition faite par la commune n'est pas de celles pour lesquelles l'approbation du préfet est obligatoire.

L'autorité judiciaire peut également, sans excéder ses pouvoirs, faire l'application de l'arrêté préfectoral qui a fixé la part de la commune dans le prix de la vente, conformément au décret ayant érigé une section de la commune en commune séparée.

CASS. (CIV.), 29 JANV. 1889 464

commune, travaux communaux, préjudice, contrat privé.

Les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour connaître d'une action procédant de contrats privés intervenus entre un particulier et une commune.

Spécialement, lorsque des conventions, ultérieurement approuvées par l'autorité préfectorale, sont intervenues, au cours d'une expertise, entre un particulier et une commune au sujet de réparations nécessitées par le dommage que les travaux de la commune ont causés à la propriété de ce particulier, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur la demande de ce dernier tendant à l'exécution des réparations convenues et à la réparation du préjudice résultant de l'exécution ou de l'insuffisance de ces réparations.

ALGER, 5 DÉC. 1888. 46

demande mobilière, musulmans, loyer, immeuble soumis à la loi française.

La juridiction musulmane est compétente pour connaître, entre musulmans, d'une demande en paiement d'une somme d'argent, encore bien que cette somme provienne des loyers d'un immeuble soumis à la loi française, alors qu'il n'est question ni de la propriété de cet immeuble, ni de l'interprétation des titres constituant cette propriété.

ALGER, 17 DÉC. 1888. 479

domaine de l'État, Algérie, forêt de chênes-liège, concession, propriété, acte administratif, application.

Si l'art. 13 de l'arrêté du 9 décembre 1848 a eu pour effet de rendre applicable à l'Algérie l'art. 4 *in fine* de la loi du 28 pluviôse an VIII, qui attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, cette disposition a été virtuellement abrogée par la loi du 16 juin 1851, dont l'art. 13 défère au tribunal civil les actions immobilières intentées par le domaine ou contre lui, et dont l'art. 23 déclare abrogés, en tout ce qu'ils ont de contraire à la présente loi, les ordonnances, arrêtés et règlements relatifs au domaine national ; D'ailleurs, le décret du 28 décembre 1855, en organisant la procédure à suivre dans toutes les instances domaniales en Algérie, n'a fait que confirmer et maintenir le principe de la compétence judiciaire.

TRIB. DES CONFLITS, 20 JUILL. 1889. 529

juge de paix, matière pénale.

Dans les villes où il existe un tribunal de première instance, le juge de paix n'a, en matière pénale, d'autre compétence que la compétence ordinaire des juges de paix statuant en matière de simple police *(L. 27 mars 1883, art. 3, § 2)*.

CASS. (CRIM.), 29 déc. 1888. 214

juge de paix à compétence étendue, paiement de loyers, validité de saisie gagerie, loi du 25 mai 1838, prix de la location.

Le décret du 19 août 1854 sur les juges de paix de l'Algérie à compétence étendue n'a pas dérogé aux règles spéciales édictées par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838.

Par suite, en Algérie, les juges de paix à compétence étendue ne peuvent connaître d'une demande en paiement de loyers qu'autant que la location annuelle n'excède pas 400 fr. *(1re espèce)*.

Contrà : — En matière de demandes en paiement de loyers et en validité de saisie gagerie, la limitation apportée à la compétence des juges de paix par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838 n'est pas applicable aux juges de paix à compétence étendue, et la compétence de ces magistrats est réglée non par le montant de la location annuelle, mais par le quantum de la somme réclamée pour loyers *(2e espèce)*.

TRIB. D'ALGER, 30 JUILL. 1886 et TRIB. D'ORAN, 7 MAI 1889. 542

machine à vapeur, incendie, dommages aux champs, propriété, indemnité.

Si la demande tendant à la réparation du dommage causé aux arbres et aux récoltes par un incendie provenant d'une machine à vapeur est de la compétence de la juridiction exceptionnelle du juge de paix aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, c'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître de la demande en paiement d'une indemnité à raison de la dépréciation causée à la propriété par ledit incendie.

En conséquence, c'est devant le tribunal de droit commun que doit être portée l'action qui comprend à la fois ces deux chefs de conclusions.

ALGER, 25 AVRIL 1889. 365

partage, Tunisie, immeuble non immatriculé, défendeur tunisien.

Le Tunisien, défendeur à une action relative à un immeuble situé en Tunisie et non immatriculé, notamment à une demande en partage de cet immeuble, peut accepter la compétence de la juridiction française ou demander son renvoi devant les tribunaux indigènes.

TUNIS, 17 JANV. 1889. 420

propriété, Algérie, décret de délimitation, acte administratif, interprétation, motifs.

Si les tribunaux ordinaires ne peuvent, sans commettre un excès de pouvoir, interpréter des actes administratifs, ils ont le droit de faire l'application des dits actes lorsque le texte en est clair et précis et d'en tirer les conséquences juridiques qui en résultent.

CASS. (REQ.), 17 DÉC. 1888. 223

Tunisie, action immobilière, cause entre Français et Tunisien, tribunal du chara, tribunal français.

Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour connaître d'une action immobilière formée par un sujet tunisien contre un Français, alors même que ce dernier aurait introduit devant le tribunal du chara, au cours de l'instance engagée contre lui, une demande en nullité de l'acte de vente en vertu duquel ladite action est exercée.

TUNIS, 8 NOV. 1888. 419

Tunisie, jugement, tribunal italien, exequatur.

Le tribunal français de Tunis est incompétent pour ordonner, sans révision au fond, l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal italien depuis la suppression des juridictions consulaires en Tunisie.

Les parties qui veulent poursuivre cette exécution sans révision au fond doivent obtenir d'une Cour d'appel italienne des lettres rogatoires, et porter leur demande devant une Cour française (*Traité franco-sarde du 24 mars 1760; déclaration du 17 sept. 1760*).

TRIB. DE TUNIS, 13 DÉC. 1888. 135

Tunisie, juridiction consulaire, jugement, appel, exequatur.

Le tribunal français de Tunis est compétent pour ordonner l'exécution des jugements rendus par les anciens tribunaux consulaires italiens, sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité franco-sarde du 24 mars 1760;

Peu importe que le litige se soit terminé devant la juridiction d'appel et non devant la juridiction consulaire, alors surtout que le jugement de première instance a été simplement confirmé en appel, auquel cas, suivant la jurisprudence italienne, la sentence des premiers juges constitue le véritable titre dont l'exécution peut être poursuivie;

En réservant aux tribunaux consulaires italiens la connaissance des litiges en cours, la convention diplomatique du 25 janvier 1884 n'a pas entendu que les parties pourraient revenir devant ces tribunaux pour la procédure d'exécution;

A supposer qu'il en fût autrement, l'exécution par la voie consulaire serait purement facultative, et, d'autre part, on ne saurait considérer comme litige en cours un litige tranché par une sentence définitive contre laquelle aucun pourvoi n'a été formé devant une juridiction supérieure.

TRIB. DE TUNIS, 13 DÉC. 1888. 130

Tunisie, juridiction consulaire, jugement, exequatur.

Le tribunal français de Tunis est compétent pour ordonner l'exécution en Tunisie des jugements rendus par les anciennes juridictions consulaires de la régence et notamment par les tribunaux consulaires italiens.

L'exequatur doit être donné sans révision du fond et sans que les parties soient tenues de suivre les formes longues et compliquées établies par le traité franco-sarde du 24 mars 1760.

TRIB. DE TUNIS, 13 DÉC. 1888. 73

Tunisie, litige entre Tunisiens, gouvernement tunisien, autonomie, protectorat, effets, services administratifs, direction des finances, nationalité.

L'institution du protectorat français dans la régence de Tunis, tout

en attribuant à la France des droits expressément définis, a néanmoins maintenu l'autonomie du gouvernement tunisien ;

Il en résulte qu'en dehors des services que l'accord des parties contractantes ou l'interprétation de leurs conventions ont expressément rattachés à la métropole, toutes les administrations organes de l'État tunisien sont, comme cet État lui-même, de nationalité tunisienne ;

Il en est ainsi spécialement de la direction des finances, créée et organisée par le pouvoir local ;

En conséquence, cette administration, n'ayant d'ailleurs été soumise à la juridiction exceptionnelle des tribunaux français par aucune disposition législative, ne saurait, dans les litiges s'agitant entre elle et un Tunisien, reconnaître d'autres juges que les locaux.

TRIB. DE TUNIS, 24 JUIN 1889. 421

Tunisie, statut personnel, Tunisiens musulmans ou israélites, musulmans algériens, protégés français ou européens.

Une demande en production de compte de tutelle entre musulmans se rattache au statut personnel et, par suite, est de celles réservées aux tribunaux religieux tunisiens, lorsqu'elles concernent des Tunisiens musulmans ou israélites (*D. 31 juil. 1884, art. 2*).

Les tribunaux français, en Tunisie, ne seraient compétents pour connaître d'une semblable demande que s'il s'agissait de la succession d'un musulman algérien et de la tutelle de mineurs algériens, ou encore, si le *de cujus* ou les mineurs étaient protégés français ou d'une puissance européenne.

TRIB. DE SOUSSE, 9 MAI 1889. 88

Tunisie, sujets tunisiens, matière immobilière, statut personnel, bail à kirdar, incompétence des tribunaux français, ordre public.

Les tribunaux français, en Tunisie, sont incompétents pour connaître, entre Tunisiens, d'un litige ayant à la fois pour objet l'application d'un droit immobilier et l'interprétation de la loi religieuse musulmane (*L. 27 mars 1883 ; D. B. 5 mai 1883 et 31 juill. 1884*).

Il en est ainsi, spécialement, d'une contestation relative à un bail à kirdar, lequel a pour effet de donner au preneur un droit d'établissement sur la superficie d'un immeuble inaliénable par suite de fondation pieuse, moyennant une redevance variable suivant la valeur.

Cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie et aux traités internationaux, est d'ordre public et peut être opposée en tout état de cause.

ALGER, 26 JANV. 1889. 151

Tunisie, tribunaux français, matière immobilière, ordre public, exception, Européens en cause.

Le droit pour les sujets tunisiens de décliner la compétence des tribunaux français en matière immobilière ne tient ni à l'ordre public, ni à l'organisation des juridictions ; c'est une exception purement personnelle établie dans l'intérêt des sujets du bey et à laquelle ceux-ci peuvent renoncer ;

En conséquence, l'exception d'incompétence ne peut être proposée ni par le demandeur européen qui a indroduit son action devant le tribunal français (*1re espèce*), ni même par le défendeur européen après qu'il a conclu au fond (*2me espèce*).

TRIB. DE TUNIS, 13 MARS et 13 JUIN 1889. 484

Pages

——— *Tunisie, tribunaux français, tribunaux tunisiens, matière immobilière, litige entre Tunisiens et Européens, caractère.*

L'incompétence des tribunaux français, en Tunisie, pour connaître des litiges en matière immobilière entre parties dont l'une au moins est un indigène tunisien non protégé est une incompétence purement relative, *ratione personæ*, et non une compétence absolue d'ordre public, *ratione materiæ* ;

Par suite, cette incompétence doit être accueillie lorsqu'elle est invoquée avant toute plaidoirie par la partie qui a le droit d'en bénéficier, mais elle ne peut être proposée par cette partie lorsque celle-ci, en saisissant le tribunal français, a renoncé à s'en prévaloir.

TRIB. DE SOUSSE, 6 et 20 JUIN 1889. 462

Compte courant. — V. Effets de commerce.

Concession d'un droit d'usage. — V. Servitudes.

Concession d'usine. — V. Eaux.

Concordat. — V. Faillite.

Conseil de guerre. — V. Compétence criminelle.

Conseil d'État. — V. Compétence criminelle.

Consignation. — V. Offres de paiement.

Consul. — V. Compétence criminelle.

Contrainte par corps. — V. Faillite.

Contravention. — V. Compétence criminelle.

Contrefaçon. — V. Propriété littéraire.

Contributions directes. — V. Impôts.

Copie de pièces. — V. Enquête.

Corps de délit. — V. Compétence criminelle.

Cour d'appel. — V. Compétence criminelle.

Courtier. — V. Commerçant.

Créance. — V. Faillite.

Créancier. — V. Faillite.

Crime. — V. Compétence criminelle.

Curateur. — V. Faillite.

Débiteur. — V. Faillite.

Déchéance. — V. Faillite.

Déclaration de faillite. — V. Faillite.

Délai. — V. Faillite.

Délit. — V. Compétence criminelle.

Demande en justice. — V. Compétence civile.

Dépens. — V. Frais et dépens.

Dépôt. — V. Faillite.

Dépôt de bilan. — V. Faillite.

Dépôt de marchandises. — V. Faillite.

Dépôt de mendicité. — V. Compétence criminelle.

Dépôt légal. — V. Presse.

Dépôt public. — V. Faillite.

Dépôt volontaire. — V. Faillite.

Dessaisissement. — V. Faillite.

Dette. — V. Faillite.

Dette commerciale. — V. Faillite.

Dette hypothécaire. — V. Faillite.

Dette privilégiée. — V. Faillite.

Dette sociale. — V. Faillite.

Dettes actives. — V. Faillite.

Dettes passives. — V. Faillite.

Dividende. — V. Faillite.

Divorce. — V. Compétence civile.

Domicile. — V. Compétence civile.

Dommages-intérêts. — V. Compétence civile.

Donation. — V. Faillite.

Droit de mutation. — V. Enregistrement.

Droit de timbre. — V. Timbre.

Droits d'enregistrement. — V. Enregistrement.

Droits de mutation. — V. Enregistrement.

Droits de timbre. — V. Timbre.

Eaux. — *Concession d'usine, droit d'usage, droit de propriété, droit de riverain, droit de servitude, droit de vanne, droit d'irrigation, droit fluvial, droit public, droit réel, droit sur les eaux, droit sur les rivières, droit sur les ruisseaux, droit sur les sources, droit sur les terres, droit sur les terrains, droit sur les terrains de culture, droit sur les terrains de pâturage, droit sur les terrains de vignes, droit sur les terrains de vergers, droit sur les terrains de jardins, droit sur les terrains de parcs, droit sur les terrains de forêts, droit sur les terrains de bois, droit sur les terrains de landes, droit sur les terrains de marais, droit sur les terrains de tourbières, droit sur les terrains de salines, droit sur les terrains de mines, droit sur les terrains de carrières, droit sur les terrains de sablières, droit sur les terrains de gravières, droit sur les terrains de glaisières, droit sur les terrains de tuileries, droit sur les terrains de briqueteries, droit sur les terrains de poteries, droit sur les terrains de verreries, droit sur les terrains de fonderies, droit sur les terrains de forges, droit sur les terrains de hauts fourneaux, droit sur les terrains de laminoirs, droit sur les terrains de tréfileries, droit sur les terrains de clouteries, droit sur les terrains de serrureries, droit sur les terrains de ferblanteries, droit sur les terrains de chaudronneries, droit sur les terrains de fonderies de cuivre, droit sur les terrains de fonderies de plomb, droit sur les terrains de fonderies de zinc, droit sur les terrains de fonderies de fer, droit sur les terrains de fonderies de fonte, droit sur les terrains de fonderies de bronze, droit sur les terrains de fonderies de laiton, droit sur les terrains de fonderies de métaux, droit sur les terrains de fonderies de minerais, droit sur les terrains de fonderies de scories, droit sur les terrains de fonderies de crasses, droit sur les terrains de fonderies de battitures, droit sur les terrains de fonderies de limailles, droit sur les terrains de fonderies de rognures, droit sur les terrains de fonderies de chutes, droit sur les terrains de fonderies de déchets, droit sur les terrains de fonderies de résidus, droit sur les terrains de fonderies de matières premières, droit sur les terrains de fonderies de produits finis, droit sur les terrains de fonderies de produits semi-finis, droit sur les terrains de fonderies de produits ouvrés, droit sur les terrains de fonderies de produits manufacturés, droit sur les terrains de fonderies de produits fabriqués, droit sur les terrains de fonderies de produits transformés, droit sur les terrains de fonderies de produits élaborés, droit sur les terrains de fonderies de produits travaillés, droit sur les terrains de fonderies de produits usinés, droit sur les terrains de fonderies de produits moulés, droit sur les terrains de fonderies de produits coulés, droit sur les terrains de fonderies de produits forgés, droit sur les terrains de fonderies de produits laminés, droit sur les terrains de fonderies de produits étirés, droit sur les terrains de fonderies de produits tréfilés, droit sur les terrains de fonderies de produits cloutés, droit sur les terrains de fonderies de produits serrurés, droit sur les terrains de fonderies de produits ferblantés, droit sur les terrains de fonderies de produits chaudronnés, droit sur les terrains de fonderies de produits fondus, droit sur les terrains de fonderies de produits alliés, droit sur les terrains de fonderies de produits mélangés, droit sur les terrains de fonderies de produits composés, droit sur les terrains de fonderies de produits combinés, droit sur les terrains de fonderies de produits associés, droit sur les terrains de fonderies de produits unis, droit sur les terrains de fonderies de produits joints, droit sur les terrains de fonderies de produits liés, droit sur les terrains de fonderies de produits attachés, droit sur les terrains de fonderies de produits fixés, droit sur les terrains de fonderies de produits scellés, droit sur les terrains de fonderies de produits cimentés, droit sur les terrains de fonderies de produits collés, droit sur les terrains de fonderies de produits soudés, droit sur les terrains de fonderies de produits brasés, droit sur les terrains de fonderies de produits rivés, droit sur les terrains de fonderies de produits vissés, droit sur les terrains de fonderies de produits boulonnés, droit sur les terrains de fonderies de produits agrafés, droit sur les terrains de fonderies de produits cousus, droit sur les terrains de fonderies de produits tissés, droit sur les terrains de fonderies de produits tricotés, droit sur les terrains de fonderies de produits crochetés, droit sur les terrains de fonderies de produits tressés, droit sur les terrains de fonderies de produits nattés, droit sur les terrains de fonderies de produits feutrés, droit sur les terrains de fonderies de produits collés, droit sur les terrains de fonderies de produits encollés, droit sur les terrains de fonderies de produits apprêtés, droit sur les terrains de fonderies de produits teints, droit sur les terrains de fonderies de produits imprimés, droit sur les terrains de fonderies de produits gaufrés, droit sur les terrains de fonderies de produits moirés, droit sur les terrains de fonderies de produits satinés, droit sur les terrains de fonderies de produits lustrés, droit sur les terrains de fonderies de produits calandrés, droit sur les terrains de fonderies de produits pressés, droit sur les terrains de fonderies de produits emballés, droit sur les terrains de fonderies de produits empaquetés, droit sur les terrains de fonderies de produits ficelés, droit sur les terrains de fonderies de produits cordés, droit sur les terrains de fonderies de produits noués, droit sur les terrains de fonderies de produits liés, droit sur les terrains de fonderies de produits attachés, droit sur les terrains de fonderies de produits fixés, droit sur les terrains de fonderies de produits scellés, droit sur les terrains de fonderies de produits cimentés, droit sur les terrains de fonderies de produits collés, droit sur les terrains de fonderies de produits soudés, droit sur les terrains de fonderies de produits brasés, droit sur les terrains de fonderies de produits rivés, droit sur les terrains de fonderies de produits vissés, droit sur les terrains de fonderies de produits boulonnés, droit sur les terrains de fonderies de produits agrafés, droit sur les terrains de fonderies de produits cousus, droit sur les terrains de fonderies de produits tissés, droit sur les terrains de fonderies de produits tricotés, droit sur les terrains de fonderies de produits crochetés, droit sur les terrains de fonderies de produits tressés, droit sur les terrains de fonderies de produits nattés, droit sur les terrains de fonderies de produits feutrés, droit sur les terrains de fonderies de produits collés, droit sur les terrains de fonderies de produits encollés, droit sur les terrains de fonderies de produits apprêtés, droit sur les terrains de fonderies de produits teints, droit sur les terrains de fonderies de produits imprimés, droit sur les terrains de fonderies de produits gaufrés, droit sur les terrains de fonderies de produits moirés, droit sur les terrains de fonderies de produits satinés, droit sur les terrains de fonderies de produits lustrés, droit sur les terrains de fonderies de produits calandrés, droit sur les terrains de fonderies de produits pressés, droit sur les terrains de fonderies de produits emballés, droit sur les terrains de fonderies de produits empaquetés, droit sur les terrains de fonderies de produits ficelés, droit sur les terrains de fonderies de produits cordés, droit sur les terrains de fonderies de produits noués*

Par suite, la demande tendant à l'attribution de cette soulte ne peut être considérée comme une demande mobilière rentrant dans la compétence de la juridiction musulmane.

ALGER, 4 DÉC. 1888.

Compte courant. — V. *Effets de commerce.*

Concession de terres domaniales, *déclaration de domicile, déchéance, mise en demeure, irrégularité.*

L'arrêté par lequel le préfet prononce la déchéance d'un lot de ferme concédé en Algérie à un colon est entaché d'irrégularité s'il n'a pas été précédé d'une mise en demeure notifiée au concessionnaire en son domicile ou, lorsque ce domicile n'est pas connu, à la mairie de la situation des biens (*D. 30 sept. 1878, art. 17, 18 et 20*).

Le concessionnaire n'est par tenu de renouveler devant l'autorité civile la déclaration de domicile qu'il a faite à l'autorité militaire avant que le territoire militaire sur lequel était située la propriété concédée ait été érigé en commune mixte.

CONS. D'ÉTAT, 13 OCT. 1888.

Concession de terres domaniales, *département, création d'hospices, retrait de concession, impenses, demande en remboursement, gouverneur général, compétence.*

Au cas de retrait par l'État d'une concession de terrains domaniaux faite à un département pour la construction d'hospices, il n'appartient pas au gouverneur général de l'Algérie de prononcer sur la demande en remboursement d'impenses formée par le département dépossédé, et les instructions données par le ministre de l'intérieur ne peuvent avoir pour effet de le rendre compétent pour statuer.

CONS. D'ÉTAT, 23 NOV. 1888.

Confiscation. — V. *Responsabilité.*

Conflit d'attribution. — V. *Appel. — Conseil de guerre.*

Conseil de famille. — V. *Tutelle.*

Conseil de guerre, *ordre de mise en jugement, jugement d'incompétence, conflit négatif, règlement de juges.*

La contrariété de décisions entre l'ordre de mise en jugement délivré par le général commandant la division et le jugement du conseil de guerre qui s'est déclaré incompétent constitue un conflit négatif donnant lieu à règlement de juges.

Le crime commis en pays étranger, au Maroc spécialement, par un indigène musulman non naturalisé appartenant à un territoire militaire, est de la compétence de la Cour d'assises, la juridiction militaire étant réservée exceptionnellement aux crimes commis par les indigènes non naturalisés dans les territoires militaires algériens.

CASS. (CRIM.), 19 DÉC. 1884.

Conservateur des hypothèques, *responsabilité, action, recevabilité; état d'inscriptions, omission; débiteur, prénoms, identité, réquisition, lacunes, erreurs, désignation insuffisante.*

Actionné par un créancier inscrit en réparation du préjudice qui lui a occasionné l'omission, dans un état hypothécaire, d'une inscription prise au profit d'un autre créancier, le conservateur des hypothèques ne peut opposer à cette demande une fin de non recevoir tirée de ce que le demandeur aurait laissé colloquer ce dernier créancier sans contredire l'ordre, au lieu de faire prononcer la nullité de cette inscription, comme contenant une désignation inexacte du débiteur, alors surtout qu'il n'est nullement démontré qu'une demande en nullité de ladite inscription eût abouti. — La circonstance que le conservateur n'a pas été mis en cause, à la suite de la collocation du créancier bénéficiaire de l'inscription omise, ne peut davantage constituer une fin de non recevoir contre le conservateur.

Le conservateur n'est tenu de comprendre dans l'état qu'il délivre que les inscriptions grevant d'une manière certaine la personne dénommée dans la réquisition. — Non-seulement, en principe, il n'est pas tenu de remédier aux lacunes ou aux erreurs soit de la réquisition, soit de l'inscription, mais, s'il ne se conforme pas strictement à la teneur de ces documents, il agit à ses risques et périls et cesse d'être couvert par les prescriptions de la loi.

Spécialement, la responsabilité du conservateur est à couvert lorsque, requis de délivrer un état d'inscriptions sur un débiteur prénommé dans la réquisition *Pierre André*, le conservateur a omis, dans cet état, une inscription dans laquelle le débiteur est prénommé *Adrien*, et l'on ne peut lui faire grief de ne s'être pas assuré par des investigations personnelles que les prénoms de *Pierre André* et d'*Adrien* s'appliquaient au même individu ; alors surtout que l'inscription prise contre *Adrien* l'ayant été en vertu d'une hypothèque judiciaire ne contenait aucune désignation de nature à révéler au conservateur qu'il s'agissait des mêmes immeubles, et par conséquent du même propriétaire. — De ce que l'inscription omise figurait dans un autre état délivré à une date ultérieure (plus de trois ans après), il ne résulte pas que le conservateur a été en faute de ne pas la comprendre dans le premier état, lorsque c'est dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la délivrance de ces deux états qu'une inscription requise par un autre créancier contre *Pierre André dit Adrien* a fait connaître ainsi, et pour la première fois, révélé au conservateur que ces trois prénoms s'appliquaient à la même personne.

ALGER, 11 MARS 1889. 403

Consistoire israélite, *Algérie, action en justice, mémoire préalable, autorisation de plaider.*

En Algérie, les consistoires israélites ne peuvent plaider qu'après autorisation administrative. — Le défaut d'autorisation peut être opposé en tout état de cause et même d'office.

Une demande contre un consistoire israélite n'est pas soumise au dépôt d'un mémoire préalable.

TRIB. D'ORAN, 7 JANV. 1889. 34

Contrat de transport. — V. *Responsabilité.*

Cour d'assises, *Algérie, incompétence,* loi du 21 novembre 1872, décret du 7 août 1848, *applicabilité, promulgation.*

Contrat ignoratif. — V. *Vente.*

Contrat selem, *Tunisie, usages locaux, caractère, invention, prix, avance, remboursement.*

Le contrat *selem* spécial au pays, ne renferme, d'après les usages tunisiens, qu'une avance sur le prix d'une quantité d'huile à provenir de la récolte lors prochaine et livrable à l'époque de cette récolte,

— A défaut de livraison au temps fixé, la partie qui a fait l'avance sur le prix a droit qu'au remboursement de cette avance et, en outre, à la réparation du préjudice résultant de l'inexécution.

TRIB. DE SOUSSE, 24 OCT. 1889. 606

Contravention, *police des garnis, excuse de bonne foi.*

Le logeur en garni est tenu, en vertu de l'art. 475, § 2 C. pén., d'inscrire sur un registre non seulement les noms des personnes qu'il reçoit, mais encore les noms de celles qui seraient introduites dans sa maison par ses locataires.

En matière de contravention, la bonne foi du délinquant ne peut être invoquée comme une excuse.

CASS. (CRIM.), 26 AVRIL 1888. 51

Contributions directes, *Algérie, conseil de préfecture, compétence, formes d'instruction, impôts arabes, lezma, réclamation, délai, recevabilité, patentes, réclamation, lezmas échus, quittance non produite, irrecevabilité.*

Les conseils de préfecture, en Algérie, statuant sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans les mêmes formes d'instruction, il en résulte que l'art. 28 de la loi du 21 avril 1832 et l'art. 8 de la loi du 4 août 1844 sont applicables, en Algérie, aux demandes en décharge ou réduction des impôts directs (*O. 10 août 1834, 15 avril 1845 et 1er sept. 1847 ; A. 9 déc. 1848*).

En conséquence, le contribuable qui, lors de la publication des rôles de l'impôt lezma dans une commune, avait sa résidence dans une autre commune, est recevable à former une réclamation dans les trois mois de la connaissance par lui acquise de l'imposition (*1re espèce*).

Mais la réclamation non accompagnée de la quittance des termes échus est irrecevable et demeure telle, bien que le contribuable ait acquitté le montant desdits termes postérieurement à l'arrêté du conseil de préfecture qui a déclaré l'irrecevabilité (*2e espèce*).

CONS. D'ÉTAT, 2 MARS 1888. 609

——— *patentes, Algérie, réclamation, délai, déchéance.* 403

Sont applicables en Algérie les art. 28 de la loi du 21 avril 1832 et 8 de la loi du 4 août 1844 aux termes desquels les demandes en décharge ou réduction des contributions directes doivent être formées dans les trois mois de la publication des rôles.

En Algérie, les conseils de préfecture statuent sur toutes les matières dont la connaissance est dévolue aux conseils de préfecture en France et dans les mêmes formes d'instruction.

CONS. D'ÉTAT, 4 MAI 1888. 571

V. *Taxe des loyers. — Taxe sur les chiens. — Voirie.*

Contrôleur civil. — V. *Juge de paix.*

Cour d'assises, *juré, Algérie, incapacité, loi du 21 novembre 1872, décret du 7 août 1848, applicabilité, promulgation.*

N'est pas incapable d'être juré en Algérie un individu condamné pour entretien d'une concubine au domicile conjugal, cette incapacité n'étant pas au nombre de celles édictées par l'art. 2 de la loi du 21 novembre 1872 (*1re espèce*).

Contrà : Le décret du 7 août 1848, sur le jury, rendu applicable à l'Algérie par le décret des 24 octobre-19 novembre 1870, est demeuré en vigueur dans cette région, nonobstant les lois postérieures qui

non promulguées en Algérie, n'ont pas modifié les règles relatives aux incapacités et incompatibilités en cette matière.

Est, par suite, incapable d'être juré, en Algérie, aux termes de l'art. 2, § 3 du décret du 7 août 1848, un individu qui a été condamné, par une juridiction répressive quelconque, civile ou militaire, à une peine correctionnelle pour un fait qualifié crime par la loi (*2e espèce*).

CASS. (CRIM.), 31 JUILL. 1884 et 16 JUIN 1887.

---

jury, serment, prestation, refus, jugement, remise, supérieure, accusé, détention préventive, prolongation, faute, préjudice, dommages-intérêts.

Le juré qui refuse de prêter le serment obligatoire imposé à tous les jurés, sans distinction de croyances, par l'art. 312 C. d'inst. crim. et fait ainsi renvoyer à une session ultérieure le jugement de l'affaire dans laquelle il est appelé à siéger commet une faute et fait subir à l'accusé un préjudice dont il lui doit réparation ;

Pour l'évaluation de ce préjudice il n'y a pas lieu de faire état de la prolongation de la détention préventive, alors, d'une part, l'accusé, jugé à une autre session, n'a pas été acquitté, et que, d'autre part, l'accusé au lieu de demander le renvoi de son affaire à un autre jour de la session, s'était borné à demander acte de ses réserves à fin de dommages-intérêts contre le juré qui avait refusé de prêter serment.

ALGER, 30 OCT. 1889.

Cours d'eau. — V. *Acte administratif.*

Courtier maritime, *déclaration en douane, privilège, maître ou marchand, mandataire, employé subalterne, usurpation.*

Les courtiers interprètes et conducteurs de navires ont le droit exclusif d'assister les maîtres et marchands ou les capitaines de navire dans leurs démarches aux bureaux de douanes pour y faire leurs déclarations (*A. 29 prairial an X, art. 4 ; O. août 1681 ; C. com., art. 80*).

Si l'art. 14 du titre VII, livre 1er de l'ordonnance de 1681 peut autoriser les maîtres et marchands qui ne voudraient pas se servir d'interprètes ni de courtiers à se faire remplacer par des commis exclusivement attachés à leur maison de commerce et chargés de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler dans la localité où elle est établie, cette exception ne saurait être étendue à un employé qui ne réunirait pas ces conditions et dont la personnalité ne se confondrait pas avec celle de la maison ;

En conséquence, c'est à bon droit qu'un arrêt a déclaré coupable de courtage illicite, tombant sous l'application de l'art. 8 de la loi du 28 ventôse an IX, l'employé d'une compagnie de navigation maritime, pour avoir, à plusieurs reprises, expédié en douane, à leur entrée et à leur sortie du port, les bateaux de ladite compagnie, alors que l'arrêt déclare que le prévenu n'est pas en cette localité l'agent de la compagnie chargé de la représenter dans toutes les affaires qu'elle peut avoir à régler sur la place, mais un employé subalterne auquel le consignataire, représentant réel de la compagnie, aurait donné le pouvoir spécial de la suppléer en ce qui concerne toutes les opérations à effectuer en douane.

CASS. (CRIM.), 10 MAI 1889, et ALGER, 19 JANV. 1884.

Culte. — V. *Commune.*

Défenseur. — V. *Folle enchère. — Relégation.*

Degré de juridiction, *appel, recevabilité, taux du ressort, demande reconventionnelle, moyen de défense.*

Exclusivement applicable aux demandes reconventionnelles, l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 ne concerne aucunement les moyens de défense à l'action principale.

Par suite, l'appel demeure irrecevable si, la demande principale étant inférieure au taux du premier ressort, le défendeur invoque en première instance, et à titre de moyen de défense, l'extinction d'une obligation dont le chiffre excède les limites du dernier ressort.

ALGER, 28 NOV. 1888. 453

commandement, opposition, nullité, inscription de faux, demandeur, défense à l'action principale, demande reconventionnelle, taux du ressort, appel, recevabilité.

L'opposition à commandement, avec une asssignation en nullité de cet acte, de même que l'inscription de faux effectuée contre la décision judiciaire en vertu de laquelle ce commandement est signifié, ne constituent au fond que des défenses à l'action principale;

Ces incidents ne peuvent avoir pour effet d'intervertir les rôles des plaideurs; celui qui les a soulevés conservant le double rôle de débiteur et de défendeur à l'action principale, celui contre qui ils sont soulevés conservant le rôle de demandeur originaire.

En conséquence, l'appel interjeté contre les jugements statuant sur ces incidents n'est recevable qu'autant que l'objet de la demande principale et originaire dépasse le taux du premier ressort.

Et la demande en dommages-intérêts formée à l'occasion de ces incidents n'est qu'une demande reconventionnelle basée sur la demande principale, et, par suite, régie par l'art. 2, § 3 de la loi du 11 avril 1838.

L'inscription de faux constitue un incident auquel s'applique le principe que le juge du fond est juge de l'exception; le juge a donc pour statuer sur cet incident, la même compétence, au point de vue du taux du ressort, que celle qui lui est attribuée sur le fond du débat.

ALGER, 16 MAI 1888. 526

dommages-intérêts, demandeur, demande principale, taux du ressort, clause d'usage.

La quotité des dommages-intérêts réclamés par le demandeur doit être, pour la fixation du ressort, ajoutée au chiffre de la demande principale contenu dans l'exploit introductif d'instance.

Il en est ainsi alors même que cette réclamation de dommages-intérêts est formée accessoirement à la demande principale et fondée sur le préjudice causé par la demande.

L'abandon à un jockey du cinquième des prix de course gagnés est, à titre de clause d'usage, implicitement contenu dans la convention intervenue entre lui et le propriétaire du cheval ou celui qui le fait courir *(C. civ., art.* 1135).

ALGER, 16 MAI 1888. 254

saisie-exécution, taux du ressort, demande en distraction.

Dans les rapports du saisissant avec le saisi, le montant des causes de la saisie fixe le taux du ressort quelle que soit d'ailleurs la valeur des objets saisis.

Dans les rapports du saisissant et du saisi avec un tiers agissant en distraction d'objets saisis, la valeur des objets ainsi réclamés est la seule dont il y ait à tenir compte pour fixer le taux du ressort ; en conséquence, si cette valeur est indéterminée, l'appel est recevable, quel que soit le montant des causes de la saisie.

ALGER, 3 MARS 1888. 303

taux du ressort, demande, caractère, appréciation, appel, recevabilité.

Encore bien que, d'après la rédaction de la demande il semble s'agir d'une action tendant au paiement, pour trouble de possession, d'une somme n'excédant pas le taux du dernier ressort, l'appel n'en est pas moins recevable, lorsque du rapprochement de la demande et de la défense il résulte que le litige porte, en réalité, sur la propriété d'un terrain dont la nature, la valeur et le revenu sont indéterminés.

ALGER, 9 JANV. 1889. 581

taux du ressort, demande principale, créance supérieure, reliquat, demande reconventionnelle, absence de motifs, nullité.

Le taux du ressort s'établit exclusivement par la quotité de la demande, celle-ci fût-elle le reliquat d'une créance supérieure.

Reste sans influence sur le taux du ressort, à raison de la nullité dont elle est entachée, la demande reconventionnelle dont les motifs n'ont pas été exprimés *(C. pr. civ., art. 61)*.

Au surplus, à défaut d'énonciation des motifs sur lesquels elle s'appuie, une pareille demande est présumée n'avoir d'autre objet qu'une réclamation de dommages-intérêts fondée sur la demande principale ; comme telle, elle ne saurait élever le taux du ressort *(L. 11 avril 1838, art. 2, § 3)*.

Et peu importe qu'une cause nouvelle soit assignée en appel à cette demande reconventionnelle : il n'est pas permis, en appel, de modifier ou de transformer la cause exprimée ou présumée en première instance *(C. pr. civ., art. 464)*.

ALGER, 28 NOV. 1888. 1453

V. *Appel. — Expert.*

Délai de distance. — V. *Appel. — Exploit.*

Demande nouvelle. — V. *Saisie-exécution. — Saisie immobilière.*

Demande reconventionnelle. — V. *Appel. — Degré de juridiction.*

Dépôt. — V. *Abus de confiance.*

Diffamation. — V. *Prescription criminelle. — Presse.*

Distribution par contribution, *Tunisie, ordre entre créanciers, système hypothécaire, compétence.*

Le système hypothécaire et la transcription n'existant pas en Tunisie, et la propriété y étant, en quelque sorte, occulte lorsque l'immeuble n'a pas fait l'objet d'une immatriculation, il en résulte que non seulement la procédure d'ordre organisée par le Code de procédure civile français ne peut être suivie, mais encore que la procédure en attribution de prix réglée par l'art. 773 de ce Code ne peut y être pratiquée;

Par suite, s'il se produit un concours de créanciers pour la distribution d'une même somme, la seule procédure possible dans la régence est celle de distribution par contribution, qui permet à tout créancier de proposer utilement les causes de préférence auxquelles il prétend;

Et le règlement de cette procédure de contribution par les art. 656 et suiv. C. pr. civ. étant d'ordre public comme tenant à l'ordre des juridictions, il y a lieu par le tribunal, saisi de contestations de cette nature, de se déclarer incompétent pour en connaître.

TRIB. DE SOUSSE, 22 FÉVR. 1889. 386

Divorce, *garde de l'enfant confiée au père, droit de visite de la mère.*

Lorsque, à la suite de divorce prononcé aux torts de la femme, la garde de l'enfant issue du mariage a été confiée au père, et que la mère, autorisée à visiter sa fille dans la maison d'éducation où le jugement a ordonné qu'elle serait élevée, a donné à celle-ci de mauvais exemples, il appartient à la justice de prescrire des mesures destinées à empêcher le retour de pareils faits, mais sans que toutefois, les dites mesures puissent aller jusqu'à empêcher d'une façon absolue la mère de contrôler l'éducation de sa fille et jusqu'à soumettre son droit de visite à des conditions tellement rigoureuses qu'elles le rendraient, en fait, presque impraticable.

ALGER, 31 DÉC. 1888.

séparation de corps, conversion, juge rapporteur, nullité, gain de survie.

Le juge rapporteur chargé d'instruire une demande de conversion de séparation de corps en divorce, doit assister à l'audience dans laquelle il est statué sur cette demande, et sa présence doit être constatée par le jugement à peine de nullité;

L'époux contre qui le divorce a été prononcé, et qui a fait à son conjoint une libéralité à titre de gain de survie, ne perd pas, durant sa vie, la jouissance des biens donnés, mais peut être tenu d'en assurer la restitution par une caution.

ALGER, 20 MARS 1888. 60

Dol civil. — V. *Enchères. — Ordre. — Preuve testimoniale. — Propriété. — Saisie-arrêt.*

Domaine de l'État. — V. *Compétence.*

Domicile. — V. *Appel. — Folle enchère. — Péremption d'instance. — Prescription criminelle.*

Dommages aux champs. — V. *Compétence.*

Dommages-intérêts, *commune, délimitation générale, assentiment des habitants, possession de bonne foi, fruits, acquisition.*

Une partie n'est point recevable à se plaindre de dommages qui ne sont que le résultat direct d'opérations à l'exécution desquelles elle avait consenti ;

Spécialement, l'habitant qui a consenti à la délimitation générale des propriétés d'une commune et auquel cette opération a occasionné un retranchement de terrain ne saurait être fondé à réclamer, outre la restitution de ce terrain, des dommages-intérêts, soit à la commune, soit au particulier attributaire de la parcelle retranchée.

Ce particulier, étant possesseur de bonne foi en vertu de cette attribution, a fait les fruits siens.

ALGER, 12 DÉC. 1888.

demande en justice, mauvaise foi, préjudice.

Le demandeur de mauvaise foi peut être condamné à des dommages-intérêts.

ALGER, 26 JUIN 1888.

V. *Conseil de famille. — Cour d'assises. — Degré de juridiction. — Halles et marchés. — Immatriculation. — Responsabilité. — Saisie-exécution.*

Donation, *coutumes kabyles, quotité disponible, immeubles, propriété femme, capacité, donateur, maladie, preuve, validité.*

La coutume de Kabylie n'imposant aucune limite à la libéralité du donateur, une donation entre Kabyles ne peut être critiquée par ce motif que les biens qui en sont l'objet dépasseraient la quotité disponible.

Si, en Kabylie, les donations faites au profit de femmes ont habituellement pour objet soit des valeurs mobilières, soit l'usufruit d'immeubles, ou des droits d'usage ou d'habitation, il est néanmoins permis de disposer en faveur des femmes de la propriété des immeubles.

Les coutumes kabyles ne frappent pas de nullité une donation consentie par un individu déjà atteint de la maladie à laquelle il a succombé, alors que le disposant était parfaitement sain d'esprit au moment où il s'est présenté chez le cadi pour faire dresser acte de sa volonté, et qu'à cette date rien ne faisait présager l'époque de sa mort survenue plusieurs mois après ; — Il importe peu que l'acte n'ait été dressé qu'ultérieurement, cette circonstance n'atteignant ni la volonté, ni la capacité du donateur, et la donation pouvant, en droit kabyle, être établie par la preuve testimoniale.

ALGER, 31 OCT. 1888.

E

Effets de commerce, *billet à ordre, commerçant et non commerçant, endos, fictivité, preuve, tribunal de commerce, compétence, musulman, incapacité, loi applicable.*

A défaut par les signataires non commerçants d'un billet à ordre de justifier qu'un endos, apposé par un commerçant sur ce billet, est fictif et n'a pas pour objet une opération de commerce, cet endos, lorsqu'il contient d'ailleurs toutes les indications extérieures voulues par la loi, suffit pour attribuer compétence à la juridiction consulaire (*C. com., art. 637*).

S'agissant d'une demande en paiement de billets à ordre intentée

contre un musulman, l'exception prise, au nom de ce dernier, de son incapacité légale doit être appréciée d'après la loi du statut personnel de ce musulman.

ALGER, 9 JUILL. 1885. 519

---

billet à ordre, compte courant, novation, signature de commerçant et de non commerçant, tiers porteur, banque de l'Algérie, remboursement, compétence.

La juridiction commerciale est incompétente pour connaître de l'action formée par un commerçant contre un non commerçant en paiement de billets souscrits à son ordre par ce dernier, alors même qu'ils porteraient des signatures de commerçants, si ces billets sont entrés en compte courant, la novation qui en est résultée leur ayant fait perdre le caractère commercial (*C. com., art. 637*).

La compétence attribuée aux tribunaux de commerce par l'art. 637 C. com., pour connaître de l'action en paiement de billets à ordre souscrits même pour une dette purement civile s'ils portent en même temps les signatures d'un commerçant et d'un non commerçant, cesse lorsque le commerçant bénéficiaire des billets, ayant remboursé le tiers porteur, a enlevé ainsi à son endos toute valeur légale dans le sens du dit article ;

On ne saurait opposer, dans le cas spécial où ce tiers porteur était la banque de l'Algérie, qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 4 août 1851, les endosseurs au profit de cet établissement sont justiciables des tribunaux de commerce, les dispositions exceptionnelles de cette loi ne pouvant être appliquées lorsque la dite banque n'est pas et ne peut pas être mise en cause.

TRIB. COM. D'ALGER, 2 FEVR. 1889.

---

billet à ordre, endossement, langue arabe, signature arabe, traduction, nullité, protêt, analyse arabe, nullité facultative, amende.

Lorsqu'un billet à ordre ou un endossement sont écrits dans une langue autre que celle des signataires arabes, ils doivent être accompagnés de leur traduction en langue arabe ; du tout au moins les signatures doivent être précédées de la mention « approuvé l'écriture ci-dessus » ou « bon pour », à peine de nullité (*O. 19 mai 1846, art. 4 et C. civ., art. 1326*).

Le protêt d'un billet à ordre souscrit par un Arabe doit être accompagné d'une analyse sommaire en langue arabe, faite et certifiée par un interprète assermenté, le tout à peine de nullité facultative du protêt et d'amende pour l'huissier (*O. 26 sept. 1842, art. 68*).

TRIB. DE BLIDA, 1er DÉC. 1887. 523

---

billet à ordre, prescription quinquennale, créance commerciale, preuve, livres de commerce, paiement, présomption, preuve contraire.

La prescription quinquennale, applicable aux actions relatives aux billets souscrits par des commerçants, ne frappe point les créances commerciales justifiées par d'autres moyens, notamment par des livres de commerce.

Cette prescription repose d'ailleurs sur une présomption de paiement, qui peut être détruite par la preuve contraire tirée des livres de commerce.

ALGER, 14 MARS 1888.

---

billet à ordre, signatures de commerçants et de non

Pages

commerçants, compétence commerciale ; effets de complaisance, cause illicite, exception, non recevabilité.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des actions de toute nature relatives aux billets à ordre portant des signatures de commerçants et de non commerçants.

La demande en restitution d'effets de complaisance ne saurait être déclarée irrecevable *de plano* comme étant basée sur un engagement illicite ;

Pour repousser une pareille demande il ne suffit pas au défendeur d'alléguer qu'elle est sans intérêt et sans cause parce qu'il s'agit d'effets à raison desquels aucune poursuite n'a été ni ne sera exercée, s'il ne fournit pas la preuve des faits qu'il articule à l'appui de cette allégation.

ALGER, 12 NOV. 1888. 211

——— *billet en blanc, transmission, procuration.*

Le billet en blanc ne peut être assimilé au billet au porteur et se trouve proscrit par la législation française ;

C'est un billet à ordre imparfait, dont la transmission, s'étant effectuée sans endossement, ne vaut que comme procuration *(C. com., art. 138)* ;

En conséquence, le souscripteur d'un pareil billet est en droit d'opposer au porteur toutes les exceptions qui seraient valablement opposées au cédant.

ALGER, 3 MARS 1888. 376

V. *Escompte. — Novation.*

Élections consulaires, *chambres de commerce, scrutin, formes, loi du 21 décembre 1871, loi du 8 décembre 1883, Algérie, applicabilité.*

En Algérie, le mode d'élection des membres des chambres de commerce doit avoir lieu conformément à l'art. 621 C. com., dont les dispositions, édictées par la loi du 21 décembre 1871, réglementent les opérations électorales pour la nomination des juges consulaires, à défaut d'applicabilité dans la colonie de la loi du 8 décembre 1883 *(D. 22 janv. 1872, art. 2)* ;

Et le fait d'avoir placé deux urnes sur la même table, afin de faciliter l'exécution des opérations du double scrutin, n'est point de nature à porter atteinte à la sincérité du vote, alors surtout qu'il est constant que chaque urne portait une inscription indiquant son affectation.

ALGER, 6 MARS 1889. 237

Élections municipales, *Algérie, indigène musulman, éligibilité, conditions, décret du 7 avril 1884, légalité.*

Le décret du 7 avril 1884, qui règle les conditions d'éligibilité des conseillers municipaux au titre musulman, en Algérie, a été pris dans la limite des pouvoirs reconnus au gouvernement par la loi du 24 avril 1833.

CONS. D'ÉTAT, 30 NOV. 1888. 402

Émancipation. — V. *Commerçant.*

Enchères, *entraves, délit, élément constitutif, intention frauduleuse.*

L'entrave à la liberté des enchères prévue par l'art. 412 C. pén.

constitue aux yeux de la loi un délit et non une contravention, et n'est dès lors punissable que si elle a été accompagnée d'intention frauduleuse.

ALGER, 29 nov. 1888. 338

Enzel, *résiliation, arrérages, paiement, immeuble, aliénation.*

En droit tunisien, lorsqu'un contrat d'enzel a été résilié d'un commun accord entre les parties, aucune règle spéciale ne permet à l'enzéliste de reprendre l'immeuble en payant les arrérages échus.

En admettant même que cette faculté existe, le contrat d'enzel ne pourrait plus revivre lorsque l'immeuble a été aliéné après sa résiliation et avant l'offre de paiement par l'enzéliste desdits arrérages.

TRIB. DE TUNIS, 17 JANV. 1889. 338

Esclavage. — V. *Succession musulmane.*

Escompte, *endossement, faillite, concordat.*

Le banquier qui escompte un effet de commerce ne peut être considéré comme créancier de l'endosseur qu'autant que la valeur endossée reste impayée à l'échéance.

Par suite, si l'endosseur tombe en faillite, le banquier bénéficiaire de l'endos ne peut être considéré que comme créancier éventuel du failli : le dividende auquel il a droit sera proportionné non pas à la valeur des effets qu'il a reçus, mais au montant de ceux qui sont restés impayés.

ALGER, 28 MARS 1888. 322

Étranger, *séparation de corps, résidence de la femme, garde des enfants, provision alimentaire, tribunaux français, compétence.*

Les tribunaux français sont compétents, à l'égard des étrangers, pour ordonner les mesures qui intéressent le bon ordre, les bonnes mœurs et la sûreté des personnes, et qui se rattachent à l'exécution des lois de police et de sûreté.

Notamment, ils sont compétents, au cours d'une instance en divorce ou séparation de corps, entre deux conjoints étrangers mais résidant en Algérie, pour statuer sur la résidence provisoire de la femme, la garde des enfants et la pension alimentaire qui doit être fournie à la femme et aux enfants.

ALGER, 26 DÉC. 1888. 198

V. *Caution* judicatum solvi. — *Tutelle.*

Évocation. — V. *Saisie-arrêt.*

Excès de pouvoir. — V. *Expropriation publique.*

Exécution des jugements, *justice musulmane, immeubles régis par la loi française, ordonnance d'exequatur, art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843, non abrogation.*

Les décisions des juridictions musulmanes du premier ou du second degré ne peuvent être exécutées sur des immeubles régis par la loi française qu'au moyen d'une ordonnance d'exequatur obtenue du président du tribunal de première instance, conformément à l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843. — L'abrogation de

Pages

cet article ne résulte, ni expressément, ni tacitement, d'une disposition quelconque des lois, ordonnances ou décrets postérieurs.
TRIB. DE BÔNE, 18 JANV. 1889. 478

V. *Caution* judicatum solvi. — *Compétence.*

Exécution provisoire, *ouvrier, salaires, caractère alimentaire.*
Une somme allouée judiciairement, par jour et à titre de salaires, à un ouvrier, jusqu'à la solution d'un procès existant entre ce dernier et ses patrons a le caractère de pension ou provision alimentaire ; — Cette condamnation, par suite, peut être déclarée exécutoire par provision, aux termes de l'art. 135 C. pr. civ.
ALGER, 27 MARS 1889. 498

Expert, *désaccord, avis séparés, motifs, nullité, ordre public, nullité couverte, défense, conclusions, reprise, juridiction autrement composée, jugement.*
Lorsque des experts, n'ayant pu s'accorder sur les conclusions de leur rapport, ont, après avoir opéré en commun, rédigé séparément leurs avis, que la majorité a émis un avis motivé, et qu'un seul a persisté dans l'opinion contraire, sans motifs à l'appui, la nullité dont pourrait se trouver affecté le rapport dressé dans ces conditions ne constitue qu'une nullité de forme qui n'est pas d'ordre public et ne peut être soulevée pour la première fois en appel.
Les juges ne sont pas tenus de statuer sur des conclusions à fin de nullité d'expertise prises avant une décision préparatoire, alors que, la cause étant revenue à une audience ultérieure où ne siégaient pas les mêmes magistrats, ces conclusions n'ont pas été reprises à cette audience.
CASS. (REQ.), 2 JUILL. 1889. 566

V. *Compétence. — Frais et dépens. — Navire. — Preuve.*

Exploit, *indigène musulman, traduction sommaire en langue arabe, original, mention, validité.*
Il ne résulte pas formellement des termes de l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 qu'un extrait de la traduction sommaire en langue arabe doive être transcrit sur l'original de l'exploit signifié à un indigène musulman ; la mention sur l'original par l'interprète que la copie a été traduite satisfait pleinement à l'esprit de l'ordonnance.
Si un procès-verbal de carence demeuré inconnu du débiteur peut paraître insuffisant pour constituer un acte d'exécution empêchant la recevabilité de l'opposition à un jugement par défaut, il n'en saurait être de même lorsque cet acte a été fait en présence du défaillant.
ALGER, 20 JUILL. 1887.

—— *remise, date, force probante.*
Un exploit d'huissier fait foi jusqu'à inscription de faux du jour de la date de la remise de la copie ; — Spécialement, on ne saurait contester la validité d'une surenchère du dixième en alléguant qu'il était matériellement impossible à l'huissier chargé de notifier la déclaration de faire cette notification à la date indiquée dans son exploit.
TRIB. DE MOSTAGANEM, 28 NOV. 1888. 78

V. *Appel.*

Expropriation publique, *Algérie, chemins de fer, pouvoirs du gouverneur général, décret du 26 août 1881, lois et règlements de la métropole, applicabilité.*

Le décret du 26 août 1881, qui a placé le service des chemins de fer sous l'autorité directe du ministre des travaux publics, a rendu applicables en Algérie les lois, décrets, arrêtés et règlements qui sont en vigueur en France, dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale de l'Algérie.

Ce décret n'a pas eu pour objet de modifier les pouvoirs que le gouverneur général exerce en matière d'expropriation en vertu de la législation spéciale édictée par l'ordonnance du 1er octobre 1844 et par la loi du 16 juin 1851 ;

Mais il a eu pour but et pour effet de rendre applicables en Algérie les lois et décrets d'après lesquels l'utilité publique des travaux entrepris pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne peut être déclarée que par décret.

Cons. d'État, 15 févr. 1889. 113

——— *Algérie, indemnité, fixation en capital, travaux, exécution, clause pénale, excès de pouvoir.*

Doit être observée, à peine de nullité de la décision qui ne s'y est pas conformée, la disposition de l'art. 47 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 qui prescrit aux tribunaux civils, investis, en Algérie, du pouvoir de statuer sur les offres et demandes d'indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de fixer ces indemnités en une somme capitale ;

En conséquence, est entaché d'excès de pouvoir le jugement qui, en allouant à l'exproprié une somme principale pour indemnité de dépossession de son terrain, ordonne en outre, sous peine d'une astreinte en argent par chaque jour de retard, que l'État expropriant exécutera certains travaux dans le but de faciliter l'expropriation de terrains limitrophes appartenant à l'exproprié et non compris dans l'expropriation.

Cass. (civ.), 26 févr. 1889. 327

——— *Algérie, offres, régularité, vente partielle, procès-verbaux, maire, validité, traduction en langue arabe, interprète, défaut de signature, nullité facultative.*

Aux termes de l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 sur la propriété et sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en Algérie, c'est seulement la décision qui fixe le montant de l'indemnité en matière d'expropriation qui est souveraine et sans appel ; le droit d'appel est, au contraire, ouvert à l'égard des décisions rendues sur la régularité de la procédure d'expropriation, la qualité des réclamants et l'invalité des offres faites par l'expropriant.

La procédure d'expropriation est valable quand elle est suivie contre les propriétaires qui avaient cette qualité au début de la procédure, à l'exclusion de ceux qui peuvent l'avoir acquise ensuite.

Aux termes de l'art. 33 de l'ordonnance du 1er octobre 1844, les intéressés qui, mis en demeure de faire valoir leurs droits par les publications, ne se font pas connaître dans un délai déterminé, perdent tous droits à l'indemnité ; et ce délai emporte déchéance au profit de l'expropriant.

Sont valables et font foi de leur contenu les procès-verbaux dres-

Pages

sés par le maire d'une commune pour constater que les expropriés, ne sachant pas signer, ont accepté les offres d'indemnité qu'il leur a faites au nom de l'expropriant ;

Il importe peu que ces procès-verbaux, traduits en langue arabe, ne portent pas la signature d'un interprète ; l'inobservation des prescriptions de la législation algérienne en cette matière constituant une nullité que les juges ont la faculté de prononcer ou de rejeter.

ALGER, 27 FÉVR. 1889. 297

F

Faillite, *prescription trentenaire, suspension, union des créanciers, dissolution, syndic, action.*

La faillite n'étant point comprise parmi les causes suspensives de la prescription limitativement énumérées par la loi, les créances d'une faillite sont soumises aux règles générales de la prescription ;

Par suite, à l'expiration des trente ans qui suivent le dernier acte de poursuite ou de procédure, l'union des créanciers prenant fin faute d'objet, le syndic ne peut agir en son nom, et le failli peut se mettre en possession de l'actif nouveau qui lui advient.

ALGER, 16 DÉC. 1888. 367

——— *société anonyme, jugement non définitif, appel, liquidation judiciaire, requête, formes, conditions.*

Aux termes des art. 2, 3 et 25 de la loi du 4 mars 1889, portant modification à la législation des faillites, la Cour, saisie de l'appel du jugement qui a déclaré la faillite d'une société anonyme, peut accorder à ladite société le bénéfice de la liquidation judiciaire, sur requête à elle présentée par le président du conseil d'administration, dans la quinzaine de la promulgation de ladite loi, avec dépôt du bilan et de la liste des créanciers.

ALGER, 27 MARS 1889.

——— *syndic, marchandises, prix, dépôt, paiement, obligation personnelle.*

Un syndic n'est pas personnellement tenu envers un créancier de la faillite au paiement de sommes dues à ce dernier, lorsque les fonds provenant de la vente des marchandises du failli et sur lesquels le créancier aurait pu se faire payer n'ont jamais été entre les mains de ce syndic.

CASS. (CIV.), 24 JUILL. 1889. 497

——— *Tunisie, sujet tunisien, créanciers européens, déclaration, tribunaux français, compétence.*

Les tribunaux français, en Tunisie, sont, aux termes de l'art. 1er du décret du 31 juillet 1884, compétents pour prononcer la déclaration de faillite d'un Tunisien lorsque la masse de la faillite se compose de créanciers européens ou protégés des puissances européennes.

TRIB. DE SOUSSE, 1er MARS 1889. 274

V. *Commerçant.* — *Escompte.* — *Frais de justice.*

Faute. — V. *Notaire.* — *Responsabilité.*

Femme mariée. — V. *Hypothèque légale.*

Folle enchère, *adjudicataire, insolvabilité notoire, avoué, responsabilité.*

Au cas de revente sur folle enchère, moyennant un prix inférieur à celui de la première adjudication, l'avoué du fol enchérisseur n'encourt pas la responsabilité édictée par l'art. 711 du Code de procédure civile, lorsque l'inexécution par son client des clauses et conditions de l'adjudication n'est pas due à l'état d'insolvabilité notoire de ce dernier.

Une industrie ou profession inavouable, telle que celle de teneur de maison publique, ne constitue point par elle-même celui qui s'y livre en état d'insolvabilité notoire.

ALGER, 29 JANV. 1889. 493

——— *moyens de nullité, forme, dire, cahier des charges, inefficacité, tardiveté ; — Incident de saisie immobilière, procédure, acte d'avoué, ajournement, nullité ; — Cahier des charges, adjudicataire, élection de domicile, avoué ou défenseur, Algérie, considération de la fonction ou de la personne, décès, remplacement, signification, validité ; — Jugement d'adjudication, délivrance, ordre non ouvert, titres, signification ; — Adjudication, inexécution, offres réelles, insuffisance ou tardiveté, folle enchère, poursuivant, inscription, radiation, paiement.*

Un dire au cahier des charges, contenant demande en nullité d'une poursuite de folle enchère, et notifié le jour même de la revente, est inopérant en ce que les moyens de nullité ne peuvent être proposés sous forme de dire, et tardif en ce que ces moyens doivent être proposés au plus tard trois jours avant la nouvelle adjudication.

Si aux termes de l'art. 718 du C. pr. civ. toute demande incidente à une saisie immobilière doit être formée par acte d'avoué à avoué, aucun texte ne prononce la nullité d'une pareille demande introduite par exploit signifié à partie ; et l'unique sanction de l'art. 718 consiste dans le rejet de la taxe de l'exploit ainsi notifié. — Cette nullité ne pourrait d'ailleurs être rationnellement soulevée qu'autant que le domicile du défendeur à l'incident se trouverait à ce point éloigné qu'il serait impossible à ce défendeur de faire parvenir l'exploit à son avoué dans le délai fixe de huitaine que la loi, en cette matière, accorde pour comparaître à la partie qui n'a pas d'avoué.

En insérant au cahier des charges que, faute par l'adjudicataire d'avoir élu domicile pour l'exécution des clauses et conditions de l'adjudication, ce domicile serait élu de plein droit chez l'avoué ou le défenseur qui se serait rendu adjudicataire, le poursuivant a en vue la fonction et non la personue de cet avoué ou défenseur ;

Par suite, et bien qu'en Algérie les avoués et les défenseurs n'aient pas le droit de présentation, l'élection de domicile ainsi imposée à l'adjudicataire passe, avec l'étude, à l'avoué nommé en remplacement du défenseur décédé de l'adjudicataire, et la sommation de payer, faite à cet adjudicataire, est valablement signifiée en l'étude de cet avoué ;

Au surplus, l'adjudicataire est sans intérêt à critiquer l'élection de domicile ainsi entendue, lorsque l'avoué nommé en remplacement du défenseur décédé est demeuré, après ce dernier, l'avoué de cet adjudicataire.

Le jugement d'adjudication ayant été délivré et aucun ordre n'ayant été ouvert sur le prix, celui qui poursuit la folle enchère n'a aucune signification à faire à l'adjudicataire fol enchéri. Spécialement, il n'a pas à lui signifier le titre constitutif de ses droits, le seul titre

Pages

à considérer dans la cause étant le cahier des charges dont les clauses font la loi commune des parties.

A défaut d'offres réelles suffisantes faites en temps utile au poursuivant, l'adjudicataire fol enchéri ne peut valablement exciper de ce que le poursuivant, n'ayant pas rapporté la mainlevée des inscriptions existantes, n'était pas en mesure de recevoir sa part du prix d'adjudication.

ALGER, 18 DÉC. 1888. 411

Fonctionnaire. — V. *Action*.

Frais de justice, *privilège, faillite, masse hypothécaire, frais privilégiés.*

Le privilège pour frais de justice ne peut être exercé sur les immeubles dépendant d'une faillite que pour les frais qui ont profité aux créanciers hypothécaires et dans la mesure de ce prix ;

Rentrent spécialement dans cette catégorie les frais de scellés, d'inventaire et de déclaration de faillite, mais non les frais de gestion de faillite ou autres afférant à cette gestion et ne se rapportant point à la masse hypothécaire.

ALGER, 26 DÉC. 1888. 383

Frais et dépens, *expert, honoraires, matière commerciale, taxe.*

En matière commerciale, la procédure est essentiellement sommaire et, conformément au décret du 16 février 1807, la liquidation des dépens doit être faite par le jugement même qui les a adjugés et non par le président ou l'un des juges qui ont concouru au jugement ;

Il en est de même des frais d'une expertise ordonnée par un tribunal de commerce ; leur liquidation appartient non pas au président ou à un juge, mais au tribunal tout entier ;

En conséquence, doit être annulée comme faite par un magistrat incompétent la liquidation des frais d'une expertise en matière commerciale faite par le président ou un juge du tribunal de commerce.

TRIB. DE BÔNE, 22 MARS 1888 et ALGER, 30 AVRIL 1889. 388

——— *syndic de faillite, appel téméraire, condamnation personnelle.*

Il échet de mettre à la charge d'un syndic de faillite, personnellement, les dépens d'une instance d'appel témérairement engagée par ce syndic.

ALGER, 10 JUILL. 1889. 481

V. *Action*. — *Liquidation judiciaire*. — *Notaire*.

G

Gage commercial, *possession du créancier, titres, détention momentanée par le débiteur, vente partielle, paiement partiel.*

Le contrat de gage subsiste bien que, du consentement du créancier, le débiteur soit rentré momentanément en possession des titres qui le constataient, et ait procédé à des ventes d'une partie des marchandises engagées.

Pages

Le produit de ces ventes a pu être légitimement attribué au créancier gagiste, bien que sa créance ne fût point encore arrivée à échéance.

ALGER, 7 FÉVR. 1888. 378

Garantie. — V. *Péremption d'instance.* — *Responsabilité.*

Gouverneur général. — V. *Concession de terres domaniales.*

H

Habous, *coayants droit, action en justice, représentation, nullité facultative.*

L'un des bénéficiaires d'une fondation pieuse peut régulièrement représenter en justice, de l'aveu et de l'agrément des autres bénéficiaires, les intérêts de la fondation ;

Et alors même que cette façon de procéder, qui est suivie en Tunisie d'après les usages locaux, serait irrégulière, les juges pourraient l'admettre en usant de la faculté que leur donne l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (2e *espèce*).

TRIB. DE TUNIS, 13 JUIN 1889. 484

——— *rite hanéfite, perpétuité, modifications, réserve, constitution ultérieure, nullité.*

Si le rite hanéfite n'impose pas nécessairement au habous la règle de la perpétuité, et laisse au fondateur le pouvoir soit de rétablir l'ordre successoral auquel a dérogé ce habous, soit de constituer un autre habous modificatif du premier, ce n'est qu'autant que le fondateur se sera formellement réservé ce pouvoir dans l'acte de constitution ;

Par suite, et en l'absence d'une pareille réserve dans un premier acte de habous, un acte ultérieur modifiant ou annulant la première constitution est nul et sans valeur au regard d'un dévolutaire du premier habous.

ALGER, 13 NOV. 1888. 89

——— *validité, acte de notoriété, preuve; partage provisionnel, copartageant, vie commune, laps de temps, droits héréditaires.*

Ne peut faire preuve de l'existence d'un habous un acte de notoriété rédigé sans précision de date ni de lieu, sur la déclaration de témoins dont l'identité n'est pas confirmée ni les témoignages certifiés, et rien n'indiquant si le prétendu constituant était dans les conditions requises par la loi ; alors, d'ailleurs, que, à la mort de ce dernier, un partage provisionnel a eu lieu entre tous ses héritiers, et qu'à ce moment les soi-disant bénéficiaires du habous n'ont pas excipé de cet acte.

Tenant compte des habitudes de vie commune des indigènes, le long temps écoulé depuis un partage provisionnel ne fait pas obstacle à ce qu'une partie qui a figuré à cet acte fasse ultérieurement valoir ses droits héréditaires.

ALGER, 24 DÉC. 1888. 539

V. *Compétence.*

Pages

Hadana, *mari mozabite, femme algérienne malékite, rite ibadite, enfant, état civil, puissance paternelle, second mariage du père, intérêt de l'enfant, surveillance de la mère.*

A défaut de dérogations apportées aux règles touchant l'état civil des enfants dans des conventions matrimoniales intervenues entre un Mozabite ibadite et une musulmane algérienne malékite, les enfants nés du mariage sont régis par le rite de leur père, tant qu'ils sont incapables de discernement personnel.

Suivant le rite ibadite, en cas de discussion entre les époux, l'enfant mâle doit rester chez sa mère, non remariée, jusqu'au moment où il peut s'habiller et se laver les mains, soit jusqu'à l'âge de cinq ans ; la fille, jusqu'à son mariage.

Le second mariage du père n'a pas pour effet d'enlever à celui-ci la garde de l'enfant mâle parvenu à l'âge où il peut se passer des soins incessants de la femme ;

Il échet toutefois, dans l'intérêt de l'enfant, de tempérer la rigueur de ce droit par des mesures donnant à la mère une satisfaction suffisante ;

Spécialement, il peut être ordonné que, jusqu'à un certain âge, le père n'emploiera pas son fils aux travaux de son commerce, et lui fera donner une instruction conforme à sa condition ; et, d'autre part, que la mère verra son enfant à des intervalles rapprochés, de façon à pouvoir surveiller sa santé, son entretien et son développement.

ALGER, 10 DÉC. 1888. 154

Halles et marchés, *règlement de police, contravention, denrées, achat, vente, consommation, revendeur, contraventions distinctes.*

La prohibition, édictée par un arrêté municipal, de vendre ou d'acheter des denrées de consommation ailleurs qu'à la halle ou au marché, et visant expressément l'acheteur et le vendeur, a un caractère général et absolu, et concerne tous les acheteurs à un titre quelconque, sans distinction entre ceux qui achètent pour revendre et ceux qui achètent pour leur consommation.

L'achat et la revente de denrées, par un même individu, dans un lieu autre que celui désigné par l'autorité compétente, constituent deux contraventions distinctes aux règlements prohibant l'achat et la vente de ces denrées en dehors du marché.

CASS. (CRIM.), 4 MAI 1889. 512

——— *Tunisie, droits sur le charbon et le bois à brûler, fermier, amin spécial, suppression, indemnité.*

L'institution d'un amin spécial, dit amin des vivres et du charbon, ayant mission, d'accord avec le cadi de la ville, de fixer le prix de vente au détail des charbons adjugés, a pu être supprimée par le gouvernement tunisien, par voie de mesure administrative, sans que le fermier des droits à percevoir sur le charbon et le bois à brûler de la Goulette et Tunis soit fondé à réclamer de ce chef une indemnité, alors surtout qu'il ne justifie pas que cette mesure lui ait causé un préjudice.

TRIB. DE TUNIS, 20 MARS 1889. 441

Hypothèque, *Tunisie, constitution, formes, effets, droit de préférence, droit de suite, tiers détenteur, saisie, sommation de payer ou de délaisser, lois et coutumes tunisiennes, jurisprudence du tribunal de Tunis.*

En Tunisie, d'après des règles consacrées par un usage constant et reproduites dans les art. 534 et 538 du décret beylical du 23 avril

1861, un immeuble non immatriculé peut être affecté comme garantie au remboursement d'une dette, et cette garantie, qui se constitue par la remise du titre entre les mains du créancier, présente tous les caractères d'une véritable hypothèque, conférant à celui-ci non seulement un droit de préférence, mais encore un droit de suite qui lui permet de saisir l'immeuble entre les mains des tiers détenteurs et de le faire vendre.

Plusieurs hypothèques peuvent être consenties sur un même immeuble ; il suffit pour cela que le titre de propriété de cet immeuble soit détenu pour le compte commun des divers créanciers hypothécaires, soit par l'un d'eux, soit par un tiers.

Suivant les prescriptions rigoureuses du droit tunisien, la vente postérieure à la constitution d'hypothèque n'est pas opposable au créancier nanti du titre, et ce dernier peut faire saisir directement l'immeuble contre le débiteur sans même avoir besoin d'avertir l'acheteur.

Toutefois, la jurisprudence du tribunal de Tunis, se fondant sur le texte et l'esprit de la loi du 18 avril 1883, tempère cette rigueur en décidant que le tiers détenteur doit recevoir, préalablement à la saisie, une sommation de payer ou de délaisser, faite suivant les formes tracées par l'art. 2169 C. civ., sans que d'ailleurs le tiers détenteur puisse prendre prétexte de cette formalité protectrice pour tenir en échec les droits du créancier hypothécaire et arrêter les poursuites.

TRIB. DE TUNIS, 21 FÉVR. 1889. 575

V. *Subrogation légale.*

Hypothèque légale, *femme mariée, conquêts, renonciation à la communauté, collocation provisoire, indisponibilité, attribution des revenus.*

La femme peut exercer son hypothèque légale sur les conquêts, lorsqu'elle renonce à la communauté ;

Par suite, l'un des conquêts venant à être aliéné pendant le mariage, il y a lieu de réserver à la femme, pour le montant de ses reprises matrimoniales, une collocation provisoire, qui restera indisponible jusqu'à la dissolution de la communauté et dont les revenus seuls pourront, jusque là, être attribués aux créanciers non utilement colloqués.

ALGER, 21 JUIN 1887. 215

I

Immatriculation, *Tunisie, opposition, production de la requête, délai, point de départ.*

La déchéance édictée par l'art. 41 de la loi du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière en Tunisie, modifiée par le décret beylical du 16 mai 1886, contre les opposants à une demande d'immatriculation qui n'ont pas produit au juge rapporteur leur requête introductive d'instance dans le délai de quinze jours à partir de la sommation à eux faite, n'est encourue, lorsqu'il y a plusieurs sommations de produire faites à divers opposants, que par l'expiration du délai à partir de la dernière sommation.

TRIB. MIXTE DE TUNIS, 15 AVRIL 1889. 281

Pages

——— *Tunisie, préjudice, dommages-intérêts, opposition, litispendance, rejet.*

L'action personnelle en dommages-intérêts que l'art. 38 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885 donne, à défaut de tout recours sur l'immeuble, à toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ne peut être exercée qu'autant que le fait dommageable a été accompli sans droit par la personne à laquelle il est imputé *(C. civ., art. 1382)*;

Dès lors, si ledit article est applicable à celui qui, profitant de l'absence du véritable propriétaire, fait à l'insu de ce dernier immatriculer sous son propre nom une propriété appartenant à autrui, il n'en est pas de même lorsque l'immatriculation n'a été obtenue qu'à défaut par les intéressés, dûment avertis, d'avoir formé opposition, ou après rejet de leur opposition par la juridiction compétente.

Doit être rejetée, aux termes de l'art. 35 de la loi du 1er juillet 1885, l'opposition à l'immatriculation d'un immeuble fondée sur ce qu'une instance relative à la propriété dudit immeuble serait pendante devant le tribunal du chara, lorsque l'introduction de cette instance n'a eu lieu que postérieurement à la promulgation de ladite loi.

TRIB. DE TUNIS, 17 JANV. 1889. 338

Impôts arabes. — V. *Contributions directes.*

Indigénat. — V. *Motifs des jugements.*

Injure. — V. *Preuve.*

Inscription de faux. — V. *Degré de juridiction.*

Inscription hypothécaire. — V. *Conservateur des hypothèques. — Notaire. — Propriété.*

Instruction criminelle, *Tunisie, tribunal criminel, débats, arrêt de donné acte, incident contentieux, ministère public, conclusions, nullité.*

Les conclusions de l'accusé tendant à ce qu'il lui soit donné acte du refus du président d'adresser une question à un témoin soulève un incident contentieux, sur lequel le ministère public doit donner ses conclusions ou être mis en demeure de conclure, à peine de nullité de l'arrêt de condamnation.

CASS. (CRIM.), 29 JUIN 1889. 506

V. *Cour d'assises.*

Instruction publique, *commune, dépenses obligatoires, local de l'académie, loi du 14 juin 1854, Algérie, applicabilité, mandatement d'office, recours pour excès de pouvoir, effet suspensif.*

L'art. 10 de la loi du 14 juin 1854, qui impose aux villes chefs-lieux d'académie l'obligation de subvenir aux dépenses relatives au local de l'académie, au mobilier du conseil académique et aux bureaux du recteur, a été rendu applicable à l'Algérie par l'art. 2 du décret du 15 août 1875 (*1re et 2e espèces*).

En conséquence, le préfet du département d'Alger a pu, sans excès de pouvoir, en présence du refus par le conseil municipal de

Pages

la ville d'Alger de fournir des locaux pour cette destination, assurer l'observation de la loi précitée, en maintenant les services académiques dans les locaux précédemment installés par la ville, et en mandatant d'office au profit du propriétaire desdits locaux la dépense inscrite au budget municipal (*2e espèce*).

CONS. D'ÉTAT, 15 JUIN 1888. 500

Interdiction, *indigène musulman, statut personnel, incapacité, loi musulmane, causes, effets, rétroactivité, imbécillité, safiah, lésion, restitution, preuve.*

D'après la loi musulmane, l'interdiction peut être prononcée pour cause de folie, d'imbécillité, de démence ou de prodigalité ; et l'incapacité qui résulte de cette interdiction produit les mêmes et identiques effets, qu'il s'agisse de l'interdiction fondée sur la prodigalité ou de l'interdiction basée sur toute autre cause.

Suivant l'opinion préférable de plusieurs jurisconsultes musulmans, cette incapacité atteint les actes antérieurs à l'interdiction, lorsque les causes de l'interdiction existaient notoirement à l'époque où ils ont été passés.

Le mauvais usage et la dissipation que le musulman fait de ses biens sont l'indice de l'imbécillité dite safiah en droit musulman.

L'incapable musulman ne peut s'enrichir au dépens d'autrui et doit, par suite, restituer, sur les sommes qu'il a reçues, celles qui ont tourné à son profit.

C'est à l'adversaire de l'incapable qu'il incombe de justifier de l'existence de ce profit.

ALGER, 9 JUILL. 1885. 519

V. *Effets de commerce.*

Intérêts de capitaux, *Tunisie, convention, taux de l'intérêt.*

Il n'appartient pas aux tribunaux français, en Tunisie, de modifier le taux des intérêts fixé par la convention des parties, alors d'ailleurs que le taux de 12 % stipulé est le taux normal et usité de l'intérêt de l'argent dans la régence.

TRIB. DE TUNIS, 14 AVRIL 1888. 277

——— *Tunisie, intérêts moratoires, taux, fixation, loi applicable.*

En Tunisie, le taux des intérêts moratoires dans les relations entre Européens n'est régi ni par la loi française du 3 septembre 1807, ni par la loi algérienne du 27 août 1881, mais par la législation du pays ; et, la loi musulmane tunisienne proscrivant le prêt à intérêt, l'on doit se référer, pour la fixation de ce taux, aux usages locaux qui ont toléré ce contrat et qui ont été reconnus par les juridictions consulaires antérieurement au protectorat, en tenant compte toutefois des modifications qui se sont produites depuis dans les conditions économiques de la régence ;

En conséquence, il convient de fixer aujourd'hui, en Tunisie, le taux des intérêts moratoires à 6 % l'an.

TRIB. DE SOUSSE, 13 JUILL. 1888. 239

V. *Prescription civile.*

Intérêts moratoires. — V. *Intérêts de capitaux. — Obligation.*

Interprète. — V. *Expropriation publique.*

Pages

J

Juge de paix, *Tunisie, fonctionnaire, contrôleur civil, délégation provisoire, exercice, âge, capacité, licence en droit, serment.*

Les fonctionnaires civils ou les officiers de l'armée qui peuvent être provisoirement chargés des fonctions de juge de paix en Tunisie, les contrôleurs civils spécialement, sont régulièrement investis de l'exercice de ces fonctions, bien qu'ils ne réunissent pas les conditions d'âge et de capacité exigées des juges de paix titulaires et suppléants dans ce pays, et que, notamment, ils ne soient pas licenciés en droit ;

Les fonctionnaires délégués pour remplir provisoirement les fonctions de juge paix en Tunisie ne sont pas tenus de prêter le serment professionnel exigé des magistrats nommés par le président de la République, sur la proposition du ministre de la justice.

CASS. (CRIM.), 25 JUILL. 1889. 559

V. *Appel. — Justice de paix de Palestro.*

Juge de paix à compétence étendue. — V. *Référé.*

Jugement interlocutoire, *chose jugée, décision définitive.*

Il y a chose jugée et le juge est lié par l'interlocutoire qu'il a ordonné lorsque sa décision a tranché définitivement des questions soulevées par les conclusions des parties et précisé sur quels points la mesure avant faire droit doit porter ;

Il en est ainsi, spécialement, lorsque le jugement interlocutoire a indiqué particulièrement, en cas d'expertise, les titres et documents sur lesquels l'expert pourra exclusivement appuyer ses recherches et opérations ;

En conséquence, viole l'autorité de la chose jugée l'arrêt qui homologue un rapport d'experts dans lequel il a été fait état de titres délivrés par application de la loi du 26 juillet 1873, alors qu'un jugement interlocutoire, confirmé par arrêt, avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à statuer sur la question de propriété soulevée entre les parties jusqu'à la délivrance de ces titres et avait exclu par là même leur examen de la mission donnée aux experts.

CASS. (CIV.), 19 NOV. 1888. 145

Jugement par défaut. — V. *Appel. — Propriété.*

Juré. — V. *Cour d'assises.*

Juridiction consulaire. — V. *Compétence.*

Justice de paix de Palestro, *justice musulmane, décret du 10 septembre 1886, application.*

Le canton de Palestro n'étant pas situé dans les territoires exceptés de l'application du décret du 10 septembre 1886, et aucune des dispositions soit du décret du 4 juin 1885, qui a créé la justice de paix de Palestro, soit de celui du 19 juillet 1886, qui a étendu les attributions de ce juge de paix, n'étant inconciliable avec les prescriptions du décret du 10 septembre 1886, la justice musulmane, dans ce canton, est régie par ce dernier décret.

ALGER, 12 NOV. 1888. 105

Pages

Justice musulmane. — V. *Appel. — Compétence. — Justice de paix de Palestro. — Midjlès. — Motifs des jugements.*

L

Lésion. — V. *Interdiction.*

Liberté de l'industrie, *boulangerie, arrêté municipal, juge de police, compétence.*

Le maire d'une commune peut, sans violer la liberté du commerce et de l'industrie, et dans un intérêt de sécurité publique, prendre un arrêté défendant notamment à tout boulanger d'avoir en réserve plus d'un certain nombre de fagots dans des cours entourées d'habitations ;

Et il n'appartient pas au juge de police d'apprécier la nécessité ou l'utilité de mesures de police prises par l'autorité municipale dans les limites de ses attributions légales.

CASS. (CRIM.), 30 NOV. 1888. 310

Licitation. — V. *Propriété.*

Liquidation judiciaire, *créancier, poursuites judiciaires, frais, production.*

Les frais faits par un créancier pour saisir-arrêter et saisir-exécuter certains meubles du débiteur, qui a obtenu ensuite sa liquidation judiciaire, ne sauraient être admis par privilège à ladite liquidation, soit comme frais faits pour la conservation de la chose conformément à l'art. 2102, § 3 C. civ., soit comme frais de justice en vertu de l'art. 2101 du même Code.

En ce qui concerne les frais exposés par un créancier postérieurement au jugement d'ouverture de la liquidation, il n'y a lieu de les admettre à aucun titre, ce jugement ayant pour effet, comme le jugement déclaratif de faillite, de suspendre les poursuites individuelles contre le débiteur.

TRIB. COM. D'ALGER, 26 OCT. 1889. 561

——— *saisie immobilière, créancier chirographaire, poursuites commencées antérieurement, suspension.*

La disposition de l'art. 5 de la loi du 4 mars 1889 d'après laquelle, à partir du jugement qui déclare la liquidation judiciaire, les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels ils n'ont pas d'hypothèque ne faisant pas de distinction entre les poursuites nouvelles et celles antérieurement commencées, il y a lieu, d'après l'esprit de ladite loi, d'adopter l'interprétation la plus conforme aux intérêts de la liquidation et d'appliquer cette disposition même aux poursuites de saisie immobilière commencées par les créanciers chirographaires antérieurement à son ouverture.

TRIB. DE TUNIS, 23 MARS 1889. 368

V. *Faillite.*

Litispendance, *Tunisie, tribunal français, tribunal musulman, compétence.*

La litispendance, ne pouvant exister qu'entre des tribunaux qui exercent leur juridiction au nom d'une même souveraineté et qui sont l'un et l'autre compétents pour juger un même litige, ne saurait être invoquée en Tunisie, devant un tribunal français par le

Pages

motif que la cause aurait été antérieurement portée devant un tribunal musulman, d'ailleurs incompétent pour en connaître.
TRIB. DE SOUSSE, 21 FÉVR. 1888. 440

V. *Immatriculation.*

Livres de commerce. — V. *Effets de commerce.*

Loterie, *Tunisie, sujet anglais, décret beylical du 23 juillet 1884, défaut d'autorisation.*
Le décret beylical du 23 juillet 1884, dont l'art. 1er interdit toute loterie non autorisée par le gouvernement du bey, a voulu proscrire non seulement les loteries qui n'avaient pas encore d'existence au moment de sa promulgation, mais encore celles qui avaient pu être autorisées par des autorités autres que le gouvernement beylical, et a virtuellement imposé aux loteries déjà autorisées par celles-ci la nécessité d'une autorisation nouvelle émanée de ce gouvernement.
ALGER, 23 OCT. 1885. 157

Louage, *bailleur, privilège, cheptel d'autrui, droits du bailleur, preuve, saisie-gagerie, nullité, tiers propriétaire, irrecevabilité.*
Les objets garnissant la ferme forment le gage exclusif du bailleur, sans qu'il soit utile de rechercher s'ils appartiennent ou non au fermier.
Le cheptel placé sur la ferme d'autrui n'échappe au droit de saisie du propriétaire de la ferme qu'autant que celui-ci a su que le cheptel n'appartenait point à son fermier *(C. civ., art. 1813)* ;
La preuve de cette connaissance n'est ni recevable ni admissible quand la valeur du cheptel excède 150 francs et que les affirmations de la partie qui revendique le cheptel se heurtent à des affirmations contraires du fermier.
La question de validité ou d'invalidité d'une saisie-gagerie est étrangère à celui qui ne prétend qu'à un droit de propriété sur partie des objets saisis ; il ne peut dès lors demander la nullité de ces poursuites.
ALGER, 13 JUIN 1888. 57

——— *bailleur, privilège, revendication, gage, tiers propriétaire, saisie-revendication, désignation des objets saisis, nullité, moyen nouveau, irrecevabilité.*
Le privilège du bailleur sur les objets garnissant la ferme prime les droits de propriété des tiers, ces droits fussent-ils indiscutables.
Le bailleur peut conserver son privilège sur ces objets, quand ils ont été déplacés sans son consentement, pourvu qu'il les revendique dans les quarante jours de leur déplacement *(C. civ., art. 2102)* ;
La saisie-revendication est valable quand même l'ordonnance qui l'autorise ne désigne point d'une manière suffisante les effets qui doivent en être l'objet ;
En tout cas, la nullité de la saisie se couvre par les défenses au fond et ne peut être produite pour la première fois devant les juges d'appel.
ALGER, 14 MARS 1888. 63

V. *Juge de paix.*

M

Maire. — V. *Police municipale. — Saisie immobilière.*

Pages

Majorité, *âge, droit musulman.*
La règle générale du rite malékite fait cesser la minorité à dix-huit ans pour les individus des deux sexes.
ALGER, 28 NOV. 1888. 53

Mandat, *décès du mandataire, continuation par les héritiers, nouveau mandat, reddition de compte, obligation, divisibilité.*
Les héritiers qui ont volontairement accepté et continué le mandat donné à leur auteur doivent en assumer les charges et rendre compte de leur gestion.
Le fait qu'un nouveau mandat est confié à l'un de ces héritiers, sans aucune réserve touchant les faits antérieurs, a pour effet de substituer personnellement cet héritier à l'hérédité en faisant cesser le mandat exercé précédemment par tous les cohéritiers;
Le mandant peut poursuivre en reddition de compte l'un des cohéritiers, pour sa part indivise, sans être contraint d'assigner ceux des héritiers auxquels il estime n'avoir rien à réclamer.
ALGER, 30 JUIN 1887. 266

V. *Action. — Action possessoire. — Appel. — Courtier maritime. — Responsabilité. — Tutelle.*

——— *mandataire contractant en son propre nom, action des tiers, preuve du mandat, irrecevabilité.*
Le tiers qui traite avec un mandataire agissant en son propre et privé nom, sans faire connaître ni déclarer son mandant au moment où il contracte, n'a et ne peut avoir aucune action contre ce mandant;
Par suite, l'offre faite par ce tiers de prouver l'existence du mandat doit être repoussée comme inutile.
ALGER, 13 JUIN 1888. 318

Mariage. — V. *Hadana.*

Midjlès, *justice musulmane, région saharienne, composition, art. 9 du décret du 8 janvier 1870, nullité, renvoi.*
Est sans valeur juridique l'avis émis par un midjelès illégalement composé en ce que le cadi qui avait statué ne faisait pas partie de ce midjlès;
Par suite, et l'une des parties le requérant expressément, il échet d'annuler la procédure suivie à partir de la réunion du midjlès, et de renvoyer l'affaire devant le midjlès régulièrement composé.
ALGER, 21 NOV. 1888. 91

V. *Appel.*

Minorité. — V. *Commerçant. — Majorité. — Prescription. — Propriété. — Saisie immobilière. — Tutelle.*

Monnaie. — V. *Postes.*

Monopole. — V. *Responsabilité.*

Pages

Motifs des jugements, *appel, conclusions nouvelles, défaut de motifs.*

Il y a nullité, pour défaut de motifs, de l'arrêt qui, rejetant l'appel contre un jugement, ne répond point à un chef de conclusions présenté pour la première fois en appel.

CASS. (CIV.), 31 DÉC. 1888. 197

——— *indigénat, infraction, motifs insuffisants.*

Est insuffisamment motivé le jugement de simple police qui se borne à énoncer que les prévenus se sont rendus coupables d'infractions à l'indigénat résultant de propos irrévérencieux vis-à-vis d'un agent de l'autorité et de fausse dénonciation, en prétendant qu'ils étaient restés cinq jours sans boire ni manger, sans préciser les circonstances de fait qui ont motivé cette double incrimination.

CASS. (CRIM.), 14 FÉVR. 1889. 222

——— *matière musulmane, défaut de motifs, nullité.*

Est nul, par application de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, un jugement non motivé émanant d'une juridiction musulmane.

ALGER, 9 JANV. 1889. 581

——— *moyens, faits d'exécution, défaut de motifs.*

Il y a nullité, pour défaut de motifs, de l'arrêt qui ne répond ni en fait ni en droit aux divers moyens invoqués par le défendeur *(L. 20 avril 1810, art. 7).*

Spécialement, les juges ne sauraient écarter, sans y répondre, le moyen tiré par un défendeur de faits d'exécution accomplis par un auteur du demandeur.

CASS. (CRIM.), 19 JUILL. 1887. 71

——— *obligation, solidarité.*

Doit être considéré comme insuffisamment motivé l'arrêt qui condamne solidairement des cohéritiers au paiement d'une somme d'argent sans donner, du chef de la solidarité, aucun motif de sa décision *(C. civ., art. 1202, 1220, 1221.)*

CASS. (CIV.), 11 FÉVR. 1889. 288

V. *Action possessoire. — Appel.*

Moyen nouveau. — V. *Louage.*

Mozabites. — V. *Hadana.*

Munitions de guerre, *détention sans autorisation, décret du 12 décembre 1851, circonstances atténuantes, non admissibilité.*

Le délit de détention de munitions de guerre sans autorisation est prévu et puni par le décret du 12 décembre 1851 ;

Et ce décret n'autorise pas l'admission des circonstances atténuantes en faveur du prévenu.

ALGER, 11 OCT. 1888. 186

V. *Armes de guerre.*

N

Nantissement, *Tunisie, immeuble, non immatriculation, droit musulman, titre, détention, preuve.*
Le nantissement d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment au regard du débiteur, conformément aux règles du droit musulman, de la détention non frauduleuse du titre par le créancier.
TRIB. DE SOUSSE, 24 OCT. 1889. 608

Nationalité, *musulman, domicile en Tunisie, présomption.*
Il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, que le musulman domicilié en Tunisie est Tunisien et non Algérien.
TRIB. DE SOUSSE, 9 MAI 1889. 538

Navire, *avaries, protestation, expertise, demande en justice, délai, irrecevabilité.*
En l'absence d'un texte de loi prescrivant la forme de la protestation qui doit être faite dans les vingt-quatre heures de la réception des marchandises pour la recevabilité de l'action d'avaries, on doit admettre que la requête à fin d'expertise, ou l'expertise elle-même, constitue une protestation suffisante lorsqu'elle a lieu dans ledit délai de vingt-quatre heures (*C. com., art. 436*) ;
Mais le défaut de demande en justice dans le mois de la protestation constitue un moyen de défense proposable en tout état de cause, sans qu'on puisse prétendre faire résulter la renonciation implicite à ce moyen de la simple comparution du transporteur devant l'expert à un moment où les prétentions du demandeur en responsabilité n'ont pas encore été formulées, et où d'ailleurs le délai de l'assignation commence seulement à courir.
CASS. (CIV.), 13 MAI 1889. 311

V. *Responsabilité.*

Nom patronymique. — V. *Propriété.*

Notaire, *acte de vente, honoraires, solidarité des parties.*
Le notaire, dans un acte de vente, est le mandataire des deux parties ; toutes deux lui doivent dès lors solidairement salaire ;
En conséquence, le notaire peut réclamer au vendeur les honoraires qu'il n'a pu, sans qu'il y ait faute de sa part, recouvrer sur l'acheteur.
TRIB. D'ALGER, 23 MARS 1887. 41

——— *cession de créance, paiement du prix.*
Lorsqu'un notaire a reçu un acte de cession de créance et que le prix de la cession a été déposé entre ses mains, il peut à bon droit refuser de s'en dessaisir au profit du cédant dans le cas où le débiteur cédé fait au cessionnaire difficulté de payer.
Le cessionnaire ne saurait être admis à suspendre le paiement de son prix de cession que pour des causes sérieuses et justifiées. De simples allégations du débiteur cédé dénuées de toute justification ne sauraient être considérées comme une preuve suffisante de l'inexistence de la créance cédée.
ALGER, 21 NOV. 1888. 43

Pages

——— *faute lourde, responsabilité, paiement partiel, quittance définitive, inscription, radiation, perte du droit de suite.*

Le notaire n'est point le rédacteur passif des actes de son ministère ; à défaut par lui d'éclairer les parties sur leurs droits, de suppléer à leur ignorance et de prendre toutes les précautions utiles pour sauvegarder leurs intérêts, il commet une faute lourde engageant sa responsabilité ;

Il en est ainsi, spécialement, d'un notaire qui, bien que ne payant au mandataire d'un créancier qu'un à-compte, en vertu d'un bordereau délivré à la suite d'un ordre ouvert pour arriver à la distribution du prix de vente de partie des immeubles hypothéqués à la sûreté de la créance, et malgré les termes clairs et précis de la procuration, a dressé une quittance contenant main-levée définitive de l'inscription prise sur lesdits immeubles, dont la conséquence a été de faire perdre au créancier son droit de suite.

ALGER, 14 NOV. 1888. 227

——— *honoraires, actes tarifés, actes non tarifés, taxe, compétence, art. 35 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, loi du 5 août 1881, applicabilité à l'Algérie.*

L'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, qui, en Algérie, attribuait compétence à la chambre du conseil pour taxer les honoraires des notaires, a cessé d'être en vigueur depuis la loi du 5 août 1881, déclarée applicable à l'Algérie.

Aux termes de l'art. 3 de ladite loi, qui est devenu, en cette matière, le droit commun de la France et de l'Algérie, le président du tribunal a seul compétence pour taxer les actes notariés.

La disposition de cet article comprend les honoraires des actes non tarifés, aussi bien que ceux des actes tarifés.

ALGER, 5 DÉC. 1888. 49

——— *paiement, détournement, responsabilité, libération, mandat, preuve.*

Aux termes de l'art. 1239 C. civ., le paiement ne peut être fait qu'au créancier capable de recevoir ou à un tiers ayant qualité pour recevoir en son nom, sauf le cas où le créancier aurait ratifié le paiement ou en aurait profité ;

En conséquence, lorsque le débiteur a payé entre les mains d'un notaire, qui n'a pas fait parvenir les fonds au créancier, la perte est pour le débiteur, s'il résulte des circonstances de la cause la preuve que ledit notaire était le mandataire de ce dernier, mais non celui du créancier.

ALGER, 17 AVRIL 1889. 329

Novation, *succession, héritier, renonciation, billet, renouvellement, volonté de nover, circonstances de fait, souscription, exception personnelle, tiers porteur, bonne foi.*

La novation ne se présume pas : elle doit être expresse et résulter clairement des faits et actes intervenus entre les parties ;

Spécialement, le fait, par un héritier éventuel, d'avoir, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, souscrit, tant en son nom personnel qu'au nom de ses cohéritiers, des billets en renouvellement de valeurs souscrites par le *de cujus* ne peut à lui seul impliquer une volonté de nover qui ne ressort d'ailleurs ni des énonciations des billets ni des faits de la cause, et qui, en outre, est invraisemblable à raison des circonstances et conditions dans lesquelles s'est produite la souscription des nouveaux billets ; par suite, cet héritier ne peut être tenu du paiement de ces billets après qu'il a renoncé à la succession.

Pages

Le tiers porteur des nouveaux billets souscrits par l'héritier qui a ensuite renoncé ne peut être considéré comme le tiers de bonne foi que la loi protège contre les exceptions personnelles au souscripteur, lorsqu'il a eu connaissance des circonstances et conditions du renouvellement, et qu'il n'a pu se méprendre sur la qualité en laquelle l'héritier éventuel avait signé les nouveaux billets, ni penser un seul instant que la dette en résultant fût la dette personnelle de cet héritier, et non celle du défunt.

ALGER, 23 JUILL. 1888. 514

V. *Billet à ordre.*

Nullité facultative. — V. *Appel. — Effets de commerce. — Expropriation publique. — Habous. — Saisie-exécution. — Saisie immobilière.*

O

Obligation, *action, partage, créancier, intérêt.*

Pour exercer les droits et actions de son débiteur il suffit au créancier d'un intérêt sérieux et légitime ; — Spécialement, le créancier d'un successible pour une somme de 200 fr. est fondé à provoquer un partage ou une licitation au nom de son débiteur, encore bien que sa créance soit privilégiée, et quelle que puisse être la solvabilité du débiteur ; ce privilège et cette solvabilité n'offrant qu'une garantie illusoire au cas de refus de paiement ou d'indivision.

ALGER, 13 FÉVR. 1889. 574

——— *Tunisie, intérêts moratoires, loi italienne, application, prescription.*

La substitution des tribunaux français aux tribunaux consulaires, en Tunisie, n'a porté aucune atteinte aux droits antérieurement acquis ;

En conséquence, et conformément à la convention diplomatique conclue entre la France et l'Italie le 25 janvier 1884, il y a lieu d'appliquer la loi italienne aux rapports contractuels qui se sont formés sous son empire ;

Spécialement, le débiteur de nationalité italienne qui s'est obligé au paiement d'une somme d'argent par acte souscrit à Tunis, à l'époque où fonctionnaient les tribunaux consulaires italiens, doit les intérêts légaux depuis l'échéance de la dette, encore qu'aucun pacte n'ait eu lieu relativement aux intérêts *(C. civ. italien, art. 1222, 1231)*.

Le fait d'opposer à une demande en paiement de somme d'argent que l'obligation est nulle ou qu'elle a été payée n'emporte pas renonciation au droit d'invoquer la prescription pour les intérêts ;

D'après le Code civ. italien (art. 2144) comme d'après le Code civ. français, les intérêts se prescrivent par cinq ans.

TRIB. DE TUNIS, 6 DÉC. 1888. 75

V. *Appel. — Motifs des jugements.*

Obligation divisible et indivisible. — V. *Appel. — Mandat.*

Pages

Offres réelles. — V. *Folle enchère.*

Ordre, *règlement amiable, juge commissaire, remplacement, ordonnance, registre spécial, inscription, procès-verbal, preuve, dol, nullité.*

Si l'art. 749 C. pr. civ. dispose que l'ordonnance par laquelle le président du tribunal désigne d'autres juges pour procéder au règlement des ordres en cas d'absence ou d'empêchement des juges précédemment désignés sera inscrite sur un registre spécial tenu au greffe, cette formalité n'est pas prescrite à peine de nullité, et la mention qui est faite de ladite ordonnance en marge du règlement de l'ordre remplit suffisamment le vœu dudit article.

Le juge qui procède au règlement d'un ordre amiable n'ayant d'autre pouvoir et d'autre mission que de constater les conventions des parties intéressées et d'en ordonner l'exécution par la délivrance des bordereaux et la radiation des inscriptions, cette constatation n'a, par sa nature, aucun caractère de décision judiciaire pouvant acquérir l'autorité de la chose jugée ;

Ce règlement constitue seulement un contrat authentique susceptible de donner lieu à toutes les actions en nullité ou en rescision de l'art. 1304 C. civ., en tant que ces actions auraient pour cause le dol ou la fraude, sans qu'il soit besoin de l'attaquer par la voie de l'inscription de faux.

ALGER, 13 MARS 1889. 285

V. *Distribution par contribution. — Folle enchère.*

P

Paiement. — V. *Effets de commerce. — Folle enchère. — Gage commercial. — Notaire. — Saisie-arrêt.*

Partage. — V. *Chose jugée. — Habous. — Obligation. — Succession musulmane.*

Patentes. — V. *Contributions directes.*

Pêche maritime. — V. *Responsabilité.*

Pension alimentaire, *besoins du créancier, arrérages.*

La persistance des besoins du créancier peut seule justifier le service de la pension alimentaire réglée par ordre de justice ;

Le fait de n'avoir adressé aucune réclamation au débiteur d'aliments pendant un certain laps de temps fait présumer l'inexistence de besoins chez le créancier, et par suite affranchit le débiteur de l'obligation de payer les arrérages venus à échéance pendant ce temps.

ALGER, 23 DÉC. 1886. 111

Péremption d'instance, *actes interruptifs, demande en garantie.*

On ne peut considérer comme interruptifs de la péremption d'une

Pages

demande en garantie des conclusions signifiées et un jugement rendu entre les parties figurant dans l'instance principale, et en dehors du défendeur à la garantie, demandeur en péremption (*C. pr. civ., art. 397 et suiv.*).
CASS. (CIV.), 26 NOV. 1888. 162

Photographe. — V. *Propriété artistique.*

Police municipale, *maire, arrêté, salubrité publique, contravention.*
L'arrêté du maire d'une ville interdisant à tous les habitants, par mesure de salubrité, d'élever et d'entretenir dans les appartements, cours, galeries et sur les terrasses de leurs maisons des animaux pouvant occasionner et répandre de l'infection n'est point applicable à une habitation située à 400 mètres des murs de ladite ville.
CASS. (CRIM.), 11 MAI 1889. 321

Possession, *bonne foi, immeuble, éviction, plus-value.*
Le possesseur de bonne foi qui a amélioré l'immeuble dont il est évincé ne peut réclamer que la plus-value résultant de cette amélioration.
ALGER, 29 NOV. 1888. 108

V. *Action possessoire. — Dommages-intérêts. — Prescription civile. — Vente.*

Postes, *mandat postal, Tunisie, paiement, monnaie, cours légal.*
En Tunisie, les mandats postaux en provenance ou à destination de l'intérieur peuvent être payés par la poste soit en monnaie française, soit en monnaie tunisienne, au taux de 60 cent. la piastre.
Pour les mêmes mandats, la poste est tenue de recevoir l'une et l'autre monnaie indistinctement au même taux.
TRIB. DE TUNIS, 30 JANV. 1889. 446

V. *Saisie-arrêt.*

Pourvoi en cassation, *assignation devant la chambre civile, partie, désignation.*
Lorsqu'une partie a figuré au jugement de première instance et à l'arrêt attaqué par le pourvoi en cassation, il suffit que le pourvoi ait été dirigé contre l'arrêt attaqué sans restriction pour que cette partie ait été régulièrement assignée devant la chambre civile, quoiqu'elle ne soit pas dénommée dans la requête en pourvoi.
CASS. (CIV.), 2 AVRIL 1889. 244

——— *intérêt, condamnation aux dépens, recevabilité.*
La condamnation aux dépens suffit pour justifier l'intérêt d'un recours en cassation.
CASS. (CIV.), 11 FÉVR. 1889. 288

Prescription civile, *loi du contrat, Suisse, prescription des créances, Code fédéral des obligations.*
La prescription extinctive des obligations est régie par la loi sous

Pages

l'empire de laquelle l'obligation s'esi formée (dans l'espèce la loi du canton de Berne).

La même loi doit régir la prescription de l'obligation principale et la prescription des intérêts de la créance.

D'après le Code bernois de 1830 (art. 1037, 1034 et 1042), les créances se prescrivaient par dix ans, et ce délai devait être doublé lorsque les parties n'étaient pas domiciliées dans le même canton ;

Le Code fédéral suisse des obligations a maintenu ce délai de dix ans et supprimé l'augmentation de durée résultant du domicile respectif des parties.

D'après l'art. 153 du même Code, la prescription est suspendue tant qu'il est impossible de faire valoir sa créance devant un tribunal suisse.

La prescription des intérêts de la créance, d'après ce même Code, a une durée de cinq ans.

TRIB. DE TUNIS, 2 NOV. 1888. 138

——— *loi étrangère, défendeur, domicile, Tunisie, délai.*

La prescription extinctive d'une action personnelle est celle que détermine la loi du domicile du débiteur.

Dans la régence de Tunis, le délai de la prescription libératoire est de quinze ans.

ALGER, 17 JANV. 1889. 142

——— *possession décennale, indigène musulman, propriété, loi musulmane, acquisition, loi du 26 juillet 1873, transcription.*

Le fait par un indigène d'avoir exercé la possession paisible, publique, continue, non précaire et à titre de propriétaire d'un immeuble pendant dix années, avant la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, a suffi pour lui en faire acquérir la propriété par le seul effet de la prescription ;

Par suite, son droit de propriété ne saurait recevoir, à l'égard des tiers, aucune atteinte de ce qu'il n'aurait pas fait transcrire, postérieurement à ladite loi, le titre en vertu duquel il possédait, ou de ce que la transcription de ce titre ne contiendrait pas une désignation suffisante de l'immeuble.

ALGER, 26 MARS 1889. 269

——— *prescription décennale, vente, immeuble, contenance indéterminée, revendication, juste titre, prescription française, prescription musulmane.*

Si l'on ne peut prescrire contre son titre, on peut toujours prescrire outre son titre.

Spécialement, au cas de revendication d'une parcelle de terre que chacune des parties prétend être comprise dans sa propriété, le défendeur qui a acquis un immeuble avec la conviction que cette parcelle s'y trouvait comprise, et qui, depuis cette époque, a joui *animo domini* de ladite parcelle, est fondé à opposer au revendiquant la prescription décennale; et ce, encore bien que son titre d'acquisition n'indique ni sa contenance, ni les limites de l'immeuble par lui acquis; mais toutefois à charge par lui d'établir qu'au moment de sa mise en possession la parcelle litigieuse faisait partie de cet immeuble.

Les deux prescriptions décennales, française et musulmane, produisant le même résultat et différant en ceci seulement que la loi musulmane n'exige que le temps et l'absence de précarité, il est, en thèse générale, sans intérêt pratique de rechercher si la prescription

Pages

musulmane peut être utilement invoquée par le musulman qui a possédé pendant dix ans, avec juste titre et bonne foi, conformément à la loi française.

ALGER, 18 DÉC. 1888. 219

——— *prêt à intérêt, contrat passé en Tunisie, prescription des intérêts, loi applicable, prescription quinquennale.*

Les Européens qui ont stipulé, en Tunisie, un prêt à intérêt, n'ayant pu vouloir soumettre leurs stipulations à la loi musulmane, qui proscrit ce contrat, doivent être présumés avoir entendu contracter conformément aux usages locaux introduits dans la régence sous l'influence des juridictions consulaires et dans l'établissement desquels les législations française et italienne ont été prépondérantes ;

Par suite, il y a lieu d'appliquer aux contrats passés en Tunisie la prescription de cinq ans édictée par l'art. 2277 du Code civ. français et l'art. 2144 du Code civ. italien.

TRIB. DE SOUSSE, 11 AVRIL 1889. 276

——— *suspension, mineur, droit musulman.*

En droit musulman, comme en droit français, la prescription ne court pas contre les mineurs.

ALGER, 28 NOV. 1888. 53

V. *Caution* judicatum solvi. — *Compétence.* — *Effets de commerce.* — *Faillite.* — *Obligation.* — *Propriété.*

Prescription criminelle, *interruption, diffamation, Algérie, domicile, résidence, action civile, citation, arrêt par défaut.*

Les dispositions des art. 2 et 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 portant que la résidence habituelle vaut domicile et que les citations ou significations pourront être valablement faites à la personne ou au domicile réel ou d'élection, ou à la résidence de la partie citée, sont seulement applicables aux parties qui ne sont pas domiciliées en Algérie ;

Par suite, est irrégulière et ne saurait avoir pour effet d'interrompre la prescription d'une action en diffamation, la citation donnée au prévenu, domicilié en Algérie, au lieu de sa résidence habituelle, sans avoir été remise à sa personne ni été suivie de sa comparution.

On ne peut attribuer le caractère d'acte d'instruction et de poursuite, de nature à interrompre la prescription d'une action diffamatoire, à un arrêt par défaut donnant acte au prévenu du désistement de son appel du jugement sur la compétence, lorsque cet arrêt a été rendu sans que le prévenu ait été appelé à comparaître devant la Cour au jour où il a été prononcé.

CASS. (CRIM.), 16 MAI 1889. 370

V. *Presse.*

Presse, *délit, prescription, délit nouveau.*

Lorsque les actions publique et civile naissant d'un délit sont éteintes par la prescription, l'individu coupable du délit peut impunément s'en déclarer l'auteur ;

Mais sa déclaration peut être incriminée lorsqu'elle renferme elle-même les éléments d'un délit d'injure ou de diffamation.

ALGER, 24 FÉVR. 1888. 250

Pages

——— *diffamation, bulletin de renseignements commerciaux, délit, éléments constitutifs.*

Le fait de communiquer sans motifs plausibles à plusieurs personnes, sur la voie publique ou dans un lieu public, un bulletin de renseignements commerciaux de nature à causer un grave préjudice à celui sur le compte de qui ces renseignements ont pu être donnés constitue le délit de diffamation prévu par l'art. 23 de la loi du 29 juillet 1881.

ALGER, 25 OCT. 1888. 246

——— *injure publique, citation, loi, indication, défense au fond, nullité couverte.*

En matière de diffamation ou d'injure, le moyen de nullité tiré de ce que la citation n'aurait pas visé les dispositions de loi invoquées par la poursuite n'est point d'ordre public et doit être soulevé avant toute défense au fond ;

Par suite, il n'est pas recevable s'il est opposé pour la première fois en appel *(L. 29 juill. 1881, art. 50 et 60.)*

ALGER, 29 NOV. 1888. 39

——— *Tunisie, journaux, colportage, autorisation, sanction.*

En Tunisie, le colportage des journaux sur la voie publique est soumis à l'autorisation préalable des fonctionnaires tunisiens, et sous la sanction portée par l'art. 7, § 2 du décret beylical du 14 octobre 1884.

CASS. (CRIM.), 29 DÉC. 1888. 214

Preuve, *rapport d'expert, énonciation.*

Un rapport d'expert qui mentionne des accords intervenus au cours de l'expertise fait foi de ses énonciations, et par suite de l'existence de ces accords et de leur acceptation par les parties.

ALGER, 5 DÉC. 1888. 46

V. *Abus de confiance. — Chefâa. — Compétence. — Effets de commerce. — Habous. — Interdiction. — Mandat. — Nantissement. — Notaire. — Propriété. — Requête civile. — Responsabilité. — Saisie-arrêt. — Saisie-exécution.*

Preuve testimoniale, *convention entre Européen et Tunisien, loi applicable.*

Il appartient aux tribunaux de déterminer la loi applicable aux contrats passés entre Européens et indigènes, en ayant égard à la nature de l'objet en litige et à la teneur de la convention, et, à défaut de convention, aux circonstances et à l'intention présumée des parties ;

La circonstance qu'un Européen et un indigène, en Tunisie, n'ont pas employé pour l'instrument écrit de leur convention le ministère des témoins officiels du bey suffit pour démontrer qu'ils n'ont pas entendu se soumettre à la loi locale ;

Par suite, en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, il n'y a pas lieu d'autoriser en pareil cas la preuve testimoniale.

TRIB. DE SOUSSE, 28 MARS 1889. 337

——— *présomptions, preuve contre et outre le contenu aux actes, quittance, dol, fraude, simulation.*

La règle prohibitive de la preuve testimoniale ou par présomptions contre et outre le contenu aux actes n'est point applicable dans les cas de dol ou de fraude ;

Pages

Par suite, le créancier qui conteste la libération du débiteur, malgré la quittance qui lui est opposée par ce dernier, est recevable à prouver par présomptions graves, précises et concordantes que la dite quittance est fictive et simulée, et qu'elle n'a pu parvenir aux mains du débiteur que par l'effet de la fraude et du dol.

CASS. (CIV.), 8 JANV. 1889. 210

Prisons. — V. *Travaux publics.*

Privilège. — V. *Frais de justice. — Louage.*

Promulgation des lois en Algérie. — V. *Bois et forêts. — Cour d'assises. — Élections consulaires. — Exploit. — Expropriation publique. — Succession musulmane. — Surenchère.*

Propriété, *acte notarié, licitation, loi française, application.*

Les terrains, possédés par des indigènes, sur lesquels un Européen a acquis des droits indivis par acte notarié, sont régis par la loi française et doivent être licités dans les formes déterminées par le Code de pr. civ.

TRIB. DE BLIDA, 8 MAI 1889. 360

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, conflit d'un titre définitif avec un titre notarié.*

Les titres définitifs délivrés à la suite des opérations du commissaire enquêteur en vertu de la loi du 26 juillet 1873 forment-ils le point de départ unique de la propriété non seulement à l'égard des indigènes mais encore à l'égard des Européens munis de titres français? *(Rés. affirm. par la Cour d'appel; non rés. par la Cour de cassation).*

CASS. (CIV.), 19 NOV. 1888. 145

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du titre II, titre définitif, irrégularités, territoire non soumis, titre français préexistant.*

Le titre définitif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873 ne forme le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs qu'autant que les opérations ont eu lieu conformément aux prescriptions de ladite loi;

Et il n'en est pas ainsi lorsque le commissaire enquêteur, ayant reçu mission d'opérer sur le territoire d'une commune indigène, a fait porter ses opérations sur un immeuble situé dans le territoire de la commune de plein exercice du même nom; alors surtout que ce dernier territoire (dans l'espèce la commune de Miliana et sa banlieue) était dispensé de droit de toute vérification des titres aux termes de l'ordonnance du 21 juillet 1846, les seuls territoires où la propriété doive désormais, dans l'espèce de ladite loi, être reconnue et constituée étant les territoires purement indigènes appartenant encore au statut réel transitoire indigène, et non ceux déjà soumis au statut réel français;

En admettant même que l'immeuble objet du titre définitif ait été soumis aux opérations du commissaire enquêteur, celui-ci a encore procédé irrégulièrement en comprenant cette terre dans ses opérations, lorsque la propriété en était déjà constatée par un titre administratif; et le nouveau titre français délivré dans de pareilles circonstances ne saurait être opposé au premier.

TRIB. DE BLIDA, 7 NOV. 1888. 125

Pages

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du commissaire enquêteur, contestations, instance, effets, renouvellement, notification à l'administration, titre définitif, déchéance.*

L'action introduite au cours des opérations accomplies par le commissaire enquêteur en exécution de loi du 26 juillet 1873, et avant la délivrance par celui-ci du titre provisoire de propriété, aux fins de contester lesdites opérations et les attributions faites sur ses conclusions, a pour effet de suspendre la délivrance du titre définitif, ou tout au moins, en cas de délivrance de ce titre pendant l'instance engagée, d'en subordonner l'autorité entre les parties au résultat de la décision judiciaire à intervenir ;

Et, la loi ne subordonnant la conservation de cet effet à aucune condition de renouvellement, on ne saurait prétendre que ladite action est prescrite faute d'avoir été renouvelée dans les trois mois qui ont suivi la délivrance du titre provisoire.

Si les contestants peuvent avoir intérêt à porter leur contestation à la connaissance de l'autorité administrative, en vue notamment de prévenir toutes difficultés ultérieures sur les titres qui seraient délivrés contrairement à leurs prétentions, la loi de 1873 ne leur impose à cet égard aucune obligation, non plus qu'elle n'édicte aucune déchéance à raison de l'omission de cette formalité.

ALGER, 27 FÉVR. 1889. 181

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, opérations du titre II, titre notarié ou administratif, production au commissaire enquêteur, conflit avec le titre définitif, déchéance.*

Il résulte des travaux préparatoires de la loi du 26 juillet 1873 que cette loi, dont le but a été d'unifier la propriété du sol algérien en substituant, sans aucune exception tirée de la qualité des personnes, au statut réel musulman le statut réel français avec tous les avantages qu'il procure, s'applique à la terre arabe exclusivement, et ce serait en méconnaître l'esprit que de l'appliquer à la terre qui, devançant la pensée du législateur, s'était déjà francisée par l'initiative privée.

Le texte lui-même de la loi consacre ce principe en affranchissant avec le plus grand soin de l'obligation des formalités qu'elle prescrit les droits de propriété constatés par acte notarié ou administratif et en y soumettant tous ceux qui sont simplement assis sur des titres arabes, sans qu'il y ait à distinguer suivant que le propriétaire est un Européen ou un indigène ;

Par suite, le propriétaire d'un immeuble dont le droit repose sur un titre notarié ou administratif, s'il peut avoir intérêt, pour s'éviter des contestations ultérieures, à produire son titre au commissaire enquêteur, ne saurait être astreint à faire cette production sous peine d'encourir la déchéance prononcée par l'art. 18 de la loi précitée, en cas de conflit de son titre avec le titre définitif délivré par le domaine conformément audit article ; les déchéances étant de droit étroit et ne pouvant être encourues que dans les cas expressément énumérés par le législateur.

ALGER, 6 FÉVR. 1889. 95

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873 : — Titre administratif ou notarié, point de départ unique de la propriété, droits réels antérieurs, déchéance ; — Loi française, applicabilité, point de départ, indigènes musulmans, transmissions contractuelles, cadis, acte, incompétence, nullité ; — Ventes successives, priorité, transcription, concert frauduleux, vendeur, déclaration, acte non transcrit.*

Depuis la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, le titre admi-

nistratif ou notarié qui constate la propriété d'un immeuble supplée au titre délivré en exécution de la loi précitée, et, par suite, forme, aussi bien que ce dernier titre, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de tous autres (*1re espèce*).

La loi française est applicable, entre indigènes musulmans, aux transmissions contractuelles d'immeubles dont la propriété est constatée par un acte administratif ou notarié, du jour de la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, si cet acte est antérieur, du jour de l'acte administratif ou notarié, s'il est postérieur à cette promulgation (*2e espèce*);

Par suite, les cadis sont sans qualité pour recevoir des actes de vente concernant des immeubles déjà définitivement francisés, soit parce qu'ils avaient été transmis, entre indigènes musulmans, par des actes notariés postérieurs à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873 (*1re espèce*), soit parce qu'ils avaient fait l'objet de concessions ou d'actes administratifs postérieurs à cette même promulgation; — Alors même, dans ce dernier cas, que l'acte administratif serait d'une date postérieure à celle de l'acte musulman, si le bénéficiaire de l'acte administratif avait été mis en possession par l'État antérieurement à l'acte du cadi (*3e espèce*);

Par suite encore, entre deux indigènes musulmans acquéreurs successifs d'un même immeuble concédé administrativement à un autre indigène, leur vendeur, postérieurement à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, et, à ce titre, régi par la loi française depuis l'acte de concession, la préférence est due à l'acte transcrit, sans égard à la date des aliénations, ni à la déclaration du vendeur en faveur de l'acquéreur qui n'a pas fait transcrire, si cette déclaration n'est pas relatée dans un acte ou jugement antérieurement transcrit. — La règle que la transcription détermine la préférence reçoit exception au cas dûment établi de fraude, concertée entre le vendeur et l'acquéreur qui a fait transcrire, pour faire tomber la vente antérieure dont cet acquéreur aurait eu pleine connaissance (*2e espèce*).

ALGER, 1er JUILL., 26 OCT. et 5 NOV. 1889. 545

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, parcelle, attribution exclusive, erreur matérielle, partage.*

Lorsque, par suite d'une erreur matérielle du commissaire enquêteur, l'administration a attribué définitivement la propriété exclusive de parcelles de terres à celui qui n'avait droit qu'à une part des dites parcelles, et que le titulaire de ce titre définitif a déclaré n'avoir jamais eu l'intention de s'en prévaloir bien qu'il soit inattaquable en droit, c'est à tort que les premiers juges ont cru pouvoir se fonder sur la prétendue mauvaise foi de l'attributaire pour ordonner la vente aux enchères publiques de ce lot et le partage de la somme produite par la vente;

Dans ce cas, il y a simplement lieu de donner acte audit attributaire de ce qu'il entend ne pas se prévaloir de son titre et d'ordonner le partage du lot en nature s'il est déclaré par lui ainsi partageable.

ALGER, 18 DÉC. 1888. 65

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, transcription, vente antérieure non transcrite, déchéance de l'acheteur à l'égard des tiers, recours contre le vendeur.*

Le titre définitif délivré par le domaine conformément à la loi du 26 juillet 1873 forme, à dater de sa transcription, le point de départ unique de la propriété, à l'exclusion de toutes charges et de tous droits réels non révélés par des inscriptions ou des transcriptions antérieures à la délivrance de ce titre (*art. 18 et 19*);

Pages

Et la déchéance édictée par l'art. 19 de ladite loi est absolue et d'ordre public, le but de cet article étant d'affranchir d'une manière radicale la propriété résultant du titre définitif de tous droits non révélés en temps utile, et ce but ne pouvant être atteint s'il fût resté possible d'apporter dans l'application de ses dispositions intentionnellement rigoureuses des tempéraments et des distinctions que leur texte ne comporte pas et qui répugnent à leur esprit ;

Par suite, lorsqu'un immeuble, ayant fait l'objet d'une vente à réméré entre indigènes, a été soumis aux opérations de la loi de 1873, l'acheteur qui n'a pas fait transcrire son acte de vente avant la transcription du titre définitif délivré à son vendeur ne saurait opposer son droit au tiers auquel ce dernier a vendu le même immeuble postérieurement à cette transcription, alors même qu'il aurait fait transcrire ledit acte de vente avant la transcription opérée par le second acheteur ; et il ne conserve qu'un droit personnel de créance contre son propre vendeur.

ALGER, 5 DÉC. 1888. 86

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, vente, transcription, inscription, nom patronymique, déchéance.*

Le titre définitif délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873, à la suite des opérations du commissaire enquêteur, est déclaratif et non attributif de propriété, et ne fait que consacrer les droits antérieurs du propriétaire sur l'immeuble qui en fait l'objet ;

Par suite, lorsque cet immeuble a été vendu par un indigène à un Européen après la délivrance du titre provisoire, et que l'acquéreur a fait transcrire l'acte de vente, conformément à l'art. 19, § 1er de ladite loi, antérieurement à la transcription du titre définitif délivré plus tard, cet acquéreur est devenu, par la transcription de son contrat, propriétaire à l'égard des tiers, et aucune inscription ne peut plus être utilement prise sur l'immeuble du chef du vendeur ;

On ne saurait prétendre que la transcription ainsi faite par l'acheteur est nulle comme ne contenant pas l'indication des prénoms et nom de famille du vendeur portés dans le titre provisoire délivré à ce dernier, l'art. 19, § 2 de la loi, qui prescrit cette formalité, n'attachant point de déchéance à son inobservation ;

Alors surtout que l'inscription hypothécaire opposée à l'acheteur comme étant antérieure à la transcription du titre définitif ne fait pas elle-même mention du nom patronymique du vendeur.

ALGER, 15 MARS 1889. 293

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873 : — Titre notarié ou administratif, délivrance de nouveaux titres ; — Opérations du titre II, production du titre notarié ou administratif, obligation ; — Conflit du titre notarié ou administratif avec le titre définitif, purge générale du titre II, déchéance, pouvoir des tribunaux.*

La loi du 26 juillet 1873 (art. 3, § 3 et art. 17) ne prescrit la délivrance de titres nouveaux que lorsque l'existence des droits de propriété privative n'est pas constatée par des actes notariés ou administratifs, c'est-à-dire par des titres français.

Le propriétaire muni d'un acte notarié ou administratif qui constate, en même temps qu'il l'établit, son droit privatif à un immeuble déterminé, n'est point soumis aux prescriptions de la loi du 26 juillet 1873 et ne peut être compris parmi les « intéressés » pour lesquels, d'après l'art. 8 de ladite loi, les insertions et publications ordonnées aux diverses phases des opérations du commissaire enquêteur constituent une mise en demeure d'avoir à produire tous les documents et témoignages utiles à l'établissement de leurs droits.

Si ces droits sont contestés par des individus qui, n'ayant que des

Pages

titres musulmans ou des actes de possession à invoquer, ont procédé devant le commissaire enquêteur et finalement obtenu la délivrance de nouveaux titres, c'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les contestations élevées entre les divers prétendants à la propriété, mais sans qu'ils soient liés par une prétendue présomption de déchéance absolue qui découlerait des dispositions de l'art. 18 de la loi précitée.

CASS. (CIV.), 13 NOV. 1888. 1

——— *construction, terrain d'autrui, propriété du dessus et du dessous, revendication, art. 552 et 553 du Code civil; — Immeuble située à Mascara, loi applicable entre musulmans, juridiction compétente.*

L'art. 552 du Code civil, qui pose en règle que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, ne fait qu'énoncer un fait conforme à la réalité habituelle des choses et ne crée qu'une présomption, qui cède devant les présomptions ou preuves contraires résultant des circonstances ou des titres;

Il résulte d'ailleurs de l'art. 553 du même Code que la propriété du dessus peut être distincte de celle du dessous ;

Par suite, une maison édifiée sur un terrain appartenant à l'État peut constituer un immeuble distinct, susceptible d'être l'objet d'actions réelles entre ceux qui la détiennent et ceux qui y prétendent droit ;

Spécialement, une demande tendant à la revendication de cette maison est régulièrement intentée contre le possesseur, et ne peut être écartée par ce prétexte que le demandeur n'aurait d'autre droit que celui de réclamer à l'État le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, alors d'ailleurs que l'État n'élève aucune prétention sur cette maison et qu'il ne la possède pas.

La juridiction française est compétente pour statuer entre musulmans sur la demande en revendication d'un immeuble situé à Mascara, et, comme tel, régi par la loi française.

ALGER, 28 NOV. 1888. 53

——— *Tunisie, immeuble, établissement, titre, preuve, possession, prescription acquisitive.*

En droit tunisien, la propriété immobilière s'établit par la détention régulière et légitime du titre qui, à l'origine, a été créé pour sa constatation et sur lequel toutes les transmissions auxquelles il a donné lieu ont été mentionnées ; par suite, aucune transmission de la propriété ne peut être opposée par des tiers au détenteur légitime du titre, en dehors de tout cas de fraude ou de collusion dûment établi, ou de celui d'une possession suffisamment longue pour produire les effets de la prescription acquisitive.

Si le titre originaire de propriété n'est pas reproduit, la possession paisible et non précaire de l'immeuble constitue à elle seule une preuve suffisante de la propriété, alors même qu'elle n'aurait pas duré assez longtemps pour conduire à la prescription acquisitive.

TRIB. DE SOUSSE, 28 FÉVR. 1889. 417

V. *Action en partage. — Bois et forêts. — Compétence. — Jugement interlocutoire. — Prescription civile. — Saisie-exécution.*

Propriété artistique, *Tunisie, loi applicable, photographe, concurrence déloyale.*

La photographie pouvant avoir pour objet tant l'exercice d'un art que celui d'un commerce, les photographes peuvent invoquer à la

Pages

fois les règles spéciales relatives à la propriété artistique et la protection accordée par le droit commun à la propriété commerciale.

Aucune loi particulière n'étant encore intervenue dans la régence pour protéger d'une manière spéciale la propriété artistique, il y a lieu de se référer en cette matière aux règles du droit commun.

Si, au point de vue commercial, un photographe peut agir en justice pour empêcher la reproduction soit d'objets ou modèles dont une convention régulière lui assure la propriété exclusive, soit de ses photographies ou de ses clichés, il est sans droit à se plaindre d'une concurrence ayant pour objet la photographie de vues et types qui sont à la portée detout le monde et sur lesquels il n'invoque d'ailleurs aucun privilège.

TRIB. DE TUNIS, 4 FÉVR. 1888. 326

Protectorat. — V. *Compétence.*

Puissance paternelle. — V. *Hadana.*

R

Rahnia. — V. *Séquestre.*

Référé, *juge de paix à compétence étendue, appel, matière musulmane, compétence.*

L'appel des ordonnances de référé rendues par le juge de paix à compétence étendue doit être porté devant le tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire ;

S'agissant d'une ordonnance de référé en matière musulmane, l'appel de cette ordonnance doit être porté devant la chambre musulmane de ce tribunal.

TRIB. DE MOSTAGANEM, 13 DÉC. 1888. 67

Règlement de juges. — V. *Conseil de guerre.*

Relégation, *défaut d'assistance d'un défenseur, nullité.*

Le jugement prononçant la relégation doit constater à peine de nullité que le prévenu a été assisté d'un défenseur.

ALGER, 31 MARS 1887. 48

Requête civile, *justice musulmane, conditions, pièces décisives, recouvrement, identité, partie adverse, rétention, acte de notoriété, preuve.*

Les jugements ou arrêts définitifs en matière musulmane peuvent être attaqués par la requête civile dans les conditions prévues par les art. 480 et suiv. C. pr. civ., et notamment pour la cause énoncée au § 10 de l'article précité, à charge, par le demandeur, de prouver que les pièces décisives par lui produites ont été recouvrées depuis le jugement, et qu'elles avaient été retenues par la partie adverse.

La preuve de l'identité des documents prétendus recouvrés avec ceux produits à l'appui de la requête civile ne saurait résulter d'un acte de notoriété dans lequel des témoins relatent la découverte de

Pages

pièces dont ils ignorent le contenu et dont ils n'ont jamais pris connaissance.

ALGER, 6 NOV. 1889. 605

Responsabilité, *berger, troupeau, propriétaire, tiers désigné, perte.*

Un berger ne saurait être déclaré responsable de la disparition d'animaux compris dans le troupeau confié à sa garde, lorsque cette disparition est constatée après remise par lui faite à un tiers désigné par le propriétaire et sans que ce tiers ait formulé aucune observation au moment de la remise.

ALGER, 26 DÉC. 1888. 230

——— *commettant, préposé, fonctions, abus, accident.*

En vertu de l'art 1384, § 3 C. civ., les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés même en dehors des fonctions qu'ils leur ont confiées, lorsque le dommage est la conséquence d'abus que le préposé a faits de sa fonction et de la négligence du commettant à surveiller les abus dont il avait connaissance.

ALGER, 18 FÉVR. 1889. 203

V. *Action. — Appel. — Notaire.*

——— *commissionnaire de transport, navire, échouement, objets, perte, mauvais état de la marchandise, faute du capitaine ou du mécanicien, preuve, présomption, clause de non garantie.*

Les chargeurs ou voyageurs ne peuvent fonder une action en responsabilité contre une compagnie de navigation maritime, à raison de la perte d'objets leur appartenant, survenue par suite de l'abordage et de l'échouement d'un de ses navires, soit sur le mauvais état de la machine, soit sur la faute du capitaine ou du mécanicien, lorsqu'ils ne font aucune preuve à cet égard, le présomption étant que le navire muni de son permis de navigation possède une machine en bon état, et que le mauvais état de la mer a rendu la manœuvre impossible ; alors surtout que par une clause de ses connaissements et de ses tikets ladite compagnie a stipulé qu'elle ne serait pas responsable des fautes ou négligences du capitaine ou des gens de l'équipage.

TRIB. COM. D'ALGER, 18 NOV. 1889. 564

——— *contrat de transport, chemin de fer, tarif réduit, clause de non garantie, perte, faute, preuve.*

Si la clause de non garantie insérée dans un tarif réduit ne libère pas une compagnie de chemins de fer de la responsabilité qui peut lui incomber à raison de ses fautes ou de celles de ses agents, elle a pour conséquence, contrairement aux règles posées dans l'art. 103 C. com., de mettre, notamment en cas de perte de la marchandise, la preuve de la faute à la charge de son propriétaire.

ALGER, 25 OCT. 1888. 280

——— *contrat de transport, navire, fret, avaries, clause de non garantie, faute preuve.*

La clause manuscrite d'un connaissement portant qu'une compagnie de transports maritimes ne répondra pas de la casse a pour effet d'exonérer cette compagnie de toute responsabilité à raison des avaries provenant de la fragilité de la marchandise et de ne laisser

Pages

à sa charge que celle qui pourrait résulter de sa faute lourde, soit par suite de mauvais arrimage, soit par la négligence des gens du port à l'embarquement ou au débarquement des colis ;

Et la preuve de cette faute incombe à l'expéditeur ou au destinataire.

TRIB. COM. D'ALGER, 2 FÉVR. 1889. 160

——— *Tunisie, pêche aux éponges, monopole, fermier, règlements tunisiens, usages locaux, navire étranger, éponges, confiscation, dommages-intérêts.*

La seule faculté expressément impartie par leur cahier des charges aux fermiers des droits sur la pêche aux éponges dans les eaux tunisiennes pour garantir les intérêts de leur fermage est celle de garder à leurs frais et risques les côtes, la mer et l'intérieur des villes, et d'exercer une surveillance sur les redevables.

Ils tiennent en outre d'une pratique confirmée par l'usage, et justifiée par les nécessités d'une utile exploitation, certains droits tels que ceux de faire des perquisitions à bord des bateaux, d'y pratiquer préventivement et provisoirement la saisie de produits suspects et de placer des surveillants à bord des embarcations destinées à la pêche des éponges.

Mais ils ne sauraient être autorisés dans aucun cas, en se fondant sur une prétendue délégation de l'autorité, à se livrer à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou un caractère pénal, tels que la confiscation d'éponges opérée, à bord d'un navire étranger, dans les eaux de la régence, sans le contrôle des juridictions locales et sans entente préalable avec le gouvernement tunisien ;

Alors surtout qu'ils ne prouvent pas que les éponges par eux confisquées soient des éponges de contrebande.

En vain les fermiers prétendraient-ils motiver ladite confiscation sur ce fait que le capitaine dudit navire n'aurait pas manifesté les éponges qu'il avait à son bord, l'usage leur donnant simplement le droit, à défaut de production du manifeste (que d'ailleurs en fait ils n'ont pas requise), de faire sceller les éponges suspectes pour permettre d'en vérifier l'origine ;

Et ils étaient d'autant moins fondés à prendre cette mesure arbitraire que, plusieurs jours avant la saisie, un décret beylical du 14 hidjé 1304, applicable de ce chef dès sa promulgation, avait prévu et réglementé les conditions dans lesquelles les préposés des régies financières devaient opérer lorsqu'ils constateraient des contraventions, et avait attribué à diverses juridictions, suivant que le délinquant était Européen ou Tunisien, la connaissance des faits reprochables ;

En conséquence, c'est sans droit que lesdits fermiers se sont approprié les éponges par eux saisies, et ils doivent au capitaine réparation du préjudice qu'ils lui ont ainsi causé.

TRIB. DE TUNIS, 21 MAI 1889. 583

V. *Action. — Appel. — Commissionnaire de transport. — Conservateur des hypothèques. — Faillite. — Notaire. — Travaux publics.*

Rétroactivité des lois. — V. *Succession musulmane.*

Route nationale, *déclassement, riverains, droit de passage, chemin rural, riverains, action individuelle, exercice, conditions.*

Lorsqu'une ancienne route nationale déclassée n'a fait l'objet

d'aucun autre classement postérieur, et bien que son sol, n'ayant fait l'objet d'aucune aliénation, soit resté dans le domaine privé de l'État, les propriétaires riverains ne conservent aucun droit de passage ni autre sur tout ou partie du sol de cette ancienne route ;

En conséquence, un riverain n'est pas fondé, dans l'état actuel des choses, à demander en justice la suppression d'un barrage établi sur ladite route déclassée, et à l'aide duquel un autre propriétaire riverain empêche le passage sur le terrain de l'ancienne route *(L. 24 mai 1842, art. 1 et 2)*.

Le riverain intéressé ayant, à l'appui de sa demande en suppression du barrage qui fait obstacle au passage sur le sol de l'ancienne route déclassée, allégué que ce sol de l'ancienne route est resté, de l'aveu même de l'administration domaniale, à l'état de chemin d'exploitation, son articulation ne peut pas être déclarée non recevable par le motif qu'il n'appartiendrait qu'à la commune de revendiquer, dans l'intérêt de ses habitants, le libre usage du terrain à titre de chemin d'exploitation, et que le riverain n'a pas rempli les formalités que la loi impose à celui qui veut exercer les actions communales.

Le riverain peut, dans son seul intérêt de riverain, et excipant de sa qualité, user du droit de la commune sans remplir aucune formalité.

CASS. (CIV.), 22 MAI 1889. 353

S

Saisie-arrêt, *tiers saisi, administration des postes et télégraphes, paiement, contestation, compétence, évocation, conditions.*

Les tribunaux de droit commun sont compétents pour connaître des contestations relatives à des oppositions sur des sommes dues à l'État, à la validité de ces oppositions au regard du tiers saisi, à la régularité de paiements effectués nonobstant ces oppositions, à l'application éventuelle à l'État des art. 1242 C. civ. et 9 du décret spécial du 18 août 1802;

On ne saurait se prévaloir contre cette solution des dispositions législatives qui interdisent à la juridiction civile d'apprécier le mérite d'actes ou de mesures administratifs et de reconnaître une dette à la charge de l'État.

La juridiction d'appel ne peut évoquer le fond du litige qui lui est soumis lorsque l'intimé n'a pas conclu au fond devant les premiers juges et garde la même réserve devant les juges d'appel.

ALGER, 4 DÉC. 1888. 36

——— *tiers saisi, déclaration, inexactitude, fraude, condamnation; — Production des pièces justificatives, délai; — Paiements, appointements mensuels, caractère alimentaire; — Paiements anticipés, preuve.*

L'art. 577 C. pr. civ. doit être interprété restrictement; spécialement, il ne saurait être appliqué au tiers saisi dont la déclaration est entachée d'inexactitude simple ou frauduleuse; en conséquence, celui-ci ne sera jamais condamné que dans les limites de son obligation personnelle.

La loi n'ayant fixé aucun délai pour la production des pièces justificatives de la déclaration prescrite par l'art. 573 C. pr. civ., cette production sera valablement effectuée jusqu'au jugement définitif.

5

Pages

Malgré l'indisponibilité dont la saisie-arrêt frappe les sommes saisies-arrêtées aux mains du tiers saisi, le saisissant est irrecevable à critiquer les paiements d'appointements mensuels effectués aux mains de la partie saisie, dans la mesure indispensable à l'existence.

Les appointements d'un employé au service d'un particulier sont insaisissables dans la mesure où ils peuvent être considérés comme alimentaires; dans l'espèce, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur totalité.

Le tiers saisi, alléguant un ou plusieurs paiements opérés par anticipation, doit en faire la preuve, comme de toute autre cause de libération.

ALGER, 13 JUIN 1888. 189

Saisie-exécution, *demande en distraction d'objets saisis, nullité d'exploit, demande nouvelle, recevabilité, adjudication, demande postérieure, dommages-intérêts, restitution en nature.*

Toute demande en distraction d'objets mobiliers saisis doit contenir à peine de nullité et d'irrecevabilité l'énonciation des titres de propriété du tiers revendiquant *(C. pr. civ., art. 608).*

Si la nullité de l'exploit contenant la demande en distraction a été prononcée pour vice de forme sans que le fond du droit ait été examiné et jugé, cette demande peut être régulièrement renouvelée sans qu'il soit possible de l'écarter par aucune exception tirée de l'autorité de la chose jugée.

Il en est ainsi même après la vente des objets saisis, alors surtout que les droits du revendiquant ont été formellement réservés sur le prix d'adjudication;

La demande ainsi renouvelée ne peut avoir d'autre objet que la valeur des objets saisis et des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par la saisie et la vente, mais non leur restitution en nature.

ALGER, 23 JUILL. 1888. 590

——— *revendication, exploit, preuves de la propriété, énonciation, omission, nullité facultative.*

Si, aux termes de l'art. 608 C. pr. civ., l'assignation en revendication d'objets saisis doit contenir, à peine de nullité, l'énonciation des preuves de la propriété, cette nullité est de celles que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 permet aux tribunaux d'Algérie d'accueillir ou de rejeter;

Et les tribunaux français de Tunisie peuvent user de la même faculté d'après l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883;

Si la jurisprudence de la Cour d'Alger tend aujourd'hui à faire une application de plus en plus restreinte de la règle qui permet aux juges d'écarter les nullités de procédure, cette interprétation ne saurait être admise en Tunisie, où un grand nombre de justices de paix sont encore établies à titre provisoire, et où les fonctions d'huissier sont exercées par des agents peu expérimentés;

Et le juge doit user du pouvoir qui lui appartient lorsque le revendiquant est un indigène ignorant de la procédure française, qu'aucune faute ne lui est imputable et que l'omission qui lui est reprochée n'a été pour son adversaire la cause d'aucun dommage.

TRIB. DE TUNIS, 7 MARS 1889. 242

V. *Degré de juridiction. — Folle enchère. — Hypothèque.*

Saisie-gagerie. — V. *Compétence. — Louage.*

Pages

Saisie immobilière, *Algérie, immeuble situé en territoire de commune mixte, commandement, procès-verbal de saisie, dénonciation, visa du maire, nullité non facultative.*

Lorsqu'une saisie immobilière est pratiquée, en Algérie, sur des terres appartenant à des indigènes et situées sur le territoire d'une commune mixte, le visa de l'original du commandement, du procès-verbal de saisie et de l'exploit de dénonciation de ladite saisie prescrit par les art. 673, 676 et 677 C. pr. civ. doit émaner non du maire de la commune de plein exercice du même lieu, lequel n'a ni compétence ni pouvoir pour remplir cette formalité, mais de l'administrateur de la commune mixte dans laquelle l'immeuble est situé.

Et la nullité résultant de ce que ces actes portent le visa du maire au lieu de celui de l'administrateur n'est pas de celles qui soient abandonnées, en Algérie, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

ALGER, 9 AVRIL 1889. 334

—— *incident, appel, délai, mineur, point de départ, signification à l'avoué et au greffier, omission, nullité.*

Le délai de dix jours imparti par l'art. 731 C. pr. civ. pour interjeter appel des jugements qui statuent sur des incidents de saisie immobilière ne court, à l'égard d'un mineur non émancipé, que du jour de la signification dudit jugement au subrogé tuteur *(C. pr. civ., art. 444)*.

Est nul, aux termes de l'art. 732 C. pr. civ., l'appel d'un pareil jugement qui n'a pas été signifié au domicile de l'avoué et au greffier du tribunal.

ALGER, 15 AVRIL 1889. 314

—— *incident, lecture et publication du cahier des charges, appel, moyen nouveau, demande nouvelle, nullité, Algérie, nullité facultative.*

En matière d'incidents de saisie immobilière, le fait de proposer, en appel, des moyens autres qu'en première instance, et, à plus forte raison, de présenter une demande différente, rend l'appel nul aux termes de l'art. 732 C. pr. civ.;

Est nul, spécialement, l'appel de la partie saisie qui, s'étant bornée, devant les premiers juges, à s'opposer aux lecture et publication du cahier des charges, à raison d'une opposition au commandement tendant à saisie, conclut, en appel, à la nullité de la saisie, comme pratiquée en violation des art. 2213 et 2215 C. civ.;

Cette nullité de l'appel n'est pas de celles qui sont facultatives pour le juge en Algérie.

ALGER, 2 MAI 1888. 469

V. *Folle enchère. — Hypothèque. — Liquidation judiciaire.*

Saisie-revendication. — V. *Divorce.*

Salubrité publique. — V. *Police municipale.*

Séparation de corps. — V. *Divorce. — Étranger.*

Séquestre, *immeuble engagé à titre de rahnia, rachat du séquestre par le créancier, droits du créancier et du débiteur.*

Lorsqu'un immeuble, engagé à titre de rahnia par son propriétaire,

Pages

a été plus tard séquestré nominativement sur la tête de celui-ci, puisque, avant que le domaine en eût pris possession, le rachat du séquestre a été opéré par le créancier agissant tant en son nom personnel, comme détenteur de l'immeuble, qu'au nom de son débiteur et comme se portant fort pour ce dernier, ce créancier n'a point acquis de l'État pour son compte individuel et exclusif, et il ne tient de la convention de rachat aucun droit personnel, mais seulement celui de réclamer à son débiteur, en principal, intérêts et frais, le remboursement de la somme qu'il a payée pour l'exonérer du séquestre ;

En conséquence, le débiteur est fondé à rentrer en possession de l'immeuble engagé par lui, moyennant le paiement au créancier de ladite somme, outre celle qu'il avait empruntée.

ALGER, 13 NOV. 1888. 83

Serment, *témoin, tribunal de simple police, jugement, mention insuffisante.*

La simple mention, dans un jugement rendu par le tribunal de simple police, que les témoins ont déposé sous la foi du serment est insuffisante pour établir que le serment a été prêté selon la formule prescrite, à peine de nullité, par l'art. 155 C. inst. crim.

CASS. (CRIM.), 14 FÉVR. 1889. 222

V. *Cour d'assises.* — *Juge de paix.*

Servitude, *action réelle, juge de paix, tribunaux de 1re instance, matière musulmane, Kabylie, compétence.*

Les tribunaux d'arrondissement en Kabylie sont compétents, à l'exclusion des juges de paix, pour connaître, entre musulmans, des questions concernant la propriété et ses démembrements ; — Spécialement, et encore bien que la rédaction de la demande pût laisser supposer qu'il s'agit uniquement d'un trouble de possession, une action tendant en réalité à interdire au défendeur l'exercice d'une servitude de passage prétendue sur l'immeuble du demandeur doit être portée devant le tribunal de première instance statuant en matière musulmane.

ALGER, 31 OCT. 1888. 448

V. *Appel.* — *Chose jugée.*

Société anonyme. — V. *Faillite.*

Solidarité. — V. *Appel.* — *Motifs des jugements.* — *Notaire.*

Subrogation légale, *acquéreur, hypothèque générale, main-levée, exception* cedendarum actionum, *irrecevabilité.*

L'exception de droits cédés n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires par les tiers détenteurs actionnés en délaissement ;

En conséquence, le créancier à hypothèque générale peut donner main-levée de cette hypothèque pour la concentrer sur un seul immeuble, sans que le tiers détenteur de ce dernier immeuble puisse lui opposer valablement l'exception *cedendarum actionum*, pourvu que la main-levée ait été donnée sans fraude *(rés. en ce sens par le jugement et par l'arrêt)*.

L'acquéreur qui emploie le prix de son acquisition au paiement

Pages

des créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble vendu n'est point fondé à demander sa subrogation dans les droits qui peuvent appartenir à ces créanciers sur d'autres immeubles restés la propriété du vendeur *(rés. en ce sens par l'arrêt)*.

ALGER, 18 NOV. 1887. 206

Succession. — V. *Novation.*

Succession musulmane, *cohéritiers, contestation, partage, délaissement de part, décret du 10 septembre 1886, cadis, compétence.*

Le décret du 10 septembre 1886 a maintenu aux cadis la connaissance des contestations relatives aux successions, les seules opérations de liquidation et de partage ayant été enlevées à ces magistrats pour être confiées aux notaires français, dans le cas où la succession comprend des immeubles;

Par suite, les cadis demeurent compétents, même après le partage, pour connaître, entre cohéritiers, d'une demande tendant au délaissement d'immeubles formant la part héréditaire du demandeur.

TRIB. DE MOSTAGANEM, 13 OCT. 1888. 445

——— *esclave, affranchissement, droits du patron et de ses descendants sur la succession de l'affranchi, abolition de l'esclavage, décret du 27 avril 1848, effet rétroactif.*

En droit musulman, l'affranchissement d'un esclave par son maître établit entre celui-ci et l'affranchi les liens d'une parenté civile qui leur confèrent à l'un et à l'autre, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, des droits à leurs successions respectives, se transmettant à l'infini à leurs descendants.

Le décret du 27 avril 1848, relatif à l'abolition de l'esclavage, n'a point eu d'effet rétroactif quant aux droits de patronage, et n'a pas aboli les droits conférés au patron et à ses descendants par un affranchissement antérieur à sa promulgation;

En conséquence, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, la succession d'un esclave affranchi antérieurement au décret du 27 avril 1848 appartient au maître qui l'a affranchi ou aux descendants de celui-ci;

De même, à défaut d'héritiers réservataires ou acebs, la succession du descendant d'un esclave affranchi antérieurement au décret du 27 avril 1848, si toutefois la conception de ce descendant remonte à une époque antérieure à la promulgation du décret précité, appartient au maître qui a prononcé l'affranchissement ou aux descendants de celui-ci.

ALGER, 4 MARS 1889. 233

——— *immeuble, dévolution, coutumes tunisiennes, traités, loi applicable, esclave, affranchissement, droit de succession du maître, esclavage, abolition, Algérie, décret du 27 avril 1848, rétroactivité.*

D'après les coutumes tunisiennes, les successions sont régies, en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt;

Et ce principe, consacré par le traité conclu entre l'Italie et la Tunisie le 8 septembre 1868, étendu par l'usage à tous les étrangers, est particulièrement applicable aux Français en vertu du traité du 15 novembre 1824, qui leur a concédé pour l'avenir tous les avantages de la nation la plus favorisée;

Par suite, c'est la loi applicable en Algérie qui régit la dévolution

Pages

des biens immobiliers situés en Tunisie et dépendant de la succession d'un indigène algérien.

Le décret du 27 avril 1848, qui a aboli l'esclavage dans toutes les possessions françaises, a détruit tous les liens de dépendance qui rattachaient l'esclave à son maître, et notamment le droit de succession que la loi musulmane reconnaît au maître sur les biens de son affranchi ;

Et, la dévolution des successions étant soumise à la loi sous l'empire de laquelle elles s'ouvrent, il résulte du décret précité que le maître a perdu tout droit d'héritier sur la succession de son affranchi lorsque cette succession s'est ouverte depuis ledit décret et alors même que l'affranchissement remonterait à une date antérieure.

TRIB. DE TUNIS, 21 FÉVR. 1889. 357

——— *rite hanéfite, cognats, ordre de préférence entre eux.*

Suivant les prescriptions du rite hanéfite, les cognats sont appelés à la succession à défaut de postérité et d'agnats, à l'exclusion du beït-el-mal ;

Ils sont classés en quatre ordres distincts dont le premier exclut le second et ainsi de suite ;

En conséquence, les descendants des frères et sœurs du *de cujus* composant le troisième ordre de cognats excluent ceux qui constituent le quatrième ordre.

ALGER, 17 AVRIL 1889. 315

——— *succession en déshérence, absent, dévolution, beït-el-mal, domaine de l'État, représentation.*

Le préfet, comme représentant le domaine de l'Etat, substitué au beït-el-mal, a seul qualité pour répondre à une action en licitation de biens indivis dépendant pour partie d'une succession musulmane en déshérence.

Il a également seul qualité pour agir au nom des indigènes copropriétaires qui sont absents, l'administration des biens des indigènes absents étant, d'après la législation actuellement en vigueur, dévolue au service des domaines.

TRIB. DE BLIDA, 8 MAI 1889. 360

——— *vente d'immeubles, héritier aceb, droits.*

La vente d'un immeuble héréditaire, consentie par les héritiers aceb ou en leur nom, laisse intacts les droits de la fille, héritière réservataire, sur l'immeuble vendu, alors que celle-ci n'a pas figuré à la vente ou n'y a pas adhéré.

ALGER, 28 NOV. 1888. 53

V. *Propriété.*

Surenchère, *notification, délai de distance, Algérie, loi du 3 mai 1862, promulgation, applicabilité, ordonnance du 16 avril 1843.*

L'art. 1033 C. pr. civ. modifié par l'art. 4 de la loi du 3 mai 1862 est applicable en matière de surenchère du dixième. Aux termes de cet article, le délai fixé par l'art. 2185 C. civ. à deux jours par 5 myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel du créancier requérant a été réduit à un jour par 5 myriamètres.

Mais, la loi du 3 mars 1862 n'ayant pas été déclarée applicable à

Pages

l'Algérie, et n'y ayant pas été promulguée, le délai de distance dans ce pays est celui de un jour par myriamètre, conformément aux art. 37 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ;

C'est conformément aux dispositions de ces articles, toujours en vigueur, qu'il échet de calculer, en Algérie, le délai de distance imparti par l'art. 2185 C. civ.

TRIB. DE MOSTAGANEM, 28 NOV. 1888. 78

Syndic de faillite. — V. *Action.* — *Faillite.* — *Frais et dépens.*

T

Taxe des loyers, *Algérie, cercle militaire, admission de non militaires.*

Un cercle militaire qui se tient dans les bâtiments de l'État, mais qui n'est pas exclusivement réservé aux officiers de la garnison, et qui reçoit des fonctionnaires civils, même de simples particuliers, est passible de la taxe des loyers.

CONS. D'ÉTAT, 1er JUIN 1888. 596

——— *Algérie, employé de la guerre, imposition.*

Un portier-consigne logé dans les bâtiments de l'État doit être imposé à la taxe des loyers comme employé de la guerre dans le sens de l'art. 16 du décret du 4 novembre 1848.

CONS. D'ÉTAT, 13 JUILL. 1888. 572

——— *ville d'Alger, secrétaire d'état-major.*

Un secrétaire d'état-major et du recrutement, qui occupe dans la ville d'Alger un logement dont la valeur locative excède l'indemnité de logement qui lui est allouée par l'État, doit être considéré comme ayant une habitation particulière au sens de l'art. 16 de l'arrêté du 4 novembre 1848 et comme étant imposable à la taxe des loyers.

CONS. D'ÉTAT, 16 MAI 1888. 480

Taxe sur les chiens, *Algérie, chien de chasse, chien de garde, catégorie, classement.*

Un chien qui, bien que non employé à la chasse, n'est cependant pas exclusivement affecté à la garde, doit être, au point de vue de la taxe, classé dans la première catégorie, aux termes de l'art. 1er de l'arrêté ministériel du 6 août 1856.

CONS. D'ÉTAT, 4 MARS 1888. 595

Témoin. — V. *Serment.*

Terres arch. — V. *Vente d'immeubles.*

Titre administratif. — V. *Compétence.* — *Propriété.*

Titre notarié. — V. *Jugement interlocutoire.* — *Propriété.*

Pages

Traduction en langue arabe. — V. *Exploit.* — *Expropriation publique.*

Traité international. — V. *Succession musulmane.*

Transaction. — V. *Chefaâ.* — *Tutelle.*

Transcription hypothécaire. — V. *Prescription civile.* — *Propriété.*

Transport-cession. — V. *Subrogation légale.*

Travaux publics, *dommages, indemnité, compétence, commune, responsabilité.*

La compétence du conseil de préfecture en matière de dommages causés par les travaux publics se limite aux dommages qui sont une conséquence directe et immédiate de ces travaux.

S'il s'agit de dommages ne se rattachant pas à l'exécution proprement dite des travaux, l'autorité judiciaire est compétente pour en connaître, alors surtout que le fait, cause du dommage, constitue un délit prévu et puni par une loi.

Les dommages occasionnés par le fait d'un entrepreneur de travaux publics ou de ses agents engagent la responsabilité de la commune dont l'entrepreneur est le préposé, lorsque celle-ci s'est réservé une part dans la direction et le contrôle des travaux.

CASS. (CIV.), 15 JANV. 1889. 272

——— *prisons, travail des détenus, tarifs, modification, Algérie, qualité.*

Le décret du 18 décembre 1874, qui a placé sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur le service des prisons et établissements pénitentiaires de l'Algérie, a transféré audit ministre le droit, qui, aux termes du cahier des charges, appartenait au préfet, de modifier les tarifs des prix de main-d'œuvre et de journées de travail des détenus dans les maisons centrales.

Et ce décret n'enlève aucune garantie à l'entrepreneur, les modifications devant être prises sur la proposition du préfet.

Lorsque d'après le cahier des charges le tarif est arrêté pour une année, les modifications qui y sont apportées en cours d'année ne peuvent être mises à exécution qu'au 1er janvier de l'année suivante.

CONS. D'ÉTAT, 15 JUIN 1888. 568

Tutelle, *compte, transaction, formalités, mandat.*

Est nulle la transaction relative à un compte de tutelle pour laquelle n'ont pas été observées les formalités prescrites par les art. 484 et 467 C. civ. ; soit que l'on suppose ladite transaction l'œuvre des parties elles-mêmes, soit qu'on la suppose l'œuvre de leurs avoués, si ces derniers n'ont pas reçu le mandat spécial qui leur eût été nécessaire pour engager leurs clients.

ALGER, 22 JANV. 1889. 332

——— *conseil de famille, composition, citoyens français, étrangers résidant en Algérie, illégalité, délibération, nullité, demande en destitution de tutelle, dommages-intérêts.*

Les citoyens français peuvent seuls être appelés à faire partie du

conseil de famille d'un mineur en raison des relations habituelles d'amitié qu'ils ont eues avec les parents de ce mineur, et le fait de la résidence en Algérie, quelle que soit la faveur que la loi algérienne y attache, ne saurait tenir lieu, à cet égard, de naturalisation *(C. civ., art. 409)*;

La présence de membres de nationalité étrangère rend la composition du conseil de famille illégale, et par suite les délibérations de ce conseil sont nulles en la forme.

Le seul fait qu'une demande en destitution de tutelle a été engagée devant un conseil de famille illégalement constitué ouvre au tuteur un droit à des dommages-intérêts.

ALGER, 2 MAI 1888. 150

——— *conseil de famille, délibération, membres présents.*

Doit être considérée comme valable une délibération d'un conseil de famille à laquelle ont pris part plus des trois quarts des membres convoqués, bien que certains membres se soient retirés avant la fin de la délibération, mais après avoir manifesté leur opinion.

ALGER, 4 FÉVR. 1888. 263

——— *droit musulman, mineur, action immobilière, autorisation.*

Une action ayant pour objet les droits immobiliers d'un mineur indigène ne peut être valablement introduite par sa mère, agissant en son nom et comme sa tutrice, en vertu soit de la loi française, soit de la loi musulmane, si celle-ci n'a pas été spécialement habilitée à cet effet par une délibération du conseil de famille ou une autorisation du cadi.

Le ministère public a qualité pour faire repousser cette action commme irrecevable.

TRIB. DE BATNA, 5 MARS 1889. 355

V. *Appel.* — *Saisie immobilière.*

U

Usage forestier. — V. *Bois et forêts.*

V

Vente, *réméré, contrat pignoratif.*

La relocation de la chose vendue consentie par un acheteur à réméré au profit du vendeur ne constitue pas à elle seule une circonstance suffisante pour permettre de croire que la vente à réméré ne sert qu'à déguiser un contrat pignoratif, surtout lorsque cette vente offre à tous autres égards les caractères d'un contrat sérieux.

ALGER, 29 NOV. 1888. 108

Vente d'immeubles, *terre arch ou sabega, attribution de propriété au vendeur, validité de la vente.*

Pages

L'indigène musulman auquel une terre a été attribuée à titre sabega peut s'engager valablement à transmettre la propriété de cette terre pour le cas où il viendrait à en être déclaré définitivement propriétaire.
TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS, 5 FÉVR. 1889. 224

V. *Chose jugée. — Folle enchère. — Prescription civile. — Propriété.*

Vente publique de meubles, *loi du 25 juin 1841, Tunisie, non applicabilité.*
La loi du 25 juin 1841, qui interdit les ventes en détail des marchandises neuves, à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans l'assistance des officiers ministériels, est une loi d'ordre purement économique relative à la police des transactions commerciales et applicable seulement au territoire sur lequel s'étend la souveraineté française;
Elle ne saurait donc obliger les justiciables des tribunaux français en Tunisie, et ceux-ci peuvent dès lors procéder aux ventes dont il s'agit sans avoir besoin de l'autorisation de justice prévue par l'art. 5 de ladite loi.
TRIB. DE SOUSSE, 13 JUILL. 1888. 296

Voirie, *Algérie, ville, alignement, indemnité, principal, intérêts, point de départ, arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, plus-value, art. 54 de la loi du 16 septembre 1807, applicabilité.*
Contrairement aux distinctions existant sur la matière dans la législation métropolitaine, le propriétaire qui veut construire sur son terrain sis dans une ville de l'Algérie ou dans un faubourg d'une ville de l'Algérie est tenu, dans tous les cas, d'une part de demander au maire l'alignement, et d'autre part de se conformer à l'arrêté d'alignement à lui délivré (*Arr. int. civ. 8 oct. 1832*);
En conséquence, par le seul fait matériel de l'exécution de l'arrêté d'alignement, ce propriétaire cesse d'avoir la libre disposition de son terrain qui doit servir d'assiette, d'après les plans d'alignement régulièrement approuvés, à tout ou partie d'une rue ouverte ou d'une rue projetée;
Il est alors dépossédé de plein droit au profit de la commune, d'où il suit : 1° que, pour déterminer le quantum de l'indemnité à lui due en principal, il faut considérer la valeur, à la date de l'exécution de l'arrêté d'alignement, du terrain tombant sur la voie publique ; 2° et que, pour fixer le point de départ des intérêts de cette indemnité, il faut s'attacher exclusivement à la même date.
L'arrêté du 8 octobre 1832 a implicitement rendu applicable à l'Algérie l'art. 54 de la loi du 16 septembre 1807.
TRIB. D'ORAN, 11 JUIN 1889. 471

——— *chemins vicinaux, prestations, Algérie, employé militaire, exemption.*
Un portier-consigne doit être exempté de la taxe des prestations comme faisant partie de l'armée active et ne pouvant être compris au nombre des personnes qui sont soumises à ladite taxe par l'art. 4 du décret du 5 juillet 1854.
CONS. D'ÉTAT, 13 JUILL. 1888. 572

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

		Pages
1884		
JANVIER		
19	Alger	347
FÉVRIER		
11	Alger	450
JUIN		
2	Tunis	169
JUILLET		
31	Cass. (crim.)	598
DÉCEMBRE		
19	Cass. (crim.)	466
1885		
MAI		
6	Alger	436
JUILLET		
9	Alger	519
OCTOBRE		
23	Alger	157
1886		
JUILLET		
30	Alger (Tr. civ.)	542
DÉCEMBRE		
15	Alger	188
23	Alger	111
1887		
MARS		
23	Alger (Tr. civ.)	41
31	Alger	48
MAI		
28	Alger	350
JUIN		
1	Alger (Tr. civ.)	40
16	Cass. (crim.)	599
21	Alger	215
30	Alger	266
JUILLET		
8	Cons. d'État	257
19	Cass. (crim.)	71
20	Alger	228
22	Sidi-Bel-Abbès	508
NOVEMBRE		
18	Alger	206
DÉCEMBRE		
1	Blida	523
1888		
FÉVRIER		
4	Alger	263
4	Tunis	326
7	Alger	378
21	Sousse	440
24	Alger	250
MARS		
2	Cons. d'État	600
3	Alger	303
3	Alger	376
14	Alger	63
14	Alger	371
16	Cons. d'État	480
20	Alger	60
22	Bône	388
28	Alger	322
AVRIL		
14	Tunis	
16	Cass. (crim.)	
MAI		
2	Alger	150
2	Alger	469
4	C. d'État	571, 595
16	Alger	254
16	Alger	526
30	Alger	122
JUIN		
1	Cons. d'État	596
13	Alger	57
13	Alger	189
13	Alger	318
15	Cons. d'État	500
15	Cons. d'État	568
22	Alger	260
26	Alger	69
JUILLET		
13	Sousse	239
13	Sousse	296
13	Cons. d'État	572
23	Alger	514
23	Alger	590
OCTOBRE		
11	Alger	186
13	Alger	278
13	Mostaganem	445

		Pages
13	Cons. d'État	536
25	Alger	246
25	Alger	280
25	Tunis	517
30	Alger	430
31	Alger	448
31	Alger	495

NOVEMBRE

2	Tunis	138
7	Blida	125
8	Tunis	419
12	Alger	105
12	Alger	211
13	Cass. (civ.)	1
13	Alger	83
13	Alger	89
14	Alger	227
19	Cass. (civ.)	145
21	Alger	43
21	Alger	91
23	Cons. d'Ét.	393, 396
26	Cass. (civ.)	162
28	Mostaganem	78
28	Alger	53
28	Alger	453, 455
29	Alger	33
29	Alger	39
29	Alger	108
30	Cass. (crim.)	310
30	Cons. d'État	402

DÉCEMBRE

4	Alger	36
4	Alger	93
5	Alger	46
5	Alger	49
5	Alger	86
6	Tunis	75
10	Alger	154
12	Alger	217
13	Mostaganem	67
13	Tunis	73, 130, 135
16	Alger	367
17	Cass. (req.)	223
17	Alger	479
18	Alger	65
18	Alger	219
18	Alger	411
24	Alger	539
26	Alger	198
26	Alger	230
26	Alger	383
29	Cass. (crim.)	214
31	Alger	81
31	Cass. (civ.)	197

1889

JANVIER

2	Alger	458
7	Oran	34
8	Cass. (civ.)	210
9	Alger	581
14	Alger	431
15	Cass. (civ.)	272
17	Alger	142
17	Tunis	338
17	Tunis	420
18	Bône	478
22	Alger	332
23	Alger	475
26	Alger	151
29	Cass. (civ).	164
29	Alger	493
30	Tunis	446

FÉVRIER

2	Alger (T.co.)	160, 166
5	Sidi-bel-Abbès	224
6	Alger	95
11	Cass. (civ.)	288
11	Alger	433
13	Alger	574
14	Cass. (crim.)	222
15	Cons. d'État	113
18	Alger	203
21	Tunis	357
21	Tunis	575
22	Sousse	386
26	Cass. (civ.)	327
27	Alger	181
27	Alger	297
28	Sousse	417

MARS

1	Sousse	274
2	Alger (Tr. com.)	381
4	Alger	233
5	Batna	355
6	Cass. (civ.)	202
6	Alger	237
7	Tunis	242
11	Alger	403
13	Alger	285
13	Tunis	485
15	Alger	293
20	Tunis	441
23	Alger (Tr. com.)	306
23	Tunis	368
26	Alger	269
27	Alger	301
27	Alger	498
28	Sousse	337

AVRIL

2	Cass. (civ.)	244
9	Alger	334
11	Sousse	276
15	Tunis (mixte)	281
15	Alger	314
16	Cass. (civ.)	374
17	Alger	315
17	Alger	329
25	Alger	365
30	Alger	390

MAI

4	Cass. (crim.)	512
7	Oran	543
8	Blida	360
9	Sousse	538
10	Cass. (crim.)	343
11	Cass. (crim.)	321
13	Cass. (civ.)	311
16	Cass. (crim.)	370
17	Philippeville	399
21	Tunis	583
22	Cass. (civ.)	353

JUIN

1	Alger	392
6	Sousse	462
11	Oran	471
13	Tunis	489
20	Sousse	463
24	Tunis	421
25	Cass. (civ.)	503
29	Cass. (crim.)	506

JUILLET

1	Alger	552
2	Cass. (req.)	566
10	Alger	481
20	Tr. des conflits	529
24	Cass. (civ.)	497
25	Cass. (crim.)	559

OCTOBRE

24	Sousse	606, 608
26	Alger	554
26	Alger (Tr. com.)	561
30	Alger	603
31	Alger	557

NOVEMBRE

4	Alger	507
5	Alger	556
6	Alger	605
18	Alger (Tr. com.)	564

TABLE DES NOMS DES PARTIES

Pages

A

Abdallah ben Mohamed. 203
Abdelkader Messraoui. 525
Aboulker. 413
Adm. des habous. 339
Adm. des postes et télégr. 36
Agius. 158
Ahmed ben Ali ben Achour. 187
Ahmed ben Drihem. 355
Ahmed ben El Hadj Bousaho. 323
Ahmed ben Saïd Moussa. 480
Ahmed ben Tahar. 90
Ahmed ben Tata. 94
Aïssa ben Abdallah. 83
Alaminos. 592
Alcay. 568
Ali Attik. 462
Ali ben Amor. 485
Ali ben Bourahla. 554
Ali ben Dahman. 106
Ali ben M'hamed. 449
Ali ben Salah Essendi. 392
Alland. 574
Amar ben Ahmed. 496
Amar ben El Bouatmam. 90
Amar ben El Hadj Lakdar. 91
André. 270
Andréa Kalicuni. 131
Antonioli. 335
Apreda. 339
Attar. 377
Ayad b. El Hadj Moh. b. Djelloul. 66
Azenag. 234
Azouz. 449

B

Bachl. 40
Bachtarzi. 221
Bahmoun. 430
Balaouan. 234
Banque de Tunisie. 576
Baraco. 574
Bâtonnier des avocats de Tunis. 50
Bedecarasburn. 57
Bedjaoui. 221
Bedra bent Si Moham. b. Achir. 54
Belkassem. 375
Belkassem ben Si N'cib. 355
Bel Houar. 463
Ben Chennaf. 68
Ben Chiha. 182
Benhaïm. 286, 572
Ben Henni. 86
Ben Mansour. 86
Ben Rebka. 145
Ben Saâda ben Mohamed. 582
Ben Sari. 315
Ben Yaya ben Abdel Aziz. 124
Ben Youssef El Kaouahdji. 315
Berge. 564
Bernadach. 350
Bernadaky (succ.). 576
Bernardi. 390
Bernex. 369
Bertrand. 567
Bichi Samama. 278
Boisson, syndic Schittenhelm. 379
Boivin. 370
Bordj Pisani. 441
Bornarel. 63
Boubeker ben Ali. 506
Boulangerie coopérative. 302
Boussenard. 365
Bouzian et El Hadj b. Harraz. 224
Brice. 43
Bronde. 240
Broussais. 504
Brout. 595
Brun. 456
Buès. 387

	Pages
C	
Cadi hanéfi d'Alger.	229
Caïd des négros.	358
Caisse paternelle (la).	454
Calendini.	263
Capdestaing.	456
Capieig.	289
Carvallo.	273
Casalonga.	369
Casella.	240
Castelli.	470
Cayla.	314
Chaborel.	332
Chaloum Ziza.	224
Chaveron.	164
Chemama.	418
Chemoul.	70
Chevalier.	573
Chèvres.	454
Chiocetti.	542
Chuchana.	370
Cini.	477
Cohen Addad.	552
Colombel et Maillard.	584
Commune de Bône.	47, 273
— Bouïnan.	258
— Guyotville.	217
— Mouzaïaville.	164
— Mustapha.	198
— Oran.	472
— Saint-Eugène.	244
Commune mixte de Boghari.	224
Compagnie Algérienne.	322, 379, 383
— des chemins de fer de Bône-Guelma.	365
— des chemins de fer de l'Est-algérien.	280, 307
— des chemins de fer départementaux.	203
— des chemins de fer P.-L.-M.	381
— de navigation générale italienne.	517
— de navigation mixte.	161
— franco-africaine.	172, 463
— générale transatlantique.	312, 564
— l'Aigle.	365
Comptoir d'escompte d'Aïn-Beïda.	49
— de l'Arba.	383
Consistoire israélite d'Alger.	394
— d'Oran.	34
Contributions diverses.	497
Cosba.	608
Costa.	276
Cotton.	278
Couïtéas.	212
Coutherez.	108
Crédit Algérien.	419
Crédit Foncier de France.	407
Cuchet.	413
D	
Danton.	498
Daoud ben Hamou.	434
Daoudi.	478
Debbasche.	76
Debono.	71, 167
Delaon.	407
Delpech.	513
Département de Constantine.	396
Derin.	332
Descours.	318
Dessoliers.	458
Dréveton.	150
Diacono.	338
Diégo Tatania.	131
Direct. de l'office postal tunisien.	447
Directeur des finances du gouvernement tunisien.	441
Drissi ben Ali.	554
Dubreuil.	347
Dupuy.	2
E	
Eddiouani Esseric.	2
El Arbi ben Sardi.	543
El Djohar bent Amar.	540
Élections consulaires d'Oran.	238
Élections de Courbet.	403
El Ghozy.	472
El Hadja Messaouda bent Ahmed.	91
El Hadj Abdallah Mabouli.	517
El Hadj Abderrhaman ben El Hadj Mohamed Tébib.	229
El Hadj Ali El Yacoubi.	420
El Hadj ben Harraz.	225
El Hadj Brahim ben Yaya.	434
El Hadj El Mouffok b. Chioukh.	124
El Hadj Embarek ben Attia.	419
El Hadjensi ben Ahmed.	230
El Hadj Mohamed ben Ghébra.	270
El Hadj Mohamed ben Tifour.	162
El Hadj Mohamed ben Zoubir.	54
El Hadj Mostafa.	68
Éliaou Scemama.	421
Elias Mussali.	143

	Pages
El Kouïder ben Mohamed.	304
Ellul.	310
El Melick.	377
El Mokadem ould Mokhtar.	445
El Ogbi.	552
Er-Reski bel Houssine.	601
Escoffier.	202
Escoffon.	43
Espinasse.	561
État (l').	244, 361, 396, 458
Ezzerad.	276

F

Fargion.	76
Fathma bent Aïssa.	91
Faucheux.	298
Féraud.	307, 501
Ferley.	57
Fermier.	361
Ferrand.	494
Flukiger.	138
Fossé.	206
Foucault.	312
Franck Pineau.	576

G

Gandolphe.	420
Gaudet, liquidateur Coste.	561
Gharsalla.	152
Gil.	210
Giordos.	584
Giraud.	108
Goin.	447
Gorchan.	608
Gorges.	34
Goujon.	36, 527
Gouvernement tunisien.	421
Grégo Vito.	33, 39
Grima.	43
Giuly.	145
Guiraud.	194
Guiseppe Cozensa.	74
Guyard.	328, 329

H

Habib.	607
Haddoum bent Mohamed.	509
Hadj Amar ben Ali.	602
Hadj ben El Gueffaf.	83
Hadj Mohamed ben Chergui.	452
Hadj Tahar ben Mohamed (héritiers).	335
Hafsia bent Lakdar.	355
Hamida ben Otsman.	282
Hamou ben Ouataf.	520
Hassein ben Mihoub.	242
Hassen ben Hamani.	452
Hattin Attia.	607
Herbault.	329
Higy.	52

J

Jacob Chebat.	162
Jouane.	294
Julien, syndic Paulet.	482
Jumel de Noireterre.	530

K

Kada Boudia.	509, 558
Kanoui	267
Karadja.	188
Karkouba	152
Kebachi.	315
Kelifa.	599
Khadidja bent si ben Tata.	445
Kheïra bent Ali Oudjana.	155
Kouïder ben Gacem.	582

L

Lacroix.	370
Ladet.	603
Ladoux.	536
Lagouarde.	289
Lallemand, syndic Robert.	367
Laperlier.	244
Laredo.	286
Larrey.	289
Lasry.	267, 318
Lasson.	282
Laurencin.	167
Laurent Cadet.	388
Lefebvre.	399
Lefèvre.	42
Le Frotter de la Garenne.	150
Lévy.	172, 296
Lignières.	210
Lloyd.	114

M

M'Ahmed ben Aïdouch.	430
Maingot.	343

	Pages
Maréchal.	326
Marini.	126
Martin et comp.	304
Martinez.	215
Mathéo.	225
Maury.	470
Mavrojaunis.	212
Mazouni.	96
Médioni.	188
Meflahi.	437
Mer.	504
Mercier.	57
Messager.	215
Messaouda b. Abdelkᵉʳ Ezzenikri.	432
Messaoud Obadia.	294
Mezian.	430
Mille, Laurans et comp.	489
Moatti.	462
Moawia ben Ali el Megherni el Douadi.	489
Mohamed b. Abdelkᵉʳ Ezzenikri.	432
Mohamed b. Ahmed Bou Achour.	274
Mohamed ben Ali Zouaoui.	48
Mohamed ben Amar.	540
Mohamed ben Arous.	576
Mohamed b. Brahim Bouchaker.	358
Mohamed ben Dahman.	106
Mohamed ben Daoud.	558
Mohamed ben Kaddour.	449
Mohamed ben Salem.	71
Mohamed ben Sliman.	467
Mohamed ben Tifour.	162
Mohamed ben Zarrouck.	280
Mohamed Deldoul.	538
Mohamed Mansour.	538
Mohamed M'Feredj.	418
Mondéhard.	194
Montefusco (Alfonso).	135
Moralès.	543
Moussa ben Youssef.	155
Moyo.	217
Mustapha ben Ali.	478

N

Nahon.	350
Nicolaï.	286
Nielli.	263
Nifenecker.	596
Noireterre (de).	273
Nolibé.	441
Nooman Kouri.	507
Nouffert.	227
Nouri Youssef.	559

O

Olivier.	353
Ouled Habib.	437
Ouled Senan.	605

P

Paulet.	481
Payri.	347
Pelletier.	40
Pepper.	199
Perron.	198
Pinhas Sebbah.	279
Pisani.	576
Pitaluga.	96
Pœhner, syndic Chemoul.	70
Pons.	353
Pourcher.	66
Préfet d'Alger.	258, 328
— d'Oran.	298
Prenat.	383
Priou.	78
Psaïla.	42

R

Rachaïd Dahdah.	143
Ramdan ben Amar.	479
Raymond.	372
Redon (de).	603
Regnault.	480
Renault.	390
Réunion des officiers d'Aumale.	596
Rieumès (de).	388
Rimet.	343
Ritter.	138
Riu.	482
Robert.	372
Robert frères.	367
Robinot-Bertrand.	49
Rocca.	254
Roch Verdu.	161
Rosati.	326
Roussel.	383
Roussey.	246
Routwazer.	477
Rouzeaud.	321

S

Saadani Ghanem.	338

	Pages
Sâad ben Bou Azziz.	399
Saïd bel Aïd.	542
Saïd ben Abdesselem.	230
Salem Amara.	440
Salvo Sapiano.	485
Sass.	527
Sauve.	592
Savigny.	206
Sbero.	567
Schmutz.	515
Seban.	525
Sebbah Pinhas.	278
Seris.	556
Sibert.	78
Sliman Bel Aïd.	556
Sliman ben Guerib.	94
Sobréro.	254
Société de Chabannes, du Peux et compagnie.	533
Solal.	572
Sousso Medjani.	214
Sprignio.	498
Sudaka.	111

T

Tabet.	381
Tabone Lorenzo Bartolo.	135
Taïeb ben Salah El Ouertani.	242
Tarbouriech.	247
Terral.	497
Tessadit bent M'hamed Kaci.	496
Thévenin.	322
Thoulouze.	314
Touma Khadraoui.	126
Troubat.	289
Tubiana.	70
Turaglio.	387

V

Vaccaro.	498
Varlet.	63
Vasco.	592
Veil.	47
Véron.	202
Vidal.	470
Villedon.	418
Ville d'Alger.	501
— d'Oran.	375
Vivès.	515
Volto.	217

Y

Yahia El Haïouni.	74

Z

Zebouloun.	440
Zenakhra Maoucha.	605
Zerbib.	520
Zermati.	381

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

CEN

A

Pages

Administration centrale, *personnel, conseil de discipline, nomination.* — A. G. 9 févr. 1889. 27

Administration départementale, *personnel, nomination.* — A. G. 31 janv. 1889. 25

Agriculture, *insectes, cryptogames, végétaux nuisibles, destruction.* — L. 24 déc. 1888. 16

Alfa, *exploitation, vente, règlement.* — A. G. 13 déc. 1888. 4

Annonces légales, *Tunisie, année 1889, journal, désignation.* — A. R. G. 31 déc. 1888. 17

Armée, *recrutement.* — L. 15 juill. 1889. 90

B

Budget, *Tunisie, exercice 1305, règlement.* — D. B. 8 juill. 1889. 121

—— *Tunisie, promulgation.* — D. B. 23 sept. 1889. 137

C

Centre de population, *dénomination.* — D. 4 et 19 janv. 1889. 22, 25

Pages

Centre de population, *dénomination.* — D. 7 et 11 mars 1889. 44, 46

——— — — D. 9 et 24 avril 1889. 73, 74

——— — — D. 2 juill. 1889. 90

——— — — D. 20 août 1889. 135

Chambre de commerce, *Alger, emprunt, autorisation.* — L. 7 févr. 1889. 27

Chiens, *taxe, département d'Alger, fixation.* — A. G. 19 déc. 1888. 9

Circonscription administrative, *Tunisie, Khroumirie, division.* — D. B. 10 juin. 1889. 117

Circonscription judiciaire, *Tunisie, cercle, érection.* — D. B. 26 juin 1889. 119

Commissaires de police, *classes, modification.* — A. G. 18 sept. 1889. 136

Commissaire priseur, *charges, Tunis, création.* — D. P. R. F. 20 févr. 1889. 46

Commune de plein exercice, *création.* — D. D. 26 juin 1889. 84, 87

——— *territoire, réunion.* — D. D. 26 juin 1889. 85

——— *territoire, modification.* — D. 22 oct. 1888. 1

——— *tribu, réunion.* — D. 28 janv. 1889. 25

——— — — — D. 5 août 1889. 126

——— — — — D. 3 sept. 1889. 135

Commune mixte, *centre de population, dénomination.* — D. 21 févr. et 7 mars 1889. 34, 44

——— *centre européen, distraction, réunion.* — A. G. 12 janv. 1889. 23

——— *chef-lieu, transfert.* — D. 11 nov. 1889. 144

——— *circonscription territoriale, modification.* — A. G. 21 févr., 9 et 19 mars 1889. 43, 44

——— *commission municipale, composition, fixation.* — A. G. 12 janv. et 4 févr. 1889. 23, 26

Pages

——— *commission municipale, modification.* — A. G. 21 févr., 9 et 11 mars 1889. 43, 44

——— *personnel, recrutement, modification.* — A. G. 21 déc. 1888. 9

——— *tribu, distraction, réunion.* — A. G. 4 févr. 1889. 26

——— *tribu, section communale, division.* — A. G. 11 mars 1889. 44

Conseil de préfecture, *procédure, loi du 22 juillet 1889, Algérie, application.* — D. 31 août 1889. 132

Contributions diverses, *receveurs, canaux d'irrigation, remise, tarif.* — D. 18 sept. 1889. 137

Contrôle civil, *Tunisie, suppression.* — D. P. R. F. 8 oct. 1889. 140

D

Dénombrement, *Tunisie, musulmans.* — D. B. 25 mars 1889. 53

Dépôts et consignations, *Tunisie, ville de Sousse, préposé, désignation.* — D. P. R. F. 20 févr. 1889. 39

Domaine public maritime, *Tunisie, lac de Tunis, limites, fixation.* — D. B. 22 janv. 1889. 46

Douanes, *Algérie, saccharine, importation, prohibition.* — D. 1er déc. 1888. 2

——— *commerce de bétail, port de Djidjelli, ouverture.* — A. G. 13 déc. 1888. 5

——— *entrepôt d'Alger, droit de magasinage, tarifs, révision.* — A. G. 12 sept. 1889. 135

——— *Tunisie, fruits, exportation, droits, suppression.* — D. B. 21 janv. 1889. 25

——— *Tunisie, poils de chèvres et de chameaux, exportation, droits, modification.* — D. B. 28 janv. 1889. 25

E

Eaux, *Tunisie, conduites, acqueducs, francs bords.* — D. B. 20 août 1889. 135

Pages

——— *Tunisie, ville de Tunis, alimentation, convention, approbation.* — D. B. 1er oct. 1889. 137

Élections législatives, *scrutin uninominal, rétablissement.* — L. 13 févr. 1889. 35

Emprunt communal, *commune de Mustapha, autorisation.* — L. 15 janv. 1889. 24

——— *ville de Bône, autorisation.* — L. 19 juin 1889. 118

——— *ville d'Oran, autorisation.* — L. 18 avril 1889. 73

——— *ville d'Oran, collège de jeunes filles, construction, autorisation.* — L. 23 nov. 1888. 1

Emprunt tunisien, *dette, conversion.* — D. B. 17 déc. 1888. 6

——— *dette, conversion, approbation.* — L. 9 févr. 1889. 35

——— *dette, conversion, obligations, émission.* — D. B. 20 févr. 1889. 38

——— *gouvernement français, garantie.* — D. P. R. F. 28 mai 1884. 6

——— *obligations, délivrance, opérations, liquidation.* — D. B. 23 juin 1889. 119

——— *rente, émission.* — D. B. 27 mai 1884. 6

Enregistrement, *actes des cadis, loi du 22 frimaire an VII, application.* — D. 22 déc. 1888. 45

——— A. G. 30 mars 1889. 53

——— C. G. 20 mars 1889. 54

——— *domaine et timbre, bureau, circonscription, canton judiciaire, distraction.* — A. G. 30 sept. 1889. 137

——— *domaine et timbre, bureau, création.* — A. G. 26 févr. 6 et 8 août 1889. 44, 127

Enseignement, *école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger, plein exercice, transformation.* — D. 31 déc. 1888. 17

——— *facultés de droit, matières, fixation.* — D. 24 juill. 1889. 126

Pages

—— *Tunisie, medraças, organisation.* — D. B. 20 févr. 1889. 40

État civil, *indigènes, établissement, circonscriptions.* — Tableau 30 juin 1889. 88

H

Habous, *Tunisie, oukils, registres, notaires.* — D. B. 1er mai 1889. 74

Hygiène publique, *Tunisie, conseil central, commission, institution.* — D. B. 3 janv. 1889. 18

I

Impôts, *Tunisie, pains azymes, fabrication, taxe, établissement.* — D. B. 21 mars 1889. 52

—— *céréales, légumes secs, pesage, droits, commune, concession.* — D. B. 31 mars 1889. 57

Impôts arabes, *achour, hokkor, tarif de conversion en argent, année 1889, fixation.* — A. G. 7 janv. 1889. 22

—— *centimes additionnels, année 1889, fixation.* — A. G. 15 janv. 1889. 24

—— *zekkat, tarif de conversion en argent, année 1889, fixation.* — A. G. 12 janv. 1889. 23

Indigénat, *infractions spéciales, loi du 27 juin 1888, fournitures, régions, désignation.* — A. G. 21 févr. 1889. 43

J

Justice, *canton judiciaire, circonscription, modification.* — D. 20 févr. 1889. 39

—— *instance entre musulmans, avertissements, notifications, remise.* — A. G. 16 oct. 1889. 141

justice de paix, création — D. 20 juill. 1889. 125

—— *police judiciaire, juge de paix, administrateur de commune mixte.* — C. G. 18 oct. 1889. 141

Pages

——— C. P. G. 18 oct. 1889. 142

——— *Tunisie, contentieux administratif, juridiction civile, compétence, attribution.* — D. B. 27 nov. 1888. 1

——— *Tunisie, justice de paix, circonscription, modification.* — D. P. R. F. 9 avril 1889. 73

——— *Tunisie, justice de paix, siège, transfert.* — D. P. R. F. 31 déc. 1888. 46

——— *Tunisie, tribunal mixte, organisation.* — D. B. 8 nov. 1889. 144

——— *Tunisie, tribunal mixte, pouvoirs, prorogation.* — D. B. 28 juin 1889. 119

Justice musulmane, *midjlès, suppression, création.* — A. G. 12 janv. 1889. 23

——— *organisation.* — D. 17 avril 1889 et Tarif annexé. 57

——— *Tunisie, tribunal du chara, création.* — D. B. 30 avril 1889. 74

N

Nationalité, *Code civil, dispositions, modification.* — L. 26 juin 1889. 85

——— *loi du 26 juin 1889, exécution, règlement.* — D. 13 août 1889. 127

——— — — C. M. J. 23 août 1889. 129

——— — — C. M. I. 5 sept. 1889. 131

Navigation maritime, *France, Algérie, pavillon national.* — L. 2 avril 1889. 57

Notaire, *Algérie, profession, réglementation, arrêté du 30 décembre 1842, addition.* — D. 7 juin 1889. 80

Notaire tunisien, *acte, enregistrement.* — D. B. 19 nov. 1888. 1

——— — — D. B. 4 févr. 1889. 26

Pages

——— *charges, création.* — D. B. 10 janv. 1889. 22

——— *immeubles, actes de vente ou de bail, obligation, fixation.* — D. B. 8 oct. 1889. 140

O

Octroi de mer, *alcools, droits, perception, arrêté du 27 janvier 1888, application.* — A. G. 1er janv. 1889. 18

——— *perception, répartition, décret du 22 décembre 1887, Algérie, application.* — D. 29 déc. 1888. 17

——— *droits sur les alcools, vins, vinage, franchise.* — A. G. 6 déc. 1888. 2

——— *sucrage des vins, droits, franchise.* — A. G. 20 août 1889. 132

P

Phares, *côtes de l'Algérie, éclairage et balisage, service, rattachement.* — A. M. 13 avril 1889. 78

Phylloxéra, *plants, circulation.* — A. G. 2 oct. 1889. 137

——— *taxe sur les vignes, année 1889, fixation.* — A. G. 31 déc. 1888. 17

——— *zone de protection, Mascara.* — A. G. 6 févr. 1889. 27

——— *topinambours, Algérie, importation.* — D. 6 juin 1889. 81

——— *Tunisie, viticulteurs, syndicat, organisation.* — D. B. 9 juill. 1889. 121

Police sanitaire, *amendes, recouvrement, consignation, règlement.* — D. 15 déc. 1888. 15

——— *animaux, maladies contagieuses, décret du 12 novembre 1887, nomenclature, addition.* — D. 29 mars 1889. 53

——— *animaux, service des épizooties, emplois, traitements, fixation.* — D. 18 févr. 1889. 36

——— *animaux, visite, droits, tarif, fixation.* — D. 18 févr. 1889. 38

Pages

——— *animaux, circonscriptions vétérinaires, ressort, fixation.* — A. G. 19 juin 1889. 84

——— *animaux, circonscriptions vétérinaires, modification.* — A. G. 3 sept. 1889. 135

Ports maritimes, *port d'Arzew, amélioration, travaux, exécution.* — D. 23 mai 1889. 79

Postes et télégraphes, *Tunisie, câbles sous-marins, protection, convention internationale du 14 mars 1884, promulgation, infraction, répression.* — D. D. B. 17 juin 1889. 81

——— *Tunisie, câbles sous-marins, protection, convention internationale, ratification.* — D. B. 18 sept. 1889. 137

——— *Tunisie, lignes télégraphiques, établissement.* — D. B. 6 juill. 1889. 119

——— *Tunisie, timbres-poste étrangers, contrefaçon.* — D. B. 3 avril 1889. 73

Prisons, *Tunisie, règlement.* — D. B. 3 janv. 1889. 18

Propriété industrielle, *Tunisie, brevets d'invention.* — L. 26 déc. 1888. 29

——— *loi du 26 déc. 1888, application.* — D. B. 9 juill. 1889. 121

——— *Tunisie, marques de fabrique et de commerce.* — L. 3 juin 1889. 74

Propriété littéraire et artistique, *Tunisie.* — L. 15 juin 1889. 117

S

Sapeurs-pompiers, *Tunisie, organisation.* — D. B. 18 juill. 1889. 125

Service météorologique, *Tunisie, fonctionnement, commission, création.* — A. R. G. 4 févr. 1888. 26

Société de tir, *ville d'Alger, utilité publique, reconnaissance, statuts, approbation.* — D. 24 juill. 1889. 125

T

Topographie, *Tunisie, carte, ministère de la guerre français, subvention, allocation.* — D. B. 27 déc. 1888. 17

Pages

Travaux publics, *marchés de fournitures, sociétés ouvrières, soumission, décret du 4 juin 1888, Algérie, application.* — D. 18 janv. 1889. 24

Trésorerie d'Algérie, *personnel, règlement.* — D. 15 mars 1889. 46

——— ——— — A. M. F. 15 mars 1889. 51

V

Voirie, *chemins vicinaux, prestations en nature, territoire militaire.* — A. G. 17 sept. 1889. 135

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

			Pages
		1884	
		MAI	
27	D. B.	Emprunt tunisien.	6
28	D.P.R.F.	—	7
		1888	
		OCTOBRE	
22	D.	Com. de plein exerc.	1
		NOVEMBRE	
19	D. B.	Notaire tunisien.	1
23	L.	Emprunt communal.	1
27	D. B.	Justice.	1
		DÉCEMBRE	
1	D.	Douanes.	2
6	A. G.	Octroi de mer.	2
13	A. G.	Alfa.	4
13	A. G.	Police sanitaire.	5
15	D.	Police sanitaire.	15
17	D. B.	Emprunt tunisien.	6
19	A. G.	Chiens.	9
21	A. G.	Commune mixte.	9
22	D.	Enregistrement.	45
24	L.	Agriculture.	16
26	L.	Brevets d'invention.	29
27	D. B.	Topographie.	17
29	D.	Octroi de mer.	17
31	A. G.	Phylloxéra.	17
31	A. R. G.	Annonces légales.	17
31	D.	Enseignement.	17
31	D.P.R.F.	Justice.	46
		1889	
		JANVIER	
1	A. G.	Octroi de mer.	18
3	D. B.	Hygiène publique.	18
3	D. B.	Prisons.	18
4	D.	Centre de population.	22
7	A. G.	Impôts arabes.	22
10	D. B.	Notaire tunisien.	22
12	A. G.	Commune mixte.	23
12	A. G.	Justice musulmane.	23
12	A. G.	Impôts arabes.	23
15	A. G.	Impôts arabes.	24
15	L.	Emprunt communal.	24
18	D.	Travaux publics.	24
19	D.	Centre de population.	25
21	D. B.	Douanes.	25
22	D. B.	Domaine pub. marit.	46
28	D. B.	Douanes.	25
28	D.	Commune.	25
31	A. G.	Administ. département.	25
		FÉVRIER	
4	A. G.	Commune mixte.	26
4	A. R. G.	Service météorologique.	26
4	D. B.	Notaire tunisien.	26
6	A. G.	Phylloxéra.	27
7	L.	Chambre de commerce.	27
9	A. G.	Administrat. centrale.	27
19	L.	Emprunt tunisien.	35
13	L.	Elections législatives.	35
28	D.	Police sanitaire. 36,	38
20	D. B.	Emprunt tunisien.	38
20	D.	Justice.	39
20	D.P.R.F.	Dépôts et consignat.	39
20	D. B.	Enseignement.	40
20	D.P.R.F.	Commissaire priseur.	46
21	A. G.	Indigénat.	43
21	A. G.	Commune mixte.	43
21	D.	Centre de population.	44
26	A. G.	Enregistrement.	44
		MARS	
7	D.	Centre de population.	44
9	A. G.	Commune mixte.	44
11	A. G.	Commune mixte.	44
11	D.	Centre de population.	46

			Pages
15	D.	Trésorerie d'Algérie.	46
15	A. M.	—	51
19	D.	Commune de plein exer.	44
21	D. B.	Impôts.	52
25	D. B.	Dénombrement.	53
29	D.	Police sanitaire.	53
30	A. G. et C. G.	Enregistrement.	53
31	D. B.	Impôts.	57

AVRIL

2	L.	Navigation maritime.	57
3	D. B.	Postes.	73
9	D.P.R.F.	Justice.	73
9	D.	Centre de population.	73
13	A. M.	Phares.	78
17	D.	Justice musulmane.	57
18	L.	Emprunt communal.	73
24	D.	Centre de population.	74
30	D. B.	Justice musulmane.	74

MAI

1	D. B.	Notaire tunisien.	74
23	D.	Ports maritimes.	79

JUIN

3	L.	Propriété industrielle.	74
6	D.	Phylloxéra.	81
7	D.	Notaire.	80
10	D. B.	Circonscript. admin.	117
15	L.	Propriété litt. et art.	117
17	D. B.	Télégraphes.	81
19	A. G.	Police sanitaire.	84
19	L.	Emprunt communal.	118
23	D. B.	Emprunt tunisien.	119
26	D.	Commune.	85
26	L.	Nationalité.	85
26	D. B.	Circonscrip. judic.	119
28	D. B.	Justice.	119
30	Tableau	État civil.	88

JUILLET

2	D.	Centre de population.	90
6	D. B.	Télégraphes.	119
8	D. B.	Budget.	121
9	D. B.	Propriété industrielle.	121
9	D. B.	Phylloxéra.	121
15	L.	Armée.	90
18	D. B.	Sapeurs-pompiers.	125
20	D.	Justice.	125
24	D.	Société de tir.	125
24	D.	Enseignement.	126

AOUT

5	D.	Commune.	126
6	D.	Enregistrement.	127
8	D.	—	127
13	D.	Nationalité.	127
20	A. G.	Octroi de mer.	132
20	D.	Centre de population.	135
20	D. B.	Eaux.	135
23	C. M.	Nationalité.	129
31	D.	Conseil de préfecture.	132

SEPTEMBRE

3	A. G.	Police sanitaire.	135
3	D.	Commune.	135
5	C. M.	Nationalité.	131
12	A. G.	Douanes.	135
17	A. G.	Voirie.	135
18	A. G.	Com. de police.	136
18	D. B.	Télégraphes.	137
18	D.	Contrib. diverses.	137
23	D. B.	Budget.	137
30	A. G.	Enregistrement.	137

OCTOBRE

1	D. B.	Eaux.	137
2	A. G.	Phylloxéra.	137
8	D. B.	Notaire tunisien.	140
8	D.P.R.F.	Contrôle civil.	140
16	A. G.	Justice.	141
18	C. G.	Police judiciaire.	141
18	C. P. G.	—	142

NOVEMBRE

8	D. B.	Justice.	144
11	A. G.	Commune mixte.	144

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.